


MÉMOIRES COURONNÉS

ET

AUTRES MÉMOIRES

PUBLIÉS PAR

L'ACADÉMIE ROYALE

DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES BEAUX-ARTS DE BELGIQUE.

—

COLLECTION IN-8°. — TOME XXXIII.

9 Plates



BRUXELLES,

F. HAYEZ, IMPRIMEUR DE L'ACADÉMIE ROYALE,

rue de Louvain, 108.

—

Septembre 1882.






MÉMOIRES COURONNÉS

ET

AUTRES MÉMOIRES.

MÉMOIRES COURONNÉS

ET

AUTRES MÉMOIRES

PUBLIÉS PAR

L'ACADÉMIE ROYALE

DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES BEAUX-ARTS DE BELGIQUE.

COLLECTION IN-8°. — TOME XXXIII.



BRUXELLES,

F. HAYEZ, IMPRIMEUR DE L'ACADÉMIE ROYALE,

rue de Louvain, 108.

—

Septembre 1882.

(1)

OBSERVATIONS

DES

COMÈTES *b* ET *c* DE 1881

FAITES A LOUVAIN,

PAR

M. F. TERBY,

DOCTEUR EN SCIENCES.

(Présentées à la Classe des sciences dans la séance du 6 octobre 1881.)

(2)

COMÈTE *b* DE 1881

OBSERVÉE DU 23 JUIN AU 18 JUILLET.

La carte qui accompagne cette notice (pl. I) a été dressée d'après l'Atlas de M. Dien; j'y ai relevé avec le plus grand soin les positions occupées par la comète *b 1881* pendant les nuits favorables à mes observations, dont la première série s'étend jusqu'au 18 juillet dernier. Je me suis attaché spécialement à figurer la situation de la queue parmi les étoiles.

Après quelques remarques générales sur l'aspect de cet astre, j'ai présenté ici le détail de mes observations.

Le 23 juin, le noyau était de première grandeur, ses dimensions étaient beaucoup plus sensibles que celles de *α Aurigæ,* mais sa lumière était beaucoup plus calme, moins étincelante. Les nuits suivantes sa grandeur et son éclat diminuèrent peu à peu, au point que le 15 juillet il était estimé de cinquième grandeur seulement.

Le noyau et la chevelure émettaient une lumière blanche, très légèrement bleuâtre; leur teinte différait d'une manière frappante de celle de (1) *Draconis* [1] dont la comète fut si voisine le 13 juillet; cette étoile paraissait jaunâtre à côté du noyau cométaire.

La chevelure était traversée par des aigrettes lumineuses opposées au soleil et dont les figures accompagnant cette note offrent de nombreux exemples.

La queue avait une limite presque rectiligne du côté oriental; une grande attention permettait d'y découvrir une légère convexité pourtant; ce côté était aussi le plus brillant, le mieux défini. Du côté occidental la limite de la queue était peu accusée, visible-

[1] Hévélius; c'est Piazzi IX, 37. Dans l'Atlas de Dien, cette étoile fait partie de la constellation de la *Girafe;* nous avons adopté ici la démarcation tracée, entre *Camelopardalus* et *Draco,* par M. Houzeau dans son Uranométrie.

ment concave et la lumière était très affaiblie. Ces circonstances avaient pour résultat de faire paraître d'abord l'appendice cométaire comme un jet de lumière rectiligne et brillant limité aux régions voisines du bord oriental. Une attention soutenue était nécessaire pour remarquer sa véritable forme. La figure 1 de la planche II de ma notice, qui représente la comète telle qu'elle apparaissait dans de bonnes jumelles (image droite) est destinée à montrer ces particularités. Le côté oriental était aussi plus long que le côté occidental.

Quant à la longueur de la queue, c'est à la fin de juin qu'elle a atteint pour nous son maximum; voici les chiffres obtenus, placés en regard de l'heure à laquelle s'est terminée l'observation. Il est évident que le crépuscule et la présence de la lune ont eu leur influence dans la visibilité de la queue et dans l'évaluation de sa longueur. Cependant le tableau suivant montre à l'évidence que cette longueur a diminué.

DATE.	HEURE.	LONGUEUR.
23 juin	11^h35^m	5°
26 juin	11^h45^m	9°30′
29 juin	12^h	9°30′
30 juin	11^h40^m	10°
1 juillet	11^h15^m	9°30′
2 juillet	11^h10^m	5°30′
4 juillet	12^h	7°
7 juillet	10^h50^m	4°
10 juillet	11^h	3°30′
11 juillet	11^h15^m	2°
12 juillet	11^h30^m	1°30′
13 juillet	13^h15^m	2°45′
15 juillet	10^h15^m	1°15′
16 juillet	10^h50^m	3°30′
17 juillet	10^h	2°20′
18 juillet	10^h	2°20′

L'influence de la lumière lunaire s'est exercée surtout du 7 au 15 juillet. Les deux dernières observations ont été faites *avant* le lever de la lune.

Plusieurs fois j'ai constaté la présence d'une espèce d'ombre qui régnait dans l'axe de la queue, derrière le noyau; ce détail est reproduit en α dans les figures 2, 6, 8 et 10 de la planche II.

DÉTAIL DES OBSERVATIONS.

J'ai observé la comète avec la lunette de Secretan qui a servi déjà à toutes les recherches dont j'ai eu l'honneur d'entretenir l'Académie. Les grossissements employés étaient de 38, 80, 120 et 180 fois. J'ai également employé des jumelles construites par le même opticien, et le chercheur de la lunette a été utilisé aussi, notamment pour l'observation de l'ensemble de la queue.

Le 25 juin, de 10^h15^m à 11^h35^m, la comète se trouve un peu plus bas que la ligne joignant α et β *Aurigæ,* à un tiers de la distance séparant ces deux étoiles, à partir de β; la queue se dirige un peu à l'orient de la Polaire; la chevelure est très apparente; la queue se développe en éventail. Noyau de première grandeur, de dimensions plus sensibles que α *Aurigæ,* mais moins étincelant.

Le 26 juin, de 10^h30^m à 11^h45^m (pl. II, fig. 1 et 2), le noyau paraît allongé dans le sens de la flèche (fig. 1) à l'œil nu et dans les jumelles. Avec le grossissement de 180 fois, on voit une gerbe verticale dans la chevelure (fig. 2). Cette gerbe ne coïncide pas avec l'axe incliné de la queue. Je vois une trace d'obscurité en α; par moments, la gerbe semble formée de trois aigrettes distinctes.

Le 28 juin, de 9^h45^m à 10^h30^m, je constate, par un ciel plus ou moins nébuleux, que la queue se dirige toujours un peu à l'orient de la Polaire; il y a encore une gerbe verticale dans la chevelure.

Le 29 juin, de 11^h à 12^h, la queue est dirigée plus exactement vers la Polaire. Le grossissemcut de 120 fois montre une gerbe ou aigrette s'inclinant un peu à gauche de la verticale passant par le

noyau (fig. 3). L'intérêt de l'observation s'accroît beaucoup par la proximité où la comète se trouve d'une petite étoile de la *Girafe*[1]; à 11^h15^m, le noyau et la petite étoile, plongée dans la chevelure, avaient l'aspect d'une belle étoile double (fig. 3); à 11^h30^m le noyau était déjà sous[2] la petite étoile, à une distance beaucoup plus grande, et sur la même verticale qu'elle; l'aigrette était moins accusée (fig. 4).

Le mouvement extrêmement rapide du noyau par rapport à l'étoile se constate dans les figures 5, 6 et 7, qui ont été prises respectivement à 11^h35^m, à 11^h40^m et à 11^h45^m. Ce déplacement se produisait littéralement *à vue d'œil* et d'une façon tellement sensible qu'il rappelait celui de l'aiguille des minutes d'une montre.

Comme nos figures l'indiquent, le noyau était en réalité muni de deux aigrettes, dont la plus longue et la plus marquée, l'orientale, était exactement dirigée vers la petite étoile à 11^h40^m, fig. 6. A 11^h40^m, on voyait par moments la région sombre α derrière le noyau.

Je n'ai pas remarqué d'affaiblissement dans la lumière de la petite étoile.

Le 30 juin, de 10^h30^m à 11^h40^m. A partir de cette date, la position de la comète est figurée sur notre planche I.

Aigrette visible (fig. 8, pl. II); on remarque un espace obscur α derrière le noyau. La queue est dirigée à gauche ou à l'occident de la Polaire. A 11^h40^m l'aigrette a la forme d'un petit panache dont la région la plus brillante est inclinée vers la droite (fig. 9).

La queue passe très près et à gauche (à l'occident) de (22) *Camelopardali.* Elle s'étend un peu plus haut que (24) *Camelopardali,* et passe à l'orient de cette dernière étoile.

Le 1er juillet, de 10^h à 11^h15^m, aigrette très faible (fig. 10). La queue s'étend jusque (23) *Camelopardali.*

Le 2 juillet, de 10^h15^m à 11^h10^m, il n'y a pas d'aigrette visible avec certitude. La queue s'étend un peu plus loin que (24) *Camelopardali.* Le bord occidental touche cette étoile.

[1] Radcliffe, 1661.
[2] Image renversée.

Le 4 juillet, de 11^h à 12^h (fig. 11), une aigrette est bien visible en haut et à droite du noyau. La queue passe à l'occident de (24) *Camelopardali;* sa limite orientale passe sur Σ 973 [1] et la queue s'étend jusqu'à B. A. C. 2326 [2].

Le 7 juillet, de 10^h35^m à 10^h50^m, la lune empêche de voir tout le développement de la queue; je puis néanmoins tracer celle-ci jusqu'à B. A. C. 2677 [3]; son bord occidental passe par (28) *Camelopardali.*

Le 10 juillet, de 10^h à 11^h, la lune nuit beaucoup à l'observation. Je soupçonne encore la présence d'une aigrette semblable à celle que j'ai représentée dans la figure 11.

De 10^h à 10^h15^m, la longueur apparente de la queue semble à peine égale à la distance qui sépare le noyau de (1) *Draconis;* mais, à 11 heures, la queue peut être suivie jusqu'à une distance plus grande; son prolongement passerait à droite de (29) *Camelopardali,* et elle s'arrête à la moitié de la distance qui sépare cette étoile du noyau.

Le 11 juillet, de 10^h15^m à 11^h15^m, la lune nuit beaucoup à l'observation. La queue s'étend dans la direction de (29) *Camelopardali* sur une longueur d'environ 2°.

Le 12 juillet, de 10^h30^m à 11^h30^m, la queue se dirige à l'occident de (29) *Camelopardali.* Sa longueur apparente, considérablement réduite par l'éclat de la lune, est égale à deux fois la distance séparant le noyau de (1) *Draconis.* Le bord occidental de la queue passe à droite de (1) *Draconis,* à une distance égale à la largeur de la queue.

Le 13 juillet, de 10^h20^m à 13^h15^m, l'observation présente un vif intérêt à cause du rapprochement extrême du noyau et de (1) *Draconis.*

[1] *A Summary or index of the measurements in the « Stellarum duplicium et multiplicium mensurae micrometricae. »* F.-G.-W. STRUVE, etc.... DUN ECHT OBSERVATORY PUBLICATIONS, vol. I.

[2] *Catalogue of stars observed at the U. S. N. Observatory.* Washington, 1873, n° 2860.

[3] *Id.*, n° 3275.

A 10h20m le noyau et (1) *Draconis* apparaissent dans les jumelles comme une belle étoile double.

11h15m; le dédoublement devient difficile avec les jumelles.

11h45m; dans le chercheur, le noyau de la comète est éclipsé par l'éclat de (1) *Draconis*. Avec le grossissement de 38, (1) *Draconis* est jaunâtre et le noyau de la comète blanc bleuâtre.

12h5m; en cachant (1) *Draconis* derrière un fil du réticule du chercheur, on estime que le noyau de la comète est de cinquième grandeur.

13h10m; le dédoublement ne se fait plus au chercheur, et les grossissements de 38 et de 80 font voir la comète et (1) *Draconis* comme une jolie étoile double.

13h15m; le noyau est un peu au dessus et *à droite* de l'étoile (grossissement de 38, image renversée). Donc la comète est passée à côté de l'étoile, un peu *au-dessous* (image droite).

A 11h30m, la queue s'étendait jusque B. A. C. 3528, (30) *Camelopardali* [1] en passant à l'orient de cette étoile.

Le 15 juillet, de 10h à 10h15m, la queue va jusque B. A. C. 3528, en passant à l'occident de cette étoile.

Le 16 juillet, de 10h35m à 10h50m, la queue se dirige à l'orient de B. A. C. 4281 [2] et sa longueur atteint les 3/4 de la distance séparant le noyau de cette étoile.

Le 17 juillet, de 9h55m à 10h, la queue se dirige vers B. A. C. 4281, jusqu'à la moitié de la distance entre le noyau et B. A. C. 4281; elle s'incline encore un peu vers l'orient de cette étoile.

Le 18 juillet, de 9h50m à 10h, la queue va à l'occident de B. A. C. 4281, jusqu'à la moitié de la distance séparant le noyau de cette étoile.

La queue est *fortement* concave à l'occident, rectiligne à l'orient; la forme d'éventail est très-accusée.

[1] Voy. *Catalogue of stars*, cité, n° 4301.
[2] *Id.*, n° 5314.

COMÈTE *c* DE 1881

OBSERVÉE DU 17 AU 28 AOUT.

J'ai l'honneur de présenter à l'Académie les observations que j'ai pu faire de la comète *c*, découverte par M. SCHAEBERLE. Un ciel nuageux a longtemps contrarié l'examen de cet astre pendant la période qui a suivi immédiatement sa première apparition. D'autre part, lorsque la comète eut acquis son maximum d'éclat et de développement, elle se trouva dans une situation qui rendit chez moi très difficile et très incommode, sinon impossible, l'emploi de la lunette de Secretan.

Le 17 août, de 8^h45^m à 10^h30^m. Longueur minima de la queue : 5°. L'appendice cométaire semble par moments s'étendre jusqu'à une distance double, à l'orient de (44) *Lyncis,* mais la faiblesse de ce prolongement rend son existence douteuse.

A 9^h55^m, je constate que le bord oriental de la queue est plus vague et moins droit que le bord occidental; ce dernier est plus brillant et plus tranché [1]. Un grossissement de 38 fois montre la queue plus brillante que celle de la comète *b* (*1881*); il confirme le maximum d'éclat au bord occidental. Le noyau est fort visible avec cet oculaire; mais avec les grossissements de 80 et de 120 fois, il devient invisible, se fondant graduellement dans la nébulosité qui l'entoure.

Le 19 août, de 10^h30^m à 11^h15^m, le bord occidental de la queue est légèrement concave, mais moins tranché que le 17; la queue

[1] La comète *b 1881* a présenté également une grande différence d'éclat et d'aspect à ses deux bords, mais dans un ordre tout à fait inverse: le bord oriental était le plus tranché et le plus droit. (*Voy.* mes observations sur cette comète.)

s'est allongée et va en s'élargissant dans la direction de (36) *Ursæ majoris*. Sa longueur minima est de 4°30'.

A 11^h15^m, avec le grossissement de 120 fois, le noyau est invisible.

Le 21 août, de 8^h45^m à 9^h15^m, la proximité où le noyau se trouve de ψ *Ursæ majoris* permet de faire une intéressante comparaison de l'éclat et de la couleur de ces deux astres : le noyau cométaire se distingue autant, par sa blancheur, de la teinte jaunâtre de ψ que la lumière électrique d'une flamme de gaz d'éclairage [1]; le noyau est moins brillant que ψ, mais tout aussi apparent à l'œil nu.

La queue se dirige exactement vers une étoile dont les coordonnées sont dans l'*Uranométrie* de M. Houzeau :

$$\alpha = 11^h9^m,9; \qquad \delta = +50°8'.$$

La région la plus brillante se dirige à l'occident de cette étoile; c'est le bord le plus net, il est concave; le bord oriental de la queue, dirigé à droite de l'étoile en question, est plus vague, également concave, et paraît être une seconde queue distincte, un peu plus courte. Les nuages interrompent l'observation à 9^h15^m.

Longueur de la queue : 4°20'.

Le 22 août, de 9^h50^m à 10^h15^m, et à 10^h30^m, la queue s'est encore élargie, et l'apparence d'une queue secondaire s'accentue de plus en plus. La queue, en forme de grand éventail, passe à l'occident par Σ 1561; c'est de ce côté qu'elle atteint la plus grande extension (4°15'); son bord oriental passe par Σ 1542 et s'étend seulement jusqu'à 3°30' du noyau. Le bord gauche est le plus brillant, il est presque rectiligne; le reste de l'appendice cométaire semble formé par des queues secondaires dont la plus visible est au bord oriental, passant par Σ 1542; ces queues sont plus courtes et concaves à droite.

[1] La comparaison du noyau de la comète *b* avec (1) *Draconis* a donné des résultats identiques : le noyau était blanc bleuâtre, et (1) *Draconis* jaunâtre. (*Voy.* mes observations de la comète *b 1881.*)

Le noyau a un éclat comparable à celui de χ *Ursæ majoris,* quoique moins étincelant et beaucoup plus blanc.

A $10^h 30^m$ le déplacement de la comète est déjà fort sensible.

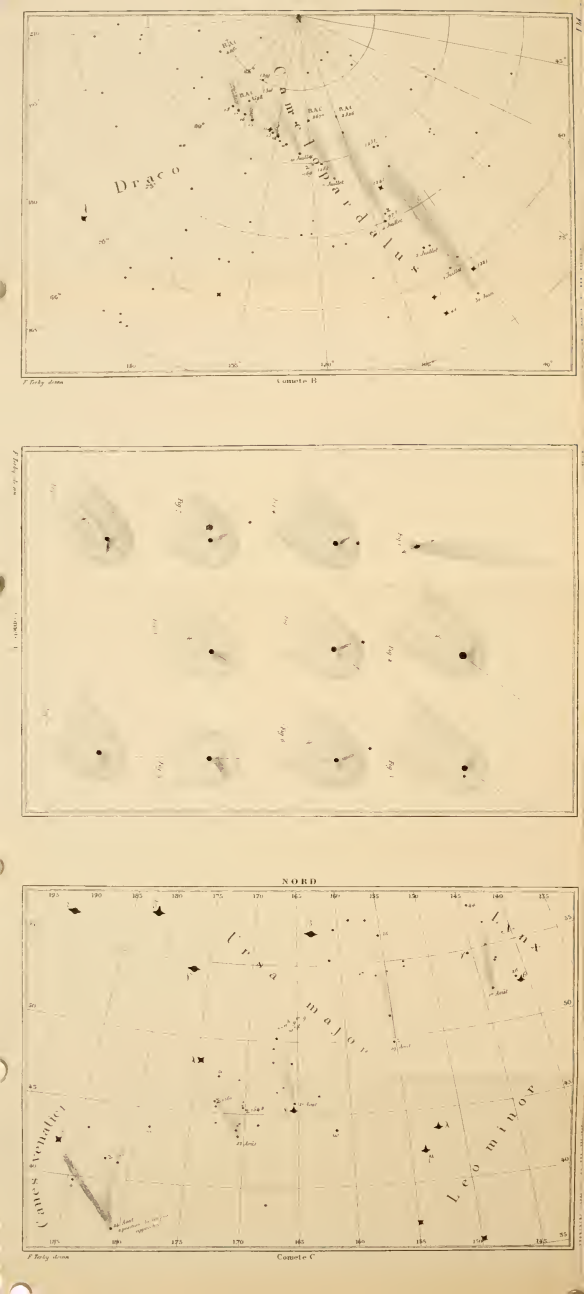
Le 24 août, à $8^h 55^m$, et de $10^h 15^m$ à $10^h 30^m$. A $10^h 15^m$ la queue rectiligne s'étend exactement dans la direction de *d Canum venaticorum;* c'est la partie la plus brillante de la comète. A droite de cette queue *rectiligne* on voit, à l'aide de jumelles, une nébulosité faible paraissant formée de plusieurs queues dont la plus orientale et la plus longue s'étend, avec une forte courbure, dans la direction de (67) *Ursæ majoris,* en passant un peu au-dessous de Σ 1622 (2 *Canum venaticorum*).

La position du noyau n'est qu'approchée, pour ce jour, dans notre carte, à cause de la proximité où il se trouvait de l'horizon et de l'invisibilité de toute étoile de comparaison.

La queue mesurait environ 5°25′ dans la direction de *d Canum venaticorum* (queue rectiligne) et 6° séparaient le noyau de l'extrémité voisine de (67) *Ursæ.*

J'ai encore fait une observation le 28 août, à $8^h 50^m$, mais il m'a été impossible de me rendre un compte exact de la position du noyau caché par le faîte d'une construction voisine. La queue rectiligne passait à l'occident des étoiles *u* et *w Comæ Berenices* et à l'orient de $\alpha = 13^h 19^m,5$; $\delta = + 24°29'$ (Houzeau), et son extrémité atteignait au moins, au-dessus de l'horizon, la hauteur de l'étoile *w Comæ.* En tenant compte de la position approchée que devait occuper le noyau ce jour là [1], on trouve que la queue mesurait environ 6°30′ de longueur.

[1] *Astronom. Nachr.*, n° 2388, p. 190; *Ephém.* du Dr Oppenheim.


Camelopardalus
Draco
F. Terby dessin
Comete B
NORD
Ursa major
Lynx
Leo minor
Canes Venatici
F. Terby dessin
Comete C

(1)

GESCHIEDENIS

VAN

HET SCHEPENDOM

IN DE

BELGISCHE GEWESTEN.

VAN DE VROEGSTE TIJDEN TOT HET EINDE DER XVIIIe EEUW,

DOOR

Frans DE POTTER.

Kenspreuk :

S. P. Q. . . . .

(Bekroond met de gouden eermedaille door de Klas der Letteren der Koninklijke Academie van België, in zitting van 11 Mei 1881.)

VOORREDE.

De verschillige gewesten, die aanvankelijk zoo vele bijzondere vorstendommen uitmaakten aleer staatkundig vereenigd te worden onder den algemeenen naam van België, kunnen geene burgerlijke instelling noemen welke zoo oud en zoo belangrijk is als die van het schependom. Sedert de vroege middeleeuwen onafgebroken tot aan onzen tijd met de zorg der gewichtigste gemeentelijke belangen gelast, hoewel niet altijd en in alle plaatsen met hetzelfde vermogen en gezag bekleed, behoort de instelling tot de geschiedenis van ons openbaar recht evenzeer als tot de bestuurlijke en staatkundige inrichting der gemeenten zelven, en droeg zij meest bij om den maatschappelijken vooruitgang te verzekeren. Dit is zóo waar, dat het wezenlijk belang van de geschiedenis onzer gemeenten eigenlijk in hunne instellingen is te zoeken. Inderdaad, onder de zoo veelvuldige worstelingen onzer voorouders tot behoud of uitbreiding hunner vrijheden en voorrechten is er geene, welke niet eenigszins in verband staat met de gemeentelijke inrichting, en daar zijn er geene, waarbij de schepenen niet op den voorgrond kwamen.

Wil men den oorsprong onzer gemeentelijke magistratuur goed uiteenzetten, dan is 't noodig verder te gaan dan het tijdstip, waarop die eerst in het licht treedt, en men hoeft te onderzoeken hoe in de oudste tijden onzer geschiedenis de talrijk bevolkte plaatsen tusschen den Rijn et de Noordzee beheerd, door wie aldaar recht en wet geoefend werden. Immers het schependom, gelijk wij het gedurende de middeleeuwen en in de moderne

tijden in werking zien, was het gevolg, de ontwikkeling van gebruiken en wetten, welke toen reeds een eeuwenlang bestaan telden.

Wij hebben getracht nauwkeurig en zoo volledig mogelijk de verschillige zijden van de groote instelling na te gaan, die zulken gewichtigen invloed op den staatkundigen toestand der Belgische gewesten heeft uitgeoefend. Om dit gevoeglijk te doen hebben wij onzen arbeid in een betrekkelijk groot getal hoofdstukken moeten verdeelen, anders ware, door de opeenhooping van een aanzienlijk getal stads-en vorstennamen, jaartallen en wat dies meer, de voorstelling niet recht duidelijk geweest. Daardoor werd het mogelijk het veelomvattende onderwerp zonder verwarring te behandelen, en zelfs punten te bespreken van schijnbaar geringe aangelegenheid, die anders onopgemerkt hadden moeten blijven, hoewel zij bijdragen om de inrichting der schepenen van al hare zijden te doen kennen.

En toch moesten wij inkorten... In de studie onzer voormalige gemeentelijke instellingen wordt men, vooral ter oorzake der oneindige verscheidenheid van vormen, door zooveel wetenswaardigs getroffen en als 't ware tegengehouden, dat men gedurig tot uitbreiding is geneigd, en dat, wist men zich niet te beperken, de uitslag van den arbeid zijn zou eene volledige geschiedenis van het gerechtswezen, wat niet viel in het ons opgegeven bestek.

Wij hielden ons aan de zekerste bronnen, hetzij handschriftelijke, hetzij gedrukte, welke wij op het spoor konden komen, en stelden hier en daar onze binnenlandsche toestanden in vergelijking met die van de naburige gewesten, Holland, Duitschland en Frankrijk, namelijk, telkens dat het ons noodig scheen den algemeenen gang der gedachten en strevingen van de volkeren en vorsten te doen uitschijnen, of om te toonen waar het recht der burgers eerst of meest beschermd en gewaarborgd werd.

Nopens den oorsprong van het schependom in onze gemeenten hadden wij gaarne meer in het midden gebracht dan wij hier hebben kunnen vereenigen; ongelukkiglijk zwijgen onze archieven over de beginselen van het gemeentelijk magistraat, hetwelk, voor onze belangrijke plaatsen, in de oudstbewaarde keuren en char-

ters voorkomt als reeds lang bestaande. Hebben oorlogen — vooral de invallen der Noordsche barbaren — brand van wethuizen [1] en mogelijk ook achteloosheid der vorige geslachten menige oorkonde, met betrekking tot onze oude gemeenten, doen verloren gaan, 't is ook waar dat de schepenbank reeds bestond in tijden, waarop de bestuur-en gerechtsakten nog niet of uiterst zelden te schrift gesteld werden.

Men zal hier een tamelijk uitgebreid hoofdstuk aantreffen over instellingen die, korts na of met het schependom opgekomen, met dit laatste de uitoefening van het bestuur of de justitie deelden. Dit onmiddellijk verband met het schependom dwong ons ook van de bedoelde korpsen te gewagen, anders ware de schets onvolledig gebleven.

Ziehier de opgave van de voornaamste bronnen, voor het stellen dezer geschiedenis benuttigd :

HANDSCHRIFTEN.

Oorkonden in de openbare archievendepots van het land (Staat en gemeenten). — Charters en andere documenten uit het archief van het Noorder-departement te Rijsel.

BOEKEN.

Arnold. Verfassungsgeschichte der deutschen Freistädte. 1854.

Babeau. La ville sous l'ancien régime. Paris, 1880.

de Calonne (A.). La vie municipale au XV[e] siècle. Paris, 1880.

Defacqz. Ancien droit belgique.

de Haulleville. Histoire des communes lombardes, depuis leur origine jusqu'à la fin du XIII[e] siècle. 1857.

Desjardins (Alb.). La nomination des maires dans l'ancienne France (*le Correspondant*, 1870).

de Vlaminck (Alph.). Notice historique sur l'échevinage de Termonde. 1866.

[1] Door brand werden vernield het belfort van Gent, met de stadscharters, ten jare 1176; de halle van Brugge en de oudste oorkonden dier stad, in 1280; het grootste deel der archieven van Mechelen, in het jaar 1342; het stadhuis van Antwerpen, den 4 November 1576 enz. Bij de beschieting der stad Brussel door maarschalk de Villeroy, in Augustus 1695, ging het beste deel der archieven, op 't stadhuis bewaard, te niet.

Diericx. Mémoires sur les loix, les coutumes et les priviléges des Gantois. 1817.

Faider (Ch.). Coup d'œil historique sur les institutions provinciales et communales en Belgique. 1834.

Fruin (R.). Een Hollandsche stad in de middeleeuwen (de *Gids*, 1873, II).

Gachard. Précis du régime municipal de la Belgique avant 1794. (Collection de documents inédits concernant l'histoire de la Belgique, III).

Gaupp (E.). Ueber deutsche Städtegründung, Stadtverfassung und Weichbild. Jena, 1824.

Kempereers. De oude vrijheid Montenaken. 1862.

Kluit. Historie der Hollandsche staatsregering. 1804.

Lameere (G.). De l'autorité judiciaire dans les communes flamandes aux XII[e] et XIII[e] siècles (*la Belgique judiciaire,* 1878).

Leber (M.-C.). Histoire critique du pouvoir municipal, de la condition des cités, des villes et des bourgs et de l'administration comparée des communes en France. Paris, 1828.

Loyseau. Du droict des offices. Paris, 1620.

Meyer. Esprit, origine et progrès des institutions judiciaires.... La Haye, 1818-1823.

Poullet (Edm.). Essai sur l'histoire du droit criminel dans l'ancienne principauté de Liége. 1874.

— Histoire du droit pénal dans le duché de Brabant.

— Les constitutions nationales belges de l'ancien régime à l'époque de l'invasion française de 1794. 1875.

Raepsaet. Origine et progrès des droits civils, politiques et religieux des Belges et Gaulois....

Raikem. Discours.

Raynouard. Histoire du droit municipal en France. Paris, 1829.

Serrigny. Mémoire sur le régime municipal en France dans les villages, depuis les Romains jusqu'à nos jours (*Revue critique de jurisprudence,* XVII).

Thierry (Aug.). Monuments de l'histoire du Tiers-État. Paris, 1850-1856.

Van Berkel (H.). Een Hollandsch dorp in de XIV[e] eeuw (*Dietsche Warande*, I, II).

Van den Peereboom (Alph.). Ypriana, III.

Van der Kindere. Notice sur l'origine des magistrats communaux.

Von Maurer (Georg.). Geschichte der Städteverfassung in Deutschland. Erlangen, 1869-1871.

Warnkœnig. Histoire des Trente-Neuf. 1833.

Warnkœnig et **Gheldolf.** Histoire de la Flandre et de ses institutions civiles et politiques jusqu'à l'année 1305.

Wauters (Alph.). Les libertés communales. Essai sur leur origine et leurs premiers développements en Belgique, dans le nord de la France et sur les bords du Rhin. 1878.

— Rapport sur la notice de M. Van der Kindere (sur l'origine des magistrats communaux).

GESCHIEDENIS

VAN

HET SCHEPENDOM

IN DE

BELGISCHE GEWESTEN,

VAN DE VROEGSTE TIJDEN TOT HET EINDE DER XVIIIe EEUW.

I.

Hooge oudheid van het schependom : de Frankische *Ratchimburgi* zijn de voorgangers der Schepenen-rechters Hoe de vaste schepenenkorpsen tot stand gekomen zijn.

Verschillige denkwijzen zijn geuit geworden over den oorsprong onzer gemeentelijke instellingen. Eenige geleerden zoeken dat begin bij de Franken, namelijk bij het aloud gilde, of bij de rechtsinstelling van dit volk; anderen meenen den oorsprong te zien in 't Romeinsch bestuurstelsel en maken van onze wethouders de opvolgers der *decuriones* en van den *defensor civitates*, die in de Romeinsche steden werden aangetroffen.

Deze laatste theorie, hoewel door verdienstvolle schrijvers vooruitgezet, is gebleken ongegrond te zijn; immers zeer weinige plaatsen van ons land bestonden als stad, toen de Romeinen hier de meesterschap hadden, en zoo kunnen onze plaatselijke instellingen met betrekking tot bestuur en justitie gedurende het

Frankische tijdvak opgekomen, niet geschoeid geweest zijn op Romeinschen vorm. Deze theorie, voornamelijk ontwikkeld door DE SAVIGNY (*Histoire du droit romain au moyen âge,* traduite de l'allemand par CH. GUENOUX, 1839) et door C.-FR. EICHHORN (*Deutsche Staats-und Rechtsgeschichte,* Göttingen, 1818), werd in den laatsten tijd te niet gedaan door VON MAURER (*Geschichte der Städteverfassung in Deutschland*); door HEUSLER (*Ursprung der deutschen Stadtverfassung*); door GIERKE (*das deutsche Genossenschaftsrecht*), door SOHM (*Altdeutsche Reichs-und Gerichtsverfassung*) en door WAITZ (*Deutsche Verfassungsgeschichte*).

Het stelsel, volgens hetwelk het gilde de aanleiding en 't begin onzer gemeentelijke inrichting zou geweest zijn, vindt talrijke bijtreders; mannen van gezag, waar 't er op aankomt duistere punten onzer geschiedenis op te helderen, gelijk ALPH. WAUTERS, breken er nog eene lans voor, terwijl anderen, zooals de evengenoemde Duitsche schrijvers, en na hen de hoogleeraar VAN DER KINDERE, het teenemaal verwerpen.

Verdient het inderdaad dat men 't over het hoofd zie? Wij zouden het niet durven beweren. Van den eenen kant is 't onbetwijfelbaar, dat de bond der samenwonende lieden (de *meentucht, communitas*) oorspronkelijk slechts een bijzonder karakter had en niemand verplicht was er bij te treden, wat natuurlijk alle begrip van « gemeenzaamheid » uitsluit [1]; maar van den anderen kant is 't ook waar dat het gilde bij meerdere ontwikkeling der meentucht en later bij 't ontstaan der keurgemeente eene geduchte macht was en op de eene en de andere niet zonder invloed moet gebleven zijn [2], te meer, dewijl er door den oorspronkelijken bond plichten en rechten zijn ontstaan, waarover in menig geval het oordeel der rondwonenden of niet verbondenen noodig was. VAN DER KINDERE evenwel is mis, wanneer hij in 't gilde volstrekt niets anders ziet dan een denkbeeld van liefdadigheid of eene verzeke-

[1] Zie VON MAURER, I, 164, 171, 325 enz. — HEUSLER, 11 enz.

[2] Men leze onder andere de statuten eeniger aloude gilden, zelfs van die waarin, naast de Germaansche barbaarschheid, de geest des christendoms uitschijnt, bij voorbeeld de wet van St.-Eriksgilde (XIIIe eeuw) bekend gemaakt door AUG. THIERRY.

ring voor akker-en brandschade. Want dat het gilde zich ook op staatkundig terrein heeft bewogen, leeren ons de Capitulariën van Karel den Groote en de decreten der Conciles, welke tegen die « samenzweringen » met klem en nadruk opkwamen. En inderdaad het gilde was, ook in onze gewesten, dikwijls een eedgenootschap tegen de wet evenzeer als een verzekeringsbond tegen ramp en veete.

Ons komt het voor, dat de theorie nopens den oorsprong onzer gemeentelijke instellingen, steunende op de innige betrekkingen van ons middeleeuwsch rechts-en bestuurwezen met het Germaansche volksleven — betrekkingen welke niet te loochenen zijn — zonder bezwaar kan overeengebracht worden met het tweede stelsel, namelijk in dezen zin, dat eene algemeene Germaansche wet of costume door het gilde gevestigd, uitgebreid en mogelijk volledig is gemaakt geworden naarvolgens de begrippen en behoeften van dien tijd. Althans gelijk het grootste deel der Belgen hunne taal hebben van de Franken, mag men eveneens in de wetten van dit volk (de Salische) en in de Capitulariën zijner vorsten de kiem zoeken onzer maatschappelijke inrichting, met inachtneming, gelijk wij hooger zeggen, van de omstandigheid, door welke die wetten best gevestigd en voortgeplant konden worden.

Bij Tacitus leest men, dat te zijnen tijde de Germanen verdeeld waren in geslachten (*Völkerschaften*), die de staatkundige eenheid vormden, en in gouwen (*pagi, hunderdschaften,* honderd gezinnen) voor het rechtswezen. In de bijeenkomsten der eerstgemelden sprak ieder man zijn woord over de algemeene belangen; in de andere oordeelden zij over misdaden en overtredingen, door lieden van hunnen stand begaan.

Die toestand veranderde grootelijks onder de vorsten van 't Merovingische ras. Deze wisten hun gezag zeer uit te breiden en onderwierpen daaraan de ambtenaren, die tot dan toe de vertegenwoordigers des volks waren geweest; edoch, wat zij niet vermochten, was het recht des volks om zelf justitie te plegen, af te breken.

De gerechtsuitspraken, zoo men weet, geschiedden op de *placita* en waren door den vorst voorgezeten; op andere, voor minder uitgestrekte districten en *placita minora* geheeten, waar de graaf van het gouw voorzat; eindelijk op nog mindere, onder de leiding van den honderdman. Op deze zittingen moesten, mits boete voor de achterblijvers, alle vrije mannen verschijnen, die de jury vormden of de *Ratchimburgi* [1].

De rechters zijn in de wetten van dien tijd onderscheiden in zittende en staande : *residentes* en *adstantes*. In sommige documenten heet men ze ook *boni homines*. Deze waren grondeigenaars, afhankelijk van den vorst en in diens naam door den graaf of door den honderdman, die 't geding voorzat, uit de menigte gekozen, zooals voor de hedendaagsche jury geschiedt. Zij behoorden tot het gewest, waar recht moest gesproken worden, en dewijl toen de justitie geenen vasten zetel had, maar nu eens hier, dan daar werd geoefend, veranderden alzoo de rechters met de plaats.

Men oordeelde in rechte en in feite, en zeide de wet [2] ten bijwezen van de vrije mannen die, ter vergadering opgekomen, de *Ratchimburgi adstantes* waren. Deze laatsten mochten, om 't even voor welke zaak, 't vonnis steunen of afkeuren. De voorzitter, wie hij ook was, nam aan de uitspraak van het vonnis geen deel; hij riep de rechters samen, leidde het onderzoek en voerde het vonnis uit.

Een zelfde beginsel beheerschte toen het gerecht : het oordeel moest komen van de bewoners deszelfden gewestes [3]. Ieder man,

[1] Vermoedelijk moet de naam gelezen worden *Ratz-burgii*, dat is : raadsburger. — Eckard wil het woord afgeleid hebben van *rache*, zaak, en *bergen*, bewaren — dus zooveel als zakenbewaarders, *causarum conservatores*.

[2] « *Ut legem Salicam dicant* » (Salische wet, 60e titel). — De *Rachimburgiis legem dicentes* (wet der Rijn-Franken, 55e artikel).

[3] Oorspronkelijk behoorden het recht van stemmen en oordeelen aan de gemeenzaamheid (*Gemeinde*) en aan de vereeniging van de vrije mannen der plaats (*Genossenschaft*), van 't kanton, van 't land. In de oude oorkonden noemt men hen : « al het volk, de menigte, de mannen, de lieden van het land » enz. (*Deutsche Rechts-Alterthümer*, VI, 769).

die een deel des lands bezat [1], was natuurlijke rechter in gansch de uitgestrektheid van zijn district, maar daarbuiten kon hij geen gezag hebben, was hij niets meer [2]. Later, wanneer wij de schepenen zullen zien opkomen, bleef die souvereineteit der landzaten erkend, vermits de Karlovingische wetten eischen dat de schepenen gekozen worden met toestemming des volks. In het noorden van Europa werd dit beginsel zelfs met strengheid doorgevoerd; immers daar bleven, eenen langen tijd, de magistraten verantwoordelijk jegens het volk, en de Deensche wet verbrak niet alleen het oordeel der gezwoornen, maar stelde deze zelfs bloot aan vervolging, wanneer de meerderheid van de gewestgenooten hun oordeel slecht vond [3].

Op het einde der VIIIe en in den aanvang der IXe eeuw bleek de instelling niet meer in overeenstemming te wezen met de toen heerschende begrippen en zeden. De vrije mannen, op straffe van boete verplicht naar de openbare rechtsvergadering te komen, trachtten zich aan dien last te onttrekken en maakten eene hervorming noodzakelijk door..... achter te blijven. Een last was het inderdaad geworden. De *Ratchimburgi* toch hadden geen openbaar mandaat, geen hoegenaamd recht op eenig stoffelijk voordeel of gunst, eer of gezag; zij genoten niet het geringste deel der geweзene boeten; integendeel, wanneer zij bevonden werden niet te hebben geoordeeld volgens de Salische wet, waren zij genoodzaakt den veroordeelde eene boete te betalen van 15 stuivers, wat destijds geene geringe som moet geweest zijn. Bovendien stonden de rechters bloot aan den haat en wraaklust des veroordeelden en van zijne magen en vrienden, hetgeen in die barbaarsche tijden zeker wel wat te beduiden had! Eindelijk mocht de veroordeelde zijne rechters beroepen op een tweegevecht.

Nu is 't wel waar, dat de Salische wet deze schikkingen laat volgen door eene andere, volgens welke degene, die de *Ratchimburgi* zou betichten van slecht vonnis gegeven te hebben, moest

[1] « Judices sunt barones comitatus, *qui liberas in eis terras habent.* » (*Leges Henrici,* I, c. 29.)

[2] Zie daarover Raepsaet, *Analyse,* § 92 en volgende.

[3] *Codex juris justici,* l. II, c. 7.

veroordeeld worden tot eene boete van even groot bedrag, als welke hij had kunnen eischen, en dat verschillige wetten de veiligheid der rechters waarborgden — maar dit alles belette niet dat hun plicht zwaar en moeilijk was gemaakt door de voorzitters der gedingen, die de *placita* buitenmate hadden vermenigvuldigd, niet zoo zeer om recht te plegen, als uit begeerlijkheid : immers hun kwam een deel toe der zoen-en boetegelden [1].

Ten einde het kwaad te stuiten, dat uit de onthouding der *Ratchimburgi* spruiten moest, werden verschillige wetten afgekondigd om hen tot de vervulling van den plicht te dwingen, zooals de instelling der *missi dominici,* die tot take kregen viermaal 's jaars het graafschap te doorreizen, de misbruiken van allen aard te verbeteren en den vorst verslag te doen over hunne verrichtingen [2]. Toen evenwel die wetten onvoldoende bleken te zijn, schreef Karel de Groote voor, dat in elk gewest de rijksten, ervarensten en deftigsten zich de zaken van den landheer en van de justitie zouden aantrekken. Ook verminderde die wetgever de taak der *Ratchimburgi* door te bepalen, dat er voortaan maar drie algemeene gedingen (*placita legalia*) in 't jaar zouden plaats grijpen; dat er, om vonnis te kunnen strijken, minstens zeven *Ratchimburgi* moesten aanwezig zijn, en voor zaken, bij welke de grond van het recht niet hoefde onderzocht te worden, drie [3]. Verder gebood de keizer, dat op de drie wettelijke zittingen de *Ratchimburgi* van 't gewest zouden verschijnen, maar stelde voor de overige gedingen ambtenaren aan, met den naam van *Schepenen,* gelijk er toen reeds (en zelfs vóór 's keizers regeering), bestonden, zonder dat hunne oorspronkelijke macht of bevoegdheid gekend is [4].

[1] Capit. ann. 829, c. 5. — Baluzius, I, 671.

[2] Capit. ann. 802, c. 25. — Baluzius, I, 370. — Pertz, *Leges,* I, 96.

[3] Salische wet, 53e titel, 3e artikel. — Meyer, *Esprit, origine et progrès des institutions judiciaires,* I.

[4] Dit is bewezen door verschillige oorkonden van de eerste helft der VIIIe eeuw, onder andere door de bekende charter van 25 Juli 745, waarbij en priester, Felix geheeten, de abdij van St.-Bertijn begiftigt met de plaats *Rochashem* (Roxem, onder Westkerke, in West-Vlaanderen) en in welken

Overigens zijn er vele voorbeelden dat gansche scharen van vrije mannen nog op het laatst der IXe eeuw hielpen vonnis strijken [1].

Men vindt de *Ratchimburgi* voor de laatste maal vermeld in de charter van Pepijn den Korte van 't jaar 756, en wanneer Karel de Groote in 798 zijne *Lex salica emendata* afkondigde, is overal het woord *Ratchimburgi* vervangen door *Scabinei*, bewijs dat de eenen en de anderen dezelfde bediening vervulden. De herinnering der eerstgemelden leeft niet enkel in de Frankische wetten, maar ook in de Noordsche poëzie der oudheid, waar 't rechtsplegen als de taak van al de vrije mannen wordt voorgesteld. Aldus op onderscheidene plaatsen der *Edda's*, bij voorbeeld de voorzegging van Gripir :

« Gij slaapt niet meer, *gij neemt geen deel meer aan de rechtssprake*,
» Met niemand bekommert gij u nog,
» Daar, waar gij uwe geliefde niet ziet. »

En in het tweede boek van *Goedroen :*

« Zij konden geene rust meer genieten,
» *Noch oordeelen in de gedingen,*
» Zoo lang zij Sigurd niet gedood hadden. »

Het woord *scabini* of *scabinei*, waarvan het Vlaamsche *schepene* en 't Fransche *échevins*, is ouddietsch en stemt, volgens oude glossaria, overeen met het Latijnsche *judex* en het Hebreeuwsche *scophet*, rechter. Jacob Grimm leidt *sceffino, scephin* (in 't Saksisch *scepene*) af van 't ouddietsche straffen, standhouden, verschaffen, ofwel van 't oude *scapan*, dat bescheiden, beslissen beteekent.

De eerste schepenenvierscharen schijnen ingesteld geweest te

brief men, onder de getuigen, die hem bezegelden, eenen « *Gumbarus scauuinus* » vindt genoemd. Eene nog oudere oorkonde, waar men 't zegel aan ziet van eenen *scauinus*, dagteekent van 724 en werd door Brunetti in zijne Toskaansche charters gedrukt. — Marculph, die omtrent het jaar 660 schreef, schijnt de eerste onder alle auteurs gewag te hebben gemaakt van « schepenen, » die hij noemt « bijzitters des graven in het rechterlijk geding. »

[1] Zie bij Bouquet, het Leven van St. Amand, door eenen tijdgenoot, III, 533.

zijn door de *missi dominici,* althans gemelde ambtenaren werden daarmede gelast door het Capitularium van 803, met de aanbeveling dat zij 't doen moesten in iedere plaats : « *per singula loca* [1]. » Nadien evenwel werd ook het volk opgeroepen om, samen met de *missi dominici,* zijne schepenen te kiezen, gelijk zij ook te samen de onwaardigen afstelden en door anderen vervingen [2]. Sedertdien vormden de schepenen een gesloten college, samengesteld uit een bepaald getal rechters, die gansch alleen vonnis streken.

Het beginsel der volkskiezing was in de IXe eeuw niet nieuw : wij vinden het reeds in 630 erkend door het Capitularium van Dagobert, waar men leest dat niemand tot eene rechterlijke uitspraak mocht bijdragen tenzij daartoe door den hertog, bij overeenkomst met het volk, gekozen [3]. Mogelijk handelden de *missi dominici* maar alléen voor de eerste instelling der schepenen, althans uit later afgekondigde wetten, zooals het Capitularium van 809, is te zien dat de graaf en het volk rechters kozen, vicarissen, proosten, voogden, honderdmannen en schepenen, namelijk goede, vredesgezinde lieden [4], terwijl het kiesbeginsel ook door de opvolgers van Karel den Groote werd bekrachtigd.

Was het rechtsoefenen door de vrije mannen der gouwen

[1] Eenige schrijvers beweren, dat er onder de Karlovingische vorsten maar éene schepenenbank was voor ieder gouw of *pagus,* en dat, toen de invallen der Noordsche barbaren omtrent het einde der IXe eeuw het land hadden ontvolkt, de bisschoppelijke of grafelijke steden het gouwgerecht tot zich trokken en 't schependom op die wijze een gouw, in plaats van een stadsgerecht werd. Alzoo verklaren zij dat de macht in handen kwam van bisschoppen en graven.

[2] « Ut sicut in capitulis avi et patris nostri sunt, bonos scabineos inveniunt, ejiciant, *et totius populi consensu* in locum eorum bonos eligant. » (*Capit. ann.* 873, 9^e^ art. — BALUZIUS, II, 232. — PERTZ, III, 521.

[3] « XLI. Nullus causas audire praesumat nisi qui a duce, *per conventionem populi,* judex constitutus est, ut causas judicet. » (BALUZIUS, *Capit. reg. franc.* I, col. 68.)

[4] « XXVI. Ut judices, vicedomini, praepositi, advocati, centenarii, scabinei, boni et veraces et mansueti, cum comite et *populo, eligantur* et constituantur ad sua ministeria exercenda. » (*Idem.* I, col. 467.)

beschouwd als een last, dit gold evenwel ook als een recht of eerambt en ging door als eene openbare hulde aan den stand der vrijgeboornen. Uit dien hoofde haastte men zich niet om de oude instelling voorgoed te doen verdwijnen, en toen de schepenen optraden, onttrok men den *Ratchimburgi* niet in eenmaal het recht of het vermogen om zitting te nemen ter *placita;* men liet hun toe, wanneer zij zulks begeerden of door de partijen waren meegebracht, om aan de uitspraak van het vonnis deel te nemen. Wanneer zij alzoo naast de schepenen ten gedinge verschenen stonden zij tot deze laatsten als vroeger de *Ratchimburgi adstantes* tot de *Ratchimburgi residentes:* zij vertegenwoordigden het volk en de gemeenzaamheid. Bij gevolg (merkt Poullet te recht op) waren de schepenenvergaderingen van een graafschap of gouw in den beginne geene geslotene colleges en hadden zij niet het uitsluitelijke recht van te oordeelen: geen vrij man, die aan hunne uitspraak begeerde deel te nemen, mocht geweigerd worden [1].

De partijen kwamen dan ook op met zoovele mannen als zij dachten noodig te hebben, en dit oudgermaansch gebruik bleef vrij lang in voege, niet alleen voor bloot rechterlijke, maar ook voor burgerlijke zaken : men zie bij voorbeeld de oude charters bij Miræus, Van Mieris en Sanderus, waar vorsten, kloosteroversten, dorpsheeren en anderen hunne brieven door tal van heeren, ridders of monniken deden bekrachtigen. Het huwelijkscontract van Engerrand, graaf van St.-Pol, met de dochter van Nicolaas van Avesnes, werd in 1160 gesloten vóor Dirk van den Elzas, graaf van Vlaanderen, en was bezegeld door vier honderd ridders[2]. De charter van Godfried den Gebaarde, voor het hertogdom Brabant (1125), kan onder dit opzicht ook worden ingeroepen [3], en wij zullen verder zien dat het gebruik bij onze noorderburen nog in de XVIe eeuw volop in zwang was.

Niets zoo natuurlijk, niets zoo wettig en redelijk als de deelne-

[1] Poullet, *Essai sur l'histoire du droit criminel dans l'ancienne principauté de Liége.*

[2] Miræus, *Opera diplomatica*, 292, 319, 740.

[3] Id., *ibid.*, I, 705.

ming des volks in 't oordeelstrijken. Immers volgens den aard der toenmalige genootschappen of gilden had ieder lid aanspraak op de hulp van ieder zijner stam-, bond- of gewestgenooten, wanneer het geval zich voordeed dat hij tegen anderen recht moest eischen of door zijnen heer of buurman wegens schade en schuld werd aangesproken; wat meer is, al wat iemands stamgenoot verklaard was voor recht, was ook 't recht van hem, en kwam deze eenmaal in hetzelfde geval, hij zou op zijne beurt naar dit gewijsde gevonnist worden. Zoo was het rechtsoefenen meer te achten dan eene bediening, maar ook voor ieder eene quaestie van eigen belang en mocht, ja moest men, des verkiezende, zijn oordeel kunnen uitbrengen. Eindelijk was 't eene meerdere waarborg voor het wetspreken [1] wanneer, naast de schepenen, die niet altijd bejaarde lieden konden zijn en derhalve weinig ervaring bezaten, ook mannen stonden, die kennis hadden van de oude gebruiken en gewijsden, en licht konden verspreiden over verduisterde punten. De noodzakelijkheid daarvan zal te meer in het oog vallen als men in aanmerking neemt dat er toen geen geschreven recht bestond, maar dit voortleven moest in het geheugen der menigte [2].

Meyer denkt dat de schepenen een grooter aanzien verkregen dan de *Ratchimburgi* genoten; inderdaad kan dit zóo geweest zijn en zullen de nieuwe rechters wel eenige stoffelijke vergoeding voor hunne zorg tot behoorlijke rechtsbedeeling bekomen hebben [3]. Men mag dit, meenen wij, afleiden uit de onderscheidene voordeelen, welke de schepenen reeds van in de middeleeuwen genoten, daar verreweg de meeste gebruiken van dien tijd niets dan de voortzetting of navolging waren van oudere.

Het is gekend hoe door de zwakheid der opvolgers van Karel

[1] Oordeelen heette vroeger : « de wet zeggen » : « moniti ut *legem Salicam dicant* » (*Leg. Salic.*, LX). Zie hiervoren, bl. 10.

[2] Bewijzen van vonnissen, door schepenen en *ratchimburgi* samen geveld, vindt men bij de Savigny, in zijne Geschiedenis van 't Romeinsch recht gedurende de middeleeuwen.

[3] Zie Eichhorn, *Deutsche Rechts-und Staatsgeschichte*, § 382. — Baluzius, II, 173.

den Groote dezes uitgestrekt rijk verbrokkeld geraakte. Meteenen breidde zich hoe langer hoe meer de pas opgekomene feodaliteit uit, die machtige instelling, bond van verdediging voor grooten en geringen, maatschappelijke noodwendigheid gedurende de eerste middeleeuwen.

Deze nieuwe instelling bracht evenwel het schependom niet ten gronde, hoezeer de X^e en XIe eeuw aan de wanorde waren overgeleverd : zeker wel een klaar bewijs dat het plaatselijk gerecht, zooals het toen was ingericht, aan al de behoeften der samenlering voldeed.

Op de verbrokkeling der groote macht van den keizer volgde evenwel de verbrokkeling van het rechtsgebied. De oude grafelijke vierscharen, gelijkmede die der honderdmannen, verdwenen, of zoo er al eenige stand hielden, zij verloren een deel hunner voormalige bevoegdheid [1]. De vrije mannen, die buiten de steden woonden, hielden op deel te maken van 't oude *pagus* en werden nu rechtsplichtig van het leenhof, terwijl de laten onder het beheer kwamen van de meiers der *villae,* groote landbouwinrichtingen welke weldra tot dorpen, sommige zelfs tot steden zullen aangroeien en dan ook hunne bijzondere vierschaar bekomen zullen. Alléen behielden de stadsbewoners hunne hoedanigheid van leden van 't *pagus,* onder het rechtsgebied der graven en der schepenen van het oorspronkelijk kanton, welke vierschaar alzoo een plaatselijk schependom werd voor de stad [2].

De oude *placita,* welke de *Ratchimburgi* zoo weinig bevallen mochten, hielden niettemin nog langen tijd stand; eerst in de XIIIe eeuw konden de machtigste steden van Vlaanderen zich van 't grafelijk gouwgeding vrijkoopen : IJper ten jare 1277; Gent en Brugge in 1296. In hunne klacht over de algemeene rechtsvergadering beweerden de Gentenaren dat die in strijd was met God, het gemeene recht en de gewoonten der stad; hetgeen niet belette

[1] Alph. Wauters haalt tot voorbeeld aan het schependom van Ukkel, dat hem voorkomt een overschot geweest te zijn van het grafelijk schependom van Brussel en hetwelk voornamelijk uitspraak deed in burgerlijke zaken (*Environs de Bruxelles,* Introduction, p. xl).

[2] Warnkoenig et Gheldolf, *Histoire de la Flandre,* II, 264.

dat het volk van een aanzienlijk getal steden en dorpen er nog eeuwen lang aan onderworpen bleef.

Ondertusschen had iedere « meentucht » en elke verzameling van volk, staande onder het gebied van eenen grondheer, een eigen schependom bekomen, zoodat, wanneer later de gemeentekeure zal verleend worden, daar geene magistratuur zal in te richten, maar enkel te bevestigen zijn. Alzoo verwondert het niet wat Philippe de Hurges zegt over Doornik, namelijk dat deze stad in 910 of 911 eenen meier en zes schepenen verkreeg, die tegelijk rechters en bestuurders zouden zijn. — Brugge had reeds schepenen in 970, en het lijdt geenen twijfel of de andere groote gemeenten, zooals Gent, Leuven, Antwerpen en Luik zullen die ook wel in de vroege middeleeuwen gekend hebben. — De meentucht, door de instelling des schependoms bevestiging en verheffing verkrijgende, bekwam daardoor eene eigene geschiedenis in de groote geschiedenis van het land.

Langzamerhand, en wel reeds gedurende het eerste tijdvak der leenroerigheid, onderging het schependom belangrijke wijzigingen. Bepaald werden de vrije mannen er uitgesloten, althans ten onzent, maar niet in Frankrijk en Holland. Geschiedde zulks met hunne toestemming, bleven zij zelven achter, gelijk de oude *Ratchimburgi*, of was de hervorming een nieuw werk der vorstelijke macht, eene verdere schrede op de baan der centralisatie, de voltrekking van een behendig uitgewerkt plan om de uitsluitelijke meesterschap te hebben? Gaf men den vrijen gemeentemannen, of minstens den meestbegoeden en deftigsten onder hen, ter vergoeding het bestuur over de plaats, met den titel van *gezwoornen* of *raden?* Geene charter, wet, vonnis of kroniek geeft ons daaromtrent eenige inlichting [1].

De hervorming had plaats gedurende de XIIe en XIIIe eeuw, maar tusschen deze tijdstippen en de invoering der nieuwe magis-

[1] Van 't aloude rechterschap, allen vrijen mannen gemeen, zijn tot in de XVIIIe eeuw sporen overgebleven. Te Schwytz (Zwitserland) namelijk was er voor geschillen van geringe aangelegenheid een raad, gevormd uit de zeven voornaamste ingezetenen, en die, rondgaande, op de straat zelve de geschillen vereffende (J. Müller, *Schweizergeschichte,* I, 400).

tratuur door Karel den Groote (drie tot vier honderd jaren) is er nopens de instelling weinig gekend. De wettelijke schikkingen kennen hun 't karakter toe van bestendige korpsen, afhangende van den vorst en bijzonderlijk gelast met de uitoefening der justitie. 't Was eene groote omwenteling in de oudgermaansche gebruiken, dewijl het gerecht, dat vroeger nationaal was, nu koninklijk werd. Toch behield de instelling iets van het Germaansch gemeentebeheer, in dezen zin, dat, zoo de schepenen niets vermochten zonder de goedkeuring van den vorst of diens vertegenwoordiger, deze laatste ook niets vermocht zonder het oordeel der eersten. Warnkoenig (*Documents inédits relatifs à l'histoire des XXXIX*) merkt op, dat dit kenmerk van 't Germaansch stelsel duidelijk te zien is in de Vlaamsche steden en dorpen der XIIe eeuw. De baljuws en schepenen, bewaarders of agenten der vorstelijke macht in de *villa*, voeren die gezamenlijk uit; iedere akte van de eene of andere partij, alléen handelende, is willekeurig, onwettig; — van hunnen kant hebben de graven van Vlaanderen, heeren van 't grondgebied der schepenen (ter uitzondering van de gedeelten, die eenen bijzonderen heer toebehooren) opgehouden de volstrekte meesters te zijn der mannen, in de gemeente gevestigd. Zoo was, zegt genoemde geleerde, het plaatselijk schependom voor de vrijheid der onderzaten een beschermend en onverkrachtbaar gezag.

De opkomst der keurgemeente is gekend.

Van de twee standen, welke de oude maatschappij vormden : de vrijen en de laten, waren laatstgenoemden ook allengskens deelachtig geworden van de vrijheid; edoch, onbedeeld van goederen, gedwongen tot den arbeid, bleef die stand misacht en door de grooten verdrukt, totdat de dag verscheen waarop hij, dank aan zijne vlijt, werkzaamheid en orde, tot beteren stoffelijken toestand gekomen, verklaarde recht te willen genieten in verhouding van zijn belang en zijne macht.

Eene gewichtige omstandigheid hielp mede om dit werk te bespoedigen. Daar de oorspronkelijke gemeenten als van zelven waren ontstaan en niet ingesteld door eene wet, kwam er nu en

dan, in de uitoefening van 't recht, onzekerheid nopens moeilijke of onvoorziene punten. In de XI[e] en XII[e] eeuw was er geen algemeen wetboek meer, daar de oude Frankische Capitulariën in onbruik of in vergetelheid waren geraakt. Zoo kon de landheer of zijn vertegenwoordiger willekeur plegen, dwang oefenen, het gemeen onderwerpen aan allerlei knevelarijen. Dit schijnt vooral gebeurd te zijn in Frankrijk, waar vele burgeroorlogen en gewapende samenzweringen, bekend onder den naam van *Communiae,* in de geschiedenis geboekt zijn. Die kamp, welken men niet recht weet hoe lang hij heeft geduurd, werd bekroond door de overwinning van het volk [1].

Toen ontstonden ook — echter niet na veete en bloedigen strijd, maar op vreedzame wijze — op 't eene punt vroeger dan op het andere, de Belgische gemeenten met wet of keure. En met deze kwam de weldra geduchte macht op van de middelklasse, waarmede de adel, ja de vorsten zelven te rekenen hadden, te weten de handelaars en degenen, die eene groote nijverheid uitoefenden, dit wil zeggen de mannen, die het leven, de werkzaamheid in de gemeente onderhielden en haren naam wijd en zijd rondvoerden. Door hunne vurige liefde tot den geboortegrond, diepe aangekleefdheid aan de algemeene zaak, schranderheid en moed, zullen vrijheid en beschaving op korten tijd reuzenstappen doen en tot zoo 'n glansrijk standpunt komen, dat Vlaanderen, Brabant en Luik den hoogsten trap van grootheid en welvaart zullen bereiken en de rijkste handelaars van Europa er de stapelhuizen bouwen zullen voor de kostbaarste voorwerpen der toen bekende nijverheid.

De vrije gemeente is echter niet oorspronkelijk op onzen bodem ontstaan; men vond ze in Italië vóor dat de Belgische gewesten en Frankrijk die kenden. Maar eens ginder gevestigd, werd het streven naar de vrijheid weldra algemeen. Van wie ging de beweging uit? wie was de eerste grondlegger der vrije gemeente? Eenige schrijvers meenen, dat het een stelselmatig, rechtstreeksch werk was van de vorsten, maar dan zou men overal eene gelijke

[1] WARNKŒNIG, *Documents inédits relatifs à l'histoire des XXXIX.*

wet hebben gezien; dan zou de weldaad algemeen geweest zijn. Nu, noch het een noch het ander is op te merken : de vrijheid werd niet op alle plaatsen, niet op één en hetzelfde tijdstip verkregen; ook bekwamen de gemeenten niet al dezelfde rechten en vrijheden, maar heerschte er ten deze eene groote verscheidenheid, gelijk in alles wat ons oud recht aangaat. Naam, titel, bevoegdheid, vermogen — alles verschilde tot in het oneindige om zoo te zeggen; de rechten, aan dezelfde titels verbonden, waren niet altijd van gelijke uitgestrektheid.

Augustin Thierry (*Lettres sur l'histoire de France,* XIII) meent dat en het denkbeeld en de uitwerking der vrije gemeente in westelijk Europa te danken is aan de handelaars en werkers der steden, en deze stelling heeft niets onwaarschijnlijks. Immers men weet hoe nauw de betrekkingen waren van de kooplieden der verschillige landen tijdens de middeleeuwen en hoe zij elkander geregeld op alle groote jaarmarkten ontmoetten. Ware 't wonder, dat bij zulke gelegenheden er tusschen hen ook andere gedachten zouden gewisseld zijn dan met betrekking tot ruiling en verkoop van grond-of nijverheidsproducten? Kunnen de Italiaansche handelaars niet de eerste verbreiders geweest zijn van de breedere gedachten in zake van bestuur en vrijheid der gemeente, en kunnen de onze, machtig genoeg geworden om voor den adel niet langer in de schaduw te treden, niet al hunnen invloed uitgeoefend hebben om die denkbeelden tot wet te doen maken [1]? Wat hiervan zij, op de burgerlijke ontvoogding kwam, als natuurlijk gevolg, de bestuurlijke of staatkundige, vooral ten aanzien van het recht des gebieders in zake van belasting en krijgsdienst. Vóor de XIII[e] eeuw nochtans waren de schepenen geene bestuurders, maar enkel rechters.

Wij weten, dat er bij de instelling van iedere bevoorrechte gemeente reeds eene eigene vierschaar bestond; indien er al

[1] Ook in Schotland en Engeland is de volksontvoogding vroeg gekomen. De Schotsche steden waren in het bezit van gemeentevrijheden, door David I omtrent het midden der XII[e] eeuw verleend, en het palladium der Britsche vrijheid dagteekent van 1215, gift van Jan zonder land. Ten jare 1275 waren reeds al de standen des Engelschen volks bemoeid met de openbare zaken.

eenige plaats mocht geweest zijn waar dit niet het geval was in ons land, kwam er nu bepaald eene te voorschijn, dewijl de algemeene wensch was, bestuurd en geoordeeld te worden door een eigen magistraat. Dit werd beschouwd als een recht, ja als de grondslag van de nieuwe gemeente en der burgerlijke vrijheid. De bevestigingsbrief der privileges van St.-Omaars (1127), de wet of keure van Nieuwpoort (1163), de keure van Doornik (1187), van Vilvoorde (1192), gelijkmede het bevestigd privilege der Luikenaren (1208), en dat van Brugge (1234), over het algemeen al de gemeentecharters, stellen het oordeel der eigene schepenen voor als eene eerste waarborg, door de ingezetenen bepaald.

Uit hetgeen wij hooger gezegd hebben volgt, dat het gebied der vroegere schepenen voor de steden beperkt werd tot den burcht, de eigenlijke stad en wat in de onmiddellijke nabijheid lag : *el fourbourc,* de plaats namelijk waar het volk zich had nedergezet dat verlangde deel te maken van de stad, maar buiten muur en wal was moeten blijven bij gebrek aan woningen, uit hoofde van nijverheidsbelang (akkerbouw, veeteelt, gemaal, weverij) of om andere redenen.

Er is aan de opkomst der plaatselijke vierscharen eene omstandigheid verbonden, welke verdient aangehaald te worden. De naam van *scabini* verdween (zegt Alph. Wauters) en men heette nu de rechters : *judices* [1]. Deze naamsverandering is waar voor een groot getal plaatsen, maar is zij wel algemeen geweest? Bestaan er oorkonden genoeg uit de vroege middeleeuwen om deze vraag bepaald op te lossen? Hoe het zij, eene akte van de stad IJper, gedagteekend van 1111, noemt geene schepenen, maar vijf *judices.* Hetzelfde verschijnsel doet zich voor op 't einde der XIe en in de eerste jaren der XIIe eeuw, insgelijks bij de inrichting der keurgemeenten, waar men geene schepenen, maar *jurati* aantreft. Wanneer Baudry, bisschop en graaf van Noyon, in 1098 de ridders, handelaars en arbeiders dier plaats bijeenriep om hun eene keure te geven, verleende hij hun tot beleiders der gemeente *gezwoornen,* zonder te gewagen van schepenen, en hetzelfde

[1] *Les libertés communales,* 295.

geschiedde te Amiens in 1113, toen de bisschop Geoffroy aldaar de gemeente vestigde. Elders, gelijk te Trier in 1104, te Doornik in 1130, te Keulen in 1155, ontmoet men *senators*. Te Goslar heetten de schepenen *dinglieden*, zoo ook in de voorsteden van Keulen, te Hamburg enz., terwijl zij te Freiburg en elders voorkomen onder den naam van *dingwaarders* [1]. In Languedoc waren 't *consuls*, maar *schepenen* in dat gedeelte van Frankrijk hetwelk wordt aangeduid onder de benaming van « *langue d'oil.* » In Picardië noemde men de schepenen *gouverneurs*, te Compiègne *attournés*, te Bordeaux *jurats*.

Edoch, dewijl de instelling geene wijziging had ondergaan, kwam de aloude naam, die mogelijk in den mond des volks gebleven was, spoedig weer. Men leest het woord « schepenen » in eene charter van 1116, voor de stad IJper, waarna de benaming niet meer verdwijnt [2]. In dat stuk ziet men duidelijk dat de magistraten de rechters waren van de stad, en niet meer, zooals hunne voorgangers van de vierschaar des honderdmans, jurisdictie hadden over eene meerdere uitgestrektheid gronds.

Opmerking verdient, in 't voorbijgaan, het lot der schepenenkorpsen, die door Karel den Groote en zijne opvolgers in 't rijk der Lombarden waren tot stand gebracht : deze hielden het, althans niet als vierschaar, vol, want in de XIe eeuw richtten de schepenen zich daar in tot rechtsgeleerde korpsen, die steeds door de aftredende rechters vernieuwd werden. De wethouders, vroeger soldaten of kooplieden, moesten in menig ingewikkeld geval verlegen zijn om een vonnis te vellen, en dan kwam het hun goed zich te kunnen wenden tot een bijzonder college dat, samengesteld uit mannen van ervaring, in moeilijke betwistingen raad konden schaffen. Dit was een vooruitgang welke, ten minste in dien vorm, buiten Italië onbekend bleef. Ten onzent zouden, doch eerst veel later, bezoldigde pensionarissen in de onervarenheid der gemeentelijke rechters voorzien.

[1] Von Maurer, *Geschichte der Städteverfassung in Deutschland*, III, 576.

[2] Zie Alph. van den Peereboom, *Ypriana*, III, 261.

II.

Geschiedkundige beschouwing van het Schependom : Strijd tusschen den hoogen stand en het volk. — De macht der schepenen door de vorsten verminderd.

Langen tijd heeft men gemeend dat met de benaming « vrije gemeente, » welke men zoo dikwijls op de tong en in de pen heeft, het denkbeeld verbonden is van eene volkomene onafhankelijkheid, en dat iedere gemeente in de middeleeuwen eene soort van republiek vormde, welke alléen voor haar aandeel in de algemeene belastingen en in 't geval van oorlog met den nabuur, immers voor de zaken die de algemeenheid der bevolking van het land betroffen, het gezag der vorsten erkende. Het was eene dwaling.

Opgekomen met de leenroerigheid, ten minste als gesloten college, kon 't niet anders of het schependom moest met de gemeente, welke het nadien vertegenwoordigen zou, door den band der leenroerigheid omvat zijn. Stad en dorp waren vassaal van den vorst, erfachtig heer van den bodem, en uit dien hoofde werden de plaatselijke wethouders door of namens den vorst aangesteld. Zoo verstaat men dat de gemeente, zelfs de machtigste en meestbevoorrechte, wegens misdrijf jegens den vorst kon gekastijd worden, hetgeen geschiedde niet alleen door toepassing van groote geldboeten, maar door berooving van hare privileges, gelijk de stad Brugge ondervond ten jare 1281. Zelfs gansch het gemeenterecht of de keure door den vorst verleend zijnde, kon ook weder door hem te niet gedaan worden, zooals in 1179 gebeurde met Hesdin. Deze plaats (zegt dom Bouquet, XIII, 425), werd door Philip van den Elzas beroofd van haren rang als gemeente, alsmede van haar zegel en klok. — Van hunnen kant konden de schepenen in de uitoefening hunner bediening strafbare daden begaan jegens den vorst, bij voorbeeld, door dezen zonder redenen vóor het hof des opperleenheers te dagen; ook wegens rechtsloochening, gelijk de Gentsche magistraten deden

in 1280. Daarentegen waren ook de akten der vorsten onderhevig aan vernietiging, wanneer die namelijk in strijd bevonden werden met het recht der schepenen en het privilege der gemeente.

Dat de instelling der schepenen met eenen feodalen band aan de vorsten gehecht was, blijkt onder andere uit de omstandigheid dat niemand tot eenen zetel in de vierschaar werd toegelaten dan na den eed van trouwe te hebben gezworen aan den heer, van wien hij zijnen last had ontvangen [1]. IJper zwoer nog aan den graaf van Vlaanderen in 1187. — Dezelfde band, die de schepenen snoert aan den vorst, bestaat tusschen de schepenen en de stadscorporatie, alhoewel deze, als genootschap, haar eigen onafhankelijk leven heeft. Wij zien dit duidelijk wanneer de ambachten eenige verordening voor hen zelven willen invoeren, hetgeen niet kan geschieden zonder goedkeuring der schepenen, ja waarvoor somtijds de bekrachtiging van den opperleenheer — den vorst — wordt ingeroepen, gelijk, bij voorbeeld, werd gedaan voor de wevers, volders en andere neringen der stad IJper in 1280.

De justitie voortvloeiende uit het vorstelijk gezag, en daaraan ondergeschikt, begrijpt men gemakkelijk dat het gezag zulke mannen koos tot schepenen, die door geboorte, rang of staat den meesten invloed voor hem konden uitoefenen en op wier standvastigheid het best kon rekenen. Vandaar dat overal de waardigheid van schepene toevertrouwd werd aan de aanzienlijksten der gemeente, doorgaans zelfs aan een meer of min bepaald getal geslachten. Immers, dit strookt geheel en al met den aard der leenroerigheid, welke alle ambten en waardigheden eerst tijdelijk, nadien voor 't leven gegeven had, en ze ten laatste had laten erfelijk worden. Daar nu de schepenen oordeelden namens den heer, zullen de eersten onder hen gekozen geweest zijn uit de grootste leenhouders en kan men er aldus toe gekomen zijn om het rechterschap te beschouwen als een plicht of recht, aan het leen verbonden.

[1] Raikem, *Discours*, 1858, bl. 27. — De leenroerigheid der gemeentelijke instellingen werd in Frankrijk erkend o. a. door Guérard, in *Le Polyptique d'Irminon*, I, 208.

Hoe het zij — meer dan gissingen zijn hier, bij gemis aan voldoende oorkonden uit de vroege middeleeuwen, niet in 't midden te brengen — men verstaat gemakkelijk uit hetgeen voorgaat hoe in sommige, mogelijk in alle groote steden, een bepaald getal geslachten het schependom als een recht aan hunne zonen of andere bloedverwanten achterlieten, gelijk te Brussel en te Leuven, waar men zeven schepenengeslachten vindt [1]. Te Gent, beweert men — doch het bewijs ontbreekt — oefenden aanvankelijk vier stammen

[1] Voor Brussel : die van *de Leeuw, de Weert, ser Hugen Kints, ser Roelofs, van Coudenbergh, Uten Steenweghe, van Roodenbeke.*

Deze geslachten schijnen evenwel vóor de XIII[e] eeuw niet aan 't bewind geweest te zijn. In 1138 vinden wij onder de schepenen van Brussel eenen Godwin Clibinc, eenen Franc Connus, eenen Arnout de Wideschat, en 't is eerst in 1207 dat wij *Hendrik de Leeuw* ontmoeten, in 1223 *Hendrik de Weert.* Op latere tijdstippen van de XIII[e] eeuw komen voor de van Coudenberg's en Roodenbeke's *.

Voor Leuven : de geslachten *Uten Lieminghe, van den Calstere, van Redinghen, van den Steene, Verrusalem, Gielis, van Rode.* — De oudstbekende Leuvensche charter met schepenennamen (1241), noemt evenwel slechts éenen dezer, te weten Willem van den Calstere, en dan nog maar in den vierden rang; de andere zijn : Sebastiaan Portere, Simoen Middelmoen, Walter Voorloop, Geeraard Colven.

Het getal schepenengeslachten van Antwerpen is onbekend; men heeft beweerd dat er dáar ook zeven zouden geweest zijn, doch dit is niet bewezen. De charter van 1336 over de instelling van schepenen en raden bepaalt dat eerstgemelden zullen moeten gesproten zijn uit de zes oudste geslachten der stad. De vroegstbekende schepenen van Antwerpen (1146) zijn : Hugo Breebaert, Walonuamus, Balduinus Coftel, Baduardus (lezing van Pinchart); maar volgens eene andere lezing : de Breebare, Walinuamus, Cofrel, Raduardus (Torfs, *Nieuwe geschiedenis van Antwerpen*, II, 27). In 1186 vindt men Arnoldus de Molendino, de eenige schepene der XII[e] eeuw, die in de XIII[e] terugkomt.

De geslachten van Brussel verdeelden zich langzamerhand in evenveel takken of familiën, als er schepenen waren. De leden gingen de verbintenis aan, elkander te ondersteunen. In geschillen was de schepene des geslachts de natuurlijke rechter, gelijk het schepenenkorps uitspraak deed over twee leden uit onderscheidene geslachten (Henne et Wauters, *Histoire de la ville de Bruxelles*, I, 20).

* Henne et Wauters, *Hist. de Bruxelles*, I, 24.

het rechterschap uit [1]. Van de Luiksche geslachten zijn er maar twee bekend [2]. Te Amiens waren ook eenige familiën, welke eene wezenlijke stadsaristocratie vormden [3].

In menige andere stad was 't niet anders, en dewijl er geene reden tot afstelling bestond dan valsch of onrechtvaardig vonnis, (waartegen het in dien tijd uiterst moeilijk moest zijn op te komen, in de zeldzame gevallen, dat men er 't bewijs van kon leveren) bleef de macht in de familiën, welke tot het schependom waren geraakt. De hooge stand zag te goed welk aanzienlijk voordeel hem de keuze of gunst der vorsten verzekerde om niet te trachten deze macht te bestendigen; ook vormden zij weldra genootschappen in verschillige Belgische gewesten, evenals in de Rijnlanden : te Brussel, Luik, Leuven, Antwerpen, Toul, Metz, Keulen, in welke laatste stad die vereeniging bekend was onder den naam van *fraternitas scabinorum.*

Het schependom werd daardoor maar te sterker, te geduchter, en 't zou niet lang wachten van het gezag zelf, waaruit het vóortvloeide, tegen te kanten. Dergelijke strekking tot overheersching bemerkt men reeds van den eersten tijd der feodaliteit. In de Xe eeuw, gedurende de minderjarigheid van Arnout, graaf van Vlaanderen, poogden de graven van Boulogne, Terenburg en St.-Pol den leenplicht jegens den vorst af te schudden, zich van

[1] *de Sersanders, Sersimoens, Borluuts, Bette's.* — De oorkonden ontbreken om dit punt op te klaren, 't getal charters der XIIIe eeuw, met namen van Gentsche schepenen, zeer gering zijnde. Zonderling nochtans : geen lid der vier gemelde geslachten is genoemd in eene charter van 1218, ook niet in de stukken behoorende tot het bestuur der XXXIX. — De meest voorkomende namen van Gentsche schepenen zijn die van Rijnvisch, de Vos, Damman, Bruusch, de Gruutere.

[2] Hemricourt meldt dat te Luik het schepenenambt aanvankelijk bediend was geworden door de familie *de Saint-Martin*, welke zoo oud zoude zijn als de stad zelve. Hij verzekert eene charter gezien te hebben der veertien schepenen (van vóor de XIIIe eeuw, meent Raikem), op wier zegels het wapen was afgebeeld der Saint-Martins (*Miroir des nobles de Hesbaye,* 209). Na gemelde familie kwam meest in aanzien te Luik het geslacht der Surlet's.

[3] Men noemt : *de Béry, du Gard, Saint-Fuscien, Normant, Lorfèvre, du Croquet, Conti, Caignet, de May, du Caurrel.*

hem gansch onafhankelijk te maken en hunne macht uit te breiden. Hoewel dit ontwerp niet gelukte, beproefde Elbodo, de grafelijke officier van Kortrijk onder de regeering van den minderjarigen Boudewijn IV, eene gelijke poging[1]. De geschiedenis onzer gemeenten levert op menige bladzijde, tijdens de middeleeuwen, het bewijs dat de schepenen, evenals de groote gezagvoerders, de getrouwheid, welke zij den leenheer verschuldigd waren, nu en dan vergaten en tegen hen in 't krijt gingen. Die zucht naar onafhankelijkheid wordt schier in alle groote steden opgemerkt en de keure van Gent, van 1192, houdt een duidelijk bewijs in van de begeerte der gemeente om tot die ontvoogding te geraken [2].

De onafstelbaarheid der magistraten werd eene bron van zware misbruiken. Kon het anders? Reeds in aanzien door stand en rijkdom, nagenoeg zeker van straffeloosheid, lieten menige schepenenkorpsen zich beheerschen door de zucht om de hooge betrekking, waarmede de vorst hen vereerd had, te doen dienen tot eigene bate, de algemeene belangen verwaarloozende of moedwillig met de voeten trappende en recht en rechtvaardigheid vervangende door willekeur en tirannij.

Maar nu ontstaat een belangrijke kamp, gewettigd door het langdurig lijden des volks. Verscheidene kroniekschrijvers leggen van de ondeugden der grooten bitterklinkende getuigenissen af. Wij lezen in de kroniek van Philippe Mouskes, voor de tweede helft der XIIIe eeuw, dezen kreet van vertwijfeling en ontmoediging, geslaakt bij het schouwspel van 't wangedrag der grooten :

« Que pueent faire li menut
» Quant li haut sont bas devenut!
» .... Car avarisse les entraine
» Et amours ki devient haine. »

Lang nadien nog zullen wij eene gelijke klacht hooren uiten

[1] De Meyere, ann. 988.
[2] Zie Warnkœnig en Gheldolf, III, 74 en volgende.

door den Brabander JAN BOENDALE, die in *der Leken Spieghel* (*Disputacie tusschen den poorter en des ridders zone*) uitroept:

« .... Edelheit ende giericheit
» Te gadre hadden meensaemheit! »

Men hoeft maar den aanhef te lezen eener charter van omtrent 1091 om te weten welke strekkingen er toen in zekere bestuurkringen heerschte. Te Amiens namelijk had de Karlovingische schepenenbank plaats gemaakt voor een grafelijk leenhof voor 't beheer der justitie. Dáar zaten in de vierschaar een zeker getal ridders en vassalen die, ten titel van leenhulde, rechterlijken dienst moesten verrichten, evenals krijgsdienst. De bedoelde oorkonde noemt al deze rechters *vicomtes* en geeft een staaltje van hunne handelingen. « Overwegende » (zeggen de beide graven van Amiens) hoezeer het volk van God in dit graafschap door de burchtgraven gekwollen en een ongehoord leed aangedaan wordt, gelijk het volk van Israël door Pharao's afpersers verdrukt, zijn wij bewogen geworden door menschlievendheid, nadat de kreet der Kerk en de zuchten der geloovigen ons smartelijk hadden aangedaan [1]..... » Inderdaad, de beide heeren brachten wijzigingen toe aan de bestaande rechtspleging, bron van de aangeklaagde willekeur.

Dit was geen uitzonderlijk feit. Ziehier eene andere getuigenis van eenen schrijver der XII[e] eeuw betrekkelijk de stad Kamerijk: « In den beginne » (zegt WATRELOS) « werd de gemeente met gunstige oogen beschouwd; zij was inderdaad opgericht door mannen van het hoogste aanzien, eerlijk, eenvoudig, van deugdzaam leven, en in wier handelingen geene begeerlijkheid te ontdekken was. Eenieder hield zich met het zijne tevreden en ijverde voor de eendracht en rechvaardigheid. Gierigheid was nauwelijks merkbaar. De poorter eerbiedigde den poorter; de rijke verachtte den arme niet; men toonde den grootsten afschrik voor gevechten, krakeelen en twisten; in 't kort — eenieder trachtte in vrede te

[1] Zie het stuk bij AUGUSTIN THIERRY, I, 22.

leven. Maar welke verandering is er gekomen! en hoe is, wat eerlijk was en bewonderenswaardig, slecht geworden en verachtelijk! De eene burger is tegen den anderen opgestaan; men heeft de misdaden der boozen gedoogd en elkeen tracht zich door onrechtvaardige middelen te verrijken. Langzamerhand kwam men er toe, de minderen te verdrukken, en geweld, logen, meineed waren de middelen om dat doel te bereiken. Het recht, de eerlijkheid, de rust der gemeente zijn verdwenen, en daarbij ook hare macht. Ging de geest der rechtvaardigheid bij de ingezetenen van Kamerijk verloren, de dwaasheid trad in de plaats toen zij 't vonnis, dat de bisschop over hen had uitgesproken, dorsten trotseeren [1]. »

Is het denkbaar dat alleen te Kamerijk de bediening der justitie zóo laag was gezonken? duiden de misbruiken en wandaden, welke de schrijver der XIIe eeuw aanklaagt, door hunne zwaarwichtigheid niet veeleer eenen algemeenen toestand aan?

Ons althans komt het voor, dat te dien tijde de samenleving erg ziek moet geweest zijn, niet alleen in de bevoorrechte kringen, maar ook onder het volk. Immers terwijl in 't zuidwestelijke deel van de Belgische provinciën eene beweging ontstond tegen de onafstelbaarheid der schepenen, zien wij aan eenen anderen kant des lands, te Andernach, iets van gansch tegenstrijdigen aard. De keure, den 16 September 1171 door Philip, aartsbisschop van Keulen, aan die stad verleend, houdt de volgende verklaring in van den kerkvoogd, die waarlijk een treurig licht werpt over de geestesgesteldheid der menigte :

[1] « ...... Igitur in initio communia faederationis fuit grata quia optimi viri eam tum sanxere, vita quorum justa, simplex, innocens fuit, ac sine cupiditate agitabatur; sua cuique satis honneste placebant, jus bonum apud ipsos valebat, concordia maxima, minima avaritia inerat. Civis civem honorabat, dives minorem non exprobrabat... Postquam vero cives paulatim cœpere torpescere et alter in alterum insurrexere, scelera sceleratorum multa (inulta) reliquere, quisque sua inhoneste dilatavere;.... sic gradatim vi, mendacio, perjurio inferiores quoque opprimere cœpere; jus, œquum, urbis bonum sic evanuit, corruit etiam dominium. » (*Chron. Aubertinum, ad annum* 1138. *Hist. Fr.*, XIII, 499.)

« Sedert lang » (zegt de prelaat) « worden de schepenen niet meer benoemd onder de besten, noch onder de rijksten en aanzienlijksten, maar wel onder de nederigsten en armsten der stad. Daaruit volgt dat er geen recht wordt gedaan uit vrees voor de vermogenden.... » Dit echter was iets geheel buitengewoons, daar schier overal elders de macht in handen was der groote familiën. De laatste volzin van den aartsbisschop geeft genoeg te kennen waar 't kwaad geworteld was; hij bevestigt de hoogermedegedeelde verklaring van den Kamerijkschen kroniekschrijver, dat de grooten, bezitters van den bodem, ook buiten het bestuur, den arbeidenden stand den nek deden krommen onder hun ijzeren juk. De algemeene haat, welke overal tegen de schepenen heerschte, strekt daarvan overigens tot een onloochenbaar bewijs.

Die haat zal, aleer openlijk uit te barsten, zich meer dan eens in bijzondere omstandigheden lucht gegeven en de vorsten doen nadenken hebben over het gevaar, dat die veete en vijandschap voor den Staat hebben kon; ook zagen de landgebieders spoedig de noodzakelijkheid in den minderen stand eene plaats te gunnen naast de schepenen, zoo niet als rechters in de vierschaar, ten minste als medebestuurders of raadsmannen. Van eene onbeëedigde menigte toch hadden zij, voor de leiding van bloot stoffelijke zaken, niets te vreezen, integendeel zijne genegenheid te winnen; terwijl de grooten, naar het voorbeeld der oude *Ratchimburgi,* de zittingen van den raad weleens plachten te verwaarloozen. Het vroegere stelsel, raadvragen aan geheel de gemeente, werd nu meer dan ooit gevolgd. In 1187 verklaren de schepenen der stad IJper in eene charter, welke aan de stad eene verbintenis oplegt, dat zij handelen met overeenstemming en goedkeuring der burgers [1]; in 1140 wordt een giftbrief ten voordeele der St.-Michielsabdij, te Antwerpen, voorzien van de zegels « *ingenuorum et ministerialium,* » van de vrije mannen en neringlieden des Antwerpschen raads, en eene andere akte dier stad is beze-

[1] « Notum sit omnibus presentem paginam inspecturis quod nos scabini et burgenses Yprenses inspicientes privilegium a predecessoribus nostris scabinis et burgensibus Yprensibus... » (*Reg. rubrum S[t] Martini*, 3[v], te IJper.)

geld door vijf patriciërs en evenveel neringmannen [1], wat genoeg den invloed aanduidt, dien de mindere stand, het gemeene volk, te Antwerpen had veroverd. En deze toestand was niet uitzonderlijk. Toen de bisschop van Doornik in 1153 een leprozenhuis in die stad stichtte, riep hij de proosten, schepenen en gezwoornen om de oorkonde te bezegelen [2]. In 1226 kwamen schepenen en meentucht van Waasten bijeen om den heer dier plaats eene zekere geldelijke vergoeding te stemmen [3]. Tien jaren nadien bezegelde de Brugsche meentucht, te zamen met de schepenen, eene charter opzichtens het erfrecht in de hospitalen der stad : *nos scabini et tota communitas oppidi Burgensis....* » En in 1281 schreef men ten hoofde van de verordeningen der lakenwevers deze plechtige formuul : « Bi den here van den lande, bi scepenen, bi rade ende *bi al der gemeentucht van der stede* [4]. » Honderd andere dergelijke voorbeelden zouden bij te brengen zijn ten bewijze dat het volk langzamerhand een ruim aandeel had gekregen in 't beheer der openbare zaken.

Aan geheel de gemeente recht gevende om te beraadslagen en te stemmen, konden de schepenen daar niet uitgesloten worden; integendeel schijnt men hun van dien tijd de verzorging der kleine, alledaagsche zaken toevertrouwd te hebben, wat zeer verstaanbaar is, daar eene dikwijls herhaalde bijeenroeping der menigte noch wenschelijk noch mogelijk was. Wij zien alzoo de schepenen in Vlaanderen onderhandelen met den vorst als bestuurders der gemeente vóor het einde der XIIe eeuw : die van Aire (Artois) bekomen in 1187 van Philip van den Elzas de groote baan aldaar, met alles wat daarop te ontvangen was, benevens de kramen van de markt en derzelver opbrengst [5]; — in 1213 verkrijgen de Gentenaren van den graaf zekere gronden, *upstallen,* en omtrent het einde der XIIe eeuw het recht om hunne stad te

[1] Stadsarchief van Antwerpen.
[2] Stadsarchief van Doornik.
[3] Archief van 't Noorder-departement te Rijsel.
[4] Charters der graven van Vlaanderen (n° 562) in 't Staatsarchief te Gent
[5] *Ordonnances des rois de France,* XII, 563.

versterken [1]; — de schepenen van St.-Truiden treden in 1233 en die van Aken in 1280 met den hertog van Brabant in onderhandeling nopens de voogdij hunner stad [2]; — de Brugsche wethouders stellen ten jare 1282, in overeenstemming met den graaf van Vlaanderen, eene verordening op voor het wegen der koopwaren [3] enz. enz.

Die uitbreiding van de macht der schepenen maakte nu evenwel hun levenslang mandaat onmogelijk, aangezien, volgens de oude costumen, de last der plaatselijke bestuurders moest tijdelijk zijn en voortvloeien uit de menigte [4]. Dit was zoo algemeen erkend, namelijk in Nederland, Duitschland, Frankrijk en Italië [5]. Er bestond ook eene andere reden om de levenslange magistratuur door eene jaarlijksche te vervangen: de misbruiken en het wanbestuur der overmoedige schepenen hadden overal het volk tot verbittering en mogelijk wel hier en daar tot opstand gebracht. Zóo althans is af te leiden uit de bewoordingen van verschillige charters, welke de steden met een jaarlijksch schependom begiftigen, gelijk die van Brussel, waar men leest : « *ad preces et propter utilitatem burgensium de Bruxella;* » die van Oudenaarde (1272) : « *multoties requisiti* » enz.

Het was, voorwaar, eene groote hervorming in 't bestuur der gemeentelijke zaken. Maar trof zij het doel, dat de wetgever er mee beoogd had? was zij heilzaam aan de menigte? Ongelukkiglijk niet. Immers na de afschaffing der levenslange rechterschap behielden de meeste vorsten, door middel van zekere berekeningen

[1] Diericx, *Mémoires sur la ville de Gand.*

[2] Oorkonde in het stadsarchief van St.-Truiden.

[3] Oorkonde in het stadsarchief van Brugge.

[4] Zie A. van den Peereboom, *Ypriana,* III, 326 en volg.

[5] In verscheidene Italiaansche steden koos het volk zijne wethouders reeds in de XI[e] eeuw. Frankrijk genoot dit voorrecht krachtens privilege van 1108, verleend door Lodewijk den Dikke. Serrigny (*Hist. du régime municipal en France*) haalt een aantal charters aan van Burgondische dorpen (1215-1333), waaruit duidelijk te zien is dat in dit gewest het volk zijne eigene schepenen kiezen mocht (*Revue critique de jurisprudence*, XVII, 159).

voor de kiezing, het benoemingsrecht en bleef hunne keus vallen op de leden der aanzienlijke geslachten. Daaruit volgde dat de wijziging eigenlijk slechts bij name bestond, de oude schepenen meest aan 't bestuur bleven en de wandaden, die zulke bittere klachten hadden doen ontstaan, schier overal vernieuwd werden [1]. De hervorming had dus, evenmin als de eerste gemeentekeuren, den slagboom geveld, welke van oudsher de edelgeboornen, de begoede poorters of de rijke handelaars van den handwerker scheidde. Om gelijkheid te bekomen zou eene geheele eeuw voorbijsnellen in twist en veete, zou een stroom van bloed worden vergoten.

Toch was er, buiten den adel, uitbreiding van standen gekomen, maar ook in aristocratischen zin. Nevens de edelen hadden de groote handelaars plaats genomen, die tegenover de handwerkers eene tweede aristocratie vormden. Hun gebied zou van langen duur zijn. Loyseau zegt nog voor zijnen tijd dat zij hadden « qualité d'honneur, étans qualifiez honorables hommes, honnestes personnes et bourgeois des villes; qualitez qui ne sont attribuez ny aux laboureurs, ny aux sergens, ny aux artisans et moins encore aux gens de bras qui sont tous réputez viles personnes [2]. » — Daar de handelsgilden eene aanzienlijke rol gespeeld hebben in onze middeleeuwsche gemeenten, zal 't niet nutteloos zijn, in 't voorbijgaan, die tweede aristocratie nader te doen kennen.

[1] Het bewijs, dat de vernieuwing van het personeel der schependommen meer schijnbaar was dan wezenlijk, wordt geleverd door Van der Kindere, in *le Siècle des Van Artevelde*. Na eenen meer of min langen tijd kwamen dezelfde mannen weer aan 't bewind; te Gent was 't meermaals na drie jaren: Jan Borluut was schepene in 1323, 1326, 1333; Geerolf de Pape in 1309, 1315, 1318; Jan Masch in 1328, 1331, 1334; Thomas van Vaernewijck in 1321, 1324, 1327, 1330, 1337; G. Rijnvisch in 1313, 1317, 1321; Jan Utendaele in 1313, 1316, 1319 enz.

[2] Loyseau, *Traité des ordres*, VIIIe hoofdstuk, 45. In Frankrijk hield die toestand lang aan. Het koopliedengilde van Montreuil genoot bijzondere voorrechten. Te Parijs en te Lyon droeg de eerste magistraat den naam van « proost der kooplieden; » te Poitiers woonde het handelsgilde in 1687 een feest bij, waarop de leden in staatsiekleed verschenen, als waren zij de wethouders of hunne gelijken.

Het *gilde mercatorum* was schier zoo oud als de stad zelve en als 't ware met haar verpersoonlijkt; het had zich weten staande te houden en uit te breiden nevens den bond der erfachtige lieden (*viri hæreditati*) en zijne plaats eischen in het openbaar bestuur. Reeds zeer vroeg kwamen alzoo de gildemeesters van Londen aan 't bewind dier stad, gelijk de « *marchands par eau* » te Parijs in de middeleeuwen en vermoedelijk reeds tijdens de Romeinsche overheersching, door de *nautæ Parisiaci* [1]. In de XIIIe eeuw waren de Vlaamsche en Engelsche kooplieden reeds met elkander in nauwe betrekkingen. Engeland leverde wolle, welke in Vlaanderen tot laken werd verwerkt. Men verstaat gemakkelijk dat de handel destijds vooral eene zaak was van rijke lieden; immers om wolle te koopen, schepen te bevrachten, hooge tolrechten te kwijten was er veel geld noodig, en daar die handel groote voordeelen afwierp zocht men 't monopool er van te verzekeren. In Maart 1239 (o. s.) werd eene verordening afgekondigd voor de kooplieden van Engeland, IJper en Dowaai, verordening aan welke Gheldolf (*Histoire de la ville d'Ypres,* 59) niet aarzelt den oorsprong der Londener hanze toe te kennen. Het bestuur van het gilde was geheel en al geschoeid op dat der gemeente en 't had zijne wetten van aanvaarding en verbanning. De grondslag was de broederlijkheid, ontwikkeld tot het verhevene en gansch in navolging van 't Evangelie. Het handelsgilde van Berwick beveelt de oude, arme en zieke broeders te ondersteunen, de begrafeniskosten der onbegoeden te betalen, de broeders in het testament te gedenken, de weesmeisjes te begiftigen en den betichten bijstand te bieden. Verders had de gildewet eene soort van zedelijke solidariteit gevestigd onder de leden en allen voor de eer van elkeen borg gemaakt. Het was, voor zooveel dit te bereiken is, eene nagenoeg volmaakte samenleving, welke den gildemannen werd voorgehouden, te betrachten door getrouwe plichtsvervulling jegens God, jegens de echtgenoote en kinderen, jegens de overheid en ook, door rechtvaardigen handel, jegens de vreemden. De leden der hanze duidden elkaar soms aan met den naam van

[1] Félibien et Lobineau, *Dissertation sur l'hôtel de ville de Paris,* I.

« vrienden » en de plaats zelve noemde men weleens de « vriendschap, minne (*amicitia*) » als teeken des verbonds van de beide vermogende klassen, de erfachtigen en kooplieden.

Inderdaad, had er vroeger onderscheid bestaan tusschen de edelen en de handeldrijvers — Lodewijk de Goede had in 829 de getuigenis of 't oordeelspreken ontzegd aan de mannen, die geenen grond bezaten [1] — nu was er gelijkheid onder hen. De stadswet erkende de voorrechten der geboorte niet; de edelen, te Gent tot het schependom geroepen, werden enkel aangeduid met hunnen familienaam, niet met hunnen feodalen titel, en ieder vrij man kon van den eenen stand tot den anderen overgaan of tot beide behooren, aangezien de grond volgens goeddunken mocht verkocht worden [2].

De gelijkmaking der twee standen duidt eene verzwakking der feodaliteit aan; 't is evenwel ook zeker, dat het verschil tusschen de geërfden en de kooplieden nooit groot was geweest, althans in Vlaanderen en Engeland. Wij weten uit de Engelsch- Saksische wetten (Wilkins, 71), dat in 1036 de eerewacht des konings van Engeland werd opgedragen aan de kooplieden, die schepen op zee hadden, en dat degenen onder hen, die zeereizen gedaan hadden, den rang van *thanes* of edelen verkregen. Wat wonder dat de koopman dier dagen even trotsch was als de jonker van adellijken bloede? Wilde deze niet in verbond treden met den armen laat, evenmin zou de koopman het gedaan hebben met de handwerkers aangeduid in de statuten der Londensche hanze, te weten de volders, ververs, grauwwerkers, visschers, schoenmakers, bakkers enz. Hij zou zich niet eerder zijn gelijke hebben geacht dan nadat de werker zijn laag bedrijf jaar en dag had afgezworen. Evenals de edelman had de koopman een strijdros op stal, bezat een familiewapen en droeg den degen [3].

[1] *Capit. anni* 829, addit. c. 6.

[2] Keure der stad Gent van 1192. (Diericx, *Mémoire sur les lois, etc.*)

[3] Statuten van 't gilde te Berwick. — Volgens het 1e paragraaf der keure van Antwerpen en volgens de keure van Brugge mocht de doortrekkende of reizende koopman « *moortwapene* » dragen.

In het schependom zitten dus de edelen en kooplieden. Maar zijn de neringen teenemaal buitengesloten? Neen, wij zagen reeds dat zij in 't bestuur der stad iets te zeggen hadden; weldra zal ook hunne beurt komen om plaats te nemen op het raadhuis, en die vooruitgang schijnt zonder slag of stoot verwezenlijkt te zijn. Men versta ons echter goed : wij bedoelen niet de handwerkers, maar de neringmeesters. Wel leest men in eene charter van 1240 door Thomas en Joanna van Vlaanderen gegeven, dat geene handwerkers tot het schependom kunnen geraken [1], en in de Gentsche keure van 1275 dat geene andere personen dan leden der *Coomansgulde* tot het schepenenambt zullen geroepen worden, maar uit eene oorkonde van de laatste jaren der XIII[e] eeuw blijkt duidelijk, dat toen reeds leden der Brugsche neringen in de schepenenkamer zetelden [2].

[1] « .... Insuper manuoperarius quincumque fuerit, nisi per annum et diem a manuopere se abstinuerit et hansam Londoniensem sit adeptus, a nobis in scabinum elegi non debet.... » (G. van Hoorebeke, *Études sur l'origine des noms patronymiques*, 274.)

[2] « Reverende Domine et magister. Ad honorem Dei et profectum Domini, et ad communem pacem populi teneo, sana consciencia et absque accepcione personarum, quod expediret et omnimodo secundum tempora que modo currunt seu currere possent, isti ponerentur *in officio scabinatus* : videlicet dominus Galterus Bonin qui unquam fuit extra villam, sed homo prudens, potens ex progenie et cordatus in prosequcione iusticie et Dominum diligens, ut firmiter teneo toto corde, licet aliqui ut timeo ipsum nitentur impedire; dominus Lambertus Lovin qui nunc est consiliarius et anno preterito fuit burgismagister; Dominus Lambertus de Walle frater domini Egidii de Walle : isti autem duo quanquam fuerint extra; dominus Nicholaus de Leffinghe, Jacobus Gharencopere inversum. Isti de civibus. Isti de officiis : de textoribus Galterus de Zevecote vel Andreas de Scuutvelde; de fulonibus Michael Crakebeen; de tonsoribus Johannes Wese, nunc consiliarius et alias scabinus. De illis qui vocantur de subula; Nicholaus de Goert; de acu : Nicholaus de Dicke; de securi : Wettinus de Wascapelle; de carnificibus : Jacobus Truwe seu Johannes de Stade. Isti sunt, ut firmiter teneo, a quibus tota villa dependet et quantum ad cives et quantum ad communes populares. Reverende magister, tempora periclosissima sunt sicut scitis et per istos posset, ut dictum est, in periclis terre subveniri; mihi vero nullomodo precipiatis. Et quia mihi dixistis quod ultra numerum nominarem, addo istos tres : Jacobum de Crane-

Tegenstrijdigheid kan er in die twee oorkonden van nagenoeg denzelfden tijd niet bestaan; althans wij meenen met G. VAN HOOREBEKE dat de uitsluitingen, vermeld in de akte van Thomas en Joanna, niet bedoelen de burgers, welke aan 't hoofd eener nering stonden en deze door eenen of meer werkgezellen lieten uitoefenen, maar alleen deze laatsten [1]. Toch, dat er in de XIII[e] eeuw eene aanwijzing noodig was dergenen, die niet tot het schependom konden aanvaard worden, is volgens ons een bewijs dat dergelijke aanspraak was gedaan geweest door de lieden, die er geen recht toe hadden, te weten door den handwerker, *manuoperarius.*

De stelselmatige uitsluiting van het volkselement was oorzaak dat de haat tusschen de grooten en geringen hoe langer hoe meer aangroeide, en niet zoodra waren de neringen van hunne macht bewust, of zij grepen naar de wapens. Te Gent had graaf Fernand van Portugal in 1222 de jaarlijksche vernieuwing van het magistraat toegestaan, evenwel met de bepaling dat de keus zou gedaan worden door den graaf of diens plaatsvervanger, met de vier eerste schepenen, welke hij alléen zou aanduiden. Zestien jaren nadien kwamen de vermaarde XXXIX op, die weeral voor 't leven werden aangesteld en zelven de openvallende plaatsen zouden aanvullen.

Gekozen uit de vermogendste en invloedrijkste familiën, werden die schepenen weldra door den vorst evenzeer als door het volk geducht, daar met hen willekeur, onbuigbare trots en dwingelandij op den rechterstoel waren gekomen. De gemeente kwam in opschudding. De wevers, volders en andere neringen spraken van noch min noch meer dan van al te zamen de stad te verlaten en

burch, Jacobum de Ackere, Johannem de Harlebeke, duo cives, ultimus aurifaber... » (Charters der graven van Vlaanderen. — Staatsarchief te Gent.)

Men vergelijke hiermede het 66[e] artikel der keure van Brugge, van 1304 : « Voort so welke tijt dat een scepen steerft, dat scepenen ghemeenlike macht hebben enen andren te kiesene bin darden daghe naer dat hie begraven sal sijn, *es hie ambochter, onder dambochters;* es hie poortere, onder die poorters. »

[1] 4[e] Charterboek van Vlaanderen, n° 72, te Rijsel. — WARNKŒNIG en GHELDOLF, IV, 229-231.

er nooit meer terug te keeren...! En dat deze bedreiging geen woord in den wind schijnt geweest te zijn blijkt hieruit, dat de Gentsche wethouders in Mei en Juni 1274 een verbond sloten met de Brabantsche steden om geenen Gentschen werklieden eene schuilplaats te verleenen.

Reeds herhaalde keeren hadden de ingezetenen bij de gravin Margareta aangedrongen om de wet te vernieuwen, wat de vorstin eindelijk toestond, niet zonder eenige vrees, dewijl de bedreigde schepenen hun zoogenoemd recht aan het Fransche hof gingen verdedigen. Maar ook het Gentsche volk richtte zich tot den koning, bij brief van 31 October 1275. Niets wordt in dit schrift verbloemd. De schepenen (zeggen zij daarin), sedert langen tijd aan 't bewind, hadden misbruik gemaakt van hunne macht en in negen jaren geene rekening van hun bestuur overgelegd! In plaats van beschaamd te zijn over hun wangedrag, droegen zij er roem op. Men smeekt den vorst de nieuwe statuten te willen goedkeuren, welke de gravin Margareta had doen afkondigen, hem meldende dat de vorstin, op 't aanhoudend smeeken van het volk, in het openbaar verschenen was, eene ontzagwekkende menigte had ontmoet, die verschrikkelijke kreten aanhief en op hardbrekende manier hare klachten uitte. Men kon (zoo was aller getuigenis), het langer niet uithouden in de stad, waar noch recht, noch vrede, noch veiligheid meer was; waar het volk iederen dag door de schepenen als slaven werd verdrukt en het wraakroepend onrecht, dank aan de onafstelbaarheid der schepenen, bleef aanhouden. De gravin (zoo zegt de brief verder) het oor leenende aan de ellende des volks, had daarop bevolen dat het schependom zou vernieuwd worden; dat de wethouders den eed zouden zweren, door haar voorgeschreven, en aleer af te treden, rekening zouden doen van hun bestuur, willende door deze maatregelen een einde stellen aan de zware misbruiken en wanordelijkheden, welke de stad met eenen geheelen ondergang bedreigden. Voorts smeekten de Gentenaren den koning dat hij zich niet zou laten overhalen door de slechtgezinden en geene reden zou aanhooren, in strijd met het openbare welzijn der gemeente. Zij zonden hem, om hem te beter over alles in te lichten, Willem Utenhove (*de Curia*),

Pieter van Hove (*de la Cour*) en Hugo Utervolrestrate, drie leden der groote poorterij, en baden ten slotte Philip Mouskes, bisschop van Doornik, dien zij naar Gent hadden geroepen en die bij 't stellen des briefs tegenwoordig was, daaraan zijn zegel te willen hechten ten einde hunne verklaringen meer gezag te geven [1].

De ongerustheid der gemeente stilde niet na het vertrek harer deputatie; blijkbaar vreesde zij voor de listen der vermogende schepenen. Acht dagen na het bezegelen van bovengemelden brief schreven de Gentenaren eenen tweeden, nagenoeg gelijk aan den eersten, en verzochten de abten van St-Pieters en St-Baafs het nieuwe vertoog met hun zegel te willen bekrachtigen [2], terwijl op hun verzoek de prior der Predikheeren en de gardiaan der Minderbroeders twee dagen nadien verklaren, dat Margareta in volle overtuiging de schepenen van Gent heeft kunnen afstellen en in 't belang der gemeente door anderen vervangen [3].

Voor de eerste maal was de regeering in Vlaanderen met de schepenen in onmin geraakt; edoch zij was door het volk gesteund. Margareta had eenen gewichtigen stap gedaan, maar de verbreking van het Gentsche schependom was niet met overijling, niet lichtzinnig geschied : edelen en rechtsgeleerden waren geraadpleegd geweest en hun oordeel gevolgd. Het volk werd evenwel niet aan het bewind geroepen, hetwelk in handen der grooten bleef, zonder dat de menigte hare ontevredenheid liet blijken. Bewijs, dat niet zoozeer de stand als wel het misbruik van macht was bestreden geworden.

Maar de afstelling der XXXIX was strijdig met de wet en de afgedankte schepenen gingen in beroep bij den koning van Frankrijk, Vlaanderens opperleenheer. Op dezes bevel greep er een onderzoek plaats, hetwelk daden van wanbestuur aan 't licht

[1] De oorspronkelijke brief is te Rijsel in het archief des Noorder-departements, n° 1882. Wij zouden hem medegedeeld hebben, hadde WARNKOENIG een nagenoeg gelijk schrijven niet afgekondigd in zijne *Documents inédits relatifs à l'histoire des XXXIX*. (Zie verder de 2e nota.)

[2] Te Rijsel (als boven), nr 1883. Medegedeeld door WARNKOENIG, in 't hooger beroepene werk.

[3] Insgelijks te Rijsel, nr 1884.

bracht ten laste van zeven der afgestelde wethouders; deze werden voor altijd vervallen verklaard van hun ambt, maar de andere behouden, en ten slotte het besluit der vorstin te niet gedaan (22 Juli 1277).

De invloed der rijke schepenen was dus grooter geweest dan de klaar uitgedrukte wil der menigte; maar wien zal dit verwonderen? De grootste en machtigste geslachten van Gent waren in het schependom vertegenwoordigd, namelijk de Borluut's, Utenhove's, Bette's en Rijm's, al mannen die heerlijk gebied hadden en op wie de Fransche koning wilde rekenen.

Margareta's opvolger, Gwijde van Dampierre, op zijne beurt met de XXXIX in twist geraakt, werd in die botsing ook vernederd en verminderd; maar toch had het beruchte schepenenkorps van Gent zijne rol gespeeld, en toen Philip de Schoone in 1301 als heer en meester te Gent kwam, schafte hij het af en verleende die stad een nieuw schependom, dat telken jare zou gekozen worden door vier vorstelijke en vier stedekiezers, poorters. 't Zal zeker meer uit noodzakelijkheid dan uit liefde voor het volk geweest zijn dat de Fransche koning dáar de wenschen der menigte voldoening gaf? De toestand schijnt inderdaad te Gent hoogst bedenkelijk geweest te zijn; het onderzoek, door den koning over de handelingen der XXXIX bevolen, bracht aan het licht dat de zeven afgestelde schepenen zich plichtig gemaakt hadden aan partijdigheid in 't oefenen der justitie, aan nepotisme, verdrukking der armen, zorgeloosheid in 't bestuur der finantiën, en dat, als gevolg van dit alles, eene reeks van wanordelijkheden, gelijk familieveeten, sluipmoorden en openlijke gewelddaden de rust en veiligheid der burgers hadden in gevaar gebracht. Wil men een denkbeeld van wat te dien tijde het schependom te Gent was, en hoe de magistratuur misschien overal handelde, waar een klein getal geslachten het schependom levenslang in bezit hadden? Een der getuigen van het onderzoek tegen de XXXIX verklaarde, onder deze niet min dan zes en twintig bloedverwanten te tellen. Welke waarborg voor onpartijdige justitie! ...

Wat de stad Gend in 1301 verkreeg zal wel als het palladium

der gemeentevrijheid beschouwd zijn; immers nooit, zelfs in de groote dagen der fiere gemeente, dacht zij er aan eene wijziging aan het bestuurstelsel te vragen. Alleenlijk zou Karel V later het kiesrecht der ingezetenen afschaffen. Zekerlijk was voor het volk eene meerdere mate van staatkundig recht niet te verwerpen geweest, maar zijne stilzwijgende goedkeuring strekt ons tot bewijs, dat het in de hoofdstad van Vlaanderen niet zoo zeer ijverde om zelf aan 't roer te komen, dan dit roer in trouwe en wakkere handen te zien.

Te Brugge was intusschen de toestand niet beter dan te Gent onder de XXXIX. Daar was een *heffegeld* (waagrecht) ingevoerd, waar tegen de handel met reden morde en dat te hatelijker was omdat een der wethouders de ontvangst dier belasting in leen had gekregen en aldus daarbij zijne bate vond. Graaf Gwijde, die den hoogen stand den voet niet overal dorst dwars te zetten, had de bedoelde belasting ten jare 1272 goedgekeurd, maar later, bij brief van Juni 1279, onwettig verklaard. Dit was evenwel de eenige grief niet tegen het Brugsche magistraat; de gemeente bekloeg zich bovendien, zwaar belast te zijn geworden door schepenen en raden; verscheidene harer privileges waren miskend, de gemeentegelden werden verspild, onregelmatigheden in de rekeningen bedreven enz. In 't kort, er ontstonden coalitiën; de openbare orde werd gestoord; werklieden uit andere steden snelden naar Brugge om de zaak des volks te ondersteunen en het kon den schepenen niet gelukken om de rust te herstellen.

Met de politieke strekking, die Gwijde van Dampierre toen had, kon er van hem geene voldoening komen; want stiet de groote macht der schepenen hem tegen de borst, ook de vrijheden en privileges der gemeenten had hij gaarne gekortwiekt en zelfs was hij reeds begonnen die op verschillige plaatsen te miskennen. Bij de burgemeesters van Brugge had hij sedert jaren aangedrongen opdat zij hem jaarlijks hunne rekening zouden overleggen, en hij zond hun inderdaad in 1280 commissarissen, die tot last hadden de stadsrekeningen van 't afgeloopen jaar te onderzoeken. Van zijnen kant wilde het volk ook aan dat onderzoek deel

nemen en greep daarom in September van gemeld jaar naar de wapens. De grafelijke commissarissen en een aantal andere lieden, het volk vijandig, werden uit de stad gedreven. Gwijde was op dat oogenblik in Frankrijk, maar zijn oudste zoon trok naar Brugge, beval der gemeente dat zij hare grieven schriftelijk zou bekend maken en zich den 5 October aan hem te Waasten zou komen onderwerpen.

De Bruggelingen voerden het eerste deel des bevels uit. Zij vroegen, onder andere, dat zij naast iederen schepene, welken de vorst jaarlijks zou aanstellen, alsook naast ieder raadslid, door de schepenen benoemd, zelven eenen schepene en een raadslid zouden mogen kiezen. En wat de magistraten betrof, die « mesdaet ghedaen hebben jeghen die meente, » deze, ten getale van zeven, zouden voor altijd uit het schependom gesloten worden [1]. — Het gevolg van den opstand was dat de graaf aan Brugge eene nieuwe keure gaf... bij welke de oude vrijheden merkelijk verminderd waren en 't bestuur der stad afhankelijk werd gemaakt van den vorst, door de bepaling, dat de schepenen ieder jaar den graaf of diens gevolmachtigden rekening van hun bestuur zouden overleggen.

De Bruggelingen gingen tegen dit vonnis in beroep bij den koning van Frankrijk en namen weer de wapens op. Dit tweede oproer, in de geschiedenis bekend onder den naam van *Groote Moerlemay*, kostte het leven aan eenen der aanhangers van den graaf en aan vijf volksgezinde poorters.

Tusschen deze beide Brugsche oploopen had er op een ander punt van Vlaanderen, te IJper, in 1280 een andere plaats : de *Cokerulle* — zóo noemt men de bloedige wapening der stad — was, evenals te Gent en te Brugge, ontstaan in den schoot der neringen en gericht tegen de al te aristocratische schepenen. Eene akte van 1 April 1280, overgeschreven in 't *Privilegeboek* der stad, leert ons omtrent die worsteling dat IJper verdeeld was in voor- en tegenstanders der magistratuur. De aanleidende oorzaak

[1] Warnkoenig en Gheldolf, IV, 255.

tot de botsing is eene reeks van feiten, gelijk aan degene, welke wij elders hebben aangetroffen. Het is bewezen (zegt de gemelde oorkonde) dat vele ordonnantiën en verordeningen door de IJpersche schepenen gemaakt, echte knevelarijen zijn voor het volk, hoogst nadeelig aan 't algemeene welzijn; dat de magistraten waren aangemaand geweest om de misbruiken te doen ophouden, maar dat zij daar niet hadden willen van hooren, hoewel een oploop van het volk te voorzien was [1]. Men ziet, overal was willekeur, misbruik van gezag.

In de kleine Vlaamsche steden was ook het schependom in de macht der vermogenden. De charter van 19 October 1276 door Margareta van Constantinopel aan Aalst verleend, meldt ons dat ook daar de geringe man, « *home de vilain métier* », niet aan de schepenentafel zitten mocht. Als dáár de begoede lieden maar beter waren dan te Gent, Brugge of IJper!

Gelijke geschillen tusschen de hooge en lage standen, of, nauwkeuriger gesproken, tusschen de willekeurige meesters en de verbitterde verdrukten, ontstonden ook in de andere Belgische gewesten. In Vlaanderen gelukkig maar kortstondig, waren de twisten in Brabant langduriger en bloediger. De vroegste omwenteling, welke 't volk er tegen de geslachten ondernam, schijnt te Leuven geweest te zijn en op te klimmen tot het jaar 1225, doch bijzonderheden daarover zijn niet bekend. Alleenlijk kunnen wij uit een later feit opmaken dat de poging niet ongunstig zal uitgevallen zijn voor de schepenen, die ook daar tot de geërfden behoorden. Zes en dertig jaren later zien wij de neringen een rechtstreeksch deel nemen aan 't stadsbestuur, in eenen raad die

[1] « Nous avons trové et bien i apert que moult plusieurs ban et keures et establissements que eschevin avoient fait à Yppre estoient grief et damageus outre raison à ceaus des mestiers et au commun pourfit de le ville, et que chou estoit li occasions pour coi cil des mestiers sestoient mut et meismement que li eschevins avoient estei soffisament requis de lamender et de mettre en estat souffisant et il ne lavoient mie fait et tant i avoient demorei que bon savoient le peril de lesmeute. . » (Gemeld *Privilegeboek*, bl. 82v.)

niet van de schepenen, maar van de gezwoornen afhangt, en de bewaring der stadssleutels is even goed aan hen als aan meier en schepenen toevertrouwd. Maar die toestand was slechts kortstondig en het bewind bleef in Brabant gedurende gansch de XIIIe en in de eerste jaren der XIVe eeuw uitsluitelijk aan leden der geslachten. Dat deze ook het volk met onwil, minachting en zelfs vijandschap bejegenden, mogen wij afleiden uit de omstandigheid dat de geringe klassen hier insgelijks naar ontvoogding smachtten. In het kort, alom waar wij de blikken slaan in onze middeleeuwsche samenleving, zien wij eenen strijd, hardnekkig volgehouden met eenen moed, die alleen de overtuiging van een edel doel te betrachten, kan inboezemen. Onze kronieken zijn weinig mededeelzaam omtrent de langdurige, zoo dikwijls hervatte worstelingen onzer middeleeuwsche gemeenten — zekerlijk een jammerlijk feit, daar de gang der gedachten en der volksgeneigdheden voor de nakomelingen altijd leerrijk is; edoch, er zijn andere stemmen, die ons eenig licht brengen in dien onvergetelijken kamp. Wij weten, dat niet alleen de ruwe vuist, de bijl en de piek der handwerkers de groote zaak der volksontvoogding ten dienste stonden; ook dichters met helderen geest en grootmoedig hart zijn opgestaan als leermeesters en beschavers, en zij hebben, mogelijk zonder het te weten, de menigte tot verzet aangespoord, gelijk zij óns de reden van den volksopstand gemakkelijk laten gissen. JACOB VAN MAERLANT, vooral JAN DE WEERT, van IJper, HEIN VAN AKEN, een Brusselaar, zelfs JAN VAN BOENDALE, een andere Brabander en verdediger van den adel, volgden de richting, welken de volksgeest aan de menschheid gaf. Wie niets van het wanbestuur en de ondeugden der wethouders wist, leerde dat kennen uit hunne schriften, terwijl zij, voor wie het licht was opgegaan, er door in hunnen afkeer voor 't onrechtvaardig bedrijf versterkt werden.

't Was inderdaad ergerend! BOENDALE immers spreekt van raadsmannen, die maar gedurig zorgen :

« *Om haers selfs winnen ende baten*
Ende ghemeen orboer achterlaten. »

Jan de Weert rept in zijn *Niwe doctrinael* van bestuurders, welke

« ... bi nachte van gierichede
Nuwe assisen ende scalke ocketten
Op tfolc visiren ende insetten
Op dat sire af ghenieten moghen, »

en van anderen, die 't goed der gemeente

« *an haer selves bate legghen* [1]. »

Wie zal ontkennen dat dergelijke klachten, gevoegd bij hetgeen men zelf had ondervonden, niet machtig hebben bijgedragen om in Brabant en Vlaanderen den zegepraal der democratische leerstelsels voor te bereiden?

Als een loopend vuur breidde zich de begeerte naar ontvoogding onder de geringe klassen uit, vooral sedert den grooten dag van Woeringen (1288), toen de Brabantsche handwerkers naast de edelen op het slagveld gestaan en eene glansrijke zege bevochten hadden. Het volk dacht : wanneer wij zulken grooten kamp grootendeels bekostigen met de vrucht van ons zweet en bezegelen met ons bloed, moet ons niet langer het recht ontzeid worden en zijn wij niet minder dan de schepenengeslachten. De gemoederen kwamen in gisting, de handen grepen naar de wapens.

Een tweestrijd ter dood vangt aan tusschen de aristocratie en het volk. Veeltijds onderdrukt, telkens met nieuwen moed hernomen, zal die strijd niet vóor anderhalve eeuw ten einde zijn.

Nogmaals komt het sein uit Vlaanderen. Te IJper betalen verscheidene schepenen, die de verschrikkelijke les, enkele jaren vroeger door de *Cokerulle* gegeven, vergeten hadden, met hun leven de vernieuwing van al te verregaande knevelarijen.

In Brabant steekt weldra Antwerpen de vlag des oproers op (1306), maar de nog niet ten strijde toegeruste menigte is tegen

[1] Zie nog Boendale *'s Disputacie tusschen den poorter en des ridders zone,* in *der Leken Spieghel* (uitgave van Dr de Vries, III, 215).

de ridderlijke macht niet bestand en hare poging wordt in het bloed der voornaamste aanleiders gesmoord. Edoch, evenals het bloed der eerste christene martelaren als een zaad werd, dat nieuwe belijders deed opschieten, ook zóo verrezen na de eerstgevallene gemeentehelden weldra nieuwe kampers. Snel breidt de beweging zich uit; elke groote gemeente ontwaakt; overal doet zich het sociale vraagstuk voor. Het volk staat op tegen de onrechtvaardige bestuurders en dreigt (zegt Froissart) « toute gentillesse et noblesse » uit te wisschen. Ja, de menigte is woedend, ruw, weleens onmenschelijk — maar werd zij beter behandeld door de « vaders der gemeente »? Leuven en 's-Hertogenbosch volgen het voorbeeld der stad Antwerpen, doch dáar kwam het tusschen de partijen tot eene overeenkomst. In 't kort, werden er hier en daar enkele voordeelen behaald, hertog Jan II koos partij voor de geslachten en voerde dezer alleenheersching opnieuw in, op zijn sterfbed de geringe vergoeding gevende, gekend onder den naam van « Kortembergsche wet » (1312) [1].

Onderwijl was 't er tamelijk erg toegegaan te Brussel, alwaar in 1306 geplunderd, brandgesticht en gemoord werd; maar te Mechelen verkreeg het volk zijnen zin zonder slag of stoot. In deze stad was ten jare 1301 door de beide heeren, den hertog van Brabant en den voogd van Mechelen, bepaald dat de stadsraad (vier dekens en acht gezwoornen) door de schepenen zou benoemd worden; doch het jaar nadien verleenden de heeren aan de gemeente het recht, dien raad te laten kiezen door twee leden van elke nering (te zamen twaalf), zoodat, met de schepenen, voortaan de handwerkers de stedelijke belangen zouden helpen waarnemen [2]. — Hiermede niet tevreden, staan de Mechelaren op

[1] Door deze charter werd ingesteld de Raad van Brabant, die om de drie weken te Kortemberg vergaderde. Hij was samengesteld uit vier ridders, « die orborleeste ende die beste, die men vinden mach, ende die vroetste », en uit drie goede lieden van Leuven, drie van Brussel, éen van Antwerpen, éen van 's-Hertogenbosch, éen van Tienen en éen van Leeuw. Tegen de beslissingen van dezen raad vermocht de vorst niets.

[2] J. David, *Geschiedenis van Mechelen*, 83.

tegen hunnen vorst, dooden diens officier, maar bezwijken onder de hertoglijke overmacht. Dertien jaren later, ook na eenen opstand tegen den vorst, werd de stadsraad samengesteld uit de twaalf schepenen, twee meesters met zeven gezwoornen van 't wolambacht en vier gezwoornen van elke andere nering. — Hier, gelijk men ziet, had de hooge stand voor de macht der handwerkers geplooid, had het volk zijne plaats op het raadhuis.

Luik bleef in de groote volksbeweging niet ten achter. In deze stad vinden wij, met het begin der XIII[e] eeuw, zes groote wijken (*vinâves* [1]) bewoond door twee standen : de rijke kooplieden en de nederige arbeiders. Ook hier deden de meesters de minvermogenden allerlei verdrukkingen en afpersingen onderstaan, totdat omtrent de helft der XIII[e] eeuw een heftige strijd tusschen de twee partijen oprees. Hendrik van Gelder, verkoren bisschop van Luik, zocht uit dien toestand zijn voordeel te trekken, riep de schepenen bij zich, verweet hun dat zij de belangen der gemeente verwaarloosden en verklaarde voortaan zelf het gerecht te zullen oefenen... De gemeente nochtans had met zulk plan volstrekt geenen vrede en er ontstond eene beroerte tusschen de aanhangers van het magistraat en die des verkorenen. Tusschen beide verscheen nu Hendrik van Dinant, die zich van den adel afscheidde, waertoe hij behoorde, om zich om het hoofd des volks te stellen. Ongelukkig liep de kamp slecht af en bleef de prijs voor de moedige poging achter : Hendrik van Dinant moest zijn leven in ballingschap gaan eindigen.

In de andere Belgische gewesten : Henegouw, Namen en Luxemburg, was de feodaliteit te diep geworteld om zoo vroeg de aanzienlijke geslachten het onderspit te kunnen doen delven. Toch zijn er uitzonderingen : Valensijn, Doornik [2] onder andere,

[1] Bepaaldelijk de wijken Markt, Neuvice (later Souverain-Pont) Féronstrée, 't Eiland; St-Servaas en Over-Maas. (Hemricourt, *Miroir des nobles de Hesbaye*, chap. XVIII, 209.)

[2] Surius (*Vita S[i] Macarii*, cap. VII) verzekert dat de Doornikers, hoewel

genoten reeds vroeg de vruchten der nieuwe begrippen. Overigens waren in die gewesten de omstandigheden niet zoo gunstig aan de volkszaak als in 't noorderdeel van België omdat men er die groote volksmassas niet aantrof, noch die groote handel- of werksteden, wier burgers in hunne rijkdommen, getal en bedrijvigheid het gevoel hunner macht, en in dat gevoel de zucht naar een verhevener, waardiger en vrijer leven schepten [1]. Edoch de groote beweging in Brabant, Vlaanderen en Luik hardnekkig voortgezet, zou niet nalaten vruchten te werpen tot in de verste streken des lands en het recht, de vrijheid en de stoffelijke grootheid des volks hooger en hooger voeren. Geen slag werd geleverd of de weerklank werd overal vernomen en de hooge stand verloor gedurig zoo niet alom een deel van zijn vermogen en invloed, ten minste een deel van zijne trotschheid en aanzien. De vorsten kunnen niet langer onverschillig blijven aan het lot der menigte. De graaf van Henegouw, in 1302 een nieuw reglement uitvaardigende, moet er uitdrukkelijk in beloven dat in 't geval de gemeente over hare schepenen zou klagen, hij de grieven zal weren ten einde armen en rijken, volgens hunnen staat, te laten in vrede leven [2]. Ja, met den werkersstand is er weldra voorgoed te rekenen en Gent en Luik slagen zoo wel in hunne pogingen, dat in den stadsraad, nadien ook in de schepenenkamer, alleen die leden des hoogen stands worden aanvaard, welke deel maken van de neringen. 't Is die groote omwenteling, welke een Fransch dichter der middeleeuwen in weinige, maar beteekenisvolle woorden beschrijft.

meer bevoorrecht dan de bewoners der andere steden, zeer licht in opstand kwamen : « Ea urbs et divitiis et civibus abundat, sed populus est levis et pronus in tumultus ».

[1] P.-J. Wouters, *De Oude Vlaamsche gemeenten.*

[2] « Et aueec tout ce que desseure est dit nous avons enconnent et sommes appeliet que se li communs estoit presses par mauvais usage et contre raison des eschievins ou justiche ou dautre gent qui auecc le aywe dou conseil dou commun serment, nous les attemprenons et metterons remede convenable par quoy li communs vivera et pora vivre en pais li pouvres et li riches chascuns en sen estat... » (Charter in 't archief des Noorder-departements te Rijsel.)

De Vlamingen (zegt hij) werden alsdan zelven heeren van hun land, de kleinste gelijk de grootste :

« Si ni et la roy ne justice
» Dedens Flandres ne seingnorie,
» Si en furent Flamenc seingnor
» Le petit comme le greingnor [1]. »

Laten wij zien hoe dit gekomen is.

Was de tweede helft der XIIIe eeuw gunstig geweest aan de volkszaak, de XIVe zou de gemeenten zien klimmen tot het toppunt hunner macht en sterkte. Wij hoeven hier de geschiedenis niet te herhalen van die waarlijk reusachtige kampen, welke uit de zucht des volks, om zijne plaats in 't bestuur te verkrijgen, zijn ontstaan. Evenals de overwinning te Woeringen, in Brabant, het sein was tot den roep naar meerdere volksmacht, evenzoo galmde op den heuglijken dag van Groeninge een fiere vrijheidskreet, die niet alleen in Vlaanderen en de aanpalende gewesten, maar zelfs verre in Europa weerklank vond en voor velen het uur der ontvoogding bespoedigde. Jean d'Outremeuse betreurt het, dat Adolf van der Mark in den aanvang der XIVe eeuw het groote bloed der natie deed overvloeien in de ambachten en aldus langzamerhand de eer der ridderschap verdwijnen moest. Het uitgestrekt vermogen der edelen verzwakt inderdaad, dat der neringen komt op :

« Or poieis chi entendre, je le donne assentir,
» Coment li Ligois pueple se prist a engrandir,
» Et ont fraterniteit et si volt consentir
» Li evesque de Liege, leur peirdent sans mentir
» Les nobles la puissanche que seulent obtenir [2]. »

Toen genoemde bisschop overleden was beproefde de adel om de verlorene macht terug te winnen, maar in den vrede, die op de botsing tusschen de geslachten en de beenhouwers ontstond,

[1] Godefroid de Paris, v. 457.
[2] Jean d'Outremeuse, *La Geste de Liége*, v. 7228-7232.

kreeg het volk toch weer eenig gezag meer : voortaan zou een der burgemeesters uit de burgerklas gekozen en 't volk geraadpleegd worden voor alle giften, de militielichtingen en nieuwe belastingen.

Ongelukkig vergat de eerste burgemeester der neringen, na vier jaren achtereen door de neringen aan het hoofd der gemeente gesteld te zijn, zijne afkomst en den wil des volks... Naar den adeldom stekende, zocht hij de vriendschap der grooten en verwekte alzoo eenen nieuwen strijd tusschen de beide standen, welke in 1312 eindigde met *le Mal St.-Martin.* Ditmaal kreeg de Luiksche ridderschap eenen zoo geduchten slag, dat zij er nooit meer van opstond. Het groote pleit was beslecht : voortaan zou niemand nog lid worden van den gemeentelijken raad wanneer hij niet tot de neringen behoorde.

Maar het volk van Luik wilde meer : eerzucht leidt zoo licht tot heerschzucht! Eenige jaren na *le Mal St.-Martin* vernieuwde een andere burgemeester, Pierre Andricas, de poging van Hendrik van Dinant. Zijne welsprekendheid sleepte de menigte mede tot eenen opstand tegen de geestelijkheid, maar de vrede van Wihogne bracht weinig bate bij. De bloedige worstelingen houden voor eenigen tijd op. Toch blijft het volk niet werkeloos, men smeedt eene samenzwering met het doel om den meier en de veertien schepenen van kant te stellen. Een andere Andricas richt de verbondenen in, maar verraden, dringt de vrede van Vottem of Jeneffe de werkersklasse weer eene halve eeuw achteruit. Nu luidt de wet : de stadsraad zal deels uit de edelen, deels uit de rijke poorters der voornaamste *vinâves* gevormd worden.

Wenden wij nu de oogen weer naar Brabant, wij zien er de geslachten te Brussel geene rekening houden van de teekenen des tijds, van den klaar uitgedrukten wil der menigte. Voortdurend trachten zij de privileges der burgers te besnoeien om de hunne te vermeerderen, tot zoo verre, dan Jan III na eenen « twist ende discorden » die geweest was tusschen de « geboortege lieden van den seven geslachten..... van Brussel..... ende die gemeinte, » en waarbij (volgens 't zeggen van den vorst) de gemeente « quaedt-

heit..... ondaedt ende onredene..... dede ende besegde » tegen hem en de geslachten, bepaald werd dat « nemmermeer voertane in..... Brussel..... commoingnie wesen en sal, » met andere woorden: dat de neringen geene algemeene vergaderingen meer houden mochten. Nog wisten de geslachten in 1315 van Jan III eene charter te bekomen, de beloften inhoudende in hunnen vorigen luister te herstellen « allen den genen, die den seven geslachten ende tot hen behooren, ende haren oire weder te bringen ende te settenen in den point ende in den staten daer sy, ende hare voirder bi ons, ende onse voirdere hier voormaels in waeren ende hebben geweest.... » Voorts bepaalde de hertog dat, bijaldien de schepenen in iets mochten beleedigd worden, hij dit zou beschouwen als aan hem zelven gedaan en dat, wat zij kwalijk zouden doen als schepenen, niet zou misdaan zijn tegen hem en niemand hen uit dien hoofde zou mogen kastijden [1].

Heeft men geene redenen om onthutst te zijn wanneer men dergelijke verklaringen leest, in eene stad, die duizenden en duizenden neringmannen in haren schoot bevatte, en na de vele en heldhaftige pogingen, welke reeds in Brabant waren aangewend om allen standen gelijk recht te verzekeren?

Maar hoe vast en sterk de Brusselsche schepenen in den stoel zaten, het volk gaf den kamp niet op en men voorzag aldra eene nieuwe botsing. De adellijke wethouders lieten zich niet verrassen, maar wisten in Juni 1318 den vorst eene charter te doen bezegelen, waarbij den neringen bevolen werd de wapens, korts te voren ten gelieve van den hertog met eere gehanteerd, af te leggen [2].

Deze ordonnantie hadden de geslachten niet kunnen verkrijgen zonder de medewerking eeniger burgers, die gezag in de ambachten hadden, maar wier volksliefde niet bestand was tegen de aanbieding van geschenken en kleine bedieningen... Het volk verkropte zijne gramschap tegen de ongetrouwen en de toestand bleef tusschen hem en de overheid gedurende verscheidene jaren

[1] *Luyster van Brabant*, 65.
[2] *Idem*, 85.

zeer gespannen. Er kwam eenige verzachting in Januari 1325, wanneer de schepenen bewerkten dat zij « met rade der geboertiger liede » van Brussel mochten « te hen nemen... ane hen treeken... ende kiesen... altois alsse si willen, alle die gene uten ambachten... die hen nuttelec ende orborlec » zouden schijnen [1].

Deze toegeving aan den volksgeest was evenwel niet rechtzinnig. De edelen, verre van het volk bij zich te roepen in de wet- en raadzaal, versterkten zich aan het bewind, buiten de gemeente naar middelen zoekende om hunne macht tegen overrompeling vanwege de neringen te beschutten. Drie jaren na het afkondigen van hoogergemelde bepaling zien wij de schepenen van Brussel, Leuven en Antwerpen een onderling verbond sluiten, waarin zij verklaren « dat het openbaerlijck, kennelijck ende van grooten noode was dat zij zich getrouwelijck ende gestrengiglijck in geusten, minnen ende vrintschappen bij een hielden, in bewaernisse ende eeren der heerlijckheit » huns « liefs genadigs ende geduchts heeren tshertoghen van Brabandt, ende in behoudenisse der rechten, privilegien, costuymen, usagien ende heerbringen » van hunne « drijen steden, mits merckelijcken ende notabelen reden daertoe dienende [2]... »

Niet minder gespannen dan te Brussel waren de betrekkingen tusschen de bestuurders en de bestuurden van Leuven. Nadat ten jare 1306 aldaar den neringen verboden was wapens te bezitten en vergaderingen te houden, welke niet door den meier, de schepenen en afgevaardigden zouden bijgewoond zijn, kwamen verschillige oploopen der gemeente getuigen dat zij de overheersching der geslachten niet als eene weldaad en zegen beschouwde. Maar ook hier had de volkspartij weinig bate bij haar verzet, en in 1340 werden een aantal wevers, opgestaan met het doel om de privileges der edelen te kortwieken, deels vermoord, deels in ballingschap gezonden [3]. Twintig jaren nadien kwam Pieter Coutereel, hoewel zelf van adellijken bloede, het volk tegen de afper-

[1] *Luyster van Brabant*, 87.

[2] *Idem*, 91.

[3] Divœus, *Rerum Lovaniensium*, 117. — De Nélis, *Analecta belgica dipl.*, 103.

singen der grooten beschermen. Eene schijnbaar nietige omstandigheid begunstigde zijn ontwerp. Als meier der stad met de schepenen in geschil, ging hij dezer gedrag, en in 't algemeen dat der patriciërs, bij den hertog aanklagen, en vond ondersteuning bij eenen van 's vorsten raadsmannen. Te Leuven teruggekeerd, traden de geslachten in onderhandeling met het volk, dat zich meester maakte van het schepenenhuis, de privilegebrieven der patriciërs verscheurde en deze in hechtenis nam.

Coutereel meende het rechtzinnig. Vereerd met het vertrouwen van den hertog, geliefd door het volk, kon hij inderdaad geen persoonlijk voordeel in 't oog hebben. De maatregelen, welke hij, nu meester van den toestand, nam, pleiten overigens ten zeerste voor de eerlijkheid zijner bedoelingen. Hij stelde het gezag niet uitsluitelijk in handen des volks, wel wetende dat het daartoe niet was opgeleid en dat de overheersching eener partij noodlottige gevolgen hebben moest. Hij zocht een tegenwicht in de geslachten en gaf den edelen (namelijk denzulken, die den neringen niet ongunstig waren), vier plaatsen in het schependom en drie aan het volk. Voorts stelde hij den stadsraad samen uit beide partijen, ieder voor een gelijk getal, en liet elke van deze eenen commoengemeester kiezen.

De geslachten, gewoon aan de volle, uitsluitelijke meesterschap, namen de hervorming niet aan en wisten Wenceslaus te overhalen om Leuven door de macht van wapenen te bedwingen. Coutereel en het volk moesten om vergiffenis bidden, doch de hertog hield het bij die enkele vernedering en nam zelfs de gelegenheid waar om de almacht der schepenen te fnuiken : de eisch des volks werd ingewilligd, Coutereel's bestuurlijke inrichting werd behouden [1].

Konden de edelen, korts nadien, door list en sluwheid het voordeel naar hunne zijde doen keeren, dit geschiedde weeral

[1] Er bleven vier schepenen uit de geslachten, drie uit de neringen, elf gezwoornen van beide kanten. In geval van gelijkheid van stemmen moesten de priors der Dominikanen en der Augustijnen, met den gardiaan der Minderbroeders, de quaestie oplossen. 't Schijnt evenwel dat deze nieuwe magistraten nooit daarvoor geroepen zijn.

niet zonder dat eene andere grief van het volk werd te niet gedaan. Men had namelijk de schepenen beticht van verspilling, zelfs van vervreemding der gemeentepenningen, en voortaan zouden zij ieder jaar den hertog rekening doen van hun bestuur.

Maar nog was het volk een speelbal in de handen der machtigen en zag het zich onophoudelijk geslingerd tusschen voldoening en teleurstelling. In 1373 herriep Wenceslaus zijne keure van 1361 en gaf den Leuvenschen geslachten de alleenheersching terug. Vijf jaren nadien nochtans was de mate der beproeving vol. Moegetergd, door radeloosheid gedreven, liepen de neringen naar 't schepenenhuis, wierpen de aldaar verscholen edelen uit de vensters op de pieken der op de markt staande gilden en verkreeg eindelijk de gelijkheid der standen vóor het bestuur.

Even wisselend was het lot in de andere Brabantsche steden. Wanneer, te midden der XIV[e] eeuw, de Brusselaren hunnen hertog met trouwe en moed hadden ter zijde gestaan in den oorlog tegen Lodewijk van Male, verleende hij zijnen onderdanen der hoofdstad, onder andere privileges, het recht om zelven hunne burgemeesters en tien raadsheeren te kiezen en door bemiddeling van gezwoornen of dekens in 't gemeentebestuur tusschen te komen. Ongelukkig hield deze nieuwe inrichting maar zes maanden — anderen beweren twee jaren — stand, waarna het volk weer zoo ver was als te voren.

Eene dergelijke teleurstelling ondervond men te Antwerpen. Daar bekrachtigden Joanna en Wenceslaus in 1356 het uitsluitelijke recht der patriciërs-familiën niet alleen voor het schependom, maar ook voor den stadsraad.

Bemoedigender was het in Vlaanderen, waar reeds in de eerste jaren der XIV[e] eeuw de invloed der neringen op het bestuur zichtbaar is. Te Gent hadden zij toen zelfs de twee derden der plaatsen in het schependom verworven, voornamelijk de wevers, die bijzonder talrijk waren uithoofde der bij hen aangeslotene ambachten : « at plebei postea quæstu insolentes obtinuere ut
» illi viginti sex scabini (honesti idoneique) ut distincti (in curio-
» nes et partitiones, ex tribus hominum generibus per illos octo (?)

» Apolectos desumerentur; civium puta de suis reditibus viven-
» tium, officium sive quæstus, et textorum [1]. »

De plaats van eersten schepene der keure, totdan toe aan een klein getal familiën gegeven, komt nu in 't bezit van andere, minder bekend dan Masch, Borluut, van der Couteren, van Vaernewijck, van den Pitte, Damman, van der Ameede, Rijnvisch, Wenemaer enz., waarvan de meesten herhaaldelijk tot de hooge bediening waren geroepen geweest. In 1338 vinden wij ten hoofde der schepenenlijst Jan Speliaert, in 1340 Jan van der Vloed, beide behoorende tot geslachten welke in de geschiedenis der stad geen ander spoor schijnen achtergelaten te hebben. Zelfs schijnen de Gentsche neringen toen de drie eenige politieke korpsen geweest te zijn met uitsluiting van den begoeden stand, die, wil hij nog iets in de gemeente zijn, zich bij de neringen zal hoeven aan te sluiten [2]. Als afzonderlijk korps met eigene staatkundige rechten wordt de nuttelooze poorterij niet meer geteld [3].

Was dit een werk van den « Wijzen man van Gent? » Men weet het niet zeker, doch veel gewaagd is het niet, te onderstellen dat het genie van Jacob van Artevelde aan die gewichtige hervorming niet vreemd is gebleven.

Zoozeer beantwoordde de nieuwigheid aan het algemeene verlangen, dat er geene wijziging kwam toen Jacob van Artevelde van het staatkundig tooneel verdween; de invloed der neringen bleef zóo groot en onbetwist, dat de wevers in 1359 een onderzoek bevolen over het beheer der stad Gent sedert Artevelde's dood [4].

[1] Marchantius, 1e boek. — Zie hieromtrent Cornelissen, *Notice sur les Chambres de rhétorique*, 43, en verder in deze verhandeling.

[2] Zie Van der Kindere, *Le siècle des Van Artevelde*, 166 en volg. — N. de Pauw, *Conspiration*, XXXII.

[3] De deken der poorters verschijnt nog slechts enkele malen in de stadsrekeningen van Gent na 1348. — Zie Van der Kindere, voormeld werk.

[4] « Item was gheordinert dat van den goeden lieden van der wet en van den goeden lieden uten neringhen sitten souden up scepenen huus, omme te hoorne ende te versiene de boucke van den rekeninghen van Heynrix Grut's scependomme, dat was int jaer 1348, en alsoe voert de scependommen naer volghende tote int jaer 1358. » (*Stadsrekening van Gent*, 1359, XLVIII. — Aangehaald door Van der Kindere, *Le Siècle des Van Artevelde*, 171.)

Ook te Luik is voortgang der democratische denkbeelden. De samenstelling van den raad wordt er in 1343 gewijzigd door de *Lettre de St.-Jacques,* waarbij aan ieder ambacht vergund wordt twee gezwoornen te kiezen, de edelen een gelijk getal. Te vergeefs wil de adel den volksstroom, welke hem voortstuwt, tegenhouden; in 1384 is de benoeming der beide burgemeesters aan de ambachten alléen — en ook hier zijn de edelen genoodzaakt de hand uit te steken tot den werker en zich bij de eene of andere nering aan te sluiten, willen zij nog iets in de gemeente te zeggen hebben.

Alzoo bereikten in de XIVe en in de eerste jaren der XVe eeuw onze groote gemeenten het toppunt van macht. Zij hingen, zegt een geleerde, van het vorstelijk vermogen maar af door eenen band gelijk die der vasaalschap, en de vorst kwam in de gemeentezaken niet tusschen tenzij door baljuw, schout of meier; door de benoeming der schepenen uit eene lijst van kandidaten, welke op vele plaatsen door de vertegenwoordigers des volks waren voorgesteld, en door het jaarlijksch nazicht der rekeningen. Hoewel er nog geene gelijkheid van standen is, neemt iedere klas van het volk deel in de stadszaken; het gezag is verdeeld door de instelling der raden, paisierders, gezwoornen, vinders, meest uit de neringen gekozen [1].

Een feit nochtans verdient opmerking; hoe meer de gemeente klimt in macht en sterkte en haar vermogen uitbreidt — hoe verder ook de vorst het zijne zoekt te voeren. Hij volgt haar, als 't ware, op de hielen, gereed om ieder deel van de werking en bevoegdheid als aan eenen geduchten vijand te betwisten. Wij zien dit onder andere te Gent, waar, weinige jaren vóor de opkomst van Jacob van Artevelde, een geschil was ontstaan tusschen de schepenen en den graaf, en deze in de opsomming zijner grieven niet min dan achttien punten aanhaalt, in welke de wethouders hun recht zouden hebben te buiten gegaan [2].

Twee jaren later vergde de hoogbaljuw van Gent, namens den

[1] Poullet, *Louis Pynnock*, 374.

[2] *Mémoires baillies à ceux de Gand le XXVIIe jour d'octobre an XXXIII.* Oorkonde in 't Rijksarchief te Weenen en geresumeerd door Kervyn van Lettenhove in zijne brochuur : *Jacques d'Artevelde*, 2e édition, 29-30.

vorst, dat de schepenen hem de rekening van hun bestuur zouden overleggen, gelijk Gwijde van Dampierre op 't einde der XIII[e] eeuw had geëischt. Maar de schepenen, pas twee dagen te voren gekozen, gaven tot antwoord dat men sedert onheuglijken tijd de stadsrekening niet aan 's graven gevolmachtigden had onderworpen; dat de Gentenaren krachtens hunne privileges daartoe niet verplicht waren en zij ook niet buiten die privileges zouden gaan [1].

Het geschil werd op het einde van October 1335 door den bisschop van Doornik vereffend, echter niet ter gunste van de schepenen, aangezien hun onder andere werd bevolen « lestat de la ville » aan den graaf mede te deelen; slechts in éen punt (aangaande het heffen der belastingen) kregen de wethouders gelijk, maar ook — 't was in 't voordeel der vorstelijke schatkist.

't Is eerst in de XV[e] eeuw dat de Brusselsche geslachten hunne groote voorrechten verliezen, die door rechten voor de neringen vervangen worden. Deze duiden nu, ofschoon maar in derden graad, de kandidaten aan voor het schependom, en sedert 1421 eenen der twee burgemeesters. Bovendien bekomen zij acht vertegenwoordigers in de magistratuur (zes raden en twee ontvangers) zoodat het bestuur der gemeente samengesteld is uit tien leden der geslachten en negen der neringen.

Dezelfde elementen worden toegevoegd aan den *Wijden Raad*, terwijl het derde lid der stadsregeering wordt gevormd uit de gezwoornen der natiën en de honderdmannen. Deze hervorming,

[1] « Novi scabini dictæ villæ Gandensis auditis et intellectis petitionibus eorumdem, trahentes se ad partem et prohabita deliberatione super hoc diligenti, dictis domino Martino, Ottolino et ballivo, commissariis a dicto domino comite ad dictos scabinos dictæ villæ Gandensis sic missis, responderunt quod a tempore quo non est memoria, nunquam visum fuit quod villa Gandensis seu officialis ipsius darent copiam comparationis seu rationis dictæ villæ factam per eosdem, aliquibus missis per dominum comitem prælibatum, aut ipsi comiti aut prædecessoribus ejus, nec in privilegiis eorum continetur quod ipsi debeant, et ideo non intendebant ispis dare, nec super præmissis novum aliquod inchoare. Acta fuerunt hæc apud Gandavum in dicta halla hora nonæ vel circiter. » (*Notariëele acte van Jan Oedaert, gedagteekend* 17 *Aug.* 1335. Rijksarchief te Brussel. — KERVYN VAN LETTENHOVE, voormeld schrift, 31.)

gansch in democratischen zin, kreeg omtrent dienzelfden tijd, nagenoeg in gelijke mate, toepassing te Antwerpen, Maastricht en Doornik.

Terwijl dit alles ten onzent plaats greep — streving naar recht en gelijkheid, kamp en zegepraal — zien wij verscheidene der ons omringende landen nog gedeeltelijk beroofd van een vast, wettig ingericht rechterskorps.

Nog in de XIV[e] eeuw (zegt H. VAN BERKEL) zijn in Holland de schependommen niet algemeen, en oordeelt er nog de gansche gemeente, zooals bij de Franken placht te geschieden. Daar, waar geene schepenen zijn, gebiedt de schout zijne « drie mannen, » welke hij noodig heeft om te oordeelen, en wel de eerste de beste... Had graaf Foris V in 1291, bij algemeene charter, het schependom in geheel Kennemerland ingevoerd, en vond men in Zeeland — vermoedelijk dank aan de nabuurschap van Vlaanderen — de schepenenbank, in Holland bleef ieder lid der gemeente het recht behouden om zijn woord in de vierschaar mee te spreken. Men noemde dit : *rechts*-of *hofversterking*, en de charter van Kuilenberg [1] schrijft eene boete voor van 3 pond, indien iemand schout en schepenen in 't gerecht niet sterken wil [2]. Dit gebruik bestond zoowel bij groote als bij kleine vierscharen, op verscheidene plaatsen zelfs nog in 't midden der XVI[e] eeuw [3]. En al was er in

[1] VAN MIERIS, *Groot Charterboek*, II, 200.

[2] H. VAN BERKEL, *Een Hollandsch dorp in de XIV[e] eeuw*. Dezelfde schrijver leert ons dat er in Kennemerland zelfs te midden der XIV[e] eeuw eene belooning was toegezegd aan degenen, die vijf maal in de vier jaren den schout hielpen recht doen, terwijl er ook straffe was voor ieder, die de gevraagde hulp niet verleende.

[3] Ten bewijze de charter van 2 December 1559, verleend door Philip III, graaf van Holland, en waarin men leest :

« Wij hebben ontfangen d'oodmoedige supplicatie van onsen wel beminden Willem van Paleynsteyn, baliuw van Rhijnlant, inhoudende hoe dat sijn voorsaeten, baliuwen van Rhijnlant, gewoonlijck sijn geweest haere vierschaere te spannen ende te houden met wel geboren mannen, *sonder dat er eenig gelimiteert getal van mannen daer toe gedestineert ofte geordineert is geweest; sulcx dat elck van partijen altijt geoorloft is geweest van soo vele mannen op haer daegen van reghten te brengen als hun lieden goed dochten.* »

Zeeland ook eene schepenenbank, « een vast getal van hoofdsche-
» penen » (zegt Van Berkel), « de welgeboren man behoudt daar
» zijn oorspronkelijk, onvervreemdbaar recht : « ab ipsis scabinis
» et pagensibus loci judicatum. » Dit, evenwel, geldt maar het platteland, want in de steden heeft het Zeeuwsche volk er ook zijn recht van spreken in de vierschaar verloren en stond het onder dat opzicht achter de bewoners der mindere plaatsen, waar de rechten der menigte niet ten voordeele van enkelen verbeurd waren. Maar daarentegen moet ook gezegd zijn dat in menige gemeente de wethouders onmiddellijk door het volk, meer bepaald door en uit de buren, gekozen werden, gelijk genoegzaam blijkt uit de charters van Kennemerland (1322), Stavoren (1292) en Texel (1367)[1]. Ook alzoo te Medemblik (1346), welker keure bepaalt : « Wij hebben
» hem (*hun*) gegeven dat de bueren uit elcke ambacht schepenen
» kiesen sullen alst sede en gewoonte es ende plach te wesene[2]. »

In Frankrijk was men over 't algemeen nog verder. Hadden de noordelijke gewesten van dat rijk den invloed onderstaan van de aangrenzende graafschappen Vlaanderen en Henegouw, verderop bleef men nog langen tijd van een schependom beroofd. Nog onder Lodewijk XIII moesten daar schepenencolleges ingericht worden « pour éviter la négligence et le retardement de plusieurs
» affaires concernant le service (du roi), lesquelles ne pourraient
» si promptement s'expédier dans une multitude difficile à convo-
» quer, ni avec le secret requis en pareil cas, comme par un corps
» particulier de consuls et de gouverneurs entièrement fidèles[3]. »

[1] Van Mieris, II, 299. — I, 545. — III, 215.

[2] *Idem*, II, 723.

[3] Arrêt du Conseil de Juillet 1618. — A. Babeau, *La Ville sous l'ancien régime*, 105-106. — Zelfs in eene plaats van Fransch-Vlaanderen, te Robaais, werd het schependom maar den 1 October 1414 ingevoerd, krachtens eene charter van Jan van Burgondië (7e *Reg. des chartes des comtes*, 92, Noorder-departement te Rijsel). — « Jusqu'alors il n'y avait à Roubaix que des juges cottiers, laboureurs et simples gens qui avaient à juger toutes les causes civiles. Un tel corps judiciaire devenant insuffisant et tout à fait au-dessous de sa mission, Jean, duc de Bourgogne, permit au seigneur de Roubaix de le remplacer par sept échevins. » (Th. Leuridan, *Histoire des institutions communales de la ville de Roubaix*. Roubaix, 1863.)

— Overigens er blijkt uit eenen brief van den kanselier d'Aguesseau, gedagteekend van 9 November 1769, dat het recht van de gelijken der betichten om in de vierscharen of leenhoven tusschen te komen, in Artois maar bij arrest van 2 November 1710 werd afgeschaft.

Ondertusschen werd de grootheid der Belgische gemeenten door de vorsten voortdurend met leede oogen beschouwd, en deze gingen voort, op de oogenblikken dat de omstandigheden hun gunstig schenen, eene schendende hand te slaan aan onze vrije instellingen, om de macht der schepenen en bijgevolg van het volk te verminderen. Dit geschiedde vooral door de hertogen van Burgondië en wel reeds door den eersten graaf van Vlaanderen uit die reeks, Philip den Stoute. Deze richtte in 1385 eenen raad van finantiën en van justitie in, de *Audientie* geheeten, aldus de twee belangrijkste takken van het schepenenbestuur onderwerpende aan een bestendig toezicht en den grondslag leggende van de centralisatie, die weldra de vrijheid en 't onafhankelijk bestaan der gemeenten te niet zou doen.

De Vlamingen, naijverig op hunne privileges, verzetteden zich op krachtdadige wijze tegen de nieuwe instelling : Gent, Brugge en IJper weigerden zich er aan te onderwerpen. Philip de Stoute, die den koning van Frankrijk de wet had gesteld, wist met de Vlamingen geenen weg en zijn opvolger Jan zonder Vrees geraakte weinig verder. 't Was Philip de Goede die, de politiek zijner voorzaten stipt volgende en deze nu eens met geslepenheid, dan met geweld doorzettende, den « Raad van Vlaanderen » bepaald vestigde, niettegenstaande de Gentenaren herhaaldelijk de zittingen poogden te beletten. Die raad werd, na eerst te Rijsel en daarna te Oudenaarde gezeteld te hebben, van laatstgenoemde stad naar Gent en opvolgendlijk naar Kortrijk, Dendermonde, IJper, eindelijk weer naar Gent verplaatst. De slag van Gaver, in 1453 door de Gentenaren verloren, besliste voorgoed over de macht en onafhankelijkheid der Vlaamsche gemeenten.

Een tweede slag trof de hoofdstad van Vlaanderen in 1468, toen, na een oproer tegen den vorst, hun gulden privilege van

1301 werd verbeurd. Wel is waar verkreeg de gemeente dit weer onder Maria van Burgondië, in 1477, en bekwam zij tien jaren naderhand eenige nieuwe voorrechten -- maar in dien tusschentijd ontstond er tegen de volksklas eene terugwerking, welke zelfs niet altijd in de wettelijkheid bleef.

Een laatste straal van hoop schemerde in Vlaanderen gedurende de laatste jaren der XVe eeuw. Gent, Brugge en IJper zagen met spijt en angst voor de toekomst hoe overal de regeeringen er op uit waren om « hoocheden, dominaciën, singuliere baten ende » prouffijten (te) practiseren; » hoe zij « vinden voetsele ende » middelen omme andere, die gherne jn haerlieder dueghdelic » ende rechtverdich leven bliven ende persiveren... te bedervene ende te nieuten te bringhene, ter gheelder destructie, » desolacie ende ruine van der steden ende andere plaetsen... » Daarom staken de schepenen der drie genoemde gemeenten de hoofden bijeen en sloten in 1482 een verbond namens het geheele land, in aanmerking nemende « de groote exactiën, tassementen » ende vele andere diverssche quaetheden ende violenciën...... zo » dat bij den dissimulaciën, faulten ende ghedooghen van den » regiciers oft emmere bij haerlieder flaumoedicheden ende cleen » besorghsaemhde voor tghemeen volc niet ronckende up tghemeen orboor, paix, minne ende concordie te vredene, maer » elken te laten suppediterne ende jn dolinghen, keytivicheden, » aermoeden ende miserien te houdene, altijts te haerlieder wasdomme ende particuliere baten [1]..... »

Dit verbond (zegt GILLIODTS) misschien de stoutmoedigste verklaring welke de middeleeuwen over de vrijheid en het recht der volken hebben afgelegd, bleek evenwel niet bestand te wezen tegen de arglistigheid en de macht der vorsten. Die fiere verklaring was, eilaas! geen triomfkreet, maar eenvoudig de zwanenzang der vrijheid in 't zinkende Vlaanderen....

Twee jaren te voren was te Antwerpen de kleine burgerij tot het schependom opgeklommen terwijl de Vlaamsche en Brabant-

[1] Oorkonde in 't archief der stad Brugge. — GILLIODTS, *Inventaire*, VI, ann. 1482 (bl. 219).

sche gemeenten in verval geraakten. Bij hunne blijde inkomst te dier stede hadden Maximiliaan en Maria van Burgondië moeten bewilligen, dat de helft der schepenen uit de ambachten zou gekozen worden. Dit was echter ook slechts een kortsbondige zegepraal; in 1486 geraakte het bewind van Antwerpen weer geheel in handen der poorters, en zulks, verklaart de desbetreffende charter van Philip den Schoone, met toestemming van de ambachten.... Aan deze laatste bevestiging valt het moeilijk, geloof te hechten, tenzij men de verklaring had afgeperst.... het zwaard op de keel.

Karel V zette het werk der Burgondiërs onbezweken voort. Gent, tegen hem voor 't behoud harer rechten en privileges opgestaan, ondervond eene waarlijk ongenadige behandeling vanwege haren zoon, die den doodslag toebracht aan de grootheid der beroemde gemeente, maar in omstandigheden, harer waardig: om de stad der Artevelden ten onder te brengen moest hij de keur van Spanje's krijgers en de macht der Duitsche monarchie tegen haar doen oprukken!

Wat Karel V deed tegen Gent, voerde hij ook uit tegen andere steden, met het doel hunne macht te knotten. Te Doornik, o. a., deed hij in 1521 het college der neringdekens te niet, met het eeuwenoude recht om door drie honderd ingezetenen de wethouders te doen kiezen. Voortaan zou hij dat zelf wel doen door zijne commissarissen.... De voorwendsels, welke Karel V bijeenzocht om den maatregel eenen schijn van noodzakelijheid te geven, verraden zijn voorgevoel dat het volk van Doornik hem dien aanslag tegen het palladium hunner vrijheid nooit zouden vergeven hebben. De keizer beweerde namelijk dat het kiesstelsel te Doornik « était de grande charge et dommageux aux bourgeois, » inzonderheid aan de leden der neringen, die, eenmaal tot proost, gezwoorne, meier of schepene gekozen, hun werk veronachtzaamden en hunne familie zonder bestaanmiddelen lieten. De keizers (verklaarde de keizer verder) « en abusant dudit privilége,
» selon lequel, à le sainement entendre, ils devoient eslire les
» plus notables, vertueux, saiges, puissants, riches et expérimen-
» tez bourgeois de la cité, pour estre de la loy, y avoient souvent

» et pour la plupart advancé et pourveu simples gens de mestiers, » et à le fois, aux principaux offices de judicature dicelle cité, gens » non scachans lire ne escrire [1]... » — Waarom, indien er waarlijk misbruiken bestonden, deze niet door een wijs besluit onmogelijk gemaakt en 't recht des volks gaaf en ongeschonden gelaten?

Wij moeten het evenwel erkennen : 't waren de vorsten niet alleen, die den minderen stand minachting en wantrouwen betoonden. In het Vrije van Brugge, ten jare 1437 ingericht tot kastelnij als evenwicht tegen de drie groote Vlaamsche gemeenten, was de terugwerking vooral opmerkelijk. Dáar was nog veel overgebleven van het egoïsme, dat de eerste middeleeuwsche rechters kenmerkte; althans men ijverde er nog tot uitsluiting der « particuliers gens mécanicques » en tot zuivering van het schepenenkorps « pour la conservation des inveterez droix et possessions » der wethouders. Het college van 't Vrije besluit den 23 Juli 1511 zich te verzetten tegen de benoeming, tot schepene, van Lodewijk Lemaire « omme dieswille dat hij de Vlaemsche » tale niet en can, ooc mede dat hij es ende ghezin heift een » ambachts man te Brugghe, apotecaris, stellende clisterien, ende » andre zaken doende, den ambachte aengaende, dat vile ghe- » weercken ende officien zijn [2]... » Het college van 't Vrije deed pogingen bij de regeering om te verkrijgen dat het schependom aldaar uitsluitelijk zijn zou voor « mannen van eere, vrijlaeten, aldaer wonachtich, bekent ende ghegoedt [3] » en deze strekking bleef daar heerschen tot de opheffing des feodalen beheers, hoewel in de XVIIe eeuw de kring, binnen welken de magistraten van 't Vrije te kiezen waren, moest verwijd worden... Dan was 't genoeg achttien gemeten land in eigendom te bezitten, maar de schepenen vroegen aan de regeering in 1620 dat die achttien gemeten minstens eene waarde zouden hebben van 1,800 gulden en dat de schepene die minstens drie jaren na zijne benoeming moest behouden. Daarom was de aristocratische zin in 't Vrije

[1] Charter in 't archief der stad Doornik.
[2] Doss. n^{r} 4276. Staatsarchief te Brugge.
[3] *Ferie van 't Vrije*, 1510-1515, 79 v.

niet geminderd, immers nog in 1771 werd daar de adel gezegd te zijn « une des premières qualités requises pour se mettre sur les rangs [1]. »

Het moet evenwel gezegd zijn : het volk was weleens de schuld der minachting, welke op hem drukte. Leo de Meyere, een Antwerpsch dichter van de tweede helft der XVIe eeuw, stelt ons de wethouders zijner stad voor als mannen van klein bezit, kleinen moed en klein begrip, en de ambachters schijnen ook elders de beste wethouders niet geweest te zijn. Te Troyes bekloeg men zich in 1659 over het misbruik, dat men daar de stem gaf « aux » personnes mécaniques et de basse condition, » dewijl (zegde men) « les gens de la lie du peuple se laissent corrompre par brigue » et par argent. » Dezelfde grieven hooren wij uit den mond der kooplieden van Troyes eene eeuw later. Toen verzekerden deze, van de handwerkers sprekende, « combien ils sont ordinaire» ment peu propres à la conduite des affaires, incapables de les » discuter par eux-mêmes [2]. » Ook was men in Frankrijk genoodzaakt den invloed van het meerdere getal te beperken. Te Soissons verbood men in 1750 werklieden te kiezen, die geen 40 pond betaalden aan belasting en hoofdgeld; het edict van 1766 ging nog verder door verschillige klassen van verkiesbaren te maken en door den afgevaardigden der neringen maar 't recht te geven een beperkt getal notabelen te kiezen.

Onderwijl had de centralisatie in ons land rappe vorderingen gedaan, dank aan de onbestendigheid van het staatkundig beheer gedurende de twee laatste eeuwen, en ook aan de verzwakking der karakters, waardoor de noodlottige strekking paal noch perk werd gesteld. En toch ging het onder dit opzicht beter dan in Frankrijk, waar een edict van Lodewijk XIV (27 Augustus 1672) het office instelde van meier en bijzitter voor elke stad en dorp. Deze ambtenaren hingen uitsluitelijk af van den vorst, wat het edict genoeg te beduiden geeft : « un nostre conseiller-maire de » la ville et communauté, » waardoor de gemeenten 't recht ver-

[1] Doss. nr 5328. Staatsarchief te Brugge.
[2] Babeau, *La Ville sous l'ancien régime*, 56.

loren van zelven hunnen meier te kiezen. Wel is waar kon men tegen klinkende penningen zich van 't office vrij maken, maar dit gebeurde weinig, hetzij men aanvankelijk de grootheid van het verlies niet besefte, hetzij de schatkisten uitgeput waren.

De toestand verergerde nog in 1706 toen Lodewijk XIV, geld noodig hebbende voor zijne oorlogen, bedoelde offices verkocht en alzoo den gemeenten vreemde meesters gaf of althans lieden, die alleen met geldelijke belangen aan 't bestuur kwamen. Ook dat was niet bestendig : wilde de regeering de genegenheid des volks terugwinnen, men vergunde hem weer het kiesrecht, maar niet zoodra was de schatkist ledig, of de ambten werden te gelde gemaakt. Zóo sukkelde men voort tot het tijdstip der Omwenteling, wanneer de Fransche steden schier niet meer wisten wat onafhankelijkheid was — enkele uitgezonderd, die rijk en vrijgevig genoeg waren geweest om herhaaldelijk het recht der benoeming hunner magistraten met groote sommen af te koopen.

Het voorbeeld van Frankrijk was noodlottig aan België. Ook hier schijnt de regeering tot doel gehad te hebben de gemeentelijke instellingen ten profijte der schatkist te exploiteeren... Onder Karel VI werd de magistratuur van steden en kastelnijen onderworpen aan de betaling van eenen office-taks, gewoonlijk « koninklijke tiende » geheeten. Bij ordonnantie van 9 December 1727, onderteekend door Maria-Elizabeth, werd de taks vastgesteld voor de magistraten van Gent, Oudenaarde, Dendermonde, Aalst, Oostende, Nieuwpoort, Poperinge, Wervik, Meenen en Doornik, voor de steden en kastelnijen van Kortrijk, Veurne, Brugge en Waasten. Eene andere ordonnantie van 8 Juli 1728 bepaalde de taksen voor Leuven, Brussel, Antwerpen, Namen en Bergen; eene nieuwe, kort nadien, voor Mechelen, terwijl bij verordening van 18 April 1764 een pand of *engagère* werd ingesteld voor de schepenen, aflosbaar door hunne opvolgers. De magistraten der Landen van Waas en Dendermonde, die van 1727 tot 1775 hunne plaats in pand hielden met uitsluiting van verderen last, werden in 1782 ook aan den officetaks onderworpen, echter niet de schepenen van Roermonde en der Luxemburgsche steden, vermits

die voor het leven waren aangesteld. Wie dáar in 't schependom kwam, betaalde den taks bij de ontvangst der aanstellingsbrieven.

De burgemeesters en schepenen der stad Antwerpen, bezit nemende van hun ambt, stortten in de gemeentekas eene zoogeheeten *mediante* of *finantie*, bedragende voor den eersten burgemeester 600 gl., voor den tweeden 200 gl., voor iederen schepene 80 gl.

Ook Maria-Theresia werkte de centralisatie in de hand. 't Schijnt nochtans dat de bemoeiing der regeering met louter gemeentelijke zaken toen eenigszins noodig was geworden. De *Jointe des administrations et des affaires de subsides*, door genoemde vorstin ten jare 1764 ingericht, was gelast met het nazicht der rekeningen, door de schepenen opgemaakt. Dat dit werk inderdaad niet nutteloos was, wordt bewezen door het gebrekkige evenwicht, dat er bestond tusschen de inkomsten en uitgaven van vele plaatsen, die wel de schulden wisten opeen te hoopen, maar niet te delgen, zelfs de jaarlijksche kroozen niet aan te zuiveren. Maar hoe nuttig ook, bracht de *Jointe* eenen harden slag toe aan 't recht der gemeenten : zij handelde rechtstreeks met de regeering, zond commissarissen tot de besturen van steden en provinciën enz.

De laatste dagen en de opheffing van ons aloud gemeentelijk beheer zijn gekend. Bij hunnen eersten inval lieten de Franschen onze instellingen nagenoeg onaangeroerd, maar zij plaatsten er eene nieuwe nevens : de « vergadering der provisoire representanten van het souvereyne volk, » eene dubbele vertegenwoordiging dus. In 1794 kreeg elke gemeente eene *municipaliteit*, die het volgende jaar bepaald werd ingericht en waardoor het schependom als rechterlijk en besturend korps te niet werd gedaan.

III.

Aard en bevoegdheid van het schependom : 1° Rechtspleging. — 2° Bestuur. — 3° Politie en krijgswezen — 4° Onderwijs. — 5° Liefdadigheid. — 6° Bezorging der openbare akten.

Men noemde het schependom doorgaans de *wet*, en de schepenen *wethouders*. Het gebied strekte zich gewoonlijk uit tot zekeren afstand buiten de bemuurde en omwalde stad, namelijk op het deel hetwelk aanvankelijk den naam droeg van *bannum leugæ*, *banni leuca* (waarvan *banlieue*), in de Vlaamschsprekende gewesten doorgaans de *Vrijheid*, *'t Vrije* geheeten. Het gansche gebied duidde men aan onder den naam van *Schependom.*

De omvang was, men verstaat het lichtelijk, niet overal even groot. Te Namen bedroeg die één uur, te beginnen van 't *perron* van St.-Remigius, of honderd bunder in de lengte; later werd die grens nog uitgezet.

Aan sommige steden werd ook hooge rechtsmacht gegeven over gansch de kastelnij, van welke zij de hoofdplaats waren, zooals aan Brugge, tot aan de inrichting van 't Vrije als zelfstandige kastelnij met eene eigene wet, in 1436; aan Gent, de uitgestrektste van alle, vermits tot in 1540 haar rechtsgebied zich uitstrekte over het Land van Waas, de Vier Ambachten, de dorpen van den Oudenburg, de steden Oudenaarde, Aalst, Dendermonde, Geeraardsbergen, Ninove en Kortrijk. De schepenen van Namen hadden sedert onheuglijken tijd jurisdictie over het meeste deel der gemeenten van dat graafschap [1], maar zij geraakten die kwijt in 1491, toen aldaar eene nieuwe wetgeving en een provinciale

[1] Tot die jurisdictie behoorden niet : Védrin en Jambes. Andere plaatsen waren wel onder bestuurlijk opzicht afhankelijk van de stad Namen, maar niet voor rechterlijke zaken, die tot het gebied van bijzondere schependommen behoorden, te weten van Neuve-Ville, St.-Aubin, Notre-Dame, Croisiers en Vocain, binnen of omstreeks Namen. (J. et A. Borgnet, *Cartulaire de la commune de Namur. Introduction*, chap. V.)

raad werd ingericht [1]. De schepenen van Kortrijk oordeelden ook over misdaden en overtredingen, in de kastelnij aldaar gepleegd, welke niet min dan vier steden en twee en zeventig gemeenten bevatte [2].

Natuurlijk kon de uitbreiding van rechtsmacht aan sommige steden maar verleend worden ten nadeele van 't recht van andere, waardoor weleens wanorde en geschillen ontstonden. De vorsten, die zulke privileges verleenden, raadpleegden daarbij niet het belang van justitie of bestuur, maar van hen zelven, gelijk Lodewijk van Crécy, die in 1327 den schepenen van Oudenaarde 't voorrecht verleende « kennis » te nemen van al de overtredingen, welke hunne poorters jegens elkander buiten de stad zouden begaan, hoewel de schepenen van Geeraardsbergen voorzien waren van een privilege, hetwelk daarmede in strijd was [3].

Het waren, in den regel, de machtigste gemeenten — dezulke, van welke de vorst het meeste voordeel mocht verhopen, die de belangrijkste voorrechten verkregen, terwijl daar, waar de vorsten hun gezag of de adel zijn privilege met kracht hadden weten te handhaven, den schepenen ofwel een minder uitgestrekt gebied [4] ofwel eene mindere bevoegdheid gelaten was [5].

Dit verschil van rechtsvermogen en bevoegdheid der gemeentelijke wethouders zullen wij opmerken voor alles, wat met het beheer in betrekking is; wij zullen zien dat niets daarin eenvormig was, niets een karakter van algemeenheid aanbood, maar de gemeentelijke instellingen in een zelfde gewest, ja in eene zelfde kastelnij somtijds zeer van elkander verschilden.

[1] *Ann. du Cercle archéologique de Namur*, VIII, 375. X, 452, 462.

[2] Ook in Frankrijk was dit op te merken. Het magistraat van Castres had rechtsmacht over twaalf gemeenten, dat van Cordes over dertig enz.

[3] D'Oudegherst, II, 375.

[4] Niet in al de Nederlandsche gewesten werd het gerecht door de dorpsschepenen geoefend. In Drenthe, onder andere, bestond er geene bestendige vierschaar. Heerlijke gerechtshoven waren in Gelderen en Overijsel, zelfs nog in onze eeuw, veelvuldig.

[5] Poullet, *Essai sur l'histoire du droit criminel dans l'ancienne principauté de Liége* (Mém. de l'Académie, t. XXXVIII, in-4°).

Oorspronkelijk strekte de bevoegdheid der schepenen zich uit tot alle crimineele en burgerlijke, ter uitzondering van leenroerige en geestelijke zaken [1]; zelfs onderscheidene gevallen, later door den vorst voorbehouden, konden aanvankelijk door de schepenen geoordeeld worden. Edoch, in de gewesten waar de feodaliteit bijzonder diepe wortelen geschoten en zich buitengewoon ontwikkeld had, verkregen de schepenen maar laattijdig het hooge justitievermogen, gelijk te Bergen, waar Jacoba van Beieren den 17 November 1428 aan de schepenen, die tot dan toe enkel bevoegdheid hadden voor politie en bestuur, ook het rechtspreken toestond [2]; en gelijk te Ath, waar de hooge justitie werd uitgeoefend door den kastelein of gouverneur, die in de kastelnij de drie justitiegraden bezat « jugeant de tous cas; » nochtans kon men tegen zijne uitspraak in civiele zaken en « pour certaines causes privilégiées » bij 't souvereine hof van Bergen in beroep gaan. In de Belgische gewesten waren dit nochtans uitzonderingen, en men achtte het hier (gelijk een schrijver voor Holland opmerkt) « de hoofdzuil en de vaste grond van de vrijheid, dat in zake van rechtspleging, zelfs in de ruwste tijden van onkunde, er geene willekeurige macht van oordeelen of vonnissen mogte plaats hebben bij den graaf of bij zijne baljuwen en schouten, of dat hij, die gedaagd wierd, denzelfden persoon tot eigen *aanklager* en *rechter* hadde, maar dat hij kende en goedkeurde degenen, die over hem uitspraak doen moesten... De rechtbanken waren

[1] Geschillen tusschen en over geestelijke personen, aangaande hun eigendom of de door hen aangegane verbintenissen, waren overgelaten aan den bisschop, nadien het geestelijk hof. De wereldlijke rechter had daar niets in te zien. Zóo was door de conciles beslist en hadden de wetten van Theodosius en Alarik, benevens de Merovingische edicten en capitulariën, aangenomen.

Bij het geestelijk hof van Antwerpen had de schepenenbank hare afgevaardigden, in de oude oorkonden *Seynd-* of *sindschepenen* geheeten. Zij hadden tot last aan het geestelijk hof dier stad jaarlijks zeven en twintig koppels, plichtig aan overspel (wel min, maar niet meer) aan te klagen. — KILIAAN geeft op : « sinde, seynde, vetus, synodus. Seynd-schepen, sind-schepen, syn- » dicus, defensor juris publici, civium advocatus et defensor. »

[2] BOUSSU, *Hist. de la ville de Mons ancienne et moderne,* 127-145. — VAN MIERIS, *Groot Charterboek,* IV.

zóo ingericht, en der Franken en Germanen vrijheid bracht mede, dat een misdadiger altijd zijne evenknien of eigen rechters kende en goedkeurde [1]. »

Onder dat opzicht waren de Belgen in oneindig gunstigeren toestand dan hunne buren van Frankrijk. Dáar toch was, over het algemeen, het rechtsoefenen gebleven aan den vorst of den landheer, zoodat weinige steden 't justitievermogen hadden verworven en dan nog maar sedert de instelling der schepenenbanken in de XVe eeuw [2], terwijl een edict van 1566 de burgerlijke justitie ontnam aan al de steden, welke daarvoor geene klinkende penningen over hadden. Hierop maakten uitzondering Fransch-Vlaanderen en Artois, benevens enkele steden van Burgondië, die schier alle de graden van 't gerecht oefenden.

Toch was, reeds op het einde der XIIIe eeuw, het justitievermogen der schepenen in de Belgische gewesten beperkt door de vorsten, die in de keure der groote steden een zeker getal overtredingen en misdaden — meest van politieken aard en met betrekking tot hunnen eigenen persoon, of tot geestelijken en kerken — aanduidden onder de benaming van « voorbehoudene gevallen, » welker kennis den schepenenvierscharen ontnomen en aan de vorstelijke rechters toegeleid werd [3]. Eigenlijk was dit geene nieuwigheid, want reeds in de Frankische capitulariën vindt men overtredingen bepaald, waarvan het oordeel aan de graven was overgelaten [4].

Te Luik had de grootmeier het recht om dieven, brandstichters en moordenaars zonder vonnis te straffen [5]. In de Brabantsche gemeenten waren ook zekere misdrijven, « te vonnisse niet

[1] Kluit, *Historie der Hollandsche Staatsregering*, IV, 139.

[2] Eene der uitzonderingen was St.-Quentin. Aan den meier en de schepenen dier stad werd ten jare 1556 door het Parlement het oefenen van de burgerlijke justitie gehandhaafd.

[3] Zie Wielant, *Antiquit.*, 104. — Warnkoenig, *Flandr. Staats- und Rechtsgeschichte*, III, 356.

[4] Zie o. a. een Capitularium van Lodewijk den Goede, 815.

[5] Raikem, *Discours*, 1847, 13.

en staende » van de schepenen [1]. De keure van Brugge, van 1281, behoudt den graaf van Vlaanderen voor « alle die misdaden, die sullen ghevallen bi nachte, » benevens al de personen, welke in stadsschependom « man doen doden jof minken ende pays of varde breken. » Bij de keure der stad Veurne waren den graaf van Vlaanderen voorbehouden : moord, brandstichting, schending der duinen en versterkte plaatsen, diefstal, roof en kerkbraak, maar in 1500 was er daar maar éene uitzondering gebleven, namelijk de misdaad van gekwetste majesteit.

Buiten de kennis van dit laatste waren te Gent uitgezonderd twee gevallen van ketterij, en te Valensijn de gekweste goddelijke en menschelijke majesteit, benevens de beleedigingen tegen vorstelijke officieren [2].

Uitwijzens de costumen van Lessen (IIIe hoofdstuk, 2^e artikel) was dáar uitgezonderd « ce qui touche les domaines et droits du prince, » en volgens de charter van St.-Omaars, in November 1355 door Jan I verleend, waren te dier stede aan de kennis der schepenen onttrokken : gekwetste majesteit, valsche munt, verbintenissen op de fooren van Champagne, dracht van verbodene wapens en opstand tegen 's konings officieren.

Het justitievermogen der schepenen kon wel beperkt, echter niet geloochend worden, wat dan ook in onze gewesten niet geschied is. 't Was het kostelijkste privilege onzer vooroudérs, dat niemand vóor eene andere vierschaar gebracht kon worden dan deze der eigene schepenen, en men vergat niet dit te schrijven in de stadskeuren, gelijk in 't privilege der stad Luik van 1198 enz.

Maar de schepenen waren geene oppermachtige, uitsluitelijke rechters : slechts in den eersten tijd van de instelling was hunne vondenis (*vondenesse, vonnesse*) zonder beroep. Te Luik zien wij

[1] POULLET, *Hist. du droit pénal dans l'ancien duché de Brabant*, 123.

[2] *Coutumes de Valenciennes*, 1er art. Het justitievermogen der Gentsche schepenen werd in de XVIe eeuw belangrijk uitgebreid : in 1545 met de kennis der zaken nopens de dubbele majesteit; in 1548 met de quaestiën betrekkelijk privileges; in 1568 met gevallen van ketterij (Register *B*, 225; *M*, 214 en 30; *JJ*, 7^v. — Stadsarchief).

reeds in de XIIIe eeuw den officiaal des bisdoms optreden als de vertegenwoordiger des prinsen, voor alles wat de handhaving des traditioneelen rechts in het vorstendom betrof. De synodale statuten van 1288 (xviiie titel, nº 9) gaven hem 't recht om tegen de schepenen te handelen, die deze statuten zouden overtreden; anderzijds, wanneer eene partij zich door een vonnis, tegen de costumen uitgesproken, gekrenkt gevoelde, mocht zij bij den officiaal in beroep gaan [1]. Overigens de vorstelijke officier, bij elke schepenenbank aangesteld, was toegerust met de behoorlijke macht om het recht der regeering en hare belangen in alles voor te staan.

Het volk was ook gewaarborgd tegen rechtsweigering van den kant der schepenen, gelijk wij verder zien zullen waar wij spreken van de straffen voor nalatige of schuldige wethouders. Maar ook het rechtsweigeren van den vorstelijken officier was voorzien, wat evenzeer noodig was, aangezien zonder diens maning het geding geene plaats kon hebben. Vergat een officier zijnen plicht tot zóo verre dat hij ontrouw werd aan den eed, dien hij gezworen had om de keure te eerbiedigen en iedereen recht te verschaffen, in zulk geval mochten de schepenen ook hem recht weigeren en hunne zittingen opschorsen totdat de ontzeide maning gedaan was. Dit lag (zegt Kempeneers) in den aard der zake : immers naar de Duitsche herkomste waren de plichten van overheid en van volk wederkeerig [2]. Duidelijk staat dit recht der schepenen uitgedrukt in verschillige keuren der XIIIe eeuw, bepaaldelijk in die van Eekloo, Kaprijk, de Vier Ambachten, 't Land van Waas, Sleidinge en Desteldonk, in welke laatste men leest : « Bailliu es sculdich niemant te eisserne voor wien dat hijt scependom ontseicht, toter wilen dat hijt doe beteren [3]. » Dit beginsel komt wel niet voor in al de keuren der groote Vlaamsche gemeenten, maar hoogst waarschijnlijk was dit toen in Vlaanderen en Brabant het algemeene recht; immers de sententie der schepenen

[1] Warnkœnig, *Documents inédits relatifs à l'histoire des XXXIX.*
[2] Kempeneers, *De oude Vrijheid Montenaken*, II, 75.
[3] De Potter en Broeckaert, *Geschiedenis van Desteldonk.*

van St.-Omaars, in 1290 ter zake der XXXIX van Gent uitgesproken, geeft genoeg te verstaan dat het zóo was, waar zij, sprekende van 't geval dat de officier in gebreke zou blijven om de schepenen te manen, zegt, dat deze gemachtigd zijn « à » partir de la maison des eskevins, sans meffaict, » na evenwel gewacht te hebben « duskes a noune, » terwijl het Antwerpsch privilege van 21 Februari 1290 (o. s.) zegt dat in alle zaken, welke ter uitsprake stonden van de schepenen, de ingezetenen naarvolgens dezer uitsprake moesten behandeld worden; dat, wanneer de schout, door twee schepenen gemaand, weigeren zou het gegeven vonnis ten uitvoer te brengen, de burgers zich daarover schriftelijk mochten beklagen aan den hertog, en, werd door dezen noch door zijnen officier het onrecht hersteld, de schepenen dan niet langer verplicht waren de vierschaar te spannen [1].

De justitie geoefend wordende in name van den vorst, moest ook deze gewapend zijn tegen den officier, die zou weigeren de schepenen gelegenheid te geven van recht te spreken. De Gentsche keure van 1296 schrijft den vorst in zulk geval voor, den plichtige af te stellen, en ontkent hem zelfs het recht om hem nadien weder tot dezelfde bediening te benoemen.

Maar een derde geval kon zich voordoen : de vorst zelf kon onrecht plegen of het onrecht ongestraft laten? In zulke omstandigheid mochten de schepenen zelven, met den meier of anderen schepenenmeester, de justitie haren loop geven. Twee voorbeelden hiervan :

Ten jare 1191 gaf Jacob, heer van Landrecies, aan die plaats eene keure, waarin men leest dat de erfmeier verplicht was justitie te oefenen volgens het oordeel der schepenen en gezwoornen; maar weigerde of verwaarloosde hij dit, de eischer mocht zich bij den proost der burgers beklagen en deze, na de weigering

[1] *Codex diplomaticus* der kroniek van Jan de Klerck, I, 677. — Met deze oorkonde staan in verband de charters van Leuven en Leeuw, van 21 en 29 Sept. 1290.

des meiers vastgesteld te hebben, moest dan met de schepenen en gezwoornen oordeel vellen [1].

Het kapittel der stad Dowaai had in 1265 met de gravin van Vlaanderen een geschil, hetwelk door eenige scheidsrechters werd bijgelegd, onder andere met deze bepaling: Doet de graaf van Vlaanderen eenig ongelijk aan de kapittelkerk, of verwaarloost hij, wanneer 't noodig is, haar te verdedigen, daartoe opgeëischt zijnde, dan mag het kapittel de vierschaar doen spannen door meier en schepenen [2].

[1] « In nomine sancte et individue Trinitatis. Ego Jacobus dominus de Landrecies filius magni Jacobi domini de Avesnis etc. . . . .

« Statutum est etiam quod omnes clamores ville tam Burgensium quam extraneorum ante majorem hereditarium venient de quibuscumque fuerint negotiis, et ipse de singulis suum consilium aut judicium scabinorum et juratorum plenitudinem justicie exhibere debet et partem solitam in legibus cum domino percipere et pro singulis clamoribus summam denariorum ab antiquo constitutam habere quum et ipsi jus suum conservari dignum fuit quod si ipse major alicui clamanti jus facere negaverit aut neglexerit et clamans de homnibus pacis duos testes habuerit ad prefectum Burgensium coram illis testibus se clamabit, et postquam prefecto de predicta majoris negligentia per testes de hominibus pacis constituerit statim ei justiciam per scabinos et juratos exhibebit et quicquid juris in illa causa pro justicia facienda major habere debebat ipse prefectus tunc habebit. » . .

(Rekenkamer te Rijsel, 2e *Cartulaire du Hainaut*, nº 161.)

[2] « Sachent tout chil ki sont et ki a venir sont ke des debas et des contens ki ont estei entre noble home et poissant Guion, comte de Flandres et marchis de Namur d'une part, et honérables homes les provos, les doiiens et les capitles de le église Nostre Dame et de Saint Géri, les abbés et les couvens de Saint Aubiert et de Saint Sépucre de Cambray d'autre part etc. . . . .

« et quant li cuens seroit requis et soumeis de faire amender le priure et en fourmes ensi ke deseure est dit se il le contredisoit u estoit négligens de faire amender ledite injure dedens sis mois apriès le requeste des églises devant dites en chest cas les églises poroient retenir le gavene duskes adont ke satisfactions en seroit faite sauve che ke se li cuens disoit de bouche u par ses lettres pendans se sensoit dedens les sis mois devant dis à le église Nostre Dame de Cambray et desist en cheste manière je en ai fait men loial pooir et plus je n'en ai pevu faire il d'avoir fait sen pooir et dou nompooir devant dit seroit creus sour le sairement kil a fait autre fois as églises cause ramiable dou nompooir mise avant ne a plus on ne leur poroit mener pour tans passet. Et nompooir quart il prometteront en apriés de faire ent encore sen loial

Dergelijke gevallen kwamen nochtans maar zelden voor, dank vooral aan eene waarborg tegen de partijdigheid der vorstelijke officieren, alsmede tegen den geslachtsinvloed, namelijk door middel der bepaling, dat noch de baljuw, noch de onderbaljuw, noch de gezworen sergeanten van den vorst mochten geboortig zijn van de stad, waar zij hun ambt of dienst uitoefenden. Wij vinden dat meest aangestipt voor Vlaanderen, de eerste maal in de charter van Fernand van Portugal voor de stad Gent (April 1228) en dit privilege (zeggen Warnkoenig en Gheldolf [1]) schijnt opvolgendlijk aan al de andere Vlaamsche steden vergund te zijn.

De schepenen waren niet zonder verantwoordelijkheid. Aan den graaf van Vlaanderen kwam het recht toe om hen te straffen wegens valsch vonnis.

Zij lieten zich niet in met leenroerige zaken, en dit is zeer natuurlijk, dewijl eenieder het recht had van geoordeeld te worden door zijne gelijken, een beginsel dat in 't bijzonder geldig moest zijn voor den leenman : « *Nemo debet respondere nisi suo pari.* » Men vindt dat beginsel uitgedrukt in de oudste wetten : het *Speculum Saxonicum* ontwikkelt het volgender wijze : « Ban- » nitus (*de gedaagde*) id est dignus officio scabinorum, licite

pooir u par bouche u par lettre ensi com deseure est dit. Et che le excusation faite se li injure n'estoit amendée dedens autres six mois duskes a dont ke li injure seroit amendée. Et est a savoir ke se il avenoit ke dedens les sis mois deseure dis li cuens n'amendoit le injure u ne se excusoit ensi ke dit est. Et les églises mésissent le main au gavène par le défaute le comte kil ne l'amendast ne se escusast ensi com dit est et les églises retenissent le gavène un an puis ke eles i aroient mis le main par le défaute dou conte puis l'an passet li cuens ne poroit faire les fruis siens de cheli anée ne des autres ensiuans apriés en tele manière tant ke il seroit en le défaute d'amender u de escuser ensi com deseure est dit. » . . .

« Nous par commun acort avons fait ches présentes lettres saielee de nos saiaus ki furent faites et données en l'an de grasce mil deus cens quatrevins et dis, le juesdi après le Annuntiation Nostre Dame el mois de march. »

(Rekenkamer te Rijsel, n° 3229, inventaris van Godefroy. Oorspronkelijk stuk op perkament.)

[1] *Histoire de la ville de Gand*, 87.

» quemquam sententiare potest; ipse autem a nullo, ubi *vitam* » *vel hereditatem attigeret;* sed dumtaxat *a suis æqualibus* sen- » tentias aut eorum increpationes patitur. »

Het komt insgelijks voor in de oudste keuren van het graafschap Vlaanderen. In die van 't Brugsche Vrije, 1190, staat : « *Quilibet debet respondere suo pari.* » In eene charter van Jan, graaf van Henegouw en Holland (1505) leest men : « metten wel- » gheboren mannen sal men welgheboren mannen verwinnen, » ende een huysman sal men verwinnen met een huysman [1]. »

Uit dit beginsel vloeide voort dat in geschillen tusschen den vorst en de schepenen aanvankelijk de schepenen eener andere stad geroepen werden om daar uitspraak over te doen, gelijk ten jare 1290 geschiedde toen de wethouders van St.-Omaars optraden als scheidsrechters tusschen graaf Gwijde van Dampierre en het magistraat van Gent; in 1309, wanneer het Land van Waas jegens den Graaf van Vlaanderen misdaan hebbende, twee schepenen van IJper en twee van Brugge werden benoemd om onderzoek te doen; en in 1521, bij een geschil tusschen den hertog van Brabant en de stad Leuven, welks beslechting werd opgedragen aan de schepenen van Brussel, Antwerpen, Mechelen, Tienen en Leeuw (*Léau*) [2]. De schepenen van Antwerpen deden, tot aan de oprichting van den Raad van Vlaanderen, uitspraak in de gevallen van valsch vonnis door de schepenen der stad Dendermonde.

Maar hadden de stadsschepenen doorgaans rechtsmacht buiten hunne gemeente, daarbinnen evenwel stonden niet alle ingezetene overal onder één en hetzelfde magistraat. In de voorsteden van Atrecht werden ten jare 1259 door den graaf van Artois al de bewoners van gronden, welke toehoorden aan de abdij van St.-Vaast, onder een bijzonder schependom gesteld. Te IJper had men, naast het stadsmagistraat, eene schepenenvierschaar voor « 't graafschap van St.-Marten, » bij charter van 6 Mei 1124 toe-

[1] Balen, *Dordrecht,* 16. — Alkemade, *Kamprecht,* 4e en 9e kap.

[2] *Codex diplomaticus* der kroniek van Jan de Klerck, I, 763.

gekend aan den proost en 't kapittel [1]. Brugge had verschillige heerlijkheden met afzonderlijke schepenenbanken, zooals die van St.-Donaaskerk enz. In Leuven treffen wij eene bevoorrechte klasse van ingezetenen aan, de *St.-Pieters-* of *Petermannen*, die ook hunne eigene vierschaar hadden [2], terwijl in Brussel eene gansche wijk (het klooster van Jericho met zijne afhankelijkheden) ook eigene rechters bezat. De stad Gent had verschillige heerlijkheden met bijzondere schepenenbanken, waaronder die van St.-Pieters- en St.-Baafsabdij de voornaamste waren. In Doornik vond men twee onderscheidene schepenenbanken : die van St.-Brixius en van den Broel (*Bruille*). Drie gehuchten van de stad Lier, den « bijvang » geheeten, stonden mede, voor zekere gevallen, niet onder 't rechtsgezag der stadsschepenen. — « Voor zekere gevallen, » zeggen wij, en inderdaad, de meeste kleine heerlijkheden, in de steden geënclaveerd, hadden maar grondrecht en vermogen tot het uitspreken van geringe boeten.

Iets bijzonders vinden wij te Luik. Hier had in 1107 keizer Hendrik IV niet alleen de leden des kapittels, maar ook hunne officieren, beneficc-genieters en dienstlieden, benevens de officieren zijner heerlijkheden, aan het rechtsgedrag der gemeentelijke vierschaar onttrokken, waaruit nu en dan groote moeilijkheden tusschen de beide machten plaats hadden. Dit was, overigens, het geval in alle plaatsen, waar verschillige schepenencolleges recht oefenden; immers gelijk de vorsten en landheeren, streefden de wethouders van gemeenten en heerlijkheden er gedurig naar om hun gebied en macht uit te breiden, en begingen hunne officieren misbruiken van gezag, waartegen de benadeeligde partij telkens protest aanteekende en eene hoogere vierschaar over de « nieuwichede in rechte » liet uitspraak doen. Hoe lichtelijk er geschilpunten konden ontstaan zal blijken uit éen voorbeeld. De abten der St.-Pieters- en St.-Baafsabdij te Gent bezaten drie gra-

[1] Warnkoenig en Gheldolf, *Histoire de la ville d'Ypres*, 85.

[2] Deze bevoorrechte rechtbank bestond sedert de XV[e] eeuw. Zij zetelde schier bestendig en was samengesteld uit magistraten, die geen bedrijf uitoefenden of gedaan hadden. Al de St.-Pietersmannen, van welken stand ook en beticht van misdaad, konden zich door die rechters laten oordeelen mits daartoe bij den aanvang des gedings de vraag te doen.

den van rechtsmacht en hun gebied strekte zich uit op een vrij aanzienlijk deel der stad. Er moest maar een nieuwe baljuw of gerechtsdienaar benoemd of eene aanhouding of een onderzoek gedaan zijn buiten 't gebied, waarvoor die ambtenaar of bediende was aangesteld, om stoffe te hebben voor een proces. En te Gent was daartoe schier elken dag gelegenheid, aangezien vooral de prelaat der St.-Pietersabdij niet alleen gezag had over 't kwartier van St.-Pieters (*St.-Pieters nevens Gent*, zooals men zegde), maar zelfs over een deel der stad binnen wal « *souvereyn lantheere* » was erkend door de schepenen van der keure bij akte van 22 October 1421. Op het gebied van genoemden abt hadden de Costumen van Gent geene kracht, hoewel volgens de keure van 1297 de politieverordeningen, door de stadsschepenen afgekondigd, ook op St.-Pieters en in St.-Baafstede dienden in acht genomen te worden [1].

Zekere leenhoven oordeelden ook over crimineele zaken. In feite waren dat wezenlijke schepenenbanken geworden, met dit onderscheid dat men, om daar te kunnen zetelen, een van 't leenhof afhangend goed bezitten moest.

Te Brussel was een *Woud-* of *Boschgerecht*, voor al de overtredingen in de bosschen ontrent die stad. Deze bank had eenen voorzitter en stedehouder met zeven rechtsgeleerden, benoemd door den vorst met tusschenkomst van den woudmeester of van den ontvanger des domeins. Voorts was er in iedere voorname stad van Brabant een consistorie van *leenmannen van den hoorn*, wier taak het was de overtredingen op de jacht en de visscherij te oordeelen.

In vele dorpen was mede het bestaan van verschillige schepenenbanken waar te nemen; immers ook daar had elke heerlijkheid hare vierschaar, weinige nochtans, buiten de dorps- of vorstelijke heerlijkheid, met de drie justitiegraden. Bij voorbeeld te Hakendover had men, buiten 't gemeenteschependom : 't hof van Brussel, 't hof van den Zavel, 't hof van Boekhout, van 't kapittel,

[1] In de XVIe en XVIIe eeuw werd het gezag der Gentsche schepenen op St.-Pietersheerlijkheid merkelijk uitgebreid. — Zie het *Placcaetboeck van Vlaenderen*, III, 279-281.

van de abdij geheeten Vrouwenpark, van de kerk enz. — Te Lembeek (Brabant) bestonden, buiten de dorpsheerlijkheid, de heerlijkheden van ter Meren, Hondzocht, Pergat, Malheide of Montignie, Waaienberg, de Burcht, Rauwe- of Oudermolen en van der Aa. — Uit zulke voorbeelden leidt men gemakkelijk af dat, waar er sprake is van een schependom, men niet altijd en voor alle zaken te denken heeft aan eene « gemeente; » maar ook, dat ieder lid der gemeente stellig onder eenig schependom behoort.

De schepenen vervolgden niet; de zorg daarover kwam toe aan den vorstelijken officier; zij waren enkel rechters en hadden als zoodanig eene bloot lijdelijke rol. Zij hoorden in stilte de partijen, onderzochten de eischen, ontvingen verslag der experten, hoorden 't advies van den officier (drossaard, baljuw, schout, meier of ambtman [1]), als openbaar ministerie, op de toepasbaarheid der wet in het voorhandige geval, en spraken ten laatste het vonnis uit.

De leiding der debatten behoorde derhalve tot de bevoegdheid van den vorstelijken ambtenaar, die vooreerst de gebruikelijke formuul der maning uitsprak, de getuigen ondervroeg, het woord gaf aan de partijen en hunnen « taalman » (verdediger), de uitspraak van het vonnis eischte en dit uitvoerde wanneer het geding tot de crimineele zaken behoorde [2]. In burgerlijke quaes-

[1] De naam diens ambtenaars verschilde volgens plaats en aard der jurisdictie. Hij verving bij de schepenen de *missi dominici*. In Brabant vond men *drossaards, schouten* en *baljuws*, in Vlaanderen en in verscheidene plaatsen van 't prins-bisdom van Luik waren 't meest baljuws, ter uitzondering van het Brugsche en 't Veurnsche, waar men eenen *krikhouder* aantrof. De vorstelijke officier van Franchimont heette *gouverneur;* die van Herstal *hooge drossaard;* te Luik en Maastricht *grootmeier,* te Revogne *proost.* De stedehouders dier ambtenaren droegen dezes titel, met het voorvoegsel: *luitenant,* dus *luitenant-baljuw, luitenant-schout* enz.

[2] Om deze reden schreef de prins-bisschop van Luik in de wet, geheeten *Lettre aux articles* (15 November 1361) :

« Item comme à nos dis esquevins de Liége apartengne *soilement à dire loy,* quant sommons et requis en sont par notre mayeur, ou en recargement de cheaux qui vienent prendre chief à eauz et se conseilhe, et le *exécution et command* apartengne à notre mayeur et nient auz dis esquevins... »

tiën geschiedde de uitvoering van 't gewijsde door den officier en de schepenen samen, aan welke laatste aldus een deel der uitvoerende rechtsmacht toekwam. Zoo lang het onderzoek duurde werd de betichte in de ammanij of meierij, burgerlijke gevangenis, bewaakt; maar van zoohaast hij veroordeeld was tot eene lijfstraf, werd hij op last van den drossaard, schout of baljuw naar het vorstelijk gevang gebracht, waar het vonnis zijne uitvoering bekwam. — In de weinige steden onzes lands, die in leenroerigheid stonden, werd de taak des officiers vervuld namens den feodalen gebieder.

De gerechtsofficier was derhalve een man van groot gezag en invloed, die de macht der gemeentelijke wethouders in evenwicht hield en die soms, om meerdere gunst van zijnen meester te verwerven, het recht der gemeente zocht te kortwieken. Maar tegen zijn misbruik van gezag of weigering om den gewonen loop der vierschaar te beletten was een schild en borstweer, gelijk wij reeds weten.

Zoolang de schepenen maar te oordeelen hadden volgens keure en costumen (namelijk van de X^e^ tot de XVIe eeuw) hadden zij niet veel rechtskundige kennissen noodig : van wetten en andere geleerdheid hadden zij weinig te weten, maar toen het Romeinsch recht, meerdere geschrevene wetten hier ingevoerd werden en het vonnis daarnaar geregeld moest worden, was ook meerdere kennis eene vereischte. Daar nu evenwel de schepenen, meest uit den adel of handelsstand genomen, doorgaans geene rechtsgeleerde studiën gedaan hadden, zoo moest het hun zeer dikwijls moeilijk vallen om buitengewone of ingewikkelde quaestiën op te lossen. Wel mochten zij « heur versterckenisse » nemen, dat is, hunne collegas, die op de eerste zitting niet ter vierschaar aanwezig waren, bijroepen om de quaestie gezamenlijk te onderzoeken, maar dan nog werden zij het in vele gevallen « noch wijs nochte vroet. » De rechters — wilden zij wezenlijk rechters, oordeelsprekers zijn — waren dus wel verplicht hunne toevlucht te nemen tot eene andere schepenenbank, hetgeen vooral gedaan werd door de plattelandsrechters, bij wie de kennis nog meer

dan bij die der steden ontbreken moest. Dat noemde men : *ten hoofde, naar 't hoofd gaan, hoofdvonnis halen, hoofdraad, hoofdleering, « leeringhe nemen, »* in 't Fransch : « *aller au chief,* » *rencharge, enseignement, rechargement* enz.

Dit gebruik was reeds zeer vroeg, zelfs bij de Germanen, in zwang; immers men vindt in de Frankische wetten rechtskundigen als raadgevers der schepenen aangeduid [1]. Geen wonder derhalve dat dit gebruik overging in onze keuren en het raadvragen hetzij aan steden, hetzij aan rechtsgeleerden, in charters van de XIe, XIIe en XIIIe eeuw dringend wordt aanbevolen. De keure van Boudewijn, graaf van Vlaanderen en Henegouw, in 1068 aan de stad Geeraardsbergen verleend; die van Boudewijn aan de gemeente Haspres, in 1176, gelasten de schepenen dier plaatsen om wederkeerig raad te vragen aan de schepenen van Gent en Valensijn; de keure van 't Brugsche Vrije, door Philip van den Elzas gegeven, raadt het ook uitdrukkelijk aan [2], terwijl de dorpsschepenen in het Land van Waas, naarvolgens de keure voor dit gewest (1241), in twijfelachtige zaken moesten ten hoofde gaan bij de zeven hoofdschepenen der kastelnij. De schepenen van de stad Luik waren de wettelijke hoofden van al de mindere wetten des prinsdoms, zoodat HEMRICOURT te recht zeggen mocht : « L'échevinage de Liége chest ly une des estoilles par laqueil là .... citeit » est plus enluminée et authorisée; chest ly fontaine là chescun » prent sens et regiment sans ly amenrir; chest ly candelle là » chescun prent lumier de doctrine, car par ledit chief sont doc- » trinées plus de trois mille cours de hauteurs, sans les cours » jurées et autres basses cours dont il n'est point de nombre [3]. »

Het raadvragen der schepenen vinden wij overal. Breda ging tot de wethouders van Antwerpen, krachtens charter van 1252, en wanneer de schepenen der stad Gent eene moeilijke quaestie op

[1] ..... « Comes vero secum habeat judicem, qui ibi constitutus est judicare, et librum legis. » (*Lex Bajuv.*, 2e titel, c. 14. — Capitul., I, 105.)

[2] ..... « Si officialis comitis monstraverit chartam legis, quidquid in eadem charta ad hoc placitum pertinet, firmum tenebitur. »

[3] *Patron de la Temporaliteit,* 267.

te lossen hadden, haalden zij advies bij den Raad van Vlaanderen volgens een decreet van 20 September 1545 [1].

In sommige plaatsen ging men niet bij andere schepenen of bij eene hoogere vierschaar, maar bij den vorst zelven of dezes officier te rade, gelijk de wethouders van St.-Aubin, wien dit ten jare 1270 door graaf Gwijde, tegen den zin der schepenen van Namen, was opgelegd.

Tot hoeverre ging de werking der schepenen wanneer zij zich verplicht zagen raad te vragen? Het geval moest geheel en al onderhoord worden, en de schepenen sloten daarna de processtukken in eenen zak, die aan den hun aangewezen rechter werd toegestuurd. Deze onderzocht den geheelen bundel, stelde de formuul van het vonnis op en zond dit met het dossier naar de schepenen, door wie hij te werk was gesteld [2]. Het raadvragen geschiedde ten koste van ongelijk.

Begeerden de schepenen een hoofdgewijsde of *rencharge* over een beginsel van recht, zonder onmiddellijke toepassing, dan mochten zij hunnen bode naar de hoofdbank zenden en 't antwoord werd hem schriftelijk meegegeven ; was er evenwel quaestie van een hangend proces, dan waren zij in sommige plaatsen verplicht eenigen hunner af te vaardigen om ten hoofde te gaan [3]. Een der voordeelen, door 't raadvragen verkregen, was dat daardoor, vooral in crimineele rechtspleging, eene gewenschte eenvormigheid werd tot stand gebracht in een zelfde gewest.

Niet overal echter trachtte men de weinige kennis der schepenen te vergoeden door toevoeging van personen, vreemd aan het college, of door eene leering bij andere banken. Alzoo werd in 1406 het getal schepenen der stad Bergen van zeven tot tien verhoogd, omdat er onder de wethouders waren die de zaken niet vroed konden worden of zich liever met hun beroep of han-

[1] *Reg. F. F.*, bl. 89, in 't Stadsarchief van Gent.

[2] *Costumen van Antwerpen*, LXXI, 12. — *Id. van Valensijn*, 221. — *Id. van Bergen*, XVII, 1. — *Id. van Bouillon*, VI, 13. — *Id. van Roermond*, 335, § 3, 1er art.

[3] *Li Paweilhars*, nr 11, 159, 204, 237.

del bezig hielden dan hunnen zin te stellen op justitie en wet[1].

[1] « Guillaume par la grace de Dieu comte pallatin dou Rin, duc de Bavière, comte de Hainau, etc, faisons sçavoir tous que comme Nous soyesmes tenus et de bon volloir desirons à conserver les loix et coutumes estorees et ordonnees pour le pourfit dou comun peuple et ossi que se en ycelles cour et aucunnes delles y besognoit aucun ban a adjouster ou augmenter, nous y devons y être enclin adfin que le comun peuple en puist mieux valloir et que li droit puist y être toujours justement entretenus et warder, et pour tant que a notre connoissance est venu par plusieurs de notre grand Conseil, clercq et autres qu'il y seroit grand besoin et nécessité tant pour l'adreche et délivrance dou bien comun et public comme pour mieux entretrenir et warder les termes de le loi de leskevinage de nos ville de Mons, que en ladicte loi et eskevinage qui etoient gens cheflieu et qui moult de question a ajuger en vist plus grand nombre de personne que il ny ait eut jusqu'alors. Car par ce que on n'en y a eut par usage de mettre que siept plusieurs défaultes de bon jugement y peulvent y être escheux et advenir tant par ce que ly aucun dechiaux qui étoient en led. loi ne le contendoient meut à apprendre si qu'ils étoient de petite connoissance et de rude entendement, si comme par ce que plusieurs en y avoit qui se appliquoient et ensoignoient plus a entendre à leurs besoignes et marchandises que a bien warder les termes de lad. loi et sarment et par ainsi perissoit et pouvoit souvent perir le droit de celli qui avoit le devoir, pourquoi nous, sour tant ce eust avis et chertaine délibération pour pourvoir a esdits deffaultes et amplier et forteffier ledite loi, advons de grace spéciale et de notre autorité souveraine accordé, institué et ordonné, accordons, instituons et ordonnons que dores en avant a toujours perpétuellement y soyent mis, creez, establis et sermentez es eskevinage de nodite ville de Mons dix personnes notaubles, abiles et tels que nos baillyx de Hainau et aucun de no conseil veront quil apperteura pour le plus honorable et pourfitable, asquels dix eskevins creez et sarmentez en nodite ville de Mons comme keflieu, si que dit est, et à cascun diaux nous avons donné, donnons plain poovoir et mandement special de otant faire, dire, ordonner, juger et kerkier en touttes choses et en toutte maniere si come faire poovent et devoient a siept eskevins et li aucun diaux qui paravant avoient été creez et sarmentez. Si mandons commandons à nos bailly de Hainay quiconque le soit et sera que de ce jour en avant toutefois qu'il appartenra à faire commenche cree et sarmente es eskevinage de Mons nodite ville dicelle personnes honorables et abils pour y etre en ledite loi et mememanes qui cheux nombre soit a ce tenu plain s'il advenoit et que aucun allaist de vie a trepas, et leur fache faire le sarment accoutume ossi bien et ossi avant lun comme lautre. Si mandons ossi et comandons à tous no subges et requerons a tous aultres que as dis eskevins ensi creez que dit est obeissent et entendent diligemment car tout chou que par

Ook in de ons omringende landen vinden wij het raadvragen der schepenen in gebruik [1]. Die van Duitschland wendden zich nog in de XVe eeuw tot den stadsraad, wanneer eene zaak hun te moeilijk scheen [2].

Langzamerhand voegden de stadsschepenen zich lieden toe, bekwaam om in moeilijke zaken raad en daad te geven. Deze waren natuurlijk rechtsgeleerden en bezoldigd, waarom men ze *pensionarissen* of *raadspensionarissen* heette. Zij werden in de gemeenten mannen van aanzien. De Saint-Aiglan, sprekende over Jean Boutillier, zegt daarover : « C'était une place éminente dans » les villes municipales de l'Artois et des Flandres, que celle de » conseiller pensionnaire. A côté des jurés ou des échevins des » grandes villes, espèces de jurés civils, décidant avec les lumières » de la raison les procès soumis à leur tribunal, se trouvaient » dans chaque magistrat des officiers nommés à vie et pensionnés » par les corps des villes, rapporteurs-nés de toutes les » affaires litigieuses, et chargés d'en faire les extraits et rap- » ports; c'était à ces fonctionnaires qu'on donnait le nom de » conseillers pensionnaires. Quoiqu'ils n'eussent que voix consul- » tative, leur opinion, fondée en droit sur les connaissances des » lois, donnait une haute autorité à leur parole et à certains » égards ils remplissaient vis-à-vis des juges bourgeois le même » rôle que les juges des assises en Angleterre vis-à-vis des » jurés. »

De dorpsschepenen nochtans, nog minder bekwaam dan de stedelijke wethouders, vonden de middelen niet om er eenen pensionaris op na te houden, maar zij verhielpen 't gebrek door (vooral gedurende de XVIIe en XVIIIe eeuw) zich in buitenge-

yaulx ou che aucun dyaulx sera par loi dit, ordonné, jugé et kerkiet, nous pour nous et pour nos hoirs et successeurs comtes de Haynau, le promettons . . . . a faire tenir et avoir pour ferme et stauble sans esfraindre ne aller a lencontre en manière quelconque par temoing de ces lettres scelées de no seel et donne en no ville dou Quesnoy lan de grasce mil quatre cents et sise, le second jour doctobre. » (*Stadsarchief van Bergen.*)

[1] Zie o. a. Eichhorn, *Deutsche Staats- und Rechtsgeschichte*, § 258.

[2] Von Maurer, *Geschichte der Städteverfassung*, III, 755.

wone zaken de medewerking te verzekeren van eenen rechtsgeleerde, wiens meening zij vroegen *pro judice*. Zulke advocaten werden in Brabant, volgens decreten van 20 December 1659 en 10 Maart 1693, door den kanselier van dit gewest benoemd, maar het duurde niet lang of de dorpsheeren matigden zich de benoeming dier *aviseurs* aan en gaven hun den titel van *rechtsgeleerde schepenen*. Te Aarlen vergoedde men de onwetendheid der schepenen door toevoeging van den griffier of *clerc-juré*, die zelfs beraadslagende stem in 't college kreeg [1].

Dat die nieuwe, onwettige magistratuur in 't geheel geen voordeel bijbracht, kan men zonder moeite raden. Die *aviseurs* (zegt POULLET) waren meest advocaten zonder bezigheid, weinig bekwaam en onbekend met de crimineele rechtsleer; zij trachtten vooral de gedingen op de lange baan te schuiven en veroorzaakten alzoo aan de partijen groote kosten. Van den anderen kant — en dit was wel het ergste — zag men, terwijl de hooge justitieraden in gewichtige zaken met zeven schepenen, somtijds met vereenigde kamers zetelden, op menige plaats twee of drie mannen, die de eer, de toekomst, het leven eens betichten in handen hadden... Geen wonder dan, dat de regeering dikwijls maatregelen nemen moest om langs dien kant erge misbruiken te voorkomen en dat er duidelijk bepaald moest worden wie tot raadgevers of oordeelvinders der schepenen mochten aanvaard worden. Wij lezen in de Caroline voor Gent en Kortrijk (1540), dat de pensionarissen dier steden moesten zijn « *gens de bien, lettrez et expérimentez,* » terwijl het reglement van 20 December 1659 en 10 Maart 1693 den subalternen rechters van Brabant beveelt « hooftleeringe » te vragen « aan hunne hooftgerichten,
» oft hun [te] addresseren aen den heere cancellier, oft aan den
» raede, ende versoecken de denominatie van onpartijdige advo-
» caten [2]. »

Een advies, door de schepenen aan eene andere bank of aan rechtsgeleerden gevraagd, was niet te wijzigen, maar moest als

[1] PRAT, *Histoire d'Arlon*, II, 197.

[2] *VIe Placaet-boeck van Brabant*, 44.

vonnis worden uitgesproken [1]. Het reglement voor de onbesloten steden en 't platte land van Vlaanderen, van 30 Juli 1672 (overeenstemmende met eene keizerlijke onderrichting van 1522) zegt dit duidelijk in het 68e artikel : « Welck advijs ontfanghen hebbende, de weth schuldigh zal zijn te volghen ende hemlieden » sententie in conformiteyt van dien te prononcieren ten eersten » dynghedaghe, sonder te moghen andermael ten advyse senden » aen andere advocaeten [2]. » Deze adviezen, meest in vorm van gewijsde opgesteld, werden met de gewone plechtigheden afgekondigd en geboekt in 't register der sententiën opdat de schepenen later, in gelijke gevallen, zich daarnaar zouden schikken.

Het is niet onbelangrijk om weten welke pleegvormen de schepenen bij het rechtspreken in acht namen.

De officier, de schepenen manende om vonnis te geven, richtte zich, bij naam en voornaam, tot den oudste onder hen. Deze trok daarop met zijne collegas naar eene andere kamer en kwam, na met hen overeen te zijn gekomen, tot zijne plaats weer, deed luidop zijne meening kennen en vroeg, volgens rang van ouderdom, aan de andere schepenen of zij in zijne zienwijze deelden. Eindelijk herhaalden zij gezamenlijk het vonnis [3]. De schepenen moesten bij de uitvoering van lijfstraffen tegenwoordig zijn.

Onmiddellijke uitspraak was niet gevergd, maar mocht eenigen tijd uitgesteld worden : te Luik drie weken, te beginnen van den dag, waarop de bewijzen geleverd werden; te Gent langer, volgens de scheidsrechtelijke uitspraak der schepenen van St.-Omaars (1290). Men leest daar : « Quand li plaidies sera si avant meneis » ke li eskevin de Gant en seront conjurei de dire droit, il doi- » vent dire che droit dedens trois quinzaines et li baillieus est » tenus a conjureir les eskevins de dire che droit a chascun jour » du plait. » Déden de schepenen der genoemde stad geene uitspraak binnen dien tijd, dan mochten zij raad nemen gedurende

[1] *VIe Placcaet-boeck van Vlaenderen*, 44.
[2] *IIIe* — — 363, 67e en 68e artikel.
[3] *Chroniques* de JEAN D'OUTREMEUSE, V, 329, 330.

« trois quinzaines prochaines ensiewans, » en was er na dit termijn nog geen vonnis, dan moesten de schepenen « aler en le » maison des eskevins par leur serement et la demorer sour leur » despens, » zoolang het recht niet gezegd was [1]. »

In de XIV[e] of XV[e] eeuw deed de veelvuldigheid der processen eene wijziging invoeren, welke toeliet de traagheid der behandeling voor de vierschaar, met de daar gebruikelijke plechtigheden, af te schaffen. De partijen werden namelijk toegelaten om hunne geschillen over te brengen aan de in *kamer* vergaderde schepenen, welke dan niet door den vorstelijken officier gemaand werden. Zulke zittingen waren niet openbaar.

Wij hebben gezegd dat de bevoegdheid der schepenenrechters niet overal even groot was en willen dit door eenige voorbeelden staven.

Willem Boonen, in zijne *Geschiedenis van Leuven* sprekende van de gemeentelijke wethouders, somt hun justitievermogen volgenderwijze op :

« De seven schepenen zijn ordinaris richteren, kennisse, judi- » cature ende recht hebbende over alle poirteren ende andere » inwoonderen der voers. stadt ende vrijheyt van Loven, in » alle zaecken, reële, personele, mixte, civile ende crimineele, » ter kennisse van ordinaris richteren behoorende; uytgenomen » zaecken concernerende den wullenwercke, pelterije, cremerije, » maeten ende gewichten, met des daer aen cleeft, metten keu- » ren daeraff dependerende, die, ter ierste instantie, naert out » onderhouden, behooren ter kennisse ende judicature van de » dekenen van de drapperijen oft wullenwercke binnen de voers. » stadt. »

Deze bepaling van het vermogen der Leuvensche schepenen is nagenoeg toepasselijk op degene van al onze groote gemeenten, als Brussel, Antwerpen, Brugge, Luik, Gent enz. Die van Brussel hadden bovendien nog rechtsmacht op de burgers, in het hertogdom gevestigd buiten de vrije steden en « kenden » ook de over-

[1] *Documents inédits*, etc, medegedeeld door Warnkœnig.

tredingen op de ordonnantiën en edicten van den vorst, alsmede op verordeningen van gilden en neringen. Nering-, twist- en weezezaken werden te Brussel in eersten aanleg wederkeerig door de neringoverheid, de paysierders of de weesheeren geoordeeld, wat in vele andere steden mede het geval was.

Tot in de XVe eeuw was de vierschaar te Brussel uitsluitelijk samengesteld uit schepenen, maer eene charter van 1421 stelde vast, dat er geen vonnis tot banning of doodstraf meer zou uitgesproken worden zonder toestemming der burgemeesters, schepenen, ontvangers en raadsheeren, dus van geheel de gemeentelijke wet, « *in sheeren raedtcamer.* » Aan deze schikking werd in 't vervolg geene wijziging toegebracht; alleenlijk, wanneer er quaestie was van recht (*litis contestatio*) werd de zaak weer verzonden naar de schepenenkamer [1].

Te Antwerpen oordeelden de schepenen in eersten aanleg over de poorters en bewoners der stad en vrijheid, alsmede over de buitenlieden en met betrekking tot hunne goederen, aldaar aangehouden of in beslag genomen. Ook oordeelden zij over misdaden van gekwetste majesteit [2].

De wethouders van Tienen hadden bij keure van 19 Juni 1505 macht ontvangen om te oordeelen over alle misdaden, uitgezonderd die van verkrachting, banverbreking, moord en geweld op de dienaren van den hertog.

De schepenen van Dinant hadden tot 1689 maar recht tot onderzoek van crimineele zaken, doch toen Lodewijk XIV de stad had ingenomen, gaf hij hun insgelijks de kennis van crimineele processen en 't recht om in zulke ook vonnis te vellen.

Te Fosses en Ciney konden de schepenen niet tot eene onteerende of lijfstraf veroordeelen, noch zelfs een aanhoudingsmandaat uitzenden tenzij na raad te hebben genomen bij de schepenen der stad Luik, of wanneer de geldboete niet boven de vijf gulden beliep. In dit geval nochtans kon men bij de schepenen van Luik in beroep gaan.

[1] Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, II, 592.

[2] Mertens en Torfs, *Geschiedenis van Antwerpen*, I, 205.

De meeste steden van Vlaanderen hadden in de middeleeuwen het recht, de huizen af te breken of door brand te vernielen, namelijk van personen, betieht van wonden aan anderen toegebracht of een huis aangerand te hebben. Te IJper, evenwel, mochten de schepenen dat enkellijk doen in geval van wonden, aan eenen der schepenen toegebracht, terwijl te Luik gemeld recht uitsluitelijk aan den bisschop behoorde.

Beperkingen van dien aard vinden wij ook bij onze naburen. Te Middelburg, onder andere, konden de schepenen niet alle crimineele zaken vonnissen; krachtens eene charter van Maria van Burgondië moesten alle misdadigers van Bewester-Schelde naar 's-Graven Steen gebracht worden en daar te recht staan vóór den burchtgraaf en twaalf gezwoornen [1]. De schepenen van Metz verloren de crimineele justitie, een deel der burgelijke jurisdictie en de uitvoerende macht, toen aldaar de raad der XIII (jaarlijks door de burgers gekozen) werd ingesteld. Niettemin bleef de invloed der schepenen aldaar groot, als oordeelende de meeste burgelijke zaken en alle quaestiën van inwendig bestuur en politieke betrekkingen regelende.

Te Veurne waren de schepenen vóór de keure van 1240 « van cleener gesach ende achtbaerheyt » (zegt P. Heinderycx in de *Jaerboeken* dier stad, I, 143). Zij deden maar recht in burgerlijke zaken, terwijl de crimineele waren overgelaten aan de magistraten der kastelnij, « leenmannen van den princelicken leenhove »; maar in 1240 werd het vermogen der kastelnijschepenen verminderd ten voordeele der stadsschepenen, zoodat sedertdien en bestuur en justitie van die kastelnij in handen waren der stedelijke wethouders.

De schepenen van Zoutleeuw (Léau) genoten sedert onheuglijken tijd een bijzonder voorrecht, dat hunne macht zeer uitbreidde. Niet alleen hadden zij jurisdictie over de bewoners hunner stad en 't omliggende (als het dorp Heelen, bij Zoutleeuw ten jare 1342 ingelijfd, Melkwezer, Orsmaal ingelijfd in 1383, Bossche en de wijken Ter hoven, Ter weiden, Kastelle, Ossenberg en hof ten

[1] J. de Timmerman en Cornelis Versluys, *Costumen van Middelburg*.

Rode); niet alleen waren zij beroepsrechters van Budingen en Dormaal, maar moehten voor hen doen verschijnen elken Brabander, die in hun bijwezen eenige verbintenis had aangegaan, tenware hij eene der zeven vrije steden des hertogdoms bewoonde[1].

Om het veelvuldige werk te bespoedigen had men te Brugge sedert de XVe eeuw de verschillige jurisdictiën onder de schepenen aldaar verdeeld. Zoo gelastte men er twee met het *berechten van partien* voor onbelangrijke zaken; twee anderen stonden *ten betrecke*, voor 't verhoor der partijen; twee voor 't verhoor der gevangenen; eindelijk twee zaten voor bij 't onderzoek van kleine strafzaken (*keurgherechten*) [2].

Was de rechtspleging bij de Brugsche schepenen verbrokkeld, die van Dowaai verkregen bij charter van de gravin Margareta oorlof om, binnen de drie dagen na hunne aanstelling, zeven achtbare en geschikte mannen te kiezen, die gelast waren zoen te maken in veete, burgerkrijg en in alle andere twisten tusschen de ingezetenen der stad [3]. Dit was voor de schepenen eene niet onaangename ontlasting, waarvoor zij de vorstin zeker wel hunnen dank zullen betuigd hebben. Van eenen geheel anderen aard was de maatregel, in de tweede helft der vorige eeuw tegen de Brugsche wethouders genomen. Een decreet van 18 Maart 1765 beroofde deze van de burgerlijke rechtsmacht om ze op te dragen aan een bestendig college van zeven raadspensionarissen. Edoch, hoewel ten hoogste strijdig met de rechten der schepenen, werd gemeld decreet zonder moeilijkheid toegepast, ongetwijfeld dank aan plaatselijke omstandigheden. Hoezeer dit de grondwettelijke macht des vorsten te buiten ging zag men in 1787, toen Jozef II al de schependommen der steden en dorpen van hun justitievermogen wilde berooven om het op te dragen aan nieuwe rechtbanken. Al de schepenenkorpsen van het land stonden op om tegen die nieuwigheid met klem en nadruk te protesteeren, de

[1] Piot, *Notice historique sur la ville de Léau.* (Revue d'hist. et d'arch., I.)

[2] Warnkoenig et Gheldolf, *Histoire de la ville de Bruges*, 142.

[3] Register der Rekenkamer, *B.* 1561 (1064-1316). — Archief van 't Noorder departement te Rijsel.

volstrekte onwettigheid er van doende uitschijnen, en men weet dat de hervormingsgezinde keizer het tegen de algemeenheid niet kon volhouden; de oude «wetten» bleven in stand en werden zelfs later, toen het voormalig regiem op het punt was van bepaald te worden afgeschaft, door het 12e § van het derde artikel des tractaats van den Haag stilzwijgenderwijs gewaarborgd.

De schepenen moesten recht plegen in het openbaar gelijk hunne voorgangers de *ratchimburgi*. In de eerste eeuwen spande men de vierschaar « onder den blauwen hemel », wat op den buiten nog op vele plaatsen geschiedde in de XVIIIe eeuw en waarom men de gerechtsplaats daar de « groene vierschaar heette. »

In verschillige keuren was de openbaarheid van het rechtsplegen duidelijk voorgeschreven, zooals in die van Gent, van 1192: « Spectat autem ad libertatem oppidi, ut in eo tredecim habeantur » scabini, in quorum judicio omnes causae publice tractabuntur...»

Reeds onder het beheer der Salische wet waren minstens zeven *ratchimburgi* noodig om een geldig oordeel te kunnen vellen; maar toen de schepenen aangesteld waren moest er onder de zeven allicht een door bijzondere aangelegenheden belet zijn om ter vierschaar te komen. Eenige schrijvers beweren nochtans dat aanvankelijk ook de zeven schepenen aanwezig moesten zijn om het oordeel uit te spreken, doch hiervan is geene zekerheid.

Volgens de Gentsche keure van 1192 was de eenstemmigheid der schepenen in het oordeel niet noodig; men volgde dit der meerderheid. In 't Land van Waas, de Vier Ambachten, Sleidinge en Desteldonk waren vier rechters noodig voor zaken van belang, maar twee schepenen mochten ter vierschaar zitten voor het toewijzen van boeten tot beloop van 10 pond; drie schepenen voor boeten van 15 pond; vier voor boeten van 20 pond, vijf voor alle zaken aangaande erven en kateilen. — Te Luik waren in crimineele zaken acht van de veertien schepenen noodig.

Over 't algemeen was meer dan de helft der schepenen noodig om in betwistbare zaken te kunnen uitspraak doen; voor zaken van gracieuse rechtsmacht was het getal van twee voldoende.

In het vorig hoofdstuk hebben wij gezien dat in Holland, bij de instelling der schepenbanken, de omstanders het recht behielden van mee te spreken. Was dit aanvankelijk goed en noodig geweest, in de XVIe eeuw vond men daar groote zwarigheden bij en achtte men 't noodig het getal rechters te beperken. WILH. HEDA (« een nauwkeurig en geloofwaardig schrijver, » zegt KLUIT, en daarbij getuige van hetgeen hij aanvoert) doet de pogingen kennen welke de Utrechtsche bisschop David van Burgondië aanwendde om de rechtspleging in het sticht op eenen meer geregelden voet te brengen. Deze kerkvoogd (zegt HEDA) « schafte af de abuizen
» en barbaarsche costumen, die in de stad en in zijn gebied,
» deels door stedekeuren, deels door de rechters (*pares*) met
» groote driften waren ingevoerd. Want het woeste en ontem-
» bare volk, gewoon aan de Friesche wetten, verweldigde op eene
» snoode wijze de rechtsoefening; in twistzaken lokte het de ge-
» tuigen aan door gaven en giften ; over meineed was geringe
» of geene strafvordering. De evenknien scholden en dreigden
» elkander; rechter en partij werd beiden het voordragen en
» opstellen der vonnissen bezwaard gemaakt; afgebedelde stem-
» mingen kwamen bij hoopen van zulken, die nooit bij eenig
» pleitgeding of rechtsdaging tegenwoordig waren. Hiertoe wer-
» den zij verzocht van de twistende partijen, welke, hoe meer
» personen zij op het uur van 't vonnissen met wagens en schepen
» ter rolle konden aanvoeren, hierdoor hunne zaak of beter of
» rechtveerdiger maakten. Zij schreeuwden luidop, dat zij het
» hielden met hem, wien zij begunstigden, zonder te letten op de
» verdiensten van 't rechterlijk onderzoek. En hij, die 't grootste
» getal had, werd gerekend zijne zaak te winnen.... »

Zulke ergerlijke misbruiken, begrijpt men, konden niet blijven duren en moesten te meer de bezorgdheid des wetgevers gaande maken, daar er gedurig nieuwe bijkwamen, zooals het zitten met twaalf, dertien of meer rechters, waardoor niet alleen de kosten merkelijk aangroeiden, maar zelfs de wet vervalscht werd, doordien soms allerlei lieden zonder recht als oordeelvinders optraden. In het land van Putten moet het vrij erg geweest zijn, vermits keizer Karel V in eene charter van 4 Februari 1517 (o. s.) het

getal rechters in die heerlijkheid bepaalde op zeventien, welke dienen moesten op hunnen eed en op verbeuring van hun leen, terwijl de baljuw last en macht kreeg om de ongeroepenen van de rechtbank te weren [1].

Oorspronkelijk kon men tegen het oordeel der schepenen voor burgerlijke als crimineele zaken geen beroep inslaan. Dit was ook alzoo geweest onder de *ratchimburgi* en is gemakkelijk om verstaan; immers zoolang het volk vonniste of tot oordeelgeven werd bijeengeroepen, kon er niet aan gedacht worden zich tegen de uitspraak te verzetten, kon niemand zich het recht aanmatigen om de besliste zaak opnieuw te kennen.

Wel is waar hadden de Frankische wetten toegelaten de *ratchimburgi* wegens valsch vonnis te betichten, maar zij noemden geene opperrechtbank, zoodat men in zulk geval verplicht was de quaestie andermaal aan 't oordeel der *ratchimburgi* te onderwerpen, of recht te vragen aan den koning [2].

Het beginsel van de onrandbaarheid der schepenen uitspraak is in verscheidene keuren duidelijk uitgedrukt; het krachtigst misschien in die van Gent, 32e artikel, waar men leest : « *nec alicui* » *super sententiam scabinorum aliam ferre licebit.* » Tegen het valsch vonnis der schepenen was evenwel ook beroep, hoewel daar aanvankelijk mede geen hooger gerechtshof over te oordeelen had, maar andere schepenen geroepen werden om er kennis van te nemen. Alzoo waren de schepenen der stad Atrecht gedurende de XIIe eeuw in zekeren zin hoofd- of beroepsrechters voor die van Vlaanderen, maar wanneer, in de XIIIe eeuw, het graaf-

[1] De aanhef der charter zegt, dat de hervorming noodig was om « alzucke twisten ende geschillen, als onlancx in die vierschare aldaer gerezen zijn geweest van eenige, hem zeggende leenmannen te wesen, die in dezelve vierschare opgeroepen ende teegens des baillieuws danck hebben willen zitten, ende oick te schouwen die confusie, die uyt die menichte ende veelheydt van dezelve mannen, die commen zouden moghen, ongeroepen, tot voordeel der partyen, als wel eer gebeurt is ... »

[2] Constit. Chlotarii, I, an. 560, 6e artikel. — Baluze, I, 8. — Raikem, *Discours de* 1851, 9.

schap Artois werd afgescheiden van Vlaanderen, namen vijf steden van dit gewest : Gent, Brugge, IJper, Rijsel en Dowaai, de plaats van Atrecht, dit wil zeggen dat, in geval de schepenen eener stad beticht waren onrechtvaardig vonnis geveld te hebben, de wethouders der vijf genoemde steden daarover de vierschaar spanden. Werd evenwel éene der vijf zelve vervolgd, dan bleef het oordeel aan de vier overige [1].

Dit stelsel had voor- en nadeelen. 't Was goed in dezen zin, dat de schepenen, beticht hetzij van zich te hebben laten omkoopen, hetzij van uit wraak of uit vijandschap gehandeld te hebben, in de bemoeiing hunner ambtgenooten van andere plaatsen eene wezenlijke waarborg vonden van hun recht en souvereineteit, en dat zij niet, gelijk de vorstelijke officier, aan de genade des vorsten waren prijs gegeven. Maar van den anderen kant was de instelling geene waarborg voor het algemeen, vermits schepenen, zetelende over andere schepenen, en in dien tijd schier allen nog van éenen stand, meest altijd de zijde kozen van de betichte ambtgenooten. Immers zij zelven konden te eenigen dage voor de beroepsrechters geroepen worden en 't was wellicht goed, daar vrienden te hebben.

Gwijde van Dampierre erkende de noodzakelijkheid om de oude instelling grondig te wijzigen. Ten jare 1281 de voorrechten van Brugge verbeurende, behield hij in de nieuwe keure zich het vermogen om zelf rechters aan te duiden, die de betichte wethouders zouden oordeelen, en deze werden in 't begin der XIV[e] eeuw vóor

[1] D'OUDEGHERST, II, 517. — Iets van dien aard vinden wij ook in Boulogne. Daar had men, voor 't aloude land van Merk, dat geheel de kuststreek van Kales, tusschen Sangate en de monding der Aa, bevatte, de vierschaar geheeten *de Hoop* (ook zóo in 't Fransch) en welke verdeeld was in drie schependommen, van welke in 1210 dat van Kales onthecht werd. Deze drie banken vereenigden zich om kennis te nemen van 't beroep, tegen het vonnis van eene hunner ingeslagen. Waren de aangeklaagde schepenen veroordeeld, dan werden zij geboet. Zoo leest men in den bevestigingsbrief der gemeente Merk, gedagteekend van 1253 (*Inventaire des chartes d'Artois*, archief des Noorder-departements, te Rijsel). De drie gemelde schepenbanken gingen ook bij elkaar ten hoofde. Zie de *Notice sur le Hoop*, in 't *Bulletin du comité flamand de France*, V.

het hof des graven gebracht [1]. Langzamerhand trachtten de Vlaamsche vorsten al der schepenen oordeelen aan een beroep te onderwerpen, maar de gemeenten hielden sterk aan hunne voorrechten en de strijd daarover werd van weerskanten met hardnekkigheid doorgezet. In 1329 besliste Lodewijk van Crécy dat de vonnissen der Brugsche schepenen door zijn hof konden gewijzigd worden, namelijk wanneer zijn baljuw oordeelde dat het gewijsde slecht was. 't Jaar nadien maakte hij drie vierscharen bij de bank van Brugge, bepalende dat men van de eene tot de andere in beroep mocht gaan; konden de beide vierscharen het niet eens worden, dan moest het beroep voor de kamer des graven worden gebracht. De Vlaamsche steden bleven zich verzetten en de graaf moest de nieuwe maatregelen ten jare 1338 intrekken; edoch de hertogen van Burgondië wisten het plan door te drijven en toen in 1385 Philip de Stoute te Rijsel eenen raad van finantiën en van justitie instelde, zagen de schepenen hun oud privilege ernstig bedreigd. Wel was, naar luid dier instellingsbrieven, die Raad maar voor twijfelachtige zaken opgericht en bleven de Vlaamsche steden er zich met kracht tegen verzetten — maar de val der gemeentemacht in 1452 deed allen weerstand ophouden. De vorst had het pleit gewonnen.

De vier groote Vlaamsche gemeenten hadden, buiten hoogergemelden Raad, nog een beroep bij het Parlement van Parijs, hetwelk wij van de XIII[e] tot de XV[e] eeuw veelvuldig ingeroepen zien. De archieven der graven van Vlaanderen en der Rekenkamer te Rijsel bevatten daarover eene menigte stukken, gelijkmede de archieven der bedoelde steden. Zoo vinden wij in de rekening van Oudenaarde over het jaar 1447-1448 het bewijs, dat de schepenen van dit tijdstip niet minder dan drie beroepen op

[1] « Li cuens les fera juger par banc deskievinage un u (*ou*) plusieurs ke il voua (*voudra*) eslire en le comté de Flandre. » (*Costumen van Brugge*, uitgegeven door Gilliodts, I, 250.)

Zie daaromtrent eene ordonnantie van Philip van Thietté (1304), erkennende dat de debatten tusschen den graaf van Vlaanderen en eene zijner steden van dit gewest tot de bevoegdheid behooren van de andere steden. (Warnkoenig et Gheldolf, *Histoire d'Ypres*, 442.)

het Parlement hadden [1]. Dezelfde stad had in het jaar te voren een dergelijk beroep tegen Geeraardsbergen en een ander, over 't bezit van een wekelijksch marktschip tusschen Oudenaarde en Doornik. Het beroep te Parijs nam in Vlaanderen een einde bij 't sluiten des vredes van Péronne, in 1468 [2].

De schepenen van Brussel oordeelden vanouds in beroep over de sententiën, uitgesproken door de schepenen der vrijheerlijkheden van Assche en van Braine-l'Alleud, alsmede der dorpen Ruisbroek, Drogenbosch, Evere en Boort-Meerbeek, terwijl tegen hunne eigene uitspraken, voor civiele zaken, bij den Raad van Brabant in beroep kon gegaan worden. In crimineele zaken was ook hier de schepenenuitspraak niet aanrandbaar.

De blijvende geldigheid van 't vonnis der Mechelsche schepenen was verzekerd in geval dit was uitgebracht met algemeene stemmen.

In 't bisdom van Luik was ook geen beroep in alle lijfstraffen, maar de schepenen der hoofdstad oordeelden in beroep over burgerlijke zaken, gewezen door de vierscharen der mindere plaatsen; hiervan waren uitgezonderd : Sint-Truiden, welker beroepsrechters de schepenen van Aken waren [3]; Dinant en Hoei, wier wethouders in Juni 1299 van Albert, koning der Romeinen, 't

[1] « Jacop Hanoke ghereden te Paris bij laste van de scepenen den XXIIsten dach in April omme daer te ghevene meester Galois du Ploich, den stedeprocureur int Parlement, twee scrifturen van drien accorde, dat scepenen ghemaect hadden van drien processen, die bij appele int Parlement in wette hinghen, te wetene deen scrifture van den tween processe, die de stede hadde jeghen de volders van Audenaerde, danof de stede appelant was van den eenen processe ende de volders van den andren; ende dander scrifture was van den processe, dat de stede hadde jeghen de temmerlieden, danof de stede appelant was omme van al, bi den advise van den selven procureur, te vercrighene lettren van gratien, dat de vors. accorde int vors. hof passeren mochten zonder vorder te procederne en onghehouden te wesene van der boete jeghen minen heere den Coninc.... »

[2] Philippe de Commines (Uitgave van 1723), IV, 235. — Kervyn, *Histoire de Flandre*, V, 145.

[3] Dit rechtsvermogen der Akensche schepenen, betwist door den bisschop van Luik, werd bepaald erkend in eene transactie van 1577 (Louvrex, I, 232

privilege verkregen om voortaan niet meer te moeten ten hoofde gaan naar Luik, alsmede dat men tegen hun oordeel alleen bij den bisschop van Luik mocht in beroep gaan [1]. Omtrent het einde der XVIII[e] eeuw werd in 't prins-bisdom het beroep ingevoerd voor zaken van geringe geldboeten (minder dan 5 gulden) maar enkel in 't geval wanneer de schepenen niet ten hoofde waren gegaan [2].

Op vele plaatsen was den burgemeester of aan eenige schepenen de taak opgedragen om de minder belangrijke zaken te beoordeelen, met voorbehoud nochtans dat er tegen hun gewijsde bij het schepencollege of bij gansch de gemeentelijke magistratuur in beroep mocht gegaan worden. Zóo was, onder andere, te Brussel [3], Gent [4], Leuven [5], Mechelen [6], Doornik [7] en elders. Te Gent vinden wij *Halheeren, Vinders* en *Gebuurtedekens* [8], wier uitspraak door de schepenen kon gewijzigd worden. Te Namen had men eene *Cour des Ferrons* voor de smeden enz.

De dorpsschepenen hingen in civiele zaken voor het beroep gewoonlijk af van het hoogere schependom eeniger beslotene stad of van eenige bijzondere hoofdbank, vervolgens, in tweeden graad, van 't hoog gerechtshof of den provincialen raad. Daarentegen oordeelden zij in crimineele gevallen bij arrest, juist als de steden, behoudens in 't graafschap van Namen en in 't Doorniksche, waar al hunne beteugelende vonnissen te beroepen waren voor den provincialen raad [9]. Te Doornik zelf, waar de schepenen de crimineele justitie verloren, toen de gezwoornen er ingericht werden,

[1] *Chartes du chapitre de St.-Lambert, à Liége* (*Inventaire publié par* Schoonbroodt, n[os] 443 en 444).

[2] Poullet, *Les Constitutions nationales belges de l'ancien régime.*

[3] *Costumen*, 42[e] en volg. artikel.

[4] *Idem.*

[5] *Id* , I, 8, 9.

[6] *Id.*, I, 15.

[7] *Id.*, XXXVI, 1.

[8] De instelling der gebuurtedekens, die nagenoeg de rol vervulden van onze huidige politiecommissarissen, is nauwelijks meer dan bij name gekend en verdient eene grondige opheldering.

[9] Poullet, *Les Constitutions nationales belges.*

ging men tegen het oordeel der schepenen in beroep bij den gouverneur der stad en de twintig gezwoornen, tegen wier uitspraak ook beroep mocht ingeslagen worden bij 't Parlement van Bergen [1].

In Duitschland was het beroep ook langen tijd verboden ten opzichte der geschillen onder burgers, maar daar mocht men recht halen bij den stadsraad. Te Bazel had men in 1472 een beroep ingesteld voor de vreemdelingen en geestelijken en te dien einde een comiteit van drie raadsheeren benoemd. Den burgeren zelven werd eerst in 1676 onder den naam van *revisie* een beroep bij den stadsraad toegestaan.

Gelijk in Bazel, vormde zich in andere Duitsche steden reeds in de XIIIe en XIVe eeuw bij den stadsraad een werkelijk beroep, namelijk nadat aldaar de raad zelfstandiger en onafhankelijker was geworden en sedert dat de steden ook de openbare rechtsmacht geheel of ten deele verworven hadden. Von Maurer, die voor alle Duitsche stadsinstellingen te raadplegen is, leert ons dat, volgens het gemeenterecht van Freiburg uit de XIIIe eeuw, het gestrafte of gescholdene oordeel van 't schepenengerecht moest gebracht worden vóor den stadsraad of vóor de twaalf gezwoornen, die uitspraak deden. Dit was insgelijks te Hamburg, te Lubeck en in de andere steden, waar het Lubecksche recht geldig was. Te Spiers werd een beroep gevormd van het Schouts- of Kamergerecht bij den stadsraad, wat ook wordt aangeduid voor Weenen, Bremen, Goslar enz. De raden verwierven in Duitschland zooveel invloed dat de schepenengerechten sedert de XVe eeuw den aard kregen van stedelijke ondergerechten, onder welke benaming men die van Hamburg, Bremen en Lubeck vindt aangeduid [2].

In vele Duitsche steden mocht het door den stadsraad uitgebrachte oordeel weer aangerand worden; in zulk geval moest het gescholdene vonnis of in den stadsraad zelf opnieuw verhandeld en beslist worden, ofwel werd het voor den raad of de schepenenbank eener andere stad gebracht. Op andere plaatsen, waar men geen beroep tegen den stadsraad duldde, kon er evenwel van

[1] Keure van 1370.

[2] Von Maurer, III, 757-758.

't gevelde vonnis eene wijziging verkregen worden. Men heette dit *het beroep op het boek*, en bestond hierin, dat de ontevredene partij mocht eischen haar het boek te doen voorleggen en verklaren, waarbij eene nieuwe verhandeling vóor den stadsraad moest plaats hebben. Zulk een « beroep op het boek » had o. a. plaats te Hamburg, Lubeck, Goslar, Stade, Wismar enz. Het « boek » geldende als 't hoogste gerecht van den raad, kon er dan geen verder beroep meer plaats hebben.

Eindelijk waren er ook Duitsche steden waar het door den stadsraad gevonden oordeel kon aangerand worden : in enkele weer vóor den stadsraad (als te Salfeld, te Teuchel enz.); elders vóor den raad of de schepenenbank eener andere stad.

Eindigen wij onze schets van het schepenengerecht met eenige regelen over de hooge justitiehoven.

Wij gewaagden reeds van den *Raad van Vlaanderen*; in dit gewest had men nog de *Wetachtige Kamer* (*Chambre légale*) samengesteld uit de raads- en leenmannen van den graaf en kennis hebbende van al wat in verband stond met de leenen, die onmiddellijk van den vorst afhingen. Voorts was er daar eene *Kamer der Reninge*, gevormd uit leenmannen en zich bezighoudende met alle reële actiën betreffende het grafelijk domein, met de persoonlijke actiën tegen de ontvangers, met zaken van wanbestuur en kwijtschelding of vermindering van de gelden aan den vorst verschuldigd enz.

De instelling van den *Souvereinen Raad van Brabant* dagteekent, gelijk die van Vlaanderen, van de XIVe eeuw, doch niet eigenlijk als justitiehof, wat eerst in 1430 onder Philip den Goede begon. Deze Raad had een uitgestrekt gebied, als niet alleenlijk over Brabant (noord en zuid), maar ook over het markgraafschap van Antwerpen en het hertogdom Limburg aangesteld. Dewijl echter een goed deel der vorstelijke domeinen daaromtrent nog onderworpen bleef aan mindere wetten, richtte Philip de Goede in 1455 nog een ander gerechtshof in, dat ten jare 1473 den *Grooten Raad van Mechelen* werd, voor welken al de beroepen tegen de hoven van Vlaanderen, Namen, Henegouw en Luxem-

burg moesten gebracht worden. De Groote Raad werd, gelijk de instellingsbrieven van Karel den Stoute zegden : « Nostre » parlement et cour souveraine de tous nos duchés, contés, pays » et seigneuries de par deça. » De Raad van Brabant wist zich evenwel aan de jurisdictie van den Grooten Raad te onttrekken, bepaaldelijk ten jare 1477, en het hof van Bergen onder Karel V [1].

De Raad van Brabant kende, ter uitsluiting van de schepenen : de misdaden en overtredingen begaan door de edelen van 't hertogdom, ter uitzondering der Antwerpsche; de misdrijven begaan door de Brabantsche justitieofficieren in de uitoefening hunner bediening, alsmede door de raadsheeren, advocaten, procureurs, deurwaarders en andere bedienden, hunne vrouwen, kinderen en dienstlieden.

In het prins-bisdom van Luik waren vier oppergerechtshoven : 1° het *Stadsschependom* (*l'échevinage de la Cité*); 2° het *Leen-hof;* 3° het *Allodiaal hof*; 4° de *Gewone Raad* van den prins-bisschop. De namen van het tweede en derde gerechtshof duiden genoeg aan wat in hunne bevoegdheid lag; het eerste en het laatste waren verreweg de belangrijkste.

Het *Stadsschependom* (de *Souvereine Justitie* of ook de *Rechtbank der Wet* geheeten) samengesteld uit veertien schepenen, voorgezeten door den grootmeier, waren allen door den vorst benoemd. Dit gerechtshof kende beroep van alle burgerlijke zaken, in eersten aanleg verhandeld door de gewone vierscharen van steden en dorpen, tenzij deze bij de Luiksche schepenen waren ten hoofde gegaan. Bovendien was het stadsschependom bevoegd om in al de gemeenten des vorstendoms, naast de plaatselijke justitie en met den officiaal, kennis te nemen van alle persoonlijke zaken, welke de partijen voorbrachten, en in zekere omstandigheden van wezenlijke zaken, in mededinging met de plaatselijke rechters, Dezelfde rechtbank oordeelde in 't crimineel over gansch het gebied des grootmeiers, en was, in wezenlijkheid, uitsluitelijke rechter in geheel het land, dat aan de wet van Luik

[1] De Bavay, *Le Conseil souverain de Brabant. — Le Grand Conseil de Malines.*

onderworpen was. Inderdaad, de stads- en dorpsschepenen (zegt Poullet) moesten (behoudens privilege) zich bepalen de crimineele zaken te onderzoeken en dan *rencharge* vragen aan de Luiksche schepenen, die het vonnis opstelden. Een edict van 1716 liet den minderen wetten toe, geen advies te vragen te Luik, wanneer de overtreders slechts strafbaar waren met eene boet van minder dan 5 Brabantsche gulden; evenwel kon tegen hun eigen oordeel te Luik beroep worden ingeslagen.

De *Gewone Raad van den Prins-Bisschop,* gesticht in het begin der XVIe eeuw, ontleende zijne macht aan de drie gemelde korpsen; immers al de vonnissen in burgerlijke, feodale en allodiale zaken uitgesproken door het stadsschependom, door het *Leen-* of *Allodiaal hof*, konden vóor hem beroepen worden. Van de uitspraken des gewonen Raads ging men in beroep bij den Duitschen keizer, in de palen van de verleende voorrechten, of bij den Geheimen Raad in de niet beroepbare zaken [1]. — De *Gewone Raad* bestond uit negen leden, waaronder drie benoemd door den vorst, twee door den adel, een door de stad Luik en de andere door de steden in 't gemeen.

Te Namen vinden wij drie opperhoven (*recheffisantes*), onder welke het *Cour du magistrat* vóor 1491 als beroepskamer de vonnissen van een groot getal mindere wetten herzag. De *Provinciale Raad van Namen,* door Maximiliaan van Oostenrijk in 1491 tot stand gebracht, liet aan 't eerstgemelde enkel het oordeel in eersten aanleg en dan nog voor zekere gevallen, welke in de bevoegdheid vielen van den Raad. Deze had kennis van alle akten nopens vrijwillige veroordeelingen, zonder dat die voor eene mindere wet moesten gebracht zijn; oordeelde over de misbruiken der geestelijke hoven, behoudens beroep des bisschops bij den Hoogen Raad van Mechelen; over alle gevallen nopens privileges en die den vorst waren voorbehouden geworden (zulks in eersten aanleg) en kende beroep van alle vonnissen, door de kleine vierscharen uitgesproken. Tegen de gewijsden van den

[1] Zie, voor meer bijzonderheden, Poullet's belangvol *Essai sur l'histoire du droit criminel dans l'ancienne principauté de Liége.*

provincialen Raad was geen beroep in zaken van lijfstraffen of eeuwige verbanning, maar men kon zich voor mindere straffen beroepen op den Grooten Raad van Mechelen [1].

Het *Cour du Magistrat* van Namen bestond uit eenen meier, benoemd door den vorst; zeven schepenen, jaarlijks door den procureur aangesteld, en nadien door de regeering op advies van den bisschop en van den gouverneur.

De drie Namensche opperhoven genoten bijzondere rechten. Alzoo, b. v., moesten naar luid der costumen van Namen (44e en 107e artikel) de huwelijkscontracten verleden worden voor de lagere rechtbanken, waartoe de onroerende goederen der echtgenooten behoorden, maar stonden die goederen onder het gebied van verschillige vierscharen, welke alle van hetzelfde hoogere hof afhingen, dan moest de realisatie gedaan worden voor dit hoogere hof [2]. Hetzelfde was in acht te nemen voor de goedkeuring der testamenten.

Bij brief van 19 November 1531 stelde Karel V den *Raad van Luxemburg* in, gelast met, in eersten aanleg, kennis te nemen van alle gevallen betrekkelijk den vorst of de privileges, en in beroep van alle sententiën, door de mindere wetten van het gewest uitgesproken. Tegen zijne uitspraak was, voor burgerlijke zaken, beroep op den Grooten Raad van Mechelen.

Het *Parlement* of de *Souvereine Raad van Doornik* werd ingesteld door Lodewijk XIV, in 1668, om tot beroepshof te dienen voor het groot getal Belgische gemeenten, welke in 1667 door de Fransche wapenen van Spanje 's gezag ontweldigd en onder de Fransche heerschappij gebracht waren. Het gebied van den Raad strekte zich aanvankelijk uit over de stad en 't onderhoorige van Doornik, de steden, baljuwschappen en kastelnijen van Rijsel, Dowaai en Orchies, St.-Winoksbergen, Veurne, Oudenaarde en over de door 't verdrag der Pyreneeën afgestane steden

[1] X. Lelièvre, *le Conseil provincial de Namur* (Ann. de la Société archéologique de Namur, VII).

[2] Gewijsde van 26 Juni 1590, ten vervolge op de *Costumen van Namen*, 221, 222.

Ath, Binche en Charleroi. Dit rechtsgebied werd door latere overwinningen van Lodewijk XIV nog merkelijk uitgebreid, zoodat gedurende eenigen tijd onder den Raad van Doornik stonden: schier geheel het deel van Henegouw, dat door 't verdrag der Pyreneeën aan Frankrijk was gegeven, te weten Philippeville, Marienbourg, Avesnes, Landrecis en Quesnoy, met al wat daarbij behoorde, en dat in 1661 onder 't Parlement van Metz was gebracht. Nadien kwamen daar nog bij: Valensijn, Bouchain, Condé, Kamerijk, IJper, Kassel, Belle, Poperinge, Waasten, Wervik, Bavai en Maubeuge, met alles wat er van afhing. Kortrijk, in 1683 door het Fransch leger bemachtigd, werd ook, met al de dorpen van de kastelnij dezes naams, aan den Raad van Doornik onderworpen, natuurlijk voor den tijd dat zij onder de Fransche kroon bleven.

Henegouw had twee opperhoven: het *Souvereine* en het *Gewone Hof*, beide ten jare 1702 vereenigd onder de benaming van *Souvereine Raad van Henegouw.* Tegen deze uitspraak was geen beroep, maar enkel middel tot herziening. Hij was beroepsrechter der vonnissen ook voor zaken van leenroerigen aard, in gansch het Henegouwsche uitgesproken [1].

De eerste schepenen schijnen uitsluitelijk de justitie geoefend te hebben. Doornik uitgezonderd (alwaar, volgens Philippe de Hurges, de schepenen in 't begin der X^e^ eeuw rechterlijke en bestuurlijke macht kregen) kennen wij geene Belgische gemeenten in welke, vóor de XIIe eeuw, de magistraten de dubbele bevoegdheid bezaten. De keure van St.-Omaars, den 14 April

[1] « Tous nos juges ordinaires et de nos vassaux de nostredit pays indifféremment et sans aucuns excepter, ressortiront par appel en toutes matières personnelles en nostredit cour, comme suprême et souveraine, sauf la juridiction des mayeur et échevins de Mons pour leur plaids du jeudi, et du siége de terrages pour les appellations venans du chef-lieu de Valenciennes; et en matières réelles des fiefs tenus de nos vasseaux; les juges viendront querir leur charge de juger, n'est qu'ils n'aiment mieux de juger à péril d'appel et d'amende. » (*Chartes du pays et comté de Haynaut*, 1619, chap. LIV, art. 1.)

1127 door Willem van Normandië verleend, erkent die eenigerwijze aan den wethouder dier stad, en langzamerhand geraakten de schepenen van de meeste onzer gemeenten daarvan in 't bezit.

Algemeen is dit nochtans niet geweest. In de steden van 't prinsbisdom van Luik en van het graafschap Loon (zegt POULLET) was 't een bijna algemeen beginsel, dat het recht van justitie gescheiden was van dat des bestuurs.

Dit was zóo te Luik sedert de XIIIe eeuw en allengskens in vele andere plaatsen van dat gewest ingevoerd; daar, waar de schepenen te gelijk rechters en bestuurders waren, was hun de dubbele macht gegeven uit hoofde van gemis aan een voldoend getal bekwame mannen [1].

Bestuur is regeling; dus hadden de schepenen het recht om de verordeningen te maken, welke de gemeente noodig had om te leven in orde en tucht, om handel en nijverheid te bevorderen. Maar dit recht was eigenlijk niet den schepenen gegeven, ook niet aan de ingezetenen: in zijnen oorsprong en uit de natuur der zaak werd dit recht verleend aan den vorstelijken officier, die zich evenwel daaromtrent met de schepenen moest verstaan, want zonder dezer toestemming zouden de verordeningen niet geldig geweest zijn. Op sommige plaatsen gaf men 't bedoeld recht aan schout of baljuw met schepenen samen. Hunne schikkingen behielden kracht van wet zoolang de baljuw, namens den vorst, die niet had te niet gedaan; maar alles, wat door schepenen en officier gekeurd en verordend was ten behoeve der algemeenheid, moest gehouden worden « vaste ende ghestade », door groot en klein, klerk als leek, wethouder als ambachter.

Uit dit vermogen kan men weer de belangrijkheid der schepenenmacht afleiden, immers daarin wortelt de zelfregeering der gemeente. Wij zien haar alzoo zelve hare wetten maken, wel is waar binnen de grenzen harer bevoegdheid (tegen de algemeene landswet en 't recht des vorsten mocht niemand ingaan), maar geen gewestelijk gezag heeft op de stadskeure iets af te wijzen, en de vorst zelf, wanneer zijn vertegenwoordiger die medever-

[1] POULLET, *Les Constitutions nationales belges de l'ancien régime*, 344-345.

ordend heeft, laat ze onaangeroerd tot zoolang de omstandigheden geene wijziging of opheffing eischen. Maar ook in dat geval zijn weer de schepenen dáar om nieuwe keuren (*politieke ordonnantiën* of *voorgeboden*) op te stellen.

Zoo was in de meeste steden van Brabant en Vlaanderen nagenoeg de regel; eene uitzondering hierop vinden wij voor Namen, alwaar het recht van politieverordeningen uit te vaardigen en geldboeten voor de overtreders vast te stellen in het gemeen werd uitgeoefend door den meier, de schepenen, de gezwoornen en « gekozenen » der stad [1].

In Henegouw, Antwerpen en Limburg was er mede beperking aan 't recht der schepenen met betrekking tot het uitvaardigen van plaatselijke statuten: in die gewesten mocht men bij hoogeren rechter tegen de schepenenkeure in beroep gaan, wel te verstaan wanneer de gemeente niet in 't bezit was van een tegenstrijdig privilege [2]. Zelfs werd bij ordonnantie van 26 October 1531 de groote Raad van Mechelen gemachtigd om van ambtswege in de bij hen beroepene gemeentekeuren datgene te wijzigen, wat hem onregelmatigs of onbehoorlijks zou toeschijnen, en dit vermogen werd bij 't algemeen ediet van 4 October 1540 (§ 8) toegekend aan al de justitieraden.

Het gemeentebestuur oefende in vroegeren tijd als 't ware eene voegdij uit over al de ingezetenen der plaats, ook over de gilden en neringen. Vermaak en uitspanning, handel en nijverheid, kunst en wat er verder tot de uitingen van het volksleven behoorde — alles stond te keure en te wet bij de gemeentelijke magistraten. Alle bedenkelijke voorzorgen werden genomen om den burger tegen bedrog en oneerlijkheid te beschutten; alles

[1] *Édits politiques de la ville de Namur, en* 1687, uitgegeven door Van der Elst, bl. 2. — *Style du Conseil de Namur*, XVII[e] hoofdstuk, 9[e] artikel.

[2] « Insghelycs volgende 't privilegie van hertogh Jan van Brabant, verleent op Sinte Nicolaes dach int jaer XIIII[c] ende VI, van ordinentien oft vonnissen by borghemeester ende schepenen geordineert oft gewesen, concernerende de politie deser stadt, keuren ende breucken, en valt er gheen appellatie noch reformatie. » (*Rechten ende Costumen van Antwerpen*, LXXII[e] hoofdstuk, 9[e] artikel.) — Zie Henegouw, LIV[e] hoofdstuk, 1[e] artikel. — Limburg, ampl., 3[e] artikel enz.

werd nagezien, onderzocht, gekeurd: eetwaren gelijk kleedingstoffe, maat en gewicht. Zelfs waren er schependommen die niet alleen zelven de neringstatuten opstelden of die der neringmannen naar beliefte wijzigden, maar die zich zelfs het recht voorhielden om te oordeelen over de bekwaamheid dergenen, die zich aanboden om als meester in 't ambacht erkend te worden [1]. Het laken en het linnen, aleer te kunnen te koop gesteld worden, moest voorzien zijn van 't keuringsmerk — doorgaans een lood met stempel daarop — en wat dit niet waardig, wat met bedrog geweven was, werd te Gent aan den ijzeren ring van het Halletorentje tentoon gehangen en daarna onder de liefdadigheidsgestichten verdeeld.

Dit alles was het werk der schepenen of geschiedde in hunnen naam door tusschenkomst van mindere bedienden. 't Was dan ook natuurlijk dat zij de politie hadden, en deze, alles omvattende wat tot handhaving der orde, onder zedelijk en stoffelijk opzicht, noodig was, trachtte veeleer te voorkomen dan te beteugelen. Uitgaande van het groote beginsel dat de godsdienst de grondsteen is der instellingen, welke der samenleving orde, leven, kracht en bestendigheid geeft, vindt men niet zelden ten hoofde der politieverordeningen de aanroeping van God of de getuigenis dat zij opgesteld zijn ter eere van God of zijne Kerk. Geen slafelijk werk, geene nering is door de schepenen op zon- of heiligdagen toegelaten; zij veroorloven den herbergier enkel te tappen buiten de uren der godsdienstoefening, eene wet welke nog heden in de protestantsche landen met nauwgezetheid gevolgd wordt.

De openbare zedelijkheid was een punt van ernstige bekommering voor de schepenen. De « vrouwen van lichten en oneerbaren levene (*filles de folle ou de mauvaise vie*) » zonderden de stadswethouders af in achterbuurten en banden hen bij de minste overtreding der politieverordeningen uit de gemeente. Zelfs was dat volkje in sommige plaatsen, gelijk te Amiens, onder het toezicht gesteld van den scherprechter. — Het kansspel, bron van erge

[1] Lalanne, *Histoire de Châtelleraud*, II, 19. — De la Thaumassière, *Histoire du Berry*, 144. — Dusevel, II, 150. — *Inventaire des archives de Dijon*, B. 301, 320.— *Inventaire des archives d'Angers*, FF, 40. — Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, 350.

ongeregeldheden, twisten en gevechten, werd door de schepenen veelmalen door strenge reglementen verboden. Van de XIV[e] eeuw af was de handhaving der openbare orde in de voornaamste steden toevertrouwd aan de burgemeesters, maar in de dorpen schier overal in handen gebleven der schepenen [1].

Niet alles, evenwel, was in zake van zedelijkheid aan 't oordeel der schepenen overgelaten : onderscheidene gevallen, ook andere dan met betrekking tot geestelijke personen (waarvan wij reeds gewag maakten), behoorden uitsluitelijk tot de bevoegdheid der Kerk. Een *Hantboeck* van Joost van der Stockt, vrijkruidenier te Gent, in de XVI[e] eeuw, somt de bedoelde uitzonderingen volgenderwijze op : « 't Geestelicke hof van Doornicke en heeft niet » meer kennessen up eenen poorter van Ghendt dan van desen » saeken hiernaer volghende :

« Int jaer neghen en dertich voorwaer
» Duust vier hondert, dat es claer,
» Was ghemaect tappointemendt
» Tusschen den hove ende die van Ghendt :
» tHof sal tghelove wachten,
» De floracie bewaren met crachten,
» tHuwelick tsertifihieren
» tGhescheet van dien jugieren,
» Ende zaeken beneficiale.
» Dander blijft hier al te male. »

Al de andere geestelijke hoven bezaten hetzelfde vermogen.

De verdediging der stad was in de middeleeuwen, en nog lang nadien, een belangrijk vak van 't bestuur der schepenen : zich zelven tegen vreemden aanval te mogen verdedigen was bij onze voorouders een zoo kostelijk privilege, gelijk de gedwongene afbraak van torens, bolwerken en muren eene diepe vernedering en schande werden geacht. Te meer waren de burgers aan die versterkingen verkleefd, daar ze veelal door hunne eigene handen — in oorlogstijd als karwei voor leeken en klerken — waren opgeworpen en te duren prijze moesten onderhouden worden; ook

[1] Kempeneers, *De oude vrijheid Montenaken*, II, 153.

lieten zij de wallen niet verzanden, de muren en torens niet verbrokkelen, de valbruggen niet instorten, maar brachten er daarentegen, ten bewijze van hunne fierheid en macht, versieringen aan van beeldhouw-en smeedkunst, zoodat de stadsbolwerken en poorten echte monumenten waren van bouwkunst, indrukwekkend door hunne sterkte en grootsche verhoudingen.

De schepenen moesten ook zorgen voor de bewapening, en zij deden dat met blijkbaren hoogmoed; immers 't geschut en ander krijgstuig werd niet in een afgezonderd gebouw, maar in vele steden in 't schoonste lokaal der gemeente : de halle of het schepenenhuis, bewaard.

De inrichting en opleiding der gemeentelijke heirmacht was reeds in de XIIe eeuw, mogelijk nog vroeger, den schepenen opgedragen. De keure van Valensijn, van 1114, toont ons hoe het leger dier stad altijd ter beschikking was der gemeentelijke gezwoornen, niet van den kastelein of anderen vorstelijken officier. Hetzelfde vinden wij te St.-Omaars onder Philip van den Elzas [1]. De Brabantsche, Vlaamsche en Luiksche gemeenten waren onder krijgskundig opzicht sterk ingericht, wat niet te verwonderen is terwijl toen overal algemeene dienstplicht bestond. De schepenen zelven waren niet uitgezonderd of ten minste moesten verscheidene van hen de gemeentelijke heirmacht, ook buiten het land, vergezellen, gelijk zij mede met de bewaking der stad (soms maanden lang) gelast waren [2].

[1] « Majores et juratos, qui homines habent conducere et ordinare cum adversus hostes prodeunt. » (*Mémoires des antiquaires de la Morinie*, IV, XX.)

[2] « Item ghaven dontfangers IIII scepenen van der kuere ende van den ghedeele van hare soudeyen van xxx weken, dat sy lagen snachts ten IIII porten, ten Overporten, Sente Pieters, ten Puederselle porten, ter Waelbrugge ende ter Muden. » (*Stadsrekening van Gent*, 1326, bl. LXVII.)

» Item wtghegheven van awette ende nachtswakene bi overdraghene van der wet over haerlieder costen....

» Eerst den here Pietre Smoute, buerchmeester ende scepene over zine coste ende der ghuenre die bi hem waren van wakene, XLVIII lib. » (*Stadsrekening van Brugge*, 1379-1380, bl. 61)

De schepenenwaak werd bezoldigd gelijk alles, wat toen voor de gemeente verricht werd. De burgemeester van Brugge bekwam 8, elke schepene 4 pond om de vier en twintig uren.

De benoeming van de bevelhebbers der gemeenten van Vlaanderen en Brabant was over 't algemeen een recht der schepenen, maar de kastelein voerde namens den vorst de benden ten strijde. Eenige schepenen nochtans behielden niet lang het recht tot benoeming der krijgsoversten : Amiens verloor het reeds in 1317, toen de koning van Frankrijk het zich aanmatigde.

Van aanzienlijk belang voor eene gemeente was het beheer der financiën; een wijs gebruik der gelden, voortkomende van de belastingen en andere gemeentelijke inkomsten, was te allen tijde, gelijk heden nog, eene eerste vereischte voor een degelijk bestuur, voor de welvaart en rust der ingezetenen. Te Gent kozen aanvankelijk de schepenen, in bijzijn des baljuws, eenige achtbare lieden die de lasten onder het volk verdeelden; over het algemeen konden nergens nieuwe lasten ingevoerd worden zonder de toestemming der geheele gemeente. De XXXIX, die in gemelde stad zooveel vermogen hadden, konden geene nieuwe hulpbronnen openen zonder de « boines gens de le vile ou de le plus saine partie » te raadplegen, en de graaf, gelijk de goede lieden, of 't meeste deel van hen, moesten de voorgestelde belasting goedgekeurd hebben. Was er behoefte aan geld, en waren de schepenen en de graaf het omtrent de nieuwe middelen eens, dan moest men « *par cri général* » de goede lieden op eene bepaalde plaats bijeenroepen om hun, vóór de schepenen, het voorstel te doen, en dit mocht niet aangenomen worden indien de meerderheid en de vorst er ongunstig aan waren [1]. Ziedaar wel een bewijs van zelfregeering vóór het einde der XIII[e] eeuw, en een recht, dat zekerlijk menige stad onzes lands in onze eeuw aan de middeleeuwsche gemeente mag benijden!

Op 't einde van ieder dienstjaar waren de schepenen verplicht de rekening van hun bestuur neder te leggen. Dit geschiedde door de ontvangers, namens de schepenen, en met zekere plechtigheid, in 't openbaar, aan de commissarissen van den vorst, die zich dat recht in de XIII[e] en XIV[e] eeuw overal aanmatigde. Ieder artikel der ontvangsten en uitgaven werd voorgelezen, elke nieuwigheid

[1] WARNKŒNIG et GHELDOLF, *Histoire de Gand*, 84.

onderzocht, zoodat men in sommige plaetsen drie, vijf, soms acht dagen daar mede bezig was. Begrootingen kende men vroeger niet. — In de plattelandsgemeenten deed men rekening aan den dorpsheer of den officier, en altijd aan dezen in die plaatsen, waar de koning het heerlijke recht uitoefende. — Onze oude gemeenterekeningen mogen nog heden als modellen van nauwkeurigheid geprezen worden. De ontvangers verdeelden ze in hoofdstukken, welke voor de volgende rekeningen regelmatig gevolgd werden : de gewone en buitengewone ontvangsten en uitgaven staan op hunne vaste plaats, en doorgaans is er eene breede margine gelaten om den commissarissen te vergunnen hunne opmerkingen er nevens te schrijven.

In de rubriek « ontvangsten » vindt men : de stederenten, cijnzen en accijzen, de opbrengst van het poortersrecht, van de geoctroieerde tollen, hallerechten enz.; — tot de uitgaven behoorden voornamelijk de achterstallen en kroozen der stedelijke renten en leeningen, de jaargelden en kleederen aan de magistraten en bedienden; de uitgaven voor het jaarlijksch banket ten dage der wetsvernieuwing; de wijn, gedronken bij het nazicht der rekeningen en bij andere gelegenheden; het loon voor de stedeboden en 't honorarium der in deputatie gezondene wethouders, de bestuurkosten, de giften aan magistraten en andere aanzienlijke lieden bij gelegenheid van den doop of 't huwelijk hunner kinderen, of wanneer deze het geestelijk kleed aantrokken; giften aan vermogende beschermers, prelaten of edellieden, die der gemeente konden dienst bewijzen; vergoeding aan de predekers, die in de bijzonderste kerken 't woord Gods verkondigden gedurende advent en vasten, of ten dage der plechtige ommegangen; onderstand aan schutters-en rederijkersgilden op hun schietfeest, of wanneer zij, in de processie, op het schepenenhuis of in de gildekamer eene vertooning gaven; aalmoezen aan arme kloosters, aan kluizenaren en kluizenaressen of aan doorreizende lieden zonder bestaanmiddelen; werken aan de openbare gebouwen; herstellingen aan bruggen en wegen; 't onderhoud der kapel op het schepenenhuis enz. enz.

Aanteekeningen van de commissarissen komen in de gemeenterekeningen niet zelden voor, en wij moeten bekennen : verre-

weg de meeste geven blijk van bezorgdheid voor het welbegrepen belang des volks. Somtijds schrabten de toezieners posten van uitgaven weg, die hun toeschenen misbruiken te zijn, of zij beperkten de gekritikeerde uitgave tot eene zekere som. Over het algemeen, nochtans, zagen de commissarissen juist zoo nauw niet voor geschenken en banketten, dewijl zij zelven zich den Rijnschen of Franschen wijn goed lieten smaken.

Nu hebben wij nog eenen anderen merkwaardigen last der schepenen : 't verzorgen der armen en kranken, vondelingen en weezen. Volgens voorschrift van 't Concile van Tours moest iedere stad hare behoeftigen op behoorlijke wijze onderhouden, en deze schikking, door Karel den Groote in eene zijner capitulariën bekrachtigd, werd de grondslag der wetgeving voor de openbare liefdadigheid. In alle steden en vlekken van belang kwamen eene of meer inrichtingen tot stand, welke of de weezen, of de kranken, of de afgesloofde werklieden opnamen en liefderijk verzorgden, maar deze taak ging bij ons, gelijk in Duitschland, reeds vroeg aan de Kerk over, die dezen plicht eerst had opgelegd en geoefend. De wethouders bleven evenwel niet onverschillig aan de armen- en ziekenverpleging, en 't was door hen dat de reglementen van inwendige orde dier gestichten opgesteld en naar de behoeften des tijds gewijzigd, ten minste goedgekeurd werden. Vooral zien wij de schepenen alom in de weer om den verschrikkelijken geesel der middeleeuwen, de besmettelijke en schier ongeneesbare melaatschheid [1] te bestrijden en af te zonderen. Augustin Thierry, sprekende van het lazaret te Amiens, roemt de statuten van dit huis als een voorbeeld van voorziening en bestuurlijke behendigheid der middeleeuwsche schepenen; nu, gelijke verordeningen bestonden in al onze groote steden, en niet alleen voor de melaatschheid : onze wethouders oefenden doorgaans het hooge toezicht uit op de hospitalen en godshuizen, meest door Broeders en Zusters bediend, en gingen die op gestelde tijden bezoeken [2].

[1] Sommige schrijvers beweren dat die geduchte kwaal door de kruisvaarders hier werd ingevoerd; Von Maurer nochtans zegt, dat ze reeds in den Frankischen tijd alhier bekend was. (*Geschichte der Städteverfassung*, III.)

[2] A. de Calonne, *La vie municipale*, 131.

Reeds in de XVe eeuw vinden wij op verschillige plaatsen eenen of twee bezoldigde stadsheelmeesters, die hunne kunst, toen grootendeels bestaande in bloedlaten, uitoefenden in de hospitalen en voor de behoeftige lieden te hunnen huize. Weldra stelden de schepenen ook twee of meer vroedvrouwen aan en zien wij allengs eene bestendige ziekenverzorging buiten de hospitalen ingericht. De wethouders vergaten de armen en zieken van geest niet, hoewel aanvankelijk weinig of geene bijzondere schuilplaatsen voor die ongelukkigen bestonden ; in de oude rekeningen ziet men, dat de gemeente-overheid aalmoezen gaf aan behoeftige krankzinnigen, zeker een geringe onderstand, maar toch was hun lot ten onzent niet zoo ellendig als in Frankrijk. A. de Calonne en Esquirol merken op, dat ten tijde van Frans I de zinneloozen aan hun lot waren overgelaten en men niet goed weet wat er van hen werd..... Eenigen (verzekert Esquirol) werden opgesloten in kerkers, anderen in een klooster of.... als tooveraars naar den brandstapel gevoerd; de vreedzaamsten dwaalden rond, blootgesteld aan den spot en de versmading der menigte. De Calonne geeft inderdaad eenige ijzingwekkende voorbeelden van krankzinnigen der stad Amiens, die of in eenen vestingtoren geketend of op het vochtige stroo eens kerkers geworpen, of met roeden gegeeseld werden..... Onze wethouders waren er al vroeg op bedacht om de zinneloozen op menschelijke wijze te doen behandelen en in meer dan éene plaats had de meewarige bevolking er zich op toegelegd om die ongelukkigen broederlijk bij te staan. In 't jaar 1438 verleenen de schepenen van Rijsel eene som van 40 schellingen aan Jan Platiel, die « sen frère, » insensible, » geleidde « es villes de Haspes et Renais, à intencion de alegier et estre garis de sa maladie; » en eenige jaren later, in 1451, kreeg Pieter Levasseur, « povre homme » insensé, » de som van 36 schellingen « pour lui aidier à » paier ses contrepoix et offrandes à mons. Saint Acquarre de » Haspre [1]. » De verzorging der krankzinnigen te Geel dagteekent ook van verder dan men mogelijk denkt, en zelfs dorps-

[1] Stadsrekeningen van Rijsel.

besturen zonden dáár de personen heen, die van hun verstand waren beroofd [1].

Van nog meerder gewicht voor de schepenen was de inrichting van het volksonderwijs. Het is van heden of gister niet, dat verschillige invloeden elkander het domein des verstands betwisten : de familie, vertegenwoordigd door de gemeente; de Kerk, die het kind christen heeft gemaakt en 't als zoodanig zoekt te behouden; de Staat, die het vaderlandsch gevoel van den burger wil ontwikkelen, zijn drie wettige invloeden welke in eene goedgeordende maatschappij, elk in zijne eigene sfeer, in de schuts van wijze wetten, vrijelijk hunne werking doen. — In eenige onzer steden behoorde het recht om den schoolmeester aan te stellen aan den vorst, zooals te Brussel en te Namen; in andere, bij voorbeeld te Antwerpen en te IJper, geschiedde de benoeming door het kapittel, terwijl weer elders de drie machten : kapittel, schependom en scholaster (*écolâtre,* geestelijke schoolopziener) tot de benoeming overgingen.

Op het schoolgebied begon al vroeg een strijd. Reeds in 't midden der XIVe eeuw vinden wij eene klacht der St.-Pietersheeren van Gent aan den paus Alexander III, omdat hun recht van schoolhouden in hunne heerlijkheid door zekere wereldlijken niet in acht genomen werd. De H. Vader gelastte den prelaat van St.-Bertijn om de abdij in haar recht te herstellen [2]. Nauwelijks zestien jaren later weigerden de Gentsche schepenen het privilege te erkennen, waarbij sedert onheuglijken tijd de graven van Vlaanderen aan de kanunniken van Ste-Pharaïldekapittel het uitsluitelijk recht van scholen te houden hadden afgestaan. De aartsbisschop van Reims, geroepen om het geschil te vereffenen, dreigde de stad met den kerkelijken ban, maar de schepenen bleven bij hunnen eisch en stelden na 't overlijden van graaf Philip van

[1] Uit Assenede waren te Geel, in 't midden der vorige eeuw, Pieternella Hulpiau en Maria-Jacoba Gyselman; uit Zelzate Catharina Stevene, en meer anderen.

[2] Zie het artikel van J. DE SAINT-GENOIS in den *Messager des sciences historiques,* 1842, 187.

den Elzas een reglement op, dat zij den nieuwen graaf deden bekrachtigen en waarin bepaald was, dat eenieder, die er de bekwaamheid en middelen toe bezat, te Gent mocht onderwijs geven [1]. Edoch de strijd tegen de geestelijkheid was niet vol te houden en de gravin Joanna deed in 1235 het bewuste privilege te niet, voorschrijvende dat het kapittel ieder jaar iemand mocht aanstellen om school te houden, maar dat de benoeming vóór Paschen gedaan moest zijn; was dit niet, dan mocht de vorst zelf voor dat jaar den leeraar aanstellen. Dit reglement, door den bisschop van Doornik bekrachtigd, werd op gansch het Doorniksche toegepast.

Te Brussel kwam het volk in verzet tegen het kapittel en den schoolopziener, omdat het getal onderwijsgestichten er te gering was en men er geene nieuwe wilde openen. Het volk zelf stichtte scholen, waar het priesters zijner keuze als leeraars aanstelde, maar een reglement van hertog Jan III, gedagteekend 28 October 1320, erkent het recht van onderwijs te geven uitsluitelijk aan de geestelijkheid, tenzij de scholaster eenen leek had oorlof gegeven om school te houden. Andere betwistingen en geschillen rezen op over het gewichtig vraagstuk te Kortrijk, te IJper (1253 en 1289), te Valensijn, te St.-Omaars en elders. Van den eenen kant zien wij de geestelijkheid met klem en kracht optreden om het beginsel, dat Kerk en school niet mogen gescheiden zijn, te handhaven; van den anderen kant trachten vele steden zich aan het oppertoezicht der geestelijkheid te onttrekken, eensdeels voor redenen van louter stoffelijken aard (als, bij voorbeeld, een te groote afstand der eenige school, van zekere wijken, of de slechte toestand der wegen), anderdeels om aan de voogdij der Kerk te ontsnappen. Niet zelden was de excommunicatie het gevolg van de rechtsmiskenning, gelijk te IJper omtrent het midden der XIIIe eeuw; en dat tot zelfs in geringe plaatsen, zooals Vilvoorde, dat recht der Kerk tegen de schepenen werd gehandhaafd, blijkt uit de verklaring in 1378 door zekeren Willem de Walsche afge-

[1] Miræus, *Opera dipl.*, II, 974. — Dierickx, *Mém. sur les lois des Gantois*, I, 115.

legd, dat hij geene school zal houden zonder toestemming der abdis van ter Kameren, die te Vilvoorde en in 't omliggende het patronaatrecht uitoefende [1].

Vele steden, zelfs heerlijkheden, bezaten in de middeleeuwen het voorrecht van te mogen geld munten. Bij Diericx leest men, dat koning Karel VIII, door decreet van 17 Januari 1487, den Gentenaren, in oorlog tegen Maximiliaan van Oostenrijk, het recht verleende om gouden en zilveren munt te slaan [2]. — De schepenen der stad Luik, van hunnen kant, eenigerwijze borg voor de waarde der munt, welke de prins-bisschop deed vervaardigen, deden de munters vóor zich komen en beloven van getrouwelijk te zullen werken onder het opzicht van gewicht, stoffe en vorm der geldstukken [3]. 't Was dan ook redelijk dat de Luiksche schepenen de eenige rechters waren over de misdaad van valsche munt te slaan.

Eene taak, door de wethouders van vroeger met liefde en zorg vervuld, was de bewaring der gemeentelijke handvesten. Te Brugge waren die toevertrouwd aan de zorg des burgemeesters en van de negen groote neringdekens, die ieder eenen verschilligen sleutel hadden van den koffer, waar de privileges ingesloten waren. Te Mechelen waren de sleutels in handen van den jongsten commoingemeester, van den voorschepene, van den oudsten gezwoorne der poorterij en dien der neringen [4]. Te Gent sloot de kas der stadsprivileges met drie sleutels, de eene bewaard door den hoogbaljuw, de tweede onder de schepenen van der keure, de derde onder de schepenen van gedeele [5]. Men begrijpt de groote zorg

[1] A. Wauters, *Histoire des environs de Bruxelles*, I, 325. — Zie ook het *Cartulaire de la Cambre*, 261.

[2] *Mémoires sur la ville de Gand*, I, 124.

[3] Wholwill, en *Codex Hinnisdael*, IV, 39, aangehaald door Poullet, *Essai sur l'histoire du droit criminel dans l'ancienne principauté de Liége*, 118.

[4] *Inventaire des archives de Malines*, I, VI.

[5] Ordonnantie van Karel V (1540). — *Register AA.*, 1, *Stadsarchief.*

voor die perkamenten, welke toen alléen het recht vaststelden. Ook waren de kostelijke oorkonden niet in 't bereik van elken nieuwsgierige : eene machtiging der schepenen was noodig om ze te raadplegen, en waar dit geschiedde tot onderzoek van oude rechten opzichtens de gemeente, gebeurde dat met plechtigheid en sloot men 't onderzoek somtijds met een banket [1].

Eindelijk waren de schepenen ook openbare officieren. 't Was vóor hen dat de akten van verkoop en huur, van berenting en verpanding, de testamenten enz. verleden werden, en zij hadden krachtens de souvereineteit, welke zij in den naam hunner medeburgers uitoefenden, het privilege om de akten te voorzien met het zegel der gemeente en deze akten in het erf-of contractenregister der stad te doen inschrijven.

Men ziet — veelvuldig en gewichtig was de taak der stadsschepenen onder het oude bestuurstelsel, en onze wethouders, wilden zij den hun opgelegden last getrouw, volgens eed en geweten, kwijten, wisten den dag naarstig te besteden. Zóo uitgestrekt was het veld hunner werkzaamheid dat wij ons bezwaarlijk kunnen voorstellen hoe die mannen, welke slechts weinige jaren na elkander op de schepenenbank zaten, en ieder jaar konden vervangen worden, de loopende zaken zoo geregeld konden afdoen en geene wanorde brachten in 't bestuur. Zóo iets ware onverklaarbaar, vooral in tijden waarop de gemeentelijke wethouders eene gewichtige politieke rol vervulden en in den dienst van stad of land dikwijls afwezig moesten zijn, wisten wij niet dat zij in 't bestuur medewerkers hadden, ook tot korps ingericht en met wie wij verder zullen kennis maken.

[1] « Item betaelt hr Hertselt, etc., van eenere maeltijt doen men de privilegie versach. » (*Stadsrekening van Mechelen,* 1352-1353.) — « Item van eenere maeltijt doen men seghelde. » (*Id.*, 1355-1356.) — « Item van I maeltide ghedaan in Sinte Rommouds kerke, xx in Juliõ LXX, doe men de privilegien copieerde. » (*Id.*, 1369-1370.)

IV.

Wie was schepene? wie niet? — Getal schepenen in steden en dorpen. — Door wie de schepenen gekozen werden. — Algemeen en beperkt stemrecht. — Kiezing in verschillige graden. — De schepenenzetels blijven niet ledig. — Levenslang en eenjarig schepenschap. — Wanneer de wet vernieuwd werd. — Op welke manier de schepenen gekozen werden.

Evenals bij de Franken niet ieder vrij man onder de *ratchimburgi* zitten kon, evenzoo waren er beletsels bij hunne opvolgers de schepenen. De Salische wet eischte dat de rechters zouden bekwaam zijn (*idonei*) en de Capitulariën noemen, als onwaardig om te oordeelen en zelfs om te getuigen, ieder die ter dood was veroordeeld geweest [1].

« Bekwaam zijn » verstond men niet overal op dezelfde manier; vooral moet men hier niet denken aan geleerdheid, welke, zelfs voor steden in 't midden der XVIe eeuw, geene vereischte was [2]. Volgens den eed der Luiksche schepenen van de XIIIe eeuw waren aldaar de vereischten voor het schepenenambt : vrij, zonder dienstbaarheid en wettig kind zijn.

Wij hebben gezien dat onder het aristocratisch gemeentebeheer de eerste schepenen aangesteld waren voor het leven en de bediening erfelijk werd. Later, wanneer het burger- en volkselement zijne plaats in 't bestuur verworven had, maakte men verschillige uitzonderingen — hier tegen eenen stand, daar tegen

[1] *Capitul.* I, ann. 809, 28e en 30e art. — Baluzius, I, 467, 468.

[2] De *Costumen van Aarlen*, te schrift gesteld in 1532, geven te lezen in het 18e artikel : « *Comme il y a en la ville d'Arlon peu de personnes qui savent écrire*, l'on assume un échevin sachant écrire pour rédiger les articles, contredits et salvations des parties, de leurs avocats ou procureurs. » Vroegertijds hadden in Engeland de ongeleerde schepenen eenen geletterden officier (*recorder*) tot het onderzoek der processtukken.

een beroep enz , zoo dat ook onder dit opzicht nergens gelijkheid bestond. Wij zullen deze vereischten en onbevoegdheden hier beknoptelijk doen kennen.

De constitutioneele wetten van Brabant sloten de Vlamingen uit de gemeentelijke magistratuur van dat gewest, terwijl op hunne beurt geene Brabanders of andere Belgen in Vlaanderen tot het schependom konden geraken [1]. Dit beginsel van wederzijdsche uitsluiting bestond tusschen al de provinciën van België en vindt zijnen oorsprong in den tijd, toen ieder van deze eenen afzonderlijken staat vormde onder eenen eigenen gebieder. Toch kon nadien in Brabant een persoon van een ander gewest tot het schependom geraken, wanneer hij door de Staten als Brabander was erkend.

Gelijktijdig schepene te zijn in twee verschillige vrije steden was in 't Luiksche gedurende de XIIIe en XIVe eeuw niet verboden. Hemricourt noemt Jean le Clokier, Arnold de Warnant en Jean Bonvalet, die schepenen waren te Luik en tevens te Hoei [2]. — Jan van Beieren bracht op dit punt verandering door zijn reglement van 1416, verbiedende dat niemand voortaan in meer dan éene vrije stad als wethouder zetelen mocht, maar het is niet zeker dat die verordening later stipt werd uitgevoerd.

Later vinden wij dergelijke gevallen in Vlaanderen, bij voorbeeld te Gent, waar Antoon van de Woestyne, schepene der heerlijkheid van St.-Pieters, krachtens decreet van 11 September 1706, oorlof verkreeg om, met behoud van gemelden post, de bediening te vervullen van schepene van gedeele derzelfde stad [3].

Te IJper moesten, volgens de ordonnantie van hertog Jan van Burgondië (1 October 1414), de schepenen « *Flamengz flamingans* » zijn [4].

[1] « Item dat die van der poort vorseit ende van den lande, scepenen ende andere, gheenen vremden officier, bailliu noch andren, van buten slants, die gheen Vlaminc zij, ontfaen zullen van nu voort an. » (Ordonnantie van 11 Februari 1476 (o. s) uitgevaardigd door Maria van Burgondië.)

[2] *Miroir des nobles de Hesbaye*, 49, 82, 107, 142.

[3] *Register LL*, 167. — Stadsarchief van Gent.

[4] *Inventaire des archives de la ville d'Ypres*, III, 50.

Schier overal was 't voorwaarde dat, om eene stad te mogen meebesturen, men aldaar het poortersrecht moest bezitten. Voor de stad Nijvel evenwel stapte men over dat beginsel heen krachtens de ordonnantie van 14 Juni 1434, waarbij den poorters van Brussel en Leuven vergund werd het schepenenambt uit te oefenen te Nijvel [1]. Poullet bewijst dat men gedurende de XIII[e] en XIV[e] eeuw in 't prins-bisdom van Luik te gelijker tijd schepene kon zijn in twee of drie steden of dorpen [2], en ook in Henegouw werd voor de gemeentelijke wethouders niet altijd op het poortersrecht acht geslagen. Ten jare 1776 stelde men als schepenen voor de stad Ath verscheidene lieden voor, die in Frankrijk geboren, maar reeds eenigen tijd te Ath gevestigd waren. De Geheime Raad oordeelde dat de geboorte op vreemden grond geen beletsel moest zijn tot de benoeming der bedoelde lieden, aangezien (merkte hij op) de magistraatsplaatsen te Ath « *n'étaient pas permanentes et ne constituaient pas proprement des offices formés.* »

Daar, waar men niet in de stad zelve moest geboren zijn, was toch voorwaarde dat men er eenigen tijd moest verbleven hebben : te Antwerpen, volgens de charter van Jan III, gedagteekend van 1354; te Oudenaarde volgens vernieuwd decreet van 27 April 1665. Te Rijsel was bedoeld verblijf bepaald op éen jaar en éenen dag; te Veurne was het verblijf in de kastelnij, gedurende éen jaar, even geldig als hadde men in de stad zelve gewoond. Te 's-Hertogenbosch, uitwijzens de charter van 1336, moest men twee jaren gewoond hebben. Maar ook deze regel bleef niet zonder uitzondering : na het overlijden van burchtgraaf Vilain XIIII, voorschepene der stad Gent (1777) oordeelde de regeering dat die plaats, aan welke 't voorrecht was verbonden van voor te zitten in de Staten en de bestendige afvaardiging der provincie, best toekwam aan den baron Lebailly van Marloop, die destijds burgemeester van Brugge was, en prins Karel van Lorreinen benoemde hem inderdaad tot hoofdman der Gentsche magistratuur.

[1] *Luyster van Brabant*, II, 96.

[2] Poullet, *Essai sur l'histoire du droit criminel dans l'ancienne principauté de Liége*, liv. I, chap. II, 73.

De *Loi Nouvelle* van Luik wilde, dat de schepenen ieder jaar, gedurende zes maanden, in de stad moesten wonen, tenzij dringende zaken hen elders riepen of eene machtiging van den bisschop hen daarvan ontsloeg. Te St.-Truiden moest, volgens eene charter van 1348, de tot schepene benoemde kasteelheer zich met familie en dienstboden onmiddellijk in het schependom komen vestigen, en in 1366 bepaalde men dat, wie niet gedurende zes maanden in de stad gewoond had, zou beschouwd zijn als mogende vervangen worden. — De groote ordonnantie van Groisbeek, afgekondigd in 1572, eischte uitdrukkelijk dat de schepenen dier stad aldaar metter woon moesten gevestigd zijn.

Bij voorkeur benoemde men tot het schependom begoede lieden, en dit was op de meeste plaatsen zelfs wet. In Brabant moesten de schepenen grondeigendom hebben, en wel zóóveel voor Brussel, dat zij van hun eigen goed leven konden [1].

In een reglement van hertog Jan, ten jare 1336 voor 's-Hertokenbosch uitgevaardigd, beloofde deze vorst aldaar geene schepenen te zullen aanstellen « hi en si gegoet binnen onsen lande, » en eene ordonnantie van Philip II, voor de stad Rijsel, vorderde dat de kandidaten voor het schependom zouden zijn « des plus qualifiés. »

Te Brussel, volgens eene ordonnantie van Karel V (1545)

[1] « Item want den staet ende last van den scepenscape, borgemeesterscape, rentmeesterscape ende guldekenscape soo groot es, datter wael toe behoirt, selen sij wael comen zijn van ouden, datter billiken raedt, wijsheyt ende besetheyt uyt comen soude, soo es geordineert dat van nu voirtane nemmer meer nyemant in der stadt van Brussel schepen, borgemeester, rentmeesteren ocht guldeken zijn en sal, noch en mach, hij en zij acht en twintich jaer oudt, ocht meer, ende niet min; ende hij en zij ocht heeft geweest in state van huwelike; ende sij en zijn alzoe gegoedt, dat sij den staet, die daertoe hoirt, dragen mogen ende pleghen op heurs selffes goedt, sonder hen te geneerne in eeniger ambachte metter handt : uutgescheiden quam alsoe dat eenich goedt man, die noyt gehuwt en was, genomen waer om rentmeester te zijne, dat hij 't zijn soude, gelijck men hier voirtijdts wel gesien ende geplogen heeft. » (Charter van Maximiliaan en Maria van Burgondië, 1481. *Luyster van Brabant*, III, 22-33.)

moesten de geslachten personen kiezen « nut ende gequalificeert, » terwijl voor gezwoornen, door de natiën voor te stellen, « lieden van eeren » werden gevraagd. Anders kon 't ook niet zijn, aangezien de schepenen verplicht waren den hertog van Brabant, op hunne kosten, te volgen ter heirvaart, hetgeen natuurlijk bezit, fortuin doet onderstellen.

Deze vereischte, overoud — bij de Romeinen kon niemand aan 't bestuur komen indien hij geene 25 dagwand land in eigendom bezat — bleef in Brabants hoofdstad langen tijd overheerschend. Werd een begoed poorter zelfs niet in een der geslachten opgenomen wanneer hij eene nering had uitgeoefend, tenzij de koning hem in zijnen rang hersteld had (ordonnantie van 10 Juni 1605), eene verordening van 12 Juni 1618 schreef voor, dat degene, die in 't schependom komen wilde, moest bewijzen wettige afstammeling te wezen van een lid der geslachten, die magistraat of deken van een gilde was geweest. Men ziet, het beginsel was onveranderlijk : fortuin.

In sommige plaatsen moesten de schepenen er een paard kunnen op nahouden, gelijk te Veurne[1], welke verplichting ook was opgelegd aan de gezwoornen van Kamerijk. In het kort, over 't algemeen was de eerste voorwaarde te zijn : « *homme de bien et non pour surcharger la ville,* » gelijk eene ordonnantie van 6 December 1653 zegt; « *bonnes gens, loiaux et souspeçon à leur escians,* » volgens eene charter des heeren van Aulne, van 't jaar 1288; « de bons anciens bourgeois et habitans... *des plus souffisans et notables qu'ils pouront trouver*, welke uitdrukkingen men vindt in een reglement van 16 Augustus 1551 voor de stad Geeraardsbergen[2].

In Duitschland moesten de schepenen en andere oordeelvinders burgers zijn » gevestigd in grond en bodem » en vóór de zege

[1] « Nous Guis, cuens de Flandre... avons ordené, que nul ne soit ne puist estre eskevin ni burchmaistre dedens nostre ville de Furnes, sil ne tient keval de le valour de cent sol... »

[2] A. DE PORTEMONT, *Recherches historiques sur la ville de Grammont*, II. (Pièces justificatives, n°s XXX et XXXbis. a^.)

der gilden en vrije steden ook tot de geslachten behooren; b. v. te Maagdenburg, te Schweidnitz en overal, waar het Maagdenburgsche recht gold; ook te Augsburg, Bazel en elders. Tot aan de overwinning der ambachten hadden alleen de geslachten dus zitting en stem in de schepenenkamer, maar zoo rap deed het democratisch beginsel daar voortgang, dat reeds in 1374 er onder de zeven-en-twintig rechters of schepenen slechts nog twee tot de geslachten behoorden [1].

Wij hoeven hier niet terug te komen op hetgeen wij in 't 2e hoofdstuk zegden over den strijd voor — en de spoedige verbreiding van mildere beginselen, welke men gedurende de XIVe eeuw, vooral in Vlaanderen, heeft opgemerkt. Daarvan wordt een merkwaardig voorbeeld geleverd door Gent, alwaar de magistratuur gedurende langen tijd samengesteld was uit grondbezitters (edele of niet) en poorters (*cives* geheeten); voorts uit leden der kleine neringen en andere, gekozen uit de weverij. De Meyere, en na hem de l'Espinoy en Cornelissen, merken op dat een der Gentsche schependommen, bestaande uit dertien leden, gezegd werd telkens te bevatten drie poorters (edel of niet), vijf mannen der neringen en vijf van het wolambacht, en wel in deze orde : de eerste, vierde en zevende uit de poorters; de tweede, vijfde, achtste, tiende en twaalfde uit de neringen; de derde, zesde, negende, elfde en dertiende uit het wolambacht [2]. Deze orde en schikking werden evenwel niet bestendig gevolgd, maar zij bestonden in nog andere Vlaamsche steden, gelijkmede in Frankrijk.

Babeau, onder andere, meldt dat men, bijzonderlijk in 't zuiden, ieder der vier consuls koos uit groepen van corporatiën, samengesteld naarvolgens hun maatschappelijk belang, en Elie Rossignol haalt als voorbeelden daarvan aan, dat te Geilhac de eerste consul

[1] Von Maurer, III, 576.

[2] De vrede van Gaver (1453) verbrak het zoo evengemelde gebruik te Gent door te bepalen dat in 't vervolg de keure van 1301 op het punt der wetsvernieuwing stipt zou gevolgd worden, dat is, dat men de zes en twintig schepenen zou kiezen uit gansch het lichaam der stad, zonder eenig aanzien op de neringen of op de drie leden.

van adel, of advocaat was; de tweede, burger; de derde, koophandelaar of notaris; de vierde, werkman of landbouwer [1].

De Gentsche keure van 1275 sloot uit het schependom de graan- en wijnhandelaars, benevens degenen, die in zulken handel eenig belang hadden, terwijl te Dendermonde, uitwijzens eene akte van Philip IV, gedagteekend 1658, geen brouwer tot het schepenenambt mocht geroepen worden, en wel uit hoofde van den overwegenden invloed der brouwers in het vaststellen der bierbelasting [2].

Gelijk de neringen, hadden de gilden ook invloed op het stadsbestuur verworven, voornamelijk in Vlaanderen, waar de gildegeest zich altijd het krachtigst openbaarde. In verscheidene steden van dit gewest kon men geen schepene worden wanneer men niet tot eenig gilde behoorde of, na de benoeming, zich daarbij niet liet inschrijven, b. v. te Kortrijk, waar men keus had tusschen de vier schuttersgilden; te Veurne, waar men het gilde van St.-Joris begunstigde enz. Te Amiens moest men onder de eene of andere banier ingeschreven zijn, en men vond dit ook in verscheidene Italiaansche steden, zooals Florencië.

Eene andere voorwaarde om schepene te zijn, was, dat men moest gesproten zijn uit een wettig huwelijk : « hi en si van wettigher gheborten, » gelijk de keure van Antwerpen, van 17 October 1326, zich uitdrukt. Dit was de eenige hulde niet aan het zedelijk beginsel, welke voor de gemeentelijke magistratuur werd in acht genomen. Volgens de *Paix de Saint-Jacques* moesten in 't Luiksche uit het schependom gesloten zijn elk man « qui tient » aucune femme publique avec la sienne espeuse, et dont la » choese soit vraiment cogneue et manifestée [3]. » Zulk een was ook alle openbare bediening ontzegd te Antwerpen en te Brussel [4].

[1] *Institutions municipales de l'arrondissement de Geillac*, 123-124.

[2] A. de Vlaminck, *Notice hist. sur l'échevinage de Termonde*, V.

[3] *Paix de Saint-Jacques*, chap. XXV, art. 15.

[4] Ordonnantie van 't Brusselsch magistraat, Mei 1429. — Algemeen edict van Karel V, 4 October 1540. — *Costumen der stad Antwerpen*, 1582, IVe hoofdstuk, 10e artikel.

De uitsluiting duurde « tant qu'il demeurrait en son dit peschié [1], » en wie in 't misdrijf viel, terwijl hij schepene was, moest onmiddellijk zijn ontslag geven of werd afgesteld. Ook al degenen, die veroordeeld geweest waren tot eene onteerende straf, wegens moord, valschen eed, valsche munt, woeker, diefstal en andere groote misdaden, kwamen niet als rechters in de gemeentelijke vierschaar. De Caroline voor de stad Kortrijk wil, dat men mannen kieze « *de bonne vye, fame et renommée; gens de bien et de bonne réputacion*, » of, zooals de geschiedschrijver van de wethouders der stad Abbeville zicht uitdrukt: « *les premières et les » meilleures têtes de la ville, parmi ceux qui ont été nourri et » blanchi vertueusemeut dans les affaires publiques* [2]. »

Die vereischte van zedelijkheid der schepenen was reeds gevorderd in 't begin der instelling. Karel de Groote beval het volk aan, enkellijk zijne stem te geven aan lieden, die bewezen hadden streng eerlijk te wezen [3]. LOYSEAU meent dat men van de schepenen eischen mocht « *probité des mœurs*, » volgens hem « *la » plus nécessaire au magistrat*, qui estant la règle des autres, » ne peut pas les dresser si luy-mesme est tortu et oblique [4]. » Ook schrijft genoemde rechtsgeleerde voor : « Mesme quiconque » par commune renommée est notoirement taxé et diffamé d'au- » cun mauvais cas, combien qu'il en ait esté deferé en justice, » ne doit estre receu en office d'importance, qu'il n'en soit purgé, » d'autant que l'officier, ainsi que la prude-femme, doit non seu- » lement estre exempt de mal, mais aussi de mauvais soup- » çon.... »

Bij de Franschen schijnt men evenwel nog al veel door de vingers gezien te hebben; immers LOYSEAU betreurde in de eerste jaren der XVIIe eeuw, dat men daar geloofde niet verplicht te wezen « d'informer de la vie et mœurs des échevins et de leur demander caution de leur future gestion [5]; » en ten jare 1664

[1] *Paix de Saint-Jacques*, voormeld.
[2] Le Père IGNACE, *Hist. des mayeurs d'Abbeville*.
[3] *Capit. Carol. Mag.*, III, 6, 56.
[4] LOYSEAU, *Du droict des offices*, ch. III, 53.
[5] *Idem*, ibidem, liv. V, chap. VII, 42.

beklaagde men het ginder, dat lieden, die ter dood waren veroordeeld geweest, te Condom en Nérac tot gemeentelijke magistraten waren benoemd [1].

Over het algemeen waren klerken of geestelijken niet tot het schependom toegelaten. In de meeste gemeentekeuren of charters was deze uitzondering niet bepaald, daar het algemeen zóo geweten en uitgeoefend werd; evenwel vinden wij ze uitgedrukt in eene charter der stad Aalst van 1276 [2]. Daarentegen — maar wij hebben het hier te doen met een dorp, waar het toen mogelijk aan bekwame landslieden ontbrak — leest men in eene charter van 1309, door den abt van St.-Pieters, als heer van Desselgem bezegeld, dat aldaar schepene mocht zijn : « *clerc*, *croisé* ou *bourgeois* [3]. » Mogelijk verstaat men door dit laatste woord de poorters der naastbijgelegene stad?

In Frankrijk kennen wij ook eenige plaatsen, waar priesters tot de magistratuur waren toegelaten. Te Chartres, b. v., maakten twee kanunniken, van rechtswege, deel van de schepenenbank, doch hunne collegas waren daar niet mee in hun schik. In 1767 besliste de hoogere overheid dat in Normandië geen priester kon schepene of meier worden, wat te veronderstellen geeft dat vóor dat tijdstip de uitzondering aldaar niet bestond. — Misbruiken van dien aard waren echter weinig te vreezen : van den eenen kant deed de geestelijkheid, althans in ons land, niets om recht tot de magistratuur te bekomen; van den anderen kant kon hun invloed in louter gemeentelijke zaken niet opwegen tegen dien der edelen, poorters en neringmannen.

In dienst zijn van de gemeente, of eenig justitieambt uitoefenende, was almede een beletsel tot het schepenenambt. Zoo werd voor de stad Brussel bij besluit der wethouders van 1596 vastgesteld, dat geen kandidaat mocht aangeboden worden zijnde « au

[1] BABEAU, *La ville sous l'ancien régime*, 112.

[2] DE POTTER en BROECKAERT, *Geschiedenis van Aalst*, II.

[3] DIERICX, *Gentsch Charterboekje*, 125, in de aanteekening.

» service du prince ou d'un seigneur ayant puissance de punir » de la peine capitale, de la perte d'un membre ou d'amendes. » Ook te dezen opzichte handelde men weer niet stipt naar de letter; immers bij Kempeneers (II, 97) vindt men gewag gemaakt van *Jean, mayeur de Montenack et eschevin dudit lieu.* » Te Luik treffen wij aan Wallieu d'Athin als grootmeier en schepene, hetgeen men in de XIVe en XVe eeuw nog bij anderen aldaar kan opmerken. Toch lezen wij in de keure van St.-Truiden (134?) dat aldaar niemand te gelijk schout en schepene mocht zijn.

Dergelijke afwijkingen van den regel worden ook in Vlaanderen gevonden, evenwel, voor zoover ons bekend is, niet vóor de XVIIIe eeuw. Volgens akte van 16 Juli 1774 werd burchtgraaf Vilain XIIII gemachtigd om, te zamen met zijn ambt van eersten schepene der stad Gent, ook dat uit te oefenen van hoogbaljuw dier stad en baljuw des Oudenburchts. Maar nog eens, dit waren uitzonderingen, en de regel luidde : Niemand worde schepene, die door eed aan eenen anderen is verbonden.

De leeftijd, op welken men tot het schependom kon geroepen worden, was ook niet in alle gewesten gelijk. Te Luik moest men aanvankelijk niet meer dan vijftien volle jaren oud zijn [1]. — Wel vroeg? zal men opwerpen. — Voorzeker, maar dit was ook de jarigheid, vereischt voor de rechters der Rijn-Franken. Daar kon die jeugdige leeftijd weinig schaden, omdat de jonkheid er naast de ouderlingen zat en de meerbejaarden wel in groote meerderheid zullen geweest zijn. — In een besloten, kleintalig college evenwel, gelijk dat der schepenen was, kon onervarenheid of te groote edelmoedigheid, eigenschappen van de jeugd, voor 't oordeelvellen soms zeer nadeelig zijn; ook werd in 1572 bepaald, dat niemand te Luik kon schepene worden vóor hij zijn vijf-en-twintigste jaar had voleindigd, een leeftijd die in Vlaanderen, te Antwerpen, St.-Truiden (in deze laatste stad sedert 1595) en op vele andere plaatsen, gelijk ook in Frankrijk en bij de oude Romeinen, was voorgeschreven.

[1] *Patron de la Temporalité*, 424.

Te Brussel (volgens de keure van hertog Wenceslaus, 1375), was 't acht en twintig jaren; maar voor deze stad werd de bepaling omtrent den ouderdom der schepenen door hertogin Maria, bij hare intrede op 10 Juni 1477, verbroken, nadien hersteld en krachtens ordonnantie van 10 Juni 1605 gebracht op het een en twintigste jaar, gelijk gevorderd was voor de andere Brabantsche steden.

't Was doorgaans op de jongeren niet, dat de keuze viel, want men had al vroeg ondervonden dat deze in vele zaken geen oordeel konden vinden, onbekend als zij waren met de vroegere uitspraken in gevallen van eenen en zelfden aard. Daarom het ten hoofde gaan, later het beroep zooveel mogelijk willende vermijden, liet men in de meeste plaatsen de jonge mannen hunne beurt afwachten en koos men inmiddels, bij voorkeur, ouden van dagen, die in den loop van een lang leven gelegenheid hadden gehad om allerlei gevallen zelven te oordeelen of gekeurd te weten door anderen. Daar, waar men anders te werk ging, gelijk te Aalst omtrent 1530, vroeg de gemeente aan den vorst dat de commissarissen ter wetsvernieuwing zouden aangemaand worden om te handelen zoo 't behoorde, en Karel V beval, bij brief van 16 Augustus 1531, dat voortaan de keus moest vallen op « *bons anciens bourgeois .. des plus notables* [1]. »

Een beletsel, dat overal, ofschoon weeral niet in alle plaatsen tot gelijken graad, bestond, was de maagschap. Wanneer het schepenenambt aan enkele familiën behoorde en van vader tot zoon overging, gebeurde het meermaals dat vader en zoon, of twee broeders te gelijken tijd, tot het magistraat behoorden. Alzoo teekent VON MAURER aan voor Friedberg in 1312.

[1] *Costumen voor de twee steden ende lande van Aelst*, 116-118. — LOYSEAU, sprekende van den ouderdom der magistraten, zegt daarover : « ... C'est chose notable, que comme anciennement presqu'en toutes les nations les gens d'aage et d'expérience estoient appelez aux offices (tesmoing l'exemple que Dieu mesme nous a donné au ch. II des Nombres, des septante vieillards, ausquels il fit part de l'esprit de Moyse) aussi en toutes les langues anciennes un mesme terme signifie « le vieillard et l'officier, la vieillesse et l'office. »

Te Antwerpen mocht niemand schepene zijn die eenen anderen « ten derdalven lede » (d. i. volle neef met vollen neef) verwant was [1]; derhalve nog minder vader en zoon, broeders of schoonbroeders, schoonvader en schoonzoon [2]. Ook te dezen opzichte werd nu en dan eene uitzondering gemaakt, b. v. te Gent in 1673, toen de heer van Potry en Welden gemachtigd werd om op de schepenenbank te zetelen naast zijnen neef [3].

De Brusselsche keure van 1375 stelde vast, dat de oudste zoon eener patriciërsfamilie, acht en twintig jaren oud geworden, een geslacht moest kiezen waar hij zou bijblijven, en dat zijne jongere broeders zich zijne keuze moesten laten welgevallen. Gebeurde het, dat twee broeders door verschillige geslachten tot schepenen waren gekozen, dan behield de oudste zijne plaats en moest de andere vervangen worden.

Te Amiens was er in 't schependom geen beletsel voor bloedverwanten in den eersten graad. Alzoo ziet men in eene akte van 1195 eenen vader en zijnen zoon als schepenen en getuigen optreden [4]; maar dit hield geenen stand en in oude Costumen van Amiens, der XIIIe eeuw, leest men : « Nulz freres, serouges, » ne peres, ne fieulz, ne genres, ne cousins germains ne peut » estre esquevin ensamble en une année [5]. » Dergelijke uitsluitingen, men begrijpt het, hadden tot doel de belangen des publieks te vrijwaren en te beletten partijdige oordeelen uit te brengen, of, gelijk de charter voor de stad Namen (1411) uitdrukt : « affin d'eschever les faveurs et désordre qui, en justice, » pouroient estre et avenir cy-aprês. »

[1] Hertog Jan van Brabant, die dit voorschreef, zonderde daarvan evenwel uit de schepenen, die destijds te Antwerpen aan 't bestuur waren (Mertens en Torfs, *Geschiedenis van Antwerpen*, II, 506-507.)

[2] Zij, die zulke maagschap met andere wethouders verzwegen, werden bij de ontdekking veroordeeld tot eene boete van 200 Florijnsche gulden, de helft ten voordeele der stad, de wederhelft voor den hertog. (*Charter van Jan III, 19 April 1353.*)

[3] *Register XX*, stadsarchief van Gent. Aangehaald door Diericx.

[4] Aug. Thierry, *Recueil de monuments inédits de l'hist. du Tiers État*, I, 119.

[5] *Idem*, I, 118.

In Brabant kon niemand schepene worden die niet gehuwd of weduwenaar was, en tot reden daarvan wordt opgegeven dat de huwelijke staat eene waarborg was van zedelijkheid, voorziening en orde. Toch was ook hier eene uitzondering, namelijk ter gunste van degenen, die den graad van licentiaat of doctor in de rechten hadden bekomen. Deze uitzondering voor den ongehuwden staat vinden wij ook in verschillige Vlaamsche gemeenten, onder andere te Rijsel, uitwijzens eene charter van koning Philip VI [1].

Te Vliermaal, waar de schepenen hoofdjurisdictie hadden in 't graafschap Loon, moesten zij, krachtens een reglement van 1727, nog geldig op het einde des voormaligen regiems, te Loon geboren en licentiaat in de rechten zijn eener « *université fameuse.* » Dank aan deze voorwaarde, mochten de schepenen van Vliermaal beschouwd worden als de orakels der Loonsche rechtsleer. Geheel anders was het weer te Rijsel, alwaar Philip, koning van Frankrijk, bij charter van 15 September 1341 het schepenenambt ontzegde aan de advocaten, die hun beroep uitoefenden mits geld of voor geschenken [2].

[1] Archief der stad Rijsel.

[2] « Philippe, par la grace de Dieu rois de Franche au souverain bailliu de Lille ou a son liu tenant, salut. Les eschevins de la ville de Lille nous ont signifyet que comme tous les ans au jour de Toussains nous faciens faire eschevins nouviaus en la dite ville, lesquels eschevins font eslire ciertain nombre de persones, pour y estre consilliet par ycheuls la dite anee durant des causes qui pardevant eiaus viennent, et dou gouvernement de la dite ville quant il en requierent leurs consel, souventes fois avient que aucunes persones, qui sont advocas pour deniers prennans, penscions et autres bien fais de cheuls qui ont causes et prochies devant les dis eschevins font ou pourcachent que il sont esleus eschevins ou dou conseil des dis eschevins et sur chelle fianche pluiseurs et la grigneur de cheuls qui ont a procheder devant les dis eschevins les retiennent de leur consel a deniers ou a autres bien fais, secretement ou en apiert; et les dis advocas et consilliers par leurs soutivetes enfourment leurs pers a leur faveur des cauzes quil voellent soustenir et dont il sont au consel, et specialment les plus jouenes et les plus simples, pourquoi aucune fois est avenu et a este depuis seut que le droit de partie en

Verscheidene reglementen voor het kiezen der schepenen bepalen, dat deze moesten geletterd zijn. Wij zegden reeds dat de Caroline voor de stad Kortrijk vroeg « *des gens lettrez,* » en de hervorminsgbrieven van Groisbeek, voor 't prins-bisdom van Luik (1572), schrijven voor dat al de rechters zullen zijn « *gens de bien, de mariage légitime, sachant lire et écrire;* » maar anders was het te Aarlen, welker costumen, in 1552 te schrift gesteld, te lezen geven in 't 18e artikel : « Comme il y en a la ville d'Arlon peu de » personnes qui savent écrire, l'on assume un échevin sachant » écrire pour rédiger les articles, contredits et salvations des » parties, de leurs avocats ou procureur. » Ook in Brabant was, gedurende de XVIIe eeuw, de geleerdheid geene vereischte om schepene te kunnen worden, vermits men in dit gewest bij zekere vierscharen twee advocaten moest aanstellen, « *geletterde schepenen* » geheeten, en die tot last hadden de processtuks in òrde te brengen en het vonnis te schrift te stellen.

Te Doornik was er in de vorige eeuw als 't ware een leertijd geopend voor de stedelijke wethouders, namelijk door de bepaling (voorkomende in 't reglement van 11 Februari 1769, door Maria-Theresia verleend) dat men niet kon geroepen worden tot het ambt van proost, gezwoorne, meier of schepene, indien men niet in eene der stadsparochiën de bediening van *pauvriseur* en *égliseur*, gedurende den vastgestelden termijn, had vervuld [1].

a este retardes, lesqueles chozes sunt contre raison et en prejudisce dou bien commun, si nous ont supplyet que sur che leur voellons pourveoir de tel remede que dores en avant telles fraudes et periuls soient eskiuwer en la dite ville, pourquoi nous voellans pourveoir au pourfit de nos subgez et obvier a teuls periuls, vous mandons et se mestiers est coumetons que appielles les dis eschevins vous pourvees et faites sour les chozes dessus dites aucune certaine ordenanche et status a perpetuite, pour quoi cheus consilliers et advocas dores en avant prennans penscion ou autres bien fais ne soient appieles ne promeus aus dis offisses, mais en soient du tout prives et deboutes a tous jours, si comme vous trouveres que mius vaudra à faire au pourfit du commun du liu et a garder equite et justiche. Donne a Athioles le xiiie jour de mai lan de grace M. CCC. XLI... » (*Archief der stad Rijsel.*)

[1] XIe artikel van voormeld reglement.

Deze maatregel, in 't voordeel der behoeftigen genomen, bestond in geene andere stad van ons land (zegt Gachard), en inderdaad, wij hebben nergens elders dergelijke voorwaarde aangetroffen [1].

In sommige plaatsen waren de schepenen niet te kiezen uit de algemeenheid der poorters, maar volgens wijk of parochie. Zoo b. v. te Charleroi, waar drie schepenen van de hooge en drie andere van de benedenstad moesten zijn, terwijl de burgemeester, volgens beurt, nu eens uit het eene, dan uit het andere deel der stad benoemd werd. De keure van 1212, voor de stad Gent, schreef voor dat uit iedere der vier parochiën, destijds aldaar bestaande, minstens één persoon tot schepene moest gekozen worden, en wel vóor al de andere.

Eene uitzondering, welke wij niet onverlet mogen laten, vinden wij geboekt voor Keulen, alwaar de aartsbisschoppen door hunne burchtgraven lieten onderzoeken of de gekozene magistraten wel lichamelijk zóo gevormd waren dat zij als kloeke en flinke verdedigers der justitie konden te voorschijn treden met zwaard of degen. « Onze burchtgraaf of zijn opvolger (zegde een prelaat van de XII[e] eeuw) moet namens onze kerk in de schepenenbank de lieden zetten, gekozen door hunne medebroeders, maar hij moet wel acht nemen en zelf onderzoeken of zij niet gebocheld, krom, mank, scheef, doof, stameraar of door lamheid of melaatschheid geslagen zijn [2]. »

Al wie door of namens den vorst, door den dorpsheer of door zijne medeburgers tot schepene was gekozen, had in de meeste plaatsen 't recht niet, zich aan de vervulling van het ambt te onttrekken, alhoewel men reden had om er van verschoond te blijven. Talrijke kinderen hebben, oud of door lichaamsgebrek gekwollen te zijn was derhalve niet altijd eene geldige reden om

[1] Gachard, *Collection de documents inédits*, III.

[2] Lacomblet, *Urkundenbuch für die Geschichte des Niederrheins*, I, 303. (Enquest van het jaar 1169.)

aan de huistaak of op de kamer te mogen blijven. De weigering werd beschouwd als een gemis van belangstelling in de algemeene zaken, als een gebrek van eerbied voor den wil des heeren of der menigte, van wie het mandaat voortkwam. « Die voor schepenen » gheecosen is » (zeggen de *Usantiën* der laatbank van Reuzel) « ende » ghedaecht, niet compareert, verbuert voir d'eerste reyse drie » francken stuck : voir de tweede reyse dobbel. » Het veertiende artikel der Costumen van Luxemburg luidt : « Aucun des sept » échevins, après avoir prêté serment, ne peut s'en départir si » préalablement il n'a obtenu congé du seigneur et de ses con- » frères, s'il n'a forfaict et qu'il soit démis de ses confrères. »

Er zijn evenwel eenige voorbeelden dat schepenen van Luik — voor het leven benoemd, gelijk wij weten — van hunnen zetel afzagen ten voordeele van eenen anderen. Alzoo mocht in 1669 de zoon des burgemeesters Laruelle, met toestemming van den bisschop, zijne schepenenplaats overlaten aan Louvrez [1].

Wanneer een lid der gemeentelijke magistratuur, dat zijne benoeming van het gouvernement had ontvangen, zijn ontslag wilde nemen, moest hij daartoe oorlof bekomen van den gouverneur-generaal [2]. Overigens, geen gezag, zelfs dat der regeering niet, had het vermogen eenen wethouder af te zetten of in zijne bediening op te schorsen : daartoe was een vonnis van den provincialen raad noodig, maar Gachard verzekert geen enkel voorbeeld van zulke afstelling gevonden te hebben.

In sommige plaatsen van Frankrijk kon men niemand dwingen tweemaal schepene te worden [3]. Te Amiens was de uitoefening van het ambt verplichtend op straffe van verbanning. Maar, denkt

[1] Poullet, *Essai sur l'hist. du droit criminel dans l'ancienne principauté de Liége*, 640.

[2] In 1793 vroeg de heer van Male, schepene der stad Brussel, zijn ontslag, voorgevende dat de zwakheid zijns gezichts hem ongeschikt maakte om zijne taak naar behooren te vervullen. De aartshertog Karel-Lodewijk, bij brief van 10 October 1793, aan de schepenen toegestuurd, weigerde het ontslag aan te nemen. (Gachard, *Documents concernant l'hist. de la Belgique*, III, 49.)

[3] Donat, *Le droit public*, liv. I, titre XVI, sect. IV, 7 à 33. — Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, 119.

men misschien, men kon in 't vooruitzicht zijner benoeming zich bij tijds uit de voeten maken, eene reis buiten 't land ondernemen? Zeker, doch weerkomen, onmiddellijk weerkomen was plicht en wet. Was iemand tot schepene gekozen, maar afwezig, de gemeente zond hem zonder vertoef haren bode, met last om aanstonds naar de stad terug te keeren. Maar de handel, de nering, eene vrome gelofte of iets van dien aard? Geene verschooning werd aangenomen. Jean Lorfèvre, te Amiens tot schepene gekozen, en op reis naar Brugge; Philippe de Morvilliers, ter bedevaart getrokken naar O.-L.-Vrouw van Liesse, moesten beide hunne reis staken om bezit te komen nemen van hunnen zetel [1].

Welk was nu het getal schepenen, dat in steden en dorpen recht en wet oefende?

Nogmaals is hierin, bijzonderlijk voor de steden, een groot verschil waar te nemen. In den beginne schijnt het *zevental* algemeen geweest te zijn, het minste getal waarmee de *ratchimburgi* mochten te recht zitten. Dit getal is in de Frankische wetten duidelijk uitgedrukt [2] en door Karel den Groote in een zijner capitulariën voor iedere vierschaar voorgeschreven [3]. Het leefde langen tijd voort in onderscheidene bestuurlijke en rechterlijke gebruiken, onder andere in de Zeeuwsche streken, waar geschillen omtrent eigendom van landen geslecht moesten worden door de zeven naastgelande buren, 't geen men heette : « op de sevene aenspreken [4]. »

[1] A. de Calonne, *La vie municipale*, 20.

[2] « Grafio congreget septem rachimburgos idoneos. » (Salische wet, XLII, c. 2. Baluzius, I, 311, 321, 334, 514, 883)

[3] « Ut nullus ad placitum banniatur, nisi qui causam quaerere vult, aut se ab alio quaeri scit; exceptis scabinis septem, qui ad omnia placita esse debent. » (*Cap. Carol. Mag.* L. VI, c. 38).

[4] Zie de *Vaderlandsche Historie*, III, 308. In Kennemerland moesten over crimineele en definitieve vonnissen al de zeven leenmannen ter hoogere vierschaar zitten, doch over interlocutoire maar vijf. Bij den Hoogen Raad van Holland mochten geene vonnissen geveld worden dan waarover zeven leden gezeten hadden.

Naarmate de volkrijke plaatsen toenamen in belang, vermeerderde ook het getal schepenen. Lodewijk de Goede, die omtrent het getal twaalf, als symbool, in 't vooroordeel zijner eeuw deelde, verhoogde op zóoveel het getal rechters voor iedere stad of graafschap [1].

Het getal schepenen veranderde volgens tijd, plaats en omstandigheid, en in Frankrijk was men zelfs van meening, dat het niet moest geregeld zijn naar het getal ingezetenen, maar volgens de oude gebruiken [2]. Zoo had aldaar de overlevering de bovenhand op de logiek. Maar sedert de XVe eeuw was er in Frankrijk eene bestendige neiging op te merken voor de beperking van 't getal schepenen (beperking, die in den beginne zelfs groot was), terwijl bij ons het getal mettertijd eerder toenam dan verminderde. Het is echter ook waar dat op vele plaatsen in Frankrijk het getal rechters aanzienlijker was dan bij ons, en de vermindering ginder, zoo wel als hier, veelal tot reden had de kosten van justitie en beheer te verlichten, onverminderd dat, gelijk eene algemeene vergadering van St.-Emilion verklaarde, « le trop » grand nombre des officiers revenant à grande confusion, leur » république en est paouvrement conduite et gouvernée [3]. » Daarbij, zegde men te Reims : « plus le nombre des administra- » teurs est grand, moins ils sont d'accord [4]. » En dit laatste wordt bekrachtigd door de volkswijsheid, die eeuwen geleden reeds het woord sprak : « Zooveel hoofden, zooveel zinnen. » 't Was om die reden dat het getal schepenen te Montauban eerst van zestien tot tien, vervolgens tot zes werd verminderd; de vier-en-twintig wethouders van Amiens tot zeven; de dertig *consuls* van Saint-Maixent, de twintig schepenen van Dijon, de twaalf

[1] « Vult domnus imperator ut in tale placitum quale nunc jusserit veniat unus quisque comes, et adducat secum duodecim scabinos. »

(*Capit.* Baluz., I, col. 605.)

[2] *Archives nationales* (*de France*), H. 140. — Babeau, *la Ville sous l'ancien régime*, 107.

[3] Guadet, *Saint-Emillion, son histoire et ses monuments*, 126.

[4] *Mém. sur la municipalité de Rennes.* (Archives de France, H. 520.)

jurats van Bordeaux en de twaalf schepenen van Orleans tot zes enz. [1].

Over 't algemeen waren er in onze dorpen *vijf* of *zeven* schepenen, met dit onderscheid voor Zeeland, dat daar op het platte land het getal grooter was dan in de steden : « in elc ambacht, in elke vierschare sullen sijn IX of XI schepenen. » Aangezien het getal voor de steden nagenoeg van plaats tot plaats verschilt, zullen wij ons bepalen bij de opgave der voornaamste, en daarna zoo beknopt mogelijk de geheele samenstelling des bestuurs in een aantal steden doen kennen.

Drie schepenen waren er in eenige kleine, armoedige dorpen, vooral van 't Limburgsche. Dit getal was zóo gering omdat men er te weinig geschikte lieden aantrof en ook om de groote bestuurkosten te vermijden.

Vijf schepenen vinden wij :

Te IJper, in 903, onder de regeering van Boudewijn den Kale. Er is evenwel geen bewijs, dat er toen niet reeds zeven schepenen waren, eene opmerking welke ook geldt voor de stad Namen, welker oudstgekende charter door vijf schepenen en eenen meier bezegeld is. Te Florenville en Clémency, alsook te Prenzlau, in Duitschland, waren maar vijf schepenen.

Zes schepenen zijn genoemd in eene charter van de XIVe eeuw betrekkelijk de stad Namen, maar toen kon ook wel een der wethouders afwezig geweest zijn. Virton, Montquintin, St.-Léger, Couvreux en Mussy hadden zes schepenen en eenen meier.

Zeven schepenen waren er : aanvankelijk te Brussel en te Leuven, zonder den burgemeester; te Aarlen, te Dendermonde (tot 1752); te Roermond en te Luxemburg, waar éen der schepenen burgemeester was; te St.-Truiden, voor ieder der beide deelen van de stad, die eenen bijzonderen heer hadden ; te 's-Hertogenbosch, te Bergen (tot het jaar 1406); te Ath, Charleroi en Oudenaarde, waaronder een burgemeester; te Aalst (tot 1526); te Namen (sedert 1464 tot aan 't einde des voormaligen beheers); te Doornik,

[1] Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, 108.

waaronder een proost [1]; te Kortrijk (tot 1359 en van 1400 tot 1429); te IJper (van 928 tot 1067). In het oude Holland schijnt zeven het gewone getal der schepenen geweest te zijn, hetgeen men ook vond in menige Duitsche stad, zooals Breslau, Glagau, Ratibar, Löwenberg en elders.

Acht schepenen treffen wij aan te IJper, met eenen voogd (sedert 1785); te Kortrijk (sedert 1785); te Dendermonde (vóor 1752); in Kennemerland en te Stendal.

Negen schepenen vindt men te Eekloo, sedert 1304 tot aan het einde der XVIIIe eeuw [2]; te Dendermonde (van 1561 tot 1752); te Veurne (in de XVe eeuw); te Kortrijk (van 1429 tot 1540); te Oudenaarde, de burgemeester meegerekend (tot 1758); te Aalst (van 1526 tot het einde des voormaligen beheers). In Zeeland was negen het gewone getal schepenen.

Tien worden er gevonden te Bergen (sedert 1406); te Brussel (sedert 1480); te Bazel, waar men de schepenen daarom « de Tien » heette, zelfs nadat hun getal vermeerderd was.

Elf schepenen zetelden te Kortrijk (van 1540 tot het einde der XVIIIe eeuw).

Twaalf te Veurne, met twee burgemeesters, (vóor de XVe eeuw); te Dowaai (sedert 1575); te Aire, te Reims, te Atrecht (sedert 1211); te Rijsel (van 1235); te Mechelen (volgens de charter van 1301); te Antwerpen (van 1230, en vermoedelijk ook vroeger, tot 1490); te Zutphen (sedert 1190); te Maagdenburg, waar het getal meermaals veranderde.

[1] Doornik was eene van die plaatsen, welke in twee schependommen verdeeld waren, doordien twee heeren er gezag uitoefenden. Het gedeelte der stad, ten oosten der Schelde, behoorde niet tot het stadsschependom, maar werd bestuurd door een ander gezegd van St.-Brice. — Te St.-Truiden waren eveneens twee schependommen, éen der kerk van Metz (later den bisschop van Luik), 't ander aan de plaatselijke abdij. Ook te Maastricht, welke stad voor een deel aan den bisschop van Luik toekwam.

[2] Tot dit schependom behoorde het aanpalend dorp Lembeke, dat drie wethouders koos tegen zes door de stad Eekloo. (NEELEMANS, *Geschiedenis van Eecloo*, 67.)

Dertien schepenen waren er te IJper, tot het jaar 1785; te Gent (in 1192 en tot 1228); te Kortrijk (van 1359 tot 1400); alsmede in ieder der drie kwartieren van 't Brugsche Vrije (volgens de ordonnantie van 10 Juli 1530); te Brugge (van 1298 tot 1795).

Veertien te Doornik (krachtens de keure van 1333, en in verschillige steden van Duitschland, b. v. te Francfort a/M ; ook te Luik.

Zestien te Dowaai (tot 1373), alsook in 't Vrije van Brugge (van 1766 tot 1795); te Antwerpen (sedert November 1490 tot in het midden der XVIe eeuw, wanneer het getal er vermeerderd werd tot)

Achttien (behoudens in de jaren 1577-1585, toen er weer zestien waren).

Negentien schepenen treft men aan voor 't Vrije van Brugge (in 1259); te Metz (in 1319).

Een en twintig te Doornik (volgens de charter van 1340); dit schijnt het gewone getal geweest te zijn voor Metz, waar men er in 1190 *twee en twintig*, met den schepenenmeester en zijne « twee broeders » aantreft.

Vier en twintig te Amiens (in de XVe eeuw); te Atrecht (tot het jaar 1211); te Keulen enz.

Zes en twintig te Gent (van 1301 tot aan de opheffing des voormaligen beheers).

Zeven en twintig voor het Brugsche Vrije (volgens het edict van 't jaar 1414, tot 1477).

Zes en dertig voor 't Vrije van Brugge (van 1393 tot 1414).

Negen en dertig te Gent (van 1228 tot 1301).

Veertig voor het Vrije van Brugge (in 1246 en 1278) welk getal aldaar meest gevonden wordt tot aan het jaar 1530.

Vermindering van het getal schepenen was gewenscht of zonder tegenkanting aangenomen wanneer b. v. de steden hunne welvaart of hulpmiddelen hadden zien te loor gaan en de openbare kas nog moeilijk in de hooge bestuurkosten kon voorzien; men verminderde ook weleens ter vereenvoudiging van 't bestuur. In andere gevallen gaf de beperking aanleiding tot hevige klachten. Toen Jozef II in 1781 zijne reis in België deed, merkte hij op

dat de gemeentelijke magistratuur op vele plaatsen te talrijk was en uitte het verlangen dat het Belgisch gouvernement naar middelen zou zoeken om ze te verminderen; maar de Geheime Raad, daarover gehoord, oordeelde de uitvoering van 's keizers ontwerp onuitvoerbaar. Diericx, voorzitter van den Raad van Vlaanderen, twee jaren nadien geraadpleegd opzichtens eene ontworpene vermindering van 't getal schepenen te IJper, gaf ten antwoorde dat de regeering zekerlijk het recht had dit te doen, maar « dat de Vlamingen den ouden vorm van hun bestuur beschouwden als een soort van voorrecht, hetwelk zij innig verbonden achtten met hunne vrijheden, en dat zij nooit lichtelijk eene afwijking of wijziging daarvan hadden aangenomen [1]. Dezelfde gehechtheid aan de gemeentelijke instelling werd ook betoond door de Brabanders; immers schier al de volksopstanden te Brussel ontstonden door betwistingen omtrent de verordeningen, die de samenstelling, de attributiën of den invloed der wetskorpsen bepaalden.

Het recht des volks om zijne magistraten te kiezen klimt op tot het begin der Belgische geschiedenis. Strabo verzekert dat de steden hunne afgevaardigden zonden naar de algemeene vergaderingen, en toen Rome 's gezag hier gevestigd was, koos de curie hare overheid onder de achtbaarste *decuriones*, zonder dat de graaf daar tusschenkwam. Het bestaan eener vrije magistratuur voor iedere meentucht, tijdens de Frankische overheersching, is niet te betwisten; daarvan getuigen de capitulariën van Dagobert [2], van Karel den Groote [3], van Lodewijk den Goede [4] en van Karel den Kale [5].

[1] *Rescription au Conseil Privé*, du 13 février 1783. Gachard, *Collection de documents inédits*, III. — Buiten de hoogergenoemde steden, welker bestuur eene beperking onderging, zijn nog te melden Wervik en Nieuwpoort.

[2] An. 630, 22e artikel.

[3] An. 809, 22e artikel.

[4] An. 849.

[5] An. 877.

Sedert de inrichting der keurgemeenten werd het volksrecht ten onzent grootelijks gewijzigd, echter niet in Frankrijk en in vele Duitsche steden; althans de evenberoepene capitulariën der Frankische vorsten werden bij onze zuiderburen door den H. Lodewijk ten jare 1256 voor de meiers bekrachtigd in eene ordonnantie, welker eerste artikel bepaalt, dat genoemde magistraten in geheel het rijk telken jare, daags na 't feest der HH. Simoen en Jude, zouden *gekozen* worden. Overigens men leest in de inleiding tot de *Ordonnances des Rois de France* (II, 5), dat de openbare zaken toevertrouwd waren aan magistraten, gekozen door en onder de burgers. Wat Duitschland betreft, daar vinden wij verscheidene plaatsen, waar de schepenen en andere oordeelvinders door de gemeente gekozen werden, b. v. te Soest.

Onze oude keuren deelen over het algemeen weinig of geene bijzonderheden mede over de wijze, waarop de schepenen werden gekozen; nochtans moest er wel eene regeling bestaan. Het is te denken dat men in 't begin ook hierin de oude gebruiken zal gevolgd hebben, hetzij men de keus liet vallen op de meestbegoeden, de hoogstbejaarden, de ervarensten uit eene meentucht, of eenige van elke dezer soorten. Aan het algemeen stemrecht werden echter na verloop van tijd verschillige afwijkingen toegebracht. Was er woeling, wanorde of slechte keuze geweest? Vreesde men den te grooten invloed dergenen, die verreweg de talrijkste klasse uitmaakten, of dien der gekozenen zelven, die hunnen sterksten steun moesten vinden in de lage standen? Mogelijk wel, anders zouden de steden niet zoo goedschiks van 't stemrecht afgezien hebben, gelijk 's-Hertogenbosch, die, volgens verklaring van hertog Jan van Brabant, in 1336, hem had « geconsenteert » ende overgegeven mit hoiren vrije wille, dat (zegt de vorst) wij » ende onze oir emmermeer mogen setten seven scepenen ende » seven gesworen binnen onse voirschrevene stat, die ons orberlic » ende goet sullen duncken [1]... »

[1] *Register van privileges*, n° 3, bl. 97. — Rijksarchief te Brussel.

De benoemingsmacht eens tot de vorsten overgegaan, bleef aan deze, zonder dat de gemeenten pogingen schijnen gedaan te hebben om het weder te bekomen. Hoe weinig ons volk daaraan dacht, is gebleken op drie gewichtige tijdstippen onzer geschiedenis. Vooreerst in de groote terugwerking na den dood van Karel den Stoute eischten, Brussel uitgezonderd, de gemeenten het kiesrecht niet, hoewel zij het gemakkelijk hadden kunnen verkrijgen; alleen vroeg Antwerpen dat de wet er in 't vervolg jaarlijks zou vernieuwd worden, en Namen, dat alleen Belgen door de regeering zouden gelast worden om de magistratuur te vernieuwen, terwijl Vlaanderen aandrong om geene commissarissen te zenden dan zulke, die de Vlaamsche taal machtig waren. Het tweede tijdstip was in de XVIe eeuw, namelijk wanneer het koninklijk gezag niet meer erkend was en de gemeenten, handelende nagenoeg als zoo vele republieken, veel wijzigden, veel afschaften, veel nieuws invoerden, echter de volkskiezing niet. Eindelijk gedurende de Brabantsche omwenteling van 1790 koos ook de algemeenheid der ingezetenen zelve de gemeentelijke wethouders niet. 't Is waar, zóo geschiedde te Doornik, doch daar bestond eigenlijk geene provinciale vertegenwoordiging, en werd het algemeen kiesrecht toen door verschillige plaatsen van Vlaanderen gevraagd, men drong er niet op aan. In Brabant, Henegouw en Namen geschiedde gedurende gemelde omwenteling de benoeming der stadsschepenen door de Staten, als opvolgers van het gevallen bewind.

De rechtstreeksche stemming werd dan op de eene plaats beperkt, op de andere afgeschaft. De verzwakking van het kiesbeginsel was reeds in de tweede helft der XIIIe eeuw zeer gevoelig, en ging zelfs teenemaal verloren dáar, waar de rijke standen zich het schepenschap voor het leven hadden aangematigd.

In de steden, waar de keus door de vorsten zelven niet werd gedaan, lieten zij de taak over aan hunnen officier, of zonden commissarissen, die op de eene plaats geheel alleen, op de andere met tusschenkomst van stedekiezers benoëmden. Er waren ook steden, waar de officier alleenlijk zijne goedkeuring had te geven; andere, waar de vorst of heer benoemde, maar de goedkeuring

des volks noodig was, terwijl een minder schokkend stelsel voor de onafhankelijkheid der gemeenten hierin bestond, dat de nieuwe magistraten door de aftredenden gekozen werden.

In de noordelijke Nederlanden ging het met het kiesrecht nagenoeg gelijk ten onzent, maar sedert den vrede van Munster (1648) biedt de geschiedenis der Bataafsche republiek eenen aanhoudenden strijd aan tusschen het gezag en de vrijheid. Het *Eeuwig Edict*, in 1667 door de Staten op ingeving der De Witt 's uitgevaardigd, schafte aldaar het stadhouderschap af en liet den steden uitsluitelijk de kiezing hunner wethouders over, hetwelk zóo bleef tot den vrede van Aken (1748), wanneer de gekozene wethouders vervangen werden door agenten des bewinds. De opstand van 1785, vier jaren nadien door Willem V met behulp van Pruisen gedempt, was gedeeltelijk gestaafd op den eisch der steden om zelven hunne burgemeesters te kiezen. — De Italiaansche steden waren in de middeleeuwen echte republieken, gansch op zich zelven staande en waar de gemeentelijke autonomie de uiterste grens had bereikt.

Halen wij eenige voorbeelden aan van verschillige kiesstelsels, vroeger in de Belgische gewesten bestaande :

Rechtstreeksche kiezing door het volk. — Zulke bleven er, gelijk wij hooger zegden, in ons land maar weinig meer. Doornik was er in bezit van, hoewel niet op uitgebreide schaal. Hare keure van 1187 bepaalt dat de schepenen, poorters en gezwoornen er ieder jaar zullen gekozen worden door dertig *electores* (in 1309 *concitores* genoemd en later *esliseurs*, *eswardeurs*) en welk getal door Philip-August in 1211 (o. s.) werd vermeerderd tot drie honderd *chefs dostel* [1], wier keuze geene koninklijke bekrachtiging noodig had.

[1] « Philippus, Dei gratia Francorum Rex. Noverint universi presentes pariter et futuri quod nos bene volumus et concedimus ut illi trecenti burgenses, quas, homines de Tornaco elegerint pro tenenda pace apud Tornacum et pro conservando ibidem jure nostro, stabiliantur inter eos propter id faciendum quamdiu nobis placuerit. Durent littere iste quamdiu nobis placuerit. Vitum Parisiis anno Domini M° CC° undecimo mense februarii. » (*Archief van Doornik. — Sectie der historische Archieven.*)

Eerst op het einde des voormaligen beheers verkreeg de stad Gent het recht om weer zelve hare wethouders aan te duiden. Bij brief van 28 Maart 1791 berichtte het gouvernement « que » dans le cas de renouvellement du magistrat de Gand il serait » dorénavant toujours demandé à ceux de la Collace [1] une liste » de trois fois autant de sujets qu'il y avait de places à remplir » audit magistrat et cela sur le même pied que les listes se » demandaient actuellement aux différentes personnes que le » gouvernement consultait en pareil cas [2]. » In zulke stemmingen had het volk toch meer of min zijn recht. Bovendien werden wel andere magistraten dan schepenen door de menigte gekozen. — Hertog Jan van Brabant verleende in 1292, bij het 66ᵉ artikel zijner keure, aan de burgers het recht om zelven hunne proosten en meiers te kiezen, gelijk in 1256 de H. Lodewijk voor Frankrijk had gedaan. — In Limburg genoten verscheidene dorpen het stemrecht tot het einde der XVIIIᵉ eeuw. — Te Fologne, o. a., vergaderden de ingezetenen ieder jaar hetzij op het plein vóor de kerk, hetzij ten wethuize, en kozen er eenen burgemeester en vier raadsheeren of ontvangers.

Langer duurde het algemeen stemrecht in Frankrijk; vele plaatsen genoten het nog in de XVIIᵉ en zelfs in de XVIIIᵉ eeuw. Te Gaillac werd het afgeschaft in 1605, omdat in de kiesvergaderingen was toegelaten « la plus vile populace [3]. » Ten jare 1667 erkende de intendant van Burgondië dat al de bewoners van Auxerre kiesrecht hadden [4], maar dit recht werd door Hendrik IV in verscheidene plaatsen verminderd omdat het gunstig was aan « praticques et brigues de la populace, donnant communément sa » voix à ceulx desquels elle s'attend de proffiter d'une bonne chère » ou aultre utilité. » Het woord « populace » (merkt Babeau op) herhaaldelijk in de bestuurlijke stukken voorkomende, bewijst genoeg dat in Frankrijk het kiesrecht tot de laagste standen was uitgebreid; en dat deze der regeering spel leverden, blijkt uit

[1] Over deze Collace, zie verder.

[2] Gachard, *Précis du régime municipal de la Belgique, avant 1794.*

[3] Élie Rossignol, *Étude sur l'hist. des institutions municipales de l'arrondissement de Gaillac*, 125.

[4] Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, 52.

het feit dat in 1733 een afgevaardigde des gouvernements zich beklaagde over meer dan vier honderd « vignerons, manouvriers et artisans, » die de syndics van Bar-sur-Aube hadden herkozen, trots de edicten des konings en de ordonnantiën van den intendent [1].

Wat de keuze, door zulke lieden in meerderheid uitgebracht, zijn moest, laat zich gemakkelijk raden, en men zegde in 1608 « que le plus souvent sont la pluspart artisans mécanicques et » quy ne sont douez de jugement et de consultation pour pour» veoir au bien publicq [2]. » Ten overige, in 1719 moest te Vézelay de rechtstreeksche kiezing op twee graden gebracht worden « pour remédier aux désordres causés par les artisans journaliers » et manœuvres [3]. »

Dergelijke klachten lezende, moeten wij 't voor onze voorouders niet betreuren dat hun 't bezit des algemeenen stemrechts werd ontnomen. Zekerlijk, de politieke gelijkheid is een schoon beginsel en, oppervlakkig beschouwd, moet het ieder rechtschapen man toelachen; doch onze voorouders waren overtuigd dat het niet uitvoerbaar was in eene maatschappij, waar het meeste getal leden doorgaans weinig, of geen volkomen of juist begrip hebben van de gewichtigheid eener politieke handeling, en zij wisten bij ervaring dat, indien de tirannij van éenen of van weinigen verfoeilijk is, die van de onberadene, door drift vervoerde menigte niet minder gevaarlijk is te achten voor de rust, de eer en de welvaart des lands.

Het stemrecht des volks was niet overal in gelijke mate beperkt. Op zeer vele plaatsen stemde de menigte nog wel, maar alleenlijk door vertegenwoordigers, of voor kandidaten onder welke een hooger gezag dan de schepenen de bepaalde keuze doen moest. Alzoo ziet men in de meeste plaatsen eene stemming in twee, drie of meer graden, dit wil zeggen, men kiest een zeker

[1] Babeau, *l. c.* 52.

[2] C. de Wignacourt, *Échevinage d'Arras*, 84.

[3] Challe, *Études hist. sur Vézelay.* (*Bulletin de la Société Yonne*, 1858, 617.)

getal personen, die op hunne beurt anderen kiezen ofwel om weer andere mannen aan te duiden, die tot de magistratuur zullen geroepen worden. In eenige steden is de keus onderworpen aan de goedkeuring des baljuws, vertegenwoordiger van den vorst; in andere bepaalt men zich tot het aanduiden van kandidaten, welke de hoogere overheid zelden of nooit van de hand wijst; althans wij kennen hier geen feit in den aard van hetgeen men heeft zien gebeuren te Bethune, waar de baljuw dier stad tot eene andere kiezing deed overgaan, wanneer de eerst aangeduide personen hem niet bevielen.

Kiezingen in verschillige graden. — De gemeentekeure van IJper, van het jaar 1174, laat door de ingezetenen dier stad vijf notabelen kiezen, de bekwaamste en geschiktste personen om de rechten van kerk, vorst en stede te bewaren. Op hunne beurt moesten de vijf gekozenen vijf schepenen aanduiden, en deze weer acht andere. — Dit was de kiezing in twee en drie graden.

De kiezing moest ieder jaar vernieuwd worden, met dien verstande, dat de vijf notabelen in 't vervolg niet meer door de gemeente, maar door de uittredende schepenen zouden gekozen worden. Deze laatste bepaling werd in 1209 door den regent van Vlaanderen, Philip van Namen, gewijzigd in dezen zin, dat de geheele bevolking weer tot de kiezing der vijf notabelen mocht overgaan. Volgens Olivier van Dixmude werd het kiesrecht in den loop der XIVe eeuw aan de neringen gegeven, nadat Philip de Schoone in 1301 het getal notabele kiezers van vijf op zes gebracht en drie dezer ter benoeming van den vorst gesteld had.

Ook te Gent (1212-1228) was de kiezing der schepenen in twee graden. Hier echter was 't de graaf of zijn plaatsvervanger, die uit elke der vier parochiën binnen wal (St.-Jans, St.-Jacobs, St.-Nicolaas en St.-Michiels) eenen eerlijken man koos, den besten dien hij kende en welke vier, te zamen met den graaf of diens plaatsbekleeder, de dertien schepenen benoemden, te weten éenen uit iedere der gemelde parochiën, vervolgens negen, onverschillig uit welk gedeelte der stad.

De XXXIX van Gent kwamen insgelijks door eene kiezing in

twee graden tot stand; de in dienst zijnde schepenen kozen in 1228 uit hun midden of uit de poorters vijf mannen, elkander niet nader dan tot den vierden graad vermaagschapt. Deze vijf kozen op hunne beurt vier en dertig andere poorters, welke door de schepenen van 1228 in drie dertientallen werden verdeeld voor hetgeen hun als bestuurders of rechters was opgelegd. Nadat de XXXIX waren afgeschaft, kwamen ook hunne opvolgers aan door eene kiezing in twee graden, en wel op de volgende wijze: door de zes en twintig aftredende wethouders werden ieder jaar vier burgers gekozen, die, met vier andere personen, door den vorst of diens gevolmachtigde benoemd, het kiescollege vormden en zes en twintig der voornaamste en achtbaarste ingezetenen tot het schependom riepen.

Soortgelijk stelsel vinden wij in sommige andere steden, b. v. te Amiens, waar ook de schepenen in de eerste plaats de kandidaten aanduidden, onder welke de burgers dan de bepaalde keuze te doen hadden. Dáar (merkt een Fransche schrijver op), werd de richting eenigerwijze door het hoofd aan de leden van het gemeentelijk korps aangeduid [1].

Wij vinden nog de kiezing in twee graden te Luik, sedert 1684, wanneer Maximiliaan van Beieren de twee en dertig ambachten te niet deed en verving door zestien kamers, welke, ieder door den vorst uit zes en dertig personen samengesteld, gedeeltelijk met de kiezing des magistraats gelast werden.

De kiezing door afgevaardigden, bij gevolg in twee of meer graden, werd in het grootste getal steden ingevoerd. Dit stelsel vond weinig of geene tegenspraak en was mede in zwang bij de drie ons omringende natiën. In Holland nochtans werd het benoemingsrecht soms op gansch niet onberispelijke manier afgestaan. Te Leiden, b. v., verkocht Jan van Beieren, toen hij ten jare 1421 geldnood had, mits 2,700 Engelsche nobelen, aan vier poorters het recht om de wethouders der stad « te zetten en te » ontzetten, alzoo dik- ende menigwerven als hem dat nutte dunc- » ken zal, » op den tijd, daartoe bij de keure bepaald. Gelukkig

[1] DE BEAUVILLÉ, *Histoire de la ville de Montdidier*, II, 148.

voor de Leidenaars duurde dat benoemingsstelsel niet lang en Philip de Goede stond ten jare 1449 zijn recht grootendeels aan een vast kiescollege af. Met zijne toestemming kozen, voor eenmaal, de schepenen en de vroedschap veertig aanzienlijke burgers, die vervolgens ieder jaar een dubbeltal voor de acht schepenenplaatsen zouden opmaken en aan den vorst of diens lasthebber overzenden, ten einde deze daaruit eene keus zou doen. Viel een der veertig kiezers door sterfgeval of om andere redenen uit, de anderen mochten zelven de opene plaats aanvullen.

In Frankrijk geschiedde de kiezing in de voornaamste steden sedert de XVIe eeuw door afgevaardigden, welke door korpsen of corporatiën waren aangeduid; edoch, hoevele voorzorgen men er ook genomen had, bood de kiezing in twee graden niet altijd de gewenschte waarborgen tegen omkooping en bedreiging, en zoo kwam men langzamerhand, op verschillige tijdstippen en in verschillige steden, tot talrijker graden en meer ingewikkelde stelsels.

De kiezing in derden graad bestond in onderscheidene Belgische steden. Tijdens de XVe eeuw vergaderden de gezwoornen der neringen te Brussel op het schepenenhuis, ten getale van een en tachtig (negen van iedere natie); deze kozen op hunne beurt zeven en twintig kiezers (drie uit elke natie) welke laatste, in eene kamer opgesloten, veertien kandidaten benoemden. Den volgenden dag kwamen twee commissarissen (of één) op het schepenenhuis, en deden uit de veertien voorgestelde ingezetenen de bepaalde keus van zeven schepenen.

Ook te Tienen koos men in drie graden. In de maand Januari 1477 (o. s.] gaven Maximiliaan van Oostenrijk en Maria van Burgondië eene nieuwe verordening omtrent het kiezen der wethouders, neerkomende op het volgende : Telken jare vergaderden de acht natiën en benoemden acht notabelen, één voor iedere natie. Deze kwamen bijeen, legden den eed af en duidden veertien burgers aan (acht van edele geboorte en zes uit de neringen); vervolgens maakten zij eene tweede lijst van veertien andere notabelen, bij de helft genomen uit elke klas der bevolking. Uit deze twee lijsten koos de vorst of de kanselier van Brabant het magis-

traat : een burgemeester en vier schepenen, onder de patriciërs, een burgemeester en drie schepenen onder de neringmannen.

Meer ingewikkeld was het kiesstelsel te Dowaai, Atrecht, Rijsel en eenige andere steden in 't noorden van Frankrijk. Het reglement voor eerstgenoemde stad, dagteekenende van 1228, schreef namelijk voor, dat de uittredende schepenen in de vier wijken der stad vier burgers zouden kiezen welke, na den eed te hebben afgelegd, vier schepenen zouden benoemen. Op hunne beurt kozen deze vier andere, waarna de eerstgekozenen zich verwijderden en de vier eerste schepenen weer vier anderen benoemden. Was dit verricht, dan kwamen de twaalf schepenen samen en benoemden de vier laatste. Deze moesten, voor Dowaai, behooren tot het gedeelte der stad, dat aan den overkant der rivier gelegen was [1].

[1] « Noverint universi quod Nos dilectis scabinis et burgensibus nostris de Duaco concessimus scabinagium de anno in annum perpetuo habendum de tredecim mensibus in tresdecim menses in hunc modum. Videlicet quod transactis tredecim mensibus scabini, qui exient a scabinagio, debent eligere quatuor burgenses in villa de Duaco in quatuor escrowetis : et illi quatuor Burgenses electi tactis sacrosanctis iurabunt, quod accipient ad melius, ut poterunt, quatuor Burgenses alios, qui iurabunt, scabinagium et iurabunt, quod servabunt ius ecclesiae sanctae et nostrum ius, et legem eiusdem villae. Et quando illi quatuor scabini primi facti fuerint, dicti burgenses quatuor electores recedent, nec illis tresdecim mensibus scabini esse poterunt. Et dicti quatuor scabini tunc facti eligent quatuor burgenses, qui etiam iurabunt scabinagium modo praedicto. Et quando illi octo scabini facti fuerint, quatuor scabini primo facti exient, et secundi quatuor scabini accipient, ut melius legitime poterunt, quatuor burgenses, qui iurabunt similiter scabinagium, ut praedictum est. Et cum illi duodecim scabini facti fuerint, insimul convenient et accipient alios quatuor burgenses ultra aquam in Duaculo, qui iurabunt etiam scabinagium, ut superius est expressum. Et sciendum, quod quando scabini exire debent a scabinagio, et alii debent fieri scabini, nos, si praesentes fuerimus, vel bailliuum nostrum vocare debent, ad sacramentum scabinorum recipiendum. Quod si nos, vel bailliuus noster, recipere nollemus, scabini, qui exient, de novis scabinis recipere debent, et possunt, iuramentum... »

(*Kopie van de XVIII*e *eeuw, in 't archief van het Noorder-departement, te Rijsel.*)

Dit stelsel werd te Rijsel ingevoerd volgens brief van de gravin Joanna, gedagteekend 1235. — Zie Burgundus, *Opera juridica*, 87 en volg. — Buzelin, *Gallo-Flandria*, 510-516. — Brun-Lavainne, *Histoire de Lille*.

In Frankrijk, vooral ten zuiden, was het kiesstelsel door de stadsraden de eenvoudigste stemming met drie graden. **Babeau** haalt verscheidene voorbeelden aan, waaruit te zien is, dat ook daar om zoo te zeggen van plaats tot plaats verschil van stemming was, somtijds ook zeer ingewikkeld. Te Rethel b. v. werden volgens een reglement van 1682 in de zes wijken der stad twee en zeventig burgers gekozen, die door het lot werden verminderd tot vier en twintig, welke laatste er weer twee en zeventig andere benoemden; deze nu duidden er zes aan voor iedere wijk, onder welke het lot de drie schepenen aanduidde [1]. — Nog zonderlinger was het kiesstelsel van Puy : in deze stad benoemden de drie en twintig neringen ieder drie van hunne oversten, die naar 't raadhuis gingen, waar het lot twee van de drie deed uitvallen. De drie en twintig overblijvenden kozen daarop, met de zes uittredende wethouders, vier en twintig verkiesbaren tot de zes plaatsen, en de aangeduiden begaven zich naar de kieszaal. Daar ontving een kind van tien jaren « des boulettes blanches et creuses, » waar, in 't vierde deel des geheelen getals, een briefke stak, waarop het woord *consul* stond geschreven. De bollekens daarop in eenen zak gestoken hebbende, deed het kind de verkiesbaren er één uitnemen, en degene, die 't hand legde op een bolleke, waarin een briefke stak, werd tot « consul » uitgeroepen [2].

De loting tot aanduiding der wethouders bestond veel in Frankrijk, o. a. te Montpellier, te Toulon, te Marseille, in Catalonië en elders, doch was in België weinig bekend. Wij vinden ze te St.-Truiden, voor den raad, ingevolge een reglement van 8 September 1699. Deze stad was verdeeld in twaalf neringen ; op den kiesdag benoemde ieder ambacht vier zijner leden, onder welke men het lot den kandidaat-raadsheer liet aanwijzen. Dan nog eens duidde het lot acht van de aldus twaalf aangeduide raadsleden, die in dienst moesten blijven, terwijl de vier andere

[1] E. Jolibois, *Histoire de Rethel*, 164.

[2] E. Vissaguet, *Essai sur l'histoire municipale du Puy.* (*Ann. de la Soc. academ. du Puy*, XXIII, 289 en volgende)

minstens zes kandidaten aanboden voor het burgemeesterschap, dat ter begeving stond van den prins-bisschop van Luik of van zijne afgevaardigden [1].

Benoeming door den vorst, den kastelein, gouverneur of anderen vorstelijken officier, en door den dorpsheer. — Over het algemeen werden de schepenen in de Belgische steden door of namens den vorst benoemd. Voor Brussel geschiedde dit reeds in 't jaar 1234 ; voor Bergen sedert 1315 ; voor Mechelen sedert 1439. Dit was ook alzoo te Antwerpen, Leuven, Brugge, Kortrijk, Oostende, Namen enz., volgens de oudste charters, welke men van die plaatsen kent.

Nog onder het Spaansch bewind werden de schepenenbanken in Vlaanderen vernieuwd door afgevaardigde Commissarissen, die dezen last in twee reizen plachten te volvoeren ; namelijk den 10 Mei en den 2 September van ieder jaar. Dit gebruik (zegt Gachard), hield op omtrent 1684, sedert welk tijdstip de stadswetten in genoemd gewest rechtstreeks door den gouverneur-generaal werden benoemd. Deze had daarin eene onbeperkte macht, vermits hij niets te doen had dan advies nemen bij den Geheimen Raad en dewijl er tegen zijne benoeming geen beroep was aangenomen.

De hoogbaljuw van Henegouw, de baljuw van het graafschap Namen en de gouverneur van het hertogdom Luxemburg hadden vóór de XVIII[e] eeuw, ieder in zijne provincie, het recht om de

[1] Daris, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liége*, I, 38.

Te Gent was er ook loting, doch enkel tot aanduiding van de bank, waartoe de schepenen behooren zouden. Ziehier hoe men 't deed : Men maakte dertig wassen bollekens, in welke dertien briefkens waren gesloten, en degenen, die deze laatsten trokken, werden schepenen. De zeventien anderen waren raden of ontvangers, welke laatste tweemaal in het jaar rekening moesten maken. Waren eenige der personen, benoemd om aan de loting deel te nemen, niet op den kiesdag te Gent, anderen trokken in hunne plaats, maar zij moesten de bediening vervullen, welke het lot hun aangewezen had, juist als hadden zij zelven gelot. (Charter in 't archief des Noorder-departements, te Rijsel, van 1 September 1275.)

schepenen te benoemen in de voornaamste steden ; maar de regeering onttrok hun dit privilege en droeg het op aan den gouverneur-generaal. Eéne uitzondering, toegestaan door Karel VI en Maria-Theresia, bestond er ter gunste van de prinsen van Arenberg, die het ambt van hoogbaljuw van Henegouw vervulden en aan wie genoemde vorsten, ten blijke van bijzondere achting, toelieten het magistraat der stad Bergen te benoemen [1].

Het gezag des gouverneurs-generaal, met betrekking tot de benoeming der magistraten, was niet in al de provinciën des lands even groot. Te Brussel benoemde hij den burgemeester, de schepenen en de drie voornaamste stadsbedienden op eene lijst van een en twintig personen, die tot de zeven geslachten behoorden. Hij mocht evenwel de in dienst zijnde wethouders laten aanblijven. De tweede burgemeester, de raden en vijf neringmeesters werden aldaar door de schepenen en den eersten burgemeester gekozen.

Te Antwerpen werden de twee burgemeesters en de zeventien schepenen aangesteld door het gouvernement. De wethouders boden den gouverneur-generaal achttien kandidaten aan, en wilde de gouverneur de wet vernieuwen, hij koos uit de hem aangebodene lijst negen schepenen, dewijl er een gelijk getal der in dienst zijnde wethouders blijven moest.

Eene uitzondering op het recht van den gouverneur-generaal vindt men te Leuven, waar de eerste burgemeester werd gekozen door de negentien neringdekens, uit de elf tot de geslachten behoorende raadsleden. Maar toch kon de regeering hier den man, wien zij niet genegen was, de plaats van burgemeester onthouden door hem eene aan te wijzen in de schepenenbank. De gouverneur-generaal benoemde de zeven schepenen, maar gelijk te Brussel en te Antwerpen was hij verplicht de keus te doen uit eene lijst van een en twintig kandidaten, samengesteld door het weefambacht. De twaalf eerste kandidaten moesten tot de geslachten behooren en men nam daaruit vier schepenen ; uit de zes volgende kandidaten, leden der poorterij of der neringen,

[1] Gachard, *Docum. histor.*, III.

koos men twee schepenen, terwijl de zevende getrokken werd uit de drie laatste kandidaten, die leden waren van de weverij [1].

De schepenen van Mechelen, krachtens de overeenkomst met Philip den Goede, van 1439, boden aan den vorst, in de XVIIe eeuw, den gouverneur-generaal ieder jaar vier kandidaten aan voor de twee plaatsen van communemeester, en achttien voor de zes schepenenplaatsen, te weten : negen uit de poorterij, drie uit het ambacht der lakenwevers, drie uit de nering der bakkers en drie uit de nering der vischkoopers. Van de twaalf schepenen bleven er altijd zes (de jongstgekozenen), in bediening [2].

In Vlaanderen, Henegouw, 't Namensche, 't Doorniksche en Luxemburg was het benoemingsrecht der regeering niet onderhevig aan de beperkingen, welke wij zoo even voor Brabant en de heerlijkheid van Mechelen aanhaalden. In de steden van die gewesten had geen korps of corporatie het privilege tot aanbieding van kandidaten, maar het gouvernement placht den bisschop der stad, waar hij de wet wilde vernieuwen, of den krijgsbevelhebber, waar eene sterkte was, of den schout (gelijk te Antwerpen en te Mechelen) schriftelijk uit te noodigen om hem de personen aan te wijzen, welke zij oordeelden waardigst te wezen om in het magistraat te komen [3]. Te Mechelen werd ook advies gevraagd aan den voorzitter van den Grooten Raad. Ieder van de geraadpleegden zond, afzonderlijk, zijne lijst, waarop een derde meer namen stonden dan 't getal te benoemen schepenen bedroeg. Op die lijst moest de geboorteplaats der kandidaten, benevens hun ouderdom, beroep, gedrag en verdienste aangeduid zijn ; ook of zij reeds eenigen anderen openbaren last vervulden ; of zij met elkander of met de dienstdoende wethouders maagschap waren tot den graad, die door de wet gezegd was eene reden tot uitsluiting te wezen. Deze lijsten kwamen eerst in handen van den Geheimen Raad om er verslag over te doen aan den gouverneur-

[1] Gachard, *Docum. historiq.*, III.

[2] Gachard, meergemelde notice.

[3] Te Ath was tot in 1652 de benoeming overgelaten aan den kastelein, maar geschiedde sedertdien door den gouverneur-generaal, op eene dubbele lijst, door den hoogbaljuw en kastelein opgesteld « selon le bon plaisir » dier heeren. (Jean Zuallart, *La description de la ville d'Ath.*)

generaal, die de benoeming deed. Zelden (verklaart GACHARD) ging zijne keus buiten de hem voorgelegde lijst.

Dat de lijst der kandidaten onderworpen werd aan den bisschop, zal niet verwonderen wanneer men weet, dat reeds ten tijde van Karel V in Nederland niemand tot eenig openbaar ambt of bediening, groot of gering — kon aanvaard worden, die niet den eed zwoer dat hij de rechten der Roomsch-katholieke Kerk, evenzeer als die van den vorst en van de gemeente, zou handhaven. In dien zin was den 4 October 1540 een placcaat afgekondigd, verbiedende « te wette te stellen » alle van ketterij verdachte lieden, en de landvoogd Leopold-Willem bepaalde bij ordonnantie van den jare 1648 « que les commissaires deputez au » renouvellement des loix de la province de Flandres eussent a » communiquer aux Evêques de lieux, et, où ils ne resident pas, » aux pasteurs, les noms de ceux qu'ils auroient choisiz pour » deservir les magistrats, et ce devant que les publier ; pour en- » tendre d'eux si parmi les denommez il n'y avoit aucun héréti- » que, suspect d'hérésie ou de mauvaise vie. »

De dorpsheeren waren verplicht de lijst der te benoemen schepenen over te leggen aan den pastoor en de namen der ongeschikte personen te vervangen door betere, « quand ils verront » que les pasteurs auront procédé, dans cette affaire, sincèrement » et sans aucune passion ou respect d'interest » [1]. — Overigens, een placcaat van 1 Juni 1587 op de uitvoering der synode van Kamerijk beval zelfs allen magistraten hunne geloofsbelijdenis te doen en zich te voorzien van een getuigschrift van rechtgeloovigheid, door den pastoor hunner parochie af te leveren [2].

De schepenen der stad Luik en andere vrije steden van het prins-bisdom werden, gelijk wij weten, benoemd door den prelaat, behoudens dat het kapittel voor de wethouders van Luik, Dinant en Hoei eene waarborg mocht vorderen van deftigheid en bekwaamheid [3].

In de dorpen, waar de heerlijkheid aan den vorst behoorde,

[1] *Placcaten van Vlaenderen*, I, 1, 775; IV, 80.
[2] Id., I, 12, 50, 89.
[3] POULLET, *Essai....*, 73, 84.

beschikten de baljuws of andere officieren van gelijken rang over de plaatsen; maar eene ordonnantie van 6 Juni 1656, den 26 April 1686 vernieuwd, beval dat de schepenen moesten benoemd worden door den vorst, of in diens naam door den kanselier en niet door de gerechtsofficieren. De schepenen der dorpen van het Land van Waas stonden ter benoeming van de hoofdschepenen dier kastelnij.

In de andere dorpen of heerlijkheden was de benoeming een recht van den feodalen gebieder (geestelijke of burgerlijke), die het doorgans oefenen liet door zijnen officier. In sommige plaatsen, gelijk Buggenhout, stelde de heer den drossaard aan, die daarna de zeven schepenen benoemde [1].

Wij maakten reeds gewag van de vorstelijke commissarissen en hebben omtrent deze kiezers het een en ander mede te deelen.

Het getal van deze afgevaardigden der regeering was niet overal gelijk, maar eenigszins in verhouding met het werk, dat het nazicht der gemeenterekening eischte. Te Gent vinden wij er enkele malen drie, somtijds vijf, doch meestendeels vier. Te Rijsel verschilde het getal gedurig. Ten jare 1416 kwam daar slechts één; in 1381 waren er twee; drie in 1375; vijf van 1416 tot 1436; zeven van 1472 tot 1476; en enkele malen beliep het getal tot acht of negen. Een decreet van 1480 bepaalde het op vier.

Eigenlijk moet het groot getal commissarissen niet verwonderen. Niet dat de keuze der wethouders voor één jaar zooveel moeilijkheid opleverde, maar de dag der wetsvernieuwing was in elke stad een dag van plechtigheid en feest op het schepenenhuis, alwaar een banket plaats greep of allerminst met den wijnpot duchtig werd rondgegaan [2]; bovendien genoten de commissarissen vergoeding van kosten en eene behoorlijke vergelding. Dat

[1] A. Wauters, *Histoire des environs de Bruxelles*, II, 123.

[2] Damhoudere geeft eene beschrijving van zulk feest, gelijk dit te Brugge placht te geschieden. Zie de *Magnificentia politiæ amplissimæ civitatis Brugarum*, ten vervolge op zijn *Pupillorum patrocinium* (Antwerpen, 1564.)

feestvieren verstaat men lichtelijk. Niet alleen was de « blijde inkomst » van de nieuwe wethouders ten stadhuize wel waard beschonken te worden met eenen goeden beker, maar bovendien hadden de schepenen niet dikwijls gelegenheid om zulke hooge en vermogende heeren, als door den vorst tot hen gezonden werden om 't bestuur des afgeloopen jaars te onderzoeken, te onthalen. En hooge en vermogende heeren waren het : gouverneurs, kasteleins, hovelingen, abten, priors, ridders, rechtsgeleerden, schrijvers [1] en dergelijke. Voor sommige steden duurde de commissie of 't brevet der commissarissen gewoonlijk drie jaren, doch voor Rijsel werd die termijn in 1478 op éen jaar gebracht.

Hun honorarium was ook in alle plaatsen niet gelijk. Te Aalst hadden zij in 1430 eene vergoeding van 4 franken voor elken der vijf dagen, met vier en twintig kannen wijn en 12 pond voor hunne kosten; maar deze uitgave was te groot voor de gemeente en eene ordonnantie van Philip den Goede, gedagteekend 25 October 1432, bepaalde dat er voortaan maar twee commissarissen zouden komen, die ieder ontvangen zouden 3 franken voor elken der vier dagen, dat zij te Aalst blijven moesten, boven twaalf kannen wijn [2].

Te Antwerpen vinden wij in 1398 drie commissarissen, die den eersten dag onthaald werden op zes gelten ouden wijn en evenveel nieuwen [3]. Daags nadien, op het noenmaal, kregen de drie heeren nog vier gelten ouden en zeven van den nieuwen most. 's Avonds was 't nog beter. Dan dischte men hun op : vier gelten ouden en acht nieuwen wijn, boven twee gelten Gallants. Eindelijk de derde dag kwamen op het ontbijt vier gelten ouden en acht gelten nieuwen wijn, des middags evenveel. 't Banket met de schepenen kostte toen 27 schellingen 6 deniers groote, doch

[1] Te Rijsel vinden wij onder de commissarissen van 1614 Floris van der Haer, schrijver der *Histoire des châtelains de Lille* en kanunnik der St.-Pieterskerk aldaar. In 1428 was er onder de commissarissen een *prince d'amour*.

[2] *Peysboek* der stad Aalst, bl. 50. Stadsarchief aldaar.

[3] De rekening vermeldt hiervoor de som van 6 schellingen groote, Vlaamsche munt.

daarmede was 't niet genoeg; men diende nog « malevisen, roma- » nien ende claereite » op, gevolgd door gebak — en zóo konden de commissarissen wat verrichten [1]!

Te Veurne brachten de commissarissen soms hun tijdverdrijf meê. In de rekening dier stad over het jaar 1463-1464 wordt er gewag gemaakt van eenen dichter, dien de commissarissen bij zich hadden [2], en 't jaar te voren waren zij gekomen met eenen zanger, Jacob Turtebolle. In 1595 en 1614 waren de heeren vergezeld van eenen koordendanser [3].

Uit de omstandigheid dat de commissarissen te Veurne met spelers kwamen, moet men niet afleiden dat zij in die stad hun genoegen niet plachten te vinden. Ware dit zóo geweest, zij zouden er zekerlijk geene acht dagen gebleven hebben, gelijk geschiedde in den beginne der XVe eeuw. Destijds kregen zij van de stad de som van 52 pond 16 schellingen, welke in 't midden der XVIe eeuw weleens steeg tot 456 pond. Te Veurne, uitwijzens de stadsrekeningen, gaf men dikwijls ook eenig geld aan de kinderen der commissarissen, welke laatste men in de XVIIe eeuw placht te onthalen met kaas, vermoedelijk een voortbrengsel van de streek [4].

[1] « Item van garnaten, van malevisen ende romanien, die verent doen de heeren de commissarissen hier waren, ende binnen desen jare alse goede liede opt scepenenhuys comen siin metter stad spreken, daer ghedroncken es, etc. xxi s. gr.

» Item noch van garnaten, van malevisien, romanien ende claereite..... xiiii s. viii d. gr.

» Item van ghebackenen cruyde, dat verent (*was*) doen de heeren de commissarissen hier waren ende binnen desen jare oec opter scepenen huys ghehaalt es..... xviii s. gr. »

(*Stadsrekening van Antwerpen*, 1398, in 't Rijksarchief te Brussel.)

[2] « Den heer van Cotry ende eenen dichtere, gheheeten Plumerkin, hier wezende bi minen heeren den commissarissen ende thueren recommandatie elken xvi s., comt xxxii s. »

[3] Stadsrekening.

[4] « Betaelt de presentatie van de caesen, die men voor desen jaere in nature plachte te schincken aen hooge ende mogende heeren de commissarissen van Syne Maj^t^, tot vernieuwen van de wetten ende thooren van de rekeninghe in

Hoe gemakkelijk en aangenaam het werk der commissarissen ook was, toch schoten zij bij hunne taak meer dan eens te kort en de regeering was genoodzaakt hen nu en dan tot plichtsbetrachting aan te manen. Die voor de stad Aalst lieten in het eerste vierde der XVe eeuw gewoonlijk op zich wachten, wat groote moeilijkheden bijbracht aangezien de oude schepenen geen recht hadden om na Lichtmisdag, die voor de wetsvernieuwing ter genoemde stede bepaald was, nog te zetelen. De Aalstenaren beklaagden zich daarom bij Philip den Goede, zeggende dat zij door de nalatigheid der commissarissen soms weken lang zonder justitie of wet waren. Om dit euvel te voorkomen machtigde genoemde vorst, bij brief van 24 September 1425, de Aalstersche schepenen om, telkens dat de commissarissen op Lichtmisdag de vernieuwing niet zouden doen, in bediening te blijven [1]. Hoe noodig deze ordonnantie was, blijkt uit de schepenenlijst van Aalst, waar wij zien dat de commissarissen in 1425 (o. s.) de nieuwe schepenen kwamen benoemen in Maart; in 1426 (o. s.) den 30 derzelfde maand; in 1428 den 28 April; in 1443 den 1 Mei; in 1469 den 21 Juni en in 1485 den 27 Juli....

Andere, zwaarder misbruiken waren nog te beteugelen. Er is eene ordonnantie voor Vlaanderen bekend van Philip den Goede, gedagteekend den 18 Januari 1445 (o. s.) en waarin waarlijk onteerende feiten ten laste der vorstelijke commissarissen worden aangehaald. In de inleiding van dit stuk zegt genoemde vorst :
« Comme depuis aucun temps il soit venu à nostre cognoissance
» et par le rapport de pleuseurs et aussi par la fame et commune
» renommee qui en est, que, à l'encontre de noz ordonnances
» autres fois faictes, et depuis la publication d'icelles, aucuns, qui
» de par noz ont estés ordonnez pour le renouvellement des lois
» de nostre pays de Flandres ont prys et receu, oultre et par des-

Vlaenderen ten voorleden jare int vermaken van de weth alhier ende thooren van de rekenijngen van de drije respectieve voorgaende jaren becomende over gelijcke drije jaren tot I^c LII lib. van elck, IIII^c LXI lib. (*Rekening der kastelnij van Veurne*, 1665. — Stadsarchief aldaar.)

[1] *Boek met den haire*, 7. — Stadsarchief van Aalst.

» sus leurs gaiges ordinaires de ceulx quilz ont mis et ordonnez
» au gouvernement desdictes loys, pluseurs dons et bienfais, tant
» dor, dargent, vaisselle, chevaulx, draps, comme aultres choses,
» et mainte fois ont mis en lois ceulx qui plus en donnoient, sans
» avoir regardt à leur preudommie et soffisance, pour quoy pleu-
» seurs, combien quilz nen feussent dignes, ont, par moyen de
» dons et promesses, contendu et venu au gouvernement des
» loys, et pareillement pris et receu dons et bienfais de ceulx qui
» ont eu à besoingner devant eulx, dont et par le moyen des-
» quelles choses les villes et subges dicelluy nostre pays de Flan-
» dres ont esté petitement gouvernez en bonne justice et pollice et
» sont les aulcunes d'icelles grandement demourez au derrière et
» aussi en ont esté et sont nos subgez dudit nostre pays de Flan-
» dres tres fort grevez et dommaigiez etc... [1]. »

Niet waar — geld en geschenken hebben te allen tijde eene machtige rol in de wereld vervuld en voor dat « nietig slijk... » gelijk de arme dichters zeggen, werd er steeds veel laagheid gepleegd, zelfs onder hen, die in overvloed en weelde baadden?

Een andermaal zien wij eene vorstin van Vlaanderen, Maria van Burgondië, op het aandringen van de bewoners der steden uit dat graafschap, eene verordening uitvaardigen met het doel om de betrekkingen der schepenen en commissarissen te vergemakkelijken. Immers in de tweede helft der XV[e] eeuw waren al wethouders, zelfs onzer grootste steden, de Fransche taal niet machtig, terwijl de regeering commissarissen placht te zenden tot hen, die geen Vlaamsch lezen of verstaan konden : een dubbel bezwaar, vermits de stadsrekeningen in Vlaanderen uitsluitelijk waren geschreven in de volkstaal. Om die reden beloofde Maria van Burgondië den 11 Februari 1477 geene commissarissen naar de Vlaamschsprekende gemeenten te zullen zenden dan geboren Vlamingen, de volkstaal sprekende en verstaande.

Kiezing door de schepenen zelven. — Wij hebben hooger, bij de opgave der kiezingen in verschillige graden, stadsschepenen

[1] Oorkonde in het Rijksarchief te Brussel.

ontmoet, die, pas aangesteld, hunne collegas in de wet benoemden. Zulke waren er nog op verschillige plaatsen van ons land. Te Sebourg (Henegouw) was de gemeentekiezing door Margareta van Constantinopel op de volgende wijze verordend. De heer der plaats riep twee mannen tot zich : « preudommes souffisans » die, beëedigd zijnde, eenen derde ingezetene tot schepene kozen en den eed deden zweren. Deze drie benoemden daarop eenen vierde, de vier eenen vijfde, en zoo voorts totdat het getal van zeven bekomen was [1].

Nagenoeg hetzelfde had plaats in verschillige deelen van Vlaanderen. De uittredende schepenen der Vier-Ambachten stelden vier « eerbare mannen » aan, die zich bij den vorst begaven en onder eed diegenen aanduidden, welke hun toeschenen « oorboirelixt ende prouffitelixt totter officie » te wezen [2].

In de meierij van Desselgem werd de eerste schepene aangesteld door of namens den leenheer (den abt van St.-Pieters, te Gent) en de tweede door den leenhouder (den erfachtigen meier). Die twee schepenen kozen dan eenen derden, welke drie daarna de vier anderen benoemden [3].

Elders, zooals te Antwerpen, IJper, Dendermonde, Lokeren, St.-Nicolaas, Kortrijk, had het magistraat alleen het vermogen van kandidaten voor te stellen. Te Antwerpen geschiedde dit volgenderwijze : de commissarissen kozen onder de dienstdoende schepenen de helft, d. i. negen, die moesten aanblijven, waarna zij eene keuze deeden op twee lijsten, ieder van negen namen en waarvan de eene hun door het magistraat, de andere door de wijkmeesters werd aangeboden.

Te Kales was het benoemingsrecht ook in handen der schepenen. De tweede keure dier stad, gegeven in 1253, gaf drie schepenen de macht om twee andere personen tot de bediening te roepen en deze vijf kozen er vervolgens nog acht, die alle dertien als schepenen naar het wethuis gingen.

[1] *Usages de la ville et de la terre de Sebourg.* (Staatsarchief te Bergen.)
[2] Keure der Vier-Ambachten.
[3] Diericx, *Gentsch Charterboekje*, XIII, 121.

Eene charter van Jan IV, in 1422 aan de stad Leuven verleend, liet den schepenen aldaar toe het college te vernieuwen telkens dat dit niet door of namens den vorst was gedaan. Piot verzekert evenwel dat dit nooit gedaan werd [1].

Het recht om de leemten, op de schepenenbank gekomen door het overlijden of aftreden van eenig lid, aan te vullen, behoorde in meer plaatsen aan de schepenen zelven. Te Mechelen gebeurde dit volgens de keure van 13 December 1301, op voorwaarde nochtans dat de aanbieding voor de nieuwe plaats binnen de zeven dagen na het overlijden eens wethouders geschieden zou. — In deze stad mocht ook de geheele bank door de schepenen vernieuwd worden, ingevolge een privilege van den prins-bisschop van Luik, wien de stad eenen tijd lang had toebehoord. Dit duurde evenwel maar tot het jaar 1439, wanneer, op vertoog van Philip den Goede dat hij in al zijne landen zelf het benoemingsrecht uitoefende, ter uitzondering van Mechelen alléen, gansch de gemeente (communemeesters, schepenen, gezwoornen, raad en volk) bij beslissing van 16 December van haar aloud privilege afzag. Voortaan zouden de dienende schepenen hem ieder jaar vier notabelen aanwijzen, onder welke de vorst twee communemeesters zou benoemen, en achttien andere burgers (negen uit de poorterij, negen uit de ambachten), uit welke hij zes schepenen (drie uit de poorters en drie uit de ambachten) te kiezen had [2].

In de openvallende plaatsen werd ook door schepenen voorzien te Brussel, volgens de charter van 1375; te Gent, krachtens de keure van 1192; te St.-Truiden, volgens bepaling van het reglement des jaars 1348; te Deinze, uitwijzens de keure van 1241 enz. Te Brugge hadden de schepenen maar drie dagen na 't overlijden des ambtgenoots om de voorstelling te doen (privilege van 1304), welke termijn ook voor Gent werd bepaald door de Caroline. Vroeger (volgens de keure van 1 September 1275, moest de overledene wethouder den dag na zijne teraardebestelling door de andere schepenen vervangen worden, en wel op

[1] Piot, *Histoire de Louvain.*

[2] Thys, *Additions et corrections*... II, 130.

't uur van den middag, onder het luiden der klok [1]. Te St.-Truiden hadden de schepenen al den tijd om naar eenen goeden plaatsvervanger uit te zien : de heeren dier stad (te weten de bisschop van Luik en de abt van St.-Truiden) gaven in 1299 het vervangingsrecht aan de wethouders en lieten hun daartoe veertig dagen, na welken tijd, was in de openstaande plaats niet voorzien, de heeren zelven hun recht zouden oefenen. Dit duurde tot het jaar 1314, maar een reglement van 1343 zegt het van « oude costume » te zijn, dus dat men het daar zal heringevoerd hebben.

De schepenenzetels bleven dus nergens ledig. — In de plaatsen, waar de vorst van zijn recht niet had afgezien, werd het uitgeoefend door den gouverneur, gelijk te Doornik, of door eenen anderen vertegenwoordiger der regeering. Te Metz werd in de vervanging voorzien door den schepenenmeester.

Stedekiezers vindt men onder andere te Gent, ten getale van acht, van 1301 tot 1540, namelijk vier vanwege den vorst, en vier door de aftredende schepenen gekozen.

Door *Stadsraden*, de medehelpers der schepenen in het bestuur der gemeente, werden ten onzent geene schepenen gekozen. Zulk stelsel bestond voor eenige Duitsche steden, onder andere voor Bazel, Maagdenburg, Schweidnitz enz.

Door *Neringen* werden in ons land vele stadsraden gekozen; te Brussel hadden zij ook het recht om, in geval van openstaanden schepenzetel, kandidaten daarvoor aan te bieden.

Priesters vindt men ook als kiezers aangeduid Volgens Gramaye, over 't algemeen een nauwkeurig schrijver, hadden de kanunniken der St.-Michielsabdij aanvankelijk te Antwerpen het recht om er de schepenen te benoemen en verloren zij dat in den beginne der XIIe eeuw. Anderen denken dat genoemd klooster dit recht maar oefende voor het Kiel, waar de kerk van het sticht oprees. Omtrent dit punt is geene zekerheid. Misschien was een of

[1] Aan die kiezing moesten al de schepenen deelnemen. Was een hunner ziek, twee zijner collegas begaven zich te zijnen huize, om hem te vragen aan wien hij zijne stem gaf. (*Voormelde charter, in 't archief des Noorder-departements te Rijsel.*)

meer schepenen van Antwerpen onder de bewoners van het Kiel gekozen door den abt van St.-Michiels? Wat er van zij, priesters of kloostervoogden konden wel het benoemingsgerecht bezitten, maar, over het algemeen, slechts uit hoofde hunner heerlijkheid. Eene uitzondering nochtans wordt waargenomen te Deinze, welker keure, dagteekenende van 1241, zegt dat de twee eerste schepenen te benoemen waren door den heer; de derde door den pastoor en de twee eerst gekozenen, de andere door de drie eerstbenoemde wethouders [1].

Herkiezing van aftredende wethouders was in den beginne in de meeste plaatsen niet geoorloofd, tenzij na éen of meer jaren rust. De Concessie Caroline voor de stad Kortrijk bepaalde die rust op twee jaren voor de twee eerste, en op éen jaar voor de andere schepenen. Te Antwerpen, te Dendermonde (sedert 1427), te Gent (volgens de keure van 1212), te Leuven, Brugge enz. was ook een rustjaar na de bediening voorgeschreven; maar te Eekloo liet Gwijde van Dampierre ten jare 1271 toe, twee openvolgende jaren in dienst te blijven, wat ook de Doorniksche keure van 1187 veroorloofde. Te Rijsel en te Valensijn kon men maar herkozen worden het derde jaar na de bediening verlaten te hebben; daarentegen was éen rustjaar voor Middelburg voldoende.

Levenslang en eenjarig schepenschap. — Wij weten, dat het wanbestuur der middeleeuwsche schepenen eene jaarlijksche wetsvernieuwing noodzakelijk maakte. Algemeen is dit evenwel niet geweest : te Luxemburg, te Roermond, hoofdstad van Gelderen, te Luik en in gansch het gebied van den prins-bisschop, in 't gedeelte der provincie Luxemburg hetwelk niet beheerd

[1] ... « Item quant on doit faire eskevins, ke chieus ki est ou lieu le seigneur en doit élire le premier et le secunt avent le cure de la vile, li tierch doivent élire li doi eskevins et li cures sans baillu. Et après li troi eskevins eluut doivent élire tous les autres sans curei et sans baillu... » (Nr 1404 der Charters der graven van Vlaanderen, in 't Staatsarchief te Gent. — Van den Abeele, *Geschiedenis van Deinze*, 274-277.)

werd door de wet van Beaumont, dus nagenoeg in gansch het oostelijk deel van België, bleven de schepenen voor geheel hun leven in bediening. Te Braine-l'Alleud was er op het deel der gemeente, hetwelk onder Brabant lag, een jaarlijks door den heer der plaats te vernieuwen college naast eene tweede schepenenbank voor den omtrek, welker leden voor het leven zetelden[1].

De onafstelbaarheid der schepenen van 't Brugsche Vrije vinden wij erkend in den keurbrief voor die kastelnij van 't jaar 1190, door eene charter van 14 November 1250 bekrachtigd [2] Volgens Baltyn, Rommel en Custis [3] zou de jaarlijksche vernieuwing er gestaakt zijn op verzoek van den kastelein van 't Vrije, die met de taak gelast was en daarbij nog al bezwaar schijnt gehad te hebben.

Op menige plaats van Duitschland waren ook levenslange schepenen, als te Maagdenburg, Görlitz, Schweidnitz, Stendal, Hainau, Audernach enz.

Het eenjarig schepenschap kwam in Vlaanderen op met het jaar 1209, en 't was de stad IJper, die er eerst mede begiftigd werd [4]. Langzamerhand werd de wijziging in al de Vlaamsche gemeenten ingevoerd, en wonderlijk genoeg, zonder onlusten in verreweg de meeste plaatsen.

Te Brugge werd de jaarlijksche kiezing vergund in 1241; in de Vier-Ambachten het jaar nadien; te Leuven in 1267; te Aalst in 1276; te Kassel ten jare 1277 ; te Bergen in 1315. Mechelen, Ath en al de gemeenten, waar de wet van Beaumont kracht had, waren voorzien van een jaarlijksch schependom. Te Fosses werd het ingevoerd als eene straf, nadat in 1302 de oproerige gemeente het onderspit had moeten delven voor Adolf van der Mark ; maar te Nieuwpoort werd de jaarlijksche kiezing in 1287 door de schepenen zelven gevraagd. — Er valt op te merken dat de jaarlijksche

[1] Tarlier et Wauters, *Géographie historique des communes belges*, I, 100.

[2] Zie de charter bij Warnkoenig en Gheldolf, IV, 417.

[3] Drie geleerden, wier geschiedkundige schriften meest in hs. gebleven zijn. — Zie Warnkoenig en Gheldolf, IV, 160-162.

[4] Zie Warnkoenig en Gheldolf, V, elfde bijdrage.

wetsvernieuwing eenigermate in verband staat met het pauselijk bevelschrift van Nicolaus III, bepalende dat al de wethouders ieder jaar door andere zouden vervangen worden, op straf van kerkelijken ban, aan den H. Stoel voorbehouden [1]. De redenen, daarvoor opgegeven, zijn dezelfde die hier, in Frankrijk en elders tot de opheffing der bestendige schepenschappen hebben doen besluiten.

De eenjarigheid der bediening gold weldra als regel en moest inderdaad voor het grootste deel der bevolkingen eene welgekomene wijziging geweest zijn. Of de magistratuur was eene eer, of men diende ze te beschouwen als een last. Werd zij gerekend eene eer te wezen, dan was 't maar billijk dat ze niet eene gunst of privilege bleef voor het minste getal; achtte men ze een last, wat wonder dat men vroeg dien niet altijd op dezelfde schouders te doen drukken?

Toch was er voor 't eenjarig schepenschap even veel tegen als voor te zeggen. Scheen een langdurig beheer gevaarlijk voor regeering en volk, de onafzetbaarheid der rechters en bestuurders bracht zekerlijk dezer volle onafhankelijkheid mede, terwijl hunne kennissen en ervaring met de jaren aangroeiden, en daarentegen de jaarlijks te vernieuwen schepenen het eene en het ander misten. « Changer souvent les administrateurs » (zegde een Fransche staatsbeambte der vorige eeuw) « c'est ensemencer des » terres et les travailler sans en recueillir les fruits » [2]. Ander bezwaar : C. DE WIGNACOURT merkt aan, dat de schepenen in 't begin hunner bediening beter waren dan op het einde. « Petit » a petit » (zegt hij) « et signamment à la fin de l'année, on se » laisse vaincre plus facillement de la complaisance soubz ce » respect et soubz cette espérance de se maintenir » [3]. BODIN, die zich tegen de bestendigheid der wethouders verklaarde, omdat zij de braven ontmoedigt, de jaloezij opwekt en de straffeloosheid

[1] COLINS, 49.

[2] Brief van Caze de la Bove, 1776. (*Mém. sur la municipalité de Rennes*, in de *Archives nationales de France*, H. 520.

[3] C. DE WIGNACOURT, *Échevinage d'Arras* (1608), bl. 12.

voor het wanbestuur verzekert, erkent van den anderen kant dat « de brièveté des charges ne permet pas aux titulaires d'appren- » dre leurs devoirs » [1].

Dit gebrek werd ook in ons land betreurd, doch men trachtte er al vroeg in te verhelpen. Voor Nieuwpoort werd bij charter van 24 December 1287 verordend dat de commissarissen vier oude schepenen aan 't bestuur mochten laten, doch niet langer dan twee jaren [2]. Te Antwerpen, volgens de charter van 25 Februari 1355 (o. s.), vernieuwde men jaarlijks maar de helft der schepenenbank. Te Dendermonde begon men in 't begin der XIVe eeuw twee of drie schepenen in bediening te laten, ten einde den nieuwelingen tijd te geven om zich op de hoogte hunner taak te stellen. De maatregel werd ook noodig geacht te Gent. Bij brief van 8 Mei 1565 machtigde Philip II de commissarissen, die in genoemde stad de wet zouden vernieuwen, om telken jare drie of vier schepenen in dienst te laten, wanneer dit noodig scheen, « afin » qu'en la nouvelle loyz y eust quelques uns imbuz des affaires » passez par-devant la loyz précédente, et mêmes des ouvrages en- » commencez de ceste part et pour autres causes.... » Maken wij nog melding van het reglement van 27 Juli 1752, dat voor een aantal Vlaamsche gemeenten het tweejarig schependom werd ingevoerd, terwijl men in andere plaatsen soms schepenen aantrof, die tien opeenvolgende jaren in dienst bleven. Het reglement voor de onbeslotene steden en dorpen van Vlaanderen, uitgevaardigd den 30 Juli 1672, had bepaald dat de schepenen dier plaatsen niet langer dan drie jaren mochten aan 't bestuur zijn [3], en prins Karel van Loreinen verordende in 1776 andermaal de twee of driejarige vernieuwing, willende alzoo een grooter getal Belgen tot de openbare bediening toegang geven.

Over het algemeen hielden onze groote gemeenten aan de jaarlijksche vernieuwing, en van deze gehechtheid aan 't gebruik,

[1] Bodin, *De la République*, liv. IV, ch. IV.

[2] *Eerste Charterboek van Vlaanderen*, n° 397. — Archief des Noorder-departements te Rijsel.

[3] *Placcaet-boeck van Vlaanderen*, III, 353, 365.

of wil men, aan het recht, gaven de Gentenaren een merkwaardig blijk, toen zij in 1356 tegen de Brabanders in oorlog en gekampeerd waren te Lenneke. De dag der kiezing aangebroken zijnde wachtte men niet tot na den terugkeer te Gent om de wet haren loop te geven, en de namen der nieuwe schepenen werden ditmaal niet van de pui des stadhuizes, maar om zoo te zeggen op het slagveld uitgeroepen [1].

In enkele steden geschiedde de wetsverandering maar om de dertien maanden, gelijk te Veurne [2] en te Dowaai [3], of om de veertien maanden, gelijk te Atrecht en te Bapaume [4].

Alles, wat wij hier zeggen over de vernieuwing van het schependom vinden wij ook in zwang bij onze naburen, waar de eenjarige bediening de regel, maar ook menig voorbeeld van langeren, zelfs van korteren duur te vinden is. Voor den graaf van Holland, die op het laatste der XIVe eeuw regeerde, scheen één jaar voor de schepenen nog te lang, althans men leest in eene charter van 1380, voor de stad Haarlem, dit voorbehoud door den vorst gemaakt : « wij moghen hem eer ontsetten off wij willen », immers « alsoo dicke als ons gevoeget » [5]. Te Middelburg (Zeeland) was het college samengesteld uit dertien leden, waarvan het eene jaar zeven, 't andere zes vervangen werden, zoodat de bank om de twee jaren vernieuwd was. Te Robaais, volgens de charter welke aldaar eene schepenenbank inrichtte, moest deze telken jare worden vernieuwd, maar in 't vervolg des tijds zag men er die bepaling ook lichtelijk over het hoofd, weshalve men daar schepenen vond, welke zonder onderbreking zestien, achttien jaren aan het bestuur bleven [6].

[1] « Item scepenen, die doe up onser Vrauwen avond ghecoren waren upt velt buten Lenneke, ontfinghen last van den beleede vander stede alse scepenen ... » (*Stadsrekening* van gemeld jaar.)

[2] Volgens het reglement van 1442, in 't archief dier stad.

[3] Zie de hooger meegedeelde charter van 1228.

[4] Oorkonde in 't archief des Noorder-departements te Rijsel.

[5] Van Mieris, *Groot-Charterboek*, III, 365.

[6] Th. Leuridan, *Hist. des institutions communales et municipales de la ville de Roubaix*, 38.

Het tijdstip voor de vernieuwing der jaarlijksche schependommen verschilde eveneens van plaats tot plaats, naarvolgens de oude keuren, charters of nieuwere reglementen dit vastgesteld hadden. Te Kassel werd de wet veranderd op 2 Januari; te Aalst den 2 Februari; te Veurne ook in Februari; te Nieuwpoort (volgens de charter van 24 December 1287), te Brugge (krachtens de keure van 1240), alsmede te Valensijn, op half Mei. Voor het Vrije van Brugge geschiedde de vernieuwing den eersten donderdag der maand Juni, en sedert 1425 den eersten donderdag na O.-L.-Vrouwedag in September. Te Tienen koos men nieuwe schepenen acht dagen vóor St.-Jansfeest (sedert 1477), en te Brussel, Leuven, Bergen, Montenaken enz. op St.-Jansdag, midzomer. Sedert 1540 koos men te Gent op 10 Mei, maar de keure van 1212 had daarvoor den 10 Augustus bepaald. De gemeenten, beheerd door de wet van Beaumont, kozen hunne magistraten op den Sinksendag, en wel in de kerk, op eenigszins plechtige wijze [1]. Te Mechelen ging men in de XVIII[e] eeuw tot de kiezing over den eersten maandag na O.-L.-Vrouw-halfoogst, en in het noorden van Frankrijk gewoonlijk den 29 October, naarvolgens eene ordonnantie van den H. Lodewijk. Voor Antwerpen veranderde het tijdstip der vernieuwing verschillige keeren: wij vinden het in Maart, op St.-Martensdag (11 November), sedert 1555, later op St.-Andriesfeest (30 November), sedert 1539 den derden zondag na Paschen. De schepenen van Doornik werden gekozen den 13 December.

Hooger hebben wij gezien dat het voorschrift der wet aangaande het tijdstip der kiezing te Aalst doorgaans veronachtzaamd werd, en dit was ook zoo op vele plaatsen; te Dendermonde, b. v., had de wetsvernieuwing plaats ten jare 1511 op 18 November; in 1524, den 28 Mei; in 1527 den 28 Juni; in 1534 den 8 October; in 1550 den 14 November. Een « jaarlijksch » schependom was er alzoo te Dendermonde eigenlijk niet.

Hoewel in den voortijd geene staatkundige partijen ons volk zoo erg verdeelden als in onze dagen, denke men evenwel niet

[1] G. Kurth, *La loi de Beaumont en Belgique.*

dat de kiezingen voor het schepenschap in onze gemeenten toen altijd kalm en rustig afliepen; dat er geene omkooping, geen zedelijk geweld werd gepleegd om aan de groene tafel te komen of om anderen er van weg te drommen. Toen, meer dan nu, was 't een goedklinkende eeretitel wanneer men mocht zeggen op 't raadhuis te zetelen, en leverde zulke post ook wel benijdenswaardige voordeelen op. Wie echter bevonden werd zich langs linksche wegen te hebben doen kiezen, of wie weigerde te zweren dat hij geene oneerlijke middelen had gebruikt om er te komen, werd van de schepenenbank verwijderd gehouden. Men wilde den rechten man op de rechte plaats [1].

De misbruiken hieromtrent werden al vroeg te keer gegaan. Gwijde van Dampierre schreef in zijne charter van 1276, aan de stad Aalst, eene boet van 60 pond, Vlaamsche munt, tegen degenen welke men zou overtuigen geld gegeven of geboden te hebben ten einde zich te doen kiezen, en 't hoog bedrag dezer boeten bewijst genoeg dat de vorst dacht het misbruik op voorbeeldige wijze te moeten straffen. Wij lezen verders in den *Luyster van Brabant* eene charter van 1356, waaruit maar te goed blijkt dat de menschelijke zwakheid en eerzucht ook in dien tijd fel in werking waren; immers er wordt door die oorkonde bewezen dat men, om op de schepenenbank te geraken, heimelijke verbonden en overeenkomsten sloot; stemmen kocht, geschenken deed en, om tot zijn doel te geraken, daartoe voornamelijk vrouwen opzond; « jae de saecken liepen zoo wijt ende zoo openbaar » (zegt de charter) « dat men over diergelijcke verbonden, accoorden en » voorweerden recht dede.... »

De schepenen van Brussel dezen schandelijken stemmenhandel willende doen staken, stelden eene ordonnantie op, waarbij alle verbond en voorwaarde, met het oog op de kiezingen, nietig werden verklaard en zij eischten van den nieuwen schepene dat die « sweiren sal op die Heylighen, eer hi sinen eedt doen sal van » schepenschap, ocht hy, ocht yemen van sinen wegen, yemanden

[1] Zie verder het stuk der Luiksche schepenen van 17 Februari 1450.

» eenige gelofte gedaen heeft van eenighen verbonden oft van
» ander weder te kiesene in eeneger manieren » [1].

Edoch, de menschelijke ijdelheid en eerzucht kunnen wel beteugeld, echter niet uitgeroeid worden. Men had goed ordonnantiën af te kondigen, strafbepalingen te maken, de eene of de andere schepenlustige burger vleide zich met de hoop, dat zijne pogingen om op 't kussen te komen wel verholen zouden blijven. Eene charter van Philip den Goede, bezegeld in 1432, duidt weer misbruiken aan voor Kortrijk en tracht die andermaal te voorkomen : De schepenen, die aankomen (zegt de vorst), moeten in bijzijn van den commissaris, den baljuw en de aftredende wethouders zweren « que pour leurs offices avoir eu, ils n'ont
» rien donné ni fait donner, presté ou faict prester, promettre
» de leur avoirs, ne de biens de ville ou places, ne autrement en
» aucune manière....» [2].

Omtrent het midden der XVIIe eeuw werden er ook te Leuven erge misbruiken bij de kiezingen opgemerkt, zoodat de wethouders er zich verplicht zagen door strenge bepalingen daartegen in te gaan. De ordonnantie van 17 December 1696 spreekt inderdaad dat er « merckelijke abusen, desordres ende ongeregelt-
» heden voorgevallen zijn, tot daer toe, dat verscheyde inghe-
» setenen hun soo verre hadden vergeten van niet alleen te
» gebruycken ongeoorlofde, indirecte middelen, heymelycke
» briguen, sollicitatien, giften ende geloften, maer dat sy ten
» aensien van een ieder, selfs niettegenstaende den grooten eedt
» die jaerelycx by het aencommende magistraet wordt gedaen,
» van dat zij directelijck noch indirectelijck en hebben gesollici-
» teert, gaven noch giften en hebben gegeven, doen oft van hunder
» wegen laeten geven, hadden gehouden publijcke vergaederingen
» drinckerijen ende slemperijen, alles tot misachtinge van den
» eedt, aen Godt ende aen ons gedaen tot groot naerdeel van
» 't gemeyn best, tot groot schandael ende verdruckinge der

[1] *Luyster van Brabant*, 134-136.
[2] CH. MUSSELY, la *Salle échevinale de Courtrai*, 98.

» goede borgers ende tot quaedt exempel der inwoonderen der
» omliggende steden .... »

Aux grands maux les grands remèdes, dachten de Leuvensche wethouders en zij bepaalden eene straffe, die mogelijk wel groot genoeg zal geweest zijn om de stemkoopers te doen terugdeinzen. Men verbood namelijk de kiezers op eene drinkpartij te onthalen, en werd er iemand bevonden dit bevel overtreden te hebben, men verklaarde hem — al was hij dat jaar niet gekozen — *ipso facto* voor altijd onwaardig om nog aan eene kiezing deel te nemen.

Wil men weten hoe in de XVIIe eeuw eene magistraatskiezing was ingericht? Ziehier hoe het reglement van 1696 voor de stad Leuven die verordende :

In de eerste plaats liet men den kiezers weten wie niet in aanmerking mocht komen. Niet kiesbaar en geen kiesrecht bezittende waren allen, die niet minstens drie maanden vóor St.-Jansdag zich bij een geslacht of nering hadden doen inschrijven; hij, die geen volle 25 jaar oud was, die tot den stadsdienst behoorde, in godshuizen woonde of door den armendisch ondersteund werd.

Ieder ambacht koos op zijne eigene kamer; niemand mocht zich onthouden aan de kiezing deel te nemen, op boete van 6 gulden, en slechts het geval van ziekte kon tot verschooning der afwezigheid ingeroepen worden.

In de kieszaal was niemand toegelaten dan de leden van het ambacht, en geen dezer mocht de zaal verlaten vóor zijne stemming te hebben uitgebracht.

De keus was niet volstrekt geheim. Elke kiezer kwam, bij de oproeping van zijnen naam, aan de tafel der commissarissen en zegde hun « stillekens ende secretelijck » aan wien hij zijne stem verleende. Ieder, die gekozen had, vertrok onmiddellijk uit de vergaderplaats.

De stemming is gedaan. Nu meent men, dat, gelijk in onzen tijd, de sympathie der meerderheid zich lucht gaat geven in openbare betoogingen en luidruchtige uitingen van tevredenheid of teleurstelling?

Hoegenaamd niet. Op boete van 25 gulden was 't verboden

« refereynen, dichten ofte liedekens te maecken, te singen oft » uit te stroeyen, ofte roepen : « Vivat den eenen, » of « vivat » den anderen, » oft tot beteeckeninge synder genegentheyt in » den aenstaenden oft gedaenen keus eenige demonstrative ken- » teeckens te draegen oft te gebruycken in eenigerlye maniere... »

Maar de buren der gekozenen, denkt men, zijn toch wel meester ter eere van deze hunnen huisgevel te verlichten, vuurwerk te maken, pektonnen te branden, trommelaar en fijfer, schalmei en trompet te doen komen?

Weeral niet, en hiervoor is zelfs de boete nog hooger : eene som van 100 gulden is te betalen door ieder, die door dergelijke teekenen zijne vriendschap of tevredenheid lucht geeft. Men beschouwde het vieren ter eere der gekozenen eigenlijk niet als een kwaad, maar daarmee was men natuurlijk onaangenaam aan de mislukten, onverminderd dat alle openbare huldebetooging met politieke bedoelingen onvermijdelijk aanleiding geeft tot botsingen tusschen de voorstanders van tegen elkander strijdende gevoelens. Nu, onze voorouders waren sterk gesteld voor orde en rust en plachten iedere gelegenheid te schuwen die de gemeente kon in verdeeldheid brengen of de bestaande verdeeldheid voedsel geven.

Voor Leuven was bovengemeld verbod niet nutteloos; immers dáar placht men in de XVIIe eeuw op en omtrent de kiesdagen rond te gaan « met stocken oft met ander geweir, » waarschijnlijk om de lieden, weerstrevig aan de eene of andere kandidatuur, te overtuigen door behulp van « doorslaande », « afdoende » redenen. Ook die wapening werd door bedoeld reglement verboden en gestraft met eene boete van 100 gulden — voor de ambachters, wel te verstaan; de edelen en andere personen, die 't recht hadden een rapier te dragen, kon men dat niet afnemen.

De politie op den kiesdag werd streng uitgeoefend door den meier van Leuven en zijnen luitenant; zij bezochten al de neringkamers en 't stadhuis, en — bewijs dat de mannen der XVIIe eeuw gansch niet onverschillig waren in zake van bestuur — de veertien dagen vóor de stemming moesten zij al de openbare plaatsen der stad bezoeken ten einde alle « tsaemenrottin-

» gen, onbehoorlycke handelingen, monopoliën ende desordres
» op tstuck van den aenstaenden keus te voorcomen [1]. »

Laten wij evenwel niet denken dat de geringe man alléen somtijds wanorde zocht en zijne overtuiging versmachtte voor geld, drank of gunsten; ook dorpsheeren, baljuws en schouten, die de benoeming der plattelandsschepenen in de hand hadden, ontzagen zich niet in de XVII[e] eeuw geschenken te aanvaarden van lieden, wier eerzucht op het schepenschap doelde, en in Vlaanderen moest, om de misbruiken van dien aard te voorkomen, ten jare 1672 in 't reglement voor de onbeslotene steden en dorpen een artikel gevoegd worden, verbiedende aan die heeren eenig geschenk te aanvaarden van lieden, wier inzicht was daarvoor met eene plaats op de schepenenbank beloond te worden [2].

Wil men nu een beeld van eene rustige gemeentekiezing? Wij vinden het te Amiens in de XV[e] eeuw.

Daar geschiedde sedert onheuglijken tijd de wetsvernieuwing op den 28 October, feest van de HH. Simoen en Jude. — Meier en schepenen, wier mandaat geëindigd is, begeven zich naar het stadhuis om elkander te verstaan over de keus van de drie kandidaten, welke zij aan de burgers zullen voorstellen « pour de » l'un deux élire le mayeur. » Over deze keus moet niet getwist worden : zij hebben elkander gedurende het verloopen jaar aan het werk gezien en de gelegenheid gehad ieders kennis en geschiktheid te waardeeren. De plaats, die den waardigste toekomt, zal ook den waardigste gegeven worden.

Gedurende langen tijd werd de keus der kandidaten tot de meierij van Amiens onder de schepenen gedaan met luider stemme, zoodat men somtijds de eigenliefde van enkelen kwetste of geene rechtzinnige stemming uitbracht. Daarom had men den 27 October 1460 besloten tot de geheime stemming en zal men nu de namen der kandidaten schrijven op bulletins, welke men, zorgvuldig geplooid, overhandigen zal aan den griffier, die met de stemopneming gelast is. Die beslissing was genomen geweest om

[1] *Placcaten van Brabant*, III, 62-68
[2] *Placcaet-boeck van Vlaenderen*, III, 353-365

de wederzijdsche vriendschap en broederlijkheid onder de ingezetenen van Amiens te bewaren en bleek inderdaad dit doel te bereiken [1].

Men zal mogelijk opwerpen dat de schepenen van Amiens en andere plaatsen, waar de kiezing tot het meierschap op gelijke manier geschiedde, de officiëele kandidatuur stelden; inderdaad, zóo moet dit geheeten worden, maar gemeld recht verzekerde aan 't stadsbestuur den geest van voortzetting en de voltrekking der aangevangen werken en onlangs ingevoerde wetten, waardoor alle geweldige schokken werden vermeden en niet werd afgebroken wat korts te voren was tot stand gebracht.

Gaan wij nu naar de halle, waar de baljuw of zijn stadhouder de vergadering der burgers voorzit. Wie komen kan, is er aanwezig; de zieken of anderszins belette personen blijven met spijt te huis, want eenieder trekt zich de zaken der gemeente ter harte en beseft niet alleen de belangrijkheid van het recht, welke hij komt uitoefenen, maar ook de ernstigheid van den plicht, die op hem rust. Toch is er te Amiens geene verplichte stemming, gelijk in Provence en in andere gewesten van Frankrijk. De titels der kandidaten worden besproken, hunne deugden en verdiensten in de weegschaal gelegd; maar is er een schepene, die pogen wil de kiezers door geld, drank, beloften of bedreigingen voor hem te doen stemmen, hij wordt van zijn ambt ontzet en naarvolgens de gewichtigheid zijner ongeoorloofde handeling gestraft [2].

De morgen is alzoo gevorderd tot één uur voor den middag. De vergadering is voltalig. De klok des belforts heeft haar plechtig geluid gestaakt en er komt stilte in de rangen der burgers. De aftredende meier stapt de zaal binnen, voorgegaan door den stafdrager, en overhandigt den baljuw de drie namen, welke de sche-

[1] « ... Par ainsy Messeigneurs ne nomeront point, en la présence lun de lautre, les noms qu'ils esliront pour estre mayeur, comme ils vouloient faire en temps passé; et ceste ordonnance ont faicte adfin de demourrer toujours lun avec lautre en plus grant amitié et fraternité ... » (*Reg. aux délibérations*, IX, 1. — (Archief der stad Amiens.)

[2] Zie Aug Thierry, *Recueil des monuments de l'histoire du Tiers-État*, IV, 526. — A. de Calonne, *La vie municipale au XVe siècle*, 11.

penen zooeven aanduidden. Onmiddellijk begint de kiezing, want te Amiens zijn de schepenen niet verplicht, gelijk te Dowaai en overigens in al de plaatsen van Vlaanderen en Brabant, rekening te doen van hunne bestuurakten alvorens er in hunne vervanging kunne voorzien worden.

De kiezing geschiedt volgenderwijze :

De griffier der meierij schrijft de namen op een bord en plaatst zich met den procureur bij den ingang der zaal. Elke kiezer komt, na geroepen te zijn, bij hem, en noemt dengene, wien hij zijne stem geeft. De griffier teekent een streepje onder den naam des verkozenen en de kandidaat, voor wien het meeste getal teekens zijn gesteld, wordt tot meier uitgeroepen.

Zoo geschiedt voor den meier, voor de rentmeesters, voor de werk- en presentmeesters, voor de schepenen. Is de kiezing ten einde, dan vraagt de advocaat der stede of iemands iets tegen de geldigheid der stemming weet in te brengen, en wordt dit niet gedaan , dan geeft de baljuw aan den nieuwen meier de sleutels der meierij, benevens het zegel der stad. Vervolgens legt de meier den gewonen eedt af en neemt voor het volk, welk hem toejuicht en zweert hem te zullen onderdanig zijn, de plechtige verbintenis van zich gansch aan den dienst der gemeente te zullen wijden.

Te Veurne was een geheel ander kiesstelsel in voege. Hier werd de lijst der nieuwe wethouders door de commissarissen opgesteld, dan door eenen der pensionarissen aangeboden aan de aftredende schepenen, die, zoo zij 't geradig vonden, het recht schijnen gehad te hebben bedenkingen te maken tegen personen, die hun toeschenen ongeschikt voor de magistratuur te zijn. Daarop ontbood men de pastoors der drie parochiën en deze, van hunnen kant, « certificeerden dat de personen, daerbij genoemt, » waeren van de catholijcke apostelijcke Roomsche religie en » dat sij niets en wisten te segghen teghen hunnen handel en leven [1]. » Toen werd de lijst door den eersten raadspensionaris op het balkon afgekondigd.

[1] *Estat du magistrat de Furnes, renouvellé le 7 Septembre 1690,* in 't Stadsarchief van Veurne.

V.

Hoe de schepenen in bediening werden gesteld. — Verschillige gebruiken bij de aanstelling gevolgd. — Hoe de schepenen werkten. — Voorschepene of burgemeester.

Ook de manier, waarop de schepenen vroeger in bediening traden, verdient onze aandacht, te meer omdat er heden geene openbare of zelfs bijzondere plechtigheid voor de aanstelling der gemeentelijke magistraten meer in zwang is. Wel is waar wordt er nog van burgemeester, schepenen en raadslid een eed vereischt alvorens zij hunne taak mogen aanvatten, maar dit gaat nagenoeg geheel onopgemerkt voorbij, zelfs na eenen harden strijd tusschen de partijen, welke elkander de plaats aan de bestuurtafel betwistten.

In de dagen van ons opgewekt gemeenteleven ging het er anders toe! Dan lagen 't getouw en al ander gereedschap stil; de poorter, in zijnen besten kerel gestoken, wachtte voor het schepenenhuis het sein van trompet, klok en beiaard om de nieuwe wethouders met zijn gejuich te begroeten en vol vertrouwen met hen den nieuwen tijdkring van 't gemeenteleven in te gaan.

Altijd en overal was het begin : de eed.

De nieuwe magistraten verbonden zich bij plechtigen eed onpartijdige rechters en goede bestuurders te wezen, de wet volgens geweten toepassende; zij beloofden nooit het oor te zullen leenen aan beloften of aanzoeken en geene geschenken te zullen ontvangen, zelfs niet om goed recht te doen. Zóo zwoeren reeds de schepenen onder 't Frankisch beheer [1].

[1] « Volumus ut quicumque de scabinis deprehensus fuerit propter munera aut propter amicitiam injuste judicasse, ut per fidejussores missus ad praesentiam nostram veniat. De caetero omnibus scabinis dinuntietur ne quis deinceps, etiam justum, vendere praesumat. »

(*Capit. Ludov. Pii*, ap. Baluz, I, col. 666.)

Gelijk voor alles, wat met de gemeentelijke magistratuur in betrekking stond, was er ook voor de eedformuul geene gelijkvormigheid, hoewel de grondgedachte overal dezelfde was. Aleer de vorstelijke commissarissen te Rijsel overgingen tot de aanstelling der nieuwe schepenen, deden zij den aftredenden ruwaard en meier zweren « que vous nous direz si scavez es nouveaux » eschevins, par nous esleu pour ceste presente année, déclarée » en ceste escrit, qu'il y ait usurier, sectaire des nouvelles doc- » trines reprouvez de nostre mère la Ste Église ne personne ou » personnes reprochables qu'estre ne le puit ou ne puissent, » selon les poincts et articles exprimez en privileges de cette » ville, adfin qu'au lieu de celui ou ceulx ou il y aura note ou » soubçon, puissions pouvoir d'aultre non reprochable ains à ce » convenable, conformément aux lettres de nostre commission » qui en avons à ce propos de sa Majesté. Aussy ne divilguer à » personne ceulx debattus ni ceulx qui seront mis en leur lieu et » ainsi vous aide Dieu et tous les Saints du Paradis »[1]. De hier uitgedrukte denkbeelden (overigens overeenkomstig met de vereischten, welke wij voor het schepenschap deden kennen) zal men terugvinden in al de eedformulen.

Het eedzweren der Rijselsche schepenen geschiedde in de St.-Pieterskerk, ten bijwezen van den deken en van twee kanunniken. Op het altaar, of eene tafel daarvóor geplaatst, lag het misboek. De meier legde er het rechterhand op en zwoer den eed in name der schepenen, die hun rechter hand in de hoogte hielden. Daarop kwam ieder der nieuwbenoemden het kruisbeeld kussen, dat op het misboek was gelegd.

Dat kruis behoorde niet aan de St.-Pieterskerk, maar was aldaar gebracht door den koster der St.-Stevenskerk, die de plechtigheid bijwoonde en van iederen schepene de som van twaalf stuivers kreeg; bovendien had hij zijne plaats op het banket, hetwelk op de aanstelling der magistraten volgde[2].

Te Ath, waar de benoeming door den kastelein werd gedaan,

[1] V. de Rode, *Histoire de Lille*, II, 415-416.

[2] Idem.

zond deze officier eenen zijner dienaren ten huize der nieuwe schepenen om hun de benoeming bekend te maken en hen meteenen uit te noodigen den daaropvolgenden ochtend, om 8 ure, ten kasteele te komen. Daar waren toen ook de aftredende schepenen, die hunne bediening neerlegden, en hunnen opvolgeren de sleutels der stad ter hand stelden, waarna de kastelein den eed ontving der nieuwe wethouders.

Te Luik zwoer men in de kerk van St.-Lambert of van O.-L.-Vrouw. Bij die plechtigheid mocht niemand tegenwoordig zijn, behalve de schepenen en hun klerk; immers de ordonnantie schreef voor, dat het geschieden moest « en très grant secreit ». De oudste schepene zegde de formuul van den eed voor. Van de kerk geleidde men den nieuweling vóor het kapittel, waar een tweede eed moest afgelegd worden, vermoedelijk eene belofte van getrouwheid aan de rechten van de kerk en den bisschop.

Te Valensijn, daarentegen, zwoer men in het openbaar, namelijk op de pui van 't stadhuis; men kon van daar de kloktorens zien der abdij van St.-Jan, waarnaar de eedafleggers het rechter hand moesten uitstrekken.

Te Gent begon de plechtigheid met eene misse voor den H. Geest, in de kapel ten stadhuize. Behalve de commissarissen waren de schepenen der beide banken daar aanwezig. Na de mis werden de uitgediende wethouders van hunnen eed ontslagen en de commissiebrieven van den vorst voorgelezen. De keuze gedaan zijnde, leidde men den hoogbaljuw der stad naar den « becleeten thuyn » (de pui of *bretesque*, aan den hoek der Hoogpoort), en daar, na 't steken der zilveren trompetten en der schalmeien, onder 't gespeel van den beiaard en 't gelui der klok, las de eerste secretaris de namen af der nieuwe schepenen. Zoo gebeurde, onder andere, in 1662, « naer costuyme », zegt een Gentsche kroniekschrijver. Evenals voor de inhuldiging van eenen vorst of bisschop waren te dezer gelegenheid de stadsspeelliën in hun staatsiekleed, te weten met fluweelen rokken.

De afkondiging der nieuwe schepenen had te Gent in 't midden der XVIIe eeuw doorgaans plaats gedurende den namiddag. Onmiddellijk daarna stelde men in de collegekamer de kniebank en

ving de plechtigheid van het eedzweren aan. Men deed dit op het kruis, na verschillige ceremonieën, als van « afvragen, voorlezen en antwoorden ». 't Kruis, waar men te Gent op zwoer, behoorde aan de kerk van St.-Jan (later St.-Baafs), en werd gewoonlijk door dezer ontvanger naar 't schepenenhuis gebracht, natuurlijk ook niet zonder belooning [1].

Voor de meeste steden der Belgische provinciën stuurde, in de vorige eeuw, de gouverneur-generaal de benoemingsakte der nieuwe wethouders aan den vorstelijken officier in de stad, die met de aanstelling gelast was, maar die niet, zooals de burchtgraaf te Keulen, Maagdenburg en Halle, het recht had om de onbekwamen af te wijzen.

Wat nu den eed zelf betreft, men zwoer, in de eerste plaats, gehechtheid aan de Roomsche religie en getrouwheid aan den H. Stoel, aan den vorst en de wetten des lands; men beloofde de geheimen der schepenenkamer niet te zullen veropenbaren en alles te zullen doen wat tot de taak van eenen getrouwen schepene behoort — welke laatste uitdrukking men reeds ontmoet ten tijde van Karel den Groote.

Te Oudenaarde zwoer men « par Dieu le Père, le Filz et le » Sainct-Esprit, et par la Saincte Croix, que nous touchons de » noz mains. » Men zwoer natuurlijk in de landstaal, doch onder Lodewijk XIV in 't Fransch.

Schier overal was de aanroeping of bede om bijstand gericht tot God en al zijne heiligen. Te Ciney luidde het slot de formuul : « Ainsi m'ayde Dieu, ses sainctes évangiles et tous les saints, » terwijl de aanhef was : « sur le péril et dampnation de mon » âme. »

Te Luik zwoer men bij al de heiligen, wier reliquieën in de kerk waren, en bij die van het Paradijs; ook bij al de heilige consecratiën, die ooit aan het altaar waren gedaan. In andere plaat-

[1] « Item betaelt den ontfanghere van Sente Janskercke over zynen dienst ende sallaris van Sente Blasus cruusse te bringhene int scepenhuus van der Kuere, daer scepenen eedt up deden, II s. VIII d. gr. » (*Stadsrekening van* 1532, 86v).

sen, zooals te Reuzel, deed men de aanroeping tot God en « sijne ghebenedijde Moeder. »

Gelijk de kiezing te Beaumont, had de aanvaarding der nieuwe schepenen overal een godsdienstig karakter.

Het naleven van wettelijke bepalingen van bijzonderen aard, gevolg van plaatselijke omstandigheden, werd insgelijks bij eed gevorderd. Alzoo zwoeren de nieuwe schepenen der stad Roeselare in de XVIIe eeuw het lidmaatschap te zullen vragen aan 't schuttersgilde van St.-Joris [1]. — Te Abbeville namen de schepenen op het Evangelie de verbintenis aan, de zittingen van den stadsraad geregeld bij te wonen, desnoods reizen te ondernemen in 't belang der gemeente; geene levenslange renten te verkoopen of te laten verkoopen enz.— Te Luik zwoer men, gedurende de middeleeuwen, dat men was « de loyale mariaige engenreit » en dat men, door zich zelven noch door anderen, openlijk noch bedekt, voor of na de kiezing, aan 't wie wezen mocht, 4 deniers, of de waarde dier som, gegeven of beloofd had om gekozen te worden. In de XIIIe eeuw moest men daar ook bij eed verzekeren te wezen « frans, sains nul servaige [2], » blijkbaar een overblijfsel van eene aloude eedsformuul.

Wij zouden nog verscheidene bladzijden kunnen schrijven over den eed der schepenen en de variatiën, welke die van streek tot streek, van stad tot stad aanbiedt, maar meenen ons te mogen bepalen tot de mededeeling van een viertal formulen, welke den lezer overtuigen zullen van de gewichtigheid diens eeds, in tijden waarop Kerk en Staat zoo nauw met elkander verbonden waren en het godsdienstig geloof diep en vast in de harten wortelde. Wij kiezen onze stukken uit den tijd der religietwisten of korts nadien.

Te Rijsel zwoeren de schepenen volgens deze formuul : « Vous » jurés par le Dieu tout-puissant et sur la damnation de vos ames » que vous croyez tout ce que croit l'Église catholique, apostolique et romaine, et que vous tenez de la doctrine qu'elle a » tenue et tient sous l'obéissance de notre Saint Père le Pape,

[1] Zie onze *Geschiedenis van Roeselare.*

[2] *Patron de la Temporalité,* 425.

» détestant toute doctrine contraire à icelle si comme de luthériens, » calvinistes, anabaptistes et tous autres hérétiques et sectaires, » et que tant que vous pourrez, vous vous opposerés et serés » contraire à icelles. Ainsy vous aide Dieu et tous les Saints. »

Nagenoeg hetzelfde werd gezworen door de schepenen van Ath :

« Je jure, Dieu tout-puissant et sur la damnation de mon âme, » que ie croid tout ce que l'Église catholique, apostolique et » romaine croid, et que ie tiend la doctrine qu'elle a touiour » tenue et tiend soubs l'obéissance de notre Saint-Père le Pape, » détestant toute doctrine contraire à icelle si comme des Luté- » riens, Calvenistes et de toutes autres hérétiques et sectataires, » et qu'en tant qu'à moy sera, m'opposeray et contrarieray à » icelles, et tiendray soigneuse garde que rien ne soit faict ou » procuré au préiudice des authorités de Sa Majesté, et en la » charge où ie suis nouvellement appelé, ie feray mon possible » pour y maintenir son authorité en son enthière; que ie n'ay » donné ny fait donner, ni promis aucunes choses pour parvenir » à ladite charge d'eschevins, directement ny indirectement, et » qu'au susdit estat auquel ie me trouve avancé, ie m'acquitteray » deument et seray loyal à Sadite Majesté et à ses successeurs, » garderay ses droits et authorité partout où ie sauray ou pour- » ray, de mesme que les droits, profits et biens de ladite ville et » membres d'icelle; entendray ses bons usages, ordonnances et » statuts; ayderay et garderay les droits des églises, pauvres, » orphelins, hospitaux et des veuves, et travailleray à les défendre » contre toutes oppressions; feray bons et léals jugemens, et que » généralement m'acquitteray bien et deument à mon possible » en tout ce qui dépendra dudit estat.

» Ainsy m'aide Dieu et ses Saints [1]. »

De eed der schepenen van Valensijn is onder andere merkwaardig in dezen zin, dat zij zich verbonden niet naar de herberg te gaan op of omtrent de dagen van de rechterlijke enquesten :

[1] Archieven der stad Ath.

» J'en jure par le Dieu tout-puissant et sur la damnation de mon
» âme que je crois tout ce que croit l'Église catholique, apostolique
» et romaine, et que je tiens la doctrine qu'elle a tenue et tient
» sous l'obéissance de nostre saint Père le Pape... etc. »

Verders werd den nieuwen wethouderen nog de onderstaande eedsformuul voorgehouden :

« Vous jurez et promettez sur la foy que vous tenez de Dieu,
» que vous garderez bien et loyalement tous les droits, loix et
» ordonnances du Roy, et pareillement les droits et franchises de
» cette ville, et ferez droit entre les parties toutes les fois que
» vous en serez requis, et que vous maintiendrez la ville en ses
» loix, coûtumes et usages selon qu'anciennement a esté faict, et
» que vous ne prendrez directement ni indirectement don, loyer,
» promesses ny service pour la bonne administration de la jus-
» tice que vous rendrez à vostre loyal sens et pouvoir, et celerez
» les avis et résolutions qui se donneront et rendront sur le fait
» de la justice, et n'irez en tavernes ou cabarets pour y boire ou
» manger le jeudi avant que les enquestes soient rendues, si
» avant qu'elles se puissent rendre lors, ni le vendredy tant et
» jusques à ce que les plaids du Prévost-le-Comte soient achevez,
» et jugerez un chacun suivant ce qu'il se trouvera avoir mal
» faict, autant bien le riche que le pauvre, et le pauvre que le
» riche, sans aucun support ni connivence...
» Vous jurez de plus que vous ne serez présens à aucun don,
» vente, transport ou autre espèce d'aliénation qui se feront au
» profit de quelqu'un de main morte, et ne prendrez pour ser-
» gens de cette ville que preud'hommes suivant votre pouvoir.
» Toutes lesquelles choses et chacune d'icelles vous jurez et pro-
» mettez sur la foy que vous devez à Dieu et sur ses saintes
» Évangiles de tenir et accomplir à vostre loyal sens et pouvoir,
» et que vous ne détournerez de faire loyal jugement pour
» parentés, amitié, haine ou autre occasion que ce puisse estre [1]. »

[1] Arthur Dinaux, *Archives du Nord*, VII.

Op weinige plaatsen was de geloofsbelijdenis zóo sterk als in den eed, door de wethouders van Komen en Veurne af te leggen. In de eerste dezer plaatsen luidde de formuul als volgt :

« Nous chacun des échevins de la ville de Comines... jurons et » affirmons sur la damnation de notre âme, que nous croiions » tout ce que notre Mère la Sainte Église catholique, apostolique » et romaine croit, nous enseigne et propose sur l'obéissance de » notre Saint Père le pape, abjurant et détestant toute doctrine » contraire à icelles, comme celles des Luthériens, Calvinistes, » Anabaptistes et tout les autres hérétiques, leurs adhérents et » leurs sectateurs, auxquels nous nous opposerons et résisterons » toujours, si avant qu'il nous sera possible.

« Ainsi nous aide Dieu et ses Saints. »

De schepenen van Komen beloofden insgelijks hunne plichten goed te zullen kwijten, « non plus par considération de notre » propre intérêt ou profit, ou de celluy de nos parents et amis, » que par crainte de reproche, haine ou envie que nous pour- » rions nous attirer et encourir ». Ook zwoeren zij « de vivre en » paix, union et concorde, comme bons confrères en loy, éloi- » gnant de nous autant que possible toutes querelles, haines et » dissensions, qui causent grand empêchement et obstacle à » l'exercice de la justice [1]. »

Te Veurne luidde de eed :

« Wij zweeren op dit cruysbeelt, als op hetgone op hetwelcke » onsen Godt gelieft heeft te sterven tot verlossinge van het » menschelijck geslacht, te willen leven ende sterven in de » Catholijcke, Apostelijcke, Roomsche religie, sonder oyt eenich » ander verschilligh gevoelen te hebben.... »

Waar ook de eed werd afgelegd : in de kerk, op het stadhuis of bij den kastelein, de plechtigheid werd beschouwd als van godsdienstigen aard te zijn. De *Costuymen ende Usantien van procederen der Dingbancken van Reusel* (1607) melden dat de

[1] Archieven van Komen, *Registre du magistrat, officiers et bourgeois de Comines*, 46.

nieuwe wethouders aldaar, bij het eedzweren, stonden « voir tghe-richt blootshooffs, » om ieder woord des meiers te hooren en « per-
» fect naersegghen ». De schepene legde de twee voorste vingeren op het kruis en verklaarde : « dat en sal ik nyet laten om vader
» en moeder, om suster of broeder, om gifte of om gave oft om
» tgeenderley, noch om de vreese van de doot [1]. »

Men eischte van de schepenen zekere voorwaarden van onafhankelijkheid, ten einde geenen twijfel nopens hunne onpartijdigheid te laten ontstaan. Wij hebben vroeger gezien dat geen schepene officier mocht zijn van den vorst of van eenen anderen heer; waren zij te Luik, vóor hunne aanstelling, lid van den raad des vorsten of van dien der kerk, en uit dezen hoofde bezoldigd, men stond hun toe daarvan te blijven deel maken; na hunne benoeming tot schepene mochten zij dergelijke posten niet meer aanvaarden [2].

In verscheidene steden was 't voorwaarde dat elke nieuwaankomende schepene eene zekere som betaalde of eenig geschenk deed voor de tafel. Alzoo werd ten jare 1450 door de schepenen der stad Luik vastgesteld, dat elke nieuweling in 't magistraat een mark fijn zilver zoude geven, bestemd tot aankoop van eenen zilveren schotel, ten gebruike der schepenen, of van eenen zilveren beker, waarop de nieuweling zijn wapen mocht doen graveeren. Van dit voorwerp mochten de schepenen beschikken bij uitersten wil, op voorwaarde nochtans dat hunne erfgenamen dan het goedkeuringsrecht van het testament hadden te kwijten. Van dit laatste, evenwel, kon het schepenencollege ontslaan [3].

[1] Welvaarts, *Reusel, naar de archieven van Postel's abdij.*

[2] Zie *La Paix de St-Jacques* en *Le Régiment de Heinsberg.*

[3] « ..... Item avons avant ordineit et accordeit tochant le marc dargent, que cascun de nous paye a sa reception, qui convertis est en vassel dargent dont chì devant est faite mention, que dors en avant ung cascun de nous porat ledit marc dargent en teile vassel que convertis avoit esteit, ordineir, laissier, testateir et almoisneir a son bon plaisir, a avoir apres son deces; et se ordineit, testateit ou almoisneit ne lavoit, quil parvegne, ceide et eskie a sa femme, enffans, hoires et remanans, tantost apres son deces; en ce adjosteit

In de XVII[e] eeuw vorderde men van de nieuwe schepenen te Luik aanzienlijk meer, zóo veel zelfs, dat geen gewoon burger er op de gedachte kon komen eene plaats op de schepenenbank te verkrijgen [1].

que, sil plaisoit ad celi dentre nous qui yroit de vie a trespassement, laissier sondit hanap alle maison et compagnie de destroit, en celi cas sa femme, enffans et hoires ne seroient point tenus de payer les droitures delle approbation de son testament; mais se laissier ne li plaisoit et saditte femme, enffans et hoires ravoir volsissent ledit hanap, payer deveroient lesdittez droiturez delle approbation dudit testament se dont messeigneurs ne leur quitoient de grace. » (*Registre aux œuvres des Échevins de Liége*, greffe Stephany, 17 Janvier 1450 — 7 Septembre 1450. N° 17, p. 1.)

[1] « Droit que un nouveau Eschevins est obligé de payer avant d'estre admis.

» Pour le disner quand on a vacqué sur ses preuves, 100 escus . . . . Fl.	400
» Pour les trois autres disners, celui de la souppe, la paste en celui du lendemain que l'on fait chez le plus jeune confrère, ensemble	1,200
» Pour droit de réception à chacun seigneur Eschevin et à Monsieur le grand greffier, 30 florins	420
» Pour droit de réception aux deux Chambellans	30
» Pour les dix greffiers à chascun 10 escus, scavoir 25 pour le disné et 15 pour droit de réception	400
» Pour les quattre conseillers 30 florins chascun	120
» A Monsieur le grand mayeur.	25
» Au taxateur	25
» Au docteur	30
» Item à chaque parlier 5 fl. 7 1/2 pat., en nombre de 116. .	624–10
» Au chirurgien	5– 7 1/2
» A clercques de la Chambre.	40– 2 1/2
» Au portier.	5– 7 1/2
» TOTAL. . . Fl.	3,324– 7– 2

» *N. B.* — Savoir qu'un nouveau prince paie pour droits aux seigneurs Eschevins de Liége et leur grand greffier et leurs chambellans 74 florins 8 sous.

» Pour la réception d'un tréfoncier vient à chaque seigneur 24 sous, au grand greffier 12 sous, à chaque chambellan 12 sous.

» Nota que le pourveu ne peut entrer pour estre admis à serment dans la Chambre de Messieurs avec son espée et doit avoir un manteau. »

(Registre intitulé : *Procès intentes por le Souverain Mayeur* (XVII[e] siècle). — Staatsarchief te Luik.)

Te Kortrijk gaven de schepenen in de XVIe eeuw eene zilveren « coppetasse » wegende acht oncen; te Veurne moest elke nieuwe wethouder de som van 12 pond parisis betalen, een gebruik dat in zwang bleef tot 1527, toen er besloten werd dat elke aankomende schepene eenen zilveren kroes zou geven, wegende acht oncen, en die « blijfven zoude der stede, omme der wet tafle daermede te dienen [1]. »

De plaats, waar de schepenen meest vergaderden om recht en wet te doen, was het stadhuis, en dit kon in de groote steden niet schoon, niet kunstig, niet prachtig genoeg zijn. Het was immers de dagelijksche oefenplaats der gemeentelijke rechten en vrijheden, voor welker genot zoo vele harten klopten, voor welker behoud het beste en edelste bloed der gemeente werd vergoten! Het raad-, wet- of schepenenhuis was het brandpunt des gemeentelevens, waar doorgaans de wapening beslist, de vrede gesloten werd, waar ieder burger heenging voor de belangrijke akten betrekkelijk zijn eigendom, beroep enz. Ook moet men de oude stadsrekeningen lezen om te zien met hoeveel liefde en zorg dat paleis der justitie en der wet onderhouden, door de ervarenste schilders en beeldsnijders versierd werd. Onder dit opzicht mogen de Belgische gewesten, naast Duitschland en noordelijk Italië, in éene lijn worden gesteld; onze hallen en schepenenhuizen, getuigen van de macht der gemeenten, rezen fier en statig op in de middeleeuwen, wanneer Frankrijk, onder andere, die nog miste. Toen nog meest van hout, werden zij weldra vervangen door die prachtige steenen gedenkbouwen, welke nog heden de bewondering der bouwkundigen afdwingen. De hallen van Brugge en IJper worden in éenen adem genoemd met die van Brunswijk en Sienna; de later gebouwde stadhuizen van Brussel, Leuven, Gent, Kortrijk en andere steden wekten de verbazing op van de kooplieden uit Frankrijk, waar de meeste schepenen bijeenkwamen op de openbare plaats, in eene kerk, op een kerkhof of in een klooster.

Onder de beelden, die den gevel des schepenenhuizes versier-

[1] De Potter, Ronse en Borre, *Geschiedenis van Veurne*, I, 167.

den, is bijna altijd dat der Moeder Gods, hetwelk de eereplaats had, hetzij boven den voornaamsten ingang of in eene hoeknis. In de schepenenkamer of vierschaar prijkte, niet het beeld van den vorst des lands, maar de Gekruisigde, die de Liefde in de wereld bracht en de Rechtvaardigheid onderwees.

Hadden onze stadsschepenen een raadhuis of halle, waar zij de vierschaar spanden en over de gemeentezaken beraadslaagden, op den buiten werd dit meest gedaan in de opene lucht, onder den schauwboom of de linde, of in eene herbergkamer. Dit laatste vooral strookte niet met de waardigheid der justitie. Men sprak dikwijls te veel den tapper aan en bleef dan niet altijd bij zijne volle geestvermogens..... 't Was een overoud gebruik, en moeilijk om achter te laten. Reeds zeer kort na de instelling van het schependom, in 't jaar 800, moest Karel de Groote in een zijner Capitulariën van de rechters eischen dat zij de gedingen te hooren en te vonnissen hadden terwijl zij nuchter waren [1]. Later trachtten ook de costumen de misbruiken van dien aard te voorkomen door voor te schrijven dat de gerechtszittingen moesten plaats hebben vóor het noenmaal. In sommige gemeenten evenwel was 't moeilijk de matigheid in te voeren of te doen standhouden, gelijk b. v. te Zwijnaarde, waar de abt van St.-Pieters in 't begin der XVI[e] eeuw zich verplicht zag een wethuis te bouwen opdat de schepenen onder 't oordeel of in den raad niet zouden drinken. Deze beslissing van den abt was dubbel heilzaam, dewijl een deel van 't bewuste gebouw moest dienen tot dorpsschool [2].

[1] « Judices jejuni causas audiant et discernant. » (25[e] artikel.)

[2] « Kennelick zij allen lieden die dese presente lettren zullen zien ofte hooren lesen, dat int jaer ons Heeren XVI[c] elfve heer Gregorius Zoete, religieus ende proost van Sente Pieters clooster neffens Ghendt, met consente en advies van mynen eerw. heere H. Columbanus Vrancx, abt, ende heer Arsenius Schayck, coadjuteur van den zelven cloostere, in deliberatie gheleyt heeft met heer Jan Baptiste van den Brande, pasteur, ende Jacop Schamp, bailliu der heerlyckheyd van Zwynaerde, mitsgaders Philips van Poucke, thaerl. assistentie ghenomen, hoe dat men ten oorbore van de ghemeente der zelve prochie besten middel zoude moghen vinden, zo om de kercke ghedient ende de jonckheyt gheinstrueert te worden, *alsom de schepenen, principalick in*

Was eenieder verplicht den last der gemeentelijke magistratuur aan te nemen, men moest het ambt ook vervullen naar behooren. Deze verplichting reikte zoo verre, dat te Brussel, te Gent en in vele andere plaatsen niemand zonder oorlof van den voorschepene of burgemeester uit de stad mocht gaan, en, was de oorlof bekomen, niet langer dan den bepaalden tijd mocht wegblijven, het een en het ander niet op een enkel vermaan of blaam, maar op straffe [1].

Het reglement voor de onbesloten steden en dorpen van Vlaanderen (30 Juli 1672) schreef den wethouderen van die plaatsen voor, dat zij ten minste éens om de veertien dagen, in den voornoen, moesten bijeenkomen. Ook daar was de aanwezigheid verplichtend en wel op boete van 3 schellingen groote, ten profijte der tegenwoordig zijnde schepenen. Ziekte alléen was uitgezonderd.

In de meeste steden van belang kwamen de schepenen gewoonlijk elken dag op het raadhuis, tijdens den zomer van 8, in den winter van 9 ure [2]. Op het geklop of het belgeklingel van den voorzitter moest iedereen op zijne plaats aan de tafel zitten, 't hoofd ontbloot; en 't was ook zonder toestemming des voorzitters niet geoorloofd weg te gaan of van plaats te verwisselen « tenzij om hun te wermen oft om andre wettige redenen [3]. »

Te Gent mocht niemand de collegekamer binnentreden met den hoed op het hoofd. Eene ordonnantie voor de schepenen dier stad, in 1546 afgekondigd, houdt verder de volgende bepalingen in : wie op het bepaalde uur niet ter zitting verschijnt,

ordinaire dynghedaeghen, uut de herberghe te hauden, zo is onder haerl. goedt ghevonden gheweest te zoucken zeker plaetse, daertoe meest bequaeme, om dry camerkens te maeken up ende ontrent het kerckhof, onder een dack tsamen, lanck ontrent de XLV voeten ende breet XVIII voeten, tusschen twee steenen ghevelen, met dry vuersteden, waeraf de ..... naest de westzyde commende an tsheeren straete, wesen en dienen zaude voor een vierschaere eeuwelick ende erfvelick om aldaer schepenen te vergaderen etc. » (20 Dec. 1611.) (*Archief der kerk van Zwijnaarde.*)

[1] Ordonnantie voor de stad Brussel, uitgevaardigd door Karel V (1545).

[2] Reglement van 1552, voor de stad Gent.

[3] Ordonnantie voor Brussel van 1545.

betaalt één groot als boete, en het dubbel, wanneer men binnentreedt op het tweede uur; het derde uur verschijnende, moet men vier grooten betalen, en in 't geheel niet komende, zes grooten.

Was de zitting bepaald op « de boete ende eedt, » dan moest elke afwezige schepene de boete betalen van zes grooten; bleef hij gansch den voormiddag weg, dan werd het bedrag der boete verdubbeld. Eindelijk wie gedaagd was om « ten putte te gane » (onderzoek doen in stads gevangenis), of in den omgang, of elders, en er niet verscheen, verbeurde telkens 20 grooten.

Wie niet op het gestelde uur aanwezig was, verloor te Doornik zijnen aanwezigheidspenning [1], en wie in 't geheel niet verscheen, betaalde boete; maar te Gent ontsnapte men aan die straf wanneer men in de kapel was tot het einde der misse [2].

Volgens een reglement van 1636 moesten de schepenen van Amiens tweemaal daags bijeenkomen op 't stadhuis en eens in de week *à la Male Maison*. — Gelükkig hadden de oude schepenen talrijke vacantiedagen uit hoofde der vele kerkelijke feesten, die geboden rustdagen waren. Sommige, evenwel, waren zelfs den zondag niet geheel vrij, zooals te Doornik, waar in de XVIIe eeuw een der schepenen en een der gezwoornen elken zon- en feestdag moesten tegenwoordig zijn bij de catechismuslesse om te zien of de familiën niet verzuimden hunne kinderen naar de kerk te zenden, in welk geval hun de onderstand van den Armendisch onttrokken werd [3].

[1] « Ce mercredy 3e juin (1609) ne fut resolu rien d'importance en nostre assemblée du matin, fors ces deux choses : Que quiconque d'entre nous viendroit en conclave apres les huict heures et demie le matin, perdroit son plommet (*petit plomb*) de trois sols pour ce jour, lequel le boursier sera tenu mettre en la bourse commune de l'eschevinage. Et davantage, que nous serions obligés de ne lever le siége tous les jours que le pardon de la grand-messe de Notre-Dame ne fust sonné, ores que nuls affaires se présentassent en toute cette heure et demie de séance. » (Philippe de Hurges, *Mémoire d'eschevins de Tournay*, 18.)

[2] *Reg. TT*, 94 v. Reglement van 21 Mei 1546. — Stadsarchief.

[3] « Fut ordonné à ces mesmes consaulx que chaque dimanche et feste un juré et un eschevin seroient présent aux leçons dominicales instituées pour les pauvres, et qu'ils tiendroient les noms de tous les mesnages ayans enfans

Ook te Brugge waren de schepenen verplicht in den voormiddag en 's achternoens op den burg te zitten, doch enkel met twee, om de in hechtenis genomen lieden te onderhooren. Zij moesten dit doen in het gevang, wanneer zij op 't oogenblik der inhechtenisneming niet op den Burg waren.

De werkingen der schepenen, vergaderd om te beraadslagen, de plichten, welke zij te vervullen, en de vormen, die zij daarbij in acht te nemen hadden, waren bepaald door de plaatselijke verordeningen, die het gouvernement voor iedere stad had uitgevaardigd. In hoofdzake kwam alles op dezelfde schikkingen uit, maar de meerdere of mindere belangrijkheid der gemeente had verschillige wijzigingen noodzakelijk gemaakt.

Te Antwerpen kwam het magistraat elken dag bijeen, drie uren 's morgens en twee uren na den middag. Ieder schepene had in den loop van het jaar dertien dagen over welke hij, ter verzorging zijner eigene belangen, beschikken mocht, zonder verlies van zijne vacantiedagen. Hier was het oppertoezicht van de openbare werken niet aan eenen schepene, maar aan den eersten tresorier opgedragen, die mede zorgde voor de inning van al de stadsrechten.

De schepenen der stad Bergen kwamen gewoonlijk bijeen de maan-, woens- en zaterdagen, van tien tot twaalf ure voormiddag. Buitengewone zittingen mochten beroepen worden door den meier of eersten schepene. Deze zittingen waren aan de bestuurlijke zaken gewijd, maar elken dag van acht tot tien ure 's morgens, en, was 't noodig, van drie tot vijf ure namiddag, moesten de processen en andere justitiezaken bezorgd worden. Voor iedere vergadering ter bespreking van bestuurzaken moesten drie schepenen en twee *assesseurs* (griffiers) aanwezig zijn; voor de rechterlijke zaken drie of vier schepenen en al de griffiers, anders was de beslissing van geener waarde [1]. De acht laatste schepenen

capables d'apprendre leur catéchisme, auxquels, s'ils n'estoient diligens de les envoyer, seroient soustraites et abrogées les enseignes et aumosnes publiques de toutes les paroisses.... » (PHILIPPE DE HURGES, *Mém. d'eschevins de Tournay*, 44).

[1] GACHARD, *Précis du régime municipal de la Belgique.*

waren, bij beurt, gelast met de bewaking van het schepenenhuis. De zaken betreffende het gerecht en de politie en andere betrekkelijk de goederen en werken der gemeente, waren verdeeld onder acht commissiën. Aan ieder der drie griffiers was een schepene toegevoegd; de andere zaten in 't bureel der krijgslogementen, der ontvangst van 't zegelpapier, op de Koornhalle, of schouwden de straten en pleinen. De schepene, die met de politie gelast was, moest jaarlijks, in gezelschap van den griffier, de werkwinkels en apothekerijen bezoeken, een kijkje nemen in de brouwerijen en bakkersovens, om te zien of alles richtig was; schouwpijpen, rivieren, waterloopen nazien, de rupsenwering bevelen enz. [1].

Te Kortrijk waren er vier gewone vergaderdagen : den dins-, donder-, vrij- en zaterdag. Men begon om negen ure en half en werkte tot den noen. Wie een half uur te laat kwam zonder oorlof des burgemeesters of zonder wettige reden, betaalde telkens één gulden, de leden van 't *buffet* (pensionarissen en griffiers) twee gulden, ten profijte der aanwezigen. — De burgemeester, of wie anders voorzat, kon een of meer leden des colleges gelasten met het beheer der burgerlijke wacht, alsmede met de zaken, voor welke de bemoeiing des geheelen korps niet noodig was.— Den dinsdag hield men zich bezig met de geschillen tusschen bijzonderen, verzoekschriften en proceduren; den donderdag met de bestuurzaken. De vrijdag en zaterdag waren voor 't uitspreken der vonnissen.

Een der schepenen, door den burgemeester aangeduid, schouwde de wegen en gebouwen en bestuurde de openbare werken [2].

Volgens de costumen van Gent moest men daar de vierschaar houden « met eene volle banck van wette », dit is, met ten minste zeven schepenen. Dikwijls was dit niet mogelijk, vooral in den zomer, wanneer verscheidene wethouders op reis waren of de genoegten smaakten van het landleven, terwijl anderen met bestuurlijke bezigheden gelast waren. Een der Gentsche wethou-

[1] Reglement van 18 April 1764.

[2] Reglement van 11 Mei 1754.

ders van de tweede helft der vorige eeuw maakte een ontwerp op tot wijziging der reglementen van 1672 en 1734, voor 't bestuur der stad uitgevaardigd, en hij stelde voor, dat men voortaan de vierschaar voor burgerlijke zaken zou spannen met vijf schepenen, welk getal hij ook voldoende achtte voor de behandeling der zaken van gratieuse rechtsmacht. Of de regeering deze, en andere voorgestelde wijzigingen der beroepene ordonnantiën goedkeurde, is ons niet bekend, maar wij weten dat omtrent dien tijd de vierschaar te Gent meer dan eens met vijf, ja met vier schepenen gehouden werd.

De schouwing der stadswallen werd in dezelfde stad eenmaal 's jaars gedaan door eenen der schepenen met den secretaris en den ontvanger der werken. De ten hove gedeputeerde pensionaris was, wanneer de zaak zulks vorderde, vergezeld door eenen schepene, voorzien met eene schriftelijke onderrichting van hetgeen door hen te doen was en die door den voorschepene gerapheerd en door eenen der secretarissen onderteekend was.

Te Namen waren de zittingen der wethouders vastgesteld op de dins-, woens-, donder- en vrijdag, van negen ure tot den middag. Hier hadden de schepenen vacantie van daags vóor Allerheiligen tot St.-Huibrechtsfeest, van daags vóor Kerstfeest tot den zondag na de Drie Koningen, van daags vóor Palmenzondag tot den zondag van Quasimodo, van Sinksenavond tot den zondag na H.-Sacramentdag, van daags vóor Maria-Bezoeking tot den derden dag na dat feest, van 31 Juli tot einde October. Daarom evenwel stonden de bestuur- en rechtszaken niet stil; vier schepenen met den griffier kwamen elken zaterdag ten stadhuize, zoo ook van 1 tot 20 Augustus en van 1 tot 31 October. Geene quaestie mocht besproken worden zonder dat minstens vijf schepenen tegenwoordig waren, maar gedurende de vacantiedagen waren drie leden voldoende.

Het bestuur was verdeeld in zeven departementen, toevertrouwd aan zooveel schepenen, ter keuze van den meier. Ieder schepene ontving eene geschrevene onderrichting, door het magistraat vastgesteld.

De gebouwen, wegen, versterkings- en andere door de stad te

onderhouden werken moesten tweemaal 's jaars geschouwd worden door de twee schepenen, die met de werken waren gelast, en door den pensionaris. Het eerste bezoek was in Mei, wanneer de te verrichten werken werden vastgesteld; het andere in November, om te zien of de bevelen goed waren uitgevoerd [1].

Te IJper moesten er vijf schepenen tegenwoordig zijn om te kunnen handelen over roerende goederen, zeven of meer voor erfeniszaken, minstens twee voor civiele, en vijf of meer voor 't vellen van een crimineel vonnis.

Vijf schepenen waren te Kortrijk noodig om te kunnen beraadslagen.

De schepenen van 't Brugsche Vrije zetelden met zeven voor eene volle vierschaar, maar meestendeels was 't getal grooter, soms tot vijftien [2].

Te Middelburg waren drie schepenen voldoende.

Te Luik deed men doorgaans recht met zeven schepenen, maar later eischte men er acht voor crimineele zaken van belang. In de andere gemeenten van het prins-bisdom waren drie schepenen voldoende, en in de plaatsen, waar enkel zeven schepenen gevonden werden, mocht men volgens de *Mutation de la loi nouvelle* vonnis strijken met vier rechters, op voorwaarde dat zij te akkoord waren.

In zaken van gratieuse rechtsmacht en voor 't onderzoek van crimineele of burgerlijke zaken was een klein getal schepenen voldoende. Twee rechters, of zelfs éen, bijgestaan door twee begoede lieden, hadden te Brugge de macht om twistzaken te regelen [3]. Deed de schout een onderzoek nopens den toestand eens gewonden en ontving hij daaromtrent getuigenissen, dan waren twee schepenen daarbij genoeg [4].

Gelijk de schepenen in de raadspensionarissen goede helpers

[1] Reglement van 10 Mei 1771. — Het een en het ander van het bovenstaande is ontleend aan GACHARD's notice : *Précis du régime municipal de la Belgique.*

[2] GILLIODTS, *Inventaire des archives de Bruges*, II, 284.

[3] Keuren dier stad van 1190 en 1304.

[4] Keure van 1281.

vonden om de justitiezaken klaar te maken, zoo werden zij voor de bestuurlijke zaken door deze bedienden en ook door de klerken bijgestaan [1]. Te Luik heette de schrijver der schepenen : *clerc secrétaire*; die van den meier, *clerc de la justice*. De raadspensionarissen bestuurden met de griffiers de briefwisseling, bewaakten de rekenschap en verrichtten de moeilijkste zendingen bij andere gemeenten of bij de eigene en vreemde vorsten.

De veelvuldige en uiteenloopende werkzaamheden der schepenen hadden eene verdeeling daarvan noodzakelijk gemaakt. Eenige banken waren in twee kamers of seizoenen gesplitst, onder andere die van 't Brugsche Vrije en der kastelnij van Veurne. Bij eerstgenoemden duurde het winterseizoen van September tot Paschen, 't zomerseizoen in de overige maanden des jaars. Deze inrichting was voor de rechterlijke en gewone bestuurzaken, maar in gewichtige, dringende gevallen, zooals het opmaken der rekening, het stemmen der hulpgelden enz. kwamen beide afdeelingen samen in volle zitting, welke men tot in 1689 *dieten* noemde.

Te Veurne, tijdens het zomerseizoen dat van April tot September duurde, waren zes schepenen, door het lot aangeduid, afgevaardigd om de vraagstukken betrekkelijk de bestuurzaken (finantiën, openbare wegen, duinen, dijken, weezerij, armwezen enz.) op te klaren en in de zitting des magistraats verslag daarover uit te brengen. Ook regelden zij de belastingen en voorzagen in de middelen om den vorst de hulpgelden, voor 't onderhoud van het hof gevraagd, te bezorgen. De zomer ten einde, gaven zij de taak over aan zes andere collegas, mede aangewezen door het lot en die gedurende het winterseizoen de regeling der gemelde zaken behartigden.

Te Atrecht, gelijk te Keulen, was het werk der wethouders verdeeld in twee reeksen : de eene had het bestuur, de andere de justitie in hare bevoegdheid. Eene nagenoeg gelijke verdeeling

[1] Het woord « klerk, » voor de meeste plaatsen het oudste tot aanduiding van de schrijvers onzer gemeentelijke magistraten, is ontleend aan de geestelijke orde, misschien omdat aanvankelijk priesters, nagenoeg de eenige geletterden in de vroege middeleeuwen, met het schrijfwerk waren gelast.

bestond te Gent : de bank der *schepenen van der Keure* en die van *Gedeele*, welke benamingen volgens Dierickx (*Mémoires sur la ville de Gand*, I, 183) voor 't eerst voorkomen in 't begin der XIVe eeuw. Volgens de Costumen dier stad hadden de schepenen van der Keure kennis van crimineele zaken ; klachten wegens beleedigingen door wonden of andere mishandelingen ; klachten tusschen echtgenooten en geburen ; breken van mondzoen, houden van oneerbare herberg; muiterij, overtredingen op voorgeboden of politieke ordonnantiën; overspel, en zaken die de algemeenheid der stad betroffen. De schepenen van Gedeele (ook *Raden* en *Paysierders* geheeten) hadden kennis van sterfhuizen, verdeeling der nalatenschappen, uitgrooting en verkaveling van goederen; zij oordeelden over mondelings toegebrachte beleedigingen, ook over verminkingen, waarvoor eene burgerlijke actie werd ingespannen; over zoen wegens doodslag en quaestiën rakende het loon van genees- en heelmeesters. De schepenen van Gedeele waren eindelijk de oppervoogden der weezen en deden uitspraak over alles wat met de weezerij in verband stond.

Gebeurde het dat de gansche raad der schepenen gevergd werd ter beslissing van belangrijke quaestiën, de desbetreffende akten lieten nooit na, dit te vermelden. Wij lezen ten hoofde eener oorkonde der Brugsche schepenen, van de XIVe eeuw : « van den gheschille, dat gheporret was voor den *ghemeenen hoop* van scepenen in Brugghe... » ; en in de akte, waarbij Gillis Wijts benoemd wordt tot stadspensionaris : « Alzo mijn heer den » burchmeester van scepenen, met Jaques Despars, *den college pre-* » *sent alle de schepenen...* » [1]. De uitdrukking : « ghemeenen hoop » vinden wij insgelijks te Gent, onder andere herhaalde keeren in het *Jaarregister* dier stad voor 1581-1582, waar men leest : « in scepenen camer in *den ghemeenen hoep;* » elders : « *in vollen hoop* » ofwel : « *scepenen int ghemeene gheselscap.* »

Onze oude schepenen waren mannen van orde en eischten op hunne vergaderingen heuschheid en beschaafdheid. Het woord

[1] *Secrete resolutiën der stad Brugge*, 1557-1565, nr 6. — Stadsarchief.

aldaar te nemen zonder machtiging van den voorschepene of een medelid in zijne rede te onderbreken, werd telkens geboet. Evenwel mocht een en ander gedaan worden te Gent door de pensionarissen en de twee eerste secretarissen « sprekende ten » proposte van der materie subjecte, omme den ingekeerdene » verstandt danof te ghevene. » De boete kon echter niet toegepast worden dan nadat de voorschepene geklopt had « metten berdene » of metten hamere. » Eindelijk, wie in genoemde stad wilde antwoorden aan den baljuw of diens stedehouder, moest rechtstaan [1].

Er was een voorrang bij de stedelijke wethouders, door reglementen en ordonnantiën vastgesteld.

Te Luik zaten de oudsten vooraan [2], ook te Brussel, met dit onderscheid dat de voorrang werd gegeven aan de ridders of aan degenen, die vroeger burgemeester waren geweest [3].

Te Gent schijnt de voorrang aanvankelijk gegeven te zijn volgens ouderdom van eedaflegging [4], maar eene ordonnantie van 8 Mei 1685 bepaalde, dat de wethouders plaats zouden nemen volgens den rang, hun door den vorst op de benoemingslijst aangewezen [5].

De voorrang volgens ouderdom van dienst was ook te Dendermonde ingevoerd, zoodat b. v. degene, die drie diensttermijnen had vervuld, gezeten was vóor hem, die maar twee benoemingen kon inroepen.

Een decreet van den Geheimen Raad, gedagteekend 18 November 1659, stelt uitdrukkelijk vast « que ceux du magistrat de la » ville de Termonde pourront renger les eschevins.... selon qu'ils » trouveront convenir, prenant esgard à celuy qui autresfois a » servy en ladite qualité et ancienneté des autres » [6].

[1] Ordonnantie voor de schepenen van der keure, 1546.

[2] *Patron de la Temporalité*, 292.

[3] Reglement van 1545, 10e artikel.

[4] Acte sententie van den Priveeën Raad, 1639 en 1644.

[5] *Register XX*, 135 v. — Stadsarchief.

[6] *Register van octroyen, privilegiën, arresten en sententiën* 1676-1727, 215 v°.

Hadden de ridders te Brussel en te Middelburg den voorrang [1], te Rijsel was deze voor de koningen der *Epinette*, die tot het schepenenambt geroepen waren, alsmede voor degenen, welke er geworsteld of op hunne eigene kosten laten worstelen hadden [2]. Men kon dit beschouwen als eene hulde aan den ridderlijken moed ofwel als een blijk van erkentenis aan hen, die meegewerkt hadden om 't vermaarde worstelspel tot roem en voordeel der gemeente in bloei te houden.

De quaestie van den voorrang, alsmede die der werkverdeeling, kwam somtijds de eensgezindheid aan de schepenentafel stooren; toch vinden wij hier zoo veel geschillen niet als in Frankrijk, waar gemelde punten misschien niet goed geregeld waren. Wij kennen geene Belgische gemeente van welker wethouders te zeggen is 't geen over die van Soissons b. v. is geboekt : « des quatre » échevins l'un deffaisoit tousjours ce que l'autre avoit faict [3]. » Zoodat men raden kan welke verwarring en gekijf er daardoor op 't raadhuis zullen ontstaan zijn! Te Dijon was 't al even erg in 1783; dáar moest men, om een einde te stellen aan de verdeeldheid der zes schepenen, hen allen vervangen....

Er waren evenwel steden in Frankrijk, waar de verschillige diensten nauwkeurig omschreven en goed verdeeld waren, zooals Bordeaux en Toul. Te Atrecht waren ook de moeilijkheden voorkomen door de bepaling, dat de schepenen ieder jaar door het lot zouden laten aanwijzen — « par billets dans un chapeau » — wat ieders last en bediening zoude zijn [4].

Magistraten, bedeeld met zulke uitgestrekte en hooge macht als de schepenen, moesten, al ware 't maar enkel geweest om een goed figuur te maken bij de openbare plechtigheden, een aantal lieden, gewapende en andere, onder hun gebied hebben. Zij

[1] Volgens beslissing der commissarissen van 1 Augustus 1514.

[2] Charter in 't archief der stad Rijsel, van 22 Juli 1430.

[3] *Correspond. adm. sous Louis XIV* (1667), I, 798. — Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, 116.

[4] Babeau, 117.

hadden die evenwel ook noodig voor den dienst. Nergens misschien was de inrichting der schepenenwacht zoo sterk als te Gent, waar wij niet alleen de wethouders, maar de onder hun gebied staande vinders, de hoofdmannen der neringen enz. met hunne dienaren of wacht zien optreden. Philip de Goede verminderde in 1456 het getal manschappen der wacht voor de schepenen der Keure tot acht sergenten en veertien boden, gelijk de schepenen van Gedeele hadden. — Dat ze wel wezenlijk eene wacht vormden blijkt uit de ordonnantie van 1541, waarbij den sergeanten bevolen werd dat zij dagelijks moesten « om hunnen meestere gaen en deselve convoyeren [1]. »

De hoofdman der poorterij te Gent had onder zijn bevel eene compagnie van gewapende mannen, die men *Witte Kaproenen* heette, maar ze werden door den vrede van Kadzand in 1492 afgeschaft. De Vinders of leden der *Smalle Wetten* hadden mannen met *gestrijpte kaproenen*, en de hoofdmannen der neringen lieten zich vergezellen door eene lijfwacht van *Sweertdraghers*, die een rood kleed droegen, met banden op de mouwen. Bij edict van 8 Juli 1468 werd het getal mannen voor iederen hoofddeken verminderd tot acht.

Een punt, waarover onder de schepenen weinig betwisting kon ontstaan, was dat der bevoegdheid van hunnen voorzitter. De oudstbekende schepenenoverste in ons land is die van Doornik, aangesteld volgens Philippe de Hurges in 910 of 911. Wij mogen niet nalaten over deze mannen van gezag eenige regelen mede te deelen.

Duitsche geleerden, onder andere Von Maurer, maken van den burgemeester den opvolger van den overste der Germaansche marken, beschouwen hem als de eerste genootschapsbestuurder der aloude stadsmark en daarom het voorzitterschap in den stadsraad en de opperste leiding in de genootschappelijke zaken hebbende [2].

[1] *Register BB,* 285 v. — Stadsarchief.

[2] *Geschichte der Städteverfassung*, III, 170.

Het is niet onmogelijk dat men aan die marken gedacht hebbe wanneer men den naam en de bevoegdheid des eersten magistraatspersoons van de gemeente vaststelde, want er bestaat grond om aan te nemen dat het markgenootschap bij ons niet onbekend bleef. Wat was een mark? Een gemeene grond. Wouden (meest op de grens of 't mark van een gewest), heiden en (onbeslotene) weiden waren marken, die ten onzent meest den naam van gemeente verkregen, maar eenige toch nog lang nadien (gelijk in Duitschland) mark werden genoemd. De mede-eigenaars der bedoelde gemeene gronden heetten markgenooten, geburen, mannen; de vereeniging van deze : markgenootschap, gerecht: mark- of woudgerecht; de aangestelde heer of voogd : markrechter, houtgraaf, forestier. Om deelachtig te zijn in 't woud moest men in de gemeente bijzonder eigendom hebben en er wonen: « Wie in de mark gegoed is en eigen rook heeft [1], » zoodat ieder markgenoot wel zijn eigen land beploegde, maar tevens genot had van zekere gemeene gronden.

Tot bewijs dat het mark ten onzent niet onbekend was, kunnen wij, onder meer andere oorkonden, eene charter aanhalen van 1458 en handelende over eene watering in 't Land van Waas — ingericht (zoo leest men daar) « tot nutscepe ende prouffijte van » allen den inzetenen ende ghegoedden vanden voorseiden pro- » chien, *marchen* ende jeghenoeden [2]. » Overigens is het woord « mark » bewaard gebleven in eene menigte plaatsnamen, zoo van het Waalsche als van het Vlaamsche land [3]. — Dit punt, hetwelk opheldering verdient maar hier buiten 't bestek loopt, zij daarom enkel in 't voorbijgaan aangewezen. Zeggen wij alleenlijk dat de voorzitters onzer schepenenbanken, gelijk de oude mark-

[1] Blommaert, *Aloude geschiedenis der Belgen*, 179-180.

[2] Zie 't stuk bij Serrure, *Vaderlandsch museum*, IV, 109-113.

[3] Men denke aan *Marke* (in Oost- en West-Vlaanderen), *Marke*gem, Langemark, Korte*mark*, *Merk*em (West-Vlaand.); *Merx*em, *Merx*plas (Antwerpen); *Mercht*em (Brabant); Mariakerke, bij Gent, heette in de IX[e] eeuw : *Marka*; *Marcq* (Henegouw); *Marq*uain, *Marche* (Luxemburg) *Marche*-lez-Écaussines (Henegouw) enz. Omtrent Kales was het land van *Merk*. Wij hebben ook het *mark*graafschap van Antwerpen.

overste, niet slechts de leiding had van den raad, maar ook de aanvoerder was der gemeentelijke heirmacht en doorgaans met de belangrijkste zendingen namens de gemeente was gelast [1].

Niet overal waren onze schepenen-voorzitters onder denzelfden naam bekend. Men heette hen :

Burgemeester, te Brussel, Wavre, St.-Truiden, Montenaken, Diksmuide, Aardenburg, Veurne, Poperinge, Eekloo, IJper, Roeselare, Bergen, Nieuwpoort, Loo, Dendermonde (sedert de XVe eeuw), Kassel, Ciney en elders. Vóor de XVe eeuw vinden wij in Vlaanderen geene burgemeesters. Te Briel werd er een aangesteld ten jare 1342; te Leiden in 1351; te Delft in 1417.

Proost (*præpositus*, een aan de kerkelijke inrichting ontleend woord), te Kortrijk (van de XIIIe eeuw tot 1341); te Kamerijk (1185); te Doornik (1153); te IJper (1110); te Valensijn (1159-1238); te Amiens (vóor 1121); te Aarlen (1176).

Meier, eene benaming welke gewoonlijk werd gegeven aan eenen vorstelijken officier, naar den *villicus*, hoofd der heerlijke *villa*; doch dáar, waar de naam gegeven werd aan den overste der schepenen, gebruikte men in 't Latijn het woord *major* (letterlijk *de grootste*). Men vindt eenen meier te Amiens, na 1121, waarna de meeste steden van Noord-Frankrijk er eenen bekwamen; Rijsel, Bapaume, St.-Omaars (1200), Quesnoy (1299), St.-Quentin, waren er ook van voorzien.

Voogd, te IJper (midden der XIIIe eeuw) ; te Belle, Waasten, Pollare (1176); Etaire, Lauroil (1167).

Gemeentebewaarder (*custos communiæ*), te Oudenaarde (1202).

Communemeester, te Maastricht (1249).

Communemeier, te Kamerijk (1141).

Meesters, te Strasburg en aan den Rijnkant. Te Luik waren *maîtres à temps* ; te Weenen, Bazel, Salzwedel.

Ruwaard (*reward*, rustbewaarder), te Brugge (1299); te Rijsel (*rewart de l'amitié*), Diksmuide, Bethune. In deze laatste stad legden de schepenen den 26 Maart 1386 de verklaring af, dat hun heer, Willem van Namen, het ruwaardschap van de stad op verzoek der

[1] A. Wauters, *Les libertés communales.*

ingezetenen had afgeschaft, zonder dat die beslissing hem later zou kunnen beletten eenen nieuwen ruwaard aan te stellen, indien hem dat mocht believen [1].

Stadsmeester, te Fosses (gedurende de middeleeuwen); in Erfurt, Worms, Maagdeburg, Strasburg, Bonn (*magister oppidanorum*).

Meester der consuls (*magister consulum*), te Soest, Muhlhausen, Liegnitz, Sandow.

Poortmeester, te Mardik, alsmede in verscheidene Hollandsche steden, gelijk Enkhuizen en Medemblik.

Raadmeester (*magister consilii*), te Erfurt, Brieg en Grottkau.

Dorpsmeester, te Hoegaarden en te Wezeren.

Meester der senators, te Keulen (1171).

Gemeenteburgemeester, te Dordrecht en Zierikzee.

Stadsburgemeester, in verschillige plaatsen van Holland.

's Heeren- en *Schepenenburgemeester,* in hetzelfde gewest.

Binnen- en *Buitenburgemeester,* te 's-Hertogenbosch, Antwerpen en Breda.

Burgemeester van den Corpse, te Eekloo (sedert 1504).

Voorschepene, te Gent, gedurende al den tijd des voormaligen beheers. Er was een voorschepene voor elke der twee banken. Hoezeer de Gentsche magistraten aan dien titel hielden, blijkt uit de ordonnantie van 1546, welke eene boete voorschrijft voor ieder, die den voorschepene den naam zou gegeven hebben van burgemeester.

Eerste schepene, te Metz (1000). Later is hij in de charters en andere oorkonden genoemd: *legislator, major scabinus, magister scabinorum.*

Respector, te La Bassée, en te Rijsel (1257).

In andere plaatsen heette men den voorzitter der wethouders: *Meester der vrijheid*, *Momber, Stadsbewaarder* (*custos villæ*), of eenvoudig *Bewaarder.*

Te Stendal en te Beckum heette hij *Proconsul*, of eenvoudig

[1] J. de Saint-Genois, *Monuments anciens*, 967.

Consul ; te Erfurt ook *Rector civitatis, Rector consilii civitatis.* In het zuiden van Frankrijk noemde men den voorzitter der schepenen *Consul*; in 't noorden, gelijk wij gezegd hebben, *Meier,* met deze bijzonderheid dat er schier overal éen meier, altijd twee of meer consuls waren. Te Reims had men eenen *Lieutenant des habitants ;* te Autun eenen *Vierg* enz.

In de meeste ambachten of vrijheden (zegt Kempeneers, II, 94), waren de burgemeesters twee in getal : de *bedienende* en zijn medehelper, dien men den *volgende* of den *aankomende* noemde, omdat hij 't jaar nadien als bedienend ambachtsbewaarder moest optreden, wanneer hem dan, op zijne beurt, een volger werd toegevoegd.

Ook voor verscheidene Belgische steden vinden wij twee schepenenoversten, te weten : te Antwerpen (sedert 1411) ; te Brussel (sedert 1421, éen uit de geslachten en éen uit de neringen); te St.-Truiden (1288); te Brugge (XIIIe eeuw) en te Eekloo (de eene als hoofd van de schepenen, de andere als overste der gemeente of van den *courpse*); te Perwez (tot het einde der XVIe eeuw) ; te Grave ; te Leuven (éen burgemeester uit de geslachten en éen commoengemeester); te Fosses, te Ciney, te Middelburg (Zeeland) ; te Valensijn (1170) ; te Hoegaarden (dorpsmeesters) enz.

In Duitschland had men steden waar 't getal burgemeesters nog grooter was. Zoo telde Ulm er drie, Strasburg vier stadsmeesters, Erfurt vier raadmeesters. Weissenburg bezat niet min dan acht burgemeesters, van welke ieder jaar vier ofwel afwisselend een kwartaal bestuurden, zoodat ieder kwartaal een nieuwe burgemeester aan 't bewind kwam [1]. Te Hildesheim beliep het getal burgemeesters (*proconsules*) tot twaalf, en in Nurenberg zelfs tot zes en twintig, van welke echter te Hildesheim slechts éen, te Nurenberg twee (een oude en een jonge) 't bestuur oefenden. Te Brunswijk stonden zeven burgemeesters aan het hoofd der vijf kwartieren, uit welke de stad bestond; diegene, welke het oude gedeelte (*Altstadt*) beheerde, voerde in naam des gemeenen

[1] Von Maurer, *Geschichte der Städteverfassung*, III, 437.

raads het woord en werd daarom de Woordvoerder van den raad genoemd [1].

Ook de benoeming der schepenenoversten was oorspronkelijk zeer verscheiden en hier vinden wij weer eenige gelijkenis met Duitsche toestanden. Zoolang in Duitschland de stadsmarkgemeente eene geslachtsgemeente was (zegt Von Maurer) zoolang moest natuurlijk ook de burgemeester een lid der geslachten zijn, welker bestuurder hij was. Een burgemeester der geslachten vinden wij te Leuven, Brussel, Antwerpen, Luik enz.; en bij dezen kwam hier en daar een burgemeester der gemeente, toen namelijk het volk zijn recht had doen gelden. Ook dat geschiedde in Duitschland, onder andere te Worms, Coblenz, Augsburg enz. Toch bleef in vele Duitsche steden, zelfs na de overwinning des volks, de eigenlijke bestuurder gekozen uit de geslachten, gelijk te Bazel, Strasburg, Ulm, Nurenberg, Regensburg en elders [2].

In den beginne was het gezag der burgemeesters niet groot, het eigenlijke bestuur in handen zijnde van den stadsraad, waar zij het voorzitterschap hadden, de zaken van kleine aangelegenheden bezorgden en de beslissingen van den raad ten uitvoer brachten. In Holland en Zeeland hadden echter de burgemeesters vroegertijds maar rang na de schepenen, zoodat men in de keure van Reimerswalle (1580) leest: « Soo wat mesdade datmen doet aen » eenen burghemeester, men zalt hem beteren oft eenen sche- » pene ware ghedaen [3]. »

In de meeste steden ging het gezag der burgemeesters met den tijd vooruit; langzamerhand bekwamen zij voorrechten, welke op den duur zelfs hier en daar moesten ingekort worden.

De costumen van Belle bepalen duidelijk de bedieningen des eersten magistraats. « De voogd (zoo leest men daar) is de verdediger van al de burgers en burgeressen der stad ; hij zorgt voor de weezen en minderjarigen, alsmede voor het behoud hunner middelen, doet de privileges naleven, gelijk ook de costumen en

[1] Von Maurer, voormeld werk, III, 437.
[2] *Idem.*
[3] Van Mieris, *Groot Charterboek*, III, 371.

politieverordeningen der stad en beschermt, zelfs tegen de officieren van den vorst, het recht der gemeente. »

De voorschepene van iedere der beide banken te Gent had éenen van de drie sleutels der kas, waarin de stadsprivileges werden bewaard [1]. Ieder van hen beschikte, op beurt, met den hoogbaljuw, over zekere bedieningen [2]. In 't bijzonder had de voorschepene der keure de « deputatie » op de Sassche vaart, de Lieve en elders, en duidde de schepenen, pensionarissen of secretarissen aan, « den eersten als den laetsten, » om voor de gemeente- of landszaken op reis te gaan [3]. Ook had hij alléen de begeving der bedieningen van sergeant, bode, kommies, wijnmeester, toeziener, opperintendant enz., maar dit recht, den voorschepene Antoon Triest op zijn verzoek, bij akte van den Geheimen Raad, den 15 Maart 1594 toegekend, werd bij reglement van 14 Augustus 1614 opgedragen aan geheel het schepenenkorps en den hoogbaljuw. Ter vergoeding daarvoor werd den voorschepene en den hoogbaljuw, die bij de wijziging ook eenige rechten verloren had, gegeven « quelque prééminence par dessus les autres » eschevins, » opdat hun blijven zou « le moyen de pouvoir parfois » gratifier leurs serviteurs et leurs domestiques. » Daarom zouden zij, bij beurt, beschikken over de plaatsen van boden, klerken en poortbewakers der stad.

In de openbare plechtigheden kwamen de beide voorschepenen te Gent vóor de anderen uit; zoo zien wij hen, samen met den hoogbaljuw en den eersten pensionaris, koning Philip II in 1566 en andere soevereinen bij hunne intrede te Gent te gemoet rijden.

Voor den proost der stad Doornik werden vele goede hoedanigheden, veel dienstwilligheid, zoowel bij nacht als bij dage, zelfs eene kloeke gezondheid, krachtige armen en een paar flinke beenen gevergd, als 't waar is dat hij zelf verrichtte wat het *Registre des Consaux* dier stad tot zijne bevoegdheid en plicht rekent :

[1] *Register KK*, bl. 173 v°., 275. — Stadsarchief van Gent.
[2] Akten van 7 Mei 1613 en 4 Augustus 1614. — *Idem*.
[3] Beslissing van 't College van 26 Januari 1619.— *Reg. TT*, 215 v°.—*Idem*.

« .... Il est vray qu'audit office, pour le bien exerser au prouffit
» et honneur de le dite ville, appartient ung homme saige, pru-
» dent, éloquent, puissant et habille de membres et de corps, pour
» veillier, aler et venir de nuyt et de jour, pour prendre garde
» quels gens vont de nuyt par la ville, comment aucune fois les
» gens s'entretiennent, et aussi pour prendre et amener à justice
» les délinquans, malfaiteurs et bannis d'icelle. Et lequel aussi soit
» aisié de chevauchier et aler ès besongnes et affaires de ladite ville,
» quant mestier en est, et habille, éloquent et agréable pour bien-
» vignier et recevoir les seigneurs, et leur remonstrer les beson-
» gnes, affaires et nécessités d'icelle, et de tout ce est mestier et
» nécessité d'icelle..... » [1].

De burgemeester der Brugsche gemeente, namelijk degene, die niet tot de schepenen behoorde, had volgens de keure van 1304 last, op straffe van ballingschap, de vrouwenschakers te vervolgen. Deze ambtenaar, voorzitter van den raad, had evenveel recht als de baljuw of schout om eene aanhouding te bevelen; hij alléen beslechtte, iederen dag, *in zijn huis,* alle twisten, gevechten en beleedigingen; mocht des nachts in de verdachte herbergen gaan zien en de daar aanwezige boosdoeners of gevaarlijke lieden naar 't gevang doen leiden, waar zij zonder zijne toestemming of die van den schout niet weg konden.

Te Kortrijk had de burgemeester het recht om in dringende gevallen het magistraat buitengewoon bijeen te roepen; wie op zijne uitnoodiging niet verscheen, betaalde boete, door den burgemeester zelf, volgens de gewichtigheid der te verhandelen quaestie, te bepalen [2].

De ruwaard van Rijsel had de hooge leiding der zaken. Hij was 't opperhoofd der politie, had de sleutels der stad en trad vooraan in de openbare plechtigheden. Men stond hem in 1535 eene wacht toe van twee mannen, later vermeerderd tot zes. Afwezig zijnde, werd hij vervangen door den *cottereau*, die, in geval van overlijden, hem opvolgde. — Hoewel met meer gezag, zat de

[1] Gemeld register, 21 Februari 1419 (o. s.).
[2] Reglement voor de stad Kortrijk van 11 Mei 1754, 4e artikel.

meier achter de schepenen, maar hij wordt, met den ruwaard, genoemd aan 't hoofd der stadsordonnantiën.

Te Wezel oordeelde de burgemeester de geschillen en overtredingen opzichtens de maten en gewichten.

Te 's-Hertogenbosch was het beheer der finantiën opgedragen aan twee burgemeesters, ook rentmeesters genoemd, en door den vorst gekozen uit eene voordracht van personen, die de wethouders hadden aangeduid. Zóo geschiedde aldaar sedert 1336, doch het benoemingsrecht werd in 1387 (o. s.) aan de stad weder afgestaan. Bij akte van reformatie, gedagteekend 20 December 1494, verloren de burgemeesters hun rentmeesterschap, alsook de bemoeiing in de politie- en justitiezaken.

Eene charter van den bisschop Berthold (omtrent 1180) meldt ons dat de schepenenmeester van Metz misbruiken had ingevoerd, wat gemakkelijk was geweest doordien hij langen tijd in bediening bleef en al de vrije ingezetenen der stad recht hadden hem te kiezen. De prelaat verklaarde zulks nadeelig aan de Kerk en aan de armen en beval, dat in het vervolg de schepenenmeester jaarlijks zou gekozen worden door den deken des kapittels en de abten der vijf Benediktijnerkloosters. Ook zou voortaan de schepenenmeester uit al de klassen der samenleving mogen gekozen worden, de laten evenwel uitgezonderd.

De schepenenmeester van Metz was van groot aanzien. Hij vertegenwoordigde de stad in hare betrekkingen met vreemde vorsten, ontving de gezanten, leidde de onderhandelingen met deze, sloot de traktaten en ontving de hulde dergenen, die leenen hielden van de stad. Nochtans werden zekere staatkundige zaken door den Raad der Dertien en den Krijgsraad der Zeven, buiten den schepenenmeester, verhandeld. Eindelijk voorzag deze laatste met de rechthebbenden in de openstaande stadsbedieningen, waakte op de uitvoering der wetten en verplichtte de magistraten zich naar deze te schikken.

In Frankrijk hadden de schepenenoversten niet zooveel te zeggen. Eene charter van 1272, door Lecesne aangehaald in de *Mémoires de l'Académie d'Arras,* verklaart dat de meier maar ter halle kwam om de schepenen met zijnen raad te helpen en niet

om oordeel te geven. Werd hem in de meeste plaatsen bijzondere eer bewezen, men had daarbij niet zoozeer zijne waardigheid, als de gemeente zelve in 't oog. Aldus waren de zilveren staf, de vergulde schepter, de bevelstok, het bloote zwaard (te Amiens), de roedenbundel met de uitstekende bijl (te Autun), welke in openbare plechtigheden vóor hen gedragen werden, de kenteekens van 't justitierecht der gemeente, eene herinnering aan de leenroerige investituur.

Van de XIV[e] eeuw af waren de burgemeesters gelast met de handhaving der openbare orde, althans in de steden, hetgeen, gelijk eenieder weet, tot op onze dagen in hunne bevoegheid is gebleven. — In de dorpen was de grootste taak der burgemeesters de invordering der taksen [1].

Hoezeer in aanzien, kon de schepenenoverste evenwel niets zonder zijne « gezellen in wette ». Oppermacht bezat hij niet; hij was enkel de eerste onder de schepenen, die al te zamen het bestuur uitoefenden. Ook luidt overal de formuul der wettelijke akten: « burgemeester (of voogd, of proost, of meier enz.) en schepenen »; in 't Fransch: « *les maire et échevins;* » maar nooit: *le maire et les échevins* ». In Frankrijk werd hij zoozeer beschouwd als de verpersoonlijking der gemeente, dat het hem niet vergund was door uiterlijke teekens den rouw te dragen over zijne nabestaanden [3], iets wat door het schepenencollege van Amiens o. a. was beslist [4].

De kiezing van den eersten magistraat der gemeente verschilde ook van de eene stad tot de andere. Te Antwerpen hadden de schepenen zelven in 1409, voor de eerste maal, twee burgemeesters gekozen, wat twee jaren nadien door den hertog van Brabant bekrachtigd werd. De buitenburgemeester, zoo geheeten omdat hij buiten het college gekozen was, had den eersten rang, doch moest schepene geweest zijn, en « een goet, notabel man ». De binnenburgemeester werd altijd gekozen onder de dienende schepenen.

[1] Kempeneers, *De oude Vrijheid Montenaken*, II, 154.
[2] A. de Calonne, *La vie municipale*, 29.
[3] Augustin Thierry, II, 1084.

Voor de kiezing eens burgemeesters te Brussel werd in Juli 1422 verordend, dat de negen natiën jaarlijks, na 't feest van St. Jan-Baptist, uit de zeven en twintig personen, welke zij voor het schependom plachten aan te duiden, er drie zouden benoemen, waaruit de schepenen eenen burgemeester zouden kiezen, met deze bepaling, dat de keuze jaarlijks zou omgaan van natie tot natie, zonder dat daarin de eene natie op de andere zou voordeel hebben [1].

In sommige gewesten van Frankrijk werden, op last van den H. Lodewijk (1256), de meiers door den koning benoemd, op eene lijst van drie leden; het edict van Mei 1765 maakte het algemeen. — In Frankrijk was de meier, in Duitschland schier overal de schepenenmeester maar in dienst voor éen jaar, doch herkiesbaar na éen jaar rustens.

Te Luik was, gedurende zekeren tijd, de kiezing der *maîtres à temps* overgelaten aan het volk; maar sedert 1331 geschiedde de kiezing door veertig gezwoornen, voor de helft door den adel, voor de wederhelft door de neringen. Bij den vrede van Vottem werd de macht des burgemeesters van Luik duidelijk bepaald.

Te Dijon, Brest en in andere Fransche steden placht men de aanstelling des meiers met groote plechtigheid te vieren [2].

Wij moeten nog een woord zeggen over de betrekkingen, welke voorgaandelijk tusschen het staats-en het gemeentebestuur bestonden.

Vóor de regeering van Maria-Theresia (zegt Gachard), waren de gemeentebesturen om zoo te zeggen aan hen zelven overgelaten. Had men in Frankrijk koninklijke intendenten, die namens de regeering toezicht uitoefenden op al de bestuurlijke korpsen der provinciën, van dergelijke controol wilden de Belgen niet hooren. Eerst op het einde der regeering van Karel II had men, ten titel van proef, intendenten en afgevaardigden der regeering aangesteld, die bijzonderlijk tot last hädden de domeinen en

[1] *Luyster van Brabant*, II, 39.
[2] Zie Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, 125.

andere vorstelijke inkomsten te bewaken, en Karel VI gaf in 1718 en 1725 een wettig karakter aan die instelling, welke evenwel maar weinige jaren stand kon houden: 't was geheel en al in strijd met de gewoonten en zeden van het Belgische volk. Ook Jozef II ondervond dit, wanneer hij beproefde den regeeringsvorm gansch te wijzigen, immers zijn ediet over de intendentschappen was eene der voornaamste grieven, welke de Staten des lands in 1787 deden gelden om de weigering der subsidiën te staven [1]. Het schependom was zóo onafhankelijk van de regeering, voor zaken van plaatselijk bestuur, dat er geen gezag boven het zijne was; geen band, geene betrekking bestond er tusschen deze en de Staten of dezer bestendige afvaardiging. Gouverneur, hoogbaljuw of andere vorstelijke officieren hadden schier geen bestuurlijk vermogen. Dit stelsel had zijne voor- en nadeelen: het verzekerde de volkomene zelfregeering, maar zette de deur open voor onregelmatigheden; de steden, die van geen sparen of vooruitzien hooren wilden, geraakten diep in schulden, en Maria-Theresia moest daarin ten jare 1764 voorzien door de instelling van de *Jointe des administrations et des affaires des subsides* [2].

Een voorbeeld van onze vroegere gemeente- en schepenenonafhankelijkheid vindt men in Engeland, waar 't oude bestuurstelstel onveranderd bleef. Sedert tien eeuwen, d. i. sedert de afkondiging der charter van Willem I, wordt de lord-mayor van Londen gekozen door de *alderman,* voor slechts één jaar. In de Engelsche gemeenten en graafschappen heeft de regeering geen vertegenwoordiger. Elke gemeente is daar nagenoeg geheel onafhankelijk van de kroon en van de ministers, zoodat de lord-mayor te gelijk als de vorst, de minister en de gouverneur van zijn district is aan te merken. Ter uitzondering der *City* beheeren zich al de kwartieren vrijelijk, als op zich zelve staande parochiën, krachtens de aloude costumen. Dáar is alles gemeentelijk, dáar vloeit alles voort uit de kiezing, dáar draagt alles nog den stempel der middeleeuwsche corporatie — zooals die ten onzent heeft gebloeid.

[1] GACHARD, *Docum. inédits,* III.

[2] *Idem.*

VI.

De Raden en Gezwoornen, medehelpers der Schepenen in het bestuur.

Wij moeten voor eenige oogenblikken de schepenenbank verlaten en ons bezig houden met de korpsen, welke den gemeentelijken magistraten ter verzorging van de bestuurzaken werden toegevoegd.

Over de Raden en Gezwoornen, inzonderheid over hunnen oorsprong, is er reeds veel geschreven, voornamelijk in Duitschland, doch de geleerden kunnen niet te akkoord komen. Terwijl Eichhorn [1], Gaupp [2], Fichard [3], Jäger [4], Zimmerman [5], Burkhardt [6], Renaud [7], Stüve [8] en Heusler [9], met meer anderen, de stadsinrichting doen te zamen hangen met het openbaar gerecht, en de raden en gezwoornen alzoo voorgesteld worden als gesproten uit het schependom, komt Gierke verklaren dat het stadsbestuur een uitvloeisel is van het schutsgilde [10] en bevestigen Kopp en Segesser dat het af te leiden is uit de openbare macht, namelijk uit de voogdij, of zooals laatstgenoemde schrijver zegt, dat de voogdij door den stadsraad vertegenwoordigd is [11]. Om dit verschil van meening nog te vergrooten houdt Von Maurer het met de

[1] *Rechtsgeschichte*, § 243, nr 3.
[2] *Städtegr*, 93bis, 96.
[3] *Entstehung von Frankfurt*, 39, ff.
[4] *Ulm*, 123 ff.
[5] *Märk. Städteverfassung*, I, 74, ff.
[6] *Conrad von Hochstaden*, 71, 78, ff.
[7] *Staats- und Rechtsgeschichte von Zug*, 17.
[8] *Geschichte des Hochstifts Osnabrück*, VIII, 23.
[9] *Verfassungsgeschichte von Basel*, 147 ff., 462, ff.
[10] *Genossenschaftsrecht*, I, 271-272.
[11] Kopp, *Urkunden zur Geschichte der eidg. Bünde*, 27, 151, 158. — Segeffer, *Rechtsgeschichte von Lucern*, I, 89, 195 ff.

stelling, dat de stadsgemeente aanvankelijk eene markgemeente moest geweest zijn en de rechte grondslag eener stadsinrichting te zoeken is in die van het mark. Zóo denken ook Van der Kindere en Van den Peereboom, en de redenen schijnen niet te ontbreken om het denkbeeld, dat de raden zich onafhankelijk van de schepenen zouden gevormd hebben, te doen veld winnen. Bij hen toch vindt men het zevental, voor de schepenen vastgesteld, niet terug, maar wel een getal van twee tot twaalf, terwijl de schepenen eerst voor het leven benoemd en hunne betrekking erfelijk is geworden, wat nergens voor eenen stadsraad is aan te halen.

Anderen brengen de raden terug tot de *decuriones* der Romeinsche magistratuur; althans voor de plaatsen waar 't bestuurstelsel van Rome bepaald werd ingevoerd, zooals Doornik, zijn er punten van vergelijking in dien zin waar te nemen. Daar toch vernieuwde men de *eswardeurs* in de maand Februari, terwijl de *decuriones* in de kalenden van Maart werden aangesteld. Evenzoo ziet men in de twee eerste proosten van Doornik niets dan de opvolgers der Romeinsche *diumvirs*. Tot de *decuriones* (aldus geheeten omdat zij met tien waren) konden alleen de meestbegoeden en de waardigsten geroepen worden, wat mede het geval was bij de raden. — Wat er van zij, raden worden gevonden in geheel Nederland, Duitschland, Frankrijk en Italië, en die groote uitgebreidheid eener zelfde instelling mag zeker wel dienen tot bewijs van hooge oudheid.

Eene zelfde instelling, in den grond, ja; maar toch, gelijk het schependom en alles wat met het vroegere bestuur in betrekking is, weeral zeer verscheiden. Somtijds (zegt Von Maurer), bestond de raad uit verschillige afdeelingen; en aangezien in gewichtige gevallen, inzonderheid wanneer die van rechterlijken aard waren, ook de schepenen van den raad plachten geroepen te worden, zoo had zich in menige stad, vooral van Duitschland, eene eigene uit schepenen bestaande afdeeling, eene zoo geheeten schepenenbank, gevormd, als te Francfort aan den Main. In andere steden vormde zich na de overwinning der gilden eene eigene afdeeling voor de raadsheeren uit de gilden, b. v. te Strasburg, waar de raadsheeren uit de geslachten op de opperbank, die uit de gilden op de nederbank

zaten. Aldus was ook te Francfort, waar zich nevens de schepenenbank en de bank der gemeente voor de geslachten ook nog eene handwerkersbank voor de raadsbekwame gilden had gevormd. Te Zurich, te Maagdeburg, te Brunswijk en Speier bestond de stadsraad uit drie afdeelingen, welke beurtelings het bestuur hadden en maar bij gewichtige aangelegenheden tot eenen grooteren raad moesten vereenigd worden [1]. Deze laatste inrichting gelijkt nagenoeg aan die der XXXIX van Gent.

Oorspronkelijk droegen de raadsheeren zeer verschillende namen, totdat, ten laatste, de titel van raad, in Duitschland ook die van *consul,* algemeen aangenomen werd.

In Vlaanderen waren verscheidene plaatsen, waar de leden van het stads- of kastelnijbestuur den naam droegen van *coratores*, *coremannen.* Dit woord zegt genoeg welke bevoegdheid die raden bezaten; immers *core* bediedt *keure,* en coremannen bestuurden naarvolgens de keure, onderhielden den vrede, regelden den afkoop of de vergelding in zake van misdaden en deden den zoen zweren naar oude costume [2].

In den beginne riep men tot den raad de rijksten en de vroedsten, juist gelijk voor het schependom. Edoch, toen in de steden de rijkdom grootelijks toegenomen en de bezigheden vermeerderd waren, toen de weelde de grooten aan meer gemak had gewend en anderzijds velen niet gaarne van hun beroep, werk of genoegen werden afgetrokken, was, gelijk oudtijds bij de *ratchimburgi,* het opkomen om gemeene zaken te bespreken een last, en men bleef te huis. 't Werd dan noodig de mannen van goeden wil op te roepen, namelijk dezulke, die reeds bewezen hadden belang te stellen in de openbare zaken, als afgetredene schepenen, raden, gasthuisbestuurders, H.-Geest- en weesmeesters, hoofdmannen van gilden en neringen enz. In vele steden vinden wij alzoo een bestuur, samengesteld uit drie verschillige elementen, ieder eenen sterkafgeteekenden toestand in de gemeente vertegenwoordigende : 1° de adel, de patriciërs of hooge burgerij;

[1] Von Maurer, III, 175.
[2] A. van den Peereboom, *Ypriana*, III.

2° de handelaars; 3° de ambachten. Dit stelsel zullen wij namelijk ontmoeten te Brussel gelijk te Mechelen, te Antwerpen als te Lier.

Alzoo ingericht, waren de raden een heilzaam tegenwicht aan den aristocratischen invloed der schepenen [1], die in de middeleeuwen de uitbreiding der instelling met leede oogen moeten beschouwd hebben, te meer, daar de schepenen in belangrijke zaken zonder de raden niets vermochten.

De stadsraad werd alzoo eene uit het volk zelf voortvloeiende magistratuur, en niet alleen de schepenen, maar ook de vorsten hadden wel gewild die nieuwigheid, noodlottig aan hun gezag, zoo kort mogelijk te houden. Zelfs kwam er een keizerlijk decreet van Frederik II, dat de gemeene raden en burgemeesters, die in zijn rijk zonder machtiging der aartsbisschoppen en bisschoppen tot stand gekomen waren, afschafte, den prelaten al de macht terugschenkende, welke zij aanvankelijk bezeten hadden [2]. Deze belangrijke akte is van 1232 en zij toont duidelijk dat de instelling geheel en al populair geworden en voor de vorsten zóo geducht was, dat de keizer meende voorgoed ze te niet te doen door ook de neringen af te schaffen [3].

Het zal omtrent dien tijd geweest zijn dat de geslachtsraad in Duitschland bloeide; immers zoo lang aldaar de geslachtsregeering bestond, vergde men van ieder der kandidaten voor den raad de voorlegging van een bewijs, dat hij van vier voorouders « echt en recht » geboren was; in Lubeck dat hij vrijen eigendom bezat en zijn brood niet door eenig handwerk verdiende [4].

[1] Warnkoenig et Gheldolf, *Hist. de Flandre*, II, 266.

[2] Zie het geheele stuk bij Hontheim, *Historia Trevirensis diplomatica* I, 711. — De bewoordingen der bedoelde afschaffing zijn : « Revocamus et cassamus in omni civitate et oppido Alemanniæ communia consilia, magistros civium seu rectores, vel alios quoslibet officiales qui ab universitate civium statuantur.... »

[3] « Revocamus et cassamus cujuslibet artificii confraternitates seu societates, communiones, constitutiones, colligationes, confœderationes vel conjurationes aliquas, quocumque nomine censeantur.... »

[4] Von Maurer, III, 161.

Oorspronkelijk nochtans was de macht van den stadsraad weinig beduidend, maar zij vermeerderde naarmate de gemeente won in belang, naarmate de bevolking en 't getal nijverheden grooter werd en de koophandel toenam.

In de meeste steden vindt men raden en gezwoornen samen. Waar dit het geval was, zal 't getal raadsleden slechts gering geweest zijn. Maar er zijn ook kleintalige korpsen van gezwoornen tegen grootere raden, gelijk wij verder zullen aantoonen.

Macht, bevoegdheid, kiezingswijze, duur van den dienst — dit alles verschilde bij de raden en gezwoornen van stad tot stad, gelijk men zien zal in de volgende beknopte opgave, die tevens de volledige bestuurlijke samenstelling onzer voornaamste steden zal doen kennen.

Te Brussel vinden wij reeds dertien gezwoornen in 't jaar 1229; zij hielpen dan de schepenen in 't opstellen van nieuwe keuren. Henne en Wauters bevestigen dat die eenvoudig raadslieden waren, maar in de bevoegdheid der schepenen deelden en ook crimineele zaken hielpen vonnissen. Dit was ook zóo in andere plaatsen, b. v. in verschillige Duitsche steden, waar de raadsheeren insgelijks de oordeelvinders bij 't stadsgerecht waren. Later zelfs, toen daar de steden de openbare rechtsmacht voor zich hadden genomen, werd de vroegere uitzondering tot regel, dewijl sedert minstens de lijfstraffelijke vonnissen in den stadsraad door de raadsheeren plachten uitgesproken te worden [1].

Alzoo was aan drie of vier raadslieden van Francfort aan den Main ('t waren de zoogenoemde *Taubenherren*), het rechtspreken over zekere misdaden en overtredingen opgedragen, terwijl in Medebach en Padberg de stadsraad te beslissen had over kleine diefstallen, die van Schweidnitz over nachtstoring, wanorde en de kleine politie-overtredingen, waarbij geen bloed gestort was (*praetor sanguinis effusionem*) [2]. — Te Brussel konden, volgens de keure van 1229, de moordenaars geenen zoen bekomen zonder toestemming der gezwoornen, en dezer tegenwoordigheid was

[1] Von Maurer, III, 178.
[2] *Idem*, III, 179.

verplichtend in geval er aan de keure eene wijziging was toe te brengen [1].

Eene charter van 30 Maart 1234 (o. s.) door den hertog van Brabant bezegeld, stelde vast dat in de acht dagen vóor St.-Jan-Baptist de uittredende schepenen en gezwoornen zeven nieuwe schepenen en dertien nieuwe gezwoornen hadden voor te stellen; werden eenige der kandidaten door den vorst verworpen, dan moesten zij door andere, op gelijke manier gekozen, vervangen worden [2].

Wij vinden het geheele stadsbestuur van Brussel in eene charter van 21 Februari 1356 aangeduid als volgt: « *magistri-civium, scabini, consules, jurati, consilium oppidani et tota universitas oppidi.* » In 1421 werd de regentie van Brussel samengesteld uit eenen burgemeester, zeven schepenen en twee ontvangers uit de geslachten; eenen onderburgemeester, zes raden en twee ontvangers uit de neringdekens. Men noemde die te zamen *het eerste lid, het magistraat, de heeren, de wet.*

Het *tweede lid* was de *oude raad*, gevormd uit de afgetredene schepenen, ontvangers en de dekens der lakennijverheid; het werd ook in 1421 vermeerderd met het volkselement en sedertdien *den wijden raad* geheeten.

Telken jare moesten de nieuwe schepenen drie leden der geslachten voorstellen aan de natiën, die uit deze lijst eenen eersten burgemeester kozen en vervolgens de nieuwe gezwoornen, uit eene lijst van hun aangeboden kandidaten. De burgemeester, de beide rentmeesters en de zes raadsleden uit de natiën werden gekozen door de schepenen, op eene lijst van zeven en twintig neringmannen. — Voor al de ernstige zaken, eene uiting van den volkswil eischende, riepen de burgemeester en schepenen de neringgezwoornen samen, deelden hun 't adres der wethouders mede en vroegen hunne beslissing.

Een reglement van 1586 vermeerderde het getal raden, toen van zeven en twintig (of drie voor iedere natie), tot vijf en

[1] Henne et Wauters, *Hist. de Bruxelles*, I, 55.

[2] *Idem*, I, 58-59.

veertig (vijf voor elke natie), welk getal ten jare 1700 versterkt werd tot negen en veertig (éen voor iedere nering). — Door hetzelfde reglement van 1700 werd *de Wijde Raad* vermeerderd tot vier en twintig leden, namelijk twaalf uit de geslachten en evenveel uit het volk.

Te Leuven komen de gezwoornen eerstmaal voor op het jaartal 1282. Toen behoorden zij nog uitsluitelijk tot den hoogen stand, maar in 1378, wanneer Wenceslaus elf patriciërs en tien volksmannen in de vergadering riep, behandelden zij vooral de quaestie der belasting; onderhielden, gelijk te Brussel, den vrede onder de burgers; bewaakten 't gedrag des meiers en hadden zorg voor de accijns- en andere stadsrechten. De zeven schepenen (zegt Boonen) werden « in treffelijcke ende swaere saecken oock bij » den voers. raede ghebeden ende gheroepen ».

Wij hebben vroeger gezien dat na het oproer van Coutereel in 1361 het Leuvensch stadsbestuur nagenoeg voor de helft uit de geslachten en de neringen werd samengesteld. Nadat, zeven jaren nadien, het evenwicht eenigerwijze ter gunste der geslachten werd verbroken, kwam nog eene grootere terugwerking in 1373, door de vermeerdering van 't getal gezwoornen tot negentien, en de bepaling, dat zij allen tot de geslachten moesten behooren, behoudens dat daarbij gesteld werden twee gezwoornen der ambachten en twee neringdekens.

Den 14 September 1378, na 't oproer der gemeente, kwam « pais ende zoene » met den hertog, die nu de wet regelde op de volgende manier : elf gezwoornen der geslachten, waaronder een communemeester ; tien gezwoornen uit de ambachten (éen voor ieder) ; vier schepenenen uit de geslachten, éen uit de gilden, twee uit de neringen ; vier dekens uit de geslachten en evenveel uit de gilden, maar niet tot de geslachten behoorende. De elf gezwoornen der geslachten kozen eenen burgemeester onder de tien gezwoornen der ambachten, terwijl deze, op hunne beurt, eenen burgemeester kozen onder de andere gezwoornen.

In de XVIIIe eeuw bestond de Leuvensche raad uit negentien leden, waaronder tien uit de geslachten en de overige uit de neringen. — Die raad (zegt Boonen) had tot take « peys ende

» vrede onder de borgerije te houdene ende te maeckene; over de
» processen ende ghedinghen onder de borgeren opstaende ende
» gerijsende, met oock andere saecken (den scepenen oft gulde-
» kenen niet aengaende) vonnissen te gevene; den meyere, sijnde
» gebreckelijck in zijn officie, te vermaenen; de accijsen ende het
» innecomen van de voers. stadt gaede te slaen ende in essie te
» houden » [1].

Tienen bezat in 't jaar 1240 ook zijne gezwoornen (*jurati*), doch hun gezag schijnt van korten duur geweest te zijn, daar de schepenen in 1267 de eenige meesters der stad waren. Ten jare 1302 kwam hier een communemeester op met zeven gezwoornen, benevens eene afvaardiging van de neringen, die mede bijdroegen tot het bestuur. Dit duurde evenwel maar tot 1306, wanneer wij 't schependom weer vooraan zien met nog enkel vier gezwoornen. Maar de zeven schepenen van 1430 hadden naast zich vier burgemeesters, acht raadslieden uit de neringen en vier ontvangers, later tot twee verminderd, evenals het getal burgemeesters. De oudste raadsheer was hier gewoonlijk de commissaris, die tot de wetsvernieuwing overging, en wel uit eene dubbele keus, door de afgaande schepenen, door twee afgevaardigden van ieder der vier gilden en door 't hoofd van het lakengilde gedaan. Dit gold zoowel de raden als de schepenen.

De twee afgevaardigden der gilden vertegenwoordigden de bevolking, en zonder hunne toestemming mochten de schepenen geene beslissing nemen over eene som van meer dan 200 gulden.

Het geheele bestuur van Tienen was derhalve : een burgemeester en vier schepenen uit de geslachten, een burgemeester en drie schepenen uit het volk, met acht raden — te zamen zeventien leden, welke men den *Binnenraad* noemde. Deze bleef in wezen tot 1658, wanneer de natiën of neringen ophielden geroepen te worden om hunne denkwijze over belangrijke zaken te doen kennen en onder dit opzicht vervangen werden door de vier gilden, waarvan ieder twee leden benoemde, die den *Buitenraad* vormden. Onderscheidene oorkonden van 1355 tot 1374 duiden de

[1] Boonen, *Geschiedenis van Leuven*, I, 207.

regeering van Tienen aan als volgt : « Scepene, raet, ghesworen » ende lude ghemeynlic der stede van Thienen » [1].

Te Nijvel vindt men, tusschen 1194 en 1201 : « *Scabini et prudentiores* » (schepenen en vroede mannen [2]).

Het stadsbestuur was gevormd uit drie leden: de renteniers en gezwoornen, de schepenen, de neringmeesters.

De eersten, aanvankelijk gekozen door het volk, later benoemd door de regeering, waren de wezenlijke bestuurders en behielden eenen onbetwisten voorrang tot aan de afkondiging van 't decreet van 4 December 1674, wanneer het eerste lid door de afschaffing der renteniers werdt verminkt. In 1778 werd de raad met het schependom vermengd.

Wavre had, buiten zijne zeven schepenen, eenen burgemeester en eenen raad. De burgemeester was de wezenlijke mandataris der stad en door deze gekozen [3].

De stad Gent bezat hare gezwoornen reeds in 1183 [4], raden in 1225 [5]. Hier was de raad bepaald ingesteld door de keure van 1297, en bestond toen uit de « goede lieden, de notabelen, » later gevormd uit vertegenwoondigers van de drie lieden der gemeente: de poorterij, weverij en kleine neringen, en de *Collatie* geheeten. Zonder dezer toestemming mochten geene nieuwe belastingen ingevoerd worden.

Volgens de Caroline van 1540 moest de Collatie samengesteld zijn uit de schepenen der laatste wet en uit de notabelen van ieder der zeven parochiën, door het magistraat aangesteld. Eene ordonantie van 11 Januari 1759 gaf den schepenen eene beraadslagende stem, gelijk aan die der Collatie, maar de bevolking van Gent kwam in verzet tegen de nieuwigheid, welke reeds den 27 Februari daaropvolgende werd ingetrokken. Nu verordende

[1] TARLIER et WAUTERS, *Hist. de la ville de Tirlemont*, 183, 184.

[2] A. THYMO, *Historia Brabantiæ diplomatica*, II, 40. — J. DE KLERCK, *Brabantsche Yeesten*, *Codex diplomaticus*, I, 616.

[3] TARLIER et WAUTERS, II, 19.

[4] *Charter van Philip van den Elzas.* — DIERICX, *Mém. sur la ville de Gand*, I, 33.

[5] Charter bij WARNKOENIG en GHELDOLF, III, 261.

men, dat de Collatie enkel bestaan zou uit de notabelen der parochiën, zoodat de oudschepenen er geen deel meer mochten van maken. Opnieuw beklaagden zich de schepenen en de Collatie, welke laatste zelfs zóo verre ging, dat zij tweemaal weigerde te beraadslagen over quaestiën, aan haar oordeel onderworpen. Maar het gouvernement hield ditmaal vol, dreigde de weerspannigen te straffen, en kreeg op die manier zijnen zin. — Aldus bestond de raad van Gent laatstelijk uit zeven leden van zes parochiën en acht uit die van St.-Baafs, te zamen vijftig leden.

De invloed der neringen was in de hoofdstad van Vlaanderen grooter dan die der Collatie; inderdaad geven daar de meeste gemeentelijke akten te lezen tot opschrift: « Scepenen, hooftmannen, dekenen ende raet; » somtijds: « ghemeene raet, » ofwel « al tcommun der stede. »

Te Dendermonde verschijnt de stadsraad voor het eerst in 1326, in eene akte waarbij Beatrix van St.-Pol den Dendermondenaren, vergiffenis schenkt voor hetgeen zij tegen haar misdaan hadden. Hier ook waren gezwoornen, zooals blijkt uit de akte van 11 Augustus 1345, meldende dat de ingezetenen zich zullen onderwerpen aan een vonnis, uitgesproken door den hertog van Brabant, De oorkonde draagt ten hoofde: « Wij scepenen, raet, gheswore-nen ende al tcommun van de poort van Dendermonde. »

Te Brugge was in de XVI[e] eeuw eene traditie, dat graaf Boudewijn met den Baard omtrent het jaar 1000 deze stad het recht verleende om dertien raden (*senatores*) te kiezen, die dan onder elkander eenen burgemeester zouden benoemen. JACOB DE MEYERE, die deze traditie te boek stelde, voegt er bij dat die raden gekozen waren uit de negen leden der stad, hetgeen DESPARS als volgt uitlegt: de vijf eerste raden werden gekozen door de poorters, de vier andere door de vier groote ambachten, de vier laatste door de kleine neringen, die verdeeld waren in mannen werkende met den hamer, het leder, de naald en den oven.

Wat hiervan zij — er bestaan over de stadsregeering van Brugge geene oorkonden meer van de XI[e] eeuw — de meentucht treedt daar nog handelend voor op 1 Mei 1284[1], maar de raden zijn

[1] WARNKŒNIG en GHELDOLF, IV, 253.

genoemd in eene klacht der gemeente over het slechte bestuur, in 1280 aan graaf Gwijde toegestuurd ; de gezwoornen , in eene verordering der schepenen over de jaarlijksche kiezing der burgemeesters, ontvangers en raden [1].

De stadsinrichting van Brugge onderstond in 1384 eene wijziging, volgens welke voortaan de gemeente beheerd zou worden door zes connestabelen en zes gouverneurs der zes wijken, ieder jaar door de schepenen te benoemen [2]. — Later werd het bestuur van Brugge samengesteld uit éenen burgemeester, twaalf schepenen, éenen burgemeester der gemeente en twaalf raden, die den laatstgenoemden burgemeester bijstonden in de uitvoering der ordonnantiën aangaande de stadspolitie en die in de vergadering der schepenen plaats namen, doch enkel met beraadslagende stem. Bij die inrichting waren twee tresoriers en zes hoofdmannen.

Ook te Eekloo vinden wij eenen raad, samengesteld uit *probi homines*, die met den burgemeester van den *courpse* en de andere wethouders de politieke ordonnantiën opstelden en de algemeene belangen verzorgden. — Daar bestond de regeering uit de volgende personen : éen burgemeester en negen schepenen, de burgemeester van den *courpse* en de gemelde raad [3].

Te Oostende schijnt de raad niet zoo vroeg als elders opgekomen te zijn, althans den 28 September 1322 vergaderde daar nog de meentucht om volmacht te geven aan vier en vijftig harer leden, welke zij gelastte te antwoorden aan Brugge en Gent omtrent maatregelen, die in 't belang der gemeene vrijheid te nemen waren.

Kortrijk had gezwoornen en raden. Eerstgemelden bezegelden eene akte van de maand December 1219, waarbij zij te zamen met de schepenen het aandeel regelden, welk de St.-Amandsabdij in de stadsbelasting zal betalen, en waarbij zij beloven, als voorgaandelijk, hunne meening te zullen doen kennen in zake van recht, wanneer zij daartoe door de ondergeschikten van genoemde abdij

[1] Warnkœnig en Gheldolf, IV, 304.
[2] *Register van charters*, nr 2, 41 v°. — Stadsarchief van Brugge.
[3] Neelemans, *Geschiedenis van Eecloo.*

zullen aanzocht zijn. Uit deze akte blijkt dus, dat de gezwoornen der stad Kortrijk, samen met de schepenen, maar met toestemming van den baljuw, ook ter vierschaar kwamen [1].

De raad van Kortrijk bestond uit vier en twintig personen, die eene vergoeding ontvingen van 4 schellingen parisis voor elke zitting, maar eene gelijke som betaalden voor iedere afwezigheid, welker gegrondheid niet kon betoond worden.

Karel V verving hier de raden in 1540 door de schepenen der twee laatste jaren, met toevoeging der meest begoede ingezetenen. Toen werd het schepenencollege volledig gemaakt door twee pensionarissen en twee griffiers, ook « *gens de biens tiltrés et expérimentés* ». Op het laatst der vorige eeuw was het Kortrijksch magistraat samengesteld uit eenen burgemeester, tien schepenen, waaronder vier als weesmeesters, en een raad als boven. In gewichtige omstandigheden bepaalden de schepenen zich niet bij het oordeel van den raad : nog in het jaar 1358, als blijkt uit eene charter van 3 Maart, kwamen de « prosten, scepenen, raed ende al tcommun van der stede » samen om eene beslissing te nemen omtrent gronden in de nabijheid des kasteels.

In 't voorbijgaan zij hier opgemerkt, dat die deelneming der gansche gemeente in belangrijke zaken van bestuur vroeger algemeen was en zelfs, voor sommige plaatsen onzes lands, duurde

[1] « Universis fidelibus Christi presentes litteras inspecturis et audituris scabini et jurati de Curtraco in perpetuum. Universitati vestre volumus esse notum nos, assensu domine J., comitisse Flandrie et Hainonie, cum ecclesia sancti Amandi ita esse concordatos, quod dicta ecclesia pro omnibus que a Rogero Haime et ejus participibus apud Curtracum acquisivit, cum ad preces domine comitisse vel ejus successorum in villa fiet talia communis, decem solidos Flandrensis monete in subsidium ville persolvet, hospitibus sancti Amandi qui nunc sunt et futuri sunt infra scabinatum commoraturi ad dictam talliam remanentibus. Nos autem cum a certo nuntio ecclesie fuerimus requisiti, de licentia ballivi domini, legem ville predictis hospitibus sicut facere consuevimus faciemus. Ut igitur hujus compositionis series firma sit ac stabilitatem obtineat, presens scriptum sigilli nostri impressione fecimus roborari. Actum anno Domini M° CC° XIX, mense Decembri. » (Charterboek van de St.-Amandsabdij, II, 99, v°. — A. Wauters, *De l'origine et des premiers développements des libertés communales en Belgique....*, Preuves, 74-75.)

tot in volle XVIIIe eeuw. In Frankrijk was men verplicht die sedert de XVe eeuw langzamerhand af te schaffen, daar zij veelal aanleiding gaf tot wanorde. Dáar diende de volksvergadering eigenlijk tot gemeenteraad, b. v. in Champagne, hoewel men schier overal, naast de algemeene stemming, eene vereeniging had van notabelen, als tolk van den wil der menigte en door de schepenen in gewone gevallen om raad gevraagd.

In de stad, alsmede in de kastelnij van Veurne, ontmoet men « *scabini* en *coratores* » tijdens de XIIIe eeuw. Voor de stad tellen wij er tien in eene charter van 1442. In 1586 had de bestuurlijke vereeniging plaats van de stad en de kastelnij en werd het magistraat toen samengesteld uit eenen burgemeester en landhouder der commune, eenen burgemeester en landhouder der wet, en twintig schepenen en keurheeren.

De bediening van rentmeester was in 1546 door de commissarissen ter wetsvernieuwing afgeschaft en in zijne plaats gelastte men « drie regierders » met de ontvangst en uitgave voor het bestuur.

Te IJper waren in 't jaar 1180 *camerari*. Zou men dit woord moeten overzetten door kamerlieden, kamerheeren, bijeenkomende in eene beslotene plaats, in tegenstelling van de onder den blooten hemel rechtdoende schepenen? Vermoedelijk waren zij de onmiddellijke voorgangers van « de raden der kamere, » die de IJpersche wethouders tot in 1794 met hun oordeel steunden. Ook hier zien wij gedurende de middeleeuwen menigmaal de gansche meentucht opkomen: « *scabini et commune de Ypra,* » tot het nemen van belangrijke beslissingen, onder andere in 1217 en 1280 [1].

De gezwoornen verschijnen in het midden der XIIIe eeuw; gekozen uit de lakenhandelaars, die tot de ontwikkeling en bloei der gemeente machtig hadden bijgedragen, hadden zij beraadslagende stem. IJper had in de XIIIe eeuw schepenen, raden van kamere, notabele poorters, ten getale van zes en twintig, en die te

[1] Zie de desbetreffende oorkonden bij WARNKŒNIG en GHELDOLF, *Histoire de la ville d'Ypres* (*pièces justificatives*).

zamen vormden wat men 't « *groot gemeente* » heette (1348), geleid door den voorzitter of voogd [1]. Later kwamen bij die bestuurinrichting nog drie colleges, lasthebbers van de groote en kleine neringen.

GRAMAYE merkt op, dat de instelling des grooten raads het evenwicht gaf der machten, en den lageren stand een deel des gemeentebestuurs. De schepenen waren door den raad gevrijwaard tegen getalsterkte en overmoed van het volk, het volk tegen de overdrevene eischen en de heerschzucht der wethouders, beide tegen willekeur en onrecht. De inrichting zelve van den IJperschen raad verdient onze bewondering: het getal raadsleden was zoo groot als dat der schepenen; waren beide korpsen het eens, in zaken die de gemeente als nadeelig beschouwde, dan stonden zij nog tegenover de notabelen, die over een gelijk getal stemmen beschikten. Volmaakter bestuur is moeilijk denkbaar.

Notabelen waren vermoedelijk de schepenen, die 't jaar te voren waren afgetreden, met eenige andere poorters, door voogd en schepenen gekozen [2].

Reeds op het einde der XIII[e] eeuw vindt men te IJper *paisierders*. De overste van dit korps had het toezicht op de stadspoorten en was voor het leven aangesteld.

Het « groot gemeente » kwam samen op het luiden der stadsklok. Het bestond in 1795 uit den voogd en de acht schepenen, acht « raden van de camere, » en de hoofdmannen der vijf colleges [3].

Te Roeselare had men naast de schepenen zeven raadsleden die, gelijk de wethouders, jaarlijks door de gemeente begiftigd werden met een kleed [4].

De stad Antwerpen bezat eenen raad van in de eerste helft der XII[e] eeuw. Eene akte van 1147 is voorzien van de zegels van den

[1] Zie VAN DEN PEEREBOOM, *Ypriana*, III, 365.

[2] *Costumen van Ypere*, I[ste] hoofdstuk, 7[e] artikel.

[3] GACHARD, meergemelde verhandeling.

[4] « Item betaalt voor de cleedinghe vander wet... Item VII raden voor huerlieder cleedinghe, XII lib. » (*Stadsrekening van 1486-1487.*)

raad, van vijf leden der geslachten en vijf der ambachten. Men wil dat aanvankelijk de schepenenakten hier medebezegeld werden door de raden. Deze namen geene beslissingen, maar bespraken de hun door de schepenen voorgelegde quaestiën.

Toen hertog Wenceslaus den 25 Februari 1356 (o. s.) het bestuur van Antwerpen regelde, stelde hij eenen raad in van zes leden, behoorende, evenals de schepenen, tot de oudste geslachten der stad en geen deel makende van eenig ambacht. Jaarlijks traden er drie af en werd er door de schepenen in hunne vervanging voorzien. Wenceslaus bepaalde voorts « dat » alle die gene, die scepenen ofte raetslieden voortijds geweest » hebben binnen onser voorseyder stadt, al ist sake dat sij afge- » daen zijn.... nochtans mogen comen ten raede bij de schepenen » ende bij de raetslieden als sij willen, uytgenomen totten von- » nissen..... » [1].

In buitgewone gevallen vergaderde een *Breede Raad,* gevormd uit vier leden : 1° de dienende schepenen ; 2° de oudschepenen; 3° de hoofdmannen en wijkmeesters der poorterij; 4° de ambachten, of de achterraad — en die in eene oorkonde van 1460 genoemd wordt van oud herkomen. De drie eerste leden beraadslaagden afzonderlijk, elke nering op hare kamer. De beslissing van ieder college werd genomen met meerderheid van stemmen, maar eene algemeene beslissing van den Breeden Raad was maar geldig wanneer de vier leden het eens waren. Hieruit volgde, dat een enkel ambacht, ja eene enkele stem de gewichtigste beslissing kon ophouden [2].

Uit dit alles blijkt, dat het volk van Antwerpen niet mocht klagen uit het bestuur der stad gesloten te zijn. De mindere klasse of de neringen waren dan nog in eenen anderen raad vertegenwoordigd, door Philip den Goede tot stand gebracht in 1435, doch welke eerst in werking trad den 8 November 1445. Deze raad vergaderde den eersten dag der week en werd uit dien hoofde den

[1] Charter in het *Rood fluweelen Privilegieboeck* van Antwerpen, 22. — Stadsarchief.

[2] Torfs, *Nieuwe geschiedenis van Antwerpen.*

Maandagschen Raad genoemd. De neringmannen hadden hier wel geene beslissende stem, maar een woord met de schepenen te kunnen meespreken over de stadsaangelegenheden was zeker niet te misachten. De afgevaardigden der ambachten zaten in den raad met twaalf mannen, die telken jare door de schepenen gekozen werden uit eene lijst van acht en veertig kandidaten, door de ambachten opgemaakt.

In 1577 volgde Antwerpen het bestuurstelsel, dat Brussel en Gent hadden ingevoerd, namelijk de aanstelling, naast het schepenencollege, van eenige mannen (hier met twaalf), politiemeesters geheeten en die toegang hadden in den schepenenraad [1].

Te Lier bestond het bestuur uit drie leden: 1° het schependom; 2° de lakennijverheid, vertegenwoordigd door twee dekens en zeven onderdekens; 3° de neringdekens.

Van den « *Vollen Raad* (*plenum Collegium*) des eersten lids maakten deel de beide rentmeesters, door de schepenen gekozen voor drie jaren ; de beide stadssecretarissen, door de schepenen voor hun leven aangesteld ; de schout of vorstelijke officier.

De drie leden vereenigd vormden den *Breeden Raad,* aan wien alle belangrijke zaken moesten onderworpen worden. Ieder lid nam afzonderlijk zijne beslissing.

Mechelen had, volgens de keure van 13 December 1301, eenen raad, samengesteld uit vier gildedekens en acht gezwoornen, telken jare door de schepenen te kiezen en die, naar luid der gemelde akte, « comen over alrehande orbore van der stad, met » den scepenen, sonder te haren vonnessen » [2].

Het jaar nadien verleenden de beide heeren van Mechelen, Jan van Brabant en Jan Berthout, eene andere keure, volgens welke ieder ambacht twee leden zou kiezen, die te zamen twaalf goede lieden moesten benoemen om deel te maken van den raad. Deze, met de schepenen vereenigd, vormden den *Breeden Raad.*

[1] Butkens, *Trophées de Brabant,* II, 511.

[2] Oorkonde in 't archief van Mechelen. — *Codex diplom.* der kroniek van Jan de Klerck, I, 696.

Te St.-Truiden dagteekent de stadsraad van 1313. Hij werd ingesteld door den bisschop en 't kapittel van Luik op verzoek der bevolking, en bestond uit twee meesters en twaalf leden. De bisschop vernieuwde dien raad jaarlijks gedurende de octaaf van St.-Jansfeest en 't kapittel voorzag in de openvallende plaatsen. De meesters genoten eene jaarlijksche vergoeding van 10 pond, Doorniksche munt [1].

De raadsheeren van St.-Truiden verkregen van Adolf van der Mark den 6 September 1314 een belangrijk privilege, dat er weinigen in het land genoten, te weten het recht om de kandidaten voor de schepenenbank aan te duiden Telken jare boden de twee meesters en de twaalf gezwoorne raden den bisschop eene lijst aan van een en twintig kandidaten, gekozen onder de eenvoudige burgers als onder de dienstdoende wethouders, en waaruit de bisschop de zeven nieuwe schepenen benoemde. — Dit betrof evenwel maar het gedeelte der stad, hetwelk den bisschop van Luik toebehoorde.

De gezwoornen van Ath verschijnen in de XIVe eeuw; de raden werden ingesteld ten jare 1406, en wel op aandringen van de schepenen zelven. De raden, tien in getal, werden door den kastelein gekozen uit den begoeden stand. In de openvallende plaats werd voorzien door den kastelein, den meier en de schepenen. De instellingsbrieven bepalen de wederzijdsche bevoegdheid : de raden « feront le serment de bien et loialment consillier
» no ditte ville. Et ensi devera y estre fait toutes fois et quantes
» fois que li cas se offera et sans aucune fraulde ne maise ocqui-
» son querre.... Et tout chou qui a yaux les dis maieur et eskie-
» vins peut touchier et rewarder en poures, en orphenes, en
» eglises et en tous aultres cas, dont il seroient tenu de respondre
» à cause doudit esquievinage, et ossi le fait touchant as jures de
» le ditte ville, desquels cas li dy hommes comis en conseil ne se
» aroient que meller, se requis et appieles nen estoient par les
» dis maieur, eskievins et jurés..... » [2].

[1] Charter in 't archief des kapittels van St.-Lambert, n^{r} 501.

[2] Oorspronkelijke charter in de openbare bibliotheek der stad Bergen.

De groote raad van Ath was gevormd uit de schepenen en al degenen, die deze bediening met eere vervuld hadden ; verders uit de afgevaardigden van 't St.-Christoffelsgilde en andere neringen. Hij vergaderde op de bijeenroeping der schepenen of van den vorstelijken officier en voornamelijk wanneer er quaestie was om nieuwe verordeningen te maken, subsidiën te vergunnen, de stadsrekening te onderzoeken en aanzienlijke werken uit te voeren. Ook had die raad in zijne bevoegdheid het benoemen der verschillige stadsbedienden, der parochiale onderpastoors, van den bestuurder en de geneesheeren der hospitalen, van de regenten en proffessors des colleges enz. — De raad kon geene beslissing nemen indien niet tien zijner leden, onbegrepen de dienende schepenen, bij de beraadslaging aanwezig waren.

Het korps der gezwoornen van Doornik, ingesteld ten jare 1187, was zeer talrijk : er waren er dertig, met twee proosten, maar Philip van Valois bracht in 1333 het getal op twintig. Zij moesten in de stad geboren en geërfd zijn en zetelden als crimineele rechters, kennende tevens het beroep, tegen de uitspraak der schepenen in burgerlijke zaken ingeslagen. Volgens Philip de Hurges oordeelden de gezwoornen ook over het gedrag der krankzinnigen en dergenen, die in liederlijkheid hun goed verkwistten.

Wij vinden te Doornik in 1570 drie gemeentekorpsen : *eswardeurs*, proosten en gezwoornen, en schepenen, die elken dinsdag bijeenkwamen ter bespreking van de openbare aangelegenheden. Er kon geene beslissing genomen worden tenzij dat zestien *eswardeurs,* elf gezwoornen en acht schepenen dezelfde meening uitdrukten.

In de XVe eeuw vinden wij te Doornik eenen algemeenen raadsheer zoowel voor de bestuurlijke als gerechtszaken. Zijne veelvuldige en waarlijk belangvolle plichten staan uitgedrukt in den aanstellingsbrief van Jacob Coure, door de wethouders der stad in 1409 afgeleverd. Hij had eene jaarwedde van 300 pond, Doorniksche munt, boven veertien ellen laken en andere voordeelen. Wanneer hij voor de stad op reis was, genoot hij eene vergoeding van 30 stuivers, maar zonder oorlof des magistraats mocht hij niet buiten de stad gaan, of langer daaruit wegblijven dan

hem was toegestaan. Overtrad hij dit gebod, men hield hem van zijne jaarwedde af in verhouding van zijn wegblijven [1].

De driehonderd stedekiezers, ten jare 1373 door koning Karel VI aangesteld, moesten in gewichtige aangelegenheden door

[1] « Nous, prevosts, jurés, eschevins et eswardeurs de la ville et cité de Tournay, confians et plainement adcertenés de la souffisance, bon conseil et grant diligence que nous avons veu et trouvé en nostre amé et féal conseiller maistre Jacques Coure, licencié en lois et en décret, advocat en parlement, par certaine espasse de temps qu'il a esté à nostre conseil et pension, icellui avons de rechief retenu et retenons, par ces présentes, conseiller-général de nous, de ladite ville et de laud'toire de nous, prevosts et jurés, tant et si longhement quil plaira à nous et à nos successeurs, gouverneurs de ladite ville, par la fourme et manière qui sensuit :

» Premiers, que ledit Coure est et sera tenu de nous et ladite ville conseiller justement et loyalment de tout son sens et pooir en toutes les causes, besongnes et affaires généralment et spécialment touchans et qui toucheront ou auront regard au fait de ladite ville et à la juridiction et drois communs dicelle, touteffois que mestier en sera, et de venir en halle ou ailleurs à tous les heures qui, de par nous, de par lesdis prevosts ou lun deux, lui seront mandées et assignées et touteffois que mestier en sera, et par espécial aux jours de halle, au son du wigneron, pour oyr les plaidoyeries et nous sur icelles conseiller, et aussi pour avoir son advis, conseil et oppinion des choses et besongnes que nous aurons à faire touchans ladite ville.

» Item sera tenu de bien et dilligaument estudier et visiter les procès qui seront à juger par devant nous, prevosts et jurés, pour nous en faire son rapport et le plus briefve expédition quil pourra bonnement quant il li sera baillié à visiter, adfin que, son rapport oy, nous prevosts et jurés puissions faire aux parties bon et brief accomplissement de justice, et au surplus faire ce que boin et loyal conseiller appartient de faire.

» Item toutes et quanteffois que le procureur de la ville ou nous, au nom dicelle, aurons aucune coses ou questions à plaidoyer ou soustenir en la court du Roy, nostre sire, à Maire, ledit Coure est et sera tenu de les aler plaidier et conseiller, touteffois que mestier sera et que par nous li sera enjoint.

» Item sera tenu ledit maistre Jacques Coure de fourmer et ordonner, sans attendre ne aucun salaire avoir de nous, toutes escriptures et mémoires des causes que ladite ville a et aura à faire incontinent que à faire seront, adfin que le conseil de ladite ville puist estre instruit et plaidier les causes dicelle en la court de parlement, ou autrement avoir délibération sur tout ce que mestier sera.

» Item, ne pora ne devra ledit maistre Jaques estre à le pension de quelconques S^rs^, prélas, colléges déglises, dabbayes, gens forains ne autres per-

het magistraat geraadpleegd worden ; dan beschikten zij over zes stemmen, terwijl de drie vereenigde stadskorpsen (1° proosten en gezwoornen, 2° meiers en schepenen, 3° meiers en *eswardeurs*) maar éene stem hadden. De charter betrekkelijk deze inrichting was verleend op verzoek zelf der schepenen, wier verantwoordelijkheid alzoo belangrijk verminderde.

Omtrent het einde der XIVe eeuw vinden wij te Doornik een nieuw element bij het stadsbestuur : namelijk de zes *élus*, die de betalingsmandaten onderteekenen moesten, ter uitsluiting van alle anderen, een werk dat, vóor hen, verricht werd door de *eswardeurs*. Het duurde echter niet lang of de *élus* kregen ook zitting in den raad.

Ten jare 1423 maakten de neringen zich meester van 't bestuur der stad Doornik en richtten een vierde college in, gevormd uit dekens en overdekens der ambachten, ten getale van 72 mannen.

sonnes quelconques, de quelque condition quils soient, séculiers ou ecclésiastiques, ne soy entremettre de leurs besongnes, mais sera du tout à laditte ville, sauf et réservé touteffoys les pensions que ledit maistre a eu et a de monsr le duc de Bardes, doyen et capitre de Saint Pierre de Lille et des religieux de labbaye de Saint Amand en Peule, pour lesquelx et à leur conseil il pora estre et leurs causes conseillier, plaidier, soustenir et deffendre, mais que ce ne soit contre ledite ville, bourgois et manans dicelle Et aussi pora estre ledit maistre Jaques au conseil et colation des bourgois et manans de ladite ville contre forains, gens déglise, religieux et autres ecclésiastiques.

» Et adfin que ledit Coure soit tenu des choses dessusdites et de chacune dicelles faire, tenir et accomplir, nous li avons promis et accordé, et par ces présentes accordons et promettons, soubz lobligation des biens de ladite ville, de lui rendre et payer la somme de trois cens livres tournois pour chacun an, dont il aura les cent livres tournois au premier jour de march lan mil IIIIc et neuf, et cent livres tournois au premier jour de juillet lan mil IIIIc et diz prochain après et les autres cent livres tournois au premier jour de novembre ensuivant, et ainsi à chacune année, avecq xiiii aunes de drap, se Jacques de Haluyn, nostre clercq, ou autres officiers et serviteurs de ladite ville qui ont accoustumé davoir paraux draps, les ont de par icelle et aux jours que ce sera accordé et fait, et aussi les distributions et journées de halle comme lun de nous jurés. En oultre, touteffois que ledit Coure chevauchera hors de ladite ville pour le fait dicelle, ce sera aux despens de ladite ville, cest assavoir quil aura pour chacun jour trente sols tournois tant et si lon-

Aan deze werd, bij brief van Karel VII, gedagteekend 1423, het vermogen toegekend om te beslissen over alles, wat de neringen betrof, en uitspraak te doen over de miskenning der statuten. Telkens dat in « aucunes grandes choses touchant le corps et estat de » la ville » de vier consistoriën na drie zittingen niet te akkoord konden geraken, moest de quaestie onderworpen worden aan gansch de gemeente, verdeeld in zes en dertig afzonderlijk beraadslagende banieren, en welker beslissing, genomen met de meerderheid van vier en twintig tegen twaalf stemmen, niet te verbreken was.

Om te doen zien hoe groot de macht der Doorniksche neringen toen was, zal 't genoeg zijn te melden dat zonder hunne toestemming de drie oude colleges geene processen konden inspannen; de zes *élus* uit hun midden moesten gekozen worden en, aan deze, zes van de zeven sleutels voor 't gemeentezegel ter bewaring waren gegeven.

ghement quil sera au service et conseil de ladite ville et audit office, duquel il ne se pora ne debvra partir, querre ne prendre autre service ne pensions quelconques, sans le nous faire savoir un an avant le jour qui partir sen volroit, mais nous et nos successeurs toutesfois que bon et expedient nous semblera, porons ledit maistre Jaques dudit office oster, depporter et casser de ses gaiges et pensions de la ville, pourveu que se faire le vollions ou nos successeurs on le dira et fera savoir trois mois devant le jour. Toutefvoyes ledit maistre Jaques ne querra ne fera querre, faintement ne autrement, occasion de nous faire payer ou requerre de plaidier ne soy occuper pour aultruy que pour ladite ville, sauf la réservation dessusdite. Aussi ne pora aler hors dicelle ville, pour lui ne pour autry, sans le congié ou licensse de nous, prevosts et jurés, par assens des quatre chiefs de ladite ville, cest assavoir les deux mayeurs des eschevins et deux mayeurs des eswardeurs. Et au cas que aucune grace lui seroit faite daler hors pour aucuns particuliers, et il demoroit plus de trois jours, oultre ladite grace et ce que accordé lui seroit, le sourplus quil demoroit des jours lui seroit rabatue de se pencion à cantité de temps et de ladite somme.... De toutes lesquelles choses faire et accomplir bien, deuement et loyalement a son sens et povoir, et aussi de garder et entretenir les coustumes, francises, libertés, usaiges et priviléges de ladite ville, ledit maistre Jaques Coure a fait et presté bon et loyal serment en le présence de nous. Che fu fait le xxv[e] jour de fevrier mil CCCC et noef. » (*Reg. des Consaux de Tournai*, 1409-1413, bl. 97-101. Archief der stad Doornik).

Na de verbreking van den democratischen bestuurvorm door keizer Karel V bestonden er te Doornik nog enkel twee colleges : 1° twee proosten en twaalf gezwoornenvoor 't beheer der financiën, de politie, de crimineele en burgerlijke justitie; 2° twee meiers en veertien schepenen voor de justitiezaken aangaande weduwen en weezen ; voor de akten van bijzonderen aard, het toezicht van straten en gebouwen. Aan de dekens en onderdekens werd slechts het oordeel omtrent de overtredingen in zaken van neringen overgelaten [1]. Ten jare 1667 verminderde de regeering het getal schepenen en gezwoornen tot de helft, namelijk tot zeven.

Deze twee consistoriën (gelijk de colleges genoemd werden), vormden de Staten van Doornik en het Doorniksche, en eigenden zich dezen titel toe wanneer zij met de geestelijkheid en de baljuws der hoog gerecht oefenende landheeren vergadering hielden.

Hadden de twee gemelde colleges belangrijke zaken te beslissen, dan moesten zij in plaats van aan de dekens en *eswardeurs*, raad vragen aan den vorstelijken officier. — Deze inrichting hield stand tot in 1794.

De *choremanni* van Arques waren gelast met de handhaving der orde, de verzorging der gemeentebelangen en 't straffen der misdaden. Gelijk hun naam aanduidt, waren zij werkzaam volgens de keure, terwijl naast hen de schepenen recht spraken namens den heer der plaats, te weten den abt van St.-Bertijn.

Eene nagenoeg gelijke onderscheiding wordt opgemerkt te Soignies, alwaar de gezwoornen in 1142 gezegd worden de rechters te zijn der stadsbewoners, terwijl onder het gezag der schepenen stonden degenen, die buiten de stad waren gevestigd [2].

Te Rijsel bestond de regeering aanvankelijk uit schepenen en gezwoornen, *voir-jurés,* ten getale van vier, maar volgens brief van Joanna van Constantinopel in 1255 met acht gewone gezwoornen vermeerderd. De *voir-jurés* werden benoemd door de sche-

[1] A. Bozière, *Tournai ancien et moderne*, 305-307.

[2] « Si quis in colarum in causam ducetur, coram ministro ecclesie et villico, verejuratorum judicio decidatur. » (A. Wauters, *De l'origine des libertés communales.* Preuves, 18.)

penen, de gewone gezwoornen door de pastoors der vier parochiën (twee voor iedere). Deze laatsten vormden het college van « de acht Mannen ». De *voir-jurés* hadden den voorrang, waren herkiesbaar, doch onderworpen aan de beletsels wegens maagschap, terwijl voor de enkele gezwoornen geen maagschap moest in acht genomen worden. De « acht mannen » waren de belastingzetters en konden twee jaren in dienst blijven. Later noemde men hen « *prud'hommes* ».

De *rewart* was te Rijsel het hoofd des gemeentebestuurs en gelast met de politie; de meier was de overste der schepenen. De tweede schepene heette men *cottereau* en oude oorkonden noemen soms nog eenen tweeden en derden *cottereau*.

Er waren hier ook *paisierders*, ten getale van vijf. Hunne zending bestond, gelijk overigens hun naam genoeg aanduidt, in 't werk van den huidigen vrederechter: de vereffening van kleine geschillen. Zij dienden maar één jaar. — Het magistraat van Rijsel bestond in 1466 uit negen en dertig personen.

Dowaai verkreeg ten jare 1268 van Margareta van Constantinopel het recht voor hare schepenen van binnen de drie dagen hunner aanstelling zeven *prudhommes* te kiezen, gelast om vrede te maken in bloedige veeten en in 't algemeen alle geschillen te vereffenen. Het vonnis dier vroede mannen was niet verbrekelijk[1]. Hier was de meier het hoofd der gemeente en gekozen door het volk.

In Robaais deed de stadsregeering nog in de tweede helft der XVIIe eeuw eenen oproep tot al het volk om te beraadslagen over gewichtige zaken; wij zien dit uit eene akte van gemeld tijdvak, aanvangende als volgt: « Nous, lieutenant-bailly et eschevins du » bourg et paroisse de Roubaix, convoquons en notre assemblée » du ... les notables habitants, marchands, négociants et labou- » reurs, pour délibérer sur certains objets relatifs aux intérêts » de la communauté..... » [2].

[1] 1e *Charterboek van Vlaanderen*, nr 66. — Archief des Noorderdepartements te Rijsel.

[2] Archief der stad Robaais. *Register BB*, 4, nr 11.

Het tweede Charterboek van Artois houdt eene ordonnantie in voor meier, schepenen en gemeente der stad Atrecht, bepalende dat er in elk schependom vier en twintig *prud'hommes* zullen gekozen worden, waarvan acht door den meier der gilden. De *vingtaine*, vermoedelijk een bijzondere raad, koos er acht andere uit de lakennering, waarna deze tien weer acht andere benoemden, die noch tot het gilde noch tot de oudschepenen behoorden. De aldus gekozene vier en twintig mannen beheerden met de schepenen de gemeentelijke finantiën [1].

De raad der stad Luik, al vroeg uit niet min dan veertig leden bestaande, wist zich reeds in de XIII[e] eeuw gansch meester te maken van het bestuur der gemeente, zoodat de schepenen aldaar nog alleen rechters waren. Toch behielden deze aanvankelijk eenen merkelijken invloed door de beide *maîtres à temps* (burgemeesters in de XVI[e] eeuw) welke zij uit hun midden benoemden en den raad der gezwoornen tot overste gaven. Toen deze twee magistraten eenigen tijd nadien ophielden hunne afgevaardigden te zijn, verloren de schepenen allen invloed op het stadsbestuur. Hemricourt zegt in *le Patron de la Temporalité* dat de Luiksche gemeenteraad uit niet min dan twee honderd leden bestond, welk groot getal dikwijls oorzaak was van verdeeldheid. Een nagenoeg gelijke toestand vindt men in de andere steden van 't prins-bisdom en van 't graafschap Namen, onder andere te Fosses.

Te Namen bestond het gemeentebestuur uit het schependom, dat het rechterlijk vermogen uitoefende en de akten en contracten van het gewone leven ontving; voor het bestuur waren hun vier *gezwoornen* toegevoegd, wier bestaan men reeds vindt in de eerste tijden der gemeente en die door den graaf of zijnen baljuw voor het leven werden aangesteld. Deze gezwoornen legden den eed af in handen der schepenen en bemoeiden zich hoofdzakelijk met de verdeeling der belastingen en in 't algemeen met alle bestuur- en politiezaken. Van de XIII[e] tot de XVI[e] eeuw ontmoet men vele akten (doorgaans met betrekking tot pandingen, rent-

[1] 2[e] *Charterboek van Artois* (jaar 1302), te Rijsel, n[r] 157.

vestigingen, ontvoogdingen) verleden vóor twee of drie schepenen, vóor eenen meier en twee schepenen, vóor eenen schepene en eenen gezwoorne, somtijds vóor gansch het schependom, doch meest vóor twee gezwoornen, allen handelende als *ayuwes*, *aiwes*, *aides* der stad.

Na 1357 verschijnen de *gekozenen*, wier bezigheid gedurende de XIV en XVᵉ eeuw zeer gewichtig was. 't Waren vier meesters of beheerders der stadswerken, door den meier en de schepenen benoemd ter inning van de renten en andere stadsgelden, waarover zij rekening deden aan de schepenen, gezwoornen en notabelen. Later werden ze burgemeesters.

De gekozenen kweten zich echter niet te best van hunne taak en graaf Willem I verleende den 14 November 1383 oorlof aan de gemeente om de volgende wijziging te doen : ieder jaar zouden er ten minste twee gekozenen worden aangesteld om de stadsinkomsten te ontvangen en die te gebruiken voor de openbare noodwendigheden, met last van één- of tweemaal 's jaars rekening te doen aan de schepenen en aan de vertegenwoordigers van den graaf. In de XIVᵉ eeuw waren er gewoonlijk zes, en sedert 1392 drie, waarvan één door den vorst, de twee anderen door *l'universiteit delle ville* te benoemen. Niemand mocht weigeren den last te aanvaarden tenzij om wettige redenen, op straffe van in bedevaart gezonden te worden naar O. L. Vrouw van Roccamadour.

Ook deze inrichting duurde niet lang, althans ten jare 1403 waren er maar twee *élus* meer, jaarlijks door de gemeente gekozen. Daar nu één dezer tot de neringen behoorde en de andere niet, en dus de lage gelijk de hooge stand in 't bestuur vertegenwoordigd was, mag men zeggen dat de hervorming van 1403 de volmaaktheid bereikte.

In groote aangelegenheden kwamen te Namen, gelijk meest overal, geheel het magistraat met de goede lieden of notabelen bijeen. Deze laatsten vormden wat men heette den *Breeden Raad* (*Large Conseil*) en wordt in oude oorkonden ook geheeten « *le Conseil, les bonnes gens, la Communauté.* »

Nadien kwam hierbij nog een raad van acht en dertig leden, gelast met de krijgszaken en de verdediging der gemeente. In dit

korps had de vorst vier vertegenwoordigers; de andere leden waren : de meier en de zes schepenen, de twee gekozenen, zes poorters en negentien afgevaardigden der ambachten of die des volks [1].

Te Fosses stond ook, naast het schepenencollege, een jaarlijks vernieuwde gemeenteraad, samengesteld uit twee meesters (later burgemeesters), tien gezwoornen en de twee meesters van het vorige jaar. Aan dien raad was geheel het bestuur der gemeente opgedragen en hij deelde met de schepenen het bestuur van den Armendisch en van 't Leprozenhuis. Ook zat hij te recht wegens schulden, stelde politieverordeningen op en bewaarde de sleutels der gemeente.

Waren er belangrijke vraagpunten te verhandelen, gansch de burgerij werd opgeroepen, namelijk de zes meierijen, in welke de plaats verdeeld was, en die afzonderlijk beraadslaagden [2].

Te Ciney bestond nagenoeg hetzelfde. Hier telde de raad twaalf leden, de helft benoemd door den bisschop, de wederhelft door de burgers. Elke reeks dezer raadsheeren koos uit haar midden eenen burgemeester.

Aarlen had zijne proosten reeds vóor 1176. In deze stad bestond de gemeentelijke raad uit de schepenen, de honderdmannen, vier neringmeesters en twee *bouwmeesters*, welke laatste niet alleen zorgden voor de bouwwerken, maar ook voor de financiën. Gelijk bijna overal in Luxemburg werd geheel de bevolking voor zekere gevallen opgeroepen. Prat zegt in zijne *Histoire d'Arlon* (1874), dat hij zelf nog zulke volksvergadering, door 't magistraat opgeroepen, had bijgewoond, bewijs van den voortdurenden invloed der oude costumen.

In het hertogdom Bouillon waren de gemeenten bestuurd door eenen raad van vijf leden, *corps de police* genoemd. Hij bleef twee jaren in dienst en werd voorgezeten door eenen *syndic* of hoofdman der politie, dien de leden van den raad uit hun midden kiezen mochten.

[1] *Cartulaire de la commune de Namur*, par J. et A. Borgnet, I (Introduction).

[2] *Cartulaire de la commune de Fosses*, 58, 66, 82, 94, 158, 194.

In de stad Luxemburg bestond de raad uit dertien *meesters* (één voor iedere nering); zijne voornaamste zorg was voor de politie der neringen en de bevordering des koophandels. De betrekkingen tusschen hen en 't schepenencollege waren weleens gespannen, ja gaven dikwijls aanleiding tot processen. Na langdurige betwistingen werd hunne wederzijdsche bevoegdheid geregeld door het reglement van 14 September 1771 en het decreet der regeering van 19 November 1781. Die regeling was gunstig aan de meesters, die eene grootere tusschenkomst verkregen in de algemeene bestuurzaken. Evenwel konden noch de meesters noch de neringen samenkomen zonder de toestemming der schepenen. De benoeming der meesters geschiedde door het magistraat, op eene lijst van kandidaten, door de neringen aangeboden [1].

Te Belle, Waasten en Étaire bestond de raad uit zeven gezwoornen.

De *conjurati* van Valensijn zijn genoemd in eene akte van 1114. Men denkt dat zij met dertig of twee en dertig waren. Zij beheerden het krijgswezen der gemeente.

Te Kamerijk zien wij de gezwoornen opkomen in 1141, met niet min dan twee en tachtig. Uit hun midden werden de schepenen gekozen en zij waren verplicht eenen dienstbode en een gezadeld paard te hebben, ten einde ieder oogenblik gereed te zijn om ten dienste der gemeente uit te rijden.

Te Soignies vinden wij er in 1142, te Kanoot (Quesnoy) omtrent 1150, te Bapaume in 1196, te St.-Omaars in 1127, te Gosselies in 1209 enz.

In sommige staden was de raad buitengewoon talrijk, vooral in Frankrijk. In Provence, b. v., was de groote raad, of 't *Parlement*, gevormd uit de familiehoofden, die vergaderden op de markt, en waarnaast men den kleinen raad had, samengesteld uit de edelen, notabelen en ambachtdekens [2].

[1] Ulveling, *Notice sur l'ancien magistrat de la ville de Luxembourg.* (*Publications de la Société pour la recherche et la conservation des monuments historiques dans le grand-duché de Luxembourg*, XIII, 1.)

[2] Béchard, *Histoire du droit municipal*, I, 488.

In de XVIIe eeuw bestond er te Marseille een algemeene raad van 300 leden, uit welken de gewone stadsraad sproot [1]. De groote raad van Valensijn telde 200 leden. Eindelijk te Strasburg kon de senaat zich in buitengewone gevallen de 300 « schepenen der geslachten » toevoegen, terwijl men daar nog had het college van den *Armmeister* en *Stettmeister*, den *grooten* en *kleinen senaat*, de kamers der XIII, der XV en der XXI [2].

Iets bijzonders vinden wij in Normandië en Gasconje. Daar had men geene gezwoornen, maar honderd magistraten, onder welke één meester, twaalf schepenen, twaalf raden en vijf en zeventig *pairs*, terwijl men verder naar 't zuiden van Frankrijk maar een klein getal *prudhommes* aantrof.

In Holland dagteekenen de raden van het einde der XIIIe of het begin der XIVe eeuw. Ook hier bestonden zij uit de aanzienlijksten der burgerij en werden gewoonlijk bestempeld met den naam van « *vroedschappen*, » ook weleens, b. v., te Rotterdam : « *vroedschap* en *rijkheid* [3], » te Haarlem [4], te 's-Gravenhage [5], te Delft [6], te Leiden [7], te Vlaardinge et in Friesland. Tusschen den enkelen raad en de « vroedschap en rijkheid » was dit onderscheid, dat de laatste doorgaans geen vast voortdurend college vormde en ook daar geen getal van leden bepaald was, terwijl de eerstgenoemden langer in dienst bleven.

Hunne bevoegdheid was daar nagenoeg als in de Belgische gemeenten. Te Dordrecht, o. a., waar men ze ziet verschijnen in 1293, werden zij geroepen om raad te geven op eed, alsmede om de stadsinkomsten te ontvangen en daarvan goede rekening te houden. Op vele plaatsen van Holland werd sedert de XVe eeuw den raden de taak overgelaten om de schepenen te kiezen, zooals te Leiden, Delft, Haarlem, Alkmaar, Amsterdam, Rotterdam en

[1] De Ruffi, II, 266.
[2] Krug-Basse, *L'Alsace avant 1789*, 64-65.
[3] Loir, *Beschrijving van Rotterdam*, 266, 271.
[4] Van Mieris, *Groot Charterboek*, III, 579 ; IV, 536.
[5] de Riemer, *'s-Hage*, II, 91.
[6] Van Mieris, III, 659.
[7] *Idem*, IV, 611.

Dordrecht [1]. De vroedschap was daar machtig, gelijk duidelijk te zien is aan de bewoordingen van vele gemeentecharters, beginnende als volgt : « Wij, scout, scepenen ende raet der stede » Rotterdam ..... *bij goetduncken onse vroetschap* » (1380) [2]; ofwel : « Wij, scout, burgermeesters, scepen ende rade der stede » van der Goude, doen condt..... dat wij *bij rade, goetduncken » ende consent der gemeenre vroescep van onser stede...* [3]. »

Aanvankelijk was het getal raden in Holland gering en plachten de schepenen in hunnen raad te roepen wie hun meest beviel, zooals te Middelburg [4]. — Te Oudewater waren er enkel twee raden [5]; te Haarlem, in 1431, drie, tegen tachtig gezwoornen; te Leiden, in 1351 (op welk tijdstip zij eerst gekozen werden), vier, namelijk één voor iedere wijk der stad, vier vertegenwoordigers der burgerij, door haar gekozen. Later, evenwel, was de kiezing van de raden minder democratisch; zij kregen hunne benoeming van schout et schepenen, waardoor zij afhankelijk werden van den burchtgraaf,die de wethouders aanstelde. Edoch, naarmate hun bestaan uitbreiding nam, vermeerderde ook hun aanzien, zelfs boven dat der schepenen, zoodat zij, van eenvoudige bijzitters in de regeering, de voorzitters, de leiders der gemeente werden, terwijl de schepenen uitsluitend rechters gebleven zijn.

Middelburg had twaalf raden, welk getal voor vele Hollandsche steden zeer oud is. — Te 's-Hertogenbosch heetten zij in de XVe eeuw « *ledige lieden.* »

De Engelsche gemeenten hadden hun *common concil*, bestaande uit vier en twintig leden, voorgezeten door eenen *mayor* en vier proosten [6].

In Duitschland placht iedere stad, door hare poorters, den gemeenteraad te kiezen uit de grondeigenaars, die achtbaar en

[1] Kluit, IV, 200-203.
[2] Van Mieris, III, 372.
[3] Kluit, IV, 218.
[4] Van Mieris, I, 275.
[5] *Idem*, II, 281.
[6] *Statuta gildæ*, cap. 33, 34.

geschikt waren om der gemeente nuttig et voordeelig te wezen. Het korps koos zelf zijnen voorzitter en secretaris.

Over het algemeen mag de gemeentelijke raad van vroeger beschouwd worden als de uit de stad zelve spruitende magistratuur, die haar vertegenwoordigt en beheert.

Eindigen wij dit hoofdstuk met eenige woorden over de medewerkers der dorpsschepenen.

Gelijk men denken kan, was de inrichting der plattelandsbesturen zoo eenvoudig mogelijk. Buiten den vorstelijken leenroerigen officier en de schepenen had men in de meeste plaatsen weinig meer dan *bedezetters*, elders *pointers ende zetters* (*répartiteurs, taxateurs*) voor het vaststellen van ieders deel in de openbare lasten. Zij werden door de gemeente of de schepenen voor één jaar gekozen.

Tot in de vorige eeuw vereenigden zich de dorpelingen nog in sommige provinciën op algemeene vergaderingen ter bespreking van de gemeentelijke belangen. De bevelen der regeering werden aan de landbouwbevolking overgemaakt door den dorpsofficier, die de wethouders bijeenriep en voorzat, gelijk hij de rechterlijke politie uitoefende.

Schier in al onze dorpen waren de schepenen de eenige rechters en bestuurders, maar in Vlaanderen riep men voor gewichtige zaken ook de notabelen bijeen, een hoogst doeltreffend middel om alle beknibbeling van de genomene besluiten om zoo te zeggen onmogelijk te maken en de goede overeenkomst van bestuurders en bestuurden te bestendigen.

In enkele groote gemeenten van Vlaanderen, Brabant en Limburg zien wij nevens het schepenencollege eenen vasten raad, gelijk in Temsche, alwaar sedert 1672 door baljuw, burgemeester en schepenen ieder jaar twee grondeigenaars en vijf notabelen werden aangesteld om hen in zekere zaken van ondergeschikt belang bij te staan [1]. — Te Hoegaarde vinden wij, boven de zeven schepenen en twee dorpsmeesters of ontvangers, nog zestien gezwoor-

[1] De Potter en Broeckaert, *Geschiedenis van Temsche*, 68.

nen, benoemd door de verschillige wijken en gehuchten, in verhouding hunner belangrijkheid [1]. Te Montenaken werden oudtijds ook voor alle belangen der gemeente de medegenooten vergaderd, waertoe de baljuw of schout de dorpsklok deed luiden. Toen de noodzakelijkheid was gebleken aldaar een vast college te vormen, noemde men acht, somtijds meer, *consilarii* of *jurati*, die buiten alle rechtspraak bleven en zich met bestuur- en politiezaken bemoeiden.

Merken wij, ten slotte, nog met betrekking tot de dorpsbesturen op, dat men in Vlaanderen vroeger arrondissements-of districtsbesturen had, welke men in onze andere gewesten niet kende. Alzoo vond men daar het Vrije van Brugge, het Land van Waas, dat van Aalst en dat van Dendermonde, de kastelnij van den Oudenburg (rondom Gent) de kastelnijen van Oudenaarde, Kortrijk, Veurne, IJper, Waasten, de *Hoop* (of acht vierscharen der kastelnij van Kassel) enz. In die districten kwamen de wethouders meest samen ter bespreking van de openbare lasten, voor zaken aangaande dijken of wateringen, en dergelijke.

[1] Tarlier en Wauters. Deze schrijvers bevestigen, dat nog heden de raad dier gemeente nagenoeg aldus is samengesteld. (Zie hunne *Geschiedenis van Hoegaarde*, bl. 34.)

VII.

De schepenen mogen niet beleedigd worden. — Straffen voor weerspannige schepenen en voor zulke, die plichtig waren aan wanbestuur of oneerlijkheid.

De gemeentelijke magistratuur, door de menigte met eerbied en ontzag en door de vorsten zelven met onderscheiding bejegend, moest, gelijk men kan denken, tegen versmading, beleediging en schimp van de ontevredenen beveiligd en in hare eer gewaarborgd zijn. Het oordeel der schepenen tegen te spreken, te laken of te beknibbelen, hunne inzichten of daden te laken, den blaam van 't belachelijke er op te werpen, is dan ook van de vroegste tijden reeds beschouwd geweest als eene onverschoonbare daad en werd op alle plaatsen voorbeeldig gestraft. Hiermede stond in onmiddellijk verband het aloude beginsel, dat men tegen het oordeel der schepenen niet in beroep kon gaan.

De keure der stad Geeraardsbergen van het jaar 1068 bepaalt voor de beleedigingen, aan de schepenen toegebracht, eene boete van 60 schellingen; maar geschiedde het misdrijf den maandag, dan beliep de boete tot niet min dan 6 pond.

Te Wavans (in Artois) was er volgens de keure van 19 Juni 1205 eene boete van 9 stuivers ten profijte van elken schepene en een goudstuk voor den heer, te betalen door eenelk, die de schepenen betichtte van valsch vonnis, tenware men bewijzen kon de waarheid gesproken te hebben.

Het « wederseggħen » van de schepenen werd te Gent volgens de keure van 1192 geboet met 10 pond, voor den graaf, en 5 pond ten voordeele van ieder der tegengesprokene rechters, welke sommen later wederkeerig tot 60 en 10 pond werden verhoogd, gelijk ook door de IJpersche keure van 1171 was vastgesteld. Te Dendermonde evenwel betaalde men maar zooveel schellingen. Te Desteldonk werd de lasteraar der wethouders gekastijd met eene boete van 20 pond voor den vorst en 6 voor

elken schepene, terwijl te Zandhoven weder maar 30 stuivers was te geven aan elken der tegengesprokene rechters, maar aan den schout zooveel als 't bedrag der sommen, voor de schepenen bestemd. Te Zaffelare was de boete van 100 schellingen voor den heer en ook voor de schepenen, namelijk indien deze vonden « dat « het woord van wedersegghene hute quaetheden, hute hoeverdij « oft bij boesheden gheseyt es. » Daarentegen schijnt het ontzag der Antwerpsche magistraten minder groot geweest te zijn, dewijl aldaar het laken of beknibbelen van een vonnis maar gestraft werd met 10 schellingen voor iederen schepene en zooveel voor den heer als jegens al de schepenen samen. — Te Reuzel was de boete 60 gouden realen.

Dewijl de gemeentelijke magistraten overal gelast waren met het maken van zoen in twist en veete, moest het geval voorzien zijn dat zij bij dergelijke bemoeiingen zouden mishandeld of gewond worden. Zulke misdaad werd overal streng gestraft. Te Kales, volgens de tweede keure van 1253, was daarvoor eene boete van 12 pond ten profijte van den heer en van 60 stuivers voor den geslagene. Te Gent brak men het huis af, dat de plichtige er bezat; hij betaalde eene boete, door de wethouders vast te stellen, en werd voor vijftig jaar gebannen uit het graafschap Vlaanderen. Was er mishandeling, doch geene wonde, de straffe was gelijk, ter uitzondering van 't afbranden des huizes, maar in zekere gevallen verloor de schuldige er nog de rechter vuist bij.

De tweede Brugsche keure (1281) stelde in 's graven genade « lijf ende goet » van al, wie de hand sloeg aan de wethouders dier stad, tenzij dat was om « sinen lechame te verwerne, » welke laatste bepaling laat veronderstellen dat de aristocratische magistraten van dien tijd bekend waren als weleens zelven hand of degen tot de minderen uitstekende. Volgens gemelde keure waren de schepenen niet enkel beveiligd tegen de beleedigingen in de uitoefening van hun ambt, maar ook buiten de vierschaar; immers wie eenen hunner « leelijchede buten banke » zei, betaalde eene boete van 10 pond jegens den graaf, en geschiedde het uit hoofde van 's vorsten heerlijk recht, dan bedroeg de boete 60 pond. Van

de eerstgemelde som zouden de wethouders 3, van de 60 pond 10 pond voor hun deel hebben [1].

Weerspannigheid aan gerechtsofficieren of wethouders, in het gevang, bleef mede niet ongestraft. Eene ordonnantie van den Raad van Vlaanderen nopens het beheer des crimineelen gerechts, den 21 Januari 1637 uitgevaardigd, eischt voor ieder, die den cipier, baljuw of burgemeester uitschold of bedreigde, eenen dag en eenen nacht « te sitten in den put, te water en te broode. »

Geven wij thans eenige voorbeelden om te doen zien hoe het oude strafrecht in eenige onzer gemeenten werd toegepast, nadat dit den invloed der beschaving had onderstaan.

In het jaar 1499 zegde Pieter de Beert « eenighe woorden inhoudende dreeghement » tegen de wet der kastelnij van Veurne. De schepenen veroordeelden hem om een koperen hoofd te doen maken, aan welks lippen een slot was geplaatst. Deze afbeelding moest in de schepenenkamer blijven, anderen lieden tot waarschuwing en lesse, die door een toepasselijk opschrift op eene daarbij gevoegde koperen plaat beteekend was.

In de vierschaar der genoemde stad hing er weleer een tafereel, voorstellende *Christus aan het kruis tusschen Maria en Joannes*. Het werd daar gesteld in 1517 door Willem de Wale, krachtens een vonnis der schepenen, omdat hij den amman in de uitoefening zijner bediening beleedigende woorden had toegesproken en « groote rebellichede ghebesicht hadde ieghen den » bailliu ende burchmeester van der courpse int leeden ter van- » ghenesse waert ».

Te Gent werd een beleediger der schepenen in 1511 veroordeeld om hun vergiffenis te komen bidden in de vierschaar en van daar, met eene brandende toorts in de hand, geleid te worden tot in de St.-Baafskerk, waar hij de toorts moest ten offer geven [2].

Te St.-Dizier moest in de XV[e] eeuw zekere Gigoul 100 stuivers belasting betalen, maar toen men die som, in tegenwoordigheid van eenen schepene, kwam ontvangen, gaf de man ten antwoord « quil vouroit que il li eust cousté toute sa chevance (*fortune*), que

[1] Warnkoenig et Gheldolf, *Hist. de Bruges*, IV, 261.

[2] *Register G*, 183. — Stadsarchief.

» on pandit tous les tresse eschevins... » Natuurlijk bracht de aldus toegesprokene wethouder de complimenten van Gigoul aan zijne confraters over, en deze spraken als vonnis uit: Gigoul zal veertig dagen in hechtenis blijven op eene der poorten van St.-Dizier, ofwel in een ledig huis der stad; voorts aan iederen schepene, in volle geding, vergiffenis vragen voor het misdrijf en daarna ter beevaart gaan naar St.-Jacob in Gallicië. Eindelijk na dit alles volbracht te hebben moest hij een jaar buiten St.-Dizier zijn verblijf houden. Kwam hij deze strafbepalingen niet na, hij zou voor eeuwig uit St.-Dizier worden gebannen.

Terzelfde plaats had in 1348 zekere ingezetene eenen der magistraten in vollen schepenenraad gelogenstraft. Ook deze werd veroordeeld tot veertig dagen gevangzitting en eene bedevaart van tien of twaalf uren verre, op straf eener boete van 10 pond [1].

Voor de verbanning, door onze gemeentelijke rechters uitgesproken, was er evenwel bij den vorst allicht genade te bekomen, gelijk men zien kan in de *Étude sur les registres de l'Audience*, door kanunnik Dehaisnes. In een dier registers (*Chartes*, 1142-1393, nr 396) lezen wij eene akte tot intrekking van een vonnis tot ballingschap, verleend ter gunste van Jacob Salemoen, dien de schepenen van Axel verwezen hadden tot drie jaren ballingschap om kwaad van hen te hebben gesproken [2].

Omaar Claeyssone was in de maand April 1480 door de Gentsche schepenen veroordeeld tot vijftig jaren ballingschap uit Vlaanderen om de magistraten en de stad in 't algemeen beleedigd te hebben [3]. De plichtige was lid van den Raad van Vlaanderen en

[1] Carlier, *Ypres et Saint-Dizier. Étude historique sur deux communes du moyen-âge.* (*Annales du comité flamand de France*, III.)

[2] Archief van het Noorder-departement te Rijsel.

[3] « Maximilien et Marie etc. doen cond allen lieden jegewoirdich ende toecommende dat wy ontfanghen hebben die oetmoedeghe supplicatie van onsen lieven ende ghetrauwen raed in onse camere van den Rade in Vlaenderen meester Omaer Claeyssone inhoudende hoe dat aleist dat de zelve suppliant es ende al zynen tyt gezyn heeft een man van goeder fame ende name, eerbaren levene ende conversacie, die van zynen jongen daghen wylen zaleghen ghedinckenessen onsen harde lieve heeren groote vader ende vader hertoghen Phelips ende Karel wel ende ghetrauwlic ghedient heift in diver-

verkreeg reeds in de maand Mei genade van den vorst en her-

sche staten ende officien in onse voirscreve camere van den Rade ende anderssins ghelyc hy ons oic zichtent huerlieder overlyden tot noch toe ghedaen heeft zonder dat hy noyt eeneghe zaken geseit, ghedaen noch ghecommitteirt heeft als waer by yemant cause heift mueghen hebben hem suppliant by banne oft anderssins te pugnierene noch te reprochierne in eenigher manieren, desen niet jegenstaende ende dat gheenen wethouders noch officiers gheoirlooft es of macht of auctoriteit hebben eeneghe kermesse of berecht te nemene up noch jegen eenich van onsen raedslieden of officiers, het heift onlancx leden ghelieft scepenen van der kuere van onser stede van Ghend den zelven suppliant, ons raedman zynde alzo voorseit es, zonder hem eenichsins te roupene nochte hoorne, te bannene vichtich jaer buuten voorscreven onsen lande van Vlaenderen hem titel ghevende alzo hier naer volght van woirde te woirde : Omaer Claeyssone vichtich jaer uuten lande van Vlaenderen omme dat hy in diversche vergaderinghen by hem met meer anderen ghehouden groote cleenichede, quade ende versmadelicke woorden gheseit ende ghesproken heift ter verminderthede van deser stede, contrarie den rechten, privilegien ende vryheden van dierre ende grootelic ten laste ende confusien van heere ende wette, welker manieren van vergaderingen ende woirden niet en behooren te lydene zonder pugnicie, ghebannen by der wet van Ghend den xxvii^en^ dach van April int jaer XIIII^c^ ende tachtentich. Aldus gheteekent V. Buuc.

» Omme den welken ban de zelve suppliant die jegens tguent dat voorscreven es noynt gheroupen noch ghehoort ghezyn en heift, alzo voorscreven es, bedwonghen es gheweist te ruumene ons voorscreve landt van Vlaenderen, zonder dat hy meer daer in comen noch converseren mach, het en zij dat onse speciale gracie ende voirsienichede hem daer inne ghedeelt worde, alzo hy zeght, omme de welke hy ons oitmoedelic ghebeden heeft. Waeromme wy, overmerckende tguent dat voorscreven es, gheneghen wesende ter bede ende begheerte van den voorscreven meester Omaer, ende willende in dit stic onse gracie ende ghenade prefereren ten rigeure van justicien, hebben den zelven meester Omaer Claeyssone vergheven, quyte ghescolden, wederroupen ende ter nyenten ghedaen ende uut zonderlinger gracie met desen onsen brieve vergheven, scelden quyte, wederroupen ende doen te nyenten den voorscreven ban zulc als dien jegens hem ende up zynen persoon ghepronunciert ende uutgesproken es gheweest by den voorscreven scepenen van der kuere binnen onzer voorscreve stede van Ghend, metgaders ooc de redenen ende mesdaden daeruute den zelven ban ghespruut ende naer ghevolght, ende hem stellende ende zettende als daer of tzyner goeder fame ende name in ons voorscreven land van Vlaenderen ende stede van Ghend, ghelyc ende in alzulker voeghen als hy was ten tyde ende aleer den voornoemden ban op ende jegens hem ghedaen ende gepronunchiert was, indien ende by alzo de voor

stelling van zijne eer en faam, nadat, evenwel, de wethouders van Gent in de begenadiging toegestemd hadden [1].

Een der zonderlingste vonnissen, welke wij wegens beleedigingen aan schepenen toegebracht, kennen, is dat, ten jare 1351 uitgesproken door Lodewijk van Male tegen den heer van Spiere, die den schepenenbode van Kortrijk, tot hem gezonden met eene perkamenten akte, dat stuk met het er aan gehechte zegel had doen opeten.... Met recht mochten de wethouders der genoemde stad zich die beleediging aantrekken, en Lodewijk van Male zal 't ook wel zóo beschouwd hebben, daar hij den plichtige verwees « en forme de rigueur, mais en la plus gracieuse manière » als hij kon, om ieder jaar op St.-Remigiusdag, tusschen zonsopgang en middag, te Kortrijk te komen vóor het schepenenhuis, hetzij in persoon, hetzij door een goed man vertegenwoordigd, en aldaar, gekleed met eenen rooden wapenrok, te paard gezeten en den

screve scepenen van der kuere binnen Ghend huerlieden consent daer toe dragen ende dies te vreden zijn. Ontbieden daeromme ende bevelen onsen lieven ende ghetrauwen den president ende anderen lieden van onsen Rade in Vlaenderen, onsen souverain bailliu van Vlaenderen, onsen baillius van Ghend, Brugghe ende van Yppre, ende allen anderen onse justicieren ende officieren, wien dit zal mueghen nopen ende aengaen, dat zij van deser onser jegewoirdigher gracie, vergheffenesse, quytscheldinghe, wederroupinghe ende rappeel van banne, zulc als voorscreven es, doen, laten ende ghedooghen den voorscreven meester Omaer Claeyssone rustelic, vredelic ende eeuwelic genyeten ende ghebruyken, sonder hem te doene, doen doene noch ghedooghen ghedaen te zyne in live noch in goede eeneghen hinder, letsel, ongebruuc of moeynesse ter contrarien; want het ons alzo gheliefi ende ghedaen willen hebben. Ende ten eynde dat dit vaste ende ghestadich zy ende bliven moghe teeuwegen daghen, soe hebben wy onsen zeghel hieran gehanghen behoudelic in anderen dinghen ons rechts ende eenen yegelicken tzyne in allen dinghen. Gegeven in onsen huyse in den Haghe in Hollant, in de maend van Meye int jaer ons Heeren duust CCCC ende tachtentich. Aldus gheteekent by mynen heere den hertoghe ende myner vrauwe der hertoghinne. Ruter, et visa. » (*Archief van het Noorder-departement te Rijsel. Kamer der Rekeningen*, B, 1702, f° 2 v°.)

[1] Ook elders kon de vorst het recht van genade niet oefenen zonder de goedkeuring der schepenen, bepaaldelijk om een vonnis tot ballingschap te niet te doen. De Mechelsche keure van 1301 vordert daarvoor zelfs de goedkeuring der schepenen, dekens en gezwoornen.

blooten degen in de hand, luidop aan de wethouders te verklaren dat hij gekomen was tot boeting van het misdrijf, tegen den vorst en de Kortrijksche schepenen begaan. Voorts moest de heer van Spiere op den eerstvolgenden Paaschdag den bode eene vergoeding betalen van 60 pond parisis. Niet alleen de toenmalige heer van Spiere, maar ook zijne erfgenamen in de heerlijke bezitting waren tot die jaarlijksche boetpleging vóor het schepenenhuis verplicht [1].

Wanneer dergelijke straffe werd uitgesproken voor minachting eener schepenenakte, dan verstaat men lichtelijk dat de kastijding ongemeen zwaarder moest zijn van degenen, die 't waagden valsche schepenenbrieven te schrijven. Inderdaad, volgens de *Pawelhars* (71e beslissing) werden zulke misdadigers te Luik levend verbrand.

Dat ook de dorpsschepenen niet straffeloos te beleedigen of in hun gezag te miskennen waren, zou door eene menigte voorbeelden te staven zijn ; kortheidshalve zullen wij ons bepalen tot één.

Zekere Herman Rosekens, bleekersknecht te Wetteren, was den 20 Mei 1795 met eene menigte volks gedrongen in de schepenenkamer dier gemeente en had er de wethouders « in haere functiën » geweldiglijk gestoort, tot soo verre dat den baillue, wethouderen en greffier genoodsaekt sijn geweest de schepenenkaemer » te verlaeten om onheylen te voorkomen, en dat den..... schepenen Matthys, ouder synde als dandere, en soo haest vande.... kaemer niet hebbende konnen geraeken, deerlyk geslaegen, » gestampt, gestooten en met den haire getrokken is geworden ». Verders na veel geschreeuw en getier en den gemelden ouderling « met afdraegende termynen en scheldwoorden geinjurieert » t' hebben », hadden Herman Rosekens en andere kwaadwilligen « in hevelen moede, met de vuyst ende andersints » den grijsaard geslagen, en dit alles omdat er, krachtens de bevelen der regeering, pionniers werden gevraagd en de Wettersche schepenen op het punt waren tot de loting daarvoor onder het

[1] Zie het vonnis bij Mussely, *Inventaire des Archives de Courtrai.* — Fr. de Potter, *Geschiedenis der stad Kortrijk.*

volk over te gaan. De quaestie kwam vóor den Raad van Vlaanderen en nadien vóor den Hoogen Raad van Mechelen, welke den 12 April 1794 het vonnis uitsprak. De belhamel der Wettersche weerspanningen had, dank aan zijn goed voorgaande, eene betrekkelijk geringe, maar toch nog voorbeeldige straf: hij zou gebracht worden « in vollen consistorie » van den Grooten Raad, « en aldaar blootshoofd, » op de knieën, « ten bywesen van twee » gedeputteerde uyt de weth van Wetteren, aen de justitie, over » alle de boven geroerde delicten, excuse en vergiffenisse » vragen, om daarna, « als tuchteling opgesloten te worden in het » provinciael Correctiehuys van Vlaenderen, voor den tijd van » zeven jaeren » ; verders moest de veroordeelde de kosten van het geding betalen en zou het vonnis in 't register der crimineele sententiën ingeschreven en aan het schepenenhuis van Wetteren aangeplakt worden [1].

Was het niet geoorloofd jegens de rechters oneerbiedig te zijn, deze moesten van hunnen kant op den goeden weg blijven en den volke 't voorbeeld geven van gewetensvollen handel. Misdaden of wanbestuur, door schepenen gepleegd, werden dan ook streng gestraft zonder aanzien van personen of rang, en de geschiedenis haalt talrijke voorbeelden aan van stadsmagistraten, die een vergrijp tegen de openbare zedelijkheid of tegen het belang der gemeente met lichamelijke kastijdingen, met ballingschap, ja met den dood hebben geboet.

Het bewaren van het geheim der schepenenkamer, bij de aanstelling van elken gemeentelijken wethouder in den eed bezworen, werd streng gevorderd en de overtreding daarvan nooit verschoond. Roisin, sprekende van de *Punition de ceulx qui reveleront le conseil ou secret de la halle,* teekent daarbij het volgende aan : « Le xve jour de décembre mil IIII^c^ XXVII ordonné fu par » eschevins et le conseil en plaine halle (*de Lille*) de tenir à per- » pétuité que s'aucuns de dehors se vante de savoir le secret et » conseil de la ville que de requerir instamment a cellui qui ce

[1] Archief van den Grooten Raad van Mechelen.

» diroit pour savoir donc ce lui vient savoir, et s'il ne veult faire
» admiablement que à ce faire jurisdiciaument il soit poursuivis,
» condampné et constrains par cellui ou ceulx qui ce regardera
» et s'il ne sceit trouver son acquit sur ce, il en sera poursuivis
» afin de pugnicion comme le cas le regardera, et pareillement
» cellui qui sera trouvé le dit conseil de le hale avoir revelé en
» sera pugny à privation de tous offices et memement que ce sera
» exemple et étiston (*édifion*) à tous autres » [1].

In de XVI[e] ceuw was er te Amiens een advocaat onder de schepenen, die den prelaat der St.-Jansabdij mededeeling gedaan had van woorden, tijdens eene beraadslaging gezegd; men deed den overdrager scherpe verwijten in het college en verbood hem nog op het stadhuis te komen [2].

Bij Cannaert vinden wij eene kastijding wegens onzedelijk gedrag. Jan Sutterman, schepene van Gent, werd ten jare 1537 in opene kamer der wethouders gegeeseld wegens het onteeren van verscheidene begijnen. Zijne ambtgenooten deden « legghen
» zijnen keerle (*overkleed*) in sijne plaetse, ende was daernaer
» in vierschaere openbaerlic ghegeesseld totten bloede, ende voirt
» ghestelt up eenen waghene an eenen staecke ende ghevoert alle
» vier weeghsceeden ende aldaer ooc ghegheesselt met roeden »[3].

Het recht weigeren, gelijk wij weten, was eene reden tot afstelling. Albert, koning der Romeinen, machtigde Hugo, bisschop van Luik, bij brief van 28 Augustus 1298 om de schepenen, die zouden weigeren of uitstellen van recht te oefenen, door anderen te vervangen, namelijk indien zij, na eene verwittiging, binnen de zes weken niet zouden gehoorzaamd hebben [4].

[1] Roisin, 140 v — Stadsarchief van Rijsel.

[2] *Reg. aux délibérations*, XIV, 58 — Stadsarchief van Amiens.

[3] *Bydragen tot de kennis van het oude strafrecht in Vlaenderen*, 36.

[4] « Albertus Dei gratia Romanorum rex semper Augustus venerabili Hugoni, Leodiensis ecclesiae episcopo, principi suo dilecto gratiamsuam et omne bonum. Inter caetera quae humeros nostros premunt hoc plus porlat oneris quod sollicita meditatione pensamus qualiter personae romano subjectae emperio gubernentur. Siquidem nobis significare curasti quod potestate sibi et predecessoribus suis comissa ab imperatoribus et regibus Romanorum a

Te Gent was men omtrent dien tijd niet zoo streng, want men had daar een middel uitgedacht, hetwelk het verlies der plaats niet tot gevolg had, maar toch wel het doel zal getroffen hebben. Men leest namelijk in de sententie der schepenen van St.-Omaars, ten jare 1290 ter zake van de XXXIX uitgesproken : « .... li » eskevin ki naroient loial ensoine, doivent aler en le maison » des eskevins par leur seffrement et la demorer sour leurs » despens tressi adont kil aront rendu le jugement »[1]. De

quibus principatus Leodiensis in temporalibus tenetur titulo feodali qua etiam tu et predecessores tui usi citis jus et auctoritatem habes faciendi scabinos in civitate Leodiensi et aliis villis magnis tui episcopatus tibi subjectis quae franchae sive liberae vocantur qui creati per se vel alium qui a se auctoritatem habet in sua creatione jurant inter alia fidelia reddere judicia super hiis quae ad eorum spectant officium quando sunt a se vel a suis villicis requisiti quodcumque praefati scabini, cum tale prestiserint juramentum frequenter ut personis faveant dignis paena, ac pluribus aliis decausis illicitis in tantum differunt eorum reddere sive proferre judicium quod illi quorum interest ex nimia dilatione pergravantur es nocentibus major praestatur audacia delinquendi. Supplicasti igitur ut super prefato errore tibi et ecclesiae tuae consulere proinde dignaremur tuis igitur in hac parte peditionibus annuere volentes et ut justicia sine dilatione maliciose inventa tempore debito exerceatur tibi et successoribus tuis ac ecclesiae tua tenore presentium concedimus quando tu vel successores sui videritis vestros scabinos in quibuscumque villis degant, sive Leodiensi sive aliis dicti episcopatus ultra quam expediat deffere sua reddere judicia quod ex tunc sine per se, sive per successores tuos sive per villicum deputatum, in loco uti sale factum contingerit su et successores sui voleatis prefatos scabinos negligentes judicare per tres quindenos immediate sequentes monere ut super hiis quae acta sunt coram eis es de quibus possunt et debent judicare, sua reddant judicea. Quod si prefato termino docurso sex hebdomadatum scilicet non judicaverint deinde mantia tu et successores tui, possitis per vos vel per alium vestram habentem auctoritatem libero et absolute dictos scabinos omnes vel eos qui mandato vestro vel monitioni non parverint, de plenitudine potestatis nostrae tibi et successoribus tuis concessa in hac parte a suis scabinatibus amovere et loco amotorum alios edoncas subrogare.

« Dato Coloniae anno Domini MDD nonagesimo octavo jndictione XI^a, V kal. Septembris regni vere nostri anno primo. » (Staatsarchief te Luik.)

[1] Warnkoenig, *Documents inédits relatifs à l'histoire des Trente-neuf de Gand.*

keure van 1296 houdt eene gelijke bepaling in, versterkt, met betrekking tot het verblijf in 't gevang, door de woorden : « niet in den cost van der stede. »

Men zal allicht denken : wanneer stadsbestuurders in 't stadsgevang zitten, bewaakt door stadsbedienden, die van de eerstgemelden hunne aanstelling bekomen, dan kan zulke gevangenschap niet ernstig zijn? De Brugsche keure van 1304 had dit voorzien. Zij spreekt eene boete uit ten bedrage van 50 pond tegen den schepene, die overtuigd zou bevonden worden van gedurende den nacht, of bij dage, uit het « ghiselhuis » gegaan te zijn, waar hij blijven moest tot na de uitspraak van het vonnis.

Een geval van rechtsweigering door de schepenen der stad Kortrijk werd in 1441 gestraft op zulke manier, dat de plichtigen voorzeker weinig lust zullen gevoeld hebben om die werkstaking van een bijzonder slag te herbeginnen. Ziehier wat daartoe aanleiding gaf.

Er was een geschil gekomen tusschen den procureur-generaal van Vlaanderen en de proosten en schepenen der genoemde stad, uit hoofde van de lichting des tienden pennings, geëischt door den gemeentelijken ontvanger op zekere goederen, nagelaten door eenen poorter van Kortrijk. Daar de wethouders de vierschaar gesloten hadden, werden zij door den procureur-generaal in hechtenis genomen, in 't kasteel der stad opgesloten en voorloopig in hunne bediening opgeschorst, terwijl de Raad van Vlaanderen onderzoek deed en korts nadien het vonnis uitsprak.

De proosten en schepenen werden veroordeeld om den procureur-generaal vergiffenis te bidden en eene aanzienlijke boete te betalen : de proosten 100 gouden rijders ieder, elk der schepenen de helft dier som, natuurlijk van hun eigen goed [1].

[1] « ..... Wij, ghesien tvoorseide ghedinghe, tbezouck derup ghedaen, ende al tghuendt dat behoort overghesien ende ghemerct te zijne in dese zake, met rijpheit van rade, wien wel kennelic es, dat de voorseide verweerders (*de schepenen*) delayeerden ende ontseiden wet te doene in de voorseide stede van Cortrijcke, hier up versocht, hebben de selve verweerders ghecondempneert ende condempneren bij desen onsen letteren, ende over recht van der mesdaet, bij hemlieden hierinne ghecommitteert ieghen onsen..... heere ende

Valsch vonnis werd in Vlaanderen, onder andere te Brugge en te Gent, naarvolgens de oudste keure, gekastijd met verbeuring van lijf en goed[1]. De afstraffing geschiedde in 't openbaar. Te Brugge, volgens eene oorkonde van 1330, moest het valsch vonnis, geveld « pour don ou pour promesse, pour amour ou pour hayne, » te niet worden gedaan en de schepenen waren verplicht weer te geven wat zij wegens hun vonnis onrechtvaardig genomen of ontvangen hadden. En (zegt de beroepene oorkonde) « avocques ce li dis eschevins seront publye à le clocke » pour parjur, et ne porront jamais estre ens le loy, ne en office » dou seigneur ne de la ville » [2]. — Gold het valsch vonnis éenen der schepenen, door zijne bankgezellen beticht, men verbande hem voor honderd jaar en eenen dag uit Vlaanderen; brak hij dien ban, hij verbeurde zijn hoofd.

In de plaatsen, welke door de wet van Beaumont werden beheerd, was de boete voor valsch vonnis vastgesteld op 100 stuivers.

Oneerlijkheid onder de gemeentelijke wethouders en zucht om zich ten koste van het algemeen te verrijken is nooit en nergens

justicie, den voorseiden procureur generael, in de name van hem, tonzer eighewoordichheit in consistorien, verghevenesse te bidden, elc in zijnen persoon, blootshoofs, up sdicendaechs naer Quasimode eerstcommende ; welcken ces van wette, als qualic ende ondeuchdelic ghedaen, wij hebben wederroupen ende te nienten ghedaen, wederroupen ende te nienten doen bij desen zelven letteren, interdicerende ende verbiedende den voorseide scepenen, verweerders, alzo zij procederen, nemmermeer van ghelijcken meer te doene ; condempnerende voort dezelve verweerders in up te legghene ende te betalene, ten prouffijte van onsen voorseiden heere, zijnen ontfanghere van den exploiten van der camere van den Rade te Ghendt, over de onredelicke excessen meshuusen ende mesdaden, bij hemlieden ghecommitteirt int legghen van den voorseiden cesse van wette, te wetene : elc van den voorseide proosten in hondert gulden rijders, ende elc van den voorseide schepenen in vichtich rijders, van huerlieder selfs goede, zonder den cost van der voorseide stede. » (*Parkemijnen Privilegieboek*, 246 v. — Stadsarchief van Kortrijk. — Fr. de Potter, *Geschiedenis der stad Kortrijk*, I, 123.)

[1] « ... Hi ende al tsine waren in sgraven gewelt. » — (Zie de Brugsche keure van 1281.)

[2] Gilliodts, II, 417-418.

eene zeldzaamheid geweest. Slaat de gedichten open der XIIIe en XIVe eeuw en ziet daar, met hoeveel verontwaardiging de schrijvers de stem verheffen tegen de gierigheid, den eigenbaat, het bedrog, de onrechtveerdigheid der stadsmagistraten, die den schepenenstoel plachten te beschouwen als voetschabel hunner persoonlijke grootheid.... Er is ons eene akte bekend waaruit blijkt, dat het bestuur der stad Gent, korten tijd na den dood van Jacob van Artevelde, in handen was van weinig rechtvaardige lieden, die zich met geld en kleeren, uit de gemeene schatkist, te goed plachten te doen. Er had daarover een onderzoek plaats en de wethouders, neringdekens en ontvangers der stad moesten, in 1356, de plechtige belofte afleggen, dat zij voortaan niets meer zouden nemen dan 't geen hun toekwam, en dat alles wat zij wisten der gemeente ontfutseld te zijn, zou wedergegeven worden [1].

Andere geschiedschrijvers maken ons met meer feiten van dien aard bekend. In het midden der XVe eeuw schijnen de Gentsche schepenen weinig nauwgezet geweest te zijn in 't vervullen hunner rechterlijke bediening, en dit moet wel verre buiten

[1] « Dit sijn de beloften. Alse scepenen van beeden bancken, deekene, ontfangheren ende die hemlieden toe behoeren, ghedaen hebben den goeden lieden van der comune te wetene es : Int eerste, dat sij hemlieden sullen elpen sonder dat sij sullen hebben vander steden goede, ghelt ende frocke zonder yemene te taillierne ofte te settene, also es behouden der vrijheden van der stede. Ende voert dat alle de ghene, die int beleet gheweest hebben sider den goeden dissendach, wie sij sijn, dat sij de selve gheloften sullen doen; ende waerd also dat yemene bevonden worde dat hij meer ghenomen adde dan hij sculdech ware te nemene, dat sij dat weder keren souden ter steden waerd. Dit was ghedaen upten zondach naer Sente Pauwels dach int jaer ons Heeren alsmen screef M. CCC. zesse ende vijftech.

« Voert so es te wetene, dat de goede liede van den comune hebben gheconsenteert ende overeenghedreghen dat de goede lieden scepenen, dekenen ende ontfangheren, ende die hemlieden toebehoeren, ende de ghene, die in beleet gheweest hebben sider den goeden dissendach, ende die niet culpabel no besmet bevonden en werden dat sij meer ghenomen hebben dan sij sculdech waren te hebbene, dat sij sullen staen ende bliven vrij ende quite ende onghehouden, sij ende haer goede. » (Register der *Staten van goed*, 1355-1360, bl. 32 — Stadsarchief.)

schreef geloopen hebben, daar een kroniekschrijver van den tijd daarover de volgende bedenking maakt : « Brugge een coopstat » es van coopmanscepen, ende Ghent worde eene coopstat van » justicien [1]. » Waarlijk eene weinig vereerende vergelijking! — Een manifest van Philip de Goede, gedagteekend 31 Maart 1452, spreekt geheel in denzelfden zin [2], en dat dit niet de taal des vijands, maar der waarheid was, is bewezen door het feit dat eenigen tijd nadien de Gentsche hoofdmannen strenge maatregelen nemen moesten tegen de oneerlijke handelingen en de onrechtvaardigheden der wethouders. — Men leest in eene verklaring der hoofdmannen en schepenen, den 15 December 1451 tot het Gentsche volk gedaan, « dat men ordineren saude dat van » nu voortan scepenen, pensionarissen, cleercken, tresoriers, » noch oock beede de dekenen, nyet meer hebben en zullen dan » tpensioen, dat hemlieden toegheleydt es, ende waer tzo, dat » men naermaels bevonde dat zij boven dien van der stede » goede meer ontfaen oft ghenomen hadde, dat men de zelve » corrigieren zaude ghelijc eenen dief. »

Om zulke taal tot het volk te voeren moest er natuurlijk eene aanleiding, eene gegronde reden bestaan. Maar er is meer. In de bedoelde verklaring leest men nog : « Waert zo, dat de zelve » officiers eeneghe corruptie, ghifte, huere of myede nemen, » cleyn oft groot, binnen den termijne van der zelver officie, » ende dat datter duechdelicken bevonden worden, dat men de » zelve corrigieren zaude metten sleutele, ghelijc de ghuene die » ghedaen hebben contrarie haren eede » [3].

« Corrigieren metten sleutele » — brandmerken : deze onteerende straffe scheen den Gentenaren niet te groot om de ergerlijke misbruiken in 't bestuur te beteugelen.

Verscheidene schepenen der genoemde stad waren inderdaad

[1] *Dagboek der Gentsche Collatie*, 61.

[2] « Il a convenu aux aucuns (*aux échevins*) donner grans dons et corrupcions pour avoir droit et expedicion de justice, que autrement avoir ne povoient; et autres qui avoient mauvaise cause, leur en ont aussi donné pour parvenir à leurs fins et intencions. » (Gachard, *Doc. inédits*, II, 100.)

[3] *Dagboek der Gentsche Collatie*, 173.

beticht, gedurende de voorgaande jaren zulke misdaden gepleegd te hebben, « daermede dat de stede van Ghent, die vermaert was » voor een stede van justicien ende rechte, commen es in grote » upspraken, blamen ende scoffiericheden » [1].

Nog iets van dien aard, in dezelfde stad en uit denzelfden tijd, wordt ons medegedeeld door Chastellain. Toen hertog Karel de Stoute er als graaf van Vlaanderen werd ingehuldigd, liep het volk langs de straten en eischte, met luider stemme, straf voor de spilzieke en oneerlijke wethouders : « ces mauvais larrons, qui » desrobent monseigneur et nous, et endorment monseigneur en » bourdes et en faux donner à entendre, et gastent sa bonne » ville en la desrobent, et de nous ils sucent le sang des veines. » Men noemde de onwaardigen « mangeurs de foie, qui ont le gouvernement de ceste ville ci [2]. »

En toch, hoe hevig soms de woede des volks tegen de schaamtelooze uitbuiters was, toch schenen ordonnantiën en wetten en strafuitvoeringen weinig schrik in te boezemen. Het meergemelde *Dagboek der Gentsche Collatie* vermeldt ons, dat den 27 Maart 1477 Roeland van Wedergrate, Philip Sersanders en Olivier de Grave op het schavot werden gerecht « omme tonduechdelic » ghouvernement, dat zij ghehouden hadden binnen der stede » van Ghendt, veele jaeren ». Den 3 April daarna was 't de beurt van Jan van Melle, terwijl de gewezen voorschepene der schepenen van der Keure, Jan Uutenhove, schuldig van de stadspenningen te zijnen profijte vervreemd te hebben, onwaardig werd verklaard om nog eene openbare bediening te vervullen en voor vijftig jaar uit Vlaanderen werd gebannen. Deze laatste nochtans verkreeg nog datzelfde jaar zijn volle genade van den vorst, ten aanzien .... « van der goeder fame ende name, » welke hij genoot [3].

[1] *Dagboek der Gentsche Collatie*, 173.

[2] Chastellain, *Chronique*, l. VII, c. 7.

[3] « Maximilian ende Marie, by der gracie Gods etc. doen te.wetene allen, die nu sin of wesen sullen, dat wy ontfaen hebben de oetmoedeghe supplicatie van Jan Uutenhove, filius Jacobs, inhoudende hoe dat hy by schepenen van onser stede van Ghend den x^en dach van hoymaent laest leden gebannen was uut

Philip de Goede placht, ter verschooning van de talrijke vruchten zijner losbandigheid, te zeggen : « Vorstelijk bloed smet niet ». Had zijne kleindochter, of dezer echtgenoot Maximiliaan, misschien tot beginsel : « diefstal van stadsgelden is geene schand » ?

In Brussel was het in dien tijd al weinig beter gesteld. Hier zien wij na den dood van den evengenoemden vorst het volk in opstand komen, zich meester maken van 't stadhuis en eene commissie benoemen om de stadsrekeningen te onderzoeken, in welke de schandelijkste onregelmatigheden werden ontdekt. Van

onse landen van Vlaenderen, hem tytele van banne ghevende, zulc als hieronder volghet : Jan Uutenhove, filii Jacobs, vyftich jaer uuten lande van Vlaenderen, om dat hy voorschepenen van den kuere zynde binnen deser stede, zekere somme van penningen tzinen singulier prouffyte van den tresorier van der selver stede ontfaen heeft om de rekeninge van den selven tresorier te laten passerenende om dat hy zekere somme van penninghen van der stede goede heeft geconsenteert wech te ghevene, verclarende den selven Jan inhabele van eenigen officien te mogen hebbene binnen der selver stede nu oft in toecommende tyden, ende weder te restitueerne zulke somme van penningen als hy ter cause als boven gehadt ende ontfaen heeft, de selve stede geheel ende onerlet staende om aen hem of zyn goet te verryckene ende vercrighene al sulke somme van penninghen, als hy gheconsenteert heeft wech te ghevene sonder tconsent of tweten van den ghemeenen inzetene van der selver stede verwonnen by contumacie ten versoucke van Janne van Coppenhole, machtich over de drien leden van der voorscreve stede ghebannen by der wet van Ghend den xxi^{en} dach van hoymaent int jaer XIIII^{c} LXXVII, aldus gheteekent, W. Buuc. — Ter cause van den welken ban de voorscreve Jacob duchtende trigeur van justicie by den voorscreven tyd van L jaren gheduerende hem niet en soude dorven bestaen te commene of gane, zyne, converseerne of hem te vindene in onse voorscreve lande van Vlaenderen ende stede van Ghend, maer zoude hem eeuwelic moeten houden absent ende leven in vremden marchen te zynen grooten verdriete ende onghenouchte, up dat hem onse gracie ende ontfaermichede hierup niet ghedaen ende verleent en ware, omme de welke, ghemerct dat voorscreven es, ende zonderlinghe dat hy hem wel ghetroost der goederfaeme ende name, die hy heeft in onse lande, by ons harde oetmoedelic ghebeden ende versocht heeft, waeromme wy, aenghesien dat voorscreven es, medelyden ende dernesse hebbende van den voorscreven suppliant, ende mits dien ghenegent syner voorscreve bede ende supplicatie, hebben wederroupen, ghequyct ende te nienten ghedaen, ende uut onser specialer

hunne bediening afgezet, werden de adellijke schepenen verplicht het volk op de markt vergiffenis te komen bidden [1].

Wanbestuur was in de middeleeuwen ten onzent niet zeldzaam, hetzij als gevolg van de onbekwaamheid der wethouders, hetzij er moedwil mede gemengd was. Wij vonden te Rijsel eene charter van 't midden der XIV[e] eeuw, waaruit wij zagen dat Lamsin Bonin tot vijftig jaren ballingschap was veroordeeld geweest om de stad Damme slecht beheerd en de goederen niet te laten verkoopen hebben, welke hij op onrechtvaardige wijze verkregen had [2].

gracie ende wyshede wederroupen, quycten ende doen te nienten den voorscreven ban jeghens hem ghepronunceert ende uutghegeven by scepenen van onser voorscreven stede van Ghend, so voorscreven is, metgaders alle peinen, boeten ende mesdaden corporelle, criminelle en civile; ende hebben hem als van desen ghestelt ende gherestitueert, stellen ende restitueeren by desen jeghenwoordighen tzynen goeder fame ende tonsen voorscreven lande ende graefscepe van Vlaenderen ende in onse voorscreve stede van Ghend, ghelyc ende in der manieren als hy was voor tpronuncieren van den voorscreven banne, emmer en also verre als scepenen van onser voorscreven stede van Ghend daerinne consenteren. Ontbieden mids dien ende lasten onsen gheminden ende ghetrauwen den president ende lieden van onsen camere van den Rade in Vlaenderen, residencie houdende in onse voorscreve stede van Ghend, onsen souverain bailliu van Vlaenderen, onse bailliuus van Ghend, van Brugghe ende alle andere onse justiciers, officiers ende ondersaten of hunne stedehouders, dien dit ghetoecht zal worden, dat sy den voorscreven Jan Uutenhove doen ghedooghen ende laten van deser onse jeghenwordighe gracie, quytsceldinghe ende wederroupen van banne, in der manieren voorscreve, vulcommelic ende paisievelic teeuwighen daghen useren ende ghebruucken, sonder hem daerom te doene of te ghedooghene ghedaen te syne eenich wederstant of belet in live of in goede, in eeniger manieren, want onse ghelieffte zo zy. Ende ten hende dat dese saken goet, vast ende van werden ghehouden werden teeuwelicke daghen, zo hebben wy hertoghe onsen zeghele hieran doen hangen. Ghegeven in onse stede van Brugghe, in de maent van September int jaer ons Heeren duust vier hondert zeven ende tzeventich. Aldus gheteekent by mynen heere den hertoghe ende mervrauwe der hertoghinne, ter relatie van den rade. J. de Beere, visa. » (*Archief des Noorder-departements te Rijsel — Rekenkamer*, B, 1699, f° 33.)

[1] Henne et Wauters, *Hist. de Bruxelles*, 280-81.

[2] *Reg. B*, n° 1596 (1142-1393). — Archief des Noorder-departements.

Hendrik den Bloten, van dezelfde stad, werd toen ook wegens wanbestuur veroordeeld tot eenen ban van tien jaren [1].

In de andere Belgische gewesten ging het ook op de schepenenbank niet altijd richtig, en zelfs waren de daden van omkooping, verspilling en vervreemding van gemeentegelden in 't prinsbisdom van Luik veelvuldig genoeg om er, in gemeen overleg met den vorst en de Staten, eene bijzondere rechtbank in te stellen, welke tot taak zou hebben de buitensporigheden en misbruiken der openbare ambtenaars te oordeelen. Zij bestond uit twee en twintig leden, benoemd voor het leven, te weten vier door den zoogeheeten *état primaire,* vier door de edelen, vier door de stad Luik, twee door Hoei, twee door Dinant, twee door Tongeren, twee door St.-Truiden, één door Bouillon, één door Fosses en later ook één door Loon. Deze rechtbank, verschillige keeren afgeschaft, werd telkens hersteld, bewijs voorzeker dat men oordeelde dat de instelling voorzag in eene behoefte [2].

Er zijn ook voorbeelden, dat gansche schependommen werden gestraft, hetzij door gezamenlijke afstelling, hetzij op eene andere wijze. Het eerste geschiedde onder andere in 1256 met de wet van St.-Truiden, en wel voor hoogverraad, als de stad aan den hertog van Brabant hebbende willen overleveren. De bisschop van Luik verving de afgestelde schepenen door « altres riches », en « fist ardre tos les bois et mairiens de leurs hosteis » [3].

Datzelfde jaar zag de stad Hoei haren schepenen een dergelijk lot ondergaan. Daar hadden de gemeentelijke rechters zes ingezetenen tot ballingschap veroordeeld, zonder partijen in het onderzoek gehoord te hebben. Nadat het volk te vergeefs tegen die onwettelijkheid was opgekomen riep het Hendrik van Dinant te zijner hulpe. Deze kwam inderdaad met eene gewapende macht naar Hoei en beval den schepenen hun onrechtvaardig vonnis te

[1] *Reg. B*, nr 1396, vorenvermeld.

[2] Tegen de uitspraak van de rechtbank der XXII kon men beroep inslaan bij de *États réviseurs des XXII*, gevormd uit veertien leden, waaronder vier benoemd door den *état primaire*, vier door de edelen, zes door de goede steden. Deze rechters waren ook onafstelbaar.

[3] *Chronique de* JEAN D'OUTREMEUSE, V, 342.

herroepen. Het trotsche antwoord was, dat zij 't niet doen zouden, waarop Hendrik van Dinant de menigte oorlof gaf om de huizen der schepenen af te branden en al hun goed te vernielen [1].

Voor schijnbaar geringe zaken was er somtijds eene tamelijk vernederende boete te plegen. Dit ondervonden de Gentsche schepenen van gedeele, na in 1453 brieven gezonden te hebben aan de ingezetenen van Kortrijk en Meenen, als waren deze nog aan hun rechtsgezag onderworpen, wat door den vrede van Gaver was afgeschaft. De klerk der schepenen verschoonde zich met te zeggen dat hij de nieuwe wet, pas eenige maanden ingevoerd, niet behoorlijk gekend had; maar deze uitvlucht hoedde de genoemde magistraten niet voor de vernedering, namelijk de vertegenwoordigers van den hertog vergiffenis te moeten afsmeeken voor de begane wetsovertreding [2].

[1] « Adont le XXIXe jour d'avrilhe avint à Huy que les esquevins de Huy orent debat à leur peuple por VI hommes que les esquevins de Huy forjugont et se avoient faite enqueste, sens appelleir les parties, sour ches VI hommes por I hons que vendoit vin qu'ilh avoient navreit, et li peuple disoit que chu estoit contre loy; mains par le beau Dieu les esquevins les rappeleroient, car ilh avoient, ès privileges que li evesque Theodewin les donat, que sour eaux ne poioit faire li esquevins jugement s'ilh ne fait III fois adjourneir les parties et les faiteuls à leur enquestes, et s'ilh le font altrement, ilh le doient rappeleir.

» Les esquevins de Huy respondirent à che qu'ilh ne les rappelleront mie, et ons les at banis fours de Huy...

» La nouvelle allat de Huy à Liége, et Henris de Dynant, cuy li dyable aidat, raloit par la citeit à belle compagnie, droit à Huy chevalchat, et la vilhe li presentat II toneas de vin d'Essay et se li fisent grant honneur, et li ont compteit l'ocquison de debat si com j'ay dit, et Henris de Dynant mandat aux esquevins, que leur sentenche soit tantoist rappellée, mains ilh ont remendeit qu'ilh n'en feront riens. Adont at dit Henris de Dynant à peuple que toutes leurs maisons soient abatues et tous leurs biens destruis. Atant est li peuple armeis et ont tout arses et destruites leurs biens... » (JEAN D'OUTREMEUSE, *Chronique*, V, 326.)

[2] « Comme ou mois d'aoust derrain passé les eschevins des Parçons de la ville de Gand par certaines. leurs lettres closes scellées du seel desdis eschevins et signées du seing manuel de Jehan de Duermelaer, leur clerc et scribe, se soient superscrips en mandant à Jaques de Hane et Passchaert Dubois,

In de XIIIe ceuw hadden de inwoners van Rijsel de monniken, die de kruisvaart van Arragon kwamen prediken, met mishandelingen bejegend, om welke reden de gemeente in den kerkelijken ban was geslagen. Om van 's pausen legaat vergiffenis te

demourans à Courtray, et à Nicole Scelpin, demourant à Menin, que certain bois durant la guerre qui derrenièrement et nagaires a esté ou païs de Flandres, lequel il avoit fait copper en certain héritaige appertenant aux enfans et héritiers de feu Bauduin Passcharis et à la poursuite et requeste de damoiselle Marguerite, mère desdis enfans et de Hugues de Gramiez, leur tuteur, ils feissent incontinent remectre et ramener sur ledit héritaige, appertenant ausdis enfans, comme bourgeois de Gand, et par icelles lettres se soient iceulx eschevins des parçons superscrips en la marge au dessus desdites lettres en venant dirrectement à l'encontre du contenu du traictié de paix et de la grâce et abolicion faicte par mon très-redoubté seigneur monseigneur le duc à ceulx de sa dicte ville de Gand, tant au regard de ce que lesdis eschevins se sont comme dit est superscrips au dessus desdictes lettres, ce qui leur est interdit et deffendu par ledict traictié, comme aussi au regard de ce que par leurs dictes lettres ilz ont prétendu et prétendent devoir avoir la congnoissance de ladicte matière sur et contre lesdis Jaques et Passchaert et Nicole Scelpin, demourans en la chastellenie dudit Courtray, ce qu'ilz ne pevent ne doivent faire, attendu que par le contenu d'icelle abolicion ladicte chastellenie de Courtray et autres déclairées ou dit traicté prétendues par lesdis de Gand devoir demourer de leur ressort, povoir et chastellenie de Gand, sont et demeurant en la main de mon dit seigneur et en tel estat qu'elles estoient au jour dudit traictié, et non obstant ladite grâce et abolicion, laquelle au regard de ce ne leur peut et ne doit proufliter et jusques à ce que dedens certain temps autrement en sera ordonné et appointié ainsi que plus à plain il est contenu esdictes lettres d'abolicion et d'icelui traictié de paix ; et d'autre part ladicte question qui estoit et peut estre entre lesdictes parties à cause dudit bois deppend du fait de la guerre et dudit traictié de paix, dont mondit seigneur a et doit avoir la congnoissance et sur lesquelles offenses le procureur de mon dit très-redoubté seigneur ait voulu faire poursuite tant à l'encontre desdis eschevins et autres de la loy de ladicte ville de Gand, du seel desquels ont esté seellées lesdictes lettres, comme aussi à l'encontre dudit Jehan de Duermelaer, qui les a signées et expédiées comme leur clerc, maintenant iceulx devoir estre pugniz comme infracteurs de paix, et dont les depputez desdis de la loy de Gand estans lors et nagaires en la ville de Lille par devers mon dit très-redoubté seigneur ont esté advertiz et pour estre cause, et enfin de faire cesser ledit procureur de ladicte poursuite rigoureuse aient dit et remonstré à mondit seigneur et aux gens de son grand conseil que lesdictes

bekomen, moest het magistraat eene zware boete betalen en op de knieën zijne schuld belijden. — Wij vinden dat de Rijselsche schepenen in de XIVe eeuw andermaal in den ban der Kerk geslagen werden om eenen persoon veroordeeld te hebben, dien

lettres closes ont esté faictés et expédiées en la forme dessus dicte par ignorance et inadvertence dudit Jehan de Duermelaer, leur clerc, lequel ne scavoit alors le contenu esdictes lettres d'abolic'on et dudit traictié de paix, mesmement en tant qu'il touche l'interdiction faicte ausdicts eschevins de Gand de eulx superscripre en leursdictes lettres, et que au regard d'iceulx eschevins ilz n'avoient point prins garde en la forme desdictes lettres, ne à l'expédicion d'icelles, suppliant très-humblement lesdis depputez qu'il pleust à mon dit très-redoubté seigneur, en ayant regard aux choses dessusdictes, pardonner et remectre toute offense envers lui, en ce commise, tant par les dessusdis eschevins comme aussi par leurdit clerc, sur quoy par mondit très-redoubté seigneur a esté respondu que en préférant miséricorde à rigueur de justice, il vouloit que lesdis de la loy et leur dit clerc demourassent quictes de ladicte offense qu'ilz avoient commise, et de la paine corporelle qu'ilz avoient encourue pour ledit cas, moyennant ce qu'ilz au surplus en feroient reparacion et telle amendise honnourable que par lui seroit ordonnée et pour laquelle recevoir il donroit charge et commission especiale à aucuns ses conseilliers, qu'il avoit intencion d'envoyer en sadicte ville de Gand, pour aucuns affaires touchans lui et sadicte ville de Gand, en ensuivant laquelle responce icelui mon très-redoubté seigneur ait envoyé en sadicte ville de Gand noble seigneur messire Pierre, seigneur de Goux, chevalier, son conseillier, auquel il a baillé povoir de recevoir ladicte reparacion honnourable et de déclairer que sa voulenté et bon plaisir est et estoit que moyennant icelle les offense et abuz dessus déclairez sont et seront remis, quictez et pardonnez ausdis de la loy et leur dit clerc, lequel seigneur de Goux, pour procéder en ladicte matière, ait signiffié et fait savoir aux eschevins et autres de la loy de ladicte ville de Gand qu'ilz s'assemblassent en la maison d'eschevins en ladicte ville de Gand en la manière accoustumée, pour procéder en ce que dit est. Ainsi est que le jourduy sont comparuz par devant mondit seigneur de Goux et messire Arnoul de Gouy, chevalier, seigneur d'Auby, conseillier de mondit seigneur et son bailli de Gand, tous les eschevins des deux bancs et autres de la loy d'icelle ville de Gand, et aussi ledict Jehan de Duermelaer, lesquels de la loy ont fait dire et proposer par la bouche de maistre Gilles Papal, pensionnaire de ladicte ville de Gand, contre les dessusdictes lettres closes ainsi escriptes et superscriptes ou nom desdis eschevins des parçons ausdis bourgeois de la chastellenie de Courtray ont esté faictes et expéd'ées par ignorance et non point du sceu ou consentement desdis esche-

de bisschop hun als klerk had aangeduid en die onder 't gebied stond van het geestelijk hof.

Alle vonnissen, door de schepenen geveld in strijd met de keure, met tractaten of ordonnantiën, moesten, tot hunne straffe,

vins, et que de ce qui en a esté fait il leur desplaist, congnoissans et confessans que l'on ne la peu ne deu faire, et que s'ilz en eussent esté advertiz, ilz ne l'eussent pour riens fait, et ne le souffreront plus faire doresenavant, suplians très-humblement qu'il plaise à mon dit très-redoubté seigneur leur pardonner et remectre l'offence par eulx en ce commise. Et ce fait, ledit Jehan de Duermelaer, clerc d'iceulx eschevins, est venu devant lesdis seigneurs de Goux et bailli de Gand, et illec lui estant nue teste et à genoulx, il dit et confesse qu'il a fait expédié et signé lesdictes lettres closes en la forme dessus déclairée, sans en advertir lesdis eschevins ses maistres, et par ignorance et comme non souffisamment instruit du contenu esdictes letres d'aboliçion ne des articles faisans mencion de la manière que doivent doresenavant tenir lesdis eschevins en l'expédicion de leurs lettres closes, et aussi de la congnoissance des subgez de ladicte chastellenie de Courtray, parce qu'il estoit lors nouvellement retourné de prison, ou il avoit esté détenu par aucun temps, et que de ce que fait y a esté il lui desplaist, en congnoissant et confessant qu'il ne la peu ne deu faire et que doresenavant le cas samblable ne lui adviendra. En suppliant au surplus en toute humilité qu'il plaise à mondit très-redoubté seigneur lui pardonner, quicter et remectre les offenses et paines, par lui en ce faisant encourues envers mondit seigneur, lesquelles choses ainsi dictes et faictes, mondit seigneur de Goux a, de par et ou nom de mondit seigneur, reçue lesdictes reparacions honnourables sur ce faictes, ainsi que dit est, tant par lesdis eschevins de Gand comme aussi par ledit Jehan de Duermelaer, leur clerc Et au surplus par vertu de povoir et ordonnance à lui sur ce baillé par mondit très-redoubté seigneur, a dit et déclairé à iceulx eschevins et Jehan de Duermelaer, que l'abuz et offense comm's en ce que dessus est dit, par eulx et chascun d'eulx, leur est par mondit très-redoubté seigneur, par ceste fois, quictié et pardonné, et n'en sera jamais par le procureur de mondit seigneur ne autre faicte aucune poursuite à l'encontre d'eulx ne d'aucun d'eulx. Desquelles choses dessusdictes ainsi faictes, dictes et passées, a esté par mondit seigneur de Goux ordonné à moy Jehan Gros, secrétaire et audiencier de mondit très-redoubté seigneur, comme pour les parties à cui ce touche, qui la requerront, le XXVe jour d'octobre lan mil quatre čens cinquante trois; lequel acte du consentement desdis eschevins et clerc a esté fait et passé, présens Laurens le Maech, receveur général de Flandres, et maistre Mahieu Everwin, conseilliers de mondit seigueur de Bourgoingne. (*Archief der stad Kortrijk.*)

herroepen worden. Alzoo geschiedde o. a. door de wethouders van Waasten in 1414, om tegen 't recht en 't privilege van IJper eenen ingezetene dezer laatste stad gevonnist te hebben. Daarbij waren zij nog veroordeeld om de stad IJper eene vergoeding te geven van 200 kronen, en 100 kronen aan den veroordeelden IJperling; eindelijk om alle jaren op Nieuwjaardag, en ten eeuwigen dage, door twee of meer wethouders van Waasten aan de schepenen van IJper, vóor den steiger hunner halle, eene mudde koorn aan te bieden [1].

De schepenen van Oudenaarde hadden in 1384 eenen Gentschen poorter, Jacob van Vaernewijck, doen onthalzen, hetgeen ook in strijd was met de wetten der stad Gent. De wethouders dezer laatste plaats veroordeelden de stad Oudenaarde tot het geven van eene zilveren lamp, wegende 7 mark, om geplaatst te worden vóor het altaar der St.-Janskapel in de St.-Janskerk [2].

Dergelijke aanmatigingen van gezag vindt men van tijd tot tijd in menige groote stad van ons land, en dat de verongelijkte schepenen er telkens tegen opkwamen hoeft te minder te verwonderen, daar het recht om geoordeeld te worden door zijne eigene

[1] DAMHOUDER, *Prax. rer. crim.*, cap. 45. — OLIVIER VAN DIXMUDE, *Merkwaerdige Gebeurtenissen.*.

[2] « Actum XXIII die aug. anno LXIIII in scabin. Jacobi Bets...

» Dit es tsegghen van scepenen up den amman ende scepenen van Audenaerde van dies in de name ender over hem allen. Her Gillis Cabelgiau ende her Gillis vander Crayen, metgaders Janne van Thideghem, amman, daer themlieden waerts bleven over elken up C lib. parisis, als dat si gheprocedeert hadden te wette in maenne ende in wisene up Jacoppe van Vaernewijc, poertere te Ghent, in contrarien der vriheden vander stede. Int eerste dat de vors. amman sal betalen de costen van Jacop van Vaernewijc vors. Voert sal elc van scepenen van Audenaerde vorseit gheven I lib. gr., ende daer met salmen doen maken I zelverin becken, zeven maerc weghende. Ende dat salmen hanghen voer sente Janne baptisten te sente Jans in de kerke te Ghent. Ende met datter boven blijft salmen bestellen tlicht int vors. beckin vor sente Janne te berne bi den rade vanden kercmeesters sente Jans te Ghent vors Dit segghen es aldus gheseit up dbelof vorscreven. » (*N° 125 der Hs. van de bibliotheek der Gentsche hoogeschool.*)

rechters overal beschouwd werd als een der kostelijkste, welke eene vrije gemeente kon bezitten.

Een gelijk geval, als te Oudenaarde gebeurde, had in 1372 de schepenen van Gent aangezet om eene klacht te doen aan den graaf van Vlaanderen tegen de wethouders van Kortrijk, die den Gentschen poorter Simoen den Ven hadden gevonnist en ter dood gebracht. De vorst veroordeelde de plichtigen om aan de erfgenamen des gerechten eene vergoeding te geven van 50 pond, hemzelven eene boete van 300 pond te betalen, eene dagelijksche misse te stichten op het Gentsche schepenenhuis, benevens een eeuwig jaargetijde voor den overledene en eene « tamelike uut- » vaert, zulke als men van zulk eenen man bin Ghend ghewoenlic » es te doene, of een deel betre »; eindelijk om het magistraat der hoofdstad van Vlaanderen « die wettelije hooft es van de » stede van Curtrike », vergiffenis te « bidden » [1]. De Kortrijkzanen kregen maar de volle kwijtschelding van hunnen misstap den 28 September 1374.

In 1386 hadden de burgemeester en tien schepenen van Diksmuide geweigerd de vierschaar te spannen voor zekere personen, die op eene voorgaande zitting waren verdaagd geworden, tot verschooning opgevende dat zij, der zake niet wijs, voornemens waren te hunnen hoofde te gaan. Maar de baljuw had hiertegen ingebracht, dat juist het uur daar was (tusschen tien en elf, vóor den middag) om recht te spreken en niet om ten hoofde te gaan, en daar de schepenen hadden blijven weigeren, had hij hen doen gevangen nemen en zijn beroep genomen bij de Grafelijke Audientie. Deze veroordeelde de wethouders als meineedigen, verklarende hen onbekwaam om nog deel te maken van eenig beëedigd korps.

In de gegevene omstandigheden was dit vonnis zeker streng; ook beproefden de Diksmuidsche schepenen om genade te bekomen. Acht hunner begaven zich bij den raad des vorsten en vertoonden hem, dat zij meer uit onwetendheid dan uit onwil gehandeld hadden, en anderszins altijd mannen van goede faam waren

[1] Zie het vonnis bij De Potter, *Geschiedenis van Kortrijk*, I, 334.

geweest. De graaf verzachtte het vonnis tot eene enkele boete en herstelde de schepenen in hunne bediening[1].

In Kamerijk deed zich ten jare 1367 het volgende geval voor. De proosten en gezwoornen dier stad hadden uit de kerk van Allain zeven aldaar gevluchte personen doen halen, wat streed met het recht der Kerk en waartegen de bisschop van Kamerijk een nadrukkelijk verzet deed. Arnold, heer van Deuchem, maarschalk van Frankrijk en gouverneur der stad, werd tot rechter van 't geschil gekozen en gaf het volgende vonnis : De proosten en gezwoornen zullen van aan de stadspoort tot in de kerk van Allain, door zeven boden, zeven wassen beelden doen dragen, ieder tot een gewicht van vijf pond, alsook zeven toortsen,

[1] « Philippe, fils de roy de France, duc de Bourgoingne, comte de Flandres etc. Savoir faisons a tous presens et avenir, que comme de pieca Andrieu Batteman comme bourcmaistre, Jehan Ceauwel, Jehan Lammin, Clais de Jonchere, Clais Sconepape, Jehan Goes, Jehan le Clerc, Frans Hughelot, Jehan Baselis, Mathys Lodewix et Clais de Braye, comme eschevins de la ville de Dicquemue eussent este kalengiez et pris par le bailli du dit lieu de Dicquemue en la presence de nos hommes pour eulx seans en leur banc pour faire a chacun droit et loy avoir mesuse contraire leur serment parce que le dit bailli pour tenir une journee de loi à laquelle certaines personnes a requeste du bourcmaistre du cours de la dite ville avoient la journee precédente este adjournez dester a droit selon la coustume du lieu avoit comme lesdiz bourcmaistre et eschevins par leur serment se le jour estoit si avant passez quil povoit bannir vierscare pour faire a chacun droit et loy, lesquelz eschevins par leur dit serment respondirent quil nen nestoient pas si sages qu'il n'en prirent respit a leur recours a leur chief, combien qu'il estoit devant nonne entre dix et onze heures ou environ et bien heure de bannir ladicte vierscaere si qui nen povoient prandre par droit aucun respit ou recours, laquelle calaigne apres fust soustenue par le souverain bailli de nostre pays de Flandres pour et ou nom de nous, et pour ce les parties eussent este appelées par devant les gens tenans nos audiences en notre pais de Flandres, lesquelz nos gens oye la dite calaigne faite par la manière dessusdite et la responce des diz bourcmestres et eschevins qui disoient avoir pris le dit respet et le recours a leur chief pour destourner la dite journee pour aucunes causes qui gisoient en leur secre et qui a ce les avoit meu cognoissans expressement leur dite mesusance eut jugie la dite calaigne estre de valeur, et les diz bourcmestres et eschevins prive de leur serment comme parjures et comme inhabiles d'estre doresevant en aucun serment, se ce nestoit par nostre grace et

wegende ieder zes pond; aan de kerkdeur zullen zij ontvangen worden door den deken van St.-Brixius, in name van den bisschop, die daarmede het hem aangedane ongelijk vergeven zal [1].

In dezelfde stad Kamerijk geschiedde ten jare 1313 iets anders, waarbij niet alleen de schepenen, maar gansch de gemeente betrokken waren. Uitwijzens eene notariëele akte van dat tijdstip kwamen op de oude markt dier stad samen de proost, schepenen en andere ingezetenen, om in tegenwoordigheid van den bisschop Pieter de Levis, of de Mirepoix, en andere personen, een vonnis te hooren aflezen van een « escaufaut », over 't vergrijp dat de gemeente jegens den kerkvoogd had begaan. Dit vergrijp was inderdaad erg geweest. Het volk had zich meester gemaakt van

remission. Et il soit ainsi que nagaires aucuns des diz privez et condempnez, c'est assavoir Jehan Ceauwel, Jehan Sconepape, Jehan Lammin, Clais de Jonchere. Mathys Lodewix, Jehan le Clerc, Jehan Baselis et Jehan Goes soient venus devers nous ou les gens de nostre conseil et aient humblement supplié, requerans que comme les choses dessus dites soient plus advenues par ignorance que par malice, et que en tous autres cas ils aient este de bonne fame et renommee, nous leur vueillions sur ce impartir notre grace et misericorde. Pour ce est il que nous, ces choses considérées et pour le bon rapport qui fait nous a este des dits suppliaus en autres cas, a iceulx de notre grace especial et parmi certaine amende civile que pour ce ilz nous ont faite, avons remis, quicte et pardonne, remettons, quictons et pardonnons par ces presentes tant que en nous est, la dite mesusance avec toute paine et amende criminelle et civile que pour ce ilz porroient et pueut avoir encouru envers nous, et les avons restitue et restituons a leur bonne fame et renommée et habilitons a estre en estat de loy et de serment et de tenir et exercer offices comme ilz estoient paravant la privacion et condempnacion dessus dite. Si comme en mandons au dit souverain bailli et a tous autres nos justiciers, officiers et subgectz de nostre dit pais de Flandre et a chacun d'eulx, que de nostre presente grace et remission laissent, faceut et sueffrent les diz supplians paisiblement et plainement joir et user par la manière dessus dite sans leur donner en ce ou à aucun d'eulx empeschement en aucune maniere au contraire. Et que ce soit ferme chose et estable a tousjours nous avons fait mettre notre seel a ces presentes, sauf en autres choses notre droit et l'autrui en toutes. Donné à Lille ou mois de fevrier l'an de grace mil CCC IIII^{xx} six, ainsi signé. Par Monseigneur le duc a la relacion du conseil ouquel vous esties. Gherbode. (*Archief van het Noorder-departement te Rijsel. — Rekenkamer, B*, 1681, f° 19 v°.)

[1] Oorkonde in het Staatsarchief te Doornik.

't kasteel des prelaats en zijne kapel verwoest; maar de kastijding was in verhouding met het misdrijf. Behalve dat de gemeente eene aanzienlijke boete en schadeloosstelling te betalen had, verloor zij haar schependom, zeker wel het ergste, dat haar kon overkomen. Ridder Ferri de Pecquigni, heer van Saluel, beval verder dat de schepenen den prelaat in het openbaar zouden vergiffenis bidden, zonder hoofdkaproen, de handen samengevouwen en zittende op de knieën, mits welke onderwerping de bisschop hun genade verleende [1].

De verbeuring van het schependom, gelijk te Kamerijk, was in Vlaanderen geene zeldzaamheid. Wij vinden er een ander voorbeeld van te Dowaai, en wel naar aanleiding van het volgende geval. In die stad was ten jare 1366 een der wethouders, Rayne geheeten, door zijne bankgezellen tot het strop veroordeeld om, naar men voorgaf, graan verkocht te hebben met eene valsche maat. Maar hetzij de man niet plichtig of het geding niet geheel richtig geweest was, de koning van Frankrijk deed de zaak brengen vóór het Parlement, waar 't vonnis werd verbroken. De nieuwe schepenen verklaarden zich tegen hunne voorgangers en daardoor ontstond er in de stad een groot rumoer, met allerlei wanordelijkheden. De gemeente werd ook streng gestraft : zij verloor al hare rechten en privileges [2], waarvan zij twee jaren lang beroofd bleef, na welk tijdstip de koning haar in genade ontving.

Wij zouden nog meer zulker voorbeelden kunnen aanhalen, doch denken met de reeds medegedeelde genoegzaam bewezen te hebben dat onze gemeentelijke magistraten standvastig waakten op het behoud van hunne rechten en privileges, en dat, hoezeer

[1] Oorkonde nr 4,899 in het archief des Noorder-departements te Rijsel.

[2] « Pour ce condempnons ladicte ville, entre les autres choses, à perdre à perpétuité toute justice, loy, eschevinage, corps et communauté, appartenances et appendances quelconques; et ycelle justice, loy, eschevinage, corps, communauté, appartenances et appendances, confisquiés à nous... »

(*Arrest van het Parlement, opgenomen in de inleiding der ordonnantie van Karel V, van Sept. 1368. — Archief van 't Noorder-departement te Rijsel*).

de instelling van het schependom, in hare bijzonderheden, van plaats tot plaats verschilde, er uit dat groot onderscheid weleens verwarring kon komen, maar toch geene bestendige wanorde, en het recht van iedereen toch goed vast te stellen en te bevestigen was.

VIII.

Jaarwedde en andere voordeelen der schepenen. — Zij hebben jaarlijks recht op een kleed. — De schepenen aan de eet- en drinktafel. — Hoe zij uitspanning zochten. — Vrome gezindheid der gemeentelijke wethouders.

In beginsel waren de gemeentelijke ambten onvergolden [1], en zoo kon Montaigne, tot tweemaal toe geroepen om het meierschap te Bordeaux uit te oefenen, te recht zeggen : « C'est une charge » qui doibt sembler d'autant plus belle qu'elle n'a ny loyer ny » gaing autre que l'honneur de son exécution » [2]. Langzamerhand nochtans werd het gebruik ingevoerd van de lieden, die hunnen tijd, zorg en kennis besteedden aan de zaken der algemeenheid, eenig geschenk of vergoeding voor zekere kosten te geven, en zoo kwam men aan de vaste jaarwedde, den aanwezigheidspenning, den maaltijd, het jaarlijksch geschenk van een of meer kleederen, van wijn enz. Ook onder dit opzicht bestond geene gelijkheid, maar elke gemeente gaf naar hare middelen.

Toch, volgens het oude bestuurstelsel, zelfs bij de Grieken en de Romeinen, moest der algemeenheid geen dienst onvergolden bewezen worden. Plutarchus zegt in de levensbeschrijving van Perikles, dat deze voor het eerst een honorarium gaf aan de rechters van Athenen, en bij Tacitus leest men dat de Frankische oordeelvinders een deel kregen van de gelden, welke zij als straffe

[1] Loyseau, *Du droit des offices*, liv. V, chap. VII, n° 63.
[2] *Essais*, liv. III, ch. X.

voor misdaad of overtreding vaststelden [1]; maar volgens andere geschiedschrijvers was dit enkel van de bij verstek gewezene boeten [2]. Evenwel liet Karel de Groote toe, dat den rechteren, uit heuschheid, eenige fleschen wijn, of groenten, of hofgevogelte, of eieren gegeven werden [3], misschien omdat toen nog de *ratchimburgi* geenen vasten zetel hadden, maar van plaats tot plaats geroepen werden. RAEPSAET verzekert, dat de Frankische rechters, vereenigd in gesloten college, de justitie oefenden zonder kosten voor de partijen, maar bezoldigd waren door den koning, hetgeen echter niet lang duurde, daar men hun toestond *speciën* (*épices*) te aanvaarden ten laste der partijen [4].

Dit gebruik was ook in Frankrijk gekomen; althans LOYSEAU verzekert dat de vroegere rechters van zijn land noch geld noch giften aanvaardden « *sinon en menue victuaille* ». Om deze reden (zegt hij) gaf men daar geene vergoeding aan degenen, die hun pleit wonnen, en veroordeelde men er ook niet tot de kosten van 't geding [5].

Van louter levensmiddelen kwam men er allengskens toe, iets buitengewoons, iets lekkers te geven, en dit heette men *espices*, eene vrijwillige gift (zegt nog LOYSEAU) « que celuy qui avoit gaigné » sa cause faisoit par courtoisie à son juge ou rapporteur, de » quelques dragees, confitures ou autres espiceries, comme le » docte RAGUEAU a fort bien prouvé, par lesquels il se void » comme les espices ont esté changées en or... » En zoo kwam het dat, wat oorspronkelijk uit heuschheid en vrijen wil werd gegeven, langzamerhand veranderde in eenen taks [6].

Heeft LOYSEAU het niet mis, dan werd het gebruik gewijzigd in 1258 door het concile van Tours, ten voordeele der geestelijke hoven, en in 1324 door Karel de Schoone, voor de burgerlijke vierscharen. Sedert dien tijd namen de rechters een klein

[1] Zie o. a. *Annal.*, lib 3, c. 69.
[2] RAEPSAET, *Analyse*, n° 95 (V, 375).
[3] *Capitul. de villis*, c. 3.
[4] RAEPSAET, *Analyse*, n° 95 (V, 379).
[5] LOYSEAU, liv. I, chap VIII, n° 25.
[6] *Idem*, liv. I, chap. VIII, n°s 31 et 32.

eerloon, wat dan wel uit noodzakelijkheid zal ingevoerd zijn, of, gelijk men zegt, om beterswil, nadat men zal ondervonden hebben dat men het volk afpersingen deed onderstaan [1].

De jaarwedde en andere voordeelen, welke wij onze schepenen van in de middeleeuwen zien genieten, was echter over het algemeen het loon niet, hun in hoedanigheid van rechter toegekend, maar wel als bestuurder, gelijk wij in 't begin dezes hoofdstuks zegden. Zien wij eens wat onze voornaamste steden daarvoor over hadden en hoe 't somtijds noodig was dat de regeering zich daarmede bemoeide om de ingeslopen misbruiken te doen ophouden.

Te Leuven had de burgemeester in de XVe eeuw jaarlijks 13 kronen, verbeeldende 20 mud haver, welke hem vanouds voor zijn paard waren toegezegd [2].

Te Antwerpen hadden de schepenen recht op eenen aanwezigheidspenning, in den beginne van 2 stuivers daags, ten jare 1538 op 10, in 1560 op 20, en ten jare 1618 op 30 stuivers gebracht. Bovendien behielden zij een deel van het schoteltje.

Het schoteltje? Ja, de schepenen der Scheldestad zaten er aan, en 't zal wel van daar zijn, dat het algemeen bekende spreekwoord : « hij zit aan 't schoteltje » in zwang is gekomen. Dat schoteltje (zeggen de geschiedschrijvers van Antwerpen) bevatte het zitgeld, eene som van 12, 16, 18 gulden, volgens 't getal schepenen, welke som de binnenburgemeester iedere week onder zijne bankgezellen uitdeelde.

Het reglement van Albert (30 April 1618) schafte het schoteltje af, maar verzekerde den burgemeester eene vergoeding van 30 gulden voor briefport en andere kleine kosten [3]. Nog genoten

[1] « Et de vérité comme comme la solde est baillee au soldat, afin qu'il ne vive sur le honhomme, aussi les gages sont attribuez à l'officier (*juge*) afin qu'il ne prenne rien du peuple. » (LOYSEAU, liv. I, chap. VIII, n° 28.)

[2] « Lodewijk Pijnnock. burgermeester, die als burgermeester van outs ghewoonlic is te hebben voir zijn peerde in de jair van sine burgermeesterscappe XX mudde cueren, ende daervore XIII cronen altoes te Kerstmisse te betalen... » (*Stadsrekening van Leuven*, 1460, bl. 24.)

[3] *Placcaten van Brabant*, VI.

de Antwerpsche magistraten op verschillige tijdstippen vrijdom van accijns.

Er was ook eene vaste wedde. De burgemeester, die aanvankelijk maar zooveel had als een schepene, bekwam in 1539 een honorarium, geëvenredigd met zijne hooge bediening, namelijk de som van 600 gl., boven 't gewone tabbaardlaken. Maar hem werd dan ook bevolen dat hij iederen dag vier uren op het raadhuis moest *compareren* of zitting houden. Zijn traktement werd in 1560 verhoogd tot 800 gl.

Uitwijzens de stadsrekening van Antwerpen genoot iedere burgemeester dier stad ten jare 1630 de som van 502 pond voor 185 « *compar itiedagen* », terwijl de rekening van 1730 de betaling meldt van 680 pond, Artezische munt, voor aanwezigheid van den burgemeester, en van 480 tot 580 pond aan ieder der schepenen.

Te Mechelen vermeerderde men het aanwezigheidsrecht in 1616 van 5 tot 8 stuivers voor elke zitting.

Te Brussel werd aanvankelijk geen jaargeld aan de schepenen verleend; maar in 1510 stemden de ontvangers der stadsgelden, die tot de nering behoorden, zich een jaargeld van 1,000 Rijnsgulden, hetwelk ten jare 1545 door Karel V werd vastgesteld op de som van 100 Carolusgulden. Daarop vroegen de schepenen een gelijk honorarium en Margareta van Oostenrijk stond hun voor iedere zitting 1 stuiver 3 deniers toe, namelijk de helft voor de morgen-, de wederhelft voor de namiddagzitting.

In 1659 had de eerste burgemeester van Brussel een jaargeld van 500 gulden, de tweede 219 gulden, en elke schepene 328 gulden 10 st., welke sommen in 1704 belangrijk werden verhoogd. Toen bekwam de eerste burgemeester 1,500 gulden, boven de som van 500 gl. ter vergelding van de personen, welke hij in dienst had, ongeminderd dat hij, als lid der bestendige deputatie der Staten van Brabant, eene andere jaarwedde had van 4,800 gl. De tweede burgemeester en ieder der drie eerste schepenen trokken jaarlijks 800 gl.; de vier anderen 650 gl. ieder, terwijl elk lid van den raad eene vergoeding had van 460 gulden.

Te Rijsel hadden de schepenen in 1466 samen 80 pond parisis,

waarlijk eene geringe wedde; maar de Rekenkamer stond ten jare 1504 aan elk lid des magistaaats eene vermeerdering toe van 12 pond parisis.

In de stad Luxemburg genoot het schepenencollege, met den gezworen klerk, een jaarlijksche toelage van 600 gulden, Brabantsche munt, en dit krachtens reglement van 21 November 1760. Die som werd den 18 April 1796 verhoogd tot 25 gulden voor elken schepene.

Te Ciney hadden de schepenen op het einde der XVII[e] eeuw maar eene jaarwedde van 10 gl., maar in 1696 werd de burgemeester ontslagen van alle belasting en in 1756 kreeg hij een deel van 't poortersrecht en der boeten, gewezen ten laste van vreemde kooplieden, die te Ciney hunne waren kwamen venten zonder poortersrecht betaald te hebben [1].

De abt van St.-Pieters, te Gent, was gewoon den schepenen zijner heerlijkheid aldaar telken jare te vergasten op verschillige maaltijden en hun daarenboven eene zekere hoeveelheid wijn te leveren; hij staakte dit gebruik in 1618, met toezegging van 12 pond groote voor den voorschepene, 8 pond voor ieder der andere wethouders, en met behoud der maaltijden op Palmzondag en ten dage der inning van de abdijrenten. Maar de schepenen werden nu verplicht elken dingdag ter vierschaar te komen, de eerste op de boete van 18, de anderen op de boete van 12 grooten.

Het jaargeld der Gentsche schepenen werd verschillige keeren gewijzigd. Eene verordening van 1432, door 't *Memorieboek van Gent* bekend gemaakt, doet ons kennen dat de voorschepene van der keure een pensioen had van 10 pond groote; de tweede en derde schepene ieder 8 pond, en de andere wethouders 6 pond ieder, wat ook het jaargeld was van den voorschepene van gedeele; de tweede en derde schepene dezer bank hadden elk 4, de anderen ieder 3 pond groote, onverminderd hunne « *cleeren ende voeringhe.* » Door het reglement van 1734 werden deze pensioenen vastgesteld als volgt: de eerste schepene der keure, 266 pond 13 sch. 4 grooten ; de tweede, 147 pond 6 sch. 8 gr.; de derde

[1] Borgnet, *Cartulaire de Ciney*, CXXIV.

114 pond; de vierde 110 pond; ieder der negen volgende, 76 pond 13 sch. 4 gr.

De eerste schepene van gedeele trok 64, ieder der twaalf andere 48 pond groote. Vroeger hadden zij meer genoten, onder andere nog kerellaken, banketgeld, wijn, presentiegeld, tafelmessen, licht enz., maar bedoeld reglement schafte dit alles af. De eerste schepene der keure was ook lid der bestendige deputatie der Staten van Vlaanderen en ontving uit dien hoofde, uit de provinciale kas, eene jaarwedde van 4,000 gulden [1].

In de eerste jaren der XVe eeuw genoten de schepenen van Doornik 10 deniers, Doorniksche munt, voor elken zitdag, en de meier het dubbel. Ieder der zes *élus* had, naarvolgens het reglement van 1390 (*o. s.*) eene jaarwedde van 20 stuivers, Doorniksche munt, terwijl die der *consaulx* in 1392 verminderd, maar drie jaren nadien weer verhoogd werd. Het reglement van 1395 kent elken gezwoorne 3 blanken toe per zitting [2], en den proosten nog eens zooveel; de schepenen en *eswardeurs* 2 blanken en de meiers het dubbel. — De afwezigen kregen niets. Telkens dat de zes gekozenen naar de halle werden geroepen, hadden zij recht op éenen blank, boven hunne jaarwedde van 6 pond.

Uitwijzens de stadsrekening van IJper, over het jaar 1410, hadden daar twee schepenen, voor het toezicht op de huizen, 10 pond jaarwedde; twee andere, die *paisierers* waren, genoten 8 pond, en twee leden van den raad, die ook de twistende partijen hielpen bevredigen, kregen 6 pond 's jaars [3].

Aan de wethouders van Kortrijk liet Philip II in 1562 toe, 2 schellingen groote te eischen voor ieder uitgesproken vonnis,

[1] GACHARD, *Doc. inéd.*, III.

[2] Een blank was gelijk aan 5 deniers.

[3] « Den tween scepenen bereckers van huusen van haerl. pensioene elk X l. siaers.

» Den tween schepenen paisierers van haren pensioene elk VIII l. par. siaers.

» Den tween raden paisierers van haren pensioene elk VI l. siaers. »

(*Stadsrekening van IJper*, 1410, in 't Rijksarchief te Brussel.)

en een reglement van 1678 stond hun een honorarium toe volgens een vastgesteld tarief, voor het overschrijven van de wettelijke akten. Zij zelven, eindelijk, voerden in 1679 eenen aanwezigheidspenning in, ten beloope van 10 schellingen groote.

Op het einde der XVIe en tot laat in de XVIIe eeuw genoten de voorschepenen, op den dag der wetsvernieuwing, eenen stoop wijn en eenen schotel spijs; op H.-Sacramentsdag kregen al de wethouders 12 schellingen parisis « voor hoen en handscoen », de helft dier som ten dage der jaarmarkt (op St.-Baafs- en 't Paaschfeest), en 24 schellingen bij de verpachting der gemeentelijke accijnzen [1].

De schepenen van 't Brugsche Vrije hadden ieder 330 gl. 's jaars voor het bijwonen der vier wekelijksche zittingen; bovendien 130 gulden voor een kerellaken en 300 gulden voor buitengewone zittingen.

Verscheidene steden in Frankrijk verleenden hunnen wethouderen eene jaarwedde om gansch onafhankelijk te kunnen leven. In 1777 trok de meier van Bordeaux 3,000 pond en bewoonde een huis der gemeente; ieder der zes *jurats* kreeg 2,000 pond. De stadsraad van Marseille vroeg in 1787 met algemeene stemmen dat het traktement van den meier en de schepenen verhoogd zou worden tot 4,000 pond, en de intendent ondersteunde deze vraag, drukkende op het nadeel dat de wethouders leden door hunne persoonlijke belangen aan die der gemeente te slachtofferen. Te Marseille bestond het gebruik elken aftredenden schepene, die door den intendent aanbevolen was, eene gratificatie te geven van 1,000 pond, wat ook te Nantes, Lamballe enz. was ingevoerd.

In de meeste dorpen genoten de schepenen mede eenige voordeelen. Te Jauche (Brabant) hadden zij als rechters, voor ieder der drie algemeene gedingen de som van 3 pond, Artezische munt; te Grez bekwamen zij in 1404 voor *past* of noenmaal, ook ten dage der algemeene « waerhede », 2 Rijnsgulden of 3 stuivers 6 deniers; te La Hulpe kregen de rechters op hetzelfde tijdstip, op elken der drie groote dingdagen, drie schapen, en in 1394 de

[1] *Geschiedenis van Kortrijk* door De Potter.

som van 3 gulden, hetgeen gegeven werd ter vervanging van het brood, bier, spek en erwten, die men den schepenen, naarvolgens de keure van 1230, verschuldigd was[1]. Te Assenede, eene der hoofdplaatsen van de Vier Ambachten, had ieder schepene, evenals de baljuw en de schout, elk jaar eenen kerel, voor welken op 't einde der XVIe eeuw eene som van 33 schellingen, Vlaamsche munt, werd betaald. Dit was ook zoo te Boekhoute, alwaar de uitgave voor het habijt in de XVIe eeuw veranderd werd in eene jaarlijksche som van 25 pond parisis. Melden wij nog dat de prelaat der St.-Baafsabdij, bij brief van 16 October 1536, aan zijne schepenen van Sombeke (Antwerpen) eenen aanwezigheidspenning toestond van 1 stuiver, Brabantsche munt[2].

In het vorengaande zagen wij dat de schepenen eenen aanwezigheidspenning genoten, ongetwijfeld ingesteld met het doel om hen naar de vergadering te doen komen; er waren evenwel nog andere middelen, die blijken mochten probaat te zijn. Op de bijeenkomsten onzer vroegere wethouders speelde de wijn eene groote rol, zooals wij weldra de gelegenheid zullen hebben aan te toonen, terwijl men op verschillige plaatsen geschenken deed, die mede in staat waren de werkzaamheid aan te vuren. De proost der kooplieden en de schepenen van Parijs, welke in den omtrek dier stad de waterloopen plachten te schouwen, kregen eenen stok, welker geldelijke waarde volgens den rang van ieder hunner verschilde[3]. — Was er te Buggenhout eene nalatenschap door de schepenen te regelen, dan betaalde ieder der erfgenamen den meier en elken schepene eenen pot wijn[4]. — Te Geldenaken deden de gemeentelijke magistraten ten dage van de ontvangst der cijnzen zich te goed aan eene taart.

De schepenen van Namen deelden onder elkaar met den meier,

[1] Zie de vertaling van de desbetreffende akte bij TARLIER en WAUTERS, II, 65, 67.

[2] A. VAN LOKEREN, *Hist. de l'abbaye de St.-Bavon.*

[3] BELGRAND, *Les anciennes eaux de Paris*, 401.

[4] ALPH. WAUTERS, *Histoire des environs de Bruxelles*, II, 123.

het bedrag der boeten, gelijk zij ook recht hadden op zekere vergelding uit hoofde hunner werkzaamheden. Eene charter van 9 October 1221, bezegeld door Philip, graaf van Namen, doet aan het kapittel van St.-Aubin afstand van de schoenen, welke hem op de stadskramen verschuldigd waren, ter uitzondering dergene, waarop de schepenen recht hadden [1].

Te Luik betaalde men den schepenen een zeker recht voor de inschrijving of bezegeling van acten en contracten, en zij hadden daarbij de heffing der boeten, in vierschaar gewezen. De *Paix de Waroux* of *Loi nouvelle*, van 12 October 1355, verbood den magistraten nog een deel van die boeten te genieten, tenzij met toestemming van den heer, door wie ze waren vastgesteld. Daarvan waren enkel uitgezonderd de boeten, toegepast voor de aan schepenen gedane beleedigingen. Door de gemelde wet werd insgelijks het zegelrecht bepaald, dat men aan de mindere wetten wegens de aflevering der acten betalen moest. Deze laatste schikking betrof evenwel de Luiksche schepenen niet, die voortgingen een hoog loon te vragen, inzonderheid voor 't recht des zegels, totdat zulks ook voor hen door de *Lettre aux articles* (3[e] art.) werd gewijzigd [2].

In verscheidene plaatsen, zooals te Montenaken, was het schepenenrecht op de vacantiedagen van den oogsttijd voor koorn en wijn dubbel.

De Namensche schepenen en de meier kregen ieder jaar van den vorst onderscheidene vergoedingen, onder andere éene van 64 stuivers, Namensche munt, omdat, gelijk zij in zeker schrift verklaren : « nous sommes tenus de garder et abonner por niet » toutes les escriptures et besongnes de nostre redoubté seigneur » en icellui eschevinage de Namur. »

Bij charter van het jaar 1164 had Philip, graaf van Vlaanderen, ten voordeele der poorters van St.-Omaars, afstand gedaan van twee deelen in den handel, welken zij dreven met het volk van Bourbourg. Eén deel daarvan werd verleend aan de schepe-

[1] Borgnet, *Cartulaire des archives de la commune de Namur*, I, 20-21.
[2] Raikem, *Discours*, 1858, 20.

nen der nieuwe stad Grevelingen, zelfs wanneer zij zouden afwezig geweest zijn, onder beding nochtans dat die afwezigheid den dienst des graven tot oorzaak had [1].

Volgens eenen brief, onder dagteekening van 29 Februari 1324, zagen burgemeester, schepenen en raad der gemeente Nieuwpoort af van een recht, hetwelk aldaar ten profijte der schepenen geheven werd op de verkochte koopwaren, en dat men noemde « *la part des eschevins* » [2].

Uit het bovenstaande ziet men reeds dat de voordeelen, aan de schepenen en schepenenmeesters gegeven, van den meest onderscheiden aard waren, hetgeen wij nog verder door het volgende beknopt overzicht zullen aantoonen.

Als de *rewart* van Rijsel, in 't bezorgen der stadszaken, over 't middaguur moest op het schepenenhuis blijven, deed hij daar de tafel dekken op kosten der gemeente, en hij moet het zich dan beter gemaakt hebben dan hij gewoonlijk te huis op de tafel vond, vermits hij 't meestentijds zóo schikte dat hij met den noen niet gedaan had... Maar alléen eten is, ook voor ijverige, bezorgde schepenen, verdrietig, terwijl men, onder het maal en 't drinken van een glas met lieden van ervaring, raad kan slaan over netelige en zelfs minder belangrijke punten van bestuur en politie. Daarom placht de *rewart* van Rijsel eenen zijner collegas te verzoeken ook meteenen stoel bij te schuiven als er werd opgedischt, en van éenen kwamen er twee, en van twee kwamen er weleens drie. Zóo kreeg men goesting voor 't banket, en wel tot zoo verre, dat te Rijsel elken eersten vrijdag der maand al de schepenen hunnen voet onder de welopgediende tafel kwamen zetten.... De wethouders mochten dat gansch redelijk, ja niet geheel nutteloos achten, aangezien zij dan al te zamen konden oordeelen of de ter markt gebrachte visch goed was gekeurd, maar in hoogeren kring beschouwde men het bedoeld gebruik als een misbruik en schafte het ten jare 1624 eenvoudig af,

[1] Charter in 't archief des Noorder-departements te Rijsel.

[2] Nr 3,680 van den *Inventaris*, door GODEFROY, in 't archief des Noorder-departements te Rijsel.

eenvoudig af, bepalende, dat men voortaan niets anders zoude geven « *que de la bonne bière à ceux qui avoient servi....* » [1].

In de stad Luxemburg hadden de schepenen vanouds een « *pain d'épices* » en eenen kaas, in lateren tijd vervangen door eene vergelding van 7 ½ stuivers, boven 15 stuivers voor bijzondere verwarming. Hier deelden de schepenen onder elkander de ontvangst op het poortersrecht en hadden zij voorts 10 schellingen voor iedere acte van overdracht; 5 schellingen voor eene acte van verkooping, voor den oorlof om een uithangbord te plaatsen, alsmede voor het ijken der graan- of drankmaten. In den loop der XVIIIe eeuw verleenden zij bijwijlen de stadhuiszaal tot het geven van dansfeesten, op welke zij kosteloos toegang hadden, « parfois encore quelque rétribution en argent » [2].

Hier vinden wij ook de spaarzaamheid of, wil men, het profijt van een eind kaars of flambouw, wat wel hetzelfde is. Een reglement van 1728 liet den Luxemburgschen wethouderen toe, het niet verbrande deel der toorts, waarmede zij in de processie gingen van O.-L.-Vrouw en van St.-Adriaan, meê naar huis te dragen, welk voordeel door het 5e artikel der overeenkomst van 28 Mei 1728 hun, na eene ernstige betwisting, bepaald werd toegekend.

Eene verklaring van 't magistraat der stad Luxemburg, den 4 Januari 1747 gedaan, somt zijne voordeelen volgenderwijze op: de gerechtsofficier en schepenen genieten éenen gulden, Brabantsch, voor elke zitting, die tweemaal in de week plaats heeft, namelijk den dins- en vrijdag voormiddag. Voor buitengewone vergaderingen komt hun niets toe [3].

De communemeesters en de eerste schepene van Mechelen genoten jaarlijks, volgens beslissing van den stadsraad (1602), twintig maten hout, twintig zakken kolen en vier en zestig pond kaarsen; maar een gewijsde van den Grooten Raad, afgekondigd den

[1] Oorkonde in het stadsarchief van Rijsel.

[2] *Déclaration du 21 Novembre 1760.* — Rijksarchief te Brussel.

[3] Ulveling, *Notice sur l'ancien magistrat de la ville de Luxembourg. (Publ. de la Société pour la recherche et la conservation des monuments historiques dans le grand-duché de Luxembourg*, XIII, 1.)

29 November 1658, verbood hun dat in *natura* te geven, waarom in 1661 de markies de Caracena, op advies van den Grooten Raad, aan elken der wethouders eene vergoeding toestond van 110 gulden [1].

Uitwijzens het reglement van 2 April 1764, voor het stadsmagistraat van Aarlen, had ieder der wethouders daar 1 gulden voor 't hooren der rekeningen van honderdman en bouwmeester of stadsontvanger; 5 schilden voor hen te zamen, ter vervanging van in vroegeren tijde gedeelde paascheieren; een deel der boeten en zeker honorarium als rechters.

Te Jauche en La Hulpe (Brabant) ontving ieder schepene op St.-Stevensdag, bij 't innen der kapoenrenten, twee stuks van zulk hofgevogelte [2].

De schepenen van Lessen beklaagden zich ten jare 1625 over de geringheid van 't hun toegezegde voordeel, dat enkel bestond in eenen jaarlijkschen mantel. De regeering stond hun eene verhooging toe van 15 tot 20 gulden, « à l'advanchement d'un man- » teau, que feroit peu de chose, » en zulks « en égard à leurs » debvoirs est fascheriez journalières qu'ils endurent à cause de » leurs offices » [3].

In de costumen van Lessen, 't jaar te voren afgekondigd, wordt den schepenen een recht afgestaan van 6 blanke deniers, te betalen door elken nieuw aanvaarden poorter, terwijl de schepenen en raden oorlof hadden om op de stadsweide een staldier te laten grazen. Eindelijk, wanneer zij den 15 Mei de waterschouwing deden, ontvingen zij, naar keuze, hun dagloon of een eetmaal.

Een handschrift van de vorige eeuw somt de voordeelen op, welke de Gentsche schepenen vóor de afkondiging des reglements van 1734 genoten. De voorschepene der keure trok : voor kerellaken, 27 pond 3 sch. 6 gr.; voor redemptie der maaltijd van 10 Mei, 2 pond; idem van 't Vastenavondbanket, 4 pond; voor

[1] Oorkonde in het stadsarchief van Mechelen.

[2] Tarlier et Wauters, *Hist. des communes belges*, II, 65-67.

[3] Oorkonde in 't Stadsarchief van Lessen.

redemptie van den wijn « ter rolle gepresenteert, » 28 pond; voor de redemptie der flambouw in de processie, 1 pond; voor redemptie van 2 stukken wijn, 24 pond; voor 2 amen wijn, 6 pond; voor eenen koker, 5 pond; voor termineergeld, 7 p. 10 sch.; voor 't bewaren der sleutels in de afwezigheid des hoogbaljuws, 46 p. 13 sch. 4 gr.; voor zes gele toortsen, 3 pond; voor legpenningen, 6 pond 6 sch.; voor papier en pennen, 2 pond 18 sch.; voor buitengewone « boet en eeden » 12 pond, te zamen 175 pond 10 sch. 10 gr. — De tweede schepene had 106 p. 3 sch. 2 gr.; de derde en de volgende schepenen ieder 77 pond 14 sch. 6 den.

Boven hunne jaarwedde hadden de eerste burgemeester en de schepenen van Brussel 15 stuivers ieder van de pleiters vóor de vierschaar, ter vergelding van het onderzoek der vóor hen gebrachte gedingen; de burgemeester der natiën trok 14 gl. 8 st. voor het bewaren van de helft der stadssleutels.

Oudtijds, bij het overlijden van den hertog van Brabant, leverde de regeering aan de Brusselsche magistraten rouwkleederen, omdat zij in de lijkstaatsie het baldekijn droegen boven de kist; ook gaf het domein hun ieder jaar twee herten, van welke men de *pâtés de venaison* maakte, een gebruik dat de hertog van Alva niet wilde erkennen. De schepenen, nochtans, niet gaarne een oud recht verliezende, vonden hunne vergoeding in eene taart van kalfs- of lammervleesch ter waarde van 50 stuivers of 2 Philipsgulden [1].

Margareta van Parma stond den magistraten van Brussel vrijdom toe van accijns, en in 1704 werd de taks der rechterlijke vacatiën verhoogd.

Te Namen waren meier en schepenen, gedurende den tijd hunner bediening, ontslagen van poortersrecht, dat jaarlijks aan den ontvanger van den vorst te betalen was. Op zekeren dag beweerden zij geene belasting te moeten betalen wegens grondgoederen, welke zij in den omtrek der stad bezaten en die door hunne dienstboden werden gebruikt, namelijk tot beloop van

[1] Beslissing van 25 Mei 1571.

twee werkploegen; maar de Geheime Raad der regeering weigerde den 23 Juli 1696 die aanmatiging te bekrachtigen [1].

In Frankrijk waren de schepenen, alsook hunne kinderen, ontslagen van de huisvesting der doortrekkende krijgslieden, van de burgerlijke wacht, militie, voogdijschap en in 't algemeen van al de stads- en politielasten [2].

In eenige steden hadden de magistraten 't een of 't ander dezer voorrechten reeds vroeg verworven, te Rijsel, bij voorbeeld, waar de schepenen en raden bij vorstelijk octrooi van 29 Augustus 1506 ontslagen werden van den krijgsdienst [3].

Mochten wij hier de rekeningen van de voornaamste steden

[1] Rijksarchief te Brussel.

[2] *Édits et déclarations de juillet 1690*, mai 1702, mars 1709, novembre 1733. Het 7e artikel der edicten van November 1771.

[3] « Phelippes, par la grace de Dieu roy de Castille, de Leon, de Grenade, archiduc d'Austrice, prince d'Aragon, duc de Bourgoingne, de Brabant, de Stier, de Corinthe, de Carniole etc. A nos amez et feaulx maistres Jehan Dommessent, lieutenant de notre gouverneur et Jehan Ruffault, maistre de noz comptes à Lille, noz conseillers et autres commis et ordonnez à la tauxacion des fiefvez et arrière fiefvez de noz villes et chastellenie de Lille, Douay et Orchies, salut : Receu avons lumble supplicacion de noz bien amez les eschevins et conseil de nostre ville de Lille contenant, comme naguaires par vertu de noz lettres patentes, nous ayons fait publier que tous tenans de nous en fief et arrière fief nous venissent servir en armes soubz nostre tres chier et féal cousin et lieutenant général le seigneur de Chiernes sur paine de la mise en nostre main de leursdits fiefz ou arrière fiefz et autrement comme appert plus à plain par nos dites autres lettres, et ja soit que lesdits suppliants soient occupez en nostre dit service tant pour la garde d'icelle nostre ville, laquelle est scituée assez en frontière et y fait lors journellement guet et garde, comme pour l'administration de la justice en icelle, toutesvoyes ilz doubtent que vous ne les veullies constraindre audit service ou les appoinctier à somme de deniers ou lieu d'icellui selon et en ensuyant la charge qui à ceste fin vous en a esté baillié, qui tourneroit non pas seulement au grant interest et préjudice desdits suppliens, mais aussi au grant retardement de la justice en icelle ville, requerrant très humblement sur ce nostre provision, pourquoy nous ces choses considérées et voulans diligemment estre vaqué et entendu à la garde et deffense de nostre dite ville et eviter les inconveniens qui par faulte du gouvernement de la justice s'en pourroient ensuyr, avons declaré et declarons par ces presentes que notre intencion n'est point que en la dicte publicacion ainsi

onzes lands uitpluizen, wij zouden nog vele giften en geschenken kunnen aanhalen, die de schepenen elkander namens de gemeente deden. Stapte een van hen of hunne dochter in 't huwelijksbootje [1], was zijn echt gezegend met eene spruit, men zond hem, ook in kleine plaatsen, als Reuzel, eenige kannen wijn of eene zekere somme gelds ; stierf er een, zijne gezellen lieten de gemeente de uitvaart bekostigen ; trok een kind van de schepenen het geestelijke kleed aan in een klooster, of deed een hunner zonen zijne eerste misse, weeral wijn of geld. Te Rijsel ontvingen de schepenen en eenige andere bevoorrechte ingezetenen kaarsen of toortsen [2]; te Armentières waren zij verplicht elken zon-en

faicte par nos dictes autres lettres patentes iceulx supplians y soient aucunement comprins ne entendus, mais voulons de grace espécial pour ceste foiz eulx, ensemble leurs fiefz, estre tenus quictes et paisibles dudit service sans pour ce en payer aucune chose, pourveu toutesvoyes qu'ilz seront tenuz eulx monstrer montez armez et en point chacun selon que à son estat appartient comme par icelles noz aultres lettres est ordonné. Et moyennant aussi que leurs dits arrière fiefz seront tenuz de appoinctier et payer le taux ordonné selon les instructions que en avez sur ce. Si vous mandons et commandons par ces dictes presentes que de nostre présente grâce et declaracion et de tout le contenu en cestes selon et par la manière que dit est vous faictes, souffrez et laissiez les dits supplians plainement et paisiblement joyr et user sans leur faire mettre ou donner ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun destourbier ou empeschement ou contraire, car ainsi nous plaist il, non obstant quelzconques noz lettres ou ordonnances à ce contraires.

» Donné en nostre ville de Malines le XXIX jour d'Aoust l'an de grace mil cincq cens et six et de notre règne le second.

» Ainsi soubscript par le Roy le sire de Chiernes, lieutenant general, vous l'evesque d'Arras, le sires de Fiennes, de Melun, de Bersele et autres presens, et signé du secrétaire. Verderue. » (Stadsarchief van Rijsel. — *Registre aux lettres patentes etc*, A, B, C, f° 181 v°.)

[1] « Quand un eschevin prend état de mariage, le plus jeune des chambellans vat luy présenter une libvre de chocolat et le seigneur en eschange luy fait présent d'une paire de gand de la valeur d'un noble à la roese. » (Register : *Procès intentés par le souverain mayeur de Liége*. — Staatsarchief te Luik.)

« Item ghegheven Gillis Cabelliaus dochter scepene, tharer brulocht, III lib. » (*Stadsrek. van Oudenaarde*, 1414-1415.)

[2] Dit gebruik bestond veel in Frankrijk. Te Boulogne gaf men in 1767 aan de magistraten 32 pond kaarsen. (*Inv. des arch.*, n° 274.) — Te Dijon gaf

feestdag op 't raadhuis te komen, onmiddellijk na de vespers, « tant pour conférer sur les affaires qui concerneront la ditte » ville, *que pour se récréer en corps et boire un verre de vin, en* » *se bornant chacun à une bouteille au plus* » [1].

In vroegeren tijd moesten de gemeentelijke wethouders vele reizen doen, hetzij om eene andere bank « hoofdleering » te vragen, hetzij wegens bestuurlijke of staatkundige aangelegenheden. Niet alleen werden alzoo deputatiën gezonden naar de hoofdstad van 't gewest, of van eenen naburigen staat, maar in tijden van beroerte of oorlog zeer dikwijls naar verder gelegene oorden, zelfs over zee, naar Engeland. Op dergelijke tochten ging men doorgaans met twee, drie, somtijds meer schepenen, of met eenige leden van den raad, of met andere aanzienlijke ingezetenen. Evenwel hebben wij niet gevonden dat onze wethouders deden gelijk bij voorbeeld die van Provence, welke soms met geheele compagnieën uitreden, of gelijk die van Aix, waar men eene met vier paarden bespannen karos gebruikte en voor de reizen der wethouders eene som in rekening bracht van 5,700 pond...

Dat wil daarom niet zeggen, dat de schepenen van ons land niet eens de maat lieten overloopen en als modellen van spaarzaamheid geboekt staan; neen, het « riemen snijden uit eens anderen mans leder » is sedert eeuwen hier een spreekwoord, dat meer dan eens op de gemeentelijke wethouders moest toegepast worden. Te Brugge, onder andere, was het de gewoonte geworden eene hooge som in rekening te brengen voor het uitrijden der schepenen, waarom er in 1478 een taks moest op worden gemaakt. Men stelde namelijk vast, dat de burgemeester, buiten Vlaanderen reizende, 5 schellingen groote per dag zou hebben, in stede van

men toortsen en kaarten als de rekeningen werden onderzocht. (*Inv. des arch.*, B. 72.) — In 1780 klaagde men te Marseille dat de schepenen zich flambouwen deden geven voor hunne avondbezoeken (Leber, *Hist. du droit municipal*, 526). — Te Atrecht kregen de wethouders, tot in 1705, hun recht van was enz.

[1] C. Dehaisnes, *Inv. des arch. d'Armentières*, 3.

10 schellingen, voorgaandelijk genoten; de schepenen en raden, die vroeger 5 schellingen daags hadden voor de reis buiten 's lands en 4 schellingen voor eene boodschap in Vlaanderen, zouden voortaan vergoed worden aan den eenvormigen taks van 3 schellingen 4 deniers groote.

Edoch, die vermindering gaf aanleiding tot nieuwe misbruiken en tot klachten, weshalve de commissarissen voor 't nazicht der rekeningen in gemeen overleg met de schepenen vaststelden, dat de burgemeesters hebben zouden voor « scadebeletterslaken, » dobbel laken van beyde saysoenen, crude, wasse, lijfenape, zitteghelt », 25 pond groote, boven hun kostuum voor de twee seizoenen en hunnen gewonen wijn op de ding-en feestdagen. De schepenen zouden hun gewoon presentiegeld hebben, de twee seizoenkleederen en wijn. Men bepaalde nu, dat men voor reiskosten zou geven : aan den burgemeester 10 schellingen groote 's daags, en de helft dier som aan de schepenen, buiten het land; voor eene binnenlandsche reis, 8 sch. gr. aan den eersten wethouder en 4 sch. 2 den. gr. aan de schepenen [1].

Het loon der op reis zijnde magistraten van Gent werd bij ordonnantie van 15 Mei 1563 bepaald op 3 gl. voor elken dag, aan den voorschepene, buiten Vlaanderen reizende, en 8 schel. voor eene reis in Vlaanderen. De andere wethouders kregen wederkeerig 8 en 6 schellingen [2]. De ordonnantie van 16 December 1672 vermeerderde de reiskosten tot de som van 8 gl. daags, hetzij de schepenen met eenen knecht of alleen op de baan waren. Legden zij evenwel op éénen dag tien mijlen weg af, dan trokken zij 't dubbel [3].

Te 's-Hertogenbosch, volgens eene verordening van 1536, had de schepene, die « ten hoofde reed » (een hoofdvonnis ging halen) « voir sinen cost » 15 oude grooten.

Het reglement van 1758, voor de stadsregeering van Oudenaarde, stelt de reisvergoeding voor den burgemeester vast op

[1] Gilliodts, *Inv. des archives de Bruges*, VI, 175.
[2] *Register L*, 253 v. — Stadsarchief.
[3] *Placcaeten van Vlaenderen*, III, 262-278.

8 gl. daags, en voor de schepenen op 6 gl., zonder dat het hun geoorloofd was iets te mogen vorderen voor het rijtuig.

Verscheidene geschenken, den gemeentelijken wethouderen verleend, waren volgens sommige schrijvers van leenroerige herkomst, maar wij vinden dat zelfs vóor Karel den Groote de honderdman, als vorstelijke officier, telken Paschen een kleed van den koning ontving.

De gewoonte werd algemeen bij vorsten en leenheeren, en hij, die een kleed kreeg, mocht het beschouwen als een blijk van genegenheid en tegelijk als een teeken van afhankelijkheid; men denke hier slechts aan de pachters der groote boerenhoven, die jaarlijks van hunnen heer een kleed bekwamen, doorgaans van de door dezen aangenomene kleur, terwijl zelfs in verscheidene steden, gelijk bij voorbeeld te Vlissingen, de schepenen ieder jaar vóorzien werden van eenen kerel of tabbaard, half op kosten van den heer, half op die der gemeente [1].

Er was zóo bepaald een denkbeeld van afhankelijkheid aan 't geschonkene kleed gehecht, dat koning Jan in 1356 den gedeputeerden van Rijsel verbood tot de bediening van schepene te roepen de leden hunner familie of andere personen, welke zij gewoon waren met een kleed te beschenken.

Langzamerhand werd de bekostiging van het kleed een last der schepenen, maar dan kwam er ook misbruik. De ordonnantie van 1330, gedrukt in den *Luyster van Brabant*, en het reglement van 1359 over de jaarwedden en geschenken voor de Brusselsche schepenen [2], geven ons in de opsomming van 't getal beambten, die de stad Brussel in 't kleed stak, een denkbeeld van de buitensporigheid, waartoe men daar was gekomen — en dit was geene uitzondering! Te Antwerpen stak men in 't gemeentekleed de burgemeester, schepenen, rentmeesters, raden, weesmeesters, paisierders, keurmeesters, kerkmeesters en anderen [3]. Te Gent was 't getal gekleeden door de stad niet minder.

Het stadskleed werd alzoo mode onder de wethouders, en wat

[1] SMALLEGANGE, 555.

[2] *Belgisch Museum*, 1843, bl. 104-109.

[3] « Item men cleet jaerlicx na der ouder costuyme borgemeesteren, scepenen, rentmeesteren, raidtslieden, weesmeesteren, paysmakeren, kuermeesters,

meer zegt : recht en wet. Het was in den ouden tijd juist als nu : maakt het kleed den monnik niet, het maakt toch den man en boezemt ontzag in. PASCAL meende dat het kostuum eene macht kan zijn [1].

Men was hiervan overal overtuigd, en daarom beklaagde zich, ten tijde van Hendrik IV, een der wethouders van Atrecht dat eenige zijner bankgezellen somtijds te voorschijn kwamen « en » accoutrement discoulourez, découpez ou revêtuz de petits » manteaux de camelot »[2]. Het is zeker, dat bij openbare plechtigheden den meesten indruk te bekomen is door staatsiekleeren en andere teekens van gezag en heerlijkheid. Maar hierin, gelijk voor alles wat wij in verband met het schependom opmerkten, was geene gelijkheid. In de eene stad kregen de schepenen en bedienden twee kleederen in het jaar; elders maar één; hier was 't van fluweel, daar van saai, ginder van laken enz. Vorm en kleur verschilden ook van stad tot stad. Halen wij eenige voorbeelden aan.

De rekening der stad Antwerpen, over het jaar 1400, maakt gewag van wit laken, dat men rood verfde voor « deen zide van den ijdelen hoyken ende keerlen »[3]. Hier werd de tabbaard door het reglement van 30 April 1618 afgeschaft [4], vermoedelijk maar tijdelijk.

Te Mechelen vinden wij in 1348 tweederlei laken, 't een van 3 pond 1 sch. 8 den. en 't ander ter waarde van 5 pond 2 schel. 3 den. Daarbij komt eene uitgave om het laken te « verwene, te greine, te sceerene ». In 1362 was 't laken gestreept, in 1445 blauw en afgeleid met rood damast. De stadsrekeningen gewagen van een kleed te Paschen en een ander te Kerstavond [5].

kerckmeesters, hootslieden ende andere, ende hiertoe zijn dit jaer gecocht geweest... XV witte lakenen ende LXXVII lib. V s.; ... noch VII witte lakenen costen XXXVI lib. VIII s.; ... dry langhe fyn lakenen costen XXXVI lib X s.» (*Stadsrek. van Antwerpen*, 1530. — Stadsarchief.)

[1] *Pensées* (édit. Havet), 68.

[2] DE WIGNACOURT, *Échevinage d'Arras*, 41.

[3] Rekening in het Rijksarchief te Brussel.

[4] *Placcaeten van Brabant*, VI.

[5] Stadsarchief van Mechelen.

Wij spraken zoo even van Brussel en van de misbruiken, die daar in 't geven van geschenken waren geslopen. De charter van 1339 schaft de gift van hoeden, handschoenen, was en glazen af, om enkel twee kleederen te geven, vermoedelijk ook te Paschen, voor het zomerseizoen, en te Kerstdag, voor den wintertijd [1], wat overigens in de andere Brabantsche steden ook zóo was. In 1471 werd het kleedgeschenk afgeschaft en vervangen door eene vergoeding van 7 sch. 7 den. per elle, met last daarmede een kostuum te doen maken om ter zitting te verschijnen. Later gaf men den edellieden in 't college de som van 40 gl., den anderen schepenen 35 gl. met hetzelfde doel [2], maar bij reglement van 1639 werd het kleedgeld voor al de schepenen, zonder onderscheid, gebracht op de som van 100 gl., en voor de raden op 87 gl. 10 st., wat in 1704 werd afgeschaft.

In 't midden der XIVe eeuw, en wel volgens de verordening van 1359, was het schepenenkleed te Brussel gevormd uit « twee lange lakene, uutgescheiden (uitgezonderd) root scarlaken, perscarlaken ende gheleght laken ». — Te Leuven was in de XVe eeuw het schepenenkleed van blauw laken [3].

De Tienensche wethouders ontvingen jaarlijks ieder acht ellen laken voor hun kleed.

Eene verordening voor de magistraten van 's-Hertogenbosch, afgekondigd in 1398, kende aan de zeven schepenen en twee burgemeesters jaarlijks 60 oude schilden toe voor den tabbaard, dien

[1] « Item wi hebben geordonneert dat elck vanden schepenen ende vanden rentmeesteren vander stadt sal hebben twee pair kleeder sjaers vander stadt wegen, ende overmits dien en selen sy hebben noch cruut (?), noch was, noch hoede, noch handtschoen, noch gelaese, dat sy voormaels plagten te hebben, dat vele goedts meer coste dan die kleederen. » (*Luyster van Brabant*, 104.)

[2] *Resolutie van 7 Juli 1562.* — Stadsarchief.

[3] « Janne van Coelen van VI witte yngelsche laken voir den voirs. meyer er raidsluden, vanden stucke vergonnen XXII ½ guldens...

» Henricke van Gheele zieder van de voors. XII lakene te blauwene er sangwijn te maken up een stael, dat daeraf geleent wert, van den stucke vergonnen IIII rynsche guldens, tstuck te XX stuivers... » (*Stadsrekening van 1460*, bl. 31.)

zij tijdens hunnen dienst ter eere der gemeente en tot verheffing der justitie dragen moesten.

Te Gent kochten de schepenen in de XIVe eeuw gestreept laken, benevens rood en bruin scharlaken, soms (gelijk in 1338) « ghemingde dickedinne » en gestreept. De kosten daarvan beliepen in 1336 tot 748 pond 10 sch., in 1339 tot ruim 930 pond, in 1338 tot 915 pond [1].

MARK VAN VAERNEWIJCK zegt, dat vóór 1540 het kostuum der Gentsche wethouders bestond uit eenen zwarten tabbaard met gele nederwaarts gaande strepen van drie vingeren breed, maar door de Caroline werd hun verboden in 't vervolg gestreept laken te bezigen; het moest van ééne kleur zijn, « te wetene Ghendts grau, met eender bende van swart fluweel ende vier quispelen van syde [2] ». De stadsrekening van 1658-1659 maakt gewag van blauw laken, gemaakt van Engelsche wol; er was fluweel « tot haerlieder vaesen », en de koorden waren van roode en groene zijde. Het « Ghents grau laecken » bezigde men toen voor 't kleed der kleine stadsbedienden, knapen, speihouders, voerman, sergeanten, boden, schalmeiers, trompetters, erfscheiders, moerkinderen en andere, terwijl zes ellen laken van eenen « volseghelden helm » werden gebezigd voor den stadsgeneesheer en de twee concierges ten stadhuize.

In de XIVe eeuw hadden de Gentsche schepenen ook nieuwe frokken om deel te nemen aan de vermaarde O.-L.-Vrouwprocessie te Doornik, waar de Gentenaars telken jare eene nieuwe kostelijke kappe gingen offeren. Ook de magistraten van Lessen lieten zich in de XVIe eeuw een kleed van zijden fluweel vervaardigen, waarmede zij den godsdienstigen stoet opluisterden [3]. Er waren

[1] Stadsrekeningen, uitgegeven door de Maatschappij : « *De taal is gansch het volk.* »

[2] *Memorieboek van Gent.*

[3] « A Joseph Dubreucq, demorant à Ath, pour draps de soye, auquel ce massard a acheté six aulnes de draps de soye velour, desquels côme à l'ordinaire a esté faict présent aux curé, bailly, mayeur, eschevins, greffyer et massard à la procession, qui porte compris douze sols pour les avoir proportionné, la somme de IIIIxx XVI liv. » (*Stadrekening van Lessen*, 1584.)

daar ook rouwkleeren na 't afsterven van den vorst, zooals na 't overlijden van koning Philip IV. Den 28 November 1665 (zegt eene handschriftelijke kroniek) verschenen de schepenen in 't college « met den langen lakenschen rauwe ». Dit gebruik bestond overigens in al onze steden en werd somtijds tot buitensporigheid gevoerd. De schepenen van Kortrijk hadden in 1720, na 't overlijden der keizerin Eleonora, niet min dan 1,344 gl. besteed voor hunne rouwkleederen, maar de regeering vond dit peperduur en deed de wethouders die som terugstorten in de gemeentekas.

De dracht van het magistraatskostuum was verplichtend. Den 24 April 1675 (lezen wij in eene kroniek) werd er door de schepenen besloten « dat sylieden, soo oock die van 't lettrain, daeghe-
» lycx int collegie ende in alle publicque acten sullen compareren
» met hunne tabbaerden, ende dat alegaer met swart laecken
» inghevolghe de concessie Caroline; oock de schepenenboden,
» sergeanten van de caemer, tresorier, de clercquen ter tresorye
» oock gheduerende hunne functie op tresorye ende andere pu-
» blicque acten, den ontfanghere van de wercken ende issue ende
» alle andere, keirelaecken profiterende, op de boete van X s. gr.
» ieder reyse; oock de ghemeene procureurs deser caemer ende
» vierschaere opghelycke boete etc. » [1].

Het Oudenaardsch magistraatskleed was in de XVe eeuw doorgaans lichtblauw, van IJpersch fabrikaat, met zwart damast voor de « vaschen » en met franjen. Somtijds werd het laken geverfd, en in 1430 versierd met bloemen [2]. In 1577 was er daar geschil opgerezen tusschen de schepenen en de commissarissen ter vernieuwing « nopende de vorme ende fatsoen van de keerels, daer-
» mede de edelmannen daghelix ten stadhuize commen moeten », en de schepenen besloten dan het den edelen onder hen zou geoorloofd zijn te dragen « een cort tabbaardekin, alwaert capotte-

[1] *Gebeurtenissen van Gent*, 1554-1743 (Hs.).

[2] « Item Saline van de patroene te makene van den blommen, die staen up sbailliuus, scepenen ende vooghden abite, X sc. » (*Stadsrek. van Oudenaarde*, 1430-1431. — (Nota van wijlen P. van der Meersch.)

» wijs ghemaeckt, behalve dat de uterste stoffe van laken zij [1]. » Het jaar te voren hadden de Oudenaardsche magistraten den commissarissen voor oogen gelegd, dat door den duren tijd hun traktement, beloopende tot 53 pond 15 sch., waaronder 35 pond parisis voor den kerel en 5 pond voor 't fluweel, gansch onvoldoende was geworden, waaruit gevolgd was dat sedert « vele jaren » geene tabbaarden waren gemaakt, « 't welcke nochtans » ter conservatie van d'authoriteyt van een magistraet, metgaders » omme de justitie te doen reverenderen », wel noodig was; zij vroegen daarom dat voortaan de stadsrentmeester ieder jaar aan elken schepene zes ellen laken zou geven ter waarde van 12 pond parisis, en eene elle fluweel tot denzelfden prijs, maar niet te leveren in geld, en met last dat de schepenen op boete zouden verplicht zijn op elke zitting « te commen met eenen tabbaert, elc naer zijn qualiteyt », behoudens dat zij in de processiën, plechtige vergaderingen, ten dage der rechtspleging en voor 't uitspreken der crimineele vonnissen, ook wanneer de wet vernieuwd en de rekening onderzocht werd, zouden moeten komen « met den scepene keerle ». Dit verzoek werd den 27 Mei 1576 toegestaan.

Die gehechtheid aan het ceremoniekleed is op te merken tot in de kleinste steden. Te Armentières, bij voorbeeld, stelden baljuw en schepenen in 't laatste vierde der XVIIIe eeuw vast, dat uitgaan in korps zonder staatsiekleed te achten was « *déplacé et indécent* » [2].

Te Veurne, krachtens eene ordonnantie van 1442, hadden de wethouders ieder jaar recht op eene som van 20 pond parisis, de eene helft op St.-Martensdag, de andere te Lichtmis; met die som moesten zij laken koopen ter waarde van 40 schel. parisis de elle « of beter, in ghereeden pennijnghen, sonder fraude. » Hier was gedurende de XVe eeuw het kostuum des magistraats van « lichtblauwen lakenen, wanof deene helt ghevaernet was rozeit » terwijl dat der bedienden was « deene helt blaeu ende dandere helt groene » [3].

[1] *Resolutieboek der stad Oudenaarde*, 1577, 41 v.
[2] C. Dehaisnes, *Inv. des archives d'Armentières*, 2.
[3] Stadsrekening van 1429-1430. — Stadsarchief.

Blauw en donkergroen, de borst van rood damast, was 't kleed der Aalstersche schepenen in 1443; maar in 1492 bezigde men daartoe fijn zwart Rijselsch en grauw Gentsch laken. Hier ook waren de « habiten » voorzien van « zijdenen coorden ende quispelen in vorme van parure ». Later, te weten in den loop der XVIe eeuw, hield men zich veelal bij zwart laken, voorzien met eene parure van fluweel [1].

Twee seizoenkerels werden ook gegeven aan de magistraten van IJper, in 1410 van « blawen lakene.... te vaerwene pers », voor den winter, en van « zeghelwitte.... omme de zomercledren. » De kaproenen waren half groen, half wit [2]. In de volgende eeuw was daar ook misbruik ingeslopen, tot zoo verre dat ten jare 1560 niet min dan 1,200 pond parisis voor de stadskleeren werd uitgegeven; maar de commissarissen kwamen tegen die aanzienlijke bekostiging op en schreven in margine der rekening van gemeld jaar : « Dat men volghende voor Ul. interdicien niet en excedere » de XII^c l., op pene van reductie, cesserende alle excusen, ende » dat elc van den College comparere tallen solempnelen vergade- » ringhen tot weerdicheyt van der justicie, zo van processien » generaele als vierscaeren, vernieuwen van der wet als andersins, » met huerl. cleedinghen, op pene van radiatie, omme deghone » die in ghebreke wesen zullen, ende oock dat men neme laeke- » nen ghedrapiert binnen dese stede » [3].

De kerel der Kortrijksche schepenen was in 1591 gevoerd met « greyne », eene stoffe uit geiten- of kemelshaar, doorweven met wol of zijde. Men vernieuwde het hier niet vóór 't versleten was, maar toch ontvingen de magistraten de waarde er van in geld.

De stadsrekeningen van Rijsel maken gewag van « drap d'araigne » (1568), « drap du grand let, mellé de graine; drap vermaulx; drap de demi graine » (1585); « drap brun mellé de graine; « escarlattes vermelle, vermelle araigne (1586); « drap sauwin » (1492); « drap turquois » enz., meestal te IJper gekocht.

Het kleed werd daar den schepenen te huis gebracht door den koning der Ribauden (*roi de l'amoureuse vie*), maar in 1480 gaf

[1] *Stadsrekeningen van Aalst.* — Stadsarchief.

[2] *Id. van IJper*, in 't Rijksarchief te Brussel.

[3] *Idem, ibidem.*

men den wethouderen de waarde des kleeds in geld, 36 pond parisis ieder, en 12 pond voor de fluweelen banden. 't Ging in deze stad ook hoe langer, hoe meer: in 1419 kostte 't kerellaken 242 pond, in 1464, 583 pond 15 st., maar dan werd het besluit genomen in geen zes jaren een kleed te geven tenzij aan den rewart en den meier.

De meiers van Amiens hadden, behalve hun kleed, nog een ander onderscheidingsteeken, namelijk eene fluweelen beurs, voorzien van in goud geborduurde leliën en 't stadswapen. Zij droegen die aan den gordel en bewaarden daarin het zegel van zaken en de sleutels van 't stadhuis.

De misbruiken in zake van ceremoniekleed waren te gemakkelijker, daar er geene algemeene verordening bestond en de oude reglementen, daartoe betrekkelijk, licht in vergetelheid geraakten. Het toppunt van 't misbruik schijnt bereikt te zijn bij de wethouders van 't Vrije van Brugge, die, uitwijzens de rekening van 12 September 1505, zich jaarlijks vereenigden aan een banket om de keuze vast te stellen van de kleur des kleeds, het volgende jaar te dragen. Om dit eenigermate te verbloemen of te verschoonen noemde men het daarvoor bestede geld : « *krimppenningen* », dit wil zeggen : vergoeding van 't verlies, bij de maat, na 't laken gewaterd te hebben [1].

De stoffe voor de schepenen van 't Vrije was in de XVIe eeuw doorgaans « grauw Brugsch Bellaertlaecken » [2].

Het zwarte kleed der magistraten dagteekent maar van de XVIe eeuw en de gemeentekassen bekostigden het tot in de XVIIIe eeuw, wanneer de regeering bepaald verbood daarvoor nog iets in rekening te brengen [3]. In 't Land van Waas, nochtans, bleef het gebruik aanhouden en kregen de hoofdschepenen, die oudtijds 10 gl. 10 st. voor hun kleed trokken, eerst in 1738 de som van 100 gulden, welke hun tijdens de Fransche overheersching was toegestaan.

Het officiëel kostuum had in Frankrijk iets bijzonders; gewoonlijk was 't daar van twee kleuren, 't eene rood of purper — gemeen kenteeken des magistraats — 't andere van de kleur, eigen aan

[1] Beaucourt, *Jaerboeken van den Vrijen*, III, 174.

[2] *Idem*.

[3] Het reglement voor de stad Gent dagteekent van 6 November 1734 (8e art.). — Raepsaet, *Analyse*, etc., III, 1.

de stad [1]. Er waren in Frankrijk echter ook schepenenkleederen van éene kleur, b. v. te Marseille, te Atrecht, te Amiens enz.

Van meer belang nog — wel te verstaan voor de gemeentekas en 't plezier der schepenen — waren de banketten en « teringhe van wijn », waar de schepenenhuizen zoo veelvuldig getuigen van geweest zijn. Hierbij liep het waarlijk in vele plaatsen over zijn hout, want van één, hoogstens twee banketten, aanvankelijk gedoogd, kwamen er meer, en iedere gelegenheid welke men dacht gepast te wezen, werd waargenomen, of gelegenheden werden gezocht om samen eens de voeten onder de tafel te steken. Aldus, zagen wij de schepenen aan den disch op den dag, dat de commissarissen de wet kwamen vernieuwen en de rekeningen onderzoeken, wij vinden hen ook vereenigd, en de stadskoks in 't beslag, als een ter dood veroordeelde aan den beul werd overgeleverd [2]. Richtte men geen banket op, 't was eene wijnpartij bij de verpachting der accijnzen [3], het zetten der belastingen of het teekenen der dieren, toegelaten op de gemeene weide [4]; bij de aanbesteding van groote stadswerken [5]; bij de vereffening van twisten of afpalingen van gronden [6]; bij de aanstelling van eenen

[1] Loyseau, *Du droit des offices*, liv. V, ch. VII, 48.

[2] De stadsrekening van Oudenaarde, over het jaar 1561, geeft in margine de volgende opmerking der commissarissen te lezen : « Soit prins garde qu'il ne se paye disners aux eschevins de la ville d'Audenarde, sinon pour les sentences où mort s'ensuyvra, et sans excéder VI livres. »

[3] « Item van wine, diemen dranc doe men de assisen verpachte. » (*Stadsrekening van Antwerpen*, 1324.)

[4] « Au corps du magistrat est dû 12 livres pour l'assiette de la taille...

» Audit magistrat pour recevoir et marquer les bêtes paissant sur les weymeaux, 20 livres. » (*Idem van Lessen*, 1692.)

« Aux deus esleux de ladicte ville pour leurs paines et salaires du gouvernement dicelle ville pour prendre, lever et recevoir les rentes, cens, debites et revenues de ladicte ville pour prendre garde aux marchandises, etc... a chascun deulx XV frans... » (*Stadsrekening van Namen*, 1463, bl. 116 v°. — Rijksarchief te Brussel.)

[5] « Pour I escot fait à le maison Colart Regnault pour I jour que li eskevins furent en capitle leur on prist accord del ouvrage doudit bieffroi faire; despendirent avoech le conseil doudit capitle 72 s. » (*Idem van Bergen*, 1379. — Stadsarchief van Bergen.)

[6] « Item waren vergadert de scepenen ende gheswoorne op der scepenen

nieuwen schepene [1]; den dag der kermis, of.... den eersten zondag van den Vasten, of op eenig volksfeest [2]; na de verheffing of 't nazicht van reliquieën, juweelen of boeken in eene abdij of parochiekerk [3]; bij 't bezoek van vreemde doorluchtige gasten [4], of van den vorst [5]; als 't processie was [6] enz.

camere om der timmerliede te verscheidenen, daer wert verdroncken VI potte Homberger biers ende II potte huppen...

» Item doent ghemeten was (*huizen en gronden*) waren vergadert scepenen ende gheswoorne te Boudens van Ysendike, daer wert vertert VI motte ende I ghelte wijns... » (*Stadsrek. van Lier*, 1377.)

[1] « A Jehan de Hauchin, eschevin, lequel paya sa bien venue à messeig^rs^ eschevins, ses compaignons, le IIIIe fevrier, fu fait présent de VI kannes de vin de Beaune... « (*Stadsrek. van Bergen*, 1520, in 't Rijksarch. te Brussel.)

[2] « A Messieurs du magistrat pour récréation le jour de la dédicace et le premier dimanche de Carême, XLVIII liv... » (*Id. van Lessen*, 1692.)

« Pour despens faicts par les curé, bailly, mayeur, eschevins et conseil de ladite ville, le premier dimence de quaresme, auquel jour les jeunes gens portent la consaulde et se mettent les discords d'accord, comme à l'ordinaire... XXIIII l. » (*Id.* van 1584.)

[3] « Le jour St. Franchois, 4 jour d'Octobre, mess^s^ les mayeur et eschevins furent en leglise et couvent de St. Franchoys, aud. Mons, faire visitat'on des relicques, joyaus et librairies y estans en la manière accoustumée, à ceste cause disnerent ensemble en la maison de mass^t^, accompaigniez de leurs.... clercx et autres, ou fu frayet XII liv. XI s. » (*Stadsrek van Bergen*, 1520.)

[4] « Item van wine ende crude svridags vore rente Katlinen dach op der scepen huis, doen de coemanne van Mayorke daer waren, XXII sc. » (*Stadsrek. van Antwerpen*, 1324.)

» Ghegeven snavonds up tscepenhuus een eerlic banckel, daer mijn ghenadich heere was, mijn gheduchte vrauwe, mijn joncvrauwe van Bourgoigne ende andere heeren hertoghen ende princhen, metsgaders de notable van deser stede, ende vrauwen ende joncvrauwen, die daer ooc ghebeden waren, ende coste LXIIII lib. XII s gr. » (*Idem van Brugge*, 1469.)

[5] « Cost ghedaen tot vier reysen op den stadhuyse met mijn heere van Brabant (*Jan IV*) te tracteren, item mijne vrouwe van Brabant, item der joncvrouwe van Pietershem, item den joncheere van Nassomven, item joncheere Gilles van Rodenbach; item den joncheere van Gaesbeke.

» Wordt rot ses reysen verhaelt cost ghedaen op den stadthuyse met myn heere den hertoghe ende synen raeden (1420). (*Uittreksels uit de stadsrekeningen van Brussel* (1416) in 't archief der Ste-Gudulakerk. — *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 3e série, IX.)

[6] « Item op de octave van Ch'nxenen als men processie doen soude en

Te Brussel was er in de XV[e] eeuw banket op den dag des ommegangs, der accijnsverpachting en van 't nazicht der rekeningen. De kosten der banketten beliepen dan tot 300 gouden kronen, maar in 1448 werd het banket op de twee eerstgemelde dagen afgeschaft en vervangen door eene uitdeeling van wijn. Later, evenwel, kwamen er weer nieuwe bij. Een reglement van 1639 bepaalde de som aan de eetmalen te besteden; dat van St.-Jansdag mocht 100 gl. kosten; het banket op St.-Michielsfeest 1,100 gl.; op den ommegangdag 250 gl.; bij gelegenheid der « terminatie » van 't brood, 60 gl., en ten dage dat de rekening over 't beheer der vondelingen werd onderzocht, 72 gl. Eene nieuwe verordening van 1704 stelde andermaal een einde aan al die smulpartijen.

't Was niet altijd in de schepenenkamer dat de heeren van 't magistraat hunnen beker ledigden : zeer dikwijls ontmoeten wij hen in de herberg, gelijk te Brugge, waar de stadsrekeningen van 1488 tot 1492 niet min dan dertien tapperijen opnoemen. Om het gelag te verschoonen, gaven zij somtijds voor dáar bijeen geweest te zijn om raad te slaan [1], maar vergaten daarbij te zeggen, waarom de gewone vergaderplaats, het schepenenhuis, was voorbij gestapt.

Zelfs het louter plezierpartijtje, een theebezoek, b. v , met de vrouwen der wethouders, ten huize van eenen hunner, kon niet voorbijgaan zonder dat men den dienstbode bij den wijntapper

theyleghe Besnidenisse omme draghen, dat de scouth, daman, rentmeesters, scepen, clercke, cnape ende alle dienende vander stat smorghens opd scepenhuys versamenen alsoe ghewoenlic es omme metten processie te gane en daer ontbite die wille, daer wert vertert te spisen ende te dranke tsamen gherekent XII sc. VIII d. gr. vlems. (*Stadsrek. van Antwerpen,* 1401. — Rijksarchief te Brussel.)

« A Jacques Wautreman, pour depens faicts à sa maison par les curé, bailly, mayeur, eschevins et le conseil de la ville, la nuict de la procession en s'assamblant pour aller avecq le collége de l'églize aux vespres cômes anchiennement l'on avoit accoustumé, XXIIII l. » (*Id. van Lessen,* 1584.)

[1] « Item op de selve tijt dat de scepenen doen versamenden in de *Lelye* ende raet hadden, daer werden ghedroncken II gh. wijns van VIII gr., quam XIIII gr. » (*Stadsrek. van Antwerpen,* 1401. — Rijksarchief te Brussel.)

zond om op het heil der goede gemeente — en vermoedelijk op de gezondheid van de schepenenvrouwen — te kunnen drinken [1].

Wat wil men? Dit was nu eenmaal gewoonte, en niemand morde er tegen, tenzij — wanneer de verkwisting wat grof begon te worden — de vorstelijke commissarissen, die moesten zorgen voor de goede balans tusschen inkomsten en uitgaven.

Maar 't was door enkele kannen wijn niet, dat de stadsfinantiën in gevaar konden komen : de banketten, weelderig gemaakt tot de buitensporigheid toe, ziedaar wat op vele plaatsen een wezenlijke kanker voor de kasse was. Enkele voorbeelden, om te laten zien hoe zorgeloos of onbeschaamd men vroeger met de gemeene middelen omsprong.

In de XVIIe eeuw had men te Rijsel vele peperdure banketten op het schepenenhuis, tot zoo verre, dat de rekening over het jaar 1654 daarvoor eene uitgave vermeldt van 33,000 pond! [2]. Bij 't zien van dit cijfer zal men mogelijk geneigd zijn te vragen, hoe groot het getal gasten wel mag geweest zijn om zulke som op te maken? Dat getal was niet zoo groot als men allicht zou denken : daar zaten aan de tafel de aankomende en uittredende schepenen, de kapiteinen der burgerlijke wacht, de gouverneur der vesting en de commissarissen ter wetsvernieuwing. Het getal gasten zelfs op honderd nemende, komt men voor elken dischgenoot tot een cijfer, dat eene zeer hooge som is, vooral in dien tijd. Laten wij maar bekennen dat de banketten onzer huidige ministers niet in vergelijking kunnen komen met die onzer voormalige schepenen [3].

[1] « Item den 3 April gecort Mr Jacop van Postel, den 8 Meert alsoe de heeren tsamen hadden vergadert geweest elck met syn huysvrou tot den secretaris Postel, Hans de Cleerck met eenen kerf ghehaelt LI potten deelen wyn, loopt XXXIIII gl. XVII sc. » (*Stadsrekening van Lier*, 1609.)

[2] Eén dezer banketten, op Allerheiligendag, kostte in 1654 de som van 3,034 pond; ten jare 1671, 3,390 pond; in 1698 niet min dan 5,482 pond, en in 1700 de som van 5,048 pond.

[3] Het tafelgerief der schepenen was in de meeste steden van zilver. — Ziehier, voor de stad Luik, eene *Mémoire de ce que l'il faut mectre pour cou-*

Te Kortrijk wist men mede wat goede sier te beteekenen heeft. Na de rouwmisse, ten jare 1631 over de aartshertogin Izabella gezongen, gingen de wethouders naar 't stadhuis, waar de tafel was gedekt. Behalve de gewone vleeschspijzen, de groenten en 't gebak, waren er niet min dan twintig schotels, waaronder vijf met visch en vijftien met hofgevogelte en waterwild. Men neme in aanmerking dat er hier slechts een dertigtal gasten aan tafel zaten, en de wijn van Ay naast de gewone witte most er in overvloed stroomde. Ook beliep de rekening — 't is de moeite waard om het te zeggen — tot het sommeke van 950 pond, de schellingen en deniers onverlet gelaten.

In XVIIe eeuw was de kookkunst te Kortrijk hoog in eere: 't schepenenbanket, op den dag der accijnsverpachting, kostte doorgaans 900 tot 1,000 pond parisis, maar na eenigen tijd werd die smulpartij afgeschaft en den burgemeester, ter vergoeding, de som van 24, elken schepene 12 pond parisis gegeven.

Er zijn ook plaatsen geweest, waar het magistraat de menigte, die toch alles betaalde, bij 't wijngelag riep, niet zoozeer uit volksliefde, als wel om eene meerdere ontvangst te bekomen van den pacht der stedelijke belastingen. Wij vinden zoo iets in de

vrir la table lorsqu'on vacque à preuves d'un seigneur Eschevin porveu.

« Premier à hault de bout un plat de touttes sortes de rosty.

» Item une grande tarte barbanoisse.

» Item un jambon avec deux langues de bœuff, qui font trois grands plats.

» Item quattre plats de succade.

» Item quattre porte assiete de succe blan garnis.

» Item deux porte asiete d'anchoix.

» Item deux porte assiete de salade au deux bout de la table.

» Item du vin rouge, blan et deux bouteille de vin de secq.

» Item de la hougard et de la bierre.

» Item des pains raspez et deux pains de froument.

» Item des chandelles.

» Item des verds à vin et à la bierre avec quattre grands verds.

» Le 30 janvier 1669 Messieurs ont ordonné à leurs greffiers de deffendre à leurs clercqs de ne se plus trouver au disné du sieur Eschevin proveu. »

(Register : *Procès intentés par le souverain mayeur* (de Liége). — Staatsarchief te Luik.)

rekening van Aalst, over het jaar 1432 : « Item tsondaechs naer » noene, als men dassizen looft ende besit, daer al tvolc van der » stede comt, dat wille, *daer plach men te ghevene alse vele wijns* » *als elc drincken wilde,* omme datze te bet ende te neerendste- » liker omme dassijzen bieden zouden... » Men kan denken, hoe weinig Aalstenaars toen te huis bleven, ook 's maandags na den uitstel, toen « *alle de goede lieden kwamen eten ende drincken vander stede, die willen, arm ende rijcke.* » Voor het volksbanket van gemeld jaar werden opgedischt 6 vaten bier (ieder van 60 stoopen); 265 brooden, 562 «catspets », een rund, drie varkens, twee viertel erwten, benevens de noodige hoeveelheid spek, boter, kaas, eieren, look, zout, peper, saffraan, melk, azijn enz. De tafel kostte der gemeente de som van ruim 90 pond parisis. — Laten wij 't maar zeggen : het drinkgelag bij de openbare aanbesteding is niet zedelijk te heeten, want op den bodem van het glas, te dikwijls gevuld, zit de wijsheid niet; en wat het banket na den instel betreft, dit was ook niets dan eene geldverkwisting. Zóo beschouwden het te recht de vorstelijke commissarissen, vermits zij in 1447 den schepenen verboden nog het volk ten eten te noodigen, op straffe voor hen, van 't verteer, dat buiten het magistraat, de notabelen en stadsbedienden was gedaan, uit hunme eigene beurs te zullen moeten vergoeden [1].

Misbruiken onder dit opzicht bestonden schier overal. Gaan wij naar Gent, daar werd den 3 Februari 1665 de « restour-maeltijt » der schepenen van beide de banken door de commissarissen gebracht op « reform en limitatie, ter oorsake van de excessen en groote teer, die voor desen hadden gedaen geweest.» Hier schijnt men gezondigd te hebben door te vele uitnoodigingen te doen : de schepenen van der Keure plachten aan hunne tafel te roepen de geestelijkheid en deputatiën van de vier Leden 's Lands; de schepenen van Gedeele ook een aantal priesters, onder andere de paters Augustijnen, die, na de bovenbedoelde vermindering, zich beklaagden niet meer ten stadhuize genoodigd te worden, na er gedurende acht en twintig jaren van genoten te hebben. Overi-

[1] Stadsrekeningen van Aalst.

gens, te Gent wist men ook niet wat spaarzaamheid was ; het Vastenavondbanket voor de schepenen der beide banken kostte daar een tijd lang de kleinigheid van 3,000 gulden!

Ook de schepenen van dorpen en heerlijkheden hadden geleerd zich den wijn, en wat daarbij behoort, goed te laten smaken, en op den duur de gift of heuschheid als een recht weten te beschouwen. De schepenen der heerlijkheid van St.-Pieters, te Gent, vorderden eene maaltijd bij den prelaat, telkens dat zij eene doodstrafuitvoering hadden bijgewoond; zij hadden ook recht op een eetmaal bij den proost der abdij, op vier kannen wijn, van twee stoopen ieder, telkens dat iemand rond de heerlijkheid werd geleid om gegeeseld te worden; op vier kannen wijn bij eene andere geeseling, in kamer of ter vierschaar; op twee kannen voor elk vonnis van ballingschap, eerlijke boete, of wanneer een verdachte op de pijnbank werd gelegd. In dit laatste geval moest de wijn van Spaansche herkomst zijn [1].

Te Oudenaarde plachten kok en tapper op het stadhuis mede hunne bezigheid te vinden, maar in 1645 verbood men daar nog banketten te houden op den dag der wetsvernieuwing, bevelende dat de commissarissen zouden « ghetracteert worden ten huyse, » daer sij sullen ghelogeert wesen » ten koste van hunnen gastheer [2].

Hoe vroom en ernstig onze stadsmagistraten over 't algemeen waren, toch gingen zij soms de maat der welvoeglijkheid te buiten. Wij kennen er een voorbeeld van te Kamerijk, waar op het banket van 4 en 5 October 1679 een der wethouders met een stuk broodkruimel den god der tuinen had afgebeeld « sous la forme la plus intime ». De gerechtsofficier zond onmiddellijk den schepenen eenen brief van afkeuring; doch hij ging daarmee zijne bevoegdheid te buiten, wat de wethouders hem niet verzwegen, maar integendeel hem op 't hart drukten « que ce n'estoit à luy, » ny de son office, de cognoistre des exces et incongruitez quy » pouvoient arriver entre eulx, mais bien à eux à les reprendre

[1] Archief der St.-Pietersabdij.

[2] *Resolutieboek*, 1645, bl. 22 v°. — Stadsarchief van Oudenaarde.

» et corriger, comme de toute ancienneté ilz ont accoustumez » faire ». Met dat protest evenwel ontkwam de plichtige schepene den blaam niet, dien zijne ambtgenooten hem moesten toesturen, evenmin als de boete van 12 pond, die onder de armen van Kamerijk werd uitgedeeld [1].

Wanneer de wethouders bijeenzaten, waren zij gaarne verlustigd door snarenspel, gezang of dichterlijke voordracht, en zelfs riepen zij nu en dan rondreizende kunstenaars bij zich op het schepenenhuis. Te Veurne ontmoeten wij alzoo in gezelschap van de commissarissen des jaars 1463 eenen poëet, en in 1614 vinden wij er eenen koordendanser, die den schepenen zijne kunstjes liet zien [2].

Tot zoo verre onze stadsrekeningen gaan, zien wij de wethouders alle openbare vreugdebedrijven te baat nemen om ten gemeenen koste wat uitspanning te bekomen. Is er ergens ridderspel? Ter plaatse, waar 't geschiedt, gaan de schepenen bij den eenen of anderen begoeden poorter binnen (de stad gaf vergoeding voor 't gebruik der kamer) en lieten zich daar inschenken [3]. Hadden speelliên de processie vereerd, na de plechtigheid werden

[1] « Du douzsiesme dOctobre 1679.

En la chambre Eschevinalle de la ville de Cambray.

Monsieur le semainier att représenté à Messieurs du Magistrat que le quattriesme du courant, estans au disner à la chambre verde de l'Hostel de Ville, le Sr Du Forest, leur confrère, auroit avecq de la mie de pain formé quelques postures deshonestes et messéantes, qu'il a réiteré le lendemain, au scandal du corps, sur laquelle proposition Mesdts Srs ayant ouï led. Sr Du Forest, quy s'est excusé d'avoir ce faict par inadvertance et sans aucun mauvais dessin, ont ordonné que seroit faicte une correction fort sérieuse audt Sr Du Forest, et admonition que doresnavent il ayt à se comporter avecq plus de retenue et come une personne exerceant lestat dont il est honoré, doits faire, le condamnant en lamende de douze livres au profict des pauvres. » (*Archief der stad Kamerijk.*)

[2] « Aen eenen camerspeelder, van diversche dansen op coorden ende andere habiliteyten ten aensiene van desen collegie ghedaen thebben, V lib. »

(*Rekening der kastelnij van Veurne*, 1614.)

[3] « Janne van Coelkerke, van dat scepenen waren te sinen als men josteerde up de maerch, ten tween stonden binden jare, V pond. » (*Idem van de stad Brugge,* 1318. Ook in 1333, 1334, 1335, 1339, 1345 en later.)

ze op het schepenenhuis geroepen om hun blaas- of snarenspel vóor de heeren van 't magistraat te herhalen ; waren vreemde tooneelspelers aangekomen, seffens was de uitnoodiging daar om den bestuurderen hunne kunst te laten blijken [1]. En — reeds in de XVIIe eeuw was men verlangend naar het nieuws van den dag, of liever van de week — de Gentsche en Kortrijksche schepenen lieten zich in dien tijd de vreemde gazetten overschrijven of gelastten hunnen bode om ze voor hen te halen [2].

Om te eindigen met de gewoonten en gebruiken der voormalige schepenen zullen wij nog herinneren, dat hunne vroomheid

« Ghegheven den zanghers ende vedelaers, die ghesonghen souden hebben voor de wet, als zij te gader aten tser Pieter Adores... » (*Stadrekening van Brugge*, 1390-1391.)

« Item op de vors. dach te vespertide doe men betaelde de menistrele, die metten processie ghegaen hadden ende ghespeelt elc met sinen instrumente dys hi hem bewant en op te scepenhuys versamende, daer de scepen en anderen goede liede bi quamen omme alderhande spel te siene en te hoerne, hier wordt gedroncken IIII $^1/_2$ ghelt wijns uute Luypaerde, van VII gr., ende IIII ghelte wijns uute Pelgrime, van V gr., quam tsamen III s. X $^1/_2$ d. gr. Vlems. » (*Idem van Antwerpen*, van 1401. — Rijksarchief te Brussel.)

[1] « Betaelt d'hollandsche commedianten de somme van acht ponden gr., haer bygheleyt ter causen van het eerste vertooch, ghedaen an de heeren van den college... » (*Idem van Gent*, 1660-1661. — Staatsarchief.)

« Betaelt de comedianten van madame d'Orleans de somme van XII ponden gr., hemlieden bygheleyt voor eene comedie, ghepresenteert voor syne Eerw. van Ghendt in consideratie van syne blyde incompste. » (*Idem.*)

[2] « Betaelt Jan Ortenbach de somme van zeven ponden grooten, te weten vyf ponden grooten over een jaer recognitie van het overschryven van de wekelicke gazetten, ende de resterende II lib. grooten over 't port van diere. »
(*Stadsrek. van Gent*, 1657-1658. — Staatsarchief.)

« Betaelt de wed^e^ Geert Langhen, alias *bon marché*, de somme van XXXIX s. grooten, over de leveryinghe van de wekelicke gazetten ande heeren vant collegie ghedaen tsedert den 1 nov. 1657 tot ultimo april 1658.. XXXIX s. gr. »
(*Idem.*)

« Aen Dominicus van Lathem, bode van Cortryck op Antwerpen, ter causen van overgebracht thebben telcker weke, gedueren de den voorleden jaere, de gazetten ende nieuwe tydinghen by schepenen.... » (*Stadsrekening van Kortrijk* van 1629-1630.).

even groot was als hunne zucht om te banketeeren. Men weet dat zij elken dag op het raadhuis de misse hoorden, in alle plechtige processiën met het door de gemeente bekostigde staatsiekleed en flambouw verschenen, kapellen en goddelijke diensten stichtten, vooral ter gedachtenis van hunne overledene medebroeders [1], en als de pest of eene andere groote volksramp woedde niet op de aanmaning der geestelijke overheid wachtten om eene bedevaart of andere godsdienstoefening te bevelen [2]. Zij vierden al de kerkelijke feesten, vroeger zoo talrijk, niet alleen door rust, maar door deelneming aan de geestelijke oefeningen. Onder dit opzicht kan de volgende opgave der « *Festes et jours que l'on observe à la Chambre de Messieurs les Eschevins de Liège* » ons een denkbeeld geven van de vrome gezindheid onzer voormalige bestuurders, want wat te Luik in dien zin gepleegd werd, is, ook voor de andere steden des lands, mits enkele wijzigingen in verband met de plaatselijke aangelegenheden, zooals bijzondere feesten enz., waar te nemen.

Den 2 Februari (Lichtmis) namen de schepenen van Luik deel aan de processie van St.-Lambert, en ontvingen daarvoor 4 gulden ieder, welke vergelding voor de meeste verder aangeduide kerkbezoeken gegeven werd.

[1] Lambert, prelaat der St.-Nicolaasabdij van Veurne, verklaarde in Mei 1292 dat de schepenen, poortmeester en ingezetenen van Nieuwpoort in de kerk van St. Laurentius, ter eere van dien heilige, eene kapel hadden gesticht voor de zielrust hunner voorgangers en opvolgers, waarvoor zij eene jaarlijksche rent vestigden van 19 pond parisis, bezet op de inkomsten der halle van Nieuwpoort (*Oorspronkelijk stuk op perkament, nr 568 van den Inventaris van* GODEFROY.) — In 't register der besluiten, genomen door de schepenen van 't Brugsche Vrije (1505) leest men :

« Voorts es ghesloten dat men van nu voortaen, als een schepene overleden wert, men doen zal boven der messe ordinaire van den lande, dry vrydaeghen noch drye messen van requiem... »

[2] In 1676 had de pest te Valensijn en omstreken 16,000 personen gedood. Het magistraat schreef het ophouden der ziekte toe aan O. L. Vrouw van Tongeren, die aanroepen was geweest, en besloot, uit dankbaarheid, tot eene bedevaart naar Tongeren, waaraan o. a. een schepene en een griffier zouden deel nemen. Het land onveilig zijnde uit hoofde van vijandlijke benden, verzochten de schepenen twee paters Augustijnen om de bedevaart te doen.

Den vrijdag vóor Lætare-zondag bezochten zij des morgens om 10 ure de kerk van O. L. Vrouw om het sermoen te hooren van eenen pater Recollect.

Den dinsdag der Goede-Week hoorden zij de misse in de kapel van 't stadsgevang en bezochten de opgeslotenen, waarna de oudste der magistraten zijne gezellen aan tafel noodigde.

Van daags nadien tot den maandag van Quasimodo hielden de leden des gewonen raads geene zitting, ten einde in al de kerkdiensten te kunnen tegenwoordig zijn; de schepenen kwamen de drie laatste dagen der Goede-Week maar om 11 ure 's morgens op het stadhuis.

Het Paaschfeest duurde vijf dagen. Den eersten vrijdag na Paschen was 't processie, zoo ook op den feestdag van den H. Marcus en St. Joris.

Tijdens de Kruisdagen kwamen de raadsleden niet, en de schepenen maar om 9 $^1/_2$ ure. Allen namen deel aan den ommegang.

Op den zondag van 't H.-Drievuldigheidsfeest gingen de schepenen bidden in 't seminarie voor de afgestorvenen. Daags nadien was er eene misse van requiem.

Op H.-Sacramentsavond gingen zij naar de vespers en 't koor der hoofdkerk, den volgenden dag naar de mis en in de processie, voor welke laatste plechtigheid ieder schepene 50 gulden kreeg.

Op St.-Gillisfeest, *festum palatii*, kwamen de schepenen noch de raden op het stadhuis.

Den 12 September zong men de vigiliën voor Maximiliaan van Beieren en den 13 was men tegenwoordig in het jaargetijde.

Den 17 September, processie van St. Lambert. Op het feest van St. Denijs kwamen de schepenen niet, maar wel de leden van den raad. Het feest der HH. Simoen en Jude werd gevierd met een banket bij den hoofdgriffier, dat 60 gl. kostte. Op Onnoozelen-kinderendag waren vigiliën voor prins Marka, en daags nadien misse. Van Kerstdag tot Drie-Koningendag namen de Luiksche schepenen ook deel aan verschillige godsdienstoefeningen.

IX.

Hoog aanzien van het schependom. — « Heeren » schepenen en adellijke schepenen. — Schaduwzijde. — Afschaffing van het schependom. — Besluit.

« *Scependom es een hoeghe staet* », zegt een dichter der XV[e] eeuw [1]. En inderdaad, het werd eene zoo groote eer gerekend lid der stedelijke magistratuur te wezen, dat meer dan éens aanzienlijke personnages afstand deden van hooge waardigheden of winstgevende posten om 't recht te bekomen tot het weinig vergolden schepenenambt te kunnen geroepen worden. Pieter de Courtenay, poorter van Rijsel en in dienst aan 't hof des konings van Frankrijk (welke betrekking, zoo wij weten, een beletsel was voor het schependom) verzocht den koning zijn ontslag en verkreeg het, aldus den stadsdienst stellende boven dien van den koning.

De groote familiën hielden er aan, hunnen naam en eer te verbinden met die der gemeente. Ziet men de oude schepenenregisters na, men zal er menige aantreffen welke op de eerste bladzijde ofwel de geschilderde beeltenis van den voorschepene vertoonen, gelijk te Albi (Frankrijk), ofwel hun met goud en kleuren opgeluisterd blazoen, gelijk te Gent. De wethouders wisten dat de registers, welke getuigenis gaven van hunne werkzaamheid ten nutte des algemeens, de geschiedenis bevatte van de stad, met al haar lief en leed, met al hare grootheid en vernederingen; zij voorzagen dat de latere geschiedvorscher, bij het onderzoek van feiten, ook niet onverschillig zou geweest zijn aan de personen, die tot de verwezenlijking dier feiten hadden bijgedragen, en stelden daarom de eer en den glans van hunnen naam en geslacht in de schuts en schaduw van den roem der gemeente.

De menschelijke ijdelheid moge daardoor hare voldoening gehad hebben, ons, nakomelingen van de groote burgers, kan het

[1] *Oudvlaamsche gedichten*, uitgegeven door Blommaert, II, 68.

niet zonder belang zijn te weten wie de vrienden van het volk, wie zijne tegenstanders zijn geweest, en wij achten ons gelukkig nu en dan, tot spiegel en voorbeeld van anderen, eene hulde van erkentenis te mogen bewijzen aan degenen, die het vaderland met moed, trouw en belangloosheid hebben gediend.

Ook de vorsten gaven den schepenen, bij elke gepaste gelegenheid, bewijzen van eerbied, zelfs van ontzag. Zij hadden eene formuul voor de brieven, welke zij naar de gemeentebestuurders zonden en die wel hunne gevoelens jegens hen vertolkt. Zij noemden ze : « *nos biens amez, chiers et biens amez,* » « *lieve ende gheminde vrienden* ». Aan dezen titel hielden zij sterk, en eene vergetelheid in 't schrijven, om 't even van wien, werd door hen als eene beleediging beschouwd, gelijk zij niet duldden dat anderen hen op zulke manier toespraken. De gouverneur van Rijsel zond in 1688 aan de wethouders dier stad eenen brief, voerende tot opschrift : « *à mes chers et bien aimés* », maar de Rijselsche schepenen zonden 't opschrift ongeopend terug, verklarende eene zoodanige benaming van hem niet te willen ontvangen. Zij zelven schreven tot den bisschop : « *A Monsieur l'Évêque* », en onderteekenden : « *vos dévoués amis* » ; edoch zij vorderden dat het antwoord des prelaats tot opschrift droege : « *A Messeigneurs, Messeigneurs du Magistrat* » [1].

Men had te Rijsel nog een ander middel om de volkssouvereineteit te doen erkennen : telkens dat het magistraat in korps uitging, luidde men in de kerk van St.-Steven de klok Emmanuël, de zwaarste en plechtigst klinkende, wat ook gedaan werd bij de geboorte van een schepenenkind.

In de meeste plaatsen onzes lands droegen de gemeentelijke wethouders den titel van « heer », als te Antwerpen, volgens het *Clementynboek* (bl. 56 v° en 106 v°) ; te Doornik heette men hen op het einde der XIIe eeuw *Messeigneurs,* en de fierheid der *Heeren van Gent* is spreekwoordelijk geworden. Ook dacht Philip de Goede in het vonnis tegen de oproerige gemeente niet te mogen vergeten, dat het haren wethouderen voortaan zou verboden zijn

[1] V. DE RODE, *Hist. de Lille,* II, 433.

zich nog den titel van « heeren » toe te eigenen... Melden wij ook dat de schepenen, den kanselarijstijl der vorsten navolgende, plachten te schrijven : « *Wij, schepenen,* » of : « *Wij, schepenen ende raed* ».

Het was ook zóo elders, en zelfs ging men in Frankrijk op vele plaatsen nog verder. De schepenen en raden van Poitiers werden in 1372 door koning Karel V, die van Tours in 1461 door Lodewijk XI van adel verklaard, gelijk die van Parijs, Dieppe, en later van Lyons dezelfde gunst verwierven [1]. In de XVIIIe eeuw waren reeds vele schepenen van Frankrijk tot den adel verheven, onder andere die van Abbeville, Angers, Angoulême, Bourges, Cognac, St.-Maixent, Nantes, Niort, Péronne, Poitiers, la Rochelle, St.-Jean-d'Angély, Toulouse [2]. Somtijds, evenwel, was de adelbrief niet om, maar door het schepenschap te verkrijgen door middel van geld. Deze edelen noemde men *la noblesse de cloche*, dewijl zij vergaderden op 't geluid der stadsklok.

Naar 't voorbeeld van Frankrijk werd ook ten onzent de stadsmagistraat waardig gekeurd om in den adelstand te worden opgenomen. Albert en Izabella verleenden ten jare 1600 brieven van adel aan al de schepenen der stad Rijsel, hetgeen tot gevolg had dat aldaar sedertdien niemand als schepene kon aanvaard worden zonder zijnen adeltitel neer te leggen.

In Vlaanderen was de hooge waardigheid van 't schependom erkend lang vóor wij daarvan een bewijs vinden in Frankrijk. De wethouders van Veurne waren gelijk gesteld met de ridders, aangezien zij, even goed als deze, rapier en wapen mochten dragen. Dit voorrecht genoten zij misschien het eerst onder al de wethouders in Vlaanderen, daar 't geschreven is in de keure van 1240 [3]. Het dragen van rapier of degen schijnt op den duur

[1] LEBER, 215-216.

[2] Te Toulouse mocht de *capitoul* (consul, gemeentelijke wethouder) ondanks zijn adelbrief nog handel drijven, krachtens charter van Lodewijk XI, van 1463. Dezelfde vorst verleende in December 1463 aan de vijf en twintig schepenen van Poitiers vrijstelling van ban en achterban.

[3] « Quicumque arma defensa portaverit infra coram, emendabit comiti tres libras, licet tamen scabinis, coratoribus, militibus et filiis militum... »

in geheel ons land een schepenenrecht geworden te zijn, dewijl Albert en Izabella den 12 Juli 1605 het verleenden aan Antoine Minez, opvolgendlijk luitenant-major, meier, burgemeester en schepene van Namen, verklarende in hunne brieven dat gemelde « offices sont tous honorables et *du port de l'espée* [1].

Is de fierheid onzer vroegere wethouders te verwonderen? Stonden zij niet alleen als rechters maar tevens als bestuurders en wetgevers aan het hoofd der gemeente, in wier naam zij onderhandelden met gezanten en vorsten, met wie zij verdragen en traktaten sloten, welke zij (en niet de ridders en edelen) in hunne stad onthaalden, bij wie zij gedurig in zending waren? Bewijzen van het hoog aanzien, dat het schependom genoot, worden ons gegeven door talrijke oorkonden uit de middeleeuwen, van welke wij er hier slechts twee zullen herinneren : 1° het traktaat tusschen Engeland en Vlaanderen, ten jare 1241 gesloten, werd overhandigd aan de gevolmachtigden der gravin van laatstgenoemd gewest, in bijzijn van eenen schepene der steden Brugge, Gent, IJper en Rijsel [2]; 2° in 1402 waren moeilijkheden opgerezen tusschen Albert van Beieren, graaf van Holland, en de stad Hamburg; beide partijen kozen tot scheidsrechters hunner betwistingen de schepenen der stad Gent.

Vlaanderen, waar het gemeenteleven altijd het krachtigst was, geeft ons nog een ander voorbeeld van den grooten invloed, dien het schependom op den algemeenen gang der landszaken uitoefende. Reeds van in de XIVe eeuw had men daar landsvergaderingen, gewoonlijk het *parlement* geheeten, samengesteld uit de vertegenwoordigers van den graaf en van de groote steden, en op onbepaalde tijdstippen, als er noodzakelijkheid was, zitting houdende [3]. Alzoo hadden de schepenen der groote Vlaamsche

[1] *Reg. des chartes*, 45, 80 v°. — Archief des Noorder-departements te Rijsel.

[2] Oorspronkelijk stuk op perkament in 't archief van 't Noorder-departement te Rijsel.

[3] Er was voor het Parlement geen vaste zetel. Van 1314 tot 1335 vindt men dat het plaats greep te Péronne, Male, Parijs, Kortrijk, Antwerpen, Brugge, Rijsel enz.

gemeenten, Gent, Brugge en IJper (somtijds ook de mindere) hun woord te zeggen in het algemeen beheer des lands, in de quaestie der belastingen, van oorlog of vrede, meestendeels zelfs ter uitsluiting van den adel en de geestelijkheid, welke beide standen eerst later, namelijk bij de vorming der Provinciale Staten, hun recht zouden krijgen [1]. Het hooge gewicht van deze instelling is bewezen door een charter van Philip van Thiette en Jan van Namen, dragende de dagteekening van Mei 1305, en ter beslissing des Parlements opdragende « toutes les besoignes touchant commu-
» naument l'estat dou pays... le gouvernement et régime tant en
» consentement d'aides et subventions comme en service d'armes
» et autrement ».

Ja, de dichter had gelijk toen hij schreef :

« Scependom es een hoeghe staet »,

en alles wel ingezien, verstaan wij licht wat JAN BOENDALE zegde in *Jans Teestije* :

... « Nochtan vindt men vele ghiere
» Die scependom eopen diere
» Om tfordeel dat men daer in vindt » [2].

En toch was er eene schaduwzijde; toch was niet alles glans en heerlijkheid, gewin van rang en aanzien :

« ... Wie rijdt ofte loept,
» Daer hi scependom coept,
» Die coept die helle, sijts gewes;
» Want van tienen cume een es
» Die recht draghet de waghe;
» Vrienscap, nijt, miede of maghe
» En treckenen, voer waer gheseyt,
» Sele stont uter gherechticheyt;
» Want dese makenen so verblindt,
» Dat hi trecht niet en kint;
» Want die onstege wille dringt so voert
» Dat hi dat recht al versmoert... » [3].

[1] Zie ZAMAN, *États de Flandre*, 95. — WARNKOENIG et GHELDOLF, *Hist de la Flandre*, V, 445.
[2] Vn. 1132-1134.
[3] Vn. 1136-1147.

En bovendien — wat zware plichten, wat verschrikkelijke verantwoordelijkheid, wat groote gevaren! Hoe oneindig is het onderscheid tusschen de gemeentelijke wethouders van onzen tijd en die des vorigen beheers! Wat nu de groote zorg der stadsregentie uitmaakt — de politie der straten, de regeling der markt, de openbare tucht en wat dies meer — dit alles stond vroeger bij de schepenen, als 't ware, op den achtergrond, daar de zorg voor het recht en het privilege eene waakzaamheid vorderde van iederen dag, van elk uur... Hoe dikwijls moest de tabbaard of keerle afgelegd en de wapenkolder aangeschoten worden om tegen willekeurige vorsten of vreemde drijvers de eer der geboortestad, de onafhankelijkheid des vaderlands te verdedigen? Kwam de menigte in opstand, ballingschap, verbeuring van gansch de fortuin, een schandelijke dood kon het gevolg zijn van wanbestuur — eilaas! ook van rechtzinnige verkleefdheid aan het algemeen welzijn, kwalijk door het volk begrepen. Geene onzer groote steden of hare geschiedenis vermeldt de namen zulker slachtoffers, in de woedende burgeroploopen vermoord of op het slagveld gesneuveld. Niet min dan veertien schepenen der stad Gent offerden hun leven voor de eer hunner gemeente op het slagveld van Gaver!

Werpen wij eenen blik op het wezen, de werking en de geschiedenis van het schependom, wij moeten bekennen dat de instelling heilzaam is geweest aan Volk en Staat. Gedurende vele eeuwen beantwoordende aan de openbare behoeften, werkte zij krachtig mede tot de ontwikkeling der zedelijke en stoffelijke grootheid en verzekerde zij den landzaat eene meerdere mate van recht dan hij heden geniet. Wij laten de donkere, jammervolle tijden onverlet, gedurende welke eene onberadene, zelfzuchtige aristocratie de menigte als slaven trachtte te behandelen : de misbruiken zijn onafscheidelijk van elke instelling, die de mensch, door allerlei driften beheerd en geleid, tot stand bracht, en het is niet te veronderstellen dat wetenschap en beschaving het zóo verre zullen brengen, dat die hartstochten voorgoed aan band zullen gelegd zijn. Maar met rechtmatige fierheid mogen wij terugzien op het schependom van den tijd af dat het volk zijn recht had verworven en aan de zijde der begoede standen op het raadhuis

en in de vierschaar zetelde. Zekerlijk, de volmaaktheid werd niet bereikt, de laatste grief niet geweerd, maar alle krachten werkten samen om de maatschappij en rust en orde en voorspoed te verzekeren. In de hachelijkste oogenblikken toonden de schepenen onzer groote gemeenten op de hoogte hunner gewichtige roeping te zijn; dank aan hunne verlichte bescherming, konden wetenschap en kunst, trots hinderpalen van allen aard, de baan breken om hoe langer zoo meer het menschelijk brein met hun weldoend licht te verhelderen, gelijk zij de echte grondleggers geweest zijn van de kostelijke vrijheden, in welker genot wij ons nog heden mogen verblijden.

« *Il en coûte de l'avouer* » (zegde Michelet) toen, na een diepgrondig onderzoek, hij de grootheid der vorige tijden had ontdekt. Maar wij vragen : waarom zou het ons leed doen te weten en onverbloemd te erkennen, dat burgerdeugd, recht, vrijheid en vooruitgang niet dagteekenen van heden? waarom zouden wij betreuren dat de dapperheid en volstandigheid onzer vaderen vernedering en slavernij hebben afgeschud, en dat zij wisten op te klimmen tot de hoogste vrijheid en gelijkheid, welke de burgerlijke samenleving kan genieten en waarvan zij zich doorgaans zoo waardig hebben getoond?

De studie van het schependom heeft ons geleerd dat de zelfregeering eene bestendige krachtige neiging (drift, zouden wij moeten zeggen) van het Belgische volk is geweest. Wonderlijk genoeg! zooveel ging van het oorspronkelijk karakter der Belgen verloren... strijdlust, gehechtheid aan voorouderlijke gebruiken, aan de eigene taal, eenvoud van zeden, zelfs de weleer zoo diepe godsdienstzin — dit alles verzwakte of verzwond onder den machtigen invloed van nieuwe begrippen, andere zeden, de moderne levensbeschouwing; maar door alle rampen en oorlogsweeën, door alle tijden en vreemde overheerschingen heen zagen wij, van de dagen der Germanen af, de zucht tot zelfregeering bij ons volk voortleven, ja na elke zware beproeving, die andere natiën zouden neergedrukt hebben, krachtiger dan ooit zich openbaren.

Zal het verwonderen dat onze voorouders de instelling met

leede oogen zagen verdwijnen, toen de verspreiders der nieuwe denkbeelden gansch het vorige regiem ten ondergang hadden gedoemd? Het zoo zelfstandige gemeentebestuur ging thans geheel en al afhankelijk worden van de regeering, ja van gewestelijke overheden, vertegenwoordigers der eerste. Door dit stelsel van centralisatie werd, ja, eenheid verkregen in den Staat, maar ten koste van het eigene leven, van de eigene macht der gemeente. Wij onderzoeken de verdiensten van beide bestuurwijzen niet; wij stippen enkel aan, dat met de afschaffing van 't oude stelsel eene geheel nieuwe geschiedenis voor 't beheer der gemeenten, gelijk een ander leven voor den Staat, aanvang nam.

INHOUD.

ALPHABETISCHE TAFEL.

(1)

GESCHIEDENIS

DER

MALKONTENTEN,

DOOR

Alfons DE DECKER,

SECRETARIS DER ANTWERPSCHE BIBLIOPHILEN.

Kenspreuk : *Amor et Labor !*

(Bekroond met de gouden eermedaille door de Klas der Letteren der koninklijke Academie van België, in zitting van 9 Mei 1881.)

---

(2)

GESCHIEDENIS

DER

MALKONTENTEN.

INLEIDING.

Eene zesjarige ondervinding had Philips II, koning van Spanje, geleerd dat zijne onderdanen der Nederlanden, getrouw aan den vorst, die hunne rechten en vrijheden, zeden en gewoonten eerbiedigt, nochtans moedig het hoofd boden aan overgroote legers die tegen hen afgezonden werden, wanneer de vorst door zijne handel- en levenswijze voor hen een vreemdeling was, de vrijheden en rechten inkrimpte, of de voorvaderlijke zeden en gewoonten niet eerbiedigde. Was de genegenheid groot voor hunnen landgenoot, Keizer Karel V, wiens nagedachtenis nog bij het volk levendig is, even groot was de afkeer waarmede zij zijnen zoon Philips bejegenden, omdat hij, in Spanje opgevoed, voor hen een vreemdeling was en bleef, en zijnen Vlaamsche onderdanen die genegenheid niet schonk, welke hij bij geene enkele gelegenheid naliet aan de Spanjaards te betoonen.

Toen de hervormde leer, en de kuiperijen van eenige groote en hoogmoedige Nederlandsche heeren, den grond bewerkt hadden, waarop eene bloedige omwenteling ging gebeuren, besloot Philips II, die in Spanje verbleef en den toestand niet kende, een zijner trouwste dienaren naar ons vaderland te zenden, den beruchten *Ferdinand Alvarez de Toledo,* beter gekend onder den naam van *hertog van Alva.*

Had Philips II den aard zijner Nederlandsche onderzaten gekend, dan zou hij zich wel gewacht hebben dien man tot landvoogd te benoemen. Vele valsche beschuldigingen zijn tegen den hertog van Alva opgetimmerd, vele daadzaken hem ten laste gelegd, waaraan hij geen plicht had, en menig inzicht toegeschreven, waaraan hij nooit gedacht had. Voorzeker willen wij niet wagen hem vrij te pleiten voor de algemeene denkwijze; dat ware misschien onmogelijk, en daarbij gansch afwijken van ons plan. De waarheid dwingt ons echter te verklaren, dat de hertog van Alva, een dapper en moedig krijgsman, gekomen met bevel de Nederlanden, die tegen hunnen wettigen vorst in opstand waren, tot de onderwerping te brengen, denkende door ruw geweld er in te gelukken, juist het tegenovergestelde bekwam. Onze voorouders aan zulke regeering niet gewend, en opgevoed in den geest hunner gemeentevrijheden, zoo duur door hunne vaderen verworven, drongen bij den koning aan, de geestelijkheid zoowel als de adel en het volk, om de terugroeping van den strengen landvoogd te bekomen, hetgeen zij eindelijk verkregen. De tegenwoordigheid van den hertog van Alva mag men beschouwen als het teeken, doch geenszins, als de oorzaak der omwenteling in de XVIe eeuw.

Wij aarzelen niet hier te verklaren, en in den loop van ons werk zullen wij meermalen de bewijzen aanhalen, dat de omwenteling aan niemand te wijten is, dan aan Willem, prins van Oranje, bijgenaamd den Zwijger, door den koning aangesteld als gouverneur van Holland en Zeeland.

Den 17 November 1573 kwam don Louis de Zuniga de Requesens, groot commandeur van Castille [1], als opvolger van Alva, met twee benden ruiters te Brussel aan.

Den 18 December 1573 [2] verliet deze laatste de Nederlanden en keerde naar Spanje weer. Vóór zijne afreis had hij, op 28 November, den nieuwen gouverneur bij den Staatsraad ingeleid.

[1] De koning had eerst de oogen geslagen op Jan de la Berda, hertog van Medina Celi, onderkoning van Navarre. STRADA, III, bl. 170 en 202.

[2] Blaes zegt dat hij den 12 December 1573 vertrek. *Mémoires anonymes*, I, bl. 147, nota 3.

De komst van don Louis de Requesens [1], door allen die het vaderland waarlijk lief hadden en geen eigenbaat najoegen, met vreugde begroet, liet eene heele omkeering in de staatszaken verhopen. Zijne aanstelling als gouverneur ging gepaard met eene verandering der politieke gedragslijn, door 's konings raad te Madrid noodig bevonden. Men dacht, dat de grondige kennissen van den nieuwen landvoogd, als staatsman en als veldheer, en zijn zacht, rechtschapen karakter [2] voor de Nederlanders, een nieuw tijdstip van geluk en welvaart zouden doen aanbreken, dat dra de rampzalige dagen van weleer, uit het geheugen zou wisschen. De Staten kregen kennis van den last, dien de landvoogd van den koning ontvangen had, om de Nederlanden met zachtheid te behandelen; die goede tijding vermeerderde het vertrouwen en versterkte de hoop, die zij stelden in den opvolger van den wreeden hertog van Alva.

Alleen Willem van Oranje [3] deelde niet in de algemeene vreugde. Door het vertrek van den hertog van Alva, die tot dan toe, langs den eenen kant de plannen van Willem den Zwijger, zoo niet verijdelde, dan toch meest dwarsboomde, en ze langs den anderen kant door zijne strengheid bevoordeelde, vond

[1] Don Louis de Requesens, tot den grooten Spaanschen adel behoorende, was ambassadeur geweest van Philips II bij den Paus, werd later landvoogd van Milanen, en had als krijsman blijken van dapperheid gegeven, bijzonder in den zeeslag van Lepanta, waar hij onder het bevel stond van don Juan van Oostenrijk, die hem als landvoogd der Nederlanden opvolgde.

[2] Een bewijs zijner goede gevoelens vindt men in de *Correspondance de Philippe II*, publiée par Gachard, t. II, p. 445. Eenige gevangenen, in het kasteel van Antwerpen verblijvende, moesten volgens de beweringen van den hertog van Alva, op bevel van den koning in het geheim omgebracht worden. Dit beviel den nieuwen landvoogd niet, die verklaarde andere bevelen van den koning af te wachten, alvorens hiertoe over te gaan.

[3] Willem van Nassau, prins van Oranje, bijgenaamd de Zwijger, was zoon van Willem, graaf van Nassau, en van Julienne van Stolberg. Hij erfde van zijnen oom René van Nassau, zoon van Hendrik en Clauda van Chalons, bij testament van 20 Juni 1544, het prinsdom van Oranje. Willem van Oranje was ridder van het Gulden Vlies, lid van den Staatsraad en gouverneur van Bourgogne, Holland, Zeeland en Utrecht.

deze zich dan ook gedwongen, wilde hij eventwel zijn doel bereiken, tot andere middelen zijne toevlucht te nemen. Beproefde Philips II de bevrediging der Nederlanden door zachte middelen, dan kon Willem geen profijt meer trekken uit de onbehendige strengheid van een Alva, en moest dan in kuiperijen zijn heil zoeken.

Door het toedoen van den prins lieten de Staten van Holland, waarin hij zetelde als gouverneur, dit is als vertegenwoordiger van den koning dien hij tegenwerkte, de brieven van don Louis de Requesens onbeantwoord.

De algemeene gouverneur zag, helaas! dat hij met gematigheid er niet in gelukken zou, door de werking en den invloed van den prins van Oranje. Toen Philips II te Vlissingen scheep ging en de Nederlanden verliet, waar de omwenteling ontkiemde, geholpen door den geest der hervormde leer, welke reeds ingang verkregen had in al de standen der samenleving, bedroog hij zich niet als hij Willem van Oranje, dien hij niet ten onrechte aanzag als wezende de spil der troebelen, dit gepast antwoord toestuurde: *non Estados, mas vos! vos!* daar deze poogde de verantwoordelijkheid op de Staten te schuiven.

De omstandigheden hielpen mede, om don Louis de Requesens de wapens te doen opnemen. Nadat hij Goes ontzet had, werd Middelburg, dat door zijne ligging van het grootste belang was, door de Mondragon bezet. De prins van Oranje kwam hem in die stad belegeren; moedig gedroeg zich het leger van Mondragon, dat slechts uit vijftien vendelen Waalsche krijgslieden bestond. De belegerden leden gebrek aan mondbehoeften en binnen kort moest de bevelhebber de stad overgeven. Dit wilde don Louis de Requesens voorkomen, want die overwinning zou voorzeker de prinsgezinden tot geene inschikkelijkheid stemmen. Eene vloot van zestig schepen werd te Antwerpen uitgereed en vaarde de Schelde af[1]. Daar men Middelburg langs twee wegen kon naderen,

[1] Bodel Nyenhuys heeft ten jare 1864 in de werken van het historisch Genootschap van Utrecht uitgegeven, die *Memorien over sommighe actien ende krijchsgeschiedenissen der Nederlanden, 1567-1574*, door Roger Williams,

oordeelde don Louis de Requesens het noodig zijne vloot te verdeelen; over de eene helft voerde Sanchez d'Avila bevel, en over de andere de admiraal Glimes en Juliano Romero te zamen.

De prins was dit te wete gekomen. Hij zelfs nam het bevel over de schepen die vóór Middelburg gingen liggen, om Sanchez d'Avila te beletten den belegerden hulpen te verleenen. Louis Boisot, door Willem van Oranje als admiraal van Zeeland aangesteld, kwam Glimes en Romero nabij het eiland Tholen aanvallen. Den 29 Januari 1574 begon het gevecht, dat door den landvoogd van op den dijk gadegeslagen werd.

In het begin leden de prinsgezinden groote verliezen en de admiraal Boisot werd in een oog getroffen; doch de behendigheid hunner loodsen, de kennis van het water, en de bouwtrant hunner vaartuigen, waarmede men elke beweging die noodig geoordeeld werd met spoed en juiste berekening kon uitvoeren, dat alles schonk hun eenen volkomenen zegepraal.

De verliezen aan de Spanjaards zijde waren groot : vele schepen bleven op de zandplaten en ook vele werden door den brand vernield; Glimes bleef in den slag en Juliano Romero zocht zijn behoud in de vlucht.

« Sy verloren in dezen slach boven 60 schepen van alle soort; » 47 vendels; boven 600 metaele sticken van de welcke meer als » 200 wt het casteel van Antwerpen getrocken waren; en dootgesmeten en gevangen meer als 6,000, soo soldaeten als bootsgesellen [1]. » De schade, door de overwinnaars geleden, was zoo onbeduidend dat Sanchez d'Avila, eenen nieuwen aanval vreezende, het voorzichtig vond de ankers te lichten, de zeilen bij

die vele voorvallen beschrijft, waaraan hij als soldaat werkelijk deel nam. Deze verhaalt dat de vloot bestond uit « 120 schepen, van de welcke waeren » 80 ter oorloghe toegerust, soo wel groote schepen als cromstevens en heuen ; » de reste waeren amonitieschepen. »

De prins had, volgens denzelfden ooggetuige, op korten tijd « sijne vlote » gereet al of meestendeel van goede oorlochschepen in getaele van ontrent 200; weynich groote schepen, de reste cromstevens en heuen. Dit sijn » de beste schepen om op die wateren te vechten. »

[1] *Memorien van Roger Williams*, bl. 163.

te zetten, zee te kiezen en langs Goes naar Antwerpen weer te keeren [1].

Den 18 Februari daarop volgende, ging Middelburg in handen der prinsgezinden over, mits zekere voorwaarden. « De heer Christoffel van Monsdragon, ridder, heere van Remerchicourt en » colonel van de Walsche voetknechten, zijnde tegenwoordich in » Middelburch en Armuyen, verbindt zich die steden te verlaten » sonder te demolieren de tegenwoordige fortificatien, oock allen » gheschut, munitien, schepen, goeden ende coopmanschappen » daer blijvende. » De gewapende krijgslieden, ingenieurs, kloosterlingen en geestelijken mochten het eiland Walcheren verlaten. Mondragon werd niet gevangen gehouden; het woord, dat hij verpande, boezemde zijne vijanden genoegzaam betrouwen in. Indien hij binnen de twee maanden van don Louis de Requesens niet kon bekomen, dat Philips van Marnix, heer van Ste-Aldegonde, de kapiteinen Jacob Simonsen en Peeters, den luitenant kapitein Willekens van Angheren en den ingenieur Citadelle in vrijheid gesteld werden, zou hij, de Mondragon, zich in handen van den prins van Oranje geven [2]. Hij verkreeg echter het gevraagde zonder moeite.

Het magistraat van Middelburg trad, twee dagen na de overgaaf, in onderhandeling met Willem den Zwijger, en mits het betalen van drie honderd duizend gulden, bleef zij van eene plundering bevrijd [3]. De bijzonderste steden en plaatsen waren in handen van den prins van Oranje, die nog altijd den titel van gouverneur behield, en den wettigen vorst, van wien hij hem verkregen had, tegenwerkte! Dit was nog niet voldoende. Hij hechtte geloof aan zijne droomen, eens over de XVII Provinciën te regeeren. Na zijne verovering van Middelburg, zocht hij verscheidene steden van Vlaanderen en Brabant bij verraad te winnen [4]. Antwerpen was, door zijne ligging en door zijn kasteel, eene der belangsrijkste

[1] P. Bor, VII, bl. 4.
[2] *Idem*, VII, bl. 6.
[3] *Idem*, VII, bl. 6.
[4] Viglius ad Hopper, Epistol. CXCIII, p. 732.

plaatsen. Kon hij er meester worden, dan werd de uitvoering zijner plannen veel gemakkelijker. Den 27 November 1573 had Willem van Oranje, te Delft zijnde, opene brieven van volmacht gegeven aan eenen genaamde Jan de Vos en aan eenen Waal, Pieter Tocquereau [1], om in zijnen naam te handelen en alzulke maatregelen te nemen, die zij nuttig zouden achten voor 's prinsen belangen. Zij stelden zich in betrekking met Jan Alonzo, een Spaansch soldaat, die voor twintig duizend dukaten beloofde het kasteel van Antwerpen in handen van den prins van Oranje te leveren. Grooten weerstand van wegen het garnizoen hadden zij niet te duchten, daar het slechts op dat oogenblik tachtig mannen telde, waarvan er zeker dertig in het verraad betrokken waren. De aanslag, die vastgesteld was op 3 Maart 1574, mislukte eventwel; de overheid had lont geroken en nam de verraders in hechtenis; zij ondergingen op de Meirplaats hunne welverdiende straf. Waren Pieter Tocquereau en Jan de Vos er niet in gelukt aan het gerecht te ontsnappen, dan had het ongeval voor de prinsgezinden erge gevolgen gehad. Ongeveer vier honderd vijftig soldaten, waaronder vele boschgeuzen, waren uit al de gouwen van het land, ongewapend naar Antwerpen gekomen; die van Zeeland moesten nog eene groote macht langs de Schelde aanvoeren. Wanneer Pieter Tocquereau en Jan de Vos zagen, dat het gerecht, door de bekentenis der Spaansche soldaten, van alles onderricht was, gaven zij aanstonds bevel aan hunne aanhangers, om zonder vertoeven en zonder wapens, langs de verschillige stadspoorten te vluchten [2].

Korten tijd na deze gebeurtenis volgde er eene andere, van niet minder groot belang. De graaf Lodewijk van Nassau werfde in Duitschland huurbenden aan, om zijnen broeder Willem van Oranje ter hulp te komen. Sanchez d'Avila kreeg onmiddellijk last zijne machten te vereenigen en de grenssteden te versterken; graaf Gonsalvo Valdès brak het beleg van Leiden op en voegde zich bij d'Avila; ook de leenmannen werden bij plakkaarten opge-

[1] P. Bor, VII, bl. 8.
[2] *Idem*, VII, bl. 8.

roepen om aan het nieuw leger dat aanrukte, en samengesteld was uit zes duizend voetgangers en drie duizend ruiters, waarover de hertog Christoffel, zoon van den paltsgraaf Frederik van Rijn, bevel had, om aan het nieuw leger, zeggen wij, den weg te versperren.

Den 21 Februari 1574, waren zij ongeveer twee uren van Maastricht, alwaar zij wachtten op eenige manschappen, die achter gebleven waren. Don Louis de Requesens volgde elke beweging, die zij deden en oordeelde het noodig Bernardo de Mendoça met zijne troepen naar Maastricht te zenden, om het garnizoen dier stad, dat stond onder Francesco de Montesco, te versterken, ten einde den overtocht der Maas aan het leger van graaf Lodewijk te beletten. Sanchez d'Avila had intusschen zijne legermacht ingericht en was ook naar Maastricht afgezakt; eenige schermutselingen waren hierop gevolgd. Toen graaf Lodewijk verder optrok, om Nijmegen in te nemen en zich bij den prins van Oranje te vervoegen, die ook met hulp aanrukte, vond hij de bezetting dier stad, welke toevertrouwd was aan den baron van Hierges, zoon van Berlaymont, vermeerderd met drie honderd Spaansche kolveniers en de compagnie Burgonjers van den baron van Chevreaux, door Sanchez d'Avila herwaarts gezonden. De opperhoofden van 's konings leger achtten het voordeelig den vijand aan te vallen. De botsing had plaats in de Mookerheide, den 14 April 1574. De Spanjaards wilden hunne neerlaag bij Middelburg wreken, deden wonderen van dapperheid en versloegen de prinsgezinden, zonder zelven groote verliezen te ondergaan [1]. Groot waren zij aan den anderen kant; de twee broeders van Willem van Oranje, de graven Lodewijk en Hendrik van Nassau [2], en de paltsgraaf Christoffel bleven dood op het slagveld, alsook drie duizend voetknechten en vijf honderd ruiters [3].

[1] Wagenaar, VI, bl. 470, rekent dat de Spanjaards niet boven de 200 man verloren.

[2] De lijken der graven Lodewijk en Hendrik van Nassau werden niet meer gevonden. Wagenaar, VI, bl. 470.

[3] Wagenaar, VI, bl. 470.

Uit dien schitterenden zegepraal kon Sanchez d'Avila ongelukkiglijk het voordeel niet trekken, dat hij zich voorspiegelde[1]; hij dacht met kracht en door de overwinning verdubbelden moed, den prins van Oranje aan te vallen, doch rekende zonder den waard. Vóór den slag, had hij zijne soldaten beloofd de achterstallige soldij, die reeds van verscheiden maanden dagteekende, te betalen. De Spaansche soldaten, ongeveer drie duizend [2], sloegen tot muiterij over, omdat hun aanleider — die geen geld ontving — zijne belofte niet volbracht; zij kozen eenen *Eletto*[3], aan wien zij gehoorzaamden, en trokken op Antwerpen af, waar zij hoopten, door plundering zich zelven te betalen. Niettegenstaande de tegenwoordigheid van den landvoogd te Antwerpen, werd het huis van den bevelvoerder der stad, Frederik Perrenot, heer van Champagny en broeder van den kardinaal Granvelle, door de muiters geplunderd; gedurende verscheidene dagen leed de burgerij groote schade. Don Louis de Requesens gelukte er eindelijk in de muiterij te stillen, door het betalen van eenige maanden soldij, deels in geld en deels in laken, waarvoor hij eene geldleening aanging en zijn eigen zilverwerk verkocht [4].

De beide strijdende partijen verkeerden in moeilijkheden : de schatkisten waren uitgeput. Don Louis de Requesens ontving wel geld uit Spanje, doch zoo weinig, dat men zelfs in de grootste noodwendigheden niet kon voorzien. De prins van Oranje was beladen met overgroote leeningen, die hij aangegaan had om zijn Duitsch leger in te richten, en de noorderlijke gewesten lieten daarbij hooren, dat zij den krijg moede waren en rust verlangden. De landvoogd dacht het oogenblik geschikt om nog eens tot zachte

[1] De overlevenden der prinsgezinden namen, na hunne nederlaag, het kasteel van Carpen, nabij Keulen, in, dat zij eenigen tijd voor den prins van Oranje behielden. *Mém. anonymes*, publiés par J.-B. Blaas, t. I, p. 153.

[2] *Correspondance de Philippe II*, publiée par Gachard, III, p. 79.

[3] De lezer die kennis zou willen maken met de manier waarop een *Eletto* gekozen werd, met de macht waarover hij beschikte, raadplege Bentivoglio, II, bl. 36, en de *Geschiedenis der Nederlandsche beroerten in de XVIe eeuw*, door Dr W.-J.-F. Nuyens, II, bl. 171.

[4] 12 Mei 1574. Zie de Jonghe, *Gendsche geschiedenissen*, I, 221.

middelen zijne toevlucht te nemen [1]. Om in vele zaken van 's landsbestuur te voorzien, werden de Algemeene Staten tegen den 1 Mei 1574, te Brussel bijeengeroepen.

Den zondag, 6 Juni, daaropvolgende, werd met groote plechtigheid in de hoofdkerk van Brussel, den brief afgelezen van Paus Gregorius XIII, geschreven den 30 April, waardoor hij algemeene kwijtschelding verleende, voor wat de geestelijke zaken betrof. 's Namiddags werd op de groote Markt de algemeene vergiffenis afgekondigd, door Philips II, den 8 Maart gegeven [2], van al hetgeen voorgevallen was in den tijd der troebelen; enkelen, om de grootheid hunner misdaden, werden in die verzoening niet begrepen [3].

Den volgenden dag kwam don Louis de Requesens in de vergadering der Algemeene Staten en deed er eene kleine redevoering in 't Spaansch, over de goede gevoelens waarmede de koning alsdan jegens zijne Nederlandsche onderdanen bezield was; als bewijs, schonk hij algemeene vergiffenis en schafte den bloedraad af, waartegen het volk zoozeer verbitterd was, alsook den x[en] en xx[ten] penning. De pensionnaris van Brabant antwoordde hierop met eene verklaring in naam der afgevaardigden van de verschillende gewesten, waarin de wenschen der Nederlanders uitgedrukt werden : de algemeene kwijtschelding en verzoening zonder onderscheid of uitzondering; de bestiering der financiën door inlanders; en bijzonderlijk — hierop drong men vooral aan — het vertrek der vreemde soldaten die in de Nederlanden verbleven.

[1] Tegen deze verandering van politieke gedragslijn gaf een prinsgezinde het volgende stuk in 't licht :

« Warachtige waerschouwinghe teghen de absolute gratie ende generael
» Pardoen bij Don Loys de Requesens et de Cuninga, groot Commandeur van
» Castilien, van der Orden van S. Jacops, nu Stathouder, Gouuerneur ende
» Capiteyn generael ouer dese Nederlanden, inden name der Co. Mat. van Span-
» gien onlancks gepubliceert ende wtghegeuen. By manniere van historiael
» verhael der princepaelster gheschiedenissen in dese Nederlanden toeghe-
» draghen. Ghedruckt inde vermaerde Coopstadt Dordrecht, anno 1574. In-4°. »

[2] *Bulletin in-8° de la Comm. royale d'hist.*, série II, t. I, p. 329.

[3] « De namen van de geene, die van 't Pardoen Generael zyn geexcludeert » staan vermeld bij P. Bor, VII, bl. 29.

De Algemeene Staten drongen ook nog bij den landvoogd aan, opdat hij zich toch behartigen zou aan ons vaderland weer te geven, de rust en de welvaart, waar het zoozeer naar snakte [1].

Don Louis de Requesens had reeds dien wensch voorkomen; Philips, heer van Noircarmes, werd gelast Philips van Marnix, heer van Ste-Aldegonde, die te Utrecht gevangen zat, te spreken over de mogelijkheid eener vredehandeling, en deze schreef hierover aan den prins van Oranje [2]. De zaak werd voortgezet na den dood van den heer van Noircarmes (4 Lentemaand 1574), door zijnen opvolger in het stadhouderschap van Holland en Utrecht, Ferdinand van Lannoi en door Frederik Champagny [3]. Zij brachten het zoo verre, dat Matheus van Reviere en Jan van Treslong, den 1 Juni 1574, voorslagen deden aan de Staten van Holland welke te Rotterdam vergaderd waren om te voorzien in het beleg van Leiden [4]. Ongelukkiglijk hadden die onderhandelingen geen verder gevolg [5].

Door wiens toedoen bleven deze pogingen vruchteloos, alhoewel de Noordneerlanders zoo wel als de Zuidneerlanders rechtzinnig den vrede verlangden [6]?

De prins van Oranje kon immers toch niet werkeloos nagaan, de onvermijdelijke instorting van het gebouw dat hij opgetimmerd had ten koste van veel geld en moeite, en, zeggen wij het maar

[1] *Bulletin de la Comm. roy. d'hist.*, série II, t. XII, p. 428. Raad gegeven door Maximiliaan Vilain, baron van Rassenghien.

[2] Wagenaar, VI, bl. 478; P. Bor, VII, bl. 42.

[3] Hij was zoon van Nicolas Perrenot, uit het Fransch-Comté, heer van Granvelle. Van burgerstand had hij zich door zijne eigene verdiensten tot de hoogste waardigheden weten te verheffen. Hij werd kanselier van keizer Karel. De oudste zijner drie zonen, Thomas genaamd, heer van Chantonnet, huwde eene jonkvrouw van het huis van Brederode. De tweede, Antoon, werd de beruchte kardinaal Granvelle. De jongste was Frederik Perrenot, baron van Ronsse en Aspremont, heer van Champagny en gouverneur van Antwerpen.

[4] Groen van Prinsterer, *Archives*, V, bl. 9. De stukken bij P. Bor, VII, bl. 94.

[5] Wagenaar, VI, bl. 481.

[6] « Er waren » zegt P. Bor « veel flauhertige in 't land, die naulyx herten » en hadden om tegenstand te bieden. »

rondweg, de verzekering hebbende, door geen enkel onpartijdige rechter tegengesproken te worden, ten koste van menige laagheid.

's Prinsen vertrouwelingen trachtten in elk gewest, in elke stad, de sympathie, die hij bij het volk genoot, maar verflauwde, her op te beuren. Om de teugels van het bewind over de noorderlijke gewesten, die hem schenen te ontsnappen, weer vast te grijpen, vond hij niets geschikter dan aan de Staten van Holland en Zeeland te verklaren, in den neteligen oogenblik waarin zij verkeerden en hem niet missen of vervangen konden, dat hij « soude gedwongen worden, tot zyn groot leedwezen, opentlijk » te versoecken van zyn last en goevernement ontslagen te zijn [1]. » Vroeger nog, reeds in April 1574, had don Louis de Requesens beproefd in onderhandelingen te komen, door bemiddeling van Elbertus Leoninus alias de Leeuw [2], leeraar der rechten aan de Hoogeschool van Leuven. Vruchteloos stelde deze zich in betrekking met zijnen oudleerling en vriend, den gewezen pensionaris van Middelburg, Hugo Bonte [3].

Wie weet, of hij er niet in zou gelukt zijn den prins van Oranje over te halen, had Louis de Requesens zulks beproefd, onmiddellijk na zijne aankomst in de Nederlanden; doch dit streefde tegen zijn gedacht. Willem van Oranje was in zijne oogen niets anders dan een muiter, des te gevaarlijker door zijne geboorte, macht en sluwheid; het ware, volgens zijn inzien, beneden de waardigheid van een landvoogd en inbreuk maken op de heilige rechten van den koning dien hij vertegenwoordigde, openlijk met eenen muiter te onderhandelen!

Intusschentijd vond Willem de Zwijger meer dan eene gelegenheid, om het getal zijner aanhangers te vergrooten, en zijne populariteit te versterken. De verliezen, die hij leed in zijne familie en in zijne fortuin voor de zaak die hij beoogde, droegen niet weinig bij om hem eene koninklijke macht over Holland en Zeeland te verzekeren. Deze twee provinciën, die zich van de zuider-

[1] Groen van Prinsterer, *Archives*, V, bl. 9.
[2] Elbertus Leoninus was geboortig van Bommel.
[3] Gachard, *Correspondance du Taciturne*, III, bl. 373.

lijke losrukten, stelden in October 1575 een reglement op, over de regeering dier landen, dat in Februari van het volgend jaar uitgevoerd werd. Het bewijs dat de prins van Oranje vroeg reeds er aan dacht « de soevereineteit » in zijne familie te behouden, vinden wij in den brief aan zijnen broeder graaf Johan van Nassau, medegedeeld door Groen van Prinsterer [1] (October 1574), naar aanleiding van den brief der Staten van Zeeland van 13 September (1574).

Zooals wij gezien hebben, werd het beleg van Leiden opgeschorst, om de bewegingen te beletten van het leger, dat graaf Lodewijk van Nassau aanvoerde en die eindigden met den slag van Mookerheide. Het oproer der Spaansche soldaten was te Antwerpen gestild, en zij werden weer naar Leiden gezonden onder het bevel van Thomas Valdès om het beleg te hernemen. Ditmaal zou men de stad door hongersnood tot overgaaf dwingen. Aldaar werden schoone voorbeelden van ware vaderlandsliefde gegeven; gepraamd zijnde door eenen afgezant van Valdès om de stad over te geven, en die er nog op aandrong op het oogenblik dat reeds 't gebrek aan mondbehoeften zich hard deed gevoelen, antwoordde Jan van der Does, een der burgemeesters, « hebben wy » geene levensmiddelen meer, dan eten wij onzen linkeren arm » op en bewaren den rechteren om onze vrijheid te verdedigen! »

De hongersnood werd nijpend. Ontzenuwde mannen, uitgemergelde vrouwen en stramme grijsaards wachtten, in een oogenblik van vertwijfeling, op eene openbare plaats den burgemeester van der Werff af, om van hem brood of de overgaaf der stad te bekomen. Genaderd zijnde in het midden dier huilende menigte, die met heesche stem en krampachtig gebalde vuisten redding vroeg, ontblootte hij zijne borst en zegde met beradenheid : « Ik blijf » mijnen eed getrouw, God en Vaderland gezworen! Ge vraagt » me brood, en kan er u geen geven; maar, indien mijn lichaam » u kan verzadigen, doodt mij en verdeelt mijn lijk onder u! »

Die woorden stilden den oploop en stortten moed in den boezem der flauwhertigsten.

[1] GROEN VAN PRINSTERER, *Archives*, V, bl. 87.

De prins van Oranje was niet onbekend met den schrikkelijken staat, waarin Leiden zich bevond; bij middel van duiven werd hij van alles op de hoogte gehouden. De toestand kon niet langer meer duren. Iets, waaraan Valdès zich niet verwachtte of niet kon voorzien, deed het beleg opbreken. De prins gebood het doorsteken der dijken van de Maas en van den IJsel; alles in het ronde van Leiden, Gouda, Delft en Rotterdam, ja, tot twintig uren in den omtrek, werd onder water gezet. Dit gebeurde in den nacht van den 3 tot den 4 October 1574.

De admiraal Louis Boisot snelde aanstonds met acht honderd matrozen, meer dan honderd kanonnen en de noodige mondbehoeften bij middel van kleine bootjes de stad ter hulp. Gedurende dien roemrijken weerstand was de bevolking met tien duizend menschen verminderd.

Na dezen tegenspoed nam de landvoogd de bemiddeling aan, die Keizer Maximiliaan II van Duitschland hem aanbood, om andermaal te beproeven of de krijg niet uitgedoofd kon worden. Den 21 December (1574) kwamen Elbertus Leoninus en Hugo Bonte, die vroeger nog met zulke taak belast werden, in de vergadering der Staten van Holland en Zeeland, om te verzoeken in onderhandelingen te treden [1]. Nadat eenige maatregelen genomen en enkele bepalingen vastgesteld waren, werd de bijeenkomst bepaald te Breda. Met de werkzaamheden nam men op 3 Maart 1575 aanvang.

De afgevaardigden der Staten van Holland en Zeeland en van den prins van Oranje waren jonkheer Jacob van der Does, Karel Boisot, jonkheer Willem van Zuylen van Nyeveld, jonkheer Philips van Marnix, heer van Ste-Aldegonde, Johan Junius (de Jonge), meester Adriaan van der Mijle, meester Paulus Bugs, jonkheer Arend van Dorp, meester Nanning van Forest en meester Kornelis Adriaansz. Bakker, pensionnaris van Zierikzee [2]; van 's konings zijde : Elb. Leoninus, Maximiliaan van Gent, heer van

[1] *Resolutie van Holland,* 1574, bl. 254; Groen van Prinsterer, *Archives,* V, bl. 61.

[2] *Resolutie van Holland,* 1575, 6 Februarij, bl. 49; P. Bor, VIII, bl. 88; Wagenaar, VII, bl. 29.

Rassegem, stadhouder van Rijsel, Dowaai, Orchies en Artois [1]; meester Cornelis Suys en meester Arnout Sasbout. Bij de onderhandelingen waren ook nog tegenwoordig, als afgezanten van den bemiddelaar, de graaf van Zwartzenberg en zijn raadsheer Jan Borne.

De bespreking rolde over deze drie punten, door de prinsgezinden voorgesteld: 1° het vertrek der uitheemsche krijgsknechten; 2° het bijeenroepen der Algemeene Staten; 3° den Godsdienst in Holland. Op de twee eerste punten kregen zij algemeene voldoening, op voorwaarde, dat ook het uitheemsch krijgsvolk door hen in gebruik afgedankt werd en het land verliet. Het derde punt was het belangrijkste, de klip waartegen de onderhandelingen stootten en schipbreuk leden. Het gold geen stoffelijk belang, maar een zedelijk, of beter gezegd, een godsdienstig punt, waarover de afgevaardigden van don Louis de Requesens, handelende in naam van den koning, niet bevoegd en ook niet gemachtigd waren, een haarbreed toe te geven; hun vorst, Philips II, was vast besloten zijnen eed getrouw te blijven, steeds de verdediger te wezen van den Roomsch-Katholieken godsdienst. Zonder dralen verklaarden zij den 14 Maart 1575, in geene enkele provincie van den koning, de uitoefening van geenen eeredienst dan den Roomsch-Katholieken te dulden. Den Hervormden stond het vrij deze landen te verlaten; een tijdverloop zou hun toegestaan worden om de eigendommen, die zij hier bezaten, te verkoopen. Deze voorslag, zoo streng en onverbiddelijk, was hij misschien niet uitgelokt door het gedrag der Protestanten, die altijd schreeuwden voor de vrijheid van geweten, doch deze vrijheid niet wilden toestaan aan hen welke niet geloofden zooals zij? De vrije uitoefening van hunnen eeredienst, wilden zij in de provinciën Holland en Zeeland, doch op voorwaarde dat die vrijheid aan de Roomschen ontzegd wierde!

Natuurlijk konden die voorslagen tot geene overeenkomst leiden; beide partijen wilden hunne eischen, die zoo verre uiteen-

[1] Maximiliaan van Gent was stadhouder van Artois in afwezigheid van Ferdinand de Lannoi, graaf van La Roche. Zie nota 2; WAGENAAR, VII, bl. 30.

liepen, niet verminderen, waardoor dan ook in het midden van Juli, de onderhandelingen afgebroken werden.

De uitslag beantwoordde aan de verwachting van den prins van Oranje. Hij verkreeg 't geen hij beoogde. De koning van Spanje en het volk verlangden den vrede met rechtzinnigheid; Willem de Zwijger niet: stemde hij in eene onderhandeling toe, dit was omdat hij het gevaarlijk vond tegen den stroom der gedachten op te varen. Door zijne werking haalde hij de Staten van Holland en Zeeland over, te besluiten alle « de stemmen der leden van de » vergadering in vier te begrijpen: eene voor de edelen en groote » steden van Holland, eene voor de Staten van Zeeland, eene » voor de kleine steden van Holland en eene voor de steden van » Bommel en Buren. De vijfde en beslissende stem behield de » prins aan zich zelven. Hij was dus van die stemmen, ten minste, » en gevolgentlijk van 't besluit der vergaderinge meester, alzoo » de kleine steden van Holland en Bommel, die door zijn toe- » doen ten dagvaart geroepen waren, hem geheel waren toege- » daan, zijnde daarenboven Buren, de hoofdplaats van zijns zoons » graafschap [1]. »

Het afbreken der onderhandelingen van Breda voltrok de scheuring van Holland en Zeeland van de XV andere provinciën; feitelijke losscheuring, want in grondbegin bestond zij reeds lang. Na het voorval van October 1574, waardoor de Staten voor Willem den Zwijger het hoofd bukten, achtte hij nochtans de « soevereineteit » door de omstandigheden afgedrongen, niet genoegzaam verzekerd. Om dit te bekomen, deed hij al wat mogelijk was, zich op den weerstand tegen Spanje steunende, om « alle » de landen in lighaam en ziele, bij maniere van spreken, te » reduceren [2]. »

Een verdrag tusschen de leden en steden van Holland en Zeeland kwam tot stand; de onderdanen vereenigden zich openlijk tot weerstand tegen den wettigen koning, onder de leiding van den prins van Oranje, die daardoor zich verzekerde « volkomen

[1] Wagenaar, VII, bl. 29.

[2] *Resolutie van Holland*, 13 Maart 1575, bl. 14.

» authoriteijt en macht om als souverein en overhoofd te gebie-
» den en te verbieden alles wat tot conservatie en bescherminge
» der landen dienlijck en ondienlijck sal mogen zijn [1]. » Den 20 Juli van het jaar O. H. 1575, legde de prins van Oranje den eersten steen van zijn vorstelijk huis, aan wiens grondvesten hij reeds jaren werkte.

Om het bewijs te leveren dat hij niets anders dan eigen voordeel beoogde, en zich weinig met de welvaart des vaderlands bekreunde, voor zooveel hem zulks niet in de hand werkte, zullen wij terloops aanhalen, hoe hij en zijne aanhangers de vrijheid van geweten verstonden, waarmede zij zoo zeer schermden. Den Hervormden godsdienst werd wettelijke bescherming toegekend, terwijl « d'exercitie van de Roomsche religie » verboden werd [2]. De snoodste euveldaden werden door de Sonoy en de zijnen op weerlooze Katholieken gepleegd. Elke rechtzinnige pen, gescherpt tot verdediging van welke denkwijze ook, weigert die walgelijkheden te verhalen. Zulke feiten heeft men nooit den hertog van Alva kunnen ten laste leggen; waren zijne vonnissen streng en onverbiddelijk, toch werden zij geveld door rechters met eene wettelijke macht bekleed [3].

Weer stond de oorlog, met zijne reeks van rampen en ellenden, op het voorplan, bij het afbreken der Bredasche onderhandelingen. De landvoogd herbegon de vijandelijkheden met nieuwen moed, en niet zonder goed gevolg; Buren, in 't Geldersche, veroverd; Oudewater, bewesten Utrecht, stormenderhand ingenomen den 7 Augustus (1575); Schoonhove, in dezelfde buurt, den 12 belegerd, ging den 24 derzelfder maand bij verdrag over.

De Staatschen of prinsgezinden waren, naarmate zij op het vasteland neerlaag op neerlaag ondergingen, naar de Zeeuwsche eilanden geweken, waar zij beter tegen de gevaren waren beschut.

[1] *Resolutie van Holland,* 20 Juli 1575.

[2] « Surcheren ende ophouden d'exercitie van de Roomsche Religie. » *Resolutie van Holland*, 18 Mei 1575, bl. 297; Groen van Prinsterer, V, bl. 272.

[3] « De onmenschelijke wreedheden » schrijft de Protestant Wagenaar, VII, bl. 61 « gepleegd in 't straffen van luiden in welken men geene schuld altoos
» gevonden hadt, is met geene redenen van Staat te verschoonen. »

Philips II had eene vloot beloofd om de zeeplaatsen te veroveren, die in handen waren van Willem den Zwijger. Don Louis de Requesens zag dus, dat het van zeer groot belang was meester te zijn van Zeeland, om met behulp dier vloot, de Staatschen uit hunne laatste verschansingen te verdrijven. Hij had een plan opgemaakt, door deskundigen onderzocht, een plan zoo stout, dat Strada [1] de Romeinsche geschiedenis moest raadplegen om eene vergelijkenis van dergelijk feit te vinden. Drie duizend voetknechten, twee honderd delvers en vier honderd ruiters vertrokken langs heen de Schelde naar het eiland Tholen, dat alsdan nog aan de Spaansche zijde stond. De ruiters en eenige voetknechten gingen voort naar het St-Annaland, en werden daar bij middel van booten op het St-Philipsland overgescheept. De moeilijkheid en het gevaar bestond in het doorwaden bij lage tij der zeeëngte, die tusschen Zijpe en Duiveland ligt. Vijftien honderd man werden tot dien gevaarvollen tocht uitgekozen, welke begonnen werd rond middernacht, den 28 September (1575), toen het water begon te dalen. Een priester sprak van op den oever zijne zegening uit, daar misschien vele soldaten, door den stroom meegesleept, den dood in de golven zouden vinden. De donder rolde, de bliksem, als helder slangerige schichten, doorkliefde de hemelruimte; ook de vuurmonden van veertig oorlogschepen der Staatschen, welke zoo dicht als het water het toeliet de plaats genaderd waren daar het heldenfeit ging plaats grijpen, gaven iets ijselijk aan die onderneming, op het oogenblik dat de keurlingen, twee en twee, tot aan het bovenlijf in 't water den gevaarlijken tocht waagden. Den volgenden ochtend, toen de zon aan de kim rees, waren de helden meester van het eiland Duiveland. Sanchez d'Avila kwam daar ook met zijne vloot; Brouwershaven en het fort Bommenen, eene niet onbelangrijke plaats, werden gewonnen en Zierikzee belegerd [2].

De overwinning van den landvoogd bracht de Staatschen in het

[1] Strada, VIII, bl. 237.

[2] De belegering duurde verscheidene maanden tot na den dood van don Louis de Requesens.

nauw. Zij kenden geenen uitweg: de onderwerping aan hunnen wettigen koning, of het inroepen der hulp van eene vreemde Mogendheid. Reeds vroeger was hiervan in de Staten van Holland en Zeeland gesproken [1]. Hoe onvaderlandsch ook, dit laatste voorstel vond bijval, en men besloot de tusschenkomst van Engeland af te smeeken, dat den hervormden godsdienst beleed, en op wiens troon gezeten was Elizabeth die afstamde van de oude graven van Holland. Doctor François Maalzoon en de advokaat Buis, als afgevaardigden der Staten van Holland en Zeeland, Philips van Marnix, heer van Ste-Aldegonde, in 's prinsen naam en hoofd van het gezantschap, deden aan koningin Elizabeth de voorslagen, waarmede zij waren belast [2]. Frederik van Champagny was door de Requesens naar het Engelsch hof gezonden, om die onderhandelingen te doen mislukken. De koningin verwierp de voorstellen der Staatsche afgezanten niet; misschien had zij ze ingewilligd, ware de heer van Champagny daar niet geweest of vreesde zij geenen oorlog met Spanje. Zij verklaarde in deze gewichtige zaak geen besluit te durven nemen, zonder het Huis der Gemeenten daarover te hooren; toen die vergadering bijeen was, deed zij niets en liet zelfs de afgevaardigden niet toe hunne voorstellen aan het Huis der Gemeenten te doen [3].

Van de hand gewezen in Engeland, wendden zij hunne oogen naar Frankrijk. De onderhandelingen bleven, uit oorzaak der oneenigheden die tusschen den koning en zijnen broeder heerschten, eene poos steken.

Eene onvoorziene gebeurtenis opent een nieuw en belangrijk tijdstip, van slechts enkele dagen, maar zeer rijk aan voorvallen, die eenen onbetwistbaren invloed op de andere gebeurtenissen uitoefenen. Don Louis de Requesens werd door eene heete koorts aangevallen en stierf den 5 Maart 1576. De ziekte, die hem naar 't graf sleepte, had slechts eenige dagen geduurd; zij ging met zulke rasse schreden vooruit, dat hij den tijd niet vond de voorzorg te

[1] Groen van Prinsterer, IV, bl. 117, V, 273 en C.
[2] Wagenaar, VII, bl. 83.
[3] *Idem,* VII, bl. 85.

nemen, hem door Philips II voorgeschreven. De koning had hem gevraagd, eens rond te zien wie het best geschikt zou wezen om het land te bestieren, in geval de dood 's landvoogds levensdraad onvoorziens afzeisde. Volgens de Requesens was de graaf van Berlaymont de man van den toestand en het meest geschikt om hem te vervangen [1]; ongelukkiglijk vond hij den tijd niet meer om den koning hiervan bericht te geven.

De Staatsraad (bestaande uit den hertog van Aarschot, den graaf van Berlaymont en Viglius, die zich toevoegden Christoffel van Assonville, Maximiliaan van Gent, heer van Rassegem, Arnout Sasbout, voorzitter van den geheimen raad en den Spanjaard Jeronimo de Roda), de Staatsraad nam de teugels van het opperbewind in handen en werd door den koning voorloopig in zijne bediening bekrachtigd [2]. Groot was de vreugde, bij het vernemen dat aan den Staatsraad, op een enkel lid na, uit inlanders samengesteld, de bestiering van 's lands zaken was toevertrouwd. De Staten van Holland en Zeeland zelven lieten de brieven van de koningin van Engeland, waardoor zij dan, uit eigen beweging, verklaarde de souvereiniteit over die gewesten te willen aannemen, onbeantwoord. Dat maakte echter de rekening niet van Willem den Zwijger. De Staatsraad, alhoewel hij bij de steden dezer twee provinciën op eene onderwerping aan den koning van Spanje [3], schriftelijk aandrong, deed nochtans uit voorzichtigheid het beleg van Woerden en Zierikzee voortzetten. De prins vreesde dat de steden gehoor mochten geven aan de voorstellen van den Staatsraad, en daarom deed hij denzelfden dag (25 April 1576) een nieuw verbond sluiten, dat in vele punten overeen kwam met dat van 't voorgaande jaar. De edelen en gemachtigden der steden van Dordrecht, Delft, Leiden, Gouda, Rotterdam, Gorinchem, Schiedam, Briele, Geertruidenberg, Alkmaar, Hoorn, Enkhuizen, Edam, Monnikendam, Medenblik, Purmerend, Middelburg, Zierikzee, Vlissingen en Veere [4] kenden de hooge regering toe aan den prins

[1] Strada, VIII, bl. 252.

[2] Den 24 Maart 1576. *Bull. de la Comm. roy. d'hist.*, série II, t. I, bl. 332.

[3] Zie den brief van 25 April bij P. Bor, IX, bl. 147.

[4] De stad Bommel werd in dit verdrag niet toegelaten. Schoonhoven en

onder den naam van « Hooft ende hoogste overigheijdt » met volkomen macht, om als « souverein ende overhooft » te gebieden en te verbieden [1].

Ambtenaars, wethouders, schutterijen en gemeenten moesten hem eed van getrouwheid en gehoorzaamheid afleggen.

Zijne macht was in de noordelijke gewesten genoegzaam verzekerd. Zijn hoogmoed spoorde hem aan te zien of hij niet even goed gelukken zou in de andere provinciën, die den koning nog waren aangekleefd. Het grootste bezwaar, waartegen hij onvermijdelijk stooten zou, was de Staatsraad.

Ging hij voor geene middelen achteruit, hoe oneerlijk ook, dan zou hij er misschien inslagen dat bezwaar uit den weg te ruimen, ja, het tot zijn voordeel te bezigen. Een voorval werkte hem bijzonder in de hand. Zierikzee werd den 29 Juni 1576 bij verdrag door de Spanjaards gewonnen; de stad betaalde honderd duizend gulden om van de plundering bewaard te blijven. Die som, grootendeels door den Staatsraad gebruikt om een Duitsch regiment af te danken en het uit het land te zenden, was op verre na niet voldoende, om de soldij van twee en twintig maanden, waarop het ander krijgsvolk het recht had, te voldoen. De soldaten sloegen andermaal tot muiterij over, en zakten ten getalle van vijftien honderd naar Braband af; overal werd brand gesticht en groote schade aangericht. Zij vertoonden zich vóór Antwerpen, waar zij echter niet binnengelaten werden, trokken dan naar Herenthals, waar zij, volgens eene gewone uitdrukking, deerlijk den duivel jaagden.

Den 21 Juli 1576 waren zij vóór de poorten der stad Mechelen, en vroegen den nacht er te mogen overbrengen, hetgeen de gouverneur Joris de Lalaing weigerde. Zij gingen dan voorts naar Vilvoorde, onder weg hunne woede bot vierende op de abdij van Grimbergen. Hun doel was te Brussel vollen teugel aan hunne driften te geven; doch zij wisten niet dat de hertog van Aarschot

Oudewater waren in handen der koningsgezinden en Woerden werd nog altijd belegerd.

[1] WAGENAAR, VII, bl. 95.

en de graaf van Mansfeld zich aan het hoofd der burgerij hadden gesteld, dat de Spaansche soldaten, die aldaar in bezetting lagen, uit de stad waren gedreven, om door hen niet tegengewerkt te worden, dat men besloten was de oproerlingen op het punt van den degen te ontvangen. De muiters kregen die tijding toen zij reeds te Laken waren; zij maakten dan rechtsommekeer, en plunderden de rijke abdij van Affligem, de oudste van Brabant. Zij namen den 26 Juli de stad Aalst stormenderhand in, die het tooneel werd der grofste losbandigheid eener teugellooze soldaterij. De helden van Zierikzee werden plunderaars, moordenaars, maagdenonteerders en vrouwenschakers.

Dien dag ook viel de Staatsraad in den valstrik, door den prins van Oranje gespannen. Onder het volk zaaide men valsche geruchten tegen den Staatsraad, dien men beschuldigde gemeene zaak te maken met de muiters, terwijl hij integendeel niets verwaarloosde om ze tot regeltucht weer te brengen. Er waren zelfs leden van den raad, die de vaderlandsliefde zoo verre dreven, hunne kostbaarheden, zilverwerk en kleinooden, tegen gereede penningen te verpanden, om in de karigheid der geldkas te voorzien [1]. Om die valsche geruchten te weerleggen, teekende de Staatsraad den 26 Juli, een plakkaat, dat zijnen leden den weg naar de gevangenis baande, maar Willem van Oranje in de hand werkte; een plakkaat, waarbij de muiters verklaard werden rebellen van den koning van Spanje, en dat eenieder de toelating verleende, hen op het lijf te vallen, ja, te dooden, waar men ze gewapend kon vinden. Al de Spanjaards gevoelden zich door die onbehendigheid getroffen, vereenigden zich om de gevaren, waaraan zij blootgesteld werden, af te weren. De Staatsraad poogde eenige dagen nadien, bij een ander plakkaat, de Spaansche soldaten die geene muiters waren, tot het nakomen hunner plichten aan te

[1] « On accusait le conseil de favoriser les mutins. Ce reproche, vrai peut-» être par rapport à Del Rio et Rhoda, excusables d'ailleurs en ce point, étoit » injuste quant au conseil en général. Les membres mêmes contre lesquels le » peuple étoit surtout irrité, voyaient la domination des étrangers avec dou-» leur. » GROEN VAN PRINSTERER, V, bl. 406.

manen; doch te laat [1]. Sanchez d'Avila, gekend als een voorbeeldig krijgsman, zeer verkleefd aan zijnen vorst, aarzelde niet den Staatsraad te laken, die, zegde hij, handelde zonder vrijheid en zelfs zoo goed als gevangen was; hij zond eenige kanonnen naar Aalst en ontbood de bezettingen der steden van de Noorderprovinciën naar Antwerpen [2].

Het vaderland was geschokt, diep beroerd; het geleek meer aan een uitgestrekt slagveld, dan aan een oord bekend om zijne welvaart en bedrijvigheid. Willem van Oranje was te Middelburg om zoo dicht mogelijk bij het tooneel te zijn, waar groote gebeurtenissen onvermijdelijk waren. Aan de Staten van Brabant, Vlaanderen, Artois, Henegouw en Gelderland, aan de gouverneurs en aan al de hooggeplaatste personen, schreef hij brief op brief om den weerstand tegen Spaanje in te richten, uit te breiden en aan te moedigen, zijne hulp, alsook die der Staten van Holland en Zeeland, toezeggende.

In weinige dagen had hij in de zuiderlijke gewesten veel aanhangers verworven [3]. Het uur was daar, om eenen beslissenden aanslag te wagen.

De Staatsraad, hoe zwak en onbehendig ook, moest niettemin uit den weg geruimd worden.

De Staten van Brabant hadden van den Staatsraad de toelating verkregen tien vendelen inlandsche voetknechten aan te werven en uit te rusten, die gesteld werden onder het bevel van Willem van Hoorne, baron van Hees [4], en zes honderd ruiters, onder dat van den baron van Bièvre [5].

[1] « Les chefs des Espagnols, Mondragon, d'Avila et d'autres ne songeaient » d'abord nullement de se joindre aux soldats mutins. Au contraire, ils ten- » tèrent de les faire entrer dans le devoir. » Groen van Prinsterer, V, bl. 386.

[2] De graaf van Megen brak dan ook het beleg op van Woerden, dat reeds lang duurde.

[3] Groen van Prinsterer, V, bl. 385.

[4] Willem van Hoorne, heer van Hees en Leende, was zoon van Marten van Hoorne en Anna van Croy. Zijne levensschets is te vinden bij Goethals, *Dictionnaire généalogique et héraldique des familles nobles de Belgique*, III.

[5] De Staten van Vlaanderen verkregen insgelijks van den Staatsraad de toelating om een regiment voetvolk en zes cornetten ruiters te wapenen.

Willem van Hees, een jong en stoutmoedig edelman, doch zoo overdreven als onstandvastig in zijne denkwijze, was alsdan een verkleefde aanhanger van den prins van Oranje [1], die er zich van bediende om zijn plan uit te voeren. Niemand heeft den prins van Orange vrijgepleten van medeplichtigheid aan het gevangennemen van den Staatsraad, wel integendeel [2]. Dit gebeurde den 4 September 1576.

De raad was in het hof van Brussel vergaderd om te beraadslagen. Jaak de Glimes [3] en Willem van Hoorne, heer van Hees [4], die zegde te handelen in naam der Staten van Brabant, traden binnen aan het hoofd van vier honderd soldaten. De raadsheeren werden in hechtenis genomen, van hunne degens beroofd, te voet naar de gevangenis geleid op de groote Markt, en aldaar in afzonderlijke vertrekken opgesloten. De Staten van Brabant, in wier naam dezen aanslag gepleegd werd, teekenden protest aan tegen die willekeurigheid, welke inbreuk maakte op alle de wetten en persoonlijke rechten. Deden zij zulks niet uit vrees voor de gevolgen [5]?

Onmiddellijk zonden de Staten van Brabant brieven naar elke provincie, die recht had vertegenwoordigd te zijn op de vergadering der Algemeene Staten, om te verzoeken, zonder vertoeven, afgevaardigden te benoemen, ten einde gezamenlijk de zaken van bestiering te bespreken. Alléén de Staten van Henegouw, het

[1] De brief (1 Augustus 1576) van den prins van Oranje aan Willem van Hees om op den ingeslagen weg voort te gaan, is te lezen bij GACHARD, *Correspondance du Taciturne*, III, bl. 106.

[2] GROEN VAN PRINSTERER, V, bl. 405. WAGENAAR, VII, bl. 105.

[3] Jaak van Glimes was hoogbaljuw van Waalsch-Brabant en luitenant van den heer van Hees.

[4] Eenige biographische bijzonderheden over dezen edelman zijn te lezen bij GACHARD, *Correspondance du Taciturne*, III, bl. 106.

[5] *Les auteurs en furent eux-mêmes épouvantés*, GROEN VAN PRINSTERER, V, bl. 405. — Aanstonds werd een vlugschrift in 't licht gezonden, waarvan de titel prijkte met 's konings wapen : *Justification du saisissement et séquestration d'aulcuns Srs du Conseil d'Estat et aultres au Pays Baz. Imprimé en la ville de Bruxelles, par Michiel de Hamont, imprimeur juré de Sa Majesté, 1576.* In-4°.

onwettige dier bijeenroeping beseffende, alsook het gewicht van den aanslag op den Staatsraad, weigerden afgevaardigden te benoemen, zoolang de leden van den raad gevangen bleven. Bij het ontvangen dier verklaring werden eenige raadsheeren losgelaten [1] — doch niet allen — die dan weer den Staatsraad uitmaakten [2].

Doch wat was dit lichaam nog? Niets dan een wapen, een hefboom in de hand van Willem den Zwijger en der zijnen, welke tot niets diende dan tot het vergemakkelijken zijner plannen; eene geknakte macht, die geene macht meer was, die de Zwijger zal gebruiken om eenen schijn van wettigheid te geven aan de meest onwettige en vrijheidsdoodende maatregelen.

Denzelfden dag, dat die enkele leden van den Staatsraad de gevangenis verlieten, stemden zij toe in eene bijeenroeping der Algemeene Staten, waartegen zij zich altijd verzet hadden; meer nog, zij beloofden zelven die uitnoodiging te doen!

De vergadering der Algemeene Staten, op eene onwettige manier bijeengeroepen, zetelde bijna onverpoosd gedurende negen jaren (1576-1585). Tot zoo verre dreef zij de onwettelijkheid, den koning van Spanje vervallen te verklaren van zijne rechten op de Nederlanden, het wettig erfdeel zijner vaderen, de kroon van ons vaderland den hertog van Alençon aan te bieden, die prins was van een land waartegen onze voorouders zoo verbitterd waren.

Den 12 September (1576) vernieuwde de Staatsraad zijn plakkaat tegen de Spaansche soldaten, dat gebood « ze dood te smijten » [3], alsook diegenen welke zich tegen die barbaarsche en onbehendige wetten zouden verzetten. Barbaarsch, omdat men geen onderscheid maakte tusschen onderdanige soldaten en oproerlingen;

[1] Sasbout, d'Assonville, Fonck, Berty en Scharenberger verlieten de gevangenis den 15 September, alsook de president Viglius en de raadsheer Micault. Berlaymont eerst den 19 Januari en Mansfeld in Februari.

[2] De Staatsraad hernam zijne zittingen den 17 September ten huize van den president Viglius. *Mémoires anonymes sur les troubles des Pays-Bas,* par M. Blaes, t. I, bl. 207, nota.

[3] De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen,* I, bl. 252.

onbehendig, omdat men vergat dat de Spanjaards, in groot getal nog aanwezig, bij de eerste gelegenheid wraak zouden nemen. En zulks was reeds gebleken. Den 1 Augustus had er een gevecht plaats gehad tusschen boeren van het land van Waas en eene compagnie lichte peerden, aangevoerd door Jan Falconetto, door Sanchez d'Avila naar Antwerpen geroepen; op andere plaatsen insgelijks. Rond Thienen hadden zich eenige benden Spanjaards vereenigd om Brabant door te trekken en zich bij hunne landgenooten in Aalst te vervoegen. De heeren van Glimes en van Bièvre [1], die meer drift dan krijgskundige kennissen hadden, werden tegen hen afgezonden. Alhoewel veel minder in getal, doch behendig en goed geoefend, hebbende voor aanleider een kundig hoofdman, Alonzo de Vargas, behaalden de Spanjaards, te Vissenaken, eenen volledigen zegepraal. De Spaansche bezetting van Gent werd in het kasteel dier stad door de Staatschen belegerd. Het gerucht [2] was in omloop gebracht dat de muiters van Aalst in aantocht waren, om de stad te overrompelen. In de straten werden verschansingen opgeworpen en de burgerij liep te wapen. Aan het hoofd van het leger der Staatschen stond Jan de Croy, graaf van Roeulx, gouverneur der stad. De vrienden van den prins van Oranje begonnen met hem bij het volk als verdacht te doen doorgaan, omdat hij « altijd in den oorlog gediend hadde » met de Spanjaerds » [3]. Dit was de goede verstandhouding breken. Gelijk het te voorzien was, lieten de Spanjaards de maatregelen tegen hen genomen, niet onbeantwoord; zij beschoten de stad zoo duchtig dat zij weldra in neteligen toestand verkeerde.

Indien de Spanjaards van het kasteel van Gent hulp van Aalst of van Antwerpen ontvingen, dan zou Gent deerlijk genepen worden. Het was alsdan dat de vrienden van Willem van Oranje, die nog al talrijk waren te Gent, het gedacht opperden, tot dezen

[1] Adriaan de Rubempré, baron van Rèves en heer van Bièvre, voerde het gezag over de ruiterij, aangeworven door de Staten van Brabant, volgens beslissing van 20 Augustus 1576.

[2] « Een valsch geruchte, dat misschien met voordacht uitgestroyd wierd. » De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen*, I, bl. 257.

[3] De Jonghe, *Idem*, I, bl. 259.

hunnen toevlucht te nemen. Jaak van Bossu, heer van Aussy, die met verlof van den Staatsraad in Zeeland was geweest om van Willem den Zwijger de vrijlating van zijnen broeder [1] te bekomen, kon getuigen hoe gunstig het oogenblik was om met den prins te onderhandelen, daar deze bijzonder welwillend gestemd was om eene overeenkomst te treffen [2].

De heer van Aussy en de advocaat van den raad, Michiel de Backer, werden den 21 September (1576) naar Willem van Oranje gestuurd, om hulp en onderstand te verzoeken tegen den Spanjaard, den algemeenen vijand. Het krijgsvolk van Willem zou rijkelijk betaald worden, op voorwaarde nochtans dat het de burgerij geen last zou veroorzaken of geene verergenis geven in zake van godsdienst [3].

De Staten van Vlaanderen bemerkten, eilaas! te laat, dat zij hunne rechten te buiten gingen met vreemd krijgsvolk in het land te brengen, zonder de toelating van den Staatsraad. De heer van Aussy was op het punt zestien of zeventien kanons en acht vendelen voetvolk in te schepen, met den kolonel, heer van den Tempel [4] als aanvoerder, toen hij het bericht ontving dat de Staten van Vlaanderen van voornemen waren veranderd en de hulp van den prins afzegden. Onmiddellijk keerde de heer van Aussy naar Middelburg weer; doch de prins, die de kans te schoon vond om er zoo licht van af te zien, en niets zoo zeer

[1] De graaf van Bossu werd in 1573 op de Zuiderzee gevangen genomen.

[2] De oorspronkelijke bescheeden doen vermoeden, dat reeds vroeger, en nog wel vóór den 4 September 1576, eenige invloedrijke vrienden van den prins van Oranje besloten hadden, en verzekerd waren van de mogelijkheid, de Staten van Vlaanderen tot eene overeenkomst over te halen. Zie den brief van De Backer aan Van den Dorpe. GROEN VAN PRINSTERER, *Archives*, V, bl. 400.

[3] DE JONGHE, *Gendsche geschiedenissen*, I, bl. 259. — P. BOR, XX, bl. 172. — De commissie aan den heer van Aussy en Michiel de Backer gegeven, is medegedeeld in een artikel van M. POULLET, *Bulletin de la Comm. roy. d'histoire*, série IV, t. III, n° 3.

[4] De heer Olivier van den Tempel, een kundig krijgsman, bij Willem van Oranje en bij dezes zoon, Maurits van Nassau, in groote achting, was gouverneur der stad Brussel van 1579 tot 1585 en overleed bij het beleg van 's-Hertogenbosch in 1603. GROEN VAN PRINSTERER, *Archives*, V, bl. 463.

verlangde als zijne manschappen in Vlaanderen te zien zonder daartoe geweld te moeten bezigen, deed ze nochtans inschepen. Het volk, altijd kortzichtig, ontving de soldaten als redders, toen zij in den morgend van den 25 September (1576) te Gent aanlandden.

De Staten van Brabant, Vlaanderen en ook Henegouw waren middelerwijl te Brussel, in algemeene vergadering vereenigd. Den 25 September (1576) brachten zij den wensch uit, dat de hertog van Aarschot het bevel over 't leger der Staten in handen name, geholpen door den graaf van Lalaing als luitenant en door eenen raad samengesteld uit de heeren Adriaan van Ongnyes, heer van Willerval en verder de heeren van Gognyes, van Zwevegem, van Ever, van Steenbeke, van Oetingen en van Mericourt [1]. De Staatsraad stemde hierin toe. De Algemeene Staten vroegen ook nog toelating afgevaardigden te zenden naar den prins van Oranje en naar de Staten van Holland en Zeeland, om met hen te onderhandelen. Volgens den Staatsraad was het beter dat dezen afgevaardigden zonden naar Brussel, of, indien zij tegen deze plaats bezwaar hadden, naar Gent of naar Brugge. Jan de Mol, heer van Oetingen, werd den 28 September benoemd om den prins van Oranje de voorslagen van de Staten van Brabant, Vlaanderen en Henegouw te doen [2].

Willem de Zwijger had den afgevaardigde voldoening gegeven op de voorloopige punten, die deze hem stelde in naam zijner lastgevers [3]. Gent werd door den prins als onderhandelingsplaats verkozen, omdat hij aldaar vele aanhangers telde. De afgevaardigden van den prins en van de Staten van Holland en Zeeland kwamen den 18 October (1576) aldaar aan, en werden met openbare vreugdeteekenen ontvangen [4].

Het waren de heeren Philips van Marnix, heer van Ste-Aldegonde, Arend van den Dorpe, heer van Temsche, Willem van

[1] Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, 1576-1585, I, bl. 5.

[2] De schriftelijke instructie komt voor in *Résolutions des États Généraux des Pays-Bas, mises en ordre par* J.-C. de Jonghe, I, bl. 235.

[3] Gachard, *Correspondance du Taciturne*, III, bl. 117.

[4] De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen*, I, bl. 271.

Zuylen van Nyevelt, heer van Geeraardsbergen, Adriaan van der Mylen, doctor in de rechten, Paulus Buys, advocaat pensionnaris van Holland, Cornelis Conings, licentiaat in de rechten, Pieter de Rijcke, baljuw van Vlissingen, Antoon van der Zickelen, raadsheer van Zeeland en Andries de Jonge, burgemeester van Middelburg. Zij werden ontvangen door de Gevolmachtigden der Algemeene Staten, die waren Jan van der Linden, abt van Ste-Geertrui bij Leuven, Gisleen Timmerman, abt van St-Pieters tot Gent, Matheus Moulart, abt van St-Gisleen en bisschop van Atrecht, Jan de Mol, heer van Oetingen, Frans van Halewijn, heer van Zwevegem, gouverneur en kapitein van Oudenaarde, Karel (of Jacob) van Gavere, graaf van Beaurieux, heer van Fresin, Elbertus Leoninus, alias de Leeuw, doktor en professor in de rechten bij de Universiteit van Leuven, Pieter van Beveren, lid van den raad van Vlaanderen, Quinten du Petz, schepen der stad Bergen en Jan de Pennants als secretaris der onderhandelingen [1].

Alvorens met de bespreking der verschillende punten aanvang te nemen, teekenden de afgevaardigden eenen wapenstilstand. Terwijl zij de wederzijdsche voorslagen bespreken, zullen wij de gebeurtenissen nagaan, die intusschentijd voorvielen.

Eene wapenschorsing was geteekend tusschen de noordelijke en zuidelijke gewesten, doch niet met de Spanjaards, welke meester waren van Aalst, Maastricht en van de kasteelen van Antwerpen en Gent.

Een nieuw plakkaat, door den Staatsraad den 22 September uitgevaardigd — ditmaal niet alleen tegen de Spanjaards, maar ook tegen de andere vreemde krijgslieden, zooals Duitschers, Italianen en Walen, die niet ten dienste stonden der Staatschen — een nieuw plakkaat waarbij een ieder verplicht werd er zich tegen te wapenen, op boete van eene gouden kroon, vervoerde tot razernij de woede van hen, die zich aan alle gevaren blootgesteld zagen.

De gouverneur van Maastricht, Frans Montesdoca, ook kolo-

[1] P. Bor, IX, bl. 174. — Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas,* I, bl. 18. — De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen,* I, bl. 268.

nel van een regiment Spaansche voetgangers, zocht de kapiteinen van vier vendelen Hoogduitsche voetknechten naar zijne zijde over te halen. Het magistraat wist zulks te voorkomen; door de Hoogduitsche soldaten en met de hulp der burgerij, werden de Spanjaards, langs over de brug der Maas, de stad uitgedreven. Montesdoca werd op het stadhuis ontboden en er gevangen gehouden, niettegenstaande het vrijgeleide, dat men hem gegeven had, omdat hij de hem gedane voorstellen, van de hand wees. Toen de Spaansche soldaten, waarbij zich nog gevoegd hadden de manschappen van Marten Ayala, welke in de Wijken kampeerden, kennis hadden van de aanhouding huns aanvoerders, zwoeren zij eene bloedige wraak te nemen. Schrikkelijk was zij inderdaad. Bij den eersten aanval achteruit geslagen, hernamen zij de bestorming, op het oogenblik dat Alonzo de Vargas en Fernando Toledo met groote krijgsmacht opdaagden.

De Brusselsche poort, welke vuur had gevat, verleende weldra ingang aan de bloeddorstige soldaten, die de deur der gevangenis openrukten, hunnen aanleider verlosten, en dan hunne woede op de burgerij koelden. Deze laatste verweerde zich dapper in den beginne, doch verlaten zijnde door de Duitschers, op wie zij zoo zeer gesteund had, en welke zich aan 's Spanjaards zijde stelden, zocht zij redding in de vlucht. De stad werd leeg geplunderd; toen de nacht viel kraaide de roode haan over de daken. Dit gebeurde den 20 October 1576 [1].

Groote gebeurtenissen waren aanstaande. Aan het hoofd van het Spaansch heir, dat in het kasteel van Antwerpen legerde, stonden Sanchez d'Avila en Jeronimo de Roda [2]. Zij hadden zich verstaan met de Hoogduitsche kolonels, Nicolaas baron van

[1] P. Bor, IX, bl. 179.

[2] Jeronimo de Roda, de eenige Spanjaard die zetelde in den Staatsraad, was afwezig bij den aanslag van 4 September op dit lichaam gepleegd. Alleen in vrijheid zijnde, dacht hij zich de macht te mogen toekennen van heel den Staatsraad, als hoofd der zaken. Hij gaf aan de wethouders van Antwerpen bevelen bekleed met 's konings zegel, dien hij had doen namaken, dat men zich voortaan tot hem wenden moest voor al de zaken, waarin zij vroeger den Staatsraad moesten erkennen. P. Bor, IX, bl. 169.

Polweiller, Karel Fugger en Joris Fronsbergen. De graaf Otto van Everstein had den 29 October 1576 eene verbintenis geteekend, waarbij hij zich verplichtte geene bevelen meer uit te voeren, gegeven door wie ook, zoomin van den Staatsraad als van de Algemeene Staten of van de Staten van Brabant [1].

De Spaansche bezetting smeedde een plan tegen de stad Antwerpen. De graaf van Everstein, door rouw bewogen, maakte Frederik Perrenot, heer van Champagny en gouverneur der stad, er mede bekend. Onderschepte brieven bevestigden de bijzonderheden medegedeeld door den graaf van Everstein. Het was dus dringend noodig de stad goed te verzekeren. Mondragon, die naar de Staatschen overgegaan was, wilde de Spanjaards van het kasteel van Lier beletten zich bij die van Antwerpen te voegen. Juliano Romero trok Mondragon te gemoet met vijf of zes honderd kolveniers. Te Waalhem, bij Mechelen, had de botsing plaats, waar laatstgenoemde achteruitgedreven werd (18 Oct. 1576).

Den 2 November kwam Karel-Philips van Croy, markies van Havré, met een en twintig vendelen en zes compagnieën lichte peerden vóór Antwerpen; zij bleven buiten de vestingen der stad, om de Spanjaards, die uit alle gouwen aanrukten, den ingang van het kasteel te versperren. 's Anderendaags, echter, werden zij de stad ingeleid.

De bevelhebbers van het kasteel braken alsdan de betrekkingen af met het magistraat, openden het vuur en deden zelfs eenen uitval tegen de stad. De verdediging was zeer slecht ingericht; de mannen, door den markies van Havré aangevoerd, kenden weinig of niets van den wapenhandel; ook was de wanorde algemeen. Den 4 November (1576) deden de Spanjaards, wier macht zeer versterkt was door de hulp, die zij van alle gewesten ontvingen, eenen nieuwen uitval, onder een ijselijk geroep en geschreeuw. Zij besprongen op één en het zelfde oogenblik al de bezettingen der verschillende stadspoorten. Bij den eersten schok reeds deinsden de Staatschen achteruit. De heer van Champagny kon ze niet tegen-

[1] Wagenaar, VII, bl. 112. — Het oorspronkelijk stuk was in 't Spaansch door Jeronimo de Roda opgesteld; de vertaling bij P. Bor, IX, bl. 181.

houden, noch door zijn woord, noch door zijn heldhaftig voorbeeld. Hij kende geene gevaren : den degen in de vuist, was hij altijd op de gevaarlijkste plaatsen, alsof hij tien levens te verspelen had. Eene bende ruiterij, aangevoerd door Alonzo de Vargas, overmeesterde de St-Jorispoort. Vier vendelen Hoogduitschers, waarover Cornelis van den Einden het bevel voerde, stonden in slagorde; in plaats van weerstand te bieden, sloten zij zich bij de Spanjaards aan, om met hen den rijken buit der plundering te deelen!

Niet allen, met de verdediging der stad gelast, moeten wij van lafheid en verraad beschuldigen De graaf van Everstein en de zijnen deden wonderen van moed en onversaagdheid — doch wat kon dat handvol dapperen! Alles moest wijken voor die benden razenden; zij vloden de stad in met een hollend gedruisch, gelijk aan het gehuil der baren van eene holle zee. Aan verdediging viel niet te denken, niets meer dan zelfbehoud. De bijzonderste aanleiders ziende hoe zij onmachtig waren, hoe alles in handen viel van die plunderzieke Spanjaards en van hunne aanhangers, vluchtten op de schepen van den prins van Oranje, welke vóór Antwerpen op reede lagen.

De burgerij poogde eenen laatsten weerstand; zij vereenigde zich op de groote markt en sloot zich in het stadhuis op, van waar zij op de vijanden schoot. Dit duurde evenwel niet lang, want de Spanjaards staken het vuur aan dit oud gebouw. Het vernielend element deelde zich mede aan tachtig nabijstaande huizen in het schoonste gedeelte der stad en werden de prooi der vlammen [1].

Het ijselijkste schouwspel, dat onmogelijk door eene pen kan weergegeven worden, deed zich voor, toen de avond viel. De straten waren bezaaid met meer dan vijf en twintig honderd lijken — waaronder slechts enkele van soldaten, meest van burgers, die gevallen waren, niet in een geregeld gevecht, maar

[1] Wij verzenden den lezer naar het werk van M. P. Génard, *La Furie espagnole*, bekroond door de *Académie royale d'archéologie*, in haar *Bulletin* uitgegeven, t. XXXII.

onder den moordenden dolk van den dronken en met bloed bevlekten Spanjaard. Niemand werd gespaard, noch wethouder, noch trouwe dienaar van den koning, in wiens naam die talrijke onmenschelijke schelmstukken bedreven werden, noch zwangere vrouw of stramme grijsaard, noch zwakke moeder of teeder kind. De lichtlaaie flikkerende vlam van acht honderd huizen, die in brand stonden, herschiep de stad in eenen hellekolk. De Spaansche soldenier drong overal binnen om de schatten te rooven; hij geleek meer aan een duivel dan aan een mensch!

De geschiedenis heeft in het boek der akeligheden met bloedige letters een feit verhaald, menigmaal door kunstenaars teekenstift afgemaald. In een huis, waar men dien dag eene bruiloft — eene bloedige bruiloft — vierde, drongen de ellendelingen binnen. Zij doorstaken den echtgenoot, die, gelukkiglijk, van het schouwspel bevrijd werd der dierlijke aanslagen welke men op zijne bruid pleegde. Zij joegen ze dan naakt de straat op, alwaar zij in handen viel van andere boeven, welke het euvel herbegonnen en haar eindelijk een degen in het hart ploften, waardoor zij van het leven beroofd werd : de dood moest haar minder pijnlijk wezen dan de zielefoltering van dien dag.

De Spanjaards, na gedurende drie dagen de stad prijs gegeven te hebben aan al de baldadigheden, trokken, gebukt onder den buit, het kasteel weer binnen. De magazijnen en woningen waren geplunderd; kerken en kloosters zoo min gespaard als de heiligste vaten; alles wat eenige waarde had was in de heiligschendende handen gevallen van den met bloed bemorsten soldaat. Een geschiedschrijver [1] schat de verliezen, door Antwerpen geleden, op acht millioen gulden, die op onze dagen eene waarde vertegenwoordigen van vijftig millioen frank. De stoffelijke schade was wel groot, doch herstelbaar.

Onder de zeven duizend personen, die omkwamen door het moordend staal, in den brand of in het water, waarin velen zich waagden om het een of ander schip te bereiken, onder die talrijke slachtoffers had Antwerpen menig bekwaam en trouwe zoon

[1] Th. Juste, *Hist. de Belgique*, IIIe édition, t. II, p. 93.

verloren, en dat was onherstelbaar[1]. Het volk noemde deze gebeurtenis, de schrikkelijkste der XVIe eeuw, de *Spaansche furie.* Mogelijk hebben wij onzen lezer er te lang mede bezig gehouden; zeggen wij tot onzer verontschuldiging, dat wij ons aangedreven gevoelden om breedvoerig de oorzaak te verhalen, waardoor den Spanjaard door onze voorvaders zoo zeer vervloekt werd; ook nog, omdat dit voorval aan Philips II de oogen opende en hem deed zien dat elke verzoening onmogelijk was, zoolang het vreemd krijgsvolk op onzen bodem verbleef; eindelijk, omdat het veel bijdroeg om de vredehandelingen, die te Gent plaats hadden, te bespoedigen. Eenieder was overtuigd van de noodzakelijkheid, op voordeelige voorwaarden eene overeenkomst te treffen om den moedwil van den Spaanschen soldaat te beteugelen. Zooals een aanhanger van den prins schreef, ging men in die vergadering alsdan met schrijfwerk niet kwistig om, rondweg en met weinige woorden [2].

Het schijnt dat het wezenlijk alzoo gebeurde, want wij kennen geene processen-verbaal van de bijzondere bijeenkomsten, die de beide partijen hielden. Slechts enkele brieven van afgevaardigden aan hunne lastgevers geven ons een gedacht van hetgeen er in die vergaderingen plaats had.

De afgevaardigden van den prins van Oranje en van de Staten van Holland en Zeeland vroegen eerst een schriftelijk bewijs, dat de Algemeene Staten verklaren zich te zullen gedragen aan de punten door hare afgezanten goedgekeurd; dit was slechts eene formaliteit. Belangrijker is het antwoord dat de Algemeene Staten

[1] Om meer bijzonderheden te kennen, raadplege de lezer de brieven van den Staatsraad en Jeronimo de Roda aan den koning, van den heer van Champagny aan don Juan in GACHARD, *Correspondance de Philippe II,* t. V, nos 1770, 1771, 1775 en 1786. Verder het *Recueil d'Arethophile* van Frederik Perrenot, heer van Champagny, en het reeds aangehaald werk van M. GÉNARD.

[2] « L'on est délibéré rondement traicter ceste matière sans remplir beau- » coup des papiers et faire longues escriptures, et icelle conclure en peu de » paroles et articles, les achevant aussy en peu de journées. » Brief van M. de Backer aan M. van Dorp, 5 Sept. 1576. — GROEN VAN PRINSTERER, *Archives,* V, p. 401.

gaven op de vraag, hoe zij zich jegens don Juan van Oostenrijk, den nieuwen gouverneur, zouden gedragen, die, volgens men zegde, op reis was naar de Nederlanden [1].

Rechtuit verklaren zij Don Juan ongewapend te zullen ontvangen, als vertegenwoordiger van den Koning, en met de noodige eerbewijzen, « vermits zij allen eenpariglijk belijden in de ver- » schuldigde gehoorzaamheid aan den Koning te volherden, zoo » zouden zij dengenen niet willen verstooten die van zijnent- » wege wettig zou gezonden zijn om 't land te bestieren [2] »; op voorwaarde eventwel, dat hij, don Juan, onder eed aanneme en belove uit te voeren al de punten dezer bevrediging [3]. Willem van Oranje vreesde dat door de komst van don Juan de onderhandelingen zouden afgebroken worden [4].

In weinige dagen had men alles geregeld; den 5 November keurde de Staatsraad het ontwerp der overeenkomst goed, die den 8 November door al de afgevaardigden onderteekend, denzelfden dag nog afgekondigd werd onder den naam van Pacificatie van Gent.

Zie hier het stuk :

I. Eerst dat alle offensien, injurien, misdaden ende beschadicheden, geschiet ter saecken van troublen tussen die ingesetenen van de Provincien, die in dit tegenwoordich tractaet gecomprehendeert zijn, so waer ofte in wat manieren dattet zij, zullen vergeven, vergeten ende ghehouden zijn als niet geschiet, sulx dat ter oorsaecke van dien ten ghenen tijden mentie gemaeckt ofte yemant aangesproocken en zal mogen worden.

II. Dienvolgende beloven de voornoemden Staten van Brabant, Vlaenderen, Artoys, Henegouwen etc., mitsgaders mijn Heere Prince, Staten

[1] Den 1 September 1576 gaf Philips II de verschillende Staten kennis van de benoeming van don Juan van Oostenrijk als algemeene gouverneur der Nederlanden. *Bull. de la Comm. roy d'hist.*, sér. II, t. I, p. 337.

[2] Bets, *Bevrediging van Gent*, bl. 88.

[3] De hier aangehaalde stukken van 22, 23, 25 en 28 October, zijn medegedeeld door Gachard, *Actes des États Généraux*, t. I, pp. 30-34.

[4] Brief van 28 October 1576 van den abt van Ste-Geertrui. Groen van Prinsterer, *Archives*, V, bl. 465.

van Hollandt ende Zeelandt met hun geassocieerde, ongeveynsdelijck ende in goeder trouwen van nu voorts aen t'onderhouden, en onder d'ingesetenen van den Lande te doen onderhouden, een vaste ende onverbreeckelijcke vriendtschap ende vrede ende in sulcker voughen elckanderen t'allen tijden en in alle occurentien bij te staen met raedt ende daedt, goet ende bloet ende insonderheyt om uyt de Landen te verdrijven ende daer uyt te houden de Spaensche soldaten ende andere uytheemsche ende vreemde, gepoocht hebbende buyten wegen van rechten, de Heeren ende Edelen 't leven te benemen, die rijckdom van de Lande tot henwaerts t'appliceren, ende die gemeenten voorts in eeuwighe slavernye te brenghen ende te houden, omme ten welcken ende allen anders furneren wes noodich wert ter resistentie van de ghenen die henluyden hiet inne metter daet zouden willen contrarieren, de voornoemden Bondghenoten ende Ghealliëerden oock beloven hen bereyt ende volveerdigh te laeten vinden t'allen notelycken ende redelijcken contributie ende impositien.

III. Daer en boven is gheaccordeert dat terstont naer 't vertreck vande Spaengiaerts ende heuren adherenten, als alle saecken in ruste ende verseeckerheyt sullen zyn, sullen beyde de partyen gehouden sijn te procureren ende beneerstigen die convocatie en vergaderinge van de Generale Staten, inder forme ende maniere als gheschiet es ten tyde, als wylen hoochloffllijcker memorie, keyser Carel, den opdracht ende transport dede van dese Erff-nederlanden in handen vande Coninckliјcke Majesteyt, onsen ghenadichsten Heere, omme te stellen ordre inden saecken vanden landen, in 't generael ende particulier, soo wel aengaende 't feyt ende exercitie vande Religie in Hollandt, Zeelandt, Bommel ende gheassocieerde plaetsen, restitutie van sterckten, artillerye, schepen ende andere saecken den Coninck toebehoorende, geduyrende de voorsz. troublen, bij die van Hollandt ende Zeelandt genomen, als anderssins soo ten dienste van zijne Majesteyt, welvaert ende unie vanden Lande, men sal bevinden te behooren, waerinne noch van d'eene noch van d'ander zijde, eenich tegenseggen, ofte belet, dylay, noch uytstel en sal mogen ghedaen worden, niet meer ten opsiene van d'ordonnantie, uitspraecken, ende resolutien die aldaer sullen gheschien en gegeven worden dan inde executie van dien hoedanich die soude mogen wesen waer inne beyde partyen henlieden gansselijck ende ter goeder trouwen submitteren.

IV. Dat nu voortaen d'inwoonderen ende ondersaeten van d'een ende d'ander zijde, van wat Lande herwaerts over, oft van wat Staet, quali-

teyt ofte conditie hij zij, over al sullen mogen hantieren, gaen ende keeren, woonen ende traficqueren, coopmans ghewijs ende anderssins, in alle vrijdom ende verseeckerheyt, welverstaende dat niet toeghelaten en sal zijn die van Hollandt, Zeelandt ofte andere van wat Lande, conditie ofte qualiteyt dat hij zij, yet t'attenteren herwerts over, buyten den voorsz. Landen van Hollandt, Zeelandt ende geassocieerde plaetsen, tegens die gemeene ruste ende vreede, sunderlinghe teghens de Catholijcque Roomsche Religie ende exercitien vandien, noch yemant ter cause vandien te injurieren, irriteren, met woorden oft met wercken, noch met gelijcke acten te schandaliseren, op pene van gestraft te werden als perturbateurs van de ghemeene ruste, anderen ten exemple.

V. Ende opdat midlertijt niemant lichtelijck en stae tot eenich begrijp, captie of pericule, sullen alle Placcaten hier voortijts gemaeckt ende gepubliceert, op het stuk vande Heresie, mitsgaders die criminele ordonnantie bij den Hertoge van Alva ghemaeckt ende 't gevolch ende executie vandien, ghesuspendeert worden, tot dat bij de Generale Staten anders daer op gheordonneert zij, wel verstaande dat geen schandale gebeure in maniere voorschreven.

VI. Dat mijn heere den Prince sal blijven Admirael Generael vander zee, ende stadthouder van zijne Majesteyt, van Hollandt ende Zeelandt, Bommel ende andere gheassocieerde plaetsen omme in als te gebieden soo dieselve tegenwoordelijck doet, met die selve Officieren, Justicieren, ende Magistraten sonder eenighe veranderinghe oft innovatie, ten zij bij sijn consent ende wille, ende dat over die Steden ende Plaetsen die zijne Excellentie nu ter tijt is houdende, tot dat bij de Generale Staten naer 't vertreck vande Spaengiaerden anders gheordonneert zij.

VII. Maer belangende de Steden ende Plaetsen begrepen onder de Commissie vande Coninckiijcke Majesteyt, bij hem ontfangen, die tegenwoordich onder 't gebiet ende ghehoorsaemheyt van zijne Excellentie niet en staen, sal dit punct gheschorscht blijven, ter tijt ende wijlen, de selve Steden ende Plaetsen, hen metten anderen Staten ghevoucht hebbende tot dese Unie ende accoort, zijne Excellentie henluyden sal gegeven hebben satisfactie, op de poincten daer inne zij luyden hen souden vinden gheinteresseert, onder zijn Gouvernement, 't sij ten opsiene vande exercitie vande Religie, oft anderssins, op dat die Provincien niet gedemembreert en worden, ende omme alle twist ende tweedracht te schouwen.

VIII. Ende en sullen midlertijt geene Placcaten, Mandamenten, Provisien nochte Exploicten, plaetse hebben inde voorsz. Landen ende Steden bij den voorsz. Heere Prince geregeert, dan diegene bij zijne Excel. ende bij den Raeden, Magistraten ende Officiers aldaer geapprobeert ofte gedecerneert, sonder prejudicie vanden toecomenden tijde vanden ressorte vanden grooten Raede van zijne Majesteyt.

IX. Is mede ondersproocken dat alle ghevangenen ter saecke vande voorleden troubelen, namentlijck de grave van Bossu, sullen vrij ende los gelaten worden, sonder rantsoen te betaelen, maer wel de vangenisse costen, ten ware nochthans dat die rantsoenen voor date van desen betaelt ofte daer van overcomen ende veraccordeert ware.

X. Is voorts veraccordeert dat die voorsz. Heere Prince, ende alle anderen Heeren, Ridderen, Edelluyden, particuliere persoonen ende ondersaten, van wat state ofte qualiteyt die sijn; mitsgaders heurlieder Weduwen, Douagieren, kinderen ende erffghenamen van d'een ende d'ander zijden gherestitueert sijn in heurlieder goeden, name ende fame, ende sullen oock mogen aenvaerden ende die possessie aennemen van alle haere Heerlijcheyden, goeden prerogativen, actien ende crediten, die niet vercocht ofte ghealieneert en sijn, in sulcken state als die voorsz. goederen nu teghenwoordelijck sijn, ende te dien effecte sijn alle deffaulten, contumatien, arresten, sententien, saisissement ende executien, gegeven ende ghedaen, sichtent den aenvanck vande troublen inden jaer 1566, so wel om saecken vander Religie, als om t'aennemen vande wapenen met tghene daerna gevolcht es, ghecasseert, gerovoceert, doot ende te niet gedaen, ende sullen deselve, mitsgaders alle schriftelijcke Proceduеren, acten ende actitaten, te dien geschiet vernielt ende inde Registers geroyeert worden, sonder dat noodich sij hier toe ander bescheet te nemen ofte provisie te verwerven, dan dit jeghenwoordich tractaet. Niettegenstaende eenige incorporatien, rechten, coustumen, previlegien, prescriptien, soo wel legale, conventionele, coustumiere als locale, noch eenige andere exceptien ter contrarie, dewelcke in deze ende in alle andere saecken de voorsz. troublen aengaende, sullen cesseren, ende egene stede hebben, als tot dien bij desen (soo verre alst noot es) specialijck ghederogeert wesende, ook mede den Rechten disponerende, dat generale derogatie niet en es, sonder precedente specificatie.

XI. Welverstaande dat hier onder begrepen sullen sijn, ende dit

jegenwoordich beneficie genieten, mijn genadichste vrouwe de gesellenede des Doorluchtichsten Cuervorst van den Rijn, eertijds achterghelaten Weduwe des Heeren van Bredenroede, soo veel als aengaet Vianen ende andere goeden daer haere Cuervorstelijcker Ge. oft actie van haer hebbende, toegerechticht es.

XII. Insghelijcx sal hier inne begrepen wesen die Grave van Bueren, soo veele aengaet de stadt, slot ende landt van Bueren, omme de selve bijden voorsz. Heere Grave, by vertreck van garnisoene ghebruyckt te worden als zijn eygen toebehoorte.

XIII. Ende sullen te niete gedaen ende affgeworpen worden, die pilaren, tropheën, inscriptien ende andere teeckenen bij den Hertoge van Alva gedaen, rechten tot schande ende blamatie, so vande boven genoemde als van allen anderen.

XIV. Aengaende de vruchten vande voorschreven Heerlijcheyden ende goeden, 't verloop ende die verachtertheyden vande Douarien, tochten, pachten, chijnsen ende renten, so opden Coninck, Landen Steden ende alle andere die voor datum van desen verschenen ende nochtans niet betaelt oft ontvangen sijn bij zijne Majesteyt, oft zijns actie hebbende, die sal elck in 't zijne mogen ghenieten ende ontfangen.

XV. Welverstaende, dat alle tghene datter ghevallen es, soo wel voorsz. Erffgoederen, Renten als alle andere goeden, sichtent Saint Jansmisse anno 1576, lestleeden, sal blijven ten prouffijte vande genen hun recht hebbende, niet jeghenstaende dat daeraf bij den Ontfanger vande Confiscatien oft andere yet ontfangen, ofte gheint ware, daeraff in sulcken gevallen restitutie geschieden sal.

XVI. Maer bij so verre eenige jaerscharen vande voorsz. Pachten, Renten ofte andere incomen van 's ko. wegen, bij titule van Confiscatie aengeslagen ende geheven waren, soo wort elck over gelijcke jaerscharen vrij, los ende quyte gehouden sal sijn van alle renten staende opde Landen ende goeden, diemen met de voorleden troublen niet en heeft konnen ghebruycken, in alles naer rate vanden tijde, dat 't selve belet ende ongebruyckt uyt oorsaecke voorsz. gebeurt ès.

XVII. Nopende die huys-cathelen ende andere meublen, die aen beyde zyden te niete ghedaen, vercocht, ofte anders ghealieneert zijn, daer aff sal niemant eenich verhael hebben.

XVIII. Ende aengaende die Erffgoeden, huysen ende renten, die bij titule van Confiscatie vercocht ofte veralieneert sijn, de Generale Staten sullen in elcke Provintie ende wt die Staten vandeselve, deputeren Commissarissen, omme kennisse te nemen vande swaricheyden, indien daer eenige vallen, omme redelijcke satisfactie te doen, so wel aen d'oude proprietarissen, als aen die coopers ende vercrygers vande voorsz. goeden ende renten, voor hun regres ende evictie respectivelijck.

XIX. Van ghelijcken sal gheschieden nopende 't verloop van persoonele renten ende obligatien, ende alle andere pretensien, clachten ende doleantien, als die geinteresseerde, ter oorsaecke vande troublen, sullen namaels aen weder zijden willen intenteren, ende voortstellen, in wat manieren dattet zij.

XX. Dat alle Prelaten ende andere Geestelijcke persoonen, wiens Abdien, Stiften, Fundatien ende Residentien, buyten Hollant ende Zeelandt ghelegen, ende nochtans binnen de selve Landen gegoet sijn, sullen wederomme comen inden eygendom, ende 't gebruyck vande selve goeden, als vooren, ten opsiene vande waerlijcke.

XXI. Maer wat belanget de Religieuse ende andere Geestelijcke, die binnen de voorsz. twee Provincien ende heure Gheassocieerde, gheprofessijt oft gheprebendeert, ende die daer uytghebleven ende vertrocken sijn (gemerckt dat die meestendeel van heur goeden ghealieneert zijn) den selven sal men van nu voorts verstrecken redelijcke alimentatie, neffens die gheblevene, off anders sal hun mede toegelaten worden 't ghebruyck van haere goeden, tot verkiesinghe nochtans vanden Staten, alles bij provisie ende tot anders op hun voorder pretensien, bij de Generale Staten verordent sal wesen.

XXII. Voorts is geaccordeert dat alle giften, exheredatien ende andere dispositien, *inter vivos vel causa mortis,* bij particuliere ende private persoonen ghedaen, daer bij die gerechte Erffgenamen ter saecken vande troublen, ofte vande Religie, van haere successie versteecken, vermindert ende onterft sijn, uyt crachte van desen gehouden zullen worden, als geeasseert ende van geenen waerden.

XXIII. Ende also die van Hollandt ende Zeelandt, omme die costen vanden Oorloghe beter te vervallen, alle specien van gout ende silver ten

hoghe prijse gestelt hebben, die sij in andere Provincien niet en souden connen sonder groot verlies uytgeven, is besproocken dat die Gedeputeerde van de Generale Staten, ten eersten mogelijck sijnde, adviseren sullen, omme daer aff te nemen eenen generalen voet, ten fijne, dat die cours vande voorsz. munten eenvoudich gestelt sij, alsoo naer als doenlijck is, tot onderhoudenisse van deze Unie ende vanden gemeenen Coophandel aen wederzijden.

XXIV. Voorts op 't vertooch gedaen bijde Gedeputeerde van Hollandt ende Zeelandt, ten fijne dat die generaliteyt van alle de Nederlanden souden 't heuren last nemen alle die schulden die mijn Heere den Prince gheecontracteerd heeft, omme te doen zijne twee expeditien ende gheweldige Heyrtochten, ten welcken soo wel die van Hollandt ende Zeelandt, als die Provincien ende Steden die hen inden laesten tocht overgaven, verbonden hebben ghehadt (soo sij seyden) is 't selve poinct gestelt ende gelaten tot discretie ende determinatie vande voorsz. Generale Staten, die welcke alle saecken geappaiseert zijnde, daervan rapport ofte Remonstratie ghedaen sal worden, om dien aengaende sulcken regard genomen te worden als behoort.

XXV. In dit gemeen accoord ende Pacificatie en sullen niet begrepen sijn, omme te ghenieten 't beneficie van dien, de Landen, Heerlijcheden ende steden houdende partije contrarie, tot dat sij hun effectuelijcken sullen ghevoucht hebben met deser consideratie, 't welck sij luyden sullen mogen doen alst henlieden ghelieft.

Welck tractaet ende vredehandel nae rapport, aggreatie ende advouement, soo wel vande Heeren ghecommiteert totten Gouvernemente vanden Lande, als oock vande Staten derselver, eensamentlijck van mijn Heere den Prince, Staten van Hollandt, Zeelandt ende Gheassocieerde in alle de voorsz. poincten ende articulen, oock mede alle tgene dat bij de Generale Staten in 't gene voorsz. is, ende anderssins ghedefinieert ende gheordonneert sal worden, de voorsz. Gedeputeerden hebben uyt krachte van heurluyder pouvoiren ende commissien belooft ende gesworen, belooven ende sweren bij desen onverbreeckelijck 't observeren, 't onderhouden, ende volcomen, ende alle 't selve over d'eene ende d'andere zijde te doen respectivelijck ratifieren, sweren, teyckenen ende bezegelen bijden Prelaten, Edelen, Steden ende andere Leden vande voorsz. Landen, sonderlinghe oock bijden voorsz. Heere Prince, so wel

in 't generael als particulier, binnen een Maent eerst comende t'elcx genougen. Ende in kennisse van alle 't gene voorschreven is, hebben de voornoemde Ghedeputeerde dese jeghenwoordighe onderteyckent, in 't schepenhuys vander stadt van Gent, den achtsten dach van Novembri 1576.

Onderteekend door Jan van der Linden, abt van Ste-Geertrui, Gisleen Timmerman, abt van St-Pieters, Matheus Moulart, abt van St-Gisleen, Jan de Mol, Frans van Halewijn, Karel van Gavere, Elbertus Leoninus, Quinten du Petz, P. van Beveren, Ph. van Marnix, Arend van Dorp, W. van Zuylen van Nyevelt, A. van der Mijlen, P. de Rijcke, C. Conings, P. Buys, Andries de Jonge, A. van der Zickelen en Jan de Pennants als secretaris.

Het afkondigen van de Pacificatie van Gent, die de rust aan ons diep geschokt Vaderland zou weergeven, wierde zij rechtzinnig uitgevoerd, werd door eenieder toegejuicht en begroet als de opgaande zon van een nieuw welvarend tijdstip.

I

De handelingen, die de bevrediging van Gent voortbrachten, waren zoo goed als geëindigd, toen de nieuwe landvoogd, door den Koning reeds sedert verscheiden maanden benoemd, in den avond van den 3 November 1576, juist op den dag dat de Spaansche furie losberste, in Luxemburg — de eenige provincie, die nooit een vingerbreed was afgeweken van de volkomste onderdanigheid aan den wettigen vorst — aankwam.

Ten einde in Frankrijk niet herkend te worden, had hij haren, baard en wenkbrauwen geverwd, eenen langen toog aangetrokken met een hemdbandeke, zooals de geestelijken dragen, hooge schooisels en breeden feuteren hoed. Te Parijs aangekomen stapte hij af, niet bij den ambassadeur van Spanje aan het Fransch hof, dien hij eventwel verwittigde, maar in eene eenvoudige afspanning. Om volstrekt bij niemand achterdocht te verwekken, deed hij zich doorgaan voor den dienaar van Octavio Gonzaga, die hem op reis vergezelde [1].

Hij dreef de voorzichtigheid zoo verre, dat hij gedurende twee dagen, het reispak droeg van een Franschman, dien hij op weg ontmoette [2]. Zonder ongeval, maar afgemat en zonder gevolg, zelf zonder secretaris, bereikte hij het land zijner bestemming : « *Yo acava de benin tan solo y tant falto de todas, cosas que me* » *hallo sin secretario* [3]. »

De onverwachte verschijning van don Juan op Nederlandschen grond, kon wellicht een beslissenden invloed op de staatsomstandigheden uitoefenen. De nieuwe landvoogd, een natuurlijke zoon van Barbara Blomberg en keizer Karel V, had door zijn heldhaftig

[1] Zij waren met drie, don Juan, Octavio Gonzaga en Honorato Silva, die onderwege bleef uit oorzaak der groote vermoeienissen. Gachard, *Corresp. de Philippe II*, t. V, p. xx.

[2] Gachard, *Corresp. de Philippe II*, t. V, p. 464.

[3] Gachard, *Ibid.*, t. V, p. 469.

gedrag in den strijd tegen de Turken, zulken grooten roem verworven, bijzonder in den slag van Lepanta, dat zijn naam gansch Europa doorklonk.

De keus van den koning was niettemin èen andermaal ongelukkig. Jong, driftig en oploopend, zonder ooit tegenspraak te dulden, en ongelukkiglijk zeer weinig openhartig, droomde hij niet anders dan veldslagen en zegepralen; onder alle oogpunten was hij ongeschikt om de teugels der regeering in handen te nemen.

Was hij er zelf van overtuigd, dat hij de man niet was met de noodige hoedanigheden, of vreesde hij, geene kans ziende in het welgelukken der taak, die de koning hem oplegde, zijnen schitterenden roem te verminderen? Stellig bewezen is het, dat hij geenszins die taak gevraagd, maar wel gedaan heeft al wat mogelijk was, om ze van zijne schouders te schudden.

De koning zelf had eerst eenigen tegenzin zijnen natuurlijken broeder tot die hooge waardigheid te benoemen, uit vrees dat deze in de Nederlanden eene al te groote populariteit mocht bekomen, waardoor hij, koning, misschien op den achtergrond zou gesteld worden. Don Juan ontving den 8 Mei, te Napels zijnde, de brieven, die hem zijne benoeming meldden, hem verzochten naar Lombardië te vertrekken, alwaar hij de noodige bevelen zou ontvangen, om dan zonder verwijl naar de Nederlanden af te reizen. Aanstonds zond hij zijnen secretaris Escovedo naar Spanje, om den koning twee punten voor te leggen : hij verzocht dat men hem nooit geld liet ontbreken; hij wilde ook eene zekere vrijheid van handelen, om in bijzondere gevallen de voorgeschreven bepalingen te overschrijden.

Alvorens zijn secretaris teruggekeerd was, was hij zelf den koning gaan spreken. Het schijnt dat Philips, op dat oogenblik, al zijn vertrouwen stelde in den nieuwen gouverneur.

Voor don Juan ook, was er iets dat hem aanspoorde om spoedig den oproer in onze gewesten te dempen, er alles op den ouden voet terug te brengen. De katholieken van Engeland, Ierland en Schotland deden pogingen te Rome en te Madrid, om Philips II over te halen, den oorlog te verklaren aan koningin Elizabeth.

Zoolang de rust in de Nederlanden niet hersteld was, kon er niet aan gedacht worden. Men paaide don Juan met het vooruitzicht, dat men, eens den vrede in de Nederlanden verzekerd, een leger zou bijeenbrengen, waarover hij het bevel zou hebben, om dit onderwerp uit te voeren. Mocht hij er in gelukken den troon der dochter van Hendrik VIII omverre te werpen, dan trouwde hij met Maria Stuart en werd koning van Engeland [1]. Dat vooruitzicht streelde den hoogmoed van don Juan, die naar de Nederlanden kwam met de hoop van weldra aan zijne persoonlijke zaken te kunnen werken.

Opnieuw den oorlog beginnen, al de burgers zonder onderscheid, ja zelfs die het goed meenden met het katholiek geloof en den koning, in het harnas jagen, ware eene vermetele zaak!

Philips II had dit zelf door eene droeve ondervinding geleerd, en raadde hem aan de uiterste welwillendheid aan den dag te leggen. Was de koning ooit rechtzinnig, met vredelievende en toegevende gevoelens bezield, dan was het stellig op dit oogenblik, dat hij bemerkte en overtuigd was, hoe één enkelen onbehendigen maatregel voldoende was, om voor altijd de Nederlanden te verliezen. Wij vinden er een stellig bewijs van in de brieven van Philips II aan don Juan. Den 26 November 1576 herinnert hij zijnen natuurlijken broeder, dat het uur was geslagen om met zachtheid, vergiffenis en toegevendheid de harten der Nederlanders te winnen [2]. Deze brief is ook nog te meer de bevestiging der voorschriften op 5 November gegeven [3].

Wij denken het hoogst noodig hier den toestand te doen kennen, waarin ons Vaderland zich bevond. « Wij behouden, » schrijft de Roda aan don Juan, den dag na het afkondigen der Pacificatie van Gent [4] : « de steden Maastricht, Lier en Antwerpen; in Vlaan-
» deren een fort tegen over Antwerpen; de Duitschers bezetten
» 's-Hertogenbosch, Breda, Bergen-op-Zoom, Dendermonde en

[1] Gachard, *Corresp. de Philippe II,* t. V, p. xv.
[2] Gachard, *Ibid.*, t. V, p. 63.
[3] Gachard, *Ibid.*, t. V, p. 5.
[4] Gachard, *Ibid.*, t. V, p. 20.

» Valencijn; het Spaansch leger bestaat uit ongeveer 4,000 voet-
» knechten en 1,500 mannen der lichte ruiterij; de Antwerpsche
» bezetting telt 3,000 voetgangers en 800 tot 1,000 peerden;
» meer dan 1,500 Walen van het regiment Mondragon houden
» 's konings zijde; meer dan 3,000 Duitschers kan men samen-
» brengen : dit ware genoeg om het kasteel van Gent te onder-
» steunen, die stad in te nemen en dan ook Brussel. »

De bevelhebber van het kasteel van Antwerpen wist dan nog niet, dat Gent den vorigen dag was overgegaan aan de Staatschen [1]. Zierikzee door Mondragon verlaten, was eenige dagen te voren, evenals Oudewater, in handen geraakt van Willem den Zwijger. De stad en het slot Valencijn [2], alsook Kamerijk, hadden bezettingen der Staatschen ontvangen [3].

Het wordt tijd tot don Juan terug te keeren. Den dag na zijne aankomst in de Nederlanden schreef hij aan den staatsraad [4], aan den hertog van Aarschot en aan den voorzitter Viglius. Zijn schrijven had voor doel, eerst bericht zijner aankomst te geven, dan de medewerking te verzoeken om tot den vrede te geraken : hij verzoekt dat men hem een of meer afgevaardigden sturen en men het aanwerven van krijgsvolk zou staken; hij belooft insgelijks de Spanjaards tot onderwerping te dwingen. De Staten, te Brussel vergaderd, benoemden Antoon van Witthem, heer van Issche, edelman van Brabant, die den nieuwen landvoogd in hunnen naam zou verwelkomen, hem verzoeken zich met de Staten in betrekking te stellen, en die vooral inlichtingen zou trachten in te winnen over het vertrek der Spaansche troepen [5]. Don Juan antwoordde, dat hij gelukkig was de Algemeene Staten in zulke goede gevoelens te vinden voor het behoud van den roomsch-katholieken godsdienst, als ook voor hunne gehoorzaamheid aan

[1] Wagenaar, VII, bl. 118.

[2] Den 19 November 1576 trokken acht vendelen Walen, onder het gezag van Joris de Lalaing, baron van Ville, Valencijn binnen.

[3] Wagenaar, VII, bl. 125.

[4] De brief bij Gachard, *Corresp. de Philippe II*, t. V, p. 459.

[5] Gachard, *Corresp. de Philippe II*, t. V, p. 569-570, deelt de beslissing mede, alsook de onderrichting aan den afgevaardigde gegeven.

den wettigen vorst [1]. Hij, van zijnen kant, beloofde niets te verwaarloozen om de landen, die in zulke diepe ellende gezakt waren, terug te brengen tot de welvaart, waardoor zij schitterden onder de regeering van wijlen zijnen vader, den roemrijken keizer Karel. Hij verlangde, zoo haast mogelijk, met de gebruikelijke eerbewijzen als landvoogd ontvangen te worden, en verzocht eenige afgevaardigden der Algemeene Staten om met hen te handelen over de eerste en dringendste maatregelen, welke hiermede in betrekking stonden.

De Staatsraad zond den 8 November [2] Jan Fonck, proost der O.-L.-V.-Kerk, archidiaken te Utrecht en lid van den raad, naar Luxemburg om don Juan kennis te geven van hetgeen er sedert den aanslag op den Staatsraad gebeurd was. Don Juan vernam, niet zonder verwondering, het verbond tusschen de verschillende staten, namelijk tusschen Brabant, Vlaanderen, Utrecht, Henegouw, Namen, Rijsel, Dowaai en Orchies, Doornik en het Doorniksche, Valencijn en Mechelen, waarbij de provinciën Friesland, Overijsel, Groningen, Utrecht en de anderen waarschijnlijk zich ook aansluiten zouden [3].

De abt van Marolles en Eustache de Croy, heer van Crecques, door de Algemeene Staten (12 November) afgevaardigd, brachten tien dagen later een antwoord van don Juan, dat hij in grondbegin toestemde in het vertrek der Spaansche en vreemde troepen, maar zich hierover met de Staten wilde verstaan, verder in het behoud der privilegiën; in één woord, al wat niet strijdig was met den godsdienst of met 's konings overheid willigde hij in. Hij zou zich naar Namen begeven om aldaar door de bijzondersten van het land ontvangen te worden, die hem dan naar Brussel zouden geleiden om er als gouverneur ingehuldigd te worden. De moeilijkheden schenen dus vereffend; wederzijdsch vertrouwen had zulks gemakkelijk gemaakt.

[1] Brief van don Juan aan de Algemeene Staten, 9 November 1576. Gachard, *Corresp. de Philippe II*, t. V, p. 573.

[2] Brief van den Staatsraad aan don Juan. Gachard, *Corresp. de Philippe II*, t. V, p. 463.

[3] Dit gebeurde inderdaad. Wagenaar, VII, bl. 141.

Willem van Oranje kwam dan weer in het spel. Niemand, wij hebben het reeds gezegd, kan hem vrijpleiten van medeplichtigheid in den aanslag op den Staatsraad van 4 September. De Algemeene Staten en de Staatsraad, het hoogste wetgevend lichaam, bogen gedwee het hoofd voor eenen kolonel, door hen aangesteld; zij smeekten dat de gevangenen, in haren naam in hechtenis genomen, in vrijheid zouden komen, in plaats van dit te eischen; zij kropen wanneer zij het recht hadden te gebieden! Wat hoogmoed van eenen kant, wat lafheid van den anderen! Die medeplichtigheid was voor niemand een geheim; achter den kolonel stond Willem de Zwijger, die zijn doel beoogde. Toen hij bemerkte dat de zaken voor ons land gunstig stonden, doch nadeelig voor hem, begon hij met twist te zaaien om verdeeldheid te maaien. De Algemeene Staten, die hem gehoorzaam waren als aan een meester, hadden volstrekt geene de minste vrijheid van handelen meer. Den dag (6 November 1576) dat zij den heer van Issche naar don Juan zonden om hem in hunnen naam te verwelkomen, vaardigden zij ook den heer van Fresin en doktor Elbertus Leoninus af, om bij den prins van Oranje hunne handelwijze te verechtvaardigen. Willem had toen reeds twee malen geschreven aan de Algemeene Staten over de noodzakelijkheid een waakzaam oog te houden op den landvoogd, zelfs aangeraden zich van zijnen persoon meester te maken — dit zou een goed middel geweest zijn om den koning tot elke overeenkomst te dwingen! Den 7 November drong hij er andermaal op aan. Om beter zijn doel te bereiken, zond hij Marnix van Ste-Aldegonde naar Brussel, die in zijnen naam (24 November) eenige verklaringen aflegde. Hierin slaagde hij volkomen. De proost Fonck was door don Juan naar de Algemeene Staten gestuurd om hen te verwittigen, dat, indien zij met de vijandelijkheden voortgingen, of nieuw vreemd krijgsvolk in het land lieten komen, terwijl zij bij hem steeds drukten op de verwijdering van vreemde troepen, dat hij alsdan openlijk in het strijdperk zou treden, met de innige overtuiging geen middel tot verzoening nagelaten te hebben; zijne handelwijze achtte hij kiesch, « zooals het een landgenoot en » zoon van een vader, die zoo zeer door de Nederlanders bemind

» werd » betaamde. Dit bericht, dat als eene oorlogsverklaring mocht aanzien worden, werkte den prins van Oranje in de hand; hij zegde dat don Juan met geene vreedzame inzichten in de Nederlanden gekomen was, en niets beoogde dan onze vrijheid te knakken. Aldus legde hij zekere brieven uit, die hij zegde onderschept te hebben, maar die hij misschien zelfs voor de noodwendigheden zijner zaak maakte. Den 29 November bekenden de Algemeene Staten dat zij, volgens bekomene inlichtingen, met wantrouwen moesten handelen.

Den volgenden dag verklaren zij aan 's konings broeder, hem niet als gouverneur te ontvangen, vooraleer de volgende punten hunne uitvoering verkregen hadden : 1° de Spaansche troepen uit het land; 2° aanneming van de Pacificatie van Gent; 3° goedkeuring van al hetgeen de Algemeene Staten deden, en wettiglijke bijeenroeping derzelve [1].

Buiten eenieders verwachting, en bijzonder buiten die van den prins Willem, werd den 8 December tusschen de afgevaardigden der Staten en don Juan, die al hunne vragen inwilligde, eene overeenkomst getroffen en een wapenstilstand van vijftien dagen geteekend [2].

Bij het aannemen dier voorwaarden had don Juan slechts één enkel bezwaar, waarmede hij dan later ook vrede had, als hij de noodige geruststelling ontvangen had. Hij vreesde dat het artikel 3 der Pacificatie van Gent meer toestond, dan zijn geweten hem veroorloofde. Eene verklaring van Gods- en rechtsgeleerden der Universiteit van Leuven gaf hem de verzekering dat de bevrediging niets bevatte tot nadeel van den Roomsch-katholieken godsdienst of strijdig met 's konings overheid. Don Juan begaf zich op reis en verzocht den Staatsraad naar Namen te komen. Middelerwijl schreven de Algemeene Staten brieven naar hunne afgezanten bij den landvoogd. Deze laatsten konden niet gelooven wat men hun al vertelde over de dubbelzinnigheid van den landvoogd. Aan die

[1] De Algemeene Staten waren wel vergaderd, doch op eene onwettige wijze en geenszins door den koning herkend.

[2] Gachard, *Corresp. de Philippe II*, t. V, p. 600-623.

brieven herkent men de slinksche werking en den invloed van Willem den Zwijger. Marnix, zijn vertegenwoordiger, werd toegelaten in de Statenkamer, als de afgevaardigden verslag deden over hunne handelingen met don Juan. De wapenstilstand van 15 dagen begon den 15 December; de heer Octovio Gonzaga en Escovedo, don Juans secretaris, verkregen vrijgeleide om met de Spaansche soldaten over hun afreizen te handelen. Ten zelfden tijde verklaarden de Staten dat zij hunne beslissing van 5 December hervormden, waarbij de Spaansche soldaten toegelaten werden langs het water te vertrekken. De Spaansche troepen wilden wel de Nederlanden langs zee verlaten, doch weigerden volstrekt die reis langs het land te doen. Zij wierpen de gevaren op der pest, die heerschte in verscheiden landen, waar zij moesten heentrekken en de moeilijkheden der wegen in het gure jaargetijde.

De eischen van de Spaansche soldaten waren in overeenstemming met de inzichten van don Juan : ééns de Nederlanden bevredigd, zou hij Engeland aanvallen. Daar hij niet wilde toegeven op dit punt, het vertrek der troepen langs het land, liepen de onderhandelingen op niets uit.

Intusschen hadden de Algemeene Staten afgevaardigden naar Namen gestuurd om er alles definitief te regelen en te bezegelen, hetgeen er met don Juan te Luxemburg besloten was; ziek zijnde, verbleef deze te Marche-en-Famenne, alwaar hij den 1 Januari 1577 aan de staatsche afgevaardigden de verzekering gaf, naar Leuven of Mechelen te reizen om de verdere punten eener nieuwe overeenkomst te bespreken. Als lijfwacht koos hij het korps waarover de baron van Hierges bevel voerde. Dagen verliepen; de Staten schreven inmiddels brief op brief om van don Juan nu dit te verkrijgen, dan om die voorwaarde te stellen, waardoor de zaken al langs om meer in de war geraakten.

De prins van Oranje bleef ook niet werkeloos en handelde met den koning van Frankrijk en de koningin van Engeland, die zich inlieten met alles wat hier voorviel, want beiden hadden er belangen op het spel.

Een nieuw verbond, genaamd de *Unie van Brussel*, waarvan het denkbeeld opgevat en uitgevoerd werd door den abt van

Ste-Geertrui, door de graven van Lalaing en van Boussu, alsmede de heeren van Champagny en d'Oignies, waaraan de Staadsraad ook zijne goedkeuring gaf, werd den 9 Januari geteekend [1].

[1] Wij laten hier het stuk volgen :

Cort vervat van de ghcrechte oorsaecken ende redenen, die de Generaele Staten ghedwonghen hebben hen te versiene tot haerder beschermenisse tegen den heere don Jehan van Oostenrijck. T'Antwerpen, bij Willem Silvius, drucker der Coninklijcker Majesteyt, Anno 1577, in-4°, bl. 80:

Wij hier ondergeteeckent, Prelaten, Geestelijcke Persoonen, Heeren, Edelluyden, Overicheyt en de Magistraten vanden Wetten, Steden, Casselrijen ende andere, maeckende ende representerende de Staten van den Nederlanden, jeghenwoirdelijck tot Bruessele vergadert, ende andere, wesende onder de obedientie ende gehoirsaemheyt des Alerhoochsten, Machtichsten ende Doorluchtichsten Prince, die Coninck Philips, onsen genadichsten Heere ende natuerlijcken Prince doen te weten. Allen jeghenwoirdich ende toecommende, dat wij aenmerkende hoe ons ghemeyn Vaderlandt deur die barbare, wreedelijcke ende tyrannische verdruckinghe der Spaengnaerden gantschelijck bedorven is, soo hebben wij beweeght ende ghedwonghen gheweest ons t' samen te vueghen ende te vereenigen, ende met wapenen, raedt, volck ende gelt malcanderen hulp ende bijstant te doene, tegen die voorsz. Spaengnaerden ende heuren aenhangeren, verclaert wesende wederspannige ende rebellen van zijne Majesteyt, onze vijanden. Ende dat dese Unie ende vereeninge zedert is bevesticht ende geconfirmeert bijden Vrede ende Pacificatie lestmael ghemaeckt, al met auctoriteyt ende aggreatie van den Raede van State bij zijne voorsz. Majesteyt totten Gouvernemente generael vanden voorsz. Landen verordent. Ende alsoo het eynde ende effect van dese vereeninghe, onderlinghe verheyscht alle getrouwicheyt, stantfasticheyt ende reciproque verseeckeringe ten eeuwigen dagen, ende dat wij niet en begeren dat deur misverstandt deshalven soude eenige oirsaecke vallen van suspitie of quaet vermoeden ende veele min van onbilligen wille op yemanden van ons. Maer ter contrarien dat die saecken ruerende de selve vereeninghe, gantschelijcken gheprocureert, ghevoirdert, ende geexecuteert mogen worden, vlijticheyt ende diligentie, sulcx dat niemant vanden ondersaten ende

Al de afgevaardigden der verschillende Staten vertegenwoordigd bij de Algemeene Staten — uitgenomen die van Holland en Zeeland — traden het verbond bij, dat bepaalde « den Roomschen

ingesetene vanden voorsz. landen eenighe wettige oirsaecke en hebbe hem deshalven t' ontvreemden oft qualijcken te vreeden zijn van ons. Daeromme ende besundere om te verhueden datter niet ongetrouweliek ghehandelt en worde, in prejudicie van onsen gemeynen Vaderlande ende rechtveerdighe ende wel ghefondeerde bescherminghe desselfs, noch dat bij negligentie oft ooghluyckinghe ende yet soude worden versuymt, wes totten selve rechtveerdighe bescherminghe nootelijck is, oft soude nootelijck mogen wesen. Soo hebben wij uyt crachte van onsen vermoghen ende commissien respectivelijck ende anderssins, voor ons ende onse naecommeren, ghelooft ende gelooven, op trouwe van goede Christenen, luyden met eeren, ende als oprechte liefhebbers ons Vaderlandts, onverbreeckelijcken, ende ten eeuwighen dagen, te houden ende onderhouden deser Unie, vereeninghe ende ghemeyn verbond. Sonder dat yemant van ons hem sal moghen daeraff ontbinden of verscheyden, bij simulatie, gheveynstheyt, heymelijck verstandt, noch bij eenige andere maniere, hoe dat sij, tot onderhouding van onsen heyligen Geloove ende Catholijcke Apostelijcke Roomsche Religie. Voldoeninghe vanden voorsz. vrede ende Pacificatie eensamelijck tot uytdrijvinge vande Spaengnaerden ende hunne aenhangeren, onder behoirlijcke ghehoirsaemheyt van zijne Majesteyt, tot welvaert ende ruste van onsen Vaderlande, ende daer toe, om t'onderhouden alle ende een yeghelijcke onse Privilegien, Landtrechten, Vrijheden, Staatuten, Costumen, oude hercomen ende ghebruycken. Waertoe wij verstrecken sullen allen die middelen ons moghelijck wesende, soo met gelde, volcke, raedt ende goet, jae, metten lijve, indien des noot waere. Ende dat niemant onser, en sal moghen in 't besundere, eenighen raedt, advijs oft consent geven, noch secrecte ende heymelijcke, oft particuliere communicatie houden mette ghene die van deser vereeninghe niet en zijn. Noch ter contrarien, hem in geender manieren openbaren, 't ghene d'welck in onse gemeyne vergaderinge is, oft sal, ghehandelt, gheadviseert oft ghesloten worden. Maer sal hem moeten in alles vuegen ende conformeren tot 't ghene wes onse generale ende ghemeyne resolutie sal ghedragen. Ende indien eenighe Provincie, Staet, Landtschap,

» godsdienst en de Gentsche vrede te zullen voorstaan, en, behou-
» dens de behoorlijke gehoorzaamheid aan den koning, de Span-
» jaards met derzelver aanhang te zullen verdrijven : alles tot
» herstelling der gemeene rust en welvaart, en tot behoudenis der
» voorregten en loffeljike gewoonten [1]. »

Dit verbond bracht later eene oprecht nationale partij tot stand, die getrouw aan God en Vorst, den prins van Oranje zoo zeer schuwde als zij den Spanjaard haatte.

De onderhandelingen, die inmiddels tusschen don Juan en de Algemeene Staten over verschillende punten plaats hadden te Hoei, waren afgebroken, doch hernomen door tusschenkomst der afgezanten van Rodolf II, die keizer Maximiliaan was opgevolgd, gedurende vier dagen (25 tot 26 Januari 1577) [2].

Stadt, Slot oft Huys, wordt belegert, besprongen, aengheslagen, beschadicht oft verdruckt, hoe dat zij, ende oft yemant onsers, ofte andere, hem hebbende voor het Vaderlandt ende die ghemeyne bescherminghe desselfs, vromelijck ghedraghen teghen die voorsz. Spaengnaerden, oft andere affairen daeraff dependerende soo in 't generael als particulier, worde ondersocht, gevangen, geranchonneert, beschadicht, beswaert, overlast oft in onruste ghebracht in zijnen persoon, goet, eere, staet oft anderssins. Geloven wij daerinne bijstant te doene bij allen den middelen voorschreven, namentlijck te vervolghen die ontslaginghe van sulcke gevangene, 't zij met crachte ende gewelt, oft anderssins. Op de pene van te wesen afgheset ende ghedegradeert van edeldom, van naeme van wapene ende eere, ghehouden als meyneedich, onghetrouwe ende vijanden van ons Vaderland, voor God ende alle menschen, ende te vallen in de schande van infamie ende onvroomheyt ten eeuwighen dagen. Ende om desen onse vereeninghe ende heylich verbondt te verstercken, hebben wij dese jegenwoirdighe met onse gewoonelijcke handteeckenen onderghesehreven ende gheteeckent den neghensten dach van Januario, in 't jaer Ons Heeren duysent vijf hondert seven en 't seventich.

[1] WAGENAAR, VII, bl. 141.

[2] « Verbal rapport des Srs Ésleu évesque d'Arras, messre Bucho Ayta archi-
» diacre d'Ypres, les Srs de Champagny de Sweveghem, et pensionnaire Adolph
» de Meetkercke de leur besogné à Huy avec Monseigneur don Joan d'Aus-
» trice. » — GACHARD, *Correspondance de Philippe II*, t. V, p. 675.

De Staatschen drongen aan op het aanvaarden en goedkeuren der Gentsche Pacificatie; don Juan op het vertrek der Spanjaards langs zee.

Don Juan deed den Staatschen bitsige verwijten; hij bedreigde hen met eenen oorlog zoo geweldig, tot alsdan zonder weerga. Driftig, licht ontvlammend, kon hij geene tegenspraak dulden; ook even gauw was hij bedaard. s'Anderendaags, toen de Staatsche zaakgelastigden op het punt waren te vertrekken, verklaarde de landvoogd de Pacificatie van Gent te aanvaarden. Toen de gemachtigden der Algemeene Staten naar Brussel weêrgekeerd waren, gelukten de bemiddelaars van Rodolf II er ook in, don Juan te doen afzien van het vertrek der Spaansche troepen langs zee. Hij wilde evenwel toch nog eenige voorstellen doen, waarmede den bisschop van Luik, Geeraard van Croesbeeck en Octavio de Gonzaga belast werden [2]. Zij brachten hunne zending tot goed einde. Den 8 Februari 1577 liet de Staatsraad don Juan weten, dat de Algemeene Staten op zich namen het betalen van de soldij der Duitsche troepen en zij den landvoogd drie honderd duizend kronen schonken, om hem te helpen in de betaling der soldij van de Spanjaards, Italianen en Burgonjers. Te Marche-en-Famenne werd alsdan door don Juan in 's konings naam, den 12 Februari 1577 het *Eeuwig Edikt* afgekondigd. Den 17 der zelfde maand, werd het verdrag geteekend door de leden van den Staatsraad en van de Algemeene Staten, die van Holland en Zeeland uitgezonderd. Het behelsde de aanneming van de bevrediging van Gent, de verwijdering der vreemde huurtroepen, het slaken der gevangenen langs beide kanten, het onderhouden van den Roomschen godsdienst; eindelijk de vernietiging van elk verbond met vreemde mogendheden getroffen [3]. Ziehier het stuk dat den 12 Februari 1577 door don Juan geteekend en later door Philips II bekrachtigd werd :

[1] De keizer Rodolf drong den 7 Februari 1577 bij de Algemeene Staten aan niet moeilijk te zijn in de onderhandelingen. HS. nº 7223, fol. 158 der kon. bibl. van Brussel.

[2] Brief van don Juan aan den Staatsraad, 30 Januari 1577. Gachard, *Correspondance de Philippe II*, t. V, bl. 307.

[3] *Eeuwig Edikt*, bij van Meteren, bl. 94.

Eeuwich Edict ende gebot op 't accoordt, ghedaen tusschen Don Johan van Oostenrijck ende de Staten Generael [1].

Philips bijder gratien Godts Coninck van Castilien etc. Alsoo zedert de leste maendt van Julio herwaerts tot onsen seer grooten mishaghen ende leetwesen, in onse Nederlanden haer begeven hadden, ter oirsaecken vande alteratiën toegheecomen onder onse Spaensche ende andere wtheemsche soldaten ende krijchs-lieden aldaer wesende, die veranderinghe vande gemeyne saecken ende beroerten, de welcke metten ongheregeltheden, inconvenienten, mishandelinghen ende ellendicheden, die tot onsen ghelijcken mishaghen ende leetwesen tot noch toe daer uyt ghevolcht zijn, eenen yegelijck kennelijck zijn. Wij tot conciliatie, vereeninghe, ruste ende vrede van onse voirseyde Nederlanden, ende tot Regieringe ende Generael Gouvernement vandien, inde selve onse Landen gesonden hebben onsen seer lieven ende seer beminden goeden Broeder Heere Johan van Oistenrijck, Ridder van onser Orden vanden gulden Vliese. Ende het sij dat de selve onse goede Broeder nae sijn aencomste in onse voorsz. Nederlanden ghetracteert, ghehandelt ende ghesloten heeft, eerst binnen onser stadt van Lutsenborch, met onsen seer lieven, ghetrouwen ende wel beminde, die Eerweerdighe Vader in Gode, Heer Matheus abt van Sint Gileyn, ghecoren Bisschop van Atrecht, Charles Philippes de Croy, marquis van Havrech, etc., onse neve ende Edelman van onser Cameren, Charles de Hannart, Baenderheere van Liedekercke, burchgrave van onser stadt van Brussel, ende Adolf van Meetkercke, Raedt ende ontfangher van onse lande van den Vrijen in onsen Graefschappe van Vlaenderen, ghecommitteerde ende ghedeputeerde van de Generaele Staten van onse voirsz. Nederlanden. Ende sedert binnen onser stadt van Marche, ende daerna in de stadt van Hoeye in 't landt van Luyck bij interventie ende tusschenspreecken binnen der selver stadt van Hoeye vande Heeren hier onder ghenaemt, Ambassadeurs, Ghesanten ende Ghecommiteerde van onsen hoochweerdichsten ende alderliefsten Broeder Rudolphus de Tweede dies naems, ghecoren Keyser van Roomen, altijt vermeerder's Rycx, etc. om de voorsz. conciliatie, vereeninghe ende accoort te middelen ende te vorderen, bijde voirsz. Keyserlijcke

[1] Wij geven den Vlaamschen tekst medegedeeld door E. van Meteren, bl. 94-96.

Majesteyt specialijcken verordent ende ghesonden : Te weten, die Eerweerdichste Vader in Gode, onsen lieven ende goeden vrient Heeren Geeraerdt van Croesbeeck, Bisschop van Luyck, Hartoch van Bullon, Marcgrave van Franchimont, Grave van Loon etc. Prince des heylighen Rijcx, Heere Philips die Alde, vrij ende baenreheer van Wijnenborch, President, ende Andries Gaille, Doctoor inde rechten, Hooftraet der voorsz. Keyserlijcke Majesteyt, Warner Heer van Gimmich, Landt-drossaert vanden Lande van Gulick, ende Johan Louwerman, Licentiaet inden rechten, alle beyde Raeden vanden Hooghen ende vermogenden Prince, onsen seer lieven ende seer beminden Oom Willelm Hartoch van Gulick, Cleven etc. insghelijcx Prince des heyligen Rijcx, als ghesanten vanden selven Vorst ende Hartoghe, oock Ambassadeur vande voorsz. Keyserlijcke Majesteyt tot 't ghene des voirseyt is bij den voernoemden Vorst ende Hartoghe in sijnen afweesen gesubdelegueert, met onse seer lieve ende ghetrouwe, die van onse Raeden van State, bij ons ghecommiteert totten Gouvernemente Generael van onse voirsz. Nederlanden, ende Secreten : ende die voirsz. Heere Matheus Abt van Sint Gileyn, ghecoren Bisschop van Atrecht, Heer Bucho Aytta, archidiaken van IJpere, Heere Frederick Perrenot, baenderheere van Ronsse, heere van Champagny, gouverneur van onse stad van Antwerpen, Jan de Saint Omer heere van Moerbeke Gouverneur van onser stede ende Casteele van Arien, Fransoys van Halewijn, heere van Zweveghem, hoochbailliu ende capiteyn van onser stede ende casteele van Audenaerde, Ridders, ende de voirnoemde Adolf van Meetkercke, gheeommitteerde ende gedeputeerde der voirsz. Staten, ende lestmael in onser stadt van Brussel, alwaer om 't voirsz. tractaet ende accoort te continueren ende voleynden, met dien van onsen voirsz. Rade van State, ende den voirnoemden Staten haer gevonden ende gerepresenteert hebben bij de voirsz. Heeren Ambassadeuren ende Rijcxghesanten, ende de ghesubdelegueerde vanden voirsz. Vorst ende Hartoch van Gulick, met onsen seer lieven ende getrouwen Heere Octavio Gonzaga, Ridder, onsen Raedt, bij onsen voornoemden goeden Broeder daertoe ghecommiteert, ende bij hem ghehouden diversche poincten ende middelen, tenderende ende dienende tot de voirsz. conciliatie, accoordt ende vereeninge ende tot goede adresse ende wtrechtinghe van dien. Wij, bij deliberatie, raedt ende advyse van onsen voirnoemden goeden Broeder Heere Johan van Oistenrijck, ende vanden voirnoemden van onse Raeden van State en Secreten, hebben in conformiteyt, ende nae uitwijsen vande selve poincten, ende middelen tusschen hen, ons ten eenre, ende

den voorseyden Staten ter andere zijden ghehandelt ende overcomen : Voir ons, onse erve ende naecomelingen, ghestatueert ende gheordineert, statueren ende ordineren bij maniere van Eeuwich Ghebodt, ende ten eeuwigen dagen onwederroepelijck de poincten ende artijclen hiernae volgende :

I. In den eersten, dat alle offensien, injurien, misdaden, beschuldingen, ende generalijcken alle wegen van feyten ende dadelijcke wercken, ghedaen, gheschiet ende volbracht ter oorsaken vande voorsz. veranderingen, alteratien ende beroerten, bij allen ende een yegelijcke vande inghesetenen ende inwoonderen van onse voorsz. Nederlanden, tot wat plaetse ende in wat manieren dat het zij, so int generael als int particulier, sullen wesen, zijn, ende blijven vergeten, ende gheacht als niet gheschiet of toeghecomen, sulcx dat ter saken vanden selven gheen vermaen, molestatie, quellinghe oft ondersoeck nimmermeer gedaen en sal worden, op eenighe vande inghesetene oft inwoonderen voorschreven.

II. Ende want de Bisschoppen, Abten, ende andere Prelaten ende Gheestelijcke persoonen van onze voorsz. Nederlanden, ende ooc die vande faculteyt inder Godtheyt ende inder Rechten der Universiteijt van Loven, bij diversche hare opene brieven daer op geexpedieert, geadviseert ende geattesteert hebben, daer na de gesteltenisse van de affairen van onse voorsz. Nederlanden, daer in de selve alsdoen waren, het tractaet vanden payse binnen onser stede van Gent gemaect ende gesloten den VIII Novembris lestleden, tusschen de voorsz. Staten ter eenre, ende onsen neve Heere Willem van Nassou, Ridder van onse voorsz. order, Prince van Orangien, ende den Staten van onsen Landen van Hollandt ende Zeelandt, met hare geassocieerde ende verplichte ter andere sijden, niet in en hielt dat onsen H. gheloove ende der Catholijcscher Apostolische Roomsche Religie naedeelich was, maer ter contrarien tot vorderinghe vande selve : hebbende van ghelijcke die van onsen voorsz. Rade van State geadviseert, geattesteert ende bewaricht, dat na de ghesteltenisse vande affairen van onse voorsz. Nederlanden, daerinne deselve alsdoen waren, het voorsz. tractaet vanden payse, insghelijcx niet in en hielt dat naedeelich was der hoocheydt, authoriteyt, ende onderdanicheyt, ons bij onse voorsz. Nederlanden toebehoorende; ende sonderlinge hebben de voorsz. Heeren, Ambassadeurs, ende Rijcxgesanten, ende de gesubdeleguéerde vanden voornoemden Vorst ende Hartoch van Gulick, betuycht ende bewaricht tgene dat voorseydt is, in confor-

miteyt vande voorsz. Bisschoppen, Abten ende andere Prelaten, ende Geestelijcke persoonen, ende van die van onsen voorsz. Rade van State. So hebben wij gheaggreeert, gheapprobeert, ende gheratificeert, aggreeren, approberen ende ratificeren bij dese onse teghenwoordighe voorsz. tractaet van payse, in alle ende yeghelijcke sijne poincten ende artijckelen, belovende op trouwe ende in Coninckliijcke ende Princelijcke woorden, tselve tractaet van payse, voor soo veel tselve ons aengaen ende concerneren mach, ten eewigen dagen, onverbrekelijck te onderhouden ende observeren, ende bij allen ende eenen yegelijcken, dient oock aengaen mach, insgelijcken oock doen onderhouden, ende observeren. Ende volgende dien accorderen ende ordineren, dat de convocatie ende vergaderinge vande Generale Staten van onse voorsz. Nederlanden, gementioneert int derde artijckel vant voorsz. tractaet van payse, gedaen sal worden in alsulcker voegen ende manieren, ende met sulcken effecten als tvoorsz. artijckel breeder inhoudt.

III. Item, accorderen, statueren, ende ordineren, dat allen ende een yeghelijcken van onsen oorlochsvolck, Spaengiaerden, Hoochduytschen, Italianen, ende Bourgoignions, ende andere wtheemsche, soo te peerde als te voete, tegenwoordelijc wesende in onse voorsz. Nederlanden, sullen vertrecken, ende moeten vertrecken, vrij vranck, ende onbelet, wt deselve onse Nederlanden, sonder dat sij inde selve sullen mogen wederkeeren, oft dat daerinne andere wederomme gesonden sullen mogen worden, geene wtlantsche oorloghe hebbende, ende generalijcken gheene vandoene, ende daer van gheen nootsake aldaer hebbende, bij de Generale Staten van onse voorsz. Nederlanden wel bekent ende gheapprobeert.

IV. Ende belangende den tijt ende termijn vant vertrecken van ons voorsz. oorlochsvolc, accorderen, statueren, ende ordineren wij, dat onder de selvige alleene de Spaengiaerden, Italianen, ende Bourgoignions, moeten ende sullen vertrecken binnen twintich dagen na de insinuatie die haer daer van bij onsen voorsz. goeden broeder van stonden aen gedaen sal worden, wt onsen casteele ende stadt van Antwerpen, ende wt alle andere onse casteelen, steden, ende stercten van onse voorsz. Nederlanden, die sij tegenwoordelijcken houden ende occuperen, ofte aldaer sij haer vinden, ende wt alle onse voorsz. Nederlanden, ende namentlijk wt onsen Hartochdomme van Lutzsenborch, binnen ander twintich daghen, oft eer, indien tselve doenlijck zij, waerinne onsen voornoemden goeden broeder hem sal voegen ende imployeeren met

alle sijne macht : Ende den voorsz. tijt van veertich dagen geduerende, sullen allen ende een yeghelijcken van onsen oorlochsvolck haer moeten houden ende dragen eerlijcken ende vredelicken, sonder te mogen brandschatten, rooven, plonderen, noch in eenigerhande maniere onse voorseyde Nederlanden verdrucken ofte beschadigen, noch ooc de nabuerlanden ende inwoonderen van dien.

V. Ende aengaende den tijt ende termijn van vertrecken vande voorsz. Hoochduytsche krijchslieden, deselve moeten ende sullen vertrecken wt onse voorsz. Nederlanden, terstont nae dat de voorsz. Staten met haer overcomen sullen hebben, op tghene datmen (ghelijck hier na int XV artijckel van onse tegenwoordige brief breeder ghedisponeert ende verstaen sal wesen) naer rekeninge ende afrekeninge, ende die behoorlijcke af-cortinge met haer gedaen, in alle redene ende billicheyt bevinden sal haer als noch ten achteren te zijne.

VI. Ende sal onse voorsz. oorlochsvolck Spaengiaerden, Hoochduytschen, Italianen, Bourgoignions, ende alle andere, moeten ende sullen laten theuren vertrecke wt onse voorsz. casteelen ende steden, alle de victalien, provanden, gheschut, ende munitie van oorloge aldaer wesende, welcke onse casteelen ende steden, met de voorsz. victalie, provanden, gheschut, ende munitie van oorlogen, wij stellen sullen bij advijse van die van onsen voorseyden Rade van State, in handen vande personagien ingeborene van onse voorsz. Nederlanden, ende nae de Previlegien vande selve onse Nederlanden, ghequalificeert, ende (voor dese reyse) den voorsz. Staten aenghenaem wesende.

VII. Ende aen-nopende de verdruckinghen, brandschatten ende compositien, die bij eenige van onsen voorsz. oorlochsvolc, wie de selve mogen zijn, in onse voorseyde Nederlanden gedaen souden wesen, geduerende den tijt dat sij aldaer geweest ende haer onthouden hebben, sullen wij daerinne laten doen, als naer recht, redene ende billicheyt behooren sal, ende sulcx alst mogelic wert het selve te volbrenghen ende executeren. Oock sullen wij ondersoeck laten doen, so wel over de Oversten ende Hoofden van onse voorsz. oorlochsvolc, als over allen ende eenen yegelijcken vande selve onsen oorlochsvolck, die in eeniger wegen ende manieren, hoedanich tselve ware, in onse voorsz. Nederlanden ofte inde nabuerlanden, misbruyct, gedelingneert ofte misdaen souden mogen hebben : Ende wij sullen daer over recht ende justitie

doen, het zij in onse voorsz. Nederlanden ofte in onsen Rijcken van Spaengien, oft elders, daer wij het selfde alderbest bevinden sullen te behooren.

VIII. Accorderen, statueren, ende ordineren wij oock, dat allen ende eenen yeghelijcken van de gevangenen, ter causen vande voorsz. veranderingen, alteratien ende beroerten ter eenre ende ter ander zijden, vrij ende vranck, geslaect ende ontslagen sullen worden, sonder rantsoen te betalen. Wel verstaende dat aengaende trenvoy ende wedersenden van onsen neve Philips Guilliame van Nassou, Grave van Bueren, in onse voorsz. Nederlanden, sullen wij versien ende doen, dat de selve Grave wederom vrij ende vranck ghestelt sal worden inde selve onse Nederlanden, soo geringhe ende terstont als de voorsz. vergaderinghe vande Generale Staten volcomen wesende, de voorsz. Prince van Orangien van sijnder sijden realijcken metter daet voldaen sal hebben tgene dat inde selfde vergaderinghe ghesloten sal wesen.

IX. Item, accorderen, statueren ende ordineren wij, dat de questie, gheschil ende swaricheyt opt restablissement, ende wederstellen oft niet, van eenige Heeren ende Officieren, in haer Gouvernementen, Staten ende Officien, wt de welcke sij afghesct zijn gheweest ter oorsaken vande veranderinge, alteratien ende beroerten voorsz., gesuspendeert ende opgehouden sal worden tot den eynde vande voorsz. vergaderinge der voorsz. Generale Staten, ende sal alsdan de voorsz. questie, geschil, ende swaricheyt, in Rechte gestelt ende gecommitteert worden den Rade ende ordinaris Justitie van onse voorsz. Nederlanden respectivelijc, om de kennisse daer van genomen ende na redene gheuyt ende getermineert te worden.

X. Voorts soo beloven wij op trouwe ende in Coninckljcke ende Princelijcke woorden, te onderhouden ende aen te houden, ende bij onsen voorsz. goeden broeder, ende allen anderen Gouverneurs, ende een yeghelijcken vandien, soo generale als particuliere, die hier naemaels bij ons oft onse naecomelinghen in onse voorsz. Nederlanden zijn, oft sullen worden ghecommitteert, te doen onderhouden ende handthouden, alle ende een yeghelijcke de oude Previlegien, hercomen, usantien, ende costuymen vande selve onse Nederlanden : Ende dat wij ons niet en sullen laten dienen, onder ons, onsen voorsz. goeden broeder, ofte andere Gouverneurs vande selve onse landen, in Rade noch ander-

sins, tot onrecht gouvernement ende ghemeyne administratie van onse voorschreven Nederlanden, dan alleenlijc vande ingheborene vande selve onse landen.

XI. Ende van ghelijcken hebben de voorsz. Staten reciprokelijcken van harer sijden, op hare conscientien, trouwe, ende eere, voor God, ende alle menschen, belooft te onderhouden ende handthouden, moeten onderhouden ende handthouden, ende sullen onderhouden ende handthouden, in, ende over al, ons heylich Catholijck Apostolijck ende Roomsch gheloove, ende de authoriteyt ende onderdanicheydt ons toebehoorende, ende nimmermeer daer teghens te comen.

XII. Item, hebben de selve Staten in gelijcker voegen ende manieren geloeft te verthien ende renuncieren, moeten verthien ende renuncieren, ende sullen verthien ende renuncieren, allen ende een yegelijcke verbontenisse ende confederatie, die sij tot harer versekertheyt ende beschermenisse met vreemdelingen gemaeckt moghen hebben, zedert de veranderingen, alteratien ende beroerten voorschreven.

XIII. Hebben ooc de selve Staten in gelijcker voegen ende manieren geloeft te doen afdancken ende verseynden, moeten afdancken ende verseynden, ende sullen afdancken ende verseynden wt onse voorsz. Nederlanden, alle ende een yeghelijcke vreemde krijchslieden, die sij gelicht ofte doen lichten sullen mogen hebben : ende te beletten, ende moeten beletten, ende sullen beletten, dat egeene andere in onse voorsz. Nederlanden en sullen comen.

XIV. Item, de voorsz. Staten hebben ons in waerteecken vande oprechte ende ingheborene affectie, die sij t'onsen dienste dragen, liberalijcken gepresenteert ende geaccordeert, de somme van ses hondert duysent ponden, van XL grooten Vlaemscher munten 't pont : Van welcke somme sij gereet sullen stellen, de een helft in handen vande voorsz. Heeren, Ambassadeurs, ende Rijcxgesanten, ende gesubdelegueerde van den voorsz. Vorst ende Hartoghe van Gulick, om de selve helft bij de voornoemde Heeren, Ambassadeurs, Gesanten, ende gesubdelegueerde ghestelt ende proportionelijcken gelevert te worden in handen van onsen voorsz. goeden broeder, oft aenden genen die bij hem ghecommitteert sal worden, ter discretie ende goetduncken vande voorsz. Heeren, Ambassadeurs, ende Gesanten, om ons voorsz. oorlochsvolck Spaengiaerden,

Italianen, Bourgoignions, ende andere vreemdelingen ende wtheemsche te doen vertrecken, wt onsen casteele ende stadt van Antwerpen, ende wt alle ende een yeghelijcke andere onse casteelen, steden, en sterckten, behalven de voorsz. Hoochduytsche, ter tijt toe datmen met hen teenemael afgherekent sal hebben, ghelijck hier onder gheseyt sal worden : Ende de voorschreven Staten sullen die ander helft oversetten te Genuen, bij genoechsame wisselbrieven, om aldaer binnen twee maenden nae dat de voorsz. Spaengiaerden, Italianen, Bourgoignions, wt onse voorsz. stadt ende casteele van Antwerpen vertrocken sullen sijn, gelevert te worden in handen vanden ghenen die daer toe van onsen voorschreven goeden broeder volle macht sal hebben.

XV. Ende daerenboven hebben de voorsz. Staten inder voegen ende manieren als voorseydt is, belooft te nemen, ende hebben genomen theuren laste, te vreden te stellen ons voorsz. Hoochduyts oorlochsvolck, van heuren wedden ende besoldinghe, ghelijck nae de rekeninghe ende afrekeninghe ende behoorlijcke afcortinghe met hen ghedaen, men bevinden sal in alle redenen ende billicheyt hen alsnoch schuldig en ten achteren te zijn. Waerinne wij ende onsen voornoemden broeder beloven den voorsz. Staten behulpich te zijn, ende sullen helpen na allen onsen vermoghen, authoriteyt, credijt ende gheloove, so aen de ghene die de voorsz. rekeninghe ende registeren in handen hebben, om de selve over te leveren, als oock aen de voorschreven Hoochduytsche, om de selve te induceren ende onderwijsen, hen te vreden te laten stellen, met tghene ende soot redelijcken bevonden sal worden. Gelijck hen oock willichliken hebben erboden de voorschreven Heeren, Ambassadeurs, ende Rycxghesanten ende ghesubdelegueerde vande voorsz. Vorst ende Hartoge van Gulick, ende hebben belooft van ghelijcken te doen bij den voorsz. Hoochduytschen : Oock dat sij aenden voorsz. Keyserlijcken Majesteyt sullen bidden, dat hem ghelieve sijn authoriteyt te gebruycken ende imployeren, ten selven eynde over de voorsz. Hoochduytsche. Ende tot dat de voorsz. Hoochduytschen de voorsz. voldoeninghe ende satisfactie gedaen sal wesen, sullen sij in onse voorsz. Nederlanden vredelijcken mogen blijven in sulcken plaetsen als wij bij advijse van onse voorsz. Raat van State hen sullen wijsen ende beteeckenen, tot beschermenisse ende versekeringe van ons ende vande voorsz. Staten.

XVI. Item hebben de voorsz. Staten inder voegher ende manieren voorsz. belooft, ende sullen ghehouden wesen, naer vertreck van de

voorsz. Spaengiaerden, Italianen ende Borgoignions wt onse voorsz. Nederlanden te ontfangen, ende sullen ontfangen onsen voorsz. goeden broeder, midts exhibitie ende overleveringhe bij hem ghedaen van onse opene brieven van commissie daer toe dienende, daer op gheexpedieert, ende doende den eedt daer over behoorende ende gecostumeert, met ooc adhibitie ende observantie vande andere solempniteyten die daer toe behooren ghebruyckt, ghedaen, ende gheobserveert te worden, als Gouverneur, Stadthouder, ende Capiteyn generael voor ons in onse voorsz. Nederlanden. Ende voor sulcx sullen sij Staten hem moeten toedragen ende doen, het respect, eere, ende gehoorsaemheydt alst behoort, blijvende nochtans 'tvoorsz. tractaet van Payse binnen onser voorsz. stede van Ghent ghemaect, in al het gene des voorsz. is, daer van dependeert, in sijn cracht ende vigeur.

XVII. Item, statueren ende ordineren wij, dat onsen naercomelinghen thaerder blijder incomsten, ende onsen voornoemden goeden broeder, ende een yeghelijcke andere Gouverneurs, bij ons oft onse voorsz. naecomelinghen te commiteren in onse voorsz. Nederlanden, soo generale als particuliere, midtsgaders ooc alle ende een yegelijcke onse Presidenten, Raden, ende Officieren ende Justicieren voor hen aencomen, intreden ende beginsel van haerder administratie ende bewint in hare gouvernement, staten, ampten, ende officieren, solempnelijcken sullen moeten sweeren, ende sullen sweeren te onderhouden ende observeren, ende voor soo vele in hen is, te doen onderhouden ende observeren onse teghenwoordige ordinantie, accoort ende verdrach.

XVIII. Ende ten lesten aggreeren ende approberen wij, ende houden van weerde alle ende yegelijcke verhandelingen, versettingen van renten, ende pencioenen, ende andere obligatien ende versekeringen, die de voorsz. Staten gemaect ende gepasseert hebben, ende al noch maken ende passeren sullen, met allen ende een yegelijcke die hen bijgestaen, gefurneert, ende getelt hebben, ende al noch sullen bijstaen, furneren ende tellen eenige penninghen, om hen te dienen ende behelpen ter oorsaken vande voorsz. troubelen ende beroerten, ende sonderlinghe aende seer hooghe ende seer vermoghende Princesse, onse seer lieve suster de Coninginne van Enghelant.

XIX. Ende op dat alle ende elck der boven geschreven poincten ende artijckelen wel getrouwelijcken, realijcken ende metter daet onder-

houden, volbracht, geeffectueert ende volvoert mogen worden, ende dat tgheheele inhouden van onse tegenwoordige brieven, vast, gestendich ende ten eewigen dagen geduerich ende onverbrekelijck zij ende blijve, hebben wij aende selve onse tegenwoordige, onsen zeghel doen hanghen, ende de selve doen onderschrijven ende teeckenen bij onsen voernoemden goeden broeder ter eenre. Ende hebben de voorsz. Staten ter ander sijden daer aen doen hangen den zeghel vande Staten van onsen Hartochdomme ende lande van Brabant, voor ende inden name ende ter begeerten van allen den voorsz. anderen Staten, ende de selve doen onderschrijven en teeckenen, door specialen ende expressen bevele ende ordinantie van allen den selven Staten, bij onsen lieven ende beminden Cornelis Wellemans, Griffier vande voorsz. Staten van Brabandt. Insghelijcx ter begeerte ende de bede van weghen soo van ons ende van onsen voornoemden goeden broeder, als van de voorsz. Staten daer op ghedaen, hebben de voorsz. Heeren, Ambassadeurs, Rijcxghesanten ende gesubdelegueerde vanden voorsz. Vorst ende Hartoch van Gulic, in dier qualiteyt ende als interventeurs ende tusschen-sprekers, om de voorschreven conciliatie, accoort ende vereeninghe, in onse teghenwoordighe begrepen, te middelen ende vorderen, van ghelijcken met hare handen de selve onse tegenwoordighe onderschreven ende gheteeckent hebbende, oock deur haren goeden wille erboden ende ghepresenteert, de selve bij de voorsz. Keyserlijcke Majesteyt haren committente te doen lauderen, bevestighen, approberen ende ratificeren, met alle tgene dat sij tot vorderinge van dese voornoemde conciliatie ende vereeninge hebben, ende souden hebben gedaen ende gehandelt, indien ende soo verre tselve van noode zij.

Gegeven in onse stadt van Marche in Famene, den twaelfden dach van Februaris int jaer ons Heeren 1577. Van onsen Rijcke te weten van Spaengnien, Cicilien etc., 't dryentwintichste, ende van Napels 't vijfentwintichste. Onderteeckent : Johan; onderschreven : bij ordinantie van sijne Hoocheyt, ende geteeckent F. le Vasseur.

Willem van Oranje dacht niet dat don Juan ooit de Pacificatie van Gent zou aanvaard hebben. Hij koesterde de hoop de voorstellen der Algemeene Staten door den landvoogd van de hand te zien wijzen, doch verloor het spel wanneer de kans hem toelachte en hij reeds de gunstige slagen der fortuin berekende De invloed

van den Zwijger, na het tot stand brengen der bevrediging van Gent, was overgroot. Volgens zijn inzien was het treffen eener overeenkomst, tusschen don Juan en de Algemeene Staten, volkomen onmogelijk. Zijne zaken stonden op goeden voet, tot zelfs zijne betrekkingen met vreemde mogendheden, met Frankrijk en Engeland [1], toen al zijne plannen in rook vervlogen. Zelfs de Staten hadden hem verzocht naar Brabant te komen gedurende de onderhandelingen met den gouverneur, om middelerwijl het bestier van 's lands zaken in handen te nemen. Zoo gewillig evenwel liet hij de prooi niet los, die hem zooveel gekost had. Hij moest, wilde hij den droom zijns levens : de heerschappij over de noorderprovinciën, vervuld zien, voortgaan met don Juan in een valsch daglicht te stellen, het wantrouwen zaaien om gouverneur en onderdanen van elkander verwijderd te houden.

Don Juan deed den 1 Mei 1577 zijne intrede te Brussel, vergezeld van den pauselijken nuncius, van den bisschop van Luik, Geeraard van Croesbeke, die als bemiddelaar opgetreden was, alsmede van den bijzondersten adel des lands. De menigte juichte geestdriftig den nieuwen landvoogd toe. De bijzonderste der voorwaarden van het verdrag was reeds uitgevoerd : de vreemde huurtroepen hadden op het einde van April het land verlaten; ook de nieuwe gouverneur deed alles om de rust te herstellen. Nochtans twijfelde deze toen reeds « aan de voordeelen » van het verdrag, want, schrijft hij, de prins van Oranje ga im» mer voort zich te versterken in Holland en Zeeland, terwijl de » koningin van Engeland bij hem aandringt op het niet aanvaar» den van het edikt van Marche, en hem hare hulp aanbiedt; » hij kan ook op een groot getal Neêrlanders rekenen, die hem » zeer zijn toegenegen of bedrogen over zijne inzichten [2]. »

De prins van Oranje, die te Geertruidenberg een huis bewoonde, overheerlijk versierd met kunststukken uit abdijen, kloosters en andere geestelijke gestichten herkomstig, ontving daar de afge-

[1] GROEN VAN PRINSTERER, V, bl. 441.

[2] Brief van don Juan aan den koning, 1 April 1577. GACHARD, *Correspondance de Philippe II*, t. V, bl. 300.

vaardigden, hem gezonden door de Algemeene Staten om te onderhandelen. Hij bleef weigeren den landvoogd te erkennen, omdat, zegde hij, hij geene verzekering had dat deze stipt de Pacificatie van Gent zou uitvoeren. Hij drong dan ook aan op het verwijderen van eenige Duitschers uit 's landvoogds omgeving. Voor hem eischte hij de stad Utrecht, wilde weêr in bezit komen der heerlijkheid van Breda en van zijne eigendommen, die in Burgonje lagen, vergde vooral de invrijheidstelling van zijnen zoon [1].

Hij wilde de volledige uitvoering der bevrediging van Gent, en 't was hij die de eerste het verbond onder de voeten trapte. Hij belegerde Amsterdam, waar hij binnen kort meester zou wezen, daar men haar geene hulp kon verleenen. Het artikel, dat betrekking had met de uitoefening van den godsdienst in Holland en Zeeland, werd door hem moedwillig verkracht : hij legde den eed af geenen anderen dan den Hervormden godsdienst in die gewesten te dulden. Een bewijs dat hij het wel alzoo meende, is het plakkaat dat hij in 's konings naam afvaardigde, waarbij de goederen, die aan katholieke kerken en gestichten toehoorden, verdeeld moesten worden onder de protestantsche predikers [2]. De Hervormden vroegen en verkregen de vrijheid van geweten, doch slechts voor hen alléén; zij weigerden, die apostelen der vrijheid, dat recht aan de katholieken, welke er nochtans de overgroote meerderheid uitmaakten.

Don Juan was van een gansch ander gevoelen dan de Algemeene Staten, die dachten aan Holland en Zeeland dat voorrecht te moeten toestaan; « liever sterven, schrijft hij aan den koning,
» den 26 Mei 1577, en liever de landen voor altijd onder water
» zetten, dan te dulden dat men in eene streek eenen anderen
» godsdienst dan den mijne belijde [3]. »

Het was onmogelijk voor don Juan iets tot welzijn van het land te doen; zijne vijanden waren talrijk, de prinsgezinden mach-

[1] Gachard, *Correspondance de Philippe II*, II, bl. 367.

[2] Brief van 24 Mei van don Juan aan den koning. Gachard, *Correspondance de Philippe II*, t. V, bl. 352.

[3] Gachard, *Correspondance de Philippe II*, t. V, bl. 357.

tig, en daarenboven de Staten bejegenden met mistrouwen zijne rechtzinnigste handelingen; de bevolking van Brussel was aanmatigend en spaarde hem geene beleediging.

Willem de Zwijger schermde ook nog met een artikel der bevrediging van Gent, dat in zijne algemeenheid nog geene uitvoering had bekomen, te wèten het vertrek der vreemde troepen. De Spanjaards, Burgonjers en Italianen waren reeds over onze grenzen; doch de Hoogduitsche knechten verbleven hier nog. De prins van Oranje, die er wellicht belang bij had al de troepen te doen verwijderen alvorens zijne inzichten door te drijven, om alzoo den landvoogd tegen elken weêrstand machteloos te maken, zou reeds voldoening verkregen hebben, hadden de Algemeene Staten geen bezwaar gevonden in het betalen van sommige benden, die zij vroeger, wel is waar, vijand van het land hadden verklaard, omdat zij gemeene zaak maakten met de Spanjaards, maar toch niet te min hun recht op hunne soldij bleven behouden. Don Juan was naar Mechelen gegaan om met de Hoogduitschers te onderhandelen, zooals hij het aan de Staten-generaal zegde, doch misschien wel om ze te bewegen zijne zijde te houden, daar eene botsing nabij was.

Na gepoogd te hebben eenieders genegenheid te winnen, na elkeen, zoo vijand als vriend [1], met weldaden overladen te hebben, zag hij nochtans dat hij het onderspit zou moeten delven, indien hij bij tijds geene voorzorgen nam. De Staten van Holland en Zeeland bleven hem trotsen. De Hervormden, die er toch nog in minderheid waren, en niettegenstaande de bevrediging van Gent door hen onderteekend, deden geweld aan eene stad, die men niets ten laste kon leggen dan hare getrouwheid aan God en Vorst [2]. Liever dan een aanval af te wachten, ziende dat de prins van Oranje elk voorstel van onderhandeling verwierp [3], poogde don Juan de Staten te overhalen met Willem af te breken, om zelfs den aanval te beginnen, met Amsterdam te helpen; dat achtte hij

[1] Groen van Prinsterer, t. VI, bl. 104.
[2] *Idem*, t V, bl. 19.
[3] Gachard, *Correspondance de Philippe II*, t. V, bl. 368.

zoo gewichtig « dat, bij aldien hij waer in Spaengien oft Italien, hij
» expresselijck overcomen soude, om te beschermen die questie
» van die van Amsterdam [1]. »

Niet alleen in de noorderprovinciën werd de Pacificatie niet onderhouden, maar zelfs niet in Vlaanderen en in Brabant. Willem de Zwijger had « overgesonden diverse Ministers en Predicanten
» van hare (Hervormde) secten en andere perturbateurs van de
» gemeene ruste, dewelcke, bij secrete en heimelijke vergade-
» ringen en conventiculen en somwijlen met openbaer schan-
» dael, de voorschreven Pacificatie hebben ingebroken [2]. »

Het antwoord dat de Algemeene Staten gaven voldeed don Juan niet. Zij erkenden wel dat Willem van Oranje geen ander doel najoeg dan meester over hen te spelen [3], doch zij weigerden stellig den oorlog te erbeginnen. Juist die vraag van don Juan stootte hem in den put, door de prinsgezinden gegraven. De valsche geruchten, die in omloop waren gebracht, dat de landvoogd met list te werk ging, dat hij inzicht had de wapens op te nemen om andermaal het land in rep en roer te brengen, die uitstrooisels kregen door het verzoek van don Juan een schijn van waarheid. Veiligheidshalve verliet hij den 11 Juni [4] de hoofdstad, waar hij en zijne dienaars aan de grofste beleedigingen blootgesteld waren; de daders bleven ongestraft, daar het Magistraat en de Staten er zich niet mede inlieten [5]; hij liep zelfs gevaar, den eenen of anderen dag, door de prinsgezinden opgelicht te worden, die hem aan hunnen meester zouden leveren, om aldus den koning van Spanje tot handelen te dwingen. Brussel ontvluchtte hij ook nog, om zijne macht en zijn aanzien te redden, die geknakt en vervlogen waren; hij had wel den titel van Algemeene Gouverneur, in naam, doch was onmachtig [6]. Zijn

[1] P. Bor, X, bl. 248.

[2] Gachard, *Correspondance de Philippe II*, t. V, bl. 423.

[3] *Idem*, t. V, bl. 368.

[4] Bor zegt ten onrechte dat hij den 5 Juni vertrok.

[5] Brief van don Juan aan den koning, 21 Juni 1577. Gachard, *Correspondance de Philippe II*, t. V, bl. 424.

[6] Groen van Prinsterer, t. VI, bl. 108.

inzicht was, eene omreis in de provinciën te doen, om vrienden aan te werven, waarop hij steunen kon, in geval van oneenigheid met de Staten. Hij dacht de gelegenheid geschikt; zijn secretaris Escovedo was naar Antwerpen gezonden om de Duitschers te bevredigen, schrijft hij den 28 Mei [1]; « waarschijnlijk zal hij er niet in slagen, dan zal ik er naar toe gaan en zoo Brussel verlaten zonder opschudding te baren. »

Meermalen had de landvoogd aan den koning geschreven over de noodzakelijkheid eene verandering in de politiek te brengen, daar het alsdan eene hersenschim was, te denken met zachtheid de Nederlanden te bestieren; het oogenblik scheen hem dringend om een aanslag te wagen, wilde de koning de noorderprovinciën — en misschien ook de gansche Neêrlanden — hem niet voor altijd zien ontvallen. Zooals altijd kon Philips II geen geloof hechten aan hetgeen zijn plaatsvervanger hem voorhield. Had hij eens een nieuw middel ter beproeving aangewend, dan leed het moeite hem hier van te doen afzien. Zijne traagheid en besluiteloosheid, in de oogenblikken dat men moest handelen, ja, krachtdadig handelen, hebben vele gewichtige gebeurtenissen veroorzaakt. Nu was het insgelijks zoo. Den 24 Juni schreef don Juan aan den koning, dat hij door den heer van Hierges [2] vernomen had [3], die het wist van een zeer geloofwaardig man, dat een groot verbond tusschen Willem van Oranje, Champagny en van Hees tegen hem, landvoogd, tot stand was gebracht. Zij kwamen, volgens een ander schrijven van 9 Juli 1577, met de compagnieën, waarover zij bevel voerden, naar Mechelen om er den landvoogd gevangen te nemen [4]. Om dit gevaar te ontvluchten, verliet don Juan,

[1] Gachard, *Correspondance de Philippe II*, t. V, bl 369.

[2] Gillis van Berlaymont, baron van Hierges, heeft een werkelijk deel genomen aan de bewegingen van zijnen tijd. Hij was zoon van Karel, graaf van Berlaymont, die nevens Margareta van Parma stond, toen de edellieden haar hun vertoog aanboden. Zie het levensbericht in de *Documents concernant les troubles des Pays-Bas*, 1577-1584, par Ph Kervyn de Volkaersbeke et J. Diegerick, t. I, bl. 525.

[3] Gachard, *Correspondance de Philippe II*, t. V, bl. 437.

[4] *Idem*, t. V, bl. 453.

met een groot getal edellieden, de stad Mechelen, onder voorwendsel Margareta van Valois, koningin van Navarra, te begroeten, die naar Spa kwam, zoo zij uitstrooide, om er de mineraalwaters tot hare genezing te gebruiken, doch werkelijk om met den graaf van Lalaing in 't geheim te onderhandelen nopens de opdracht der heerschappij van de Nederlanden aan haren broeder, den hertog van Alençon en Anjou. Toen de koningin van Navarra Spa verliet, deed hij haar eene wijl uitgeleide en keerde dan op zijne stappen weêr; 's anderendags, voorgevende eene jachtpartij te houden in het bosch van Marlagne, naderde hij dicht bij de vesting van Namen. De graaf Karel van Berlaymont en zijne vier zonen, heeren Gillis van Hierges, Lancelot van Meghem, Florens van Floyon en Claudius van Haultepenne, waren voorop gereden en hadden Jan van Burgondië, heer van Fromont, bevelhebber der stad [1], verwittigd van de tegenwoordigheid des landvoogds. Zij hielden hem voor dat de betamelijkheid van hem vergde, den vertegenwoordiger van den koning te verzoeken eenen oogslag te werpen op het goed onderhoud der vesting. Dit geschiedde alzoo; doch eens binnen de stad, verklaarde don Juan dat hij er voortaan als Gouverneur-generaal, waarvan hij tot alsdan niets dan den titel gevoerd had, wilde erkend worden, met de noodige onderwerping aan zijne bevelen (14 Juli 1577). De gemeente, bevreesd voor de gevolgen van dien aanslag, liep te zamen, doch de landvoogd wist alles te stillen.

Het perijkel, dat don Juan langs alle kanten omringde, was zoo groot, dat hij, bij het verlaten van Mechelen, gevaar liep onderwege aangevallen te worden [2].

Moeten wij de handelwijze van don Juan eenen gruwel noemen, zooals sommige schrijvers? Neen, volstrekt niet; als stadhouder

[1] Jan van Burgondië, heer van Fromont en van Han-sur-Meuse, was slechts sedert kort gouverneur van Namen, toen don Juan er binnen viel. In December 1577 kwam hij in den Staatsraad en later aan 't bestuur van 't geldwezen. Door zijn huwelijk met Ludovica de Croy was hij schoonbroeder van den markies van Havré.

[2] P. Bor, X, bl. 235.

en Gouverneur-generaal was hij vrij te handelen zooals hij verkoos; niemand, noch de Algemeene Staten, noch de Staatsraad, had het recht hem de minste opmerking te maken. Dit was zelfs het gedacht van Willem van Oranje : « wesende don Johan eens » hier te lande ontvangen, zal hem mogen terstond versien de » castelen en de sloten in te nemen, dewelke directelije onder den » Coninc, en sullen hem die niet connen geweigert worden [1]. »

De tijding dezer gebeurtenis vermeerderde nog de spanning en gaf aan de prinsgezinden schoon spel om elke verdenking als gegrond, onder het volk te brengen. Aanstonds schreven de Algemeene Staten (17 Juli 1577) aan den landvoogd en zonden Bucho Aytto, archidiaken van IJperen, en Denijs de Berlo, heer van Brust, om hem te verzoeken naar Brussel weêr te keeren, ten einde daardoor het gerucht te logenstraffen, dat hij op verscheidene plaatsen legerbenden inrichtte [2]. Het antwoord van don Juan, onder dagteekening van 20 Juli 1577, geeft de gevraagde logenstraffing en de verzekering tevens, dat hij niets meer verlangt dan naar Brussel weêr te keeren, en daarom Gaspar Schetz, heer van Grobbendonk, zendt om te onderhandelen met de Algemeene Staten over het wegruimen der bezwaren, die hem niet toelieten aanstonds te komen. Dezen waren, vooreerst de weinige eerbied dien men hem als vertegenwoordiger van den koning betoonde; dan, de valsche aantijgingen der prinsgezinden, waardoor zijne beste inzichten in verdenking gebracht werden [3].

Den 23 Juli schrijft don Juan andermaal aan de Algemeene Staten om ze kennis te geven van den inhoud van twee naamlooze brieven, die hij uit Brussel ontvangen had, welke hem verwittigden van 't gevaar dat hij liep, gevangen genomen te worden, indien hij naar Brussel of naar Mechelen weêrkeerde. De gouverneur stelde dan eenige voorwaarden, die hij noodig achtte voor zijne veiligheid : 1e niemand dan hij en de gerechtsdienaars zouden mogen uitgaan vergezeld van gewapende macht; 2e de burgerlijke

[1] Groen van Prinsterer, *Archives*, t. VI, p. 111.

[2] Gachard, *Actes des États Généraux*, t. I, n° 656, bl. 197.

[3] *Idem*, t. I, n° 657, 662 et 663, bl. 197-200.

wacht zou onder de bevelen staan van het magistraat en van een man, die handelen zou in 's konings naam; 3e de burgers zouden niemand mogen aanhouden, noch het geheim der brieven schenden; 4e de uitgever van lasterende vlugschriften of de uitstrooier van valsche geruchten zou gedwongen worden den schrijver of dader te doen kennen; 5e eindelijk, de Algemeene Staten zouden geene vreemdelingen tot hunne beraadslagingen toelaten [1].

Van den eenen kant, herhaald aandringen van wege de Algemeene Staten bij den Gouverneur generaal (den 25, 26 en 27 Juli [2]) opdat hij toch naar de hoofdstad weêrkeere; van den anderen, nieuwe bevestiging, dat hij zich enkel te Namen in veiligheid heeft gesteld, om aan de aanslagen van zekere personen te ontsnappen, dat hij volstrekt in niets zijnen eed zal breken [3]. Het magistraat van Namen verzekerde tot alsdan toe niet bemerkt te hebben dat de landvoogd andere inzichten koesterde [4].

In de briefwisseling, die daarop volgt, leeren wij don Juans gevoelens kennen. Hij vreesde te recht de geheime werking van den prins van Oranje, die de Pacificatie van Gent, zijn eigen werk en door zijne aanhangers zijn triomf genaamd, volstrekt niet nakwam in de gewesten, waar zijn invloed wet maakte. Op de voorstellen, die Gaspard Schetz deed in naam van den landvoogd, brachten de Algemeene Staten op de meeste en belangrijkste punten den 12 Augustus (1577) een weigerend antwoord uit [5].

De brief van don Juan, van 13 Augustus, als ook het antwoord der Algemeene Staten, van den 15 derzelfde maand, kunnen aanzien worden als oorlogsmanifesten; beide verklaren de verantwoordelijkheid der gevolgen niet te dragen [6].

De Staten hadden reeds de vijandelijkheden begonnen. Gehoord hebbende van den abt van Marolles, dat don Juan zich op het

[1] Gachard, *Actes des États Généraux*, t. I, n° 667, bl. 201-202.
[2] *Idem*, t. I, nos 671-677, 680, bl. 203-207.
[3] *Idem*, n° 681, bl. 207.
[4] *Idem*, n° 683, bl. 207.
[5] *Idem*, t. I, nos 707, 711, 714, 719, bl. 217-221
[6] *Idem*, t. I, nos 720, 724, bl. 221-223.

garnisoen van het slot van Antwerpen betrouwde, in geval de wapens weêr opgevat werden, besloten zij zulks te beletten, door zich meester te maken van het kasteel. De Spanjaards waren vertrokken, maar vervangen door Walen, die ook kort daarna vervangen werden door Duitschers, onder het bevel van Lodewijk van Trelong, heer van Blois, die, zoo men zeide, door den landvoogd met eene lijfrente van twee duizend patacons begiftigd was [1]. De heer van Bours [2], door de Staten hiertoe belast, na den aanvoerder gevangen genomen en eenige soldaten gedood te hebben, gelukte er in, door het betalen der achterstallige soldij, de Duitsche bezetting voor de partij der Staten over te halen (1 Augustus 1577).

De burgerij van Antwerpen was in beroerte gekomen; de Duitschers, meenende dat men op hun leven uit was, maakten zich strijdvaardig en verschanstten zich in de nieuwe stad met wagens, balken en balen koopwaren. De burgers, bevreesd voor plundering, grepen naar de wapens. Men poogde echter de stad vrij te koopen met eene machtige som gelds; het aanbod, dat niet voldoende was voor de Duitschers, werd verhoogd tot honderd vijftig duizend kronen en dan aangenomen. Inmiddels had Willem van Oranje, van alles onderricht, zijne schepen de rivier doen opvaren tot vóór de stad; drie schoten werden gelost, waarbij eenige Duitschers gekwetst werden. Deze waren vol angst, toen zij de uitspatting zagen waarmede het volk de komst dier kleine vloot begroette. De schrik, door den kreet *de Geuzen! de Geuzen! daar zijn ze!* teweeggebracht, was zoo groot, dat de Duitschers met groote verwarring de stad ontvluchtten. Toen zij vertrokken waren, werden de poorten gesloten en de stad was voor de Staten gewonnen.

[1] Mertens en Torfs, *Geschiedenis van Antwerpen*, V, bl. 59.

[2] Ponthus de Noyelles, heer van Bours, verkreeg voor zijn gedrag in dit geval het bevelhebberschap over de stad Mechelen, die hij later aan den prins van Parma overleverde. Hij stierf in 1581 bij het beleg van Doornik. — *Mémoires anonymes sur les troubles des Pays-Bas, 1565-1580*, publiés par J.-B. Blaes, t. II, bl. 11.

De landvoogd zag dan eerst wat wending de zaken namen, hoe hij bedrogen werd door de Staten, die slechts onderhandelden « om don Juan te zekerer te mompen[1]. » Hij deed dan een voorstel aan de Staten, langs beider kant afgevaardigden naar den koning te zenden, om dezen bekend te maken met den toestand van het land, ook om te verzoeken aan iemand anders, prins of prinses van koninklijken bloede, de teugels van 't bewind over de Nederlanden toe te vertrouwen; intusschentijd zou men het inrichten van legerbenden opschorsen en de vijandelijkheden wederzijds staken. Hij zou middelerwijl te Namen verblijven en het land voortregeeren in den zin der Pacificatie [2].

De Staten wezen het voorstel van de hand, doch schreven aan den koning om don Juan tot het naleven der Pacificatie en van het eeuwig edikt te verplichten (24 Augustus 1577); later nog om eenen anderen landvoogd te vragen, en intusschentijd het opperbewind aan den Staatsraad op te dragen [3].

Den 5 September bericht don Juan de Staten dat hij van den koning een brief ontvangen heeft, waarin deze de vraag inwilligt van eenen nieuwen landvoogd der Nederlanden. Denzelfden dag nog zond hij afgevaardigden naar Brussel, om zich met de Staten te verstaan over eene opschorsing van vijandelijkheden langs beide kanten, die noodzakelijk was om alles in rust te brengen. Verre van hierop met goedheid te antwoorden, verklaren de Staten hoogmoedig weinig betrouwen te hebben in den landvoogd [4]. Als blijk zijner rechtzinnigheid, verzoeken zij dat hij de kasteelen van Namen, Charlemont en Marienburg overgeve, en den Duitschers bevele Breda en 's-Hertogenbosch te ontruimen, die zij hielden in zijnen naam.

En de Staten, wat deden zij ? Nauwelijks was don Juan het kasteel van Namen binnengetrokken, of zij liepen te wapen en ver-

[1] WAGENAAR, t. VII, bl. 157.

[2] GACHARD, *Actes des États Généraux*, nos 733, 740, 745, bl. 226, 228, 230.

[3] *Idem*, no 743, bl. 229; no 783, bl. 243.

[4] 6 September 1577. GACHARD, *Actes des États Généraux*, t. I, no 774, bl. 241.

klaarden den oorlog, *ipso facto*. Alvorens zelfs zijne inzichten in bedenking te brengen, nemen zij het kasteel van Antwerpen in. De onrust vermeerderde van dag tot dag : eer de maand Augustus ten einde liep, was heel het land beroerd. Het hoog-duitsch vendel van den kolonel Fugger, den 1 Augustus 1577 uit Antwerpen gevlucht, was naar Bergen-op-Zoom geweken, waar er nog twee vendels lagen van het zelfde regiment; Joris, baron van Fronsbergen voegde zich met drie vendelen bij de drie andere, welke in Breda lagen. Frederik Perrenot, heer van Champagny nam met zeer weinig volk eerst het huis te Houw en daarna Bergen-op-Zoom in, bijna zonder slag of stoot. De kolonel Fugger werd gevangen genomen en opgesloten in het kasteel van Cantecroy, bij Antwerpen, dat eene heerlijkheid was die toehoorde aan kardinaal Granvelle, broeder van den heer van Champagny. — Steenbergen, Tholen en 's-Hertogenbosch gingen later bij verdrag over [1].

Den 4 October won de prins van Oranje de stad Breda, door tusschenkomst van Willem Silvius, een « drucker der Coninckliike Majesteyt, » die een groote rol speelde in de onlusten; hij had deel genomen aan de plundering der Antwerpsche hoofdkerk en was koning Philips op eene zonderlinge wijze dankbaar voor den vereerenden titel. Willem Silvius had Antwerpen verlaten om een bezoek te brengen aan Willem van Oranje, die zich alsdan te Geertruidenberg bevond. Een hoogduitsche kapitein was aangehouden; hij droeg op zich een brief van don Juan aan Fronsbergen, waarin hij zegde binnen de twee maanden Breda ter hulp te komen. De brief werd ontcijferd. Na kennis genomen te hebben van den inhoud, stelde Willem van Oranje een cijferschrift op in tegenovergestelden zin : don Juan kon hem niet ter hulpe komen, Fronsbergen moest trachten aan de meest voordeelige voorwaarden te onderhandelen nopens de overgaaf der stad. De Antwerpsche drukker stelde zijn talent ten dienste van zulke lage daad en maakte het handteeken zoo behendig na, dat het valsch stuk, voorzien van het zegel, hetwelk voorzichtig van den echten brief

[1] P. Bor, X, bl. 273.

afgedaan en op den anderen met lak vastgemaakt was, Fronsbergens goede trouw bedroog. Het middel gelukte, de stad Breda gaf zich over en de bevelhebber Fronsbergen werd gevangen [1].

Antwerpen had door zijne afgevaardigden bij de Algemeene Staten den 19 Augustus (1577) aangedrongen om de toelating te verkrijgen het kasteel te slechten. Dit verzoek ter stemming gelegd zijnde, verkreeg de meerderheid, door de stem der afgevaardigden van Holland en Zeeland, welke dien dag, niettegenstaande het verzet der geestelijken, tot de zittingen waren toegelaten. Op het einde van Augustus was het kasteel neêrgehaald; het standbeeld van den hertog van Alva, dat op bevel van don Louis de Requesens ergens in een hoek gelegd was, werd teenemaal verbrijzeld.

Die van Gent verkregen insgelijks een gunstig antwoord en verdelgden het gevaarlijk slot, dat hunne stad altijd bedreigde. Rijsel, Valencijn, Utrecht en Gouda deden evenzoo met de kasteelen, waarvan zij beducht waren.

Keeren wij tot don Juan en de Staten weêr.

De landvoogd was zelf overtuigd dat hij een misslag begaan had met zich te Namen op te sluiten; hij verwaarloosde dan niets om aan het land de rust weêr te geven. Den Staten wilde hij in alles voldoening schenken. Naarmate hij inschikkelijk werd, toonden dezen zich stijfhoofdig en deden alles, wat Willem van Oranje hen voorschreef. Terwijl zij in schijn met don Juan onderhandelen om den noodigen tijd te hebben zich strijdvaardig te maken, verzoeken zij, op 6 September, den prins van Oranje, den vijand van don Juan, dat hij naar Brussel zou komen om het land te bestieren!

Deze dubbelzinnige handelwijs betoont duidelijk, wie den oorlog verlangde; of don Juan, die zich toegevend toonde, of de Staten, die Willem den Zwijger als aanleider kozen, hij, die sedert tien jaar het hoofd was van den weêrstand tegen den wettigen vorst.

[1] Joris, heer van Fronsbergen, aanvoerder der Duitsche troepen in dienst van Spanje, was spoedig vrij gekomen, want hij bevond zich bij het beleg van Maastricht.

Don Juan wilde een laatste middel beproeven. Den 11 September 1577 stelde hij eenige punten voor « om in eens de zaak in der minne te regelen. » Hij beloofde het stipt naleven der bevrediging van Gent en van het eeuwig edikt, zou vergiffenis geven over het gebeurde en de onmiddellijke teruggaaf van het kasteel van Namen, in handen van hem, die er meester was, toen hij er binnenviel. Mits eenige voorwaarden zou hij Charlemont en Mariënburg ontruimen, alsook de Duitsche soldaten afdanken en ze uit het land leiden. De andere legerbenden, van beide kanten, moesten de wapens neerleggen en afzien van vijandelijkheden of aanslagen op personen en eigendommen De heer van Trelong, de kolonel Fugger alsook al de andere krijgsgevangenen zouden losgelaten worden. Eenieder zou in de bediening, waarmede hij bekleed was vóór de onlusten, hersteld worden. Het magistraat en de bewoners van steden, die bezetting hadden, zouden, na het vertrek der soldaten, den eed afleggen geen krijgsvolk binnen te laten zonder de toestemming van den langdvoogd en van de Algemeene Staten; ook nog zouden zij zweren den Roomsch-katholieken godsdienst te onderhouden en in niets de overheid van den koning te krenken [1]. Don Juan zou naar Luxemburg weerkeeren, om van daar het land te regeeren volgens de Pacificatie, totdat zijn opvolger in de Nederlanden zou aankomen. Die voorslagen, zeker wel geschikt om de moeilijksten te bevredigen en meer toestonden, dan men ooit vroeg, verwierven in de Algemeene Staten de goedkeuring van al de afgevaardigden der zuiderlijke gewesten. De voorstellen van don Juan werden gelezen in de namiddag; doch het was gewoonte bij de Algemeene Staten over belangrijke punten in de morgenzitting te stemmen. Men besloot de stemming tot 's anderendaags te verdagen, alhoewel de afgevaardigden van Holland vroegen de zaak te verschuiven tot na de komst van Willem den Zwijger. Zij waren afwezig toen de stemming den volgenden morgen plaats had, daar zij den prins te gemoet waren gegaan, die door de meerderheid der Algemeene Staten geroepen was om de Nederlanden te bestieren. Den 23 Sep-

[1] GACHARD, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, I, n° 789, bl. 245-246.

tember 1577 deed hij zijne intrede te Brussel, den dag dat de oneenigheid met don Juan was vereffend.

In plaats van vrede kreeg men oorlog. De afgevaardigden van Holland, die de meerderheid gaven aan de partij der prinsgezinden in de Algemeene Staten, teekenden verzet aan tegen de stemming, waarvan zij nochtans verwittigd waren. Zij eischten dat de afgevaardigden, die zich naar don Juan begaven, vooreerst den prins in het bijzonder kennis gaven van de aangenomen voorwaarden. De prins, om des te beter zijne inzichten te bedekken, scheen met de bevrediging in te stemmen, doch wenschte slechts eenige onbeduidende bepalingen er bij te voegen, welke eene bedekte beleediging waren ten opzichte van don Juan. Gaspard Schetz verklaarde die voorwaarden niet te kunnen aannemen en bijgevolg werden alle verdere onderhandelingen onmogelijk.

Toen de landvoogd hiervan kennis kreeg, schreef hij den 2 October om zich over het gedrag der Staten te beklagen. Den 14 derzelfde maand zond hij nog een brief, doch gematigd — vooral als men rekening houdt der omstandigheden, waarin hij verkeerde — meldende dat hij onderrichtingen van den koning had ontvangen in dato van 25 September; dat hij de Pacificatie van Gent stipt zou nakomen, indien de Staten ook stipt naleefden de twee punten, die zij gezworen hadden te onderhouden : het behoud van den katholieken godsdient en de verplichte gehoorzaamheid aan den koning. Wilden de Staten de misslagen herstellen, welke zij hiertegen bedreven hadden, dan zou de vorst hen behandelen met goedheid, doch in het ander geval, hen dwingen door alle de middelen, welke God hem in handen gegeven had [1].

Eene nieuwe zegepraal behaalden de prinsgezinden in de Algemeene Staten. In antwoord op het schrijven van don Juan, van 2 October, stelden zij een brief op, die kwetsend was voor den landvoogd, daar hij zinspelingen bevatte op zijne onwettige geboorte. Zij antwoordden ook nog op het verwijt van don Juan, dat zij geen bezwaar zagen in de komst van Willem van Oranje, dien

[1] Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, I, n° 831, bl. 262, n° 850, bl. 269.

ze geroepen hadden om de Pacificatie te helpen onderhouden en om in gemeenschap te blijven met de andere provinciën [1]. Indien hij, landvoogd, zich op de wapens beroept, dan zullen zij, Staten, de hulp van al de vreemde vorsten en mogendheden tegen de Spanjaards inroepen.

Deze brief ontmoette eenen grooten tegenstand. Bij vele leden der Algemeene Staten was de sluier van de oogen gevallen. Zij begrepen alsdan de inzichten der heethoofden. Krachtig, doch vruchteloos, verzetteden zij zich tegen het opstel van dien brief, welke, de dagteekening dragende van 8 October, nochtans maar den 29 gezonden werd. De prins van Oranje was toen meester op de geheele linie; de scheuring tusschen don Juan en de Staten was een voltrokken feit, met vijandelijkheden voor gevolg.

De Staten hadden het voorzichtig gevonden niet te wachten totdat don Juan de wapens opname, om zich tot vreemde vorsten te wenden. Vooraleer zij zelfs wisten waartoe de onderhandelingen met den landvoogd zouden leiden, hadden zij reeds de hulp van vreemden verzocht.

Eenige edellieden van de bijzonderste familiën hadden zich dan onderling verstaan om te voorzien in den neteligen toestand, die onvermijdelijk was en met rassche schreden zich voordeed. Het was duidelijk dat de onderhandelingen met don Juan, door de schuld der prinsgezinden, die in de Staten zetelden, tot geene overeenkomst leiden, maar eindigen zouden met een oorlog, onder het bevel van Willem van Oranje. De geschiedenis bewijst dat zij zeer goed gerekend hebben. Don Juan had noch macht, noch invloed, terwijl integendeel de prins van Oranje dagelijks veld won. Zij wilden, die edellieden, zich evenmin aan de zijde van den landvoogd plaatsen, Willem den Zwijger in de hand werken of den koning Philips mishagen. Zij besloten daarop Walter van der Gracht, heer van Maelstede, naar Weenen te zenden om met den aartshertog Mathias te onderhandelen [2].

[1] Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, I, nº 840, bl. 266.

[2] Hij vertrok den 26 Augustus 1577. Groen van Prinsterer, *Archives*, VI, bl. 191.

Deze vorst, geboren in 1557, broeder van keizer Rodolf, neef van den koning van Spanje, met zeer katholieke begrippen, was het best geschikt om als Gouverneur der Nederlanden op te treden. De koning zou misschien wel eenigszins verbitterd wezen, doch hij kon moeilijk de wapens voeren tegen zijnen eigen neef; voorzeker niet, wanneer de Nederlanden na « 't ontfangen van » den Aertshertog als landvoogd » zouden « bidden dat de koninck » geliefde hem in houwelijck te geven zijne outste dochter mette » Nederlanden [1]. »

Wij moeten op de beteekenis van het feit drukken. « Onder de » 16 of 20 groote heeren, die den Prince niet en begheerden, en » die waren van de principaelste, die hen meest en vromelijckste » teghen de Spaengiaerden hadden vertoont, om 't jock der dienst- » baerheydt van der Landsaten halse te weren en oorsake waren » geweest van de Pacificatie van Gent, » vinden wij den hertog van Aarschot en dezes broeder den markies van Havré, den graaf van Lalaing en dezes broeder den heer van Montigny, den seneschalk van Henegouw en dezes broeders, den burggraaf van Gent, den graaf van Egmont, verder de heeren van Ville en van Hees, dan de heeren van Willerval, van Champagny, van Rassingem en van Zwevegem [2]. Die heeren vormden alsdan eene nieuwe partij, eene oprecht nationale partij der Nederlanden. Tegen den Spaanschen overlast hadden zij met Willem van Oranje, die echter een persoonlijk doel najoeg, manhaftig gestreden. Zij waren getrouw aan den Roomsch-katholieken godsdienst, dachten er ook niet aan zich aan de gehoorzaamheid van den vorst te onttrekken, of hun vaderland aan eenen vreemden vorst op te dragen. Hun doel was bereikt door de bevrediging van Gent; meer dan de juiste onderhouding er van verlangden zij niet. Toen de inzichten van Willem den Zwijger in zijne werken doorstraalden, toen de regeering van don Juan eene onmogelijkheid geworden was, wendden zij pogingen aan bij den aartshertog Mathias van Oostenrijk « om in alle dili- » gentie in Nederland te comen, om het gouvernement aen te ne- » men ten dienste van den coninck, dat anders in perijckel stont. »

[1] P. Bor, XI, bl. 305.
[2] Van Meteren, VII, 104.

De heer van Maalstede wist den aartshertog te winnen. Zonder zijnen broeder, den keizer Rodolf, er kennis van te geven — want hij vreesde dat deze er zich tegen verzetten zou, om den koning van Spanje niet te misnoegen — verliet de aartshertog met enkele dienaars den 3 October 1577, gedurende den nacht, de stad Weenen en reisde met grooten spoed over Keulen naar Lier.

De tegenwoordigheid van Mathias in ons vaderland was een hinderpaal voor Willem van Oranje, welken hij moest uit den weg ruimen. De teugels vielen uit zijne handen, toen hij dacht ze voor altijd te houden Hoe ze hervatten? Hij had de burgerij gewonnen; zijne aanhangers ruiden ze op, samenscholingen werden gevormd, die dagelijks aangroeiden, en eindelijk eischte men de benoeming van den prins van Oranje tot Ruwaard van Brabant. Dit gebeurde den 17 October en den 22 derzelver maand, niet zonder hevige tegenstrevingen, hechtten de Algemeene Staten het zegel aan het stuk, dat hem tot die hooge weerdigheid verhief.

Groen van Prinsterer [1] erkent dat Willem van Oranje geene waarheid sprak, als hij in zijne justificatie tegen het edikt van verbanning, dat hem later trof, de beschuldiging logenstrafte met « gewelt en oproer van de Gemeinte, tegens den wille van de » Staten, heeft gedaen verklaren voor Ruwaert of Schermerheer » van onsen Landen van Brabant [2]. »

Ruwaard van Brabant was voorzeker de hoogste bediening, die hij voor den oogenblik kon betrachten : de geschiedenis verhaalt dat twee Ruwaards hertogen van Brabant zijn geworden ! In elke provincie was ten tijde van Philips II een gouverneur, die handelde in 's konings naam. Brabant had geen gouverneur, omdat het onder het beheer stond van den algemeenen gouverneur of landvoogd. Willem van Oranje stelde zich dus in de plaats van don

[1] Groen van Prinsterer, *Archives*, VI, bl. 209.

[2] « Il vous souvient, Messieurs, que jamais je ne vous en ai parlé, et que je » ne vous en ai aucunement sollicité ; au contraire, vous avés mémoire de la » grande résistance que je fis et de mes remonstrances au contraire. » Groen van Prinsterer, *Archives*, VI, bl. 209.

Juan. De privilegie verleende « den Ruwaard bij de Staten des lands gekozen, eene volkomen macht om alle saken te doen gelijk als den prince en heere van den Lande. » Hij beschikte over de geheele Nederlanden, beheerschte eenieder en hij dacht dat niets hem nog weerstreven kon. Als Ruwaard had hij voorzeker een groot vermogen, alhoewel het reeds waggelde bij de komst van den hertog Mathias; maar in het buitenland had hij betrekkingen aangeknoopt met vorsten, welke geneigd waren zijne pogingen te ondersteunen, om met hem den buit te verdeelen, wanneer zij er in gelukken mochten.

Wij vinden hier de gepaste gelegenheid eenige woorden te zeggen over die betrekkingen in den vreemde, waarin wij van Oranjes dubbelzinnigheid nogmaals een bewijs vinden.

In den zomer van het jaar 1576 deed de hertog van Anjou, broeder van den koning van Frankrijk, aanbiedingen om de Nederlanden ter hulpe te komen, op voorwaarde dat hij als beschermer over al de provinciën zou aangenomen worden. De Staten van Holland en Zeeland vonden die voorwaarden aanneemlijk en de prins van Oranje kreeg de toelating met den hertog te onderhandelen. Bij de Algemeene Staten ging de zaak toch zoo gemakkelijk niet. Toen zij hoorden dat de hertog hun wilde ter hulpe komen op zulke voorwaarde, protesteerden zij den 26 November (1576) met de verklaring nooit dergelijke voorstellen te zullen aannemen en riepen twee dagen daarna (28 November) hunne afgezanten, bij den hertog van Anjou, weêr [1].

Frankrijk kon Willem van Oranje, voor het oogenblik althans, niet in de hand werken; Engeland verlangde niets beter dan in de zaken van ons vaderland tusschen te komen. Een brief van den graaf van Leicester (29 of 30 September 1577) aan Davison, opdat deze de Staten, en bijzonderlijk den prins van Oranje, zou aanzetten de koningin Elizabeth van Engeland te verzoeken eenige Engelsche troepen naar de Nederlanden te zenden, laat geen twijfel over de inzichten der Britsche vorstin [2].

[1] Groen van Prinsterer, *Archives*, V, bl. 441. — Cavrines, *Malcontents.*

[2] *Bulletin de la Comm. royale d'hist.*, série III, t. III, p. 331.

De markies van Havré, P. Buys en Adolf van Meetkercke [1], afgevaardigden der Staten, na eenig gevaar geloopen te hebben gedurende de overvaart, waren den 17 September te Doever aangeland. Zij hadden van de Staten last ontvangen drie of vier honderd duizend kronen (31 Augustus 1577) te verzoeken [2]. In een brief uit Windsor, 28 September, melden zij aan de Algemeene Staten de goede stemming der koningin en van het Hof; niet alleen verkrijgen zij de gevraagde somme, maar mogen over honderd duizend pond sterling beschikken, hetgeen is acht honderd duizend gulden. Willen zij de hulp van vijf duizend voetknechten en van duizend paarden, onder het bevel van den graaf van Leicester, dan wordt die aanstonds toegestaan en ingescheept naar Nederland [3]. De Staten weigerden de legermacht, maar namen de honderd duizend pond met dankbaarheid in leening (11 October 1577) [4]. De Engelsche staatkundigen vonden zich bedrogen in hunne verwachting; zij hadden slechts in eene leening toegestemd om eenigen invloed op de Staten te hebben. De brief, dien de Staten aan de koningin schreven, welke van gelijken inhoud is als die welke de afgezanten ontvingen, bracht eenen grooten ommekeer in de gemoederen. Den 18 October 1577 had de secretaris Walsingham met Adolf van Meetkercke een onderhoud, dat deze den volgenden dag op papier bracht en naar de Staten zond. Men was in Engeland zeer ontevreden over de tegenwoordigheid van Mathias in de Nederlanden; geen enkele minister van Elizabeth zou haar nog durven aanraden geld te verschieten, om de onderneming van een vreemde prins, zonder ondervinding of geldkoffer, te ondersteunen. Op het antwoord van den afgevaardigde, dat men alles deed tot het welzijn van 't land, dat de aartshertog Mathias gekomen was op verzoek van al de bijzonderste heeren der Neder-

[1] De twee laatsten waren den markies van Havré toegevoegd door Willem den Zwijger. Hadden zij bijzonderen last van den prins ontvangen om dezes belangen waar te nemen? GACHARD, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, I, n° 778, bl. 242.

[2] GACHARD, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, I, n° 760, bl. 236.

[3] GACHARD, *Idem*, I, n° 826, bl. 260.

[4] GACHARD, *Idem*, I, n° 845, bl. 267.

landen, verklaarde Walsingham dat er nog slechts een middel overbleef om de onderhandelingen niet in rook te doen vervliegen; dat middel, of beter gezegd die voorwaarde, was, dat Mathias Willem van Oranje aanname als zijn luitenant generaal [1].

De Algemeene Staten hadden weinig of geene hoop nog in de handelingen aan 't Engelsch Hof; om koningin Elizabeth te verontrusten, zonden zij ook afgezanten naar Frankrijk. Gillis Lens, baron d'Aubigny en Willem van Maulde, heer van Mansart, schreven dat zij aan 't Fransch Hof wel ontvangen werden. De koning Hendrik III en de koningin van Navarren, Catharina van Medicis, waren wel bevreesd voor een oorlog met Spanje, doch zouden toch gaarne den hertog van Alençon aan het bewind der Nederlanden zien. Zij verkozen daarom eerst pogingen te doen bij den koning van Spanje om hem over te halen tot een huwelijk zijner dochter, met de Nederlanden als bruidschat, met den hertog van Alençon [2]. Of die onderhandelingen met Frankrijk ernstig gemeend waren, valt nochtans te betwijfelen. Den 18 November schrijven de Staten aan den hertog van Alençon, dat zij hem dankbaar zijn voor de vele bewijzen van genegenheid, die hij gegeven had, vooral in de laatste tijden; maar leggen tenzelfden tijde de redenen uit, waardoor zij verplicht waren met den aartshertog Mathias te handelen. Daarmede was alles afgedaan.

Die betrekkingen, welke niet verder liepen, waren toch voldoende om Engeland te doen gevoelen dat men de Nederlandsche afgezanten niet al te koud mocht behandelen [3]. De onderhandelingen der afgezanten in Engeland werden den 19 November 1577 door de Algemeene Staten bekrachtigd. Zij krijgen honderd duizend pond sterling in leen, welke op acht maanden moesten uitgekeerd worden, en nemen ook vijf duizend voetgangers en duizend

[1] Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, I, n° 854, bl. 271-272.

[2] Groen van Prinsterer, *Archives*, VI, bl. 236.

[3] Brief van Amyas Paulet aan den graaf van Leicester, 30 October 1577. « I praye God that the greate preparations made by the Duke of Guyse and » others here do not force the Estats to give themselves wholy to the Frenche, » which no doubte will come to passe yf they are coldelye assisted other » wayes. » Groen van Prinsterer, *Archives*, VI, bl. 239.

ruiters in dienst. Den 31 December 1577 waren de afgezanten van Engeland weêrgekeerd en deden alsdan in de Algemeene Staten verslag over hunne zending. Toen zij met de koningin onderhandelden, kwam aldaar ook een volmachtigde van don Juan aan, die het zoo verre bracht, dat Elizabeth besloot een gezant naar koning Philips II te zenden, om dezen over te halen de zaken in der minne te vereffenen. In dien zin schreef zij dan ook naar de Algemeene Staten, ten einde een stilstand van wapenen met don Juan te verkrijgen [1]. Werden de Staten nochtans gedwongen, zegt zij, eenen gewapenden weêrstand tegen de aanvallen te bieden, dan konden zij echter op de beloofde hulp rekenen.

Intusschentijd waren groote gebeurtenissen in de zuiderlijke gewesten voorgevallen. De weêrstand, die vroeger alleen in de provinciën Holland en Zeeland bestond, had zich in Brabant en Vlaanderen uitgebreid.

De aartshertog Mathias werd, toen hij den voet op Neerlandschen grond zette, verwelkomd in naam der Algemeene Staten en ontving te Diest den graaf van Egmont, den seneschalk van Henegouw en dokter Leoninus, door de afgevaardigden der verschillende Staten van het land benoemd, om den jongen prins naar Lier te geleiden. Eene besmettelijke ziekte heerschte in dit stedeke; daarom verkreeg hij van de Staten de toelating zich te Antwerpen te vestigen (15 November 1577). Den 21 November 1577 kwam Mathias binnen Antwerpen, begeleid door de schutters van Lier; hij werd er door de wethouders ontvangen, die hem met den eerewijn beschonken [2].

De prins van Oranje, die zich ook in deze stad bevond, voegde zich bij den stoet, welke den toekomenden landvoogd te gemoet ging en bejegende hem in het openbaar met vele eerbewijzen.

De Algemeene Staten hadden de verschillende provinciale Staten verzocht, een voorstel uit te brengen over de voorwaarden, die men Mathias stellen zou, alvorens hem als algemeenen gouverneur der Nederlanden te aanvaarden. Al de provinciën hadden dit ver-

[1] Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, I, n° 959, bl. 309, 314.
[2] Mertens en Torfs, *Geschiedenis van Antwerpen*, V, bl. 70.

zoek beantwoord. De artikelen werden opgesteld en voorgedragen in zitting der Algemeene Staten van 6 December. Twee dagen daarna werden die voorwaarden niet zonder « groot debat » gestemd; zij bestonden hierin, dat « den voirscreven aertsher- » toghe soude schuldig wesen eerste 't advoyeren ende teekenen » die Unie, het eeuwich edict van de Pacificatie met don Johan » aengegaen ende oick aengaende het vierde artikel van denselve » poincten nopende den raedt die den voirscreven aertshertoghe » zoude hebben [1]. »

De abten van Ste-Geertrui en van Marolles, de hertog van Aarschot en de heer van Fresin, waarbij Willem van Oranje en de seneschalk van Henegouw verzocht werden zich te voegen, kregen last deze voorwaarden aan den aartshertog Mathias te doen kennen.

Indien hij ze aannam, mocht hij zich aanstonds aanzien als bekleed met die hooge waardigheid. Den 17 December verklaarde hij die bepalingen te aanvaarden. Vooraleer den aartshertog Mathias als landvoogd aan te nemen, verklaarden de Algemeene Staten, den 7 December 1577, don Juan als landvoogd niet meer te erkennen, maar als schender der Pacificatie door hem bezworen, als vijand van het land; ook diegenen welke zijne partij nog hielden, werden als verraders aanzien en hunne goederen konden in 's konings naam aangeslagen worden [2].

Een nieuw verbond werd den 10 December 1577 tusschen de gevolmachtigden der Staten van Nederland geteekend, een verbond in den zin der Unie van 9 Januari 1577 [3]. De Algemeene Staten noodigden den aartshertog Mathias uit, den 5 Januari 1578, zijne intrede in Brussel te doen, den volgenden dag den vereischten eed af te leggen, om dan als algemeenen gouverneur aangesteld te worden. Nogmaals werden nieuwe moeilijkheden opgeworpen, bewerkt door de aanhangers van den prins van

[1] Gachard, *Correspondance du Taciturne*, t. IV, bl. lxxxiv.

[2] Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, I, nos 925-926, bl. 295-296.

[3] Gachard, *Idem*, no 928, bl. 297.

Oranje, op aanraden van de engelsche ministers. Willem de Zwijger was door de Algemeene Staten verzocht geworden bij die « blijde inkomste » tegenwoordig te zijn, hetgeen hij zegde niet te kunnen doen. Op den brief der Algemeene Staten (1 Januari 1578) of zij goedvonden den nieuwen gouverneur op den vastgestelden dag te ontvangen, antwoordden de drie Staten van Brussel dat de prins van Oranje eerst in zijne hoedanigheid van Ruwaard moest vernieuwd en dan als algemeenen luitenant van den aartshertog aangesteld worden. Zooveel aanmatiging moesten de Algemeene Staten toch beperken. Niet dan na groote moeite was Willem de Zwijger tot ruwaard benoemd, met uitdrukkelijke voorwaarde, dat hij slechts dien titel zou voeren zoolang er geen algemeene gouverneur zich aan het hoofd van 't land bevond. Nu wilde men aan eene tijdelijke bediening een blijvend karakter geven en daarbij nog den landvoogd een luitenant generaal opdringen; dat was eene al te groote inbreuk op dezes rechten doen. De Staten wezen de beide voorstellen vlakweg van de hand. De drie Staten der gemeente Brussel waren niet bevredigd en zij hielden hunne eischen staande. In de Algemeene Staten ontstond hierdoor verdeeldheid. Aanhangers van Willem den Zwijger wilden concessiën doen, doch eenige afgevaardigden, bijzonder die der Waalsche provinciën, hielden moedig voor, dat men weigeren moest die voorslagen aan te nemen, omdat de Algemeene Staten door niemand mochten overlommerd worden; omdat men geene inbreuk op hare rechten kon dulden; omdat men vrijelijk moest kunnen spreken en handelen. Men moest de eischen der burgers van Brussel van de hand wijzen, daar zij anders denken zouden het land te mogen beheerschen; later wellicht zouden zij ook den aartshertog of den Staatsraad door hunne aanmatigingen dwingen. Eindelijk, na dat men vruchteloos gepoogd had de bevolking het onbetamelijke en het onwettige harer handelwijze te doen begrijpen, besloten de Algemeene Staten, bij meerderheid van stemmen, de voorslagen der Brusselsche Staten in te willigen. Nieuwe zegepraal van Willem van Oranje, nieuwe inkrimping der macht van de Algemeene Staten!

Willem van Oranje kon alsdan wel tegenwoordig zijn bij de intrede van den aartshertog Mathias. De luidruchtige toejuichin-

gen, die opstegen toen de stoet de stad inreed, waren niet tot den landvoogd gericht, maar tot den Ruwaard, 's landvoogds luitenant! Hij, de luitenant generaal, was bij daad gouverneur. De landvoogd, een jongman zonder ondervinding, beheerscht door eenen doorslepen staatkundige, was een speelbal in zijne handen, of beter gezegd, zijn griffier, zooals het volk hem ten rechte noemde. Den 20 Januari 1578 legde de aartshertog Mathias den eed af als gouverneur; na hem, Willem van Oranje, eerst als Ruwaard van Brabant en dan als algemeen luitenant van den landvoogd.

Nauwelijks waren de vreugdetonen te Brussel weggestorven, als de tijding gebracht werd, dat de Staten zware verliezen geleden hadden te Gembloers en don Juan zegevierend vooruittrok tot in het hart van 't land. Don Juan had zijn leger te Marche-en-Famenne bijeengebracht. De Italiaansche en Spaansche soldaten, door hem teruggeroepen en aangevoerd door Alexander Farnese, prins van Parma, en door Octavio Farnese, hertog van Parma en Plaisance, keerden naar de Nederlanden weer. Eenige Franschen, onder het bevel van den graaf Karel van Mansfeld, alsook Burgondiërs en Hoogduitschers voegden zich bij het leger, dat bestond uit meer dan zestien duizend voetknechten en twee duizend ruiters. Onder de hoofden vinden wij den heer van Berlaymont en alle dezes zonen, den graaf Pieter-Ernest van Mansfeld en zijnen reeds genoemden zoon Karel, en verder vele Waalsche edellieden. Zich strijdvaardig rekende, gaf don Juan eene verklaring in 't licht, op 25 Januari 1578, dat hij de wapens opnam in den oorlog, hem door de Algemeene Staten aangedaan. Het leger der Staten was zoo sterk als dat van don Juan : het voetvolk stond onder het bevel van den graaf van Lalaing, de ruiterij onder dat van den burggraaf van Gent; de heer van Goignies was maarschalk en de heer van Lamotte overste van het geschut. Na eenige steden ingenomen, enkele vestingen geslecht te hebben, trok het regiment van Montigny naar het land van Namen, bezette het stedeke Bovines en won het kasteel van Spontin. De prins van Oranje was van gevoelen don Juan aan te vallen en zijn leger uit het land te drijven. De Algemeene Staten waren traag in het nemen eener beslissing [1]. Inmiddels rukte don Juan vooruit tot

[1] Van Meteren, VIII, bl. 108.

in Namen; het leger der Staten, achteruitdeinzende, zocht in Brabant te geraken. Den 29 Januari 1578 had eene schermutseling plaats. De manschappen van don Juan werden met verlies tot in Namen teruggedreven, doch voerden met hen twee krijgsgevangenen, die verhaalden dat het leger der Staten in den nacht opbreken en trachten zou Gembloers te bereiken; dat het geschut reeds op weg was, hoeveel aanleiders er in 't leger ontbraken, die te Brussel de bruiloft waren gaan bijwonen van den heer van Berzele met de markiezin van Bergen. Onmiddellijk beval don Juan den uittocht; 's anderendaags, 31 Januari 1578, had te Gembloers een slag plaats, waarbij de Staten groote verliezen ondergingen en hun opperbevelhebber, maarschalk Goignies, de heer van Havré en dezes broeder, benevens meer anderen, gevangen genomen werden.

Bij deze tijding werden de troepen uit Vlaanderen en Holland geroepen en de stad Brussel, goed versterkt, werd toevertrouwd aan den heer van Bossu. Willem de Zwijger en de aartshertog Mathias, alsook de Algemeene Staten en de Staatsraad, zochten hunne veiligheid te Antwerpen, daar men algemeen dacht dat don Juan Brabants hoofdstad belegeren zou. Dit gebeurde evenwel niet, door gebrek aan geschut, zegt van Meteren [1]. Verder in Brabant dringende, won don Juan Thienen, Diest, Nijvel en Leuven. In de laatst genoemde stad waagde men andermaal eenige pogingen om tot een vredesverdrag te komen, waarin men door de schuld der Staten niet gelukte.

Rond midden Januari 1578 kwam de heer Jan van Noircarmes, baanderheer van Selles en luitenant der lijfwacht van Philips II, in de Nederlanden. Hij bracht 's konings antwoord mede van 18 December 1577 op de brieven der Algemeene Staten van 24 Augustus en 8 September. In den eersten vroegen dezen het naleven der Pacificatie van Gent, in den laatsten enkel een nieuwen landvoogd; zij beloofden dan, zonder voorbehoudingen, getrouwheid aan den Roomschen godsdienst en aan den koning. De koning antwoordde, niets zoo zeer te verlangen dan het naleven dier twee punten, om terug te keeren tot het regeeringstelsel van

[1] *Nederl. hist.*, VIII, bl. 109.

wijlen zijnen vader [1]. De heer van Selles begaf zich ook naar don Juan, die alsdan niet erg vredelievend scheen [2], om hem over te halen met de Staten te onderhandelen. Den 18 Februari 1578 wees de baron van Selles, zijnde te Heverlé, bij Leuven, op een middel dat de beide partijen konden aannemen, dat het wederzijdsch wantrouwen zou weg nemen en ten zelfden tijde voldoening geven aan den koning. Het bestond in het ontvangen van den prins van Parma, die ongewapend zou komen om de zaken in hunnen alouden staat te herstellen, volgens de oude privilegiën. De prins van Oranje zou zich als gijzelaar in handen geven van don Juan, of van iemand anders, in wien de koning vertrouwen stelde. Eens de rust in het land verzekerd, zou Willem den Zwijger in zijne goederen, eer en ambten hersteld worden en zijn zoon in vrijheid zien komen.

De Staten weigerden dit voorstel aan te nemen. Don Juan moest met zijn leger het land verlaten of anders namen zij hunne toevlucht tot al de middelen, waarover onderdrukte onderdanen beschikken [3].

Die beslissing verwondert ons niet. In de Algemeene Staten was de partij van Willem van Oranje de meerderheid geworden; zij nam al de besluiten, niettegenstaande het verzet der andere leden, met eene heftigheid, die goed het karakter van dien woeligen tijd weêrgeeft. Willem de Zwijger kon niets door een vredesverdrag bekomen. Nooit hadden zijne zaken zulke schoone uitslagen beloofd. Vroeger regeerde hij wel als « Souverein en opperste macht » over Holland en Zeeland, maar zijne heerschappij was nu ook gevestigd in Vlaanderen en in Brabant; de bevolking vereerde hem als eene godheid, want hij deed alles om de vriend der burgerij te wezen.

Wij zijn de gebeurtenissen wat vooruitgeloopen. Vlaanderen was het tooneel geworden van overgroote baldadigheden, die eene tegenwerking in de Waalsche provinciën, tot het leven riepen, waarover wij in het volgend hoofdstuk zullen handelen.

[1] Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, n° 939, bl. 301-302.
[2] Gachard, *Idem*, n° 1025, bl. 335-336.
[3] Laatsten Februari 1578. Gachard, *Idem*, I, n° 1036.

II

Werpen wij vooreerst eenen oogslag op ons vaderland in het jaar 1577. Het jaar 1566, dat men soms het wonderjaar noemt, levert op verre na zulk geen zonderling schouwspel op — treurspel voor elk oprecht vaderlandslievend hart. De kuiperijen waren aan het order van den dag, de lucht scheen er van zwanger. Het was eene mengeling van allerhande menschen, inlandsche en uitheemsche, welke overal indrongen en steeds schermden met de schoonste zinspreuken : « zuivere liefde tot de Nederlanders, medelijden met den verdrukte, verdediging van recht tegen onrecht. » En die schoone woorden verborgen de duivelachtige inzichten van geblazoeneerde fortuinzoekers, van ellendige grootsprekers en vuige huichelaars : mannen die niets zochten dan eigenbelang, geen ander doel beoogden dan eereplaatsen en geld.

Meer dan eene partij was na den slag van Gembloers aan het werk. Vooreerst hebben wij de loutere koningsgezinden, die in den landvoogd don Juan hun hoofd vonden. Deze partij, maar klein in getal, tellende hare meeste leden in de gewesten Namen en Luxemburg, bestond grootendeels uit geestelijken, uit de nieuwe bisschoppen en uit ettelijke groote heeren, zooals de graaf van Rœulx, van Hierges en de andere zonen van Berlaymont, alsook uit eenige aanzienlijke burgers.

De machtigste partij, door haar getal en door de hooggeplaatste mannen die zich bij haar aangesloten hadden, door ons reeds de nationale partij genoemd, had voor aanleider Philips van Croy, hertog van Aarschot. Deze edelman haatte elke vreemde overheersching, doch was ook een gezworen vyand van den prins Willem van Oranje, voor wien hij niet, onder oogpunt van afkomst, achteruit moest staan. Don Juan was hij getrouw gebleven tot aan de inneming van het kasteel van Namen. Deze misslag scheen hem onherstelbaar, en van dàt oogenblik, volgens zijn inzien, was het onmogelijk don Juan nog langer als landvoogd te behouden.

Zijne partij gaf soms den toon in de Statenkamer. Het was zij,

die, ten einde Willem den Zwijger geen vrij spel te laten, den aartshertog Mathias verzocht naar de Nederlanden te komen, om den godsdienst te vrijwaren en de Nederlanden aan hunnen wettigen vorst te behouden. Enkelen waren er in die partij, « doch » niet talrijk, die, » zoo als M. Nuyens [1] zegt, « er niet voor terug» deinsden om het gezag des konings te miskennen, mits slechts » de Spanjaards verjaagd werden, 's lands vrijheden en wetten » ongedeerd bleven, en den Katholieken godsdienst gehandhaafd » bleef. » Die onderverdeeling der nationale partij wendde later het oog naar Frankrijk, op den hertog van Anjou, toen zij zag dat de aartshertog Mathias een gedwee werktuig was in handen van Willem van Oranje. Het was Philips van Lalaing, stadhouder van Henegouw, die van deze fractie de aanleider was. Zijne macht vond hij in de Waalsche provinciën. Later, wanneer hij bemerkte dat Willem de Zwijger met den hertog van Anjou handelde zooals met Mathias van Oostenrijk, keerde hij de wapens tegen hem dien hij geroepen had.

Eindelijk vinden wij den prins van Oranje aan het hoofd eener partij, over vele punten onderling verdeeld, die den Katholieken Godsdienst evenzeer als de Spanjaards haatte; zij miskende de overheid van den koning Philips, om het Protestantisme alhier te doen zegepralen : zij was in minderheid bij de Staten, maar bestaande uit doorslepen en aanmatigende personen, die voor geene moeilijkheid achteruit gingen, of geene enkele vrijheid eerbiedigden, welke hare werking belemmerde, dwong zij meer dan eens de wetgevende vergadering tot het nemen van besluiten, waardoor recht en rede gekrenkt werden.

Alzoo was de toestand in het begin van 't jaar 1578. Engeland en Frankrijk, die loerden op de Nederlanden als katten op hare prooi, wendden beide pogingen aan, om troepen naar de Nederlanden te mogen zenden. Die het dichtst bij het vuur zit, zegt een oud Vlaamsch spreekwoord, warmt zich het best !

De Algemeene Staten van Nederland hadden reeds meermalen hunne toevlucht genomen tot de koningin van Engeland. In het

[1] Nuyens, *Geschiedenis der Nederlandsche beroerten*, t. III, bl. 164.

vorig hoofdstuk hebben wij gesproken over de afgevaardigden, markgraaf van Havré, P. Buys, en Adolf van Meetkerke, die met de koningin eene overeenkomst troffen, waarbij zij honderd duizend pond sterling in leening namen en de verzekering kregen dat zij mochten rekenen op duizend ruiters en vijf duizend voetknechten, die naar de Nederlanden zouden komen. Den 7 Januari 1578 bekrachtigen de Algemeene Staten het kontrakt [1] en gaven den volgenden dag de laatste instructiën aan den heer van Famars, die destijds de belangen van Willem van Oranje aan het Engelsch hof vertegenwoordigde [2], om Elizabeth te verzoeken zonder verwijl de beloofde manschappen te zenden [3].

Niettegenstaande al de voordeelen die de vorstin uit deze overeenkomst kon trekken, liet zij nochtans geene soldaten inschepen, maar vergenoegde zich met bij don Juan, door haren gevolmachtigde Leyton, op eenen wapenstilstand aan te dringen, hetgeen deze van de hand wees [4]. Eindelijk deed zij aan de Staten een nieuw voorstel. Om den koning van Frankrijk door het zenden van Engelsche troepen geen argwaan te geven, verzocht zij dat de Staten met den hertog Jan Casimir van den Paltz zouden onderhandelen, die bereid was naar de Nederlanden te komen met vijf duizend ruiters en zes duizend Zwitsers, waarover hij zelf het bevel zou voeren. Elizabeth wilde nog meer toestaan, doch dreef ook de stoutheid zoo verre, te eischen dat men in geene vredehandelingen zou treden of vrede teekenen zonder de toestemming van Jan Casimir, welke door de Staten moest behandeld worden als een Engelschen prins en als luitenant der koningin. Zij vergde ook nog, in zitting van 20 Mei, dat men de onderhandelingen met den hertog van Anjou afbrake, of dat zij anders de partij zou nemen tegen de Staten [5]. Den 29 Mei (1578) verklaart het wetgevend lichaam den hertog Jan Casimir in den Staatsraad toe te

[1] Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, I, n° 972, bl. 319.

[2] Rapport der afgevaardigden. Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, I, n° 959, bl. 309-314.

[3] Gachard, *Idem*, I, n° 976, bl. 320.

[4] Gachard, *Idem*, I, n° 1011, bl. 331.

[5] Gachard, *Idem*, I, n° 1134, bl. 373.

laten, doch kan de Engelsche vorstin niet beloven met den hertog van Anjou af te breken, tenware zij een verdedigend verbond met de Staten wilde treffen [1]. De hertog Jan Casimir, uit het keurvorstenhuis van den Paltz, was een dier talrijke Duitsche prinsen die een leger hielden van huurtroepen, hunne hulp aan den meestbiedende verkochten, en daarbij nog altijd berekenden hetgeen zij mochten verhopen van de plunder- en strooptochten. In vroeger tijden waren er zoowel zwervende krijgslieden als zwervende menestrelen. De hertog Jan Casimir was een woest en ruw man, die altijd te paard zat en gedurig het zweerd behandelde, zonder evenwel die kennissen te bezitten welke den veldheer uitmaken. Hij was daarbij een fanatieke Calvinist. Den 23 Juni beschikte hij reeds over een leger en vertoonde dien dag aan de Algemeene Staten, dat men de bezoldiging der prinsen, graven, baronnen, ritmeesters en andere personen van aanzien, die hem volgden in den strijd tegen don Juan, tegen de Spanjaards en Italianen, moest verhoogen; dat men op geen twintig of vijf en twintig duizend gulden mocht zien om de wederzijdsche vriendschap te onderhouden [2]. Men ziet duidelijk dat hij slechts in de Nederlanden kwam om de zaken nog meer te verwarren! In Juli 1578 was die nieuwe legermacht reeds te Zutfen.

Hare komst werd door de Calvinisten met vreugde begroet; Willem van Oranje was hem niet zeer genegen, omdat hij eene nieuwe moeilijkheid was in het bereiken van zijn doel. Bij de Staten van het Waalschsprekend gedeelte was Jan Casimir evenmin welkom, daar het duidelijk werd dat men beproeven wilde in ons vaderland den Katholieken godsdienst uit te roeien. Daarvoor onderhielden de Walen hunne betrekkingen met Frankrijk, dat zich meer inschikkelijk toonde sedert een luitenant van de koningin Elizabeth met gewapende macht in de Nederlanden verbleef.

Toen de Staten den aartshertog Mathias als landvoogd aanvaard hadden, zonden zij den heer van Mansart naar Frankrijk, om

[1] Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, n° 1146, bl. 377.
[2] Gachard, *Idem*, I, n° 1179, bl. 388.

koning Hendrik III te verzoeken don Juan te beletten zich aldaar van levensmiddelen en geld te voorzien [1]. Zij schreven ook naar 's konings broeder, den hertog van Alençon, om hun gedrag jegens hem te rechtvaardigen (18 November 1577) [2]. Voor het oogenblik kon de hertog van Alençon niets doen, dan die verontschuldiging der Nederlandsche Staten te aanvaarden, in afwachting dat eene gunstige gelegenheid van handelen zich zou voordoen. Die gelegenheid liet zich niet lang wachten. Onmiddellijk na den slag van Gembloers zond hij den heer de la Fougères naar Antwerpen, om de Staten van zijne deelneming te berichten, alsook om aanbiedingen te doen van zijnen persoon, van zijne macht en vrienden [3].

Hierop werden de baron van Aubigny en de heer van Mansart weer naar Frankrijk gezonden, om de inzichten van den hertog van Alençon te peilen, of, zooals Hooft zegt [4], « om den wortel » en 't wit zijner meening t'ontdekken, 't welk in koningin » Elizabeth terstond bijster nadenken baarde. » De zaken slenterden voort zonder dat er iets aanmerkenswaardig voorviel, tot den 10 Maart. Alsdan zond de hertog van Alençon eenen nieuwen afgezant naar de Staten, den heer van Mondoucet, om te zeggen, dat hij in 't geheel niet voldaan was over de zending van den heer de la Fougère, door hem bij de Staten, bij den prins van Oranje en bij den graaf van Lalaing afgevaardigd. De Staten, zegde hij, hadden reeds sedert lang talrijke bewijzen van zijne inzichten ontvangen, welke zij altijd zeer koel beantwoordden. Daarom verlangt hij eene spoedige oplossing; zoo niet, dan moet Mondoucet maar aanstonds weerkeeren [5].

Nu moesten de Staten eene beslissing nemen. Den 24 Maart 1578 gelastten zij de heeren van Saventhem, van Beaumont, van Louvignies en den pensionaris van Middelburg, Jan van der

[1] November 1577. Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, I, nº 901, bl. 289.

[2] Gachard, *Idem*, I, nº 902, bl. 289.

[3] De Thou, liv. LXVI.

[4] Hooft, bl. 570.

[5] Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, I, nº 1045, bl. 342.

Wareke, met den hertog van Alençon of met dezes afgevaardigden te onderhandelen, doch « alleenlijk om den hertog tot geen vijand te maken » [1]. Later, den 19 April 1578, benoemden de Staten den graaf Philips van Lalaing, Karel van Gavre, baron van Fresin en Nicolaas van Lélys, pensionaris der stad Dowaai, om met de heeren de la Rochepot, des Pruneaux en van Mondoucet, door den hertog van Alençon hiertoe gemachtigd, in betrekking te komen.

De Staten verlangden, alvorens verder te onderhandelen, dat de hertog spoedig eene krijgsmacht zonde naar het graafschap (*sic*) Burgondië en het hertogdom Luxemburg, om don Juan aan te vallen. Wilde de hertog van Alençon een huwelijk aangaan met Izabella, dochter van koning Philips II, dan zouden zij het hunne bijdragen om den vorst hiertoe over te halen; zij gingen ook de verbintenis aan, geene overeenkomst met Philips II te treffen, zonder dat de hertog van Alençon hieronder begrepen wierd, en gaven hem de verzekering dat hij in bezit zou blijven der veroveringen die hij op don Juan zou doen. Tot zijn onderhoud stemden zij hem een jaarlijksch vermogen van twee honderd vijftig duizend franken [2]. Het antwoord van 's hertogen afgevaardigden luidde, dat hun lastgever aan geen huwelijk dacht en geene veroveringen beoogde, daar hij schooner gelegenheden dan die der Nederlanden van de hand gewezen had. De Staten wil hij ter hulp komen, doch niet als een loontrekkende vorst, noch als een landvoogd onder de heerschappij van den koning van Spanje, zoo als de aartshertog Mathias; maar als redder en beschermer van ons vaderland wil hij optreden. Hij wil geen geld, doch eenige steden als waarborg zijner persoonlijke vrijheid en die van zijn gevolg. Op andere voorwaarden ware het voor den hertog geene eer de Staten bij te staan; anders ook nog, zou hij zich den koning van Spanje tot vijand maken en zich met den keizer van Duitschland of andere prinsen in moeilijkheden brengen [3].

De onderhandelingen, niettegenstaande de Fransche afgevaar-

[1] Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, I, n° 1062, bl. 348.
[2] Gachard, *Idem*, I, n° 1080, bl. 354.
[3] Gachard, *Idem*, I, n° 1093, bl. 359.

digden over eene algemeene macht beschikten, werden nochtans op 20 Mei 1578 afgebroken, doch reeds den 12 Juni herknoopt. De Staten waren dan bereid drie steden, Quesnoy, Philippeville en Landrecies af te staan, op voorwaarde dat de hertog van Alençon op zijne eigene kosten, gedurende drie maanden een leger van tien duizend man en twee duizend paarden onderhield. De afgezanten van den Franschen prins wilden slechts gedurende twee maanden die legermacht onderhouden, en dan nog op voorwaarde, — iets waarmede de Staten dachten niet te kunnen instemmen, — dat hun meester later het hoog bevel zou voeren over de beide legers, wanneer zijne macht zich bij die der Staten zou gevoegd hebben.

Niettegenstaande dit verschil van meening op zulk een belangrijk punt, schreef de hertog dat hij niettemin aan een middel dacht om de Staten te helpen, dewijl hij vernomen had, zegde hij, dat de moeilijkheden tusschen zijne gevolmachtigden en die der Staten voortkwamen niet uit slechten geest, maar uit bijhoorige punten. Den 13 Juli was hij, Frans van Valois, hertog van Anjou en Alençon, broeder van den koning van Frankrijk, te Bergen, in Henegouw, aangekomen met een groot gevolg van Franschen adel en soldaten, die onder zijne strijdvanen op onzen vaderlandschen bodem roem en buit hoopten in te oogsten.

Bijzonder talrijk waren de aanhangers van den hertog van Alençon in Henegouw. Het hoofd dier beweging, de graaf van Lalaing, beschikte in die provincie, waarvan hij gouverneur was, over eene groote macht; hij gedroeg zich alsof hij noch van den aartshertog Mathias, noch van dezes luitenant, den prins van Oranje, afhing. Hij was echter een voorbeeldig vaderlander. Alhoewel zijne familie van den eersten oogenblik af zich verzette tegen de wreedheden van een Alva en tegen de onbehendige politiek van Philips II, was zij getrouw gebleven aan den Roomschkatholicken godsdienst. Was haar haat tegen de Spanjaards groot, niet minder was hij tegen den prins van Oranje, die hier het Katholiek geloof wilde uitroeien om 't door het Calvinism te vervangen, ten einde alzoo zijne heerschappij over de Nederlanden te verzekeren.

In Vlaanderen boezemde de komst van den hertog van Alençon een groot wantrouwen in. Vooreerst de vijandlijke geest, de eeuwenoude haat welke in onzer voorouders boezems blaakte tegen al dat Franschman was, eindelijk het verschil van godsdienst. In geene zuiderlijke provincie der Nederlanden had het Calvinism en Willem van Oranje zulke talrijke en verkleefde aanhangers als in Vlaanderen. Men kon er ook niet vergeten dat Frans van Valois, de zoon van Catharina de Medicis, een werkelijk deel had genomen in den strijd tegen de Hugenoten en dat hij van meer dan een bloedig feit beticht werd.

En nu een woord over Willem den Zwijger. Zeer vroeg had hij kennis van den handel der Waalsche edellieden, en verre van dien te beletten, hij liet ze vrij begaan. Die edellieden wilden den hertog van Alençon als een tegenwicht bezigen tegen de overheersching van den Zwijger — juist zooals zij het met den aartshertog Mathias beproefd hadden, door hem machteloos gemaakt als een knecht. En met Frans van Valois zal Willem handelen even als met Mathias; zijne tegenwoordigheid alhier kan tot niets leiden, dan tot eene nog grootere verwarring, waaraan er eindelijk geene uitkomst meer zijn zal. Verdeelen om te heerschen! Eens dat oogenblik aangebroken, dan kon de Zwijger zijn persoonlijk doel zonder verdere moeilijkheden doordrijven, gebieden zonder tegenspraak. Mathias van Oostenrijk, met den titel van landvoogd der Nederlanden, was een speeltuig geweest in handen van Willem van Oranje; later, onnuttig en versleten, werd het weggeworpen en overgegeven aan het lot dat die voorwerpen wacht.

De onderhandelingen tusschen den hertog van Alençon en de Algemeene Staten werden voortgezet. De bijzonderste der voorwaarden, waarop de Staten hem willen ontvangen als *beschermer der Nederlandsche vrijheid,* is, dat hij op eigene kosten, gedurende drie maanden, zou onderhouden tot behulp der Staten, een leger van tien duizend voetknechten en twee duizend ruiters. Mocht de krijg na dit tijdstip nog voortduren, dan verder met een leger van drie duizend voetknechten en vijf honderd ruiters. Er werd ook bepaald dat het bewind over de Nederlanden aan de Algemeene Staten, aan den Staatsraad en aan den aartshertog

bleef. Als de hertog van Alençon in het leger zou wezen dan deelt hij het opperbevelhebberschap met den graaf van Bossu, veldheer der Staten.

Behalve het leger van Frans hertog van Alençon, buiten de bezettingen van verscheidene steden, bestond het leger der Staten uit omtrent veertig duizend voetknechten en zestien duizend ruiters. Het onderhoud van deze, voor dien tijd aanzienlijke krijgsmacht, werd in September 1578, volgens een officiëel stuk dat aan de Algemeene Staten overhandigd werd, beraamd op de verbazende somma van negenmaal honderd elf duizend drie honderd en vier en zeventig gulden (flor. 911,374-7-6) per maand [1].

De schatkist was door die overtollige uitgaven uitgeput. In de Algemeene Staten, wanneer er gesproken werd over de bijdragen die elke provincie moest geven, toonden de afgevaardigden der noordergewesten zich uiterst moeilijk; zij waren hard genoeg belast, antwoordden zij, door het onderhoud van hun leger, alsook met het herstellen der dijken; zij hadden altijd uitvluchtjes bij de hand, om den last van den oorlog op de zuiderprovinciën te doen wegen, die daarbij nog veel overlast leden van de twee legers die het land uitzogen. Een paar voorbeelden : Gelderland, de meest bevoordeelde provincie van het noorden, bracht in den tijd van negen maanden niet meer dan zeventien duizend gulden in de algemeene Staatskas [2]. Vlaanderen, waar de welvaart groot en algemeen was, zou wel een groot deel der onkosten gedragen hebben, was er niet eene partij boven gekomen, die de kerken, kloosters en abdijen, zoo wel als de eigendommen van bijzonderen vernielde, brandde, roofde en plunderde; eene partij die ontstaan was door de werking van Willem den Zwijger, maar die, eens zoo verre, dezen zoo min als de Algemeene Staten nog gehoorzaamde, weinig of beter niets afstond van de opbrengst der kerkelijke gebouwen en der kostbare heilige vaten, die zij verbeurd verklaarde of aansloeg, in één woord, stool.

Het waren al geene rozen die de Algemeene Staten plukten.

[1] Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, II, n° 1341, bl. 30.
[2] Nuyens, *Geschiedenis der Nederlandsche beroerten*, III, bl. 279.

Schrijven en wrijven, antwoorden en wederantwoorden, smeeken en bidden, niets hielp bij de Gentsche oproermakers. Daarbij de Waalsche provinciën, die begonnen te morren over dien onhebbelijken toestand, lieten duidelijk verstaan — alhoewel zij er nog niet ernstig aandachten — dat zij zich zouden afscheiden van de Algemeene Staten, indien hieraan geen einde gesteld werd.

Iets dat de gemoederen in de Waalsche provinciën nog meer schokte, waren de belastingen die men noemde de « vrijwillige leeningen, » doch die men niet ten onrechte « gedwongen leeningen » zou mogen heeten. Evenals ten tijde van 't Fransche schrikbewind alhier, werd op 13 September 1578 de graaf van Lalaing, stadhouder van Henegouw, verwittigd, dat hij onmiddellijk de best ingezetenen der stad Bergen zou takseeren, edelen, geestelijken en aanzienlijken, voor de som, die zij, onder belofte van interest, binnen de acht dagen moesten opbrengen [1].

Den volgenden dag zonden de Algemeene Staten den heer van Becelaere en Pieter IJmelot, heer van Allègre, naar IJper om het magistraat te verzoeken de personen aan te duiden, die door hunnen stand tot die vrijwillige leening konden gedwongen worden [2].

En die overgroote sommen en sterke krijgsmacht, dienden zij om schitterende overwinningen op don Juan te behalen? Volstrekt niet. Behalve een onbeduidend gevecht, waarbij don Juan acht honderd mannen verloor en de Staten een weinig minder, maar den overwinnaars geen voordeel leverde, daar de graaf van Bossu het niet gepast oordeelde de overwonnelingen die in goede slagorde naar Namen terugtrokken te achtervolgen, was er weinig belangrijks gebeurd. Een gedeelte van het leger der Staten, acht duizend voetknechten en twee duizend ruiters, behaalde evenwel eenig voordeel; het had zich te Rijmenam, niet verre van Mechelen, neergeslagen, om er de soldaten af te wachten door den paltsgraaf Jan Casimir aangevoerd. Den 1 Augustus 1578 had eene botsing plaats, waarvan de uitslag don Juan nadeelig was. Aarschot, Jemmapes en Nijvel werden door de Staatschen veroverd.

[1] Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, II, n° 1331, bl. 27.
[2] Gachard, *Idem*, II, n° 1340, bl. 30.

De hertog van Alençon maakte zich meester van Rœulx, Maubeuge, Soignies en Havré. Hierbij bepaalden zich de krijgsbedrijven van het Statenleger gedurende de zomermaanden van het jaar 1578. Al die veroveringen waren van klein belang. Don Juan, of beter Farnèse, in dezes naam, was meester geworden van de stad Limburg, wier ligging alleen het verlies vergold van die kleine plaatsen. De bezetting had zich eerst verweerd. Toen de belegeringswerken in gereedheid waren, de kanonnen hunne vuurmonden tegen de stad richtten en de vestingmuren door het geweld der bommen scheurden, gaf zij zich over en vermeerderde het leger van don Juan met duizend man huurtroepen. De overgaaf gebeurde op voorwaarde, dat de stad aan geene plundering zou prijs gegeven worden.

Heel Limburg — uitgenomen het kasteel van Dalem, dat stormenderhand ingenomen werd — onderwierp zich aan den overwinnaar. Het versperde alzoo den weg aan de Duitsche huurtroepen, die langs daar in het land kwamen, om in 't leger der Staten dienst te nemen.

Wij hebben nog eenen oogslag te werpen op de voorvallen in de noord-oostelijke provinciën. Joris van Lalaing, graaf van Renneburg, baron en later markies van Ville, was in 1576 door de Staten tot gouverneur van Vriesland benoemd, in vervanging van Gaspard de Robles, heer van Billij. Laatstgenoemde was door zijn eigen krijgsvolk gevangen genomen en opgesloten in het stadhuis van Groningen, omdat hij, na de bevrediging van Gent, vergde en het hiertoe dwingen wilde, eenen nieuwen eed van getrouwheid aan den koning van Spanje. De soldaten tot muiterij overgeslagen, weigerden den graaf van Renneburg, die de Robles als gouverneur was opgevolgd, binnen de stad te laten komen. Zij wilden hem evenwel de verzekering geven den Staten getrouw te blijven. Hij gelukte er toch eindelijk in, Groningen en de Ommelanden tot de partij der Staten te overhalen en den gouverneur Gaspard de Robles en andere krijgsgevangenen in vrijheid te brengen.

Niettegenstaande de groote diensten die hij bewezen had, liep de graaf van Renneburg toch een oogenblik gevaar in zijn plaats vervangen te worden. Den 24 Maart 1577 zag hij zich verplicht aan de Algemeene Staten te schrijven, om zich op zijne vroegere

diensten te beroepen; « niet om een persoonlijk belang te vol-
» doen — daar hij tot dan toe geenen enkelen penning belooning
» ontvangen had, maar wel integendeel voor de gemeene zaak,
» destijds een regiment inrichtte en op eigen kosten onderhield,
» waarmede hij de Spanjaards uit Valencijn verdreef; ook niet
» om de ellendige jaarwedde van twaalf honderd kronen, houdt
» hij er aan in zijne bediening bevestigd te worden, maar uit
» eerbied voor den naam van Lalaing dien hij draagt [1]. » Hij werd dan door de Algemeene Staten als gouverneur benoemd. Kampen en Deventer waren door Duitschers bezet, die nog de partij hielden van don Juan. Na eene belegering ging eerstgenoemde stad bij verdrag over. De nieuwe gouverneur had ze stormenderhand kunnen innemen, doch, op verzoek van Overijselsche edellieden, toonde hij zich inschikkelijk. De bezetting, zonder een duit soldij te trekken en na bij eed gezworen te hebben binnen de zes maanden de wapens tegen de Staten niet te voeren, verliet de stad; zij werd door twee compagnieën tot op het keizerlijk grondgebied, in het landschap Benthem, geleid [2].

Met hevige en groote moeilijkheden ging de belegering van Deventer gepaard. De bezetting bestond uit negen honderd man en was wel voorzien van krijgsbehoeften. Bij den aanval en bij de verdediging werden blijken van dapperheid gegeven. Zoolang zij buskruid hadden, boden de Duitschers het hoofd aan de macht van den graaf van Renneburg, die versterkt was door hulptroepen der Hollanders, waarover de beruchte Sonoy het bevel voerde, van 3 Augustus tot 19 November 1578. Alsdan ging Deventer tot de Staatschen over.

De burgerkrijg met zijnen nasleep van ellenden, van ziekten en van vernieling heerschte over al de Nederlanden, van het Noorden tot het Zuiden, van 't Westen tot 't Oosten. Overal zag men krijgslieden uitgerust van 't hoofd tot de voeten; zij beleedigden den stedeling, hoonden de vrouwen, verkrachtten de dochters; zij vielen den landbouwer lastig, ontnamen hem zijn vee, staken dan zijn huis in brand, om zich te verheugen in de lichtlaaie

[1] *Lettres inédites de Georges de Lalaing*, uitgegeven door L. Diegerick in het *Compte rendu des séances de la Comm. roy. d'hist.*, série II, t. X, bl. 134.

[2] *Idem*, bl. 138.

vlammen, welke rondkronkelend eenen heksendans schenen te houden, terwijl de bezitter, soms in het guurste van het jaargetijde, uit zijne haardstede gedreven, blootgesteld werd aan alle ijselijkheden, zielefolteringen en stoffelijke ontberingen.

Den 7 Mei 1578 werd de rijksdag te Worms gehouden. Reeds in Januari had keizer Rodolf den graaf Otto van Schwartzenberg naar Brussel gezonden om de Algemeene Staten zijne bemiddeling aan te bieden, ten einde eenen vrede tusschen de Nederlanden en den koning van Spanje te beproeven, op voorwaarde nochtans dat er geene veranderingen gebracht werden aan den ouden staat van godsdienst en regeering [1]. De graaf van Wittgenstein vertegenwoordigde den aartshertog Mathias op den rijksdag; Marnix van Ste-Aldegonde en Jan van Ghent, heer van Oije, werden door de Algemeene Staten als afgevaardigden benoemd. Marnix sprak aldaar eene lange redevoering uit [2], waarin hij vele zaken vooruitzette strijdig tegen de waarheid, over den toestand der Nederlanden, over de strengheid en bloeddorstigheid van den hertog van Alva. Eenige brieven werden aan den koning en aan de Algemeene Staten gezonden en dat waren de eenige gevolgen zijner redevoering.

De ellendige toestand van ons vaderland wekte andermaal 't medelijden op bij den Duitschen keizer, die dan nogmaals don Juan zijne bemiddeling aanbood. Elizabeth van Engeland voegde hare stem bij die van Rodolf. Handelde deze laatste ter goeder

[1] GACHARD, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, I, n° 1010, bl. 331.

[2] In 't latijn en in 't fransch werd zij door den redenaar uitgegeven bij den beroemden drukker, Christoffel Plantijn.

De Brusselsche dichter J.-B. Houwaart, die de snaren bij elke gelegenheid betokkelde, gaf ook eene uitgaaf « rhetorijckelick in ons nederlantsche tale » overghestelt » onder den titel van : « Oratie der ambassadeuren van den » doorluchtighen prince Matthias, aertshertoghe van Oostenrycke, etc. Gou- » verneur van die Nederlanden : verhaelt in den ryckxdach ghehouden tot » Wormes, voor die Raatsheeren ghedeputeert by die princen, electeurs ende » ander ambassadeurs, ende ghecommitteerde van 't heylich Roomsche rycke, » in 't jaer Ons Heeren M. D. LXXVIII, den sevensten dach van Meye. Rhe- » toryckelick in ons nederlantsche tale overghestelt, door Jean-Baptista » Houwaert, conseillier, ende meester vanden rekeningen ons Heeren des » Coninck in Brabant. T'Antwerpen, ghedruct by Christoffel Plantyn, drucker » der Co. Maj. in 't jaer M. D. LXXVIII. » — In-4°.

trouw, met rechtzinnigheid en liefde tot de Nederlanden, gansch anders was het met de handelwijs der doortrapte koningin, die niets beoogde dan den hertog van Alençon tegen te werken, voor wiens invloed zij beducht was.

De onderhandelingen alsdan hadden plaats te Leuven in de maand Augustus 1578. De Engelsche zaakgelastigden deden aan don Juan de voorslagen der Staten. Zoo weinig verzoenensgezind en vredelievend waren zij, dat lord Walsingham rondweg verklaarde ze van de hand te wijzen, indien het hem te doen stond. Zij vroegen algemeene vergiffenis van hetgeen sedert de Pacificatie van Gent gebeurd was; don Juan's onmiddellijke verwijdering uit de Nederlanden en de overgaaf der kasteelen met hunne krijgsbehoeften aan de Staten; de erkenning van Mathias als algemeenen landvoogd, en, in geval van overlijden, geene vervanging, dan mits toestemming der Algemeene Staten; eindelijk stelden zij nog deze voorwaarde, dat de koningin van Engeland, de hertog van Anjou, de koning van Navarre en de paltzgraaf Jan Casimir in het verdrag zouden begrepen worden. Zonder de tusschenkomst van den prins van Parma, die een even behendig staats- als dappere krijgsman was, had don Juan misschien aanstonds die voorstellen van de hand gewezen en geweigerd in verdere onderhandeling te komen. Hij wilde beletten dat de Staten zich geheel en al aan de Franschen leverden, zooals zij het te verstaan gegeven hadden [1].

Jan-Baptist de Tassis, de proost Fonck en zijn secretaris Levasseur werden door don Juan gelast zijne belangen waar te nemen. Zij vroegen vooreerst een wapenstilstand en een langer tijdverloop om te onderhandelen.

Den 26 Augustus 1578, vier dagen na de eerste bijeenkomst der onderhandelaars, verklaren de Algemeene Staten in geene andere plaats dan te Leuven en geene bemiddeling van andere afgevaar-

[1] « Quelques considérations pour mieulx induire le seigneur Don Joan à » entendre à la paix. S'il continue la guerre, il exposera le roi à perdre tous » les Pays-Bas ; que l'accord fait par les États avec le duc d'Anjou recevra » alors sa pleine exécution ; qu'ils ont des forces fort grandes, et par effect » trois bonnes armées. 15 Aug. 1578. » GACHARD, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, II, n° 1259, bl. 1.

digden dan die van den keizer Rodolf en van de koningin Elizabeth te willen; zij weigeren een stilstand van wapenen, doch stemmen er in toe den tijd, dien zij bepaald hadden voor de onderhandelingen, met zes of zeven dagen te verlengen, indien don Juan aan de Staten wil verpanden de volgende steden van Brabant, Henegouw en Luxemburg, waar hij meester was, te weten : Leuven, Aarschot, Diest, Thienen, Sichem, Leeuw, Binche, Nijvel, Beaumont, Chimay, Marienburg, Geldenaken, Gembloers en Philippeville. Indien don Juan — dit was de verklaring der Staten — deze voorstellen niet aanstonds inwilligde, dan droeg hij alleen de verantwoordelijkheid der gevolgen ! [1]

De ongelukkige landvoogd overwoog het antwoord dat hij op die eischen geven zou, toen hij de tijding kreeg van Spanje, dat Philips II het verzoek van den Duitschen keizer inwilligend, aan dezen de bevrediging der Nederlanden opdroeg en den hertog van Terranova als zijn vertegenwoordiger benoemde (29 Aug. en 1 Sept. 1578) [2]. De onderhandelingen werden alsdan afgebroken.

Slechts het volgend jaar hadden die vredehandelingen te Keulen plaats. Don Juan was dan reeds dood. Weinige dagen na de onderhandelingen te Leuven, op 1 October 1578, overleed hij in den ouderdom van 33 jaren. Eene besmettelijke koorts rukte hem van 't wereldtooneel, waarop hij, de kinderjaren nauwelijks ontwassen zijnde, als een held door gansch Europa begroet werd, om zijne overwinning op de Turken te Lepante. Hij was wellicht de laatste telg van het moedig riddergeslacht der middeleeuwen, dat zijn roem zocht in dapperheid, vreemd aan de staatkundige kuiperijen door een Macchiavel in het leven geroepen. Don Juan stierf diep ongelukkig. Zijne gelukster, die op jeugdigen leeftijd zoo helder schitterde, zag hij in de Nederlanden verdooven. Zijne plannen stootten hier altijd tegen nieuwe moeilijkheden, hard als eene rots; de beste zijner inzichten bijna altijd valschelijk uitgelegd, brachten gewoonlijk het tegenovergestelde zijner verwachting te weeg.

[1] GACHARD, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, II, n° 1292, bl. 15.
[2] GACHARD, *Idem*, II, n°s 1300 et 1310, bl. 18 en 20.

III

Eene volkspartij was in Vlaanderen ontstaan in die laagste klas der burgerij, waarin de hervorming ook hare talrijkste en hevigste aanklevers telde. Aan haar hoofd stonden twee mannen van adellijk bloed, die, het Roomsch-katholiek geloof afzwerend, ook afbraken met eeuwenoude voorvaderlijke overleveringen.

Frans van de Kethulle, heer van Rijhove, die zoon was van Philips, heer van Assche, Haverie, Volkegem enz., en van Francisca de Deurnagele, wist zich tot de plaats van hoogbaljuw van Gent te doen kiezen bij den dood van Ferdinand de la Barre, heer van Moskroen, zonder zich om eenige wettelijke vormen te bekreunen. Later werd hij gouverneur van Dendermonde, waar hij als een oprechte dwingeland heerschte [1].

Zijn makker jonker Jan, heer van Hembijze, was even driftig en wreedaardig. Beiden werkten te zamen, elk om een persoonlijk doel te bereiken. Eens hierin geslaagd dan keerden zij hunnen drift tegen elkander; de afgunst bracht hen eindelijk zoo verre dat zij elkanders ongeluk bewerkten, zij die, jaren lang, gruwel op gruwel stapelden om hunne belangen te dienen.

Zij ondergingen het lot dat zulke lage zielen, vroeg of laat, te wachten staat. Hembijze's hoofd viel onder het onteerend zwaard van den scherprechter en de heer van Rijhove stierf in ballingschap, zinneloos en vermorzeld door de knagingen van zijn geweten. Het bloed van zoo veel brave en rechtschapen menschen, door hen vergoten, riep wraak bij God.

Toen zij te Gent hunne werking begonnen, was zulks op aanraden van den prins van Oranje; doch later, wanneer zij zagen dat alles naar wensch ging, lieten zij zich weinig of niet meer om Willem den Zwijger gelegen, dienden nog slechts hun eigenbe-

[1] *Documents historiques inédits concernant les troubles des Pays-Bas*, 1577-1584, par Ph. Kervyn de Volkaersbeke et J. Diegerick. Gand, 1848; t. I, p. 35.

lang; zij trachtten Vlaanderen van alles los te scheuren om er eenen vrijen protestantschen Staat van te maken.

De eerste daad die zij bedreven en waarover een hunner den prins van Oranje te Antwerpen was gaan raadplegen, was het gevangennemen van den hertog van Aarschot, die als gouverneur van Vlaanderen was aangesteld om Willem van Oranje 's werking aldaar, zoo niet te beletten dan toch zooveel mogelijk schadeloos te maken. Den 23 October 1577 deed de hertog zijne intrede te Gent en beloofde de herstelling der aloude vrijheden en privileges. Den 28 derzelfde maand naar het stadhuis gaande, werd hij door Hembijze aangesproken, die hem vroeg, wanneer toch de stad hare privileges zou weergekregen hebben. Een barsch antwoord van den hertog, dat door het volk gehoord werd, waarop Hembijze uitriep : « Elk zijn geweer in de hand ! » gaf aanleiding tot een oproer, en het volk kwam onder de wapens. De oploop werd echter spoedig door de wethouders gedempt ; doch de geruchten, die rondliepen en de gemoederen in spanning hielden, veroorzaakten eenen nieuwen opstand. De heer van Rijhove, die bij den prins van Oranje geweest was, vernemende het voorgevallene van 's morgens, was misnoegd omdat de burgers zoo spoedig de wapens terug aan den wand hadden gehangen, daar de gelegenheid toch zoo schoon was ! Na met zijnen makker Jan van Hembijze en eenige aanhangers, waaronder den kapitein van Mieghem, den toestand besproken te hebben, besloot men opnieuw het alarm te geven om de burgers weer in het harnas te jagen. Men strooide uit dat men vrees had in den nacht door den hertog van Aarschot overvallen te zullen worden. Rond middernacht bezette eene kleine macht de Vrydagsmerkt en omliggende straten en maakte zich meester van 's Gravenkasteel, alwaar het geschut bewaard werd. Die beweging gelukte evenwel niet ten volle, want de burgerij bleef t'huis. Rond vier ure van den morgen, Frans van de Kethulle, ziende dat zijne plannen zich verijdelden, wilde toch niet onverrichter zaken en met vernedering naar huis keeren. Hij gaf alsdan bevel naar het S[t]-Baafshof te gaan, alwaar de hertog van Aarschot woonde. De vuurmonden werden op de poorten gericht om de bewoners te bedreigen. De poorten bleven echter

gesloten en men maakte zich binnen tot weerstand vaardig. Toen de opstandelingen stroo en hout opeenstapelden om het gebouw in brand te steken, beval de hertog van Aarschot de deuren te openen. Eene groote volksmenigte was hierop te been geraakt, die, gelijk altijd in zulke gevallen, zich liet medeslepen door eenige heethoofden. De gouverneur en de zijnen liepen groot gevaar en hadden grooten smaad te verduren. De hertog van Aarschot, in hechtenis genomen, werd naar het huis gebracht van Van de Kethulle in de Onderstraat en aldaar onder strenge bewaking opgesloten. Onmiddellijk ook nog werden de andere heeren aangehouden. Het *Ser Braemsteen*, de woning van den heer van Rijhove, strekte weldra tot gevangenis aan Ferdinand de la Barre, heer van Moskroen en hoogbaljuw van Gent en aan dezes zoon, aan Maximiliaan Vilain, heer van Rassegem en gouverneur van Waalsch-Vlaanderen [1], aan Cornelis de Schepper, heer van Eeke, aan Frans van Halewijn, heer van Zwevegem, gouverneur en hoogbaljuw van Oudenaarde [2], aan Jacob Hessels en aan Jan de la Porte, leden van den Raad van Vlaanderen, aan den kapitein Frans van Wijckhuise en aan dezes zoon, aan de bisschoppen Remigius Driutius van Brugge en Marten Rithovius van IJper, aan Frans de Schoutheete, heer van Erpe en hoogbaljuw van Kortrijk, aan Jan de Visch, baljuw van Ingelmunster en aan meer andere personen, hooggeplaatst door hunne geboorte of door hunnen stand in de samenleving [3]. Deze aanslag was bedreven vóór dat de zon aan de kimme verscheen. De menigte, aangehitst en aangeprikkeld door het welgelukken harer onderneming, liep gewapend, huilend en tierend door de stad. De wethouders geboden in den voormiddag dat eenieder, die de wacht niet moest optrekken, de wapens zou neerleggen. Onmiddellijk deed de heer van

[1] Maximiliaan van Gent, gezegd Vilain, heer van Rassegem, was zoon van Adriaan van Gent, onder-admiraal van Vlaanderen, en van Margareta van Stavele. Hij was gehuwd met Philippina van Mastaing.

[2] Frans van Halewijn, heer van Zwevegem, werd later gouverneur van Kortrijk voor den prins van Parma. Hij stierf in 1583. Volgens de geschiedschrijvers was hij een wreed en boosaardig mensch.

[3] De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen*, t. I, bl. 310-313.

Rijhove afkondigen, dat, niettegenstaande het bevel der wethouders, de burgers gewapend moesten blijven [1].

Al de poorten van Gent bleven dien dag gesloten en niemand, zelfs niet de onderbaljuw der stad, werd binnengelaten. Voor éénen persoon nochtans maakte men uitzondering. Eene der poorten werd geopend om den heer van Dolhain te laten vertrekken, die door den prins van Oranje naar Gent gezonden was, om de zaken van dichtbij na te gaan. Niets van hetgeen er in Vlaanderen voorviel geschiedde zonder tusschenkomst, goedkeuring of medewerking van Willem den Zwijger.

De onrust duurde nog de volgende dagen. Rijhove, vreezende dat de talrijke vrienden, welke de gevangenen onder de inwoners telden, eenen aanslag wagen zouden om hen te verlossen, hield bestendig duizend burgers onder de wapens; dit scheen nog niet voldoende, want hij nam nog verscheidene benden haak- en busschieters in dienst; benoemde tot groote misnoegdheid van eenieder, eenige personen uit de laagste volksklas tot kapitein; versperde de straten met ijzeren kettingen. Gedurende die woeling gingen Hembijze en Rijhove over tot het vernieuwen van het magistraat. Den 1 November werd het gemeentebestuur gekozen, dat voortaan zou bestaan uit achttienmannen, waarvan één het ambt van secretaris had te vervullen. De nieuwe wethouders die zich alle macht en recht toekenden, voerden den titel van « *Notabele, Commijzen, Assistenten.* »

De achttienmannen werden gekozen tusschen de trouwste aanhangers van den prins van Oranje; het waren de fanatieksten onder de Calvinisten en de grootste vijanden van het Roomschkatholiek geloof. Die instelling werd nagevolgd te Brussel, te Antwerpen en in meer andere plaatsen.

Hembijze las op het stadhuis in naam der zijnen een stuk af, dat de redens deed kennen waarom zij den hertog van Aarschot en de andere heeren gevangen hadden genomen [2]. De negen punten

[1] De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen*, t. I, bl. 513.

[2] Dit stuk werd den 9 November 1577 uitgegeven bij de weduwe van Pieter de Clerck te Gent.

van dit manifest komen hierop neer : de aanslag geschiedde uit liefde tot de algemeene eendracht, want anders « soo soude » van alsdoe de desjunctie en de tweedracht tusschen dese gant- » sche Nederlanden gebeurt sijn. » De aangehouden personen hadden in de jongste vergadering der Staten van Vlaanderen een protest opgesteld tegen de benoeming van Willem den Zwijger, tot ruwaard van Brabant, hetgeen strekte om aan dezen « 't zelve gou- » vernement t' ontvindene, ende alsoo twist ende tweedracht tus- » schen de voorsz. Landen te brengen. » De aanneming van Mathias, ook het antwoord van den hertog van Aarschot aan Hembijze, dat hij « de privilegiëneyschers, muytmaekers, rebellen ende sedi- » sieuse wel soude vinden ende eerlanck straffen van heurlieder » voorstel; » en eindelijk het inzicht dat men den gevangenen toeschreef, oorlog te voeren tegen den prins van Oranje, om opnieuw met don Juan te kunnen handelen, waren de grieven waarop zij zich beriepen om hunne onwettige daad te rechtveerdigen [1].

De Algemeene Staten vreesden te recht dat de aanslag te Gent gepleegd eene groote opschudding in het land zou veroorzaken; daarom zonden zij Jan vander Linden, abt van Ste-Geertrui en den advokaat Liesveld naar Vlaanderens hoofdstad, om de invrijheidstelling van de gevangenen te bekomen. Ook de prins van Oranje zond den jonkheer Arent van Dorp « om den hertoghe los » te hebben » en de geschiedschrijver laat er deze bemerking opvolgen : « 't welck veele wonder gaff, deurdien gheseyt werde dat » Rijhove dit exploict ghedaan hadde met kennisse van de Prince » van Orangien [2]. » De hertog van Aarschot werd den 14 November losgelaten onder schriftelijke belofte, de zaak te « vergeten » ende vergheven [3]. » De andere heeren bleven nog langen tijd gevangen. Van alle kanten des lands werd hiertegen protest aangeteekend, waarover de aanhangers van Rijhove en van Hembijze zich in het geheel niet bekreunden; wel integendeel, zij handelden alsof niemand nog eenig gezag over hen had.

[1] P. Bor, XI, bl. 308.
[2] P. Bor, XI, bl. 309.
[3] Gachard, *Actes des Etats Généraux des Pays-Bas*, I, n° 886, bl. 283.

Afgevaardigden van Waalsch-Vlaanderen kwamen te Gent aan, ten einde hunnen gouverneur, Maximiliaan Vilain, heer van Rassegem, in vrijheid te doen stellen. Er werd hun geantwoord dat het uur der slaking nog niet geslagen was; de afgevaardigden vroegen dan eene schriftelijke verklaring, wie de dader was van dien aanslag gepleegd op de persoonlijke vrijheid? Karel de Gruutere, heer van Loovelde, antwoordde met eene onbeschoftheid, die aan verwaandheid geleek : « Met eenen enkelen trom-» melslag kan ik tien duizend man onder de wapens roepen, » en hij dreigde zelfs de afgevaardigden dat hij ze ook in de gevangenis werpen zou, indien zij binnen de twee uren de stad niet hadden verlaten [1]. Hembijze en Rijhove aanzagen zich als volkomen meester; zij namen huurbenden in dienst, wierpen verschansingen op, vernielden de molens, die op de stadswallen stonden, niettegenstaande de brieven der Algemeene Staten, welke aandrongen en bleven aandringen, doch vruchteloos, op het afdanken der huurtroepen en op het loslaten der gevangenen [2] (November 1577). De Algemeene Staten wendden zich dan tot den prins van Oranje, opdat hij naar Gent zou gaan om er de rust te herstellen.

Den 2 December willigt deze dit verzoek in [3] en werd er den 29 derzelfde maand met grooten luister ontvangen; de straten waren prachtig versierd met eerezuilen en triomfbogen [4]. In die versiering was men algemeen kwistig met zinnebeelden, zedespreuken en tafereelen. Hiertusschen was er echter iets, dat bijzonder de aandacht trok. Eene jonge maagd, de stad Gent verbeeldende, zittende op een tooneel behangen met groen laken, waarop de wapens prijkten van den koning van Spanje samen-

[1] De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen*, I, bl. 320.

[2] Gachard, *Actes des États Généraux*, I, n° 906, bl. 290.

[3] *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, publiée par Gachard, t IV, p. 28.

[4] De schilder en dichter Lucas d'Heere heeft gemaakt eene « Beschrijvinghe » van hetghene dat vertoocht wierd ter incomste van d'Excellentie des prinsen » van Oraengien, binnen der stede van Ghendt, den XXIX decembris 1577, » die op korten tijd driemaal herdrukt en in 1852 door Ph. Blommaert opnieuw uitgegeven werd voor de *Maatschappij der Vlaamsche Bibliophilen*.

gestrengeld met die van zijnen vijand, Willem van Oranje, bood dezen als huldeblijk een hart aan van fijn goud, waarop te lezen stond : *Sinceritas !* [1].

Den volgenden dag handelde Willem van Oranje over het slaken der gevangene heeren, doch verkreeg hierop geen beslissend antwoord. Het is niet onwaarschijnlijk, zooals de Gentsche kroniekschrijver pater de Jonghe denkt « dat hij zelve heymelijck » bij zijnen aenhang belet hadde, hetgene hij in schijn voor » de gevangene vraegde [2]. » Wij gelooven dat hij juist geraden heeft, want Rijhove en Hembijze gingen voort gruwel op gruwel te stapelen. De prins van Oranje verbleef te Gent tot den 15 Januari. Inmiddels werden de kapitein van Wijckhuise en Jan van de Poele ontvanger der verbeurdmakingen (30 December 1577), de pastoor van Melle, die beticht was in October laatstleden de Spanjaards van Aalst naar Melle verzocht te hebben (4 Januari 1578), Daneel Stevens en Joost Mutsaert, beiden ontvangers, deze van de dijkagiën en gene van de verbeurdmakingen te Axel, en nog meer andere notabelen van deze plaats, evenals de baljuw van 't Sas van Gent, gevangen genomen [3]. De nederlaag der Staatschen bij Gembloers was voor de Gentsche Calvinisten eene gunstige gelegenheid om hunne roof- en plunderzucht bot te vieren; onder voorwendsel gelden te verzamelen ten einde don Juan te bestrijden, werden de kloosters van hunne schatten en talrijke kerken van hunne kostbare heilige vaten beroofd.

Den 4 Februari ontboden de achttienmannen de kerkmeesters der O.-L.-Vrouwekerk te Gent, om hun te vragen waarom zij de zilveren beelden der twaalf Apostelen verkocht hadden. Op het antwoord, dat zulks gedaan werd om de verouderde schulden der kerk te vereffenen, geboden die wethouders voortaan geene kerksieraden meer te verkoopen en de opbrengst der verkochte beelden te bewaren, daar men het hun binnen kort zou afvragen. Den volgenden dag legde de heer van Rijhove in elk klooster der vier

[1] De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen*, t. I, bl. 325.
[2] De Jonghe, *Idem*, t. I, bl. 327.
[3] De Jonghe, *Idem*, t. I, bl. 327-328.

biddende orden ongeveer veertig soldaten. Om dezen maatregel te rechtveerdigen, beweerde hij vernomen te hebben dat zij bij nachte krijgsvolk en geschut ontvingen. Om de plagerij tot het uiterste te drijven, werden de geestelijke personen, zoo vrouwelijke als mannelijke, gedwongen aan de versterkingen mee te werken. In den namiddag van den 21 Februari 1578 drongen eenige soldaten, op het bevel der achttienmannen, de St-Baafskerk binnen, doch bepaalden zich alsdan met al de kostbaarheden op te schrijven. Hetzelfde gebeurde in de andere kerken. Den volgenden dag weerkeerende, namen zij al mede wat maar eenige waarde had. In al de kerken, kloosters en kapellen deed zich een heiligschendend schouwspel voor. De Predikheeren gelukten er in een beeld van fijn goud, verbeeldende den H. Dominicus, insteller hunner orde, in veiligheid te brengen, maar hadden hiervoor veel te lijden. De roofzucht was nog niet verzadigd; zij strekten hunne strooptochten uit in heel het kwartier van Gent. Zij hoopten al de rijkdommen der kloosters van het platteland in handen te krijgen. Eerst door list begonnen zij ze aan de eigenaars te ontfutselen.

Den 23 Februari 1578 boden zij zich aan bij den abt der abdij van Drongen, hem aansporende, al dat waarde had in verzekerde veiligheid te brengen, daar de Spanjaards, zoo zij zeiden, heel Brabant afliepen en mogelijk ook in Vlaanderen zouden komen. De abt, geloof hechtende aan die huichelaars, deed alles opschrijven en vertrouwde hun de kostbaarheden zijner gemeente toe, om op het stadhuis van Gent bewaard te worden tot na de beroerten. Nooit is de abdij weer in 't bezit gekomen van haren eigendom!

Vele geestelijke personen hadden het klooster- of priesterkleed afgelegd, om geene beleediging of gewelddaden op straat te ondergaan. Het magistraat, dat hen prijs wilde geven aan eene opgehitste menigte, gebood den 4 Februari dat de geestelijke personen opnieuw het kleed hunner orde zouden aantrekken, kruin en baard laten scheren. De Calvinisten begonnen eerst in stilte ongeoorloofde bijeenkomsten te houden te Gent, te Deinze, te Eekloo en in meer andere plaatsen. Niettegenstande dergelijke vergaderingen door de Pacificatie van Gent in deze gewesten ver-

boden waren, predikte te Eekloo een zekere Nicasius Verschuren, onlangs uit Engeland weergekeerd. Den 14 Maart 1578 reden eenige wagens, omringd van dertig tot veertig ruiters aangevoerd door den heer van Rijhove, de stad Gent binnen ; daarin zaten Frans de Schoutheete, heer van Erpe en Laarne, die hoogbaljuw was van Kortrijk, de pastoor van Deerlijk, Hercules van den Berghe, ontvanger van den heer van Heule, welke er in gelukt was met den heer van Meulebeke te ontsnappen, en meer anderen die men te Kortrijk had gevangen genomen.

Deze stad was ingenomen door den heer van Rijhove. Ook de stad Hulst was in handen gevallen der Gentenaren, welke er eene bezetting behielden, die de klokken uit de torens haalde en ze naar Gent deed voeren. Een schimpschrift, dat den handel der Gentenaars hevig hekelde en de inwoners der andere steden aanraadde geene gemeene zaak met hen te maken, werd te Brugge op de beurs en op de vischmarkt aangeplakt; dit was voor den heer van Rijhove eene zoo groote beleediging, dat hij in den avond van 20 Maart met veertig ruiters en eenige vendelen voetgangers naar Brugge trok. Bij het krieken van den dag vertoonde zich dat klein leger vóór de Kruispoort dezer stad. Een hoofdman der wacht die omgekocht was opende de poort en leverde de stad aan den moedwil en aan de losbandigheid van eenige ellendelingen. Het magistraat werd afgezet en aanstonds vervangen door vrienden van Rijhove, die de nieuwe instelling der achttienmannen aldaar ook invoerden. Men geloove echter niet dat al die willekeur en al die onwettelijkheden gebeurden zonder tegenspraak of verzet der burgerij; zelfs de Algemeene Staten waren er mede bekommerd en schreven aan die van Gent, om het afschaffen der vreemde huurtroepen te bekomen, welke zooveel baldadigheden bedreven. Volgens het antwoord door de Gentsche fanatieken hierop gegeven, behielden zij die strijdmacht om don Juan te weerstaan, indien hij het waagde Vlaanderen binnen te rukken; ook nog om de Gentsche burgerij te bevredigen, welke hare veiligheid en rust aan die troepen wilde toevertrouwd zien! Niets dan uitvluchten. Don Juan had het in sommige streken van Limburg en Brabant alsdan zoo druk, dat hij aan geen Vlaanderen dacht.

Ook dienden die vreemde huurtroepen niet tot veiligheid der burgers, maar wel om de tegenpartij te verdelgen, indien zij een aanslag dorst wagen. Die tegenpartij was ontstaan door de gruwelen eener fanatieke dwingelandij; dagelijks in getal en in aanzien wassend, vond zij hare leden in de deftige standen der maatschappij. Op zekeren dag, 18 April, ten 8 ure 's morgens, vergaderden de burgerij, de burgerlijke wacht, de dekens en overdekens der wevers op het stadhuis, om in den naam der gemeente aan de achttienmannen een verzoekschrift te overhandigen, strekkende om de uitoefening van het artikel der Bevrediging van Gent te bekomen, waardoor men alle kettersche predikatiën zou verbieden, welke openlijk gehouden werden rondom de stad; ook nog om de gevangene heeren te doen loslaten, tegen wie men niets inbrengen kon, en om de anderen, die van eenig plichtverzuim beticht werden, voor hunne wettelijke rechters te brengen. Aan dit verzoekschrift werd geen gevolg gegeven. Evenmin gelukten de onderhandelingen van den markies van Bergen en van Adolf van Meetkerke, hiertoe afgevaardigd door den aartshertog Mathias en door den prins van Oranje (20 April 1578).

Het antwoord dat de achttienmannen eindelijk gaven, was eene verklaring dat zij zich met dit verzoek niet konden inlaten, vooraleer don Juan en zijne aanhangers uit het land waren geweerd [1].

Zij kenden zich eene onbepaalde macht toe en verklaarden zich onafhankelijk in alles, van den aartshertog Mathias, van den prins van Oranje en van de Algemeene Staten.

Dit wetgevend lichaam had op 22 April eene ordonnancie goedgekeurd tot beteugeling der onlusten en tot handhaving van den Roomschen godsdienst. Het eischte de grootste straffen « ten exemple van anderen » jegens hen die, tegen de Bevrediging van Gent in, zich veroorloven zouden, buiten Holland en Zeeland, met woorden of met werken, zooals predikatiën, huwelijken, doopsels en andere oefeningen der Hervormde Kerk, iets te ondernemen tegen den Katholieken godsdienst en dezes uit-

[1] De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen*, II, bl. 15.

oefening [1]. Dit plakkaat werd den 2 Mei in den Raad van Vlaanderen afgelezen; het gemeentebestuur van Gent weigerde nochtans die wet aan zijne medeburgers af te kondigen. In den nacht, die op de weigering volgde, werden vier leden van den Raad van Vlaanderen, Lieven Snouck, Joost Jacqueloos, La Porte en Lauwe gevangen genomen en hunne woningen door de soldaten bezet.

De drukkerij, waar men bezig was de aangehaalde « ordonnancie » te drukken, werd door de soldaten overrompeld, die de exemplaren op straat wierpen en vernietigden.

Die ordonnancie, in plaats van te dienen tot beteugeling der onlusten, werd integendeel het teeken van nieuwe aanslagen tegen de vrijheid der Katholieken, van nieuwe inbreuken op de bestaande wetten en verordeningen. Den Hervormden schonk zij gelegenheid te doen zien hoe zij de vrijheid van geweten beoogden en den zin van dat holklinkend woord verstonden, waarmede zij zoo lang geschermd hadden. Op korten tijd waren zij van minderheid meerderheid geworden, en, van zoogezegde verdrukten, verdrukkers.

Den dag na het aflezen der ordonnancie van de Algemeene Staten in den Raad van Vlaanderen, wezende den 3 Mei 1578, werden de huurtroepen, door de Hembijzen en de Rijhoven in dienst genomen, op de Vrijdagsmarkt door trommelslagen bijeengeroepen. Daar kregen zij bevel, in weerwil van welke wetten ook, niet te dulden dat de Hervormde predikanten in hunne predikatiën of andere oefeningen gestoord, op straat aangesproken of bespot werden [2].

Aanstonds begonnen de Hervormers preek te houden op de Hoogpoort, in de Onderstraat en in 't huis van een der achttienmannen, waar meer dan duizend menschen tegenwoordig waren. Onbelemmerd genoten de Calvinisten de grootste vrijheid, die men integendeel aan de Katholieken ontzegde. Een pater Augustijn, welke op dien zelfden dag tegen de schending der wetten

[1] De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen*, II, bl. 15-16. — Wij hebben nergens elders den tekst of hoofdinhoud van deze *ordonnancie* gevonden.

[2] De Jonghe, *Idem*, II, bl. 17.

uitviel, ten einde het zaad door de geuzenpredikanten geworpen vóór zijne ontkieming te versmachten, werd vóór de achttienmannen gedaagd, die hem verboden over den staat van zaken te spreken en hem voorhielden dat hij slechts het louter Evangelie mocht uitleggen [1].

De partij der achttienmannen wilde haren haat bot vieren, zoo ter stede van Gent als in de omliggende plaatsen, op al wat van verre of van nabij een geestelijk karakter had. De rampspoedige dagen der beeldstormerij van 1566 braken weer aan. De wethouders en de pastoor van Eekloo, alsook de koster en een Augustijnerpater werden den 4 Mei 1578 te Gent in de gevangenis gebracht [2].

De grootste baldadigheden werden in de Pinksterweek te Gent bedreven, bijzonderlijk in de kerken en kloosters der vier biddende orden. In den voormiddag van Sinksendag (18 Mei), rond elf ure, verscheen er in de kerk van de voornoemde kloosters een vendel soldaten, ongeveer 200 man, welke vooreerst den dienst stoorden en dan op de geestelijken, die de misse lazen, gewelddaden pleegden. De paters werden in een vertrek opgesloten en van nabij bewaakt. 's Anderendaags begonnen de soldaten het klooster te plunderen; hetgeen te zwaar was of voor hen geene waarde had, zooals de boeken der bibliotheek, werd vernield; na zich bedronken te hebben in de kelders, trokken zij de kranen uit de tonnen en lieten den wijn en het bier wegloopen [3].

Terwijl zij spottenderwijze de godsdienstplechtigheden der Roomschen nabootsten, dreunden de kerken van de walgelijkste liederen, door losbandige kerels uitgegalmd met begeleiding van 't orgel [4].

De Minderbroeders, meer nog dan de andere kloosterlingen, hadden veel van de Calvinisten te lijden, omdat eenige Minder-

[1] De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen*, II, bl. 17.

[2] Eekloo, die in de XVIe eeuw nog al erg protestantschgezind was, is getuige geweest van meer dan één gruwelstuk. Men zie hierover de *Geschiedenis der stad Eecloo*, door Ed. Neelemans. Eecloo, 1859, in-8°; bl. 55.

[3] De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen*, II, bl. 20.

[4] De Jonghe, *Idem*, II, bl. 21-25.

broeders te Brugge, ten rechte of valschelijk, van sodomie beschuldigd werden. Vijf of zes paters werden in de gevangenis gebracht, waar zij op de pijnbank gelegd werden om hen alzoo eene bekentenis af te dwingen over feiten van zulken aard als die, waarvan men hunne Brugsche medebroeders betichtte. Den 22 Mei lagen de heiligenbeelden, schilderijen en altaarversieringen der Minderbroederskerk dicht bij den predikstoel opeengestapeld, waaraan men alsdan het vuur bracht. De volgende dagen werden ook de beelden die de kerken der Augustijners en der O.-L.-Vrouwebroeders versierden, neergehaald en stuk gekapt. De kerk der Predikheeren bleef evenmin gespaard; al wat er den Roomschen godsdienst herinnerde werd verbrand, stuk gesmeten of verwijderd en ingericht, evenals die der Karmelieten, tot het houden der Calvinitische preken. De nieuwe leer verbood de vrije uitoefening van den Roomschen godsdienst, niettegenstaande de talrijke bestaande wetten. In weerwil der overeenkomst, Bevrediging van Gent genaamd, welke uitdrukkelijk bepaalde dat er in de Vlaamsche gewesten geene andere dan Roomsch-katholieke godsdienstplechtigheden mochten geschieden, zag men Calvinische leeraars optreden in de plaats der Katholieke priesters, de kerken onteeren en aan hare wettige bezitters ontnemen. Voor de eerste maal gingen op 6 Juni 1578 te Gent twee booswichten naar de strafplaats, bijgestaan door een Calvinischen leeraar.

De drift der Hervormden geleek aan razernij. Wanneer er in Gent weinig of geene vernieling meer te verrichten viel, begonnen zij het platte land af te loopen. Daar ook hadden de kloosters veel te verduren. Als de religieuzen bij het magistraat van Gent eene klacht hierover indienden, zooals de oversten van Deinze, wier klooster op 14 Juli 1578 door de Gentsche hulptroepen met behulp der Geuzen van Deinze was geplunderd, gaf het gemeentebestuur hieraan geen gehoor. De soldaten door de straffeloosheid aangemoedigd keerden dan weer naar Deinze, om verder te vernielen hetgeen de eerste maal aan hunne razernij mocht ontsnapt zijn[1].

[1] De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen*, II, bl. 32.

Laat ons hier in weinige woorden den algeheelen toestand schetsen. De regeeringloosheid was ten toppunt; geene rechten werden nog erkend, geene wetten meer geëerbiedigd, de aloude privilegiën geschonden [1]. De overheerschende Calvinische partij te Gent liet straffeloos, onder voorwendsel van vrijheid van geweten, de Roomschen door hare aanhangers bespotten en tergen, de kerken plunderen, kloosters vernielen, graven onteeren, kunststukken vermorzelen, klokken uit torens halen, kerksieraden en heilige vaten stelen. De oefeningen van den Roomschen eeredienst werden door de Hervormde ministers belet, die de Katholieke kerken gebruikten tot het houden hunner predikatiën. In het openbaar zelfs, gaven zij 's avonds aan de hoofdwacht eene onderrichting voor de soldaten [2].

« Nauwelijks was de Hervormde Kerk ontkomen aan de vervolging, zegt een Hollandsche schrijver [3], waaraan zij vele jaren was ter prooi geweest ; nauwelijks begon zij 't hoofd vrij en vroolijk op te heffen; nauwelijks verkreeg zij overwicht in Vlaanderen, of zij maakte zich, helaas! schuldig aan de zelfde onverdraagzaamheid, waarvan zij zoo langen tijd den smartvollen, ondragelijken last getorscht had. »

Op eene vergadering van Calvinisten, den 3 November 1578 te Gent gehouden, waarbij ook vertegenwoordigd waren de Hervormden van Eekloo, Deinze, Hulst, Axel, Zomergem, Lokeren, Exaarde, Kaprijk, Ursel, Hansbeke, Temsche, Bassevelde, St-Nicolaas, Waasmunster en Tielt, werd het middel besproken « hoe » men voor best de Roomsche religie soude overal in de omlig- » gende dorpen verhinderen. » Het middel dat de goedkeuring der vergadering verwierf was « dat men uyt name der classe

[1] Te Gent werden, den 18 Juli, verscheidene Staatsbedienden, zooals de amman, pensionarissen, secretaris en ontvangers afgesteld. Het leger der Gentenaars werd vermeerderd met twee duizend vijf honderd mannen. Te IJper werden ook de wethouders vervangen. De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen*, II, 32-33.

[2] De Jonghe, *Idem*, II, bl. 34.

[3] H.-Q. Janssen, *De kerkhervorming in Vlaanderen*. Arnhem, 1866, II, bl. 37.

» sal versoecken aan de notabele[1] deser stede, dat sij willen met » opene letteren alle mispapen interdiceeren hare Roomsche religie » te exerceren[2]. »

De aangehaalde schrijver, die voor het eerst de handelingen der Vlaamsche Calvinitische classis in 't licht heeft gebracht, erkent dat de Calvinisten geene Roomschen duldden, dat zij de alleenheerschappij wilden om allen te onderdrukken die met hen in gevoelen verschilden, zoo Doopsgezinden en Lutheranen als Roomsch-katholieken[3].

Den wethouders van Gent was het niet genoeg de wereldlijke wetten onder de voeten te trappen, zij wilden ook hunne willekeur doen gevoelen in die zaken, welke alleen van de geestelijke overheid afhingen. De achttienmannen verklaarden geene geestelijke overheid meer te erkennen en stelden drie personen aan welke van al die zaken kennis zouden nemen en daarover uitspraak doen. Het was de krijgsraad, die belast werd met den dienst der huwelijken, die de macht kreeg echtenissen te sluiten en te ontbinden!

Den 1 Juli 1579 vertrouwde het magistraat aan de Hervormden het seminarie toe, welke er de leering van Calvijn voorhielden. De inkomsten van het gesticht werden aangeslagen en zouden voortaan door het gemeentebestuur bestierd worden[4].

Niet alleen waren de Calvinisten meester in Vlaanderen, maar bijna overal; in elk gewest, in elke stad waren behendige uitzendelingen van Willem van Oranje er in gelukt het volk in gisting te brengen. Nooit had de kans zijne zaak zoo wel gediend en te recht mocht hij op de overwinning rekenen. Overal won hij veld en heerschte daarenboven als meester over den aartshertog Mathias en over al de wetgevende instellingen.

[1] Door *notabelen* verstond men de regeering der achttienmannen van Gent, die dezen titel hadden aangenomen.

[2] H.-Q. Janssen, *De kerkhervorming in Vlaanderen*, II, bl. 209.

[3] H.-Q. Janssen, *Idem*, II, bl. 37-38.

[4] De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen*, II, bl. 30.

IV

De Staatschen, na den slag van Gembloers die voor hen zoo nadeelig was, zochten eene gelegenheid, die zij dan ook verkregen, om hunne neerlaag te vergoeden. Amsterdam was aan de zijde gebleven van den koning, niettegenstaande al de pogingen, door hen in het werk gesteld. De Pacificatie van Gent bevatte eenige uitdrukkelijke bepalingen nopens deze stad; zij leed niettemin zooveel overlast, dat zij eindelijk een voorstel van satisfactie aan de Staten van Holland moest doen. Dit voorstel werd echter van de hand gewezen. Verkozen de Staatschen de stad bij geweld te winnen om dan als overwinnaars te handelen en de overwonnelingen onder den voetzool hunner dwingelandij te doen bukken? Dit moeten wij wel gelooven.

Den 23 November 1577 werd tegen Amsterdam een aanslag gepleegd, die evenwel mislukte. De beruchte Sonoy leende aan den hopman Herman Helling en aan den watergeus Nicolaas Ruykhaver de noodige manschappen. Eenigen hadden zich in de stad begeven om zich op een gegeven oogenblik te vereenigen. De burgerij had den list ontdekt en toen de twee aanvoerders met hunne soldaten de poorten doortrokken, liep zij te wapen en begon te vechten. De watergeus wilde de stad in brand steken, ten einde eene afleiding te vinden in de algemeene verwarring, doch Helling weigerde, daar hij de verantwoordelijkheid dier daad niet dragen wilde, noch de gekregen orders overschrijden. De aanslag mislukte, de soldaten werden de stad uitgedreven en de twee aanvoerders, Helling en Ruykhaver, gedood. De wethouders van Amsterdam dienden den 27 November 1577 bij de Algemeene Staten hierover eene klacht in. Den 7 December schreef de griffier Cornelis Welemans een brief aan den prins van Oranje in naam dezer wetgevende vergadering, waarbij hij verzocht werd de zaak van Amsterdam te onderzoeken om de plichtigen te vervolgen. Dit schrijven had voor gevolg dat de Staten van Holland den 28 December 1577 meester Willem Bardes

naar Amsterdam zonden om den burgemeesteren en den leden van den stedelijken raad kopie voor te leggen harer resolutie van 1 November, alsook van de commissie door hen aan Helling gegeven. Zij wilden daarmede bewijzen dat zij niet plichtig waren in den aanslag op Amsterdam [1]. Dit was echter niet rechtzinnig en de Staten van Holland handelden zooals Willem de Zwijger te Gent.

In Januari daaropvolgende (1578) vergaderden de Staten van Holland tot Delft, alwaar ook afgevaardigden van Amsterdam kwamen, om eene overeenkomst te treffen, waarin men echter niet slaagde. De afgevaardigden hadden niets dan een wapenstilstand van zes dagen kunnen verkrijgen, welke einde nam op 1 Februari, doch den tweeden dag nog voor vier dagen verlengd werd. Tegen den 1 Februari werd te 's-Hage eene nieuwe bijeenkomst bepaald. Daar het slechts over enkele punten was dat men niet eens kon worden, gaven de Staten van Holland aan Sonoy bevel Amsterdam van nabij te beschansen, waardoor elke betrekking zoo langs 't water als langs 't land verhinderd werd, om de Amsterdammers tot inschikkelijkheid te dwingen.

Toen zij met de Staten van Holland den 1 Februari in den Haag bijeenkwamen, vonden zij er ook afgevaardigden der Staten van Utrecht, die hunne hoop in eene aanstaande overeenkomst deden kennen. De onderhandelingen van Delft waren zonder gevolg gebleven, zegden zij, voor kleinigheden welke men nu uit den weg diende te ruimen; daarom drongen zij bij de beide partijen op toegevendheid en inschikkelijkheid aan. Wat zouden de Staten van Holland er bij winnen, Amsterdam door geweld te overmeesteren? Indien Amsterdam door den nood gedwongen, in de wanhoop den moed eens vond tot het nemen van eene groote en roemrijke, doch jammervolle beslissing, dan had zij slechts de sluizen te openen om het Amstelland, Utrechtsche sticht, Rijnland en Woerden onder water te zetten, tot zoo verre dat vele menschen hun vaderland uit armoede zouden moeten verlaten [2].

[1] P. Bor, XI, bl. 311-313.
[2] P. Bor, XII, bl. 4.

Aan de afgevaardigden van Amsterdam spiegelden die van Utrecht den toestand voor, indien don Juan de stad redde en zij alsdan eene Spaansche bezetting kregen; veel zouden zij te lijden hebben van dat krijgsvolk welk overal moedwil bedreef. De beide partijen konden het toch over de zoo gezegde kleinigheden niet eens geraken en den 6 Februari braken de Staten de onderhandelingen af. De afgevaardigden van het Utrechtsstiecht, die bij de onderhandelaars aandrongen uit vrees der gevolgen, brachten de partijen wederom bijeen en ditmaal met goed gevolg. Den 8 Februari sloot men een verdrag, waarbij Amsterdam aan de Staatschen overging. Wij schrijven hier de hoofdpunten neer zooals Wagenaar ze opgeeft [1] :

Binnen de stad en vrijheid Amsterdam en binnen hare ambachtsheerlijkheden zal alleen de Roomsch-katholieke godsdienst mogen uitgeoefend worden; doch buiten die omschrijving zal de oefening van den Hervormden godsdienst eenieder vrij staan. Ook zal den Hervormden eene eerlijke begraafplaats binnen de vesten worden vergund. Het beleg zal terstond ophouden « mids een burge-
» meester en vijf vroedschappen zich te Delft in gijzeling begeven,
» tot dat de soldaten, in stadsdienst, afgedankt en andere vendels in
» derzelver plaatse, door den prinse uit de ingezetenen geworven
» zouden zijn. » De bannelingen mochten vrijelijk weerkeeren en de schutterijen konden heringericht worden; de regeering, ambtenaars en inwoners zouden den eed van getrouwheid afleggen, eerst aan den koning als graaf, dan aan den prinse en aan de stad, die weer in bezit kwam van al hare handvesten en vrijheden. De geestelijkheid zou zich moeten gedragen naar de voorschriften van den bisschop van Haarlem.

Eens Amsterdam aan de Staten, keerden er vele kooplieden weer, die uitgeweken waren ten tijde van den hertog van Alva. De wethouders, die allen Katholieken waren, konden door de Hervormden niet langer in hunne bediening behouden worden. Sterk door hun getal en vol betrouwen in de gunstige stemming van de Engelsche koningin en in de komst van den hertog Jan

[1] WAGENAAR, VII, bl. 190-192.

Casimir, die de Hervormde leer beleed, sloegen zij tot grove buitensporigheden over [1]. Zij maakten moeielijkheden over de wijze hoe men de wacht optrekken moest, en toonden zich gebelgd omdat men hun eene al te afzichtelijke begraafplaats had aangewezen. Meester Willem Bardes, naar zijne geboorteplaats weergekeerd, stelde zich aan het hoofd der beweging. Een aanslag was door hem beraamd en hij had zich daartoe de medewerking van Sonoy verzekerd. Den zondag 25 Mei hield Thomas van Thielt, een gewezen abt van St-Bernaards, bij Antwerpen, die de kap over de haag had geworpen, buiten de stad, aan den St-Antoniusdijk eene preek voor de Hervormden. Aldaar werden de laatste maatregelen genomen voor den ontworpen aanslag, het ordewoord gegeven en de werking geregeld. Den volgenden morgen gingen eenige personen naar 't stadhuis om met de wethouders over zekere veranderingen te spreken door de Hervormden nopens eenige zaken verlangd. Het gedurig gaan en keeren van 't stadhuis naar eene herberg op den Dam waar men vergadering hield, bracht het volk te been, dat, opgehitst door eenige valsche geruchten, eindelijk ongeduldig werd over den uitslag dier onderhandelingen.

Kort na den middag verschijnt een genaamde Willem Dugardin op de pui van het stadhuis, die den hoed eens opheft om hem terstond weer op het hoofd te drukken. Dit was een overeengekomen sein, dat men door woorden niets van de stedelijke regeering verkrijgen kon.

Eenige oogenblikken later komt de hoofdman van een der vier vendelen burgersoldaten, die al van elf ure in de wapenen waren, het stadhuis af en geeft insgelijks door eene beweging een teeken. Een soldaat lost daarop een musket en onmiddellijk komt een matroos te voorschijn met vlaggen beladen, roepende : *Wie Oranje lief heeft, toone het en volge mij !* Dit was het signaal van den aanval. Het geschut werd uit het bushuis gehaald, waar men

[1] Voor hetgeen Amsterdam betreft, volgen wij liefst de *Vaderlandsche geschiedenis* van Wagenaar (VII, bl. 203-220), den schrijver der *Geschiedenis van Amsterdam.*

'tbewaarde, en op den Dam geplaatst; verschansingen werden in de straten opgeworpen met balen wol, die men aan de Waag haalde. De Vierschaar, waar de nachtwacht in tijd van onlusten en oploopen verbleef, werd aangevallen. Toen ijlde de menigte naar 't stadhuis, hield de wethouders aan, die men er vond, liep dan naar de woningen van de afwezigen om ze ook gevangen te nemen en namen onderwege ook nog een aantal priesters en al de Minderbroeders in hechtenis. Al te zamen op de Waag gebracht, werden zij van daar tusschen twee hagen soldaten en vergezeld door het grauw der bevolking, dat riep : *Men moet ze naar de galg voeren, waar zij menigeen aan geholpen hebben!* en de grofste verwenschingen uitbraakte, naar het water geleid, waar men ze in verscheidene vaartuigen deed instappen, die ze op S[t]-Antoniusdijk neerzetten. In de stad weerkeerende, drongen de Calvinisten het Minderbroedersklooster binnen en verbrijzelden er de altaren en heiligenbeelden. In de belangrijkste straten werd dien dag door de Calvinisten wacht gehouden. 's Anderendaags werd de oude regeering door de schutterijen van haren eed en dienst ontslagen en den derden dag waren nieuwe wethouders, bij meerderheid van stemmen gekozen, in bediening getreden. Al de Katholieke kerken bleven eene week gesloten, doch alsdan zond het nieuwe magistraat eenige timmerlieden er heen om de beelden en altaren weg te nemen en ze interichten om er de Hervormde leeringen, Luthersche, Doopsgezinde en Calvinische te prediken.

Het voorbeeld van Amsterdam vond navolgers te Haarlem, alwaar ook groote baldadigheden plaats hadden. Te Amsterdam was het een gedeelte der bevolking, die de beweging maakte, maar te Haarlem waren het soldaten.

In eerstgenoemde plaats waren geene gewelddaden op personen gepleegd; in de andere stroomde bloed. Op H.-Sacramentsdag, 29 Mei 1578, bij het eindigen der groote misse, wanneer honderden geloovigen de kerk oppropten, kwamen de soldaten binnen met de blanke wapens in de hand en baanden zich een weg dwars door het volk, waarbij er velen gekwetst en een oude priester, Pieter Balling, gedood werd. De bisschop Godfried van

Mierlo die aangehouden was, schonk omtrent vijftig gulden aan die, welke hem moesten bewaken en kon alzoo ontvluchten. De schout Ruykhaver en de burgemeester Ries vertoonden zich in de kerk, wanneer alles verricht was; zij deden het gespuis de kerk uitdrijven, dat alsdan post vatte op de Markt en daarna de kerken en kloosters der Minderbroeders en Predikheeren ging plunderen. De Begijnen ook leden last en werden van hare linnen en wollen goederen en van hare eetwaren beroofd. Het feit was gepleegd. De groote kerk bleef gesloten tot in September en werd alsdan geopend om ook tot gebruik der Hervormden te dienen, niettegenstaande het verzet der Katholieken [1].

De stadhouder van Vriesland en Groningen, Joris van Lalaing, later graaf van Renneburg, wilde de partij van don Juan breken, die in zijne gewesten onder de grootste personen vele aanhangers telde. De gouverneur van Vriesland volgde alsdan nog de partij der Staatschen, waarvan hij zich later afscheurde. De bisschop Cunnerus Petri werd op den feestdag van Maria-Boodschap door den gouverneur ten zijnent verzocht, die hem alsdan deed aanhouden en in het Harlingerslot opsluiten. De leden van het provinciaal hof werden ook door hem afgezet en meestal door nieuwsgezinden vervangen. Ook de wethouders der kleine Vriesche steden ondergingen dezen toestand [2].

Willem de Zwijger had zijn broeder Johan van Nassau, een fanatiek Calvinist, een vreemdeling die geen duim Nederlandschen grond bezat en zelfs onze taal niet sprak, ondanks vele tegenkantingen tot stadhouder van Gelderland doen benoemen. Zijn doel was, alzoo het Calvinism in die provincie in te voeren; voor het oogenblik nochtans gelukte hij er niet in, dank zij de eensgezindheid der bevolking, waarvan de overgroote meerderheid Katholiek was en den koning getrouw bleef. Alhoewel de meerderheid der Staten van Utrecht ook Katholiek was, hadden de wethouders der hoofdstad van het Sticht in Januari 1578 de Jezuïeten uit de stad verdreven. Later begonnen zij het aan de andere geestelijke ook

[1] Hooft, I, bl. 579.
[2] Nuyens, t. III, bl. 247.

lastig te maken; den 23 Mei eischte men van de Minderbroeders een eed van vijandschap aan don Juan. Zij weigerden en verlieten vrijwillig de stad, zegt Bor [1] — misschien wel uit vrees voor de gevolgen.

Dergelijke eed werd ook van de geestelijken van Antwerpen gevergd. « Het schijnt, zeggen de Antwerpsche geschiedschrijvers Mertens en Torfs [2], dat het eerste formulier van dien eed in zulke ruwe bewoordingen was opgesteld, dat niemand denzelfden dorst afleggen en dat men het voorloopig liet varen. » Den 1 Maart hielden de kanunniken der hoofdkerk eene vergadering met al de oversten der kloosters, die in Antwerpen bestonden, en waarin men besloot, door het toedoen der Jezuïeten, den gevraagden eed niet af te leggen. Den 5 Maart kwam men bij al de paters om een ander formulier, dat reeds door de kanunniken en eenige pastoors onderteekend was, voor te leggen. De paters weigerden hierop hun handteeken te plaatsen, voorgevende dat zij zulks niet vermochten zonder de toestemming hunner oversten. Men gaf hun drie dagen om over de zaak na te denken. De paters stelden eene gezamenlijke verdediging op van hun gedrag, die men op den predikstoel aflas, om alzoo elke aantijging van verraad te weerleggen. Den 22 April kwamen de wethouders met een nieuw formulier bij al de geestelijken en kloosterlingen weer, waardoor men nu enkel moest beloven dat men de Bevrediging van Gent zou nakomen, diegenen aanklagen welke deze niet zouden naleven, en niets tegen Antwerpens welvaart ondernemen. Dit werd algemeen onderteekend, uitgenomen door de Minderbroeders en de Jezuïeten, welke volstrekt weigerden, omdat, zegden zij, hun regel verbood zich met staatszaken te bemoeien, en omdat zelfs die eed, welken men hun afdwong, met de *Bevrediging* [3] in strijd was. Den 12 Mei 1578 werd de kerk alsook het college der Jezuïeten gesloten en eene sterke wacht voor de poorten van het klooster geplaatst, die 's anderendaags aan niemand meer

[1] P. Bor, XII, bl. 27.
[2] Mertens en Torfs, *Geschiedenis van Antwerpen*, V, bl. 73.
[3] Mertens en Torfs, *Idem*, V, bl. 75.

toeliet in of uit het klooster te gaan, en den volgenden dag, wezende de hoogdag van Pinkster, ook den toegang der kerk aan eene groote volksmenigte wilde beletten. Hieruit ontstond groot rumoer. Om negen ure kwam een der burgemeesters ter plaatse en beval de kerkdeur te openen. De Calvinisten, hierover verbitterd, liepen de kerk binnen, toen nauwelijks de eerste mis eindigde, en drongen van daar in het college. In eene kamer gaf men tot driemaal vuur op eenige paters, die aan 't bidden waren, doch zonder iemand te kwetsen. In de kerk stond eene opgewondene menigte, die luidop zegde de paters in stukken te zullen hakken. Drie honderd gewapende Calvinisten waren getuigen van den christenmoed van pater Joannes Bocarius, die naar het hoogaltaar ging en de zilveren ciborie met het H. Sacrament uit het tabernakel haalde. Zulke koelbloedigheid verstomde zoo zeer de Calvinisten, dat geen hunner iets zeggen of vragen dorst. Al de Jezuïeten werden gevangen genomen en naar het Bierhoofd gebracht; zij gingen twee aan twee, in het habijt hunner orde. Twee hagen soldaten bezetteden de straten, welke zij moesten doortrekken, want men vreesde weerstand vanwege de Katholieken. Aan het Bierhoofd lag eene schuit, die ze naar Mechelen bracht. De Minderbroeders, die men hier ook, zooals te Gent en te Brugge, van vele misdaden betichtte, werden met nog eenige andere kloosterlingen, die ook den gevergden eed niet hadden willen afleggen, de stad uitgedreven.

Ook te Atrecht zochten eenige personen om godsdienstige geschillen de regeering te veranderen; hier nog eens waren het de Calvinisten die het spel begonnen. Een advokaat, Crugeot naamd, wilde de nieuwe instelling der achttienmannen aldaar ok invoeren. Hij belegde eene openbare vergadering, waar wel zeven honderd personen aanwezig waren. Het magistraat der stad zond er twee schepenen naar toe, om het volk te doen verstaan hoe gevaarlijk de nieuwe instelling was, doch vonden er weinig bijval. Het volk wilde eene verandering aan den ouden staat, niet inziende wat heimelijke inzichten de leiders dier beweging beoogden.

De Staten van Atrecht hadden bezwaar gevonden in het betalen der groote belastingen, door de Algemeene Staten na den slag

van Gembloers gestemd, om in de noodwendigheden van het leger te voorzien. Marnix van S[te]-Aldegonde werd herwaarts gezonden en trof dan ook eene overeenkomst, door wederzijdsche toegevendheid. De Staten van Atrecht drongen aan op het hernemen der onderhandelingen met don Juan, die te Leuven zonder gevolg waren gebleven; om hun verzoek ondersteund te zien door hunne geburen, schreven zij aan de Staten van Henegouw, Rijsel, Dowaai en Orchies, Doornik en het Doorniksche. Henegouw stemde hierin mede, doch die van Rijsel en van het Doorniksche niet. De brief, door de Staten van Atrecht geschreven, was in handen gevallen van eenen inwoner van Atrecht, die er mede in den stedelijken raad verscheen en door de lezing er van, met bijvoeging van eenige uitleggingen, de gemeene volksklas in gisting bracht. Aanstonds liepen de heethoofden naar huis om zich te wapenen en op eenige oogenblikken waren de deuren en vensters van vele burgershuizen gesloten; de straten weergalmden van het gekletter der wapens en van het geschreeuw der Calvinisten, die het vuur aanwakkerden, bijgestaan door eenige schelmen, welke dachten dat het uur der zakkenvulling geslagen was. Aanstonds ging men naar het stadhuis, alwaar men ongeveer veertig of vijftig van de best ingezetenen aanhield. Evenals te Gent was het een driemanschap van fanatieke Calvinisten, dat zich aanstonds aan het hoofd stelde en tot de ondervraging der wethouders overging. De uitleggingen, die gegeven werden, koelden de heftigheid van eenige muiters. De talrijke baldadigheden, die er alsdan te Atrecht bedreven zijn, werden door eenen ooggetuige, Pontus Payen, beschreven [1].

Door geweld perste men den leden der Staten van Atrecht eene bekentenis af, waarbij zij introkken hetgeen zij geschreven hadden nopens de middelen van peis.

Den advokaat Crugeot, eenen zeer dweepzuchtigen Calvinist, werd de last opgedragen die verklaring aan den aartshertog, aan den prins van Oranje en aan den Staatsraad over te brengen.

[1] *Mémoires de Pontus Payen, avec notice et annotations* par Alex. Henne. Bruxelles, 1861, II, bl. 62-88.

Willem de Zwijger zag weldra dat hij een nieuw instrument in handen kreeg om twist en tweedracht in het Atrechtsche te zaaien, daar waar onderlinge liefde en eensgezindheid tot dan toe bloeiden. Willem van Oranje ontving hem wel, bejegende hem met voorkomendheid en liet verstaan dat hij, Crugeot, een verzoekschrift moest opstellen in naam der burgers en inwoners van Atrecht, dat onmiddellijk zou ingewilligd worden door den aartshertog, om tot de kiezing van een zeker getal personen overtegaan, vijftien was voldoende, in plaats van achttien zooals te Gent. De heer van Capres [1], gouverneur van Atrecht, hiervan kennis hebbende, riep de burgerij op den eersten Paaschdag bijeen, om het aanstellen der vijftienmannen te bespreken. Crugeot nam ook zijne voorzorgen. De kleine burgerij, die in zeer groot getal de zitting bijwoonde, gaf luidruchtig te kennen dat zij de nieuwe instelling verlangde. De gouverneur moest toegeven, maar zocht tijd te winnen; eerst, omdat hij dacht den iever voor de nieuwigheid te zien verflauwen, dan om het gevolg te zien van de pogingen door de Staten van Atrecht bij de hooge overheid aangewend, opdat zij zulks niet zou toestaan. De nieuwe instelling kwam evenwel tot stand en zij, die gekozen werden voor een tijdstip van drie maanden, legden den eed af [2].

Een ander man, zendeling van Willem van Oranje, verscheen alsdan te Atrecht. Van geringe afkomst, bracht hij het nochtans door zijne stoutmoedigheid en godsdienstige dweeperij, met de ondersteuning der laagste klassen der samenleving, zoo verre, dat hij het magistraat gevangen nam en zich tijdelijk de macht van gouverneur toekende. Gelukzoeker in den vollen zin des woords, had hij sedert het ontstaan der onlusten deel genomen aan al de voorvallen; hij noemde zich Ambroos Le Ducq en voerde in den tijd, dat hij te Atrecht was, 't gezag over eene kompagnie lichte ruiterij.

[1] Edward van Bournonville, heer van Capres, werd gouverneur van het Atrechtsche *ad interim* benoemd, in de afwezigheid van den burggraaf van Gent, den voorlaatsten dag van November 1577.

[2] *Mémoires de Pontus Payen,* 1861, II, bl. 91-98.

In het begin der maand Maart 1578 brachten eenige personen binnen de steden Atrecht, Bethune, Aire en St.-Omaars het gerucht in omloop, dat de koning van Frankrijk een machtig leger op voet bracht om het Atrechtsche te overrompelen. Die valsche tijding baarde zooveel opschudding, dat er tusschen de wethouders der bovengenoemde steden een gemeenschappelijk verbond tot stand kwam: « *l'union extroite des villes d'Artois* » 't welk besloot een klein leger in te richten: « *quatre cornettes de chevaulx legiers et trois compaignies d'infanterie.* »

De provinciale Staten van dat gewest, de geheime bedoelingen bemerkende, verklaarden rondweg geen duit te betalen in het onderhoud van de soldaten, die slechts gezonden werden om onrust te maken en de belangen van Willem van Oranje te dienen. Dan wendden zich de aanhangers tot den aarsthertog en Willem den Zwijger, die de aanvraag toestonden. Het was alsdan dat Ambroos Le Ducq, door de bemoeiing van den prins van Oranje, tot eersten kapitein over het nieuwe leger benoemd werd. De Staten van Atrecht bleven de betaling dier belastingen weigeren. Hierop werd door den kapitein eene brandschatting ontworpen en met geweld afgeperst. Toch lieten eenige Katholieken zich door de holklindende woorden der Calvinisten misleiden. Ambroos Le Ducq kwam met eenige zijner soldaten naar Atrecht. Het was ook omtrent dit tijdstip dat de Calvinistische predikatiën aldaar voor het eerst gehouden werden. De nieuwgezinden zegden rondweg : het uur is geslagen dat de steenen pot den koperen zal verbrijzelen !

De invloed van Ambroos Le Ducq van dag tot dag aangroeiend, was voor de Staten van Atrecht eene oorzaak van kommer; zij besloten dat de soldaten de stad moesten verlaten om naar hun kamp weer te keeren. De aanvoerder wilde hierin niet toe stemmen en verstond zich aanstonds met zijne aanhangers.

Op den morgen van den dag, tot het vertrek bepaald, toen de soldaten in gelederen stonden, was er een oploop; het volk liet bedreigingen hooren en trok eindelijk naar de vergadering der Staten van Atrecht, waar de afgevaardigden beleedigd werden. Ambroos Le Ducq vertrok niet en bleef in de stad. Ook de vijftien

mannen begonnen hunne werking, alhoewel zij bij het aanvaarden hunner bediening zwoeren niets te zullen doen of te ondernemen, dat in strijd zou wezen met de bestaande wetten of inbreuk kon maken op de jurisdictie van 't magistraat of van den gouverneur.

Nauwelijks aangesteld, lieten zij een zegel maken verbeeldende eenen leeuw die eenen degen vasthoudt, met dit omschrift : « *Sigillum tribunorum plebis atrebatensis* ». Zij zagen iedereen over 't hoofd, bemoeiden zich met alle zaken, zoo van de stad als van het platteland, stelden zich aan als rechters over arme pastoors van het omliggende, die voor hen moesten verschijnen en wien het als eene misdaad aangerekend werd met minachting van den prins van Oranje gesproken te hebben ! In een woord, zij gedroegen zich als dwingelanden.

Rekwesten over den toestand waren aan den aartshertog Matthias gestuurd ; deze zond drij afgevaardigden ter plaatse om de zaken te onderzoeken en de belanghebbenden te hooren. Na rijp onderzoek legden de afgevaardigden den algemeenen landvoogd een ontwerp van regeling voor, waarbij men het magistraat in zijne bediening en rechten herstelde en de macht der vijftienmannen besnoeide. De Calvinisten waren in het geheel niet tevreden. Na meermaal in het geheim de zaken besproken te hebben, besloten zij eenen aanval te wagen. Den 17 October zag men gewapende Calvinisten de stad doorloopen en samenscholingen verwekken; op den middag deed Ambroos Le Ducq den hoorn blazen, waarop hij met zijne soldaten te voorschijn kwam, de stedelijke wacht overrompelde en dan voortsnelde naar de woningen der leden van het gerechtshof; zij namen den prokureur en dezes griffier, den secretaris van den gouverneur en ook nog anderen in hechtenis [1]. Het volk, eerst bedwelmd door dien stouten aanval, wilde, wanneer de opdammering genoegzaam was om den juisten toestand met zijne gevolgen te beseffen, weerstand bieden; doch de ruiters van Ambroos Le Ducq, die heel de stad

[1] De aanvoerders van de troepen, die den aanslag bedreven hadden, schreven den volgenden dag, 18 October 1578, aan den Zwijger om hem kennis te geven van hunne handelingen. Gachard, *Correspondance du Taciturne*, IV, bl. 85.

doorrenden, beletteden elke bijeenkomst. 's Anderendaags kwam de heer de Mesgallant, luitenant der stad, en de vier oudste schepenen onder borgstelling in vrijheid, maar de andere heeren bleven gevangen. De aanleiders der Calvinistische beweging dachten er een oogenblik aan ze naar Gent over te brengen, omdat zij daar nauwer bewaakt konden worden en men er geene poging van verlossing te vreezen had; zij lieten echter hun ontwerp varen, daar zij de wegen niet veilig genoeg achtten. Eenige der heethoofden uitten dan het voorstel de gevangenen uit het venster te werpen, verder nog eenige andere tegenstrevers te dooden en hunne huizen te laten plunderen. Een advokaat, meester Gosson, alhoewel een der hoofden dier fanatieken, doch min wreedaardig van inborst, wist door schoone woorden het nemen eener beslissing over dat voorstel te verdagen, dat door zijne tusschenkomst niet meer ter bespreking kwam. Ambroos Le Ducq stelde zich aan het hoofd der gemeente en vaardigde in die hoedanigheid ordonnanciën uit, onder andere eene welke beval, dat al de boeren die naar de wekelijksche markt gekomen waren, binnen een uur de stad moesten verlaten. Het was omdat hij weerstand vreesde van de landelijke bewoners; en juist was het deze voorzorg welke weerstand verwekte. Op het aflezen van die ordonnancie volgde eene algemeene verwarring, aangevuurd door de verontweerdiging der stedelijke ingezetenen. Bij velen, die tot dan toe met de Calvinisten mede geheuld hadden, uit onwetendheid of bedrogen over hunne inzichten, viel de blinddoek van de oogen. De Katholieken hielden nog dienzelfden dag eene bijeenkomst op de Vischmarkt, die zij afsloten door banken en door groote stukken hout. Ambroos Le Ducq wilde de vergadering uiteendrijven, maar moest onverrichter zake terugkeeren. Den maandag morgen vertoonden zich eenige burgers in de zitting van den raad der Staten van Atrecht om zijne tusschenkomst te verzoeken ten einde de gevangenen te doen loslaten. Aanstonds werd de griffier gelast meester Gosson te verzoeken naar de vergadering te komen, hetgeen deze volstrekt weigerde, zeggende : dat zij bij hem moesten komen, wilden zij hem spreken. Om geenen tijd te verliezen gingen zij er heen; zij vonden er de belhamels van den aanslag

vereenigd. Gosson antwoordde dat men twee of drie dagen moest wachten alvorens een antwoord hierover te krijgen. Hij zocht uitstel te bekomen, met het oog op Calvinistische soldaten die hij verwachtte en welke reeds op weg waren. Den volgenden morgen keerden eenige burgers naar den raad der Staten weer en verzochten dat men de gevangenen onmiddellijk in vrijheid zou stellen. Twee ambtenaars brachten aan Ambroos Le Ducq en aan meester Gosson het bevel van den Raad over; laatstgenoemde riep het volk ten stadhuize bijeen en vertoonde het gevaar en de moeilijkheden van den toestand. Men besloot eindelijk ze in vrijheid te stellen, indien zij zich schriftelijk verbinden wilden de stad gedurende eene maand te verlaten, met borgstelling van duizend kronen voor elken dag, en onder eed beloven niets tegen een der vijftienmannen te doen. Gelijk het te voorzien was, werden deze voorwaarden van de hand gewezen. De burgerij was van den vroegen morgen in de wapens en had post gevat op de groote Markt; de geestdrift en opgewondenheid waren overgroot. Men dreigde de hoofdwacht te overrompelen en de manschap te dooden, indien zij weerstand durfde bieden. De aanvoerder bracht deze tijding aan de Calvinisten over, welke nog altijd aan 't beraadslagen waren, doch zij wilden hieraan geen geloof slaan. Eensklaps roffelen de trommels en schallen de klaroenen; de moed ontzinkt aan de Calvinisten, die in aller ijl de vlucht nemen. De wachten, die de gevangenen bewaken, vlieden langs eene achterdeur van het stadhuis weg. De burgers dringen het stadhuis binnen en verlossen de gevangenen, die daar vijf dagen overgebracht hadden, blootgesteld aan vernederingen, zonder bed of stoel en om te rusten niets dan eenige koffers, welke rondom de kamer stonden. Den volgenden dag was de burgerij nog in de wapens. De losgelatene wethouders vergaderden met den raad der Staten en gingen dadelijk over tot de afstelling der vijftienmannen en tot de aanhouding van Gosson, van Morand Camp, van Mordacq en van nog acht of tien andere belhamels. Ook nog dienzelfden morgen kwam de heer van Capres weer in de stad, toen men reeds bezig was met het opstellen van 't vonnis — iets waarover al de leden het nochtans niet eens waren; eenigen dachten met zachtheid te

moeten handelen, terwijl anderen integendeel meenden dat de toestand, waarin men verkeerde, eene voorbeeldige straf vergde. De gouverneur van Atrecht kwam in de vergadering en deed het gedacht van strengheid overwegen. De zaak werd dag en nacht voortgezet en het proces zonder vertoeven opgesteld, waardoor de prins van Oranje de gelegenheid miste er tusschen te komen. Uit eenige papieren, die men gevonden had ten huize van Bertout — vele andere waren bij tijds verbrand — bleek het dat de vijftienmannen het inzicht hadden de stad Atrecht met de hulp van eenige Schotsche benden op eenen bepaalden dag onder de heerschappij van Willem den Zwijger te brengen, evenals de andere plaatsen, Bapaume, Hesdin, La Bassée en Pont-à-Wesdin. Den eersten donderdag na 't onderzoek was de galg vóór het stadhuis opgetimmerd en de groote Markt door de burgerlijke wacht bezet. Rond negen ure werden de ter dood veroordeelden aangevoerd en ondergingen aldaar hunne straf. Het waren : Pieter Bertout, Valentijn Mordarcq en Allard Crugeot. Den zaterdag avond werd het vonnis geveld van meester Gosson, een schatrijk en zeer welsprekend man en bekend als een der grootste rechtsgeleerden van zijnen tijd ; zijne straf werd denzelfden dag, rond middernacht, voltrokken. De straten waren eveneens door de burgerlijke wacht bezet. De roode glans van fakkels en toortsen, die zich kronkelend op de nabijstaande hooge huizen met puntgevels en op de met loodbezette vensters trillend weerkaatste, gaf iets recht aardigs, iets geheimzinnigs aan het schouwspel dat zich voordeed ; een oogenblik zwaait de beul zijn zwaard in het ronde, waardoor er eene licht heldere flikkering ontstond en 't hoofd van dien arme misleide rolt bloedend op het schavot. Nog vijf andere plichtigen werden eenige dagen nadien opgeknoopt.

Het oproer in Atrecht was gedempt en de bijzonderste aanvoerders hadden hunne misdaden met den dood geboet. Ambroos Le Ducq, de zendeling van Willem van Oranje, bevreesd voor den ommekeer der gevoelens van de bevolking, die de invrijheidstelling van het magistraat wilde, verloochende alsdan zijne vroegere vrienden en droeg het zijne bij tot de verlossing van hen, die hij zelf gevangen had genomen. Niettemin verscheen hij toch

voor zijne rechters, die hem uit erkentelijkheid voor den dienst, welken hij bewezen had, of beter gezegd tot belooning van zijn verraad, hem toelieten met de zijnen de stad Atrecht te verlaten — hetgeen hij den volgenden dag deed. Te Antwerpen gekomen, werd hij aangehouden op aanklacht van Jan Caffart en van Gosson's zoon. Den 17 November 1578 werd hij als verrader gevierendeeld.

In breede trekken hebben wij de onlusten verhaald, die in Atrecht plaats hadden. Hierdoor hebben wij de gebeurtenissen eenigszins moeten vooruitloopen, daar wij anders de gelegenheid misten over die belangrijke feiten te spreken. De meeste der geschiedschrijvers handelen er echter niet over. Al de bijzonderheden, door ons medegedeeld, vonden wij in de geschriften van eenen ooggetuige, Pontus Payen [1].

Bij niemand, die onpartijdig de geschiedenis van het jaar 1578 raadpleegt, kan er de minste twijfel bestaan over het doel der onlusten, die beurtelings te Gent, te Antwerpen, te Haarlem en in meer andere plaatsen gebeurden, omdat de Protestanten eene zoogezegde godsdienstvrijheid wilden. Op voorhand waren die onlusten beraamd. Door wie? Ontegensprekelijk is het, dat Willem van Oranje de ziel dier beweging was, welke door behendige volksmenners geleid werd. Nooit waren 's lands zaken in zulke verwarring en die van den Zwijger nooit zoo winstbelovend. Hij was Ruwaard van Brabant en had alle macht over den aartshertog Mathias, die, evenals de staatsraad, gedwee werktuigen waren in zijne handen. De uitvoerende macht zijner beslissingen vond hij bij de Calvinisten, die onder al de verschillende sekten, door de Hervorming in het leven geroepen, zich het meest onderscheidden door hun fanatisme en meestal gevonden werden onder het gespuis der samenleving.

De instelling der vijftien- of achttienmannen was een behendig lokmiddel om het hart van den eenvoudigen burger te winnen; voor de Calvinisten was de religievrede de lokvink. Hij, Willem

[1] *Mémoires de Pontus Payen*, 1861, II, 98-194.

van Oranje, die eerst katholiek, dan Lutheraan en eindelijk Calvinist werd, doch volstrekt noch het een noch het ander was, liet zich om godsdienstzaken niet meer gelegen dan voor zooveel hij ze kon aanwenden tot het doordrijven zijner geheime bedoelingen.

In eene synode van Calvinisten, den 22 Juni te Dordrecht gehouden, besprak men voor het eerst het ontwerp van eenen religievrede. Aanstonds hierop ging het spel aan gang. De Calvinisten stonden overal op om hem te vragen. De Algemeene Staten, die alle dagen hierover verzoekschriften ontvingen, dachten zich verplicht eenige concessiën aan de Hervormden te moeten doen, om alzoo den Roomschen godsdienst van meer onheilen te bewaren; volgens hun inzien was het goed een klein kwaad te dulden om een grooter te vermijden.

De werking was in Vlaanderen begonnen. De Gentenaars zonden het eerste vertoogschrift om eenen religievrede. De Algemeene Staten stuurden dan Willem van Oranje naar de vergadering der Staten van Vlaanderen, welke den 15 Juli 1578 te Dendermonde gehouden werd, om te hooren wat men eigenlijk hierdoor verlangde. Weinige dagen nadien, den 22 Juli, teekende de aartshertog Mathias den religievrede, die nochtans niet verplichtend was, daar elk gewest en zelf elke stad vrij bleef hem aan te nemen of te verwerpen.

In de plaatsen waar hij afgekondigd werd, ging het gemeentebestuur de verbindtenis aan, dat men er stipt de punten zou naleven, welke in dit voor de geschiedenis der Malkontenten hoogst belangrijk stuk voorkomen. Het luidt als volgt :

I. Alle de misdaden ende injurien geschiet sichtent de voorsz. Pacificatie van Ghent ter causen der Religie, sullen vergeven ende vergeten zijn als niet geschiet, so dat ter oorsake van dien niemant toesprekelick noch vervolgelijck wort te wette noch anders; ende en sal daeraf geen verhael noch ondersoeck gedaen worden, op pene van bij de transgresseurs ghecorrigeert te zijne als pays-brekers ende perturbateurs van de ghemeene ruste.

II. Ende opdat dien volghende ten opsiene vande diversiteyt der Religien, die met gewelt ende wapenen niet en mogen onderhouden, inge-

plant, noch oock onderdruckt werden, geen tweedracht noch questie meer en geschiede, soo is gheordineert dat elck aengaende de voorsz. twee Religien vrij en vranck mach blijven, soo hij voor Godt verantwoorden wilt, in sulcker manieren dat den eenen den anderen niet en sal moghen stooren, maer dat een yegelijck, tzij Geestelijck oft Wereltlijck, sijne goederen met ruste ende vrede besitten ende behouden moghen, ende Godt dienen nae het verstandt dat hem ingegeven is ende so hij ten wtersten dage sal willen verantwoorden; immers so lange ende totter tijdt toe, datter een Algemeyne ofte Nationale Concilie, beyde partyen liberalijck gehoort wesende, anders des halven ghesloten ende ghedetermineert wert.

III. Ende ten fijne dat de voorsz. liberteyt van Religie over beyde sijden gheregelt zij, met bequame ende lijdelicke conditien, tot elcx gherustinge ende versekeringe, is geordineert dat de Catholijcksche ende Roomsche Religie sal weder opgestelt worden, soo wel in de steden van Hollant ende Zeelant als in eenige andere steden ende plaetsen van de landen van herwaerts over, daer die verlaten is geweest, om aldaer paysibelijcken ende liberlijck geexerceert te worden, sonder eenigen troubel ofte belet voor den genen die begeeren sullen, behoudens dat die niet min van getalle zijn dan hondert menagien in elcke groote stadt ofte dorp, daer continuelijk geseten geweest hebbende ten minsten den tijt van eenen jare, en in de kleyne, de meestendeel vande inwoonderen oock verjaert.

IV. Soo oock insgelijcx de voorsz. Religie gheseyt Ghereformeerde sal mogen openbaerlijk geexerceert zijn in alle steden ende plaetsen vande landen van herwaerts over, daer het selve bij de inwoonders in getale als hier boven voorseyt is, begheert wort.

V. Welverstaende, dat so wel de gene van deen als van d'ander Religie sullen moeten henlieden presenteren voor de Magistraet, daer sij respectivelijk elc int sijne, de exercitie van haerlieder geïntermitteerde Religie sullen begeeren, die henlieden daertoe sullen moeten terstont bequame plaetse designeren, te weten, in Hollandt ende Zeelandt, voor die vande oude Religie sulcke kercken ende capellen als er sullen bevonden wesen bequaem, ende bij gebreke van dien, eenighe plaetsen daer die gestaen hebben, alwaer de Catholijcken sullen mogen haerlieder capelle ofte kercke weder opbrenghen; en in andere Provintien sulcke bequame

plaetse als de Magistraet henlieden sal bewijsen, behoudens dat die verre gelegen zijn van de Catholijcke kercke, indient doenlijc is, ten fijne dat door de viciviteyt ende naer gelegentheyt gheen questien oft geschillen en rijsen, soo men gemeenlijcken siet ghebeuren.

VI. In welcke plaetse sij elck int sijne respectivelijc sullen mogen doen, houden, hooren ende celebreren de Goddelicke diensten, predicatien, bedinghen, sanghen, doopsels, nachtmalen, begravinghen, houwelijcken, scholen ende alle andere saken, haerlieden respective Religie toebehoorende.

VII. Ende daer tvoorsz. exercitie int openbare niet geschiet, en sal niemant om 't feyt vande Religie mogen ondersocht noch toegesproken wesen in eenigher manieren, ter cause vant ghene hij doen sal binnen sijnen huyse.

VIII. Verbiedende seer expresselijcken op die penen voorschreven, so wel de ghene van d'eene als van d'ander Religie, van wat qualiteyt ofte conditie sij zijn, malcanderen te troubleren, moeynisse ofte hinder te doene bij woorden oft met feyten int exercitie van haerlieder respective Religie, ende het ghene dat daer af dependeert, noch ook den anderen te ontstichten ofte schandaliseren.

IX. Maer dat elck abstinere ende hem verdraghe van te komen ter plaetsen daer men andere Religie dan de sijne exerceert, ten zij dat hij hem wachte van schandael ende hem regulere naer de statuyten ende ordinantien van der kercken ofte tempelen daer hij hem vinden sal, op pene als voorseydt is.

X. Dat alle Monicken, Religieusen en andere Ecclesiastique persoonen sullen liberlijck ende sonder eenige molest oft hindernisse mogen ghebruycken van alle haerlieder goederen, thienden en andere gherechticheden.

XI. Dit sonder prejuditie vande Provintien van Hollant ende Zeelant, die nopende de Geestelijcke goedinghe aldaer liggende, hen reguleren sullen volgende het twee-en-twintichste Artijckel van de voorschreven Pacificatie van Ghent, tot datter bij de Generale Staten anders gheordineert sal worden.

XII. Ende om alle irritatien ende questien te schouwen, soo is verboden te maken, singhen oft int openbaer brengen eenighe schampere,

injurieuse Liedekens, Baladen, Refereynen oft andere Libellen oft Schriften diffamatoire, noch die te printen ofte te vercoopen over d'een oft d'ander sijde.

XIII. Verbiedende ooc alle Predicanten, Lecteurs ende andere die int openbaer spreken ofte prediken, van wat religie sij zijn, te useren eenige sprake oft propoosten tenderende tot oproying ofte seditie, maer sullen henlieden draghen tamelijck ende modestelick, niet seggende dan tghene dat dient ter instructie ofte edificatie van de Auditeurs, op pene voorseyt.

XIV. Verbiedende voorts op gelijcke pene alle soldaten, van wat Religien sij zijn, te dragen eenige mercken ofte lickteekenen daer door sij malcanderen souden moghen irriteren oft verwecken tot tweedracht ofte questie.

XV. Dat die van de voorsz. Religie sullen gehouden zijn, soo wel Hollant ende Zeelant als andere, te onderhouden de wetten ende usantien van de Catholijcke Kercke int feyt van den houwelijcken gecontracteert ende te contracteren, ten opsiene van de graden ende bestaensels van consanguiniteyt ende affiniteyt, welverstaende dat aengaende de houwelijcken, als nu gedaen in den derden ofte vierden graet, die van de voorsz. Religie niet en sullen ghemolesteerd zijn, noch de validiteyt van den selven houwelijcke in twijffelachtigheyt gebrocht, noch ook de successie geweert den kinderen vanden voorsz. houwelijck gheprocreëert oft te procreëren.

XVI. Welverstaende dat de Geestelijcke affiniteyt de houwelijcken niet sal mogen beletten. Ende en sal gheen onderscheyt noch distinctie ghemaeckt zijn ten opsiene vande Religie, int ontfanghen van eenige scholiers, siecken oft armen, niet meer in de Universiteyten, Collegien, Scholen, Hospitalen, Sieck-huysen dan in publijcke aelmoessen, noch andersins.

XVII. Dat die vande Religie sullen gehouden zijn buyten Hollant ende Zeelant te houden ende onderhouden de feestelijcke daghen opgeset inde Catholijcsche Roomsche Kercke, te weten, als Sondagen, Kersdagen, Aposteldagen, Onser Vrouwen Bootschap, Hemelvaert, Lichtmisse ende Sacraments-dach, ende en sullen op de selve dagen niet mogen besoigneren, vercoopen noch winckel open doen.

XIX. Ende om te bet te vereenigen alle de ondersaten van herwaerts over, verclaren wij dat so wel de ghene van d'een Religie als van dandere,

sullen capable wesen, daer toe ydoone zijnde om te houden ende te exerceren alderhande officien ende Staten, so wel van de justitie als andere, sonder nochtans dat die vande voorsz. Religie geseyt Ghereformeerde, sullen ghehouden zijn te doen anderen eedt, noch verbonden tot andere devoiren, dan van wel ende getrouwelijcken te exerceren haerlieder staet ende offitie ende te onderhouden de ordinantie daerop gemaeckt.

XX. Ende om dies wille dat de Administratie van justitie is een vande principaelste middelen om te houden de ondersaten in payse ende eendrachticheydt, ende dat niet te min de selve door de diversiteyt van de Religie ende anders in diversche plaetsen onder de voeten ghetreden wort, tot groote verdruckinge ende ongelijc van de onnoosele ende andere recht begeerende, is om daer in tegens alle calumnien, heden te seer regnerende, te voorsiene, geinterdiceert op de voorsz. penen, so wel den Jugen, Magistraten als particulier personen, voortaen yemant aen te tasten ofte te vangene sonder te observeren van drij gecostumeerde wegen, te weten de eene in *presentie mes faict,* ofte bij ordinantie vanden Juge, ofte wttelijcke informatie precedente gegeven, ofte daer partije formeel is, haer hebben ghedaen in schrijven.

XXI. Ende sullen de persoonen bij eenich vande voorsz. drij middelen gevangen, terstont moeten gestelt ende gedelibereert zijn in handen van haerlieder Juge competent, om van sijnen stucke gekent ende justitie ghedaen te zijn soo als het behoort.

XXII. Ende niet te min, opdat die quade humeuren van de republijcken soude te beter mogen geexpurgeert ende verdreven worden, is elcken toegelaten, oock sonder te hebben eenich particulier interest, eenen anderen wie hij zij t' accuseeren; behoudens dat het selfde geschiede met behoorlijcke informatie ende voor Juge competent, die gehouden wordt binnen acht dagen daer naer ofte eer, volgende de costumen vander plaetsen, den geaccuseerden te doen berechten, en voorts daer inne te procederen in alder diligentie, tot condemnatie ofte absolutie, so hij in goeder justitie bevinden sal te behooren.

XXIII. Sonder nochtans dat yemant geoorloft wert eenen anderen te calumnieren ofte lichtelijc sonder fondament te bedragen, ende sijnen name ofte fame te cort te doen ofte naer te spreken, op pene als voren.

XXIV. Ende omme, nopende de executie, so wel de civile als de criminele justitie elcken, redelicken contentement te geven, is geordineert

dat voortaen alle Wetten ende Magistraten vande particuliere steden, casselrijen, dorpen ende heerlijckheden van de landen van herwaerts over, sullen gestelt ende gemaeet zijn van de treffelijckste personen, liefhebbers des vaderlants, sonder distinctie van Religie.

XXV. Welcke Wetten ende Magistraten sullen henlieden alleene ende overal moeyen met 't stuck van justitie, politie oft gouvernement vande steden ende plaetsen daer sij ghestelt zijn.

XXVI. Sonder dat yemant henlieden daerinne sal megen eenich belet, trouble ofte empeschement doen, noch henlieden eenichsins daermede onderwinden, in wat manieren ende onder wat pretext dat zij.

XXVII. Ende want de Wetten onlangs alomme vernieut zijn, de ghene die men noemt achttiene oft andere, in haer lieder gesacht gestelt, int minder oft meerder getal, sullen alomme verlaten zijn ende haer sal verboden zijn van haer niet in te steken noch te moeyen met de ghemeyne affairen, noch selfs mette fortificatie ende wacht vande steden, ten zij dat sij tot de selve fortificatie ende wacht sonderlinge gekozen ende gedeputeert worden bij de voornoemde Wetten.

XXVIII. Ende dien aengaende, sullen sij ooc niet mogen eenige ordinantien van importentien geven, dan bij voorgaende communicatie vander Wet vande steden daer sij gestelt zijn ende bij haerlieder expressen ordinantien, op pene als voren.

XXIX. Ende opdat dese onse ordinantie te lichtelijcker onderhouden worden, sullen door de Commissarissen ende andere Gedeputeerde ofte macht hebbende die Wetten te vernieuwen, geeommiteert worden vier notabele deuchdelijcke personen, wel gequalificeert, om t' allen occasie van officie wegen, ja, ooc sonder van partije versocht te zijne, haer te informeren op de instructie ende contraventie vande voorsz. ordinantie: deselve gedaen informatie bij geschrifte gestelt ende geteeckent ten minsten bij drij van haer, sal terstont gepresenteert worden in handen vande Magistraten, om sommierlijc daeraf kennisse genomen ende tegen de overtreders bij prompte executie van de voorsz. peynen geprocedeert te worden.

XXX. Welverstaende dat d'officie van de voorsz. notabele ofte deuchdelijcke personen niet meer dienen en sal als een jaer ende dat sij sullen metten voorsz. Magistraet worden vernieut ende verandert.

Aldus beworpen ende gheadviseert den xxii Juli. Anno 1578 t' Antwerpen.

V

De religievrede aangenomen te Antwerpen (29 Augustus 1578), in de Groninger-ommelanden, te Leeuwaarden en in enkele andere plaatsen, werd in 't algemeen van de hand gewezen. Gesproten uit beroerten, baarde hij eveneens nieuwe onlusten. Hij gaf aanleiding tot groot misnoegen en bevredigde noch Katholieken noch Hervormden. Eerstgenoemden riepen luid dat men de Gentsche Bevrediging verkrachtigde. Volgens de Pacificatie, door Willem den Zwijger nu als een nutteloos voorwerp aanzien, dat hij onder de voeten trapte, door dit verdrag, zeggen wij, werd de Hervormde godsdienst toegelaten in Holland, in Zeeland en te Bommel, doch slechts voor zoolang totdat de Algemeene Staten « wettiglijk bijeengeroepen » over dat punt zouden beslist hebben. Meer andere bepalingen nog raken den goddiensttoestand aldaar. Zonder die punten ware de Pacificatie van Gent nooit geteekend. De religievrede was dus in strijd met de Pacificatie van Gent, met de Unie van Brussel en maakte Willem den Zwijger meineedig aan hetgeen hij, bij zijne benoeming tot Ruwaard van Brabant, plechtig bezwoer.

De Staten van Henegouw waren de eerste, die verzet aanteekenden. In eene kernachtige taal protesteerden zij tegen het ontwerp van religievrede, hun door Willem den Zwijger ter bedenking en goedkeuring gezonden. Ook andere Staten nog, als die van Atrecht, Namen, Utrecht en Gelderland, weigerden insgelijks den religievrede in die gewesten in te voeren.

De Protestanten waren evenmin bevredigd. Zij vroegen alleenlijk de vrijheid voor de uitoefening van hunnen godsdienst, om tot het uitroeien der Katholieken te geraken. Holland en Zeeland weigerden den religievrede af te kondigen, omdat de Protestanten, daar meerderheid zijnde, geene vrijheid aan de Katholieken wilden toestaan. Graaf Jan van Nassau, wiens moeite bij de Staten van Gelderland vruchteloos bleef om den religievrede te doen aannemen, wilde als gouverneur van dat gewest, met

geweld er het Calvinism invoeren. De soldaten, die hij in dienst had, waren meestal Duitschers en volgelingen van de nieuwe leer. Zij hadden Hervormde predikanten, die sermoenen hielden voor het krijgsvolk, welke echter door de Hervormingsgezinde burgers mochten bijgewoond worden.

Het land, door inwendige troebelen geschokt en met onrust bezaaid, leed eenen nieuwen beeldstorm. De kerken van Wachtendonk en Venloo werden ingenomen. Overal geschiedde veel moedwil. De kanselier en de raden van 't hof, dat te Arnhem zetelde, werden afgesteld. De gemachtigden der ridderschap en eenige steden van Gelderland en van 't graafschap Zutfen stuurden daarop naar de Algemeene Staten een klaagschrift, waarin zij den toestand en de houding van den stadhouder Jan van Nassau afschilderden; zij sparen hem geene verwijtingen: sedert zijne aanstelling heeft hij « verscheidene exorbitante nieuwichheyden inge-
» voerd, die so lanx zo grooter zijn gewassen en van dage tot dage
» met vermeerderinghe worden gecontinueert, tot verachtinghe
» van de voorsz. pacificatie, unie en resolutien daeropgevolgt[1]. »
De stedehouder ontving dan vanwege de Algemeene Staten last de rust in zijn gewest te herstellen. Het gaat echter niet gemakkelijk het vuur te beperken, dat eens ontvlamd is. Het schrijven hielp niet, want te Arnhem, Nijmegen en in meest al de plaatsen van Gelderland werden de kerken onteerd en aan de Katholieken afgenomen.

Na de Pacificatie van Gent waren eenige plaatsen van Zeeland tot Willem van Oranje overgegaan, onder deze uitdrukkelijke voorwaarde, dat er de vrije uitoefening van den Roomschen godsdienst zou gewaarborgd worden. De Hervormden wilden in die plaatsen den religievrede doen aannemen, om er alzoo eene vrijheid te genieten, welke zij hardnekkig in andere gewesten den Katholieken weigerden. Te Goes vroegen de Nieuwsgezinden, den 28 September 1578, aan het magistraat de toelating om in 't Zusterhuis te prediken; dit werd hun geweigerd, doch zij kregen de gasthuiskerk in gebruik. Een predikant, die met vier gewapende

[1] P. Bor, XII, bl. 58.

mannen op deze zitting tegenwoordig was, morde bij het verlaten der zaal — de gasthuiskerk bedoelende — « daar mogen de papen preken! » en bedreigde met geweld zich van het Zusterhuis of van de Kruisbroederskerk meester te maken, indien men hen niet gewillig eene dezer kerken toestond. Het magistraat, bevreesd voor die bedreiging, staat de Kruisbroederskerk aan de Hervormden af. Alsdan vergen dezen het gebruik van geheel het klooster en eischen nog meer andere zaken van het magistraat : dat de gemeente jaarlijks 400 guldens zou betalen tot onderhoud van den predikant, dat de Katholieken geene plechtigheden op straat meer zouden vieren enz. Terwijl de gemeenteoverheid die aanmatigende voorslagen bespreekt, wordt de groote kerk bestormd, als om te toonen dat zij, Hervormden, besloten waren hunne eischen met geweld te ondersteunen. Weinige dagen na dit voorval verschijnen te Goes de predikanten van Vlissingen, vergezeld van eenige soldaten, die zij zegden hunnen kerkraad uit te maken, om bezit te nemen van de groote kerk. De wethouders verzetten zich hiertegen, op den grond van de satisfaktie. Dit hielp echter niet, want de Hervormden zegden geene satisfaktie te kennen, die, indien zij bestaat, toch zonder kracht is, vermits zij reeds verbroken werd door het magistraat zelf, dat in strijd met de satisfaktie, waarop het zich nu beroept, de kerk der Kruisbroeders tot gebruik der Hervormden heeft afgestaan! Dienzelfden dag nog, 's avonds, werd in de groote kerk de eerste Hervormde preek gehouden.

Bijna geene enkele kerk bleef in het eiland Zuid-Beveland van plundering gespaard en aan den Katholieken eeredienst behouden. En nochtans was aldaar het getal Calvinisten zoo gering, dat de Hervormde predikatien te Goes, in October 1578, slechts door acht of negen personen werden bijgewoond; in April van het volgende jaar namen niet meer dan een- of twee en twintig menschen aan het eerste nachtmaal deel [1].

[1] Nuyens, *Geschiedenis der Nederlandsche beroerten*, III, bl. 264, volgens het *Kort verhael der Reformatie in Zeeland*, door Te Water, bl. 172 en 265.

Te Antwerpen integendeel telde het Calvinism talrijke en hard fanatieke aanhangers. Geen wonder dus dat de religievrede, door alle geschiedschrijvers erkend als zijnde de nieuwe leer voordeelig, aldaar den 29 Augustus 1578 afgekondigd werd. Onmiddellijk verkregen de Calvinisten vier plaatsen, waaronder het Jezuïetenklooster, om er hunne vergaderingen te houden. Hiermede waren zij echter nog niet voldaan. Onder voorwendsel dat die plaatsen niet overdekt en de geloovigen aan regen, sneeuw en onweder blootgesteld waren, vroegen zij nog twee kloosterkerken, die der Predikheeren en der Minderbroeders, en de parochiekerk van St-Andries. Hoe overdreven ook, deze vraag werd door den raad ingewilligd, onder deze voorwaarde nochtans, dat het koor der twee kloosterkerken door eenen muur van het ander gedeelte zou gescheiden worden, om tot gebruik der paters te blijven dienen. Zonder te wachten dat de muur gemetseld was, hielden de Protestanten er reeds den volgenden dag hunne preek. Het ging echter zoo gemakkelijk niet in de St-Andrieskerk. Toen een predikant er de « loutere evangelische waarheid » wilde verkondigen, ontstond er een oploop; de Nieuwsgezinden werden er uit gedreven en tijdelijk lieten zij hun ontwerp varen.

Bij besluit van 4 November 1578 werd door Mathias den toestand te Antwerpen, geregeld. Evenals in de twee kloosterkerken zou een scheimuur de St-Andrieskerk verdeelen; het koor bleef aan de Katholieken en de Calvinisten verkregen het schip der kerk om er te vergaderen. De Calvinisten hadden ook nog bezit genomen der Jezuïetenkerk en hielden er den 26 October 1578 hun nachtmaal.

De Lutheranen benijdden de voordeelen, door het magistraat aan de Calvinisten verleend. Zij stelden ook een vertoog op en vroegen de St-Jacobs-, de Ste-Walburgis- en de O.-L -Vrouwebroederskerk, omdat, zegden zij, de hun aangewezen beluiken te klein en te verre afgelegen waren. Zij verkregen de kerken van St-Jacobs en van de O.-L.-Vrouwebroeders.

« Op deze weinig rechtzinnige wijze, zeggen Mertens en Torfs [1]

[1] *Geschiedenis van Antwerpen,* V, bl. 85-87.

werd de religievrede te Antwerpen nageleefd, tot groot ongenoegen van 't Katholiek volk, dat in oproer kwam en ernstig de huizen der Calvinisten bedreigde, zonder nochtans tot dadelijkheden over te gaan. »

Vele personen, die eene rol in de beroerten der XVI[e] eeuw speelden, waren wel erg verbitterd tegen den Spaanjaard — niet zoo zeer tegen hunnen vorst — doch verknocht aan hunnen voorvaderlijken godsdienst. Het belangrijkste figuur onder deze is Frederik Perrenot, baron van Ronse, Asprimont en Champagny, broeder van den kardinaal Granvelle en gouverneur van Antwerpen tijdens de Spaansche Furie. Talrijk en belangloos waren de diensten, die hij aan de nationale zaak bewees. De handeling van Willem den Zwijger stiet hem op zekeren dag te hard tegen de borst. Hoe dikwijls had hij niet in plechtige omstandigheden het behoud gezworen van den Katholieken godsdienst en de gehoorzaamheid aan den wettigen koning! Frederik Perrenot, de geestelijkheid van Brussel en tal aanzienlijke heeren waren het eens, om te beletten dat de religievrede te Brussel aangenomen zou worden. Perrenot was de ziel van dit verbond. Vreezende tegengewerkt te worden door Dionysius van den Tempel, die over eenige Hollandsche vendelen bevel voerde, alsook door den graaf van Bossu, zocht men ze uit Brussel te verwijderen, om ze te vervangen door de kompagnieën van den heer van Hees, welke vóór de poorten van Brussel lagen. « Deze list, zegde P. Bor [1], is seer » aerdiglijk verhindert geweest door den prince van Orangiën. » Perrenot verzon dan een ander middel. Op eenen bepaalden dag kwamen zijne vrienden te zijnen huize bijeen; aldaar waren tegenwoordig verscheidene geestelijken, kolonels der burgerwacht, magistraten, leden van den Raad van Brabant en van de Rekenkamer, talrijke edelen, waaronder de heeren van Hees, van Glimes, van Beersele enz. Een smeekschrift aan de wethouders werd opgesteld om te verzoeken den religievrede niet af te kondigen en om geene kettersche vergaderingen binnen Brussel te dulden. Reeds eenigen tijd te voren hadden de kolonels der bur-

[1] *Nederlandsche oorlogen*, XII, bl. 52.

gerwacht, gevolmachtigd door zestig of zeventig kapiteins dezer instelling, aan het magistraat gevraagd de Hervormde preken te verbieden [1]. De Nieuwsgezinden stemden er tijdelijk in toe geene vergaderingen meer te houden. Toen de vrienden van den heer van Champagny het rekwest hadden onderteekend, dat te lezen is bij P. Bor [2], waardoor men vroeg dat Brussel, de hoofdstad der Nederlanden, een voorbeeld zou nemen aan Parijs, dat, als hoofdstad van 't land, altijd uitzondering maakte, zelfs in die edicten welke het voordeeligste waren voor de Protestanten, opdat Brussel, evenals de Fransche hoofdstad, binnen hare muren de uitoefening van den Hervormden godsdienst niet gedoogen zou, bracht men het opstel in korps naar het stadhuis. Men vroeg ook dat het gemeentebestuur onmiddellijk naar Antwerpen vertrokke om het verzoekschrift in name der gemeente aan Mathias over te brengen. Het magistraat zocht de beslissing te verdagen. 's Anderdaagsch, in den morgen, kwam de heer van Champagny met de zijnen weer op het stadhuis, om het antwoord te vernemen. Het verzoekschrift was verworpen. Hierop volgde eene woordenwisseling tusschen het magistraat en de onderteekenaars van het rekwest; deze drongen er op aan dat het magistraat op zijne beslissing zou weerkeeren; het laatste antwoord hierover zou Perrenot tegen twee ure komen afhalen. Toen hij zich op dat uur naar het stadhuis begaf, ontmoette hij eene opgewonden menigte, die veel raasde van St-Bartholomeusnacht enz. Het woord Parijs, dat in het verzoekschrift voorkomt, gaf een schijn van waarheid aan de valsche geruchten, die rondgestrooid werden, waardoor men de opstellers van het verzoekschrift het inzicht toeschreef, in de Brabantsche hoofdstad het drama van den bloedigen bruiloftsnacht te willen vernieuwen. Het grauw beleedigde de heeren en liep eindelijk naar het huis van den heer van Champagny, om hem aan te houden; hem niet vindende werd zijne woning geplunderd [3]. Men loofde eenen prijs uit van drie honderd kronen

[1] Nuyens, *Geschiedenis der Nederlandsche beroerten*, III, bl. 267.
[2] P. Bor, XII, bl. 53.
[3] *Mémoires anonymes*, publiés par Blaes, III, bl. 52.

aan dengene, die hem gevangen leverde. s' Avonds van den volgenden dag, werd hij aangehouden, alsook de heer van Glimes, Cornelis Wellemans, griffier der Staten en opsteller van 't rekwest, en nog meer anderen (18 Augustus 1578). Dienzelfden dag kwamen drie afgevaardigden van de gemeente Gent te Brussel aan en vroegen, op voet der overeenkomst door Brabant met Vlaanderen ten jare 1382 gesloten, de toelating den heer van Champagny en zijne makkers naar Gent te voeren, om ze aldaar in de gevangenis op te sluiten, onder deze beschuldiging, dat zij het waren, die in October van 't vorig jaar, den aartshertog Mathias in deze landen geroepen, later ook den hertog van Aarschot aangesteld hadden als gouverneur van Vlaanderen om de inzichten van den prins van Oranje te dwarsboomen [1].

Een groot man, welke Willem den Zwijger in vele zaken den weg versperde, was uit den strijd geslagen. De heer van Champagny werd naar Gent overgebracht en opgesloten [1], eerst in 't huis van den heer van Rijhove, en dan in het 's *Graven steen.* Niet vóór het jaar 1584 kreeg hij zijne vrijheid weer.

Vlaanderens hoofdstad zuchtte onder de willekeur van het driemanschap, Frans van den Kethule, heer van Rijhove, Jan van Hembijze en de predikant Pieter Datheen. De religievrede werd er niet afgekondigd, omdat de Katholiek er geene vrijheid mocht genieten. Integendeel, de religievrede was het teeken van eenen nieuwen beeldstorm, die met helsche razernij en groot geweld over gansch Vlaanderen woedde. Overal werden de kerken opengebroken, de tabernakelen vernield en de beelden, zoowel in de bidplaatsen als die, welke op straat aan de vereering der geloovigen ten toon hingen, uit hunne nissen gehaald en stuk gesmeten. Luidop dorsten de Hervormers verklaren, dat er vóór half Oogst geene Katholieke bidplaats of geen priester nog gevonden zou worden. Onmogelijk ware het, volgens de getuigenis der kroniekschrijvers, de baldadigheden af te malen, die op eenige dagen in Gent voorvielen. Pater de Jonghe, een Gentsch klooster-

[1] De overleveringsakt is opgenomen door Kervyn en Diegerick, *Documents*, I, bl. 19.

ling[1], zegt : « 't Is ongelooflijk wat groote schaede alom in de
» kerken en kloosters zoo op dezen als de volgende dagen is
» geschied, want zij en plunderden niet alleen de kerkcieraden en
» den huisraad van de religieuzen, maer zelfs de vensters, deu-
» ren, trappen en zolders in zommige plaetsen wierden geheel
» weg genomen en te niet gebracht. Ook de boomen en hagen in
» de hoven wierden afgekapt ofte uitgegraven : zoodat zij de
» fondamenten zelve, indien 't hun mogelijk ware, wel zouden
» hebben willen uitroeijen en te niet doen. De geroofde goederen
» wierden bij last van de achttienmannen verkocht ten profijte
» van de stad, dewelke door dien middel onnoemelijke sommen
» heeft bekomen : want het zilver en goud, hetgeene te vooren
» bij opschrijvinge uyt de St-Baafskerke gehaelt was, wierd
» geschat op 70 duyzend guldens; de abdye van St-Pieters
» hadde er ten minsten drij maal meer, en vele andere kerken en
» kloosters waeren ook tamelijk daervan voorzien; niettegen-
» staande hadden de soldaten en andere roovers zeer groot deel
» van den buyt, want zommige hadden geheele waegens en kar-
» ren met gerooft goed naar huys gevoerd, en andere hadden tot
» honderd en twee honderd ponden in geld ofte zilver op dien
» nacht (23 Augustus 1578) voor hun deel gekregen. »

De plundertochten strekten zich verre in Vlaanderen uit, tot zes en zeven mijlen rondom Gent[2]. Den 28 Augustus 1578 werden negen wagens, geladen met ijzerwerk, wijwatersvaten, doopvonten, uurwerken en huisraad, de stad ingevoerd. Dat alles kwam voort van plundering in de naburige plaatsen. De religieuzen der abdijen van Ter Hagen bij Axel, van Doorezele bij Gent, van Rozenberg tot Waasmunster, de Guilielmiten van Beveren en de Dominikanersen van Temsche werden mishandeld en verjaagd uit hunne woningen, die men altijd leegplunderde, soms afbrak of verbrandde. Vooral te Sinaai in het land van Waas

[1] *Gendsche geschiedenissen*, II, bl. 37-49.

[2] Te Eekloo, alwaar de Hervormden in zulk groot getal waren, dat zij er eene vergaderplaats wilden, werd den 25 Julij 1578 de kerk leeggeplunderd. *Geschiedenis der stad Eecloo,* door Ed. Neelemans. Gent, 1859, in-8°; bl. 57.)

gedroegen zich de Calvinisten erg baldadig. Der abdij van Boudeloo bleef bijna geen steen op steen; de grafkelders werden opengebroken en onteerd; de assche der overledenen, die er sedert jaren en jaren, eeuwen misschien, den jongsten dag der opstanding afwachtten, strooiden zij in den wind; de koperen platen met opschriften, die hunne laatste rustplaats versierden en hunne gedachtenis aan het nageslacht herinnerden, alsook looden kisten, die hunne stoffelijke overblijfsels omsloten, strekten den heiligschenders tot buit. Op hunnen terugkeer naar de stad, werden de boeren lastig gevallen; men ontnam hun vee, paarden, koeien, schapen en verkens, die met heele kudden voortgedreven werden.

Toch soms scheen het magistraat die gewelddaden te willen beteugelen, door het uitvaardigen van verordeningen, die straffen bepaalden jegens hen welke zich aan overtreding plichtig zouden maken. Indien het magistraat rechtzinnig handelt — iets dat wij betwijfelen — wat vermag het toch, overlommerd dat het was door de achttienmannen en het razend driemanschap, Hembijze, Rijhove en Datheen, dat zich alle gezag aanmatigde? Wat vermag nog zulk een magistraat, dat nog wel den titel zijner macht behield doch over geen gezag meer beschikte, om de heiligste rechten van persoon en eigendom te doen eerbiedigen, den moed en de kracht niet meer had om aan de stipte uitvoering zijner bevelen de hand te houden?

Den 1 September 1578 werd een besluit afgekondigd, ten gevolge eener beslissing genomen in de Collatie, dien voormiddag gehouden, waarbij niemand zich nog vervoorderen mocht, op straffe des doods, iets tegen kerken, kloosters of andere goederen te ondernemen, zoo binnen als buiten de stad, en geestelijken of wereldlijken lastig te vallen.

Als om te toonen hoe weinig zij het magistraat vreesden en zijne verordeningen eerbiedigden, trokken de Geuzen denzelfden dag naar Drongen, op een uur afstand van Gent, om de abdij, waarvan wij reeds gesproken hebben, te plunderen en de religieuzen te verjagen. En niemand werd om dit feit vervolgd!

Zou men het oudvlaamsch spreekwoord « huilen met de wolven waarmede men in het bosch is » hier op het Gentsch magistraat niet mogen toepassen?

Was zij soms geene ellendige huichelarij, die handelwijze der Gentsche wethouders? Een gezegde van pater de Jonghe, [1] dat al de gewelddaden, diefstallen en heiligschenderijen gepleegd werden met « toestemminge van 't magistraet en van de achttienmannen », schijnt onze vraag bevestigend te beantwoorden.

Willem van Oranje had wel gaarne die beweging gedempt en deed pogingen om het oproer te stuiten. Te vergeefs! Hij was het, die de lont van tweedracht in Vlaanderen gezwaaid en 't muitzieke karakter van het Gentsche volk had doen ontvlammen! De regeeringloosheid was dus zijn eigen werk. Hij immers had de hand geleend in den aanslag op den hertog van Aarschot, gouverneur van Vlaanderen, omdat deze, evenals de heer van Champagny, niet gedwee zijne inzichten diende. En het waren juist die kerels, welke hem daarin behulpzaam waren geweest, die hem nu zooveel spel leverden. Hij ook ondervond alsdan, hetgeen de geschiedenis op elke bladzijde van haar wereldboek leert, dat het moeilijk, ja, onmogelijk is, een volk tegen te houden, dat eens zijner driften vollen toom gegeven heeft en den weg der onwettelijkheden is ingeslagen. Willem de Zwijger was machteloos; zijne wenken en raadgevingen werden in den wind geslagen; zelfs op den Hervormden kansel door P. Datheen hevig aangevallen als een man zonder eer en zonder geloof.

Don Juan van Oostenrijk, algemeene landvoogd der Nederlanden, den 1 October 1578 overleden, had, vooraleer de oogen te sluiten, zijnen opvolger aangewezen. Het was Alexander Farnèse, zoon van Octavio Farnèse, die neef was van paus Paulus III, tweede hertog van Parma, en van Margareta van Oostenrijk, onwettige dochter van keizer Karel V. Alexander, in 1544 geboren, met Philips II en met don Juan van Oostenrijk aan het Spaansch hof opgevoed, trad in 1565 (11 November) te Brussel in echt met Maria van Portugal, die zeer nauw aan de Spaansche koninklijke familie verwantschapt was.

Moedig krijgsman, wiens dapperheid soms aan roekeloosheid geleek, uitgelezen veldoverste, behendig in den wapenhandel, was

[1] De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen*, II, bl. 49.

hij ook een zeer behendige staatsman. Ware hij in de Nederlanden gekomen onmiddellijk na het vertrek van den hertog van Alva, in stede van don Louis de Requesens, het oproer hadde misschien nooit zulke uitbreiding verkregen, ware zeker lang gedempt. Bij zijne aanstelling als landvoogd kon men reeds een gedeelte der Nederlanden voor de Spaansche kroon als verloren, en door Willem van Oranje als gewonnen aanschouwen. Zijne zending was dus : het ander gedeelte te behouden aan den wettigen heer.

VI

Willem van Oranje was meester over Brabant, Vlaanderen en over meestal de Noorderprovinciën der Nederlanden. Zijne veroveringen had hij aan de Calvinisten te danken, die overal tal van misdaden bedreven, waar zij de overhand hadden. Eene terugwerking was te voorzien. Aan het hoofd van die beweging stonden mannen, die zich door hunnen stand de gelijken rekenden van Willem van Oranje, of ten minste voor hem niet moesten onderdoen. Emmanuël van Lalaing[1], baron van Montigny, heer van Condé, ridder van 't Gulden Vlies, grootbaljuw en stadhouder van Henegouw, admiraal van Vlaanderen enz., werd de aanleider der partij, in de geschiedenis gekend onder den naam van Malkontenten en in de geschriften van den tijd onder den spotnaam van Paternosterdragers — niet omdat zij dit teeken droegen, maar omdat het hun doel deed kennen[2]. Op negentienjarigen ouderdom — hij werd den 5 Mei 1557 te Valencijn geboren — verkreeg hij de toelating twee honderd Waalsche voetgangers bijeen te brengen en uit te rusten (19 September 1576). Twee

[1] De familie van Lalaing is eene der voornaamste en oudste van ons land. De held onzer geschiedenis, Emmanuël-Philibert van Lalaing, heer van Montigny en Hantes, was een zoon uit het tweede huwelijk van zijnen vader Karel, graaf van Lalaing, heer van Bracle en Wavren, seneschal van Vlaanderen en ridder van 't Gulden Vlies, met Maria van Montmorency, vrouw van Condé, die dochter was van Joseph van Montmorency, heer van Nevele en van Humbercourt en van Anna van Egmont. Na den dood van haren man Karel van Lalaing, ging zij een tweede huwelijk aan met Pieter-Ernest, graaf van Mansfelt, ridder van 't Gulden Vlies en gouverneur van Luxemburg.

Emmanuel-Philibert van Lalaing, die stierf den 27 December 1590 en begraven werd in de kerk van Condé, was in echt getreden met Anna van Croy, markiezin van Renty, vrouw van Chièvres. F.-V. Goethals, *Miroir des notabilités nobiliaires.* Brux., 1862, II, bl. 516.

[2] De aanhangers van Willem van Oranje te Gent, te Atrecht enz. droegen wel een groen kleed, de kleur van zijn huis.

maanden later, was hij luitenant-kolonel in 't regiment van den hertog van Aarschot en bij de komst van don Juan, reeds kolonel over dit regiment, dat grootendeels samengesteld was uit Luxemburgers en Lotharingers. Jong zijnde en een grooten naam dragende, werd hij in alle staatkundige gevallen betrokken. De koningin Margareta van Valois had hem gewonnen voor de zaak van Frans van Valois, haren broeder; de graaf van Lalaing handelde in dat geval wel persoonlijk, doch beloofde hem Henegouw te leveren. Nadien sloot hij zich aan bij de veertien Nederlandsche heeren die den aartshertog Mathias naar de Nederlanden uitnoodigden [1].

Na den slag van Gembloers werd het regiment van den heer van Montigny naar de Fransche grenzen gezonden en in verscheidene steden gelegd. Het bestond uit zeven duizend voetgangers en vier honderd ruiters. De gezagvoerder over dat klein leger was hard aan zijne soldaten verknocht en wederkeerig door hen geëerbiedigd en bemind. Vijf of zes maanden waren de soldaten zonder betaling gebleven, niettegenstaande Montigny's gedurig aandringen. De Algemeene Staten verzochten en smeekten den Staten van Henegouw die Waalsche troepen te willen betalen. hetgeen dezen van de hand wezen; vooreerst, omdat die krijgsmacht in hun gewest volkomen onnoodig was en integendeel van dienst kon zijn bij het algemeen leger, dat niet zeer sterk was in voetgangers; dan, de onmogelijkheid nieuwe belastingen te heffen in eene streek uitgeput door den krijg en armgeplunderd door den vijand. Emmanuël van Lalaing weet dien toestand aan den prins van Oranje, die het nooit goed duldde dat de kolonel van 't regiment hard katholiek was en altijd te veel van den koning sprak, waardoor de soldaten soms tot daden dreigden over te gaan, om de twisten over godsdienstzaken te slechten, welke vroeger zeer dikwijls in het kamp tusschen zijne soldaten en anderen oprezen. Het inzicht van Willem van Oranje was het ontbinden van Montigny's regiment, om zich alzoo op den aanvoerder te wreken. Beiden verborgen de weinige

[1] *Mémoires sur Montigny*, notice par Blaes, VII.

vriendschappelijke gevoelens niet die zij elkander toedroegen [1].

Geene betaling der achterstallige soldij verkrijgende, besloten zij af te breken met de Algemeene Staten en met den prins van Oranje. Andere oorzaken ook nog, brachten het hunne bij tot het doen van dien beslissenden stap.

In Vlaanderen begingen de Calvinisten de wanorders welke wij in het voorgaande hoofdstuk verhaald hebben : aanhouding van den hertog van Aarschot en van andere hooggeplaatste heeren, plundering der kerken, vernieling der kloosters en poging om 't Katholiek geloof te versmachten; in een woord, algemeene verkrachting der Pacificatie van Gent en der Unie van Brussel. De Gentenaars, die het platteland afliepen, hadden de Waalsche kompanie van den kapitein du Mont binnen Oudenaarde eerst beleedigd, dan aangevallen, deerlijk mishandeld en haar vlag verscheurd. Emmanuël van Lalaing beproefde nog eene poging bij de Algemeene Staten en bij Mathias. Hij zond den kapitein Nicolaas de la Biche naar Antwerpen, om de betaling der achterstallige soldij, of ten minste eene afkorting te bekomen en ook om te vragen, waarom het Waalsche regiment zoo slecht behandeld werd. Na twee maanden langs alle kanten gedraaid en alle middelen in 't werk gesteld te hebben, keerde de la Biche naar het Waalsch leger weer, met de innige overtuiging, in zijnen omgang met de hovelingen verkregen, dat men het den Walen lastig wilde maken, om een voorwendsel te vinden, ten einde ze te kunnen ontbinden; men liet hem hooren dat de aanvoerder te Katholiek en te koningsgezind was en zijne soldaten te muitziek en ook te veel gespanjoliseerd schenen. Wilde een kapitein, maar een goed patriot in de oogen van Willem, twee of drie vendelen bijeenbrengen, dan zou deze het gezag hierovèr verkrijgen; doch de prins wilde volstrekt het regiment van Montigny niet langer laten bestaan, dat, volgens hem, niets anders was dan een samenraapsel van tuchtelooze mannen zonder God of geloof!

De scheuring was voltrokken. Emmanuël van Lalaing, als opperste van een klein leger, dat in vijandschap was met de Alge-

[1] Cavrinnes, *Malcontents*, bl. 121.

meene Staten en ook niet verzoend met den koning van Spanje, werd van dat oogenblik af het hoofd eener nieuwe partij. Volgens de schrijvers der *Mémoires anonymes* [1] trokken eenige vendelen, te zamen ongeveer zeven honderd man, naar Vlaanderen, om er ten koste der bevolking te leven. De heer de la Biehe werd met deze zending belast. Alvorens te vertrekken deed hij eene aanspraak tot zijne mannen, waarin hij voorhield al hetgeen hun opperbevelhebber, de heer van Montigny, gedaan had; door de betaling te eischen der soldij van zijne soldaten was hij in oneenigheid gekomen met Willem van Oranje; overal worden zij miskend. Indien de soldaten gehoorzaam blijven aan de bevelen, die zij zullen krijgen, dan zal de invloed van hunnen vijand Willem den Zwijger verminderen en weldra schadeloos zijn. Blijft men onderdanig en eensgezind, dan is alles mogelijk! De soldaten, aangevuurd door die woorden, en misschien wel met het oog op den rijken buit, die hen te wachten stond, zwoeren getrouwheid in alle omstandigheden [2]. Nauwelijks in Vlaanderen, werden zij aangevallen te Steger door een groot getal gewapende boeren, vier vendelen voetvolk en twee vendelen ruiterij, onder bevel van Willem van den Kethulle, heer van Assche en broeder van den razenden heer van Rijhove.

De zegepraal bleef aan de Walen. De Vlamingen verloren honderd tot honderd vijftig mannen. De Gentenaars keerden echter weder, ditmaal sterker in getal. De heeren van Varon en Mirlu, zeer jong en driftig, gingen ze met vier honderd soldaten te gemoet; eene schermmutseling volgde, waarbij zij eerst eenig voordeel kregen; doch juist dat voordeel werd hen nadeelig : daar zij mangel hadden aan de noodige kennissen en ondervinding om hunne standplaats te behouden en werden zij met groote wanorde en verlies achteruit gedreven. De Gentenaars brachten op het einde van September 1578, binnen Gent, Anna van Pallant, gravin van Harlies, vrouwe van Steger, weduwe van Philips van Stavele, baron van Chaumont en Haveskerkè, heer van Glajon en

[1] *Mémoires anonymes,* publiés par Blaes, III, bl. 77

[2] *Mémoires sur le baron de Montigny,* bl. 11-12.

van La Bassée, ridder van 't Gulden Vlies, enz., omdat zij de Hervormde predikatiën in hare heerlijkheid verboden had. De Calvinisten waren den 16 September uit Gent vertrokken met een vendel soldaten en vier kanonnen, om het kasteel van Steger te belegeren. De kapitein de la Biche had aan Mevrouw de Glajon voorgesteld haar eene lijfwacht te geven van vijftig hellebardiers, om haar te vergezellen tot aan Béthune, Aire of La Bassée, waar zij in veiligheid zou zijn. Bij den aanval van haar slot werden de Malkontenten, die ter verdediging gekomen waren, achteruitgedreven. Twee honderd koffers met geestelijke goederen, die men er van links en rechts gebracht had, daar men het kasteel als eene verzekerde schuilplaats achtte, werden buit gemaakt. De gravin, gevonden in de hagen van haren hof, werd door hare eigene onderdanen aangehouden en overgeleverd aan de Gentenaars, die ze opsloten in 't *Serbraemsteen* van den heer van Rijhove, na eerst vele mishandelingen onderstaan te hebben [1].

De bewegingen der Malkontenten maakten de aandacht van den prins van Oranje gaande. Den 1 October, in den morgend, ontving het magistraat van Gent van hem een brief, waarin hij zijne groote ontevredenheid uitdrukte over den handel zijner vrienden, welke hem niet meer erkenden als meester noch zijne voorschriften wilden nakomen. De buitensporigheden, door hen bedreven, hadden Willem vele vijanden gemaakt; vele groote heeren verlieten de zijde der Algemeene Staten en voegden zich bij Montigny, zoodat weldra de Staten van Atrecht en Henegouw met Vlaanderen openlijk vijanden zullen wezen [2].

De dekens der neringen werden onmiddellijk ten stadhuize bijeengeroepen, om kennis te krijgen van dien brief. Doch wat baatte zulks?

Dienzelfden dag (1 October), had de Montigny 's morgends, rond vier ure, de stad Meenen [3] verrast en ingenomen zonder groote

[1] *Mémoires sur le baron de Montigny*, bl. 115. — De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen*, II, bl. 51. — *Mémoires anonymes*, publiés par Blaes, III, 116.

[2] De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen*, II, bl. 54.

[3] Den 15, 16 en 17n April 1578 hadden de Gentenaars te Meenen de achttienmannen aangesteld. Den 4 Mei 1578 verkreeg de stad toelating versterkingen op te werpen.

moeite. Niettegenstaande de bevelen van den aanvoerder werd de stad geplunderd [1]. Eenige overtreders, tot voorbeeld der anderen, werden onmiddellijk met den dood gestraft. Aanstonds werden de soldaten gebruikt aan het opwerpen en versterken der vestingen; de bezigheden verdeeld zijnde, richtte men eenen krijgsraad in om alles te regelen. De heer van Hees, die den Algemeenen Staten afgevallen was, had zich bij de Malkontenten gevoegd en werd gouverneur van Meenen benoemd.

Rond den middag vertoonden zich op den weg van Brugge een groot getal, misschien wel tien of twaalf duizend boeren, goed gewapend en met ontrolde strijdvaan om de Walen uit Meenen te verdrijven. De Malkontenten ontvingen ze duchtig; nadat er eenige boeren gedood waren, trokken de anderen achteruit, om weldra, rond drie ure nanoen, terug te keeren met een ontzaglijk getal, achttien of twintig duizend, langs den Kortrijkschen steenweg. Zij werden even goed onthaald. Den volgenden dag was het getal der boeren nog aangegroeid; volgens een schrijver [2] was heel de weg van Meenen tot aan de muren van Kortrijk met strijders bezet. Nog eens werden zij door de Malkontenten met dezelfde munt betaald. Niettegenstaande die herhaalde aanvallen werden evenwel de verdedigingsmiddelen niet verwaarloosd. Toen alles in gereedheid was, nam men de stad Wervik in, waarbij eenige Gentenaars, die er zich versterkt hadden, in stukken gehakt of verjaagd werden (4 October 1578).

De Gentenaars, vreezende dat Kortrijk ook in handen der Malkontenten mocht vallen, zonden eenige benden krijgsvolk om de bezetting dier stad te vermeerderen. De heer van Rijhove werd als gezagvoerder aangesteld. Alvorens te vertrekken wilde hij zich een ellendig genoegen schenken; hij wilde zijnen ijver prikkelen in het nagaan der stuiptrekkingen van twee ongelukkigen, die ter dood gebracht werden zonder den minsten vorm van rechtsge-

[1] *Mémoires anonymes*, III, bl. 130. Het schijnt nochtans, volgens Rembry-Barth, *Histoire de Menin*, Bruges, 1881, 4 vol. in-8°, II, bl. 19, dat er veel overdrijving is in het verhaal der plundering.

[2] *Mémoires sur Montigny*, 17.

ding; hij, Frans van de Kethulle, heer van Rijhove, wilde van twee erge getuigen te zijnen laste ontslagen zijn, indien zijne onderneming mislukte en er eene verandering aan den toestand kwam. Zonder aan iemand kennis te geven hunner bedoelingen, kwamen de heeren van Rijhove en van Loovelde, alsook de kapitein van Mieghem, met een klein getal soldaten op de Koornmarkt. Aan het Chatelet werden de twee gevangenen, die den tijd doorbrachten met het spelen van een schaakspel, geroepen en op een vrachtwagen gezet, die daar juist voorbijreed. Een weinig buiten de Petercellepoort werden zij aan eenen boom opgeknoopt. De twee ouderlingen, op wie deze vuige moord gepleegd werd, hadden in hunne lange loopbaan hooge bedieningen vervuld. Het waren Jacob Hessels en Jan de Visch of de Visscher. Laatstgenoemde was de vader van Jan de Visscher, die twee jaren, van 1611 tot 1613, bisschop van IJperen was. De andere, Jacob Hessels, omtrent 73 jaren oud, was raadsheer van Vlaanderen, en werd door den heer van Rijhove beticht van medeplichtigheid in het harde vonnis, waardoor de graven van Egmont en van Hoorne destijds getroffen werden; ook zou hij verscheidene malen bij zijnen grijzen baard gezworen hebben, eveneens den prins van Oranje en de heeren van Rijhove van Hembijze te doen onthoofden of ophangen. Gekomen op de plaats des moords, hield de spottende en wreedaardige troep stil. Alvorens de koord rond den hals te doen, gaf de aanvoerder zijn hart nog eens in bittere beschimpingen lucht — tegen twee machtelooze ouderlingen! De beul of Rijhove zelf — de geschiedschrijvers zijn het niet eens omtrent die akelige bijzonderheden — sneed eene streng van Hessels' schoonen grijzen baard, die door Rijhove, als een roemrijk teeken zijner laffe daad, op den hoed gestoken werd.

Den volgenden dag liep te IJperen het gerucht dat de Malkontenten Dixmude wilden veroveren. Eenige afgevaardigden en een zestigtal soldaten werden herwaarts gezonden. De inwoners waren allen onder de wapens, doch de vijand kwam niet [1]. De Malkontenten waren alsdan al meester van Meenen, van Belle en van

[1] *Nederl. Historie*, door Aug. van Hermelinghen, I, bl. 78

Poperinge; daarbij Kortrijk liep groot gevaar ook in hunne handen te vallen.

De aartshertog en de Algemeene Staten oordeelden het hoogst noodig, zonder verwijl in den strijd der Malkontenten met de Gentenaars, tusschen te komen, niet met wapens, maar met vredesvoorstellen. De heer Ponthus van Noyelles, heer van Bours en gouverneur van Mechelen, werd door Mathias gelast zich bij de heeren van Capres, van Beaurepaire en van Auxy te voegen, om met Emmanuël van Lalaing over de grieven der Malkontenten te onderhandelen.

De schriftelijke onderrichtingen, door de afgevaardigden den 7 October ontvangen, treffen wij aan in eene verzameling oorkonden, die zich tegenwoordig in de Archieven des rijks bevindt [1], en welke ook uitgegeven zijn door Blaes [2]. Ziehier de hoofdtrekken van dat belangrijk stuk : « Verklaren de Malkontenten dat zij de Staten verlaten hebben, enkel omdat de soldaten geene soldij trokken, zal men ze trachten met beloften te paaien. Indien zij zeggen de wapens te voeren om de Gentenaars te straffen voor hunne baldadigheden, zal men hen vooral doen verstaan, dat de andere omliggende landen daaraan geene schuld hebben ; dat het aan hen niet toekomt over die zaken te beslissen, maar wel aan de Algemeene Staten, die alle middelen zullen aanwenden om de rust te herstellen. »

Men benoemde insgelijks afgevaardigden voor de Gentenaars. De prins van Oranje kon zich niet meer doen gelden ; zijne eigene vrienden leverden hem groote kommernis. Zijn schrijven van 27 September [3] was zonder gevolg gebleven. Den 11 October schreef hij andermaal aan de oproerige gemeente om ze over te halen tot het inwilligen der voorslagen van de commissie door de Algemeene Staten benoemd, en die bestond uit Philips van Marnix, Bernaard van Merode, heer van Rummen, Hieronimus van den Eynde, schepen van Brussel, Jan van den Warcke,

[1] *Actes des États Généraux*, II, bl. 65.
[2] Zie ook *Mémoires anonymes*, III. bl. 135.
[3] *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, publiée par GACHARD, IV, bl. 80.

pensionnaris van Middelburg, Hendrik de Bloeyere, Cornelis van der Straeten, rechtsgeleerde, en twee kolonels der stad Antwerpen, Adam Verhulst en Pauwels Donckere; zij hadden last de Gentenaars te berispen over de geweldddaden tegen den Roomschen eeredienst gepleegd, over het innemen van steden en plaatsen, over het verbeuren van goederen en aanhouden van personen; zij verzochten dat men de wapens zou neerleggen, de gevangenen in vrijheid en in 't bezit hunner goederen stellen, den Katholieken de vrije uitoefeningen van hunnen godsdienst verzekeren en de vijandelijkheden met de Malkontenten staken [1].

Het antwoord door de Gentenaars aan de afgevaardigden gegeven, dat zij met alles wel zouden instemmen, indien de religievrede verplichtend gemaakt werd voor al de provinciën, getuigde van zeer weinig inschikkelijkheid. Mogelijk werd dat antwoord gegeven in een oogenblik van begeestering, dat zij zich groote overwinningen op de Malkontenten voorspiegelden, vermits hun leger versterkt was door de komst van den prins Jan Casimir met zijne reiters, door hen herwaarts geroepen. Den 10 October [2] was hij te Gent aangekomen en met groote eer door Hembijze ontvangen; den 13 vertrok hij reeds met zijne manschappen naar Kortrijk, dat door Emmanuël van Lalaing bedreigd scheen [3].

Nieuwe moeielijkheden. Frans van Valois, hertog van Anjou, die door de Staten als beschermer der Nederlanden was aangenomen, had redens om zich bij de Algemeene Staten te beklagen over het niet volbrengen der, bij zijne aanstelling wederzijds aangenomen, voorwaarden. Ook de tegenwoordigheid van den paltzgraaf Jan Casimir in Vlaanderen verbitterde hem ten zeerste. Den 17 October (1578) vroeg hij aan die wetgevende vergadering of het met hare toestemming was, dat de Duitsche prins zich bij de Gentenaars gevoegd had, want dat men anders er zich met geweld moest tegen verzetten.

De Algemeene Staten verontschuldigen zich; zij zijn er teene-

[1] Gachard, *Actes des États Généraux*, II, n° 1417, bl. 52. — Het stuk is in de Archieven des Rijks: *Réconciliation, prov. wallonnes*, I, bl. 411.

[2] Volgens Le Petit, 12 October.

[3] *Mémoires anonymes*, III, bl. 144.

maal vreemd aan gebleven, doch zij denken niet dat Jan Casimir ten nadeele van 't land zal handelen.

Die uitlegging was niet voldoende vóor den hertog van Anjou, die zich reeds meester gemaakt had van het stedeke Binche (29 September 1578); daarom stond hij den aanvoerder der Malkontenten twee duizend mannen af om Jan Casimir te bevechten. Onmiddellijk schreven de Staten aan Frans van Valois (2 November 1578) over de slechte regeltucht zijner soldaten en vooral over de hulp die hij aan de Malkontenten verleende [1]. Ook de heer van Montigny ontving een schrijven, waarbij hij verzocht werd, met de hulp, die hij ontvangen had, de vijandelijkheden niet voort te zetten, daar men pogingen deed om de twee partijen, Gentenaars en Malkontenten, te bevredigen [2].

Het was duidelijk dat de gebeurtenissen, die volgen gingen, zich plaatsen zouden op het terrein van den godsdienst. De aanwezigheid van Jan Casimir in Vlaanderen, die bekend stond als een der fanatiekste Calvinisten, liet hoegenaamd geenen den minsten twijfel meer over de gevoelens der Gentenaars. Alsdan kwam de tegenwerking in de Waalsche provinciën meer en meer tot stand, wier streving was : het behoud van den voorvaderlijken godsdienst; uit die tegenwerking sproot voort, eerst een onderling verbond tusschen de Waalsche provinciën, de hersmelting met de Malkontenten en eindelijk de onderwerping der zuiderlijke gewesten aan Philips II.

Den 15 October 1578 werd Lancelot van Peyssant, heer van Haye enz., door de Staten van Henegouw naar de Staten van Atrecht gezonden, om eene vereeniging te bewerken ten einde den vijand, het Calvinism, weerstand te kunnen bieden. Den 20 October kregen de Algemeene Staten kennis van den handel der Staten van Henegouw en zonden onmiddellijk den heer van Fromont en Martini, secretaris der stad Antwerpen, om hen te smeeken zich toch niet van de Algemeene Staten af te scheuren [3]. Zeer klaar

[1] Het antwoord van Anjou, 4 November 1578, in de *Réconc. prov. wal.*, t. II, bl. 5, en de *Mém. anonymes*, III, bl. 169-170.

[2] *Mém. anonymes*, III, bl. 168.

[3] Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, II, n° 1449, bl. 63.

is het antwoord dat de Staten van Henegouw hierop gaven. Zij willen, zeggen zij, dat men alles rechtvaardig regele en den Katholieken godsdienst bescherme; dat de geestelijken in hunne goederen hersteld, de oude voorrechten weer in voege gebracht, de gevangenen heeren geslaakt en alle nieuwigheden in bestuurlijke zaken afgeschaft worden; dat de aartshertog Mathias en de prins van Oranje trouw nakomen hetgeen zij gezworen hebben [1].

In de briefwisseling van Emmanuël van Lalaing, uitgegeven door Diegerick [2], beter nog dan in de *Mémoires sur Emmanuel de Lalaing,* kunnen wij de gevoelens van het hoofd der Malkontenten doorgronden.

In September 1578 schrijven *les capitaines, officiers et soldatz du Régiment de Monsieur de Montigny* aan Adriaan d'Ongny, heer van Willerval, gouverneur van Rijsel, om hem te berichten dat zij bevel hebben te leven en leven zullen ten koste der landelijke bewoners van Vlaanderen, zoolang zij van de Algemeene Staten geene voldoening krijgen. Henegouw is uitgeput en Atrecht door andere kompaniën bezet.

Tot alsdan nog erkennen de Malkontenten de overheid van den aartshertog Mathias en van de Algemeene Staten. Den 13 October 1578 schrijft de heer van Montigny aan Mathias, dat hij zich van Meenen heeft moeten meester maken om zijne soldaten bijeen te houden. Die plaats zal hij echter niet verlaten, dan wanneer de Gentenaars zullen afzien van hunne geweldddaden; zijn klein leger zal, op verzoek van verscheidene prelaten, edelen en andere invloedrijke personen van Vlaanderen, dienen om ze te bevechten, zonder nochtans aan den Aartshertog of aan de Algemeene Staten ontrouw te worden.

Deze vergadering had wel beloofd dat zij den Malkontenten algemeene voldoening zou geven, bijzonderlijk nopens het doen naleven der Pacificatie van Gent en der Unie van Brussel in de Vlaanderen; zij had wel beloofd de slaking der edelen en bisschoppen, de teruggaaf der wapens en bannieren, veroverd op de compagniën

[1] *Réconc. prov. wall.* I, bl. 423-450 et *Mém. anonymes*, III, 388-398.

[2] *Compte rendu de la Com. royale d'histoire*, IIe série, IX, bl. 320-379.

van den heer van Hees, van den kapitein van Mons en op Montigny's eigen regiment; doch zoolang die beloften geene wezenlijkheid zullen zijn, zal bij Meenen niet verlaten. Hij vreest dat dit niet gauw zal gebeuren. De komst van den paltzgraaf Jan Casimir en het opbreken van het kamp, waardoor de macht der Gentenaren versterkt is geworden, die twee feiten laten den Malkontenten toe, tot alle middelen hunne toevlucht te nemen (18 October 1578) [1].

[1] Wij schrijven dit stuk af, dat te vinden is in het I[e] deel fol. 420 van de verzameling bescheeden « *Réconciliation des Provinces Wallonnes,* » in de Archieven des Rijks te Brussel.

Copie de la responce de Mons[r] de Montigny et les Wallons à son Altèze.

En premier lieu, nous remerchions très-humblement son Altèze et les estatz généraulx de ce que finablement il leur playt oyr noz plaintes et prétentions, pour y donner ordre et bon escient et nous donner tout contentement raisonnable

Que la pacification de Gand et les poinctz contenus en l'union soyent réellement et de faict mis en exécution par toute la Flandres, et là ou cela ne se polroit faire, pour le moins que la religion catholique romaine soit librement exercée par tout ledict pays, et les gens d'église, prélatz, seigneurs, gentilzhommes et aultres remys en la paysible et asseurée joyssance de leurs biens et ceulx d'entre eulx quy sont détenus prisonniers à Gand restablis en liberté, ou du moins entre les mains de son Altèze en lieu où elle, le Conseil d'estat et Messieurs les Estaz généraulx commandent, sy absolutement qu'ilz en veuillent respondre pour, après avoir deuement entendu leurs raisons, en ordonner avecq toute briefveté, selon qu'ilz trouveront convenir, et les priviléges et usances du pays le permecteront, et que son Altèze a commandé doresenavant partout non poinct une populace effrenée, pervertissans toutes loix divines et humaines.

Que de mesme chemin, l'on nous face droit et raison du tort qu'on nous a faict, en sacageant la compaignie coulonnelle de Mons[r] de Hèze, celle du capitaine de Mons et aultres estans mesmement conduictes par commissaires déléguez de son Altèze, des Messieurs des estatz généraulx, leur restituant les enseignes honorablement, avecq leurs armes et bagaiges, comme aussy à ceulx du régiment de Mons[r] de Montigny, ausquelz ceulx d'Audenarde ont détroussé leurs hardes, à l'improviste, joindant la porte de leur ville.

Lesquelz poinctz tant raisonnables acomplis, nous sommes pretz en tout et par tout, nous raporter au bon plaisir de son Altèze et demeurer en son entière obéissance, n'ayans peu moins faire pour nostre debvoir que de requérir les poinctz susdicts, encoires qu'il polroyt sambler à aulcuns qu'entreprenons trop par dessus nostre cherge, là où ne le faisant poinct, nous ne laisserons seullement nostre debvoir en arrière; mays encoires contreviendrons directement à nostre serment et union généralle sy solempnellement jurée par nous tous, estans comme hommes obligiez à la

Overeengekomen gelijk men was, de vijandelijkheden gedurende de onderhandelingen te staken, maakten de Gentenaars van dien wapenstilstand gebruik om hunne strijdmacht te vergrooten. Men kan het dus de tegenpartij niet ten kwade rekenen

propulsion d'une sy brutalle tyrannye que celle desdicts Gantois, comme crestiens à la maintenue de nostre religion, comme patriotz à la conservation du pays, comme soldatz à nostre honeur et réputation, et comme gentilzhommes à l'aquict de nostre foy, tant de fois jurée à mesme effect, en estant mesmement requis et adjurez par larmes, prières et protestations de tant de gens de bien, misérablement foullez et opprymez, comme appert par leurs requestes et remonstrances dont ay envoyé copie à son Altèze, et les dames sy indignement traictées.

Toutes lesquelles choses nous touchent de si prez, que nostre foy et obligation ne poeuvent aulcunement permectre de nous déporter d'en poursuyvre, synon la réparation, du moins la provision à y remédier pour l'advenir, et ne nous est aulcunement possible, avecq nostre honneur, de nous retirer du lieu où nous sommes, que les poinctz ne soyent accompliz et les Gantois si bien rengez à l'obéissance de son Altèze, qu'ilz ne vahissent, n'oultraigent personne de leur propre auctorité, aultrement ce seroyt vrayement trahir tout le pays, nomméement ceulx quy se sont monstrés aulcunemement favorables à nostre endroict et ont requis nostre ayde ausquelz les Gantois, après nostre retraicte, courreroyent supz comme chiens enragés, sans respect de la foy promise, ni aultre considération quelconcque, à leur ordinaire.

Puis il est tout certain que sy nous ne nous retirons d'icy avant que ce fut exécuté, et ny auroyt aulcun moien d'effectuer le bon et sainct désir de son Altèze, à laquelle les Ganthois, pour quelque raison ou remonstrance qu'on leur a faite, n'ont oncques vollu en riens obtempérer, et ainsy que nostre venue en ce quartier est occasion du commenchement de ce traicté, aussy nostre retraicte seroyt cause de l'entière rompture et de perdre le fruict qu'on en poeult attendre.

En ce faict, n'excédons en riens nostre vocation, ores que soyons particuliers, ny le respect que debvons à son Altèze, car puisque Dieu et le monde nous a donné raison de prendre les armes contre nostre vray roy et prince naturel, pour oultrepasser les lymictes de son debvoir, de tant plus l'aurons, nous prenans les armes contre ceulx quy, sans aulcun tiltre, couleur ou raison, commettent des excèz infinement plus horribles et exécrables, non ayant provoquez en particulier par nous avoir attacquez, mesmement hors du pays de Flandres

Quant à nostre payement, pour monstrer que le bien du pays nous est à plus grande recommandation que nostre prouffict particulier, encoires qu'avons veu par le passé donner toutes asseurances de payement, qu'on pooit demander, lorsqu'on avoyt affaire de nous. Mais aussy tost qu'ycelle nécessité cessoit, n'en avoir rien tenu, sy esse que. postposant toutes choses au salut de nostre patrye, nous sommes contens de tant faire envers les soldatz, qu'ilz se contenteront de quattre mois en argent comptant dont l'on nous en a jà présenté trois, quy n'est rien au respect de ce que l'on doibt à aulcuns jusques à vingt mois; bien entendu que du surplus on nous donnera suffissante asseurance et obligation, telle qu'adviserons plus à loisir par ensemble, avecq ce aussy acte de son Altèze, Conseil d'Estat, et de Messieurs les Estatz généraulx que n'avons rien

dat zij ook middelen zocht tot hare verdediging (25 October 1578). Gedurende de onderhandelingen toonde zij zich zeer inschikkelijk, doch de Gentenaars wilden volstrekt van de twee voornaamste der voorwaarden niet hooren : 1° de vrije uitoefening van den Katholicken godsdienst; 2° de vrijstelling der gevangene prelaten en edelen. De Malkontenten wierven dan ook in alle landen soldaten aan, om aan het lot der wapens de voldoening hunner grieven toe te vertrouwen [1]. De hertog van Alençon, misnoegd door den handel van Jan Casimir en door het gedrag der Algemeene Staten, trok naar Frankrijk weer. Hij dankte een groot deel van zijn leger af, dat zich bij de Malkontenten aansloot. De oorlogsverklaring, die op de mislukte onderhandelingen volgde, was onderteekend door Emmanuël van Lalaing en Willem van Hoorne, heer van Hees (30 October 1578).

commis ou attenté contre nostre debvoir et serment; mais que le tout a esté faict pour nostre acquict et plus grand service de la patrye.

Les difficultés qu'il y polroyt avoir à ce payement ou autres particularitez se videront par ensemble, en traictant chascun à la bonne foy.

Davantaige, que les quatre mois susdicts nous seront payez en clers deniers, sans y entremettre aulcune marchandise, ny riens rabatre de prest ou aultre chose que ce soit.

Au reste, ne poons laisser de remonstrer ce que trouvons bien estrange, la venue du duc Jehan de Casimir en Flandres, mais jamais pensé quy tel prince, estant en camp, en teste de l'ennemy, l'euist quicté contre le gré des Estatz généraulx, pour se fourrer en une telle querelle.

Protestans que, puis que l'on désarme le camp et la cause commune pour, soubz ne scay quel coulleur, venir renfforcer telz ennemis (communs à tout humaine société), l'on ne trouve estrange, sy nous nous aydons, en ceste tant juste querelle, de tous les moyens quy nous polront estre offers à la main.

Faict à Menin, le XVIIIe d'octobre 1578.

(Signé) EMANUEL DE LALAING.

[1] Het antwoord hierop is te lezen in de *Mém. anonymes*, III, bl. 168.

VII

De Malkontenten leefden, zoo als wij het reeds zegden, ten laste der landelijke bewoners van Vlaanderen [1]. Nadat zij Meenen en Wervik hadden ingenomen, gingen zij den 10 October 1578 de Gentenaars aanvallen, die zich, ongeveer vijf honderd in getal, te Lauwe, op den weg van Meenen naar Kortrijk, hadden verschanscht. De verdedigingswerken werden overrompeld en de

[1] Wanneer de Malkontenten zich te Meenen, Wervik, IJperen, Dixmude, Veurne en in geheel het zuidergedeelte van West-Vlaanderen ophielden, liep op zekeren dag de mare, dat zij besloten hadden Eekloo te overvallen, waar de Calvinisten in groot getal nestelden. Eekloo, gelegen tusschen Gent en Brugge, was als de sleutel van het land van Waas en van bijzonder groot aanbelang om den Calvinisten den krijg aan te doen. Bij die tijding namen de wethouders van Eekloo hunne voorzorgen en riepen daarop de hulp in der Gentenaars. Men begon de stad te versterken. Elke naburige gemeente kreeg bevel vier mannen te zenden, om er gedurende eene maand aan mede te werken; het schijnt dat zij het niet gewillig deden, daar wij weten dat zij later « bij executie ende arreste » ertoe moesten gepraamd worden. De verdedigingswerken schenen voor de Calvinisten van het grootste aanbelang; de heer van Boucle, voorschepen van Gent, Marnix van S[t]-Aldegonde en zelfs de prins van Oranje — volgens de kronijk van de Kempenaere — zijn ze in oogenschouw komen nemen (*Stadsrekeningen* van Eekloo, 1581).

Gelijk overal konden de Calvinisten geene Katholieken dulden. Onder de beschuldiging dat zij met de Malkontenten heulden, moesten zij Eekloo verlaten. De Malkontenten waren nog al dikwijls in de nabijheid der stad; in de dorpen die katholiek waren gebleven, zooals Maldegem, Adegem en S[t]-Laureins, bedreven zij geen moedwil; daar waar de Calvinisten sterk in getal waren, te Oedelem en te Knesselaere onder anderen, ging het soms zeer bont. Den 22 Mei 1581 vertoonden zij zich op de jaarmarkt van Aardenburg, waar zij de kramers, bijzonder die van Eekloo, lastig vielen, en hunne koopwaren afnamen. Eens ook, bij het begin der verdedigingswerken, waren eenige Malkontenten naar Eekloo afgezakt, doch zij werden spoedig verdreven. Verder werd de stad niet verontrust; zij was te goed versterkt en voorzien van een nog al groot garnizoen; mogelijk ook was zij te verre van het hoofdkwartier gelegen.

(Mededeelingen van mijnen vriend M. Aug. van Acker, secretaris en archivaris der stad Eekloo.)

Gentenaars achteruit gedreven. Zij vluchtten in de kerk en poogden aldaar eenen laatsten weerstand te bieden. De Walen echter staken er 't vuur aan, waarbij vele personen in den brand omkwamen [1].

Eene, in de nabijheid van Meenen, belangrijke plaats, het stedeke Waasten, met zijn versterkt kasteel, werd insgelijks door de Malkontenten veroverd. De Gentenaars hadden er honderd vijftig soldaten heengezonden om alzoo het vervoer van eet- en koopwaren, naar Rijsel en de omliggende plaatsen waar de strijd tusschen Walen en Gentenaars gevoerd werd, langs het water te beletten [2]. Bij de eerste schemering van den dag, treden eenige Malkontenten, op 16 October 1578, Waasten binnen, terwijl de anderen vóór de stad blijven. Daarop heeft een gevecht plaats. De Gentenaars, die trachten te vluchten, vallen in handen hunner vijanden. Eenige Gentenaars, alvorens zich in het kasteel op te sluiten, zwaaien de lont der vernieling in 't ronde, om brand te stichten. Het vuur breidt zich aanstonds uit, en alzoo werden ongeveer twee honderd woningen in asch gelegd. Slechts eenige gebouwen, zooals de kerk der abdij, het stadhuis en enkele huizen op de Groote Markt, bleven gespaard.

In al de naburige plaatsen van Meenen, zooals Tourcoing, Wervik, Dadizele en Izegem heffen de Malkontenten brandschattingen. In de archieven van IJperen bevinden zich verscheidene brieven aan de plaatselijke wethouders gericht, waarbij men van de bewoners brood, vleesch, kaas, hout, al 't geen noodig was in mond- en vuurbehoeften eischte, en ook werkvolk om te arbeiden aan de verdedigingswerken van Meenen [3].

Eens toch leden de Malkontenten in het open veld, in de nabijheid van Meenen [4], eene duchtige nederlaag, waarbij de Gentenaars echter geen het minste voordeel behaalden, daar de eersten immer voortgingen met plaatsen te veroveren. De Fransche soldaten van

[1] *Mém. anonymes*, III, bl. 137.

[2] Zie hierover de stukken *Réconc. prov. wall.*, I, fol. 407, medegedeeld door Blaes in de *Mém. anonymes*, III, 145-150.

[3] Diegerik. *Lettres inédites d'Emm. de Lalaing*, bl. 350-351.

[4] *Mém. anonymes*, III, 158.

den hertog van Anjou, die zich bij de Walen hadden aangesloten, maakten zich, op 22 October 1578, meester van het stedeke Lannoy, alwaar zij eene gruweldaad pleegden op eene arme vrouw, die zij ten laatste dwongen de plaats aan te duiden, waar zij haar geld verborgen had[1]. Mortagne, door zijne ligging op de Schelde, een zeer belangrijk standpunt voor den krijgshandel, werd, in November 1578, en later ook nog Belle, Steenvoorde en Kassel, die zij verkregen door verraad[2], door de Walen gewonnen. Ondervindende dat de omstreken van Meenen uitgeput waren, strekten zij hunne brandschattingen uit van den eenen kant tot aan IJperen en langs den anderen kant tot aan Hazebroek en Poperinge.

Wij laten de Malkontenten in Vlaanderen voortwoelen en steden veroveren. Middelerwijl zullen wij eenen oogslag werpen op de onderhandelingen die in naam der Algemeene Staten plaats hadden met de Malkontenten en de Gentenaars. Deze laatsten verklaren aan de afgevaardigden, dat zij zich tegen de betaling der soldij van de Malkontenten niet verzetten, doch volstrekt door geene bijdrage er tusschen willen komen; dat zij den Katholieken de vrije uitoefening van hunnen godsdienst zullen toelaten, doch slechts in drie kerken en nog op voorwaarde dat de religievrede zou aangenomen worden in al de provinciën. Later zou men overgaan tot het onderzoek der feiten waarvan de gevangene heeren en prelaten beticht werden. Ingevolge dier verklaring besloten de Algemeene Staten op 3 November 1578, de Gentenaars eenen akt voor te leggen, waarbij zij de verbintenis aangingen, voortaan de uitoefening van den Katholieken godsdienst te gedoogen, de geestelijken het ongedeerd bezit hunner goederen te laten en de gevangene heeren naar eene onzijdige plaats over te brengen. Indien de Malkontenten de voorslagen van de hand wijzen, die men hun doen zal, dan zou men ze met wapens het land uitdrijven. Verscheidene afgevaardigden werden gelast die voorslagen aan de Gentenaars te brengen. Brussel en Antwerpen,

[1] *Mém. anonymes*, III, bl. 172.

[2] Zie het bescheed overgeschreven door Blaes, *Mém. anonymes*, III, bl. 190.

de koningin van Engeland en de hertog van Anjou zonden insgelijks afgezanten om op de aanneming van dien « Acte van acceptatie » aan te dringen. De hertog van Anjou beval zijnen vertrouweling Bonnivet de andere afgevaardigden te winnen, opdat zij de Algemeene Staten zouden overhalen om hem, hertog van Anjou, als bemiddelaar tusschen de Gentenaars en de Malkontenten te benoemen.

Terwijl de afgevaardigden zich te Gent bevonden, werd aldaar eene ijselijke gebeurtenis ontdekt. Buiten de Muidepoort waren de lijken gevonden van Jaak Roelandt, baljuw van Axel en van Marten Mutsaert, griffier derzelfde stad. Reeds verscheidene dagen waren de naakte lijken onder de aarde gestopt. Misschien ware de misdaad voor altijd geheim gebleven, zonder het jammeren en huilen van een hond, die zijn meester opgevolgd was en op dezes graf bleef liggen. Dit had de aandacht van een molenaar gaande gemaakt en tot de ontdekking geleid. Een onderzoek werd aanstonds ingesteld. Bijna vier jaren later eerst werden de daders ontdekt. De kapitein Jaak van Mieghem met tien of twaalf zijner manschappen, had de ongelukkigen te Axel opgelicht, die zich goed van geld en lijnwaad voorzien hadden, daar men hun wijsmaakte dat zij mogelijk lang in de gevangenis zouden blijven. In den avond waren zij te Meulestede en de beulen gebruikten met hunne slachtoffers een vriendelijk avondmaal. Daar werd de verradelijke slag toegebracht. De baljuw was door 26 en de griffier door 25 dolksteken getroffen. Jaak van Mieghem in hechtenis genomen en voor de vierschaar gedaagd loochende zijne misdaad niet, doch wierp de verantwoordelijkheid op Hembijze, die het hem bevolen had. De rechtbank erkende hem niettemin plichtig en veroordeelde hem, op 29 Juli 1581, tot eene boete en tot verbanning gedurende vijftig jaar en één dag; daarenboven werd hij verplicht, volgens de oude wetgeving, voor de rechters der vierschare te verschijnen, om vergiffenis te vragen, blootshoofd en barrevoets, hebbende geen ander tooisel dan een hemd, en houdende eene brandende toorts in de hand[1]. Zijn bal-

[1] De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen,* II, bl. 259.

lingschap duurde evenwel niet lang. Kort daarna ingetrokken, geraakte van Mieghem zelfs tot hooge ambten. Dit gebeurde door tusschenkomst van Hembijze, wien men de plichtigheid van dien sluipmoord toeschreef; ook hij loochende het alsdan niet, voorgevende dat Roelandt en Mutsaert met de Malkontenten overeengekomen waren, nopens het leveren der steden van Gent en Axel[1]!

Middelerwijl bespraken de aanleiders der Gentenaars ondereen, ten zelfden tijde als de onderhandelingen met de afgevaardigden der Algemeene Staten plaats hadden, de voorstellen die gedaan werden over den « Acte van acceptatie ». Het uur der verdeeldheid tusschen het driemanschap, dat zoo lang over Gent en Vlaanderen met dwang, geweld en willekeur geheerscht had, was geslagen. Zij gingen zich onderling verscheuren.

Jan van Hembijze en de zijnen wilden verder gaan, altijd verder op den weg der gruweldaden. De heer van Rijhove integendeel, ondersteund door den heer Borluut, dacht de voorslagen van den aartshertog en van de Algemeene Staten te moeten aanvaarden. Hembijze hierover verbitterd, verweet aan zijne tegenstrevers dat zij verraders waren, en zegde volstrekt niet te willen gedoogen dat de Roomsch Katholieke godsdienst in Vlaanderen nog toegelaten zou worden. Het antwoord zijner tegenstrevers was niet min driftig. De opgewondenheid was den volgenden dag nog niet gekoeld, wel integendeel. De heer van Rijhove had intusschen het vendel soldaten, waarover hij beschikte, post doen vatten vóór zijn huis; ook de burgers waren onder de wapens geroepen om de straten in de nabijheid van het stadhuis, de Vischmarkt, de Koornmarkt en de Lange Munt met kettenen af te spannen en te bezetten. Niemand wist echter wat er gaande was. De heer van Rijhove had waarschijnlijk dien list bedacht om zijnen weerstand tegen den « Acte van acceptatie » kracht bij te zetten, om te toonen dat zijne gevoelens in overeenstemming waren met die der bevolking. Hembijze werd op eene vergadering ten stadhuize in hechtenis genomen, doch bijna aanstonds losgelaten om groote bezwaren te voorkomen. De spanning duurde den geheelen dag; eerst 's avonds toen

[1] De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen*, II, bl. 79-80.

Rijhove de trappen van het stadhuis afdaalde om zich naar zijne woning te begeven, kregen de inwoners eenige uitleggingen, met verzoek huiswaarts te willen keeren, daar het verschil van meening, tusschen eenige heeren opgerezen, vereffend was. Hembijze had het hoofd gebukt. De beide partijen waren, na wederzijdsche toegevendheid, eens geworden over het antwoord aan de afgevaardigden der Algemeene Staten te geven[1].

Zij namen de « Acte van acceptatie » aan, op deze voorwaarden : « dat die van Ghent niet en sullen verbonden zijn, die room-
» sche geestelijkheid te restabliseren in 't ghebruijck van haerlieder
» competente goederen, en andersins hemlieden 't accommoderen,
» dan wanneer de ghemuytineerde Walen en haerlieder adheren-
» ten, hemlieden deporteren sullen van allerlij maniere van
» hostiliteyt, en dat zij vertrocken sullen sijn uit den lande en
» graeffschap van Vlaenderen[2]. »

Dit antwoord, door de afgevaardigden der Staten aan hunne lastgevers overgemaakt, bevatte te veel voorbehoudingen om niet aan dubbelzinnigheid te doen denken. Daarenboven was het op dien voet volkomen onmogelijk den Malkontenten vòldoening te schenken. Dezen, die voor doel hadden het bestrijden der wanorde van de Gentsche Calvinisten, zouden voorzeker op die voorwaarden de wapens niet neerleggen, om ze geene kans te geven straffeloos moedwil te begaan.

Den 22 November 1578 vertrok Willem van Oranje uit Antwerpen. Mathias en de Algemeene Staten hadden hem (18 November) den last opgedragen zijnen invloed te besteden tot beteugeling der onlusten in Vlaanderen. Hij reisde niet regelrecht naar de woelige hoofdstad van dit gewest, maar nam intrek te Dendermonde. Onmiddellijk werden Frans van den Kethulle, heer van Rijhove, Karel de Gruutere, heer van Loovelde en Lieven Manneckens er henen gezonden, om den prins nopens de stad te verzoeken onverwijld naar Gent te komen. Willem van Oranje kende zeer goed den aard zijner aanhangers. Hij wist zeer wel dat

[1] De Jonghe, *Gendsche geschiedenissen*, II, bl. 80.
[2] P. Bor, XIII, fol. 72.

hij nog grooteren invloed verwierf met zich te laten pramen. Den 25 November keerden de Gentsche afgevaardigden weer met het antwoord van den prins : « Dankbaar voor de vleiende uitnoodiging der Gentenaars, kan hij ze nochtans niet beantwoorden, daar hij bij ondervinding weet, hoe weinig zij naar goede raadgevingen willen luisteren. Zoolang zij niet rechtzinnig het gebeurde betreuren, is zijne tegenwoordigheid aldaar nutteloos. Hij gevoelt afkeer in den omgang met personen, die als daders, medeplichtigen of opstokers schuld hadden aan de moorden, in den jongsten tijd aldaar gepleegd » ! [1]

Terwijl de prins te Dendermonde verbleef, kreeg hij kennis van den aanslag, door den kapitein Karel Rockelfing, den 22 November 1578 op Oudenaarde gewaagd, om den gouverneur dier stad gevangen te nemen. Dit was gebeurd op bevel van Hembijze, die niet wilde dat de gouverneur, ridder Willem van Maude, heer van Mansaart, den religievrede in die stad afkondigde. De aanslag mislukte en Karel Rockelfing werd zelf gevangen genomen [2].

Den 26 November keerde de heer van Rijhove met de twee anderen naar Dendermonde weer om nogmaals den prins van Oranje te verzoeken naar Gent te komen. Den 28 brachten zij het instemmend antwoord in de raadzaal ten stadhuize, juist op tijd om eene werking van Hembijze te verijdelen, die uit wrok tegen Rijhove, de inzichten en handelingen der drij afgezanten onder verdenking poogde te stellen.

Willem van Oranje werd den 2 December 1578 te Gent ontvangen. Den volgenden dag was het biddag in al de kerken, doch Datheen en andere predikanten, die destijds hevig tegen den religievrede uitvaarden en zelfs Willem van Oranje van op den kansel uitscholden als een ellendeling, hadden het voorzichtig gevonden, vóór de komst van den Zwijger, de stad te verlaten, daar hij het hun misschien betaald zou zetten. Den 4 December 1578 werd op het stadhuis eene vergadering gehouden, waar Willem zes artike-

[1] Kervyn en Diegerick, *Documents hist. inédits*, I, bl. 48-51.
[2] Kervyn en Diegerick, *Idem*, II, bl. 54.

len voorlas, waarover hij verlangde te handelen met drie mannen van elk lidmaatschap. Aanstonds werden hiertoe benoemd Jan van Hembijze en Joost Codde, schepenen van de Keure; Gillis Borluut en Jacob Cabelliau, schepenen van gedeele; Jan Damman, heer van Oomberge; Joost Triest en meester Frans van der Haeghen, leden van de poorterij; de overdeken Jan van der Cruyce en de dekens Lieven van Casele en Michiel van Houte, van de neringen; de dekens Lieven Hellinck, Lieven de Grave en Lieven d'Herde, van 't ambacht der weverij.

Ziehier de artikelen, waarover den volgenden dag reeds de bespreking rolde :

« I. Die van Gent zullen aanvaarden den « Acte van acceptatie »
» den 3 November door Mathias en den Staatsraad voorgehou-
» den;

» II. Niet afwijken van de zaak der Algemeene Staten, maar
» deze eendrachtig handhaven;

» III. Over geene zaken van het land en graafschap Vlaanderen
» beslissen, zonder de toestemming en den raad van de vier leden
» van Vlaanderen;

» IV. Orde brengen in het heffen der belastingen.

» V. De stad Gent regeeren volgens de oude wetten en privilegiën.

» VI. De feiten, in de onlusten gebeurd, zullen vergeven en vergeten worden. »

De onderhandelingen kantten nog eens tegen de godsdienstbegrippen. Hembijze en zijne aanhangers wilden er volstrekt niet van hooren, den Katholieken de vrije uitoefening van hunnen eeredienst toe te staan. Over de slaking der gevangenen heeren ook, kon men tot geene overeenkomst geraken; de Gentenaars wilden zich wel verbinden hun geen leed te doen, doch anders niet! Hoe verdeeld de vergadering het ook was over enkele punten, toch kwam men eindelijk tot eene overeenkomst, niettegenstaande de tegenwerking van Hembijze en van de zijnen.

Zij werd den 16 December 1578 getroffen. Den 27 derzelfde maand, in het bijwezen der wethouders, werd te Gent van het Stadhuis afgekondigd de volgende

ORDONNANTIE [1]

ende Ediet op 't Fait van de Oeffeninge van beyde de Religien, vastgestelt bij Bailliu, Schepenen van beyde de Banken, ende beyde de Dekens der Stede van Gend, bij raedgevinge van Mijnheer den Prince van Orangnien, ende bekentenisse van de drij Leden derzelve Stede, den 16 December, Anno MDLXXVIII.

Alzoo van wegens Mijnheer den Aerds-Hertog Matthias, Gouverneur-Generael van deze Nederlanden, midsgaeders Mijnheer den Prince van Oragnien zijnen Stadhouder-Generael, den Raed van Staeten ende de Generaele Staeten, tot meer stonden voorgesteld ende bedacht zijn geweest diversche middelen, om te weiren alle wantrouwen ende misvertrouwen, die men tusschen het Volk dagelijks beseft ende bevind te groeyen ende verminderen, principaelijk ter oorzaeke van het verschil van de Religie, en tendien vooren gehouden geweest alle de Provincien zekere Ordonnantie van Religiens-Vrede, dewelcke door eenig misverstand zoo subitelijk binnen de stede van Gend niet en heeft konnen met zulker rijphede besloten ende geresolveerd worden, als tot de ruste dezer Stede wel verzocht was : Zoo is 't, dat daernaer door den mond van de Hoogheyd van mijnen voornoemden Heere den Prince van Orangnien, de goede intentie van Hunne Hoogheden Mijne Heeren van den Raed van Staete, klaerder verstaan zijnde, om de gemeene Borgers ende Inzetene der voornoemde Stede van Gend in goeden verzekerden peys, eendragt, stilte ende vrede te stellen, onderhouden ende voeden; midsgaeders allen twist, tweedragt ende wantrouwen, tusschen dezelve Poorters ende Inwoonders geheel uyt te roeyen ende weiren, geduerende dewelke, geene Provincien ofte steden mogelijk en is te nemen eenigen vasten stand.

Mijne Heeren Bailliu ende Schepenen van beyde de Banken, beyde de Dekens der voornoemde Stede van Gend, bij overlegginge, beraedinge, gemeenzaemheyd gehouden met mijnen voornoemden Heere den Prince van Oragnien, midsgaeders bij bekentenisse, toelactinge, eenvoudige voorneminge ende sloten van collatie van de drij Leden derzelve stede, daerop behoorelijk vergaederd geweest, hebben vastgesteld ende geordonneert de Poincten ende Artikelen hier naer verklaert :

[1] Een andere tekst is te lezen bij P. Bor, XIII, bl. 73.

I. Eerst, dat binnen dezer Stede van Gend zal toegelacten worden de libere ende vrije oeffeninge van beyde de Religien, zoo wel van de Gereformeerde als van de Roomsche Katholijke, ende diesvolgens, dat die van de Gereformeerde Religie, tot de oeffeninge derzelve hunlieden Religie behouden zullen, ende bij dezen toegelaeten word, de Kerken ende Tempels daer de voornoemde Religie van als nu geoeffent word, te weten de Kerken van S. Jans, S. Salvators ende O.-L. Vrouwe, midsgaeders de Tempels van de Predik-Heeren, Carmeliten, Volders-Huys ende Wevers-Kapelle, daer zij zullen blijven genieten de Vrijheden der voorzeyde hunlieden Religie.

II. Zoo van gelijken, om anderzins volle genoegen te geven die van de Roomsche Katholijke Religie, zullen hunlieden toegelaeten ende geaccordeert worden de Kerken hier naer uytgedrukt, te weten : S. Michiels S. Nicolaes, S. Pharaïldis en S. Jacobs, midsgaeders de Kapelle van S. Catharina op het Zant, tot oeffeninge van de zelve Religie, naer oud gebruyk : welverstaende bij dage, ende tamelijk geluyd, zonder eenige Processien te houden buyten de Kerken, noch ook openbaerelijk met pracht achter de straete hunlieden Sacramenten te draegen ; ende waert nood, zal de zelve van de Roomsche Katholijke Religie, noch aangewezen worden eene van de andere Kerken ofte Tempels daer nu tegenwoordiglijk geene Religie geoeffent en word.

III. Ende aengaende de Kapellen boven niet geroert, staende in verscheyde affscheydingen vander Stede, zullen die om zekere redenen blijven gesloten, zonder daer in eenigen Dienst ofte oeffeninge van de Gereformeerde Religie ofte van de Roomsche Religie te mogen doen, ten waere bij andere Ordonnantie van het Magistraat.

IV. Aengaende de beslotene Kloosters, zoo van Mans als Vrouwen, zullen die alle t' samen bij een vergaedert mogen blijven in hunlieden respective Kloosters ofte Conventen, ende aldaer volherdens in het onderhoud van hunlieden Religie ende Orden met beslotene Deuren ende zonder nochtans bij nachte te mogen luyden, ende anders niet. Nemaer die van de onbeslotene Kloosters, zoo wel de Broeders op de Veste, als de Zwarte-Zusters, Beggijnen ende alle andere, en zullen niet vermogen te oeffenen de Roomsche Religie in de zelve onbeslotene Kloosters ende Conventen: Nemaer zullen daer toe gebruyken de Prochie-Kerken der Katholijke hiervooren aangewezen gelijk andere Prochianen. Welver-

staende nochtans dat alle de gene die uyt de zelve Kloosters ende Plaetsen zullen willen scheeden, hunlieden Habijt ende Orden verlaeten, ofte hunlieden tot anderen staet begeven, zal hunlieden gegeven worden, tamelijke ende behoorlijke bijlegginge ter bescheydendheyd ende ordonnantie van het Magistraet naer voorgaende kennisse van zaeken, zonder dat nochtans hier in begrepen zullen wezen eenige van de Biddende Ordens, zoo Mans als Vrouwen, die buyten de Stede blijven tot ontlastinge van het schaemel Gemeente.

V. Item is geaccordeert dat die van de Gereformeerde Religie tot onderhoud van hunlieden publike Scholen, hebben ende zullen behouden de Kloosters van de Augustijnen, Tempel-Huys ende Fraters. Zoo van gelijke ter andere zijde die van de Katholijke en de Roomsche Religie, indien zij van gelijke scholen begeiren, volgen ende toegeleyd zal worden tot onderhoud van hunlieden Scholen, 't Klooster van de Grouwe-Zusters bij S. Jacobskerke, midsgaeders 't Klooster van de Grouwe-Zusters bij de Predik-Heeren ende Meirhem.

VI. Item om alle de voorzeyde Inzetene dezer Stede, zoo van d'eene als van d'andere Religie allezints souffisantelijk ende getrouwelijk te verzekeren, is scherpelijk verboden elkander ofte den eenen den anderen in eeniger wijze te beletten, beroeren, verstooren, begekken, verergeren ofte te beschaedigen, den Dienst, Ceremonien ofte andere Oeffeningen, niet meer van de Roomsche Katholijke als van de Gereformeerde Religie, in geender manieren. Noch insgelijks om het onderscheyd van de Religie, iemand in Lijf ofte Goed te hinderen, lasteren, stooren, moeyte ofte letsel aan te doen, in woorden ofte werken, noch ook te verkoopen en ter venten te stellen, voords te hangen, zetten, doen, ofte laeten verkoopen, voordzetten, ofte zingen eenige schimpige ofte lasterende schilderijen, Liedekens, Dichten, Refereynen ofte Boekskens, nochte ook draegen eenige teekens waer door zij elkander zouden mogen tergen, hitsen ofte verwekken tot geschil, tweedragt ofte questie.

VII. Item zal een iegelyk hem gedraegen van te komen ter plaetsen, daer men andere Religie als de zijne oeffent, ten zij dat hij hem aldaer in stilheyd ende goede maniere houde, hem wachtende van schandael, midsgaeders hem voegen naer den Staet ende Ordonnantie van de Kerken ofte Tempels, daer hij hem in zal vinden.

VIII. Item dat zoo wel de Ministers ende Kerken-Raed, als die van de Roomsche Katholijke Religie, hunlieden gehouden zullen wezen te draegen in alle gestigtigheyd, stilheyd, getrouwigheyd ende onderdaenigheyd in alle staetkundige zaeken, zonder hemlieden eenigzints te moeyen in eenigerhande actien van Rechts-Gebied, ofte zaeken eenigzints betreffende het gezag van het Magistraet, directelijk ofte indirectelijk.

IX. Verbiedende de voornoemde Predikanten, Ministers ende Kerken-Raed, midsgaeders ook insgelijks die van de Roomsche-Katholijke Religie, ofte anderzints te gebruyken eenige woorden ofte proposten, strekkende tot oproer, twist, tweedragt ofte opstand.

X. Maer dat elk hem draege in goede zedigheyd ende manieren, niet zeggende, predikende, noch leerende als 't gene dat dient tot stichtinge ende instructie van het Gemeente, ende tot onderhoud van goede, geruste vrije eendrachtigheyd, vrede ende stilheyd van de Stede ende Lande, 't welk zijlieden ende elk bezonder alzoo beloven, ende bij Eed bevestigen zullen te doen ende onderhouden, alles op pijne van den genen die 't zelve zullen misbruyken, hemlieden het prediken verboden te worden ende voords exemplairelijk gestraft ende gecorrigeert te zijn.

XI. Item dat niemand en zal vermogen te werken, noch Winkels open te doen op de naervolgende Heylig-dagen, te weten alle Zondagen, twee Kerstdagen, Nieuw-Jaerdag, den tweeden Paeschdag, tweeden Sinxendag, O. L. Vrouwe Hemelvaerd in Augustus, S. Mathijs-dag in Februari, en S. Jans-dag in Juni, midsgaeders S. Pieter ende Pauwels-dag ook in Juni, S. Jacobs-dag in Juli, S. Bartholomeus-dag in Augustus, ende S. Andries-dag in November: ende aengaende het verkoopen van het Vleesch ten Vleesch-Huyze, daer in zal men onderhouden de oude costume ende Regeringe dezer Stede.

XII. Ende die van beyde de voornoemde Religien worden gehouden de overheyd ende Magistraet van de Stede alle behoorlijke eerbiedinge ende gehoorzaemheyd te draegen, dezelve dies aenzocht zijnde allezints bij te staen, zoo wel in 't vangen als straffen van allerhande oproerige Persoonen ende andere Quaeddoenders, ende bezonderlijk van de Overtreders van deze Ordonnantie, als stoorders van de gemeyne ruste ende anderzints.

XIII. Item niemand van wat Religie hij zij, en zal hem vervoorderen iets te ondernemen ofte uyt te werken, directelijk ofte indirectelijk jegens de gemeene ruste, welvaerd ende vrede van de Stede, maer ter contrarie zal elk met Lijf, Goed ende Bloed dezelve houden, ende helpen houden in zulken staet, als bij dezer Ordonnantie, Instellinge ende Edict gesteld word, jegens alle degene, vremde ofte andere, die de zelve Stad zouden willen aanvallen, oploopen, krinken ofte eenigzins verhinderen.

XIV. Ende waer 't gebeurde, dat Godt verhoede, dat 'er iemand eene zulke ofte diergelijke zaeke wilde ondernemen ofte begrijpen, tot nadeel van de zelve Stede, zal een iegelijk dies de wete hebbende, gehouden zijn, die van de Weth kennisse daer af te doen, op pijne van geeorrigeert als meyneedig ofte anders naer het bewijs van het stuk, ende ter contrarie, de gene, daer af de kennisse behoorelijk doende, al waer 't, zoo dat zij capabel waeren van het zelve stuk, en zullen dan niet gestraft nochte gekasteyd worden.

XV. Om alle hetgene voorschreven te verzekerder in volle ruste te bestieren, zullen geordonneert worden bij Schepenen van beyde de Banken, ende beyde de Dekens dezer Stede, acht gegoede Notabele, eerelijke, aanzienelijke ende vreedzaeme Persoonen, te weten vier van d'eene ende vier van d'andere Religie, die magtig zullen wezen, om deze Ordonnantie wel te doen achtervolgen, midsgaeders de differente questien ende klachten over alle zijden te aenhooren, ende dezelve te bemiddelen ende te bevredigen, ofte indien er nood waere, zal men 't zelve aen Schepenen over draegen.

XVI. Tot vast ende onverbrekelijk onderhoud van alle welke Poincten, ende tot alle verzekerheyd van een iegelijk, zoo zullen Bailliu, Schepenen ende Raed, midsgaeders de voorzeyde acht Gevolmachtigde, met de Edele ende Notabele Gecommitteert ofte te committeren tot de Fortificatie, insgelijks de Kolonels ende Kapiteyns, midsgaeders alle andere officieren ende Bevelhebbers, die jegenwoordiglijk dienen, ofte naemaels in dienste gemagtigt zullen worden, nemen ende ontfangen in hunlieden getrouw vrij geleyd, voorstand, beschherminge ende bewaeringe, zoo wel degene van d'eene als van d'andere Religie, belovende wel ende expresselijk op Eed ende trouwe, die allezints vooren te staen, behoeden ende beschermen jegens alle de gene van wat Religie ofte Conditie die zijn, die daer jegens iets zouden willen voorstellen, ofte met aendacht d'eene

ofte d'andere in zijne gerechtigheyd verkorten, verhinderen, lasteren ofte leed doen in Lijf ofte Goed, ook in wat manieren dat 't zelve mogte wezen ofte geschieden.

XVII. Belovende voords, op gelijken Eed ende trouwe, de Overtreders van deze Ordonnantie, ende van elk Poinct van dien, strictelijk te straffen als Beroerders ende Overtreders van de gemeene ruste ende welvaerd van de Stad ende Land, ofte anders exemplairelyk naer gelegenheyd van het stuk, zonder eenige oogluykinge, verdrag ofte ontveynzinge.

XVIII. Tot waerneminge van al welken ook de hand houden zullen de voorschreven acht Gevolmagtigde, midsgaeders die van de Poorterye, de gemeene Dekens van Neiringen, ende Gezworene van het Ambacht van de Weverije : insgelijks de Predikanten, Ministers ende Kerken-Raed van de voorzeyde Gereformeerde Religie, de welke respectivelijk elk in 't zijne gehouden worden tot dien eynde, ende geschiktelijk onderhouden van dezer ende van elken Poincte van dien, Eed te doen in handen van de gedenomeerde Wethouders, zoo ook die bezweiren zullen alle de Geestelijke Persoonen, Kapittels ende Collegien, ende Kloosters van de Roomsche Katholijke Religie, midsgaeders alle andere, de Schepenen van beyde de Banken, ende beyde de Dekens, tot meerdere verzekerthede ende onderhoudinge van diere zullen vinden te behooren, alles tot op oprechte ruste, peys, stilte ende vrede van dezer Stede, midsgaeders verzekerthede van d'eene Religie jegens d'andere, ende vervolgens tot een waerachtig uytroeyen en weiren van alle wantrouwigheid, twijffel, ducht, vreeze ende ongeloof, wezende de verderffenisse ende ondergang van alle Steden.

Aldus geordonneert, ende bij form van Edict vastgesteld by Bailliu, Schepenen van beyde de Banken ende beyde de Dekens der Stede van Gend den XVI dag van December MDLXXVIII.

Onderteekent : HEMBIJZE.

Gepubliceert ten Thuyne van het Stad-Huys vander Keure, present Jonker Charles van Pottelsberghe Bailliu, d'Heer Antonius Blomme ende Pieter Heylinc, Schepenen van der Keure, d'Heer Lieven Faeyaert ende Baudewyn Matteus, schepenen van Gedeele dezer Stede van Gend, den zeven-en-twintigsten dag van December, vijftien honderd ende acht-en-zeventig,

Bij mij present HEMBIJZE.

Handelde Willem de Zwijger rechtzinnig, toen hij pogingen in het werk stelde om de Gentenaars van den weg der onwettelijkheden en gewelddaden af te brengen? Ja, de waarheid verplicht ons te erkennen, dat hij al deed wat hij vermocht, ten einde den toestand in Vlaanderen te veranderen; en nochtans, om hierin te gelukken moest hij weer met dubbelzinnigheid te werk gaan. De Gentenaars hadden hem destijds geraadpleegd nopens den aanslag op den hertog van Aarschot, waaruit al de andere onlusten voortgesproten zijn; hij had betrekkingen met Hembijze en Rijhove en naar Gent eenige vertrouwde personen gezonden, om er de beweging te bewerken. Zijne aanhangers waren echter te verre gegaan; zij hadden zoo zeer zijne inzichten overschreden, dat zij voor hem een gevaar werden en hij voor den tegenstand in de Waalsche provinciën beducht was. Hij zou de Walen willen bevredigen, zonder de Gentenaars te misnoegen. Dit blijkt uit twee zijner brieven, gedagteekend van 22 en 23 Januari 1578, gericht, de eerste aan de schepenen der stad Gent, de andere aan Bucho van Aytta van Zuichem, neef van Viglius en proost der abdij van St-Baafs[1]. Toen hij zich naar Gent begaf, hoopte hij nog dit dubbel doel te bereiken : de bevrediging der Walen en de beteugeling der Gentenaars. Het was echter te laat.

Laat ons nu den heer van Bours eens volgen in zijne onderhandelingen als zaakgelastigde der Algemeene Staten, met de Malkontenten, in wier goede uitkomst hij toch maar weinig hoop had (8 November 1578)[2]. Diegerick heeft een zeer belangrijk stuk medegedeeld, waarin de eischen der Malkontenten klaar en duidelijk voorkomen[3]. Het is een antwoord van de heeren Montigny en van Hees op de voorstellen van den heer van Bours, gegeven te Houplines den 2 December 1578. Wij zullen er van de hoofdpunten doen kennen : De vrije uitoefening van den Roomschen eeredienst moet gewaarborgd worden. Daar, waar de Hervormde leer aanhangers telt, zal men de kerken en bidplaatsen

[1] GACHARD, *Correspond. du Taciturne*, IV, bl. 33-36.

[2] GACHARD, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, II, n° 1488.

[3] DIEGERICK, *Lettres inédites de Montigny*, bl. 360.

verdeelen, met uitzondering nochtans van de kathedrale, collegiale en abdijkerken, die niet anders dan tot gebruik der Katholieken mogen dienen; waar er slechts ééne kerk is, blijft die voor de Katholieken. De geestelijken en de edelen, die de partij der Spanjaards niet houden, zullen weer in bezit komen hunner goederen. Insgelijks zullen allen die, om godsdienstzaken verbannen zijn uit de steden van het Atrechtsche en Henegouw, uit Rijsel, Dowaai, Orchies en van het Doorniksche, er vrijelijk mogen weerkeeren. De geschillen, die zich om religiezaken zouden voordoen, zullen geslecht worden door den gewonen rechter. De bisschoppen van IJperen en van Brugge, de heer van Rassegem, de heer van Moskroen en zijn zoon, de heeren van Zwevegem en van Eeke, de hoogbaljuws van IJperen en van Kortrijk, de heer van Champagny, en al de anderen die te Gent gevangen zitten, zullen naar Antwerpen overgebracht worden, alwaar men hunne zaken zal onderzoeken. Mevrouw van Glajon, die gevangen genomen werd bij het innemen van haar kasteel van Steger, zal ontlast zijn van de verbintenissen, door haar in de gevangenis aangegaan, om hare vrijheid weer te bekomen. De gevangene heeren en prelaten moeten toevertrouwd worden aan eenen onzijdigen persoon, hetzij aan den hertog van Anjou of aan den aartsbisschop van Keulen, aan den bisschop van Luik of van Kleef. Men zal echter niet wachten om hun proces op te stellen, totdat de vreemde soldaten uit het land geweerd zijn, maar zoodra zij toevertrouwd zijn aan eenen der even genoemde heeren. Om te toonen dat zij, Malkontenten, niets zoo zeer verlangen als de rust en welvaart dezer landen, verklaren de heeren van Montigny en Hees, de soldaten tot de rede te zullen brengen, worden de voorgestelde bepalingen toegestaan en uitgevoerd. De Waalsche soldaten blijven evenwel in garnizoen in al de plaatsen die zij nu bezetten, maar hunne aanvoerders beloven en verpanden hunne heerlijkheden en bezittingen, dat zij onverwijld Vlaanderen zullen verlaten, wanneer al de punten hunne uitvoering zullen verkregen hebben. Krijgen zij van de Algemeene Staten de betaling hunner achterstallige soldij, dan zullen zij op hunne eigene kosten leven en niemand overlast meer aandoen. Het stipt nakomen dezer

voorwaarden moest door de Wethouders van Gent en der andere steden van Vlaanderen bezworen en door de andere provinciën der Unie aangenomen worden, alsook de verbintenis dat dezen de Gentenaars met de wapens zouden dwingen, indien zij hun woord schonden. Al het krijgsvolk, door de Gentenaars aangeworven, zou ontbonden worden en de plaatsen verlaten die in hunne handen zijn. De Waalsche soldaten moesten getrouwheid zweren aan den aartshertog Mathias.

De voorwaarden door de heeren van Montigny en van Hees in naam der Malkontenten gedaan, gaven waarschijnlijk tot nieuwe moeilijkheden aanleiding. De hoofden der Malkontenten vroegen dan een wapenstilstand van acht dagen om met hunne makkers de voorstellen van Ponthus van Noyelles, heer van Bours, rijpelijk te overwegen.

In het bijwezen van Baesdorp, burgemeester van Brugge, Hector van de Woestijne, gezonden door de stad IJperen en van een schepen van 't Brugsche Vrij, die zich bij den Heer van Bours gevoegd hadden om het geschil te helpen vereffenen, werd den 23 December 1578 in het kasteel van Lannoi de gevraagde wapenstilstand geteekend [1]. Den 9 Januari 1579 daarop volgende werd dan te Komene tusschen den heer van Bours, bijgestaan door Philips van Marotelle en door afgevaardigden der Staten en steden van Vlaanderen, met de hoofden der Malkontenten eene overeenkomst getroffen, die aan de Walen voldoening schonk [2]. Aanstonds na het teekenen van het kontrakt, vroeg Emmanuël van Lalaing, dat men hem en zijnen vriend den heer van Hees, tot gouverneur van Brussel, Maastricht, 's-Hertogenbosch of Lier zou benoemen, en zij de uitkeering der door hun verschoten sommen zouden bekomen [3].

Den 25 Januari 1579 verscheen de akt, waarbij Mathias, de prins van Oranje, de Staatsraad en de Algemeene Staten aannamen

[1] Beide stukken in Kervyn en Diegerick, *Documents historiques inédits*. I, bl. 72-73.

[2] Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, I, n° 1603.

[3] Gachard, *Actes des Etats Généraux des Pays-Bas*, II, n° 1604.

en goedkeurden, mits eenige voorbehoudingen en veranderingen, het akkoord tusschen hunnen afgevaardigde en de gezagvoerders der Malkontenten gesloten [1].

[1] De goedkeuring der overeenkomst van Komene, tusschen den heer van Bours, handelende in naam van den aartshertog Mathias, van den prins van Oranje en van de Algemeene Staten, met de hoofden der Malkontenten, is medegedeeld door Kervyn de Volkaersbeke en Diegerick, *Documents inédits*, I, bl. 120 en luidt aldus :

« Nous Mathias, Archiduc d'Austrice, Duc de Bourgogne, etc. Gouverneur et Capitaine General des Pays-bas, Et nous Guillaume de Nassau, prince d'Orange etc. Son Lieutenant general, ceulx du conseil d'estat lez luy, et les deputez des estats generaulx des Pays-bas, assemblez en cette ville d'Anvers, comme n'avons rien eu et n'y avons encoires plus a cœur que de par bons moyens oster tout le malentendu qu'entre ceulx de Gand d'un costé, et les compaignies wallonnes estant en Menin et là entour d'aultre, estoit esmeu, ayant en ce tant travaillé tant en général qu'en particulier (comme chacun peult scavoir), à ce que la concorde et union entre lesdits parties, et de toutes les provinces pourrait estre restablie, conservée et maintenue, en quoy toute la force de ces pays consiste, estant le susdit différent finalement reduict a certain accord, lequel ayant veu et examiné, avons icelluy accepté et acceptons par cestes, promectons et nous obligeons de faire entretenir et réellement effectuer tous et quelconques les pointz et articles y arretez et signament ceux que concernent les gaiges des soldats, et les prisonniers, la restitution des biens ecclesiastiques et toutes aultres conditions et articles qui de part et d'aultre sont conclus et accordez, et quant à ceulx qui consistent en requisition de l'une des parties et notamment en ce qui concerne les requisitions des Barons de Montigny et de Heze mentionnées es premier, second et troizième articles dudict accord, ne fauldrons de tenir par ensamble la bonne main afin que par bon moyen et selon l'opportunité qui se presentera à icelles s'effectuent à la première commodité si faire se peult, Et ce que ne se pourra bonnement accomplir presentement sera remis à la discrétion des estats generaulx solemnellement convocquez et assemblez.

» Touchant le XIII article et le memoire particulier mentionné en icelluy delivré au Sr de Bours, veu que la plus grande partie des articles y contenuz et specifiez consistent en choses que dépendent du consentement des villes et provinces, lequel ne se peult obtenir si tost, ne fauldrons d'y besoigner incontinent que faire se pourra au raisonnable contentement des Barons de Montigny et de Heze, et là ou ne pourrions sitost obtenir l'effectuation desdicts poincts, ainsy quels sont specifiez au pied de la lettre, tascherons par tous moyens qu'en substance et à l'equivalens de ce quy y est requis leur en soit donné toute raisonnable satisfaction à l'effect de quoy avons promis et nous obligé, promectons et nous obligeons par ceste dès maintenant de leur donner, et à chacun d'eulx leur vie durant, et en cas quils se marient durant aussy la vie de leurs femmes en forme de douaire, la somme de quatre mille florins par an, quarante gros le florin, dont leur promectons faire avoir bonne et seure assignation a leur consentement, pour lequel effect desirons entendre leur désir et inten-

De Algemeene Staten dachten dat nu alles met de Malkontenten vereffend was. De grootste vijand van laatstgenoemden, de paltsgraaf Jan-Casimir — wiens tegenwoordigheid te Gent den onwil der Calvinisten zoo zeer versterkte en met wien zij gedeeld hadden de overgroote geldwaarden in goud en zilver, aan de kerken en kloosters ontstolen — had het land verlaten. De koningin van Engeland, die hem in de Nederlanden had gebracht, zeer ontevreden over zijne handelingen, deed hem, bij monde van haren zaakgelastigde Davidson, scherpe verwijten en zond Daneel Rogers naar de Algemeene Staten om hare afkeuring van zijn gedrag te doen kennen. Jan-Casimir stak dan de zee over ten einde zich bij Elizabeth te verschoonen. « Meer door slaafschen eerbied en » nog meer door vertoon van bewondering, zegt de geschied- » schrijver Nuyens[1], voor hare onvergelijkelijke schoonheid (die » zij nooit had bezeten), als eene jeugdige ijdeltuit, op haren reeds » gevorderden leeftijd, liet zij zich door den paltsgraaf begoo- » chelen, die naar Duitschland weerkeerde, vereerd met de

tion, là ou ils ayment mieux estre assignez, les asseurant au reste que ne laisserons à toutes occasions de les emploier au service du pays, selon que leurs qualitez et personnes le méritent.

» Au surplus, approuvons et aggréons les traictez respectivement faicts sur la pacification du faict de la religion, tant à Gand qu'ès aultres villes et places de Flandres, promectons tant qu'en nous est les faire entretenir tant de l'une que de l'autre des inhabitants d'icelles pour la conservation et maintenement du repos desdictes villes et places ; en oultre promectons que de tout ce que durant ledict malentendu entre les susdites parties est dung costé et d'aultre comis, faict ou passé, personne ne sera recherché, puny, molesté ou reproché en justice, ny dehors en manière quelconque, ainsi le tout sera mis en oubly et comme chose non advenue en suivant et en conformité de l'acte par ci-devant sur ce expedié, deffendons à tous et chascun de quelle qualité qu'ilz soyent de acuser de ce que dessus, ne injurier ou reprocher personne quelconque, à peine d'estre reputez et pugniez comme infracteurs du repos publicq, pour ce dernier avons promis et par ceste promectons chascun de nous en son regard, et pour aultant que nous et à nos charges que tenons peult respectivement toucher. entretenir et faire entretenir en tout et pour tout, et de toutes et quelconques personnes tant qu'en nous sera, le susdit accord, sur les paines en icelluy comprinses, les quelz ferons executer sans aulcune connivence ou dissimulation, et pour plus d'assurence, et en conformité de ce que dessus, avons ceste signée, et faict cacheter de nos seaulx accoustumez.

» Faict en Anvers en l'assemblée des Estats Generaulx le XXVe de janvier 1579. »

[1] Nuyens, *Geschiedenis der Nederlandsche beroerten*, III, bl. 320.

» grootste onderscheiding die zij kon geven, de ridderorde van » den Kousenband. » Zijne huurtroepen bleven hier toch tot in Maart 1579. Verstooten van de Algemeene Staten en zonder opperhoofd, stelden zij eindelijk den prins van Parma voor het land te verlaten, indien hij hunne achterstallige soldij wilde betalen. Het antwoord, dat zij hierop ontvingen, luidde dat zij zich gelukkig mochten achten, als hij, prins van Parma, hun wilde toelaten het land te verlaten; werd zijn voorstel door hun niet onmiddellijk aangenomen, dan zouden zij het zich deerlijk berouwen : de paarden staan gezadeld om naar Spanje het nieuws te dragen, dat zij allen neergesabeld zijn. Zij namen dit aanbod aan en vertrokken, arm zooals zij gekomen waren. Het gestolen goed van kerk en klooster had hen niet verrijkt!

Nog een andere vreemdeling, Frans van Valois, verliet ten zelfden tijde als Jan-Casimir ons land, waar hij eens als beschermer uitgeroepen werd. Ware hij met de kennissen van een Willem van Oranje of Prins van Parma begaafd geweest, voorzeker hadde hij zijn doel bereikt. Hij wilde Calvinist en Katholiek, Malkontenten en Gentenaars bevredigen, en gelukte nergens in; het was zijne dubbelzinnigheid, die hem wellicht bij beider partijen verdacht maakte en alles belemmerde. Bij hen zelfs die hem in de Nederlanden gebracht hadden, en onder dezen bij zijn bloedverwant Emmanuël van Lalaing, heer van Montigny, genoot hij niet het minst vertrouwen meer. De steden Landrecies, Quesnoy en Maubeuge waren bij zijne komst in de Nederlanden door de Algemeene Staten aangeduid om door de Franschen bezet te worden, doch deze plaatsen verklaarden liever eene belegering te onderstaan, dan ze in hare muren te ontvangen. Dan schonk men hem de stad Mechelen als verblijfplaats en later Aath.

Door de burgers van Bergen in Henegouw, die dachten dat de Franschen eenen aanslag op hunne stad wilden wagen, werden zij uit de poorten gedreven.

Telkens dat de hertog klaagde, dreigde of tempeestte, wisten de Algemeene Staten hem te paaien, nu eens met den titel van « Beschermer der Vrijheid », dan met beloften van lauwerkronen en van bronzen standbeelden te zijner eere, in een woord met

alles wat de ijdelheid en praalzucht van een Franschman kan streelen. Er kwam echter een oogenblik dat zulks niet meer voldoende was. In den loop der maand Januari 1579 liet hij der Algemeene Staten weten, dat hij de Nederlanden ging verlaten. Van zijnen broeder koning Hendrik III had hij (19 Januari 1579) een verzoek ontvangen om naar Frankrijk weer te keeren. Den 2 Februari 1579 verliet hij onze gewesten, waar hij eenige jaren later weerkwam, om er eene nog minder eervolle rol te spelen.

Een groot deel der soldaten, die hij afdankte, voegden zich bij de Malkontenten.

VIII

De moeilijkheden met de Malkontenten, die vereffend schenen bij de goedkeuring (25 Januari 1579) van het akkoord te Komene tusschen den heer van Bours, als zaakgelastigde der Algemeene Staten en Emmanuël van Lalaing, heer van Montigny, als overste der Waalsche soldaten gesloten, namen een ander karakter. Tot dan toe, waren de Malkontenten wel eene onafhankelijke partij, om zoo te zeggen eene fractie van de oprecht nationale partij, die eenige trouwe vertegenwoordigers in de Algemeene Staten telde, zonder staatkundige betrekkingen, doch getrouw aan den aartshertog Mathias, aan den Staatsraad en aan de Algemeene Staten. Eene belangrijke gebeurtenis, die alles verijdelde, riep eene heel nieuwe partij tot stand. Tot dan toe streden de Malkontenten enkel en alleen tegen de overheersching der Calvinisten in Vlaanderen. Eene reactie was ontstaan in de Waalsche gewesten ten gevolge der Unie van Utrecht, en zij sloot zich bij de Malkontenten aan.

Reeds lang verlangde Willem van Oranje de Noorderprovinciën door eene nieuwe unie nauwer onder elkander te verbinden. Met de Pacificatie van Gent en de Unie van Brussel — bevattende de bepaling dat de Roomsche godsdienst moest gehandhaafd blijven — kon Willem de Zwijger nooit zijn doel bereiken, bleven de Katholieken meester van het terrein. De Hervorming was voor hem de ladder, waarmede hij eens den koninklijken troon zocht te bestijgen. De enkele plaatsen van Holland, Zeeland en van 't Utrechtsche Sticht, waar zijne aanhangers niet meester speelden, trachtte hij tot een verbond over te halen. Overal had hij trouwe vrienden, die zijne inzichten dienden [1]. Zijne heimelijke werking werd goedgekeurd en aangemoedigd door de koningin van Engeland. In het jaar 1577 scheen de kans van welgelukken niet schoon genoeg en tijdelijk zag hij van zijne plannen af. Toen de Calvinisten in Vlaanderen de bovenhand

[1] Wagenaar, VII, bl. 248.

hadden en de Walen opstonden om de verkrachting der Pacificatie van Gent te beletten, hernam hij zijn werk. Te veel opschudding zou het veroorzaken, indien hij, Willem van Oranje, algemeene luitenant van den aartshertog Mathias, een openlijk deel nam aan die werking, welke voor natuurlijk gevolg had, het vernietigen der Pacificatie van Gent, door hem tot stand gebracht. Daarom bleef hij in schijn op zekeren afstand, en bediende hij zich van zijnen broeder, graaf Jan van Nassau, stedehouder van Gelderland. In November 1578 deed deze, in de vergadering door de Staten van Holland en Zeeland te Gorinchem gehouden, een voorstel, strekkende om een verbond te sluiten met Gelderland, Utrecht en Friesland. Dit voorstel werd aangenomen en afgevaardigden werden benoemd om naar de hoofdstad van het Sticht te reizen, alwaar alsdan de bovengenoemde Staten ook in zitting vereenigd waren.

Om zoo verre te geraken, was hierover reeds sedert lang gesproken en geschreven. Graaf Jan van Nassau, eene maand na zijne benoeming tot gouverneur van Gelderland, deed zijn secretaris Andries Christiaen of Kersten, den 16 Juli 1578 in de Staten van Holland een ontwerp van Unie voordragen. Eenige personen dat ontwerp gunstig, zagen zich door graaf Jan, die handelde buiten weten van zijnen kanselier en van zijne raadsheeren, uitgenoodigd om te Arnhem de maatregelen te bespreken, welke dienden genomen te worden. Zij scheidden den 10 September, na overeengekomen te zijn dat men weer zou vergaderen den 19 September[1].

Dat alles gebeurde in zulk geheim, dat de Cavrinnes [2] van die bijeenkomsten zegt : « zij geleken meer aan eene samenzwering dan aan de voorbereidende werkzaamheden eener groote daad. »

De steden, die nog katholiek waren, wilden de noodzakelijkheid van eene nieuwe Unie maar niet begrijpen, mits, zegden zij, alles door de Pacificatie van Gent geregeld was. Delft, Leiden, Gouda, Schiedam, Hoorne, Enkhuizen, Monnikendam en Medenblik wei-

[1] Nyhoff, *Bijdragen tot de vaderl. geschiedenis*, bl. 105-106.
[2] Cavrinnes, *Malcontents*, bl. 110.

gerden de nieuwe Unie bij te treden, zoolang geene andere provinciën zich losscheurden van de algemeenheid, die verkregen was door de genoemde Pacificatie.

Het was na de bijeenkomsten van Arnhem, dat de Staten van Holland, waar de aanhangers van den Zwijger in meerderheid waren, het ontwerp andermaal bespraken en zij afgevaardigden benoemden om het voorstel ook in de Staten van Utrecht ter bespreking te brengen. De weerstand was er nochtans zeer groot en onderduims werd er hevig gewerkt. De prins van Oranje had Gorkom, tegen den 6 October, voor eene bijeenkomst aangeduid. Hij kon er natuurlijk zelfs niet tegenwoordig zijn, maar had zijnen broeder, graaf Jan, als zaakgelastigde aangesteld. Deze was naar Duitschland gereisd en uit dien hoofde werd die bijeenkomst eene maand verdaagd. Graaf Jan van Nassau met zijnen secretaris Taffin deed het doel der bijeenkomst kennen : het sluiten van een verbond tusschen al de noorderlijke provinciën, waaruit, volgens Willem van Oranje, voor allen zeer veel voordeel zou vloeien [1]. De aanwezigen, die allen partijgangers waren van dit gedacht, benoemden eenige personen om hierover met deze van Utrecht te handelen. In eene herberg hielden zij den 28 November 1578 hunne eerste zitting in deze stad; den 6 December 1578 werd er de beruchte Unie onderteekend. De handelaars besloten zich nog eens te vergaderen op 6 Januari 1579.

Jan van Nassau, vergezeld van vier personen, die Gelderland en 't graafschap Zutfen zegden te vertegenwoordigen, kwamen den 10 Januari 1579 in de hoofdstad van het Sticht, waar zij de hevigste werkers vonden der Calvinistische heerschappij, die uit Holland, Zeeland, 't Sticht van Utrecht, Friesland enz. herwaarts gekomen waren.

Men wachtte nog eenigen tijd naar de gedeputeerden van enkele andere provinciën. De artikelen, die men voorloopig had aangenomen, werden alsdan in definitieven vorm opgesteld, den 23 Januari 1579 onderteekend en den 29 derzelfde maand met groote plechtigheid afgekondigd [2].

[1] P. Bor, XIII, bl. 78.
[2] P. Bor, XIII, bl. 85.

Geen enkele onpartijdige geschiedschrijver heeft zich over de strekking der Unie van Utrecht vergist. Het was een aanslag tegen de Katholieken. Zoolang de Calvinisten de minderheid uitmaakten, schreeuwden zij over de onrechtvaardigheid, die bestond in het weigeren der vrije uitoefening van hunnen eeredienst. Door de Pacificatie van Gent verkregen zij die gewetensvrijheid, mits zekere voorwaarden; nadien werd zij uitgebreid en bekrachtigd door de Unie van Brussel, door het eeuwig Edikt en door den Religievrede. Eens met de Katholieken op gelijken voet gesteld, wilden zij de overheersching en weigerden dan aan de Katholieken toe te staan, hetgeen zij steeds voor hen zelven gevraagd hadden.

Het artikel 13 der Unie van Utrecht luidt: « En soo veel » 't poinct van de Religie aengaet, sullen hen die van Holland en » Zeeland dragen na haerlieder goeddunken, en d'andere Provinciën van deser Unie sullen hem mogen reguleren na inhoud » van de Religionsvrede, bij de Eertshertog Mathias, Gouverneur » en Capitein Generael van deze landen, met die van synen rade » bij advijs van de Generale Staten alrede geconcipieert, of daerin » generalijk of particulierlijck alsulken order stellen als sij, tot » rust en welvaert van de Provincien, steden en particuliere » Leden van dien, en conservatie van een yegelijcke, Geestelijk en » weerlyk, sijn goed en gerechtigheyd dienelijk vinden sullen, » sonder dat hem hier in bij eenige andere Provincien hinder of » belet gedaen sal mogen worden, mits dat een ijder particuliere » in syn Religie vrij sal mogen blijven en dat men niemand ter » cause van de Religie sal mogen achterhalen of ondersoeken, » volgende de voorschreven Pacificatie tot Gent gemaekt. [1] »

Holland en Zeeland mochten dus vrijelijk, naar verkiezen, in zake van godsdienst handelen — want daar waren de Katholieken in minderheid. In de andere provinciën, waar deze meerderheid waren, moesten zij de voorschriften van den Religievrede naleven.

De Unie van Utrecht, aangenomen te Gent den 4 Februari, te IJperen den 10 en te Antwerpen den 12 Juli 1579, ontmoette

[1] P. Bor, XIII, bl. 28.

zelfs tegenstand in enkele noordelijke streken. Groningen en Drenthe wilden zich alleen aan de Gentsche Pacificatie houden en Amersfoort weigerde kortweg; graaf Jan van Nassau trok er met een leger heen : gedurende drie dagen belegerde hij de stad, die zich alsdan overgaf en met geweld tot het afkondigen der Unie van Utrecht gedwongen werd.

Den dag na het teekenen van het verbond verliet graaf Jan de stad Utrecht en begaf zich naar Arnhem, alwaar hij onmiddellijk de stedelijke wethouders, welke Katholieken waren, zonder zich om de aloude privilegiën te bekreunen, afstelde en door hardnekkige Calvinisten vervangde. Dit gaf op 10 Juni aanleiding tot oproer. Een genaamde Dirk Olthof vroeg luid, dat men de afgestelde Katholieke schepenen in bediening zou herstellen. Hierop volgde een oploop. Eenige Katholieken werden aangehouden en uit het land gebannen [1].

Om de Roomschen over de godsdienstige strekking der Unie te misleiden, vergde men eene schriftelijke goedkeuring van de Katholieke geestelijkheid van Utrecht, waartegen echter de kanunnik van der Burch, in naam zijner collegas, protesteerde.

Willem de Zwijger speelde zijne dubbelzinnige rol maar immer voort. De Unie van Utrecht werd slechts den 15 Mei 1579 met zijne handteekening bekrachtigd, omdat hij voor de gevolgen bevreesd was.

Toch heeft hij ze niet kunnen vermijden. De Unie van Utrecht heeft voor gevolg gehad de losscheuring der noorderprovinciën met de zuiderlijke; zij gaf aan de beweging, die in het Waalsche tegen Willem den Zwijger en tegen de Calvinisten ontstaan was, eene spoedige ontwikkeling en overgroote uitbreiding. Gelijk wij het reeds zegden, hadden in October 1578 de Staten van Henegouw zich in betrekking gesteld met de Staten der naburige provinciën — waarop den 21 dier maand de Algemeene Staten den heer van Fromont benoemden om die beweging bij haar ontstaan te dempen[2]. Het antwoord, dat hij ontving, bewees duidelijk dat zijne

[1] Cavrinnes, *Malcontents*, bl. 114.

[2] Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, II, n° 1446.

pogingen vruchteloos zouden wezen. De Staten van Henegouw klagen over de Gentenaars en verontschuldigen de Malkontenten; alhoewel zij met andere Staten der Waalsche gewesten onderhandelingen houden, willen zij echter geene afbreuk maken met de Algemeene Staten, zoolang de Pacificatie van Gent den grondslag blijve der algemeene verstandhouding; ook niet indien de inbreuken, hiertegen gebeurd, hersteld worden [1]. Door de overeenkomst, die toch inmiddels tusschen de Gentenaars en de Algemeene Staten gesloten werd, en door de onderwerping der Malkontenten, welke daarop volgde, schenen al de moeielijkheden uit den weg geruimd.

Die verwachting werd ongelukkiglijk, door de beruchte Unie van Utrecht, niet beantwoord. Willem van Oranje had nauwelijks den grond beploegd en bewerkt om het zaad te ontvangen, waarmede hij hoopte de vruchten der Unie van Utrecht te oogsten, als reeds in de Waalsche provinciën klachten oprezen tegen die geheime werking, welke het gebouw der Pacificatie van Gent ondermijnde. De klachten vermeerderden naarmate de handelingen te Utrecht ruchtbaarheid kregen. Voor de Algemeene Staten was het geen geheim, dat het verzet dagelijks grooter werd en de ondersteuning genoot van vele invloedrijke personen. Het telde zelfs, onder anderen, N. van Aubermont, heer van Masnuy en gouverneur van St.-Omaars. De Algemeene Staten schreven hem hierover den 2 Januari 1579. Zijn antwoord luidde dat hij de Pacificatie van Gent trouw bleef naleven [2]. Den 6 Januari 1579 waren te Atrecht afgevaardigden aangekomen der Staten van Henegouw en der stad Dowaai, om met de Staten van het Atrechtsche de middelen te beramen ten einde de Pacificatie van Gent te doen onderhouden. In dien zin stelden zij een gezamenlijk manifest op [3]. Ook gaven zij den Algemeenen Staten, bij brief van 9 Januari 1579, kennis, dat zij, na rijp onderzoek besloten hadden, middelen aan te wenden om vrede en verzoening van den koning te verkrijgen.

[1] Het belangrijk stuk is gedrukt in de *Mém. anonymes*, III, bl. 388-398. Het draagt de dagteekening van 27 October 1578.

[2] GACHARD, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, II, 1590.

[3] GACHARD, *Idem*, II, 1589-1593.

Bekomen zij van de Algemeene Staten geene algemeene voldoening, dan zullen zij gedwongen worden nog verder te gaan [1].

De aartshertog Mathias en de Algemeene Staten hadden gaarne de aanvoerders der Malkontenten tot hunne partij gewonnen. Alvorens tot het afkondigen van den akt van overeenkomst te Komene getroffen over te gaan, besloten de Algemeene Staten, den 23 Januari 1579, mits goedkeuring van Mathias en van den Staatsraad, den heeren van Montigny en van Hees elk een levenslang jaarlijksch pensioen van vier duizend gulden te betalen [2].

Dezen vielen nochtans niet in den valstrik welke hun gespannen werd. Den 20 Januari 1579 schreef heer van Montigny aan den prins van Oranje. Zijn brief is een meesterstuk van behendigheid [3]. Willem van Oranje, de oude sluwe staatsman, vond zijns gelijke in den een-en-twintig jarigen overste der Malkontenten.

Deze vraagt dat onmiddellijk al de punten der overeenkomst zouden uitgevoerd worden, daar hij ten zeerste verlangt de streek te verlaten, tot wier schade hij daar verblijft en om zijne arme soldaten tot het algemeen welzijn te kunnen bezigen. Het is hoogst noodig, zegt hij, onverwijld met de gevangene heeren te onderhandelen, zooals de overeenkomst het bepaalt. Een langer uitstel zou oorzaak kunnen worden van nieuwe troebelen; de dorpen weigeren de belastingen te betalen, die moeten dienen tot onderhoud der soldaten : blijven zij weigeren, dan zal hij, alhoewel met tegenzin, zich gedwongen vinden ze met geweld hiertoe te dwingen.

De gevangene heeren moesten van Gent naar Dendermonde gebracht worden en vandaar naar Keulen of naar 't land van Kleef. Alzoo luidde de overeenkomst. Den 19 Januari werd vóór de schepenenbank van Gent den akt opgesteld, die het overleveren

[1] Brief opgenomen in de *Mém. anonymes*, III, bl. 276.

[2] « *Le contentement que se donnera aux Srs de Montigny et de Hèze est remis à la disposition de son Exc. et du conseil d'Estat, estans les Estats d'avis d'accorder à chacun d'eulx quatre mil florins de rente leur vie durant.* » GROEN VAN PRINSTERER ; Archives, VI, bl. 523.

[3] Uitgegeven door KERVYN DE VOLKAARSBEKE en DIEGERICK, *Documents inédits*, I, bl. 110.

der bisschoppen van Brugge en van IJperen en der heeren van Rassegem, van Champagny, van Zwevegem, van Erpe, van Eeke en van Rijmeersch regelde[1]. Het Gentsche volk verzette zich hiertegen en wilde het vertrek beletten, dat evenwel eenige dagen later, in den morgenstond van den 23 Januari, gebeurde. De gevangenen werden den heer van Rijhove, gouverneur der stad Dendermonde, overgeleverd.

In plaats van ze verder naar Keulen of naar 't land van Kleef te zenden, hield hij ze te Dendermonde, zonder in iets hunne lange en vervelende gevangenis te verzachten.

De Unie van Utrecht was intusschentijd openbaarlijk en met plechtigheid aangekondigd geworden in de stad, waar zij geboren werd (23 Januari 1579). Wat waren de gevolgen dier schending der Gentsche bevrediging en der overeenkomst van Komene? Den 3 Februari 1579 vergaderden te Bethune de hoofden der Malkontenten alsook de afgevaardigden der Staten van Henegouw, van Atrecht, van Dowaai, met Valentijn van Pardieu, heer van La Motte, die handelende voor den prins van Parma. Aldaar werd door laatstgenoemde een zeer belangrijk stuk opgesteld : de afgevaardigden der verschillende Staten en de aanvoerders der Malkontenten verklaren nog eens de stiptste uitvoering der Pacificatie van Gent, der Unie van Brussel en van 't eeuwig Edikt van Marche-en-Famenne te verlangen; zij zijn bereid zich met den koning van Spanje te verzoenen, indien deze onmiddellijk de vreemde huurtroepen, Spanjaards, Italianen, Burgonjers en Albaneezen uit het vaderland terugroept. Indien de vorst eenig bezwaar maakte over deze voorwaarden, dan achten zij zich evenwel tot niets verbonden en behouden zij de vrijheid alsdan te handelen met de andere provinciën, om, met de hulp van wie ook, de Spanjaards uit het land te drijven :

« Nous protestons de persister en la pacification de Gand et union
» générale sans aultrement les vouloir enfraindre, auquel effect si le Roy
» veult entièrement réaggréer et nous maintenir ès susdicte pacification
» et union, ensemble edict perpetuel, nous offrant à ces fins une bonne

[1] Kervyn en Diegerick, *Documents inédits*, I, bl. 109.

» paix avec asseurance souffisante et en préalable la prompte sortie des
» Espaignols, Italiens, Bourguignons, Albanois hors de tous les Pays-
» Bas et tous aultres gens de guerre non aggréables aux provinces qui
» entreront en ce traicté, promectons et jurons sur notre foy et honneur,
» suyvant que sommes obligez par ce que dessus, asscavoir la pacification
» et union, de servir Sa Majesté fidèlement contre tous et envers tous.
» Bien entendu que si aulcune ville ou province ne voulussent accepter
» les dits offres qui se présenteront à toute la généralité, l'on ne laissât
» pourtant de les emplecter, n'estimant point en ce cas nous disjoindre
» aulcunement des dites villes ou provinces, mais bien les refusantes de
» nous, directement contre leur serment, veu que notre dite conjonction
» et union générale ne s'est faicte à aultre fin. Et ou le Roy ne vouldroit
» condescendre aux poincts susdicts nous nous obligeons tous ensemble
» sur notre foy et honneur de continuer la guerre conjoinctement avec
» les aultres provinces contre les Espaignols et tous leurs fauteurs et
» adhérens, rechercher alliance et secours les plus promptz et asseurez
» que faire se pourra, contribuant à icelle fin de tout notre pouvoir, em-
» ployans vies et biens, promectant de ne point entrer en traicté parti-
» culier ou aultrement avecq le Roy, que aux conditions susdites [1]. »

Dat stuk stoot al de beschuldigingen omver, door geschiedschrijvers tegen de Malkontenten en tegen de Waalsche provinciën opgetimmerd Neen, volstrekt niet, Spaanschgezind zijn ze niet, maar toch willen zij niet langer de verdrukking van den voorvaderlijken godsdienst gedoogen, ook den wettigen vorst niet afzweren om een Willem van Oranje in zijne plaats te stellen! De Malkontenten, wat men ook zegge, maakten op dat oogenblik de eenige nationale partij uit.

De Algemeene Staten trachtten nog de scheiding te beletten, die reeds gevoeld werd. Den 24 Januari 1579 benoemen zij den abt van St.-Bernaards, Karel-Philips van Croy, markies van Havré en Adolf van Meetkerke, lid van den Staatsraad om de Staten van Henegouw, van het Atrechtsche, van Rijsel en Dowaai van hun voornemen af te brengen [2]. Vruchteloos! de scheiding was gebeurd

[1] Kervyn en Diegerick, *Documents*, I, bl. 157.
[2] Gachard, *Actes des États Généraux*, II, n° 1645.

en van dag tot dag werd elke toenadering langs om meer onmogelijk. Valentijn van Pardieu bleef meester van den toestand.

Wie was Valentijn van Pardieu, heer van La Motte, dien wij voor de eerste maal in ons opstel vernoemen? Een dapper, moedig en behendig krijgsman, die gedurende zijne lange loopbaan met eervolle en gewichtige ambten belast werd [1]. Zoon van een armen edelman, wist hij door zijnen degen de hooge onderscheidingen te verdienen, die hem te beurt vielen. Gekwetst bij het beleg der stad Haarlem (1572) alwaar de heer van la Cressonnière insgelijks gewond werd en overleed, werd hij in dezes plaats als grootmeester van 't geschut benoemd; hij volgde hem ook later op als gouverneur van Grevelingen. In al zijne bedieningen droeg hij steeds groote zorg wegens het betalen van de soldij zijner soldaten.

Alhoewel door den koning van Spanje met gunsten bejegend, sloot hij zich, ten zelfden tijde als de heeren van Lalaing, van Merode en van Croy, bij de Statenpartij aan. Als grootmeester der artillerie was hij aanwezig bij het beleg van Gent (einde van 1576). Deze plaats veroverd zijnde, benoemden hem de Algemeene Staten, met graaf Philips van Lalaing en Robert van Mélun, tot bevelhebber over 't kamp, dat men tot O.-L.-V. Waver nabij Mechelen inrichtte. Den 3 November 1576 werd hij voorloopig tot de waardigheid van maarschalk van 't kamp verheven. Terwijl hij alles regelt, de zwaarste ondernemingen bedenkt en tot goed einde brengt, laten de Algemeene Staten de compagnieën van den heer van La Motte, die te Grevelingen lagen, zonder betaling. De soldaten, die hij als zijne kinderen lief had en die hem weder-

[1] Diegerick heeft door het uitgeven der *Correspondance de Valentin de Pardieu*, eene kostbare bijdrage tot de geschiedenis van dien man geleverd. Tusschen meer andere opschriften, die vroeger de kerk van Hansbeke versierden en nu geplaatst zijn in den stal der pastorij van deze gemeente, bevindt zich, volgens inlichtingen die ik mijnen vrienden Fr. de Potter en dezes medewerker tot het schrijven der *Geschiedenis van de gemeenten der provincie Oost-Vlaanderen*, Jan Broeckaert, mijnen dorpsgenoot, te danken heb, een opschrift dat heel het leven verhaalt van Valentijn van Pardieu, waarrond de achtkwartieren zijner familie. Gaarne had ik persoonlijk kennis genomen van dit belangrijk document, doch zulks is mij, om een persoonlijk geschil met den pastoor van Hansbeke, niet gegeven.

keerig als eenen vader beminden, leden gebrek. Dit gaf hem groot ongenoegen. Daarom vroeg hij zijn ontslag van de bedieningen, die hij in het kamp waarnam, om te Grevelingen zijne plichten, die voor hem minder eervol waren, te gaan vervullen. De Staten wilden echter zijn verzoek niet inwilligen (April 1577).

Door den slag van Gembloers was het leger der Staten uiteengedreven en de heer van La Motte trok dan naar Grevelingen. Weinigen tijd nadien verliet hij de partij der Staten.

Zelfs vóór den slag van Gembloers, na den aanslag der Gentenaars op den hertog van Aarschot, was het duidelijk dat er onder de oversten van 't leger eene ontevredenheid bestond. Nu eens wenschen zij eenen vrede met don Juan, dan weer vragen zij de nauwgezetste uitvoering der Pacificatie van Gent. Velen zochten naar eene reden of rekenden op eene gelegenheid om met de Staten af te breken. Valentijn van Pardieu vond die in den slechten geldelijken toestand der Staten, in het verstrooien van hun leger, in de opkomst en overheersching van 't Calvinisme en eindelijk in de beleedigingen, die hij te Gent en te Nieuwpoort vanwege aanhangers van Willem den Zwijger geleden had. Misschien ook wel verliet de heer van La Motte de Statenpartij, gewonnen door de schoone voorslagen van den koning van Spanje. In dien tijd, zegt Diegerick [1], was het niet zeldzaam dat een beroemd veldheer zijn vaandel verliet om het later, na het bestreden te hebben, terug te nemen.

De handelingen van den heer van La Motte werden vroegtijdig opgemerkt. Meer dan een middel beproefden de Staten om den wakkeren kapitein aan hunne zijde te behouden. Te laat echter. Den 8 April 1578 deed hij zich openlijk kennen. Eenige hevige aanhangers der Staten worden door hem in 't gevang gezet en eenige anderen gebannen. Aanstonds geeft hij don Juan kennis van zijn gedrag. Den 20 derzelfde maand verkrijgt hij in 's konings naam algemeene kwijtschelding, en een maandelijksch pensioen van drie honderd kronen (24 April); hij wordt daarenboven gelast met het aanwerven van soldaten om een nieuw regiment in te richten.

[1] Diegerick, *Corresp. de Valentin de Pardieu*, bl. 20.

Den 24 Mei begonnen de eerste vijandelijkheden met de Staten. Het was echter op een ander terrein dat hij zijne tegenstrevers, zijne vrienden van gisteren, duchtige slagen zocht toe te brengen. De bezettingen van Grevelingen, Burburg, Duinkerke, Bergen, Kassel enz. luisterden zoo goed naar hem, dat Mathias, bevreesd voor zijnen invloed, ze vervangde en naar andere plaatsen zond. Zelfs bij de Staten van Vlaanderen waagde hij pogingen. De komst van den hertog van Anjou in de Nederlanden stelde hij in een slecht daglicht. Hij schreef dezen prins het inzicht toe, ons vaderland aan Frankrijk te onderwerpen. Om later, zegt hij, niet te moeten zuchten onder de dwingelandij van een hertog van Anjou of van een Willem van Oranje, is er geene redding te zoeken dan in eene verzoening met Philips II — nochtans mits zekere voorwaarden.

De koning van Spanje teekende den 11 September 1578 de brieven, waarbij aan Valentijn van Pardieu, heer van La Motte, in aanzien zijner bewezen diensten, algemeene volmacht gegeven werd om in 's vorsten naam te handelen met kasteelen, bezettingen, dorpen en steden, die den eed willen afleggen van onwankelbaarheid in het Roomsch-Katholiek geloof en getrouwheid aan koning Philips, zoo als ten tijde van keizer Karel V. De koning zal de overeenkomsten bekrachtigen door zijne bemiddeling gesloten, het verledene vergeten en vergeven, de vreemde huurtroepen verwijderen en de aloude privilegiën bevestigen.

Valentijn van Pardieu was één dier mannen, die niet rusten dan na het bereiken van hun doel, nooit moeilijkheden ontwijken. Voorzien van die groote volmacht, begon hij zijne werking.

De eerste betrekking, die hij aanknoopte, was met Nikolaas van Aubermont, heer van Masnuy-St.-Pierre en stedehouder van St.-Omaars. In het begin echter hield hij zijne inzichten zeer bedekt. Den 17 October 1578 reeds werd tusschen hen beiden een verdrag gesloten, dat de betrekkingsmiddelen tusschen St.-Omaars en Grevelingen regelde. Een eerste stap was gedaan. Op 20 December 1578 was Nikolaas van Aubermont den Staten afvallig.

In de maand October 1578 schreef de prins van Parma aan

Valentijn van Pardieu, te zien of het niet mogelijk zou wezen de Malkontenten te winnen. Willen zij gehoor leenen aan voorslagen, dan zullen zij in dienst genomen worden door den koning, om de Gentsche ketters te bevechten [1]. Alexander Farneze schreef insgelijks aan de heeren van Montigny, van Hees en van Capres om ze geluk te wenschen over hun gedrag. « Indien gij mijne hulp noodig hebt, schrijft hij, moogt ge op mij rekenen, ik blijf U altijd dienstvaardig [2]. » De nieuwe landvoogd werkte ook bij de soldaten; Robrecht van Helfault, heer van Havroult, moest eenige slimme en vertrouwde mannen in het leger der Malkontenten zenden om de soldaten tot zijne inzichten te winnen.

De abdij van Watten diende den 13 November 1578 tot bijeenkomst aan Valentijn van Pardieu met den heer van Montigny [3]. Men besprak er den toestand der Nederlanden. De heer van La Motte behartigde zich om den hertog van Anjou, aan Emmanuël van Lalaing, die nochtans met dezen verwantschapt was, als gevaarlijk voor het vaderland te doen doorgaan. De vinnige diplomaat wist zoo wel den jongen aanvoerder der Malkontenten door het vooruitzicht eener schitterende loopbaan ten dienste van den wettigen vorst te betooveren — die goedkeuren zou de Pacificatie van Gent en de Unie van Brussel — dat hij in de bekoring viel. Zijne droomen immers waren de uitvoering der Pacificatie en het behoud van den Roomschen godsdienst?

Toch geen stellig antwoord kon de heer van La Motte verkrijgen. Emmanuël van Lalaing zegde zijnen bloedverwanten en de Katholieke Staten er over te zullen raadplegen. Hij begaf zich naar

[1] *Correspondance d'Alexandre Farnèse*, publiée par Gachard, bl. 381.

[2] Gachard, *Idem*, bl. 391.

[3] « *Desirant faire paroistre l'ardent desir et affection que j'ay tousjours eu au service de Sa Majesté et affin de ne laisser perdre innutillement une bonne occasion, je me suis hazardé d'exposer ma vie au dangier, et continuant nos correspondences, nous sommes trouvez, M. de Montigny et moy à l'abbaye de Watene, le* xiije *de ce mois, y ayant communicqué de tout ce qui concerne le bien et repos des affaires de par deça.* » Brief van Valentijn van Pardieu aan den prins van Parma, 16 November 1578. — *Réconciliation des provinces wallonnes*, II, f° 33. — (Rijksarchief).

Bergen in Henegouw en verzocht zijnen broeder, den graaf Philips van Lalaing, stedehouder van dit gewest, de leden der Staten bij hem te vergaderen. Alsdan deelde de heer van Montigny mede hetgeen hij van Valentijn van Pardieu vernomen had. Toen zijn broeder, de graaf Philips, hem opmerkzaam maakte, dat hij reeds zoo verre, zonder iemands toestemming afgesproken was, zelfs buiten weten van den hertog van Anjou, jegens wien zij allen bijzonderlijk verplicht waren, antwoordde Emmanuël: dat de hertog het hem voor zeker niet euvel kon nemen; geroepen zoo als hij was, om een doel te helpen bereiken, is elke verbintenis, met dat inzicht aangegaan, verbroken, eens het doel bereikt, eender op welke manier. « Indien gij daarin bezwaar maakt, ging hij voort, » zal ik het hem zelfs zeggen [1]. » De jonge veldoverste ging naar den hertog van Alençon, doch verzon een list. Hij vroeg hem de betaling van drie maanden soldij van zijn leger, dat bestond uit tien duizend voetknechten, drie duizend paarden en negen stukken geschut. Frans van Valois zegde die som niet te kunnen geven, daar Frankrijks geldkas uitgeput was. Dit antwoord gaf Emmanuël van Lalaing gelegenheid te zeggen, dat hij in dien toestand geene redding zag dan in eene verzoening met den koning van Spanje; daarom verlangde hij van elke verplichting jegens den hertog ontslagen te worden, hetgeen deze toestond [2]. Tot dan toe hadden de hoofden der Malkontenten eenigszins de partij gehouden van Frans van Valois.

De onderhandelingen werden dan weer tusschen de heeren van La Motte en van Montigny hernomen. Den 15 December 1578 zegde laatstgenoemde, dat hij nog geen stellig antwoord kon geven [3] — maar toch werd hij reeds door den prins van Parma beschouwd, die hem een brief schreef om hem over zijn besluit geluk te wenschen — als voor de koningspartij gewonnen [4].

[1] Het verhaal is te vinden in de Archieven van 't rijk, *Réconciliation des provinces wallonnes*, II, f° 104. — Insgelijks in de *Mémoires sur Montigny*, bl. xv.

[2] *Réconciliation des provinces wallonnes*, II. f° 104, en *Mémoires sur Montigny*, bl. xvi.

[3] *Mémoires sur Montigny*, bl. xvii-xix.

[4] *Idem*, bl. xx.

Die onderhandelingen leidden echter tot niets. De werkzaamheden waren op eene lange baan geschoven : de heer van La Motte wilde iets anders beproeven om ze vooruit te brengen, dat hem meer tot nadeel dan tot voordeel strekte. Hij trachtte eene in het leger der Malkontenten samenzwering te bewerken, om den aanvoerder met geweld in de armen van Philips II te brengen. Hendrik van Zombres, heer van Bois-d'Enghien, door den heer van Montigny tot den rang van kolonel verheven, hielp hierin mede [1]. Den 25 November 1578 schreef Valentijn van Pardieu aan Alexander Farneze, dat de Waalsche soldaten den kapitein Pepin, luitenant-kolonel van 't regiment van den heer van Alennes, en den kapitein Desgetz benoemd hadden, om grondige kennis te ontvangen der koninklijke volmacht aan hem gegeven. Den 27 November kwamen zij bij den heer van La Motte en men handelde over de voorwaarden, waarop de soldaten de stad Meenen aan den koning van Spanje zouden overleveren. De soldaten zouden dan tot het leger van den koning overgaan, na het ontvangen der achterstallige soldij van zes maanden en hun recht behouden op nog veertien maanden die zij bij afkortingen — alle zes maanden een vierde der verloopen soldij — zouden trekken [2].

Zoo verre dacht Valentijn van Pardieu zich van den toestand meester, dat hij op 6 Januari 1579 aan den landvoogd schreef, dat al de Waalsche soldaten den baron van Montigny wilden verlaten, indien hij tegen hun besluit dorst ingaan [3]. En juist op dat oogenblik ontsnapt hem alles. De samenzwering was ontdekt en al de pogingen der aanhangers van den heer La Motte verijdeld, door de kloeke houding van Emmanuël van Lalaing. Eerst logenstrafte hij de valsche geruchten door den heer La Motte in omloop

[1] De heer van La Motte beloofde hem eene jaarlijksche rente van duizend gulden, « *pour avoir ouvert la porte de la négociation, et encore passé oultre pour la conclure et achever.* » Correspondance d'Alexandre Farnèse, fol. 79.

[2] Brief van de La Motte aan Alex. Farnèse, 25 November 1578; *Réconciliation des provinces wallonnes*, II, bl. 58.

[3] *Mémoires sur Montigny*, fol. 32.

gebracht [1], als zou hij den vrede met den koning niet willen, uit verkleefdheid aan den prins van Oranje; dat hij zijne goedkeuring had gegeven tot het afkondigen van den religievrede in heel Vlaanderen; dat de Waalsche soldaten, die hem zoolang dienden, voor eenige Franschen, die zich bij hen hadden gevoegd, miskend werden. Het viel den aanvoerder niet moeilijk zulke ongegronde aanteigingen te weerleggen. De afvallige kapiteins werden gevangen [2] en daarmede was de opstand gedempt.

Twee dagen na dit voorval deed hij de troepen eenen nieuwen eed van getrouwheid afleggen.

[1] De oversten der Malkontenten onderhandelden alsdan met de afgevaardigden der Staten.

[2] Zij werden toevertrouwd aan Roche des Sorbiers, heer van Pruneaulx, afgezant van den hertog van Anjou en opgesloten te Lannoi; zij kregen hunne vrijheid weder na de verzoening der Staten van Artois, Henegouw enz. met den koning.

IX

De mislukte poging van Valentijn van Pardieu om de Waalsche soldaten Emmanuël van Lalaing afvallig te maken, veroorzaakte natuurlijk eene oneenigheid. Hieruit hoopten de Algemeene Staten profijt te trekken. Hunne afgevaardigden spaarden dus geene moeite; zelfs de prins van Oranje schreef naar den Raad van Vlaanderen (29 Januari 1579) om de overeenkomst, te Komene tusschen de Staten en de hoofden der Malkontenten getroffen en den 25 Januari 1579 door Mathias bekrachtigd, stipt te doen naleven [1]. Ook getroosten de aartshertog Mathias en de Algemeene Staten zich de moeite eene verklaring te geven, dat de Hervormde leer in de Waalsche gewesten nooit zou ingevoerd worden [2] en dat men er de trouwe uitvoering der Pacificatie zou betrachten. De Staten van Vlaanderen, op verzoek der Algemeene Staten, hadden spoedig de gelden bijeengebracht om de Waalsche soldaten te betalen [3]. De Staten van Henegouw, aangespoord door den stedehouder Philips van Lalaing, broeder van den heer van Montigny, schenen eenigszins over te hellen. De afgevaardigden der Staten verdubbelden hunne bedrijvigheid. Alhoewel de hoofden der Malkontenten immer klaagden, dat men de voorwaarden der overeenkomst van Komene niet vervulde (10 Februari 1579) hoopten zij toch nog in hunne pogingen te slagen [4]. De aartshertog Mathias bood aan de heeren van Montigny en van Hees, de stad Aath, Hal of Nijvel, volgens verkiezing, als verblijfplaats aan [5].

Na lang met de aanvoerders der Malkontenten onderhandeld, in de bespreking misschien meer dan eene moeilijkheid uit den weg te hebben geruimd, stootte men toch gedurig en altijd tegen de grootste der talrijke grieven, waarop de Malkontenten hunne

[1] Kervyn en Diegerick, *Documents*, I, bl. 124.
[2] *Idem*, I, bl. 127.
[3] *Idem*, I, bl. 129-133
[4] *Idem*, I, bl. 151.
[5] *Idem*, I, bl. 157-159

eischen grondden, namelijk de vrije uitoefening van den Katholieken godsdienst en de teruggaaf der ontvreemde geestelijke goederen. Weinig betrouwen schijnen zij te stellen in de mondelingsche verklaringen der Staatsche afgezanten, want zij vergen dat alles schriftelijk geschiedde [1].

Ponthus van Noyelles, heer van Bours, als gevolmachtigde der Algemeene Staten en van Mathias, bracht den 4 Maart 1579 de verchillende voorslagen in geschrift. Eene der drie steden, Aath, Hal of Nijvel zou den Malkontenten ter bezetting gegeven worden, totdat de gelegenheid om de soldaten te gebruiken tegen den gemeenen vijand zich zou voordoen. De heer van Bours zou bij zijne lastgevers aandringen, opdat zij den Malkontenten voldoening verleenen zouden, nopens de willekeurige gevangenis der heeren en prelaten. De Waalsche soldaten van hunnen kant zouden eene verklaring doen, voortaan geene andere partij te dienen dan die van den aartshertog en van de Staten en den eed van getrouwheid afleggen [2].

Het antwoord der heeren van Montigny en van van Hees is gedagteekend van 6 Maart 1579. De hoofdzaak van het verdrag van Komene betreft den Roomschen eeredienst, tot wiens behoud zij de wapens opgenomen hebben. Twee maanden zijn reeds verloopen zonder dat zij de minste voldoening hebben gekregen. Men had wel den toestand geregeld der gevangene heeren en prelaten, die men onmiddellijk naar Keulen of naar Kleef moest overbrengen; doch er kan geene spraak meer wezen ze nog op onzijdigen grond te voeren, vermits de bepaling luidde, dat zij binnen de zes weken, te rekenen van den dag huns vertreks uit Gent, zich zouden te verantwoorden hebben over de beschuldiging, die men tegen hen inbracht; dit tijdstip was verloopen en de gevangenen bijgevolg van alle verdere zaken ontslagen. Ten opzichte van Mevrouw de Glajon is er insgelijks nog niets verricht. Zij, Malkontenten, willen geene steden tot hun eigen behoud; maar als waarborg der trouwe uitvoering van de over-

[1] Kervyn en Diegerick, *Documents*, I, bl. 178.
[2] *Idem*, I, bl. 179-180.

eenkomst, verlangen zij twee der drie steden, IJperen, Kortrijk en Oudenaarde, om er eene bezetting te leggen. Willende toonen dat zij ware vaderlanders zijn, zullen zij twee of drie duizend mannen ter beschikking der Staten stellen, om den gemeenen vijand, den Spanjaard, te bevechten — indien ook die van Gent zulk getal soldaten naar Brabant sturen en de verbintenis aangaan, gedurende die maand niets tegen de provinciën Atrecht, Henegouw, Valencijn en de vrijheden van Rijsel, Dowaai, Orchies, Doornik en ommelanden te ondernemen.

Zwak is het wederantwoord van den heer van Bours; hij bepaalt zich met op de moeilijkheden te wijzen, aan de uitvoering verbonden. Voor het oogenblik zou men zich te vrede moeten stellen met het afkondigen van het besluit. Het heeft al veel moeite gekost de gevangenen heeren en prelaten uit Gent te krijgen! Mevrouw van Glajon, alhoewel zij tot hiertoe geen enkel bewijsstuk er van heeft, kan als verbroken achten al de verbintenissen, door haar in de gevangenis geteekend. Het ware ook, voor het oogenblik althans, volstrekt onmogelijk de Katholieke wethouders, die afgezet zijn door de volgelingen der nieuwe leer, in hunne bedieningen en ambten te herstellen, daar zulks strijdig zou wezen met de privilegiën.

De Malkontenten blijven bij hunne voorwaarden. Op de klachten van den heer van Bours, dat de Waalsche soldaten Vlaanderen, door de brandschatting, die zij eischen voor hun onderhoud, ten onderbrengen, doen zij het voorstel er geene meer te heffen, indien de Algemeene Staten maandelijks 1726 gulden willen betalen per compagnie, boven het loon der kolonels en der ruiters. De Staatsche zaakgelastigde zegde geene volmacht te hebben om zulke voorwaarden aan te nemen; daarom wil hij onmiddellijk den aartshertog kennis geven van de geschreven onderhandelingen.

In het begin had hij het voorstel van de heeren van Montigny en van Hees van de hand gewezen — dat zij twee of drie duizend mannen naar Brabant zouden zenden om den Spanjaard te bevechten — maar later kwam hij zelfs op dit punt weer en vroeg mits welke voorwaarden zulks gebeuren zou. Wij zullen, antwoordden

zij, onze beste manschappen er heen zenden, indien de Gentenaars alle vijandelijkheden staken en men belove zich nooit tegen het vertrek der Waalsche soldaten te zullen verzetten, wanneer zij terug geroepen zullen worden door Emmanuël van Lalaing, heer van Montigny en door Willem van Hoorn, heer van Hees. De Staten van Vlaanderen en de Gentenaars moeten insgelijks zooveel soldaten mogelijk naar Brabant zenden. Vooraleer Vlaanderen te verlaten zouden de soldaten twee maanden soldij moeten ontvangen en later ook hun aandeel krijgen in al de betalingen, welke aan de Staatsche soldaten gedaan zullen worden. Door eene laatste bepaling vergde men ook de onmiddellijke invrijheidstelling van de gevangen heeren en prelaten.

De behendigheid in de onderhandelingen, is zeker langs den kant der Malkontenten. Nemen de Staten hunne voorwaarden aan, dan behouden zij al hunne macht en de soldaten bekomen eene afkorting van twee maanden op hunne achterstallige soldij.

Nog eens vervlogen de schoonste vooruitzichten der Staatschen.

Evenzoo ging het met de onderhandelingen tusschen de afgevaardigden der Algemeene Staten en de Staten van Henegouw en van Atrecht. Reeds meermalen hadden eerstgenoemden — die waren de abt van St.-Bernaards, de markies van Havré en de raadsheer Adolf van Meetkerke — geschreven dat alles op goeden voet was. Den 23 Februari 1579 waren de afgevaardigden der Staten van Henegouw, van Atrecht en van Dowaai vergaderd in de St.-Waast-abdij te Atrecht. Een flink geschrift, te overhandigen aan de Algemeene Staten, werd er opgesteld om de gezegden der Staatsche onderhandelaars te weerleggen. « Het zijn wij niet, zeggen zij, die moeten aangemaand worden getrouw te blijven aan de Pacificatie, want nooit hebben wij ze geschonden. Bij brief van 5 Januari verzochten wij dat alles volgens de Bevrediging van Gent en de Unie van Brussel zou geregeld worden, en niets hebt gij gedaan. Integendeel, nieuwe verbonden zijn door de Hervormden tot stand gebracht. Zekerlijk, wij verkiezen eenen algemeenen vrede tegen eenen gedeeltelijken, maar toch volstrekt niet anders dan in den geest der Pacificatie van Gent, der Unie

van Brussel en van het eeuwig Edikt van Marche-en-Famenne. Nooit en in geenen deele zullen wij dulden dat den Roomschen godsdienst schade toegebracht worde. »

Tot bewijs hunner rechtzinnigheid deelen zij aan de Algemeene Staten den brief mede van 7 Februari 1579, hun door koning Philips II gezonden, alsook de voorslagen in dezes naam door den bisschop van Atrecht, den baron van Selles en den heer van Valhuon den 23 Februari gedaan. Indien zij voor 20 Maart geen antwoord op hun schrijven van 5 Januari ontvangen, zullen zij de stilzwijgendheid als eene weigering beschouwen [1].

Reeds den 3 Maart 1579 ontvingen zij antwoord der Algemeene Staten waarin men uitvoerig de onmogelijkheid besprak hun eene algeheele voldoening te schenken. Don Juan en den Spanjaards moest men het wijten, dat, inweerwil der Gentsche Bevrediging, de nieuwe godsdienst in enkele provinciën doorgedrongen was! Het is volstrekt onmogelijk, zonder een burgeroorlog in 't leven te roepen en zonder bloed te vergieten, de Hervorming uit die gewesten te bannen. De religievrede, die gemaakt werd om alles te regelen, was niet verplichtend voor heel de Nederlanden, vermits hij slechts kracht van wet had, als hij goedgekeurd en afgekondigd werd door de provinciale Staten van elk gewest. — De religievrede was dus een onvoldoende maatregel [2].

De afgevaardigden der Algemeene Staten spiegelden zich nog een oogenblik het welgelukken hunner pogingen voor. Hunne hoop kon toch niet groot zijn, te nauwernood een flauw waggelend lichtje, zoo zwak, dat het door eenen enkelen zucht kon uitgedoofd worden. De Staten van Henegouw, Atrecht enz. schenen eenigermate door den brief der Algemeene Staten bevredigd en benoemden eenige personen om in die wetgevende vergadering hunne zaken mondelings af te doen. Alles werd nog eens, door een in schijn onbeduidend bezwaar, verijdeld, waardoor hunne laatste hoopstraal wegstierf. De koopwaren voor Henegouw,

[1] Deze brief werd uitgegeven te Antwerpen, bij *Chr. Plantin*, in 1579 : *Lettres des États d'Artois et des députés de Haynaut et Douay*. Hij is ook opgenomen in de *Mémoires anonymes*, III, bl. 324.

[2] *Mémoires anonymes*, III, bl. 404.

Atrecht en naburige landen bestemd, waren te Antwerpen, te Gent en te IJperen aangeslagen. Alvorens verder met de Algemeene Staten in onderhandelingen te treden, eischten de Staten dier provinciën, dat men de koopwaren aan hare bestemmelingen liet geworden. Geene moeiten ontzagen zich de Staatsche afgevaardigden om zulks te verkrijgen, doch vruchteloos, en de afbraak der betrekkingen volgde.

Gevolmachtigden van den prins van Parma, landvoogd der Nederlanden, handelende in naam van Philips II, waren inmiddels te Atrecht aangekomen.

Ook de pogingen van den heer van Bours lijden bij de Malkontenten schipbreuk. Zoo veel wijs beleid dacht men niet bij een zoo jongen veldoverste te vinden. De voorstellen van Emmanuël van Lalaing waren gewoonlijk zoo diep bedacht, dat zij de Staatschen altijd in het nauw brachten. Nemen zij zijne voorwaarden aan, dan voorzag men in het onderhoud van zijn leger, zonder daardoor in iets zijn gezag te verminderen. Eene weigering werd eene oorlogsverklaring. De Malkontenten ontvingen eindelijk zelfs geen antwoord meer op hunne voorslagen.

De Algemeene Staten waren reeds vroeger bedacht geweest zich op Valentijn van Pardieu, heer van La Motte, te wreken. Den 9 Maart 1579, toen zij maar al te wel zijne machtige en sluwe werking gevoelden, vaardigden zij een besluit af, dat afgekondigd werd in geheel Vlaanderen, waarbij hij en zijne aanhangers verklaard werden te wezen volkopruiers en landverraders. Hunne goederen werden verbeurd en op doodstraf was het eenieder verboden met hen schriftelijke of mondelingsche betrekkingen te onderhouden; ook zij die hun geld of levensmiddelen leverden, werden door die ordonnantie getroffen [1]. Valentijn van Pardieu bleef wel hard onverschillig aan die Jupiters bliksems, die hem toch niet treffen konden. Zijne onderhandelingen waren alsdan zoo verre gekruid dat alles vereffend scheen en hij belooningen van den koning van Spanje voor bewezene diensten ontving. Hij en de heeren Antoon van Helfault, Philips van Recourt, baron

[1] Kervyn en Diegerick, *Documents*, I, bl. 207.

van Licques en Jaak van Brias, gouverneur van Marienburg, tot leden van den krijgsraad benoemd, trokken geldelijke beloo-ningen, die voortkwamen van de aangeslagene goederen [1].

Na het mislukken der beraamde samenzwering met eenige kapiteinen van 't Waalsche leger, was er tusschen den heer van La Motte en Emmanuël van Lalaing eene verkoeling ontstaan, die dreigde de schoone plannen van eerstgenoemde in rook te doen vervliegen.

Op zekeren dag waren de aanleiders der Malkontenten te Lunch, nabij Bethune, ten huize van den burchtgraaf van Gent, in gezelschap van Valentijn van Pardieu. Deze ontmoeting gaf hem de gelegenheid zijne zaak bij den gekrenkten jongen veldoverste te regelen. Na voldoening aan den heer van Montigny te hebben gegeven, sprak hij over de inzichten van den koning, over de voorwaarden en voordeelen eener verzoening. Men zou een sterk leger inrichten van trouwe Katholieken, zoo sterk, dat het niet enkel den prins van Oranje en zijne aanhangers het hoofd bieden, maar deze verjagen en de regeering weerbrengen zou op den ouden voet. Eens dit doel verkregen, dan werden ook de vreemde troepen afgedankt en uit het land gedreven. De inwoners zouden dan de verbintenis moeten aangaan niets te doen tot nadeel van den Katholieken godsdienst, altijd en in alles getrouw te blijven aan hunnen vorst, die ook beloofde alles te zullen regelen volgens de voorschriften der Gentsche Pacificatie [2].

De heer van Montigny nam evenwel geen besluit, alhoewel die voorslagen hem bevredigden. Niets wilde hij doen zonder de andere hoofden der Malkontenten te raadplegen en misschien ook wel de Staten der Waalsche gewesten.

Nieuwe onlusten, die te Gent plaats hadden, braken de laatste, doch reeds erg versleten banden, waarmede de Malkontenten nog aan de Staten verbonden waren. De religievrede was door toedoen van Willem van Oranje in die stad afgekondigd. De Hervormden van Drongen, stellig niet honderd in getal, wei-

[1] Diegerick, *Correspond. de Valentin de Pardieu*, bl. 37.
[2] *Mémoires sur Montigny*, bl. xxi-xxvii.

gerden daarop aan de Katholieken het gebruik te laten der parochiale kerk. In Gent waren de Katholieken weer in bezit gekomen van vijf kerken, waar men met de vasten alle dagen predikte. De sermoenen, dagelijks door eene talrijke menigte bijgewoond, brachten vele Hervormden, welke hunne dwaling afzwoeren, in den schoot der Moeder-kerk terug. Die bekeeringen ontstaken den haat der Calvinisten. De kapitein Rockelfing en een kramer, Jan Masureel, poogden op zekeren dag (7 Maart 1579) de sermoenen te beletten, onder voorwendsel dat zij gehouden werden door vier predikanten van biddende orden, welke in de stad niet mochten komen, daar het afkondigen van den religievrede hun niet toeliet zich met ter woon in de stad te vestigen. De paters gingen niettemin met prediken voort, vóór een steeds aangroeiend publiek. In den morgen van den 10 Maart 1579, rond 8 ure, toen de kerk opgepropt was van geloovigen, stormden de Calvinisten met blanke degens in de St-Pharaïldis-, in de St-Michiels-, in de St-Jacobs- en in de St-Nicolaaskerk om de predikanten te vangen of te dooden. Bij die beweging werden vele menschen gekwetst. Het geroep en gehuil der gewonden of bedreigde personen brachten eene algemeene verwarring te weeg, waardoor het den paters gelukte te ontsnappen. De bedwelming en vrees hadden allen zoo zeer belemmerd en verlamd, dat een of twee personen, die zich tegen de ruststoorders wilden verzetten, geene navolgers vonden. De Geuzen vierden hunne woede bot op de nieuwe versieringen, die sedert het afkondigen van den religievrede, in de kerken geplaatst waren; de vensterramen werden uitgeworpen, het prachtig orgel der St-Jacobskerk vernield en zelfs het lood der daken weggenomen. De razernij duurde tot den volgenden dag. Na de parochiale kerken was het weer de beurt der kloosters. Op de Ste-Veerleplaats en op de Koornmarkt werden de geestelijke gewaden, kazuifels enz. verbrand; stoelen, banken, deuren en vensters dienden tot brandhout bij de verwarming der wachthuizen Dit alles geschiedde zonder weerstand vanwege de hard bevreesde Katholieken en ook zonder tusschenkomst der gemeentelijke overheden. Niet een enkele Calvinist werd aangehouden, maar de voornaamste onder de Katholieken — zij die alles lijdelijk hadden nagezien — werden in de gevangenis geworpen.

De heer van Champagny en zijne makkers, die naar Dendermonde overgevoerd waren, om verder op onzijdig terrein gebracht te worden, werden naar Gent terruggehaald en weer in het gevang opgesloten [1].

Gent, het broeinest van het Calvinisme, gaf het teeken van een nieuwen godsdienststrijd, die ontstond in al de steden waar de Hervormden in getal waren. Het lijdt geen twijfel, die buitensporigheden gaven den laatsten stoot, waardoor de Waalsche provinciën zich voor altijd van de anderen scheidden, waardoor de eenheid der provinciën in den weerstand tegen Spanje, door de Pacificatie van Gent bekomen, voor eeuwig verbroken werd.

Den 6 April 1579 werd in de abdij van Mont-St-Eloi, in 't bijwezen van den bisschop van Atrecht, van den baron van Selles, van den heer van Valhuon, van den burchtgraaf van Gent en van den heer van Capres, tusschen den heer van La Motte en Emmanuël van Lalaing, handelende, gene in naam van den koning en deze in zijnen eigen naam en in dien van den heer van Hees, als hoofden van het Waalsche leger, dat onder hun gezag stond, een akkoord gesloten, waarbij de heer van Montigny beloofde den Roomschen godsdienst te zullen verdedigen; den koning van Spanje trouw te dienen in den persoon van Alexander Farneze, landvoogd der Nederlanden; aan dezen de steden Meenen en Kassel en al de andere plaatsen, door de Malkontenten bezet, over te leveren, wanneer het uitheemsch krijgsvolk, zooals Spanjaards, Italianen, Burgonjers en anderen onzen vaderlandschen bodem zullen verlaten hebben.

In 's konings naam beloofde Valentijn van Pardieu den heer van Montigny ter hand te stellen de somme van twee honderd en vijf duizend gulden, waarvan de betaling geregeld werd als volgt: 1° veertig duizend gulden bij het teekenen van het kontrakt; 2° vijf en zestig duizend gulden den 7 Mei; 3° honderd duizend gulden den 7 Juni. De Waalsche soldaten moesten om in hun onderhoud, gedurende de maanden April en Mei, te voorzien, belastingen heffen in Vlaanderen; na eene monstering in het

[1] De Jonghe, *Gendsche Geschiedenissen*, II, bl. 119.

begin van Juni zouden ze definitief in dienst treden van Philips II.

Wij laten hier het belangrijkste stuk voor de geschiedenis der Malkontenten volgen, volgens de kopie [1], door den heer van La Motte aan den prins van Parma gezonden :

Les causes qui ont meu lesdicts évesques d'Arras, Selles, et S[r] du Valhuon a cousentir a ce contract a esté d'aultant que le S[r] de la Motte les asseuroit avoir charge de Sa Majesté et de Son Excellence sur le fait de la réduction de tous gens de guerre à son obéissance et service par touttes les voyes a luy possibles. Et que laissant couler ceste occasion et différer xxiiii heures, ledict baron de Montigny et ses troupes se joignent avecq les gantois aiant leur argent prest, selon qu'il nous fit apparoir par lettre de quattre membres de Flandres.

Nous, Emmanuel de Lalaing, baron de Montigny, etc., cognoissons et certiffions avoir ce jourd'huy, sixièsme jour d'apvril XV[c] soixante-dix-noeuf, accordé et convenu avec monsieur de la Motte, gouverneur de Gravelingue, au nom de Sa Majesté, en présence et par l'intervention de monsieur le révérendissime évesque d'Arras, monsieur le baron de Selles et monsieur du Valhuon, tant pour nostre personne que pour celle de monsieur de Heze, en vertu du pooir qu'il a baillié, ensamble pour tous aultres colonelz, capitaines, officiers, et soldarts, tant de pied que de cheval, quy nous ont obéy et suivy en Flandres et aultres lieux depuis sept à huict mois, estans présentement en nombre de six à sept mil hommes de pied, environ quatre cens chevaulx, et quelques pionniers, de servir sa Majesté sur la forme du serment qui s'ensuit, assavoir : que nous jurons et promectons de mainctenir et entretenir la religion chatolicque, apostolicque romaine, et de rendre à Sa Majesté l'obéissance à elle deue, le tout en suivant la pacification de Gand, union ensuivie et édict perpétuel ; auquel effect, promectons de servir fidellement sadicte Majesté envers et contre tous, et d'obéir à son lieutenant et capitaine général, tel qu'il luy plaira ordonner agréables aux Provinces-Unies, et qui se polront unir à se maintenir ès poincts susdicts; auxquelles provinces, sy Sa Majesté ne donne raisonnables asseurance et ne rethire tous espagnols, italiens, albanois, bourguignons, et aultres gens de guerre non agréables ausdictes provinces, en dedens le jour et terme qui sera prins et arresté avec icelles, ne serons en riens oblegez ou chargez en vertu de cest dicte promesse : comme aussy ne serons tenuz de riens emprendre avant la sortie desdicts espagnolz et aultres estrangers hors de tous ces pays. Lequel serment ferons prester par nos dictes trouppes, et suivant iceluy remectrons ès mains de Sadicte Majesté les places de Menin, Cassel, et touttes aultres que tenons avec leurs artilleries et munitions, pour en estre faicte ce que pour son

[1] Diegerick, in de *Corresp. de Valentin de Pardieu*, bl. 265, heeft zich van eene slechte kopie bediend, geschreven door de La Noue, den vijand van den heer de La Motte.

service sera trouvé convenir. Et pour faire paiement ausdictes trouppes de ce qui leur peult estre deu, et les rendre tant plus volontaires et en bon ordre et disciplinne militaire, pour bien servir sadicte Majesté, nous, Valentin de Pardieu, Sr de la Motte, gouverneur de Gravelingues, promectons, au nom de Sadicte Majesté, de paier et furnir, ès mains dudict Sr de Montigny, la somme de deux cent mil florins, assavoir : quarante mil florins présentement, soixante-cincq mil florins en dedens le viie de may prochain, et aultres cent mil en dedens le viie de juing ensuivant. Et moiennant ce, nous, Sr de Montigny, promectons entretenir nosdictes trouppes par tout le mois de avril et may inssuivant, aveeq les contributions que pourrions tirer du pays de Flandres, et icelles passer monstre général pour entrer en service et en solde ordinaire au commencement du mois de juing prochain. A quoy nous, Sr de la Motte, promectons les faire recevoir au nom de Sadicte Majesté, et leur faire délivrer ung mois de paie en dedens le xve d'icelluy et pour ledict mois. En tesmoignage de quoy, nous avons signé ces présentes et y faict apposer nostre cachet armorié de nos armes, en présence, pardesus les susnommez, de monsieur le visconte de Gand, gouverneur et capitaine général d'Arthois, monsieur de Cappres, gouverneur des villes et cité d'Arras, et monsieur d'Alennes, colonnel, au lieu abbatial du Mont-Saint-Eloy, les jours et an que dessus. Em bas signé : Emanuel de Lalaing, aveeq le cachet armorié de ses armes y apposé et impraint sur cire vermeille, soubz certain pappier pardessus la cire.

(Signé :) Valentin de Pardieu,
Sr de la Motte.

Le jourd'huy, vi d'apvril XV^cLXXIX, a esté promis à monsieur de la Motte, gouverneur de Gravelinghes, par mess^rs le révérendissime d'Arras, visconte de Gand, gouverneur d'Artois, et Sr de Selles et Sr de Capres, gouverneur d'Arras, de rendre et restituer audict Sr de la Motte les quarante mil florins qu'il paye au nom de Sa Majesté à monsieur de Montigny, tant pour luy que le sieur de Heze, les colonnels d'Alennes et Bodinghien, et tous aultres capitaines, officiers et soldatz, tant de cheval que de pied, aians obéy et suyvi ledict de Montigny depuis huict mois encha, en cas que l'accord ne se parfait entre Sa Majesté et les Estatz d'Artois, Henau, Lille, Douay et Orchies; et que, pour ceste cause, ledict baron de Montigny se déportera du service de Sa Majesté

prendant aultre party, et que Sa Majesté, ou aultre en son nom, n'inquiéta ledict Sr de la Motte pour le fournissement desdicts quarante mil florins, desquelz nous soubsignez : moy évesque furniray cincq mil, visconte quinze mil, baron de Selles et Capres chacun dix mil; à quoy nous nous obligeons avecq nos biens, terres et seigneuries, et de noz hors présens et advenir. En tesmoing de quoy, nous avons soubsigné ceste de noz noms au lieu abbatial de Mont-St-Eloy, le jour et an que dessus.

De Malkontenten bleven hun woord gestand. Vele gegronde redenen, om zich terug te trekken, deden zich voor. Een der bijzonderste punten van het verdrag was het betalen van de achterstallige soldij, waarop de Waalsche soldaten recht hadden. Het geldkoffer der Spaansche kroon had in groote uitgaven te voorzien en was zeer dikwijls ledig. De heer van La Motte deed al het mogelijke; niet zonder veel moeite was het hem gelukt veertig duizend gulden bijeen te brengen tegen den dag dat het kontrakt moest geteekend worden. Toen de eerstvolgende betaaldag aanbrak, 7 Mei, liet de heer van La Motte maar niets van zich hooren. Acht dagen verloopen en nog geene tijding; de soldaten, die den inhoud van 't akkoord kennen, beginnen te morren. Emmanuël van Lalaing was nêergeslagen. Huichelden de heer van La Motte en de prins van Parma, toen zij met de Malkontenten handelden? Zou de brief van Alonzo Curiel, dien men zegde onderschept te hebben, waarheid spreken?

Nog eens onderschepte brieven, waarvan de geschiedenis der XVIe eeuw zoo dikwijls gewag maakt.

De broeder van den heer van Montigny, Philips van Lalaing, stedehouder van Bergen, had den 19 April 1579 aan den prins van Oranje onderschepte brieven gestuurd, die bestemd waren voor den prins van Parma en welke in zijn bezit gevallen waren [1]. Die brieven, door een zekeren Alonzo Curiel geschreven, deden in de Algemeene Staten eenen laatsten hoopstraal flikkeren. Daarmede konden zij den Malkontenten het bewijs leveren, dat de Spanjaards met slechte trouw handelden en het contrakt van

[1] Kervyn en Diegerick, *Documents inédits*, I, bl. 248.

Mont-S[t]-Eloy niet zochten te houden. Aanstonds benoemden zij Maximiliaan van Cruninghen, heer van deze plaats, van Heembvliet, Hasersouw enz., welke die onderschepte brieven aan de heeren van Montigny en van Hees moest voorleggen, om alzoo het breken dier overeenkomst te verkrijgen.

De Algemeene Staten gaven insgelijks aan hunnen afgevaardigde de noodige volmacht met de Malkontenten te handelen, mocht hij er de gelegenheid toe vinden [1]. Den 3 Mei kwam hij te Meenen en geraakte met den heer van Montigny in betrekking. « Indien de heiligen soms mirakelen doen, schrijft de heer van Cruninghen aan Willem van Oranje, dan doen deze brieven er meermalen daags; zij brengen eene verandering te weeg bij allen die ze te lezen krijgen [2]. » De heer van Montigny was toornig. Langzamerhand, naarmate de eerste indruk verflauwde, verloor ook de heer van Cruninghen alle hoop; hij ontveinsde zich niet dat hij weldra onverrichter zake zou wederkeeren. Gaven die brieven, welke misschien geschreven werden door eenen vervalscher, om alzoo de hoofden der Malkontenten te bedriegen, aan Emmanuël van Lalaing geene genoegzame verzekeringen over de inzichten der koningsgezinden om maar aanstonds een gesloten akkoord te verbreken?

Zijne soldaten weigerden echter het kasteel van Boesinge, dat door den heer van La Noue belegerd werd, ter hulp te komen. Alsdan zond Emmanuël van Lalaing zijnen geldmeester Antoon Lamant tot driemaal toe naar den heer van La Motte. In het begin verontschuldigde deze zich, doch veranderde later van stelsel en begon met den Malkontenten te verwijten, dat zij de bepalingen van 't akkoord niet vervulden. Alhoewel het luidt, dat zij tot niets verplicht zijn zoo lang de vreemde huurtroepen op onzen bodem verblijven, had de heer van Montigny mondelings beloofd geene gelegenheid te laten voorbijgaan, dat hij aan 's konings zaak dienst kon bewijzen. De heer van La Motte zegde tweemalen door den heer van La Noue aangevallen te zijn geweest en plaatsen

[1] Kervyn en Diegerick, *Documents,* I, bl. 253-259.
[2] Groen van Prinsterer, *Archives,* VI, bl. 606.

verloren te hebben, zonder dat de Malkontenten hem waren bijgesprongen. Alvorens de vijf en zestig duizend gulden af te leggen, verlangt hij dat de heer van Montigny hem een schriftelijk bewijs levere, waarbij hij zich verbindt onmiddellijk zijn leger ten dienste te stellen van den koning van Spanje. Dit was niets dan een uitvluchtsel om tijd te winnen. De overste van 't Waalsch leger wêerlegde die vraag in een flink opstel [1]. Ziende dat hij door dat middel er niet ingelukte, zocht Valentijn van Pardieu de Malkontenten met zachtheid om den tuin te leiden [2].

In deze zaak was nog eens de rechtzinnigheid aan den kant der Malkontenten. Niettegenstaande dat zij redenen hadden zich te beklagen, grondige redenen om het contrakt door hen aangenomen te verbreken, hielden zij toch hun woord. Den 26 Mei legden de Waalsche soldaten den eed af van getrouwheid aan den koning van Spanje, waaraan zij nooit te kort bleven, alhoewel bij elken betaaldag altijd nieuwe moeilijkheden ontstonden. In de staatsarchieven hebben wij geen enkel stuk aangetroffen, waardoor het bewezen is, dat de Malkontenten ooit de algeheele betaling hunner achterstallige soldij ontvingen; integendeel, wij hebben de overtuiging dat langs Spanje 's zijde het contrakt van Mont-St-Eloi nooit zijne algeheele uitvoering heeft gehad [3].

Is dit geen bewijs — wat sommige geschiedschrijvers dan ook zeggen — dat het bij de Malkontenten geene bloote geldkwestie gold, maar dat zij ook uit overtuiging handelden om den godsdienst hunner vaderen tegen de Calvinistische overheersching te bewaren; dat zij het vaderland waarlijk lief hadden en al deden wat in hunne macht was om het aan den wettigen vorst te behouden, tegenover Willem van Oranje en tegenover het Calvinisme?

[1] *Mémoires sur Montigny*, p. XXXIII.

[2] *Papiers d'État et de l'audience*, liasse 185.

[3] Wij deelen hier eenen brief mede van het hoofd der Malkontenten aan den prins van Parma, gedagteekend van 17 September 1579, om de betaling te verkrijgen :

Monseigneur, comme Monsieur le comte de Mansfeld, après avoir icy parachevé la paix, s'en retourne vers Vostre Excellence, je n'ay voullu faillir de me ramentenoir

X

Meest al de geschiedschrijvers hebben de handelingen der Waalsche Staten met die der Malkontenten verward; alhoewel nauw met elkander verwant, waren zij toch twee afzonderlijke partijen, elk met hare grieven, elk met hare bedoelingen. De Waalsche gewesten hadden altijd de zaak van het vaderland, de algemeene orde, rust en welvaart eene warme liefde toegedragen. Toen het enkel gold het bevechten van den Spanjaard, waren zij moedig te velde getrokken, maar ook afkeurig gebleven van de nieuwigheden die de Hervormden wilden invoeren. Bij den beeldstorm van Augustus 1566 sloten de steden van Bergen, Kamerijk, Rijsel, Dowaai, Atrecht en Bethune een onderling verbond om die geweldenarijen te beletten[1].

Wanneer in 1578 de Calvinisten aan 't woelen gingen en zij er zich op toe legden om de wreedheden van 't wonderjaar — indien zulks mogelijk ware — nog te overtreffen, kwamen de Staten der Waalsche gewesten weer op het gedacht zich door een verdrag nauwer aan elkander te vereenigen. Het oproer, door Crugeot en eenige fanatieke Calvinisten te Atrecht bewerkt, scheen de noodzakelijkheid van een dergelijk verbond duidelijk te bewijzen. De

en la bonne grâce d'icelle, comme l'un de ses plus humbles et affectionnés serviteurs Et ensemble, luy remontrer l'extrême nécessité en laquelle se retrouvent mes trouppes, à faulte que le Sr de la Motte ne furnit l'argent qu'il nous a passé si longuement promis, au nom de Sa Majesté, quy me fait supplier Vostre Excellence d'ordonner bien expressément audict Sr de la Motte, à ce qu'il délivre promptement le susdict argent : auquel effect je despesche expressément le capitaine la Lusche, présent porteur vers Vostre Excellence, ensemble pour tant plus l'asheurer de l'envie qu'ay de luy rendre très-humble, comme elle cognoistra par les euvres. A quoy me remettant, je prie Dieu, Monseigneur, luy donner l'accomplissement de ses vertueux désirs et à moy le moyen de luy faire service agréable. De Mons, le 17 de septembre 1579.

De Vostre Excellence, bien humble et affectionné serviteur,

(Geteekend) : EMMANUEL DE LALAING.

Opschrift : A son Excellence.

[1] DE CAVRINNES, *Malcontents*, bl. 197.

Algemeene Staten om de verbittering der Staten van Henegouw en Atrecht te verminderen, gelasten op 23 October 1578 den heer van Fromont en Martini, secretaris van Antwerpen, aan die Staten diets te maken, dat de buitensporigheden van Gent hunne lastgevers diep griefden en zij daarom hoopten dat de Waalsche Staten zich toch niet van de andere zouden losscheuren [1]. De Staten van Atrecht antwoordden hierop, dat zij in hun gewest de Pacificatie van Gent nauwkeurig deden uitvoeren, terwijl integendeel andere provinciën, zooals Vlaanderen, ze deerlijk verkrachtten [2]. Zij willen, zeggen zij aan de Staatsche afgevaardigden, de onmiddellijke beteugeling van het oproer in Vlaanderen :

Les Estatz de Haynau, ayans entendu par la proposition verbale de Monsieur de Froidmont et son adjoinct, et veu par leur instruction le soing que son Altèze et Messeigneurs des Estatz généraulx ont heu d'eulx, et pour les accomoder dépesché pardevers eulx ambassade sy notable, les en remerchient en toutte humilité, prestz et appareillez en leur endroict, aussy de s'accommoder à toutte chose bonne, ne cerchant

[1] Gachard, *Actes des États Généraux des Pays-Bas*, II, bl. 63. Nr 1448 en 1449.

[2] Brief der Staten van Atrecht aan den aartshertog Mathias, in October 1578 : « Monseigneur. Comme estions assemblez en ce lieu pour résouldre aux poinctz proposez de la part de vostre Altèze et de Messeigneurs les Estatz généraulx, suyvant l'instruction dressée sur le Sr de Capres, gouverneur de ce pays, et le Sr de Beaurepert, le premier jour d'octobre dernier, Mr Jehan Richardot, conseiller du conseil privé de sa M , se seroit présenté, requis audience à ladicte assemblée et remonstré de la part de vostre dicte Altèze, qu'eussions tousiours à nous maintenir et comporter ès terme de l'union générale, sans nous en distraire et départir par aulcunes ligues ou unions particulières d'aucunes provinces, ains demeurer en ladicte généralité, pour le plus grand bien et conservation de ce dict pays : pour à quoy satisfaire, avons bien voulu asseurer par cestes vostre Altèze que sommes enthièrement résolus et intentionnez de maintenir et garder inviolablement la pacification de Gand et l'union depuis ensuyvie, tant solempnellement jurée et ratiffiée par les provinces, sans aucunement nous en vouloir départir ni aller au dehors d'icelle. Suppliant vostre dicte Altèze qu'il lui plaise commander et ordonner à toutes autres provinces comprinses en ladicte union faire le semblable, voeullans bien représenter à vostre Altèze que l'on trouve fort estrange les

en riens leur particulier; mais en tout et partout la gloire et honneur de Dieu, la paix, repos et tranquilité publicque, et la conservation de la pacification de Gand et de l'union par tous sy solempnellemens jurée.

Estans extrèmement marris que, faulte d'avoir probeu en temps aux affaires, a causé telle altération entre les Ganthois et Walons, en apparence à passer à plus grand désastre s'il n'y est tost proveu et remédié.

Combien que, au regard desdicts Walons, ne se peult passer soubz silence, comme chose toute notoire et publicque que les insolences et déportemens insupportables de ceulx de Gand, le tout coulé et passé inpuniment et sans en avoir ou démonstrer quelque ressentement, a esté suffissant argument pour exciter et esmouvoir non seulement les hommes bien naiz, mais aussy les élémens, voires les pierres.

N'ayans toutefois entendu ny oy que lesdicts Walons ayent faict quelque acte d'hostilité, mais bien se opposé et proveu à leur deffence et seeurté contre les embusches et machinations qu'on dreschoit à leur enthière ruyne, dont, au vray dire, se povoient et debvoient bien doubter, puisque l'on s'est attaché sy cruellement à aucunes de leurs compai-

insolences, excez et outraiges que commettent journellement aucuns Ganthois et leur adhérens endroict les ecclésiasticques, nobles et particuliers, contrevenans directement au contenu de ladicte pacification par eux jurée. Et d'autant que par icelle pacification chascun se trouve obligé et chargé subvenir, ayder et secourir ceulx quy se trouvent lesez par les infracteurs de ladicte pacification, tant en général qu'en particulier, requerons qu'il plaise à vostredicte Altèze d'à toute diligence ordonner ausdicts Gantois et autres leurs adhérens d'eulx déporter de telles insolences, excès et oultraiges, restablissant tous oppressez en leur pristiues dignitez, honneurs, libertez et biens, comme ilz estoient auparavant lesdicts excez commis. A faulte de quoy, (à nostre grandissime regret) serions constrainctz, pour acquit de nostre foy, serment et obligation assister les oppressez par telle voye et moyen que trouverons convenir, avecq ceulx quy pour pareilles descharges de serment et obligation vouldront faire le semblable. A quoy, pour l'importance du faict, plaira à vostre dicte Altèze avoir songneulx regard, assurant icelle que tous en particulier et en général sommes résolus de ne nous départir de la généralité, ains demeurer en icelle enthièrement.

Dediez faire à vostre dicte Altèze très-humble service. Monseigneur, etc... »

Archieven des Rijks te Brussel : *Reconciliation des provinces wallonnes*, I, fol. 466.

gnies, quy ne se peult excuser par raison quelconque, veu que c'estoient soldatz conduictz et menez par commissaires de son Altèze et des Estatz généraulx.

Lesquelz, au vray dire, méritoient tout autre traictement veu que, habandonnant l'espaignol, ilz se sont rengez, au temps de la nécessité, du party des estatz et ont continué au service d'iceulx, voires exécuté les principaulx effectz, mesmes à ce qu'on entend, se sont offert et présenté d'aller et servir au camp, aveeq bien peu de prest et avanchement, mais on les a rejecté et négligé, les laissant aulsy vaultrer et vagabonder, sans les payer employer ni casser, à la grant charge et foulle du povre peuple.

Sy ceulx de Flandres se plaindent d'en estre présentement chargez, ceulx de Haynau, à plus forte raison, s'en doibvent griefvement resentir, quy en ont esté foullez continuellement, de sorte que par eulx et par aultres ne se trouve un seul coing du pays quy ne soit exténué jusques aux os.

Cependant, on s'est chargé à tous costez d'estrangiers, de cheval et de pied, à double, voires triple despence et tous de religion contraire, ayant les flamengs laissé desbarcquer en leur province pluisieurs compaignies d'Anglois et Escossois, n'ayans aulcune retenue des Estatz Généraulx : le tout au desceu d'iceulx, sy non grandement excédé l'arrest sur ce prins, assavoir : de y employer vi^{e} mille florins par mois, seullement de de manière qu'on voit à l'oeuil et touche du doigt, que, non seullement là l'exemple de l'Espaignol), aulcuns tâchent à la ruine totalle du pays d'abastardir et du tout habandonner les naturelz d'icelluy, mais aussi à chose plus pernicieuse, si comme de estaindre et altérer la religion catholicque, abolir et supprimer la noblesse, accabler tous gens de bien et renverser tout ordre d'estat, eslevant gens de basse et vile condition aux offices publicques de Magistrat et d'aultres, encoires qu'ils ne y soient oncques esté nourris et instruictz, dont aussy le fruict en réussit tel que chascun voidt, remplissant le pays de sédition, de massacre, de pillaige, de saccagement et choses semblables quy sont les beaulx fruictz de la licence effrenée et par trop desbordée, permise à la populace.

Toutefois, n'y a cause de se louer grandement d'iceulx estrangiers, puisque pour un faict particulier rompent et démembrent le camp, renforceant par cela et encourageant tellement l'ennemy, qu'est bien à craindre il viendra accabler et subjuguer derechef les pays, à la grande et perpétuelle désolation d'iceulx.

Ne trouvant aucun fondement, ni pour les Ganthois d'avoir mandé le duc Casymir contre les Walons, ny pour le S^r duc d'avoir embrassé la cause desdicts Ganthois, pour ce, premièrement que lesdicts Walons ne sont sur les bornes de ceulx de Gand, ny en termes d'offenser, mais cerchant par nécessité le moyen de s'entretenir comme ilz ont faict ès autres provinces, ne povans estre et vivre en l'air, et au regard dudict S^r duc, son obligation estoit de rendre le service à la patrie, et non de son authorité privée empoigner une tant injuste querelle, désarmant pour cest effect d'aulcunes de ses trouppes, le camp estant à la barbe de l'ennemy, voires sans le consentement du général de l'armée.

Combien que l'on entend, comme aussy est vraysemblable, qu'ilz avoient intelligence parensemble devant l'armée desdicts Walons en Flandres, veu que lesdicts Ganthois longuement paravant s'estoient armez à toutte oultrance et qu'est assez sceu que aulcuns de Gand se sont trouvez par devers luy en la ville de Bruxelles.

Ne voyant tel le faict de Monsieur de Montigny, veu comme il propose et escript à son Altèze que, par charge et lettres d'icelle en datte le XXIme jour de septembre, il s'est transporté vers lesdictes compaignies pour les rassembler et contenir en meilleure discipline à la moindre foulle du povre peuple que seroit possible.

Et ors qu'il ayt heu quelque mescontentement des actz indeuz perpétrez par les Ganthois, samble que tant s'en fault il en doibve estre blasmé, que mesme en doibt recepvoir grande louenge pour y estre obligé et de nature et par le serment de l'union qu'il a juré et signé, laquelle dégrade de noblesse, de nom d'armes et d'honneur, et tient pour parjurez desloyaulx et ennemys de la patrie, ceulx quy par tous moyens n'assistent par force ou autrement les envahys, oppressez et emprisonnez.

Trouvant fort mauvais que aucunes provinces se sont sy avant oubliées que de faire ligues au préjudice de ladicte union et de la pacification de Gand, chose au vray dire fort pernicieuse et tendant à une ruyne et éversion totalle de l'estat publicq, puisque desfaillant le fondement est impossible que l'édifice puist subsister.

Supplians et requérans très-humblement les Estatz généraulx et adjurans son Altèze par le serment qu'elle a presté, à sa réception, de empescher et rompre toutes ces ligues contraires et préjudiciables au bien, salut et repos commun et à la foy publicque, offrant par lesdicts Estatz de Haynau de y assister de tous leurs moyens, povoir, advis et conseil selon l'obligation qu'ilz y ont.

Protestant que le zel qu'ilz ont tousiours heu de s'en acquicter les a esmeu de représenter le mesme debvoir tant auxdits Estatz généraulx que aux villes particulières par diverses ses lettres qu'ilz leur en ont escript cy-devant, sans touttesfois en avoir aperceu aucun amendement.

A raison de quoy et voyant le feu embrasé ne se mitiguer; mais de plus en plus pululer et accroistre, ont esté poulsez de représenter l'inconvénient apparent aux provinces voisines, les sommant et stimulant aussy de leur debvoir.

Mais tant s'en fault que ce soit faire nouvelles ligues et contraires à l'union générallc et pacification de Gand (comme aulcuns à ce qu'on entend, l'ont voulu calumpnyer et interpréter), que mesme c'est le seul remède et unicque moyen pour l'entretenement et exécution d'icelle, selon que par exprès se y trouvera couchié, et à quoy non seullement ceulx de Haynau et leurs voisins, mais aussy toutes les provinces unyes se doibvent joindre et bander.

La charge et instruction donnée aux députez vers ceulx de Gand, selon que la propose le Sr de Froidmont, se trouve assez pertinente, combien que l'espoir n'est fort grand d'en rapporter le fruict désiré, veu que pour tant commandemens fais à ceulx de Gand, ilz n'y ont jamais voulu obéyr.

Attendu aussy que lesdicts députez (à ce qu'on dit), excèdent en divers endroictz leur charge, forgeant nouveaulx poinctz et articles, examinant le faict des prisonniers et autrement quy ne peult estre que fort suspect et mauvais, donnant l'apparence d'une triste yssue de leur charge et ambassade, à quoy sera fort bon de proveoir de bonne heure et aultant qu'on désire d'assoupir et estaindre cest embrasement, et parvenir à ung repos privé pour, d'une mutuelle construction et assistence, résister et repoulser l'ennemy commun.

Estant à espérer tout autre chose des Walons, puis qu'on voit par leur prétention, ny avoir touché que chose fort juste, équitable et raisonable, voires conforme au subject de la susdicte instruction, par moyen de quoy n'y aura difficulté de s'accorder, sy les autres se veullent renger à la raison. Mais de s'armer de tous costez à tele furie, lever le 5me homme par tout la Flandre, retenir tous les deniers dont la cause commune se doibt servir, rappeller toutes les vieilles garnisons de Holande et Zeelande, désarmer le camp, faire ligues contraires à la pacification et union, et choses semblables assez sceues et descouvertes,

et pour accabler, perdre et ruiner ceulx quy ne demandent que la raison, ce n'est là la voye pour estaindre le feu naissant, mais pour l'allumer davantaige et donner évidamment à congnoistre aux provinces catholicques et gens de bien qu'ilz n'aueront eu après meilleur party que les Walons, veu le grand avanchement jà apperceu.

Et pour en dire et déclarer ce qu'il en samble auxdictz estatz de Haynau, tout ouvertement et sans dissimulation, combien que jamais n'ont usé d'aulcune dissimulation, mais en touttes leurs actions procède rondement et tout ouvertement, comme se peult veoir et descouvrir par leurs lettres et escriptz, il fault et convient nécessairement quicter et habandonner ce pied et revenir à la raison, rejecter toute passion et particulière affection et parensemble sur le fondement de la pacification et union, entendre au salut et délivrance du povre peuple.

Regrettant sur toutes choses qu'on n'a heu meilleur esgard doiz le comenchement à prevenir et estaindre le feu apparant, pour maintenir au plus près ladicte pacification de Gand et union, quy pour apporter le fruict de vray liberté pour laquelle l'on a tousiours combatu, debvoit esmouvoir tous bons patriotz de quelle religion qu'ilz fuissent à se conduire de meisme affection tendant seullement à repoulser et déchasser l'ennemy, et non à troubler les villes l'une contre l'autre et exercer telles insolences contre les Catholiques, quy ont les premiers emprins la cause commune contre l'Espaigne et adhérens.

Par moyen de quoy, mesmement ceulx de Hollande et Zeelande, se sont trouvez deschargez du pesant fardeau de la guerre qu'ilz avoient à dos à leur grant douleur et periclitation et tous ceulx de la religion nouvelle obtenu liberté et rentrée en leurs biens et provinces, en recordation de quoy ilz se deuissent par plus forte raison contenir en leurs bornes, sans ainsy de faict agresser les Catholiques et leur rendre le mal pour le bien.

De quoy l'on se doibt grandement respentir, vue mesmes que depuis ladicte pacification ne sera trouvé que les Catholicques ayent eu riens quy soit attempté ni contre ceulx de ladicte religion nouvelle, ni au préjudice de ladicte pacification de Gand.

N'ayant les estatz de Haynau aperceu qu'en tout, ilz ayent esté favorisez comme contient ladicte instruction, encoires qu'ilz le deussent bien avoir esté pour tant de bons offices et de maulx qu'ilz ont soustenuz.

Mais, au contraire, ladicte province sur toutes autres at esté comme habandonnée, mengée des soldatz desmandez et autres pardessus l'envahie et oultraige de l'ennemy.

L'on a escript lettres aux villes particulières de ne recepvoir garnison par l'ordonnance du Gouverneur provincial. Ayant sur ce lesdictes villes prins tel pied et fondement qu'elles ne veullent plus rendre l'obéyssance à luy deue, ny conséquamment aux Estatz générаulx.

L'on a mis garnison de soldatz, voires quy ne sont de serment auxdicts Estatz générаulx, en pluisieurs desdictes villes, sans les en vouloir rethirer pour prière et request qu'on ayt sceu faire encoire qu'il n'en soit aucune nécessité, causant, non seullement, que d'icelle et des principalles meltes de la province, l'on ne peult thirer les moyens pour soustenir les garnisons, frontières et autres nécessitez; mais se voit que le tout tend à tenir le povre peuple en misérable servitude.

Veu mesmement que, au lieu de faire rethirer lesdicts soldatz, ceulx de la ville d'Ath se sont emparez du chasteau.

Au lieu de assister les povres gens d'Enghien, de furnir le payement des leurs, pour les faire sortir, selon l'appostille qu'ilz en ont obtenu, l'on escript auxdicts soldats de n'en bouger et sortir.

Et finablement, ayant ceulx de Hal après tant de maulx et tourmens vendu jusques à la chemise pour se descharger de ceulx qu'on y avoit mis, on s'efforce d'en remeectre des nouveaulx.

A quoy lesdicts Estatz de Haynau prient et supplient derechef vouloir applicquer le remède propice et convenable, et les descharger promptement sans aultre renvoy desdictes garnisons d'Ath, d'Enghien, Hal et Braine, faisant commandement bien expres par lettres et autrement auxdictes villes et touttes autres de rendre et désirer l'honneur et obéyssance deue au Gouverneur provincial, comme l'on avoit accoustume auparavant et de tout temps. Et en cela lesdicts Estatz prient d'estre accommodez.

Combien néantmoings que sur toutes choses ilz désirent estre remédié au général, affin de aussy tost par une bonne et mutuelle correspondence résister et repoulser l'ennemy commun.

Pour à quoy parvenir et restablir le repos publicq, samble que comme ladicte pacification de Gand et union généralle se trouvent en tant d'endroictz violées et offensées, cause mouvante et principale de tous ces discors, qu'icelles doibvent estre tout premier remises en leur intégrité spéciallement regardant la foy et religion catholicque.

Du moings que ès villes et provinces dont elle a esté déchassée, l'exercice publicque d'icelle soit restably en toute sieureté.

Les ecclésiastiques réintégrez en leurs églises et tous les bien d'iceulx et de tous autres restituez.

Les prévilèges et charges anchiens maintenuz et conservez.

Les prisonniers tenus contre lesdicts prévilèges mis en pleine liberté, du moings renvoyez en lieu où son Altèze, Conseil d'Estat, et Estatz Généraulx peuvent absolutement commander.

Que les Gouverneurs, Consaulx provinciaulx et autres Chambres des finances et des comptes, magistratz et tous officiers soient par voye légitime, comme de toute anchienneté, et selon les prévilèges et usances de chasque province et villes constituez et maintenuz.

Que ne soit riens innové ès provinces, ny mis garnisons ès villes, sans l'advis et sceu desdicts Gouverneurs provinciaulx.

Que tous ceulx quy de leur aucthorité privée ont faict lever de gens et sans aucune permission, ayent à les casser et rethirer des villes où ilz les ont mis, comme ne servant que à offenser et travailler, voires destruire le povre peuple sans aucune nécessité, pour ny avoir là nulz ennemis.

Que soit interdict et prohibé de faire envahies l'un sur l'autre et d'envoyer gens ès villes particulières, sans licence du Gouverneur général et provincial.

Que chascun se contente et s'acquite de son estatz et vocation ;

Qu'on se serve le plus qu'on polra des naturelz du pays adce qu'ilz ayent moyen de saguerroyer et maintenir et le pays mesme retenir les deniers, dont par estrangiers est ordinairement spolié et espuisé, quy, au contraire, serviroient grandement pour l'entretenement du povre peuple, y adjoustant, au surplus, tout ce que les Estatz généraulx trouveront expédient et convenable, et que aveeq le temps se polra concepvoir pour le salut et restablissement du pays.

Désirant extrêmement que soient estainctes toutes estincelles de discorde, que les voluntez aliénées et les moyens communs soient employez à la conservation et délivrance de la commune patrie et sa juste querelle, y faisant contribuer les provinees eslongées, sicome Gueldres, Frize et semblables, comme y tenus par l'union, et de ce supplient très-justamment son Altèze et les Estats généraulx.

Et moyennant ce, aussy les articles jurez par son Altèze et prince d'Orenge, deuement observez et lesdicts Walons, aveeq le reste de l'armée, mis en exploict, est à espérer que encoire les pays se polront bien redrescher et relever pour faire teste, voires repulser l'ennemy, aultrement ne se y en voit quelqùe apparence.

Protestant néantmoings par les Estatz de Haynau de se maintenir

comme ilz ont tousiours faict ès termes de ladicte pacification et union, et s'accommoder, au surplus, à tout ce que sera trouvé bon, expédient et convenable au repos publicque. Et que, partant, ne seront de riens coulpables devant Dieu ny les hommes de tant de maulx, que aultrement en pourront sourdre, ors encoire que par nécessité fuissent contrainctz et forcés à cercher le remède de leur salut [1].

Faict à Mons en plaine assemblée d'Estatz, le xxviime jour du mois d'octobre 1578.

Het oogenblik der onrust was den prins van Parma bijzonder gunstig om zijne werking bij de Staten der Waalsche gewesten te beginnen. Den 11 November zond hij den bisschop van Atrecht, Matheus Moulart, en Willem Le Vasseur, heer van Valhuon, met voorslagen naar de Staten van Atrecht. Willen zij hem de trouwe naleving waarborgen der te sluiten overeenkomst, dan verbindt zich de prins van Parma : 1° tot het verleenen van eene algemeene amnistie; 2° geene bezetting in steden te leggen, dan mits toestemming der overheid; 3° tot het herstellen der privilegiën [2]. Hij gebruikte ook nog tot zijne inzichten den onvermoeibaren abt van St-Waast en den heer van Vaulx.

De Staten van Atrecht ontvangen welwillend de voorslagen van Alexander Farneze. Den 5 December laten zij aan de Algemeene Staten weten, dat zij besloten hadden eene krachtige hand te houden aan de trouwe naleving der Pacificatie van Gent en der Unie van Brussel. Zij hebben de voorstellen van vrede en peis, schrijven zij, hun in 's konings naam gedaan, niet van de hand gewezen, alhoewel zij toch vast besloten zijn de uitvoering dezer twee gewichtige verdragen te eischen. Zij geven den Algemeene Staten kennis hunner handeling om ze aan te zetten de bemiddeling tot verzoening, hun door den Duitschen keizer aangeboden, niet van de hand te wijzen. Indien de andere gewesten met hunne gevoelens niet instemmen, dan zullen zij,

[1] Archieven des Rijks te Brussel. *Réconciliation des provinces wallonnes*, I, fol. 430.

[2] De instructie aan den bisschop van Atrecht gegeven, en de voorstellen van Parma zijn in de *Mémoires de Pontus Payen*, II, bl. 242.

Staten van Atrecht, afzonderlijk werken tot het bereiken van hun vaderlandsch doel, dat is het verkrijgen van den vrede [1] (5 December 1578).

Afgevaardigden van ook al de andere Waalsche gewesten woonden de zitting bij en teekenden den belangrijken brief aan de Algemeene Staten gericht, waarvan wij den inhoud hebben aangehaald. De markies van Havré en de graaf van Bossu werden door de Algemeene Staten naar de Waalsche provinciën gezonden om er den invloed van den prins van Parma te weerstreven. Een oogenblik nog dachten de afgevaardigden zulks te vermogen, doch weldra bleek hunne hoop, gelijk bij al hunne onderhandelingen met de Malkontenten, ongegrond te wezen. Al de pogingen, die zij aanwendden, bleven vruchteloos. De Walen hadden geen het minst betrouwen meer in de handelingen der hoogste wetgevende instelling, overheerscht gelijk zij was, door Willem den Zwijger.

Den 6 Januari 1579 kwam in de abdij van St-Waast de beruchte Unie van Atrecht tot stand. Onmiddellijk gaven de Waalsche provinciën aan de Algemeene Staten kennis van het bestand om ze de gelegenheid te laten binnen de maand, indien zij wilden, nog maatregelen te nemen om de Pacificatie van Gent in heel de Nederlanden te doen eerbiedigen. Wordt hieraan geen gevolg gegeven, zoo zal niemand het den Waalschen Staten kwalijk kunnen wijten, dat zij zich van de algeheelheid scheiden om de bevrediging van Gent en de Unie van Brussel te onderhouden [2].

Te Bethune den 3 Februari 1579 andermaal vergaderd, besloten de afgevaardigden der verschillende Waalsche gewesten ook een verbond met de Malkontenten te treffen. Alhoewel men bij elke gelegenheid beloofd had elkander met raad en daad te helpen en te verdedigen, hadden beide partijen nochtans de volkomenste vrijheid harer handelingen behouden.

De Malkontenten waren toen reeds met den koning verzoend, als de Waalsche provinciën nog altijd in dèn draaikolk der onder-

[1] Deze kernachtige brief in de *Mémoires anonymes*, III, bl. 222.

[2] KERVYN en DIEGERICK, *Documents inédits*, I, bl. 84.

handelingen, met de Algemeene Staten en met den prins van Parma, rondwentelden. Laatstgenoemde bleef meester van den toestand. De koning van Spanje, die eerst tegen enkele voorwaarden eenig bezwaar vond, gaf toe. Den 13 Maart 1579 besloten de Staten van Henegouw, wier voorbeeld door de steden Rijsel, Dowaai en Orchies den 30 Maart gevolgd werd, zich met den koning te verzoenen, welke eindelijk de handhaving der Gentsche Bevrediging en der Brusselsche Unie beloofde, en ook de verwijdering der vreemde huurtroepen toestond. Eenige weken verliepen nog, eer het definitief akkoord gesloten werd. De Algemeene Staten deden de uiterste pogingen, waagden eenen laatsten stormloop. De Walen, die zich achter hunne talrijke en zeer gegronde grieven schuilden, weerstonden alles.

Den 17 Mei 1579 werd tusschen Atrecht, Henegouw, Rijsel, Dowaai en Orchies eenerzijds, en de gevolmachtigden van den prins van Parma, handelende als landvoogd, anderzijds, het definitief contract gesloten dat den 12 September met 's konings goedkeuring te Bergen werd afgekondigd. Zelfs de graaf Philips van Lalaing, gouverneur van Henegouw, die weinige dagen te voren de zoogezegde onderschepte brieven van Alonzo Curiel naar de Staten zond; ook de heer van Bours, welke vruchteloos met de Malkontenten gehandeld had; de heer van Fresin, de jonge graaf van Egmont en meer anderen, die tot dan toe onwankelbaar trouw waren gebleven aan de partij der Staten, zagen alsdan, dat zij door de dubbelzinnige politiek van Oranje nooit konden verkrijgen, hetgeen de koning aan zijne Waalsche onderdanen toestond. Den 23 Mei onderteekende Philips van Lalaing de overeenkomst door al de Waalsche gewesten, — met uitzondering van Doornik en ommelanden, van Valencijn, van Kamerijk, van Bouchain en van Landrecies — met den prins van Parma getroffen [1].

Die onderwerping aan Philips II baart ons geen wonder; integendeel, want de Waalsche provinciën verkregen bij het verdrag van Atrecht, zegt de achtbare geschiedschrijver Gachard [2],

[1] Nuyens, *Geschiedenis der Nederlandsche beroerten*, III, bl. 345.

[2] Gachard, *Correspondance de Farnèse*, bl. 373.

't geen de hevigste vaderlanders, vóór de beroerten, nooit verhoopt hadden. De koning bevestigde andermaal de Pacificatie van Gent en de Unie van Brussel, verleende algemeene vergiffenis en ging de verbintenis aan de vreemde soldaten, zelfs de Burgonjers, uit het land te verwijderen; geene landvoogden te benoemen dan prinsen van koninklijken bloede; al de zaken, zooals ten tijde van keizer Karel V, aan de goedkeuring van den Staatsraad te onderwerpen, welke slechts uit inlanders zou samengesteld wezen; de benoeming van leden van den Privaten Raad, van het geldwezen, als ook van gouverneurs van provinciën en steden te doen goedkeuren door de Staten; eindelijk het rechtzinning herstellen der aloude privilegiën. « Het is een zonderling feit, gaat Gachard voort, dat die voordeelen de andere gewesten der Nederlanden, bijzonderlijk Vlaanderen en Brabant, niet bewogen hebben weer te keeren tot de gehoorzaamheid aan Philips II : ze waren bevrijd gebleven van vele ellenden en rampen, en het verdrag van Atrecht ware de grondsteen geweest van het openbaar recht der Belgen in betrekking met hunnen vorst. »

Juist daarin ligt alles begrepen. De noorderlijke gewesten, veranderd van godsdienst, wilden ook eene verandering van vorst. Het oud koninklijk stamhuis was te zeer verknocht aan den ouden godsdienst en te fier over de talrijke diensten door hem aan de Katholieke Kerk bewezen. Hadde Philips II op politiek terrein toegestaan de allergrootste der vrijheden, zonder evenwel de nieuwe leer te dulden; aan het volk toegekend de allergrootste macht, die ooit een volk bezitten kan, dan nog zouden de Protestanten hem niet hebben willen erkennen! Men geloove toch echter niet dat het toestaan der gewetensvrijheid alsdan eene mogelijke zaak was. Heel de samenleving berustte op de grondbeginselen van den Roomschen godsdienst. Toen de Hervorming tot stand gekomen en overal ingedrongen was, eischte zij de vrijheid om volgens hare begrippen te handelen. Dit bleek weldra onmogelijk te wezen, want zij, Hervormden, die voor eenigen tijd zich als verdrukten voordeden, werden op een gegeven oogenblik de wreedste dweepers. Maar ook de Hervorming kon evenmin als het Katholicisme, in de XVIe eeuw, rechtzinnig de gewetensvrijheid

toestaan en eerbiedigen, daar het wettelijk bestaan van twee of meer eerediensten regelrecht stootte tegen de voorvaderlijke zeden, gewoonten, strijdig was met den geest der alsdan bestaande wetgeving.

Willem van Oranje zelf begreep dit alles zeer wel. Door zijn toedoen was de Pacificatie van Gent ontstaan — bevattende de grootste vrijheid welke de Katholieken ooit konden toestaan — om de zaken van beider godsdiensten te regelen. Voor hem was zulks niets meer dan een voorloopig werk. Verder strekten zijne inzichten. Wanneer hij het oogenblik gunstig achtte, begon hij eene Calvinistische vereeniging te bewerken, waaruit de Unie van Utrecht geboren werd, die dan de Pacificatie van Gent omverstootte. Er was geene spraak meer van gewetensvrijheid, maar het Calvinisme zocht het Katholicisme te versmachten. Hierop volgde dan de terugwerking in de Waalsche provinciën, die, om hun geloof te redden, zich aan den koning van Spanje onderwierpen. Willem van Oranje had het terrein bewerkt, maanden en jaren lang, en eindelijk mocht hij zijn doel bereiken, de vruchten plukken van zijnen noesten arbeid, van zijn onverpoosd streven, van zijne dubbelzinnige handelingen. Het werktuig, dat hij hiertoe bezigde, was de Hervormde leer. In de noorderprovinciën had zij door het Roomsch-katholiek geloof te verdringen, Willem van Oranje de gelegenheid gegeven zich in de plaats te stellen van Philips II, zoodat hij de koninklijke heerschappij over die gewesten in zijne familie wist te vestigen.

Wij zijn aan het einde onzer taak. In de geschriften der XVIe eeuw wordt nog meermalen de naam der Malkontenten, tot zelfs in 1581, vermeld. Wij vermeenen echter hier onze geschiedenis dezer partij te moeten sluiten, daar zij te niet ging bij hare onderwerping aan den koning. Het Waalsch regiment van de heeren van Montigny en van Hees, ingelijfd bij het Spaansch leger, liet nog wel van tijd tot tijd van zich hooren, doch de feiten, die het pleegde, behooren niet meer tot de geschiedenis der Malkontenten, maar tot die der regeering van Alexander Farneze.

Waren de Malkontenten verraders der nationale zaak, zooals men het algemeen gelooft? Geenszins; wie zonder partijgeest of

vooringenomenheid de talrijke bescheeden nagaat, welke met dit tijdstip betrekking hebben, en langs den anderen kant de handelingen van Willem den Zwijger in haar waar daglicht plaatst, is overtuigd dat de Malkontenten eene eerbiedwaardige partij vormden, eene nationale partij, die streed voor het behoud van het voorvaderlijk geloof in de Nederlanden, eene partij die noch Calvinistische overheersching noch willekeur van Spanjaards wilde gedoogen. Zij hebben zich onderworpen aan Spanje, zal men misschien zeggen, en bijgevolg de nationale zaak verloochend! Wel ja, zij hebben zich onderworpen aan hunnen wettigen vorst, doch slechts wanneer al hunne grieven geweerd waren, en nog op zulke voordeelige voorwaarden, dat zij, volgens Gachard, den grondsteen hadden kunnen wezen van de betrekkingen van de Nederlanders met hunnen vorst.

Voorzeker de Malkontenten zijn niet vrij te pleiten van afzonderlijke gewelddaden, door hen gepleegd, wanneer zij, om in hun onderhoud te voorzien, moesten leven ten koste der landelijke bewoners van Vlaanderen. Feiten van dien aard moeten elk leger der XVIe eeuw aangerekend worden; niemand, eenigszins bekend met de elementen waaruit het leger in die tijden bestond, zal zich hieromtrent eene bemerking veroorloven. Wat men echter nooit den Malkontenten kan aanschrijven, dat zijn euveldaden als die, welke de Gentsche Calvinisten bedreven, uit razernij tegen al wat eenig godsdienstig karakter had, ja, zelfs tegen al de bestaande wettelijke instellingen. Zelfs de personen, die als hoofden der Malkontenten of als invloedhebbende leden der Waalsche Staten, in ons opstel voorkomen, zullen wij niet ophemelen als toonbeelden van belangloosheid. Allen werden door den koning goed beloond om hunne bewezene diensten. Zulks was in dien tijd — en misschien nog heden — een algemeen gebruik.

Jammer is het dat de Pacificatie van Gent niet stiptelijk is uitgevoerd geworden. De zeventien provinciën, welke het machtig Nederland uitmaakten, waren misschien nooit gescheiden geworden. Waren er geene hooggeplaatste, machtige lieden geweest, die een persoonlijk doel najoegen, dan had men door gezamenlijke

pogingen zeker datgene verkregen, en wellicht nog meer, wat de Malkontenten en Waalsche gewesten door afzonderlijke werking bekwamen. Door eensgezindheid gesterkt, had men eindelijk Philips II wel tot het invoeren van nieuwe instellingen gedwongen, in den geest van het verdrag van Atrecht, en de Nederlanden hadden tusschen al de andere Staten van Europa uitgemunt door hunne macht, grootheid en welvaart, zoo wel als in kunsten, letteren en wetenschappen.

BRONNEN

Handschriften.

Réconciliation des provinces wallonnes, t. I à V. — Archieven des Rijks, te Brussel.

Gedrukte werken.

1. Archives ou correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau. Recueil publié, avec autorisation de S. M. le Roi, par M. Groen van Prinsterer. I[re] série. Leide, S. et I. Luchtmans, 1835-1847, t. I à VIII, 1 volume de supplément et 1 volume de table.

2. Correspondance de Philippe II, sur les affaires des Pays-Bas, publiée par M. Gachard. Bruxelles, 1848 et suivant, 5 deel. in-4°.

3. Correspondance de Guillaume le Taciturne, prince d'Orange, publiée pour la première fois; suivie de pièces inédites sur l'assassinat de ce prince et sur les récompenses accordées par Philippe II à la famille de Balthasar Gérard, par M. Gachard. Bruxelles, 1847-1857, 6 deel. in-8°.

4. Correspondance d'Alexandre Farnèse, prince de Parme, gouverneur général des Pays-Bas avec Philippe II, dans les années 1578-1581, publiée par M. Gachard, in de verzameling *Compte rendu des séances de la Commission royale d'histoire*. Bruxelles, 1852. II[e] série, t. IV, in-8°.

5. Résolutions des États Généraux des Pays-Bas, mises en ordre et augmentées de notes et de pièces justificatives, par C. de Jonge, 1576-1577. La Haye, de l'imprimerie de l'État 1827-1831, 2 deel. in-4°.

6. Actes des États Généraux des Pays-Bas 1576-1585. Notice chronologique et analytique, par M. Gachard. Bruxelles, 1861, 2 deel. in-8°.

7. Documents historiques inédits concernant les troubles des Pays-Bas, 1577-1584, publiés avec des notes biographiques et historiques par Ph. Kervyn de Volkaersbeke et J. Diegerick. Gand, 1848-1849, 2 deel. in-8°.

8. Correspondance de François de la Noue, surnommé Bras de Fer, accompagnée de notes historiques et précédée de la vie de ce grand capitaine, par Ph. Kervyn de Volkaersbeke. Gand, 1854, in-8°.

9. Correspondance de Valentin de Pardieu, Seigneur de la Motte, gouverneur de Gravelines, commandeur de l'ordre de Saint-Jacques (1574-1594); publiée par J.-L.-A. Diegerick. Bruges, 1857, in-8°.

10. Lettres inédites d'Emmanuel de Lalaing, chevalier de l'ordre de la Toison d'or, marquis de Renty, baron de Montigny, seigneur de Condé, grand bailli de Hainaut, amiral de Flandre, etc., 1577 à 1579; par M. Diegerick, in-8°, 62 bl. (Overdruk uit t. IX. IIe série, der *Bulletins de la Commission royale d'histoire,* 1857), in-8°.

11. Mémoires sur Emmanuel de Lalaing, baron de Montigny, avec notice, par M. Blaes. Bruxelles, 1861, in-8°.

12. Lettres inédites de Philippe comte de Lalaing, sénéchal de Flandre, baron d'Escornaix et de Wavrin, gouverneur, capitaine et grand-bailli du pays et comté de Hainaut, 1576-1579; par M. Diegerick, in-8°. (Overdruk uit den t. VIII der IIe série van de *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 1856.)

13. Lettres inédites de Maximilien de Hennin, comte de Boussu, amiral de la mer, gouverneur général de Hollande et d'Utrecht, publiées par le professeur J.-L.-A. Diegerick, in-8°. — In de verzameling *Codex diplomaticus Neerlandicus,* van het historisch Genootschap van Utrecht, IIe série, t. IV, 1857.

14. Lettres inédites de Georges de Lalaing, comte de Rennebourg, baron de Ville, gouverneur de Frise et d'Overyssel, 1576 à 1580; par M. Diegerick, in-8° (opgenomen, in t. X, IIe série der *Bulletins de la Commission royale d'histoire.* — 1858).

15. Mémoires de Ponthus Payen, avec notice et annotations, par M. Alex. Henne. Bruxelles, 1861, 2 deel. in-8°.

16. Mémoires anonymes sur les troubles des Pays-Bas, 1565-1580, avec notice et annotations par J.-B. Blaes. Bruxelles, 1861, 5 deel. in-8°.

17. Lettres des Estats d'Artois et des députés de Haynaut et Douay, aux députés des Estats Généraux des Païs-Bas, assemblés en la ville d'Anvers, avec la responce sur icelles donnée par lesdits députés des Estats Généraux. Par où lesdits Estats Généraux sont purgés des crimes qu'on leur impose touchant l'infraction de la Pacification de Gand. A Anvers, de l'imprimerie de Christofle Plantin, imprimeur du roy, 1579, in-4°.

18. Lettres et résolution des Estats de la ville de Lille, et Chastellenies dudit Lille, Douay et Orchies, à messeigneurs les Estats Généraux, assemblés en la ville d'Anvers, avec la responce desdits Estats Généraux, sur icelles. A Anvers, de l'imprimerie de Christofle Plantin, imprimeur du roy, 1579, in-4°.

19. Les Malcontents et les provinces Wallonnes; par M. de Cavrinnes. Bruxelles, 1867, in-8°.

20. Histoire de la guerre des Païs-Bas, du R.-P. Famien Strada, traduite par P. du Ryer. Bruxelles, Simon 't Serstevens, 1727, 6 deel. in-8°.

21. Nederlantsche oorloghen, beroerten, ende Borgerlijcke oneenicheyden, beschreven door Pieter Bor. Leiden en Amsterdam, 1621, 6 deel. in-folio.

22. Belgische ofte Nederlantsche Historie van onsen tijden..., beschreven door Emanuel van Meteren, van Antwerpen. Tot Delft, ghedruckt bij Jacob Cornelisz. Vennecool, 1605, in-folio.

23. Vaderlandsche historie, vervattende de geschiedenissen der vereenigde Nederlanden (door Wagenaar). Amsterdam, 1742-1759, 21 deel. in-8°.

24. Histoire de Belgique, par THÉODORE JUSTE. Troisième édition, Bruxelles, s. d., 2 deel. in-8°.

25. Geschiedenis der Nederlansche beroerten in de XVIe eeuw, door Dr W.-J.-F. NUYENS. Amsterdam, 1865, 8 deel. in-8°.

26. Gendsche geschiedenissen ofte kronyke van de beroerten en ketterye binnen en omtrent de stad van Gend, 1565-1585, door P. BERNARDUS DE JONGHE, jubilaris van 't Predik-heeren orden. Gend, wed. van M. de Goesin, z. jaartal, 2 deel. in-8°.

27. GUILLAUME WEYDTS. Chronique flamande, 1571-1584, avec introduction et notes par M. ÉMILE VARENBERGH. Gand, 1869, in-8°.

28. Nederlantsche historie, 1572-1583 en 1587-1591, door AUGUSTYN VAN HERMELGHEM (uitgegeven door de *Vlaamsche Bibliophilen*). Gent, 1867, 2 deel. in-8°.

29. Geschiedenis der stad Eecloo, door M. ED. NEELEMANS. Gent, 1859, in-8°.

30. Histoire de Menin, par M. le Dr REMBRY-BARTH. Bruges, 1881, 4 deel. in-8°.

31. Geschiedenis van Antwerpen, door MERTENS en TORFS. Antwerpen, 1845-1853, 8 deel. in-8°.

32. La Furie espagnole, par M. P. GÉNARD. Mémoire couronné par l'Académie royale d'Archéologie, à Anvers, en uitgegeven in hare *Annales*, t. XXXII. — 1876.

33. De Kerkhervorming, te Brugge. Een historisch tafereel voor Christenen die voedsel zoeken voor den geest en op Gods wegen letten, door H.-Q. JANSSEN. Rotterdam, 1856, 2 deel. in-8°.

34. De Kerkhervorming in Vlaanderen. Historisch geschetst meest naar onuitgegeven bescheiden, door H.-Q. JANSSEN. Arnhem, 1868, 2 deel. in-8°.

(241)

TAFEL

A

B

C

D

E

F

G

H

I

J

K

L

M

N

O

P

Q

R

S

T

U

V

W

Y

Z



SEDULIUS DE LIÈGE;

PAR

HENRI PIRENNE.

(Présenté à la classe des lettres de l'Académie le 10 octobre 1881.)

---

(2)

SEDULIUS DE LIÈGE.

Travail présenté au cours d'histoire de M. le professeur Kurth, à l'Université de Liège.

Il n'est peut-être pas, dans toute l'histoire du pays de Liège, d'époque en apparence aussi insignifiante, aussi nulle, que la première moitié du IXe siècle. Quelques noms, quelques dates, quelques détails trop minces et trop rares pour qu'on en puisse former un récit, voilà tout ce qu'il nous est resté de la période de cinquante années qui va de la mort de l'évêque Gerbald à l'avènement de l'évêque Franco (809-856). Les chroniqueurs les plus anciens, les historiens les plus modernes gardent sur elle un invariable silence : Anselme se borne à numéroter les évêques qui y vécurent[1]; deux siècles plus tard, Gilles d'Orval, encore qu'il prenne son bien où il le trouve et qu'il le cherche un peu partout sans trop se soucier de contrôler ses sources, n'est guère plus vivant ni plus complet. Les noms de Walcaud, de Pirard, de Hartgar surtout[2], ne sont connus que de bien rares érudits. On a beau feuilleter le recueil de Chapeaville, interroger au XVIIe et au XVIIIe siècle les in-folios de Fisen, de Foullon et de Bouille, remonter enfin à des temps encore plus proches du nôtre, on trouvera partout la même insuffisance et la même sécheresse. Que sera-ce donc, si l'on compare ce pauvre IXe siècle avec les temps qui l'ont précédé et

[1] Voici comment il s'exprime : « Tricesimus secundus sedit Fulcaricus. Tricesimus tertius Agilfridus ad quem Karolus Magnus, Desiderium Italiae regem Leodium misit in exilium. Cui successit tricesimus quartus Gerbaldus. Postque illum, tricesimus quintus suscepit episcopatum Walcaudus... Walcaudo successit Eirardus in sede tricesimus sextus. Tricesimus septimus Hargarius. » Anselmi, *Gest. Pontif. Leod.*, Pertz, *Mon. Germ. Hist.*, t. VII.

[2] « Sed quia gesta ejusdem Hircarii nondum legi, ad obitum ejus transeamus, » dit Gilles d'Orval, Chapeaville, t. I.

suivi ! [1] Combien nous le fera paraître plus décoloré, plus vide encore, le contraste avec le siècle de S[t] Lambert ou avec celui de Notger ! Entre ces deux époques, dont l'une a été animée de toute l'ardeur de l'évangélisation, dont l'autre a brillé de la gloire que donne le culte des arts et des lettres, il s'efface, pour ainsi parler, dans son obscurité.

Et pourtant, alors que le IX[e] siècle paraît ne compter pour rien dans l'histoire de la civilisation liégeoise, il est partout ailleurs un siècle de progrès, un siècle même de renaissance littéraire. Chacun le sait : ce n'est pas seulement l'époque de Charlemagne qu'il faut voir en lui, c'est encore celle d'Alcuin, de Hincmar, d'Eginhard, de Paul Diacre et de Pierre de Pise, de Clément l'Hibernien et de Jean Scot Érigène, de tous ces érudits, poètes, historiens, philosophes, qui relevèrent le niveau intellectuel des populations de l'Europe occidentale. En un mot, à côté d'une profonde transformation politique, le IX[e] siècle présente un mouvement scientifique et littéraire très actif qui, s'il est moins étudié, n'est cependant ni moins curieux ni moins remarquable. Partout où les capitulaires ont force de loi, c'est-à-dire dans l'Europe latine presque tout entière, on voit, en même temps que les institutions nationales se transformer, se régulariser, des écoles se fonder et s'ouvrir au peuple. A Liége, comme dans le reste de l'empire Carolingien, on pourrait, sans nul doute, constater la présence de ces deux courants parallèles : le courant politique et le courant littéraire, si l'époque où ils ont dû s'y manifester était suffisamment connue. Il y a plus. Loin que la renaissance des lettres au IX[e] siècle n'y ait pas été ressentie, de sérieux motifs disposeraient à croire, bien au contraire, qu'elle s'y est développée avec une netteté toute particulière. Proche d'Aix-la-Chapelle — le *caput orbis* du temps — siége d'une église célèbre, voisine des domaines patrimoniaux du grand empereur d'Occident, la cité de S[t]-Lambert avait, on le voit, de bonnes raisons pour profiter tout spécialement du *novus ordo* fondé par Charlemagne.

[1] Il est bien entendu que lorsque je parle du IX[e] siècle, c'est du IX[e] siècle liégois qu'il s'agit et seulement des cinquante premières années de ce siècle.

On peut donc l'affirmer, le IXe siècle liégeois que nous croyons insignifiant à première vue, ne nous paraît tel que parce que nous ignorons son histoire. Tout porte à croire que si l'on parvenait à dissiper les ombres qui l'entourent, on se trouverait en présence d'une époque très active et très originale. On y surprendrait, dans sa fleur, une renaissance locale des lettres et des arts, ainsi que les commencements de ces écoles célèbres qui devaient, avant l'apparition de l'Université de Paris, porter leur renommée jusqu'aux confins de l'Europe latine... Ce serait une page charmante que nous pourrions enfin restituer à notre histoire littéraire.

Mais si tout cela est vrai, le silence d'Anselme et de Gilles d'Orval sur une période historique aussi intéressante paraîtra certainement étrange et même inexplicable. Toutefois, il ne faut pas s'y tromper. Ce n'est ni par légèreté, ni par insouciance que ces chroniqueurs ont négligé l'histoire du IXe siècle. C'est par ignorance tout simplement. Chose singulière! De leur temps déjà, cette époque était aussi profondément ignorée que du nôtre.

Entre le IXe siècle et ses premiers historiens se place en effet une des catastrophes les plus terribles que le moyen âge ait eues à subir, je veux dire l'invasion des Normands. C'est en 881 que les Scandinaves parurent pour la première fois dans la vallée de la Meuse : on sait quels ravages ils y exercèrent [1]. Au milieu de la tempête qu'ils soulevèrent dans le pays, les bibliothèques durent périr presque en totalité, car les couvents seuls avaient à cette époque des bibliothèques et les couvents, pleins de vivres et de richesses, attiraient tout d'abord les barbares par l'appât d'un butin considérable. Il faut lire dans la *Vie de St-Remacle* le pittoresque récit de la prise de l'abbaye de Stavelot par les Normands, pour se faire une idée de la manière dont ils opéraient de semblables coups de main et du désarroi que mettait dans les monastères la nouvelle de leur approche. « A l'heure où la lune se lève, dit le vieil auteur (car c'est la nuit surtout qu'ont lieu leurs attaques),

[1] *Reginonis Chronicon*, PERTZ, t. I. — *Gesta Treverorum,* PERTZ, t. VIII. FOLCUINI, *Gesta abb. Lob.*, PERTZ, t. IV. — ANSELMI, *Gesta ep. Leod.*, PERTZ, t. VII.

ayant fait reconnaître l'endroit et garder toutes les issues de la forêt pour que personne ne pût s'échapper, ils se préparent à nous surprendre, et ils y seraient parvenus, si, grâce aux mérites de notre patron (S[t] Remacle), leurs projets ne nous avaient été dévoilés. En effet, au coucher du soleil, arrive un homme qui dit avoir échappé aux barbares et être poursuivi de près. Alors, frappés de terreur, nous saisissons la châsse du confesseur de Dieu, de notre pieux protecteur Remacle, et nous fuyons à la faveur de la nuit [1]... » La même scène se reproduisait partout. A Liège, à Maestricht, à Tongres, à S[t]-Trond, à Malmédy, dans toutes les villes, dans toutes les abbayes qui furent pillées ou brûlées à cette époque, personne n'essaya de la résistance. « Je ne sais, dit Anselme, quelle terreur s'était emparée de ceux-là qui devraient avoir le plus à cœur de protéger la liberté, ni pourquoi, nul ne mettant son espoir dans les armes, ils préféraient l'esclavage à la révolte [2]. » On s'enfuyait donc au lieu de combattre, et la fuite était partout précipitée et tumultueuse. A la nouvelle de l'arrivée des barbares, les moines, même les plus studieux, n'avaient pas le temps de penser à leur chère bibliothèque. Le temps pressait, et comme les vestales dont Tite-Live nous dépeint la fuite à l'approche des Gaulois, les religieux chargeant sur leurs épaules les objets du culte, allaient chercher un asile loin de leur patrie, dans des contrées plus paisibles. Les vies des saints, les annales, les chroniques, les manuscrits les plus rares étaient laissés tout ouverts sur les tables d'étude; les copistes abandonnaient la page commencée et l'encre avait à peine le temps de sécher avant la venue des pillards... Ceux-ci brûlaient ensemble monastère et bibliothèque.

Ainsi furent à jamais perdues de précieuses sources historiques. Au X[e] siècle, Hucbald de S[t]-Amand se plaint à l'évêque de Liège Étienne, qui lui avait demandé d'écrire la vie de S[te] Rictrude, de ce que les Normands ont fait disparaître d'antiques documents se

[1] *Vita S[ti] Remacli,* Act. SS., Sept. I, p. 705. « Non alia referam, dit l'auteur, nisi quae visu et vera fidelium didici relatione. »

[2] Anselmi, *Gesta Pont. Leod.*, Pertz, t. VII.

rapportant à ce sujet [1]. Parmi ces documents disparus, les plus anciens durent cependant être en minorité : la copie avait eu le temps de multiplier les exemplaires des ouvrages du VIIe et du VIIIe siècle, et, répandus un peu partout, il était impossible qu'il n'en échappât point çà et là quelque manuscrit. Ainsi se sont conservées, par exemple, les rédactions primitives des vies de St Lambert et de St Hubert. Quant aux livres nouveaux, quant aux chroniques, aux annales, aux poèmes composés pendant le IXe siècle, et auxquels l'auteur venait à peine de mettre la dernière main lorsqu'arrivèrent les Scandinaves, ceux-là disparurent et l'histoire du IXe siècle disparut avec eux. — Il y eut pourtant des exceptions. C'est à l'une d'elles que nous devons d'avoir conservé les œuvres de Sedulius et de pouvoir, grâce à cet auteur, suppléer au silence de nos chroniqueurs nationaux sur la période de cinquante années qui a précédé les invasions normandes dans le pays de Liège.

Malheureusement Sedulius n'est pas historien, il n'est pas même Liégeois. Mais bien qu'Irlandais et poète, ses vers fourmillant d'allusions à des évènements qu'il a vus, à des personnages qu'il a fréquentés, font de lui une véritable source historique, d'autant plus précieuse qu'elle est unique pour son époque. D'ailleurs, l'étude de notre auteur présente un intérêt plus vif encore et plus immédiat. Dans une période de renaissance littéraire, au moment où s'organise l'enseignement du moyen âge, Sedulius a été un des promoteurs du mouvement intellectuel liégeois, et s'il est vrai que de la première éducation dépendent les destinées futures, c'est en grande partie à lui que les célèbres écoles de Notger doivent leur réputation.

[1] Cumque renitenti mihi, dit-il, quaedam historiarum exemplaria suis ostenderent concordantia dictis, de caetero illis quorum non contemnendae videbantur personae mihi fidem facientibus, quod haec quae referebant, eadem olim tradita litteris fuerunt, sed insectatione Nortmannicae depopulationis deperierunt. » *Vita S^{tae} Rictrudis*. Prologus, MIGNE, *Patrol. Lat.*, t. CXXXII, p. 829. V. encore RODULPHI, *Gesta abbat. Trudon.*, PERTZ, t. X. p. 228.

I

Il n'existe aujourd'hui des œuvres poétiques de Sedulius qu'un seul exemplaire datant du XIIe siècle et catalogué sous le n° 10725 à la Bibliothèque royale de Bruxelles [1]. Signalé pour la première fois par Pertz en 1839 [2], et deux ans après, en Belgique même, par le baron de Reiffenberg [3], il a, comme tous les manuscrits anciens, son histoire particulière. Après avoir appartenu d'abord à l'hôpital de St-Nicolas, près de Cuss, il figura au XVIIe siècle dans la bibliothèque des Bollandistes. Lors de l'invasion des provinces belges par les armées de Louis XV, il fut compris dans le butin et transporté à Paris par les Français. Il y était encore lorsque éclata la révolution. Toutefois, il ne s'y trouvait probablement plus sous l'empire, car il ne porte pas le cachet de la Bibliothèque impériale.

Il est difficile de savoir si les quatre-vingt-sept pièces que renferme le manuscrit de Bruxelles forment l'œuvre poétique complète de Sedulius ou si elles ne sont que de simples extraits d'un recueil plus considérable des vers de cet auteur. Des titres comme « *Sedulius cecinit* » les « *et reliqua* » les « *sicut et alii* » que l'on y rencontre à la fin de certaines poésies pourraient cependant, en l'absence de preuves plus décisives, faire pencher vers la seconde opinion [4].

Quant au texte lui-même, il est en somme, malgré certaines fautes de copie, passablement correct. On pourra s'en faire une idée par la lecture des pièces inédites jointes à ce travail.

[1] Peut-être n'en était-il pas de même au XVIIe siècle, car Mabillon, qui a publié dans ses *Vetera analecta* quelques vers de notre poète (p. 388), nous apprend qu'il les a tirés d'un *codex* de l'abbaye d'Elnone.

[2] *Archiv. der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*, VII, 1006, VIII, 536.

[3] *Bull. de l'Acad. roy. de Bruxelles*, 1re sér., t. VIII, 2e part., 1841 : Notice d'un MSS. de la Biblioth. royale, p. 247.

[4] On verra plus loin que M. Dümmler a cru retrouver dans les *Carmina medii aevi*, publiées en 1877 à Berne par M. Hagen, quelques pièces de Sedulius.

J'ai dit que Sedulius est originaire de l'Irlande. L'apparition au IX[e] siècle d'un lettré, d'un poète irlandais en Austrasie, si insolite qu'elle paraisse à première vue, n'a pourtant rien d'extraordinaire. Elle se rattache à un fait général, à tout un mouvement de prosélytisme chrétien parti de l'Hibernie, de l'île des saints, comme on disait, et de beaucoup antérieur à Charlemagne.

Une courte digression est ici indispensable.

Le christianisme, introduit en Irlande dès le IV[e] siècle, n'y avait pas uniquement implanté ses dogmes : il y avait en même temps apporté les débris de la civilisation romaine dont il était l'héritier. L'éducation religieuse et l'éducation littéraire de l'Irlande furent donc deux faits parallèles et simultanés. D'autre part, tandis qu'en Gaule, en Italie, en Espagne le V[e] et le VI[e] siècle furent marqués par les invasions barbares et par la disparition de toute activité intellectuelle, l'île, à l'abri de ces tempêtes, continuait à voir fleurir les études et se perpétuer l'enseignement des lettres [1]. De grandes écoles s'y étaient fondées : le seul monastère d'Armagh comptait, dit-on, plus de sept mille écoliers [2].

C'est alors que l'enthousiasme celtique poussa sur le continent devenu barbare des légions de missionnaires. En France S[t] Fursy, S[t] Roding, en Allemagne S[t] Columban, Virgile, évêque de Salzbourg, en Suisse S[t] Gall, en Belgique S[t] Feuillan, S[t] Ultan, S[t] Monon, sont entourés d'une foule de compatriotes non moins actifs, non moins dévoués qu'eux-mêmes. Nous n'avons pas à nous occuper ici de leurs travaux apostoliques. Ce qui nous intéresse dans ces insulaires, c'est leur haute culture intellectuelle, que son apparition au milieu de l'ignorance répandue alors dans l'Europe latine fait paraître plus éclatante encore [3].

S[t] Columban, le plus célèbre d'entre eux, en est un exemple frappant. Il avait étudié la grammaire, la rhétorique et la géomé-

[1] *Ceterorum caret bellis populorum*, dit, en parlant de l'Irlande, le biographe de S[t] Columban. *Vita Columbani*, AA. SS., O. S[t] Ben. Saec II, 5 (Ita).

[2] Hauréau, *Singularités historiques et littéraires. Les écoles d'Irlande.*

[3] Hauréau, *Ibid.* — Ozanam, *Civilisation chrétienne chez les Francs*, ch. 4. — *Hist. litt. de la France*, t. III. — Mabillon, *Annales ord. S[t] Ben.*, I, l. 13, n° 33, AA. SS. Ord. S[t] Ben., t. II, p. 664.

trie au monastère de Bangor. Il le quitta pour venir en Gaule avec douze compagnons, en Gaule où, dit son biographe, soit à cause du grand nombre des invasions, soit par suite de la négligence des princes, la religion avait presque disparu [1]. Cette phrase indique parfaitement le caractère de la première immigration des Irlandais sur le continent. Ce n'était pas en réformateurs littéraires qu'ils se présentaient, mais en simples missionnaires. Toutefois, au milieu des barbares, ils savaient conserver intacte leur éducation intellectuelle. Columban était poète et son biographe loue son éloquence, « cet esprit austère était aussi un esprit orné. A l'âge de soixante-huit ans, le fondateur de tant de monastères adresse à un ami une épître en vers adoniques, tout embaumée, pour ainsi dire, de poétiques réminiscences. » Ajoutons que toutes ces réminiscences sont mythologiques et témoignent de la parfaite connaissance que possédait Columban des auteurs païens.

Pendant la fin du VIIe siècle et le commencement du VIIIe, il n'est plus guère parlé de missionnaires irlandais dans les écrits contemporains. Mais dès le règne de Charlemagne, les insulaires réapparaissent en foule sur le continent. Cette fois, ce sont moins des missionnaires que des savants et des lettrés qui débarquent sur les rivages de la Gaule. En outre, cette seconde apparition des Celtes au milieu des Francs se présente comme moins spontanée que la première. Il en fut un peu des Irlandais qui traversèrent la Manche au IXe siècle, comme des savants byzantins qui vinrent chercher au XVe un refuge en Italie; bien que les uns et les autres aient puissamment aidé aux progrès intellectuels de leur époque, ils le firent sans but prémédité. Ce sont les malheurs de leur patrie qui, les contraignant à émigrer, mirent les premiers au service de la renaissance carolingienne, les seconds au service de la renaissance du XVIe siècle. Ainsi, de même que la prise de Constantinople par les Turcs, l'invasion de l'Irlande par les Normands contribua, d'une manière indirecte, au développement de la civilisation européenne.

[1] « Ubi tunc vel ob frequentiam hostium externorum, vel ob negligentiam praesulum, religionis virtus pene abolita haberet. »

La première apparition des Normands en Irlande date de 795. Cette année-là, l'île de Rathlin et son monastère furent dévastés par les barbares. Dès lors les pillages et les incendies se suivent sans interruption dans le reste du pays[1]. Ces épreuves furent pour l'Irlande d'autant plus pénibles à supporter, que jusque-là, tranquille dans son isolement, épargnée par les grandes invasions du Ve siècle, elle n'avait même pu se faire une idée des calamités qui fondaient sur elle subitement. Aussi, de toutes parts, ses savants effarouchés la fuyaient-ils en nombre si considérable que sur le continent les grandes villes ouvrirent des hospices exclusivement réservés aux Irlandais[2]. Il me semble utile de citer au moins les plus célèbres de ces émigrés, pour donner une idée du groupe littéraire auquel appartient Sedulius :

Clément, surnommé l'*Hibernien*, grammairien et professeur à l'école du palais de Charlemagne. C'était un homme exceptionnellement savant pour l'époque et qui, comme plusieurs de ses compatriotes, connaissait parfaitement le grec. Il composa entre

[1] Depping semble avoir ignoré complètement les incursions des Scandinaves en Irlande. Cette île ne fut cependant pas mieux traitée par eux que la France ou que la Germanie : on pourra s'en convaincre en jetant un coup d'œil sur les chiffres suivants.

En 831 et en 960, monastère de Rathmuige, près de Dublin, pillé et détruit. — 832, abbaye et ville d'Armagh pillées trois fois en un mois. Nouveaux pillages en 839, 850 (ou 851 ou 852), 873, 890, 893, 895, 919, 931, 943, 1012, 1016. — 864, abbaye d'Achard Finglass, près Leighlin, pillée. — 954, id., celle de St Mullin (comté de Carlow), 843 et 939, id., celle de Killachad (comté de Cavan). — 834, id., celle de Inniskeltair (dans une île du Shannon). — 816 et 853, id., celle d'Inniskaltery (dans une autre île du même fleuve). Cette abbaye fut occupée par les Normands en 950 et pillée de nouveau en 1057 et 1076. — 822, 823, 838, 839, 910, 913, 915. 960, 970, 978, 1013, ville et abbaye de Corck pillées. — 812, 818, 823, 956, id., abbaye de Bangor. — 940, 942, 988, 1015, 1040, 1069, id., abbaye de Down Patrik. — 832, 1071 et 1076, id., abbaye de Castelknock (comté de Dublin). — Le *Monasticon Hibernicon*, dont sont extraits ces détails, dit, en outre, qu'entre 824 et 835 la plupart des églises d'Irlande furent pillées par les Scandinaves.

[2] « Hospitalia Scotorum quae sancti homines gentis illius in hoc regno construxerunt. » — *Capit. Synod. Epernay*, 846, Pertz, *Leges*, t. I, p. 390. — Mullinger, *The schools of Charles the Great*, ch. IV.

autres : un *Ecloge de libris grammaticorum* dont il existe trois manuscrits. Il cite dans cet ouvrage, pour ne parler dit Hauréau, que des grammairiens inédits : Comminianus, Maximianus, Papirinus, Sulpicius, Aeneas, Servilius, Lucanus, Gelvidius, Etherius, Practorius, Hilarius, Glengus, Galbungus [1]. Alcuin était froissé de voir un Irlandais jouir de l'amitié de Charlemagne; aussi, de son abbaye de Tours écrivait-il à cet empereur : « En m'en allant, je n'avais laissé près de vous que des Latins, je ne sais qui les a remplacés par des Égyptiens. » Il faisait allusion par ces paroles aux tendances Alexandrines des insulaires.

Dicuil, géographe, auteur d'un traité intitulé *De mensura orbis terrae* [2], ainsi que d'un ouvrage d'astronomie et d'un livre de comput.

Dungal, professeur à S[t]-Denys, puis à Pavie et enfin à Bobbio. Il écrivit, à la demande de Charlemagne, sur une éclipse qui avait paru en 810. On possède aussi quelques vers de cet auteur [3].

Joseph, prêtre irlandais, qui vint en Gaule avec Alcuin et dont nous possédons quelques poésies dédiées à Charlemagne [4].

Hibernicus exul, auteur anonyme d'un poème épique sur la guerre survenue entre Charlemagne et Tassilo, duc de Bavière [5].

Claude, auteur de gloses sur presque tous les livres de l'écriture.

Gildas, mathématicien.

[1] Hauréau, *Singularités historiques et littéraires. Les écoles d'Irlande.* — Wattenbach, *Deutschlands Geschichtsquellen in Mittelalter,* t. I, pp. 168 et 188; 4[e] édit.

[2] C'est dans ce livre qu'il est pour la première fois fait mention de l'éléphant envoyé à Charlemagne par Harun. — Wattenbach, *ouv. cit.*, t. I, p. 126.

[3] Wattenbach, *ouv. cit.*, t. I, pp. 125, 129; Dümmler, *Die handschriftliche ueberlieferung der lateinischen Dichtungen aus der Zeit der Karolinger,* II; Hauréau, *ouv. cit.*

[4] Dümmler, *Poetae aevi Carolini,* pp. 149-160.

[5] Le surnom d'*Exul* prouve bien que les Irlandais du IX[e] siècle ont été chassés de leur patrie et que ce n'est pas volontairement qu'ils viennent sur le continent. Ebert, *Allgemeine Geschichte der Litteratur des Mittelalters im Abenlande,* t. II, 56-65. Hibernici exulis versus ad Karol. imp. Maï Classic. Auct., t. V, p. 405.

Hélié, qui fut peut-être professeur d'Heyric d'Auxerre et mourut évêque d'Angoulême.

Mannon, professeur à l'école du palais de Charles le Chauve.

Dobdan, surnommé le Grec, évêque coadjuteur de Salzbourg, puis évêque de Chiemsee où il ouvrit une école publique.

Colchus ou *Coelchu* le sage.

Cruindmelus et *Malrachanus*, habiles grammairiens. Le second cite fréquemment Donat et le Virgile de Toulouse. Il va toujours du grec au latin et enseigne ces deux langues l'une par l'autre. Outre les noms de Virgile et du Virgile de Toulouse, on trouve dans les écrits de Cruindmelus ceux de Sergius, de Pompeius, d'Honoratus, de Maximianus, de Paulinus, de Theodorus, de Palemon, de Maurius et de Servius [1].

Il faut citer encore *Eusèbe, Marcel, Erlulfe* et *Cortilla* [2] qui allèrent enseigner en Germanie, et enfin, au-dessus de tous, le fameux *Jean Scot Érigène* qui suffirait à lui seul pour donner une haute idée de la culture intellectuelle de sa patrie.

Je n'ai pas eu la prétention, en citant les quelques noms qui précèdent, d'apprendre rien de nouveau et encore moins de vouloir donner une liste complète des savants irlandais qui se réfugièrent sur le continent vers le IXe siècle. Je n'ignore pas en avoir omis un fort grand nombre. Mais, en nommant ceux qui précèdent, je n'ai eu que ce seul but en vue : montrer que Sedulius fait partie de tout un groupe de lettrés hiberniens et qu'il faut se garder de considérer sa présence en Belgique comme un phénomène isolé.

Cela est si vrai que notre poète lui-même avait des compagnons d'infortune. Il nous apprend qu'il vint à Liège avec deux compatriotes, deux émigrés comme lui [3]; ailleurs, il cite dans ses vers les noms de quelques Irlandais, *Dermoth, Fergus, Blandus,*

[1] Hauréau, *ouv. cit.*

[2] A la vérité, ces derniers sont antérieurs à l'invasion de l'Irlande par les Normands.

[3] Fessis ergo favens, Hartgari, floride praesul,
Sophos Scottigenas suscipe corde pio.
Sedulii carmina Ed. Dümmler, I, v. 17, 18.

Marcus et *Beuchell* qui peuvent être ajoutés à la liste des lettrés insulaires du IX[e] siècle. Qu'on me permette de leur consacrer ici quelques lignes, d'après ce qu'en rapporte Sedulius, le seul auteur qui, jusqu'aujourd'hui, en ait fait mention.

Dermoth ne nous est connu que par un simple distique : « O Christ, nous t'en supplions, protège Dermoth de ton bouclier, et fais qu'il arrive heureusement dans cette ville avec ses compagnons [1]. » Comme on le voit, la nationalité du personnage n'est pas même indiquée dans ces quelques paroles et sans la physionomie toute celtique de son nom, on ne pourrait affirmer qu'il ait été Irlandais. Il n'en est pas moins intéressant d'apprendre ici la présence en Austrasie et l'arrivée à Liége d'une de ces compagnies de Celtes émigrés, si fréquentes sur le continent pendant le cours du IX[e] siècle.

Sedulius est moins sobre de renseignements en ce qui regarde ses autres compatriotes, Fergus, Blandus, Marcus et Beuchell. Les noms suffiraient encore ici pour établir la nationalité de deux au moins de ces personnages (Fergus-Beuchell), si le poète ne s'était chargé lui-même de nous la faire connaitre avec plus de certitude en les qualifiant tous quatre de lumière de la nation irlandaise [2]. Il n'est pas impossible que ces étrangers aient habité Liége et que Sedulius s'y soit rencontré avec eux; il semble cependant qu'ils ne s'y trouvaient plus à l'époque où il leur écrivit la pièce qui nous les fait connaître et dont les premières paroles ne peuvent guère s'appliquer qu'à des amis absents. « Allez mes vers saluer avec de douces paroles mes illustres frères, dont l'image conservée dans mon cœur accroît de jour en jour l'amitié que je leur porte [3]. »

[1] Christe, tuo clipeo Dermoth defende, precamur,
Cumque suis sociis veniat hanc laetus in urbem.
Sedulii carmina Ed. Dümmler, XIV, v. 1, 2.

[2] Quadrigae domini, Scottensis lumina gentis,
Vivite floriferis secla per ampla ciclis. Dümmler, XVI, v. 25, 26.

[3] Egregios fratres Fergum Blandumque saluta
Marcum Beuchellem, cartula dulce sonans,
Quorum forma decens, ut nostro pectore floret,
Sic magis atque magis gliscit et almus amor. *Ibid.*, v. 1-4.

L'affection de notre poète pour ses quatre *frères* n'était cependant pas également répartie à chacun. Fergus lui fut plus cher que les autres. C'est à lui qu'il s'adresse de préférence, se recommandant à ses prières, et lui promettant en retour de le célébrer dans ses vers. Il a d'ailleurs tenu parole et lui a dédié une petite pièce qui a, pour l'histoire littéraire, un intérêt tout spécial. Elle nous découvre en effet l'existence d'un nouveau poète de l'époque, poète qui n'est autre que Fergus lui-même. Les paroles de Sedulius n'ont point ici besoin de commentaires « Fergus, dit-il, honneur des poètes, gloire de la muse splendide, réjouis-toi de posséder les trésors sacrés de l'art. Ce n'est pas en vain que du haut de l'Olympe, la blanche Calliope t'inspire des rhythmes mélodieux. Tu as décoré de tes vers le sceptre glorieux de Charles que tes tropes élèvent rayonnant jusqu'aux étoiles. Ton poème dépasse en perfection les muses maroniennes et la flûte de Nason se tait devant lui [1]. Puisse une grande gloire récompenser ton audace de louanges pompeuses [2]. » Il est clair que c'est d'un poème épique qu'il s'agit dans ce passage; Calliope désignée comme inspiratrice de Fergus en est une preuve suffisante. Les paroles de Sedulius semblent, d'autre part, ne pouvoir s'appliquer qu'à une

[1] Ces louanges exagérées étaient à la mode au IXe siècle : nous lisons dans Paul Diacre :

Dicor similis Homero, Flacco et Vergilio
Similior Tertullo sive Philoni memphitico,
Tibi quoque, Veronensis o Tibulle conferor.

Monum. Germ. Hist. — Poëtae medii Aevi : Poëtae Carolini Ed. Dümmler, I, p. 49.

[2]
Ferge, decus vatum, formosae gloria Musae,
Gaude thesauros artis inire sacros.
Nec te nequiquam rutilo prospexit Olimpo
Cignea blandisonis Calliope modulis.
Glorificum Karoli decorasti carmine sceptrum :
Aureus ipse tuis fertur ad astra tropis.
Arte Maroneas vincit tua pagina Musas,
Fistula Nasonis, qua resonante silet.
Nec te parva manet pomposae gloria laudis
Pro tantis ausis, praeco beate, vale.

Dümmler, XVII.

œuvre qui a paru tout récemment; le poète ne se fût pas mis sans raison à vanter un ouvrage ancien déjà et connu depuis nombre d'années. Or, si le poème de Fergus venait seulement de paraître à l'époque où fut écrite la pièce que l'on vient de lire, il est presque certain que le Charles en l'honneur duquel il fut composé, est Charles le Chauve et non Charlemagne. Les habitudes des lettrés du IXe siècle sont assez connues pour autoriser une telle affirmation. Vrais poètes de cour, ils ne chantaient que pour le maître vivant et ne prodiguaient point les louanges à des morts qui, malgré toute leur grandeur passée, ne pouvaient payer l'encens brûlé sur leur tombeau. Charles le Chauve régnant à l'époque de Sedulius, c'est donc à Charles le Chauve que s'adressaient alors l'enthousiasme artificiel et les flatteries mythologiques, dont avant lui Charlemagne, puis Louis le Débonnaire avaient eu la primeur. Fergus ne fit probablement point exception à la règle. Il ne reste plus qu'à retrouver ses vers. Rien ne prouve qu'ils soient perdus et nous pouvons espérer lire tôt ou tard ces mots en tête d'un ouvrage : *Fergi Scotti Carmen Epicum de Carolo Calvo.*

II

Il est temps, après s'être attardé dans les longs préambules que l'on vient de parcourir, d'aborder enfin l'étude de Sedulius. On n'a jusqu'aujourd'hui que trop négligé le pauvre poète et peu d'auteurs furent aussi complètement ignorés que lui après leur mort. Ni pendant le moyen âge, ni après la renaissance du XVe siècle, on ne semble même avoir soupçonné son existence. Nul historien n'en fait mention, nul savant ne le cite ; à Liège même, où il a vécu, son souvenir n'a laissé aucune trace. Les érudits du XVIe et du XVIIe siècle ont cependant connu ses ouvrages en prose et notamment ses commentaires sur les épîtres de St-Paul ; mais, trompés par la communauté du nom et par un manque complet d'informations bien fait pour dépister leur

critique, ils attribuaient le tout au premier Sedulius [1], l'auteur du *Carmen paschale,* qui vécut au Ve siècle de notre ère; confondant ainsi en un seul, malgré les cent ans qui les séparent, deux personnages différents. « Le prêtre Sedulius, dit Trithème, Irlandais de nation et, dès son jeune âge, élève de l'archevêque Hildbert, versé dans les Saintes Écritures et savant dans les lettres profanes, poète et prosateur excellent, quitta l'Irlande par amour de la science, vint en France, illustra ensuite l'Italie et l'Asie et se rendit enfin célèbre à Rome par son admirable savoir [2]. » La confusion est manifeste dans ce passage; Usserius, plus formel encore que Trithème, ne fait que l'aggraver. Il faut bien le reconnaître cependant, l'erreur était excusable. Néanmoins, plus clairvoyant ou plus érudit que les deux auteurs que je viens de citer, Labbe sut la découvrir. Il déclara catégoriquement que Trithème confondait non pas deux, mais trois Sedulius: Caelius Sedulius, l'auteur du *Carmen paschale,* un second Sedulius qui fut au VIIIe siècle évêque en Bretagne et assista au premier concile de Rome et enfin notre Sedulius de Liège que, faute de connaître ses poésies, il appelle *interpretem sacræ scripturæ* [3].

La conjecture de Labbe est devenue aujourd'hui une réalité. Son interprète de l'Écriture Sainte, grâce à la découverte du manuscrit de Bruxelles, ne peut plus être confondu désormais avec aucun homonyme et, pour ainsi parler, se trouve capable de convaincre tout le monde de son identité. Sedulius de Liège est bien une personnalité distincte: une étude attentive de ses poésies permet d'apprécier les traits principaux de son caractère et de lui faire une biographie.

[1] Ce Sedulius jouit pendant tout le moyen âge d'une grande réputation. La Renaissance ne diminua pas sa renommée, car depuis la fin du XVe siècle jusqu'à celle du XVIIIe, il a eu quarante-deux éditions de ses œuvres. Voyez Huemer, *De Sedulii poetae vita et scriptis commentatio;* Leimbach, *Ueber den christlichen Dichter Caelius Sedulius und dessen Carmen paschale,* Goslar, 1879; G. Boissier, Sedulius, *Journal des savants*, septembre 1881.

[2] Arevalus, *Prolégomènes aux œuvres de Caelius Sedulius;* Migne, *Patr. Lat.*, t. XIX.

[3] *Ibid.*

La date de la naissance de Sedulius est inconnue; sa jeunesse ne l'est pas moins. Tout ce que l'on sait à cet égard, c'est qu'il naquit en Irlande, au cours des premières années du IX[e] siècle selon toute probabilité. L'étude du *trivium* et du *quadrivium*, la lecture des textes sacrés et des auteurs classiques, l'art d'agencer les mots suivant les mètres divers de la poésie latine durent occuper cette première partie de sa vie. Il était en un mot, suivant ses propres expressions, docte grammairien, lorsqu'il débarqua sur le continent.

Lui-même ne nous apprend rien sur les causes qui le déterminèrent à émigrer : mais, de la détresse où il était lorsqu'il parvint à Liège, de la haine et de la terreur qu'il témoigne à maintes reprises pour les Normands, des malheurs que ces barbares firent au IX[e] siècle subir à l'Irlande, on peut conjecturer avec assez de vraisemblance que ce fut l'arrivée des Scandinaves dans sa patrie qui le contraignit à la quitter. Il est cependant impossible de dire où il chercha d'abord un refuge. Longtemps il dut errer de ville en ville, de monastère en monastère, vivant de la charité publique et sans but déterminé parcourant au milieu de l'hiver des pays dont les mœurs et la langue lui étaient également inconnues. C'est durant ce triste voyage, peut-être, qu'il fit la connaissance de quelques-uns des personnages influents avec lesquels il devait plus tard se trouver en relations. Malheureusement, faute de détails, on ne peut ici rien préciser. Ce n'est qu'à force d'hypothèses purement gratuites que l'on parviendrait à tracer à travers la Gaule ou la Germanie un prétendu itinéraire de Sedulius et à dresser une liste des grands seigneurs qu'il put rencontrer à cette époque.

Deux compatriotes, comme lui savants grammairiens, accompagnaient le poète dans son exil [1]. Au cours de leurs pérégrinations, les trois voyageurs arrivèrent un jour dans les environs de Liège. La réputation de S[t]-Lambert, dont ils avaient dû entendre parler plus d'une fois en parcourant l'Austrasie, peut-être aussi

[1] Suscepit blandus fessosque loquacibus Austris
Eripuit *ternos* dapsilitate sophos. Dümmler, I, v. 23, 24.

celle de l'évêque Hartgar les engagèrent à s'arrêter dans cette ville. Il y parvinrent dans le plus triste équipage et pendant une de ces bourrasques d'hiver qui devait maltraiter cruellement des gens habitués au climat moins rigoureux de l'Irlande « Les souffles stridents de Borée au visage blanchi, écrivait plus tard le poète en se rappelant cette triste journée, nous épouvantent de leurs chocs soudains et de leurs menaces. La terre elle-même tremble, frappée d'une affreuse terreur, l'Océan murmure et les durs rochers gémissent. L'Aquilon sans pitié ravage les plaines de l'air (*aereos tractus*) qu'il emplit de cris horribles et de rugissements. Des voiles épais de nuées laiteuses (*lactea*) couvrent le ciel; la terre languissante se cache sous une robe blanche. La montagne boisée perd ses cheveux (*crines*) et comme le roseau, le chêne est forcé de plier... Borée en fureur, lamentable spectacle, s'acharne sur nous, doctes grammairiens, pieux ecclésiastiques; car l'Aquilon dans son vol n'épargne nulle renommée et nous déchire de ses griffes cruelles[1]. »

Cette tempête fut la dernière épreuve que les exilés eurent à subir : Hartgar les accueillit avec bienveillance, leur fournit un gîte et les retint dans sa ville épiscopale. Il serait difficile de désigner exactement l'époque à laquelle se passèrent ces évènements. On peut cependant la fixer avec certitude entre l'année 840, où

[1] Flamina nos Boreae niveo canentia vultu
Perterrent subitis motibus atque minis.
Tellus ipsa tremit nimio perculsa pavore,
Murmurat et pelagus duraque saxa gemunt.
Aereos tractus Aquilo nunc vastat iniquus
Vocibus horrisonis murmuribusque sonans.
Lactea nubifero densantur vellera caelo,
Velatur nivea marcida terra stola.
Labuntur subito silvoso vertice crines
Nec stat harundineo robur et omne modo...
Nos tumidus Boreas vastat miserabile visu,
Doctos grammaticos presbiterosque pios.
Namque volans Aquilo non ulli parcit honori
Crudeli rostro nos laniando suo. Dümmler, I, 1-10. — 13-16.

Qu'on veuille bien me pardonner l'étrangeté et la barbarie de traductions qui ne visent qu'à suivre le texte au plus près.

Hartgar fut nommé évêque de Liège, et l'année 851, date de la mort d'Ermengarde, femme de Lothaire I, du vivant de laquelle Sedulius vivait déjà sur le continent, puisqu'il chante cette impératrice à différentes reprises [1]. Pour lui, il était relativement jeune lorsqu'il s'établit à Liège ou, pour lui emprunter son expression, lorsque Hartgar le mit au nombre de ses brebis : il se vante en effet dans une pièce adressée à un certain Wulfing [2] de n'avoir pas encore de cheveux blancs.

Les commencements du séjour de notre poète sur les bords de la Meuse furent semés de quelques légères mésaventures. Il avait été logé avec ses compagnons dans une masure délabrée et il ne laissait pas de s'en plaindre assez ouvertement [3]. « Notre demeure, disait-il à l'évêque, est plongée dans une nuit perpétuelle ; la charmante lumière n'en égaye point l'intérieur, les murs n'y sont pas

[1] « Anno dominicae incarnationis 851, obiit Hermingardis regina, conjux Hlotarii imperatoris, venerabilis et a Deo acceptabilis matrona... » *Reginonis chronicon.* Pertz, I. — « 851 domina Herminigarda imperatris obiit 13 Kal. April. *Annalium laubacensium pars secunda.* » Pertz, I.

[2]
Quos necdum geminos ornant candore capilli,
Speramus niveos nos sed habere pilos. Dümmler, VIII, 13, 14.

« Vulfingo cuidam ministeriali ejusdem imperatoris Lotharii », scripsit Hincmarus epistulas duas. (Flodowardi, *Hist. Rem.*, III, c. 26.) Dümmler, *Sedulii Carmina*, p. 2, note.

[3]
Nostri tecta nigrant perpete nocte,
Intus nulla nitet gratia lucis
Pictae vestis abest pulchra venustas,
Clavis nulla regit ac sera nulla
Absis nonque micat compta tabellis,
Sed fuligo tholo haeret in alto.
Si, Neptune, pluas imbribus atris,
Crebras rore gravi domata nostra.
Eurus si reboet murmure saevo,
Haec quassata tremit aula vetusta....
Non haec apta domus crede sophistis
Qui splendentis amant munera lucis.
Sed haec apta domus nycticoraci
Talparumque gregi mansio digna.
Sedulii carmina Ed. Grosse, II, v. 11-20. — 28-31.

revêtus d'une robe de couleurs; nulle clef, nulle serrure n'en défendent l'entrée. La voûte n'y brille point de l'éclat de la peinture, mais elle est noyée dans une ombre épaisse. Si tu fais tomber la triste pluie, ô Neptune, tu perces notre toit d'une rosée glaciale. Si Eurus fait retentir ses aboiements sauvages, la vieille maison tremble tout ébranlée... Crois-moi, une telle demeure n'est pas faite pour des sages qui aiment l'éclat resplendissant de la lumière; elle n'est digne que du hibou et de la troupe aveugle des taupes. »

Passe encore pour un mauvais gîte ! Les plaintes de Sedulius ne sont pas trop désespérées et le rhythme sautillant sur lequel il les exprime n'a aucun rapport avec les gémissements de l'élégie. Mais à l'en croire, il lui serait arrivé de souffrir de la famine et il est telle pièce dans laquelle il pleure lamentablement sa misère. « La faim et la soif, ce double monstre, nous tourmente et nous déchire de ses griffes aiguës. Une heureuse abondance de biens n'est pas notre partage, mais l'horrible pauvreté nous torture. Nous ne connaissons pas les doux présents de Bacchus, le vin agréable à boire fuit notre demeure... O bon père! dompte, je t'en supplie, ces deux monstres farouches, accorde-nous, cher évêque, un préservatif contre leurs blessures, donne un remède à ton Sedulius... [1]. » Que faut-il croire de tout cela ? Hartgar a-t-il bien pu laisser dans la misère un homme que lui-même retint à sa cour et dont il faisait certainement un cas exceptionnel? Sans doute les lamentations du poète sont exagérées; peut-être même sont-elles dénuées de tout fondement. Il n'y faut voir, ce semble, qu'une façon de s'adresser à la générosité d'un protecteur com-

[1]
Nos sitis atque fames conturbat bestia duplex
  Vulnificis rostris nos laceratque suis.
Nec nos oblectat praedives copia rerum,
  Sed nos excruciat horrida pauperies.
Nec nos oblectant dulciflua dona Lyaei
  Mellifluusque Medus domata nostra fugit...
O pater has geminas, obsecro, vince feras.
Large salutiferum contra vulnuscula, praesul,
  Sedulio famulo da cataplasma tuo.

Grosse, IV, 1-6. — 24-26.

plaisant, qu'un simple procédé littéraire dont l'invention n'appartient même pas à notre auteur : chacun sait qu'au VIe siècle, Venantius Fortunatus dépeignit aussi sa prétendue détresse dans des vers éplorés.

Quoi qu'il en soit, il est certain que Sedulius n'avait pas toujours lieu de se plaindre. Il a eu soin de nous montrer lui-même que l'évêque ne restait pas sourd à ses demandes et savait accorder à ses vers autre chose que de vaines louanges : il n'a pas trouvé, en effet, indigne de sa lyre de l'employer à célébrer trois agneaux qu'il avait reçus d'Hartgar [1]; une autre fois, comme il avait chanté les caves d'un abbé Robert, « garnies de mille tonneaux remplis d'une pure liqueur [2], » celui-ci lui envoya trois cents bouteilles du vin de ses vignobles de la Moselle [3].

La description d'un banquet que l'on trouve dans une de ses pièces, écarte d'ailleurs bien loin toute idée de famine et de misère. La scène se passe dans un beau bâtiment, dans le nouveau palais d'Hartgar peut-être, et il s'agit de célébrer l'inauguration de l'édifice par une petite fête. On est réuni le soir dans une vaste salle : les murs sont délicatement peints de couleurs vives et gaies, or, vert, rouge, bleu, et les pâles rayons de la lune glissent doucement à travers les fenêtres en plein cintre [4]. On n'entend que la

[1] Voyez la pièce intitulée *De Tribus multonibus.* Dümmler, p. 9.

[2] Je cite, pour leur curiosité, les premiers vers de la pièce qui nous apprend ces détails; le poète y décline le nom de son bienfaiteur.

Bonus vir est Robertus, laudes gliscunt Roberti.
Christe, fave Roberto, longaevum fac Robertum.
Amen. Salve, Roberte. Christus sit cum Roberto...
Hoc mille tonant tonnae puro plenae Lyaeo. Grosse, VI, 1-4. — 13.

[3] Ter centum fialas donaverat ipse poetae. Dümmler, XVIII, v. 22.

[4] Aureus in primo color enitet ordine flagrans,
Gramineus sequitur veris honore virens.
Purpurum flagrat specimen mirabile visu,
Sapphirus ridens spargit in astra decus.
Emicat et vitreus supter supraque coruscus,
Glaucicomum pelagi gaudet habere modum.
Nobilis altithroni crucis exprimitur decus almum
Vitrea qua varium luna carpit iter. Grosse, XII, 7-15.

Ces deux derniers vers paraissent indiquer l'existence de vitraux ou tout

voix de Sedulius déclamant des vers de circonstance. Le poète a débuté par une description du monument et il continue. « C'est ici que la noble assemblée des frères goûte de pieux délassements; c'est ici que tu procures, célèbre Bacchus, un plaisir nouveau. Tu nous donnes le baiser de la paix en nous donnant les coupes joyeuses et tu captives les sages... Que six frères prennent une mesure, car le noble mot de mesure se compose de six lettres; que chacun en boive deux setiers, que chaque buveur récite un vers ïambique et que tous en chœur reprennent le sixième vers [1]. »

La bonne humeur qui règne dans cette pièce est, me semble-t-il, plus en rapport avec la position de Sedulius à cette époque que les plaintes par lesquelles il s'efforçait tantôt de dépeindre sa misère. Car sa vie était heureuse, quoi qu'il dise, et telle qu'il la pouvait souhaiter. Il avait trouvé à Liège ce que, deux siècles avant lui, Fortunatus avait possédé au monastère de Poitiers : le calme favorable aux études, les loisirs qui lui permettaient d'agréables délassements et avec cela de bonnes amitiés, la faveur des princes, des grands seigneurs et, ce qui vaut mieux aux yeux d'un poète du IX[e] siècle, des auditeurs qui ne lui refusaient ni applaudissements, ni récompenses. Ajoutez qu'il était, selon toute vraisemblance, directeur des études à l'école cathédrale de S[t]-Lambert et ministre, pour ainsi dire, de l'instruction publique dans le pays de Liège [2]. Emprunter des manuscrits,

au moins de peintures sur verre, dans l'édifice en question. Malheureusement, l'obscurité du texte de Sedulius ne permet sur ce point qu'une simple conjecture.

[1] Inclitus hinc fratrum coetus pia gaudia ducit
  Hic das laetitiam, clare Lyaee, novam.
Oscula das pacis, felicia pocula donans
  Permulces sophicos, optime Bacche, viros...
Sex fratres modium sumant, nam grammate sene
  Nobile conscriptum nomen habet modius.
Ast simpli fratres potent sextaria dupla,
  Unusquisque bibax iambica metra sonet.
Senarium versum sex una voce canentes...

Grosse, XII, 23-27, 35-40.

[2] Je ne fais que reproduire ici l'opinion de Dümmler, adoptée aussi par Ebert, *Allgemeine Geschichte der Litteratur des mittelalters,* 2[e] vol. Leipzig, 1880.

les faire soigneusement copier sous ses yeux, diriger les travaux des élèves de l'école cathédrale, correspondre avec quelques centres littéraires importants tels que Cologne [1] et Fulda [2], composer des vers à graver au fronton des monuments qu'Hartgar faisait élever, telles étaient sans doute, en dehors du temps qu'il accordait à ses études particulières, ses principales occupations. Considéré comme un oracle infaillible dans toutes les questions qui touchaient à l'art ou à la poésie, il n'est pas étonnant qu'il se soit fait quelque illusion sur sa valeur intellectuelle. D'ailleurs sa vanité naïve ne le disposait que trop à renchérir lui-même sur les louanges qu'il recevait. Il est plaisant de l'entendre s'appliquer gravement des épithètes telles que « Nouvel Orphée », « Virgile de Liège », « compagnon des Muses, » etc., etc. [4] Si notre Virgile du IXe siècle n'est pas toutefois, en poésie, le rival heureux de son homonyme, ce n'est pas, au moins, sa bonne volonté qu'il en faut accuser. On ne pourrait vraiment sans injustice lui reprocher la paresse. Il eut au plus haut degré la passion d'écrire et cette passion, fort respectable après tout, produisait même parfois chez lui des effets assez bizarres. En voici un qui me semble des plus typiques. Hartgar avait donné trois moutons à son poète qui s'empressa de chanter cet heureux évènement : il énumère en dystiques élégiaques tous les services que vont lui rendre ces trois moutons et il n'en trouve pas de plus précieux que celui-ci : ils lui procureront du parchemin [5].

[1] Voyez la pièce intitulée : *Ad Gontharium Coloniensem episcopum.* Dümmler, XXX.

[2] DÜMMLER, *Forschungen...*, V, 394. Une pièce de Sedulius à l'abbé de Fulda Hatto.

[3] Scriptor sum, fateor, sum musicus alter et *Orpheus*
Dümmler, XXII, v. 9.

Ast ego maestificus tristabar musicus *Orpheus.*
Grosse, XV, v. 11. Voyez encore v. 88.

[4] Tu *Maro Leodii* musigenumque comes. Grosse, XV, v. 20.

[5] Pellis et exuviis sit kartula famaque perpes,
Nomen sparge polo pellis et exuviis.
Dümmler, IV, v. 12, 13.

Mais à quoi bon disséquer lentement, par le menu, le caractère de Sedulius. Il s'est peint lui-même, en toute franchise et vérité, tel qu'il était : sincèrement religieux, amoureux de science et de poésie, mais amoureux aussi de bonne table, de bons vins et de doux repos : « Je lis, j'écris, j'enseigne et j'étudie la sagesse ; nuit et jour je prie le Seigneur mon Dieu. Je mange, je bois volontiers, j'invoque les Muses dans mes vers ; je dors profondément la nuit et prie Dieu pendant le jour [1]. »

Tel n'était pas, hâtons-nous de le dire, le portrait que se faisaient de notre auteur ses contemporains : pour eux, le poète était parfait et l'admiration qu'ils professaient à son égard égalait presque la bonne opinion qu'il avait de son propre mérite. On ne manquait donc aucune occasion de l'exhiber ; sa gloire rejaillissait sur la ville qui l'avait adopté et nul étranger célèbre n'en passait les portes que Sedulius ne vînt lui débiter des vers de sa façon pour lui souhaiter la bienvenue. C'est ainsi qu'il harangua l'empereur Lothaire, Charles le Chauve, Louis le Germanique, Lothaire II, l'évêque de Metz Adventius, Eberhard, comte de Frioul, etc.

En s'adressant à ces différents personnages, Sedulius n'était pas seulement l'interprète de l'évêque et des Liégeois. Il s'était si bien attaché à sa nouvelle patrie qu'il se considérait, maintenant, comme un de ses enfants très légitimes et qu'il l'aimait loyalement, en fils dévoué [2]. Il portait une affection non moins vive à Hartgar, cet évêque intelligent et actif qui avait su le fixer auprès de lui, en faire un instrument de civilisation et de renaissance pour sa ville épiscopale. Il est toutefois assez difficile de découvrir à première vue ce qui est vrai, ce qui est conventionnel, dans les louanges que Sedulius adresse à son bienfaiteur. On finit pourtant par

[1] Aut lego vel scribo, doceo scrutorve sophian
Obsecro celsithronum nocte dieque meum.
Vescor poto libens, rithmizans invoco Musas,
Dormisco stertens, oro deum vigilans.
Dümmler, XXXIII, v. 1-5.

[2] Si tibi Leodium dulcescit seu pia mater.
Grosse, XV, v. 47.

Se fait-il dire par sa muse.

s'apercevoir qu'il y a autre chose que des mots dans ses vers alambiqués et emphatiques. On sent parfois vivre et palpiter ses phrases maladroites et l'on devine alors un geste vrai en dépit du lourd manteau de théâtre dont il s'enveloppe et s'embarrasse.

L'amitié de Sedulius pour Hartgar était d'ailleurs payée de retour. Le noble évêque oubliait son rang lorsqu'il s'entretenait avec son poète ; il se faisait ordinairement accompagner par lui dans ses voyages ; il le mettait en relation avec les plus grands personnages de l'Austrasie et si le poète rehaussait la réputation de l'évêque, l'évêque, en revanche, fournissait au poète de puissants et généreux protecteurs. Parmi ces protecteurs, le plus illustre fut Lothaire I. Grâce aux recommandations d'Hartgar, son ami et peut-être son parent, ce prince s'intéressa à Sedulius et il paraît qu'il lui confia, au moins en partie, l'éducation de ses fils Lothaire et Charles. Le poète était admis à la cour sur le pied de l'intimité, comme l'étaient jadis auprès de Charlemagne Alcuin ou Angilbert; il dédiait des vers aux membres de la famille impériale et la blonde Ermengarde, la femme de Lothaire, ne dédaignait pas de broder ces vers en fils d'or sur des pièces de soie [1].

Une telle faveur ne manqua pas de susciter des envieux. Il semble que Sedulius ait été calomnié auprès d'Hartgar par un homme influent du pays de Liège. Mais la fausseté de l'accusation fut trouvée évidente et cet incident ne dut avoir pour effet qu'un redoublement d'amitié entre le protecteur et le protégé [2].

Sedulius dut cruellement ressentir la perte d'Hartgar qui mourut en 855. Il pleura cette mort dans une ode désolée, mais, comme toujours, emphatique et exagérée [3]. « Les astres, y dit-il,

[1] Voyez la pièce XII de Dümmler : « *Hinc versus ad Ermingardem imperatricem conscripti in serico pallio de virtutibus Petri apostoli.* »

[2] Voyez la pièce XI de Grosse et la pièce XVI des poésies inédites qui accompagnent ce travail.

[3]
Astra fuscantur titubantque luce,
Sol et abscondit speciem choruscam,
Nam ruis sidus, speciosa lampas,
    Inclite pastor.
Aer enim imbres pluit atque rivos,
Testis est nostri lacrimas stupendo.

s'obscurcissent et leur lumière vacille ; le soleil voile son visage radieux, car tu n'es plus, étoile lumineuse, lampe brillante, célèbre pasteur. La pluie, les ruisseaux qui tombent du ciel s'accordent bien avec nos larmes. Tous les éléments ressentent le malheur qui nous frappe et tous en frémissent. Lys resplendissant, visage de rose, palme florissante, cèdre vigoureux, voilà qu'un désastre soudain vous a flétri; hélas, père vénérable! hélas sur moi, malheureux poète, qui puis à peine exprimer dans mes vers la douleur que je ressens. »

Peu de jours après avoir ainsi exprimé sa tristesse, Sedulius devait chanter joyeusement l'arrivée de Francon, le successeur d'Hartgar qui, d'abbé de Lobbes, devint alors évêque de Liège [1]. Sa position sous ce prélat semble être restée ce qu'elle était pendant les années précédentes : mais on entrait dans une triste période. Les Normands qui, au temps d'Hartgar, s'étaient avancés jusqu'aux rives du Rhin, pénétrèrent pendant le règne de son successeur dans la vallée de la Meuse. Désormais le temps était passé de s'occuper paisiblement, l'évêque à construire, le poète à versifier. Il fallait combattre et Francon qui tenait vaillamment la campagne contre les barbares, avec le comte de Hainaut Renier au Long Col ne paraissait à Liège que pour lever des troupes et les mener à l'ennemi [2].

Il convient de faire remarquer ici la haine et la terreur que les Normands inspiraient à Sedulius. Ses vers les plus énergiques sont ceux dans lesquels il a chanté une de leurs défaites. « Que les

Sentiunt tristem trepidantque lapsum
 Cuncta elementa
Lilium pulchrum roseusque vultus,
Palma florescens viridansque cedrus,
Ecce marcescis subita ruina,
 Heu, pater alme.
Heu mihi flenti misero poetae,
Vix queo verbis resonare mestum
Corde conceptum miserum dolorem,
 Heu bone Christe. Dümmler, IX, v. 13-25.

[1] Voyez Dümmler, pièce X.

[2] Folcuini, *Gesta abbatum Lobiensium*. — Anselmi, *Gesta ep. Leop.*

cieux, la mer, la terre entière se réjouissent, que le peuple radieux du Christ se réjouisse et admire les exploits de notre père, de notre Seigneur tout-puissant... Pauvres et riches, nobles laïques, ordre couronné du clergé, honneur de tout âge et de tout sexe, applaudissez tous. Voici que le bras vigoureux de notre père accable d'une défaite soudaine le Normand rebelle, l'ennemi de la foi [1]. » Le poète avait d'ailleurs de bonnes raisons pour craindre et pour haïr les Scandinaves. Il les craignait, car il avait pu juger de leur puissance et de leur férocité dans sa patrie, il les haïssait pour tout le mal qu'ils avaient fait à cette même patrie.

En effet Sedulius a toujours nourri pour l'Irlande l'amour le plus ardent. L'absence n'a point étouffé en lui le patriotisme : il est devenu Liégeois, mais il est resté celte. Il n'y a presque aucune de ses poésies dans laquelle il ne fasse pas intervenir le nom de cette patrie bien-aimée. On pourrait facilement le prouver : ce sont les *Scottigenae* [2] qui célèbrent la vertu d'Hartgar, c'est la *Scottiae tellus* [3] qui pleure sa mort, c'est le *Scottus* [4] qui chante la beauté d'Ermengarde, etc. etc.

On a vu qu'il est impossible d'assigner une date précise à la naissance de Sedulius ; il n'est pas beaucoup plus facile de dire au juste quand il est mort. Tout ce que l'on peut affirmer à cet égard, c'est que notre poète vivait encore en 874. Il suffit pour s'en convaincre de lire la pièce dans laquelle il a chanté l'entrevue qui eut

[1]
Pauperes, dites, laici potentes,
O coronate clericalis ordo,
Omnis aetatis decus atque sexus,
Plaudite cuncti
Brachium patris validum potentis
Ecce protrivit subita rebellem
Strage Normannum, pietatis hostem,
Gloria patri. Grosse, IX, v. 17-25.

[2] *Scottigenae* resonent : optime praesul ave. Dümmler, III, v. 80.

[3]
Scottiae tellus Italumque Roma
Meret Hartgari gemebunda casum.... Dümmler, IX, v. 6.

[4] Personat Hebraeus, Graecus *Scottusque* celebrat.
Dümmler, XI, v. 7.

lieu à Liège entre Charles le Chauve et Louis le Germanique au cours de l'année que je viens d'indiquer [1].

Je ne puis à ce propos passer sous silence l'opinion de M. Dümmler qui veut faire mourir Sedulius non à Liège, mais à Milan [2]. S'autorisant de quelques poésies publiées en 1877 à Berne par M. H. Hagen [3], poésies manifestement composées en Italie et dans lesquelles le style et les procédés littéraires de Sedulius se trahissent d'une manière frappante, le savant professeur de Halle suppose que le poète aura quitté la cour de Francon, vers 860, par exemple, pour aller s'établir au delà des Alpes, auprès de l'archevêque Tado. Quelle que soit l'autorité de M. Dümmler dans tout ce qui appartient au haut moyen âge, je ne puis cependant partager ici sa manière de voir. S'il est établi en effet que Sedulius se trouvait encore auprès de Francon en 874, comment admettre qu'on le trouve bien avant cette époque établi dans le diocèse d'un archevêque italien mort d'ailleurs dès 868. Comment se fait-il d'autre part, en admettant comme réel ce changement de résidence de notre poète, qu'il n'ait pas laissé au moins quelques vers d'adieu à la ville qui l'avait receuilli dans sa détresse et lui avait procuré la douce existence que j'ai tenté de dépeindre. Pourquoi Sedulius, si bien en cour à Liège et à Aix-la-Chapelle, se serait-il écarté de ses protecteurs? Pourquoi, amoureux comme il était de réputation littéraire, eût-il quitté cette Austrasie où son nom était célèbre parmi les lettrés, pour des contrées où il était certainement inconnu? Au reste, le poète avait assez souffert de ses premiers voyages à travers l'Europe. Comme Dante, il savait que l'esca-

[1] Boehmer, *Regesta Carolorum.* — La pièce de Sedulius a été publiée par Dümmler, nº VII.

[2] *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere Deutsche Geschichtskunde : die handschriftliche ueberlieferung aus der Zeit der Carolinger,* 2.

[3] « *Carmina medii aevi maximam partem inedita ex bibliothecis helveticis collecta* edidit. H. Hagen. » Bernae, 1877. Les poésies que M. Dümmler attribue à Sedulius sont les huit premières du volume ; mais les nºs I, II et VII sont seuls adressés à Tado. Dans le nº VII, le poète s'intitule Irlandais.

Collige *Scottigenas,* speculator, collige sophos.
Hagen, VII, v. 23.

lier d'autrui est dur à monter et il eût fallu des circonstances bien graves pour qu'il se hasardât à entreprendre de nouvelles et douloureuses pérégrinations. Serait-ce donc l'approche des Normands qui l'aurait contraint à la fuite? Mais en 860, la situation de Liège n'était pas encore assez critique pour le pousser à une résolution aussi extrême. M. Dümmler invoque, pour justifier le changement de patrie de Sedulius, l'exemple de Dicuil qui abandonna, comme on sait, son monastère de Luxeuil pour celui de Bobbio, fondé en Italie par St Columban. Cet exemple est-il fort concluant? Je ne le crois pas. Il importait assez peu à Dicuil, travailleur solitaire, enfermé dans la cellule de son cloître, de se trouver au delà ou en deçà des Alpes. Sedulius, poète de cour, avait besoin lui, d'admirateurs, de protecteurs, de relations de toutes sortes et il y allait de son intérêt de ne les point quitter... Il faut cependant expliquer les étranges analogies signalées par M. Dümmler entre les poésies de Milan et celles de Liège. Mais est-il bien nécessaire pour les expliquer de placer Sedulius à la cour de Tado? Si l'on s'avise, en effet, que les pièces sur lesquelles M. Dümmler appuie son opinion, sont en fort petit nombre et très courtes, ne pourrait-on admettre qu'elles aient été écrites par notre poète pendant un voyage en Italie, entrepris à la suite d'Hartgar ou plus probablement encore pendant un pèlerinage à Rome, accompli en compagnie de quelques compatriotes [1]? On dira peut-être que Sedulius ne nous apprend nulle part qu'il ait passé les Alpes. Rien n'est pourtant plus probable. Outre que les vers où il regrette de n'avoir pas accompagné Hartgar auprès du pape, peuvent laisser croire qu'il était habitué à accompagner l'évêque dans des missions de la sorte, comment expliquer la description de la porte de St-Pierre qu'il nous a laissée [2] si l'on ne veut pas convenir qu'il ait été à Rome? En supposant un pèlerinage de Sedulius à la ville des papes, on comprend faci-

[1] Soit avec les trois compatriotes qui l'accompagnaient quand il vint en Austrasie, soit avec d'autres Irlandais de passage à Liège, comme, par exemple, Dermoth et ses compagnons. Voyez pp. 13 et 14.

[2] Voyez la pièce XV de Grosse.

lement comment il a pu s'arrêter à Milan, y connaître Tado, et lui adresser les vers qui ont été publiés par M. Hagen. Je ne m'étendrai pas davantage sur ce sujet. Je n'ai pas la prétention d'avoir tranché la question, mais il me semble au moins que, en attendant des preuves décisives, il n'est pas nécessaire encore d'enlever Sedulius à Liège et de refuser à la ville d'Hartgar le tombeau de son fils d'adoption.

III

Sedulius ne doit guère qu'à ses poésies l'intérêt qu'il présente au point de vue littéraire. Il ne faudrait cependant pas se figurer qu'il ait été uniquement poète. Loin de là, le recueil de ses vers forme de beaucoup la plus petite partie de ses œuvres. Des ouvrages d'une érudition froide et pédante, des commentaires diffus et subtils sur l'Écriture Sainte en composent le reste. Cette alliance, chez un même auteur, de la poésie et de l'érudition semblerait aujourd'hui singulière. Nous ne comprenons guère un poète lyrique interprétant des textes et tâchant d'expliquer analogiquement les Évangiles. Mais rappelons nous l'époque où vécut ce poète, et le mystère se dissipera.

La poésie du IXe siècle n'est qu'un jeu d'érudits, qu'un exercice de rhétorique où la subtilité, la puérilité même, tiennent lieu d'enthousiasme et d'inspiration. Plus encore qu'au XVIe siècle, elle ne s'adresse qu'aux seuls *dilettanti,* elle ne vise qu'à reproduire les modèles antiques, non en leur donnant une vie nouvelle, en les transfigurant, pour ainsi dire, mais avec le plus grand appareil possible d'érudition et de pédantisme. Il est plus glorieux au IXe siècle de citer un ancien que d'écrire un beau vers. Et malheureusement les anciens que l'on cite et que l'on étudie, ne sont pas ceux du Ier, mais ceux du Ve siècle. Les poètes carolingiens ne remontent pas comme ceux de la grande Renaissance aux sources pures de la littérature latine. C'est l'art sénile des Claudien, des Sidoine Apollinaire, des Ausone qu'ils continuent en l'affaiblissant encore. Une société naissante recueille l'héritage

d'une société morte : la Renaissance du IXe siècle ressemble à une décadence.

Voilà pourquoi un écrivain du IXe siècle, qu'il écrive en vers ou en prose, qu'il s'adonne à l'histoire, à la théologie, à la philosophie, est avant tout et reste toujours érudit. Aussi ne trouve-t-on, parmi les contemporains de Sedulius, nulle personnalité littéraire marquante. Tous les écrivains de ce temps ressemblent à des écoliers qui répètent docilement la leçon de leur maître. Jean Scot Erigène est le seul génie original de l'époque. Mais qu'on lise les poèmes d'Alcuin, d'Angilbert, de Paul Diacre et de Pierre de Pise, de Sedulius enfin, on trouvera les mêmes procédés, le même artificiel, la même érudition. L'art de ces écrivains est un art composé à force d'études et de travail. Aussi tous les poètes du IXe siècle cultivent-ils la science autant que la poésie : Alcuin est philosophe, Paul Diacre historien, Pierre de Pise grammairien. . On comprend maintenant que Sedulius ait été commentateur de l'Écriture Sainte.

Son *Collectaneum in epistolas Pauli*, ses *Explanatiuncula de breviariorum et capitulorum canonumque differentia*, ses *Explanationes in praefationes sancti Hyeronimi ad Evangelia* [1], ont probablement été composés pour les élèves de l'école cathédrale de St-Lambert. L'auteur s'y montre très versé dans la connaissance des livres sacrés; il y cite à chaque instant la Bible et les Évangiles. Le texte, chose plus remarquable, en est émaillé de mots grecs et parfois de phrases entières, écrites dans cette langue. Sedulius paraît, en effet, avoir possédé une connaissance étendue de la langue d'Homère. Il lui arrive même assez fréquemment de laisser échapper un mot grec au milieu de ses vers latins [2].

[1] Tous ces ouvrages se trouvent dans le tome XIX de la *Patrologia latina* de Migne On n'en pourrait faire l'analyse sans posséder des connaissances théologiques assez approfondies : voilà pourquoi je n'en dis ici que ce qui intéresse l'éducation littéraire de Sedulius.

[2] En voici quelques-uns : Doxa — Tholo — Schemata — Domata — Agone — Sophos — Allophylos — Bachanes — Cosmi — Sophia — Cataplasma, etc. MONTFAUCON (*Paleographia Graeca*, p. 235), rapporte que la Bibliothèque de l'Arsenal à Paris possède un psautier grec écrit de la main de Sedulius Scottus.

C'était là, pour le IX[e] siècle, un fait excessivement rare et qui supposait des études fort approfondies. A cette époque, d'ailleurs, les savants hiberniens étaient presque les seuls en Europe qui connussent le grec. Le plus illustre professeur de l'école du palais de Charlemagne, Alcuin, n'en avait tout au plus qu'une très faible teinture [1]; il était forcé, bien malgré lui, de se reconnaître sur ce point inférieur aux Irlandais et c'était peut-être par dépit qu'il appelait dédaigneusement *Égyptiens* ces hellénistes insulaires. Paul Diacre était plus franc et convenait, en toute sincérité, qu'il ne savait pas plus le grec que l'hébreu [2]. Pour Sedulius, il appelle fièrement sa muse *Graecula* [3], et parfois même, se souvenant peut-être du mot d'Alcuin, *Ethiopissa* [4].

Plus curieux et plus original que les commentaires sur l'écriture dont je viens de parler, est l'opuscule intitulé : *Liber de rectoribus christianis*. Ce petit traité, écrit dans un latin très pur, est alternativement rédigé en prose et en vers, chaque chapitre se terminant, comme dans le *De Consolatione* de Boëce, par une pièce de poésie qui n'est le plus souvent chez Sedulius que la paraphrase du texte qui précède. L'auteur, d'après ce qu'il dit lui-même, a, pour en recueillir la matière, butiné chez bon nombre d'auteurs sacrés et profanes [5]; ces derniers sont particulièrement des historiens, et parmi eux, on peut, en première ligne, citer Théodoret [6]. Quant

[1] MULLINGER, *The schools of Charles the Great* : Alcuin.

[2] Graïam nescio loquelam, ignoro Hebraïcam;
Tres aut quatuor in scolis quas didici syllabas,
Ex his mihi est ferendus maniplus ad aream.
Monum. Germ. Hist. Poetae medii Aevi. Poetae Carolini Ed. Dümmler, t. I, p. 43.

[3] *Graecula graecisans* ore sonora modos. Grosse, XV, v. 16.

[4] Te canet arcitenens *Ethiopissa* mea. Dümmler, XVI, v. 18.

[5] « Has autem paucas de multis, divinas et humanas historias percurrens, vestrae, domine rex, excellentiae commonitorias obtuli litteras, etc. Sic et apes ex diversis floribus mella in utilitatem dominorum transitura colligunt, quibus gratissimos favos artificiosa dispositione componunt. » *De rect. Christ.*, ch. 20.

[6] HERMES, I, 45. Art. *Haupt.*

à la portée philosophique du livre, elle n'est pas considérable. Sedulius n'a pas cru devoir s'élever au-dessus des prescriptions de la morale vulgaire : il n'aborde ni les théories politiques ni les graves enseignements de l'histoire. Ce sont de simples conseils au prince sur le choix de ses amis, sur la protection qu'il doit à l'Église, des recommandations sur l'amour de la paix et la confiance en Dieu, etc. On dirait un ouvrage écrit par un précepteur de cour pour un royal élève, qu'il s'agit de préparer à porter un jour dignement sa couronne, et, de fait, il semble que Sedulius l'ait composé, sur l'invitation de Lothaire Ier, pour les fils de cet empereur [1]. Quoi qu'il en soit, le *de rectoribus* a bien le caractère qui convient à une telle destination; rien d'abstrait, rien qu'on ne puisse comprendre à la première lecture, beaucoup d'anecdotes de tous genres et d'exemples historiques, tout cela exposé tour à tour dans une prose agréable ou animé par une versification ingénieuse, en voilà plus qu'il n'en fallait pour rendre attrayante, même à un adolescent, la lecture d'un pareil ouvrage.

Comme M. Ebert l'a fait remarquer, il est bien possible que le *de rectoribus* contienne des réminiscences des fameuses triades Galloises [2]. S'il en est réellement ainsi, nous aurions une preuve nouvelle de la persistance du sentiment national chez Sedulius; le fait, en tous cas, est assez curieux pour mériter d'être signalé...

[1] Voyez la note 5 de la page précédente.

[2] *Allgemeine Geschichte der Litteratur des Mittelalters*, 2e vol. Leipzig, 1880. — « Trina autem regula in consiliis est observanda, prima, etc. *De rect.* Ch. VI. — Septem speciosiora sunt aliis creaturis Dei, coelum innubiale..., sol in virtute sua..., luna in integritate nudataque facie..., ager fructuosus..., varietas maris..., chorus justorum... rex pacificus in gloria regni sui... Ch. IX. — Decet trinam observare regulam terrorem scilicet et ordinationem atque amorem. Ch. II. — Sunt octo columnae quae fortiter regnum justi regis sustineant. Prima columna veritas est in omnibus rebus regalibus. Secunda columna patientia in omni negotio. Tertia, largitas in muneribus. Quarta, persuabilitas seu affabilitas in verbis. Quinta, malorum correctio atque contritio. Sexta, bonorum amicitia atque exaltatio. Septima columna, levitas tributi in populos. Octava, aequitas judicii inter divites et pauperes. Ch. X. — Trinam pacis regulam conservare oportet, hoc est supra se, in se, juxta se. » Ch. IX.

Quelque intérêt que puissent présenter les œuvres en prose de Sedulius, c'est pourtant comme poète que notre auteur mérite surtout d'attirer l'attention de la critique. Faudrait-il donc s'attendre à trouver en lui un de ces génies populaires et simples, virils et enthousiastes tels qu'on aime à se les représenter à certaines époques privilégiées de l'histoire? Est-il besoin de répondre et n'a-t-on pas vu déjà en plus d'un endroit des pages précédentes qu'il est fort loin d'en être ainsi, que Sedulius est bien à sa place au IX[e] siècle, qu'il est un fils légitime de son temps et pour ainsi parler un disciple fidèle de son école? La poésie, en effet, n'est pour lui qu'un jeu d'esprit, qu'un délassement agréable, qu'un travail lucratif parfois. Ne lui demandez ni héroïsme, ni vigueur, ni grandes émotions; sa Muse est trop frêle pour de tels efforts, son souffle trop court pour de tels élans. Laissez-le dans la tranquille cellule de son cloître, en face de son parchemin, au milieu de ses livres, composer lentement, vers par vers, quelques strophes dont il admire en lui-même le rythme harmonieux et la parure mythologique[1]. C'est ainsi qu'il le faut prendre, non en poète, mais en lettré et en érudit. Examinons donc tout d'abord les éléments de cette science qui lui tient lieu d'inspiration.

Il n'est certainement pas douteux que Sedulius ait possédé une connaissance très étendue de la littérature antique. Dresser une liste des auteurs qu'il a lu, serait cependant fort difficile et même probablement impossible. Virgile est, en effet, le seul ancien dont

[1] Il est curieux d'entendre ce que Paul Diacre dit de cette manière de composer, qui pourtant fut aussi la sienne, et de l'influence qu'elle exerça sur la littérature du temps.

Angustae vitae fugiunt consortia Musae,
  Claustrorum septis nec habitare volunt,
Per rosulenta magis cupiunt sed ludere prata,
  Pauperiem fugiunt, deliciasque colunt :
Quapropter nobis aversae terga dederunt,
  Et comitem spernunt me vocitare suum.
Inde est quod vobis inculta poëmata mitto.

Monum. Germ. Hist. Poetae medii Aevi. Poetae Carolini Ed Dümmler, t. I, p. 43.

on puisse reconnaître dans ses vers quelques rares imitations [1]. Mais il y a fort loin de là à dire que Virgile est le seul ancien qu'il ait véritablement connu. On pourrait même affirmer que de la difficulté que l'on éprouve à retrouver chez Sedulius les réminiscences de ses lectures, il faut conclure à leur étendue et à leur variété. La connaissance d'un auteur unique aurait laissé partout son empreinte dans les vers du poète; de la lecture de plusieurs auteurs différents au contraire, dérive une telle diversité de formes, une telle variété de tournures et d'expressions qu'il est aussi impossible de démêler dans l'ensemble ce qui appartient à tel ou tel écrivain que de distinguer dans les eaux d'une rivière, les flots de chaque source qui s'y est versée. Sedulius ne s'est pas caché d'ailleurs de vivre un peu du bien des autres et il s'est comparé assez gracieusement à l'abeille qui compose son miel du suc de fleurs diverses [2]. Seulement, il faut avouer qu'il ne choisit

[1] En voici quelques-unes :

Namque ferunt Lunam lanarum vellus amasse :
Pan, deus Arcadiae, vellere lusit eam. Dümmler, XIX, v. 35-36.
Conf. Pan deus Arcadiae captam te, Luna, fefellit. Georg. III, 392.
— Unus sed fuerat veluti latrator Anubis. Dümmler, XIX, v. 77.
Conf. Omnigenumque deum monstra, et latrator Anubis.
Aen, VIII, 698.
— Idcirco bini frondea tecta petunt. Dümmler, XIX, v. 86.
Conf. ... et frondea semper
Tecta petunt... Georg IV, 61, 62.
— Laudibus egregiis arma virumque sonans. *Appendice,* II, v. 14.
Conf. Arma virumque cano ... Aen, I, 1.

Outre ces réminiscences de Virgile, on trouve encore dans le *De rectoribus* ces deux vers de Claudien (*De tertio consulatu Honorii*) :

O nimis dilecte Deo, tibi militat Aether
Et conjurati veniunt ad classia venti.

Une réminiscence d'Ovide dans la deuxième pièce publiée par Dümmler, vers 2 :

Sed tamen in nostro pectore fixe manes.
Conf. Et plus in nostro pectore parte tenes. Tristes, IV, 3.

[2] Voyez page 33, note.

guère les fleurs et qu'il butine un peu au hasard. Érudition sacrée, érudition profane, tout lui est bon pourvu qu'il puisse utiliser ses lectures et en transporter dans ses vers les souvenirs les plus disparates.

Aussi ce manque de choix, ce peu de souci des convenances littéraires ne laissait-il pas de causer parfois chez lui de singulières dissonances. La fille de Syon et les Muses sont dans la même pièce placées côte à côte [1]; le poète demande un baiser des lèvres roses de la Muse au moment où il va chanter la vertu d'un évêque [2]; il nomme cet évêque Daphnis [3], il le compare un peu plus loin à Eurydice [4] et il va même jusqu'à lui demander s'il n'a pas été enlevé par l'Aurore qui le préfère — paraît-il — à son vieux Tithon [5]. Ailleurs c'est Dieu qu'il invoque sous le nom de *tonans*. Il se laisse même emporter dans cette voie au delà des bornes de la convenance et il fallait qu'il fût bien amoureux des productions de sa verve pour qu'il n'ait pas effacé, en les relisant, les vers où il compare la mort d'un agneau déchiré par des chiens à la mort de l'agneau pascal [6].

On comprend facilement que le style de Sedulius surchargé de

[1] Voyez la pièce I de Grosse *in initio*.

[2] Syrmate purpureo glaucisque venusta capillis
Oscula da labiis Sedulio roseis.
Musigenum plectro citharizans textito carmen
Permulcens aures nobilis Hartgarii. Grosse, I, v. 4-9.

[3] *Daphnis* amoenus adest pastor bonus atque beatus.
Dümmler, IV, v. 5.

[4] Il dit, en parlant de sa tristesse à propos de l'absence d'Hartgar :

Ast ego maestificus tristabar musicus Orpheus,
Eurydice liquit me quia sponsa mea. Grosse, XV, v. 11, 12.

[5] An vos puniceis nobis avexerat alis
Splendidus Aurorae currus amorque volans?
Te magis elegit, terrarum nobile sidus
Ac *Tithona* suum spernit amore tui. Grosse, I, v. 52-57.

[6] Agnus ut altithronus pro peccatoribus acrem
Gustavit mortem filius ipse Dei,
Carpens mortis iter, canibus laceratus iniquis :
Pro latrone malo sic, pie multo, peris.
Dümmler, XIX, v. 116-121.

tous ces ornements étrangers n'ait été ni bien vif, ni bien souple. Le latin en est généralement pur, mais la tournure des phrases est bien souvent gauche et embarrassée [1]. De l'enflure, du pathos, une rhétorique obscure enveloppent presque toujours la pensée et font paraître plus creuses encore certaines pièces qui, sans cela, ne le seraient déjà que trop. Mêmes défauts dans la composition. Il est rare de trouver dans notre poète une pièce entière qui soit animée d'un bout à l'autre d'un mouvement égal et tissée, si je puis dire, d'une seule trame. La marche en est ordinairement chancelante, indécise; on sent que l'auteur ne sachant pas bien lui-même où il veut en venir, ne voyant pas clair dans sa propre pensée, ne va pas au but en droite ligne et d'un pas résolu. Il s'arrête en route, il s'égare même pour chercher une allusion ingénieuse, pour utiliser une réminiscence qui lui vient à l'esprit. On peut appliquer à presque toutes ses poésies les vers d'Horace:

> Inceptis gravibus plerumque et magna professis
> Purpureus, late qui splendeat unus et alter
> Assuitur pannus....

Il semble d'ailleurs que ce défaut provienne chez Sedulius d'une certaine stérilité d'esprit qui l'empêche de tirer de son sujet tout ce qu'il peut donner. Il est visible que, plus d'une fois, le poète s'est battu les flancs pour arriver au bout de la pièce qu'il a entreprise: de là les fréquentes répétitions, les phrases stéréotypées qui frappent même à une première lecture [2]... Cette stérilité pourrait bien, cependant, n'être qu'apparente. Il faut

[1] En voici deux exemples curieux :

> *Rot* — bone sint nobis per te solacia — *berte.*
> Dümmler, XVIII, v. 3.
> Urbs colit es felix quam deus atque dea.
> Dümmler, XXXII, v. 14.

[2] On lit, par exemple, dans la pièce intitulée *De adventu imperatoris Lotharii :*

> Corde gaudemus hilares sereno
> Dum redit caesar lenis ac serenus
> Conferens secum bonitate dulcis
> Gaudia pacis. Dümmler, XXVI, v. 1-5.

remarquer en effet qu'elle se manifeste surtout dans les pièces qui ont, pour ainsi dire, une destination officielle, dans celles, par exemple, qui sont adressées à Charles le Chauve, à Louis le Germanique, à l'empereur Lothaire. Or ces pièces ont probablement été commandées à Sedulius. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que, pressé par le temps, le poète se soit vu forcé de se servir d'anciens clichés, de recourir à des vers tout fabriqués déjà et compatibles avec les circonstances pour lesquelles on les lui demandait. D'ailleurs, si l'on compare les pièces dont il s'agit ici avec celles qui ont été composées à tête reposée et dans un but purement littéraire, il sera facile de se convaincre que les négligences qui déparent les premières, ne viennent, en grande partie, que d'une composition trop précipitée. On doit avouer que, si par bonne fortune il est arrivé au poète de n'être point talonné par le temps et la nécessité, il a écrit de jolis vers qui, d'une allure assez preste et d'un tour ingénieux, aujourd'hui encore ne sont pas désagréables à lire et peuvent compter parmi les meilleurs des écrivains du IXe siècle.

Dans ces heures, trop rares, d'heureuse invention, ce n'est cependant jamais le sentiment qui inspire Sedulius. Les affections profondes de l'âme ne se traduisent guère chez lui que par les grands mots, l'emphase et la déclamation. Ses qualités distinctives, son originalité, si l'on veut, lui viennent d'ailleurs et, pour lui emprunter un instant son langage, c'est Erato qui, des neuf Muses, est sa préférée. Il n'est bien à son aise que dans ce que nous avons appelé poésie légère, il ne s'anime que si par aventure son

Début qui se retrouve presque textuellement dans la pièce *Ad Leutbertum episcopum :*

Corde laetamur hilares sereno
Dum redit praesul decus atque blandus
Conferens secum populo benignae
Gaudia pacis. Dümmler, XXVIII, v. 1-5.

Comparez encore Grosse, I, 15 av. VI, 20. — VIII, 27 av. V, 1. — (Ces deux pièces à Charles le Chauve). — Dümmler, XXII, 3 av. XXVII, 23. — L'une de ces pièces à Hartgar, l'autre composée à l'occasion de la fête de Pâques). — Dümmler, XXXII, 31, 32 av. Grosse, XIV, 21, 22 (la seconde pièce à l'archevêque de Cologne Gonthar), etc.

sujet lui permet la bonne humeur et s'il peut quitter pour un instant le ton solennel auquel il est forcé trop souvent de tendre les cordes de sa lyre. Il devient alors lui-même et, de vulgaire déclamateur, se transforme en un poète qui ne manque ni de grâce ni d'*humour*. Il faut lire, entre autres, pour se faire une idée de ce que valait Sedulius dans ces bons moments, le charmant parallèle qu'il établit entre sa pauvre maison et le palais d'Hartgar[1], ainsi que les jolies pièces intitulées *de verbece a cane dicerpto* et *de Rosae Liliique certamine*. Cette dernière, dialogue entre la rose, le lys et le printemps, est particulièrement curieuse pour qui connaît l'influence de ce genre de dispute sur le développement du théâtre au moyen âge.

La Rose. « Je suis la sœur de l'aurore, l'alliée des dieux du ciel; Phébus m'aime, je suis la messagère du radieux Phébus. L'étoile du matin en souriant éclaire mon visage; la noble beauté de ma parure virginale brille de l'éclat de la pourpre. »

Le Lys. « Pourquoi dans ton orgeuil prononces tu des paroles qui te valent à jamais des tourments mérités? Car ton diadème

Rosa. « Sum soror Aurorae divis cognata supernis
Et me Phebus amat, rutili sum nuncia Phebi.
Lucifer ante meum hilarescit currere vultum,
Ast mihi virginei decoris rubet alma venustas. »

Lilium. « Talia cur tumidis eructas verba loquelis,
Quae tibi dant meritas aeterno vulnere penas?
Nam diadema tui spinis terebratur acutis,
Eheu! quam miserum laniant spineta rosetum! »

Rosa. « Ut quid deliras verbis, occata venustas,
Quae tu probra refers plena sunt omnia laude.
Conditor omnicreans spina me sepsit acuta
Muniit et roseos praeclaro tegmine vultus. »

Lilium. « Aureoli decoris mihi vertex comitur almus
Nec sum spinigera crudelis septa corona.
Profluitat niveis dulci lac ubere mammis,
Sic holerum dominam me dicunt esse beatam. »

[1] Grosse, I.

est percé d'épines aiguës. Hélas ! comme ces épines déchirent le malheureux rosier ! »

La Rose. « Quelle est ta folie, à toi qui regardes comme un mal un titre de gloire! Dans sa sagesse, le Créateur m'a hérissé d'épines aiguës ; il a voulu protéger d'une noble armure la beauté de la rose. »

Le Lys. « Ma noble tête est ceinte d'une couronne d'or et je ne suis pas armée de cruelles épines. De mes blanches mamelles s'épanche un doux lait ; aussi m'appelle-t-on la reine des fleurs. »

— « Cependant le jeune printemps reposait dans l'herbe fleurie. Sa robe était peinte d'herbes verdoyantes, des parfums montaient à ses narines ouvertes et sa tête était ceinte de couronnes de fleurs. »

« Chers enfants, dit-il, pourquoi cette querelle? Vous êtes, sachez-le, nées toutes deux de la même terre. Comment des sœurs peuvent-elles exciter l'arrogante dispute ? O belle rose, tais-toi, ta gloire brille sur le monde, mais que le lys royal règne du haut des sceptres étincelants. Les siècles loueront à jamais votre gloire et votre beauté. Que la rose soit dans nos jardins l'emblème de la

Poeta. « Tunc Ver florigera juvenis pausabat in herba,
Olli tegmen erat pictum viridantibus herbis,
Ipsius ad patulas redolebant balsama nares
Floripotensque caput sertis redimibat honoris. »

Ver. « Pignora cara mei, cur vos contenditis? inquit,
Gnoscite vos geminas tellure parente sorores.
Num fas germanas lites agitare superbas?
O rosa pulchra, tace, tua gloria claret in orbe,
Regia sed nitidis dominentur lilia sceptris.
Hinc decus et species vestrum, vos laudat in aevum.
Forma pudiciciae nostris rosa gliscat in hortis
Splendida Phebeo vos lilia crescitè vultu.
Tu rosa martiribus rutilam das stemmate palmam,
Lilia virgineas turbas decorate stolatas. »

Dümmler, XL, v. 12-43.

pudeur : vous, lys étincelants, croissez, semblables en éclat au visage de Phébus. Toi, rose, tu couronne les martyrs de guirlandes de pourpre ; vous êtes, o lys, l'ornement des cortèges des vierges aux longs voiles. »

IV

Il ne faut pas voir uniquement dans Sedulius un curieux représentant de la littérature du IXe siècle. Il est encore, et c'est là ce qui lui donne pour le lecteur belge un intérêt tout spécial, une source historique des plus précieuses. Grâce à ses vers, on peut enfin combler cette lacune qui, dans l'histoire de Liège, sépare les règnes des évêques qui vécurent avant Charlemagne d'avec les règnes de ceux qui sont postérieurs à l'invasion normande. Cette époque que ni Hariger, ni Anselme, ni Gilles d'Orval ne connurent, nous pouvons affirmer aujourd'hui qu'elle n'a été ni inactive, ni stérile. Si les faits qui s'accomplirent sous Agilfrid (765-787) Gerbald (787-809) Walcaud (809-836) et Pirard (836-840) continuent à nous être ignorés, il n'en est plus de même de ceux qui se passèrent sous Hartgar (840-855). « C'est peu de chose, dira-t-on peut-être, et nous attendions mieux : quinze ans ne comptent guère dans un siècle ». Pourtant, il est, en histoire, de ces années exceptionnellement fécondes et actives qui supposent avant elles d'autres années de préparation et dont l'étude fait connaître toute une évolution sociale, tout un mouvement littéraire. Il en a été ainsi, ce semble, du règne d'Hartgar pour le IXe siècle liégeois. Ce coin de tableau que nous apercevons n'a pu être isolé : on devine, en le voyant, qu'il n'est que la partie la plus importante d'un tout harmonique et que de la barbarie des temps mérovingiens à ces années relativement fort policées, il a dû exister toute une gradation disparue aujourd'hui pour nous, mais dont nous sommes logiquement forcés d'admettre l'apparition dès les commencements du IXe siècle ou, si l'on veut, de la renaissance carolingienne. Sedulius, en nous faisant connaître l'histoire du règne d'Hartgar, éclaire donc toute la première moitié du IXe siècle liégeois.

Cette histoire d'Hartgar, n'est, à vrai dire, qu'ébauchée. Un poète si explicite qu'il soit, et ce n'est pas le cas pour Sedulius, n'est jamais aussi clair, aussi précis qu'un chroniqueur ou même qu'un annaliste. S'il nous révèle quelque fait contemporain, ce n'est guère qu'en passant, sous forme d'allusion ; s'il décrit quelque édifice, s'il fait le portrait de quelque personnage, c'est toujours en le parant de couleurs étrangères qui le déguisent aux yeux de l'histoire. Néanmoins, les œuvres d'un poète contemporain méritent toujours une sérieuse attention. Mais leur prix devient inestimable lorsqu'elles datent d'une époque qui, pendant dix siècles, est restée plongée dans la plus profonde obscurité.

Je vais essayer de dépeindre brièvement, d'après les indications malheureusement trop rares de Sedulius, l'état de Liège pendant cette époque.

Hartgar, qui succéda à l'évêque Pirard en 840 appartenait à la haute noblesse germanique et il semble même qu'il ait été allié à la famille carolingienne [1]. C'était un prélat instruit et, comme tous les membres du haut clergé de son temps, passionné pour les arts et les lettres antiques. Au témoignage de Sedulius, il possédait trois langues [2], probablement le latin, l'allemand et le roman. Lorsque notre poète vint à la cour d'Hartgar (c'est-à-dire entre 840 et 851), l'évêque ne devait pas être fort âgé encore : c'est du moins ce que permettent de supposer les épithètes que lui adresse son panégyriste : si amateur d'antiquité qu'il fût, et même justement à cause de cela, il n'eût certes point salué du nom de Daphnis un prélat qui eût compté les années d'Anchise ou de Nestor [3]. Sedulius nous a d'ailleurs laissé le portrait de son protecteur et malgré l'exagération et les flatteries trop apparentes

[1] Cette supposition est autorisée par ce que nous savons des rapports entre l'empereur et l'évêque. Sedulius nous apprend que Lothaire I vint deux fois à Liège sous Hartgar : une fois pour célébrer la Pâque (Dümmler, pièce XXV), l'autre fois après une victoire sur les Normands (*Ibid*, XXVI). Les *Regesta* de Böhmer ne parlent pas de ces deux passages de Lothaire à Liège.

[2] Aurea lingua cluit triplicis cui famine vocis. Grosse, I, v. 27.

[3] Daphnis amoenus adest, pastor bonus atque beatus.
Dümmler, IV, v. 5.

dont est surchargé ce portrait, il ne laisse pas cependant de présenter un certain intérêt historique. « Composez, dit le poète, composez au son de la cithare des vers qui charment les oreilles du noble Hartgar. Il est digne, ce pieux pasteur, des louanges d'un chant harmonieux, il est l'astre de l'Europe, il en est la gloire. C'est un rameau d'or couvert des fleurs de la vertu, ses mœurs, sa figure brillent d'un même éclat... Il gravit l'échelle qui conduit aux cieux, il instruit son troupeau de sa parole et de ses exemples. Toujours en éveil, comme un pasteur vigilant, il enlève ses brebis aux loups qu'il écarte. Sa poitrine resplendissante est embaumée des parfums de la sagesse et de sa bouche éloquente coulent des paroles de miel. L'éclat de la beauté brille sur son visage, mais son âme resplendit d'une beauté plus grande encore. *En sa présence se taisent les rétheurs, et le poète bavard est muet quand il parle.* »

Hartgar ne demeura pas étranger à la politique de son temps. Chacun sait qu'il en fut de même de presque tous les évêques du IXe siècle et que certains d'entre eux, comme Hincmar et Agobard, se conduisirent en véritables hommes d'État. Hartgar joua un rôle beaucoup plus modeste : il se contenta d'être le conseiller et l'ami de Lothaire I. Une ambassade auprès du pape touchant les affaires de l'empire est tout ce que nous connaissons de sa carrière

[1] Musigenum plectro citharizans textito carmen
Permulcens aures nobilis Hartgarii.
Est pius ille melis condignus laude canoris,
Europae sidus nobilitasque potens.
Aureus est ramus florens virtutibus almis
Egregiusque nitet moribus et specie....
Ingreditur scalam quae surgit in alta polorum,
Moribus et verbis instruit ipse greges.
Qui pastorali disponens omnia cura
Eripiens agnos arcet et ipse lupos.
Pectora cui redolent flaventia musta sophiae
Oreque doctiloquo mellea dona fluunt.
Cui micat in vultu vernantis gratia formae,
Splendida sed menti gratia major inest.
Ipsius in facie linguosi rhetoricantes,
Strophosusque loquax quo resonante silet.

Grosse, I, v. 6-13. — 16-27.

politique. Désigné, nous apprend Sedulius dans une pièce composée à ce sujet, désigné par la volonté du peuple et du sénat [1], il se mit en marche pour l'Italie avec une escorte dévouée [2]. On était en hiver [3] et les voyageurs eurent à surmonter de grandes difficultés au passage des Alpes. On arriva pourtant à Rome sans encombre. « Tout le monde tressaille d'allégresse, la grande Rome se réjouit, voici, crie-t-on, l'ange, le promulgateur de la paix [4]. » Les négociations entre le pape et l'évêque restèrent secrètes [5]. Hartgar s'acquitta de sa mission avec succès [6] et revint au printemps dans son évêché.

Dans quel but Hartgar fut-il envoyé à Rome? Il serait difficile de le dire. Peut-être les différends survenus entre Lothaire et ses frères n'étaient-ils pas étrangers à sa mission. C'est du moins ce que laissent supposer les mots *angelus atque sator pacis* dont les Romains le saluent à son arrivée.

En citant plus haut les correspondants ou les protecteurs de Sedulius, j'ai cité les amis d'Hartgar. Éberhard, comte de Frioul, qui possédait en Hesbaye des propriétés considérables, paraît avoir été particulièrement lié avec l'évêque de Liège [7]. Chose assez rare

[1] Nec non consensu populi magnique senatus
Ad hoc eligitur nobilis Hartgarius. Grosse, XV, v. 53, 54.

[2] Sint *vestri comites protectoresque fideles*
Caelicolum proceres, sancta caterva poli.
Dümmler, II, v. 29, 30.

[3] Nos iter adripimus brumali tempore canum
Per niveos campos per vitreasque vias.
Grosse, XV, v. 65, 66.

[4] Exultant cuncti, laetatur maxima Roma :
Pacis adest clamant angelus atque sator.
Grosse, XV, v. 99, 100.

[5] Tunc mox secretis Cephas nosterque loquellis
Angelica lingua mystica verba serunt.
Grosse, XV, v. 107, 108

[6] Urbe remigramus *transactis ordine rebus*
Ver pictum ridet floreque purpureo. Grosse, XV, v. 127.

[7] Voyez dans le *Jahrbuch für Vaterländische Geschichte* (Wien, 1861,) *Fünf Gedichte des Sedulius Scottus an den Markgrafen Eberhard von Friaul*, ed. E. Dümmler.

dans un temps où le goût des lettres n'était guère répandu que parmi le clergé, ce grand seigneur laïc fut, comme un prince du XVI[e] siècle, passionné pour les choses de l'esprit. Après ses expéditions contre les Sarrasins qui harcelaient les côtes de l'Italie, il aimait à venir dans son château se reposer de la guerre par la lecture et l'étude. Il s'était formé une bibliothèque [1]. Des recueils des lois, des ouvrages théologiques, des vies des saints, de nombreux écrits de saint Augustin composaient cette bibliothèque dont le catalogue nous est parvenu. Il est intéressant d'y trouver un livre de Sedulius, l'*Expositio super epistolas Pauli* [2] et le *liber rei militaris* dont Hartgar fit pré-

[1] Il est fait mention dans le testament d'Eberhard (écrit en 887) des livres de la chapelle de ce personnage; il n'est pas sans intérêt, me semble-t-il, de donner ici ce catalogue d'une bibliothèque du IX[e] siècle. Sans compter les livres sacrés, bibles, psautiers, évangéliaires, etc., Eberhard possédait :

Liber S[t] Augusti de verbis Domini. — Liber de lege Francorum et Lango bardorum et Alamannorum et Bavariorum. — *Liber rei militaris* (donné par Hartgar). Liber de diversis sermonibus qui incipit de Elia et Achab. — Liber de utilitate poenitentiae. — Liber de constitutionibus principum et edictis imperatorum. — Synonima Isidori. — Liber de quatuor virtutibus. — Liber bestiarum. — Cosmographia ethici philosophi. — Liber de civitate Dei. — Liber de verbis domini (S[t] Aug.). — Gesta pontificum romanorum. — Gesta Francorum. — Libri Isidori, Fulgentii, Martini. — Liber Ephrem. — Synonima Isidori (2[e] exempl.). — Liber glossarum et explanationum et dierum. — *Expositio super epistolas Pauli* (par Sedulius). — Liber de verbis domini (2[e] exempl.). — Liber super Ezechielem prophetam. — Dictionarium de epistolis et evangeliis. — Vita S[t] Martini. — Liber Aniani. — Volumen septem librorum magni Orosii Pauli. — Libri S[t] Augusti. — Libri Hyeromini presbyteris. — Smaragdus. — Collectaneum. — Fulgentius. — Vita S[t] Martini (2[e] exempl.). — Physionomia Loxi medici. — Ordo priorum principum. — Vitae Patrum. — Liber de doctrina S[t] Basilidis. — Apollonius. — Synonima Isidori (3[e] exempl.). — Lex Langobardorum. — Liber Alguini ad Eridonem comitem. — Liber qui incipit a sermone S[t] Augusti de ebrietate. — Liber de quatuor virtutibus (2[e] exempl). — Enchiridion S[t] Augusti. — Eberhard partage ces livres entre ses quatre fils Unruoch, Bérenger, Adalard et Rodulf et ses trois filles Ingeldrud, Judith et Herlvinch. — Spicilegium. *Historia ecclesiae Cisoniensis*, p. 876.

[2] Voyez la note précédente.

sent à Éberhard et qu'il lui envoya accompagné d'une pièce de vers de notre poète [1].

Une description détaillée du mouvement des études à Liège sous Hartgar, serait en grande partie une répétition des paragraphes qui précèdent. Faire connaître Sedulius, c'est faire connaître, en effet, les tendances de ce mouvement. Il ne faudrait pas se figurer, toutefois, que Sedulius ait été à Liège à cette époque le seul érudit, le seul poète. Sans compter les écrivains nationaux qui pouvaient s'y trouver, on devait y voir quelques-uns de ses compatriotes : on se rappelle les deux amis qui l'accompagnaient dans son exil et qui furent comme lui recuillis par Hartgar. Peut-être aussi Dermoth et ses compagnons s'établirent-ils sur les bords de la Meuse.

Tous ces savants étrangers vivaient dans l'intimité de l'évêque et devaient faire ressembler sa cour aux cours des princes italiens du XVe et du XVIe siècle. Comme plus tard en Italie, les questions d'art et de littérature y étaient longuement traitées ; on y déclamait, on y improvisait des vers, on y faisait des énigmes [2]; on a vu que les petites intrigues n'y étaient pas non plus étrangères [3].

Si Hartgar, comme l'archevêque de Cologne Gonthar, par exemple, n'était pas lui-même poète, au moins s'occupait-il activement à embellir sa ville épiscopale. Nous connaissons par Sedulius les monuments qu'il y fit élever. Malheureusement, selon son habitude, le poète s'est bien gardé d'en faire une description détaillée. Il faut se contenter de quelques mots qu'il laisse échapper çà et là et tant bien que mal les ajuster ensemble. Toutefois, nous en savons assez pour pouvoir dire de Liège ce que dit Ampère de l'Europe en général « le développement simultané

[1] Voyez la pièce intitulée : *Hartgarius episcopus ad Eberhardum.* DÜMMLER, *Jahrbuch,* I, 184.

Chose curieuse ! le septième vers de cette pièce paraît inspiré du fameux vers d'Ennius

At tuba terribili sonitu taratantarà dixit

le voici :

Hic tuba terribili sonitu clangore remugit.

[2] Voyez APPENDICE, n° XIX.

[3] Voyez page 26.

des arts se joint à l'étude de l'antiquité pour achever de donner au IX[e] siècle tous les caractères d'une ère de renaissance [1]. »

Sans l'incendie de Liège par les Normands (881) au milieu duquel périt le palais épiscopal d'Hartgar, les écrivains des siècles postérieurs nous auraient sans doute transmis sur ce monument des notions plus précises et plus complètes que celles fournies par Sedulius. Cet édifice semble, en effet, avoir été tout à fait remarquable et bien digne d'une description détaillée. Le toit, comme celui de la cathédrale d'Aix-la-Chapelle [2], paraît en avoir été, sinon revêtu d'or, au moins couvert en tuiles de diverses couleurs [3]. Des fenêtres nombreuses et garnies de vitres répandaient dans les appartements intérieurs une lumière abondante [4]. Sur les voûtes, un habile pinceau aurait prodigué les dessins les plus capricieux, les couleurs les plus vives et les plus fraîches [5]. Des lambris ciselés (*pulchrum laquear stigmate pictum*) garnissaient les murailles décorées de nombreux tableaux [6]. Enfin, les pentures de portes, les serrures et les clefs finement arrangées attestaient l'habileté des artisans liégeois [7].

Outre ce monument, Hartgar construisit encore une église dédiée aux saints Pierre et Paul, à la Vierge et à tous les saints [8].

[1] Ampère, *Hist. litt. de la France sous Charlemagne*, ch. XIII.

[2] *Vita Caroli magni auct. Einhardo*, ch. XXXII « ... basilica, *malumque aurum, quo tecti culmen erat ornatum.* »

[3] Vestri tecta nitent luce serena
Florent arte nova culmina picta. Grosse, II, v. 1, 2.

[4] Mox glaucae vitreae sintque fenestrae. *Ibid.*, v. 42.

[5] Rident atque tholo multi colorum. *Ibid.*, v. 3.

[6] Sedulius dit de sa demeure en la comparant à celle d'Hartgar :

Absis nonque micat compta tabellis. *Ibid.*, v. 15.

[7] Il demande de même pour sa maison, toujours en la comparant au palais d'Hartgar :

Sit clavisque recens ac sera firma. *Ibid.*, v. 41

[8] Haec in honore nitet Petri Paulique choruscans,
Virginis et Mariae hanc sacrum nomen honestat
Aedem lucifluam sparso ceu flore refertam
Sanctorum reliquusque chorus haec tecta sacravit.
Dümmler, XX, v. 9-13.

Sedulius en admire les peintures, mais il ne décrit pas l'édifice [1]. Il nous apprend seulement que l'autel était pourvu de nombreuses reliques et (semble-t-il dire) surmonté d'une statue de la Vierge [2].

Les dernières années du règne d'Hartgar furent troublées par l'approche des Normands. Connaissant le sort réservé aux contrées que traversaient ces barbares, l'évêque voulut écarter de son diocèse les malheurs dont il le voyait menacé. Il y leva une petite armée, rencontra les Normands sur les rives du Rhin et les vainquit complètement dans une bataille où leur chef semble avoir perdu la vie. « Alors, s'écrie Sedulius, tomba le superbe Goliath, la colonne de la guerre; ses compagnons, comme des Cyclopes, rivalisaient de hauteur avec les plus grands cèdres [3]. »

Hartgar mourut en 855 et l'abbé de Lobbes Francon fut désigné pour lui succéder. A en croire Sedulius, il aurait été l'ami, sinon l'élève de l'évêque de Metz Drogon [4], et il appartenait à la famille carolingienne [5]. C'est à peu près là tout ce que le poète

[1] Hanc paradisiacam vernantis schematis aulam,
Florigeras species ista quas cernis in aede
Inclitus Hartgarius, praesul lampabilis actu,
Aethereae Solimae sacro dum flagrat amore,
Hoc vario specimen jussit splendescere cultu.
Haec domus est domini vitreis oculata fenestris.
Dümmler, XX, v. 1-7.

[2] In hoc altari sanctorum gloria pollet,
Quod sacros claudit thesauros reliquiarum....
Hanc aram decorat genetricis honorque Mariae
Virginis altithroni paradisi sceptra tenentis.
Dümmler, XXI, v. 1-3, 4-7.

[3] Tuncque Golias obiit superbus
Magna qui belli fuerat columna :
Ceteri cedros simulabant altas
More Cyclopum.
Testis est *Rhenus* fluvius bicornis....
Grosse, III, v. 24-30.

[4] Stella venusta micat, Drogonis maxima cura.
Dümmler, X, v. 13.

[5] Mitte, Mosella, virum nobis huc, mitte beatum,
Pulchrum *Karoliden* spemque decusque pium.
Grosse, XVI, v. 15, 16.

nous apprend sur le successeur d'Hartgar. L'histoire de Francon qui passa la moitié de son règne à guerroyer contre les Normands est d'ailleurs assez bien connue. Je n'ai pas à la raconter ici[1].

[1] Sedulius a chanté une victoire de Francon sur les Normands. Dümmler, XXIX.

Voyez sur cet évêque Folcuini, *Gesta abbat. Lobiens.*, Anselmi, *Gesta pontif. Leod.* Reginonis, *Chronicon* ad an. 881, 898 et *Bertiniani Annales* ad an. 865, 869, 870.

APPENDICE.

SEDULII CARMINA INEDITA[1].

I

Ad Karolum regem[2].

Inclite rector, ave, laus orbis, gloria secli,
  Flos magni Karoli, nobile lumen avi,
Caesaris egregii, Luodevici principis almi
  Altipotens proles, stella venusta nitens,
Doxa triumphalis bellis ac martius ardor,
  Aureus et ramus caesareumque decus,
Inter Francigenas niveos quod scemate fulget,
  Lucifer ut rutilo splendet honore polo.
Flos micat ecce virens et Christi palmes honustus :
  Spargamus flores vernulitate novos.
Rex benedictus adest Carolus, resonemus ovantes,
  Pacifer ut Salemon sceptra paterna tenens :
Ast uno Salemon templo celebratur in orbe,
  Mille sed hic templis eminet arte novis.
Ille fuit Solimae rex inclitus atque celebris

I, 3. Luodevinci, C.

[1] En 1868, M. Émile Grosse a publié à Kœnigsberg seize poésies de Sedulius. En 1869 M. Ernest Dümmler en a publié quarante à Halle. Le même savant en avait déjà donné cinq en 1861 (dans le *Jahrbuch für Vaterländische Geschichte.* Vienne) et une dans les *Forschungen zur Deutschen Geschichte*, V, 394. On trouvera dans cet Appendice les poésies de Sedulius restées inédites jusqu'à ce jour.

Ce m'est à la fois un devoir et un plaisir d'adresser ici à M. Roersch, le savant professeur de philologie ancienne à l'Université de Liège, mes remercîments les plus sincères pour la complaisance avec laquelle il a bien voulu revoir mon texte et le mettre en état de se présenter dignement au public.

[2] Charles le Chauve.

Sed centum Solimas hic tenet altithronus;
Illo gaudebant mons Syon, mons olearum,
Hunc Alpes niveae respiciunt niveum;
Illum Jordanes glaucis resonabat ab undis,
Corniger hunc Rhenus personat huncque stupet;
Mente Salemonis sapientia prisca refulsit,
Hic nova cum priscis sacra fluenta bibit.
Hunc mitis pietas, hunc ornat larga potestas,
Diligit hunc Christus glorificatque Deus.
Gallicus orbis ovans tanto rectore choruscat,
Itala quem sperat terra beata ducem.
Ad Salemona pium populus concurrit in unum;
Subdite Caesareo debita regna viro.
Magnanimi Karoli florentem noscite virgam,
Aethereum munus Christicolumque decus.
Hic vir, hic armipotens, qui clarum tollit in astra
Nomen cum meritis, celsa columpna piis,
Cujus Francigenae clarissima discite facta,
Cernite magnifici clara tropea ducis.
Sicque tibi domino triplicetur gratia Christi,
Rex pie, rex sapiens, inclite bellipotens,
Francorum populi spes alma, sagitta salutis,
Ecclesiae columen, belliger et clipeus.
Scottus amore sonat vestrum laudabile nomen
Nortmannusque tremens splendida castra timet.
Lilia pacis amas bellorum mixta rosetis
Hinc dux clarescis candidus et roseus.
Caesaris es magni Luodeuuici stemma decori,
Isaac proles ceu benedicta micas :
Habrahae similis, Karolus perfulserat ingens;
Natus ut Isaac, sic Luodeuuicus erat;
Tercius es, veluti Jacob benedictus et heres
Isaac patris, caesaris, alme, ducis [1].

I, 16. Altitrhonus, C. — 39. Amo resonat, C. — 43. Decoris, C.

[1] Cette pièce fut probablement composée à l'occasion de l'arrivée de Charles le Chauve à Metz en août 869. Francon fit en effet partie de l'assemblée des évêques que le roi convoqua dans cette ville pour se faire reconnaître héritier de Lothaire II (*Bertiniani Annales* ad. an. 869). Or il n'est pas étonnant qu'il s'y soit fait accompagner par Sedulius.

II

De nomine Karoli.

Cujus honorificum septeno grammate nomen
Promittit Solimae sabbata stelligerae;
Necnon et numerus septeni grammatis ipsum
Laudibus egregiis fert super astra ducem.
. . . .
En octingenti ter septenique refulgent
In hoc rectoris nomine celsithroni :
Centum namque ferunt vitam signare perennem,
Octoque declarant secla beata poli;
Porro ter septem triplicem monstrare quietem
Quis prudens dubitet, qui bene doctus erit?
Sic vestri clarum redolet misteria nomen :
Quod valet in terris scribitur atque polis.
Quisquis Homerus amat hoc nomen dicere versu
Laudibus egregiis arma virumque sonans,
Ille sit in populo doctus, Maro caesaris alter,
Diligat hunc Carolus magnificetque Deus [1].

III

Enitet ecce polo jam nunc plenissima luna,
Gaudia plena notans enitet ecce polo.
Laetamur vestris, frater venerande, Camoenis
Nam signant mentem dulcia vota tuam;
Virtutum specimen, pacem veramque salutem
Optastis nobis, omne decusque probis.

II, 5. Enoc tingenti, C. — 16. Deligat, C. Entre les vers 15 et 16 de cette pièce le copiste a intercalé par mégarde le titre *Cingulum*.

III. Cette pièce se trouve dans le manuscrit réunie à celle intitulée *de adventu Franconis episcopi* et publiée par Dümmler, nº X.

[1] Il faut se rappeler pour comprendre cette pièce que Sedulius connaissait le grec. Le nombre 821 qu'il trouve dans le nom de Charles, v. 5, est en effet obtenu par l'addi-dion des lettres grecques dont se compose ce nom : καρολυς = 821.

Tempora lapsa volant, verum dixistis amice,
  Ob hoc aeternas nos repetamus opes.
Istic vita perit, pereunt spectacula vitae,
  Quod hodie sumus, hoc neque cras erimus;
Illic vita manet stabilis, sine fine, beata,
  Quam mors, quam tempus, non spoliare queunt.
Ut mihi velle tuum puro de corde creatum,
  Pectoris in fibris, sic tibi velle meum.
Frater, pro vobis orans, orabo tonantem,
  Sic tu, pro nobis, oro, precator eum;
Et lacrimae prosunt, lacrimis mundemur amicis;
  Quod tibi, hoc mihimet, quod mihi adopto tibi.
Rex Deus aeternus, resonet sic vestra Camoena,
  Protegat in terra nos statuatque polo :
Quod bene sit placitum, quod justum, quod sit honestum,
  Concedas famulis, inclite Christe, tuis.

IV

Item.

Inclitus in primo Martinus limite fulget,
Hilarius, hilara facie nitet, oreque blando,
Sanctus et insigni vestitur tegmine Marcus;
Doctus Sulpicius hic personat aurea verba,
Celsus Remigius specioso vertice lucet;
Tu Severine micas, haut saeva fronte decorus;
Justus amat roseo sese vestirier ostro ;
Maximiane nites flavis redemite capillis;
Ecclesiae princeps illustri stemmate flagrat;
Apollonarem Petri regit inclita dextra :
Emicat Ambrosius laeva, gaudetque magistro[1].

III, 8. Ob hoc. *Sedulius considère* h *comme consonne. Voyez même pièce,* 10, 18. VI, 11, 39. XXV, 34. — 12. Nec spoliare, C. — 17. Lacrimes, *corr.* lacrimis, C. — 19. Resonat ceu, C. — 20. Statu atque, C.

IV. Cette pièce est réunie dans le manuscrit à celle qui porte le titre de *Versus ad Ermingardem imperatricem, etc.* Ed. Dümmler, nº XII. — 8. Maxime, C. — 10. Petri, *corr.* Petro. — 11. Magistri, C.

[1] Cette pièce paraît être la description d'un tableau ou d'une fresque.

V

Ad Karolum.

Splendide palmes ave, Francorum gloria gentis,
Spes magni populi, splendide palmes ave
Aurea nobilitas, soboles bene licta Lothari,
Flos Ermingardis, aurea nobilitas.
Hic novus est Karolus, Karoli de semine magni;
Omnes laetemur, hic novus est Karolus;
Haec nova stella micat, laus orbis, spes quoque Romae.
Europae populis, haec nova stella micat.
Hunc avus, hunc proavus, genitor hunc caesar honestat,
Olim sperarunt hunc avus, hunc proavus.
Candidus ecce venit, candentia lilia ferte:
Spargite vos flores, candidus ecce venit.
Caesaris egregii proles invicta Lothari
Haec est virga decens caesaris egregii.
Gloria celsa tui Rheni conscendat et Alpes,
Romam transmigret gloria celsa tui.
Vos comitetur, amen, praepollens gratia Christi,
Sceptrum, chrisma patris vos comitetur, amen [1].

VI

Idem ad eandem imperatricem [2].

Eximiae dominae resonemus carmen honoris,
Cantemus laudes eximiae dominae.

[1] Pièce probablement composée à l'occasion de la naissance de Charles, fils de Lothaire I « *Anno 851 dominicae incarnationis, obiit Hermingardis regina, conjux Hlotarii imperatoris, venerabilis et a Deo acceptabilis matrona, quae tres filios Hlotario genuerat, videlicet Hludovicum, Hlotarium et Carolum.* » Reginonis Chronicon, Pertz, t. I.

[2] Il s'agit d'Ermengarde, femme de Lothaire I. « *Ermengarda filia Hugonis comitis Turonensis nupsit Hlotario anno 821 obiit XIII kal. Apr. 851.* »

Dulce melos resonet rectricis nobile nomen,
Augustamque piam dulce melos resonet.
Nos celebrare decet, quam totus personat orbis,
Ermingardin et enim nos celebrare decet,
Quam Deus altithronus celso sublimat honore,
Ornans glorificat quam Deus altithronus.
Spargitur in trifido cujus laus, gloria mundo,
Fama decens orbe spargitur in trifido;
Florida nobilitas virgam hanc edidit almam,
Ceuve rosam peperit florida nobilitas.
Nobilis ergo micat generoso stemmate celsa,
Margarita nitens, nobilis ergo micat.
Parvula cum fuerat, formaque venusta puella,
Sobria, mitis erat, parvula cum fuerat;
Casta columba fuit, simplex, verecunda, modesta,
Felle carens animi, casta columba fuit.
Dulcida spes fuerat matris, genitoris et almi,
Indole praeclara dulcida spes fuerat.
Dogmata dum didicit, divinis indita biblis,
Coelestis vitae dogmata dum didicit,
Mentis et in speculo sapientia creverat alma,
Crevit amor Christi mentis et in speculo.
Florigera specie radiabat virgo decora,
Cunctas praestabat florigera specie.
Vincere tale decus nec lilia, nec rosa quivit,
Pulchrum nescit ebur vincere tale decus,
Fulserat assimilis cujus sed mentis honestas,
Angelico decori fulserat assimilis;
Lampade mirifica virtutum namque micabat,
Pollens sophiae lampade mirifica.
Cuncta per ora volat tunc laus et gloria cujus
Nobilitasque potens cuncta per ora volat;
Quam pius altithronus sapiensque Lotharius optans,
Elegit caesar quampius altithronus,
Caesareumque decus mox hanc decrevit habere
Rectricem niveam caesareumque decus;

VI, 6. *Et enim :* Enim, C. — 12. Ceu verosam, C.

Nec similem habuit sub coeli cardine mundus
Ullus et augustus nec similem habuit.
Huic licet assimilis videatur Eudoxia rectrix,
Nec tamen aequalis, huic licet assimilis.
Est pietatis amans, est nobilis haec dominatrix,
Casta, pudica, nitens, est pietatis amans.
Candida progenies Luodeuuicus [1] lucifer orbis
Ex hac est natus, candida progenies.
Totus et orbis ovat tali rectrice beatus,
Omnes christicolae totus et orbis ovat.

VII

Ad Lotharium regem.

Tollite vos portas, aditus aperite volentes,
Fratres, caesareo psallite quaeso viro;
Omnes cantemus, multis feliciter annis
Rex vivat, valeat, vincat, honore cluat.
Hunc juvenem populo conserva, Christe, precamur,
Qui dignus patriam sit retinere domum;
Floridus ut palmes, fructu redundet opimo,
Uvas justitiae germinet atque novas,
Ostrifer in bellis, sit cornu victor ovanti.
Nullus ei noceat sol neque luna, rogo,
Fascinus ut regi; salve rex inclite salve!
Sceptrum, chrisma patris, moenia, regna tenens,
Ad sanctos veniens, nunc fructum sume laboris :
Cum sanctis sanctus hinc, bone rector, eris.
Sis avus in regno, proavus regumque nepotum,
Ac paradisiaca scandere regna queas.
Pacificum vestri regnum sacraverat alpha;
Pax nitet in mediis; hoc quoque pacis erit.

VI, 47. Beata, C.

VII, 6. Retinere donum, C. — 10. *Ei noceat :* emoveat, C. — 11. *Fascinus ut regi :* fascino nec regi, C.

[1] Louis, fils de Lothaire I et frère de Lothaire II. Voyez la note de la page 55.

Inclitus armipotens, spes Romae, gloria mundi,
  Praeclaris factis inclitus armipotens,
Affrica quem trepidat, Maurus horretque superbus
  Seu Saracena phalanx, Affrica quem trepidat;
Quos Nothus attulerat Lybicis inflatus ab oris,
  Contra Christicolas quos Nothus attulerat.
Cernere tale nefas Luodeuuicus, nobile lumen,
  Haut animo passus cernere tale nefas.
Fervida vis Karoli tunc surgit corde venusto,
  Increvit magni fervida vis Karoli.
Cignea turba stetit Francorum belligerantum,
  Contra corbigenas, cignea turba stetit.
Splendida castra sonant alleluiatica verba,
  Ymnos altithrono splendida castra sonant.
Rustica verba dedit tunc Saracenus enormis,
  Mox corbina phalanx rustica verba dedit.
Turbidus atque niger gladio prosternitur hostis,
  Caesus fit Maurus turbidus atque niger.
Dentibus infremuit, vultu nasoque superbo.
  Ismahelita cadens dentibus infremuit.
Subdere colla gemit hostilis et horrida turma,
  Almis Francigenis subdere colla gemit.
Francigenas niveos sustollit gratia Christi,
  Palmaque glorificat Francigenas niveos.
Fulgide caesar ave, proles benedicta Lothari,
  Flos Ermingardis, fulgide caesar ave.
Te duce, te domino, surgunt nova gaudia mundo,
  Exultat populus, te duce, te domino.
Maxima Roma tuis laetatur et ipsa triumphis,
  Congaudet gestis maxima Roma tuis.
Talia facta sui miratur et Itala tellus,
  Gaudet in augusto talia facta suo.
Murus eras populo, gladius clipeusque salutis,
  Adversus Mauros murus eras populo.
Sunt tua praeda, puer, praedones atque tiranni,

VII,33. *Enormis :* In ormis, C. — 44. Ermengardis, C. — 47. *Et ipsa :* et ipse, C. — 50. Gaudet in augusti... sui, C. — 53. Tirani, C.

Raptores corbi sunt tua praeda, puer :
Quos neque perdomuit mundus, tu solus habeto,
Orbis Saracenos quos neque perdomuit.
Conterat, oro, lupos, vestri fortissima dextra,
Dextraque bellipotens conterat, oro, lupos.
Victima grata Deo tumidos superare tirannos;
Hic zelus Domini, victima grata Deo.
Petrus ab arce poli cernens tua clara trophea
Gaudens miratur Petrus ab arce poli :
Hoc Domino placuit Petro visumque beato
« Omnia sis victor », hoc Domino placuit.
Consilium Domini sublimat cornua justi,
Vos, vos extollat consilium Domini.
Nobile sidus ave, laus, gloria, palmaque mundi,
Armipotens caesar, nobile sidus ave.
Sis decus omne tuis dominans per candida saecla,
Gratum Francigenis, sis decus omne tuis.
Murus et Ecclesiae fiasque sagitta salutis,
Adversus Mauros murus et Ecclesiae.
Astriferos valeas felix ascendere coelos,
Cujus adire polos astriferos valeas.

VIII

Item.

Vos comitetur amen pietas, pax, alma potestas
Ac timor altithroni sanctus amorque Dei;
Gloria nunc vobis sicut terrestris abundat,
Gloria coelestis sic cumuletur, amen.
Fortis ut in terris, es nobilis, es quoque dives,
Nobilis in coelis, dives et esse queas.

VII, 56. Orbis agarenos, C. — 65. Domino, C.

VIII. Pièce réunie dans le manuscrit à celle qui porte le titre *Item ad Karolum.* Ed. Grosse, n° VIII. — 6. Incoelis, C.

Hunc juvenem populo conserva, Christe, precamur;
Glorifica talem hic et in aeva virum;
Candida sint illi felici tempora cursu,
Currat ad aeternas isque capessat opes.

IX

Epitaphium.

Hildbertus meritis qui fulsit episcopus almis,
Assumptus coelo, hoc jacet in tumulo.
Presbyter egregius, excellens moribus, arcam
Hanc, benedicte senex, hanc bone alumne, tenet.

X

Item ad Bertam [1].

Maternum specimen, patrium decus atque venustas
Aurea, sic rutilans velut argentata columba,
Electro similis, niveae genitricis imago,
Splendida cura patris, Jesu quoque sponsa beata,
Gemmis virtutum renitens speciosa quadriga,
Justitiaeque rotis scandens super aethera stella.

XI

Ad Karolum regem [2].

Ferte viro casiam, myrrham date, cinnama ferte,
Yreos ut flores, ferte viro casiam;

VIII, 9. *Sint illi :* intilli, C.

IX, 4. *Hanc bone alumne :* Ad alumne senex, C. Une main postérieure a corrigé : senex en tenet.

[1] Berta, fille de Lothaire I, abbesse d'Avennes. DUVIVIER, *Recherches sur le Hainaut,* t. I, p. 300.

[2] Pièce probablement adressée à Charles le Chauve.

Nam Deus omnicreans oleum defudit ab alto,
Unxit eum regem, nam Deus omnicreans.
Caesare de gemino vos estis tercia palma,
Sceptrigerumque decus caesare de gemino;
Spargite quaeso viro, pancheos ducite flores,
Lilia caesareo spargite quaeso viro.

Et coetera.

XII

Idem contra plagam.

Libera plebem tibi servientem,
Ira mitescat tua, sancte rector,
Lacrimas clemens gemitusque amaros
Respice Christe.

Tu pater noster, dominusque celsus,
Nos tui servi sumus, alme pastor,
Frontibus nostris rosei cruoris
Signa gerentes.

Infero tristi tibi quis fatetur?
Mortui laudes tibi non sacrabunt.
Ferreae virgae metuende judex
Parce, rogamus.

Nec propinctur populo tuoque
Nunc calix irae meriti furoris;
Clareant priscae miseraciones
Quaesimus, audi.

Deleas nostrum facinus, precamur,
Nosque conserva, benedicte princeps;

XI, 4. *Unxit :* Vinxit, C.

XII, 3. *Clemens :* gemens, *corr.* clemens, C. — 6. *Servi :* serio, C. — 10. Nunc sacrabunt, C. Conf. Psalm CXIII. — 17. « *Non mortui laudabunt te Domine, neque omnes qui descendunt in infernum.* »

Mentium furvas supera tenebras,
Lux pia mundi.

Sancte sanctorum dominusque regum
Visitet plebem tua sancta dextra,
Nos tuo vultu videas, serenus,
Ne pereamus [1].

XIII

Versus in quodam picto solario scripti.

Angelus apparet Zachariae, missus ab astris;
Alloquitur Mariam Gabriel archangelus almam;
Zachariam angelus affatur roseam atque Mariam;
Exultant animis Elisabeth atque Maria;
Nascitur in Bethleem cosmi salutator Jesus.
Messiam natum, pastoribus angelus inquit;
Natum fert Dominum pastoribus alma caterva.
Ecce magi Domino thus dant myrrham quoque et aurum;
Inde magi patriam diviso calle revisunt.
Ecce magi stellam noscunt, visunt quoque Christum,
Angelus in patriam quos fert per devia caram.
Sistitur in templum Symeonis gaudia Christus;

XIII. Les vers ici publiés ne se suivent pas de la même façon que dans le manuscrit. Le copiste de ce dernier semble les avoir transcrits les uns après les autres sans se soucier de conserver l'ordre des faits du récit biblique. Voici comment il les donne : 1° 1. — 2° 2. — 3° 4. — 4° 5. — 5° 6. — 6° 12. — 7° 3. — 8° 7. — 9° 8. — 10° 10. — 11° 11. — 12° 9.

4. Angelus affatur roseam Elisabet atque Mariam, C. On ne connaît pas d'annonciation d'un ange à Élisabeth. — 5. Bethlehem, C. — 8. *Myrrham quoque et aurum :* symirnam et aurum, C. — 10. *Noscunt :* visunt, C. *Visunt :* Symeon, C.

[1] Il est difficile de savoir à quelle occasion cette pièce fut composée : peut-être est-ce à propos de l'approche des Normands, peut-être est-ce après la terrible innondation de la Meuse en 858. « *Mense Maio, in vico Leudico, in quo corpus sancti Lantberti quiescit, tanta subito pluviarum inondatio effusa est, ut domos et muros lapideos seu quaecumque aedificia cum hominibus et omnibus quecumque illic invenit, usque ad ipsam ecclesiam memoriae sancti Lantberti, violenta irruptione in Mosam fluvium praecipitaverit.* » Prudentii Trecensis Annales an. 858. PERTZ, I.

Fugit in Egyptum Joseph, puer atque Maria;
Trux necat Herodes infantes caede beandos;
Praedicat in heremo Johannes dogma salutis;
Agnum cunctipatris, Christum, fert voce Johannes.
Jordanis Dominus glaucis intinguitur undis;
Vinum defecit : Jesu fert alma genetrix
Sex latices Domino, vini redolentque saporem;
Cephan et Andream Messias puppe sequestrat.

XIV

In quadam ecclesia.

Hos pietatis equos Christus regit undique frenis
Et fert quadrijugos dux super astra suos.

XV

Item.

Aures in domini Sabaoth martyres orant :
« Quem bibimus calicem verax ulciscere judex ».
Sol tenebrosus erit, lunae decus atque rubescet,
Labentur stellae, cum venerit arbiter orbis;
Tunc caligosis pavide abscondi spelaeis
Optabunt gentes, agni patris ante tribunal.

XVI

Rector serene, rutilans sub axe sidus,
Salve per aeva, populi beate ductor,
Francis paterna pietas, honore primus,
Pulchrum nitore specimen, decusque Romae,

XIV. *Frenis :* regit, *corr.* frenis, C.
XV, 5. *Abscundi :* secundere, C.
XVI, 4. *Decusque :* decus quoque, C.

Fama Lothari volitans per orbis oras,
Tylen ad usque penetrans celebre nomen.
David serena species, honora proles,
Altus Salemon, redolens charisma pacis,
Syon venusta soboles, in orbe princeps,
Vivens valensque ciclicis per aeva giris,
Christo favente, dominans beate sceptris;
Caesar superna valeas tenere regna,
Coelis per aeva, niteas beata stella,
Gaudens nitore Solimae per omne seclum,
Stella beata niteas per aeva coelis,
Seclum per omne, Solimae nitore gaudens.
Sicut et alii.

XVII

Oratio contra falsidicos testes.

Lux aeterna, Deus, fons lucis, fons veritatis,
Perspicua tales argue luce viros :
Jus est namque tibi gemitus audire tuorum,
Qui te, quique tuum nomen amore sonant.
Tu pater es veri, doctor veri, omnia verax,
Te verum dominum cuncta creata probant.
Ergo fuga densas, o lux immensa, tenebras :
Detege mendosos luminis ore globos,
Nec confundantur mites, te principe pacis,
O fili David, o Salemone prior;
Sed confundantur mendosi demonis arma
Quis inopes contra sibilat aspis oves.
Tu leo de Juda, tu rex, tu splendide Christe,
Vince latebrosas luce nitente strophas.
Clarescat cunctis erroris et atra caverna,

XVI, 5 Oras, *corr.* Horas, C. — 6. Tylenadusque... penitrans, C. — 7. *Honora :* honore, C. — 10. *Valensque :* Valeo, C.

XVII, 5. *Doctor veri :* verus doctor, C. — 11. Si confundantur, C. — 13. Tu manque devant splendide.

Unde serit piceas falsa loquela faces.
Tu quondam fueras castae fautorne Susannae?
Testes falsidici non valuere viri,
Non illis geminus numerus non cana venustas
Profuit, haut fusum falsa per ora malum;
Sed te, veraci domino, te judice summo,
Sorpserunt reprobos Tartara caeca viros.
Qui dilexerunt mendosis figmina plastis,
Inter mendosos praemia digna luunt.
Magne, tui victrix sic splendet celsa potestas,
Cujus in aspectu nubila falsa cadunt;
Tu solus nobis sis judex Christe, benignus,
Alto deque throno propiciare tuis.
Credimus altithroni genitum, te maxime rector;
Speramus mitem mitibus esse ducem.
Ergo, tuis famulis, alienae sarcina molis
Non apponatur, judice te Domino.
In te sperantes, non confundamur in aevum.
Sceptri virga tui frangat enorme nefas.
Justitiae trutinam manibus rege, candide judex:
Vera volent sursum, vergat in ima malum.
Tu nobis clipeus, tu sis turrisque salutis;
Maxime tu minimos respice, Christe, tuos.

XVIII

Versus ad Bertam.

Maternum specimen, patrium decus, alma venustas,
Sancta columba Dei, Berta beata vale;
Caesaris egregii proles benedicta Lothari,
Flos Ermingardis matris et altus honos.
Solus in orbe suum caesar hoc pignus habere,
Hanc prolem meruit, regius ille, suam;

XVII, 20. *Profuit:* profluit, C. — 34. *Enorme:* in orme, C. Conf. VII, 33.

Qua rectrice pia non altera fulsit in orbe
Sanctior aut potior, nobiliorve parens.
Moribus in sacris excelluit alma potestas,
Fulgens ceu rutilo splendida stella polo;
In terris habitans, sapiebat gaudia regni,
Coelestis Solimae semper amore virens;
Vix similem habuit sub coeli cardine mundus,
Nullus et armipotens caesar habere potest,
In vobis redolent cujus nunc stemmata morum,
Indole praeclara matris imago micat;
In vestrae mentis speculo sapientia claret;
Fervet amor Christi, cordis in arce tui.
Norma pudiciciae vos estis luxque serena,
Nec dispar matri, consimilisque patri.
O quam felices rector rectrixque parentes,
Hanc margaritam qui genuere novam.

XIX

Culmen, opes, sobolem, pollentia regna, triumphos,
Exuvias, proceres, moenia, castra, lares,
Quaeque patrum virtus et quae congesserat ipse,
Caedual armipotens liquit amore Dei;
Ut Petrum sedemque Petri rex cerneret hospes,
Cujus fonte meras sumeret almus aquas,
Splendificumque jubar radianti carperet haustu,
Ex quo vivificus fulgor ubique fluit;
Percipiensque alacer redivivae praemia vitae
Barbaricam rabiem nomen et inde suum

XVIII, 19. Pudiciae, C.

XIX. Cette pièce n'est pas séparée dans le manuscrit de celle qui porte pour titre *Versus ad Bertam*, Ed. Dümmler, nº XVIII. Beda le Vénérable la donne *in extenso* au ch. 7, l. V de son *Historia ecclesiastica gentis anglorum*. C'est, dit-il, une épitaphe que le pape Sergius fit graver sur la tombe de Caedual, roi des Saxons, qui mourut à Rome après s'y être fait baptiser. Sedulius aura-t-il eu connaissance de cette pièce à Rome même (cf. p. 30), a-t-elle été transcrite ici par un copiste ignorant : *adhuc sub judice lis est*.

Conversus convertit ovans, Petrumque vocari
Sergius antistes jussit ut ipse pater;
Fonte renascentis quem Christi gratia purgans
Protinus albatum vexit in arce poli.
Mira fides regis, clementia maxima Christi,
Cujus consilium nullus adire potest!
Sospes enim veniens supremo ex orbe Britannus,
Per varias gentes, per freta, perque vias,
Urbem Romuleam videt templumque verendum
Aspexit Petri mistica dona gerens.
Candidus inter oves Christi sociabilis ibit,
Corpore nam tumulum, mente superna tenet.
Commutasse magis sceptrorum insignia credas,
Quem regnum Christi promeruisse vides.
« *Hic depositus est Caedual qui et Petrus rex Saxonum.* »
Kalendarum maiarum [1].

XX

Quoddam problema.

Fucata est veritas, etsi inventa fuerit veritas, neque erit aequitas. Item, si fuerit aequitas, neque invenietur veritas.

Idem de ipso problemate.

Inventum fuerit si verum, non erit aequum,
At tamen est aequum felicis nactio veri.

XIX, 17. Britanni, C. — 23 *Commutasse :* Commatas se, C. — Sceptorum, C.

[1] *Hic depositus est Caedual qui et Petrus rex Saxonum sub die duodecimo Kalendarum maiarum indictione secunda, qui vixit annos plus minus triginta, imperante domno Justiniano piissimo Augusto, anno et consulatus quarto, pontificante apostolico viro domno Sergio papa anno secundo.* Beda, *Hist. eccl. Angl.* V, 7.

Aequum si fuerit, tunc rectum non erit, aequum
Quamvis sit verum non falso nomine dictum.
Nascitur ex aequo quod jam mox abdicat aequum,
Sic ex non aequo, nos aequum cernimus esse,
Si verum fuerit, quod et aequum scire memento,
Non erit inventum seu verum sive quod aequum;
Aufertur vero verum rectoque quod aequum;
Heu bona quanta bonis sunt hic contraria rebus!
Qui quaerit verum, neque nanciscetur in aequo,
Cum tamen est rectum, si verum repperit ipsum.
Fit sacius dominis, si falsum sit quod et aequum,
Aequum fitque magis, verum tollatur ab aequo.
Res eadem nunc vera manet, modo falsa relucet,
Nunc non aequa cluit, nec servat pondus et aequi.

XXI

Adventio [1] domino papae Deus donavit
Gloriam et honorem atque thronum Stephani;
Est ille vir clarissimus...
Sapiens et prudens, ecclesiaeque amor;
Hoc non est in terra benignior alter,
Egregius factis decorus isque verbis,
Pietatis regulas, caritatis tenensque palmam,
Quem mundi salvator conserva, virum clementem.
Preciosus atque lapis semper sit topazus,
Sectator Stephani Francorumque lucerna,
Christum rogo, patris genitum maximi.
Hunc in terra rege glorifica inque Syon,
Ubi regnat Dominus gloriae paschaque Christus;

XXI. Pièce placée dans le manuscrit sous le même titre que celle publiée par Dümmler, nº XXXII : *Sedulius cecinit.* 3. Est ille vir clarissimus. *Après ce vers inachevé une main postérieure a écrit* et pastor *avec un renvoi de ce dernier mot à* vir. — 4. *Ecclesiaeque :* ecclesiarumque, C. — 5. Hac, C. — 10. Sectatur, C. — 12. In manque devant terra.

[1] Adventius, évêque de Metz, 858-875.

Omnes ibi simus corona beati.

. . . .

Dicite cordaci florigeroque patri.
« Nomina quot nitidis quot verba loquacia cartis
Flamina quot Musae mellifluique tropi,
Vobis Sedulius vernanti corde sophista,
Tot paradisiacas plus et adoptat opes.
Quaeso memento mei, Musis dignissime praesul,
Aligeris precibus, quaeso memento mei.
Sum memor ecce tui, resonat ceu parva Camoena,
Sis memor oro mei, sum memor ecce tui.
Norma beata queas prolixis vivere ciclis,
Vivere lux populi, norma beata queas. »

XXII

Ad crucem Dominicam.

Vexillum sublime crucis venerare fidelis,
Quo qui se munit, tristia non metuit.

Item.

Hic auctor vitae mortem moriendo peremit
Vulneribus sanans vulnera nostra suis.

XXIII

Iste cherub Christi nova signat mistica legis,
Mundiciae fialam hic gestat flore refertam,

XXIII. Pièce réunie, ainsi que les deux suivantes, à celle intitulée *De rosae liliique certamine*, Ed. Dümmler, n° XL.

Turibuloque precum sacros hic spirat odores. (*Item.*)
Cingitis altithronum, leo, bos, homo, rexque volucrum,
Geon, tuque Fison, Eufrates Tigris et amnis. (*Item.*)
Eminet ecce cherub, antiquae gloria legis,
Angelus ac patrum fiala fert vota piorum.
Turis opes redolent per hunc et aromata cordis. (*Item.*)
Hic sex discipulos trames describit honoros,
Dulcis odor Christi per quos respirat in orbe. (*Item.*)
Campus hic aureolas argenti qui vomit undas
Sex alios Domini fidos designat amicos. (*Alibi.*)
Gontharius praesul Christi venerandus amore
Has fieri species speculandaque scemata jussit [1].

XXIV

Fons aeterne, Deus, humilis miserere Mosellae,
Augens nubigenas ubere roris aquas.
Alter qui glaucas pluat almo numine limphas
Non est, non fuerat, non erit ille, Deus
Qui celsam rutili molem regis ordine coeli,
Quem laudatis aquae vos super astra Deum.

XXV

Tu pater et patria et domus et substancia nobis,
In gremium translaturus cunabula nostra,
Fit tuus e nobis; nido sumus hoc bene foti.
Crescimus inque aliam mutantes corpora formam,

XXIV. Après le cinquième vers une main postérieure a ajouté : et aquosis plue nimbis. — Après le sixième : respice nunc terras.

XXV, 2. Translaturum, C. — 3. *Sumus :* sinus, C. — 4. Motantes corpore, C.

[1] Comme les derniers vers le montrent à l'évidence, cette pièce est consacrée à la description de fresques exécutées par ordre de Gonthar, archevêque de Cologne, 850-863.

Terrena exuimur stirpe, et subeuntibus alis,
Vertimur in volucres divini semine verbi.
Te relevante jugum Christi leve noscimus; in te
Blandus et indignis et dulcis Christus amaris.
Ista dies ergo et nobis solempnis habenda,
Quae tibi natalis, quia te mala nostra abolente,
Occidimus mundo, nascamur ut in bona Christi.
Surge igitur, cithara, et totis intendere fibris;
Excita, vis animae, tacito mea viscera cantu,
Non tacita cordis testudine, dentibus ictis
Pulset amor linguae plectro; lira personet oris.
Non ego Castalidas, vatum phantasmata, Musas,
Christe namque tui laus martyris et tua laus est.
En pedibus pietate citis Deus addidit alas.

. . . .

Dona petens velut ille patrum venerabilis Isaac.

. . . .

Tempora temporibus subeunt, abit et venit aetas;
Cuncta dies, trudendo diem, fugat et rotat orbem;
Omnia praetereunt, sanctorum gloria durat;
Contempnenda bonis et amara et dulcia nobis,
Nec concedendum terroribus . . . .

. . . .

Omnibus eloquio simul exemploque magistrum.

. . . .

Possunt et modicae haec rumpere retia Musae.

. . . .

Ergo recedamus, nam stare diutius istic
Risus erit vulgi demensque notabitur error.

. . . .

Sic ubi Christus adest nobis et aranea murus,
At cui Christus abest et murus aranea fiet.

. . . .

« Verane te facies fert, aiunt, tune beatus
Redderis e vita nobis, post tempora felix?

XXV, 8. Blandis, C. — 11. Christo, C. — 15. *Pulset:* fulset, C. — 24. La fin du vers manque dans le MSS.

Qua regione venis coelo datus an paradiso
Deditus, in terra habitacula nostra revisas,
Dilecti pecoris pastor, sic fantur amanti.

. . . .

Job vulneribus temptatus, lumine Tobi

. . . .

Ingentem fragili rapuit de fomite flammam
Et facili lapsu per putrida ligna vetusti
Culminis erumpens, magnis incendia torsit
Turbida verticibus calidamque per aera nubem
Miscuit, et nigro subduxit sidera fumo [1].

XXV, 35. Dilecti pecoris nec faetor faetur, C. — 36. Thobi, C.

[1] A partir du vers 18, la pièce ne se compose plus que de fragments incohérents que nous avons cru devoir séparer par des points, bien qu'ils ne présentent dans le manuscrit aucune solution de continuité. Ce sont probablement des vers retrouvés çà et là par le copiste et transcrits par lui, pêle-mêle, à la fin de son ouvrage.

R estituens dec simu laus isrl une·
S pauere patres nri· qui n erubuere
A fust· qm seludissime te statuer
F ontib; amplecti nimius q. affectibus ita·
B us q. uigi pce te coquit spicari·
O ptime letant se pcepisse qd optant·
P ande sinu tuum· quo fida ia statione
V entq. pontiq. mine frangantur· n omis
I mpetus absistat· firmq q. tenat tua puppi
A nchora secura· timuitq. naufraga dudu·
T e deo· omis laus opu mor limite clauso
C uncta tuu nom p scla sit benedictu
Q ui cu patre do regnans n flamine sco· A M E N

INCIPIUNT VERSŪ QUOS SEDULIUS SCOTT' VENERABILI PONTIFICI HARTGARIO COMPOSUIT:

F lorida thessaladu soror ac p nobilis egle·
C iania mellifluos nc cane posco tropos·
O bstetro pegasio flaua caput erige fonte·
F emina doctiloqr organicu q. decus
S irmate purpureo glaucisq. uenusta capillis
O stula da laruis sedulio roseis·
M usigenu plectro cytharizans tertio carmen·
P mulcens aures nobilis hartagarij
E st pius il e melis adignus laude canoris·
E urope si ius nobilitanisq. potens·
A ureus e ramus florens uirtutib; almis
E quius q. tittr moribus n specie
D uo pastore pio letatur filia syon·
E xultant uarius diues inopsq. mois
E struit excelsa sublimi uertice turri·
C emeius culmis quo sup ast uolet·
I ngeditur scala que surg in alta pola
M oribus n ub instruit ipse geges·
Q ui pastorali disponens omia cura
E ripiens agnos arce n ipse lupos·
P ectore cui redolent flauentia mulsa sophie
O req. doctiloque mellea dona fluunt·
C ui micat in uultu unanuis gra forme
S plendida s nitu gra maior ine
I psi infacie linguosi rethoricantes
S throphosusq. loquar quo resonante siler
A urea ling eluit tplicis eui famine uocis·
T res uelutti testes candida ulba sonans
Q ui p ppetuus lucis terestria donat
D iues in astriferis possit ut ee locis
E ttiu salue paradisi florida cedre
M ecta doctrine utice mala gerens·
T e duce qrer dni laetmas i gaudia uitt·
P te francigenis p spa cuncta tuis
I nt pontifices uri ueneranda potestas
E minet in cunctis pontificale decus
I usticie pardu dispensans omia libra
Q uali giju carpis i ast uia
P te scotigenis requies pstat egenis
G audent alme pat hospitate fouet·
F ronte serenifica quos aspicis optime pastor
I llisatq, loquens candida ulba seris·
T eclture quo uestis quos pascis n uestit psul
P ascis eos, cibo pastas n ingenio
V idim haut tale sub celi cardine patre
T antos thesauros q pietatis ht·
I dcirco urin nom laus fama peun
P uolat intis sebitur atq. polis·
Y ttur insiluus ego tius inte remanst
A bsens pastor erat nulla quiesq. fiut
Q uis nos surripuit zefer rhenus ne bicornis
Q uadrupedale dec uos rapuit ne pat
A n uos puniceis nob auexerat alis·

S plendidus aurore currt amor q. uolans
T e mage eleg itx· nobile dedus
A ethereus sua spuit amore tui
A n mage credendu qd uos pia dext tonantis
A ngelicus q. simul fert q. refert q. chor·
G ra francigenis que te psente chorusc
A lbiet ecclia· splendida dona tuis·
S ic n apollo uagans rutilo decurrit olimpo
L ampade mirifica lux ut ubiq. micet·
V enisti tande patuli lux aurea mundi
A dno lata spes requiesq. tuis·
D ulcior es pulchris hibleo nectare uerbis·
C arior auricomis es pat alme gazis·
A spice qua subito niueus chor amplus n ordo
L eta concussus ouat te redeunte pater.
H oc ut ouile dis lantbto reddit almo·
S ic t lantbt mandat ouile suu·
O mis ouans etas ingentia gaudia gestat·
E xultando sonat te remeante melos
N ec mea musa tulit tacitus resilere labellis
S uttture s liquido crispat amore tonat·
O ptima francigenu lampas spes aurea nri
H eres lantbti que decet altus honor
M ontibus gmis ubi diues pastor ibe·
R egnat cu dno sis bone pastor amen·

ITEM AD EUNDEM EPM

F lamina nos boree niueo canentia uultu
T erent subitis montib· atq. minis·
T ellus ipsa tremit nimio pculsa pauore
M urmurat n pelagus duraq. saxa gemunt
N ereos ic t aquilo nc uastat iniquus
V ocib; horrisonis murmurib; q. sonans
L actea nubifero densant uellera celo
V elat niuea marcida tra stola
L abunt subito illuso uertice rnes
N ec stat harundineo robur n omo m
T itan clarifico qui resplendebat amictu·
A bscond radios nc facie q. sua·
N os tumidus boreas uastat miserabile uisu·
D octos gramaticos presbiterosq. pios·
N amq. uolans aquilo n ulli parc honori
C rudelis rostro nos lamando suo·
F essis q fauens hartgari floride psul·
S ophos scotigenas suscipe corde pio·
S cande sic ualeas celestia tepla beatus
E therea solima p penna q. syon·
P sulis eximij clementia mensq. serena
F lamin. deinc rite supba domans.
S uscep blandus fessosq. loqcib. austris·
E ripuit tnos dapsilitate sophos·
E t nos uestiuit triplici ditauit honore
E t fecit ppas pastor amenus oues·

ITEM AD EFFATUM PSULEM REUE HARTG

V irt tecta nitent luce serena
F lorent arte noua culmina picta·
R ident atq. tolo multi colo
E t formosa micant scemata plura·
N itches pendu· hortuls flores
M arcescis subitus q ecto dap mis·
Q ua uirg uiols seu rosa pulchra·
I nhesere tolis p pete sede
S ic ostru rubeum sic iacinchi
N horrent tumidi flamina nothi
N ra tecta nigrit p pete nocte
I nt nulla nitz gra lucis
P iccs uestis abo pa hta uenustas·
C lauis nulla rez· ac tera ccalla·
A bsis n que micat capite bellis
S fuligo tolo herz in alto
S i neptune pluas imbrib; atris·

JULES CÉSAR

ET

LES ÉBURONS

PAR

M. Paul HENRARD,

CORRESPONDANT DE L'ACADÉMIE.

(Mémoire présenté à la Classe des lettres, le 7 novembre 1881).

AVANT-PROPOS.

Nous sommes dans un siècle de chercheurs : les problèmes de toute nature ont pour nous un attrait particulier, qu'ils appartiennent à l'histoire, à la géographie ou aux sciences, ils nous tentent en raison même des difficultés qu'ils nous offrent. Il en est peu, toutefois, qui nous passionnent autant que ceux qui touchent à nos origines nationales, et le récit des campagnes des Gaules de Jules César, avec ses obscurités voulues ou non, a de tout temps éveillé la sagacité des archéologues. Depuis quelques années, beaucoup des énigmes qu'il renferme ont été résolues; mais il en est encore dont les solutions se multiplient sans contenter personne, et parmi elles surtout, la question de l'emplacement d'Aduatuca.

Il y a quelques années, ce problème semblait définitivement résolu en faveur de Tongres. Après plusieurs savants belges et allemands, des écrivains français, et parmi eux les auteurs de la carte des Gaules et l'impérial biographe de César, avaient hautement affirmé l'identité du camp de la XIVe légion et de l'antique cité gallo-romaine, renseignée dans trois documents appartenant aux premiers siècles de notre ère, sous les noms d'*Atuacutum, Atuaca* ou *Aduaca Tungrorum;* et la statue d'Ambiorix, debout

sur un dolmen, fut été élevée sur une des places publiques de Tongres, comme pour consacrer par sa présence l'endroit où, à deux ans d'intervalle, les aigles romaines avaient été vaincues.

Malgré ce monument et en dépit d'aussi formelles affirmations, il faut bien reconnaître cependant que la lumière n'est pas faite. On ne réussit pas, en effet, à signaler nettement dans les environs de Tongres les particularités topographiques décrites par César, et la situation de cette ville sur la rive gauche de la Meuse ne concorde guère avec le texte des *Commentaires*. Aussi est-il à remarquer qu'à l'exception d'un petit nombre d'archéologues tongrois, qui en ont fait une question de patriotisme local, ce sont surtout les écrivains ayant vécu dans le voisinage de Tongres et ayant pu étudier le terrain à loisir, Bouille, Feller, Bovy, Delvaux, Ernst, etc., qui se sont évertués à chercher ailleurs le camp de Sabinus et Cotta. Préoccupés de l'idée qu'à travers les siècles le nom, sous lequel César le désigna, devait néanmoins s'être conservé plus ou moins fidèlement, les uns l'ont reconnu dans tous les noms de lieux où ils ont cru apercevoir une vague ressemblance avec Aduatuca, ou, selon quelques éditions qui ont détaché la préposition *ad*, avec Vatuca, Varuta ou Varuca; de là, *Waroux, Wittem, Voroux, Wandre*, etc., tour à tour proposés. D'autres ont donné la préférence à certains noms rappelant celui d'Éburons, tels que *Embour, Limbourg*. Enfin, quelques-uns, confondant Aduatuca avec la place de refuge des Aduatiques, l'ont perchée sur une montagne escarpée, à Falais, à Huy, à Namur, etc. Ernst a choisi *Julémont*, Renard penche pour *Aix-la-Chapelle*, etc.; opinions personnelles qu'aucune preuve n'est venue corroborer.

Bref, la question reste toujours pendante, malgré ces solutions si diverses.

Nous faut-il reconnaître que sur ce point la critique historique

est réellement impuisante, et attendre, pour nous révéler l'endroit où fut Aduatuca, que quelque fouille heureuse dans des ruines antiques nous ait fait trouver des tessons de poteries de l'époque de César, ou des tuiles portant la marque de la XIVe légion? Nous ne l'avons pas pensé. La cause de l'insuccès que nous avons constaté résulte bien moins de l'absence de renseignements, que de la méthode employée pour les mettre en œuvre. On est toujours parti d'une hypothèse étrangère au récit de César, avec lequel on a voulu ensuite établir une concordance. On a négligé des données positives pour tenir compte d'autres faits, qu'une connaissance incomplète du pays a pu seule introduire dans le texte des *Commentaires*, et on n'a pas assez relevé les fautes qu'ont pu commettre, durant quinze siècles, les copistes qui nous ont conservé ce monument unique de nos annales nationales.

Pouvons-nous espérer, plus heureux que nos devanciers, avoir résolu le problème? Le lecteur en jugera. Quant à nous, nous avons la confiance que des fouilles pratiquées, non plus au hasard, mais dans un lieu maintenant bien déterminé, nous donneront quelque jour raison.

JULES CÉSAR

ET

LES ÉBURONS.

I

Après sa seconde expédition en Angleterre, à son retour sur le continent, où il voulait passer l'hiver *à cause des révoltes subites qui s'y étaient manifestées* (V, 24), César se rend à Samarobriva pour tenir l'assemblée des Gaules. « Par suite de la sécheresse de l'été, la récolte avait été peu abondante. »

C'est la raison pour laquelle il change les quartiers d'hiver de ses légions et les distribue sur une étendue qu'il évalue à 100,000 pas, environ 150 kilomètres.

Tout approximative qu'elle soit, cette évaluation est indubitablement au-dessous de la réalité. César a intérêt à amoindrir la faute qu'il a commise en établissant ses troupes à des distances trop considérables de son quartier-général, en les laissant *trop en l'air;* et il prend le soin, qui ne lui est pas habituel, de nous renseigner, mais erronément, sur l'étendue des cantonnements occupés par ses légions. Aussi ne devons-nous tenir aucun compte

de ce chiffre de 100,000 pas, et rien ne nous autorise surtout à supposer, ainsi que le font MM. Bertrand et Creuly, et à leur suite l'empereur Napoléon III, que César ait voulu dire que ses quartiers d'hiver étaient renfermés dans un cercle de 100,000 pas de rayon, ce qui doublerait le chiffre de son évaluation. En l'absence d'une carte des Gaules qu'à cette époque les Romains ne pouvaient posséder, même approximativement, une mesure d'étendue pouvait s'apprécier non une mesure de surface; et en admettant que César eût voulu parler d'un cercle de 100,000 pas de rayon, il en aurait évidemment placé le centre à Samarobriva (Amiens) où il se trouvait, et non, comme l'ont fait les écrivains que nous venons de citer, à Bavay, qui ne devint que postérieurement la capitale des Nerviens et dont les *Commentaires* ne font même pas mention.

C'est là du reste, dans la thèse que nous exposons, un détail d'une importance secondaire et sur lequel nous n'insisterons pas.

Les trois quartiers d'hiver les plus éloignés de Samarobriva étaient : celui de Q. Cicéron, chez les Nerviens; de Labiénus, chez les Rèmes, près des frontières des Trévires; enfin, celui de la XIVe légion levée récemment au delà du Pô, augmentée de cinq cohortes, et qui, sous les ordres de Q. Titurius Sabinus et de L. Aurunculeius Cotta, s'établit chez les Éburons.

Il est à remarquer que, si la sécheresse de l'été et le peu d'abondance des récoltes avaient été les seuls motifs de la dissémination des légions, il eût été plus naturel d'en cantonner quelques-unes au midi de la Seine et de la Marne, dans la Gaule proprement dite. L'envoi de trois d'entre elles sous les ordres de quatre de ses meilleurs lieutenants à des distances aussi considérables de Samarobriva, aussi bien que le séjour prolongé de César dans cette ville après la dislocation de son armée, décèlent, selon nous, certains projets secrets motivés par ces *révoltes subites* qui avaient précipité son retour de l'île de Bretagne, et sur lesquelles il ne nous donne aucun détail, mais dont les évènements qui précèdent et qui suivent nous permettent de deviner le foyer.

En effet, au commencement de cette année, après avoir inspecté les quartiers des légions qui devaient l'accompagner en Angleterre,

les chantiers où se construisaient ses navires, et avoir donné ses instructions pour que la flotte fût réunie le plus tôt possible au port d'Itius, subitement César avait quitté les bords de l'Océan; se mettant à la tête de quatre légions et de huit cents chevaux, et voyageant sans bagages pour marcher plus rapidement, il s'était porté chez les Trévires, « qui ne paraissaient plus aux assemblées, » n'obéissaient plus à ses ordres et sollicitaient l'alliance des » Germains d'Outre-Rhin. » (V, 2.)

Il fallait que la situation fût bien grave pour qu'à la veille d'exécuter une expédition préparée de longue main, le conquérant des Gaules se décidât tout à coup à abandonner à ses lieutenants la direction et la surveillance des derniers préparatifs, et s'éloignât autant du centre de ses opérations! Il importait, en effet, que, pendant son absence du continent, aucune révolte ne vînt y éclater et que la réserve, numériquement faible, qu'il y laissait, suffît à couvrir ses derrières et à assurer son retour. Il était donc nécessaire que César étouffât dans son germe toute velléité d'indépendance des nations gauloises, avant qu'elle eût le temps de se développer, et la situation politique des Trévires lui donnait l'assurance qu'une simple démonstration armée suffirait momentanément pour les faire rentrer dans le devoir. Chez cette nation, en effet, comme dans beaucoup d'autres de la Gaule, deux chefs, Indutiomare et son gendre, Cingétorix, se disputaient le pouvoir que l'appui des Romains pouvait assurer à l'un des deux partis; il était donc à prévoir que la présence du proconsul, à la tête d'un corps d'armée considérable, ramènerait l'un des compétiteurs dans son alliance. C'est ce qui ne manqua pas d'arriver. Cingétorix s'empressa d'assurer César de sa fidélité, tandis qu'Indutiomare se préparait à la résistance; mais la crainte que les Romains avaient su inspirer diminua si rapidement les partisans de ce dernier, que, sentant son isolement, il ne tarda pas lui-même à faire sa soumission, assurant qu'il n'avait autant tardé qu'afin de calmer la multitude.

César ne fut pas dupe de cette excuse; mais « comme il ne » voulait pas passer l'été chez les Trévires (V, 4) », il se borna, en garantie de la bonne foi d'Indutiomare, à lui faire livrer deux

cents otages, parmi lesquels son fils et ses proches parents. Puis il assembla les principaux de la nation et les encouragea à prendre le parti de Cingétorix : il augmentait ainsi le crédit de ce dernier et le rattachait plus étroitement à la cause romaine, en même temps qu'il rendait plus profonds les dissentiments entre les deux chefs et empêchait qu'ils ne pussent s'allier désormais pour lui nuire.

Mais « Indutiomare vit avec douleur l'atteinte portée à son influence, et sa haine contre les Romains en devint implacable. » — En écrivant cette réflexion, César avait déjà sans doute éprouvé les effets de cette haine, qui se traduisit, pendant son séjour dans l'île de Bretagne, en excitations du chef trévire auprès de ses partisans, et en nouvelles négociations auprès des Germains d'au delà du Rhin pour les décider à traverser le fleuve. Telles furent, on n'en saurait douter, *ces révoltes subites* dont il nous parle sans rien préciser, et c'est pour être prêt à les réprimer, aussitôt que la saison le permettrait, qu'il dispose les quartiers d'hiver de quelques-unes de ses légions. Il les constitue en détachements séparés, en relation sans doute l'un avec l'autre, mais si indépendants de son quartier-général, qu'il peut, sans en être inquiet, rester de longs jours sans recevoir de leurs nouvelles : faute militaire qui ne peut s'expliquer que par une trop aveugle confiance dans la bonne foi des peuples barbares avec lesquels il avait négocié et qui le jouèrent. Aussi la répression sera-t-elle terrible, car il voudra venger l'atteinte portée à la fois à sa gloire militaire, à son habileté diplomatique et au prestige des armes romaines.

Dans l'hypothèse d'une campagne contre les Trévires, quelle devait être la situation des camps? C'est ce que nous allons rechercher sans parti pris, en commençant par celui sur lequel César nous fournit les indications les plus précises, le camp de Labiénus Si nous parvenons à fixer son emplacement, les rapports des distances, et d'autres renseignements encore empruntés aux *Commentaires*, nous permettront peut-être de déterminer celui des deux autres.

II

Les Trévires habitaient la rive gauche du Rhin. Au sud ils touchaient aux Tribocques (l'Alsace), et comme ils sont le dernier des peuples cités par César dans sa nomenclature des contrées arrosées par le fleuve (IV, 5), ils devaient au nord confiner aux Ménapiens qui en occupaient les deux rives (IV, 4). D'après la *Notice de l'Empire*, l'Aar (*Obringa*), qui se jette dans le Rhin en face de Lintz, séparait la première de la seconde Germanique. Lors du remaniement de la carte des Gaules, Auguste ne fit, sans doute, que constater des délimitations existant auparavant; il est donc probable que l'Aar formait déjà la frontière septentrionale des Trévires, frontière complétée par la Kyll, qui se jette dans la Moselle en face de Trèves. L'Eifel et les deux rives de la Moselle étaient ainsi comprises dans le territoire des Trévires. Mais jusqu'où celui-ci s'étendait-il à l'occident?

Précisons, avant d'aller plus loin, la signification de ce mot *frontière* à l'époque de César. Évidemment il ne pouvait être question de ces lignes de démarcation fictives, déterminées géométriquement, et qui, dans nos États modernes, sont représentées par des bornes ou des poteaux, surmontés du double écusson des deux nations voisines. Les rivages des mers et des lacs, le thalweg des fleuves et des rivières, la lisière des forêts, la crête des montagnes, étaient les limites entre les peuples.

En nous parlant du pays des Trévires, César nous dit qu'il était traversé, d'outre en outre, par la forêt des Ardennes, qui s'étend du Rhin aux frontières des Rèmes (V, 4) et des Nerviens (VI, 29). La lisière de la forêt des Ardennes servait donc de limite orientale au territoire de ces deux peuples. Mais ici se présente une difficulté : d'après le texte qui nous est parvenu, les *Commentaires* donnent à cette forêt, la plus grande de toute la Gaule, un développement de 500,000 pas, soit 750 kilomètres (VI, 29). Il y a évidemment ici une erreur de copiste, d'autant plus facile à redresser qu'ailleurs César nous a indiqué, comme frontières des

Rèmes, la Marne et l'Aisne (II, 4). De l'Aisne au Rhin il y a 150,000 pas et non 500,000; 225 kilomètres au lieu de 750.

Rien d'immuable d'ailleurs comme les dénominations de certaines grandes régions. La forêt des Ardennes a été en partie déboisée; mais le sol schisteux qu'elle recouvrait n'a pas perdu son nom d'Ardenne, et encore aujourd'hui la limite de la région à laquelle l'usage local l'attribue est, sur la rive gauche de la Meuse, une ligne passant par Sedan, Mézières, Maubert-Fontaine, Hirson, Couvin et Givet [1], ligne qui, sur une partie de son étendue, forme le prolongement du cours supérieur de l'Aisne, pendant que, à l'est de cette rivière, la forêt se prolonge sous le nom d'Argonne.

Entre l'Aisne supérieure et la Meuse, séparant le bassin de ce dernier fleuve de celui de la Seine, s'élève une longue chaîne de collines, prolongement des Vosges, et qui, au delà, sur la frontière de Belgique, a encore une altitude de 500 mètres environ. Cette chaîne, les Trévires avaient trop d'intérêt à la posséder pour qu'on puisse admettre, comme on le fait généralement, nous ne savons sur quelles données, que leur frontière occidentale s'arrêtait à la Meuse. Bien mieux que ce fleuve, l'Argonne, encore actuellement, forme un obstacle naturel à l'invasion : couverte de bois, entrecoupée de gorges et de chemins ravinés, elle n'est accessible que par cinq défilés : *les Islettes* (le plus méridional), *la Chalade*, *Grand-Pré*, *la Croix aux Bois* et *Chêne-Populeux*, s'échelonnant sur une étendue d'environ 60 kilomètres, et dont la possession assurait les Trévires contre les incursions venant de l'ouest, comme le Rhin les protégeait du côté de la Germanie. Peuple belliqueux, possédant une nombreuse infanterie et la plus forte cavalerie de toute la Gaule (V, 3), ils n'ont pu abandonner la possession de cette barrière aux Rèmes, dont le caractère et les habitudes pacifiques nous sont divulgués par ce fait que, à l'arrivée de César dans la Gaule belgique, seuls, entre tous les Belges, ils refusent de se liguer contre les Romains.

Le camp de Labiénus, *situé chez les Rèmes, près des frontières des Trévires*, devait donc se trouver sur la rive gauche de l'Aisne;

[1] *Dictionnaire géographique de* VIVIEN DE St-MARTIN.

placé de façon à pouvoir observer et tenir en échec ce dernier peuple, il devait être en face de l'un des cinq défilés de l'Argonne.

Dans leurs incursions à travers les Gaules, les légions, avec leurs bagages et leurs impedimenta, ne pouvaient suivre que les chemins frayés, accessibles aux voitures, et leurs camps d'hiver devaient être voisins des principales voies de communication reliant les grands centres de populations indigènes, d'où ils tiraient les vivres pour la subsistance des légionnaires, des serviteurs, des esclaves, ainsi que des nombreux chevaux de la cavalerie et du train des équipages. Or, entre le pays des Rèmes et celui des Trévires, les seuls grands chemins existant à l'époque de César, et que le travail des légions transforma plus tard en voies romaines, sont la route qui, de Châlons traverse l'Aisne à St-Menehould, passe par le défilé des Islettes et gagne ensuite Verdun et Metz, et celle qui, par Vouziers et Chêne-Populeux, se dirige sur Mouzon et Carignan. Les seules positions que l'on puisse attribuer au camp de Labiénus, sont donc celles de St-Menehould et de Vouziers. Mais la première s'impose en quelque sorte : son importance stratégique sur la route qui conduit au centre du pays des Trévires est indiscutable. De plus elle couvre tout le territoire rémois; aussi lorsqu'Indutiomare se décide à le traverser en le ravageant à la fin de l'hiver pour rejoindre les Sénonais et les Carnutes, comme lui révoltés contre Rome, il ne le peut sans attaquer d'abord le camp de Labiénus (V, 56); ce dont il se serait dispensé, tout au moins avant de s'être réuni à ces deux peuples, si Labiénus avait été à Vouziers et, par conséquent, n'eût pas barré sa route. Lorsqu'il exécute cette attaque, les Éburons et les Nerviens sont sous les armes et ne se retirent dans leurs foyers qu'à la nouvelle de la défaite et de la mort du chef trévire (V, 58). Or, Vouziers est près de la frontière des Nerviens, qui eussent pu, sans difficulté, se joindre à Indutiomare s'il s'était trouvé dans leur voisinage; s'ils ne l'ont pas fait, c'est que, pour atteindre St-Menehould, ils auraient dû traverser une partie du territoire des Rèmes et les combattre.

Enfin, dernier argument qui a sa valeur, après la victoire de César sur les Belges (Nerviens, Aduatiques, Éburons, etc.), et

l'entrée du proconsul dans le camp de Cicéron, la nouvelle en fut portée avec tant de célérité à Labiénus, *chez les Rèmes*, que malgré les 90 kilomètres (60,000 pas), qui le séparaient de son collègue, elle lui parvint moins de neuf heures après (V, 52). Les cavaliers durent donc parcourir 10 kilomètres à l'heure, ce qui ne peut s'expliquer qu'en admettant un service de relais qui n'a pu s'établir que dans un pays allié, intéressé à faire connaître au lieutenant de César la victoire remportée par celui-ci. Placer le camp de Labiénus à Vouziers, c'est reporter à plus de 80 kilomètres au nord de l'Aisne le camp de Cicéron; l'établir à S[t]-Menehould, au contraire, c'est ramener ce dernier à 40 kilomètres au plus de la frontière des Rèmes. Dans un pays hostile, une telle distance peut bien se parcourir d'une traite, sans changer de monture, avec rapidité, mais non une distance double. — Si l'on prétendait que la nouvelle fut transmise au moyen de signaux, de torches enflammées, etc., il faudrait, à plus forte raison, rapprocher le camp de Cicéron de la frontière des Rèmes, car dans ce pays peu accidenté et d'où l'on ne jouit nulle part d'un vaste horizon, les relais sémaphoriques auraient dû être nombreux et s'établir au milieu de populations sympathiques aux Romains.

La situation de S[t]-Menehould ne dément pas d'ailleurs les renseignements fort succincts que César nous donne sur la topographie des lieux où se trouvait le camp de Labiénus. Au confluent de l'Aisne et de l'Aure, qui l'enveloppaient sur deux de ses côtés et remplissaient d'eau les fossés creusés autour de ses remparts, ce camp pouvait se considérer comme défendu par la nature et par l'art (V, 57). Pour qu'Indutiomare pût faire circuler chaque jour sa cavalerie autour du camp, pour que ses cavaliers pussent souvent y lancer leurs traits, il devait se trouver en pays de plaines. L'Aure ni l'Aisne ne pouvaient être des obstacles au passage de cette cavalerie : la principale de ces deux rivières, l'Aisne, n'est flottable qu'à partir de Mouzon, à 60 kilomètres en aval de S[t]-Menehould, et, même à la fin de l'hiver, elle devait présenter des gués nombreux, dont profitèrent aussi la cavalerie et les cohortes romaines lancées à la poursuite du chef trévire (V, 58).

Ce fut sans doute au gué de l'Aure, à Clermont où à Neuvilly, qu'Indutiomare fut atteint et mis à mort, car il est impossible d'admettre que la poursuite, commencée vers le soir (*sub vesperum*), ait pu se continuer jusqu'à la Meuse, c'est-à-dire jusqu'à Verdun, éloigné de 60 kilomètres de l'Aisne : la nuit aurait protégé les fuyards sur un terrain dont ils connaissaient les détours.

Nous pensons donc pouvoir assigner au camp de Labiénus la position occupée actuellement par St-Menehould, au confluent de l'Aisne et de l'Aure.

III

Le camp de Labienus, placé au débouché du principal défilé de l'Argonne, tenait les Trévires bloqués derrière ce massif boisé et montueux ; mais dans l'hypothèse d'une campagne à entreprendre aussitôt que la saison le permettrait, ce même massif devenait une protection pour les Trévires, et il était indispensable de le tourner, afin de n'avoir pas à ne l'attaquer que de front. Le choix du pays des Éburons pour y établir le camp de Sabinus et Cotta ne pouvait avoir d'autre but; l'emplacement du camp de Cicéron, chez les Nerviens, à égale distance des deux autres, et seulement à trois fortes journées de marche, indiquait bien qu'il devait renfermer une réserve, prête à secourir celui qui aurait besoin d'aide.

Grâce aux cartes géographiques et topographiques que nous possédons, il nous est facile, à notre époque, de déterminer d'avance les emplacements à donner aux corps d'armée dans une hypothèse donnée; mais ces cartes n'existaient pas du temps de César, et pour disposer ses légions de son quartier-général de Samarobriva, il fallait qu'il eût de toute cette région une connaissance parfaite, qu'il n'avait pu acquérir que par sa propre expérience et *de visu*. Cherchons donc dans quelles circonstances

il avait tourné cette barrière de l'Argonne et étudié le moyen de la prendre à revers.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que d'une partie de la frontière septentrionale des Trévires, celle formée par l'Aar et la Kyll. Elle se continuait ensuite le long de la Moselle jusqu'à Thionville, et de là, par les vallées de la Crune et de la Chiers, jusqu'à la Meuse; elle longeait ce fleuve jusqu'à Charleville, puis la Sormonne jusqu'à la lisière de la forêt des Ardennes, au pied de cette chaîne de hauteurs, prolongement de celle de l'Argonne, et dont nous avons parlé. Cette ligne de frontière n'est pas arbitrairement tracée : elle résulte de la configuration même du sol; elle emprunte tout son parcours à des vallées de fleuves et de rivières. Elle fut du reste la limite des grandes circonscriptions ecclésiastiques, modelées, comme on le sait, sur les subdivisions civiles de l'empire romain, qui, elles-mêmes, avaient adopté les frontières des peuples dont le territoire avait été englobé.

Toute cette frontière, nous allons le prouver, César l'avait suivie et reconnue lui-même. Non pas dans sa courte démonstration chez les Trévires, avant de partir pour la Bretagne : alors les défilés de l'Argonne, abandonnés par les deux compétiteurs du souverain pouvoir, lui avaient ouvert les chemins jusqu'à la Meuse et la Moselle, au cœur du pays; mais bien l'année précédente, lors de son expédition contre les Tenchtres et les Usipètes.

Ces peuples germains, que les *Commentaires* évaluent à deux cent cinquante mille âmes, y compris les femmes et les enfants, avaient traversé le Rhin sur le territoire des Ménapiens (IV, 1); nécessairement en amont du point où ce fleuve se divise en deux branches [1], dont une, le Wahal, se jette dans la Meuse, sans quoi le manque de bateaux nécessaires pour le transport d'une telle multitude et qui l'avait obligée, pour s'en procurer, à user de ruse envers les Ménapiens des bords du Rhin, se serait de nouveau fait sentir au passage du Wahal.

[1] César dit que les Tenchtres et les Usipètes passèrent le Rhin non *loin de la mer dans laquelle le fleuve se jette.* Il est à remarquer qu'il y a vingt siècles la mer était plus rapprochée du point où le Rhin se divise en deux branches qu'elle ne l'est actuellement.

Ces populations, émigrant avec leurs chevaux et leurs troupeaux, mais sans aucun autre approvisionnement de vivres, puisque depuis trois ans déjà la guerre sans relâche que leur avaient faite les Suèves les avait empêchées de cultiver leurs champs, ces hordes barbares s'étaient étendues le long du Rhin, remontant la rive gauche, pillant et dévastant les terres des Gaulois (IV, 15), étendant leurs incursions dans les vallées aboutissant au fleuve, et bientôt même, ne trouvant plus de ressources suffisantes, lançant leur cavalerie au delà de la Meuse, sur les terres des Ambivarites (Hesbaye), pour se procurer des vivres.

A son retour d'Italie, au commencement de l'an 55, César apprit à la fois que ces Germains *s'étendaient déjà sur le territoire des Condruses et des Éburons*, et que plusieurs peuples des Gaules, sans doute les Nerviens, les Aduatiques et les Trévires, vaincus mais non soumis, leur avaient envoyé des députés pour les engager à s'éloigner du Rhin. Dissimulant ce qu'il avait appris, le proconsul convoque les principaux de la Gaule, il les flatte, les encourage et les décide à lui fournir de la cavalerie (IV, 6), dont il réunit l'élite pour se porter vers les lieux que l'on disait occupés par les Germains. Il n'en est plus qu'à peu de journées lorsqu'il reçoit leurs députés (IV, 7).

Pendant ces négociations avec les principaux Gaulois, et durant le temps nécessaire pour réunir des troupes et les mettre en marche, les Germains ne se sont pas arrêtés : ils ont dû continuer leur route vers le sud, avec d'autant plus de rapidité que les terres où ils se trouvaient leur offraient moins de ressources. Du territoire des Condruses et des Éburons, où ils commençaient à pénétrer quand la nouvelle de leur invasion en était partie pour être communiquée à César, ils étaient passés sur le territoire des Trévires, et c'est là que les Romains durent les rencontrer.

Le texte des *Commentaires,* tel qu'il nous est parvenu, dément, il est vrai, cette assertion : il dit qu'après la prise de leur camp par César, les Germains qui s'étaient échappés, arrivés au confluent de la Meuse et du Rhin (*ad confluentem Mosæ et Rheni*) (IV, 15), se jetèrent dans le fleuve et y périrent. Mais il n'est pas douteux qu'il n'y ait là une faute de copiste : il faut lire *au con-*

fluent de la Moselle et du Rhin. Cette méprise est bien explicable : au § 10 du même chapitre IV, César, décrivant le cours de la Meuse, dit que cette rivière reçoit un bras du Rhin, appelé le Wahal (*parte ex Rheno recepta, quœ appellatur Vahalis*), et, en indiquant au milieu de quelles nations coule le Rhin, il ne dit pas un mot de la Moselle. Dès lors, on comprend que, se trouvant en présence d'un texte portant *ad confluentem Mosellœ et Rheni*, le copiste intelligent, mais fort ignorant de la géographie de la Gaule, ait cru devoir corriger un texte qu'il jugeait fautif, en changeant *Mosellœ* en *Mosœ;* sans songer que si César avait voulu parler de la Meuse, il aurait évidemment écrit *ad confluentem Vahali et Mosœ.* Rien n'est plus commun que ces erreurs des copistes dans la transcription des noms géographiques, aussi étrangers à leur langue qu'à leurs connaissances, et nous aurons encore l'occasion d'en signaler. Il faut admettre néanmoins que toutes les copies ne furent pas fautives, car Florus, qui n'avait pour se guider que le texte des *Commentaires*, puisque César est le seul contemporain de la guerre des Gaules qui en ait raconté l'histoire, place le lieu de la défaite des Germains au *confluent de la Moselle et du Rhin* (Liv. III, 10), et Dion Cassius dit positivement que César rencontra les Usipètes et les Tenchtres *dans le pays des Trévires.*

Comment admettre du reste, quand on sait qu'à l'époque de Tacite, et par conséquent aussi du temps de César, le confluent de la Meuse et du Wahal formait un véritable golfe, vu la grande étendue d'eau amenée en un même point par les deux fleuves (Tacite, *Annales*, II, 6, et *Historiœ*, V, 23), comment admettre qu'une armée en retraite, quelle que soit son épouvante, aille se précipiter dans la mer pour se soustraire au vainqueur; tandis qu'il semble naturel à des soldats poursuivis de se jeter à la nage dans un fleuve, quelque rapide qu'en soit le courant.

D'ailleurs le récit de César ne permet pas de soutenir une autre version que celle que nous défendons. Dans sa marche vers les lieux où se trouvent les Germains, dès sa première entrevue avec leurs députés, il les engage à repasser le Rhin et leur offre d'obtenir *des Ubiens* l'autorisation d'aller s'établir dans leur pays

(IV, 8); trois jours après, lors de sa seconde entrevue, alors qu'il n'est plus qu'à 12,000 pas (18 kilomètres) de leur principal corps, ces mêmes députés prient le proconsul de leur laisser le temps d'aller négocier leur retraite *chez les Ubiens, ne réclamant à cette fin qu'un nouveau délai de trois jours* (IV, 11), ce qui indique un voisinage immédiat. Or les Ubiens occupaient la rive droite du Rhin, en face du pays des Trévires, en amont de la Sieg, rivière qui se jette dans le fleuve devant Bonn et qui servait de frontière aux Sigambres (I, 37 et 54); c'est donc entre Bonn et la Moselle qu'eut lieu cette seconde entrevue, puis le combat où les Germains furent écrasés.

Après sa victoire, César se décide à traverser le Rhin pour plusieurs motifs, dont le principal est le désir de prouver aux Germains, qui paraissaient en douter, que ce fleuve n'est pas une barrière infranchissable aux armées romaines (IV, 16). C'est aux Sigambres qu'il désire faire cette démonstration; c'est pour les étonner et leur donner une haute idée des Romains qu'il effectue le passage sur un pont fixe et non sur des supports flottants. Dès lors, s'il se trouve dans l'angle formé par le Wahal et la Meuse, il s'empressera de passer directement sur le territoire des Sigambres, dont il n'est guère éloigné. Or c'est, au contraire, sur le territoire des Ubiens qu'il effectue son passage pour se porter ensuite chez les Sigambres: c'est-à-dire qu'il lui eût fallu, dans l'hypothèse que nous combattons, remonter la rive gauche, puis redescendre ensuite la rive droite du fleuve, comme s'il avait craint de le traverser en présence de l'ennemi; contradiction manifeste et inadmissible.

S'il veut se rendre chez les Sigambres, c'est encore pour les punir d'avoir donné asile aux 2,000 cavaliers germains qui étaient allés sur la rive gauche de la Meuse chercher des vivres chez les Ambivarites. Mais si la rencontre des Romains et des Germains a eu pour théâtre le territoire compris entre le Wahal et la Meuse, comment ces cavaliers auraient-ils pu se réfugier chez les Sigambres, alors que l'armée de César leur en barrait le chemin? Leur retraite chez ce peuple est, au contraire, aisée et naturelle dans la thèse que nous défendons.

Nous en concluons que c'est non loin de l'endroit où les Romains ont remporté leur victoire, dans le voisinage du confluent de la Moselle et du Rhin, qu'ils ont jeté un pont sur ce dernier fleuve, pour pénétrer en Germanie.

On a dit, il est vrai, que le fond schisteux du Rhin en amont de Bonn ne permet pas d'y enfoncer des pilotis, et que dès lors on ne peut fixer l'emplacement du pont au-dessus de cette ville. L'objection serait fondée si les Romains avaient en effet construit un pont de pilotis; mais il n'en est rien : les détails précis dans lesquels entrent les *Commentaires* à ce propos, prouvent clairement qu'il s'agit dans l'espèce d'un véritable *pont de chevalets*, à dimensions supérieures à ceux que nos équipages de campagne permettent de construire, mais qui ne peut être confondu avec un pont de pilotis.

Rappelons la façon dont cette construction s'effectua : « On joignit ensemble par des traverses, à deux pieds l'une de l'autre, deux poutres légèrement appointées vers le bas, d'un pied et demi d'équarrissage et d'une hauteur proportionnée à la profondeur du fleuve; ces poutres accouplées étaient descendues dans la rivière à l'aide de machines, et fixées, NON PAS VERTICALEMENT, MAIS OBLIQUEMENT, suivant le fil de l'eau pour les soutiens d'aval, tournées contre le courant pour les soutiens d'amont. Sur ces quatre poutres, on en posait une cinquième de deux pieds d'équarrissage qui les réunissait et leur était fixée au moyen de deux fortes chevilles : le tout était si bien lié, que la force même du courant ajoutait à sa solidité. Contre les soutiens d'aval, on enfonça des pieux inclinés qui leur servaient de contre-forts et brisaient le courant. D'autres pieux, placés en avant du pont, arrêtaient les bateaux et les troncs d'arbres que, pour le rompre, les Barbares pouvaient laisser descendre au fil de l'eau, ou atténuaient tout au moins la violence du choc. »

Comment enfoncer des pilotis sans les munir d'une armature avec pointe en fer? Leur extrémité légèrement appointée pouvait bien aider à assurer leur stabilité à fleur de sol, mais non à pénétrer profondément dans celui-ci. Puis, avec les machines connues des Romains, comment battre pilotis obliquement? C'est à peine

si nous y parviendrions de nos jours avec les moyens mécaniques bien plus perfectionnés que nous possédons. Enfin, si ce sont des pilotis, pourquoi les assembler par couple ? Un pilotis d'un pied d'équarrissage n'a pas besoin d'un voisin pour supporter une traverse de deux pieds. Ajoutons que des pieux enfoncés dans la direction du courant pour arc-bouter des pilotis sont absolument inutiles, et que la force du courant ne peut en aucune façon consolider de tels supports.

Tout le texte de César devient clair si l'on adopte, au contraire, l'idée d'un pont de chevalets. De dimensions trop considérables pour être mouillés d'une pièce, ces chevalets devaient être construits sur la rive d'abord, puis démontés : à l'aide de bateaux de manœuvre, les Romains mouillaient alors successivement les deux pieds, composés chacun de deux poutres reliées par des traverses : le pied d'aval était maintenu incliné à l'aide d'un arc-boutant, et le pied d'amont, en laissant les deux poutres jumelées s'incliner légèrement sous l'effort du courant. On fixait ensuite la traverse ou le *chapeau* de deux pieds d'équarrissage au moyen de chevilles, préparées à l'avance, et au-dessus on jetait le tablier qui, par son poids, assurait la stabilité des supports, dont la solidarité était en effet encore accrue par l'action du courant.

Un pont de pilotis n'était pas une opération si extraordinaire que César se fût donné la peine de la décrire avec tant de détails ; mais pour l'établir sur un fleuve comme le Rhin, avec les moyens relativement restreints qu'une armée romaine pouvait avoir à sa disposition, il lui eût fallu plus de dix jours. Un pont de chevalets, au contraire, véritable pont militaire tel que nous le construisons encore de nos jours, était sans doute une nouveauté, fruit du génie inventif du conquérant des Gaules ; il pouvait être jeté dans ce laps de temps : c'était une question d'habileté que les Romains acquirent bien vite, puisque, deux ans après, ils mirent beaucoup moins de temps à en jeter un semblable à peu près au même endroit.

Cette digression un peu longue était absolument nécessaire pour expliquer pourquoi nous avons dû adopter, avec Florus et Dion Cassius, le confluent de la Moselle et du Rhin pour théâtre

de la rencontre des Romains avec les Tenchtres et les Usipètes. Recherchons maintenant la route que César dut suivre pour y arriver.

L'année précédente, après une expédition interrompue par les pluies chez les Morins et les Ménapiens qui occupaient le littoral des Flandres française et belge, il avait ramené son armée et pris ses quartiers d'hiver chez les Aulerciens et les Lexoviens (III, 29), c'est-à-dire dans le Maine et le territoire de Lixieux, actuellement départements de la Sarthe, de la Mayenne et du Calvados. Au printemps, il convoque les principaux chefs gaulois, à Lutèce sans doute, d'où il part avec la cavalerie alliée. Jusqu'à Coblentz, la route est tracée par des voies romaines qui durent être construites sur d'anciens chemins gaulois : elle passe par Soissons, Reims, Mouzon, Carignan, Arlon, etc.

En parcourant cette voie, César dut se rendre compte des avantages que lui offrirait, dans une campagne contre les Trévires, une attaque par le nord qui lui permettrait de tourner leur barrière occidentale, l'Argonne. Mais comme la route traversait le pays des Éburons, où les peuples Germains qu'il avait poursuivis s'étaient engagés, on ne l'a pas oublié, il devait d'abord s'assurer leur amitié. Il n'a garde d'y manquer : l'Espagnol Q. Junius, un de ses officiers, leur est envoyé *plusieurs fois;* leur roi Ambiorix est délivré du tribut qu'il paye aux Aduatiques, et son fils et son neveu, que ces derniers ont reçus comme otages et qu'ils retiennent depuis lors en captivité, lui sont rendus par l'intermédiaire du proconsul (V, 27). Aussi l'alliance avec les Éburons semble-t-elle si étroitement établie, que lorsque Sabinus et Cotta arrivent à leur frontière, ils y rencontrent les deux rois, Ambiorix et Cativolcus, qui les fournissent de vivres (V, 26). Preuve incontestable que les Romains étaient attendus, et que le choix de ce pays pour y cantonner les troupes datait de loin, résultait d'un plan préalablement conçu et n'avait pas été inspiré seulement par la disette.

Dans le discours que César (V, 27) met dans la bouche d'Ambiorix cherchant à décider Q. Titurius à rejoindre avec les troupes romaines les camps de Cicéron chez les Nerviens ou de Labiénus

chez les Rèmes, il évalue à 50,000 pas l'éloignement du premier et à un peu plus celui du second. Le vague de cette dernière évaluation ne peut s'expliquer que par l'absence d'une route directe entre les deux camps, résultant de la nature du pays et de l'existence du massif montagneux et boisé de l'Argonne qui les sépare. Et en effet, c'est par des chemins détournés, à travers les forêts, que les soldats échappés du combat où furent anéanties les troupes de Sabinus et Cotta gagnèrent le camp de Labiénus et l'instruisirent du désastre (V, 37).

César, écrivant pour les Romains, n'a pu introduire dans son texte des mesures itinéraires qui leur étaient étrangères. Lors même que les renseignements qu'il donne lui eussent été fournis par les Gaulois, il aurait évidemment transformé leurs évaluations en mesures romaines. Mais ici, il a pu lui-même mesurer les distances, il a suivi les routes qui mènent aux trois camps, il connaît tout au moins deux des côtés du triangle aux sommets duquel ils sont situés. Nous devons donc admettre comme valeur des mille pas romains 1,481 mètres, c'est-à-dire, à un mètre près, mille doubles pas de $0^{m},74$, notre pas militaire, soit en chiffres ronds un kilomètre et demi.

Or un arc de cercle de 75 à 80 kilomètres, tracé de S[te]-Menehould comme centre, coupe la route de Mouzon-Carignan-Arlon, etc., dont nous avons parlé, en un point voisin de Vieux-Virton. Cette petite ville, et S[t]-Mard qui lui fait face, sont les localités où, dans le Luxembourg, on a retrouvé le plus de débris anciens : monnaies gauloises, objets en bronze, monnaies et poteries romaines, autel votif à Junon, etc. Les monnaies romaines appartiennent à diverses époques et indiquent une occupation prolongée. Toutefois, pour que nous puissions reconnaître dans ces localités celles dans le voisinage desquelles, deux fois, les armes romaines éprouvèrent un échec, il faut encore que, sous le double rapport géographique et topographique, elles répondent aux renseignements assez précis que nous donnent les *Commentaires*. C'est ce que nous allons examiner.

IV

Aduatuca, nom du camp où Sabinus et Cotta avaient pris leurs quartiers d'hiver et où César laisse la XIV[e] légion pour garder les bagages des neuf autres quand il pénètre en Éburonie pour en dévaster le territoire, Aduatuca était situé, nous disent les *Commentaires*, presque au milieu de la frontière éburonne (*Hoc fere est in mediis eburonum finibus*, VI, 32). En prenant cette phrase au pied de la lettre, on s'est dit que les frontières d'un peuple étant une courbe fermée, leur milieu ne pouvait être qu'au centre du territoire; on a même prétendu que ce mot *finibus* avait plutôt le sens de territoire que de frontière, ne prenant pas garde qu'au précédent chapitre César, racontant qu'Ambiorix et Cativolcus, chefs des Éburons, étaient venus à la rencontre de Sabinus et Cotta jusqu'aux *limites* de leur royaume, se sert exactement du même mot, *ad* FINES *regni* (V, 26).

Il y a eu là une méprise qu'on se fût épargné en n'isolant pas cette phrase de celles qui la précèdent. Quand César partage son armée en trois corps en quittant les bords du Rhin, il est chez les Trévires; dès lors sa phrase ne peut avoir d'autre signification que celle-ci : *Aduatuca est au milieu de la frontière éburonne commune au pays des Trévires.*

Le simple bon sens prouve du reste qu'il n'a pu en être autrement. César a hâte d'accomplir la sanglante exécution qu'il médite et pour la réussite de laquelle il vient d'accomplir trois expéditions, l'une chez les Nerviens, une autre chez les Ménapiens, la troisième au delà du Rhin, afin d'isoler l'Éburonie. C'est donc aussitôt qu'il pénètre sur ce territoire qu'il doit commencer ses ravages, et ses légions doivent auparavant se séparer de leurs bagages pour être plus libres de leurs mouvements : elles les laisseront dans une ville frontière. Aduatuca est choisi parce que ses retranchements sont encore intacts, mais certainement aussi parce que ce camp est sur la route suivie; s'il fallait perdre plusieurs jours pour y arriver, comme ce serait le cas si cette place

était au milieu du pays, le bénéfice de l'existence de ses remparts serait perdu.

La route que suit César en venant du Rhin, est celle qu'il a dû parcourir précédemment, après sa rencontre avec les Usipètes et les Tenchtres, et qui longe la rive gauche de la Moselle : il n'a pu en prendre d'autre. En effet, toute la région au nord de cette rivière, au delà de cette route, présente, dans l'Eifel d'abord, des terrains primaires, un sol volcanique, raviné, aride, n'offrant aucune ressource à une armée qui, par manque de routes, ne pourrait d'ailleurs se faire suivre par ses voitures de vivres; puis, dans l'Ardenne, une série de larges ondulations, très-boisées, déchirées par de nombreuses crevasses rendant les communications extrêmement difficiles, des terres peu fertiles et par conséquent une population très-clair-semée. Le chemin passant par Luxembourg, Arlon, Carignan, etc., est aussi le plus direct pour atteindre Durocortore, la capitale des Rémois, et c'est là, nous le savons, que, sa campagne finie, César ramène son armée (VI, 44).

C'est d'Aduatuca qu'il envoie ses trois corps, composés chacun de trois légions, pour parcourir l'Éburonie; il consacre sept jours, huit peut-être à la dévastation de la contrée, quatre pour s'étendre au loin, quatre autres pour revenir à son point de départ. La direction et l'étendue de ses incursions et de celles de ses lieutenants serviront à nous renseigner sur les limites que nous devons donner au territoire des Éburons.

Le texte des *Commentaires*, tel qu'il nous est connu, présente toutefois ici des difficultés d'interprétation qui ont donné naissance aux solutions les plus diverses, et, nous devons le dire, les plus étranges : « D'Aduatuca, César envoie Labiénus avec trois légions vers l'Océan, dans les parties du territoire éburon qui touche aux Ménapiens; Trébonius avec trois autres va vers les régions voisines des Aduatiques; lui-même, avec le troisième corps, se décide à se rendre à l'extrémité des Ardennes, *vers le fleuve Scaldis qui se jette dans la Meuse* (VI, 33). »

Bien que la nation des Ménapiens ne figure que pour 9,000 hommes dans la liste des forces opposées par les Belges aux Romains lors de la première apparition de César dans la Gaule

Belgique (II, 4), elle semble cependant occuper un territoire très-considérable. D'une part la Ménapie touche à la Morinie, et les habitants de ces deux pays, faisant cause commune, bravent encore les armes romaines quand tout le reste de la Gaule est pacifié : à la fin de l'été de l'an 55 avant l'ère chrétienne, quand César marche sur eux, ils se retirent les uns et les autres dans les profondeurs inaccessibles de leurs forêts marécageuses, et les pluies torrentielles de l'arrière-saison obligent les Romains à battre en retraite avant d'avoir remporté aucun succès (III, 29). C'est le Boulonnais, la Flandre et le pays de Waes, c'est-à-dire tout le littoral de la mer du Nord jusqu'à l'embouchure de l'Escaut qui semble avoir été le théâtre des opérations.

D'autre part, l'hiver suivant, à l'occasion de l'invasion des Tenchtres et des Usipètes, César nous apprend que les Ménapiens sont établis sur les deux rives du Rhin et jusque vers son embouchure (IV, 1). Tout le nord des Pays-Bas semble donc avoir appartenu au territoire de la Ménapie. Mais alors, où placer les Bataves? Cette question avait déjà préoccupé Wastelain [1], qui émet l'opinion que le nom de Ménapien était peut-être celui d'une confédération d'un grand nombre de peuplades [2].

Quoi qu'il en soit, à quelle partie de la frontière de la Ménapie touche le pays des Éburons? A celle que César a traversée au commencement de l'année dont nous nous occupons, et où il a fait pénétrer, par trois endroits à la fois et par trois ponts jetés rapidement sur un fleuve, les cinq légions sans bagages qu'il a partagées avec son lieutenant Fabius et le questeur Crassus (VI, 5 et 6). Malheureusement le soldat écrivain est très-sobre de détails sur cette expédition; aussi les commentateurs, trouvant un libre champ à leur imagination, se sont-ils livrés aux suppositions les plus extraordinaires sur la direction suivie par les cinq

[1] Wastelain, *Description de la Gaule belgique*, p. 136.

[2] En décomposant le mot de Ménapie on trouve *Men*, hommes, et *ebbe*, flots Peut-être, comme la Morinie qui tire son nom des *Moer* ou marais couvrant son territoire, faut-il donner pour limites à celui des Ménapiens, les points où le flot, la marée, cesse de se faire sentir dans les divers fleuves et rivières.

légions romaines. Une étude attentive des opérations militaires qu'il exécuta cette année avant de poursuivre sa vengeance contre les Éburons, mais dans le dessein de la rendre plus sûre, nous permettra peut-être de limiter l'étendue du terrain qu'il put parcourir et d'en déduire une solution probable du problème.

Suivons le texte de près (VI, 3 à 9). *Sans attendre la fin de l'hiver* (à la fin de février ou au commencement de mars, par conséquent), César quitte Samarobriva et, avec quatre légions, se jette à l'improviste sur le territoire des Nerviens, qu'il dévaste, puis il ramène ses troupes dans leurs quartiers d'hiver. Quelque rapidité qu'il y ait mis, il n'a pu terminer ses opérations militaires et recevoir la soumission des Nerviens en moins d'un mois, car ces peuples ont le tempérament guerrier, leur territoire est vaste, les chemins sont peu praticables en cette saison, et le pays est encore défendu par de fortes haies qui augmentent les difficultés de la route (II, 17).

Au printemps (donc en avril), César convoque l'assemblée des Gaules, puis la transfère à Lutèce, et c'est de là qu'il part de nouveau avec ses légions contre les Sénonais, qu'il surprend avant qu'ils aient eu le temps de rassembler leurs forces; il se laisse fléchir aussitôt que, éperdus, ils viennent demander leur pardon, et retourne à Lutèce clore l'assemblée, afin, dit-il, de ne pas perdre en discussions *un été* propre aux expéditions militaires. On peut donc admettre qu'en ce moment la bonne saison est arrivée, ce qui, pour nos climats, suppose le milieu de mai.

Après avoir envoyé à Labiénus, chez les Trévires, deux légions et tous les bagages de l'armée, de Lutèce il se dirige vers la Ménapie avec cinq légions, sans équipages, et accompagnées d'un fort contingent de cavalerie indigène.

Cette précaution d'envoyer tous ses bagages chez les Trévires indique bien l'intention de César de rejoindre Labiénus par un vaste mouvement tournant, sans devoir revenir sur ses pas après son expédition chez les Ménapiens. Et en effet, il pénètre chez ces derniers et les oblige à se réfugier dans leurs bois et leurs marais avec tout ce qu'ils possèdent. Après avoir incendié les maisons et les bourgs qu'il rencontre et enlevé quantité d'hommes et de

bestiaux; après avoir obligé ces peuples à demander la paix, il laisse chez eux la cavalerie de l'Atrébate Commius pour les surveiller et il entre chez les Trévires (VI, 9), au moment même où Labiénus vient de les vaincre. Il se décide aussitôt à traverser le Rhin, pour punir les Germains de l'aide qu'ils ont donnée à ces peuples et pour fermer toute retraite au delà du fleuve aux Éburons qu'il va exterminer. Il fait construire un pont semblable à celui que, deux ans auparavant, il avait jeté pour passer chez les Sigambres, un peu plus en amont, mais toujours en face du territoire des Ubiens, qui lui apprennent que les Suèves seuls sont coupables du secours porté aux Trévires. *Peu de jours après*, on lui rapporte que les Germains rassemblent leurs troupes; il charge les Ubiens de lui faire connaître ce qui se passe dans l'intérieur du pays, et ce n'est qu'après *quelques jours* encore qu'il apprend que les Suèves se sont retirés à l'autre extrémité de leur territoire, à l'entrée de l'immense forêt Bacenis. De peur de manquer de vivres, il se décide alors à ne pas aller plus avant; il revient sur ses pas, fait replier la plus grande partie du pont, élève sur la rive gauche du Rhin une tour à quatre étages et de nombreux retranchements, y laisse une garde de douze cohortes, et seulement alors commence son expédition contre les Éburons. *Les blés commençaient à mûrir* (VI, 29) : on est donc, au plus tard, à la mi-juillet.

En tenant compte du temps employé par César pour construire le pont du Rhin, passer le fleuve avec son armée, s'avancer sur la rive droite, revenir, replier le pont et élever la tour et les retranchements, il restera à peine un mois pour l'excursion en Ménapie, depuis le départ de Paris jusqu'à l'arrivée de César aux environs de Coblentz. Calculons l'étendue de la route qu'il a pu parcourir; cette mesure nous permettra de limiter sa course au nord, chez les Ménapiens.

Quelle était la longueur moyenne de l'étape du soldat romain? 20,000 pas, 30 kilomètres, a-t-on dit. A notre connaissance, César exécute une seule fois cette marche, en se portant au secours de Cicéron assiégé par les Nerviens (V, 47); il vient d'apprendre le péril que court son lieutenant, il marche à grandes journées, avec

des troupes fraîches, sans les bagages qu'il a laissés à Samarobriva, et cependant cette première marche est si extraordinaire qu'il croit devoir la mentionner! Telle n'était pas habituellement en effet la vitesse des légions dans les Gaules. Au livre II, lorsqu'il quitte les Sequanes pour aller combattre les Belges, il reste quinze jours en route (II, 2); or, de Besançon à Vitry-le-Français, que l'on peut considérer comme les deux extrémités du chemin parcouru, il y a 238 kilomètres. En supposant même deux jours de repos, la vitesse moyenne des légions n'eût donc été alors que de 18,300 mètres par jour!

Qu'on ne s'en étonne pas. Turenne ne parcourait guère plus de 16 kilomètres, à une époque où les voies de communications étaient bien meilleures que celles que suivit César. Les marches les plus rapides de Frédéric le Grand, et pendant un très-petit nombre de jours, n'excèdent jamais 25 kilomètres. De nos jours, après Sadowa, l'avant-garde du prince Frédéric-Charles poursuivant les Autrichiens ne fait pas au delà de 21 kilomètres, et, dans nos guerres contemporaines, l'exemple le plus remarquable de marches rapides que l'on puisse citer remonte à l'an 1796 : Masséna poursuivant Würmser dans la vallée de la Brenta, du 1er au 14 septembre, en treize étapes, avec un seul jour de repos, parcourt 378 kilomètres, soit 29 kilomètres par jour. Or, qu'on le remarque bien, ces marches s'opérèrent sur des routes modernes, bien différentes de celles existant à l'époque de César, s'il en existait; dans des pays très-peuplés, où l'abondance des vivres n'exigeait pas, à l'arrivée au gîte, de longues courses pour se les procurer, où la marche n'était pas ralentie par la nécessité de conduire avec soi des troupeaux de bêtes de boucherie pour assurer la nourriture du soldat, où l'on n'avançait pas en aveugles, dans des parages inconnus, entourés de périls, où chaque jour l'on n'était pas obligé, en arrivant à l'étape, de construire, selon la coutume romaine, un camp retranché pour y passer la nuit. Dans les conditions où se trouvait César, une marche moyenne de 22 kilomètres, telle qu'on l'admet actuellement, est un maximum qu'il lui eût été impossible de dépasser, et l'on ne peut supposer qu'il l'ait atteint que parce que ses cinq légions étaient sans bagages.

Or trente jours de marche à 22 kilomètres donnent 660 kilomètres parcourus.

En ligne droite, à vol d'oiseau, de Paris à Coblentz, on en compte 420; en ajoutant $^1/_6$ pour les détours de la route on arrive à 490 kilomètres. Le détour plus considérable que César a dû effectuer pour se rendre chez les Ménapiens ne peut donc dépasser 170 kilomètres. En lui faisant suivre la route de Paris, Bavay, Tongres, Maestricht, Aix, Bonn et la rive droite du Rhin jusqu'à Coblentz, on obtient, avec l'augmentation du $^1/_6$, 630 kilomètres. Tout itinéraire qui s'éloignerait quelque peu de celui-ci doit donc être absolument écarté, le temps faisant défaut pour le parcourir.

Rien d'ailleurs dans le récit de l'expédition en Ménapie n'est en contradiction avec cette hypothèse. Le fleuve passé sur trois ponts est la Meuse, dont l'importance, au-dessous et au-dessus de Maestricht, n'est pas telle qu'une armée, sans équipages et usant des matériaux, bois et bateaux, trouvés sur les lieux, ne puisse en un jour ou deux construire trois ponts pour le traverser. Le pays au delà, entre Maestricht et Bonn, est encore aujourd'hui en beaucoup d'endroits boisé et marécageux et conforme à la description des lieux où les Ménapiens en fuite se retirèrent à l'approche des Romains. Pressé qu'il est d'atteindre les bords du Rhin pour prendre les Trévires à revers pendant que Labiénus les attaque en face, et pour s'opposer à l'arrivée des secours que ces peuples attendent des Germains de la rive droite du fleuve, César ne dut pas en Ménapie pousser la poursuite bien loin : quelques bourgades surprises par sa cavalerie, quelques troupeaux capturés et la soumission de quelques chefs secondaires sur la frontière de l'Éburonie, suffisaient au but qu'il poursuivait et que devait compléter l'Atrébate Commius, resté sur la frontière avec la cavalerie indigène pour empêcher les fugitifs de la traverser. Son expédition avantureuse est une sorte de *raid*, de la nature de ceux qu'ont accomplis de nos jours les Morgan et les Jackson pendant la guerre de la Sécession américaine, et qu'un génie comme le sien pouvait seul mener à bonne fin.

La zone comprise entre Maestricht et Bonn est donc la limite extrême que l'on peut attribuer à l'expédition de César, et se trouve au delà des points qu'atteignit plus tard Labiénus.

Remarquons que l'œuvre de dévastation dont est chargé ce dernier exige une marche très-lente. Les difficultés qu'il rencontre, nous les connaissons (VI, 34) : « La plus grande prudence était » nécessaire pour pénétrer dans le pays; les troupes réunies » n'avaient rien à craindre d'hommes dispersés et effrayés; mais » le péril était considérable pour les petits détachements qu'il » fallait former pour pénétrer dans ces fourrés par des chemins » malaisés, qui interdisaient absolument toute marche compacte ; » et César laisse entendre que, plus d'une fois, les soldats, entraînés loin de la colonne par l'appât du butin, tombèrent dans les piéges que leur avaient tendus les Éburons. Aussi, son souci de tenir ses troupes massées est si grand, qu'il ne maintient même aucune relation avec Aduatuca et que, le septième jour après son départ, Cicéron qui y commande n'a encore reçu aucune nouvelle de lui (VI, 36).

La limite extrême qu'on peut attribuer à l'étendue de l'étape est donc encore de 22 kilomètres, et pendant les sept ou huit jours, retour compris, que durèrent les expéditions de César et de ses lieutenants, ils ne purent s'éloigner au delà de 75 à 90 kilomètres d'Aduatuca. C'est donc jusqu'à l'Amblève que Labiénus conduisit ses légions dans l'hypothèse que nous soutenons, à travers une contrée extrêmement difficile, couverte de bois, de marécages sur les hauts plateaux, et c'est tout au plus si sa cavalerie, lancée en avant, dans un pays accidenté, aride, put arriver jusqu'à la Vesdre.

Mais alors que signifie *ad Oceanum*, pourquoi César dit-il qu'il envoya Labiénus vers l'Océan? la frontière septentrionale de la province de Liége en est bien éloignée. Oui, certes, et nous pouvons nous en assurer, nous qui possédons des cartes de la contrée; mais César était-il aussi instruit? Nous pouvons certifier qu'il n'en était rien. Tout le nord de la contrée lui est inconnu, ou il ne le connaît que par ouï-dire ; des distances surtout il n'a aucune idée. La preuve ressort de la façon vague dont il en parle. En citant les peuples dont le territoire est arrosé par le Rhin, il nomme les Trévires les derniers, et cependant leurs frontières s'arrêtaient à l'Aar (IV, 10). Aussitôt après, il conte qu'en appro-

chant de la mer « le Rhin se divise en plusieurs branches, forme » quantités de grandes îles, la plupart habitées par des nations » féroces et sauvages qui vivent, *dit-on*, de poissons et d'œufs » d'oiseaux, et qu'il se jette dans l'Océan par plusieurs embou- » chures. » Les Ménapiens, qui touchent aux Trévires et qu'il vient d'aller visiter, ont leur territoire, nous a-t-il dit, près de l'embouchure du Rhin, puisque c'est en ce point que les Tenchtres et les Usipètes ont traversé le fleuve (IV, 1); il les a toujours vus, comme les Morins, établis sur les côtes de la mer, il ne doit donc pas croire celle-ci bien éloignée. Enfin, autre preuve encore de l'ignorance dans laquelle il est de la partie septentrionale des Pays-Bas, ce sont les vagues limites qu'il assigne au territoire des Nerviens, « qui s'étend, nous dit-il, jusqu'à l'extrémité de la » Belgique! (II, 4) »

Nous ne devons pas nous en étonner. Un siècle plus tard Pline dépeint encore la Hollande et la Zélande, le territoire des Bataves, en homme qui ne les connaît guère que par les récits qu'on lui en a faits : « L'Océan se répandant sur les terres deux » fois par jour, dit-il, fait douter éternellement si ce pays est » terre ou mer. Une misérable population occupe des hauteurs » naturelles ou des tertres élevés par la main des hommes. A voir » ces habitations entourées par les flots, on dirait des navires à » la voile, et on les prendrait pour des bâtiments élevés sur le » sable lorsque le flot s'est retiré (XVI, 1). » Rien n'est plus poétique; mais quelqu'un qui aurait visité ces contrées en ferait-il cette description imagée et fabuleuse?

C'est dans ces îles, que César non plus n'a pas vues, qu'allèrent, selon lui, se réfugier les Éburons rapprochés de la frontière ménapienne, malgré la cavalerie de l'Atrébate Commius, et malgré les obstacles que purent leur opposer les Ménapiens nouvellement soumis aux Romains! Étrange contradiction! C'est pour leur fermer la retraite à l'Ouest, au Nord, à l'Est, que le proconsul prétend avoir exécuté, avant de se jeter sur l'Éburonie, ses trois expéditions chez les Nerviens, les Ménapiens et les Germains; partout il est vainqueur et les nations se soumettent, et cependant ce malheureux peuple qu'il veut exterminer lui échappe de

tous côtés, et il ne peut même mettre la main sur Ambiorix, leur chef détesté, malgré les efforts qu'il déploie et les nombreuses troupes qu'il envoie à sa poursuite! Cela ne prouve-t-il pas que les récits de César, comme ses bulletins de victoire, ne doivent être accueillis que sous bénéfice d'inventaire, et que la critique historique ne doit pas seulement analyser le texte des *Commentaires*, mais encore les faits qu'ils nous font connaître, pour tâcher d'en déduire ceux que leur auteur a voulu nous cacher?

Cherchons à déterminer également la direction prise par César lui-même. « Avec trois autres légions, nous dit il, il se rend » vers le fleuve Scaldis, lequel se jette dans la Meuse, et gagne » l'extrémité des Ardennes, où l'on disait qu'Ambiorix s'était » retiré avec quelque cavalerie. »

Il est peu de phrases dans les *Commentaires* qui aient donné lieu à des interprétations plus extraordinaires que celle-ci. Ce nom de *Scaldis*, donné au fleuve qui se jette dans la Meuse, a été traduit par *Escaut*, et l'étendue exagérée de 500,000 pas, donnée précédemment à la forêt des Ardennes (VI, 29), a servi d'argument à l'appui de la thèse qui fait arriver César en Zélande, vers les embouchures de ces deux fleuves, seuls points de leurs parcours où ils mêlent leurs eaux. La courte absence de César est, il est vrai, une difficulté à cette interprétation; mais en admettant que Tongres fût l'ancienne Aduatuca, le général Creuly [1], comptant 90 kilomètres en ligne droite de cette ville à l'Escaut, trouve que les Romains en 7 marches de 30 kilomètres, leur *justum iter*, soit 210 kilomètres, ou 180 augmentés du sixième pour les détours de la route, eurent précisément le temps de s'y rendre et d'en revenir.

Examinons la question :

Il est bien prouvé aujourd'hui que jamais l'Escaut ne s'est jeté dans la Meuse, ni à l'époque de César, ni auparavant, à moins de remonter aux périodes préhistoriques. D'ailleurs, si le fait avait existé, César l'aurait mentionné au livre IV, § 10, où il nous

[1] GÉNÉRAL CREULY : *La carte des Gaules*, REVUE ARCHÉOLOGIQUE, nouvelle série, t. VII, 1863, p. 381.

apprend que le Wahal, un bras du Rhin bien moins important que l'Escaut, est un affluent de la Meuse.

Nous devons donc rejeter, sous peine de donner un accroc à la géographie, la traduction de *Scaldis* par *Escaut*, et rechercher quelles sont les rivières qui, situées sur la rive droite de la Meuse, se jettent dans ce fleuve et dont la vallée pouvait servir de route à César pour arriver, comme il le dit, à l'extrémité des Ardennes.

Constatons d'abord qu'il ne peut être question de la lisière de cette forêt qui touche au Rhin, puisque toute l'armée romaine en venait; c'est donc de l'autre extrémité, de celle qui sert de frontière aux Nerviens (VI, 29) que César veut parler. Sans compter la vallée de l'Ourthe, beaucoup plus au nord et dont le débouché n'est plus dans les Ardennes, deux vallées aboutissent à la Meuse: celle de la Semoy et celle de la Chiers. La première, par ses nombreux méandres occasionnés par le terrain rocheux au milieu duquel elle serpente et qui la rendent impraticable à une armée, est absolument à rejeter; la seconde, au contraire, offre, de temps immémoriaux, une route très-praticable aboutissant à Sedan, d'où César pouvait suivre la vallée de la Meuse jusque Charleville, et, par la petite vallée de la Sormonne, atteindre l'extrémité de la forêt. De Virton à Maubert-Fontaines, il y a 87 kilomètres, et la route, déjà parcourue en partie par César dans ses campagnes précédentes, n'offrait aucune difficulté. Il n'y a donc dans cette hypothèse rien que de très-acceptable. *Scaldis*, de *Schelde*, nom flamand de l'Escaut, devait naturellement être traduit comme il l'a été; mais il est à supposer que, cette fois encore, les copistes du texte des *Commentaires*, ignorant la géographie du pays, mais non le nom du grand fleuve, ont cru bien faire en transformant en *Scaldis* le nom latin de la Chiers qu'ils ont mal lu. Or ce nom est *Carus*, *Caris* ou *Scaris*, ce dernier probablement le plus ancien, et celui qu'aura écrit César.

C. Trébonius, envoyé dans les régions voisines des Aduatiques dut prendre une direction intermédiaire entre celles de Labiénus et de César, et s'étendre au nord de la Semoy, vers la Lesse et la Meuse. Nous savons, en effet, que les Aduatiques sont voisins

des Éburons et des Nerviens, puisqu'en se rendant sur le territoire de ces derniers, c'est chez eux d'abord que passe Ambiorix après le massacre des légions de Sabinus et Cotta (V, 38). Il en résulte donc que c'est sur la rive droite de la Meuse qu'il faut placer ces descendants des Cimbres et des Teutons, au nombre de 6,000, laissés à la garde des bagages, lorsque leurs compatriotes descendirent vers le midi de la Gaule et l'Italie, où ils furent exterminés. Cette région, comprise entre la Meuse, l'Ourthe et la Semoy a, du reste, bien l'aspect topographique qui convient au pays où se trouvait cette place de refuge qu'allèrent occuper les Aduatiques après le résultat fatal de la bataille de la Sambre où furent vaincus les Nerviens (II, 29). « Elle était, dit César, singulièrement fortifiée par la nature. Environnée sur tous les points de son enceinte de rocs escarpés et de profonds précipices, elle n'avait qu'un côté accessible, formé par une montée en pente douce d'une largeur d'environ 200 pieds et fermée par une muraille double, très-élevée, sur laquelle avaient été amassés des quartiers de rocs et des poutres aiguisées. » Place d'une étendue considérable, sans doute, puisque 57,000 habitants purent s'y renfermer.

Il nous est possible maintenant de fixer, tout au moins approximativement, les limites de l'Éburonie. A l'ouest, elles s'étendent sur la rive gauche de la Meuse jusqu'à la lisière de la forêt des Ardennes, passant par Maubert-Fontaines, Couvin, Givet. Au sud, elles se confondent avec la frontière des Trévires : c'est la Sormonne, la Meuse, de Charleville à Sedan, puis la Chiers et la Crune. A l'est, c'est la Moselle, de Thionville à Wasserbilich, puis la Nure et l'Our; au nord enfin, la Vesdre, l'Ourthe et la Lesse. C'est, comme on le voit, l'ancien duché de Luxembourg, une partie des provinces de Liége, de Namur, du département français des Ardennes : territoire, en somme, assez restreint, contenant de vastes espaces marécageux, dont des forêts épaisses et d'arides bruyères diminuent, en bien des points, les parties réellement habitables, et justifient la qualification de *peuple faible et obscur*, donnée par César aux Éburons (V, 28).

Mais, nous dira-t-on, vous faites entrer dans l'Éburonie la

Famène, où se trouvaient les Pæmanes, et vous ne tenez aucun compte de l'indication de César relative au pays des Condruses et des Sègnes, qui étaient entre les Trévires et les Éburons (VI, 32).

En admettant que la Famène tire réellement son nom des Pæmanes qui l'habitaient et que le Condroz actuel soit l'ancien territoire des Condruses, ce que nous ne cherchons nullement à nier, encore faudrait-il prouver qu'il en était déjà ainsi du temps de César. Or, qu'on veuille bien remarquer que le passage du conquérant sur la rive droite de la Meuse fut marqué par la destruction partielle ou totale des Aduatiques et des Éburons; les territoires occupés par ces deux peuples devinrent donc disponibles. Dès lors, il est naturel de supposer qu'ils furent occupés par les autres peuplades d'origine germanique habitant l'Entre-Meuse-et-Rhin, qui y trouvèrent des terres meilleures que celles qui, jusqu'alors, leur étaient échues en partage. Jouissant enfin, sous la protection des établissements militaires créés par les Romains sur la rive gauche du Rhin, d'une sécurité qui leur avait été inconnue tant qu'avaient duré les incessantes émigrations des Germains d'au delà du fleuve, ils s'établirent d'une manière définitive, et, *seulement alors*, donnèrent leur nom au pays. Si, dès l'époque de César, les peuplades belges d'Entre-Meuse-et-Rhin avaient déjà occupé les territoires que nous voyons encore en leur possession plusieurs siècles après, pourquoi les noms de l'Éburonie[1] et de l'Aduatuquie n'auraient-ils survécu comme ceux des Pæmanes et des Condruses? Les nouveaux possesseurs des territoires devenus vacants par la dépopulation de la contrée n'auraient pu, en effet,

[1] L'hypothèse qui fait occuper la majeure partie des Ardennes par les Éburons, acquiert encore plus de poids par cette remarque que leur nom Ebur(onis) ne peut devoir à un simple effet du hasard sa similitude avec le nom de l'animal que ces forêts avaient pour hôte principal; nous voulons parler du sanglier. Ce nom se dit en effet *Èber* en langage teutonique de la moyenne et de la haute Allemagne, et *Ever* dans la basse Allemagne et dans le langage thiois. Par extension, on pourrait supposer que la plupart des villages: Evere, Evergem, Everberg, Evregnies, Evrehaille, etc., ont été fondés par les Éburons proscrits et persécutés, qui sont allés s'établir par groupes sur divers points des contrées voisines.

en changer les noms si rapidement, que la trace en fût perdue même pour les écrivains venus peu de temps après César.

V

La position géographique de Vieux-Virton est-elle en désaccord avec quelqu'une des indications que nous fournissent les *Commentaires* sur Aduatuca?

Sa distance au Rhin est de 160 à 170 kilomètres; César, dans quelque passage de ses écrits, indique-t-il pour le camp de la XIVe légion un voisinage plus immédiat du fleuve ou plus d'éloignement?

Quelque vagues que soient les renseignements qu'il nous donne à cet égard, nous pouvons affirmer néanmoins qu'aucun d'eux ne dément notre thèse. Dans le discours que César prête à Ambiorix exposant à Arpineus et à l'Espagnol Junius la situation politique qui ne lui a pas permis d'empêcher les Éburons d'attaquer le camp romain, se trouvent ces paroles : « De nombreuses » troupes de Germains ont passé le Rhin et arriveront dans » deux jours (V, 27). » — Malgré son désir de semer l'épouvante dans l'esprit des Romains, en grossissant à leurs yeux le nombre des ennemis et l'imminence du péril, il estime néanmoins que deux jours s'écouleront encore avant l'arrivée de ces alliés dont le passage du Rhin lui est déjà connu. C'est donc qu'il y a au moins quatre journées de marche jusqu'à ce fleuve, non plus des marches de 22 kilomètres en moyenne, mais de 40 à 60, car les Germains voyagent à cheval et ne sont pas arrêtés comme les Romains par les précautions à prendre en pays ennemi, ni par la construction des camps où ils doivent passer la nuit.

Plus tard, lorsque César envoie, des bords du Rhin, Basilus en avant avec sa cavalerie pour tenter sur l'Éburonie une surprise rendue possible par une marche rapide (VI, 30), il lui recommande *de ne pas allumer de feu dans son camp* afin de ne pas dénoncer sa présence; ceci prouve que Basilus devait mettre plus

d'un jour pour arriver dans le pays, puisqu'il devait établir un camp pour y passer la nuit.

Après avoir passé le Rhin à 30,000 pas (45 kilomètres) de l'emplacement du deuxième pont construit par César, c'est-à-dire un peu en dessous de Bonn, les Sigambres au nombre de 2,000 cavaliers pénètrent sur le territoire des Éburons et arrivent devant Aduatuca le septième jour de l'absence de César. Il est probable que celui-ci n'avait pas attendu le jour de son départ du camp pour envoyer des députés chez tous les peuples voisins, leur offrant l'espoir du butin et les invitant au pillage des terres des Éburons (VI, 34). Si l'arrivée des Sigambres est si tardive, c'est donc encore une fois qu'il faut compter plusieurs journées de marche de cavalerie du Rhin à Aduatuca.

Nous avons dit combien la situation de Vieux-Virton répondait à la condition de se trouver presque au milieu de la frontière commune aux Éburons et aux Trévires, et l'évaluation de 50,000 pas environ du camp de Labiénus nous a servi à déterminer l'identité probable de cette localité avec Aduatuca. Remarquons enfin que son autre distance de 50,000 pas du camp de Cicéron, éloigné lui-même de 60,000 du camp de Labiénus, nous reporte un peu au delà de la lisière de la forêt des Ardennes dont nous avons parlé, donc sur le territoire des Nerviens, ce qui est d'accord encore une fois avec les *Commentaires*. Ce camp de Cicéron était probablement situé à Rumigny (*Ruminiacum*) sur la Sormonne et sur la route gauloise qui, traversant l'Oise à Étréaupont (*Streat* au pont), reliait, presque en droite ligne, Amiens, Péronne, Saint-Quentin et Vervins à Mézières.

Les camps romains n'avaient pas le développement que nous leur donnerions de nos jours. A cause de la nature de l'armement du soldat, la formation des légions étant basée sur l'ordre profond, c'était aussi sur une défense de même nature que se calculait le développement des remparts. Dans les camps élevés par les armées consulaires à leur halte quotidienne, on comptait 21 hommes par toise (1^m,95). Le camp d'Aduatuca, fondé pour une légion et cinq cohortes, donc environ 6,000 hommes, aurait donc présenté un développement d'environ 560 mètres, soit un carré

de 140 mètres de côté, c'est-à-dire de moins de 2 hectares d'étendue. C'est évidemment trop peu. L'espace resserré dans lequel une armée de cette force peut passer la nuit, ne convenait évidemment pas à un camp d'hiver, aux retranchements desquels on pouvait donner plus de résistance, et où il était nécessaire de ménager des logements et des installations pour les services auxiliaires. L'étendue du camp d'Aduatuca devait donc être assez considérable, et, ce qui le prouve, c'est que ces mêmes retranchements qui, en l'an 55, avaient été construits pour une légion, cinq cohortes et leurs bagages, en l'an 53 suffisent, momentanément il est vrai, à renfermer, avec à peu près le même nombre de soldats, les bagages de dix légions, ainsi que le nombre considérable de chevaux et de valets qu'une telle affluence d'impédiments comporte.

Remarquons encore que ces nombreux chevaux restèrent renfermés dans l'intérieur du camp sept jours entiers sans en sortir (VI, 36), ce qui exigeait que le camp fût pourvu d'une grande quantité d'eau. Des puits nombreux eussent pu la fournir; mais ni alors, ni à l'époque de la première occupation d'Aduatuca, le temps pour les creuser n'aurait suffi. Il faut donc admettre qu'un cours d'eau traversait le camp, ce qui fixe son emplacement dans une vallée, assez large toutefois pour que, des collines voisines, on ne puisse l'incommoder. Saint-Mard et Vieux-Virton sont au confluent de la Vire et du Ton, petites rivières dont le produit va non loin de là grossir la Chiers; elles coulent entre des collines dont les pieds sont éloignés de 800 à 1,000 mètres, au milieu de prairies fournissant d'excellents fourrages pour les chevaux, alors que les forêts dont les collines étaient couvertes donnaient en abondance le bois à brûler et les bois de construction pour les huttes, les palissades; près de là des champs cultivés indiquaient la présence d'une population agricole. Ajoutons que cette localité appartient à cette zone arlonaise à laquelle un climat comparativement doux a mérité le nom de « Petite Provence », et que devaient rechercher les Romains peu habitués aux rudes hivers de nos climats.

Mais les environs de Vieux-Virton nous présentent-ils les détails topographiques indiqués par César ?

Cherchons d'abord cette longue et étroite vallée située à 2,000 pas (3 kilomètres) du camp, où les Éburons, divisés en deux corps et placés en embuscade dans un lieu couvert et avantageux, c'est-à-dire dans une position dominante et boisée, attendirent les Romains et les attaquèrent, à la fois en tête et en queue, aussitôt qu'ils s'y furent engagés (V, 32).

Il n'est pas admissible que Sabinus et Cotta se dirigèrent vers le camp de Labiénus. En hostilité avec les Trévires, ils n'auraient pu, du reste, traverser leur territoire dans une marche en retraite sans se rencontrer avec eux. De Virton à Ste-Menehould, tout un massif de forêts, puis la Meuse et l'Argonne, sont d'ailleurs des obstacles qu'une armée voyageant avec ses bagages ne pouvait surmonter.

C'est donc vers le camp de Cicéron, chez les Nerviens, que la colonne romaine se dirigea, et c'est la route d'Arlon à Yvoir (Carignan) et la vallée de la Meuse qu'elle a dû chercher à atteindre.

La route actuelle de Vieux-Virton à Florenville suit la vallée du Ton jusque près de Dampicourt en se dirigeant vers l'ouest, puis remonte au nord la vallée du *ruisseau des Forges* ou *de Berchive*, passe à Meix (de *Mansium*) et à Gérouville, ancienne station où ont été découvertes des substractions antiques de villas romaines, des monnaies gauloises et une épée en bronze, qui font remonter à une haute antiquité l'existence de cette voie. Abandonnant en ce point la direction de Florenville et inclinant à l'ouest par Orval, on rejoint la Chiers à Carignan. On arriverait plus rapidement à la Chiers en suivant de Vieux-Virton le cours du Ton, mais la vallée marécageuse ne pouvait convenir à une armée accompagnant une longue colonne de bagages, et d'ailleurs c'eût été un détour pour atteindre Carignan.

La vallée de Berchive a de 100 à 150 mètres de largeur et les collines qui la forment, à pente moyennement inclinée, ont une altitude de 100 mètres environ. De distance en distance, dans le flanc des collines, de petits vallons, des plis de terrain boisés et encaissés présentent des postes remarquablement avantageux pour y tendre des embuscades. Il y en a un devant Houdrigny et un autre

à hauteur de Meix, 3,600 mètres plus loin, au point où la route monte vers Gérouville.

Or, du confluent de la Vire et du Ton à Houdrigny, par le chemin ancien, encaissé, qui traverse le mamelon autour duquel tourne la route actuelle avant de s'engager dans l'étroite vallée que nous avons dépeinte, il y a justement 3,000 mètres. C'est en ce point que les Éburons durent attaquer la queue de la colonne, pendant que leur autre troupe tombait sur l'avant-garde à Meix et l'empêchait de gravir la pente qu'elle avait devant elle, vers Gérouville (V, 32).

Il serait difficile, croyons-nous, de rencontrer une situation topographique traduisant avec plus d'exactitude le texte de César.

Si du livre V nous passons au livre VI, qui nous décrit un autre aspect des environs d'Aduatuca, malgré les transformations que vingt siècles de grande culture ont pu faire subir au relief du sol, nous retrouvons sur le terrain que nous examinons les particularités citées dans les *Commentaires*.

Pendant que les neuf légions de César, de Labiénus et de Trébonius détruisent le pays éburon, le septième jour après leur départ, cédant aux prières des soldats qui se plaignent qu'on les tient enfermés dans le camp comme s'ils y étaient assiégés, et persuadé d'ailleurs que, couvert par les légions et leur nombreuse cavalerie, il n'a rien à craindre d'un ennemi dispersé et presque détruit, Cicéron autorise cinq cohortes à aller couper des blés à 3,000 pas du camp (4,500 mètres), dans la campagne voisine dont une colline seulement les séparait. Trois cents soldats, restés au camp comme malades, mais que ces quelques jours de repos ont rétablis, sortent en même temps sous une même enseigne, ainsi qu'une foule de valets avec un grand nombre de chevaux (VI, 36).

En consultant la carte des environs de Virton, il est aisé de s'assurer qu'il n'existe qu'une seule colline au delà de laquelle ont pu se trouver des champs de blé à 4,500 mètres du camp : elle est au sud-ouest et sépare Virton de Harnoncourt. Son altitude est en moyenne de 60 mètres au-dessus du fond de la vallée du Ton, à l'exception d'un mamelon plus élevé de 20 mètres, qui

répond assez bien à l'idée du *tumulum* dont parle César (VI, 40).

Ce n'était pas la nécessité de se procurer des vivres qui avait décidé Cicéron à permettre aux troupes de sortir du camp; il avait cédé aux sollicitations des soldats, d'autant plus vives qu'elles avaient pour mobile un sentiment de curiosité bien naturel : ils étaient dans le voisinage de cette vallée funeste où deux ans auparavant une légion romaine avait été anéantie; pouvaient-ils ne pas désirer la visiter?

Les trois groupes sortis d'Aduatuca se dirigent vers l'ouest : les trois cents soldats sous la même enseigne prennent le chemin de Houdrigny qu'avaient suivi Sabinus et Cotta; les cinq cohortes traversent directement la colline qui les sépare des champs de blé vers Harnoncourt, et les valets descendent le cours du Ton, dont les rives leur offrent une herbe abondante pour leurs chevaux. Tout ce monde est disséminé sur un espace de plusieurs kilomètres d'étendue, lorsque les Sigambres essaient de pénétrer dans le camp par la porte décumane (VI, 37). Ils arrivent du Rhin et débouchent, par conséquent, par la vallée de la Basse-Vire ou du Ton, venant de l'est; ils ne peuvent donc rencontrer sur leur passage les troupes romaines qui occupent le terrain du côté opposé.

Au retour des soldats, ce sont ceux revenant du fourrage qui les premiers entendent les cris : comme pour l'aller, ils ont pris à travers la colline et sont au sommet quand ils perçoivent les clameurs partant du camp. Ils s'arrêtent, et la cavalerie, toujours dans la vallée qu'elle remonte maintenant, prend les devants et reconnaît le danger.

Toute cette cavalerie, qu'on ne l'oublie pas, n'est pas composée de soldats, mais de valets, de conducteurs des attelages des chariots à bagages, montés à poil sur un cheval et tenant en main la longe d'un ou de deux autres. Ils ne sont pas armés et, aussitôt qu'ils se voient attaqués, ils ne pensent qu'à fuir : les uns remontent la colline cherchant à rejoindre les cohortes, les autres, plus éloignés, se joignent à l'enseigne des trois cents soldats débouchant de la vallée des Forges.

Il dut y avoir en ce moment là deux groupes parfaitement distincts, sans quoi l'on ne comprendrait guère la destinée si différente de l'enseigne et des cohortes. Si les trois cents vétérans se fussent trouvés à côté des soldats revenant du fourrage et n'ayant d'autre arme sans doute que la faucille qui leur avait servi à couper le blé, leur devoir leur ordonnait de les défendre, de leur faire un rempart de leurs corps et de les ramener au camp. Or, nous les voyons, au contraire, y rentrer seuls, sans perdre un homme, et la cavalerie s'y précipiter à leur suite. Pourquoi les cinq cohortes ne prirent-elles pas ce chemin? Évidemment parce que les Sigambres, à mi-côte entre le sommet de la colline et le camp, leur en ôtaient la possibilité. Étonnés de l'audace de cette petite troupe de vétérans qui, en bon ordre, se dirigeait vers Aduatuca, dédaigneux de cette multitude de chevaux de trait fatigués par une longue campagne et qui ne leur offraient qu'un maigre butin, les Barbares se vengent de leur insuccès en se précipitant sur ces cohortes désarmées et que l'héroïsme de leurs centurions trop peu nombreux ne parvient pas à sauver. Il semble qu'elles redescendirent la colline du côté opposé au camp, peut-être pour gagner les bois qui leur offraient un refuge, se plaçant ainsi, par leur manque d'expérience, dans *cette position désavantageuse* qui devait leur être si fatale.

C'est le lendemain du combat que, en retard d'un jour, César rejoint le camp, et c'est sur les lieux mêmes qu'on lui dépeint les péripéties de la lutte. Le terrain qu'il décrit il l'a parcouru, et l'on peut se fier à l'image qu'il nous en donne et que nous retrouvons si fidèlement reproduit dans le levé topographique des environs de Virton joint à ce mémoire.

VI

On remarquera que nous avons jusqu'à présent écarté tout argument basé sur certaines ressemblances de nom, pour nous en tenir uniquement aux preuves stratégiques et topographiques.

Nous aurions pu cependant faire valoir à l'appui de notre thèse la lecture *ad Varutam* de quelques anciennes éditions[1], et surtout la version grecque *βαρυτυν* de l'édition de Cambridge publiée en 1706 par Davies. Mais reconnaissant avec M. Roulez[2] que César ne met *jamais* une préposition devant un nom de ville employé seul lorsqu'il se trouve joint à un verbe de mouvement, nous nous en tenons à *Aduatucam*. Mais n'est-ce pas la condamnation de notre thèse, et ne faut-il pas admettre, conformément aux conclusions d'un autre érudit « que tant qu'on n'aura pas retrouvé » une autre localité portant une dénomination approchant d'Aduatuca, Tongres aura toujours, quoi qu'on fasse, un titre positif à » invoquer en sa faveur, par la raison, devenue un axiome, que » les noms se perpétuent d'ordinaire avec une persistance étonnante à travers les migrations des peuples et des guerres » incessantes ? » (WAUTERS).

Examinons ce nom d'Aduatuca, qui n'est pas isolé dans les écrits du conquérant, puisqu'il appartient encore à l'un des peuples habitant les mêmes régions, ce qui a fait supposer à l'un des plus savants commentateurs des pages qui nous occupent, « que le » camp doit avoir été ou occupé quelque temps par les Aduatiques, ou fondé par ce peuple pour maintenir dans la soumission les Éburons lorsqu'ils étaient leurs tributaires[3]. »

Qu'étaient ces Aduatiques ? César nous le dit (II, 29) : les descendants de ces 6,000 Cimbres et Teutons à qui avait été confiée *la garde* des bagages du corps d'armée descendu vers le sud pour envahir la province de l'Italie.

A quel moment le nom d'Aduatuca est-il donné au camp romain ? Non pas au Ve livre, quand Sabinus et Cotta l'occupent, mais au VIe, lorsque vient s'y renfermer la XIVe légion, chargée de *la garde* des bagages de toute l'armée romaine. Les circonstances sont analogues.

[1] Édition de Robert Étienne de 1544.

[2] *Nouvel examen de quelques questions de géographie ancienne de la Belgique*, dans les NOUVEAUX MÉMOIRES DE L'ACADÉMIE, t. II, 1837-1838.

[3] WAUTERS, *Nouvelles études*, etc., REVUE TRIMESTRIELLE, t. I, 14e année, page 56.

Or, il ne faut pas être philologue pour reconnaître à ce nom une physionomie germanique; ce sont les indigènes, les Belges, d'origine germanique (II, 4), qui l'ont appliqué la première fois aux Cimbres restés en arrière, puis au camp romain; il appartient à leur langue, il est formé des mots : *het*, *hat* ou *dat Wacht*[1], la garde, que les Romains auront transformé en *Atwata* et Aduatuca. Quand les Tongrois, qui sont peut-être les Tenchtres de César restés après leur défaite dans la contrée, se décident à s'y établir, eux aussi, comme l'ont fait les Kimris et les Romains, ils enveloppent leurs bagages d'un retranchement : la garde, *Hat Wacht*, des Tongrois, qui devient plus tard leur capitale, conserve quelque temps ce nom germain, latinisé sur les documents officiels de l'empire. Mais, pas plus à Tongres qu'à Virton, ce nom ne survit bien longtemps à la cause qui l'avait fait naître, et quand les bagages cessent d'être renfermés dans le retranchement, c'est d'un côté le peuple qui l'avait élevé, de l'autre les petites rivières dont le confluent a été choisi pour son emplacement, qui donnent leurs noms aux villes ainsi fondées.

L'argument basé sur les ressemblances de dénomination n'a donc aucune valeur.

D'autre part, devons-nous, comme le voudrait M. Schuermans, attendre avant de nous prononcer que l'archéologue ait découvert, dans quelque substruction antique, la brique ou la tuile marquée du numéro XIV qui appartint, à deux ans d'intervalle, à la légion de Sabinus et Cotta et à celle de Cicéron? Remarquons qu'en l'an 55 l'attaque des Éburons s'exécute lorsque depuis quinze jours à peine les quartiers sont établis, et qu'en l'an 53 Aduatuca ne fut guère occupé plus longtemps. Or, ce n'est pas en quinze jours qu'on prépare la terre, qu'on la moule et qu'on la cuit pour en confectionner des briques ou des tuiles, et il est vraisemblable que les habitations des légionnaires d'Aduatuca étaient des huttes en torchis couvertes de paille, à la manière des Gaulois, pareilles à celles du camp de Cicéron incendiées par les Belges qui l'assiégeaient (V, 43).

[1] Dans l'ancien haut allemand : *Wahta*.

Si quelque preuve matérielle doit un jour être découverte, elle devra consister, selon nous, en une inscription gravée dans la pierre et rappelant en style lapidaire quelqu'un des événements funestes pour les Romains dont ces lieux ont été le théâtre. Il est permis de supposer, en effet, que César aura cherché à recueillir les ossements de tant de victimes immolées pour sa gloire autour d'Aduatuca, et qu'il a vengées par l'extermination de tout un peuple : sanglantes funérailles qui auront sans doute précédé de pompeuses cérémonies funèbres et la construction d'un *tumulus*, renfermant ce qui restait de tant de soldats tombés obscurément loin de leur patrie. Les Romains avaient le culte des morts en honneur et n'ont pu négliger un tel devoir.

RAPPORTS[1].

RAPPORT

DE

M. J. LIAGRE, PREMIER COMMISSAIRE.

Notre regretté confrère, M. Roulez, s'excusait, il y a près d'un demi-siècle, de reprendre la question de l'emplacement d'Aduatuca, disant qu'elle avait déjà été *discutée à satiété* [2]. Depuis lors, cette question a encore été maintes fois traitée, et elle a été notamment reprise à l'occasion de la publication de la carte de la Gaule sous le proconsulat de César, publication faite en 1861 par ordre de Napoléon III.

C'est ce même problème que notre confrère, M. le lieutenant-colonel Henrard, attaque aujourd'hui de nouveau dans le mémoire qu'il vient de soumettre à l'Académie. Mais, craignant sans doute d'effrayer le lecteur en lui annonçant la reprise de cet éternel sujet de controverse, l'auteur dissimule habilement la perspective d'Aduatuca derrière un titre inoffensif: *Jules César et les Éburons.*

Et plus d'un lecteur le remerciera de cette attention délicate. Le tout est de se décider à commencer la lecture du mémoire; dès qu'on l'a entreprise, on est heureux de la continuer, car elle est véritablement attachante.

Dans le premier chapitre de son travail, l'auteur s'occupe de la

[1] Lus dans la séance de la Classe des lettres du 9 janvier 1882.

[2] *Nouvel examen de quelques questions de géographie ancienne de la Belgique.* — Nouv. Mém. de l'Académie royale de Bruxelles, t. XI

situation inquiète qui régnait dans les Gaules lorsque César, au retour de sa seconde expédition d'Angleterre, vint y établir les quartiers d'hiver de ses légions, en vue d'une campagne prochaine contre les Trévires. Il remarque avec raison qu'au point de vue stratégique, les trois quartiers d'hiver de Q. Cicéron, Labiénus et Sabinus étaient trop isolés l'un de l'autre, et trop éloignés du quartier-général. Cette faute militaire eut des conséquences désastreuses, et c'est probablement le désir de l'amoindrir aux yeux du public, qui est cause des inexactitudes calculées, des réticences, des contradictions que l'on remarque dans le récit de César. Les *Commentaires*, semblables en cela à bien des bulletins modernes, ne sont pas toujours des modèles de véracité, et lorsque leurs feuillets arrivaient à Rome, on peut dire qu'ils venaient de loin. C'est là une des grandes difficultés de la question qui nous occupe.

Dans le second chapitre, l'auteur cherche à justifier, par des raisons qui me semblent très-plausibles, l'hypothèse que César méditait une campagne prochaine contre les Trévires, et il examine quel devait être, dans ce cas, l'emplacement des trois camps. Il décrit le territoire de cette nation, et le prolonge à l'occident jusqu'à l'Argonne, contrairement à l'opinion générale qui l'arrête de ce côté à la Meuse.

Ces prémisses acceptées, comme le camp de Labiénus devait être placé « chez les Rèmes, près des frontières des Trévires » (*in Rhemis, in confinio Trevirorum*) l'auteur l'établit, par une conséquence très-logique, en face de l'un des cinq défilés de l'Argonne. Des conditions de stratégie et de viabilité le déterminent en faveur du défilé des Islettes, et de la position de Ste-Menehould, au confluent de l'Aisne et de l'Aure.

L'un des sommets du triangle formé par les trois camps étant ainsi fixé, il reste à lui rattacher les deux autres sommets.

L'auteur (ch. III) fait d'abord très-judicieusement observer que si le camp de Labiénus, dans le cas de la défensive, empêchait les Trévires de déboucher hors du massif boisé et montueux de l'Argonne, d'un autre côté ce massif devenait une protection pour eux, dans le cas où les Romains voudraient prendre l'offensive.

Il était donc indispensable de pouvoir le tourner, et le choix du pays des Éburons pour y établir le camp de Sabinus et Cotta ne pouvait avoir d'autre but. César, du reste, avait déjà l'année précédente, dans des circonstances longuement discutées par l'auteur, tourné cette barrière de l'Argonne et étudié le moyen de la prendre à revers. Il connaissait le pays *de visu*. Toutes ces considérations, conformes aux éternels principes de la stratégie, sont développées dans le mémoire de notre confrère, avec autant de clarté que de sagacité.

D'après le texte des *Commentaires* [1], le camp de Sabinus et Cotta était éloigné d'un peu plus de 75 kilomètres du camp de Labiénus. Or, un arc de cercle tracé de Ste-Menehould comme centre avec un rayon de 75 à 80 kilomètres, coupe la route suivie précédemment par César en un point voisin de Vieux-Virton. C'est dans cette localité que notre confrère place le camp occupé d'abord par Sabinus et Cotta, et un peu plus tard, par Q. Cicéron; c'est là que, suivant lui, était situé Aduatuca, ce sombre et mystérieux *castellum* où les armes romaines éprouvèrent deux échecs si graves et si rapprochés.

Dans le chapitre IV, l'auteur examine si la situation de Virton répond, sous le double rapport des conditions géographiques et topographiques, aux renseignements que donnent les *Commentaires*.

Suivant ceux-ci, Aduatuca était situé « *ferè in mediis Eburonum finibus* ». M. Henrard traduit : « presque au milieu de la frontière éburonne » (c'est-à-dire de la frontière qui sépare le territoire des Éburons de celui des Trévires), et il justifie son interprétation par des considérations assez développées.

Je laisse aux deux savants confrères qui ont été chargés d'examiner avec moi le mémoire de M. Henrard, le soin de vider cette question. Leur compétence dans l'interprétation des textes latins

[1] Tel du moins que l'interprète M. Henrard. Ce texte dit : « .... milites aut » ad Ciceronem, aut ad Labienum deducere, quorum alter millia passuum » circiter L, alter paulò amplius ab iis absit. » Mais il reste à savoir auquel des deux, de Cicéron ou de Labiénus, se rapporte le premier *alter*. Je crois our ma part que c'est à Labiénus, et non à Cicéron.

est incomparablement supérieure à la mienne. Pour moi, tout en reconnaissant avec l'auteur le double sens du mot *fines*, qui signifie tantôt les limites du territoire, tantôt le territoire lui-même, je crois que la présence ou l'absence d'une épithète est souvent de nature à fixer le sens que l'on doit attacher à ce mot. Certes, lorsque Ambiorix et Cativulcus viennent au-devant de Sabinus et de Cotta « *ad fines regni sui* » c'est bien, comme le prétend M. Henrard, jusqu'à la *frontière* de leur royaume. Mais lorsque César dit : « *Axona in extremis Remorum finibus* », ou bien : « *Aduatuca in mediis Eburonum finibus* », le vrai sens me paraît être : l'Aisne à l'extrémité du *territoire* des Rèmes ; Aduatuca au milieu du *territoire* des Éburons.

Pour apprécier l'étendue du pays parcouru par les légions romaines, pendant les opérations dont l'auteur cherche à fixer le théâtre, la donnée fondamentale c'est la longueur moyenne de l'étape. Notre confrère, se basant sur deux exemples tirés des guerres anciennes et modernes, regarde une *journée de 22 kilomètres* comme un maximum que César n'a pas pu dépasser, et qu'il n'a pu atteindre que dans des circonstances exceptionnelles. Cette valeur de l'étape romaine mérite qu'on s'y arrête, car elle constitue une véritable échelle géographique, de laquelle peut dépendre la cohésion du système de M. Henrard. Je demanderai donc à mes confrères la permission de discuter ce point avec quelque détail.

D'après Végèce, on exerçait le soldat romain à parcourir 30 et même 34 kilomètres en cinq heures, et cela en le chargeant d'un poids de 60 livres. Ne doit-on pas en conclure que, dans des circonstances pressantes, il pouvait parcourir le double en une journée ?

On objectera peut-être qu'en temps de guerre, la marche des hommes devait être retardée par la nécessité de se procurer les vivres pour la journée et les matériaux de campement pour la nuit ; mais ce serait mal connaître les soldats romains : « Ils portent, dit Cicéron (Tusc., lib. II, ch. 15), leur nourriture pour » plus de quinze jours, tout ce qui est nécessaire à leur usage, » tout ce qu'il faut pour se fortifier. Pour ce qui regarde leurs » armes, ils n'en sont pas plus embarrassés que de leurs mains. »

Le récit de la catastrophe dont Sabinus et Cotta furent les victimes nous fait connaître lui-même la longueur d'étape des légions de César. En effet, dans le conseil de guerre tenu par les généraux romains la veille du jour où ils évacuèrent le *Castellum Aduatucum,* Sabinus dit que le surlendemain (*perendino die*) ils auront rejoint un des deux camps voisins. Or, la distance à parcourir était de 75 kilomètres au moins (*millia passuum circiter quinquaginta, aut paulò amplius*). Chacune des deux étapes devait donc être de 35 à 40 kilomètres.

Et dans le cas actuel, remarquons-le bien, les Romains ont à traverser des populations soulevées; ils marchent sur une longue file, et sont embarrassés de nombreux bagages (*longissimo agmine magnisque impedimentis*).

Du reste, le passage des *Commentaires* que notre confrère cite à l'appui de son opinion, me paraît se tourner tout à fait contre elle. César, tranquillement établi dans son quartier général de Samarobriva, vient, à 5 heures du soir, de recevoir à l'improviste la nouvelle du danger pressant où se trouve le camp de Q. Cicéron. Aussitôt il dépêche un courrier à Crassus, qui se trouve à 37 kilomètres en arrière, et lui ordonne de partir à minuit pour venir garder Samarobriva. Le lendemain à 9 heures du matin, les coureurs lui annoncent l'arrivée de Crassus. Celui-ci avait donc, en une seule marche de nuit, fait près de 40 kilomètres.

En même temps qu'il envoyait un courrier à Crassus, César en dépêchait un autre à Fabius, qui se trouvait en Morinie avec une légion, et lui donnait rendez-vous en route sur la frontière des Atrébates. Il part vers 9 heures de Samarobriva et « ce jour-là, dit-il, il s'avance de 30 kilomètres, » (*eo die millia passuum XX progreditur.*) — « Cette première marche est si extraordinaire », dit M. Henrard, « que César croit devoir la mentionner. »

Mais il est facile de voir que si, dans cette circonstance, César mentionne, contre son habitude, les 30 kilomètres qu'il a parcourus dans la journée, ce n'est pas à titre d'étape exceptionnelle. N'étant parti qu'à 9 heures du matin, et ayant dû, dans la journée, opérer sa jonction avec Fabius, il constate dans son

style bref, et sans faire précéder sa phrase d'aucune transition, que, *malgré ces circonstances défavorables,* il a pu avancer ce jour-là de 30 kilomètres.

Mais les jours suivants, c'est *à grandes journées* qu'il marche (*magnis itineribus*), comme il le dit lui-même quelques lignes plus loin.

En attribuant comme limite extrême 22 kilomètres à l'étape normale des légions romaines, à leur étape lorsqu'elles marchaient vers un objectif déterminé, à leur *justum iter* enfin, pour me servir de l'expression consacrée, notre confrère me paraît être resté beaucoup au-dessous de la réalité, et je fais ici mes réserves, au sujet des conséquences qu'il en tire à l'appui de son ingénieux système.

Au chapitre V l'auteur, montre que la situation géographique de Vieux-Virton, notamment sa distance au Rhin, n'est en désaccord sur aucun point avec les indications que fournissent les *Commentaires.* Il fait voir également qu'elle concorde avec l'emplacement probable qu'occupaient les deux autres camps, celui de Labiénus chez les Rèmes, et celui de Cicéron chez les Nerviens. Enfin, il décrit la localité au point de vue topographique actuel, et y fait reconnaître les diverses particularités signalées par César, soit lorsque Sabinus et Cotta tombèrent sous les coups d'Ambiorix (dans la Vallée des Forges suivant l'auteur), soit lorsque les cinq cohortes de Cicéron furent surprises et massacrées par les Sigambres (sur la colline qui sépare Virton de Harnoncourt). Ces deux engagements, le dernier surtout, sont décrits d'une manière vivante, et font réellement assister le lecteur aux diverses phases de l'événement, tel qu'il *a pu* avoir lieu.

Pour couronner son œuvre, l'écrivain militaire croit devoir faire une excursion dans le champ de la philologie. Il essaie de renverser l'argument que les partisans de l'emplacement de Tongres ont tiré du nom *Aduatuca Tongrorum.*

Pour lui, *Aduatuca* n'est qu'un nom passager, qui a été attribué successivement à diverses stations militaires, destinées à *la garde* des bagages; mais pas plus à Tongres qu'à Virton, le

nom de la localité ne devait survivre bien longtemps à sa destination. Quand les localités ont cessé de servir à *la garde* des bagages, elles ont pris soit un nom de peuple, comme à Tongres, soit un nom de rivière, comme à Virton.

Il ne faut pas être philologue, dit M. Henrard, pour reconnaître au nom *Aduatuca* une physionomie germanique. J'avoue que cette physionomie ne m'a aucunement frappé.

En second lieu, partant de cette origine germanique, l'auteur donne pour étymologie à *Aduatuca* les mots *het Wacht* qui, dit-il, signifient *la garde* en langue thioise.

Je n'ai aucune notion des anciens idiomes germaniques, mais je sais qu'aujourd'hui, en néerlandais comme en allemand, le mot *Wacht* est du genre féminin : or, l'article *het* caractérise le genre neutre. Arrêté par cette difficulté, j'ai communiqué mes doutes à un de nos confrères, dans l'érudition philologique duquel j'ai toute confiance. Voici ce qu'il m'a répondu :

« Le mot *Wacht* (et encore moins *het Wacht,* car le genre » neutre est inadmissible) n'a pu donner naissance à *Aduatuca.* » La facture *celtique* du mot est tellement évidente, qu'il est » oiseux d'en chercher l'origine ailleurs. »

M. Henrard devrait donc, me semble-t-il, faire le sacrifice de son étymologie. Malheureusement, il y a un proverbe qui dit que les enfants les plus souffreteux sont précisément ceux auxquels on tient le plus.

Arrivé au terme de ce trop long rapport, il me reste à formuler mes conclusions.

A mes yeux, le problème de l'emplacement d'Aduatuca n'est pas résolu par le travail que je viens d'analyser : *adhuc sub judice lis est.* Mais le problème n'est pas insoluble de sa nature; on ne s'en était plus occupé depuis longtemps dans le sein de l'Académie, et l'on doit savoir gré à M. le lieutenant-colonel Henrard de venir interrompre la prescription.

D'ailleurs le mémoire de M. Henrard possède un véritable mérite de style ; le plan en est méthodique, et, sans se rallier au fond du système, on peut dire que les détails en sont exposés avec beaucoup d'élégance et de clarté. Je suis donc d'avis qu'il mérite d'être imprimé dans les recueils de l'Académie.

Sans me prononcer sur la question géographique, qui laisse encore aujourd'hui beaucoup d'obscurités, je reconnais que le site accidenté du Luxembourg correspond parfaitement à la description que donne César du *castellum*, et surtout de l'*oppidum Atuatuca* (car il ne faut pas confondre ces deux localités). Peut-être des recherches archéologiques, entreprises dans cette province où il existe encore tant de parties inexplorées, seront-elles un jour couronnées de succès.

Huit à neuf mille Romains ne sont pas ainsi massacrés dans un même endroit, sans que cette nation, qui avait le culte des morts, ne leur ait creusé quelque sépulture. Espérons donc qu'un jour ou l'autre l'archéologue, dans une fouille heureuse, retrouvera quelques débris de leurs armes et de leurs ossements :

> Exesa inveniet scabrâ rubigine pila,
> Grandiaque effossis mirabitur ossa sepulcris.

RAPPORT

DE

M. A. WAUTERS, SECOND COMMISSAIRE.

Notre collègue, M. le général Liagre, ayant parfaitement résumé le travail de M. le colonel Henrard et ses subdivisions, je me bornerai à parler de la donnée géographique qui en constitue la base, c'est-à-dire de l'assimilation d'*Aduatuca* à *Vieux-Virton*. A mes yeux, elle est absolument insoutenable, à moins que l'on ne veuille livrer aux interprétations les plus capricieuses le texte des *Commentaires* de César.

A priori, je dirai que, sans dresser une carte du pays dont on s'occupe, et sans la contrôler constamment par les documents que l'on commente et les faits dont on y place le théâtre, il est presque impossible de ne pas s'égarer. Placer, contrairement à toutes les données historiques, contrairement aussi à toutes les vraisemblances, l'Éburonie sur les bords du Chiers, c'est rendre absolument inintelligibles les récits du général romain.

Celui-ci a fixé de la manière la plus précise la situation de ce territoire. Dans un texte qui ne souffre pas la moindre équivoque, il le montre séparé du pays des Trévires par celui des Sègnes et des Condruses [1]. On peut hésiter sur la détermination du pays que les Sègnes habitèrent, mais quant au Condroz, ce dernier subsiste encore, sous son antique dénomination, entre la Meuse des environs de Dinant et l'Ourthe des environs de Comblain. Si la Trévirie doit, comme cela n'est pas contesté, je pense, être fixée aux alentours de Trèves, dans la partie inférieure de la

[1] *Segni, Condrusique,... qui sunt inter Éburones Trevirosque...* César, *De Bello Gallico*, l. VI, c. 32.

vallée de la Moselle, l'Éburonie prend place sur le plateau de la Hesbaie. Les Sègnes ne pouvant guère être placés qu'à l'est des Condruses, où leur séjour semble être rappelé par les noms des villages de Sougnez et d'Esneux, la phrase de César s'explique de la manière la plus claire. Un coup d'œil jeté sur une carte la justifie dans un sens absolu.

Les Éburones, loin d'être relégués sur les bords du Chiers, d'être séparés par conséquent du Rhin par les Trévires, touchaient à ce fleuve. Lorsque les Sicambres vinrent les piller, il leur suffit de passer le Rhin pour se trouver dans la contrée que les Romains livraient à la dévastation et presque immédiatement ils ne furent plus éloignés d'*Aduatuca* que de trois heures [1]; trois heures, pour d'ardents cavaliers, cela ne représente guère au maximum qu'une dizaine de lieues. Est-il croyable que les Sicambres se seraient engagés loin du Rhin, jusqu'à Virton, et auraient pu, dans ce cas, si facilement regagner leur pays?

Les Éburones étaient voisins des Ménapiens et peu éloignés de l'Océan, c'est-à-dire de la mer du Nord. Lorsque les Tenchtres et les Usipètes eurent passé le Rhin, à peu de distance de l'embouchure du fleuve, et ravagé une partie de la Ménapie, ils parvinrent jusque dans le pays des Éburones et des Condruses, c'est-à-dire qu'ils s'avancèrent vers le Midi par une marche très compréhensible. César ne nous dit pas qu'ils aient été en contact avec les puissants Trévires, soit en ce moment, soit lors de leur retraite. Or, comment auraient-ils pu se diriger du confluent du Rhin et de la Moselle, de l'endroit où M. le colonel Henrard place le lieu de leur défaite, vers Virton, sans toucher aux Trévires, sans avoir à les combattre ou sans avoir à négocier avec eux?

Si l'on admet l'exactitude de ce fait, la réalité d'une marche de Coblentz vers Virton et le Condroz, quelle nécessité y avait-il pour César de décrire, comme il l'a fait, le cours de la Meuse, depuis sa source jusqu'à son embouchure [2], tandis qu'il ne dit mot de la

[1] *Ibidem*, l. VI, c. 35.

[2] *Ibidem*, l. IV, c. 10. — La Meuse ne figure ici, si l'on adopte l'opinion de M. Henrard, que sous un rapport très secondaire, comme séparant du pays envahi celui des Ambivarites, peuple dont César ne parle plus ailleurs.

Moselle, près de laquelle il aurait combattu? Pourquoi, en outre, les Germains, en quête d'un nouveau séjour, auraient-ils fouillé les sites sauvages de l'Ardenne plutôt que des contrées plus accessibles et plus fertiles ?

Quand César menace d'une dévastation complète le pays des Éburones, ces malheureux cherchent un abri dans le voisinage, les uns dans l'Ardenne, les autres dans des marais se prolongeant au loin (*continentes paludes*); autres encore, ceux qui habitaient les sites les plus proches de l'Océan ou de la mer, dans les îles que la marée couvre et abandonne tour à tour [1]. Puis, quand leur vainqueur partage son armée en trois colonnes chargées de porter sur leur territoire le fer et le feu, l'une de ces colonnes se dirige vers le littoral de l'Océan, du côté où l'Éburonie confinait au pays des Ménapiens; la deuxième marche vers les frontières des Aduatuques, la troisième gagne l'endroit où l'Escaut confondait ses eaux avec la Meuse, à l'extrémité de la forêt des Ardennes [2]. Impossible d'appliquer au pays de Virton ces désignations, si ce n'est celle où il est question des Ardennes. Elles ne souffrent, au contraire, aucune difficulté d'interprétation, si on fixe dans la Hesbaie la situation de l'Éburonie.

L'opinion généralement acceptée est conforme encore à d'autres passages de César :

A celui où ce général place entre la Meuse et le Rhin la plus grande partie du territoire des Éburones [3];

A celui où il montre Ambiorix, victorieux de Titurius et de Cotta, courant chez les Aduatuques, puis chez les Nerviens, pour les rallier à sa cause [4];

A celui où il raconte que les contingents des Nerviens et des Éburones se séparèrent à la nouvelle de la défaite d'Induciomare [5].

Il paraîtra incompréhensible, à tout homme non prévenu, que César, voulant surveiller les Trévires, ait placé son lieutenant

[1] *Ibidem.*, l. VI, c. 31.
[2] *Ibidem.*, c. 33.
[3] *Ibidem*, l. V, c. 24.
[4] *Ibidem*, c. 38.
[5] *Ibidem*, c. 57.

Labiénus à Sainte-Menehould, au confluent de l'Aisne et de l'Aure, c'est-à-dire, à 70 kilomètres seulement de Reims, sur la route qui conduit vers Metz, la capitale de ces Médiomatrices que César nous montre très-inoffensifs, ou vers Toul, le chef-lieu de ces Leuques (*Leuci*), dont César ne parle que pour nous apprendre qu'ils lui fournirent du blé.

Les stratégistes auront à refaire toutes leurs combinaisons et à expliquer des événements dont le récit devra être modifié. Les Trévires, au lieu de menacer et d'attaquer la position d'*Aduatuca*, à Vieux-Virton, auraient, si l'on accepte l'opinion de M. Henrard, négligé cette forteresse, si peu éloignée de Trèves, ville dans laquelle on voit d'ordinaire leur capitale, et, tournant le dos à Titurius et à Cotta, laissant à Ambiorix le soin de veiller à la sécurité du centre de leur pays, seraient allés bien loin de là, vers l'ouest, guerroyer contre les Romains et leurs alliés, à quelques lieues de Reims. Entre Reims et Trèves les forces belligérantes et les populations auraient été disposées comme suit : Tout près de Reims Induciomare et Labiénus, en présence l'un de l'autre; sur les bords de la Meuse, autour de Verdun, une partie des Trévires; sur les bords du Chiers et de ses affluents, la forteresse d'Aduatuca, entourée par les Éburones; sur les bords de la Moselle, le restant de la population Trévirienne. Je n'hésite pas à dire que rien, dans les *Commentaires*, n'autorise cette géographie ethnique et stratégique.

En restant à Sainte-Menehould, Labiénus permettait à Induciomare de se porter à son gré, soit sur l'*Aduatuca* de Vieux-Virton pour aider Ambiorix à écraser Titurius et Cotta, soit chez les Sénones, soit même chez les Nerviens, pour accabler avec eux Cicéron. S'il laissait entre les mains de cet ennemi les défilés de l'Argonne, tous les mouvements opérés dans la partie supérieure de la vallée de la Meuse lui restaient inconnus ou difficiles à pénétrer. En se plaçant, au contraire, au delà de l'Argonne, vers le nord-est, il tournait cette redoutable barrière et il pouvait envahir rapidement le pays ennemi, soit pour arrêter une marche vers la Nervie, soit pour opérer une diversion en cas de marche vers la Sénonie.

Que devient, dans l'hypothèse de M. Henrard, le pays des Rémois? un territoire extrêmement resserré entre l'Argonne et le pays des Suessiones. Que devient le pays des Trévires? un espace immense, coupé en deux, de la manière la plus bizarre, par l'Éburonie. Que devient l'Ardenne? Un pays surchargé de populations au milieu desquelles on se perd. Que devient la Hesbaie? Un vaste désert.

Il y a, croyons-nous, un très grand danger à soulever une hypothèse toute gratuite, une hypothèse dont les bases sont absolument contraires aux textes anciens et aux études les plus consciencieuses des temps modernes. Mais, dira-t-on, bien des points sont encore à élucider? Sans doute, des points secondaires, des questions de détail. Mais ici, il s'agit d'un bouleversement radical qui sème, sans résultat, le trouble dans les esprits, qui pourra tout au plus rendre douteuse l'évidence même. Quel que soit le mérite du travail de M. Henrard, je ne puis lui donner mon approbation. Négliger l'opinion de l'auteur qui a été le principal acteur dans les événements comme il en a été le narrateur, c'est méconnaître les lois de la critique historique la plus élémentaire. Si l'on traite les *Commentaires* avec si peu de respect, il est oiseux de s'en servir et rien n'empêche de se créer une ancienne Belgique toute de fantaisie. C'est pourquoi, quel que soit le mérite de M. Henrard, ce n'est que par déférence pour lui et à regret que je me rallie aux conclusions présentées par le premier commissaire, M. le général Liagre.

RAPPORT

DE

M. WILLEMS, TROISIÈME COMMISSAIRE.

Comme le mémoire soumis à la Classe par notre estimé confrère M. Henrard a été examiné sous divers rapports par les deux premiers commissaires, je me suis borné à l'examen de la partie philologique du travail.

A mon avis, la solution défendue par le savant auteur du mémoire ne peut être admise, et cela, d'abord, parce qu'elle exige des changements essentiels dans le texte de César, changements qui ne se justifient pas au point de vue diplomatique, en second lieu, parce qu'elle suppose chez César certaines erreurs de géographie que d'après le contexte on ne peut lui attribuer.

Pour arriver à ses conclusions, M. Henrard est obligé, en trois passages, à recourir à des corrections fondamentales. Au livre IV, ch. 15 des *Commentarii de Bello Gallico,* il lit avec Cluverus, au lieu de *ad confluentem Mosæ et Rheni, ad confluentem Mosellæ et Rheni;* au livre VI, 29, au lieu de : *milibusque amplius quingentis,* il lit avec Danville : *milibusque amplius centum et quinquaginta,* et enfin au livre VI, 33, au lieu de *ad flumen Scaldim,* où, d'après la version grecque, certains éditeurs donnent *Sabim,* M. Henrard, je ne sais si c'est d'après sa propre conjecture ou d'après celle d'un de ses devanciers, veut lire : *Scarum.*

Je veux bien qu'on admette facilement des corrections dans le texte d'un auteur dont il nous reste peu de manuscrits, qui peuvent tous provenir d'un seul archétype, lui-même peut être de date relativement récente. Mais ce n'est pas le cas pour les *Commentarii de Bello Gallico.* Il nous reste de cet ouvrage au moins une cinquantaine de manuscrits, de deux classes différentes au moins, dont l'une est réputée bonne et est issue d'une recension critique faite au VI[e] siècle de notre ère. Du moment que les

manuscrits des *Commentaires* ne présentent aucune variante, la leçon remonte au moins à cette époque, et l'erreur du copiste y serait antérieure. De plus, les savants qui ont établi le texte de l'archétype de la première classe, après avoir comparé sans doute plusieurs manuscrits, s'ils ont trouvé plusieurs leçons, ont néanmoins donné la préférence, et probablement non sans raison, à la leçon qu'ils ont admise. C'est assez dire que nous n'admettons qu'avec une réserve extrême des corrections conjecturales dans les *Commentaires de Bello Gallico.*

Or, dans les trois passages mentionnés, tous les manuscrits sont d'accord. Les éditions ne signalent pas de variante, et celle qu'on appuie de la version grecque n'a aucune valeur. Les corrections proposées ont une seule raison d'être, celle de servir à la défense de systèmes préconçus.

On pourrait faire des réserves sur le premier passage « *ad confluentem Mosæ et Rheni.* » « Il faut admettre, néanmoins, dit à ce propos M. Henrard, que toutes les copies ne furent pas fautives; car Florus, qui n'avait pour se guider que le texte des *Commentaires,* puisque César est le seul contemporain de la guerre des Gaules qui en ait raconté l'histoire, place le lieu de la défaite des Germains *au confluent de la Moselle et du Rhin* (liv. III, 10), et Dion Cassius, d'après des documents identiques, dit positivement que César rencontra les Usipètes et les Tenchtres *dans le pays des Trévires.* »

Outre qu'il est téméraire de prétendre que Florus et Dion Cassius n'ont pu avoir d'autre guide que le texte des *Commentaires* de César (car il pouvait y avoir à cette époque d'autres relations historiques et des documents officiels que nous ne possédons plus), il est inexact d'affirmer que Florus (III, 10) place le lieu de la défaite des Germains au confluent de la Moselle et du Rhin. Voici le texte de Florus: « *Iterum de Germanis Tencteri querebantur. Hic vero jam Cæsar ultra Mosulam* (codd. Massiliam, Mosellam) *navali ponte transgreditur ipsumque Rhenum et Hercyniis hostem quærit in silvis.* » Il n'y est point question du confluent de la Moselle et du Rhin. Quant à Dion Cassius (XXXIX, 47), qui dit des Tenchtres et des Usipètes : « Τὸν τὲ Ῥῆνον

διέβησαν καὶ ἐς τὴν τῶν Τρηουίρων ἐνέβαλον », il ne fait que copier Cæsar (De B. G., IV, 6) : « *Germani latius vagabantur et in fines Eburonum et Condrusorum* QUI SUNT TREVERORUM CLIENTES *pervenerant* », en comprenant les Éburons et les Condruses qui dépendaient des Trévires, parmi les Trévires. — D'ailleurs, dans le passage de César en question, tout le contexte, et spécialement le chapitre 10, prouve que c'est du confluent de la *Meuse* et du Rhin que César a voulu parler.

Nous disions plus haut que M. Henrard suppose chez César certaines erreurs de géographie que, d'après le contexte, on ne peut lui attribuer.

Au livre VI, 33, César écrit qu'il envoya Labiénus avec trois légions « *ad Oceanum versus in eas partes quæ Menapios attingunt* », ce qui, d'après M. Henrard, veut dire « vers la frontière septentrionale de la province de Liége ». Il est impossible que l'auteur romain qui écrit au livre V, 10 : « *Mosa... parte quadam ex Rheno accepta quae appellatur Vacalus, insulam efficit Batavorum neque longius ab Oceano milibus passuum LXXX in Rhenum influit* », fasse avancer l'Océan jusqu'à la province actuelle de Liége.

Nous pourrions encore opposer aux conclusions de M. Henrard, l'interprétation erronée qu'il donne de la phrase latine (VI, 32) : *in mediis Eburonum finibus.* Il ne s'agit pas ici des frontières, mais du territoire. Des frontières dans un sens absolu n'ont pas de centre; et, dans le chapitre 32, il n'est pas question de frontières relatives. Pour démontrer le bien-fondé de notre interprétation, il suffirait de mettre en regard de l'expression *in mediis Eburonum finibus*, une phrase du chapitre 35 qui se rapporte également au territoire des Éburons Les Germains, y est-il dit, *primos Eburonum fines adeunt.* Or, il n'y a évidemment pas de *premières,* ni de *secondes* frontières. *Fines* est synonyme ici de *partes,* comme César s'exprime au début de ce même chapitre 35 : *in omnibus Eburonum partibus.*

Nous adhérons, en outre, aux observations que notre confrère, M. Liagre, a faites sur l'étymologie prétendûment germanique du mot *Aduatuca,* et l'on pourrait en dire autant des étymologies

germaniques admises par M. Henrard pour les noms des Menapii, Morini, Éburones.

D'abord, nous pensons que ces noms sont d'origine celtique et non d'origine germanique; et même fussent-ils germaniques, nous ne pourrions adopter les étymologies proposées. Nous n'admettons pas, par exemple, que *Menapii* puisse dériver de *man* et d'*ebbe* : les langues germaniques ne formeraient en aucun cas le composé *Manebben*, mais *Ebbemannen*.

Malgré les critiques que nous venons d'exposer au sujet de la partie philologique du mémoire, nous nous rallions à la conclusion du premier commissaire, M. Liagre, qui en propose l'impression dans les Recueils de l'Académie.

En effet, le mémoire est bien écrit, et renferme, au point de vue de la stratégie et du génie militaire, des aperçus fort intéressants. Il n'a pas prouvé, il est vrai, du moins à notre avis, que Meix-devant-Virton ait été l'emplacement du *castellum* d'Aduatuca dont il s'agit chez César; mais, dans un problème qui a été si souvent discuté sans conduire à un résultat certain, au milieu d'un si grand nombre d'hypothèses divergentes, toute hypothèse nouvelle a son intérêt, non pas autant dans sa partie positive que dans sa partie négative, en ce sens que l'auteur de l'hypothèse fait ressortir les objections qu'il y a lieu de faire valoir contre les hypothèses défendues par ses prédécesseurs.

Gérouville
Les Flaterres
Bois de Meix devant Virton
Le Haut bois
Château Renaud
Trou des Fées
Bois
de Ba
Les Chenés
Croix de Fer
La Cave
BOIS DU BON LIEU
Le Terme
Les Bochets
Le Fréchy
Meix-devant-Virton
Les Vaux
Le Bochet de la Michette
Le Bois de Sequewe
BOIS DE VIRTON
Robelmont
Bois Lavaux
Belmont
Eth
Le Haut bois
Villers-la-Loue
Mondrigny
Sommethonne
VIRTON
Forges Perrard
Bois Jacquet
Bois de Grelury
Beauregard
Bois de Dampicourt
Thonne-la-Long
Chenois
Latou
Vieux Virton
Dampicourt
Saint-Mard
Mont Quintin
Bois de Loham
Bois des Pendus
Gex Bois
Rouvroy
Bois de la Côte
Harnoncourt
Stockfontaine





Phototypie — *PL. I.* — Jos. MAES, Anvers.

CHEVr : LÉON DE BURBURE. ETUDE SUR LE Mcrit BASEVI.

(1)

LES ŒUVRES DES ANCIENS MUSICIENS BELGES.

ÉTUDE

SUR

UN MANUSCRIT DU XVIe SIÈCLE,

CONTENANT

DES CHANTS A QUATRE ET A TROIS VOIX;

Suivie d'un *Post-scriptum* sur le *BELLUM MUSICALE*, de Cl. Sebastiani,

PAR

le chevalier Léon de BURBURE,

Membre de l'Académie royale de Belgique.

AVEC SIX DESSINS EN PHOTOTYPIE.

LES ŒUVRES DES ANCIENS MUSICIENS BELGES.

ÉTUDE

SUR

UN MANUSCRIT DU XVIe SIÈCLE,

CONTENANT

DES CHANTS A QUATRE ET A TROIS VOIX.

« Contrairement à ce qui a eu lieu pour plusieurs branches des beaux-arts, dont les antiques chefs-d'œuvre sont sans cesse reproduits et servent d'étude et de perpétuel enseignement, les compositions des anciens maîtres belges n'ont, jusqu'ici, été éditées qu'en une faible partie.

» Indépendamment de celles qui furent imprimées, aux XVIe et XVIIe siècles, en Italie, en Allemagne, en France et dans les Pays-Bas, et hors celles que publièrent, de nos jours, Proske, Choron, Dehn, Rochlitz, Fétis, Forkel, Delafage, Burney, Commer, De Coussemaker, Van Maldeghem, Becker, Eitner, Schlecht et quelques autres érudits, il en existe un grand nombre qui, malgré leur renommée passée, restent lettre morte pour la génération actuelle.

» Soit qu'elles aient échappé aux recherches des spécialistes, soit qu'on ait reculé devant la difficulté de déchiffrer et de mettre en partition leurs notations si diverses et si compliquées, soit, enfin (et c'est peut-être la raison principale), que les dépenses considérables qu'eût occasionné l'impression ou la gravure de tant

d'ouvrages y aient mis obstacle, la lacune que nous signalons est très-regrettable. Nous nous refusons à croire que ces motifs d'autrefois dussent, encore aujourd'hui, faire suspendre l'édification d'un monument, que l'honneur de la Belgique commande d'élever à la gloire de nos vieux maîtres, les véritables initiateurs à l'art harmonique moderne.

» Si l'on croyait que le moment de commencer la publication de ces œuvres nationales n'est pas venu, parce qu'elles ne sont encore ni réunies ni classées, prenons la résolution de les rechercher au plus tôt; faisons pour nos musiciens ce qui a été fait, depuis longtemps et avec tant de succès, pour nos annalistes, nos chroniqueurs, nos historiens, nos poëtes.

» Faisons explorer les bibliothèques publiques et les collections privées du monde entier, car nos richesses musicales sont dispersées partout. Qu'on y relève les titres de toutes les œuvres manuscrites et imprimées dues au génie de nos Dufay, Okeghem, Barbireau, Binchois, Tinctoris, Obrecht, Gaspar, Agricola, Josquin, De la Rue, Willaert, Gyseling, Waelrant, de Lassus, Maessenus, de Monte, Delahèle, Pevernage, Luython et de cent autres, qui, nés sur le sol belge, brillèrent durant deux siècles dans toutes les cours de l'Europe.

» Faisons de toutes ces richesses, retrouvées ou découvertes, un Inventaire détaillé, auquel les ouvrages bibliographiques des Fétis, des Becker, d'Eitner et de Goovaerts pourront servir de base.

» Mettons-nous en rapport avec les bibliothécaires et les possesseurs des livres et des manuscrits qu'on nous aura signalés, afin de pouvoir faire examiner et collationner ceux-ci, lorsqu'au moment où on aura pris la résolution de les publier, on voudra, pour plus d'exactitude, en comparer les variantes et les passages obscurs ou altérés.

» Nous ne doutons pas que ces recherches préliminaires, faites sur un mode bien arrêté, ne produisent un résultat dont le pays aura lieu de s'enorgueillir, et qui permettra de publier, par ordre chronologique et mis en partition, tous les chefs-d'œuvre de nos anciens musiciens. »

Les réflexions qui précèdent ont été écrites en 1878. Elles nous furent inspirées par l'examen du *fac-simile* d'un précieux manuscrit musical, appartenant à M. le docteur Abramo Basevi, de Florence, qui venait d'en faire hommage à la Classe des beaux-arts de l'Académie royale de Belgique, dont il est membre associé étranger.

Nous ignorions alors que les vœux que nous émettions allaient bientôt pouvoir être réalisés, au moins en partie.

En effet, au mois de mai 1879, au temps où nous remplissions les fonctions de directeur de la Classe des beaux-arts, M. Rolin-Jacquemyns, Ministre de l'Intérieur et membre de la Classe des lettres, nous informa que son budget de cette année comprenait un crédit de deux mille francs, destiné à couvrir les frais de publication des œuvres de nos anciens musiciens, et qu'il avait été entendu que cette publication commencerait par les œuvres de Grétry, le premier de nos compositeurs nationaux. M. le Ministre ajoutait qu'il invitait l'Académie à s'associer à cette patriotique entreprise et à lui soumettre des propositions pour régler toutes les mesures propres à en assurer l'exécution.

La communication officielle reçut le meilleur accueil de la Classe, et une commission fut désignée pour en préparer la mise en pratique : elle fut composée des cinq membres effectifs de la section de musique, MM. Vieuxtemps, Gevaert, Samuel, Radoux et nous, et de M. Édouard Fétis, membre de la section des lettres dans leurs rapports avec les beaux-arts.

Après avoir choisi M. Gevaert pour président, elle a décidé que, conformément aux instructions du Gouvernement, elle s'occuperait immédiatement de faire paraître une édition complète des ouvrages de Grétry.

En même temps, la commission pourra rassembler tous les éléments nécessaires à la publication subséquente des compositions plus anciennes.

Dans l'ordre d'idées que nous avons exposé plus haut, nous apportons ici notre premier contingent : pour aider à la formation du futur *Inventaire général de toutes les œuvres belges anciennes,* nous allons dépouiller le manuscrit de M. Basevi.

Nous serions heureux qu'à notre exemple d'autres musicographes publiassent également leurs observations sur les recueils de musique inédits dont ils découvriraient l'existence.

Le concours de tous n'est pas de trop, pour empêcher que la publication décrétée en 1879 n'échoue, comme celle qu'avait conçue M. Charles Rogier et qu'avait préparée, en 1860, feu notre éminent confrère et ami François Fétis [1].

M. W.-A. Ambros, l'auteur d'une Histoire de la musique, *Geschichte der Musik,* a mentionné, en divers passages du t. III de cet excellent ouvrage, le manuscrit Basevi; mais le cadre de son travail ne lui a pas permis d'en parler en détail, comme nous allons le faire.

DESCRIPTION DU MANUSCRIT.
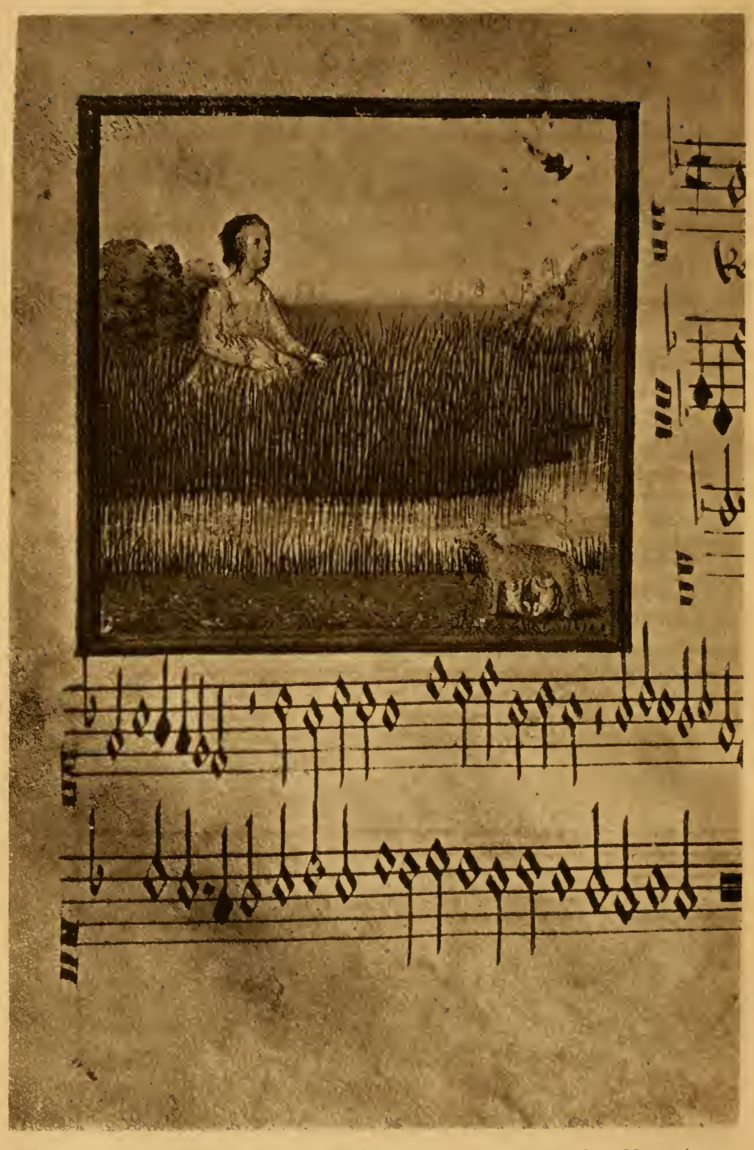
Ce volume est un petit in-quarto oblong, format ordinaire des livres de chansons à plusieurs voix du XVI[e] siècle, et tels qu'en furent publiés en grande quantité à Venise, Paris, Lyon, Anvers et Louvain.

Il se compose de 101 feuillets de parchemin, marqués au recto en chiffres romains. Il ne porte à l'intérieur ni à l'extérieur aucune indication d'année, mais l'écriture, les formes de la notation et les dessins en miniature des initiales, montrent à l'évidence qu'il date de la première moitié du XVI[e] siècle.

Comme unique indice de son origine ou de son premier possesseur, il contient, à deux endroits, dans le texte, aux feuillets I verso et XLI, un écusson armorié de trois étoiles en chef. Au feuillet I cet écusson, tel qu'il est figuré au titre (pl. I), est : *de gueules au chef cousu d'azur chargé de trois étoiles d'or; l'écu timbré d'un casque d'argent posé de face, grillé et liséré d'or, orné de son bourlet et de ses lambrequins d'azur et or; cimier : une louve debout au naturel, allaitant deux enfants de carnation.*

[1] Voir *Bulletins de l'Académie royale de Belgique,* années 1860 et 1861.

2



Phototypie | *PL. II.* | Jos. Maes, Anvers.

Chevr : Léon de Burbure. Etude sur le Mcrit Basevi.

Malgré toutes nos informations, M. Basevi, ni nous, ne sommes parvenus à découvrir que ces armoiries aient jamais été portées par une famille italienne ou autre. Cet insuccès nous a fait supposer qu'elles n'ont été qu'un blason de fantaisie, une espèce d'armes parlantes, fort usitées au XVIe siècle. On peut le croire d'autant plus, qu'elles sont incorrectement composées d'azur et de gueules superposés, en dépit des règles généralement observées en héraldique.

En remarquant la place que ces armoiries occupent au commencement du manuscrit et en tête d'un morceau d'un compositeur nommé *Lepetit*, nous nous sommes demandé si le cimier aux *petits* enfants n'était pas un premier indice à l'appui de notre supposition. Le nom de *Niño,* qui y précède celui de *Lepetit,* signifie aussi en espagnol *un petit enfant.* Enfin *les petits enfants* et la louve (Romulus et Remus), reparaissent ailleurs (pl. II) sans aucun signe de noblesse. Ces diverses observations nous ont fait conclure que ces armoiries en rébus ont été portées par le compositeur Lepetit, dont une chanson commence le volume et une autre le termine : il l'a signé, en quelque sorte, à la première et à la dernière page, par deux de ses œuvres.

Restait à découvrir l'âge du manuscrit, qui ne porte aucune date. En le feuilletant nous avons remarqué que, parmi ses différentes miniatures, il en est une, composée plus artistement, et qui attire plus particulièrement l'attention.

Elle occupe une place d'honneur, en tête de la série des morceaux à trois voix. De forme carrée, elle représente de nouveau *les enfants et la louve* que nous venons de mentionner, mais ceux-ci se trouvent, cette fois, dans une prairie, près d'un ruisseau. De l'autre côté du ruisseau, on voit une jeune femme, debout, contemplant avec attention un objet qui semble planer dans l'air (pl. II).

Nous ne savions reconnaître l'objet qu'observait la jeune femme, — était-ce un oiseau? — était-ce une cassolette? — lorsqu'ayant mis le dessin sous les yeux de notre savant confrère de la Classe des sciences, M. Liagre, celui-ci y reconnut immédiatement une comète entre quatre étoiles minuscules.

Dès lors nous avons présumé que ce dessin énigmatique pourrait indiquer l'année en laquelle le manuscrit aurait été composé.

C'eût été probablement au temps de l'apparition, au XVIe siècle, d'une comète de grandeur extraordinaire et semblable à celle du manuscrit. Il fallait savoir quelle comète de cette époque a eu cette forme.

Un ancien ouvrage, la *Cometographia* [1], de Jean Hevelius, nous fournit ce renseignement : sous la qualification d'*Ensiformis* il contient deux dessins de comètes, dont la forme un peu carrée du noyau correspond avec l'astre figuré sur la miniature.

Or, une des comètes qui causèrent le plus d'effroi parmi les populations, celle de l'année 1532, avait cette forme, qu'on a comparée alors au manche d'un poignard.

La comète de 1532, dit Hevelius (page 846), avait un aspect terrifiant par l'éclat de sa flamme : par sa grandeur et la durée de son apparition, elle surpassait celle qu'on avait vue l'année précédente :

Erat admodum terribilis flamma nam et magnitudine, et duratione vincebat alteram cometam, quem superiori anno videramus.

Le même auteur dit ailleurs (page 446) que le phénomène ressemblait plus à un poignard qu'à une épée :

Proinde hocce phaenomenon magis ad formam pugionis quam gladii accedere videtur.

Rockenbachius, Camerarius et Appianus observèrent et firent aussi la description de cet astre, qui frappa les populations de terreur pendant deux mois, depuis le 23 septembre jusqu'au 20 novembre 1532.

Nous osons donc proposer l'année 1532 comme celle durant laquelle le manuscrit aurait été achevé et marqué de la silhouette de la comète.

Nous nous demandons, en outre, si la jeune femme qui la

[1] Joannis Hevelii *Cometographia* totam naturam cometarum . . . . exhibens . . . . accessit omnium cometarum a mundo condito huc usque . . . . historia. Gedani, Simon Reiniger, 1668, in-fol.

contemple ne représente pas l'auteur des dessins du manuscrit? Beaucoup de femmes flamandes brillèrent à cette époque comme miniaturistes. Il suffira de citer Liévine Bening, Suzanne Horenbout et Catherine van Hemissen, fille du peintre Jean van Hemissen et femme de l'habile organiste Christian de Morien.

DIVISIONS DU MANUSCRIT.

Le manuscrit est divisé en deux parties distinctes, formant deux séries : la première série renferme, après un morceau initial à cinq voix, quarante-deux chants à quatre voix; la seconde série compte quarante-quatre morceaux à quatre voix.

Les diverses parties de chant sont placées partout en regard : le supérius et le contra-ténor, à la gauche, le ténor et le bassus, à la droite du lecteur.

Le choix des morceaux réunis dans le manuscrit est loin d'avoir été fait au hasard. Il est, au contraire, évident que le collectionneur s'est attaché à n'y admettre que des compositions des meilleurs maîtres de la seconde moitié du XVe et de la première moitié du XVIe siècle. Il a voulu y donner surtout une large place, sinon toute la place, aux élèves d'Ockeghem.

Cet illustre chef de l'École belge y est représenté lui-même par deux chants à quatre, et deux à trois voix. De Josquin Deprés, le plus célèbre de ses élèves, il s'y trouve un chant à quatre, et deux à trois voix; de Pierre Delarue, onze morceaux à quatre, et quatre à trois voix; de Jacques Obrecht, cinq morceaux à quatre voix; de Prioris, trois compositions à quatre, et quatre à trois voix; de Louis Compère, un morceau à quatre, et deux à trois voix; d'Alexandre Agricola, cinq à quatre voix et dix-sept à trois voix; de Jean Ghiseling, deux à quatre, et cinq à trois voix; de Busnois, une chanson à quatre voix; de Jaspar, un chant à trois voix; de De Orto, deux morceaux à quatre voix; de Verbonnet, trois à trois voix; de Pipelare, deux chants à quatre vòix; d'Henri Isaack, un morceau à quatre voix, et deux à quatre voix, d'Antoine Brumel.

Les œuvres de ces maîtres renommés sont précédées et suivies de morceaux de trois compositeurs dont les noms ne sont que

peu ou point connus jusqu'à présent : Nino Lepetit, qui est représenté dans le recueil par une chanson française à quatre voix, et une chanson latine à trois voix; Colinet de Lannoy, dont il y a un chant à quatre voix; Cornelius Rigo de Bergis, qui y a fourni deux chants à trois parties.

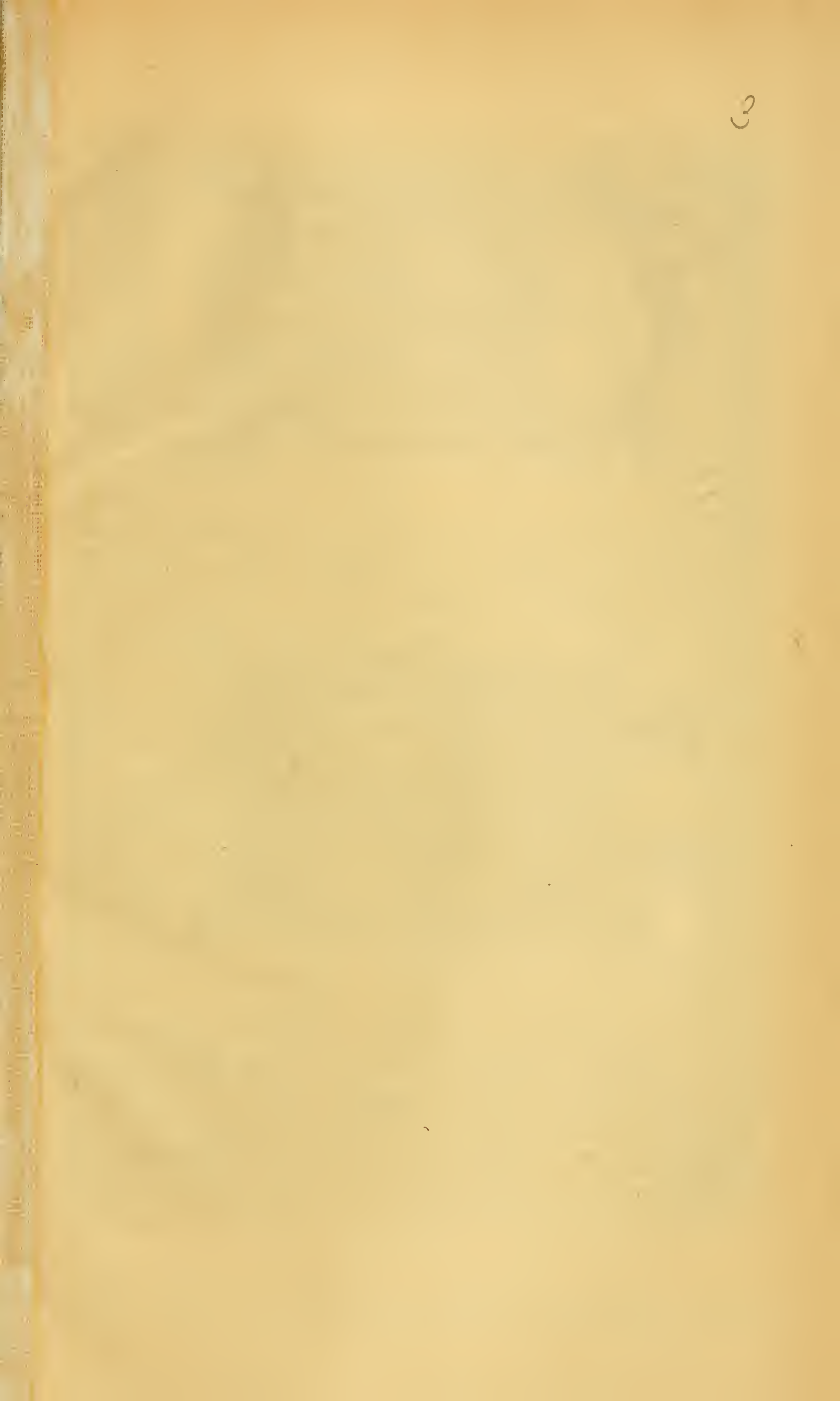
Enfin, trois compositions sans indication des noms de leurs auteurs, la première à cinq voix, la seconde à quatre voix et la dernière à trois voix, complètent le chiffre important de quatre-vingt-sept morceaux contenus dans le manuscrit.
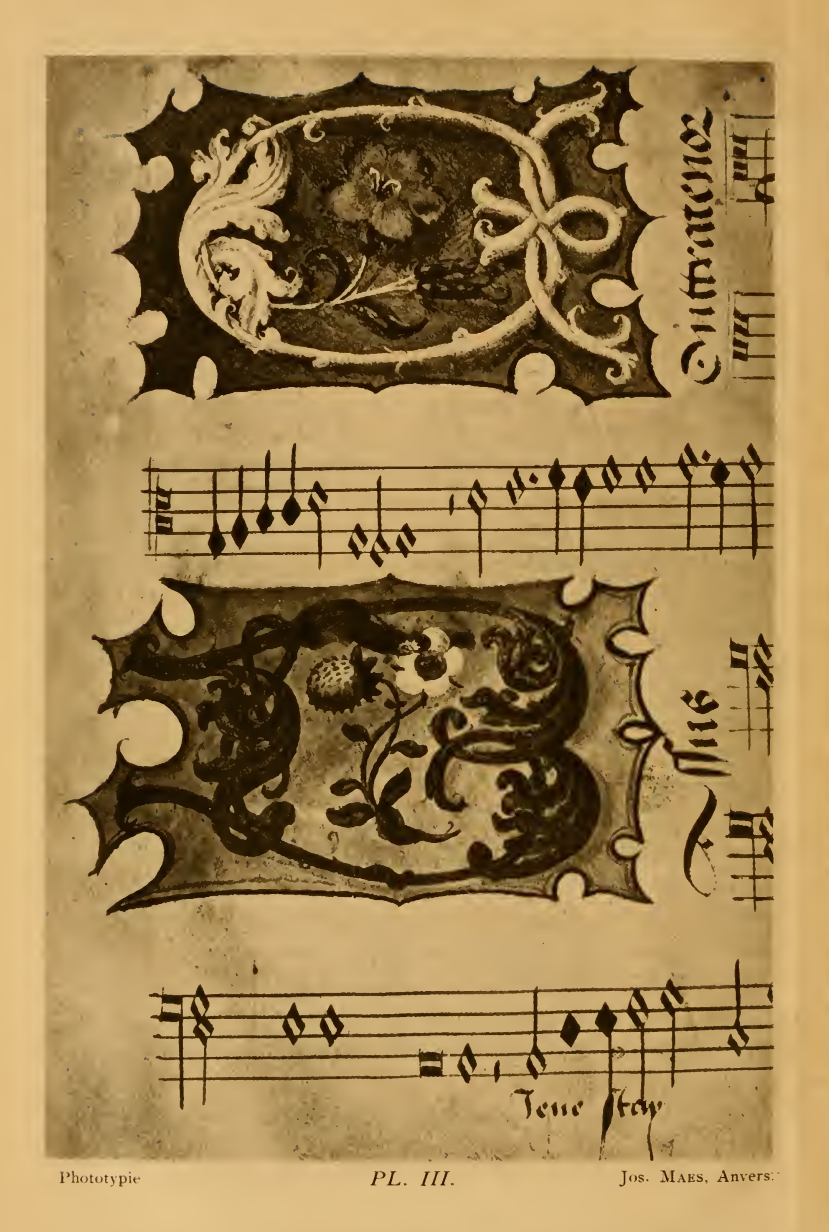
L'intérêt que présentent ces compositions pour l'histoire du développement de l'art harmonique est très-grand. Il est vrai que quelques-unes ont déjà été publiées au XVIe siècle, mais le nombre de celles-ci, que nous avons recherchées dans l'excellent ouvrage bibliographique publié en 1877 par Robert Eitner : *Bibliographie der Musiksammelwercke des XVIe und XVIIe Jahrhunderts*, ne s'élève qu'à dix-sept : nous les signalerons dans le catalogue général que nous allons donner.

Comme beaucoup de recueils contemporains, le manuscrit de M. Basevi débute par un morceau religieux, *Ave Maria*, qui sert, en quelque sorte, d'introduction. Il est traité en contre-point ou déchant à cinq voix, supérius, ténor, vagans, contra-ténor et bassus. Il s'arrête aux dix premières paroles de la Salutation angélique.

Le supérius seul entonne *Ave Maria ;* le vagans continue le plain-chant, sur lequel les quatre autres voix déchantent; un *Alleluia* général termine le morceau, qui ne porte pas de nom d'auteur.

Après cette entrée en matière, commence, au verso de la page 1, une série non interrompue de quarante-deux morceaux à quatre voix, composés, sauf peut-être le premier, le quatorzième, le quarante-unième et le quarante-deuxième, sur des motifs ou fragments de mélodies empruntés à des chansons françaises, flamandes, latines, italiennes et à des phrases du plain-chant. Cette série s'étend jusqu'à la page XLVIII.


3



Phototypie PL. III. Jos. Maes, Anvers.

CHEV^{r} : LÉON DE BURBURE. ETUDE SUR LE M^{crit} BASEVI.

PREMIÈRE SÉRIE. — MORCEAUX A QUATRE VOIX.

I. Le premier morceau est une chanson à quatre voix sur le texte suivant :

> Mon ſeul plaiſier/ ma doulce joye
> Je ne ſcay quel propos tenir
> Se ung peu bien deſperance avoye
> Une fois avant que mourir.
> Mieulx ne me pourroit
> . . . .
> Je lauray tout deſplaiſier
> Si jay voſtre grace requiſe.

Au-dessus de la partie du supérius est inscrit le nom de Nino Lepetit, auteur du morceau. L'initiale M du texte *Mon seul plaisier*, placée au commencement et que nous avons reproduite (pl. I), est élégamment dessinée. Enchâssée dans une forme carrée, elle se compose de l'armoirie : d'azur aux trois étoiles d'or en chef, ci-dessus décrite.

Plus bas, sous les lambrequins, dans un ornement au style Renaissance, formant la lettre T du mot ténor, sont représentés un singe jouant de la cornemuse, un oiseau chantant et un papillon, emblèmes de la vie insouciante de la gent musicale au bon vieux temps.

Les initiales C et B des parties du contra-ténor et du bassus, à la page suivante, sont également ornées, la première d'un œillet, la seconde d'une branche de fraisier portant fleur et fruit. Nous les reproduisons aussi (pl. III).

On remarquera que, dans le texte, les mots *plaisier* et *desplaisier* sont orthographiés d'après la prononciation flamande.

Ce premier morceau, comme les suivants, est écrit pour supérius, ténor, contra-ténor et bassus.

En confrontant le manuscrit Basevi avec le célèbre livre de

chansons de Marguerite d'Autriche que possède la Bibliothèque royale à Bruxelles, nous avons pu constater que ce dernier contient, fol. 25-26, sans indiquer son auteur, le *Mon seul plaisier* de Nino Lepetit. Cette chanson a donc joui, au commencement du XVI[e] siècle, d'une certaine faveur, pour l'avoir fait admettre dans le magnifique recueil formé pour la gente Marguerite. Outre les deux morceaux de Nino Lepetit renfermés dans le présent manuscrit, la Bibliographie d'Eitner en cite deux autres : *Hélas, Hélas, Hélas!* et *O Bone Jesu, o dulcis Jesu*, à quatre voix, qui font partie des recueils de Petrucci de Fossombrone imprimés à Venise en 1501 et 1505.

Dans un autre manuscrit de M. Basevi se trouvent treize chansons du même Nino, dont le nom est orthographié *Ninot.* Une de ces chansons : *En l'ombre dung aubepin, tout au matin, au bien matin,* est d'un tour charmant. Malheureusement, une des parties de chant fait défaut.

II. Le deuxième morceau est un chant composé pour quatre voix par le musicien Colinet de Lannoy, sur la chanson flamande :

Adieu naturlic leben myn.

Colinet de Lannoy, dont le présent morceau est la seconde œuvre connue, appartenait très-probablement aux Pays-Bas.

Il est cité, sans son prénom, dans la *Déploration sur la mort d'Ockeghem par Guillaume Crétin*[1], que M. Ernest Thoinan a rééditée et enrichie de notes précieuses; nous avons ici la preuve qu'il n'est pas le même que Philippe de Lannoy, facteur d'orgues à Anvers, à la fin du XV[e] siècle. Mais nous ne doutons pas qu'il n'appartienne à sa famille, qui s'est illustrée par le nombre extraordinaire de facteurs d'orgues qu'elle a comptés dans son sein.

Entre autres, un Pierre de Lannoy construisait des orgues à Anvers, en 1555; un Louis de Lannoy, en 1607; un Antoine de Lannoy, en 1629; un autre Pierre de Lannoy, en 1658.

[1] Paris, Claudin, 1864.

Colinet de Lannoy ne serait-il pas le fils du compositeur P. de Lannoy, dont un morceau fut imprimé dans l'*Odhecaton* de Petrucci en 1505?

III. Le troisième chant à quatre voix du manuscrit est une espèce de complainte.

Elle présente une particularité que nous trouverons encore ailleurs : pendant que le supérius, le ténor et le contra-ténor chantent en français :

> Revenez tous regretz je vous convie
> Revenez tost jay de vous veoir envie
> Plus que jamais je veul votre accointance
> Car de tous pointz je renonce
> Puisque la mort a ma dame ravie/

le bassus chante en latin :

> Quis det ut veniat peticio mea et quod
> expecto tribuat michi Dominus?

Le nom du compositeur est Allexander, sans doute Alexandre Agricola, un des plus renommés élèves d'Ockeghem et dont le nom flamand était *Ackerman* ou *Aggerman*.

Un autre Agricola, qui était chapelain-chantre à la cathédrale d'Anvers en 1598, signait : *Nicolaus Agricola alias Ackermans*.

Le morceau *Revenez tous regretz* est inséré dans l'*Odhecaton* de Petrucci litt. *C*, à la page 97. (Voy. Eitner, *Sammelwercke*, etc., p. 567.)

IV. Le morceau suivant, dont le texte est :

> Tout a part moy/

est du même Allexander. Il a été publié dans l'*Odhecaton*, litt. *C*, page 19.

Les quatre notes des premières paroles *Tout a part moy* ne cessent pas d'être répétées dans les quatre parties de chant, surtout dans celles du contra-ténor.

V. Le nº 5, texte :

Dung aultre amée

est du même compositeur, qui a encore traité à trois voix le motif de cette chanson, sous le nº LXIII du manuscrit.

VI. Le nº 6 est aussi d'Allexander et a également pour motif la chanson :

Dung aultre amée.

VII. Pierre de la Rue est l'auteur du septième morceau sur la chanson :

De leuil de la fille du roy
Chacun est en doubte et effroy.

Cette composition figure, mais sans indication d'auteur, dans le manuscrit de la Bibliothèque de Bourgogne, à Bruxelles.

VIII. Le huitième morceau est du même maître, sur les paroles :

Pourquoy tant me fault-il attendre
Dont peut telle riguez veniz?
Pourquoy tant fault-il soustenizz
De mieulx je ne puis entendre.

IX. Le morceau qui suit est aussi de Pierre de la Rue. Texte :

Il viendra le jouz desiré
Il viendra ce que je demande
De la faulte Dieu me deffende
Cest grande peine destre abusé.

X. Le dixième chant est également de ce compositeur. Texte :

> Autant en emporte le vent
> Qui na quung baisiez seulement
> Car bien que soit donné de bouche
> Si le mes ni dame la touche
> Et y met son consentement.

Autant en emporte le vent fait partie, sans nom d'auteur, du Livre de chansons de Marguerite d'Autriche. Le mot *vent* est écrit dans une des parties *vendt* et *vend*, formes flamandes qui confirment notre opinion que le recueil est d'origine néerlandaise.

XI. Le morceau suivant est aussi composé par Pierre de la Rue. Voici le texte :

> Puisque je suis hors du compte
> Des amoureux dont on raconte
> Sans espoir ou entretenue
> Je demande quant je margue
> Si se nest grand honneur ou honte.

XII. Le douzième chant est du maître précédent. Il a pour thème la chanson flamande :

> Myn hert altyt heeft verlangen/

en français : *Mon cœur a toujours désiré.*

Ce morceau a été imprimé, la première fois, dans les *Canti C. N° cento cinquanta, C.*, publiés à Venise par Petrucci, en 1503, recueil rarissime dont l'unique exemplaire connu fait partie de la bibliothèque de la Cour, à Vienne (Eitner, p. 657). Il se trouve aussi dans le Livre de chansons de Marguerite d'Autriche, mais sans désignation du nom du compositeur.

Une messe à quatre voix sur le même motif de la chanson : *Mijn hert altijd heeft verlangen*, a été composée par un musicien nommé Gascoing, que M. F. Fétis (*Biographie des musiciens*,

art. Gascoing) suppose Français. M. Fétis n'a point eu connaissance de cette œuvre, que nous avons découverte dans un recueil de messes manuscrites, originaire de la ville d'Amsterdam; nous espérons en donner un jour la description détaillée.

XIII. Le treizième morceau, à quatre voix, a été composé également par Pierre de la Rue sur le texte français :

Dedans boutez dedans
Entres en service de dame
Soes leal de cuez et dame
Cest lusaige des vrays amans.

XIV. Le morceau qui suit est une frottole italienne, composée par Louis Compère sur les paroles :

Scaramella fa la galla
Com la scarpe bastinade
Latchomberon beram berom etc.

Elle a été imprimée dans le quatrième livre des *Strambotti, Ode, Frottoli, etc.*, publié par Petrucci, à Venise, en 1505, et dont l'unique exemplaire connu repose à la Bibliothèque de l'État, à Munich (Eitner, p. 6).

XV. Les sept morceaux suivants : nis XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX et XXI, présentent un intérêt tout spécial.

Sur le thème d'une chanson dont les premiers mots sont *Fors seullement*, six compositeurs de l'école belge ont exercé leur talent d'harmoniste.

L'un d'eux, Jean Ghisling (dont un *Fors seullement* à quatre voix se trouve dans l'*Odhecaton*, litt. *C*, p. 58) s'est même plu à traiter ce sujet de deux manières différentes :

XVI. Ce sont les chants XV et XVI.

XVII. Le travail de Pierre de la Rue se trouve sous le n° XVII. Il a été publié dans l'*Odhecaton*, litt. *B*, p. 32.

XVIII. Celui d'Antoine Brumel, sous le n° XVIII.

XIX. Le n° XIX est l'œuvre de Mathieu Pipelare.

XX. Jean de Orto a composé le vingtième morceau.

XXI. Enfin le n° XXI est dû à Jacques Obrecht, qui l'a publié dans l'*Odhecaton*, litt. *C*, p. 5, en 1502.

On dirait, en voyant ces sept morceaux composés sur le même thème de *Fors seullement* — qu'ils sont le résultat d'une lutte musicale offerte par un maître à ses élèves; et, en effet, ces six compositeurs furent presque tous, sinon tous, les disciples d'Ockeghem, ainsi que le prouvent les vers suivants de la *Déploration de Guillaume Crétin* sur le trépas du grand musicien Termondois :

> Agricola/ Verbonnet/ Prioris/
> Josquin Desprez/ Gaspar/ Brunel/ Compere/
> Ne parlez plus de joyeux chantz ne ris/
> Mais composez ung Ne recorderis/
> Pour lamentez nostre maistre et bon pere.

Après la tâche imposée à ses élèves, Ockeghem a traité à son tour le même sujet de *Fors seullement* en un morceau à trois voix, qui se trouve dans le manuscrit que nous décrivons, sous le n° XLVI.

Quelle belle étude à faire sur les qualités respectives de ces sept compositeurs, dont les œuvres sont ici mises en présence!

Une huitième composition sur ce même motif, figure, sans nom d'auteur, dans le Livre de chansons de Marguerite d'Autriche, à la Bibliothèque de Bourgogne, à Bruxelles.

XXII. Le vingt-deuxième morceau du manuscrit de M. Basevi est un chant composé par Josquin Deprés sur la chanson :

Pour vous je suis.

XXIII. Le morceau suivant, sur le même motif : *Pour vous je suis*, est de Prioris.

XXIV. Le vingt-quatrième chant est composé par Mathieu Pipelare sur le motif d'une chanson flamande intitulée :

Een vrolic wesen.

XXV. Le morceau suivant est fait, sur le même motif flamand, par un auteur anonyme, qui pourrait être Linken van Beveren. Il est écrit pour supérius, contra-ténor et deux parties de bassus.

On rencontrera encore plus loin, sous le n° XLIII : *Een vrolyk wesen* (qu'on orthographie aussi : *Een vrouelic* et *Een vroelic wesen*, en français : *Une figure joyeuse* ou *Une figure féminine*) traité à trois parties par Jean Gysling ou par Verbonnet : le titre, portant *Jo. Gysling alias Verbonnet,* nous permet de choisir entre ces deux maîtres lequel en est l'auteur véritable.

XXVI. Le vingt-sixième morceau est une composition d'Antoine Brumel sur les paroles :

James que la
Ne peult estre trouvée
Ne grace recouvrée
Fors en la vierge que Sebille monstroit
A lempereur auquel elle disoit
Belle adorée
Ne mes ta pensée
James que la.

Pendant que les trois voix supérius, contra-ténor et bassus, chantent les paroles *James que la,* etc., le ténor chante, en un

canon *Vade et revertere*, les mots : *Je ne vis oncques la pareille.*
Cette curieuse composition de Brumel n'est mentionnée ni par Fétis ni par Ambros.

XXVII. Le morceau qui suit est une chanson flamande, composée par Antoine Busnois sur les paroles :

In myne zin.

Contrairement à l'usage, la partie de supérius est écrite en clef de *sol*, deuxième ligne; celle de ténor en clef d'*ut*, troisième ligne; celle de contra-ténor en clef d'*ut*, première ligne; à la partie du bassus l'auteur a assigné la clef d'*ut*, quatrième ligne!

XXVIII. La vingt-huitième composition est due à Ockeghem; c'est ainsi qu'est orthographié le nom du maître. Elle a pour sujet la chanson :

Ien nay deuil.

Ce morceau est imprimé à la page 94 du recueil *Canti C numero cento cinquanta, C.*, déjà cité, qui fut publié par Petrucci, en 1503 (Eitner, p. 758).

XIX. La composition suivante est également due à Ockeghem. Elle semble empruntée au Jeu célèbre de *Robin et Marion*, à en juger par les paroles suivantes :

Petite Camusette a la mort mavez mis
. . . .
Robin et Marion . . . .
Ilz sen vont bras a bras
Ilz se sont endormis . . . .
Petite Camusette a la mort mavez mis.

Ockeghem aurait-il mis en musique tout le Jeu de Robin et Marion?
Cette composition eut l'honneur de trouver place dans le Livre

de chansons de Marguerite d'Autriche; mais le texte musical offre ici quelques différences avec celui du précieux manuscrit de Bruxelles.

Petite Camusette fut aussi imprimée, en 1503, à Venise, dans le recueil précité de Petrucci, litt. *C*, p. 125 (Eitner, p. 758).

XXX. Le trentième morceau est composé par Prioris sur le texte français :

Deuil et ennuy.

Il présente cette singularité que, pendant que le ténor, le contra-ténor et le bassus chantent les paroles *Deuil et ennuy*, le baryton chante le texte latin de l'Écriture :

Quoniam tribulatio proxima est
et non est qui adjuvet.

Ce morceau se trouve, sans nom d'auteur, parmi les chansons de Marguerite d'Autriche, déjà citées.

XXXI, XXXII, XXXIII. Ces trois chants, sur les mêmes paroles commençant par le mot :

Fortuna

sont composés par Jacques Obrecht.

Ils offrent un précieux exemple de la souplesse de talent du compositeur, qui traite ici son sujet de trois manières. Dans le n° XXXI (qui figure comme anonyme dans l'*Odhecaton,* litt. *C*, p. 127), le sujet est à la partie de ténor; dans le n° XXXII il est au supérius; dans le n° XXXIII, au bassus. En outre, Obrecht a composé sur *Fortuna* une Messe, qui parut à Venise, en 1503.

XXXIV. Ce morceau est une composition de Pierre de la Rue sur les paroles :

Plorez gemiez criez et braiz me conviennt
En grant desplesiez. Quant la mort/ etc.

Pendant que le supérius et le contra-ténor chantent les dix premiers mots en rhythme binaire, le ténor et le bassus font entendre le *Requiem æternam dona eis Domine* de la messe des Morts.

Mais lorsque, après le mot *desplesier,* au rhythme binaire succède un rhythme ternaire, le ténor et le bassus se joignent au supérius et au contra-ténor, pour chanter avec eux, en français, *Quant la mort,* etc.

XXXV. Le trente-cinquième morceau est un chant à double texte comme le précédent.

Tandis que le supérius, le ténor et le contra-ténor chantent en français :

Royne du ciel

le bassus fait entendre le commencement du

Regina celi letare/ alleluia/

en latin.

Ce morceau est du compositeur Prioris.

XXXVI. Celui qui suit est une chanson sur deux groupes de quatre notes :

La mi la sol

et

La sol la mi.

Elle est composée par Henri Yzaac. Elle a un tour original et comique. Pendant que les deux groupes de quatre notes sont répétés souvent dans les trois parties de supérius, contra-ténor et bassus, le ténor ne les chante que deux fois sur des notes maximes. Il prend ensuite une allure plus vive et se laisse entraîner par les autres voix, en changeant deux fois de rhythme comme elles. Cette chanson a été publiée par Petrucci, en 1508.

XXXVII. Le trente-septième chant à quatre voix est composé par Pierre de la Rue sur le thème de la chanson :

Ma buche rit.

XXXVIII. Le chant suivant est de la composition d'Allexander (Agricola?). Texte :

Comme femme.

Eitner dit (p. 367) que le motif de ce morceau a été traité à trois voix par le même Allexander et qu'il se trouve dans les *Canti B, n° cento cinquanta B,* de Petrucci, à la page 6.

Comme femme se trouve aussi, à trois voix, dans le recueil : *Trium vocum carmina a diversis musicis composita*, publié à Nuremberg par Jérôme Formschneider, en 1538; mais le nom d'Allexander n'y est pas inscrit.
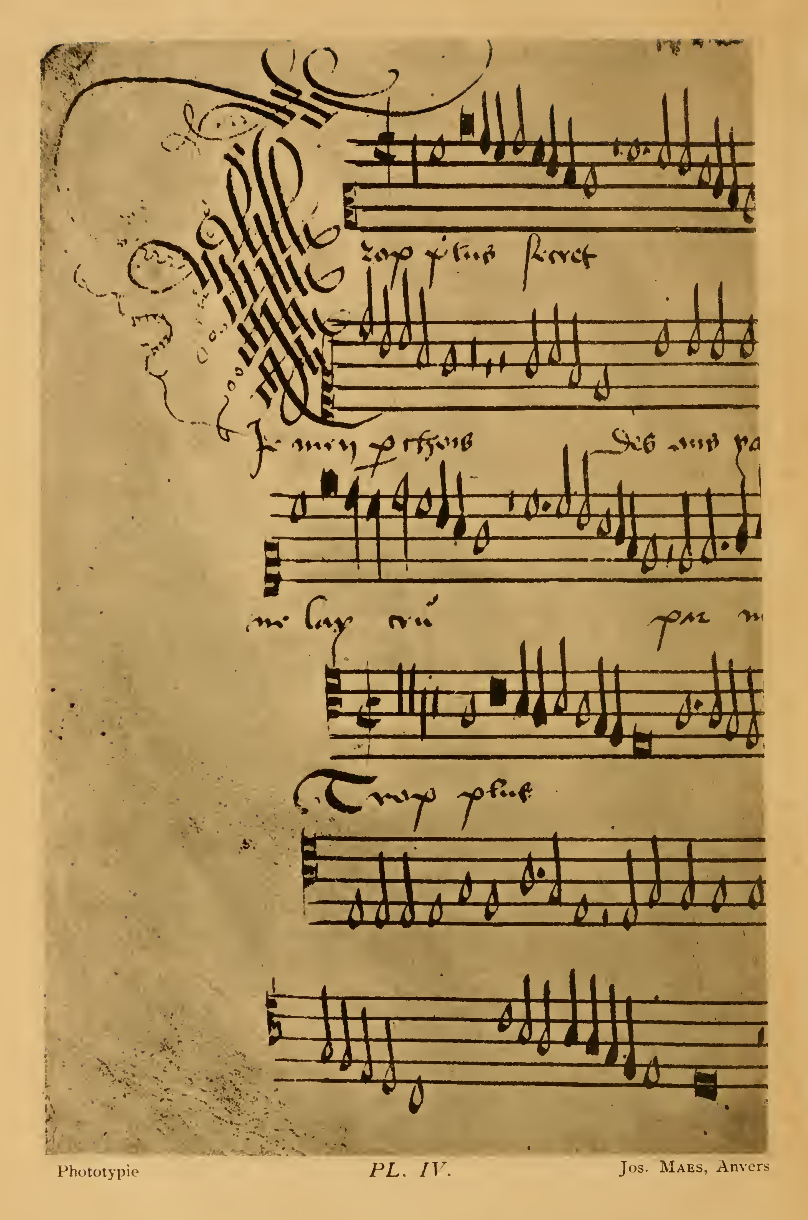
Il a fallu une circonstance toute fortuite pour nous le faire connaître, car, au rebours de ce qui s'est pratiqué généralement, l'éditeur de ce livre y a omis volontairement les paroles du texte et les noms des auteurs de la musique.

Les raisons curieuses qu'il donne de cette omission et qu'on ne devinerait certes pas, se trouvent énumérées dans son Avertissement aux jeunes musiciens *Candidis musicis*, qui ouvre le volume :

« Nous avons jugé plus commode, dit-il, de numéroter simplement les morceaux, que de mettre sous la musique des paroles écrites en plusieurs langues. C'eût été une chose affreuse que de voir se succéder des textes allemands, français, italiens et latins. D'ailleurs, en produisant des chants à trois voix, les compositeurs semblent avoir eu plutôt pour but de faire un mélange savant d'accords, que de rendre l'expression des paroles. Le musicien instruit aura donc toute satisfaction en notre livre, quoique les paroles ne se trouvent pas placées sous la musique.

» Nous ne nous sommes également pas préoccupés, ajoute Jérôme Formschneider, d'y inscrire les noms des compositeurs

4



Phototypie — *PL. IV.* — Jos. Maes, Anvers

Chevr : Léon de Burbure. Etude sur le Mcrit Basevi.

des divers chants, parce que le faire de chacun d'eux se distingue de celui de ses confrères par des différences de style que les artistes éclairés reconnaissent facilement. »

Après ces raisonnements si subtils, l'éditeur ne pouvait que prendre congé de ses lecteurs : aussi se hâte-t-il de leur adresser un *Bene valete* solennel [1].

Le *Trium vocum carmina* ne contenait donc que des morceaux voués à un éternel anonymat par l'astucieux éditeur, qui, au fond, ne voulait probablement que s'éviter un surcroît de travail typographique. Mais, grâce à un possesseur ancien de ce livre, qui dans son exemplaire (conservé actuellement à la Bibliothèque d'Iéna) a ajouté, en tête de chaque morceau, le nom du maître qui l'a composé, nous pouvons aujourd'hui y reconnaître de nombreuses productions des meilleurs maîtres belges, parmi lesquels Allexander, l'auteur de *Comme femme* n'est pas le moins distingué.

XXXIX. Pierre de la Rue est l'auteur du trente-neuvième chant du manuscrit Basevi, sur les paroles suivantes :

Trop plus secret que ma partie
Suis maintenant je memperchois
Des ans y a bien deulx ou trois
Que ne l'ay cru pas ma folie.

Nous reproduisons ici (pl. IV) l'initiale T du premier mot du quatrain, représentant une figure de chanteur d'un caractère original.

[1] « Quia autem Carmina haec non unius linguae verba habebant, commodius fore judicavimus, si obmissis verbis, carmina signaremus numeris. Deformitates enim tres habitura videbatur : si nunc Germanica, nunc Gallica, nonnumquam Italica aut latina commixta essent. Deinde in trium vocum carminibus videntur artifices magis sonorum eruditam mixturam spectasse, quam verba. Hac voluptate eruditus Musicus abunde fruetur, etiam si nulla subjecta verba sint. Necque de Autorum nominibus valde fuimus soliciti, quod singuli suas insignes notas habeant, quibus ab eruditis Musicis facile possint agnosci. Bene valete ». (Eitner, *op. cit.*, p. 44.)

XL. Le quarantième morceau ne porte pas d'indication d'auteur. Il est fait sur la chanson :

Amours mont fait de desplaisiez mainte heure
Et de courroux mon petite tambuere
Car chacun jour me porchasse a oultransse
Jen ay tel deul et telle desplaisance
Car cest pour elle si convient que je meure.

XLI. Le quarante-unième chant à quatre voix est composé par De Orto sur les beaux vers du livre IV de l'*Énéide* de Virgile, par lesquels Didon, sur le bûcher, dit un dernier adieu à la terre avant de se percer le sein :

Dulces exuviae/ dum fata Deusque sinebant
Accipite hanc animam meque his exsolvite curis.
Vixi et quem dederat cursum fortuna peregi :
Et nunc magna mei sub terras ibit imago.

Les quatre parties de chant ont ici, par exception, toutes leurs paroles placées sous la musique. Ce morceau semble d'une grande distinction de forme; il fait partie aussi du superbe manuscrit n° 228 de la Bibliothèque de Bourgogne, à Bruxelles.

XLII. Le morceau suivant est un *Requiem æternam*, composé par Jacques Obrecht. Le ténor fait le plain-chant que les trois autres voix harmonisent.

Cette composition d'Obrecht clôt la première série des chants du manuscrit.

Après une feuille laissée en blanc, commence, à la page L, une nouvelle série, celle des morceaux à trois voix, parmi lesquels nous considérons les n°s XLV, LXIV et LXXXII-LXXXVI, comme composés sur des thèmes originaux.

SECONDE SÉRIE. — MORCEAUX A TROIS VOIX.

XLIII. Le quarante-troisième morceau du manuscrit, le premier des chants à trois voix (dont nous nous sommes déjà occupé, p. 7, à propos de la miniature qui l'accompagne), est composé par Jean Gysling ou par Verbonnet.

La chanson flamande :

Een vrouwelic wesen

qui lui sert de thème, a servi à deux autres morceaux, à quatre voix, du manuscrit Basevi : le vingt-quatrième, composé par Pipelare, et le vingt-cinquième, par un auteur anonyme.

XLIV. Chant à deux textes par Louis Compère. Pendant que le supérius et le ténor chantent les vers français :

Plaine dennuy de longue main attaincte
De desplaisirz en vie langoureuse
Dis a paz moy que seroy bien heureuse
Se paz la mort estoit ma vie estainte/

la voix bassus chante le passage suivant, tiré du Cantique des Cantiques :

Anima mea liquefacta est/
filiae Iherusalem nunciate dilecto meo
quia amore langueo.

Ce même morceau fait partie du manuscrit des chansons de Marguerite d'Autriche, mais sans indication du nom de Louis Compère.

Une composition anonyme à quatre voix, sur les mêmes vers,

figure dans le manuscrit 11,259 de la Bibliothèque de Bourgogne, à Bruxelles.

La présente de Compère s'y trouve également, folio 27.

Dans le manuscrit Basevi on voit, en tête de la partie du supérius, un P initial encadrant le blason aux trois étoiles d'or, cité au commencement de cette Étude.

Le cimier et les lambrequins y sont omis. L'écusson est suspendu à la partie supérieure du P par le nœud d'un ruban avec deux glands aux bouts (pl. V).

Les initiales T de la partie de ténor et B de la partie de basse sont dessinées avec élégance et ornées, la première, d'un gland de chêne, la seconde, d'un *ne m'oubliez pas* (pl. VI).

XLV. Louis Compère est également l'auteur du chant suivant, composé sur les paroles :

Sourdes regretz abironnes mon ceuz
Tout de souspirs de paine et de doleuz
Puisque ainsi est que jay ma dame perdue
Jamasse mieulx jamais ne lavoiz veue
Pouz en estre si longtemps en langueuz.

Ce morceau de Compère se trouve aussi, mais sans nom d'auteur, dans le Livre de chansons de Marguerite d'Autriche.

XLVI. Jean Ockeghem a composé le quarante-sixième morceau, sur le motif de *Fors seullement*, qu'ont également mis en musique à quatre voix les six maîtres, ses anciens élèves, mentionnés sous les numéros XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX et XXI.

En comparant entre elles quelques-unes de ces compositions, nous remarquons que la partie du bassus du n° XLVI est la même que celle du contra-ténor du n° XVII, composé par Pierre de la Rue.
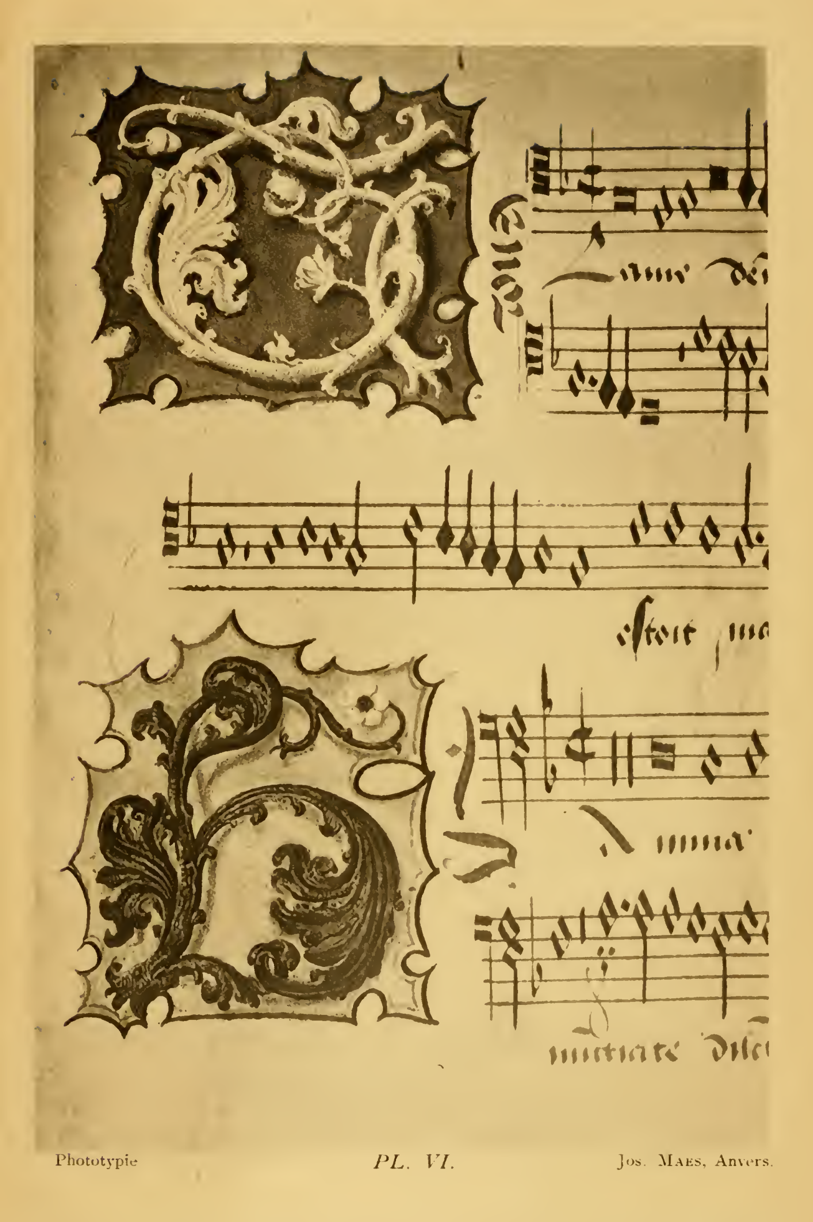
Voici les paroles de cette chanson, qui a dû avoir, au XVIe siècle et même antérieurement, une vogue extraordinaire, puisque tant

Phototypie

PL. V.

Jos. Maes, Anvers.

Chev^{r} : Léon de Burbure. Etude sur le Manuscrit Basevi.



Phototypie — *PL. VI.* — Jos. Maes, Anvers.

Chevr : Léon de Burbure. Etude sur le Mcrit Basevi.

de musiciens éminents l'ont choisie pour thème de leurs compositions vocales :

> Fors seullement lactante que je meure
> En mon las ceur nul espoir ne demeure
> Car mon malheur si tres fort me tourmente
> Qui nest doleur que par vous je ne sente
> Pour ce que je suis de vous perdre bien seure.

XLVII. Ockeghem est aussi l'auteur du morceau composé sur la chanson :

> Baisies moi donc fort ma maistresse
> Acolles moy mon serray refuge
> Puisque je vous fais mon seul juge
> Pour pugnir mon ceur si vous laisse.

XLVIII. Cette composition sur la chanson :

> Par vos sermens tous plains

est de Prioris.

XLIX. Du même Prioris est la quarante-neuvième sur l'air :

> Mon ceur et moy dune aliance

L. la cinquantième sur la chanson :

> Mon plus que riens que je sceusse nommer

LI. et la cinquante-unième sur :

> Riens ne me plaist.

LII. La composition suivante sur la chanson :

> Va-t-en regretz

porte le nom d'Allexander.

LIII. Le cinquante-troisième morceau est du même Allexander. Il est à deux textes; pendant que le supérius chante :

Pourquoy tant

le supéron, qui est écrit en clef d'*ut,* deuxième ligne, et le bassus chantent :

Pour quel paine.

LIV. Du même Allexander est aussi le morceau suivant :

Sy vous plaist bien que je vous tiegne
Pour ma maistresse a tous jours
Mais maintenant . . . . . .

LV. Du même compositeur est la chanson sur :

Amours/ amours

LVI. et le morceau suivant :

Se mieulx ne vient damours

qui se trouve dans l'*Odhecaton*, litt. *C*, p. 157.

Aux cinq morceaux précédents, inscrits sous le simple prénom d'*Allexander,*

LVII. succède le cinquante-septième du manuscrit, qui porte en tête le nom d'*Allexander Agricola.*

Cette composition a deux textes qui se chantent simultanément. Pendant que le supérius et le ténor chantent :

Belles sont toutes/

le bassus fait entendre le :

Tota pulchra es/ amica mea/
et macula non est in te.

Ce morceau a été publié à Venise, en 1503, dans les *Canti C,*

n° cento cinquanta C, page 152. Il fut réimprimé dans le recueil déjà cité de Formschneider, en 1538.

LVIII. La composition :

Adieu mamouz

LIX. est d'Allexander, de même que celle qui suit et qui est faite sur les mêmes paroles :

Adieu mamouz et mon desiez
De vous je prens departement.
Si je vous ay fait desplaisiez
Pardonne moy joyeusement
Je mes mon ceuz a vous serviz.

LX. Le soixantième morceau, sur la chanson :

De tous biens playne

est d'Allexander. Il a été publié dans l'*Odhecaton*, litt. *C*, page 84. La même mélodie a été traitée à quatre voix par plusieurs maîtres. La chanson *de tous biens playne* date d'avant 1501.

LXI. Le morceau qui suit est composé sur le même texte :

De tous biens playne

par Allexander, qui est aussi l'auteur du chant :

LXII. Tout a pouz moi

dont le motif a été traité à quatre voix, au n° IV ci-dessus, par le même maître.

LXIII. Allexander est aussi l'auteur du morceau LXIII :

D'ung aultre amée

déjà traité par lui à quatre voix, au n° VI du manuscrit. Il a

composé également le chant suivant, dont les vers s'écartent, par exception, des fadaises amoureuses précédentes :

LXIV. Sonnez muses melodieusement.
Chantez de voix et jouez dinstrument
Par doulx accens et joyeuse armonie.
Et que ung chacun . . . faire estudie
Pour resjouir tout bon entendement.

LXV. Les paroles du chant n° LXV, composé par le maître précité, manquent entièrement.

LXVI. Cette composition du même Allexander est faite sur la chanson :

Oubliez dueil tristesse.

LXVII. Le même compositeur a traité ici, à trois voix, la chanson :

Comme femme desconfortez

qu'il a disposée à quatre voix au n° XXXVIII de ce manuscrit.

Ce morceau a été imprimé, en 1503, dans le recueil cité de Petrucci, litt. *C*, p. 108.

LXVIII. Le dernier morceau d'Allexander est composé sur la chanson :

Se congé prens

LXIX. Le soixante-neuvième morceau du manuscrit est composé par un musicien peu connu, Corneille Rigo, sur la chanson :

Celle que jay longtemps aimée.

Ce compositeur est nommé Cornelius Rigo de Bergis. Il serait donc originaire, soit de Berg-op-Zoom, dans le Brabant septentrional, soit de Bergues-St-Winoc, dans la Flandre française.

On ne connaît guère de compositions de Corneille Rigo que la présente, citée par Ambros dans sa : *Geschichte der Musick*, III, p. 259, et le nº LXXXV, *cum audisset Job,* décrit ci-après.

LXX. Le compositeur Jaspar, dont le nom de famille *Van Werbeke* a été mis au jour par M. Edmond Vanderstraeten, est l'auteur du soixante-dixième chant du manuscrit Basevi. En voici les paroles :

> Sans regretz veul entretenir mon cueur
> Qui loingtemps a souffert deuil et langueur
> Remed y nay qua madame nature
> Qui nous . . . (le reste manque).

LXXI. La composition suivante a pour auteur le célèbre Josquin Deprés. Pendant que le supérius et le ténor chantent en français :

> A la mort au prioit et a lheure/ etc.

le bassus fait un *Canon in dyatesserum* sur le texte latin d'une hymne à la Vierge :

> Monstra te esse matrem.

LXXII. Le soixante-douzième morceau, sur la prière de l'Église :

> Da pacem/ Domine/ in diebus nostris
> Quia non est alius qui pugnet pro nobis
> Nisi tu Deus noster

est composé par le musicien flamand Jean Gislingh, dont le nom s'écrit aussi *Ghijseling,* et par les Français *Giselin* et même *Giselain.*

LXXIII. Jean Ghiselingh est aussi l'auteur du nº LXXIII, écrit sur le motif de la chanson flamande, déjà connue avant 1505 :

> Weet ghy wat myner jonghen herten deert/

en français : *Savez-vous ce qui chagrine mon jeune cœur.*

LXXIV. Le même Ghiselingh a également composé le morceau suivant sur les paroles :

Rendes le moy mon ceur
Que vous retenez enprinsonné/ etc.

LXXV. Verbonnet qui fut, comme Prioris et Ghiselingh, l'élève de Jean Van Ockeghem, a composé le chant LXXV, dont les paroles, encore plus difficiles à déchiffrer que la plupart des textes précédents, commencent ainsi :

Le ceuz le sueult et mon oeill la regrete
Mon corps la plaint mon esprit la guette.
Celle qui est des parfaittes
La fuyant a jamais/
J'ay ordonné un pleuz perpetuel.

LXXVI. Verbonnet est aussi l'auteur du soixante-seizième morceau, composé sur la chanson :

A vous ma dame/

LXXVII. ainsi que de celui qui commence par

Je suis si tresfort
A mon amy.

LXXVIII. Le soixante-dix-huitième morceau du manuscrit Basevi est composé par Pierre de la Rue, sur les paroles :

Tous nobles ceurs que mes regretz/ etc.

LXXIX. Le même maître est l'auteur du morceau :

A vous non aultre serviz habandonné/ etc.

Cette composition se trouve également dans le Livre de chansons de Marguerite d'Autriche; mais le nom de son auteur y fait défaut.

LXXX. Josquin Deprés a composé le morceau suivant, qui offre cette singularité, que le supérius et le ténor chantent en français :

Fortune destrange plummage

pendant que le bassus fait entendre le verset :

Pauper sum ego et in laboribus a juventute
mea exaltatus autem humiliatus autem
conturbatus.

Le chant de ce verset est disposé, à la partie du bassus, sur le dessin diatonique descendant :

La la sol la fa mi
Sol sol fa sol mi re
Fa fa mi fa re ut
Mi mi re mi ut si
Re re ut re si la
La la sol la fa mi
La

LXXXI. Le quatre-vingt-unième morceau est un motet à trois voix, sur le plain-chant de l'hymne latine :

O florens rosa.

Il ne porte pas de nom d'auteur dans le manuscrit Basevi, mais dans les *Motetti A, numero trentatre A*, 1502, page 23, il figure sous le nom de Jean Ghiseling (Eitner, p. 591).

LXXXII. Jean Ghiseling est aussi l'auteur du morceau qui suit, dont le texte est tiré du Cantique des Cantiques :

Anima mea liquefacta est
ut dilectus meus locutus est;
quaesivi et non inveni illum;
vocavi et non respondit michi.
Invenerunt me custodes civitatum
percusserunt me et vulnerunt me.
Tulerunt pallium meum custodes murorum.
Filiae Iherusalem nunciate dilecto
quia amore langueo.

Cette composition est plus développée que la plupart des précédents morceaux. Elle se trouve dans le recueil de 1502 que nous venons de citer, à la page 53.

LXXXIII. Ce motet est composé sur le texte latin :

Sancta Maria virgo/
O Maria virgo mitis/

par Pierre de la Rue, le Flamand, *Flander*, ainsi qu'il est qualifié dans l'ouvrage renommé : *Lamentationes Hieremiæ Prophetæ*, qui a paru à Nuremberg, en 1549.

LXXXIV. Pierre de la Rue est aussi l'auteur de ce morceau, dont le texte latin commence par :

Si dormiero.

LXXXV. Le quatre-vingt-cinquième morceau du recueil est composé par Corneille Rigo de Bergis, mentionné plus haut, au nº LXIX. Ses paroles latines, empruntées au livre de Job, sont :

Cum audiſſet Job nunciorum verba
ſuſtinuit paciente; : ſi bona
ſuſcipimus de manu Domini
mala autem quare non ſuſtineamus.

LXXXVI. Le dernier des morceaux à trois voix et, en même temps, celui qui finit le manuscrit, est composé par Nino Lepetit qu'on appelle ici seulement *Nino*.

C'est une chanson bachique latine, qui fait contraste avec l'*Ave Maria* par lequel commence le volume.

On en jugera par le texte, qu'on croirait avoir été inspiré par Pantagruel. Au reste, Rabelais connut la plupart des musiciens précités, dont il parle au quatrième livre de sa célèbre satire.

Si bibero crathere pleno ad lachrimas/
Si dedero post pocula somnum/
Si ascendero stratum vino sepultus/
Si dormiero totam sub noctem/
Si descendero capitis morbo laborans/
Si sumpsero iterum bachicum liquorem/
Facile sanus evadam.

En terminant cet examen des œuvres musicales contenues dans le manuscrit de M. Basevi, et qui furent toutes composées vers le commencement du XVI[e] siècle, nous nous demandons à quelle cause il faut attribuer la singulière tendance qu'ont subie alors presque tous les maîtres belges, d'écrire, non des mélodies nouvelles et originales, mais de véritables leçons de contre-point sur des phrases qu'ils empruntaient à une chanson en vogue ou à un chant de la liturgie.

Telle chanson d'allure légère servait de motif à tous les morceaux d'une messe[1]; sur telle mélodie d'un hymne s'adaptait un chant profane. Combien d'auteurs n'ont pas pris pour thème d'une messe à quatre voix, par exemple, la chanson *Villaige* ou celle de l'*Home armé?* On eût volontiers fait un madrigal sur les premières notes du *Subvenite.*

Cette aberration ou cette perversion du goût, sanctionnée par l'usage, portait le compositeur à faire fi du sentiment exprimé par le poëte, pour ne se préoccuper que de traiter, le plus scientifiquement possible, un thème quelconque. Il le développait en une foule d'imitations et d'entrées des voix sur tous les degrés de la gamme : son intelligence n'était appliquée qu'au maniement des accords; c'était sa seule préoccupation.

[1] Jean Richafort, par exemple, emprunta à la chanson populaire : *Faulte d'argent,* les principaux motifs de sa messe de *Requiem.*

Un musicien de grand savoir, le célèbre Glareanus, au chapitre XVIII, « de modo Hypomixolydio, » f° 304, de son *Odhecachordon* (ouvrage dont nous possédons l'exemplaire, corrigé de la main de l'auteur, qu'a signalé Ambros, III, p. 156), reconnaissait que les compositeurs de son époque (1547) arrangeaient à quatre voix et d'une façon fort agréable, de vieux airs, mais qu'ils trouvaient rarement des airs nouveaux : « Themata quidem vetera festivissime nostrâ ætate symphonistæ quatuor componunt vocibus, at ipsi raro nova inveniunt. »

Il faut bien en convenir : c'est dans les maîtrises de nos antiques collégiales, remplacées aujourd'hui par les conservatoires et les écoles de musique, que nos Ockeghem, Barbireau, Tinctoris, Obrecht et bien d'autres, perpétuèrent cette tendance au pédantisme scolastique que leur avaient inculquée leurs maîtres.

Si leurs doctrines firent accomplir à l'art harmonique des progrès immenses dont bénéficia le monde entier, elles retardèrent, d'un demi-siècle peut-être, l'éclosion de la musique dramatique qui est due au génie des maîtres italiens.

POST-SCRIPTUM :

Le *Bellum musicale* de Claude Sebastiani.

Nous croyons qu'il n'est pas hors de propos d'ajouter ici deux extraits, qui concernent plusieurs des musiciens belges dont nous venons de nous occuper. Ils sont empruntés à un livre d'une très-grande rareté, qui a pour titre :

Bellum musicale *inter Plani et mensurabilis cantûs* (sic) *reges,*
de Principatu in Musicæ Provinciâ obtinendo,
Claudio Sebastiani, Metensi, organistâ authore.
Argentorati, in officinâ Pauli Machæropei. Anno MDLXIII.

Ce singulier ouvrage a pour sujet une guerre musicale entre

le roi du plain-chant et le roi du chant mesuré, pour conquérir la souveraineté de la province de Musique.

Naturellement, beaucoup de maîtres belges sont appelés à prendre part à ces combats imaginaires.

Au chapitre XXVII, faisant l'énumération des forces que les deux rois vont conduire au champ de bataille, Sebastiani désigne les musiciens les plus célèbres de l'antiquité, du moyen âge et de son temps. Il les divise en quatre catégories :

les Musiciens théoriciens,
les Musiciens mathématiciens,
les Musiciens théoriciens pratiques,
et les Musiciens poétiques (*musici poetici*).

Parmi les premiers, qu'il dit avoir trouvé l'origine de la musique et avoir remarqué que divers objets rendaient une certaine harmonie de sons, il cite Tubal, Orphée, Amphion, Zetus, Boëce, Plutarque, Saint-Augustin, Franchino, Gaffori, Valla Placentinus, Faber Stapulensis, Gui d'Arezzo, Ockegem, Obrecht, Alexander et le pape Jean. Ils avaient pour mission de préserver, durant la guerre, les possessions des théoriciens.

Les seconds, musiciens calculateurs, qui ont fait usage de signes de notation nombreux et obscurs, sont : Jean Ghiseling, Dufay, Jean Tinctoris, Franchinus, Busnois et Caron.

La troisième cohorte est formée des théoriciens pratiques, que Sebastiani appelle les plus distingués d'entre les musiciens, car ils savent chanter, composer et diriger les compositions des autres. Ce sont : Josquin Deprés, Pierre de la Rue, Brumel, Henri Isaac, Louis Senfel, Adrien Willaert, Lebrun, Concilium, Morales, Lafage, Lheritier, Nicolas Gombert, Thomas Créquillon, Champion, Pierre Massenus, Jacquet, Pipelare, Nicolas Paien, Courtois, Luxi, Lupus, Clemens non Papa, Homerus Herpoll, Claudin, etc., Saint-Bernard, Saint-Grégoire, Berno, abbé.

Dans la quatrième division des armées musicales Sebastiani comprend, sous l'appellation de *musici poetici*, les chanteurs pratiques, habiles à improviser un contre-point sur le chant

choral. Tels sont, dit-il, les Belges, les Picards, les Français et les Brabançons.

Au chapitre XXIX du même *Bellum musicale,* lorsque les parties belligérantes signent la paix, elles se mettent d'accord pour stipuler qu'à l'avenir une chanson ou un poëme musical pourra être mis en musique par les adeptes de la musique mesurée, non-seulement à une voix seule, mais à quatre, cinq, six, huit et plus de voix encore. Ils seront libres de composer chaque jour tout ce qu'il leur plaira d'imaginer. Plus ils auront écrit de choses diverses, d'autant seront-elles trouvées meilleures : nous avons bien approuvé, ajoute l'auteur, que Jean Ockeghem ait composé un motet à trente-six voix.

« Quorum primi, qui ejus artis originem prius invenerant, et variis in rebus vocum quandam harmoniam observaverant, *musici* erant *theorici,* videlicet Tubal, filius Lameck, Princeps canentium in cythara et organo. Orpheus Deus et vates genitus, Amphion et Zetus ex matre Antiopâ Nyctei filiâ progeniti, Boetiusque Romanus, Plutarchus Cheroneus, Divus Augustinus, Franchinus, Gafforus, Valla Placentinus, Faber Stapulensis, Guido Aretinus monachus, Ockgehem, Jacobus Obrecht, Alexander ac Joannes pontifex Romanorum insignis Monarcha, qui theoreticorum partes tuebantur tantum.

» Secondo, *mathematici* difficiles in multitudine signorum et obscuri. Joannes Geislin, Dufax, Joannes Tinctoris, Franchinus, Buschnæ, Caronte.

» Tertio, *Practici theorici*, cæterorum Principes, qui canere et componere, et composita intelligere noverant. Josquinus Despres, Petrus de la Rue, Brumel, Henricus Isaac, Ludovicus Senfel, Adrian Vuillart, Lebrun, Concilium, Morales, Lafage, Lheritier, Nicolaus Gombert, Thomas Crequillon, Champion, Petrus Massenus, Jacquet, Pipelari, Nicolaus Paien, Courtois, Luxi, Lupus, Clemens non Papa, Homerus Herpoll, Claudin, etc. Divus Bernhardus, Beatus Gregorius, Berno Abbas.

» Quarto, *poetici*, qui contrapunctum super choralem cantum cantabant, quales sunt Belgi, Picardi et Galli cum Brabantinis. »

(*Bellum musicale,* cap. XXVII.)

« . . . . non unâ voce tantum, sed quatuor, quinque, sex, octo et interdum pluribus hâc nostrâ tempestate vocibus cantilena vel carmen musicum procedere poterit. Interim musicis mensuralibus concedentes quicquid lubet quotidie excogitare : quoquam magis diversa excogitaverint eo meliora esse judicabimus , sicut Joannem Ockekem mutetum aut carmen triginta sex vocum componere admisimus. (*Ibid.*, cap. XXIX.)

Nous conseillons aux amateurs de raretés bibliographiques, qui désireraient connaître plus en détail le *Bellum musicale*, d'en lire le résumé dans la *Biographie universelle des musiciens.* Nous y ajouterons seulement une indication assez importante, omise par M. Fétis, et qui se trouve consignée dans l'Épître dédicatoire de l'auteur au prévôt de la cathédrale de Strasbourg, Richard de Bavière : Claude Sebastiani a beaucoup couru le monde; lorsqu'il publia son livre, dont la première édition parut en 1563, il avait déjà visité les îles Canaries, l'île de Palma, l'Espagne, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Bourgogne, la Suisse. Il avait traversé, dit-il, l'Océan, franchi les Pyrénées.

Beaucoup de musiciens de son époque ont eu, comme Sebastiani, la manie des voyages. Se déplaçant sans cesse, ils ne contractaient que des engagements passagers, et, à l'expiration du terme, reprenaient leur liberté pour se diriger ailleurs. Cette tendance à *vicarier* a causé de grands embarras aux biographes qui, de nos jours, ont voulu raccorder les divers incidents connus de la carrière de ces artistes inconstants.

Nos maîtres belges suivirent aussi cette propension à changer souvent de résidence. Pour n'en citer qu'un : Jacques Obrecht, quoique parvenu à un âge avancé, quitta, en 1491, l'église de St-Donatien, à Bruges, où il était *Succentor;* fit un voyage en Italie; vint ensuite à Anvers; y dirigea, de 1492 à 1498, la maîtrise de Notre-Dame; retourna à son ancien poste à Bruges; passa, de nouveau, les Alpes; revint à Anvers; et, après avoir publié ses compositions à Venise, mourut de la peste, en 1505, à Ferrare!

Table des morceaux contenus dans le manuscrit Basevi.

N. B. Les lettres (*a*) et (*b*) placées après les numéros d'ordre des morceaux, indiquent que ceux-ci ont deux différents textes.

Table des noms des Compositeurs.

TABLE DES MATIÈRES.

TABLE

DES

MÉMOIRES CONTENUS DANS LE TOME XXXIII.

SCIENCES.

LETTRES.

BEAUX-ARTS.

